



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

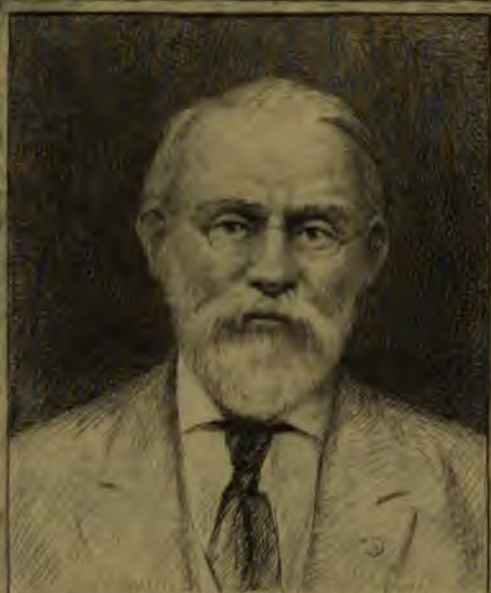
Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY

Jan 3 1914

ASSOCIATION BRETONNE

COMPTES-RENDUS

ASSOCIATION
BRETONNE

AGRICULTURE

Trente-cinquième Session, tenue à Ancenis en 1894



COMPTES-RENDUS & PROCÈS-VERBAUX

Publiés par les soins de la Direction




SAINT-BRIEUC
IMPRIMERIE-LIBRAIRIE DE RENÉ PRUD'HOMME
Place de la Préfecture, 1.
1895



Deming
Nicht
2-13-28
14847

ASSOCIATION BRETONNE

SESSION D'ANCENIS

MESSE DU SAINT-ESPRIT

Fidèles à leur pieuse tradition d'inaugurer chaque Congrès en mettant leurs travaux sous la protection de Celui qui est la source de toute science, les membres de l'Association Bretonne se sont réunis le lundi 3 septembre, à 10 heures, à l'église paroissiale d'Ancenis, pour assister à la messe du Saint-Esprit. A cette messe assistaient presque tous les membres du Congrès, parmi lesquels se trouvaient M. Audren de Kerdrel, sénateur du Morbihan, directeur général de l'Association Bretonne ; M. le vicomte de Lorgé, ancien député d'Ille-et-Vilaine ; M. Ch. Lecour, ancien député de la Loire-Inférieure ; M. le chanoine Guillotin de Corson, M. l'abbé France, MM. le vicomte de Champagny, le comte de Palys, de la Morvonnais, Le Bihan, Le Meignen de la Verrie, Jouon des Longrais, de Calan, etc.

M. Royné, adjoint au maire d'Ancenis, représentait la municipalité de la ville.

A la fin de la cérémonie, pendant laquelle l'orgue était tenu par M. Quignard, M. l'abbé Micheneau, curé d'Ancenis, qui avait célébré lui-même la messe, a prononcé la charmante allocution suivante :

Honor vobis credentibus.

Honneur à vous qui êtes des hommes de foi.

MESSIEURS,

C'est une parole de félicitation que je veux tout d'abord vous adresser, et tout humble qu'elle soit, cette parole ne vous sera pas indifférente, parce que si je loue votre foi, je loue ce qui vous tient le plus à cœur, ce qu'à juste titre, vous placez au-dessus de tout. — En venant mettre vos travaux sous la protection de Dieu, en venant demander à son divin Esprit sa lumière, vous vous honorez vous-mêmes, Messieurs, en restant fidèles à l'esprit de votre Association qui, vieille déjà de plus d'un demi-siècle, n'a jamais amené le drapeau de sa foi religieuse, vous honorez l'Association que vous représentez si dignement.

Vous honorez notre Bretagne, qui sait toujours croire et prier, et qui toujours chante à la Vierge bénie son cantique : « Garde au cœur des Bretons la foi des anciens jours. » Vous savez trop bien, Messieurs, que l'homme n'est grand que par Dieu, qu'il ne fait rien de grand et de bon qu'avec Dieu et par Dieu, pour que je me permette de le rappeler davantage. Vous donnez, Messieurs, un grand exemple qui,

toujours louable, donne aujourd'hui surtout droit à toutes les félicitations : *Vobis honor credentibus*.

Soyez les bienvenus, Messieurs, vous êtes ici chez vous. Bien que nous habitions les derniers confins de la Bretagne, nous sommes cependant des Bretons. Vous l'avez pensé, puisque vous avez choisi notre ville à titre de ville bretonne, pour être, cette année, le siège de votre Congrès, et nous pouvons dire que nous vous attendions comme on attend des frères ; merci d'être venus.

En répondant à l'appel d'une administration distinguée et hautement désireuse de la prospérité de notre cité, vous avez donné une preuve de votre fraternité bretonne. Vous trouverez pour vous faire accueil des regards francs, des cœurs loyaux, des mains tout grand ouvertes pour presser les vôtres.

Vous trouverez, Messieurs, dans notre ville d'Ancenis, vous trouverez, dans cet arrondissement, des sujets dignes de vos nobles études. Sans doute, Ancenis ne présentera pas à vos regards les admirables monuments qui font la gloire de plusieurs de ses sœurs bretonnes ; mais notre ville a cependant un passé qui n'est pas sans gloire, elle a une histoire digne de vous intéresser ; ce pays a eu ses luttes et ses combats, et d'illustres noms y brillent au premier rang dans l'histoire du dévouement.

Vous trouverez dans ce pays, sinon le granit breton, du moins le chêne et les forêts de la Bretagne ; vous verrez sur les rives de notre grand fleuve des sites qui ne vous feront peut-être pas oublier les sites enchanteurs des bords de la Rance, mais que vous admirerez cependant et que nous vous présentons avec une fierté de famille en vous disant : Ce sont des rives bretonnes.

Vous trouverez aussi, Messieurs, dans ce pays d'Ancenis, les caractères principaux du peuple breton et surtout vous

y trouverez la foi inébranlable de la Bretagne à Dieu, à son Eglise et à son Auguste Chef, le représentant de N. S. Jésus-Christ sur la terre.

Venez donc, Messieurs, dans nos réunions savantes, nous apporter le concours de vos lumières, le concours de votre sagesse et de votre expérience. Si l'archéologie fournit à vos sagaces investigations un champ moins vaste, moins bien ensemencé et aussi moins exploré, l'histoire, elle, ne se dérobera pas à vos études et l'agriculture sera heureuse de recevoir vos précieux conseils et vos puissants encouragements. En consacrant vos soins, vos études, vos labeurs au développement et aux progrès de l'agriculture, vous faites, Messieurs, une œuvre saine, une œuvre sociale, une œuvre patriotique et religieuse. Vous apprenez à nos populations des campagnes à aimer le sol qui les a vues naître, vous leur inculquez l'amour du travail, vous les attachez à la famille, et vous les prémunissez contre les illusions décevantes qui les conduisent à leur ruine.

J'ai lu quelque part que les rois de Perse prenaient chaque mois un repas avec les agriculteurs : c'était un hommage rendu à l'agriculture. Vous, Messieurs, vous faites mieux et plus que cela, vous approchez plus souvent le laboureur, vous vivez avec lui, vous le conseillez, vous l'encouragez, vous vivez de sa vie pour ainsi dire, vous le traitez en frère ; vous avez raison ; votre œuvre est belle et grande ; qu'elle soit bénie de Dieu !

A l'issue de l'office divin, les membres de l'Association Bretonne se rendirent à la sacristie, où M. de Kerdrel, au nom de tous, a remercié M. le curé d'avoir bien voulu prêter le concours de son saint ministère pour appeler les bénédictions du ciel sur les travaux du Congrès.

SÉANCE SOLENNELLE D'OUVERTURE

DU CONGRÈS

Le même jour, 3 septembre, à deux heures, le Congrès a tenu sa première séance dans la grande salle de l'Hôtel-de-Ville.

Cette séance est présidée par M. Audren de Kerdrel, sénateur, directeur général de l'Association Bretonne.

Prennent place au bureau : MM. le comte de Landemont, maire d'Ancenis ; l'abbé Le Gentilhomme, représentant M. le curé d'Ancenis ; vicomte de Lorguil, ancien député, directeur de la section d'agriculture ; Royné, premier adjoint ; le chanoine Bodet, supérieur du collège ; le comte de Palys, secrétaire de la section d'Archéologie ; le vicomte de Champagny, conseiller général, secrétaire général de l'Association Bretonne ; le chanoine Guillotin de Corson ; Bobby de la Chapelle, ancien préfet, secrétaire général du Syndicat pomologique de France ; Le Bihan, trésorier général de l'Association Bretonne ; Le Meignen de la Verrie, etc., etc.

M. de Kerdrel se lève et prononce le discours suivant :

MESSIEURS,

Aux distributions de prix, dans les collèges, il y a ce que les comptes-rendus appellent le discours d'usage. C'est une harangue écrite, dont le style laborieusement acadé-

mique et compassé n'a ni la vie ni le charme de l'improvisation. Quel que soit le mérite de cette œuvre sentant l'huile, elle est peu appréciée, peu écoutée, même des élèves, naturellement impatients de savoir s'ils sont dans les heureux du jour.

A l'ouverture des Congrès de l'Association Bretonne il y a aussi, non pas seulement le discours, mais les discours d'usage, et pour ne parler que du premier, je crains bien qu'il ne produise sur mes auditeurs le même effet que celui des distributions de prix sur les écoliers ; mais, dans notre société, on a plus que partout ailleurs le respect de la tradition ; or, la tradition veut que, peut-être à mes risques et périls et certainement à votre grand dommage, je vous adresse la parole.

En 1891, à peine le Congrès de Saint-Servan venait-il de se clore, que M. le comte de Landemont me faisait l'honneur de m'écrire pour me demander si l'Association Bretonne consentirait à tenir ses assises de 1892 dans la ville d'Ancenis, dont il était déjà le maire. J'eus le regret de lui répondre qu'en vertu du roulement traditionnel auquel est soumise l'Association Bretonne, c'était au département du Morbihan qu'il appartenait de la recevoir lors de sa prochaine réunion, mais j'ajoutai que mes collègues de la Direction et moi prenions bonne note des bienveillantes ouvertures de la municipalité d'Ancenis et que nous n'aurions garde de les oublier, lorsque viendrait, pour la Loire-Inférieure, le tour de posséder le Congrès breton. A Vannes, en effet, avant de se séparer, les membres de la Direction décidèrent, à l'unanimité, que notre prochaine session se tiendrait à Ancenis ; et je me hâtai de faire connaître cette décision à M. de Landemont, qui voulut bien l'accueillir avec le même empressement qu'il avait mis à nous offrir l'hospitalité de sa bonne ville.

Ce Congrès aurait dû avoir lieu en 1893, mais vu la coïncidence possible avec les élections législatives, dont l'époque n'a été que tardivement connue, ou même la proximité de la grande lutte électorale, la Direction estima que notre réunion devrait être remise à l'année 1894, et nous eûmes, une fois encore, le bonheur de nous trouver d'accord avec la municipalité d'Ancenis. Elle voulut bien comprendre que c'était un mauvais moment pour nos réunions, essentiellement pacifiques, que celui auquel se préparent ou viennent d'être livrées les ardentes batailles de la politique. Les esprits, alors excités, n'ont pas le calme nécessaire pour faire abstraction de leurs griefs ou de leurs rancunes, et pour se confondre dans une commune et exclusive préoccupation, soit des intérêts matériels du pays, soit de l'étude de son histoire et de ses monuments.

Voilà pourquoi le Congrès qui aurait dû régulièrement se réunir l'an dernier, n'a lieu que cette année.

Le temps a passé sur les mêlées électorales, et si aucun de nous n'abdique ses convictions politiques, nous avons tous le bon esprit de les laisser sommeiller pendant une semaine. Grâce à ce léger mais indispensable sacrifice, nous concourons tous, la main dans la main, à l'œuvre patriotique que poursuit depuis bientôt un demi-siècle l'Association Bretonne. Enfin, après des retards dus à des circonstances diverses, nous voilà à Ancenis. *Italiam ! Italiam !* Nous y avons reçu le plus cordial accueil et nous ferons de notre mieux pour nous en rendre dignes. Tout nous donne à espérer que les séances du Congrès seront de nature à attirer un nombreux auditoire, et nous pouvons compter sur de brillants concours, car la générosité de la municipalité ancenisienne et celle du conseil général de la Loire-Inférieure leur donneront encore plus d'éclat que si l'Association avait été réduite à ses propres ressources.

Par malheur, l'Association se présente aujourd'hui devant vous en quelque sorte découronnée. Si la section d'agriculture s'y trouve en force, celle de l'histoire et de l'archéologie a à déplorer l'absence de ses deux chefs, M. le vicomte de la Villemarqué, membre de l'Institut, et M. Arthur de la Borderie, son confrère à cette illustre compagnie. Tous deux sont retenus loin de nous par un état de santé qui, nous l'espérons, ne tardera pas à s'améliorer, mais qui, pour le moment, nous cause, avec de vifs regrets, un indicible préjudice. — Qui pourrait, en effet, avec la même compétence, avec le même charme que le premier, nous entretenir des poésies et des légendes bretonnes ? Qui saurait, avec l'autorité du second, nous éclairer sur les questions encore débattues de notre histoire provinciale ou sur les monuments insuffisamment explorés de la Bretagne ? Car M. de la Borderie est un éminent historien, doublé d'un savant archéologue. Son absence est, je le dis sans exagération, un véritable désastre.

Impossible de combler entièrement le vide qu'elle fait dans notre réunion. Mais s'il est même difficile d'en diminuer la profondeur, c'est aussi notre devoir à tous de le tenter. J'ai, dans ce but, fait appel aux érudits, aux laborieux de toute la Bretagne, et j'ai dû, moi-même, me faire violence pour m'arracher à la solitude qui convient si bien et à mon âge et à la profonde tristesse où mes amis savent que je suis plongé, donnant par là à notre chère Association la plus grande preuve de dévouement qu'elle pût recevoir de moi.

Le champ est vaste pour les travailleurs des deux sections d'agriculture et d'archéologie. Le programme que vous avez sous les yeux renferme un grand nombre de questions plus intéressantes les unes que les autres. Il en est parmi elles qui concernent spécialement la Loire-Inférieure et même

le pays et la ville d'Ancenis. Elles seront certainement traitées avec toute la compétence désirable par les agronomes et par les érudits de la contrée, j'en ai pour garants de curieuses études agricoles et économiques, publiées par M. le comte de Landemont, une histoire fortement documentée d'Ancenis et de ses barons, de M. Emile Maillard, ancien maire d'Ancenis, des travaux de M. Pitre de Lisle du Dréneuc, de M. Léon Maître, de M. de la Nicollière-Teijeiro et de bien d'autres. M. Emile Maillard est retenu loin de nous par un deuil tout récent, mais il a bien voulu me promettre d'envoyer au Congrès des communications qui seront en même temps un précieux renfort pour nos séances et une preuve de la sympathie de leur auteur pour l'Association Bretonne.

En dehors des questions d'un caractère particulièrement local, le programme en contient un grand nombre d'un intérêt plus général, dont plusieurs ont, entre autres mérites, celui d'une incontestable actualité. Elles sont, pour l'agriculture, celles qui appellent la discussion sur les syndicats agricoles, sur la représentation légale de l'agriculture, sur le crédit rural et son organisation, en vue de procurer des ressources aux cultivateurs, sans développer chez eux outre mesure la tendance à emprunter, dont l'excès pourrait les conduire à la ruine ; enfin la question des beurres et surtout celle de la répression des fraudes dont ils peuvent être l'objet.

Sur ce sujet si important pour la Bretagne, je me permettrai quelques mots, laissant à de plus expérimentés que moi le soin de le traiter avec les développements qu'il comporte.

Il y a peu de temps encore le beurre n'avait pour concurrent que la margarine, il en a deux autres aujourd'hui : la buttirine et la végétaline. Grâce à cette triple concurrence,

le commerce du beurre a énormément baissé, ainsi que le démontre dans un récent rapport M. René Brice, député d'Ille-et-Vilaine.

Si cette baisse est de nature à désoler non seulement les marchands de beurre, mais les producteurs, propriétaires et fermiers, elle fait la joie des fabricants de simili-beurres, qui soutiennent d'ailleurs que leur marchandise n'a rien de nuisible pour le consommateur et que, par conséquent, il y aurait abus à en empêcher ou même à en restreindre la vente. Leur marchandise n'est pas nuisible, c'est douteux. La liberté de la vendre doit être entière, là est le point délicat. Si la margarine, pour ne parler que de ce produit, se présente à l'acheteur pour ce qu'elle est, c'est-à-dire pour un amalgame de graisses fondues, rien de mieux ; mais, si par une coloration artificielle ou par l'addition d'une certaine quantité de lait, de crème ou même de beurre qui n'améliore en rien sa qualité, on ne se propose que de tromper l'acheteur et de faire passer pour du beurre ce qui n'en est pas, on commet alors une fraude coupable qui doit être réprimée. Dans ce but, plusieurs projets de loi, dont l'un émane d'un député de la Loire-Inférieure, M. le comte de Pontbriand, sont soumis au Parlement. Si ces projets diffèrent par quelques détails, ils ont cela de commun qu'ils proscrivent les mélanges dont je viens de parler. Mais comment constater ces mélanges ? Ceci est plutôt du ressort de la chimie et de la physique que de la législation. L'odeur, la saveur, l'aspect, dit le *Bulletin* du ministère de l'agriculture, peuvent fournir d'utiles renseignements à des experts. En chauffant les beurres soupçonnés, ces caractères s'accroissent, surtout l'odeur. Mais ce n'est là qu'un moyen empirique d'une valeur insuffisante. Le *Bulletin officiel* en indique un autre d'un caractère plus scientifique, qui consiste dans un examen au microscope ordinaire, puis

au microscope polarisant. Sur cette opération, le même bulletin (N° de mars 1894) donne tous les détails les plus précis auxquels je vous renvoie pour ne pas abuser de votre patience.

Il y a là quelque chose de nouveau qui présente un intérêt actuel. C'est à ce même titre, et dans l'espoir qu'en vous entretenant de faits peu connus je me ferai plus facilement pardonner ce long discours, que je veux vous signaler les récentes expériences faites par M. Aimé Girard sur la pomme de terre.

C'est la troisième fois, si j'ai bonne mémoire, que je vous parle de ce précieux tubercule. Vous seriez en droit d'en conclure que je l'aime passionnément, vous seriez dans le vrai. Qui donc, d'ailleurs, ne l'aime pas ? Il est des légumes d'un goût plus fin, plus délicat : le petit pois, l'asperge, l'artichaut ; mangez-en donc tous les jours, vous en serez bien vite fatigués, tandis qu'on ne se dégoûte jamais de la pomme de terre. Il en est ainsi du pain : on se lasserait du gâteau à la longue, comme généralement l'enfant du pâtissier, mais du pain jamais.

Et ce n'est pas l'homme seulement, c'est l'animal, bœuf ou mouton, qui est friand de la pomme de terre et qui y trouve sa meilleure nourriture. Voici à cet égard quelles sont les observations de M. Aimé Girard.

Neuf grands bœufs ont été divisés en trois groupes, chaque bœuf du premier groupe recevant par jour 50 kilos de betteraves et du foin, a gagné quotidiennement, en poids, un kilogramme ; un bœuf du second groupe ayant la même ration de pommes de terre, 25 kilos avec foin, a augmenté d'un kilogramme 308 grammes ; enfin, chaque bœuf du troisième groupe ayant reçu par jour une ration plus riche en pommes de terre, a gagné par jour, en poids, 1 kilogramme 520 grammes ; et notez, toujours d'après

M. Girard, que la qualité de la viande comme son accroissement a été d'autant plus remarquable que les pommes de terre ont été données aux bœufs en plus grande quantité.

A ces constatations si importantes, M. Aimé Girard, s'appuyant sur des expériences de M. Cornevin, de Lyon, ajoute le renseignement suivant, qui a bien aussi sa valeur.

La pomme de terre crue augmente chez les vaches la production du lait et diminue le poids vif de l'animal, tandis qu'au contraire la pomme de terre cuite diminue relativement la production laitière et augmente le poids vif de la vache.

En voilà bien long sur la pomme de terre et en général sur l'agriculture. Je passe à l'archéologie et à l'histoire qui sont, elles aussi, du ressort de l'Association Bretonne.

Le programme de notre seconde section n'est ni moins considérable ni moins intéressant que celui de la première. Il embrasse toutes les époques depuis les temps préhistoriques jusqu'à l'année 1789, date où notre neutralité politique nous a toujours fait un devoir de nous arrêter. Sans cela que de choses à dire sur les luttes qui se sont livrées dans ce pays pendant les dernières années du XVIII^e siècle, que de héros à citer, de hauts faits à célébrer, mais, encore une fois, nous tenons à éviter tout ce qui pourrait réveiller des souvenirs qui ont leur côté douloureux, en ce qu'ils nous reportent à des temps où des français se trouvaient dans des camps opposés.

L'époque gauloise ou celtique a laissé dans cette contrée moins de monuments que dans le Morbihan, où l'Association Bretonne a eu son dernier Congrès. Cela tient à bien des causes que l'histoire a à rechercher ; mais en dehors de ces causes, il est probable que la culture très avancée de ce pays a amené la destruction d'un grand nombre de menhirs et de dolmens, mieux respectés dans

les régions où l'ajonc et la bruyère occupent encore une grande partie du sol.

La période romaine a laissé plus de traces que les temps plus anciens dans la Loire-Inférieure. Elles ont été signalées par des archéologues distingués, en tête desquels il faut placer M. Bizeul de Blain, dont je salue la mémoire vénérée, et que MM. Pitre de Lisle et Léon Maître ont suivi, avec une critique plus sévère peut-être que celle de leur savant devancier.

Le moyen-âge, ici comme partout en Bretagne, nous a légué beaucoup plus de monuments que l'antiquité reculée. De nombreuses églises ou chapelles, soit par leur ensemble, soit par leurs détails, ont été étudiées et méritent encore l'attention des connaisseurs ; mais, c'est surtout par l'architecture militaire que brille le département de la Loire-Inférieure : Nantes, Clisson, Blain, Oudon et bien d'autres localités sont justement fières de ce qu'elles ont conservé dans ce genre.

Quant à l'histoire de la contrée, elle est plus intéressante encore que son archéologie. Un certain nombre de questions du programme vous invitent à rappeler ce qui en est connu et à y ajouter le tribut des récentes recherches. D'autres questions sont relatives à l'histoire générale de notre province, où la Loire-Inférieure peut encore revendiquer sa large part. Si loin que nous remontions dans nos souvenirs, nous voyons se livrer sur le territoire de ce département des luttes homériques, d'abord entre les Bretons et les Francs, plus tard entre les Bretons et les Français ; et après des fortifications en terre constituant une ligne de défense contre les invasions étrangères, plus d'un des châteaux du pays n'a été élevé que pour protéger l'indépendance bretonne. En signalant ces constructions militaires, en retraçant leur histoire qui montre si souvent la

Bretagne aux prises avec la France, est-ce que nous manifesterions une sorte de tendance séparatiste, est-ce que, regrettant une nationalité perdue, nous ferions bon marché de l'unité française ? Loin de là ! Le souvenir des luttes livrées par nos pères à la France ne fait que nous rendre cette unité plus glorieuse et plus chère. Ceci n'est point un paradoxe, et je n'en veux pour preuve qu'un rapprochement qui me vient à l'esprit.

Il y a environ trente ans, la France et la Russie se faisaient la guerre, et l'an dernier, Russes et Français, soit à Cronstadt, soit à Toulon, soit à Paris, fraternisaient avec un mutuel enthousiasme. Pourquoi cela ? Non seulement parce que la guerre de 1855 n'avait pas de raison sérieuse et n'était qu'un accident sans portée, mais aussi, mais surtout parce que, pendant cette guerre, Russes et Français avaient montré le même courage et la même loyauté, si bien que, la paix faite, les adversaires de la veille, pleins d'une sympathie et d'une admiration mutuelles les uns pour les autres, oublièrent, comme par enchantement, leur querelle, et se jurèrent une éternelle amitié. Russes et Français ont tenu leur parole, témoins la double rencontre de Cronstadt et de Toulon ; et, désormais, la France peut compter sur la Russie comme la Russie sur la France. Eh ! bien, c'est aussi pour s'être combattus pendant des siècles avec une égale bravoure et une égale loyauté, qu'après la paix, ou plutôt l'union faite en 1532, les Bretons et les Français se gardant une estime réciproque, ont pu, sans humiliation pour les vaincus, se rapprocher, se fondre et former à tout jamais la grande, l'indestructible unité française. Cette unité a traversé bientôt quatre siècles, elle a survécu aux plus rudes épreuves, aux événements les plus graves, aux révolutions les plus violentes, et, malgré tout, elle s'est tous les jours affermie, en donnant plus d'une

fois aux Bretons l'occasion de la sceller de leur sang et de se montrer toujours et partout les plus fidèles et les meilleurs des Français.

Après cet éloquent discours, fréquemment interrompu par de chaleureux applaudissements, la parole est donnée à M. de Lorgèril, directeur de la section d'Agriculture de l'Association Bretonne.

MESSIEURS,

J'ai à vous parler d'agriculture. Eh bien ! l'année agricole qui vient de s'écouler, nous la caractériserons facilement en deux mots : Pour la Bretagne, c'est l'année des inquiétudes et des déceptions. En effet, rappelez-vous notre hiver facile, notre beau mois de mars, notre douce température d'avril... Dans cette première saison tout va bien ; nos champs sont pleins de promesses ; tout présage au cultivateur une compensation aux déficits causés par la sécheresse de l'an dernier.

Mais voici que petit à petit la face des choses change ; les saisons deviennent contraires ; les pluies perpétuelles menacent nos foins ; les fleurs des pommiers avortent pour la plupart ; plus tard les blés sont menacés par la verse ; il en est qui germent sur pied... fourrages, céréales, fruits, on les dérobe en quelque sorte par la violence à l'intempérie des saisons.

Et pour que l'ensemble de ces inquiétudes fût complet, il a fallu que loin de se relever, le prix du blé s'avilît en même temps que son rendement pour l'année devenait moins abondant.

Des droits de douane ont été établis à la frontière, il est vrai ; tant mieux.

Mais comme le législateur n'a pas suffisamment prévu les conséquences d'un agiotage exorbitant et aggravé par le régime monométallique actuel, il en résulte que pour nous l'effet des droits de douane sur les céréales est inefficace ; voilà une déception de plus.

Déception encore la réforme de l'impôt sur les boissons hygiéniques, toujours promise et toujours ajournée... Déception la suppression du principal de l'impôt foncier, promise aussi, mais également ajournée...

Déception ces économies mort-nées dont on a fait pompeux état pour atténuer la crise agricole...

Messieurs, Celui qui fait germer le grain et fructifier les fleurs, s'est plu, cette année, avouons-le, à mettre en défaut toute notre sagesse professionnelle, toute notre science professionnelle, toute notre science économique.

C'est comme un rappel à l'ordre pour bien établir un souverain domaine, hors duquel, avec toute l'intelligence possible et son activité, l'homme s'agite en vain.

Essayons de profiter de la leçon. Mais, ce matin en plaçant vos travaux sous la protection divine, n'avez-vous pas justement, Messieurs, propagé par le fait, mieux que par vos discours, cette saine doctrine qui place la prière à l'origine de toute œuvre féconde ?

Messieurs, trois ans se sont écoulés déjà depuis nos derniers concours, au Congrès de Saint-Servan ; et depuis le Congrès de Châteaubriant nous n'avions point eu l'occasion d'organiser de Concours dans la Loire-Inférieure. Beaucoup d'entre nous, Messieurs, se souviennent encore du bon accueil qui nous fut fait à Châteaubriant et des exhibitions si intéressantes qui y furent présentées à nos jurys. Félicitons-nous de ce que l'hospitalité de la Loire-Inférieure reste pour nous égale à elle-même, toujours splendide et toujours cordiale.

Ce sera le secret du succès de ce Congrès auquel auront si puissamment contribué nos excellents amis de la municipalité, et tout en premier, M. le comte de Landemont, maire d'Ancenis.

Il semble en effet, Messieurs, que le Congrès d'Ancenis doive porter à tous égards dans les annales de votre section d'agriculture la caractéristique d'un haut intérêt.

Vous y verrez, j'espère, la consécration définitive d'un enseignement agricole primaire fondé par vous dans toute la province et, s'il plaît à Dieu, nous jetterons, avant de nous séparer, les bases solides d'une union de nos Syndicats Agricoles Bretons.

Messieurs, vous ne pouvez ignorer le grand courant qui s'est établi dans la province de Bretagne vers les études professionnelles agricoles. A votre Compagnie revenait l'honneur de diriger ce courant, votre direction l'a ainsi compris, et un rapport général vous montrera comment, obéissant à notre appel, près de 3,000 candidats, répartis dans 116 écoles, se sont présentés à l'examen de vos jurys pour l'obtention du certificat d'études agricoles.

L'on vous exposera comment, sur ce nombre, 1,600 ont été jugés dignes de recevoir le diplôme que vous avez créé.

L'on ajoutera que ceci n'est qu'un premier pas dans la carrière ouverte et que vous aurez à étudier le complément d'une organisation dont on ne conteste plus la valeur sociale.

Enseigner l'agriculture à l'école primaire, n'est-ce pas en effet, Messieurs, donner au fils du cultivateur une idée saine de la si respectable profession de son père, n'est-ce pas le rattacher au sol, combattre en lui les germes du déclassement ? Et si le déclassement actuel continue, si tout enfant mieux doué quitte la culture, quel est l'avenir de la famille agricole ? Dans quel état d'infériorité ne la placera point cette sélection au rebours ?

Et pourtant, Messieurs, notre démocratie rurale n'est-elle pas la grande réserve où la patrie rencontre ceux qui paient toujours le plus généreusement l'impôt du sang et... les autres.

« *Il mondo va da se* » disent les Italiens. .. Distinguons ! L'on peut donner au contraire cette formule absolue : Ce qui coûte le plus à faire, c'est le bien ; malgré l'intérêt évident de l'enseignement agricole, il n'est donc point entré à l'école de plain-pied ; on l'a laissé, lui aussi, déboucher aux premières marches de l'escalier.

Mais aujourd'hui le droit de cité est acquis, et, pour l'acquérir, il n'a fallu rien moins que la haute autorité, le haut patronage de la Société des Agriculteurs de France et... le vôtre.

Laissez-moi ajouter, car c'est la vérité, laissez-moi donc ajouter que si même vous n'aviez pas rencontré pour auxiliaire l'Institut des Frères de Ploërmel, eh bien ! l'œuvre si considérable que vous venez de mener à bonne fin aurait avorté.

Ce sera l'honneur de la famille monacale du F. Lamennais d'avoir compris et apprécié tout d'abord la valeur de votre intervention en matière d'enseignement rural.

Et l'illustre et saint vieillard qui dirige l'Institut de l'instruction chrétienne ne pouvait marquer plus *dignement* l'automne d'une carrière déjà si remplie au service des enfants du peuple.

Messieurs, vous n'avez pas perdu de vue, j'en suis convaincu, certain programme très habile voté en 1892 à un Congrès tenu à Marseille. Les revendications y sont scindées en deux séries ; d'un côté des réformes générales, telles que la collectivité des propriétés terriennes, l'organisation du service d'alimentation, etc., de l'autre les mesures provisoires se présentant en réalité dans des conditions possibles de réalisation à peu près immédiate,

C'est sur les séductions de ce programme que de bons apôtres ont fait fond pour semer la division au sein du monde rural, mais, Dieu merci, les syndicats agricoles veillent et agissent.

Hier encore, dans une étude fort remarquée, le comte de Roquigny l'indiquait clairement :

« Avec leur composition mixte, dit-il en substance, de patrons et d'ouvriers, les syndicats agricoles ont donné la vraie formule de l'association libre. »

Il ne s'agit plus de savoir aujourd'hui si la fédération des travailleurs doit être ; elle se fera. Il s'agit encore moins de délibérer s'il convient d'être pour le capital contre le travail ou pour celui-ci contre celui-là, suivant une thèse aussi fausse que malencontreusement formulée.

Mais il s'agit au contraire de prouver au capital et au travail qu'ils sont indispensables l'un à l'autre, qu'ils sont ensemble les facteurs nécessaires de la richesse nationale, et que divisés, frères ennemis, ils restent stériles : s'ils se livrent bataille, de quelque côté que se déclare la victoire, elle ne s'établira que sur des ruines, celles de la prospérité du pays.

En un mot la situation la voici :

Vous avez d'une part la formule chrétienne : aimez-vous les uns les autres ; il s'agit de l'opposer à cette formule de la lutte pour l'existence : mangez-vous les uns les autres.

Voilà, Messieurs, ce qu'il y a au fond du mouvement syndical agricole. Ceux qui ne verraient point cela auraient la vue courte ; mais ils seraient impardonnables, ces myopes, qui viendraient arguer de leur infirmité organique pour refuser leur concours aux mieux avisés qui fendent le courant pour le diriger.

J'ajouterai, Messieurs, que les préoccupations sociales dominent l'œuvre des syndicats agricoles à ce point, que

lorsqu'il s'est formé dans une même région des syndicats, vous les voyez promptement se rapprocher et former entre eux des unions.

Or, si le syndicat agricole était purement et simplement une association mercantile cherchant le bon marché des approvisionnements dans le groupement des commandes, quel besoin des syndicats qui comptent 2,000, 3,000, 10,000 adhérents, éprouveraient-ils de se rechercher et de créer entre eux une chaîne d'union ?

Ce sentiment est pourtant manifeste, et la meilleure preuve c'est que nous voyons des congrès plus fréquents s'établir à mesure que l'idée syndicale progresse.

Pas plus tard que la semaine dernière, à Lyon, un splendide congrès s'ouvrait. Les adhésions étaient arrivées par centaines à l'appel des grands chefs du mouvement syndical agricole, les Le Trésor de la Rocque, les Deuzy, les Kergall, les Milcent, les Duport.

A la suite de démonstrations du genre de celle-ci, des unions régionales se fondent : Union de Provence, de Guyenne et de Gascogne, Union du Midi, de Bourgogne, de Franche-Comté, du Centre, Union d'Anjou, notre bonne voisine, Union du Nord, Union du Sud-Est.

Demain, je l'espère bien, nous aurons l'Union de Bretagne.

Nous en avons à ce Congrès rassemblé les éléments, et, comme toujours, à l'armée rurale comme ailleurs, si les Bretons donnent tard, ils donnent ferme.

Eh bien ! Messieurs, nous allons maintenant nous mettre à l'œuvre. Messieurs, le Congrès d'Ancenis ne sera pour notre chère vieille Association ni le moins honorable ni le moins fécond, s'il nous est donné, comme je l'espère, de dater d'Ancenis la fondation définitive de l'Enseignement primaire agricole et le groupement des forces sociales dans notre province bretonne.

M. de Kerdrel donne la parole à M. de Landemont, maire d'Ancenis.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,
MESSIEURS,

C'est un grand honneur pour notre ville que vous ayez bien voulu la choisir pour y tenir cette année vos grandes assises de la science et du travail.

L'Association Bretonne est trop connue dans notre chère Bretagne pour qu'il y ait lieu de parler ici des innombrables services qu'elle a rendus et de ceux plus nombreux encore qu'elle rendra dans l'avenir, sous la direction d'hommes comme MM. de Kerdrel, de la Villemarqué, de la Borderie et de Lorgeril. Elle tiendra la tête du mouvement intellectuel et continuera à mener à de pacifiques combats les Bretons, groupés autour de la bannière nationale, unis dans une même foi, partout et toujours fidèles à leur passé.

Vous le savez, Messieurs, Ancenis était « avant-garde de Bretagne » et ce titre glorieux a été parfois lourd à porter.

Si notre richesse a souffert, alors que de puissantes voisines se développaient plus à loisir, au moins êtes-vous assurés de trouver chez nous des souvenirs nombreux de nos grandes guerres, et je m'applaudis que l'étude de ces gloires vous soit aujourd'hui confiée.

Soyez les bienvenus, Messieurs, dans la vieille cité des « marches de Bretagne, » où de sincères amis vous appellent depuis longtemps.

En l'absence de M. de la Borderie, M. de Kerdrel prie M. de Palys de lire le discours que devait prononcer M. de la Borderie.

MESDAMES, MESSIEURS,

En parcourant successivement les diverses régions de la Bretagne, comme ses Statuts lui en font une douce obligation, l'Association Bretonne a le plaisir, dans beaucoup de ses Congrès, de saluer des villes où elle n'avait pas encore porté ses pas : salut cordial de bonne arrivée, de chaude fraternité bretonne, que nous sommes heureux d'adresser aujourd'hui à la ville d'Ancenis et à tous ses habitants.

En pérégrinant ainsi d'un lieu à un autre, l'Association Bretonne a pour but — et pour devoir — d'étudier successivement sur place, d'une part les conditions et les nécessités agricoles des diverses parties de la Bretagne (c'est le lot de la classe ou section d'agriculture), — d'autre part (c'est la tâche de notre section archéologique), de rechercher les particularités, les caractères spéciaux des événements historiques, des monuments, des mœurs, de la langue et de l'art dans chacune des régions si variées qu'embrasse en son unité notre vaste et vieille province.

Ainsi, à notre dernier Congrès, nous étions à Vannes, pays de langue et de race celto-bretonne ; longtemps séparé du reste du monde par le désert de ses landes et de ses bois profonds, aujourd'hui encore protégé par ses forêts de menhirs et de dolmens, par son idiome et ses mœurs originales, et gardant, sous ces abris, plus que nul autre peut-être, le caractère breton, dans une atmosphère tout imprégnée du parfum celtique.

Cette année, nous venons planter notre tente à l'extrême lisière de la Bretagne, dans un pays de *marche* et de frontière, en perpétuel contact avec des forces, des influences, des éléments étrangers, qui, pendant la longue et glorieuse

période de l'indépendance bretonne, ne cessèrent d'être — aux mains tantôt de l'Angleterre, tantôt de la France, — des instruments d'agression contre le génie, les mœurs, la liberté de la Bretagne.

Vannes — si l'on peut parler ainsi, — c'est un pays fermé ; la Haute-Bretagne, surtout la zone comprise entre Nantes, Rennes et la France, c'était un pays ouvert, une *marche*, ou (comme disent les Anglais) un *border* ; ANCENIS, c'est une sentinelle jetée en avant sur l'extrême limite, un de ces postes de défense échelonnés le long de la frontière bretonne, opposés immédiatement face à face, sans aucun intermédiaire, à l'élément non-breton, avec mission d'en soutenir l'effort toujours hostile, d'en contenir perpétuellement la poussée, et, au jour de l'invasion, d'en subir et d'en repousser le premier choc.

Ancenis, avant-poste de Nantes, avait de plus la tâche spéciale de défendre cette capitale contre les attaques qui pouvaient être dirigées contre elle par la Loire, et de barrer le cours du fleuve à l'ennemi. Rien de plus honorable et de plus glorieux, rien aussi de plus pénible, de plus ardu, de plus périlleux que le rôle des *marches*, des zones frontalières dans la défense d'un pays. Rôle tout semblable à celui de ces grosses armures dont se blindaient les chevaliers du moyen âge, particulièrement le casque et la cuirasse, bons à recevoir tous les coups, à être sans miséricorde bossués, éraillés, tailladés, disloqués, brisés, pourvu qu'ils préservassent de toute blessure grave les organes vitaux, les membres essentiels du guerrier : la tête, la poitrine et le cœur.

De même, sur les pays de marche les horions pleuvaient sans cesse ; même en temps de paix, ils n'étaient jamais tranquilles, toujours exposés à la petite guerre, aux incursions piratesques de leurs voisins. La guerre déclarée, sur

eux tombaient d'abord tous les coups les plus rudes, les plus perfides, toute invasion commençant nécessairement par le ravage et l'incendie général de la zone frontière. Il fallait aux pauvres habitants, non seulement subir cela, mais rester là, en face de leur désastre, se roidir impassibles parmi ces ruines, lutter chaque jour, harceler l'ennemi à toutes minutes, lui disputer le terrain pied à pied. Et si l'on n'avait pas toujours la joie de le repousser, toujours du moins, par cette lutte impitoyable — la guerre au couteau, — on retardait sa marche, on donnait à la Bretagne le temps de former sa ligne de défense, de rassembler ses contingents féodaux, ses milices bourgeoises, ses francs-archers, ses bons-corps. Et alors, presque toujours l'envahisseur, effrayé par ce déploiement de forces, battait rapidement en retraite ; la Bretagne était sauvée, et l'intérieur du pays n'avait même pas une égratignure.

Mais aux dépens de qui ce sauvetage ? Aux dépens de ces braves gens des marches, dont le sol une fois de plus était pillé, brûlé, mis à sac, mais dont le sentiment national, le dévouement patriotique sortait de cette nouvelle épreuve intact, inébranlable.

N'est-ce pas là pour un pays un beau rôle, une généreuse et glorieuse mission ?

Eh bien ! Messieurs les habitants d'Ancenis, l'histoire témoigne que votre ville et votre pays l'ont remplie vaillamment.

Le premier noyau de votre ville, c'est une petite colonie de bretons — bretons bretonnants venus probablement de Vannes ou de Guérande (1), — installée par le fils du

(1) Les noms bretons abondent dans les plus anciennes chartes relatives à Ancenis, exemples : Alfrid, Orguen, Guethenoc, Budic, Cavallon, Jacut, Urvod (Voir dom Morice, *Preuves de l'Histoire de Bretagne*, I, col. 356, 437, etc.)

rude Barbetorse, le comte de Nantes Guérech, autour du château que sa femme Aremburge avait construit vers 985, sur la Loire, pour arrêter de ce côté les attaques des Angevins.

Entourée par des populations de la langue d'oïl, cette colonie bretonne finit par perdre son idiome natal, mais elle infusa aux indigènes le vigoureux sentiment breton qui l'animait ; de ce mélange sortirent les Bretons *gallo*, qui, langue à part, ne le cèdent à personne, dans le présent ni dans le passé, en fait d'attachement et de dévouement à la patrie bretonne.

Dans toutes les épreuves de la Bretagne ce dévouement éclata.

Au ^{xii}e siècle, quand l'habile et féroce tyran anglais Henri II Plantagenet donna à la race bretonne ce furieux assaut, où faillit sombrer son autonomie, son existence même, Ancenis, au prix de son territoire ravagé, — dont toutes les vignes furent brûlées, tous les arbres rasés, — soutint vaillamment la lutte et n'y renonça même pas quand l'Anglais fut dans la place (1174).

En 1203, tout le pays d'Ancenis, son baron Geofroi en tête, se leva pour aller venger sur le lâche Jean sans Terre, roi d'Angleterre, l'assassinat du jeune duc Arthur de Bretagne.

Quelques années après (en 1214), furieux contre Ancenis, l'assassin couronné s'en empara, mais ne put s'y maintenir.

Il en fut de même, en 1230, d'une autre invasion, qui celle-là venait de France et avait pour chef le roi Louis XI.

Au ^{xiv}e siècle, dans la rude guerre de Blois et de Montfort, Ancenis se vit ardemment attaqué, disputé par l'un et l'autre parti.

Enfin, au siècle suivant, quand se produisit la lutte suprême où devait succomber l'indépendance bretonne,

Ancenis fut plus que jamais le point de mire des ennemis de la Bretagne. Contre cette place le tortueux Louis XI dirigea ses attaques avec une sorte de prédilection. Deux fois même (en 1468 et 1472), il réussit à s'en emparer. Mais là encore Ancenis remplit fidèlement son rôle. Intimidé par sa résistance, l'ennemi s'arrêta, engagea des pourparlers, conclut la paix, — et le reste de la Bretagne ne fut même pas effleuré par l'invasion.

Cependant on touchait aux derniers jours. On était dans cette lugubre année 1488, où la liberté bretonne allait tomber, blessée mortellement, sur la lande de Saint-Aubin du Cormier ; Châteaubriant venait d'être pris. Tout à coup, une grosse armée française, qu'on croyait en marche vers le nord, fond sur Ancenis, l'investit.... Malgré cette attaque inopinée, malgré cette grosse armée et son chef, le premier capitaine de ce temps, Louis de la Trémoille, Ancenis ne songe pas un instant à se rendre : il prépare une obstinée résistance. Et si cette résistance succomba, ce ne fut ni sous le gros nombre des assaillants, ni sous le premier capitaine du siècle ; ce fut sous une force avec laquelle nous aussi hélas ! il n'y a pas longtemps, nous avons eu à compter, sous la force supérieure, irrésistible, d'une artillerie comme on n'en avait point vu jusque là, devant laquelle aucune fortification d'alors ne pouvait tenir : « Il y avait
« entre autres (dit un contemporain), des bastons (des
« canons) de nouvelle fabrique en façon de serpentines
« qui faisoient des *passées* incroyables, tellement qu'en
« moins de quatre jours tous ceux de dedans (la place)
« n'avoient plus de défenses où ils pussent se tenir, et ne
« pouvoient plus en rien endommager leurs ennemis. »

Malgré tout, ils tinrent encore trois ou quatre jours et ne se rendirent que le septième. L'ennemi fut si outré de cet entêtement héroïque, que « la place fut toute rasée,

« les fossés taillés dans le roc furent comblés de terre » et toutes les fortifications démolies.

Belle fin, n'est-ce pas, pour une place de guerre, disons mieux : pour une vaillante sentinelle l'arme au bras depuis cinq siècles, depuis cinq siècles face à l'ennemi. — On l'enterrait avec la patrie !

Je n'insiste pas, je me borne à rappeler ces traits, il y en a beaucoup d'autres, mais je n'ai pas à faire ici l'histoire d'Ancenis. J'ai voulu seulement montrer dans cette rapide esquisse, ce qu'était la vie, la mission des pays de *marche* chargés de défendre la frontière bretonne, et comment celui d'Ancenis sut s'acquitter de cette glorieuse mission. C'est dire, par là même, quel sera au point de vue historique l'intérêt particulier du présent Congrès, consacré principalement à étudier cette curieuse contrée.

Au reste, quand les documents écrits manqueraient, les pierres parleraient : *Lapides clamabunt* ; elles proclameraient hautement quelle fut l'existence belliqueuse, vaillante et particulièrement rude de cette zone frontière. Là, en effet, quels sont les grands, les principaux monuments du moyen âge ? Ce ne sont pas, comme ailleurs, les églises ; ce sont les forteresses :

Le château d'Ancenis, d'abord, rené de ses cendres, qui montre aux yeux ébahis ses deux tours énormes ;

Le donjon d'Oudon, droit comme I, vigie altière, gigantesque, infatigable, inspectant, de son œil sévère, toujours ouvert, la vallée de la Loire ;

Les ruines si curieuses du Château-Gui, en la paroisse du Cellier ;

De l'autre côté de la Loire, cette grande forteresse de Clisson, si étonnante, où tous les siècles, depuis le ^{xii}e, ont laissé leur marque, et qui attend encore, hélas ! sa monographie ;

Enfin, au-dessus de tout le reste, le splendide château de Nantes qui arracha à Henri IV ce cri d'admiration : « *Ventre Saint-Gris ! les ducs de Bretagne n'étaient pas de petits compagnons.* »

Et savez-vous, Mesdames, Messieurs, pourquoi les ducs de Bretagne n'étaient pas de petits compagnons ? En réalité, ce n'était pas pour leur château, mais c'est qu'ils étaient les chefs, les représentants, les champions armés d'une race obstinément résolue à défendre contre toute atteinte sa patrie, sa liberté, son honneur et son Dieu.

C'est qu'ils avaient derrière eux les Bretons de Basse-Bretagne, dont le cœur est plus infrangible, la tête plus dure que les rochers de leurs rivages ; devant eux, les Bretons *Gallo*, toujours prêts — ceux d'Ancenis entre autres — à opposer bravement leurs poitrines, boucliers vivants et invincibles, aux coups des ennemis de la Bretagne.

Donc, Messieurs, vivat pour la Bretagne, vivat pour la ville d'Ancenis !

M. de Kerdrel explique en quelques mots le fonctionnement de la Société et la manière dont est composé le bureau. Les choix préparés par le Comité directeur sont soumis à la ratification de l'assemblée qui les approuve à l'unanimité.

Voici les noms proclamés :

Présidents d'honneur :

Monseigneur l'Evêque de Nantes.

MM. le Général commandant le XI^e corps d'armée.

le Préfet de la Loire-Inférieure.

le baron de Lareinty, sénateur, président du
Conseil général.

le comte de Landemont, maire d'Ancenis.

Vice-Présidents d'honneur :

MM. le colonel Roidot, commandant le 64^e de ligne.
le Sous-Préfet d'Ancenis.
Thoinnet de la Turmelière, conseiller général.

Président du Congrès :

M. le Marquis de la Ferronnays, député de la
Loire-Inférieure.

SECTION D'AGRICULTURE

Présidents d'honneur :

MM. de la Roche-Macé.
le baron Bertrand Geslin.

Président :

M. Le Cour Grand'maison, ancien député.

Vice-Présidents :

MM. Bahezre de Lanlay.
Desprez.
de la Morvonnais.

Secrétaires :

MM. Robert de Lorgèril.
Frère Martial, de l'Institut de Ploërmel.
Fernand de la Noüe.

Agr.

SECTION D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE*Présidents d'honneur :*

MM. le Curé d'Ancenis.

l'abbé France, curé de Lannion, ancien vicaire
général.

le chanoine Guillotin de Corson.

Président :

M. Audren de Kerdrel, sénateur.

Vice-Présidents :

MM. René Kerviler.

l'abbé Robert, prêtre de l'Oratoire de Rennes.
Le Meignen.

Léon Maître, archiviste du département.

Pitre de Lisle du Dreneuc, conservateur du
musée archéologique de Nantes.

Secrétaires :

MM. Charles de Calan.

Arthuis.

CONCOURS HIPPIQUE*Président :*

M. le comte de Carcaradec.

Vice-Président :

M. le comte Le Gualès de Mézaubran.

M. le Président donne communication au public des heures de séances de l'Association : séance dite de travail, le matin à 9 heures, à laquelle cependant tous ceux que n'effraieront pas l'aridité des travaux sérieux sont conviés d'assister, et séances publiques du soir, qui se tiendront à 8 heures. M. de Kerdrel espère retrouver dans cette charmante ville d'Ancenis, la même sympathie qui groupe autour de nous, partout où nous allons, de nombreux auditeurs.

Les deux sections d'agriculture et d'archéologie se sont ensuite réunies dans leurs bureaux respectifs pour arrêter l'ordre et le programme de leurs travaux.



COMPTE DE GESTION

Du 17 Septembre 1892 au 1^{er} Janvier 1895

RECETTES

Caisse après règlement au 17 septembre 1892.....	6,848' 35
Subvention des départements.....	2,600 »
— de la ville d'Ancenis	2,000 »
Cotisations de 1892.....	5,020 40
— de 1893.....	5,040 »
— de 1894.....	5,020 »
Entrées.....	492 »
Intérêts de fonds	286 59
Vente de volumes	30 »
Total.....	27,337' 34

DÉPENSES

Recouvrement des cotisations.....	463' 25
Frais de correspondance.....	212 »
Dépenses diverses et imprévues	387 29
Primes espèce chevaline	5,935 50
— — bovine	3,091 50
— — porcine	231 »
— — ovine.....	158 »
— expositions diverses.....	209 50
Affiches	404 80
Médailles, rubans, cocardes.....	969 25
Concours d'enseignement.....	957 95
Location d'un local pour les archives 93 et 94.....	160 »
Subvention au Syndicat Pomologique de l'Ouest.....	100 »
Cotisation au Syndicat Pomologique de France.....	5 »
Agriculteurs de France.....	41 75
Impressions	6,835 46
Administration.....	2,000 »
En caisse au 1 ^{er} janvier 1895.....	5,175 09
Somme égale aux recettes	27,337' 34

BULLETIN AGRICOLE

DE

L'ASSOCIATION BRETONNE

BULLETIN
AGRICOLE

DE

L'ASSOCIATION BRETONNE

—

Classe d'Agriculture

—

PROCÈS-VERBAUX

ANNÉE 1894

CONGRES D'ANCENIS



SAINT-BRIEUC

IMPRIMERIE-LIBRAIRIE-LITHOGRAPHIE DE RENÉ PRUD'HOMME
1895

Séance du Lundi 3 Septembre 1894, à 3 heures et demie

Président : M. LE COUR GRAND'MAISON.

Secrétaire : M. JACQUES DE LORGERIL.

M. Le Cour donne lecture du programme du Congrès ainsi conçu :

I. — Situation agricole dans les cinq départements de Bretagne.

II. — Le programme des revendications agricoles.
— Les Syndicats agricoles, les traités de commerce, les droits de douane, la réforme de l'impôt foncier, la représentation légale de l'agriculture, etc., etc.

III. — Le Crédit agricole, les Banques populaires.

IV. — Les débouchés ; les coopératives de consommation et de production.

V. — Les pommiers à cidre ; semis, plantation, greffe, choix des espèces.

VI. — Les ennemis du pommier, l'anthronome, l'astéromamali, etc., etc.

VIII. — Les pommes et le cidre ; production et commerce ; fabrication et débouchés. Dessication des pommes.

VIII. — Les beurres et les produits industriels similaires ; les fraudes et leur répression.

IX. — La vigne, sa culture, ses maladies.

X. — Vins et eaux-de-vie ; étude des ferments.

XI. — Les engrais calcaires. — Emploi des sablons-calcaires et leurs résultats.

XII. — Les vaches, les bœufs et les porcs ; élevage et choix de la race appropriée au pays. — La race nantaise et ses croisements.

XIII. — Prairies artificielles et les prairies naturelles. — L'élevage et l'engraissement de la volaille.

XIV. — La culture maraîchère et les primeurs.

XV. — L'élevage du cheval, production et débouchés. — Le cheval de remonte pour la cavalerie, l'artillerie et le train des équipages.

XVI. — La médecine vétérinaire. — Convient-il de supprimer par une loi l'exercice toléré de la médecine vétérinaire par les empiriques et praticiens patentés ?

XVII. — Les bâtiments d'exploitation rurale.

XVIII. — Le bois, plantation, semis et exploitation.

XIX. — Statistique agricole et législation rurale. — Le droit coutumier en Bretagne.

XX. — Apiculture.

XXI. — L'assistance publique à la campagne. — Les invalides du travail agricole.

La section arrête ensuite l'ordre de ses travaux pour toute la durée du Congrès et lève sa séance à 4 heures.

Le Secrétaire,
JACQUES DE LORGERIL.



Séance du Mardi 4 Septembre 1895, 9 heures du matin.

Président : M. LE COUR GRAND'MAISON.

Secrétaire : M. JACQUES DE LORGERIL.

M. Le Cour donne la parole au Cher Frère Martial, de l'Institut de Ploërmel, sur l'enseignement primaire agricole.

RAPPORT

SUR

L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE AGRICOLE

« L'Application des Sciences à
l'Agriculture est une nécessité de
notre temps. »

LÉONCE DE LAVERGNE.

I

IMPORTANCE DE CET ENSEIGNEMENT, AU DOUBLE POINT
DE VUE PROFESSIONNEL ET SOCIAL.

L'instruction primaire a pour objet immédiat
d'initier l'enfant à toutes les connaissances utiles

afin que, devenu homme, il puisse exercer, avec ses devoirs de chrétien, ses droits et ses devoirs de citoyen et gérer convenablement ses affaires.

D'après les statistiques les plus récentes, la profession d'agriculteur occupe, en France, 17.698.402 personnes, c'est-à-dire que les cultivateurs forment environ la moitié de la population entière de la France (37.930.759). L'industrie n'emploie que 9 millions de paires de bras, et le commerce seulement 4 millions.

Les cultivateurs forment donc l'immense majorité.

Dans un pays comme le nôtre, où la loi du nombre a conquis la place de nos antiques traditions auxquelles elle s'est substituée, ne semblerait-il pas tout naturel qu'on s'occupât, à l'école primaire, de ces 18 millions de cultivateurs en germe ?

On s'en occupe, il est vrai, pour leur apprendre que « DÉLICE et ORGUE sont *masculins* au singulier et *féminins* au pluriel ». On cultive leur logique naissante en leur enseignant, d'après l'Académie, que BATAILLE s'écrit avec un seul *t*, tandis que BATTERIE en exige deux ; de même on écrit CHARIOT avec un *r*, parce que (?) CHARRETTE, CHARRUE, etc., en prennent deux. Gare au petit *imbécile* qui écrirait *imbécilité* sans doubler la consonne !

L'enfant de 11 à 13 ans, qui s'est bien assimilé ces chinoiseries orthographiques, peut prétendre au *Certificat d'études*. On pourra exiger de lui encore qu'il connaisse les causes de la rivalité des deux reines Frédégonde et Brunehaut, qu'il puisse tracer fidèlement le cours du Niger ou celui du Mékong ; mais on ne lui tiendra pas rigueur d'ignorer ce que

c'est qu'une *houe*, et il aura toute liberté de confondre *irrigation* avec *drainage*.

Pour être invraisemblable et anormal, le fait n'en est pas moins vrai. A l'école primaire, on enseigne de tout, excepté de l'agriculture.

En 1866, aux beaux jours de l'Empire, plusieurs esprits pratiques furent frappés de l'état d'infériorité où se trouvait l'agriculture, quant à l'enseignement ; sous leur impulsion, une enquête fut ordonnée, et la commission spéciale nommée pour étudier la question conclut en priant M. le Ministre de l'Instruction publique « de recommander aux instituteurs des communes rurales de donner, *par le choix des dictées ou des lectures et des problèmes, une direction agricole* à leur enseignement. »

Nul ne peut nier que l'instruction à tous les degrés, quelle qu'en soit la nature ou quel qu'en soit l'objet, est un élément important de la production et par conséquent de la richesse.

Le laboureur qui sait lire, écrire et calculer, dispose de moyens d'action que ne possède pas l'ignorant ; il s'assimile un plus grand nombre d'idées, les classe plus facilement, et il peut par cela même conduire à bien un plus grand nombre d'affaires. On peut bien dire, en thèse générale, que les forces productrices de l'homme des champs grandissent avec son savoir et que sa puissance augmente en proportion du capital intellectuel mis en œuvre.

En effet, il est d'expérience que l'instruction développe l'habitude de la réflexion, elle conduit à l'observation des phénomènes et à l'analyse des causes qui les produisent ; elle dirige vers la découverte

des lois qui les régissent et donne bien souvent le moyen de s'en servir pour atteindre un but déterminé.

Mais est-ce bien au jeune enfant de l'école primaire qu'il faut confier des connaissances agricoles qu'il ne pourra mettre à profit que longtemps plus tard, alors qu'il ne les possédera plus que d'une manière confuse ?

Oui ! répondons-nous sans hésiter, on ne saurait commencer trop tôt à entretenir les enfants de ce qui fera le principal objet des préoccupations de toute leur vie. Et notre mère la sainte Eglise, qui a reçu de son Chef la mission d'enseigner, ne nous donne-t-elle pas sur ce point, comme sur tant d'autres, des indications précieuses ? Ne fait-elle pas une obligation à ceux qui ont charge d'âmes d'enseigner aux enfants, dès leur plus jeune âge, les principes de haute philosophie qui constituent notre catéchisme catholique ?

Chacun de nous sait, par expérience, quelle est la portée de cette mesure si sage. Les principes qui pénètrent ainsi à l'état d'embryon dans une jeune âme, poussent des racines capables de résister à bien des éléments de destruction.

Mais à côté des avantages professionnels très réels qui résultent des leçons d'agriculture, à l'école primaire, il en est d'autres, d'ordre social, qui leur sont de beaucoup supérieurs.

L'enseignement agricole relève le cultivateur à ses propres yeux.

Habitué dès l'âge le plus tendre, sur les bancs de l'école, à considérer l'agriculture en quelque sorte comme une continuation de la création divine, initié

peu à peu à la connaissance et à la pratique des sciences qui permettent à l'homme d'exercer sur la nature ses droits de souveraineté, l'enfant du cultivateur s'intéressera davantage aux travaux de ses parents, il aimera de plus en plus la vie des champs et n'aura rien plus à cœur que de s'adonner lui-même à la noble profession d'agriculteur.

Nous estimons que c'est là l'un des remèdes, et non le moins efficace, au mal social qui préoccupe à si juste titre les hommes d'Etat, les moralistes et tous ceux qui s'intéressent à la grandeur et à la gloire de notre beau pays de France.

Cette plaie inquiétante est la dépopulation des campagnes. C'est le dangereux courant qui s'est établi des campagnes vers les villes. Les villes grandissent d'une façon anormale et les campagnes se dépeuplent.

« C'est là, » dit M. le sénateur Grivart, « un fait économique très grave, dont les conséquences inquiètent tous les esprits réfléchis. Que les villes aient à en souffrir, nul ne peut le mettre en doute. Leur population s'accroît sans cesse par un afflux de déclassés sans ressources, sans aptitude pour le travail rémunéré, voués fatalement au paupérisme, qui deviennent la clientèle encombrante et misérable des bureaux d'assistance et des hôpitaux. »

« Mais d'un autre côté, les campagnes sont privées de bras ; les ouvriers agricoles, auxquels les machines servent d'auxiliaires puissants, mais ne les remplaçant pas, font défaut pour les plus nécessaires. »

« Eh bien ! contre cette tendance funeste, il est

« urgent de réagir. Aux ouvriers des champs, aux
« fils de fermiers que le service militaire a entraînés
« loin du toit paternel et que la ville a séduits, notre
« Société a le devoir de faire entendre un avertis-
« sement qui est presque un cri d'alarme. Nés dans
« l'atmosphère fortifiante de la campagne, qu'ils se
« mettent en garde contre les attractions décevantes
« de la ville ; qu'ils restent fidèles à la profession
« paternelle ; ils ne trouveraient ni honneur ni profit
« à l'échanger contre le travail de l'usine ou la do-
« mesticité des villes.

« Certes, le service de la terre est rude ; il impose
« au fermier et aux collaborateurs du fermier un
« travail constant et parfois pénible ; mais parmi les
« professions manuelles, il n'y en pas qui soit aussi
« saine pour le corps et pour l'esprit ; il n'y en a pas
« qui assure à l'homme économe et rangé plus d'in-
« dépendance et plus de dignité.

« Que les jeunes gens momentanément éloignés
« de la ferme se le disent bien : ils n'ont rien à gagner
« à la quitter sans retour. A tout prendre, la vie
« des champs sera pour eux la plus clémentine et la
« meilleure, et ce serait, d'un autre côté, pour la
« Patrie, le signal d'un irréparable déclin si, par la
« paresse des uns et le dédain des autres, le travail
« agricole, le plus noble, le plus fécond, le plus né-
« cessaire de tous, était abandonné.

« Que Dieu éloigne de nous un tel malheur ! De
« tous les conseils que notre Société a le devoir de
« vous faire entendre, il n'y en a pas un de plus sa-
« lutaire que celui-ci :

« Attachez-vous à la terre, gardez-vous, quelles
« que soient les tentations qui vous assiègent, de

« rompre le lien de naissance qui vous unit à elle(1). »

A ces chrétiennes et patriotiques paroles d'un ancien Ministre de l'Agriculture, nous ajouterons encore, avec Mgr Decelles, évêque de Saint-Hyacinthe (Canada) : « Tout cultivateur qui comprend la dignité
« et les avantages de sa condition, est heureux et fier
« de son état et élève ses enfants pour en faire des
« cultivateurs comme lui, leur transmettant l'héritage qu'il a reçu de ses pères. L'air natal, le champ,
« le travail, l'amour de Dieu et la paix du cœur :
« quel précieux patrimoine ! »

II

CE QUI A ÉTÉ FAIT JUSQU'ICI POUR L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE : PAR LES POUVOIRS PUBLICS, PAR LES SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE.

Rien de nouveau sous le soleil. L'arsenal de nos lois est approvisionné de tout ce qu'il faut pour parer pendant longtemps à n'importe quel besoin, prévu ou pas.

Dans la loi de 1850, il est question d'« *instructions élémentaires sur l'agriculture.* » Celle de 1879 dit, en son article 10, que « *des notions élémentaires d'agriculture sont comprises dans les matières élémentaires de l'enseignement primaire.* »

La loi du 18 mars 1882, plus explicite encore,

(1) Discours de M. GRIVART, sénateur, au Concours de la Société d'Agriculture d'Ille-et-Vilaine, Martigné-Ferchaud, 11 septembre 1893.

énonce l'*obligation* d'enseigner « les éléments des sciences naturelles, physiques et mathématiques, « dans leurs applications à l'*agriculture* et à l'hygiène. »

Les décrets du 18 janvier 1889 et du 29 décembre 1891 *ordonnent* que le programme des examens comprendra « des notions élémentaires de sciences, « avec leurs applications à l'*agriculture* et à l'hygiène. »

En fouillant un peu le stock des « lois existantes », on en trouverait sans doute quelques autres ; ceci suffit bien pour montrer qu'il ne s'agit point d'un besoin nouveau.

Mais la bonne volonté des législateurs s'est heurtée à des difficultés de plus d'une sorte. Faute d'une formule d'application bien précise, l'enseignement agricole n'est point entré dans la pratique courante de l'enseignement officiel.

Notre vieille terre de Bretagne sait encore produire de ces caractères fortement trempés, que rien ne rebute, qui trouvent même dans les difficultés un stimulant à leur ardeur naturelle. En parfaite communauté d'idées et de caractères, enflammés du même besoin de se rendre utiles, M. le vicomte Charles de Lorgeril et le Frère Abel résolurent un jour d'unir leurs efforts pour tenter de rendre pratique l'enseignement primaire agricole.

Pour des esprits timides, le projet était au moins téméraire : il fallait, en effet, une audace peu commune pour oser reprendre des essais qui avaient donné si peu de résultats, malgré les puissants moyens mis en œuvre. Notre vaillant Directeur de l'Agriculture, M. le vicomte de Lorgeril, a tout osé,

car il savait bien qu'avec des sociétés telles que l'*Agriculture et l'Industrie* d'Ille-et-Vilaine, l'*Emulation* des Côtes-du-Nord, l'*Association Bretonne*, etc., on peut tout entreprendre avec la certitude de tout mener à bonne fin. D'autre part, le Frère Abel se sentait fort de l'appui et des encouragements du Révérend Frère Cyprien, le digne successeur du vénérable abbé de la Mennais : c'était le concours assuré de toute une Congrégation enseignante.

Dans ces conditions, l'entreprise avait quelques chances de réussir.

En 1892, la Société départementale d'Agriculture d'Ille-et-Vilaine adopta un programme d'enseignement agricole, présenté par M. de Lorgeril et le Frère Abel. Il fut décidé qu'un *Concours-examen* servirait de sanction à cet enseignement et que des récompenses seraient décernées aux élèves et aux maîtres qui se seraient le plus distingués.

La Société d'Agriculture de l'arrondissement de Ploërmel adopta le même programme qu'elle proposa aux écoles primaires de son ressort. Son président, M. le comte G. de Lambilly, s'exprimait ainsi à cette occasion : « On se plaint que la population des « campagnes émigre dans les grandes villes, que le « paysan n'est plus attaché à la terre comme autre- « fois, mais pourquoi ? parce que l'instruction qu'on « lui donne n'est pas en rapport avec la condition « où Dieu l'a placé, parce qu'elle est étrangère à son « genre de vie, à ses travaux.

« Une fois acquises certaines connaissances gé- « nérales que personne ne doit ignorer, l'agriculture, « dans un pays essentiellement agricole, ne doit-elle « pas former le fonds sérieux de l'enseignement ?

« C'est ce qu'a pensé la Société d'Agriculture et ce
« que pensent tous ceux qui portent, comme elle,
« intérêt aux travailleurs de la campagne (1). »

Le résultat de cette première campagne fut :

En Ille-et-Vilaine, 26 écoles présentèrent au concours-examen 500 élèves : 262 diplômes leur furent décernés. — L'arrondissement de Ploërmel présenta 150 élèves, appartenant à 9 écoles : 115 diplômes leur furent attribués.

Ce premier essai ne donna pas toute la perfection désirable, cela va sans dire, mais il fournit des indications précieuses qui permirent d'améliorer le programme.

En 1893, aux deux Sociétés d'Agriculture de Rennes et de Ploërmel, s'adjoignit celle de l'arrondissement de Brest, présidée par M. le vicomte de Lesguern. Le résultat général de cette seconde campagne fut excellent : 45 écoles libres présentèrent au concours 888 élèves qui obtinrent 725 diplômes.

Le sympathique M. Ripert, secrétaire de la Société d'Ille-et-Vilaine, rendait ainsi compte de ce concours :

« Déjà, l'an dernier, nous avions à nous applaudir
« de la précieuse institution de ce *concours-examen*
« d'agriculture qui permet à notre Société d'encou-
« rager, comme il convient, un enseignement que
« nous voulons tous très prospère.

« C'est que, en effet, cet enseignement contri-
« buera, nous n'en saurions douter, à donner aux
« jeunes fils d'agriculteurs le goût de la noble pro-
« fession qu'exercent si vaillamment leurs bons
« parents.

(1) *Bulletin* du 3 avril 1892.

« Les résultats obtenus par les élèves prouvent
« avec quel esprit pédagogique les leçons d'agri-
« culture ont été données.

« D'ailleurs, la plupart des maîtres nous ont ex-
« primé leur plus vive satisfaction pour le système
« d'enseignement agricole que vient d'inaugurer
« notre Société, avec la haute approbation de la
« Société des Agriculteurs de France (1). »

Comme récompenses aux maîtres, il fut décerné :
3 médailles de vermeil, 9 d'argent et 17 de bronze.

Le succès de cette seconde campagne n'était pas
de nature à refroidir le zèle des initiateurs de ce
grand mouvement. Après un résultat si concluant,
ne convenait-il pas de pousser de l'avant hardiment
et d'étendre le système à toute la Bretagne ?

M. le vicomte de Lorgeril jugea que le moment
était venu de faire intervenir l'*Association Bretonne*.
L'examen-concours de 1894 fut donc préparé sous
la haute direction de notre Société, avec le concours
des sociétés particulières, savoir :

1° La Société départementale d'Agriculture et
d'Industrie d'Ille-et-Vilaine, qui a pour président M.
le comte de Montgermont, a fait concourir 35 écoles.

2° La Société d'Agriculture de Ploërmel, président
M. le comte de Lambilly. — 18 écoles.

3° La Société d'Agriculture de Brest, président
M. le vicomte de Lesguern. — 12 écoles.

4° La Société d'Emulation des Côtes-du-Nord, pré-
sident M. le vicomte de Lorgeril. — 25 écoles.

5° Le Comice agricole d'Ancenis, président M. le
comte de Landemont. — 23 écoles.

(1) *Journal d'Agriculture pratique*, 15 octobre 1893.

6^e Enfin *une* école du département de l'Orne et 2 du Maine-et-Loire avaient demandé et ont obtenu l'autorisation de concourir avec nos écoles bretonnes.

Les examens de 1894 ont été faits dans 116 écoles ; 2.206 élèves y ont pris part, 1.605 d'entre eux ont été diplômés.

Immédiatement après la correction des compositions, M. Le Bihan, notre vigilant secrétaire-trésorier, a fait connaître en ces termes le résultat général :

« J'ai l'honneur de vous communiquer les résultats
« d'un concours-examen d'agriculture organisé par
« les soins de l'Association Bretonne pour toutes les
« écoles publiques et privées de la Bretagne, sous la
« haute direction de M. le sénateur Audren de Ker-
« drel, son éminent Directeur général.

« Grâce à l'énergique activité de M. le vicomte
« Charles de Lorgeril, ancien député, Directeur de
« la section agricole de l'Association Bretonne, et à
« l'intelligente et précieuse collaboration des Frères
« Abel et Martial, de l'Institut de Ploërmel, ce con-
« cours a pleinement réussi. Mais nous devons si-
« gnaler l'abstention à peu près complète des écoles
« publiques. Nous n'en rechercherons pas les motifs.
« Il y a lieu cependant de s'étonner d'une pareille
« attitude de l'administration académique qui n'igno-
« rait pas l'existence du concours. Elle aurait dû, au
« lieu de se montrer indifférente, appuyer, ce nous
« semble, de tout son pouvoir l'initiative prise par
« l'Association Bretonne, dans une question si
« grave et si importante.

« Le concours avait pour but de distribuer des di-
« plômes comme récompense aux maîtres et aux

« élèves pour encourager le goût de l'agriculture dans les écoles.

« Notre appel s'étendait à toutes les écoles sans distinction ; DEUX écoles *publiques* seulement ont concouru.

« Nous n'insistons point.

« Mais l'enseignement agricole est fondé et il ne nous déplaît pas de constater quelles sont les parts respectives de l'enseignement libre et de l'enseignement officiel. »

III

PROGRAMME DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE.

Les promoteurs de l'œuvre de l'enseignement agricole se sont inspirés du vœu de la commission de 1866 : « *Donner une direction agricole à l'enseignement primaire ordinaire.* »

Le cours est réparti en 42 leçons, soit une leçon par semaine de l'année scolaire.

Les leçons d'agriculture ont pour base les notions de *sciences physiques et naturelles* qui font partie d'ailleurs du programme de l'enseignement primaire.

Sujets des leçons d'agriculture

1. Agriculture. — Définition.
2. Sol et sous-sol.
3. Amendements.
4. Assainissement du sol.
5. Engrais.
6. Soins à donner aux fumiers.

7. Stimulants.
8. Labours. — Défoncements.
9. Assolement.
10. Les divers instruments de labour.
11. Généralités sur les plantes.
12. Céréales. — Semailles.
13. Soins à donner aux céréales. — Maladies à combattre.
14. Récolte des céréales.
15. Culture du sarrasin ou blé noir.
16. Prairies. — Prairies permanentes.
17. Prairies temporaires ou artificielles.
18. Plantes sarclées et diverses plantes fourragères.
19. Plantes industrielles de la région.
20. Plantes médicinales.
21. Les animaux domestiques. — Alimentation.
22. Vaches laitières. — Les meilleures races. — Lait. — Beurre.
23. Engraissement du bétail.
24. Tenue des étables, écuries.
25. Oiseaux de basse-cour.
26. Élevage. — Amélioration des animaux domestiques.
27. Qualités des diverses races d'animaux domestiques.
28. Hygiène des animaux.
29. Animaux nuisibles.
30. Les auxiliaires du cultivateur.
31. Apiculture.
32. Pisciculture.
33. Sylviculture.
34. Culture du pommier.
35. Fabrication du cidre.

- 36. Horticulture. — Jardin potager.
- 37. Jardin fruitier.
- 38. Comptabilité agricole.
- 39. Économie rurale.
- 40. Constructions rurales.
- 41. Hygiène du cultivateur.
- 42. Restez à la campagne.

Application de ce Programme.

Chacune des 42 leçons comprend cinq parties :

1° La *dictée* des principes, qui sert de dictée ordinaire d'orthographe ;

2° La *lecture expliquée* de la dictée corrigée ;

3° Un *questionnaire* — six à dix questions sur chaque dictée — qui permet de s'assurer que les élèves ont compris et retenu ;

4° *Trois problèmes* d'arithmétique appliquée à l'agriculture, et en rapport avec la leçon du jour ;

5° Une ou deux *expériences* simples et à la portée des enfants.

Le maître prépare et dicte à ses élèves un *résumé* de 25 à 30 lignes. C'est ce résumé qui est le pivot sur lequel roule l'enseignement agricole donné à l'école primaire (1).

La *dictée*, le *questionnaire* et les *problèmes* sont reproduits par chaque élève sur un cahier spécial. Chaque élève a le sien.

Mais il en est un qui reste la propriété de l'école

(1) La Procure générale des Frères de Ploërmel a publié un petit livret qui contient ces *Résumés* avec les *Questionnaires* et les énoncés des *problèmes* (*L'Agriculture à l'École primaire en 42 leçons*. Prix : 0 fr. 50).

et que nous appelons *Cahier-Archive*. Tous les élèves contribuent à la confection du *Cahier-Archive* et chacun signe son travail.

Quant aux élèves plus avancés, ils sont exercés à faire, sous forme de *rédaction*, le compte rendu de l'un des quarante-deux sujets de leçons, d'une excursion, d'une expérience à laquelle ils auront pris part, d'une question plus importante sur laquelle le maître aura appelé leur attention.

C'est ainsi que la lecture, l'orthographe, l'arithmétique, la rédaction servent merveilleusement à l'instituteur, pour instruire et former le futur agriculteur, et développer chez lui des idées en rapport avec la profession de ses parents.

Enseignement pratique.

Mais, dirons-nous avec M. Tortelier, trésorier-adjoint du Syndicat Agricole et Horticole d'Ille-et-Vilaine, « l'enseignement ne doit pas être seulement « théorique : il doit être encore et surtout pratique. « Nombre de Sociétés et de Syndicats l'ont bien « compris, en créant des champs d'expériences, où « sont étudiés les différents modes de culture, où « les semences et les engrais sont expérimentés. « Le fonctionnement de ces champs est certainement « excellent, et les résultats en sont très appréciables. « Mais je leur préfère cependant de beaucoup les « *fermes pratiques*. Ce sont des fermes ordinaires « gérées par des agriculteurs émérites, qui mettent « leur expérience au profit des élèves, auxquels les « travaux de l'exploitation même sont confiés à certains jours.

« Le fermier devient alors le véritable professeur,
« et le maître est là seulement pour expliquer théo-
« riquement cette leçon de choses, le cultivateur
« pouvant parfaitement ignorer la raison d'être des
« phénomènes qui, au point de vue pratique, n'ont
« pas de secrets pour lui. Les élèves sont exercés
« successivement, et par séries, aux différents ser-
« vices de l'exploitation rurale.

« Ce système est, à mon sens, — et cette opinion
« est partagée par les meilleurs esprits, — préférable
« à celui des champs d'expériences proprement
« dits. Outre que le Syndicat n'opère, dans ce der-
« nier cas, que sur une étendue restreinte du sol,
« et à ses risques et périls, dans l'autre il a pour
« champ l'exploitation elle-même tout entière ; peu
« ou pas de frais, le fermier s'estimant heureux de
« contribuer ainsi à l'éducation agricole de ses
« enfants et de ceux de ses pairs, et se trouvant lar-
« gement rémunéré par la main d'œuvre bénévole
« et gratuite mise à sa disposition à chaque exercice
« pratique. »

L'idée première des fermes pratiques appartient
au Frère Abel, qui l'exposait ainsi dans son Rapport
du 3 février 1893 à la Société des Agriculteurs de
France :

« Nous supposons, tout d'abord, que dans la
« localité il existe une exploitation bien tenue. Le
« chef de cette exploitation ne demandera pas mieux,
« nous en sommes convaincu, que d'accepter l'hon-
« neur d'être le *professeur* du cours *pratique* d'agri-
« culture.

« Le *plan* de son exploitation, colorié selon l'as-
« solement, sera relevé à une échelle convenable

« pour occuper, dans l'école, l'emplacement d'une
« carte murale de géographie.

« Et, comme accompagnement nécessaire de ce
« plan topographique, le tableau de l'assolement
« adopté et celui de l'assolement enseigné aux cours
« seront dressés ; ils resteront constamment sous
« les yeux des élèves.

« C'est sur ces tableaux que seront toujours pré-
« parées les excursions à faire sur l'exploitation,
« suivant les saisons et les travaux, ainsi que les
« leçons *théoriques* faites à l'école, et c'est ainsi que
« se donnera le cours d'agriculture.

« Quant à l'*horticulture*, les leçons seront appli-
« quées dans le jardin même de l'instituteur.

« Les élèves y seront exercés à planter, bouturer,
« greffer un arbre, etc. ; ils apprendront aussi —
« sur place — quels soins donner à la culture des
« légumes, des fleurs, etc. »

« Nous réunissons donc ainsi la *théorie* et la
« *pratique* : c'est ce qui constitue, chacun le sait,
« l'enseignement le plus sûr et le plus complet. »

IV

LA SANCTION DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE.

— CONCOURS-EXAMENS. — DIPLOMES. — RÉCOMPENSES AUX MAÎTRES

Le meilleur de tous les contrôles pour assurer le fonctionnement du système de notre enseignement agricole, c'est l'institution de *concours-examens*, à la suite desquels des récompenses sont décernées aux maîtres et aux élèves.

Nous donnons ci-après le règlement du concours de cette année.

Certificat d'instruction agricole.

Règlement.

ART. 1. — La Société d..... donnera, cette année, son concours d'enseignement agricole, le 21 juin, à 8 heures du matin.

ART. 2. — Les instituteurs qui désirent prendre part à ce concours-examen devront en faire la déclaration écrite à M. le Secrétaire de la Société, le 1^{er} juin au plus tard.

ART. 3. — Ils indiqueront, en même temps, les récompenses qu'ils auraient précédemment obtenues, soit pour leur enseignement, soit pour leurs travaux personnels, etc.

ART. 4. — Les écoles seront classées en cinq catégories, savoir :

1^{re} catégorie. — Ecoles d'un seul maître ;
2^e Id. — Id. de deux maîtres ;
3^e Id. — Id. de trois maîtres ;
4^e Id. — Id. de quatre maîtres ;
5^e Id. — Id. ayant un cours complémentaire.

ART. 5. — Le concours-examen se fera par écrit : il comprendra : 1^o une *dictée* d'orthographe d'une vingtaine de lignes ; 2^o *deux problèmes* d'arithmétique appliquée à l'agriculture ; 3^o *cinq des questions* qui suivent les dictées.

Toutes les compositions seront prises dans le *Cahier-Archive*.

ART. 6. — Les sujets de compositions sont choisis par le Bureau et adressés en temps utile, sous pli cacheté à la cire, à chacune des Commissions locales; les compositions ne seront ouvertes que devant les élèves réunis.

ART. 7. — Les examens seront passés à l'école publique ou privée du chef-lieu de la commune et sous la présidence d'un membre de la Société d'agriculture ou de toute autre personne désignée par le Bureau de la Société.

ART. 8. — Chaque concurrent inscrira en tête de ses diverses compositions le numéro d'ordre qui lui est assigné sur la liste jointe aux sujets de compositions envoyés par la Société.

ART. 9. — Les compositions, faites sans le secours d'aucun livre ou note, devront être terminées à midi au plus tard et remises dans l'état où elles se trouveront alors. — Elles seront adressées, séance tenante, par le Président de la Commission locale, à M. le Trésorier général de l'Association Bretonne.

ART. 10. — La Commission devra veiller à ce que toutes les conditions du concours soient exactement observées. D'ailleurs toute fraude constatée par l'un des moyens dont dispose le Bureau serait un cas d'exclusion.

ART. 11. — Une Commission nommée par la Société corrigera les compositions et les classera par ordre de mérite.

ART. 12. — La dictée sera cotée de 10 points à zéro (toute faute d'orthographe fait perdre 1 point);

chaque problème, de 5 points à zéro ; chaque réponse aux questions, de 4 points à zéro.

ART. 13. — Tout élève ayant un total *minimum* de 30 points aura droit à un Diplôme qui lui sera remis à la distribution des prix de son école.

ART. 14. — Le mérite des maîtres sera établi d'après le total des points obtenus par leurs élèves récompensés, en tenant compte du nombre de ceux-ci par rapport au nombre des élèves présentés à l'examen.

Toutes les conditions de ce Règlement ayant été remplies, comme le témoignent les documents déposés sur le Bureau de l'Assemblée, la Commission vous propose de classer les Ecoles qui ont pris part au Concours, dans l'ordre ci-après, et de décerner aux maîtres les récompenses portées au tableau général de classement.

V

RÉSULTATS GÉNÉRAUX DE LA CAMPAGNE D'ENSEIGNEMENT AGRICOLE. — APPRÉCIATIONS ET ENCOURAGEMENTS

Nous nous étions proposé de réunir ici les témoignages qui nous sont arrivés de toutes parts et qui montrent à quel besoin général répond l'œuvre dont nous avons jeté les bases. Le trop grand nombre de ces témoignages élogieux nous obligent à nous restreindre.

C'est d'abord la presse quotidienne, en tête de laquelle nous trouvons la *Croix*, ce qui ne nous surprend nullement. Dans un article intitulé « Restons aux champs », le *Petit Laboureur* a fait un pompeux

éloge de notre système. Le *Journal de Rennes*, le *Petit Breton*, l'*Avant-Garde de l'Ouest*, l'*Ami de la Vérité*, le *Morbihannais*, etc., etc. : plusieurs semaines religieuses, parmi lesquelles celles de Rennes et de Saint-Brieuc, la *Chronique* de l'Institut des Frères de Ploërmel et une foule d'autres publications ont consacré à l'enseignement agricole des articles très élogieux.

M. Galliot, président de la Société d'Agriculture de Bayeux, nous écrit :

« J'ai la conviction que la voie ouverte par vous
« dans l'enseignement agricole est une œuvre des
« plus fructueuses à entreprendre... »

Et M. le baron S. de la Bouillerie, dans un remarquable rapport présenté au comité catholique du Mans :

« Les questions agricoles, sous quelque forme
« qu'elles se présentent, sont à l'ordre du jour. Parmi
« ces questions, celle de l'Enseignement tient
« une place importante. La culture n'est plus ce
« que nos pères l'ont vue. Le cultivateur a main-
« tenant besoin de posséder, à côté de l'expérience
« pratique, certaines connaissances techniques.

« Dans cette voie, l'enseignement libre a laissé
« fort loin en arrière l'enseignement officiel.

« Les départements de la Bretagne donnent
« l'exemple. Sous l'impulsion du Frère Abel, de
« l'Institut de Ploërmel, un cours d'agriculture a été
« ouvert dans toutes les écoles de cet ordre et un
« examen a été organisé pour contrôler le degré
« d'instruction des élèves et le zèle des maîtres.

« Frappées de l'utilité et des résultats de cette
« œuvre, l'autorité diocésaine d'une part et les socié-

« tés locales d'agriculture de l'autre encouragent la
« diffusion de ces examens.

« Le diocèse du Mans doit entrer dans le mouve-
« ment. Il a l'avantage de jouir déjà d'un régime
« d'examens fonctionnant à merveille. Rien de plus
« facile que d'élaborer un programme agricole, de
« le soumettre aux chefs d'établissements et de le
« sanctionner d'un concours jugé par une commis-
« sion spéciale (1). »

La Société des Agriculteurs de France ne nous a pas non plus ménagé ses encouragements : elle a procuré à plusieurs de nos sociétés départementales des médailles qui ont servi à récompenser les maîtres les plus méritants. Dans sa circulaire relative au Concours de 1894 entre les instituteurs, elle adopte le *Cahier-Archive* « qui permet de pren-
« dre le savoir des élèves pour critérium de l'ensei-
« gnement agricole du maître. »

VI

CONCLUSION.

Nous pensons avoir fait ressortir suffisamment l'importance considérable qui s'attache au relèvement de l'agriculture par le moyen de l'enseignement primaire.

Les essais de nos méthodes ont fait leurs preuves, et de tous côtés nous arrivent des félicitations chaleureuses, avec des demandes de renseignements

(1) *Bulletin de l'Education chrétienne*, mars-avril 1894.

pour étendre le système en dehors de la Bretagne.

Avons-nous pour cela atteint le but définitif et ne nous reste-t-il plus rien à faire ? Nous ne le pensons pas.

Nous avons d'abord à créer un second *diplôme* pour récompenser les élèves qui ont obtenu déjà le premier diplôme élémentaire. Le règlement ci-dessous pourrait être appliqué à ce second examen.

Diplôme d'études agricoles.

ART. 1. — Un *Diplôme d'Études agricoles* est établi pour les jeunes gens qui ont déjà subi avec succès les examens pour l'obtention du *Certificat d'instruction agricole*.

ART. 2. — L'examen pour l'obtention de ce diplôme se fera en s'inspirant du règlement établi pour le *certificat*.

ART. 3. — Il comprendra les trois épreuves ci-après, savoir :

1° Une *rédaction* dont le sujet sera l'une des 42 questions du programme d'enseignement ;

2° Le *compte-rendu* d'une expérience, d'une excursion à la *ferme-pratique*, ou des travaux agricoles d'une saison déterminée ;

3° *Deux problèmes* d'arithmétique ou de géométrie appliquées à l'agriculture.

ART. 4. — Chacune de ces trois épreuves sera cotée de 25 points à zéro.

ART. 5. — Le *Diplôme d'Études agricoles* ne sera décerné qu'aux candidats qui obtiendront un minimum de 50 points.

ART. 6. — Les maîtres seront classés d'après le total des points obtenus par leurs élèves récompensés en tenant compte du nombre de ceux-ci par rapport au nombre d'élèves présentés.

De plus, il y a lieu d'étendre à l'enseignement des jeunes filles ce que nous n'avons appliqué jusqu'ici encore qu'aux écoles de garçons. Que notre ami M. Tortelier me permette encore de lui emprunter les lignes suivantes :

« L'enseignement agricole ne doit pas être réservé
« exclusivement aux garçons ; il doit être encore
« appliqué aux filles. La femme tient une trop grande
« place dans l'exploitation et la fortune d'une ferme
« pour n'avoir pas le droit d'être instruite des choses
« qui l'intéressent le plus. S'il est des points communs
« à l'enseignement agricole des deux sexes, celui
« destiné aux jeunes filles doit surtout tendre à faire
« d'elles des ménagères. Des notions d'hygiène, des
« recettes de cuisine simple mais variée, des ins-
« tructions pour l'entretien des objets mobiliers et
« des vêtements, quelques éléments de comptabilité,
« des méthodes de préparation des aliments du bé-
« tail ; de traitement du lait, de soins à donner aux
« volailles, tels sont les points principaux sur les-
« quels on doit insister le plus. Notre Société d'Ille-
« et-Vilaine, encouragée par les brillants succès de
« sa méthode d'enseignement aux garçons, va l'ap-
« pliquer aux filles, en le spécialisant, comme il
« vient d'être indiqué. »

L'Association Bretonne se doit encore à elle-même de perfectionner et de parfaire l'œuvre commencée. Personne ne peut être surpris d'apprendre que l'application du programme n'a pas donné du premier

coup tout ce qu'il est possible d'en attendre. Ainsi, il nous est revenu que quelques Commissions locales se sont montrées plus faciles que d'autres pour le contrôle de surveillance, ce qui aurait facilité la tâche de quelques concurrents... C'est là un détail qui n'a d'ailleurs qu'une importance limitée et auquel il sera facile de mettre bon ordre.

Il est un autre point d'organisation bien plus important et qui préoccupe à juste titre la Direction de l'Association ; il s'agit d'installer d'une façon stable, et pour ainsi dire en permanence, les Commissions paroissiales qui voudront bien, avec les Sociétés d'Agriculture, nous continuer le précieux concours qu'elles nous ont prêté déjà.

Les professeurs pratiques seront aussi l'objet, comme ils le méritent bien, de toute la sollicitude de nos Sociétés affiliées et de l'Association Bretonne elle-même. C'est avec grand plaisir que nous avons appris que l'un d'eux, M. Grandjean, de Ploërmel, a été récompensé l'année dernière d'une médaille d'argent G. M., par la Société des Agriculteurs de France, pour son intelligent dévouement aux élèves de l'école de Saint-Armel.

Enfin, dans le but de faciliter la tâche des maîtres qui ont quelquefois à préparer des élèves pour d'autres examens que les nôtres ; pour empêcher aussi que ces maîtres ne soient plus ou moins gênés ou déroutés par des sollicitations divergentes, notre sage autant que zélé Directeur a songé à réunir prochainement une sorte de Conseil supérieur d'enseignement agricole où seraient étudiés et discutés les programmes définitifs de nos futurs examens. Les représentants autorisés de l'enseignement religieux,

pédagogique et agricole, feront nécessairement partie de ce Conseil, et l'Association Bretonne, leur servant à tous de trait d'union, justifiera une fois de plus de son titre et de ses vieilles traditions nationales, qui peuvent se résumer dans ces mots qui sont tout son programme : DIEU, PATRIE, FAMILLE.

Le Rapporteur délégué,
F. MARTIAL.

CONCOURS D'ENSEIGNEMENT AGRICOLE

21 Juin 1894

1^{re} CATÉGORIE. — ECOLES D'UN SEUL MAITRE

N ^o d'ordre	NOMS DES ÉCOLES ET DES DIRECTEURS	NOMBRE D'ÉLÈVES présentés	NOMBRE de DIPLOMES	NOMBRE de POINTS	Récompenses
1	Guillac (Morbihan).. F. ALBERTIN	9	9	346	Méd. verm.
2	Bringolo (C.-d.-N).. F. KORNÉLIS	8	8	314	— argent
3	Caden (Morbihan)... F. ANTOLIEN	10	9	285	— argent
4	La Trinité-Porthouët (Morbihan)..... F. ANDRONIC	7	7	256	— bronze
5	Ancenis (Loire-Inf.). M. BACHELIER	13	10	240	— bronze
6	Saint-Martin (Morb.) F. VENIANTUS	7	7	239	— bronze
7	Plaintel (C.-du-N.). F. HERBERT	10	9	234	— bronze
8	Servon (Ille-et-Vil.). F. PAUL D'AREZZO	6	6	216	Ment. hon.
9	Saint-Jean-Kerdaniel (Côtes-du-Nord).. F. PELERIN	10	6	122	Ment. hon.
10	Taupont (Morbihan). F. FÉLIX	16	7	103	Ment. hon.
11	St-Pern (Ille-et-Vil.) F. MAURICE	5	3	62	
12	Gosné (Ille-et-Vil.). F. FLORIDE	5	3	59	
13	Bréhan-Loudéac (M.). F. APHRODYSE	6	3	50	
14	Péaule (Morbihan).. F. TÉRENTIEN	6	3	46	
15	Cordemais (L.-Inf.). F. EMILIUS	6	2	20	
16	Landeheh (C.-du-N.). F. ELEUTHÈRE	8	1	4	
17	Bonneuvre (L.-Inf.). F. HERMES	11	1	3	
18	Pleucadeuc (Morb.).	10	"	"	
19	Gausson (C.-du-N.).	2	"	"	

2 ^e CATÉGORIE. — ÉCOLES DE DEUX MAITRES					
1	Antrain (Ille-et-Vil.) F. LÉZIGNORE	26	24	815	Méd. verm.
2	Melesse (Ille-et-Vil.) F. ANDRÉ-MARIE	24	23	800	— argent
3	Bouguenais (L.-Inf.) F. LABRE-JOSEPH	18	18	667	— argent
4	Tinténiac (Ille-et-V.) F. LICINIUS	22	19	608	— bronze
5	Pleugueneuc (Ille-et-Vilaine)..... F. BERTHULIEN	14	14	521	— bronze
6	Goudelin (C.-d.-N.). F. GERBERT	14	14	504	— bronze
7	Etables (C.-d.-N.). F. GABRIEL	14	13	456	— bronze
8	Joué-s.-Erdre (L.-I.). F. FAUSTIEN	11	11	412	Ment. hon.

N° d'ordre	NOMS DES ÉCOLES ET DES DIRECTEURS	NOMBRE d'élèves présentés	NOMBRE de DIPLOMÉS	NOMBRE de POINTS	Récompenses
9	Lanvollon (C.-d.-N.) F. NOEL.....	15	13	406	Ment. hon.
10	Les Touches (L.-Inf.) F. FÉLICISSIME.....	10	10	365	id.
11	Bréhan - Moncontour (Côtes-du-Nord) F. NORBERT.....	12	11	360	id.
12	Plœuc (Côtes-du-N.) F. HÉRACLIUS.....	8	8	291	id.
13	Ploubazlanec (Côtes- du-Nord) F. FLAMIEU.....	9	8	244	id.
14	Fégréac (Loire-Inf.) F. BENOIST-JOSEPH....	12	9	240	id.
15	Gulpny (Ille-et-Vil.) F. MAGLOIRE.....	14	10	239	id.
16	Baguer-M. (I.-et-V.) F. PIERRE-CÉLESTIN...	10	8	235	id.
17	Plouguenast (Côtes- du-Nord) F. FERNAND-JOSEPH...	6	6	216	id.
18	Binic (C.-du-N.) F. AUBERT.....	8	7	215	id.
19	La Gacilly (Morb.) M. l'abbé BRUNET.....	11	8	198	
20	Sainte-Anne d'Auray (Morbihan) F. GUCNAHAEL.....	11	8	185	
21	Campénéac (Morb.) F. JEAN-CHRYSTOSTOME..	15	9	182	
22	Plourhan (C.-d.-N.) F. SIMON-JOSEPH.....	9	7	182	
23	Chapelle-Basse-Mer (Loire-Inférieure) F. LÉONTIEN.....	12	8	174	
24	Plouasne (C.-d.-N.) F. MARCEL.....	10	7	168	
25	Bonnemain (I.-et-V.) F. PAUL-ANDRÉ.....	13	8	167	
26	Le Foell (C.-d.-N.) F. AUXILE-MARIE.....	6	5	146	
27	Marsac (L.-Inf.) F. MICHAEL.....	16	8	142	
28	Plouvorn (Finistère) F. GERMAN-MARIE.....	20	9	131	
29	Saint-Gildas-des-Bois (Loire-Inférieure) F. DARIUS.....	15	7	106	
30	Amanlis (Ille-et-Vil.) F. CASSIEN.....	15	7	106	
31	St-Just (Ille-et-V.) F. LUDOVIC.....	9	5	96	
32	Miniac-Morvan (Ille- et-Vilaine) F. THÉOMIR.....	18	7	90	
33	Hénon (Côtes-du-N.) F. LOUIS-AUG.....	14	6	82	
34	Châteaugiron (Ille-et- Vilaine) F. PHILADELPHIE.....	12	5	79	
35	Herbignac (L.-Inf.) F. MATHURIN.....	11	5	75	
36	Meillac (Ille-et-V.) F. FÉLIX DE VALOIS....	8	4	69	
37	Plérin (C.-du-N.) F. THÉOPHILE-ALPH....	17	6	67	
38	Romillé (Ille-et-V.) F. PRISCILLIEN.....	6	3	45	
39	Langolen (Finistère) M. DALLE (Inst. pub.)..	8	3	36	
40	Renac (Ille-et-V.) F. ESDRAS.....	4	2	34	
41	St-Jean de Boiseau (L.-Inf.) F. THARAISE.....	15	4	32	
42	Bédée (Ille-et-Vil.) F. CONSUL. DE JÉSUS..	11	3	29	
43	Avessac (Loire-Inf.) F. HERMÉNÉGILDE.....	11	3	25	
44	Peillac (Morbihan) F. VINCENT.....	14	3	21	
45	St-Brice-en-Cogles (Ille-et-Vilaine) F. GÉRONCE.....	16	3	18	
46	Quessoy (C.-du-N.) F. ANGÉSILE.....	8	2	16	
47	Planguenoual (Côtes- du-Nord) F. EDBERT.....	5	1	6	

3^e CATÉGORIE. — ÉCOLES DE TROIS MAÎTRES

N ^o d'ordre	NOMS DES ÉCOLES ET DES DIRECTEURS	NOMBRE D'ÉLÈVES présentés	NOMBRE de DIPLOMES	NOMBRE de POINTS	Récompenses
1	Camphon (L.-Inf.)... F. CÉLESTIN.....	50	43	1324	Méd. verm.
2	Plélan (Ille-et-Vil.).. F. PIERRE D'ALCANTARA	40	36	1214	— argent
3	Carentoir (Morb.)... F. MÉRÉAL.....	31	30	1030	— bronze
4	Cesson (Ille-et-Vil.).. F. JEAN-KISAYA.....	26	26	958	id.
5	Locminé (Morb.)... F. ADON-MARIE.....	28	27	942	id.
6	Ploudihen (C.-d.-N.) F. STANISLAS-ET.....	35	29	891	Ment. hon.
7	Saint-Renan (Fin.).. F. FRANÇOIS DE SALES.	20	20	739	id.
8	La Bouëxière (Ille-et-Vilaine)..... F. ROMAIN.....	23	22	673	id.
9	Plessé (L.-Inf.)..... F. LOUIS-ARSÈNE.....	20	19	671	id.
10	Montauban (I.-et-V.) F. THÉODORAT.....	16	16	632	id.
11	Bourg-des-Comptes (Ille-et-Vilaine).. F. MÉDÉRIC.....	18	16	505	id.
12	Héric (Loire-Infér.).. F. GABRIEL-F.....	18	16	501	id.
13	Sérent (Morbihan)... F. ENOGAT.....	24	19	453	id.
14	Huelgoat (Finistère).. M. DONAUD, inst. publ.	19	16	421	id.
15	Clohars-Carnoët (F.) F. PORPHYRE-JOSEPH..	8	8	290	
16	Pontchâteau (L.-Inf.) F. VALENTINNIEN.....	19	13	288	
17	Retiers (Ille-et-Vil.) F. VICTORIEN.....	15	11	276	
18	Savenay (Loire-Inf.).. F. ROGATIEN.....	20	12	228	
19	Saint-Méen (I.-et-V.) F. JEAN-LOUIS.....	19	10	179	
20	Legé (Loire-Infér.).. F. JOSEPH-HERMAS....	11	7	158	
21	Montfort (Ille-et-V.) F. SÉRAPHIN.....	10	6	113	
22	Piré (Ille-et-Vil.)... F. GILDAS.....	25	9	105	
23	Ligné (Loire-Infér.).. F. CÉCILIOUS.....	22	7	73	
24	Elven (Morbihan)... F. CANTIDIEN.....	7	4	72	
25	Iffendic (Ille-et-Vil.) F. APPOLONIUS.....	12	3	24	
26	Bais (Ille-et-Vilaine) F. ARNOLD.....	14	3	20	
27	Moncontour (C.-d.-N.) F. GUINÆL.....	7	2	19	

4^e CATÉGORIE. — ÉCOLES DE QUATRE MAÎTRES

1	St-Pierre-Quilbignon (Finistère)..... F. MARIUS.....	60	58	2084	Méd. verm.
2	Guémené-sur-Scorff (Morbihan)..... F. EUDOXE.....	34	25	643	Ment. hon.
3	Pleyben (Finistère).. F. AUDRAIN.....	26	21	572	id.
4	Derval (Loire-Inf.).. F. BARTHÉLEMY.....	60	31	550	id.
5	St-Étienne de Mont-luc (Loire-Infér.).. F. ARTHUR.....	21	17	487	
6	Bazouges-la-Pérouse (Ille-et-Vilaine).. F. LÉOVIGILDE.....	30	17	326	
7	Le Loroux-Bottereau (Loire-Inférieure). F. PAMPHILE.....	26	12	192	

5^e CATÉGORIE. — ÉCOLES DE CINQ MAÎTRES OU PLUS

N ^o d'ordre	NOMS DES ÉCOLES ET DES DIRECTEURS	NOMBRE D'ÉLÈVES présentés	NOMBRE de DIPLOMES	NOMBRE de POINTS	Récompenses
1	Morlaix (Finistère).. F. JEAN-FRANÇOIS-R...	73	72	2650	Méd. d'or
2	Redon (Ille-et-Vil.).. F. ANASTASIUS	67	64	2313	Méd. verm.
3	Leaven (Finistère). F. MAUDAN	81	64	1782	— argent
4	Bain-de-Bret. (Ille-et-Vilaine)..... F. ÉMERY-MARIE	41	40	1414	— bronze
5	Châteaulin (Fin.)... F. CALIXTE-MARIE	53	44	1376	id.
6	Landerneau (Fin.)... F. BERNARD-JOSEPH....	43	40	1319	id.
7	Lannion (C.-du-N.).. F. AGATHANGE.....	49	43	1287	id.
8	Guingamp (C.-du-N.) F. ERMEL.....	31	30	1098	Ment. hon.
9	Ploërmel (Morbihan). F. GORDIEN.....	28	27	930	id.
10	Fougères (St-Sulp.) (Ille-et-Vilaine)... F. AUBERT	54	30	582	id.
11	Lamballe (C.-du-N.).. F. FLORENTIN	26	17	432	
12	La Guerche (L.-et-V.) F. ANGE-GABRIEL.....	28	16	302	
13	St-Pol de Léon (F.). F. PAUL DE JÉSUS.....	45	10	75	

HORS BRETAGNE

ÉCOLES DE DEUX MAÎTRES

N ^o d'ordre	NOMS DES ÉCOLES ET DES DIRECTEURS	NOMBRE D'ÉLÈVES présentés	NOMBRE de DIPLOMES	NOMBRE de POINTS	Récompenses
	St-Crespin (M-et-L). F. JONAS.....	6	6	226	
	Bourg-d'Iré (Maine-et-Loire)..... F. MARCILLIEN.....	11	8	197	
ÉCOLES DE TROIS MAÎTRES					
	Bellême (Orne)..... F. JOSEPH.....	10	7	166	

SUJETS DES COMPOSITIONS

I

DICTÉE

VACHES LAITIÈRES. — LAIT. — BEURRE. — FROMAGE.

C'est sur les côtes de la Manche que se trouvent les races bovines fournissant les meilleures vaches laitières. Telles sont : la race hollandaise, qui a la robe noire avec de grandes taches blanches ; la race bretonne, qui lui ressemble, sauf qu'elle est plus petite ; la race flamande, qui a le poil roux et est très forte ; la race normande, dont la robe est comme marbrée.

On reconnaît les bonnes vaches laitières à ce qu'elles ont la peau fine, les mamelles volumineuses, les veines mammaires et l'écusson fort développés.

L'herbe des bonnes pâtures, la luzerne, le trèfle, la pomme de terre, la carotte, les rutabagas, les choux, les tourteaux, sont les meilleurs aliments pour la vache laitière.

Avec le lait, on fait du beurre et du fromage. La fabrication du beurre demande des soins spéciaux de propreté ainsi qu'une température convenable.

On fabrique aussi avec le lait une grande variété de fromages qui portent divers noms suivant leur qualité et leur origine. Il y a le fromage de Roquefort, le fromage de Gruyère, le fromage de Hollande, etc. Toutes ces variétés se partagent en outre en trois

catégories, savoir : les fromages gras, les demi-gras et les maigres.

Lorsqu'on fait cuire le lait sans enlever la crème, on obtient du fromage gras ; si l'on enlève une partie de la crème, on a du fromage demi-gras ; si on l'enlève complètement, le fromage est maigre.

II

PROBLÈMES

Un fermier a 52 poules qui pondent chacune en moyenne 166 œufs par an. Il vend les œufs 0^f,90 la douzaine en donnant le treizième. Quel bénéfice retirera-t-il de ses œufs en estimant que les poules lui coûtent par jour 0^f,90 de grain ?

On admet que 100 kilog. de foin nourrissent le bétail autant que 315 kilog. de pommes de terre. En supposant que 3^{hl},1/2 de pommes de terre, pesant 80 kilog. l'hectolitre, coûtent 6^f,30, et 100 kilog. de foin, 6 f., y a-t-il avantage à acheter du foin ? Quelle est la perte ou le gain sur 1.080 kilog. de foin ?

III

QUESTIONS

1. Quelle terre est préférable pour la culture de l'orge ? — Quand se sème l'orge ?
2. Comment remédier au manque de vigueur des blés ? — Comment empêcher le blé de verser ?
3. Comment se fait la récolte du foin ?

4. Quelles règles président à l'alimentation des animaux ? — Qu'appelle-t-on ration d'entretien ?

5. Quels soins réclament les animaux au point de vue de la propreté ?

A la suite de ce remarquable rapport dont les conclusions sont adoptées par la réunion, diverses observations sont échangées entre les Membres du Congrès. Plusieurs vœux sont aussi adoptés. L'un d'eux demande que les Congrégations qui s'occupent de l'enseignement des garçons, comme celles qui se consacrent à l'enseignement des filles, donnent l'instruction agricole à leurs élèves.

La séance est levée à 11 heures un quart.

Le Secrétaire,

JACQUES DE LORGERIL.



Séance du Mercredi 5 Septembre 1894, à 2 heures

**Président : M. LE COUR GRAND'MAISON.
Secrétaire : M. ROBERT DE LORGERIL.**

**M. Le Cour donne la parole à M. le docteur Bureau, professeur
au Muséum d'Histoire naturelle.**

LA GÉOLOGIE DES ENVIRONS D'ANCENIS

Dans ses rapports avec l'agriculture

MESSIEURS,

La feuille 105 de la carte géologique détaillée de la France, de l'exécution de laquelle j'ai été chargé, en collaboration avec mon frère, Louis Bureau, directeur du Muséum d'histoire naturelle de Nantes, forme un rectangle qui a 13 lieues de l'est à l'ouest et 9 lieues du nord au sud. La ville d'Ancenis y est située dans une position un peu excentrique ; mais l'arrondissement d'Ancenis y est contenu tout entier. La constitution géologique de cet arrondissement

est aussi variée que curieuse, et l'influence du sous-sol sur la végétation spontanée et sur les cultures y est manifeste. Elle n'est pas cependant le seul facteur qui détermine la présence de telle ou telle plante : le climat joue un rôle considérable. L'ouest de la France possède, comme on le sait, un climat spécial, bien différent du climat méditerranéen, chaud et sec, et du climat de l'intérieur, à écart de température considérable entre l'été et l'hiver. Le climat occidental, produit par le voisinage de la mer et par le courant d'eau chaude, le bras du *Gulf Stream*, qui baigne nos côtes, est tiède et humide. La température y est égale et plus élevée de quelques degrés que celle des localités de l'intérieur situées sous la même latitude. D'après les nombreuses observations faites par M. Huette, la température moyenne diurne est, à Nantes, de 12°.

Cette douceur relative du climat s'observe dans toute la Bretagne ; mais elle est beaucoup plus prononcée, et ses effets sur la végétation sont bien plus manifestes dans la partie méridionale de notre province, sur une longue bande, qui, à partir de l'embouchure de la Vilaine, suit les bords de la mer, puis la région voisine de la Loire, et se poursuit jusqu'à moitié chemin environ entre Angers et Saumur. Il est même assez remarquable que, vers l'est, les effets du climat occidental s'atténuent et font place au climat continental à peu près au point où les terrains primaires se trouvent recouverts par les terrains jurassique et crétacé.

Dans la zone bretonne-angevine, où se trouve Ancenis, non seulement le Figuier prend un beau développement, comme dans tout l'ouest, mais les

Camellia et les *Magnolia* offrant une végétation luxuriante, font le plus bel ornement des jardins ; un grand Ciste à feuilles gluantes étale souvent ses larges fleurs blanches, dont les pétales sont marqués d'une tache pourpre ; le Laurier, *Laurus nobilis*, est cultivé partout ; le *Sassafras* devient un grand arbre, ainsi que l'étrange *Araucaria imbricata* ; le Thé, *Thea viridis*, qu'on trouve, à titre de curiosité, dans les jardins de quelques horticulteurs, vit très bien en pleine terre et mériterait d'être répandu, ne fût-ce que comme arbuste d'ornement ; on ne rentre en orangerie ni les Grenadiers, ni les Fuchsia, ni les Myrtes ; l'*Acacia dealbata*, dont les belles fleurs jaunes, venant de Nice, font au printemps, à Paris, l'objet d'un grand commerce, vit chez nous, pendant un certain nombre d'années, à l'état d'arbre assez élevé. Si un hiver plus rude vient à le geler, il repart du pied et continue à fleurir. Nous pourrions donc faire des envois comme ceux de Nice, lorsque l'époque de ceux-ci est passée. Un Palmier de Chine, *Chamæerops Fortunei*, commence à être répandu. On peut en voir un beau spécimen dans la gare d'Ancenis. Cette magnifique espèce pourrait passer sans abri la plupart de nos hivers : un paillasson ou une toile suffit à la préserver lorsque la température s'abaisse un peu plus que d'ordinaire.

En somme, les plantes de l'Australie méridionale, de la Nouvelle-Zélande, du sud de la République Argentine, de la Chine, du Japon et des parties les plus tempérées des Etats-Unis, peuvent être essayées dans la zone bretonne-angevine avec chances de succès.

J'arrive à l'influence du sol.

Elle est très différente suivant la nature et suivant l'âge géologique des terrains.

Les dépôts en voie de formation, les alluvions modernes, représentées ici par les sables de la Loire, jouent un grand rôle dans l'arrondissement d'Ancenis. Ces sables constituent des hauts fonds qui s'allongent continuellement dans le sens du courant et déplacent le chenal, devenu insuffisamment profond. La Loire, vue à marée basse, présente malheureusement beaucoup plus de sable que d'eau, et, pour peu que ces bancs viennent à peu près à effleurer, rien n'est plus facile que de constater leur marche. Ils progressent absolument par le même mécanisme que les dunes. On sait que celles-ci offrent une pente douce du côté de la mer, et qu'au-delà de leur ligne de faite, un autre plan, à pente très raide, fait face à l'intérieur du pays. Cela tient à ce que le vent pousse devant lui les grains de sable fin, qui roulent et montent les uns sur les autres, formant ainsi un plan légèrement incliné, jusqu'à ce que, arrivés au sommet de la pente formée par les matériaux précédemment entassés, ils tombent en avant de cet amas. La dune, ainsi balayée constamment en arrière par le vent et augmentée en avant par la chute du sable, ne peut manquer, tant qu'elle n'est pas fixée par la végétation, de progresser vers l'intérieur.

Pour les sables de la Loire, ce n'est plus le vent, c'est l'eau qui est l'agent de transport ; mais son action s'exerce de la même manière. Les grains de sable, roulés par le courant sur ceux qui les ont précédés, progressent, en remontant une sorte de talus très peu incliné, jusqu'à l'extrémité de ce talus,

qui forme une ligne de faite au-delà de laquelle, le plancher sableux venant à leur manquer, ils tombent les uns sur les autres en formant une pente très abrupte. Au-delà de chaque banc de sable, dont la surface paraît presque horizontale, on trouve donc d'ordinaire et brusquement une grande profondeur d'eau, et cette partie extrême du banc est composée des sables les plus mobiles. Cette inégalité et cette mobilité du fond rendent les baignades dans notre fleuve dangereux pour ceux qui ne sont pas des nageurs expérimentés. Il n'y a pas d'année que des imprudences n'amènent quelques malheurs.

La plupart des bancs découvrent aux basses eaux, et, dans quelques-unes, l'accumulation des sables est assez grande pour qu'ils restent ordinairement exondés. Que sur ces bancs exposés longtemps à l'air il germe quelques graines, qu'autour de ce commencement de végétation le vent ou le flot accumule quelques débris fertilisants, feuilles ou fragments de bois, il ne tardera pas à se former une plaque de verdure qui s'étendra de plus en plus. Les îles si nombreuses de la Loire n'ont pas d'autre origine.

La vallée du fleuve est, au point de vue botanique, la région des plantes accidentellement introduites. Le *Xanthium spinosum*, l'*Amaranthus retroflexus*, ont dû être amenés par les navires du port de Nantes. L'*Ilysanthes gratioloïdes*, plante de l'Amérique du Nord, se trouve çà et là abondamment depuis Orléans jusqu'à Nantes. L'Asperge croît à l'état spontané dans les sables un peu nus, mais surtout au-dessous d'Ancenis.

Au point de vue agricole, la vallée est la région

Agr.

des osiers, du Chanvre et des fourrages. On y trouve une quinzaine d'espèces et variétés de Saules. Les foins arrivent à Nantes en grande quantité par bateaux et ont un quai spécial de débarquement. Les îles sont plantées de Peupliers, *Populus nigra*, et le Frêne y est abondant. Cette essence s'étend même largement au-delà des bords de la vallée, dans une zone où elle paraît remplacer le Chêne en partie.

Dans la vallée, on pourrait joindre avec succès au *Populus nigra* le Peuplier de la Caroline et plusieurs Chênes de l'Amérique du Nord, qui croissent dans des terrains frais ou humides et donnent néanmoins un bois excellent. L'Ortie de Chine, *Bæhmeria utilis*, mériterait d'y être essayée à côté du Chanvre.

Si les îles formées par le fleuve viennent accroître le domaine agricole, le cultivateur ne peut jamais y être sans inquiétude; car des inondations trop fréquentes ravinent les champs et les recouvrent de dépôts qui sont loin d'être fertilisants comme ceux du Nil. Les maisons sont baignées, et il y en a même de renversées par le courant devenu torrentiel. La Loire a ainsi un régime des plus irréguliers : tantôt elle est presque à sec, tantôt l'eau arrive avec une telle abondance que la vallée est transformée en une vaste plaine liquide. C'est surtout à la suite de ces inondations que le chenal est comblé ou déplacé.

Les difficultés de la navigation dans le fleuve ont fait songer à l'établissement d'un canal latéral à la Loire depuis Nantes jusqu'à Orléans. C'est un projet digne de la plus sérieuse attention, qui pourrait s'exécuter sans grandes difficultés, et dans des conditions relativement moins onéreuses, en empruntant les bras latéraux d'un des côtés du fleuve et en

reliant entre elles, comme on l'a fait du reste pour le canal maritime, les îles qui limitent ces bras.

Mais la création même d'un canal ne doit pas faire perdre de vue l'amélioration du cours du fleuve ; car s'il est abandonné à lui-même, les inondations deviendront de plus en plus fréquentes, les sables de plus en plus abondants, le lit continuera à s'exhausser, et le canal pourrait à la fin se trouver menacé.

Quelles sont les causes de ces crues subites et de ces apports continus de sables ?

Il n'y a qu'une seule cause pour les deux phénomènes : c'est l'érosion et la dénudation des pentes dans la partie supérieure du fleuve lui-même et de certains affluents. Tout procédé qui supprimerait cette dénudation supprimerait du même coup la formation de nouveaux sables et les inondations.

Rien de plus facile que de reconnaître l'origine des sables. Ils sont presque entièrement composés de grains de quartz, non pas de ce quartz qui forme les silex de la craie de Touraine, mais de quartz semblable à celui qui entre dans la constitution du granit et du gneiss, c'est-à-dire des roches cristallines du plateau central de la France et du massif breton. Dans ces roches, le quartz est mélangé avec du feldspath et du mica. Le feldspath se décompose très facilement et laisse libres les deux autres minéraux, qui sont entraînés en petits fragments par les pluies, et dont le moins dur, le mica, est promptement usé. Ainsi, le sable pris à Ancenis ne peut être fourni que par des cours d'eau prenant leur source sur des terrains cristallins : il provient du plateau central. La Loire, presque dès son origine, présente les accumulations de sable que nous voyons tout le

long de son cours. L'Allier, le Cher, sous ce rapport, ressemblent tout à fait à la Loire. La Vienne, la Creuse, roulent du sable et des galets de granit. A Nantes, aux sables de la Loire se joignent ceux de la Sèvre nantaise, qui naît et coule en entier sur des terrains cristallins faisant partie du massif breton.

Les rivières qui prennent leur source sur les schistes siluriens ou cambriens font avec les précédentes un contraste frappant ; elles délitent les schistes en un limon qui forme des dépôts vaseux. C'est ce que présente l'Erdre, et, à un bien plus haut degré, la Vilaine.

Enfin, celles qui découlent des terrains sableux, les sables du Perche ou du Maine, par exemple, n'ont qu'une eau filtrée et limpide, presque sans dépôts.

Toutes les rivières qui fournissent du sable descendant du plateau central ou des terrains cristallins du Poitou, et ces massifs rocheux étant tous les deux au sud de la Loire, il en résulte que pas un grain de sable ne vient par les affluents de la rive droite, et que tout le sable est produit par quatre ou cinq affluents de la rive gauche ; encore ne peut-il se former que sur des points restreints de ces affluents : c'est seulement dans les endroits où la pente est la plus forte, vers la source surtout, ou le long de quelques ruisselets rapides, là où les eaux sauvages coulent sur la roche dénudée, que les éléments les moins résistants et les moins insolubles de cette roche sont usés ou dissous, et que les grains de quartz sont entraînés.

Une pente, même très inclinée, lorsqu'elle est couverte de végétation, n'est jamais ravinée. Chaque

feuille d'arbre, chaque brin d'herbe retient une goutte d'eau, et cette eau est trop divisée pour produire des érosions. C'est en regazonnant le sol d'abord, en le reboisant ensuite, qu'on a réussi, dans les Alpes et les Pyrénées, à arrêter les ravages de torrents dont le courant était certainement plus difficile à régulariser que celui de la Loire. Pour ma part, je suis absolument convaincu qu'il est non seulement possible, mais facile d'empêcher la formation et l'apport de nouveaux sables dans notre fleuve, de supprimer ses débordements et ses assèchements, par conséquent de régulariser son cours et de rendre ainsi un service considérable à l'agriculture et à la navigation. Ce résultat pourrait être obtenu en peu de temps et sans dépenses énormes, puisqu'il suffirait de regazonner les pentes dénudées de quelques affluents de la rive gauche, et cela seulement dans la partie supérieure de leur cours, dans celle qui traverse le plateau central, et particulièrement près de leur source. On ne trouverait aucune difficulté comparable à celle qu'on a rencontrées dans les régions montagneuses, où les eaux prennent, en coulant sur des pentes abruptes, une violence qu'on eût pu croire impossible à modérer. Ce n'est pas que le plateau central soit dépourvu de montagnes : la Loire traverse, près de sa source, le massif du Puy, et quelques affluents de l'Allier descendent des monts de l'Auvergne et du Cantal ; mais toutes ces montagnes sont d'anciens volcans, leurs roches ne fournissent pas de grains de quartz, comme le granit et le gneiss, et l'examen des sables de la Loire montre que, s'ils contiennent quelques petits fragments volcaniques, ces fragments n'y jouent qu'un rôle

insignifiant. Il n'y aurait donc pas à se préoccuper de ces régions vraiment montagneuses du plateau central ; ce ne sont pas elles qui sont la source du mal. Les endroits du plateau où se forme le sable n'offrent pas d'ordinaire une pente excessive, et ne nécessiteraient pas de ces travaux d'art qu'on a été obligé d'exécuter dans les Alpes et les Pyrénées, pour rompre le courant.

Il va sans dire que le regazonnement n'enlèverait rien du sable qui se trouve actuellement dans le fleuve, et qu'il resterait à y entretenir un chenal ; mais ce serait une chose de première importance que d'avoir arrêté la cause du mal, et, ne fit-on même rien pour frayer un chemin à la batellerie dans le lit aujourd'hui encombré par les alluvions, ce lit, par la force des choses, n'irait pas moins en s'améliorant, puisque le sable, sans cesse entraîné, ne serait plus remplacé par du sable nouveau. Ce sont évidemment les riverains du haut du fleuve qui s'apercevraient les premiers de la diminution des alluvions ; mais l'amélioration deviendrait graduellement et lentement sensible de la source vers l'embouchure.

Cette question des alluvions modernes nous a longtemps retenus, en raison de sa très grande importance pour notre région. Nous allons maintenant pénétrer dans l'intérieur de l'arrondissement.

Le sous-sol y est entièrement formé de terrains cristallophylliens et de terrains primaires. Les premiers sont composés de micaschistes contenant des bandes plus ou moins larges d'amphibolite stratifiée. Ils occupent tout le sud-ouest. Les communes d'Oudon et du Cellier y sont comprises.

Leur limite septentrionale, se dirigeant du sud-est au nord-ouest, passe au sud-ouest des bourgs de Couffé et de Ligné. Sur ces micaschistes repose une bande fort mince de terrain cambrien, puis une bande plus large formée par la base du terrain silurien moyen (le silurien inférieur manquant ici). Cette bande forme un des principaux reliefs du paysage. Elle est composée de schistes contenant des masses plus ou moins importantes de grès connu sous le nom de grès armoricain. Ses couches, relevées presque jusqu'à la verticale, constituent, sur le bord de la Loire, les rochers appelés *Pierre-Meuilière*, à deux kilomètres à l'ouest d'Ancenis, qui s'élevaient au milieu des champs comme une gigantesque muraille, et qu'on est malheureusement en train de détruire pour en faire du macadam. D'autres rochers, situés dans le prolongement de ceux-ci et non moins pittoresques, se voient au château de la Roche, près de Couffé, et à l'ouest de Ligné. Cette bande rocheuse est le bord sud d'un immense bassin, dont on ne trouve le bord opposé que bien loin dans le nord, en dehors de l'arrondissement, et dans lequel se sont déposés tous les sédiments moins anciens. Chacun de ces dépôts, néanmoins, est loin de recouvrir le bassin tout entier. Les eaux changeaient de place, elles étaient tantôt marines, tantôt douces, et déposaient des sédiments de natures très diverses. Un accident géologique important a facilité l'observation de ces faits. Le fond du bassin formé par le grès armoricain a été brisé par une convulsion ou un plissement de l'écorce du globe, et ce grès s'est trouvé ramené à la surface, subdivisant ainsi le grand bassin d'Ancenis en deux

cuvettes secondaires. Il y a là ce qu'on appelle une faille.

Le grès armoricain, disons-le en passant, s'il fournit d'excellents matériaux pour les routes, se présente souvent comme un sous-sol défavorable à l'agriculture. Il est en effet fréquemment recouvert d'une argile blanche imperméable, où le drainage ne produit que peu d'effet et sur laquelle les arbres restent maigres et rabougris. Heureusement pour nous que ces effets sont bien moins marqués dans l'arrondissement d'Ancenis que dans les régions situées plus au nord.

Occupons-nous d'abord de la cuvette méridionale. Sa limite septentrionale, formée par le soulèvement des grès, commence non loin d'Ingrandes, passe par la Roche-Blanche, la butte de l'Angellerie en Mésanger, Belan dans la commune de Mouzeil, et se dirige de là vers le nord-ouest. Les deux bords nord et sud de cette cuvette limitent ainsi un vaste triangle, de telle sorte qu'elle est beaucoup plus large vers l'est, où elle contient les trois étages du terrain dévonien, et le terrain houiller inférieur que vers l'ouest, où elle ne renferme plus que ce dernier.

C'est près d'Ancenis que l'ensemble est le plus complet. La mer de l'époque du dévonien inférieur y a laissé le calcaire et les schistes des Brulis ; la mer de l'époque du dévonien moyen, le calcaire et les schistes de l'Ecochère ; mais ces calcaires sont trop peu étendus pour influencer sur la végétation. La mer s'est ensuite déplacée, nous n'en trouvons plus trace dans les environs d'Ancenis, et, à l'époque du dévonien supérieur, nous la voyons le long du bord nord de la cuvette, déposant le calcaire de

Cop-Choux. Elle battait alors un rivage formé par le grès armoricain déjà soulevé. Nous en avons la preuve par les galets de grès, arrondis comme des boulets, qui sont enclavés dans ce calcaire. Le calcaire de Cop-Choux détermine bien, sur les déblais, la présence d'un très petit nombre de plantes calcaricoles spontanées ; néanmoins, au point de vue des cultures, et particulièrement au point de vue de la reconstitution des vignes qui le surmontent, il n'y a pas à en tenir compte ; car il est recouvert d'une telle épaisseur de sables argileux que son action se trouve annihilée.

La mer dévonienne, après s'être étendue, d'abord sur la partie sud, puis sur la partie nord de la cuvette méridionale, a complètement quitté cette dépression et a fait place à des dépôts d'eau douce. Son départ a été graduel ; les schistes sur lesquels est bâtie la ville d'Ancenis, et qui occupent un grand espace triangulaire s'étendant en pointe jusqu'à Ligné, ne renferment pas d'autres fossiles que des bivalves lisses et semblent avoir été déposés dans une eau saumâtre. Avec leurs couches les plus élevées alternent des bancs de grès argileux, puis toute trace de schistes disparaît, et la partie supérieure du dépôt est formée d'une masse de grès rougeâtres ou d'un vert olive, dans lesquels s'intercalent çà et là des bancs de poudingue dont les galets sont formés de micaschiste, de schistes cambriens, de grès armoricain et de calcaire, en un mot, de toutes les roches sous-jacentes. Ces poudingues, aux environs d'Ingrandes, ont une puissance énorme, et leurs bancs sont séparés par des bancs de grès plus ou moins fin. Il y avait donc là une

masse d'eau douce, tantôt tranquille et déposant des sédiments sableux, tantôt devenant torrentielle, et alors roulant et arrondissant des fragments de roches. L'ancien fond de mer était par conséquent devenu un continent.

Les schistes d'Ancenis, ou schistes à bivalves lisses, et les grès qui leur sont superposés et ont été désignés sous le nom de grauwacke à végétaux, contiennent en effet des empreintes de plantes. Ces empreintes, très rares dans les schistes à bivalves, le sont beaucoup moins dans les bancs de grauwacke fine. Les espèces sont peu nombreuses, mais elles ne laissent pas de doute sur l'âge géologique de cette portion du sol de l'arrondissement d'Ancenis : elle appartient au terrain houiller inférieur et à l'étage qu'en Allemagne on appelle le culm. Cet étage, ici, ne contient pas de charbon.

Il n'en est pas de même de celui qui lui succède, et qui a reçu le nom de granwache du culm. Il forme ici une longue bande, dont les roches principales sont le psammite ou grès micacé, et la pierre carrée ou tuf porphyrique. Cette bande traverse l'arrondissement de l'est à l'ouest et possède des couches de houille exploitées dans les concessions de Montrelais et de Mouzeil. Les fossiles végétaux y sont nombreux. Ce sont des Fougères à très petites folioles et à frondes bifurquées, appartenant aux genres *Diplothemema* et *Calymmatotheca* ; des Lépidodendrées, et particulièrement le *Lepidodendron Veltheimianum* Ung., le *Bornia transitionis* F. Roem., tous deux caractéristiques du terrain houiller inférieur ; des Calamites, etc. Il n'y a pas moins d'une quarantaine d'espèces.

Cette bande de grauwacke du culm est située au nord du grès armoricain formant le bord septentrional de la cuvette sud, et des roches plus anciennes qui ont paru au jour avec lui. Elle est donc dans la cuvette nord, dont elle longe le bord méridional ; mais au point de vue de la configuration du sol et des cultures, nous devons la réunir aux dépôts précédents. En effet, tous les terrains si variés que nous venons d'énumérer forment un ensemble qui imprime un même caractère à la région dont ils constituent le sol. Cette région n'est autre chose que le prolongement du bocage vendéen au nord de la Loire. Mêmes ondulations à pentes douces, formant de petites collines séparées par des vallées étroites et peu profondes, où coulent des ruisseaux qui tarissent l'été ; mêmes chemins, tantôt étroits et en contre-bas des champs, tantôt larges et alors souvent couverts d'une herbe fine ; mêmes pièces de terre de dimension petite ou moyenne, entourées de haies vives et d'arbres cultivés en têtards qui bornent la vue de tous côtés, de telle sorte que, lorsqu'on peut monter sur une élévation qui domine une certaine étendue, ce qui est rare, il semble qu'on soit au milieu d'une immense forêt : on retrouve là tous les traits du bocage et, pour compléter l'identité, comme dans le bocage, la culture principale est celle de la vigne. Parmi ces champs dont nous venons de parler, les vignobles constituent des clos plus étendus, dans lesquels la propriété est d'ordinaire excessivement morcelée, et ce morcellement est une des difficultés que rencontre la défense des vignes contre leurs principaux ennemis : le Phylloxéra et le Mildew.

Les vignes de l'arrondissement d'Ancenis ne sont jamais cultivées dans les vallées, presque jamais en terrain plat. Elles couvrent non seulement les coteaux de la Loire, mais ceux de ses affluents et des ruisseaux qui se jettent dans ces derniers. Les communes de Ligné, de Mouzeil, de Teillé, de Pouillé, peuvent être considérées comme les dernières au nord contenant des vignobles un peu importants.

Les cépages dominant dans l'arrondissement d'Ancenis sont les mêmes que ceux du bocage vendéen. C'est le Muscadet, spécial à la Loire-Inférieure, qui donne sur notre rive droite un vin aussi justement réputé que celui qu'il fournit sur la rive gauche de la Loire. C'est le Gros plant, beaucoup plus productif, qui mûrit plus tard et donne un vin commun, mais très couramment consommé dans les cabarets de la région, et qui maintenant est exporté pour servir aux mélanges avec des vins rouges.

Autour même d'Ancenis, une troisième variété connue ici sous le nom de Pinaud, se trouve, mais peu répandue, et donne un vin de bonne qualité ; mais il y a tant de cépages connus sous ce nom, en des contrées si différentes, que la bonne détermination de notre Pinaud reste pour nous assez douteuse.

Tous les vins de l'arrondissement sont des vins blancs. Les cépages à vin rouge ne sont chez nous qu'une curiosité.

Le Phylloxéra a fait déjà d'énormes ravages, et l'on procède courageusement à la reconstitution des vignes à l'aide de plants américains greffés avec les deux principaux cépages du pays, qu'on tient avec raison à conserver. C'est le *Vitis rupestris* qui est

le plus employé comme porte-greffe. Le Gros plant prend plus facilement de greffe que le Muscadet, qui, plus sensible au froid, se montre aussi plus délicat au greffage.

Si l'on s'avance du sud au nord sur l'une quelconque des routes qui coupent l'arrondissement dans cette direction, après avoir dépassé le terrain houiller, on voit l'aspect du pays changer complètement : aux molles et irrégulières ondulations de terrain succèdent tout à coup de grandes lignes saillantes courant de l'est à l'ouest. Ces collines plus élevées et parallèles, qui se succèdent comme les vagues d'une mer subitement solidifiée, sont produites par les plissements du terrain silurien, plissements qui remplissent la cuvette nord du bassin d'Ancenis. Parfois le sommet des saillies s'étale en une large plaine ; c'est lorsque leur partie supérieure a été emportée par le mouvement des eaux à une époque relativement récente, peut-être à l'époque quaternaire. Un géologue célèbre, Elie de Beaumont, je crois, disait : la Bretagne est un pays de montagnes qui a été raboté. Ce mot peint exactement l'état des choses.

La partie de l'étage silurien moyen qu'on devrait trouver immédiatement au-dessus du grès armoricain, le sous-étage des schistes ardoisiers, ne se montre pas dans l'arrondissement d'Ancenis : les plis dont nous venons de parler y sont formés seulement par l'étage silurien supérieur, composé de schistes rouges ou gris contenant des lits d'un quartz stratifié de couleur noire nommé phtanite et des bancs de grès blanc à ampélites.

En même temps que la constitution du sol change, la végétation se modifie : les Bruyères, les Ajoncs se

montrent de tous côtés ; le Houx devient plus fréquent dans les haies ; tout décèle une terre maigre et peu féconde ; la culture du Sarrazin est une des plus répandues ; le Pommier remplace la Vigne et le cidre remplace le vin ; on traverse de vastes et nombreuses forêts : la physionomie vendéenne a disparu ; c'est maintenant la Bretagne avec son cachet de beauté triste et de grandeur quelque peu sauvage.

Ainsi l'arrondissement d'Ancenis présente, suivant la partie qu'on examine, le caractère de la Vendée ou celui de la Bretagne. Il réunit les conditions physiques des deux provinces sœurs et forme le trait d'union entre elles. Au point de vue des cultures, on peut tirer de ce que nous venons de dire les conclusions suivantes :

1° Toute amélioration agricole qui sera apportée au sud de la Loire sera applicable dans la partie de l'arrondissement d'Ancenis formée par les terrains cristallophylliens, dévonien et houiller, c'est-à-dire au sud d'une ligne est-ouest passant à peu près par Ingrandes, La Rouxière, Pouillé, Teillé et Mouzeil.

2° Toute amélioration qui sera apportée aux cultures de la Bretagne sera applicable à la partie de l'arrondissement formée par le terrain silurien supérieur, c'est-à-dire à toute la partie située au nord de la ligne que nous venons d'indiquer.

M. Cellier parle des ferments et améliorations des marcs et donne de très utiles indications aux viticulteurs.

M. de la Morvonnais expose l'importance que présente la question de la représentation officielle de l'agriculture, et émet le vœu que le projet de loi de M. de Pontbriand soit bientôt adopté par le Parlement.

M. de Pontbriand, député de Châteaubriant, qui est présent, donne quelques explications sur la proposition qu'il a faite à la Chambre des députés. L'assemblée émet le vœu que le projet de **M. de Pontbriand** soit voté le plus tôt possible.

La séance est levée à 4 heures et demie.

Le Secrétaire,
ROBERT DE LORGERIL.



Séance du Jeudi 6 Septembre 1894, à 2 heures

Président : M. CH. DE LORGERIL.

Secrétaire : M. JACQUES DE LORGERIL.

M. de Lorgeril expose que l'objet de la réunion est de grouper tous les syndicats agricoles bretons. Le but à atteindre est un développement commercial plus étendu et une plus grande puissance morale pour les syndicats. A cet effet, on a fait appel à tous les syndicats bretons, 19 ont envoyé leur adhésion.

M. de Lorgeril donne la parole à M. Tortelier, qui développe la théorie de l'union des syndicats agricoles entre eux par groupes provinciaux.

L'assemblée consultée émet un avis favorable à la constitution de cette union des syndicats, œuvre éminemment utile pour la défense et la prospérité des intérêts agricoles de notre région.

Une commission, composée d'un membre de chaque syndicat adhérent, se réunira prochainement et discutera les statuts qui vont être élaborés par M. Tortelier. Tous les syndicats bretons sont invités à adhérer au projet.

La Commission sera convoquée assez à temps pour que l'Union soit fondée à l'époque de la session de la Société des agriculteurs de France, au mois de janvier prochain.

Nous publions ci-après le rapport de M. Tortelier.

L'UNION DES SYNDICATS AGRICOLES BRETONS

A la séance mensuelle du Syndicat agricole et horticole départemental d'Ille-et-Vilaine, tenue à Rennes le 3 avril 1894, il fut incidemment question de l'opportunité que présenterait la création d'une union des Syndicats agricoles de la région. L'idée, sitôt émise, énergiquement patronnée par notre éminent Président, M. le vicomte de Lorgeril, prit corps, et il ne fallut aucun effort pour convaincre les membres présents rue de Bordeaux, des avantages qu'offrirait ce groupement professionnel. Le Syndicat d'Ille-et-Vilaine chargea le signataire de ces lignes de se mettre en rapport avec les autres fédérations syndicales existant sur les divers points du territoire national et d'entrer en pourparlers avec les 63 syndicats existant alors légalement en Bretagne ; le Congrès de l'Association Bretonne qui devait se tenir à Ancenis en septembre 1894, offrirait à ce nouveau groupement provincial (car, dès le début, il fut décidé que ce serait un de ses caractères fondamentaux) l'occasion à l'union future de discuter les conditions de sa formation et de son existence.

Dans ce but, la circulaire et le rapport ci-après furent adressés à tous les syndicats bretons.

SYNDICAT
Agricole et Horticole
CENTRAL ET DÉPARTEMENTAL
D'ILLE-ET-VILAINE
3, Rue de Bordeaux, 3
RENNES
~~~~~

Rennes, le 1<sup>er</sup> Mai 1894.

**MONSIEUR LE PRÉSIDENT ET CHER COLLÈGUE,**

J'ai l'honneur de vous transmettre un rapport adopté par le Syndicat agricole et horticole central et départemental d'Ille-et-Vilaine, dans le but de former une *Union des Syndicats agricoles bretons*.

Je vous serais reconnaissant d'en soumettre les conclusions à l'association que vous présidez, et si, comme je l'espère, elle croit devoir seconder cette initiative, veuillez avoir l'obligeance de me retourner, revêtu de votre signature, le bulletin ci-contre, qui vaudra acceptation.

Il est bien entendu que cette adhésion ne sera définitive qu'après adoption des statuts et des mesures d'organisation.

Permettez-moi, Monsieur le Président et cher Collègue, d'insister sur les nombreux avantages inhérents à ces unions, et surtout sur la faculté qu'auront tous les membres des syndicats unis de recevoir un bulletin rédigé spécialement pour eux.

Je suis persuadé que ces avantages vous frapperont, ainsi que vos collègues, et que votre Syndicat voudra être inscrit parmi les fondateurs de cette union provinciale.

Dans l'espoir d'une réponse favorable, veuillez agréer, Monsieur le Président et cher Collègue, l'assurance de mes sentiments distingués et dévoués.

*Le Président du Syndicat agricole et horticole  
central et départemental d'Ille-et-Vilaine,*

V<sup>te</sup> CH. DE LORGERIL.

---

A détacher et à retourner affranchi le présent bulletin, après l'avoir rempli et signé, à : M. le Président du Syndicat agricole et horticole central et départemental d'Ille-et-Vilaine, rue de Bordeaux, 3, Rennes.

Le Syndicat \_\_\_\_\_  
adhère au projet d'union des syndicats agricoles bretons, sous réserve d'approbation des statuts et des mesures ultérieures d'organisation.

A le 1894.

*Le Président,*

Cachet du Syndicat.

---

## RAPPORT

SUR

L'UNION DES SYNDICATS AGRICOLES BRETONS

---

L'article 5 de la loi du 21 mars 1884, reconnaissant aux syndicats régulièrement constitués la faculté

de se concerter pour l'étude et la défense de leurs intérêts professionnels, un certain nombre d'unions syndicales se sont fondées sous l'égide de ces dispositions libérales.

La plus puissante est l' « Union des Syndicats des Agriculteurs de France, » qui comprend plus de 500 associations unies.

Notre région bretonne qui compte, d'après la dernière édition de l' « Annuaire des Syndicats professionnels, » 63 associations agricoles (chiffre manifestement inexact et au-dessous de la vérité), aurait un intérêt évident à grouper toutes ces forces en un faisceau *provincial*, comme l'ont fait près de nous l'Anjou et la Normandie.

Toutes les questions d'intérêt général pour notre Bretagne, tant au point de vue purement agricole qu'au point de vue économique, législatif ou pédagogique, pourraient être examinées en commun et soumises aux syndicats unis.

Le Syndicat central et départemental d'Ille-et-Vilaine a pour organe un *Bulletin mensuel* faisant corps avec celui de la Société d'Agriculture et d'Industrie de la rue de Bordeaux. En outre, cette dernière Société fait paraître chaque année un almanach agricole, petite publication éminemment populaire, contenant une foule de renseignements utiles.

Ces publications, réservées aux membres du Syndicat et à ceux de la Société d'Agriculture, pourraient, après transformation, être servies régulièrement aux membres des syndicats qui n'ont pas de bulletin, soit par abonnement personnel, soit par arrangement avec les syndicats dont ils dépendent.

Notre association possède un service de conten-

tieux, composé de jurisconsultes éminents, auxquels l'étude des questions du domaine législatif, ou même litigieux est confié.

Les syndicats unis apprécieraient, sans nul doute, la faculté qu'ils auraient de s'adresser à ce comité, qui serait constamment et gratuitement à leur disposition et à celle de leurs membres.

La Société d'Agriculture, dont notre Syndicat est le complément, a pris l'initiative de l'enseignement primaire agricole tel que, sur sa proposition, la Société des Agriculteurs de France l'a adopté.

Cette seule considération légitime l'union des Syndicats bretons, car, grâce à cette organisation pédagogique, notre vieille province tiendra la tête de ce mouvement qui, avec le précieux concours de nos excellents et dévoués collaborateurs, s'étend de plus en plus.

Plus tard, au fur et à mesure de son développement, notre union bretonne pourra organiser ou patronner des services de crédit, d'assistance, de coopération, d'assurance, des offices de renseignements et de placement, des laboratoires d'analyses, en un mot compléter son organisation dans toutes les branches ouvertes à son activité.

Mais, pour le moment, il suffit de poser le principe ; l'application viendra plus tard.

Ce sera le grand honneur de notre Syndicat d'avoir pris l'initiative de cette œuvre provinciale. Son appel sera certainement entendu, et tous les syndicats bretons tiendront, sans nul doute, à s'unir par un lien fraternel.

La vie provinciale tend à renaître ; aux syndicats agricoles, que tant d'intérêts communs unissent

entre eux, à favoriser, dans leur sphère d'action et dans la mesure de leurs moyens, cette résurrection de notre vieille province, dont l'esprit et la race se sont conservés à travers les siècles, fidèles à la vieille devise bretonne : « *Potius mori quam fœdari.* »

Nos amis ne pouvaient manquer de s'associer à l'œuvre du syndicat d'Ille-et-Vilaine, et quand l'Association Bretonne tint ses assises à Ancenis, 19 syndicats bretons s'y trouvèrent représentés.

Les travaux préparatoires y furent examinés, et mandat ferme fut donné au rédacteur du rapport introductif d'élaborer les statuts qui seraient adoptés à une date ultérieure.

Le 30 novembre, les syndicats adhérents étaient informés, par les documents ci-après, que l'assemblée constitutive se tiendrait à Rennes dans le courant du mois suivant.

**SYNDICAT**  
**Agricole et Horticole**  
 CENTRAL ET DÉPARTEMENTAL  
 D'ILLE-ET-VILAINE  
 3, Rue de Bordeaux, 3  
 RENNES

Rennes, le 30 novembre 1894.

~~~~~

MONSIEUR LE PRÉSIDENT ET CHER COLLÈGUE,

A la date du 1^{er} mai dernier, j'ai eu l'honneur de vous adresser une circulaire vous informant que le Syndicat central et départemental agricole et horticole d'Ille-et-Vilaine prenait l'initiative de la formation d'une *Union des Syndicats agricoles bretons*.

Une vingtaine de Sociétés ont répondu à son appel et envoyé à Ancenis, pendant la session du Congrès de l'Association Bretonne, des délégués qui ont adopté le rapport que vous trouverez d'autre part.

J'espère que, complètement éclairé sur notre but et nos moyens, le Syndicat que vous dirigez voudra joindre ses efforts aux nôtres en vue du développement de notre groupement provincial, et que vous nous retournerez le bulletin ci-dessous portant adhésion de votre Société.

L'Assemblée constitutive aura lieu à Rennes, dans le courant du mois prochain ; des démarches vont être faites auprès des Compagnies de l'Ouest et d'Orléans pour accorder une carte de circulation à demi-tarif aux délégués des Syndicats adhérents, afin de leur permettre d'assister à cette Assemblée, dont la date et le lieu seront fixés ultérieurement et portés à la connaissance des intéressés.

J'aime à croire, Monsieur le Président et cher Collègue, que votre Syndicat, se rendant compte des avantages inhérents à une fédération provinciale, tiendra à se faire inscrire à l'*Union des Syndicats agricoles bretons*.

Veuillez agréer, Monsieur le Président et cher Collègue, la nouvelle assurance de mes sentiments distingués et dévoués.

*Le Président du Syndicat agricole et horticole
central et départemental d'Ille-et-Vilaine,*

V^{te} CH. DE LORGERIL.

Détacher et retourner affranchi le présent bulletin, après

l'avoir rempli et signé, à : M. Tortelier, secrétaire provisoire de l'*Union des Syndicats agricoles bretons*, rue des Carmes, 9, Rennes.

Le Syndicat _____ adhère au projet d'union des syndicats agricoles bretons, sous réserve d'approbation des statuts et des mesures ultérieures d'organisation.

A

le

1894.

Le Président,

Cachet du Syndicat. _____

L'UNION DES SYNDICATS AGRICOLES BRETONS

Le jeudi 6 septembre 1894 se sont réunis, à Ancenis, pendant le Congrès de l'Association Bretonne tenu en cette ville, les membres délégués des Syndicats qui ont adhéré au projet d'*Union des Syndicats agricoles bretons*. Étaient présents ou représentés les Syndicats suivants :

Pour le département des Côtes-du-Nord :

Le Syndicat agricole du canton de Bégard ;

—

—

Belle-Isle-en-Terre ;

—

de l'arrondissement de Guingamp ;

—

du canton de Lamballe ;

Le Syndicat agricole du canton de Paimpol ;

—	—	Perros-Guirec ;
—	—	St-Nicolas-du-Pélem.

Pour le département du Finistère :

Le Syndicat agricole du canton de Pont-l'Abbé.

Pour le département de l'Ille-et-Vilaine :

Le Syndicat agricole du canton de Cancale ;

—	—	Châteaubourg ;
—	—	La Guerche ;
—		départemental d'Ille-et-Vilaine ;
—	—	pomolog. de France.

Pour le département de la Loire-Inférieure :

Le Syndicat agricole du canton de Carquefou ;

—	des Viticulteurs de la Loire-Inf ^{re} .
---	--

Pour le département du Morbihan :

Le Syndicat agricole de la région d'Auray :

—	du canton de Mauron ;
—	de Ploërdut ;
—	de l'arrondissement de Pontivy.

M. le vicomte de Lorgeril, président du Syndicat départemental d'Ille-et-Vilaine, promoteur du groupement provincial, a été désigné pour remplir les fonctions de président, et M. Tortelier, trésorier-adjoint du même Syndicat, celles de secrétaire. Lecture a été donnée du rapport suivant, dont les con-

clusions ont été adoptées à l'unanimité ; une Commission formée du président et, à son défaut, d'un membre de chacun des Syndicats adhérents serait formée pour examiner le projet de statuts de l'Union, dont l'élaboration est confiée à M. Tortelier, avec le titre de secrétaire-rapporteur provisoire.

RAPPORT SUR LA CONSTITUTION

DE

L'UNION DES SYNDICATS AGRICOLES BRETONS

En réglementant les Syndicats professionnels, la loi du 21 mars 1884 a prévu le cas où plusieurs d'entre eux désireraient se rapprocher en vue du groupement de leurs efforts et du développement de leur sphère et de leurs moyens d'action.

Sous l'égide de l'article 5 de cette loi, de nombreux Syndicats ont profité de ces dispositions libérales et se sont unis, pour la plupart, au double point de vue de leurs intérêts corporatifs et de leurs convenances territoriales.

En outre de la puissante « Union des Syndicats des Agriculteurs de France, » fondée sous le patronage de la vieille et illustre Société de la rue d'Athènes, qui comprend à elle seule près de 500 Syndicats, 15 Unions, groupant ensemble plus de 200 associations

professionnelles agricoles, existaient officiellement au 1^{er} juillet 1893. Leur nombre a dû sans doute s'accroître depuis cette époque déjà lointaine, mais, quel qu'il fût, les services signalés qu'ils rendent légitiment leur existence et font souhaiter leur développement.

Chacune de ces Unions a pour ressort une zone constante au double point de vue territorial et économique. La plupart ont pour domaine les anciennes provinces françaises qu'une force irrésistible et un besoin supérieur de décentralisation salubre tendent à faire renaître, sans diminuer en rien l'unité nationale.

La Normandie, la Bourgogne, la Franche-Comté, l'Anjou, les provinces du Centre, du Sud-Ouest et du Sud-Est de la France se sont organisées les premières. La Bretagne, cette terre classique du culte de l'histoire provinciale et des traditions séculaires, pouvait-elle rester plus longtemps en dehors du mouvement général ? Plusieurs ont pensé que le moment était venu de grouper en un faisceau provincial les 90 Syndicats bretons actuellement existants, et le Syndicat agricole et horticole central et départemental d'Ille-et-Vilaine, prenant la tête de ce mouvement, a été assez heureux pour intéresser à son œuvre les 19 associations professionnelles qui lui ont fait parvenir leur adhésion.

Si de puissants Syndicats, disposant de ressources importantes, peuvent multiplier leurs moyens d'action, il n'en est pas de même pour les petites et même les moyennes associations. Car, il ne s'agit plus aujourd'hui de fournir uniquement aux syndiqués des engrais et des semences. L'horizon s'est

élargi, et l'assistance, sous toutes ses formes, est devenue la devise de ce mouvement merveilleux qui est en train de révolutionner les conditions de l'existence.

Combien de Syndicats n'ont aucun lien entre leur bureau et leurs administrés ?

Combien, ignorant la variété étonnante des formes que la coopération peut revêtir, négligent, faute de les connaître, les moyens les plus efficaces de donner à leurs affiliés la faculté de développer leur industrie, et d'améliorer leur condition ? Deux Syndicats voisins ne se connaissent pas, et souvent la prospérité de l'un tient à des causes ignorées de l'autre, et dont la connaissance, puis la mise en pratique, donneraient à celui qui végète, quand il ne périlite pas, la même vitalité que l'association florissante dont il envie la richesse.

Laissant à chaque Syndicat l'autonomie qui lui est propre, l'administration de ses affiliés, l'organisation de ses services particuliers, la fourniture des objets professionnels, l'union peut parfaitement organiser des services communs. Les publications périodiques, l'organisation de cours et de conférences, de laboratoires d'étude et de contrôle, de services de contentieux, etc., sont admirablement du domaine d'une union syndicale. La création, ou le patronage, suivant les cas, des sociétés de production, de consommation, d'assurance, d'assistance, de crédit, etc., rentrent à merveille dans le cadre des unions professionnelles. Tous bénéficient des efforts et de l'expérience de chacun, et en retour, chacun tire le plus grand profit de la force que donne l'union de tous.

En relations constantes les uns avec les autres, les offres et les demandes, ainsi groupées, facilitent singulièrement les échanges, et telle contrée favorisée peut, grâce à la grande publicité des bulletins spéciaux, déverser son trop plein sur les régions déshéritées.

Les justes revendications des agriculteurs acquièrent un poids tout particulier quand elles sont appuyées par des pétitions couvertes, en quelques jours, de milliers de signatures des membres des Syndicats unis, dont l'administration est toujours en éveil pour la défense de leurs droits.

En un mot, une union syndicale est le complément naturel et obligé de l'association professionnelle isolée.

En Bretagne, plus que partout ailleurs, une union provinciale peut et doit rendre des services inappréciables, car, nulle part autant que dans notre vieille et fière province, l'esprit de tradition, d'amour du sol, de fidélité aux croyances n'est plus accusé.

La devise syndicale « L'union fait la force » et le vieux cri breton « *Potius mori quam fœdari* » retentissent avec le même éclat, et si la lutte pour la vie est la caractéristique de cette fin de siècle, où tout s'enlève à la force du poignet, l'union pour la vie sera le symbole de tous ceux qui ont pour idéal et pour but la paix, la concorde, le travail et l'honneur.

Le 29 décembre, les représentants des Syndicats adhérents se réunissaient à Rennes, arrêtaient définitivement les statuts, dont le dépôt, conformément

à la loi, le 4 janvier 1895, donna existence légale, à partir de cette date, à l' « Union des Syndicats agricoles et horticoles bretons. » A ce jour (15 juin 1895), 25 syndicats, comprenant ensemble près de 6,500 membres, sont fédérés, et tout fait prévoir que leur nombre s'augmentera à mesure que les avantages de cet important groupement provincial seront mieux connus.

L' « Union des Syndicats agricoles et horticoles bretons », fière du patronage de la « Société des Agriculteurs de France » et de l' « Association Bretonne », est particulièrement reconnaissante à cette vieille et noble société provinciale de l'avoir encouragée dès le début, et de l'avoir tenue, en quelque sorte, sur les fonts baptismaux. La filleule ne pourra manquer de faire honneur à ses illustres marraines, auxquelles elle est heureuse de renouveler ici l'expression de sa gratitude et de son attachement.

HENRY TORTELIER.



UNION

DES

SYNDICATS AGRICOLES ET HORTICOLES BRETONS

Fondée sous le patronage de l'Association Bretonne

STATUTS

TITRE I

Constitution

ARTICLE 1^{er}. — Conformément à la loi du 21 mars 1884, il est formé entre les Syndicats qui adhéreront aux présents statuts, une union qui sera régie par cette loi et par les dispositions ci-après.

ART. 2. — Cette association est dénommée « Union des Syndicats agricoles et horticoles bretons. »

ART. 3. — Son siège est à Rennes (rue de Bordeaux, 3), dans les bureaux du Syndicat agricole et horticole central et départemental d'Ille-et-Vilaine.

Il pourra être transféré en tout autre lieu, par décision de la Chambre syndicale.

Sa durée est illimitée.

Elle commencera du jour de la déclaration légale de sa formation.

ART. 4. — Elle sollicitera le bénéfice de l'article 5 des statuts de la Société des Agriculteurs de

France, qui donne le droit à toutes les Associations agricoles de se faire représenter dans cette Société par des Délégués.

TITRE II

Composition

ART. 5. — Peuvent faire partie de l'Union, tous les Syndicats fondés dans les départements des Côtes-du-Nord, du Finistère, de l'Ille-et-Vilaine, de la Loire-Inférieure et du Morbihan, régulièrement constitués d'après la loi du 21 mars 1884 et ayant pour objet l'étude et la défense des intérêts agricoles, horticoles, commerciaux, industriels et économiques.

ART. 6. — Pour être admis à faire partie de l'Union, les Syndicats postulants devront adresser au Président de l'Union :

1° Une demande écrite, signée par le Président.

2° Une copie certifiée par le Président, soit de la délibération du Bureau du Syndicat, soit de la disposition des statuts ou du règlement qui aura autorisé ladite demande.

3° Un exemplaire de leurs statuts.

4° Une copie, certifiée par le Président, du récépissé de dépôt à la mairie desdits statuts.

Toute modification aux statuts devra être transmise au Bureau, dans les mêmes formes, en y joignant copie du récépissé de la mairie.

Toutes ces pièces seront soumises au Bureau de l'Union qui statuera sur l'admission à la majorité des membres présents.

ART. 7. — Tout Syndicat adhérent peut se retirer à tout instant de l'Union. A cet effet, son Président adresse au Président de l'Union une déclaration, accompagnée de la délibération qui a autorisé la démission ; il lui en est accusé réception.

Le Syndicat démissionnaire perd tout droit au patrimoine de l'Union. Le montant de la cotisation en cours est toujours dû, et, dans le cas où la déclaration de démission ne serait pas envoyée un mois avant la fin de l'exercice annuel courant, expirant le 31 décembre, la cotisation serait encore due pour l'année suivante.

Toutes pièces remises par les Syndicats unis sont déposées aux archives de l'Union, et ne leur sont pas rendues.

ART. 8. — Le défaut de paiement de la cotisation, après trois lettres de rappel, le manquement aux engagements envers l'Union ou envers des tiers, une infraction notoire aux prescriptions de la loi, ou tous autres motifs graves peuvent donner lieu à l'exclusion, laquelle est prononcée par le Bureau, à la majorité des membres présents.

TITRE III

Objet

ART. 9. — L'Union a pour objet le concert général des Syndicats unis pour l'étude et la défense des intérêts agricoles, horticoles, commerciaux, industriels et économiques.

ART. 10. — Elle se propose notamment :

Agr.

1^o De servir aux Syndicats unis, de centre permanent de relation ;

2^o De leur procurer les moyens et renseignements nécessaires pour les faire profiter de marchés avantageux, de réductions de transports, etc. ;

3^o D'encourager la création de nouveaux Syndicats ;

4^o De recueillir et communiquer aux Syndicats unis toutes les indications qui seraient propres à les éclairer sur la situation respective des récoltes, sur les offres et demandes, et à guider ainsi les Syndicats dans leurs opérations et marchés ;

5^o De leur donner des avis et conseils en toutes matières contentieuses ou techniques sur lesquelles les Syndicats unis jugeraient utile de la consulter, soit dans l'intérêt propre des Syndicats, soit dans l'intérêt particulier de leurs membres ;

6^o De provoquer et faciliter la défense des intérêts qui lui sont confiés, auprès des administrations et pouvoirs publics, par la transmission de vœux et pétitions ;

7^o De faciliter les analyses de terre, engrais et autres matières, à faire exécuter sous le contrôle de l'Union ;

8^o De créer ou patronner toutes institutions d'enseignement, de crédit, de coopération, d'assistance, etc., pouvant développer son action et celle des Syndicats unis ;

9^o De prendre généralement toutes mesures intéressant la profession agricole, et toutes professions et industries connexes.

TITRE IV

Administration

Art. 11. — L'Union est dirigée par une Chambre Syndicale composée :

- 1° Des Présidents des Syndicats unis ;
- 2° D'un ou plusieurs Délégués de chaque Syndicat, désignés par son Bureau, et dont le nombre variera suivant son importance numérique.

Les Syndicats d'un effectif inférieur à 500 membres nommeront un délégué ; au-dessus de ce chiffre, ils auront droit à un délégué par 500 adhérents, sans que jamais un Syndicat puisse être représenté par plus de 6 délégués, Président compris.

La délégation se composera donc de :

1 membre pour les Syndicats de 500 membres et au-dessous.	
2 membres pour les Syndicats de 501 à 1.000 membres.	
3	1.001 à 1.500 —
4	1.501 à 2.000
5	2.000 membres et au-dessus.

En cas de vacance, il est pourvu, dans la même proportion, à des désignations complémentaires par les soins du Syndicat intéressé.

Art. 12. — La Chambre Syndicale nomme dans son sein un Bureau composé de :

- 1 Président ;
- 5 Vice-Présidents (1 par département) ;
- 1 Secrétaire général ;
- 5 Secrétaires (1 par département) ;
- 1 Trésorier ;

1 ou plusieurs Secrétaires et Trésoriers adjoints peuvent être désignés.

L'honorariat peut être conféré aux anciens membres du Bureau.

La dignité de Président et de Membre d'honneur pourra être conférée par décision de la Chambre Syndicale.

ART. 13. — Les Membres de la Chambre Syndicale sont nommés pour cinq ans.

Chaque année, un des départements compris dans la circonscription de l'Union est appelé à renouveler la désignation de ses Délégués ; l'ordre suivant lequel devra s'opérer ce renouvellement est fixé par le sort dès l'assemblée constitutive (1).

ART. 14. — Les membres du Bureau sont élus pour trois ans.

ART. 15. — Tous les membres de la Chambre Syndicale et du Bureau sont indéfiniment rééligibles.

ART. 16. — Leurs fonctions sont absolument gratuites.

ART. 17. — La Chambre Syndicale se réunit en assemblée générale, obligatoirement à Rennes, au siège social, une fois par an, sur la convocation du Président. Il y aura, en outre, chaque année, deux autres réunions au siège d'un des Syndicats affiliés. Elle peut être convoquée à toute époque par décision du Bureau. Toutes les délibérations sont prises à la majorité des membres présents ; en cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

(1) Par application de ces dispositions, ce renouvellement aura lieu dans l'ordre suivant : 1° Côtes-du-Nord ; — 2° Loire-Inférieure ; — 3° Morbihan ; — 4° Finistère ; — 5° Ille-et-Vilaine.

A l'assemblée générale, au siège social, le Bureau rend compte de sa gestion et provoque toutes propositions qu'il juge nécessaires.

Les pouvoirs de la Chambre Syndicale ne sont limités que par la loi du 21 mars 1884 et par les présents statuts ; pour tout ce qui n'y est pas prévu, elle procède par voie de règlements intérieurs qu'elle peut modifier à son gré.

ART. 18. — Le Bureau administre l'Union, avec les pouvoirs les plus étendus, par délégation et sous le contrôle de la Chambre Syndicale, dont il exécute et fait exécuter les décisions.

Il se réunit une fois au moins chaque trimestre, même en dehors du siège social. Il arrête les rapports de l'Union avec les Syndicats unis et fixe les conditions de vote par correspondance.

ART. 19. — Des commissions permanentes ou temporaires peuvent être constituées par le Bureau, et composées de membres des Syndicats unis pris même en dehors de la Chambre Syndicale.

TITRE V

Patrimoine

ART. 20. — Le patrimoine de l'Union se compose :

I. — Activement

1° Des cotisations des Syndicats adhérents ;

2° De toutes sommes dont il peut être fait recette à quelque titre que ce soit.

II. — *Passivement*

1° Des frais d'administration ;

2° De toutes dépenses dont il est justifié régulièrement.

ART. 21. — Il est administré, sous le contrôle de la Chambre Syndicale, par le Bureau, qui peut choisir un ou plusieurs agents salariés.

ART. 22. — La cotisation annuelle de chaque Syndicat adhérent est fixée proportionnellement au nombre des délégués de chaque Syndicat, Président non compris.

Elle sera donc de :

10 fr.	pour les Syndicats de 500 membres et au-dessous.
20 fr.	— 501 à 1.000 membres.
30 fr.	— 1.001 à 1.500 —
40 fr.	— 1.501 à 2.000 —
50 fr.	— 2.000 membres et au-dessus.

Le Président de chaque Syndicat adhérent adresse au Président de l'Union, chaque année, à l'époque fixée par le Bureau, un état numérique, certifié par lui, permettant d'établir le chiffre de la cotisation et le nombre des délégués.

Le Bureau fixe les conditions d'abonnement à toutes publications et, en général, toute participation à frais communs.

TITRE VI

Dispositions générales

ART. 23. — Tout membre d'un Syndicat adhérent

à l'Union participe aux avantages résultant de l'ensemble des services institués par l'Union.

ART. 24. — Chaque Syndicat adhérent conserve son autonomie et sa complète indépendance en ce qui concerne sa gestion. Il n'est pas responsable des actes de gestion et d'administration de l'Union.

Les présents Statuts délibérés et arrêtés en assemblée constitutive tenue à Rennes, le 29 décembre 1894, ont été déposés, conformément à la Loi, à la Mairie de cette ville, le 2 janvier 1895.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 h. 1/2.

Le Secrétaire,
JACQUES DE LORGERIL.

— — — — —

Séance du Jeudi 6 Septembre, 8 heures du soir

Président : M. LE COUR GRAND'MAISON.

Secrétaire : JACQUES DE LORGERIL.

La séance s'ouvre à 8 heures, dans la grande salle de la Mairie, sous la présidence de M. Le Cour Grand'maison.

Au début de la séance, M. le Président prend la parole pour exposer, en quelques mots, la situation actuelle de l'agriculture. Il indique les souffrances de l'heure présente et annonce que le Congrès se propose tout spécialement de chercher les remèdes de nature à conjurer les effets de la crise, puis il donne la parole à Mgr Jude de Kernaëret, doyen de la Faculté de théologie à l'Université catholique d'Angers.

MESSIEURS,

Un des grands dangers des sociétés démocratiques est l'absence de toute force intermédiaire entre l'Etat et les individus. A défaut de grandes situations personnelles incompatibles avec notre état social, ce danger ne peut être atténué que par des associations puissantes et autonomes. Il nous faut donc la liberté d'association. C'est le vœu formulé par la plupart des hommes politiques, à quelque opinion qu'ils appartiennent ; c'est le vœu

émis récemment encore par un auteur dont je ne puis aujourd'hui prononcer le nom sans une émotion profonde, M. le Comte de Paris.

Mais que d'obstacles ! La France ne ressemble plus guère à ce qu'elle était autrefois. Après les destructions insensées de la fin du XVIII^e siècle, tout était à refaire. Un homme est venu et a tout refait ; mais il a tout refait suivant les tendances de son génie éminemment despotique. Qu'on le déplore ou qu'on s'en réjouisse, la France actuelle est la France de Bonaparte : elle a été pétrie par lui. Pouvait-il faire autrement ? C'est une question que je ne veux pas traiter ici. Ce qui me paraît certain, c'est que la centralisation à outrance ne saurait être une solution définitive. Non, la France ne se résignera pas toujours à recevoir d'un centre unique une impulsion toujours uniforme, à être à la merci d'un mécanisme impitoyable, agissant partout avec la précision, mais aussi avec la brutalité de la machine. Tel peut être l'idéal du socialisme, tel ne peut être l'idéal d'une société composée d'êtres intelligents et libres.

Parmi les tentatives faites en ces derniers temps pour relever l'initiative des groupes libres, il faut mettre en première ligne la création des syndicats. Les ouvriers ont pris le vrai moyen pour se faire rendre justice ; ils n'ont pas attendu qu'on leur octroyât légalement le droit de s'associer : ils se sont associés malgré la loi, et la loi a bien été obligée de les suivre. Il ne s'agissait d'abord que des ouvriers des villes ; mais au cours du débat, un législateur fit observer que les ouvriers des champs ne devaient pas être placés dans une condition

inférieure. Personne ne protesta : les paysans auraient pu se fâcher. Et ainsi, comme par hasard, les syndicats agricoles devinrent possibles. Puisse nos législateurs avoir souvent de semblables distractions !

Les syndicats agricoles offrent des avantages matériels sur lesquels il n'est pas dans mon rôle d'insister. Ces avantages sont parfois contestés. On cite par exemple des marchands d'engrais qui vendent un peu meilleur marché que les syndicats ; parfois même ils offrent chaque année un banquet à leurs clients, ce que les syndicats ne font pas. Mais supprimez l'association, et vous verrez immédiatement les prix se relever et les banquets disparaître. Gardons-nous de donner dans le piège qui nous est tendu.

J'insisterai surtout sur l'utilité morale de nos syndicats. Elle est de premier ordre. Par leur action, la communauté d'intérêts s'affirme de plus en plus entre propriétaires et fermiers, des relations cordiales s'établissent entre les différentes catégories sociales, et nous avons même la joie de voir ces relations rendues plus intimes par l'intervention de l'idée religieuse dont un grand nombre de nos groupes sont heureusement pénétrés. A mesure que les propriétaires ruraux trouvent dans ces organisations un emploi utile de leur temps et de leurs facultés, la plaie de l'absentéisme diminue. Et quand je parle de l'absentéisme, je ne flétris pas seulement par ce mot l'habitude déplorable de ceux qui vont dépenser à Paris ou dans les villes d'eaux le revenu de leurs terres, mais je signale aussi ce que j'appellerai l'absentéisme moral, la vie de ces propriétaires

qui habitent leurs terres, mais qui, tout absorbés par la chasse ou par l'oisiveté, les négligent et ne font rien pour le sol qui les nourrit.

Messieurs, on se plaint de l'insuffisance de la rente du sol. Elle est de plus en plus insuffisante pour les oisifs, j'en conviens ; mais est-ce un mal ? La terre ne donne qu'en proportion de ce qu'on lui donne, et elle ne favorise que ceux qui l'aiment. Aimons le sol fécondé par nos pères, il nous nourrira largement.

C'est surtout parce qu'ils contribuent à nous rattacher au sol que j'aime les syndicats agricoles. Mais tous conviennent que ces syndicats ne peuvent arriver à leur développement normal que par la fédération. Et à ce sujet il nous est venu les offres les plus engageantes de nos amis de l'Anjou. Ils nous ont proposé de nous unir à eux dans une grande ligne des syndicats agricoles de l'Ouest. Nous ne demandons pas mieux assurément que d'entretenir avec nos amis d'Anjou et des autres provinces les plus amicales relations. Et cependant nous avons refusé, non pas certes la main qui nous était tendue, mais la proposition qui nous était faite. Et pourquoi ? Parce que ce n'est pas l'Ouest que nous voulons unir, c'est la Bretagne.

La Bretagne ! la résurrection de la Bretagne, tel est, je le déclare bien haut, le but que nous poursuivons, celui que je poursuis personnellement par tous les moyens en mon pouvoir. On a supprimé ces vieilles provinces françaises, si fières de leurs gloires et de leur individualité ; on a effacé jusqu'à leurs noms pour les remplacer par ceux des rivières qui les arrosent. Eh bien, dans le mouvement de

résurrection provinciale qui commence à se prononcer, je revendique pour la Bretagne une place d'honneur. Nul pays n'a plus marqué que le nôtre dans l'histoire de l'esprit humain comme dans les annales guerrières. Nul pays n'a jamais inspiré à ses enfants des sentiments plus délicats et plus profonds.

Qu'on ne se donne pas la peine de nous rappeler que nous sommes Français : nous ne l'oublions pas. Mais nous n'en revendiquons pas moins la reconstitution, sous une forme ou sous une autre, de notre autonomie provinciale. L'union de nos syndicats agricoles peut y concourir utilement. Puisse donc notre entreprise réussir, pour l'honneur de la patrie bretonne, pour le bien de la patrie française, et surtout, vous permettez à un prêtre de le dire bien haut, pour la gloire de Dieu !

Après ce discours, vivement applaudi, *M. l'abbé Trochu*, vicaire à la Guerche, parle des caisses Raiffaissen et des services qu'elles peuvent rendre aux agriculteurs. Il demande aux auditeurs de lui adresser les objections que l'on peut faire à l'organisation de ces caisses, et il répond aux difficultés présentées par divers membres de la réunion, notamment au sujet de la responsabilité des actionnaires et des moyens qui permettraient de trouver les fonds nécessaires au fonctionnement de la caisse.

La séance est levée à dix heures et demie du matin.

Le Secrétaire,
JACQUES DE LORGERIL.



PUNCH

OFFERT PAR LA VILLE D'ANCENIS

Aux Membres de l'Association Bretonne

Le vendredi 7 septembre, à l'issue de la conférence du soir, un punch était offert par la ville d'Ancenis à ses hôtes.

M. le comte de Landemont, maire d'Ancenis, présidait, ayant à ses côtés M. le sous-préfet Allard ; MM. Audren de Kerdrel, vicomte de Lorgé, abbé France, curé de Lannion ; abbé Robert, de l'Oratoire de Rennes ; Le Bihan, secrétaire général du Congrès ; Baudoin, procureur de la République ; Gicquiaud, adjoint ; Gahier, conseiller général ; Arthuis, Bellion, Martin, conseillers municipaux ; Dortel, vice-président de la Société Archéologique de Nantes, etc. ; en tout une centaine de personnes. Cette petite fête avait lieu à la salle d'asile, où avait déjà été servi le banquet de dimanche.

Quand le punch fut versé, M. de Landemont a pris le premier la parole et a porté le toast suivant aux membres de l'Association Bretonne :

MESSIEURS,

Il y a quelques jours, l'honorable M. de Kerdrel voulait bien résumer ici même, avec l'autorité de son talent et de son expérience, le programme de tous les vrais amis de nos populations agricoles.

Représentants du Parlement, disait-il, nous sommes la patrie française, nous ne sommes d'aucun

parti. — A Dieu ne plaise que je conseille jamais à personne d'abandonner son drapeau. — Quand le régiment est en marche, le drapeau reste enfermé dans sa gaine : devant l'ennemi, il se déploie, et c'est sa gloire alors d'être troué par les balles. — Nous sommes en marche, l'Association Bretonne ne connaît d'autre ennemi que la routine qui laisse notre sol improductif ; quand elle recule, nous avançons, et c'est contre elle que nous déployons notre drapeau : celui du travail, de la science et du dévouement.

Voilà, Messieurs, de belles et de nobles paroles, et je ne saurais mieux faire que de les répéter.

En agriculture, plus peut-être qu'en aucune autre question économique, il faut chaque jour rechercher « le mieux. » Le *statu quo* c'est la ruine de la richesse nationale au profit de l'agiotage ou de l'étranger.

Les crises agricoles ne dépendent plus seulement des saisons, de la culture et de toutes ces causes multiples auxquelles on attribuait fréquemment les insuccès dans les campagnes. Il semble que leur véritable raison d'être soit intimement liée, de nos jours, à des causes multiples, internationales, et à des affiliations qui relient entre eux les « sans-patrie » de tous les coins du globe.

L'Association Bretonne est une réunion puissante des forces les plus vives de notre chère Bretagne.

Elle a pour base le patriotisme et le dévouement.

En vous proposant un toast aux hommes éminents qui la dirigent, je sais que tous les cœurs ici battront à l'unisson et j'estime que ce m'est un grand honneur de porter la santé d'aussi vrais Français.

Messieurs, je bois à la santé de M. de Kerdrel et

de tous les membres de la vaillante Association Bretonne.

M. le Sous-Préfet se joint à M. le Maire d'Ancenis pour porter un toast aux Membres de l'Association Bretonne. Il rappelle que cette dernière est une des plus importantes sociétés du même genre existant en France. Elle ne s'occupe pas seulement des intérêts agricoles, mais elle a une mine inépuisable de richesses à exploiter ; la belle histoire de Bretagne.

M. le Sous-Préfet termine en félicitant les membres de l'Association de cet amour si profond du sol natal qui les inspire dans tous leurs travaux, amour qui, transformé peu à peu au contact des nécessités historiques, dégagé de ce qu'il peut avoir de particulariste, est devenu l'amour de la patrie française tout entière.

En réponse aux paroles que viennent de prononcer M. le Maire d'Ancenis et M. le Sous-Préfet, paroles qui sont chaudement applaudies, M. de Kerdrel, dans une improvisation qui fait ressortir le charme et la vivacité de son esprit, porte, à son tour, un toast à la ville et à la municipalité d'Ancenis dont l'extrême cordialité prouve, une fois de plus, que les Bretons, qu'ils soient des bords de l'Océan ou des rives enchanteresses de la Loire, ne font absolument qu'un, et n'ont qu'un cœur battant à l'unisson pour Dieu, la France et leur bien chère Bretagne.

La soirée terminée, on se sépare à regret, heureux de cette réunion dont chacun conservera longtemps le souvenir.



CONCOURS ET EXPOSITIONS

Parallèlement aux doctes conférences où les érudits de l'Association viennent exposer les intéressants résultats de leurs travaux, l'Association Bretonne, pour réaliser complètement son programme, organise des expositions et des concours. A Ancenis, ces expositions et concours ont été particulièrement remarquables et brillants.

CONCOURS

La municipalité d'Ancenis avait mis à la disposition de l'Association Bretonne pour ses concours un emplacement ravissant, *les allées de la Providence*, superbe promenade, reliant au champ de manœuvre la prairie où s'élève dans sa pose songeuse la statue de Joachim du Bellay, inaugurée le dimanche précédent. Sous les frais ombrages, pendant que les commissions opéraient en présence d'une foule de visiteurs, dans la prairie voisine, de nombreuses familles, absolument indifférentes aux charmes du concours, se promenaient gaiement et des enfants gambadaient bruyamment le long des fortifications de campagne exécutées par le 64^e de ligne.

Le concours d'animaux comprenait plus de 150 bêtes à cornes, présentant certainement les plus beaux spécimens des races nantaise, parthenaise, durham et mancelle. Parmi les noms, du reste bien connus, de quelques-uns des propriétaires de ces magnifiques animaux, citons en passant, MM. Desprès, Gouin, Hervouin, Gahier Emmanuel, etc., etc.

Nous convions ces habiles éleveurs au grand tournoi agricole que l'Association Bretonne, puissamment aidée par la Société des Agriculteurs de France, organisera l'année prochaine à Saint-Brieuc, probablement à la fin de juin, mais rien n'est encore définitivement arrêté relativement à la date du concours.

Nous faisons la même invitation aux habiles éleveurs de la Loire-Inférieure qui nous ont fait admirer leurs chevaux, et nous espérons bien que MM. Garreau et Lécuyer, Mabilais, Fresneau, Leray, ce dernier, fermier de M. le marquis de Goyon, rendront aux éleveurs des Côtes-du-Nord la visite qu'ils leur ont faite, en 1894, à Ancenis. Alors la fête sera complète, car, grâce à ces Messieurs, de l'avis unanime des gens compétents, le concours hippique a été des plus brillants.



CONCOURS HIPPIQUE



1^{re} CLASSE (SECTION UNIQUE)

Espèce de Trait

1^{re} CATÉGORIE

**Juments de 3 ans et au-dessus suitées ou saillies en 1893
par un étalon de l'Etat ou approuvé**

1. Prix.	M. Flanchec, Pierre, Servel (Côtes-du-Nord)	200 fr.
2.	M. Ollivier, Guillaume, Pleumeur-Bodou (Côtes-du-Nord)	150
3.	M. Ollivier, Guillaume	120
4.	M. Hervouin, Pierre, la Rivière, Moutiers (Ille-et-Vilaine)	100
5.	M. Cornec, Jean-Marie, Plouédern, Lander- neau (Finistère)	80
6.	M. Ollivier, Guillaume	75

2^e CATÉGORIE

Pouliches de 2 ans

1. Prix.	M. Lagain, Georges, Servel (Côtes-du-Nord).	200 fr.
2.	M. Derriennic, Langoat (Côtes-du-Nord).....	150

3^e CATÉGORIE. — 1^{re} SECTION**Chevaux entiers de 2 ans**

- | | | |
|----------|--|---------|
| 1. Prix. | M. Lagain, Georges..... | 250 fr. |
| 2. | M. Queinec, Alain, Plounéventer (Finistère). | 150 |

2^e SECTION**Chevaux entiers de 3 ans**

- | | | |
|----------|--|---------|
| 1. Prix. | M. Calvez, Olivier, Coat-Méal (Finistère).... | 250 fr. |
| 2. | M. Garault, Gervais, l'Epine, Balazé (Ille-et-Vilaine) | 150 |

**2^e CLASSE****Postiers, demi-sang****1^{re} CATÉGORIE**

**Juments de 4 ans et au-dessus suitées ou saillies en 1894
par un étalon de l'Etat ou approuvé**

- | | | |
|----------|--------------------------------|---------|
| 1. Prix. | M. Flanchec, Pierre..... | 300 fr. |
| 2. | M. Garault, Joseph, Vitré..... | 150 |

4^e CATÉGORIE. — 1^{re} SECTION**Chevaux entiers de 2 ans**

- | | | |
|----------|--|---------|
| 1. Prix. | MM. Garreau, Henri, et Lécuyer, St-Etienne-de-Montluc..... | 200 fr. |
|----------|--|---------|

2. Prix.	MM. Garreau, Henri, et Lécuyer.....	150 fr.
3.	M. Garault, Vitré.....	100

Carrossiers

1^{re} CATÉGORIE

**Juments de 4 ans et au-dessus suitées ou saillies en 1894
par un étalon de l'Etat ou approuvé**

1. Prix.	M. Mabilais, Julien, Saint-Etienne-de-Montluc	200 fr.
2.	M. Fresneau, Etienne, Varades.....	150
3.	M. Jaunasse, Louis, Joué-sur-Erdre.....	100
4.	M. Marchand, Jean.....	75
5.	M. Mabilais, Julien.....	50
6.	M. Mabilais, Julien.....	50

2^e CATÉGORIE

Pouliches de 3 ans

1. Prix.	MM. Garreau et Lécuyer.....	175 fr.
2.	M. Mabilais, Julien.....	150
3.	M. Garault, Joseph.....	100
4.	M. Fresneau, Etienne.....	75
5.	M. Siffait, Ernest, le Cellier.....	50

3^e CATÉGORIE

Pouliches de 2 ans

1. Prix.	M. Ollivier, Alexandre, Couëron.....	150 fr.
2.	M. Leray, Louis, Joué-sur-Erdre.....	100
3.	MM. Garreau, Henri, et Lécuyer.....	75
4.	M. Garault, Vitré.....	50
5.	MM. Garreau et Lécuyer.....	40
6.	M. Queinec, Alain.....	35
7.	M. Duhoux, J.-M.....	30

4^e CATÉGORIE. — 2^e SECTION**Chevaux entiers de 3 ans**

- | | | |
|----------|------------------------------|---------|
| 1. Prix. | MM. Garreau et Lécuyer..... | 150 fr. |
| 2. | M. Ollivier, Alexandre | 100 |
| 3. | M. Fillion, de Mésanger..... | 50 |
-

3^e CLASSE**Chevaux légers et de selle, 1/2 sang**

**Juments de 4 ans et au-dessus suitées ou saillies en 1894
par un étalon de l'Etat ou approuvé**

- | | | |
|----------|---|---------|
| 1. Prix. | M. Fresneau, Etienne..... | 200 fr. |
| 2. | M. le C ^{te} Le Gualès de Mézaubran..... | 150 |
| 3. | M. Garault, Joseph..... | 100 |

2^e CATÉGORIE**Poulliches de 2 et 3 ans**

- | | | |
|----------|---|---------|
| 1. Prix. | MM. Garreau et Lécuyer..... | 175 fr. |
| 2. | M. Henri, de la Rochefordière, Ligné..... | 125 |
| 3. | M. Leray, Jacques, Joué-sur-Erdre..... | 100 |
| 4. | M. Fourage-Leroux..... | 50 |

3^e CATÉGORIE**Chevaux entiers de 2 et 3 ans**

- | | | |
|----------|-------------------------------------|---------|
| 1. Prix. | MM. Garreau, Henri, et Lécuyer..... | 200 fr. |
|----------|-------------------------------------|---------|

2. Prix.	M. Mabilais, Julien.....	100 fr.
3.	M. Guihard.....	100

Prix spécial pour pur sang

M. Fresneau, Varades.....	20 fr.
---------------------------	--------



CONCOURS HIPPIQUE DE DRESSAGE

Dans l'après-midi de samedi ont eu lieu les courses d'obstacles qui formaient la 2^e journée du concours hippique ; peu de concurrents, malheureusement, mais nombreux public.

Deux séries d'épreuves ont été courues par les gentlemen : sauts d'obstacles individuels et prix couplés. Les vainqueurs ont été MM. de Bouillé et Le Gualès de Mézaubran. Les obstacles étaient ceux habituels, sauf la douve ; ces courses avaient lieu sur la prairie de la Davraye, autrement dit le champ de manœuvres, contigu à la caserne.



ESPÈCE BOVINE

1^{re} CLASSE

1^{re} CATÉGORIE. — RACE DURHAM PURE.

Mâles.

1^{re} SECTION

1. Prix. M. Després, F., au Temple, La Guerche (Ille-et-Vilaine).....	100 fr.
2. ex æquo, MM. Cornuaille, Mathurin, Hautes-Chapellières, Maumusson ; Gouin, André....	80
3. M. Ferron, Henri, à la Minière, Rougé (Loire-Inférieure).....	70

2^e SECTION

1. Prix. M. Després, F.....	100 fr.
2. M. Gouin, André.....	80
3. M. Ferron, Henri.....	50

3^e SECTION

Prix. M. Després.....	100 fr.
-----------------------	---------

2^e CATÉGORIE. — 1^{re} SECTION

Femelles.

1. Prix. M. Gouin, André.....	100 fr.
2. M. Després, F.....	80
3. M. Gouin, André.....	50
MENTION HONORABLE ; M. Després, F.	

2^e SECTION

1. Prix. MM. Battard, Jean, et Retier, Auguste, l'Ille Dorelle, Le Cellier.....	100 fr.
2. M. Després, Fernand.....	70
3. M. Gouin, André.....	50
MENTION HONORABLE : M. Gouin, André.	

2^e CLASSE**1^{re} CATÉGORIE. — RACE JERSYSAISE PURE****Mâles.****1^{re} SECTION**

Prix. M. Albert, Alexis, à Boistrudan.....	100 fr.
--	---------

2^e SECTION

Prix. M. Albert, Alexis.....	100 fr.
------------------------------	---------

2^e CATÉGORIE. — 1^{re} SECTION**Femelles.**

1. Prix. M. Guéhenneuc, à Rougé.....	100 fr.
2. M. Albert, Alexis.....	75

3^e CLASSE**2^e CATÉGORIE. — RACE BRETONNE, PIE NOIRE****Femelles****1^{re} SECTION**

Prix. 80 fr. M. Pouliquen, Yves, Plouédern (Finistère).	80 fr.
---	--------

4^e CLASSE

**1^{re} CATÉGORIE. — RACES DIVERSES PURES OU CROISÉES,
A L'EXCEPTION DE CELLES QUI SONT L'OBJET DE PRIX SPÉCIAUX**

Mâles.**1^{re} SECTION**

1. Prix.	M. Hervouin, P., la Rivière, Moutiers (Ille-et-Vilaine).....	100 fr.
2.	M. Aillery, François, La Motte, Maumusson..	80
3.	M. Guilloteau, Mathurin, la Haute-Grée, Maumusson	50
4.	M. Cornec, Y.-M., Plouédern, Landivisiau (Finistère).....	40

2^e SECTION

1. Prix.	M. Mabilais, Julien, Saint-Etienne-de-Montluc (Loire-Inférieure).....	100 fr.
2.	M. Cornuaille, M., Hautes-Chapellières, Maumusson	80
3.	M. Gahier, Emmanuel, conseiller général, à Rougé.....	50
4.	M. Hodé, Pierre, La Boucherie, Varades.....	40

3^e SECTION

2. Prix.	M. L'Hériaux, La Bourdinière, Pannecé	80 fr.
----------	---	--------

2^e CATÉGORIE. — 1^{re} SECTION**Femelles.**

1. Prix.	M. Gahier, Emmanuel.....	100 fr.
2.	M ^{me} veuve Clément, Couffé	80
3.	M. Gahier, Emmanuel.....	50
4.	M. Lambert, René, Saint-Géréon	40

5. Prix.	M. Guilloteau, Julien.....	40 fr.
6.	M. Joubert, Auguste, Ile-Verte, Ancenis....	30
7.	M. Houret, F., la Margottière, Maumusson..	30
8.	M. Lambert, René, Saint-Géréon.....	20

2^e SECTION

1. Prix.	M. Després, Fernand.....	100 fr.
2.	M. Fresneau, Etienne, Varades.....	80
3.	M. Mabilais, Julien, Saint-Etienne-de-Montluc	60
4.	M. Desfontaines, Nantes.....	50
5.	M. Gahier, Emmanuel.....	40
6.	M. Cornuaille, René, La Bougaudière, Maumusson.....	30
7.	M. Guilloteau, J., à Belligné.....	20
8.	M. Gasnier, Pierre, à Belligné.....	20

DIPLOMES : MM. Aillery, de Maumusson ; Jeanneau, de Belligné ; Guilloteau, Mathurin, de Maumusson ; M^{me} veuve Epoudry, Jean, d'Ancenis.

PRIX D'HONNEUR

Au plus beau lot d'ensemble composé d'au moins 3 vaches et un taureau et appartenant à la même étable.

RACE DURHAM PURE

Prix. ex æquo,	MM. Després et Gouin.....	100 fr.
----------------	---------------------------	---------

RACES DIVERSES PURES OU CROISÉES,
DURHAM PURE EXCEPTÉE

Prix.	M. Mabilais, à Saint-Etienne.....	150 fr.
-------	-----------------------------------	---------



ESPÈCE OVINE

1^{re} CATÉGORIE

Béliers de toute race de 1 à 3 ans.

- | | | |
|----------|---|--------|
| 1. Prix. | M. Fresneau, Etienne, à Varades | 40 fr. |
| 2. | M. Guilloteau, Mathurin, à la Haute-Grée,
Maumusson..... | 30 |

2^e CATÉGORIE

Brebis de toutes races de 1 à 3 ans.

- | | | |
|----------|---------------------------------------|--------|
| 1. Prix. | M. Guéheneuc, François, de Rougé..... | 40 fr. |
| 2. | M. Fresneau, Etienne | 30 |
| 3. | M. Garrault, de Vitré..... | 25 |



ESPÈCE PORCINE

1^{re} CATÉGORIE

Verrats de 18 mois et au-dessous.

- | | | |
|----------|---|--------|
| 1. Prix. | M. Ferron, Henri, à Rougé | 60 fr. |
| 2. | M. Briand, Joseph, La Minière, Rougé | 50 |
| 3. | M. Bigot, Julien, Saint-Roch, Varades | 40 |

2^e CATÉGORIE

Truies pleines ou suitées.

- | | | |
|----------|--|--------|
| 1. Prix. | M. Hervouin, Pierre, La Rivière, Moutiers... | 60 fr. |
| 2. | M. Briand, Joseph | 50 |

MENTION HONORABLE ; M^{me} veuve Clément, de Couffé.

EXPOSITIONS DIVERSES

Les expositions industrielle, horticole et agricole, ouvertes dès le mardi dans les cours et les salles de l'Asile ont offert un réel intérêt. Voici d'abord, près de l'entrée, une série de *Tarares*, fort bien comprises, sortant des ateliers de MM. Charrier, constructeurs à Ancenis. M. Lodé, de Nantes, a toute une collection de charrues, barattes, pompes ; plus loin sont également les charrues, herses, barattes si renommées de M. Souchin-Pinet, à Langeais ; enfin, n'oublions pas les appareils à distiller de la maison Sommier-Régnier, d'Angers.

Avant d'entrer dans la salle, admirons les légumes monstres de MM. Godard et Robuchon, de la Gilarderie (Ancenis) ; l'envoi de M. Gahier, digne de la réputation de cet agriculteur distingué ; il y a là une grande variété de blés et avoines en gerbes et de superbes légumes qui donnent une riche idée de son exploitation agricole.

Les oies de M. Davaine, de la Bézinière, en Couffé, préféreraient sans doute un autre séjour que la caisse où elles sont cantonnées. Elles ne peuvent manquer d'être primées.

L'une des expositions les plus intéressantes est incontestablement celle de M. Giraud-Pabou, du Landreau. Cet apiculteur a envoyé toute une collection de miels en pots, des cadres et enfin les divers appareils : ruches, cuves, extracteurs, qui servent à sa fabrication.

A notre avis, l'exposition la plus importante et la plus brillante est celle de M. Joseph Renou, horticulteur-pépiniériste à Ancenis. C'est d'abord une collection de spécimens de ses vignes américaines et franco-américaines ; puis, au fond de la salle, sur des gradins, un véritable parterre, où, sur un fond de plantes vertes d'un magnifique développement, se détachent de ravissantes variétés de plantes fleuries aux nuances délicates. A côté, M. Renou a tenu à montrer qu'il excelle, également, à employer les fleurs sorties de ses jardins : bouquets, couronnes, corbeilles,

sont d'un goût exquis et peuvent rivaliser avec ce qui se fait chez les meilleurs fleuristes de Nantes.

Réparons un oubli commis en parcourant la cour : le Frère Célestin, directeur de l'école libre de Campbon, cet intrépide vulgarisateur de l'enseignement agricole, a envoyé une très jolie collection de légumes et de fruits.

Voici encore un Ancenéen qui fait honneur à l'industrie locale : nous voulons parler de M. Moreau-Ribet, maréchal-fer-rant, à Ancenis, qui a une fort jolie exposition d'articles de maréchalerie, fers de tous systèmes et de toutes formes, mais tous d'un réel fini d'exécution.

En passant, il nous faut déguster le *Made-Amer*, de M. A. Renou, d'Ancenis ; il soutient très avantageusement la comparaison avec l'Amer-Picon ; beaucoup, et nous en sommes, le trouvent préférable.

Signalons aussi la vitrine où le sympathique M. Dugast, vétérinaire à Ancenis, expose son ingénieux appareil pour les chevaux atteints de tic, et sa muselière de laquelle l'inventeur de la muselière primée naguère par le *Petit Journal*, paraît s'être largement inspiré.

Encore la très intéressante collection de raisins de M. de la Rochemacé ; les fromages de M. le vicomte de Champagny ; la très belle collection de pommes, envoyée par le Syndicat pomologique de France ; et enfin l'exposition des vins, cidres et eaux-de-vie, exposition qui comptait 30 concurrents pour les vins et presque autant pour les eaux-de-vie ; parmi les produits exposés, citons un muscadet 1893 à M. de Landemont ; une eau-de-vie au goût très fin présentée par M. Soumoniac, propriétaire à Oudon.

L'*Union Viticole* de Nantes est également très bien représentée.

Un mot encore : l'œuf envoyé par M. Claude Bellion est bien original ; si l'aimable exposant pouvait donner le moyen d'en avoir de pareils, beaucoup lui en sauraient gré.

Beurres frais.

1. Prix. 20 fr. et médaille d'argent : M. le comte de Landemont, maire d'Ancenis.

2. Prix. 15 fr. et médaille de bronze : M. Guéry, René, cultivateur, à Saint-Géréon.
3. 10 fr. : M. le comte de Champagny.
4. 5 fr. : M. Chapeau, Eugène, à Saint-Géréon.
5. 5 fr. : M. Epoudry, aîné, à Oudon.

Produits de culture Maraîchère.

1. Prix. 50 fr. et médaille d'argent : M. le frère Célestin, instituteur libre, à Campbon.
 2. 45 fr. et médaille de bronze : M. Haye, Simon, jardinier à Ancenis.
 3. 30 fr. et médaille de bronze : M. Marpeau, Joseph, jardinier, à Ancenis.
 4. 20 fr. : M. Riailland, horloger, aux Touches.
 5. 15 fr. : M. Chénet, jardinier chez M. Royné.
 6. 10 fr. : M. Guéry, René, à Saint-Géréon.
- MENTION HONORABLE :** M. Vié, rue des Morices, à Ancenis.

SECTION DES VINS

Médaille d'argent et diplôme d'honneur avec félicitation du Jury pour sa collection de vins : M. de la Rochemacé.

Gros-Plant.

1. Prix. Médaille d'argent et diplôme d'honneur : M. Pabou, du Laudreau.
2. Diplôme d'honneur : M. Fresneau, à Varades.
3. Diplôme d'honneur : M. Ceineray-Chenantaïs, à Nantes.
4. Diplôme d'honneur : M. de la Rochemacé, à Couffé.
5. Diplôme d'honneur et félicitation du Jury pour son chablis : MM. Toublanc et Jousseau, à Saint-Herblon.

Muscadet.

1. Prix. Médaille de vermeil et diplôme d'honneur : M. Fresneau, Etienne, à Varades.

2. **Prix.** (cachet rouge) Médaille de bronze et diplôme d'honneur :
M. Soumoniac, Aimé, à Oudon.
3. Médaille de bronze et diplôme d'honneur : M. Cineray-Chenantaïs, Bréron, Château-Thibaud.
4. Diplôme d'honneur : M. Bouvet, propriétaire, à Varades.
5. Diplôme d'honneur : M. Lequeux, à Ancenis.

Pinot.

1. **Prix.** Médaille d'argent et diplôme d'honneur : M. Ferronnière, à Varades.
2. Médaille de bronze et diplôme d'honneur : MM. Toubanc et Jousseau, à Saint-Herblon.
3. Diplôme d'honneur : M. Fresneau, Etienne, à Varades.
4. Diplôme d'honneur : M. de la Rochemacé, à Couffé.

Eaux-de-vie de vins.

1. **Prix.** Médaille de vermeil et diplôme d'honneur : M. Soumoniac, à Oudon.
2. Médaille d'argent et diplôme d'honneur : M. Renou, à Ancenis.
3. Diplôme d'honneur : M. Luzière, la Ramée, Vertou (Loire-Inférieure).
4. Diplôme d'honneur : M. Guindon, coiffeur, à Ancenis.

Cidres.

1. **Prix.** Médaille de vermeil et diplôme : M. Aillet, Félix, à Nozay.
 2. Médaille d'argent et diplôme : M. le frère Célestin, à Campbon,
 3. Médaille de bronze et diplôme : M. le frère Géréonce, à Saint-Brice.
 4. Médaille de bronze et diplôme : M. Branchereau, Emile, à Varades.
- MENTION HONORABLE :** M. le frère Léophane, de Saint-Avé.

Eaux-de-vie de cidre.

1. Prix. Médaille de vermeil et diplôme : M. Aillet, Félix, à Nozay (Loire-Inférieure).
2. Médaille d'argent et diplôme : M. Ferron, Henri, à Baugé.
3. Médaille de bronze et diplôme : M. Massé, Victor, à Baugé.
4. Médaille de bronze et diplôme : M. Delaunay, J.-B., à Joué-sur-Erdre.

Pommes et poires de pressoir.

1. Prix. 10 fr. et diplôme d'honneur : M. le frère Victorien, à Retiers.
2. 10 fr. et diplôme : M. le frère Auxien, à Ploërmel.
3. 10 fr. et diplôme : M. le frère Léophane, à Saint-Avé.
4. Médaille de bronze : M. Goujon de la Thibaudière, à Erbrée.
5. 10 fr. et diplôme : M. le frère Albertin, à Guilhac.
6. 10 fr. et diplôme : M. le frère Emery, à Bain.
7. 10 fr. et diplôme : M. le frère Philadelphie, à Château-giron.

Produits agricoles et céréales.

1. Prix. Médaille de vermeil : M. Gahier, à Rougé.
2. Médaille d'argent : M. Soumoniac, Aimé, à Oudon.
3. Médaille de bronze : M. Cellier, ingénieur agricole, à Nantes.

MENTIONS HONORABLES : MM. Giraud-Pabu, apiculteur, au Landreau ; Epoudry, cultivateur, à la Cartrie, Varades ; Godard, cultivateur, à la Gilarderie ; M^{me} veuve Epoudry, à l'Île-Verte, Ancenis ; Robuchon, cultivateur, à la Gilarderie.

Exposition horticole.

1. Prix. Médaille de vermeil pour ses expositions de produits

agricoles, horticoles et de céréales : M. Renou, jardinier, à Ancenis.

2. Médaille de vermeil : M. de la Rochemacé, à Couffé.
3. Médaille d'argent : M. Haye, Simon, jardinier, à Ancenis.
4. Médaille de bronze : Syndicat Pomologique de France.

Animaux de basse-cour.

Médaille de bronze : M. de la Rochemacé, à Couffé.

Produits industriels.

1. Prix. Médaille de vermeil : M. Moreau-Ribet, maréchal-ferrant, à Ancenis.
2. Médaille d'argent : MM. Charrier, Paul et Arthur, constructeurs, à Ancenis.
3. Médaille d'argent : M. Giraud-Pabou, produits, instruments apicoles.

MENTIONS HONORABLES : MM. Couaillier, fondeur, à Ancenis ; de Champagny, à Pleumeur-Bodou (Côtes-du-Nord) ; Lodé, à Nantes ; Dugast, vétérinaire, à Ancenis.

Produits industriels étrangers à la région.

1. Prix. ex æquo, 2 médailles d'argent : MM. Buot, instruments viticoles et laitiers ; Riailland, des Touches.

MENTIONS HONORABLES : MM. Sommier, Charles, à Angers ; Ragon, coutelier, à Ancenis ; l'*Union viticole*, à Nantes ; Gauchet, engrais chimiques, à Angers.

Objets non mentionnés dans les classes précédentes.

Mention très honorable et médaille de bronze : M. Arthur Renou, à Ancenis (apéritif).



SÉANCE DE CLOTURE ⁽¹⁾

Le Samedi 8 Septembre 1895, à 8 heures et demie du soir.

MESSIEURS,

L'Association Bretonne est parvenue au terme du Congrès d'Ancenis, dont cette séance doit clôturer les fructueux travaux.

Si j'ai l'honneur de la présider, je le dois moins aux titres que je pourrais invoquer, titres bien modestes auprès de ceux des brillants conférenciers que nous avons entendus, qu'à la bienveillance de de votre vénérable directeur général. Il me permettra de l'en remercier une fois de plus, car il m'a depuis longtemps accoutumé à en apprécier la délicatesse.

Semblable au granit de Rhuys, sur lequel l'océan se brise sans l'user, les années glissent sans l'atteindre sur sa verte vieillesse, respectant cette vigueur que rien n'affaiblit et qui reste toujours prête au service des nobles causes pour lesquelles son cœur généreux a conservé toute l'ardeur de ses jeunes années.

Je salue en lui, avec respect, le chrétien chevale-

(1) La séance de clôture était consacrée à la Section d'Archéologie, on ne donne ici que les discours de clôture prononcés par le Président du Congrès et le Directeur général de l'Association Bretonne.

resque qui a fait, sans murmurer, à la cause de l'Eglise, le plus cruel des sacrifices que Dieu puisse imposer au cœur d'un père, celui du vaillant soldat qui fut mon camarade et mon ami.

Je salue en lui l'homme politique, qui tient haut et ferme, depuis tant d'années dans nos assemblées parlementaires, le drapeau de l'honneur et de la justice.

Je salue en lui, enfin, le patriote éclairé qui a compris, comme il nous le disait dimanche dans une charmante improvisation, que le progrès est la loi historique de la France, et qui conduit votre association à sa conquête dans tous les domaines ouverts à l'activité humaine.

A vous, Messieurs, ses éminents collaborateurs, que de reconnaissance ne devons-nous pas !

Grâce à vous, Messieurs les membres de la section d'agriculture, grâce à vos laborieux prédécesseurs, notre vieille terre de Bretagne est entrée dans une voie féconde qui l'a conduite en tête de l'agronomie française.

Nos landes défrichées se sont couvertes de sapins que de riches moissons tendent aujourd'hui à remplacer sur le sol régénéré ; dans nos vallées, de plantureux pâturages nourrissent ces animaux dont la place d'honneur est marquée dans tous les concours ; nos chevaux, auxquels une sélection intelligente a donné des qualités nouvelles, sans leur faire perdre la sobriété, l'endurance, la rusticité qui les caractérisaient, sont aujourd'hui recherchés à l'égal des meilleurs sur tous les marchés de l'Europe.

A tous ces progrès, les traditions poétiques de la Bretagne ont-elles été sacrifiées ? Je ne le pense pas,

et si j'avais un doute à ce sujet, vos travaux, Messieurs les membres de la section d'archéologie, l'auraient bien vite chassé de mon esprit. Sans doute, un nouveau Brizeux trouverait moins facilement que notre grand poète où cueillir ses bouquets de fleurs des landes ; mais à la poésie de la nature, éternelle comme elle et qui peut se transformer sans jamais disparaître, vous avez ajouté la grande poésie de l'histoire, source généreuse où se sont abreuvées les époques primitives et dont nul pays mieux que la Bretagne n'avait gardé le précieux trésor.

Ce trésor, Messieurs, vous l'avez ouvert d'une main pieuse ; vous avez demandé leur secret aux vieux monuments druidiques, que l'on croyait voués au silence des choses qui ne sont plus, et ils vous ont répondu : ils vous ont appris comment à leur ombre s'est formée cette race puissante dont nous sommes fiers d'avoir apporté la virile grandeur à la patrie française. Vous l'avez suivie cette race celtique à travers les âges ; vous l'avez vue aux portes de Rome, faisant trembler les sénateurs sur leurs sièges curules ; vous l'avez accompagnée aux croisades, dans ce sublime roman militaire du moyen-âge ; vous l'avez trouvée avec Duguesclin cimentant de son sang les premières assises de la France moderne, et derrière ces grands guerriers, dont les femmes savaient garder par la prière et le travail l'honneur du foyer domestique, vous avez déroulé les pages d'une littérature oubliée, vaillante comme eux, saine et honnête comme elles ; vous avez reconstitué pierre à pierre une œuvre artistique, incomparable, dont il a suffi à notre grande duchesse Anne d'apporter un reflet à la cour de France pour qu'à ce

rayon vivifiant éclore la floraison de la Renaissance.

C'est votre honneur, Messieurs, d'avoir pour suivi cette œuvre pendant tant d'années sans vous en laisser détourner un instant par les événements qui se sont accomplis, par les passions qui se sont agitées depuis l'origine de notre Association ; vous avez ouvert largement vos portes à tous ceux qu'inspirait assez l'amour de la patrie pour leur permettre d'oublier, au seuil de vos séances, les agitations qui bouillonnaient parfois au dehors. Vous avez travaillé d'une ardeur égale, chacun dans la voie que vous avez choisie, cherchant la vérité, passionnément épris de progrès, persuadés enfin que pour être durables, ce progrès, cette vérité doivent s'appuyer non sur de chimériques utopies, mais sur les bases solides que le temps a édifiées lentement et où chaque génération nouvelle ajoute à son tour une assise d'où s'élanceront, pour s'élever plus haut encore, les générations prochaines.

Tout à l'heure nous serons dispersés ; puissiez-vous, Messieurs, vous qui avez été nos hôtes pendant toute une semaine, conserver un bon souvenir de ces marches de Bretagne où, pour la première fois, l'Association s'est transportée. Quant à nous, nous n'oublierons jamais l'honneur que vous nous avez fait et les précieux enseignements que vous nous avez apportés. Dans cinq ans, vous viendrez encore visiter nos régions, mais trop de cités ont l'orgueil légitime de souhaiter votre visite pour que nous puissions vous dire au revoir dans la ville d'Ancenis ; quand vous y reviendrez, beaucoup de ceux qui vous y ont accueilli cette fois en frères aînés, auront accompli la tâche que Dieu leur a tracée sur cette

terre. D'autres les auront remplacés qui feront à vos successeurs le même accueil, car ils viendront, comme vous, nous parler de Dieu, de la France et de la Bretagne, ces trois amours sacrés que rien ne pourra jamais séparer dans notre cœur.

Cette très belle allocution, dite avec une chaleureuse éloquence, a été applaudie avec enthousiasme. L'Assemblée a apprécié et souligné les délicates et si justes louanges données à son cher et vénéré Président, et l'éloge de la Bretagne agricole et poétique célébré en des termes d'une élévation et d'une poésie remarquables, a trouvé un écho vibrant dans toutes les âmes.

M. le président de Kerdrel prend enfin la parole et très ému, prononce les paroles suivantes :

Après avoir entendu les paroles trop flatteuses de M. Perron et celles auxquelles M. le marquis de La Ferronnays, président du Congrès, a mêlé l'évocation de souvenirs qui me sont allés droit au cœur, j'éprouve à parler moi-même le plus cruel embarras ; car si la reconnaissance est le plus délicat des sentiments, il est aussi le plus difficile à exprimer. Après tout, ayant devant moi un auditoire si intelligent, plutôt que de balbutier des remerciements qui seraient certainement insuffisants, le mieux est de lui laisser deviner ce que je ressens au plus profond de mon âme. Plus cruel encore que mon embarras de parler, est le regret de quitter une ville aussi accueillante qu'Ancenis, une population dont l'attitude à l'égard de mes confrères de l'Association Bretonne n'a été pendant toute une semaine, qu'une manifestation continue de sympathie, enfin un au-

ditore si empressé, si fidèle, si courageux devant des communications souvent arides.

Avant même de venir à Ancenis, nous savions comment nous y serions reçus, car le noble maire de la cité, son interprète le plus autorisé, nous avait témoigné de la manière la plus aimable le désir de nous posséder.

Nous arrivons enfin.

Monsieur le Curé veut bien implorer pour nous les lumières d'en haut et nous adresser les paroles les plus cordiales et les plus encourageantes. Dès la veille du Congrès, M. le comte de Landemont nous avait invités à sa magnifique fête et à un banquet où nous avons été si heureux de célébrer avec les habitants de ce pays la glorieuse mémoire du poète du Bellay.

Des fâcheux, il y en a toujours, avaient dit que nous ne rencontrerions pas ici un accueil vraiment breton, que c'était trop loin, presque en Anjou. Eh bien ! l'accueil breton, nous l'avons trouvé dans la plus expansive plénitude.

Nous, qui ne sommes pas des fâcheux, nous avions prévu, je vous le répète, ce qui s'est passé et nous avons un intérêt particulier à venir à Ancenis. Par cela même que cette ville est située aux extrémités de la Bretagne, nous nous étions dit qu'en y tenant nos assises, nous prendrions une complète possession de notre chère province dont ce petit coin si bon à connaître manquait à notre domaine.

Vous avez beaucoup fait pour nous, bons habitants d'Ancenis, et pourtant nous osons vous demander encore un effort : que quelques-uns d'entre vous, au moins, les plus nombreux qu'il vous sera

possible, viennent représenter votre hospitalière cité dans le Finistère, où aura lieu le prochain Congrès de l'Association Bretonne, nous y parlerons d'An-cenis et des bons jours que nous y avons passés.

Si aucun de vous ne répondait à ce cordial appel que je vous adresse du fond du cœur, nous croirions que vous nous avez oubliés et ce serait un grand chagrin pour nous qui ne vous oublierons jamais.

L'assemblée se sépare à 10 heures et demie, sous le charme de ces adieux qu'elle retourne à M. de Kerdrel par des applaudissements prolongés.



LISTE GÉNÉRALE

DES MEMBRES

DE L'ASSOCIATION BRETONNE

MEMBRES FONDATEURS

- MM. Marquis d'Argentré, château du Plessis, Argentré, Ille-et-Vilaine.
Audren de Kerdrel, sénateur, château de Saint-Uhel, près Lorient.
Barbotin, ancien député, château de Penhoët, Maure, Ille-et-Vilaine.
De la Borderie, Arthur, membre de l'Institut, à Vitré, Ille-et-Vilaine.
Carron (Paul), ancien député, château de Piré, Piré, Ille-et-Vilaine.
Delafosse, ancien député, Bazouges-La-Pérouse, Ille-et-Vilaine.
Général comte Espivent de la Villesboisnet, sénateur, 71, rue de l'Université, à Paris.
Comte de Kergariou, château de Bonaban, à La Gouesnière, Ille-et-Vilaine.
La Chambre, ancien député, château de La Briantais, Saint-Servan, Ille-et-Vilaine, ou 8, place Vendôme, Paris.

- MM. Comte Le Gonidec de Traissan, député, château de La Baratière, Vitré, Ille-et-Vilaine.
Duc de Rohan, député, à Josselin, Morbihan, ou 35, boulevard des Invalides, Paris.
Vicomte de Lorgeril, Charles, ancien député, château de la Bourbançais, à Pleugueneuc, Ille-et-Vilaine.
Prince de Lucinge, ancien député, château de Coat-an-Noz, près Belle-Isle-en-Terre, Côtes-du-Nord.
Vicomte de la Noüe, député, château des Aubiers, à Hillion, près Saint-Brieuc, ou 44, rue de Lille, Paris.
Huon de Penanster, sénateur, château de Kergrist, près Lannion, Côtes-du-Nord, ou 4, rue de Verneuil, Paris.
Comte Gérard de La Villegontier, sénateur, château de La Villegontier, en Parigné, près Fougères, Ille-et-Vilaine, ou 46, rue d'Anjou, Paris.
-

MEMBRES ORDINAIRES

- MM.** Abgrall, tanneur, à Nozay, Loire-Inférieure.
Andigné (comte d'), château de Kervézo, par Muzillac, Morbihan.
Angle-Beaumanoir (marquis de l'), sénateur, château de Beaumanoir, à Evran, près Dinan, Côtes-du-Nord, ou rue du Général Foy, 38, Paris.
Apuril, Arthur, château de Bellouan, à Ménéac, Morbihan.
Aubert (comte d'), château de la Hauguemorais, près Matignon, Côtes-du-Nord.
Audren de Kerdrel (Paul), conseiller général, à Gorrequer, Lannilis, Finistère.
- Bahezre de Lanlay, F., maire de Plounévez-Quintin, Côtes-du-Nord.
Barthélemy (de), Anatole, membre de l'Institut, 9, rue d'Anjou-Saint-Honoré, Paris.
Bascher de Beaumarchais, château de Beaumarchais, par Landevieille, ou 4, rue de Sully, Nantes, Loire-Inférieure.
Bazouge, Francis, directeur de l'*Union Malouine et Dinannaise*, Dinan.
Beaufort (vicomte Louis de Gouyon de), Saint-Pol-de-Léon, Finistère.
Mgr Bétel, évêque de Vannes.
Belinaye (comte de la), château du Bois-le-Houx, près Fougères, Ille-et-Vilaine.

- MM. Belleissue (Nicol de la), ancien magistrat, Plouguenast, Côtes-du-Nord.
- Berthelot, F., Bourgneuf, par Combourg, Ille-et-Vilaine.
- Berthois (le colonel Baron de), château des Bretonnières, à Erbrée, près Vitré, Ille-et-Vilaine.
- Bertrand-Geslin (baron de), château de la Foucaudière, St-Laurent-des-Autels, Maine-et-Loire.
- Blanchardière (de la), château du Val, près Maignon, Côtes-du-Nord.
- Blois (de), Aymar, château de Poulguinan, à Quimper.
- Boberil (comte du), château de Beauchêne, à Renazé, Mayenne.
- Boby de la Chapelle, ancien préfet, à Champloret, Saint-Servan, Ille-et-Vilaine.
- Boisboissel (comte de), ancien député, 87, rue Lauriston, Paris.
- Boisriou (de), château de Bois-Riou, Trévou-Tréguignec, par Perros-Guirec, Côtes-du-Nord.
- Bonnemère, Lionel, 26, rue Chaptal, Paris.
- Borderie (de la), Waldeck, conseiller général, Vitré, Ille-et-Vilaine.
- Boscher Delangle, Paul, ancien notaire, à Quintin, Côtes-du-Nord.
- Boscher Delangle, ancien député, banquier, à Loudéac, Côtes-du-Nord.
- Botmiliau (de), René, conseiller général, à Goudelin, par Lanvollon, Côtes-du-Nord.
- Botmiliau (de), Jules, à Pommerit-le-Vicomte, Côtes-du-Nord.

MM. Bouan de Chef du Bos (de), château du Val, Planguenoual, Côtes-du-Nord.

Boucher, ancien député, à Landerneau, Finistère.

Bouëtiez de Kerorguen (du), ancien conseiller général, à Lorient.

Bouëtiez de Kerorguen (du), avocat, rue de la Cale Ory, 12, Lorient, Morbihan.

Bouillé (comte Guillaume de), château de Casson, par Nort, Loire-Inférieure.

Bouillé (comte Henri de), château de Casson, Loire-Inférieure.

Bourgeois, notaire à Morlaix, Finistère.

Breil de Pontbriand (vicomte de), château de la Motte-Olivet, Pleslin, Côtes-du-Nord.

Breil de Pontbriand (vicomte Paul du), château de la Brousse-Briantais, par Matignon, Côtes-du-Nord, ou au château de Gué-Loiré, par Candé, Maine-et-Loire.

Bureau, Edouard, professeur au Muséum d'histoire naturelle, Paris.

Cadeville (comte de), Landerneau, Finistère.

Caill, Claude, agriculteur à Kervingant, en Plouzévéde, Finistère.

Calan (Charles de la Lande de), avocat, à La Houssaye, Redon, Ille-et-Vilaine.

Cambourg (vicomte de), château de Penfrat, Gouesnac'h, par Benodet, Finistère.

Campion, L., négociant, à Lannion, Côtes-du-Nord.

Caradec, Albert, conseiller général, à Vannes.

Carcaradec (comte Anatole de), château de Kérivon, près Lannion, Côtes-du-Nord.

- MM. Cargouët (comte Théophile de), maire de Maroué, Côtes-du-Nord.
- Carheil (comte Edmond de), château de la Haute-Roche, Oudon, Loire-Inférieure.
- Carné-Coëtlogon (marquis de), sénateur, château de la Ville-ès-blancs, à Sévignac, près Broons, Côtes-du-Nord.
- Carné (comte Olivier de), château du Glazan, à Canihuel, Côtes-du-Nord, ou rue Châteaubriand, 19, Saint-Brieuc.
- Cazin d'Honincthon (baron), à Taulé, l'Finistère.
- Chamaillard (de), ancien député, à Quimper.
- Champagny (comte Paul de), château de Keranroux, par Ploujean, Finistère.
- Champagny (vicomte Henri de), conseiller général, château de Kerduel, près Lannion, Côtes-du-Nord.
- Charette (Urbain de), château de la Contrie, Couffé, Loire-Inférieure.
- Chateaubriand (comte de), Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise).
- Chatellier, à Saint-Servan, Ille-et-Vilaine.
- Chauffier (l'abbé), chanoine honoraire, professeur à l'école Saint François-Xavier, Vannes.
- Chevigné (comte Augustin de), château de Lutaine, par Cellettes, Loir-et-Cher.
- Chevillotte, Charles, à Brest.
- Cintré (marquis de), 6, rue du Chapitre, Rennes, Ille-et-Vilaine.
- Clésieux (comte Olivier du), château de Saint-Ilan, par Yffiniac.
- Cormerais, L., Le Rocher, par Saint-Philbert-de-Grand-Lieu (Loire-Inférieure).

- MM.** Closmadeuc (de), docteur-médecin, à Vannes.
Coniac (Maxime de), château de la Robinais,
près Bain, Ille-et-Vilaine.
Couëssin (de), Athanase, château de Kerougas,
par Herbignac, Loire-Inférieure.
Couëssin (vicomte Auguste de), château de la
Côte, près Saint-Brieuc.
Couët, Eugène, banquier, à Quintin, C.-du-N.
Courville (de), à Fougères, Ille-et-Vilaine.
Cudennec, Aimé, à Kerargoff, Plabennec,
Finistère.
Cuverville (Louis de), conseiller général, près
Saint-Nicolas-du-Pélem, Côtes-du-Nord.
Cuy (Duverger de), maire du Quillio, château
du Roz, près Uzel, Côtes-du-Nord.
- Dannes (comte de), château de Talhouet, près
Rochefort-en-Terre, Morbihan.
Desjars, Louis, Belle-Isle-en-Terre, Côtes-du-
Nord.
Després, fils, conseiller général, château du
Temple, La Guerche, Ille-et-Vilaine.
Durand, propriétaire, faubourg Roger, à Fou-
gères, Ille-et-Vilaine
Durand, Albert, 5, rue de la Forêt, Fougères,
Ille-et-Vilaine.
Durfort de Lorges (vicomte de), château
d'Ancenis-les-Bois, par Riaillé, Loire-Infé-
rieure.
- Estourbeillon (marquis Régis de l'), 24, rue
du Drezen, Vannes.
Euzenot, curé-doyen, à Cléguérec, Morbihan.

- MM. Cargouët (comte Théophile de), maire de Maroué, Côtes-du-Nord.
- Carheil (comte Edmond de), château de la Haute-Roche, Oudon, Loire-Inférieure.
- Carné-Coëtlogon (marquis de), sénateur, château de la Ville-ès-blancs, à Sévignac, près Broons, Côtes-du-Nord.
- Carné (comte Olivier de), château du Glazan, à Canihuel, Côtes-du-Nord, ou rue Châteaubriand, 19, Saint-Brieuc.
- Cazin d'Honinthon (baron), à Taulé, l'Finistère.
- Chamaillard (de), ancien député, à Quimper.
- Champagny (comte Paul de), château de Keranroux, par Ploujean, Finistère.
- Champagny (vicomte Henri de), conseiller général, château de Kerduel, près Lannion, Côtes-du-Nord.
- Charette (Urbain de), château de la Contrie, Couffé, Loire-Inférieure.
- Chateaubriand (comte de), Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise).
- Chatellier, à Saint-Servan, Ille-et-Vilaine.
- Chauffier (l'abbé), chanoine honoraire, professeur à l'école Saint François-Xavier, Vannes.
- Chevigné (comte Augustin de), château de Lutaine, par Cellettes, Loir-et-Cher.
- Chevillotte, Charles, à Brest.
- Cintré (marquis de), 6, rue du Chapitre, Rennes, Ille-et-Vilaine.
- Clésieux (comte Olivier du), château de Saint-Ilan, par Yffiniac.
- Cormerais, L., Le Rocher, par Saint-Philbert-de-Grand-Lieu (Loire-Inférieure).

- MM. Closmadeuc (de), docteur-médecin, à Vannes.
Coniac (Maxime de), château de la Robinais,
près Bain, Ille-et-Vilaine.
Couëssin (de), Athanase, château de Kerougas,
par Herbignac, Loire-Inférieure.
Couëssin (vicomte Auguste de), château de la
Côte, près Saint-Brieuc.
Couët, Eugène, banquier, à Quintin, C.-du-N.
Courville (de), à Fougères, Ille-et-Vilaine.
Cudennec, Aimé, à Kerargoff, Plabennec,
Finistère.
Cuverville (Louis de), conseiller général, près
Saint-Nicolas-du-Pélem, Côtes-du-Nord.
Cuy (Duverger de), maire du Quillio, château
du Roz, près Uzel, Côtes-du-Nord.
- Dannes (comte de), château de Talhouet, près
Rochefort-en-Terre, Morbihan.
Desjars, Louis, Belle-Isle-en-Terre, Côtes-du-
Nord.
Després, fils, conseiller général, château du
Temple, La Guerche, Ille-et-Vilaine.
Durand, propriétaire, faubourg Roger, à Fou-
gères, Ille-et-Vilaine
Durand, Albert, 5, rue de la Forêt, Fougères,
Ille-et-Vilaine.
Durfort de Lorges (vicomte de), château
d'Ancenis-les-Bois, par Riaillé, Loire-Infé-
rieure.
- Estourbeillon (marquis Régis de l'), 24, rue
du Drezen, Vannes.
Euzenot, curé-doyen, à Cléguérec, Morbihan.

- MM. Fabre (baron), château de Liziec, Vannes.
Fontan, ancien officier de marine, à Paramé, Ille-et-Vilaine.
Foucaud (de), Auguste, rue de Belair, à Rennes.
Foucaud (de), René, conseiller général, château de Launay, Bréhand-Moncontour, Côtes-du-Nord.
Fou de Kerdaniel (vicomte du), maire d'Hillion, château de Bonabry, près Saint-Brieuc.
Fouéré-Macé (l'abbé), recteur de Léhon, près Dinan, Côtes-du-Nord.
Fraïn de la Gaulayrie, rue de Nantes, à Vitré, Ille-et-Vilaine.
France (le comte Francis de), Saint-Malo, Ille-et-Vilaine.
France (Henri de), château du Gage, Pleugue-neuc, Ille-et-Vilaine.
Fraval, Gustave, à Corlay, Côtes-du-Nord.
Fresneau, Etienne, propriétaire, à Varades, Loire-Inférieure.
Fretay (Charles Halna du), château de Kerlouarn, en Ploaré, par Douarnenez, Finistère.
Fretay (Baron Halna du), château du Vieux-Chatel, en Plonévez-Porzay, par Quéménéven, Finistère.
- Gahier, avocat, à Nantes, 5, rue d'Orléans.
Gahier, conseiller général, Rougé, Loire-Inférieure.
Gaillard (l'abbé), aumônier de l'hospice général, Nantes.

MM. Garault, Servais, à L'Epine, en Balazé, Vitré, B. de P., Ille-et-Vilaine.

Garault, à Chanteloup, Vitré, Ille-et-Vilaine.

Garnier, fabricant d'instruments aratoires, à Redon, Ille-et-Vilaine.

Gastinel, Arsène, propriétaire, à Gennes-sur-Seiche, par Argentré, Ille-et-Vilaine.

Gaultier de Kermoal, Adolphe, au Pont-de-Gouët, Saint-Brieuc.

Gérard, Louis, à Trémigon, près de Combourg, Ille-et-Vilaine.

Gervinai (de la), La Nourrais, Dinan, C.-du-N.

Geslin de Bourgogne (J.), officier supérieur en retraite, Saint-Brieuc.

Gésincourt (comte Aymar de), château des Sables, à Ploubazlanec, Côtes-du-Nord.

Ginoux de Fermon (vicomte Charles), château de La Galmelière, par Issé, Loire-Inférieure.

Goasguen (l'abbé), curé à Plouescat, Finistère.

Goyon-Matignon de Marcé (marquis de), château de la Chauvellière, Joué-sur-Erdre, Loire-Inférieure.

Grimaudière (de la), Hippolyte, château de la Hamonaye, par Châteaubourg, Ille-et-Vilaine.

Guébriant (comte de), château de Kerdaniel, Saint-Jean-Kerdaniel, Côtes-du-Nord.

Guébriant (comte Alain de), maire de Saint-Pol-de-Léon, Finistère, ou 73, rue de Varennes, Paris.

Guerdavid (comte Gaston de), château de Keraël, par Guerlesquin, Finistère.

Guibourgère (vicomte de la), château de Coëlan, par Collinée, Côtes-du-Nord.

Agr.

MM. Guillemot, avocat, à Kergicquel, en Neuillac, près Pontivy, Morbihan.

Guillier (comte du), président de la commission départementale, château du Guillier, près Jugon, Côtes-du-Nord.

Guillot de Corson (l'abbé), chanoine, château de la Noë-Saint-Yves, Bain, Ille-et-Vilaine.

Guiton (vicomte de), château de Bonnefontaine, Antrain, Ille-et-Vilaine.

Hayrie (de la), ancien receveur des finances, à Quimperlé, Finistère.

Halgouët (vicomte Hippolyte du), château de Carcado, Pontivy, Morbihan.

Haugoumar des Portes, Charles, sénateur, Lamballe.

Herbais (d'), Roscoff, Finistère.

Hérissant (E.), directeur de la Ferme-Ecole des Trois-Croix, près Rennes.

Hersart de la Villemarqué (vicomte), membre de l'Institut, château de Keransker, près Quimperlé, Finistère.

Hévin, Emile, Moulins, par Piré, Ille-et-Vilaine.

Houitte de la Chesnais (Armand), Saint-Malo, Ille-et-Vilaine.

Houitte de la Chesnais (Léon), Saint-Malo, Ille-et-Vilaine.

Institut des Frères de Ploërmel, Morbihan.

Izarn (baron d'), château de la Bretonnière, par Vigneux, Loire-Inférieure.

Jallobert (l'abbé Paris), Balazé, Ille-et-Vilaine.

MM. Janvier, Joseph, propriétaire, Saint-Jouan-de-l'Isle, Côtes-du-Nord.

Jars de Kéranroué (des), Pierre, à Morlaix, Finistère.

Jessey (Yves Bazin de), château de Montmarin, par Pleurtuit, Ille-et-Vilaine.

Jouon des Longrais, 4, rue du Griffon, Rennes.

Keranflec'h-Kernezne (comte de), château du Quélénec, St-Gilles-Vieux-Marché, C.-du-N.

Kerdaffrec (l'abbé), chanoine, curé-archiprêtre, Pontivy, Morbihan.

Kergal, 30, rue de Provence, Paris.

Kergrist (vicomte J. de), Château de Rohou, Carantec, par Morlaix, Finistère.

Kergrist (François de), à Keromnès, Carantec, par Morlaix, Finistère.

Kérisouët (Le Gallic de), fils, château de Ménoré, près Guémené-sur-Scorff, Morbihan

Kermel (vicomte L., de), château de la Porte-Dohain, Allineuc, par Uzel, Côtes-du-Nord.

Kermenguy (vicomte Gabriel de), château de Kermenguy, Cléder, Finistère.

Kermoyan (vicomte de), château de Kerandraon, près Saint-Pol-de-Léon, Finistère.

Kernaëret (Mgr Jude de), professeur à la Faculté Catholique, Angers, Maine-et-Loire.

Kerouartz (marquis de), conseiller général, Guingamp.

Kerret (Hugues de), château de la Forêt, à Languidic, Morbihan.

- MM. Kersauson Kerjean (comte Guy de), château de Kerjean, au Conquet, Finistère.
Kertanguy (vicomte de), château de Pradigou, Morlaix, Finistère.
Kervers (vicomte de), château de Lanrigan, par Combourg, Ille-et-Vilaine.
Kerviler, René, ingénieur en chef des ponts et chaussées, à Saint-Nazaire, Loire-Inférieure.
- La Buharaye (de), château de Callac, à Plumelec, Morbihan.
La Ferronnays (marquis de), député, à Saint-Mars-la-Jaille, Loire-Inférieure, ou 34, Cours La Reine, Paris.
Lafolye, libraire-éditeur, Vannes.
Lallié, rue Bertrand Geslin, 5, Nantes.
La Marzelle (de), sénateur, château de Keralier, par Sarzeau, Morbihan, ou 254, boulevard Saint-Germain, Paris.
La Monneraye (comte de), ancien sénateur, château du Cléyo, à Caro, Morbihan, ou 9, rue d'Arras, Paris.
La Moussaye (comte Amaury de), château de l'Ingourdi, La Harmoye, par Quintin, C.-du-N.
Landemont (comte de), château de la Guère, maire d'Ancenis, Loire-Inférieure.
Langle (comte Alphonse de), rue de Corbin, 6, Rennes.
Lanjuinais (comte), député, château de Kerguehenec, par Bignon, Morbihan, ou 31, rue Cambon, à Paris.
Lannurien (de), Etienne, à Locquéholé, par Taulé-Penzé, Finistère.

- MM.** Lantivy (comte de), à Saint-Méloir-des-Ondes, Ile-et-Vilaine.
- Larcher (de), à Plœmeur, près Lorient.
- Lareinty (de), Jules, ancien député, château de Pont-Piétain, par Blain, Loire-Inférieure.
- Larère, place du Champ, à Dinan.
- Largentaye (de), Jacques, château de Craffault, en Plédran, Côtes-du-Nord.
- La Rivière (de), Raymond, château de la Bouteillerie, à Combourg, Ile-et-Vilaine.
- La Sablière (de), château de Lanniron, près Quimper.
- La Touche (comte Le Vassor de), à St-Brieuc.
- Laubier (comte de), vice-président du syndicat agricole de Cancale.
- Launay (de), à Lamballe, Côtes-du-Nord.
- La Vieuxville (Gaston de), à la Vieuxville, Saint-Cast, Côtes-du-Nord.
- La Vieuxville (comte de), château de la Tourdelin, par Bécherel, Ile-et-Vilaine.
- La Villarmois (comte de), à Trans, Pleine-Fougères, Ile-et-Vilaine.
- La Villethéart (comte de), château de la Villethéart, à la Bouillie, par Hénanbihen, Côtes-du-Nord.
- Le Bel de Penguilly (comte), château de Penguilly, Saint-Glen, par Moncontour, Côtes-du-Nord.
- Le Bihan, Félix, ancien juge de paix, St-Brieuc.
- Le Bourdellès (l'abbé), recteur de Trévélec, Côtes-du-Nord.
- Le Bouteillier (vicomte), à Fougères, Ile-et-Vilaine.

- MM. Le Cerf, député, Mûr, Côtes-du-Nord, ou 44, rue d'Astorg, Paris.
- Le Clerc, Arthur, à la Verrerie, près Fougères, Ille-et-Vilaine.
- L'Ecluse (de), Amédée, à Audierne, Finistère.
- L'Ecluse (de), Edmond, à Audierne, Finistère.
- Le Cour Grandmaison, Charles, ancien député, sénateur, 8, rue de Bréa, Nantes.
- Le Cour Grandmaison, Henri, château de Coislin, Campbon, Loire-Inférieure.
- Lecoqu (l'abbé), chanoine titulaire, Saint-Brieuc.
- Le Floch, Louis, propriétaire, à Minimur, près Vannes.
- Le Forestier de Quillien, Landerneau.
- Le Gac de Lansalut, Boqueho, près Châtelaudren, Côtes-du-Nord.
- Le Gualès de Mézaubran (comte), château de Lucinière, par Joué-sur-Erdre, Loire-Inférieure.
- Le Gualès de Mézaubran (vicomte Alain), Le Légué, Côtes-du-Nord.
- Le Gonidec de Traissan (vicomte), Charles, 3, quai Châteaubriand, Rennes.
- Le Gorrec, conseiller général, Pontrieux, Côtes-du-Nord.
- Legué, Victor, Saint-Hervé, Côtes-du-Nord.
- Le Lasseur (baron), Albéric, château de Bénouville, près Caen, Calvados.
- Le Maréchal, Edouard, à Saint-Servan, Ille-et-Vilaine.
- Le Mée (l'abbé), recteur de Mérillac, Côtes-du-Nord.

MM. Le Meignen de La Verrie, 7, rue Bonne Louise, Nantes.

Le Moign, député, Goarec, Côtes-du-Nord.

Lè Pannetier de Roissay, château des Harlais, près Landéan, Ille-et-Vilaine.

Le Provost (l'abbé), Vicaire général, à Saint-Brieuc.

Lescoët (marquis de), château de Lesquiffiou, Pleyber-Christ, Finistère.

Lestang du Rusquec (comte de), conseiller général, château de Kerézélec, près Landerneau, Finistère.

Lestang du Rusquec (de), Henri, château de Kerouzéré, à Sibiril, Saint-Pol-de-Léon, Finistère.

Letanneur, château de Bonaban, La Gouësnière Ille-et-Vilaine.

Liégeard (général baron de), château de la Vallée, près Lamballe, Côtes-du-Nord.

Limon, vice-président du conseil général des Côtes-du-Nord, Saint-Brandan.

Loncin, Daniel, directeur du *Journal d'Ancenis*, Ancenis, Loire-Inférieure.

Lorgeril (de), Jacques, 10, rue Montagne du Collège, Louvain, Belgique.

Lorgeril (comte de), conseiller général, château de Chalonge, Trébédan, par Plélan-le-Petit, Côtes-du-Nord.

Lorgeril (comte Olivier de), château du Fresh-Clos, Pommeret, Côtes-du-Nord.

Lorgeril (vicomte Alain de), château de la Ville-Chapron, Hénou, par Moncontour, Côtes-du-Nord.

MM. Lorgénil (vicomte François de), château du Boisriou, par Perros-Guirec, Côtes-du-Nord.

Lorgénil (vicomte Robert de), château des Dillaires, Combourg, Ille-et-Vilaine.

Lorois, Emile, député, château de Broel, Arzal, Morbihan, ou 5, rue d'Alger, Paris.

Magouët de la Magouërie, ancien magistrat, 47, rue Volney, Angers, Maine-et-Loire.

Maillard, maire et conseiller général, Le Croisic, Loire-Inférieure.

Maquillé (comte de), château de La Touche, à Nozay, Loire-Inférieure.

Martin, notaire à Quintin, Côtes-du-Nord.

Mauduit (Henri de), Quimperlé, Finistère.

Ménorval (de), 31, boulevard National, Saint-Brieuc, Côtes-du-Nord).

Messelière (comte Paul Frothier de La), château de Prémoré, en Pleugueneuc, Ille-et-Vilaine.

Mettrie (vicomte Roger de La), villa des Marronniers, Dinan, Côtes-du-Nord.

Micault, Plouvara, Côtes-du-Nord.

Montaigu (comte de), conseiller général, château de la Bretesche, par Missillac, Loire-Inférieure, ou 18, rue de Martignac, Paris.

Montgermont (de), Léonard, château des Gravelles, Saint-Méen, Ille-et-Vilaine.

Monti de Rezé, château de Rezé, Pontrousseau, Loire-Inférieure.

Montjarret de Kerjégu, (Jules), château de Bienassis, Erquy, Côtes-du-Nord.

MM. Morel, lieutenant au 116^e d'Infanterie, détaché au Bureau arabe, Boghar, province d'Alger.

Morvonnais (de La), 6, boulevard de la Duchesse Anne, Rennes.

Mottay (Chauchart du), Joseph, château du Mottay, à Evran, Côtes-du-Nord.

Mottin, conseiller général, château de Launay-Guen, Plémet, Côtes-du-Nord.

Nantois (vicomte F. de), château de Kerdurand, à Riantec, par Port-Louis, Morbihan.

Nétumières (comte Ivan des), conseiller général, château des Rochers, près Vitré, Ille-et-Vilaine.

Nétumières (comte Guy des), château des Nétumières, près Vitré, Ille-et-Vilaine.

Nétumières (vicomte Elie des), château de la Montagne, La Guerche, Ille-et-Vilaine.

Nicol (l'abbé), chanoine honoraire, à Vannes.

Noval de la Billiais (de), notaire honoraire, à Tinténiac, Ille-et-Vilaine.

Noüe (de la), Maurice, château des Aubiers, Hillion, Côtes-du-Nord.

Noüe (de la), Fernand, château des Aubiers, Hillion, Côtes-du-Nord.

Nouël (de), Edmond, château de Kertanouarn, Ploubazlanec, par Paimpol, Côtes-du-Nord.

Nouël (de), Louis, château de Kertanouarn, Ploubazlanec, par Paimpol, Côtes-du-Nord.

Oheix, Robert, à Trévé, près Loudéac, Côtes-du-Nord.

MM. Ollitrault-Dureste, Cesson, près Saint-Brieuc.
Ollivier, Louis, avocat à Guingamp, Côtes-du-Nord.

Ollivier, Auguste, sénateur, à Guingamp, Côtes-du-Nord.

Ollivier, Pierre, propriétaire-cultivateur, à Trévérec, près Lanvollon, Côtes-du-Nord.

Orieux, agent-voyer en chef honoraire, passage du Nord, Nantes.

Palys (comte de), château de Clays-Palys, par Romillé, Ille-et-Vilaine, ou 5, rue Saint-Yves, Rennes.

Parcevaux (de), à Coatmanach, par Saint-Renan, Finistère.

Perrien (comte de), ancien député, château de Lannouan, près Landévant, Morbihan.

Perrien (vicomte Gustave de), château de Locguénolé, près Hennebont, Morbihan.

Perron, expert, à Varades, Loire-Inférieure.

Pioger (de), Frédéric, ancien député, château du Boro, à Saint-Vincent, Morbihan.

Pioger (Victor de), Beaumont, près Redon, Ille-et-Vilaine.

Plessis-Gouret (E. du), à Yverdon, par Genève, canton de Vaud, Suisse.

Pocquet, rédacteur au *Journal de Rennes*.

Polignac (comte de), château de Kerbastic, à Gestel, Morbihan.

Polignac (comte Maxence de), château de Kerscamp, Hennebont, Morbihan.

Pommereul (baron de), château de Marigny, Saint-Germain-en-Coglès, Ille-et-Vilaine.

MM. Pommery (comte de), château de la Pilardière,
Oudon, Loire-Inférieure.

Poulpiquet (de), Césaire, château de Trefry,
par Quéménéven, Finistère.

Prémion (Morin de), à Herbignac, Loire-
Inférieure.

Provôté (de la) père, à Châteaubriant, Loire-
Inférieure.

Prud'homme, René, libraire-éditeur, Saint-
Brieuc.

Queinec, Allain, Plouneventer, par Landivisiau,
Finistère.

Quelen (comte de), château de la Ville-Chevalier,
près Châtelaudren, Côtes-du-Nord.

Quénétain (comte de), château de la Molière,
par Guichen, Ille-et-Vilaine.

Querhoënt (marquis de) château de La Pyrie,
Le Hinglé, Côtes-du-Nord.

Radiguet, Isidor, Landerneau, Finistère.

Ragot, à Vitré, Ille-et-Vilaine.

Raismes (de), ancien sénateur, château du
Sac'hz, près Arzano, Finistère.

Raison du Cleuziou, Ch., à Lannion, Côtes-du-
Nord.

Rengervé (de), Louis, château du Chalet, près
Rennes, Ille-et-Vilaine.

Reposoir (comte Poullain du), château de la
Cour Porée, Saint-Hélen, Côtes-du-Nord.

Robert (Paul), banquier, Dinan, Côtes-du-
Nord.

Robert, château de Keraoul, Ploudiry, Finistère.

MM. Robert, Charles, prêtre de l'Oratoire, place Saint-Pierre, Rennes.

Robien (marquis de), château de Robien, près Quintin, Côtes-du-Nord, ou 63, rue de Varennes, Paris.

Robien (comte de), château de Robien, par Quintin, Côtes-du-Nord, ou 34, rue Saint-Michel, Saint-Brieuc.

Rochemacé, Maurice, château de La Roche, Couffé, Loire-Inférieure.

Rodel, Albert, 31, rue du Jardin Public, Bordeaux.

Roquefeuil (comte Raymond de), château du Bilo, Tréguier, Côtes-du-Nord.

Roquefeuil (de), château de Kerbiriou, par Morlaix, Finistère.

Roscoat (vicomte du), conseiller général, château du Bois de la Roche, Coadout, Côtes-du-Nord.

Rougé (comte Pierre de), château des Salles, Guingamp, Côtes-du-Nord.

Saint-George (vicomte Henri de), château du Rongoet, près Landevant, Morbihan.

Saint-George (vicomte Roger de), conseiller général, château du Reste, à Grandchamp, Morbihan.

Saint-George (vicomte de), château de Kerennevel, près Rosporden, Finistère.

Saint-George (comte René Harscouët de), château de Keronic, à Pluvigner, Morbihan.

Saint-Jouan (Léon de), château de Coatandoch, par Plouagat, Côtes-du-Nord.

- MM. Saint-Jouan (Samuel de), château de Coatan-
doch, par Plouagat, Côtes-du-Nord.
- Saint-Luc (de), Gaston, ancien député, château
de Guilguiffin, par Plogastel-Saint-Germain,
Finistère.
- Saint-Maur, (E. M. François), ancien président
à la Cour, Pau, Basses-Pyrénées, ou Paris,
50, rue de Varennes.
- Saint-Pierre (marquis de), château du Bois de
la Salle, près Lanvollon, Côtes-du-Nord.
- Saint-Pierre (Yves de), château du Bois de la
Salle, près Lanvollon, Côtes-du-Nord.
- Salmon Laubourgère, ancien président de
tribunal civil, 4, rue Duguesclin, à Rennes.
- Sécillon (de), château de Kerfur, à Guérande,
Loire-Inférieure.
- Société d'Emulation des Côtes-du-Nord, à Saint-
Brieuc.
- Société Hippique de Corlay, Côtes-du-Nord.
- Soubigou, François, ancien sénateur, Ploune-
venter, Finistère.
- Syndicat agricole de Cancale, M. Gaudeul,
trésorier, Saint-Méloir-des-Ondes, Ille-et-
Vilaine.
- Taillard (de), Charles, à Pludual, par Plouha,
Côtes-du-Nord.
- Taillard (de), Henri, à Pludual, par Plouha,
Côtes-du-Nord.
- Tempier, archiviste des Côtes-du-Nord, Saint-
Brieuc.
- Thielmans, organiste, à Guingamp, Côtes-du-
Nord.

MM. Tillion (Général), château du Bois Ruault, par Malestroit, Morbihan ; à Versailles, du 1^{er} janvier au 1^{er} juillet.

Tortelier, 9, rue des Carmes, Rennes, Ille-et-Vilaine.

Trévédy, ancien président du tribunal civil de Quimper, 7, rue Châteaubriand, Saint-Brieuc.

Troguindy (comte de), conseiller général, à Lannion, Côtes-du-Nord.

Trolong du Romain, Amédée, château du Longeau, à Saint-Gelven, près Goarec, Côtes-du-Nord.

Vatar, imprimeur, à Rennes.

Vaujuas-Langan (comte J. de), château de Builly, près Montsurs, Mayenne.

Veillet Dufrêche, Victor, à Moncontour, Côtes-du-Nord.

Verger (du), château de la Guérande, Hénanbihen, Côtes-du-Nord.

Villeféron du Chastel (Tanneguy de), château de Kercarantel, en Gausson, par Plouguenast, Côtes-du-Nord.

Villèle (de), Gaston, château de Miniac, à Miniac-Morvan, Ille-et-Vilaine.

Villerabel (abbé du Bois de la), chanoine honoraire, secrétaire général de l'Evêché, Saint-Brieuc.

Villiers du Terrage (vicomte de), château de Kerminihy, par Rosporden, Finistère.

Vittu de Kerraoul, Henri, château de la Rouxière, à Matignon, Côtes-du-Nord.

Wolbock (baron de), château de Kercado-Kerdowras, près Carnac, Morbihan.

MEMBRE CORRESPONDANT

**M. Cellier, ingénieur, 16, boulevard Delorme,
Nantes.**

TABLE DES MATIÈRES

PRÉLIMINAIRES

	Pages.
Messe du Saint-Esprit	V
Séance solennelle d'ouverture du Congrès	IX
Discours de M. de Kerdrel	IX
Discours de M. de Lorgetil	XIX
Discours de M. de Landemont, maire d'Ancenis	XXV
Discours de M. de la Borderie, par M. de Palys	XXV
Election des Membres du Bureau du Congrès	XXXII
Compte de gestion	XXXVI

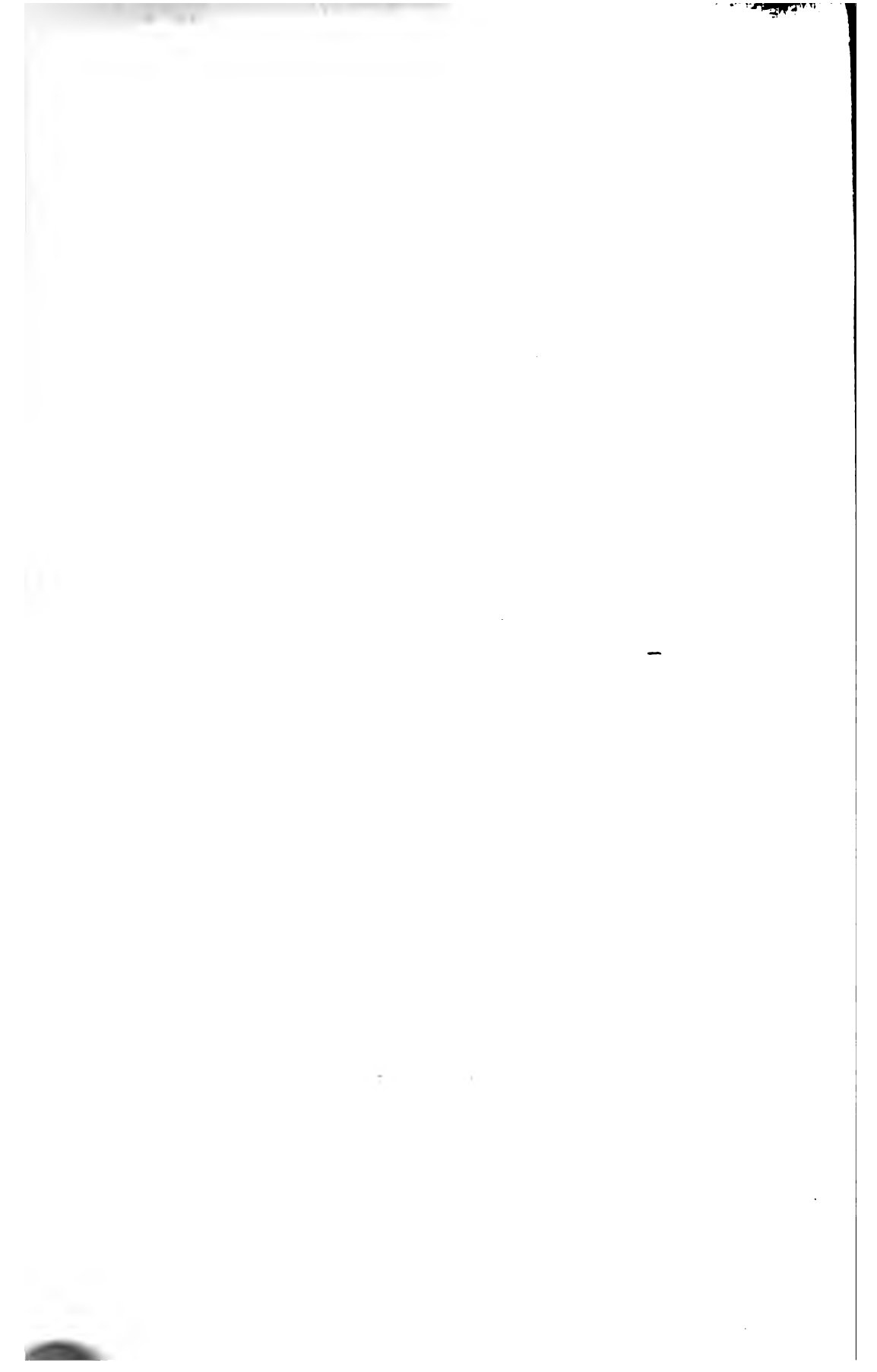
PROCÈS-VERBAUX. — MÉMOIRES

Séance du lundi 3 septembre, 3 heures et demie	5
Programme du Congrès	5
Séance du mardi 4 septembre, 9 heures du matin	7
Rapport sur l'enseignement agricole, par le Frère Martial	7
Séance du mercredi 5 septembre, 2 heures	41
La Géologie des environs d'Ancenis dans ses rapports avec l'agriculture, par M. Bureau	41
Séance du jeudi 6 septembre, 2 heures	60
L'union des Syndicats agricoles bretons, par M. Tortelier.	61
Statuts de l'Union des Syndicats agricoles et horticoles bretons	75

Séance du jeudi 6 septembre, 8 heures du soir.....	84
Discours de Mgr Jude de Kernaëret.....	84
Punch offert par la ville d'Ancenis.....	89
Discours de M. de Landemont.....	89
Concours et Expositions.....	92
Concours hippique.....	94
Espèce bovine.....	99
Espèce ovine.....	103
Espèce porcine.....	103
Expositions diverses.....	104
Séance de clôture, le samedi 8 septembre, 8 heures et demie du soir.....	110
Discours de M. le Président du Congrès.....	110
Discours de M. de Kerdrel.....	114
Liste des Membres fondateurs de l'Association Bretonne.	117
Liste des Membres ordinaires de l'Association Bretonne.	119



995. — Saint-Brieuc, Imprimerie René Prud'homme.



BULLETIN ARCHÉOLOGIQUE

DE

L'ASSOCIATION BRETONNE

BULLETIN ARCHÉOLOGIQUE

DE L'ASSOCIATION BRETONNE

PUBLIÉ

PAR LA CLASSE D'ARCHÉOLOGIE

TROISIÈME SÉRIE

TOME TREIZIÈME

Trente-Cinquième Congrès tenu à Ancenis

DU 3 AU 8 SEPTEMBRE 1894



**SAINT-BRIEUC
IMPRIMERIE-LIBRAIRIE RENÉ PRUD'HOMME
PLACE DE LA PRÉFECTURE
1895**

PROCÈS-VERBAUX

DES

SÉANCES

OUVERTURE DU TRENTE-CINQUIÈME CONGRÈS

DE

L'ASSOCIATION BRETONNE

DISCOURS *prononcé par M. AUDREN DE KERDREL,
Sénateur du Morbihan, Directeur Général de l'Association
Bretonne, à la séance solennelle d'ouverture du Congrès
d'Ancenis, le 3 septembre 1895.*

MESSIEURS,

Aux distributions de prix, dans les collèges, il y a ce que les comptes-rendus appellent le discours d'usage. C'est une harangue écrite, dont le style laborieusement académique et compassé n'a ni la vie ni le charme de l'improvisation. Quel que soit le mérite de cette œuvre sentant l'huile, elle est peu appréciée, peu écoutée, même des élèves, naturellement impatients de savoir s'ils sont dans les heureux du jour.

A l'ouverture des Congrès de l'Association Bretonne il y a aussi, non pas seulement le discours, mais les discours d'usage, et pour ne parler que du premier, je crains bien qu'il ne produise sur mes auditeurs le même effet que celui des distributions de prix sur les écoliers ; mais, dans notre société, on a plus que partout ailleurs le respect de la tradition ; or, la

tradition veut que, peut-être à mes risques et périls et certainement à votre grand dommage, je vous adresse la parole.

En 1891, à peine le Congrès de Saint-Servan venait-il de se clore, que M. le comte de Landemont me faisait l'honneur de m'écrire pour me demander si l'Association Bretonne consentirait à tenir ses assises de 1892 dans la ville d'Ancenis, dont il était déjà le maire. J'eus le regret de lui répondre qu'en vertu du roulement traditionnel auquel est soumise l'Association Bretonne, c'était au département du Morbihan qu'il appartenait de la recevoir lors de sa prochaine réunion, mais j'ajoutai que mes collègues de la Direction et moi prenions bonne note des bienveillantes ouvertures de la municipalité d'Ancenis et que nous n'aurions garde de les oublier, lorsque viendrait, pour la Loire-Inférieure, le tour de posséder le Congrès Breton. A Vannes, en effet, avant de se séparer, les membres de la Direction décidèrent, à l'unanimité, que notre prochaine session se tiendrait à Ancenis ; et je me hâtai de faire connaître cette décision à M. de Landemont, qui voulut bien l'accueillir avec le même empressement qu'il avait mis à nous offrir l'hospitalité de sa bonne ville.

Ce Congrès aurait dû avoir lieu en 1893, mais vu la coïncidence possible avec les élections législatives, dont l'époque n'a été que tardivement connue, ou même la proximité de la grande lutte électorale, la Direction estima que notre réunion devrait être remise à l'année 1894, et nous eûmes, une fois encore, le bonheur de nous trouver d'accord avec la municipalité d'Ancenis. Elle voulut bien comprendre que c'était un mauvais moment pour nos réunions, essentiellement pacifiques, que celui auquel se préparent ou viennent d'être livrées les ardentes batailles de la politique. Les esprits, alors excités, n'ont pas le calme nécessaire pour faire abstraction de leurs griefs ou de leurs rancunes, et pour se confondre dans une commune et exclusive préoccupation, soit des intérêts matériels du pays, soit de l'étude de son histoire et de ses monuments.

Voilà pourquoi le Congrès qui aurait dû régulièrement se réunir l'an dernier, n'a lieu que cette année.

Le temps a passé sur les mêlées électorales, et si aucun de nous n'abdique ses convictions politiques, nous avons tous le

bon esprit de les laisser sommeiller pendant une semaine. Grâce à ce léger mais indispensable sacrifice, nous concourons tous, la main dans la main, à l'œuvre patriotique que poursuit depuis bientôt un demi-siècle l'Association Bretonne. Enfin, après des retards dus à des circonstances diverses, nous voilà à Ancenis. *Italiam ! Italiam !* Nous y avons reçu le plus cordial accueil et nous ferons de notre mieux pour nous en rendre dignes. Tout nous donne à espérer que les séances du Congrès seront de nature à attirer un nombreux auditoire, et nous pouvons compter sur de brillants concours, car la générosité de la municipalité ancenisienne et celle du conseil général de la Loire-Inférieure leur donneront encore plus d'éclat que si l'Association avait été réduite à ses propres ressources.

Par malheur, l'Association se présente aujourd'hui devant vous en quelque sorte découronnée. Si la section d'agriculture s'y trouve en force, celle de l'histoire et de l'archéologie a à déplorer l'absence de ses deux chefs, M. le Vicomte de la Villemarqué, membre de l'Institut, et M. Arthur de la Borderie, son confrère à cette illustre compagnie. Tous deux sont retenus loin de nous par un état de santé qui, nous l'espérons, ne tardera pas à s'améliorer, mais qui, pour le moment, nous cause, avec de vifs regrets, un indicible préjudice. — Qui pourrait, en effet, avec la même compétence, avec le même charme que le premier, nous entretenir des poésies et des légendes bretonnes ? Qui saurait, avec l'autorité du second, nous éclairer sur les questions encore débattues de notre histoire provinciale ou sur les monuments insuffisamment explorés de la Bretagne, car M. de la Borderie est un éminent historien, doublé d'un savant archéologue ? Son absence est, je le dis sans exagération, un véritable désastre.

Impossible de combler entièrement le vide qu'elle fait dans notre réunion. Mais s'il est même difficile d'en diminuer la profondeur, c'est aussi notre devoir à tous de le tenter. J'ai, dans ce but, fait appel aux érudits, aux laborieux de toute la Bretagne, et j'ai dû, moi-même, me faire violence pour m'arracher à la solitude qui convient si bien et à mon âge et à la profonde tristesse où mes amis savent que je suis plongé, donnant par là à notre chère Association la plus grande preuve de dévouement qu'elle pût recevoir de moi.

Le champ est vaste pour les travailleurs des deux sections d'agriculture et d'archéologie. Le programme que vous avez sous les yeux renferme un grand nombre de questions plus intéressantes les unes que les autres. Il en est parmi elles qui concernent spécialement la Loire-Inférieure et même le pays et la ville d'Ancenis. Elles seront certainement traitées avec toute la compétence désirable par les agronomes et par les érudits de la contrée, j'en ai pour garants de curieuses études agricoles et économiques, publiées par M. le comte de Landemont, une histoire fortement documentée d'Ancenis et de ses barons, de M. Emile Maillard, ancien maire d'Ancenis, des travaux de M. Pitre de Lisle du Dréneuc, de M. Léon Maître, de M. de la Nicollière-Teijeiro et de bien d'autres. M. Emile Maillard est retenu loin de nous par un deuil tout récent, mais il a bien voulu me promettre d'envoyer au Congrès des communications qui seront en même temps un précieux renfort pour nos séances et une preuve de la sympathie de leur auteur pour l'Association Bretonne.

En dehors des questions d'un caractère particulièrement local, le programme en contient un grand nombre d'un intérêt plus général, dont plusieurs ont, entre autres mérites, celui d'une incontestable actualité. Elles sont, pour l'agriculture, celles qui appellent la discussion sur les syndicats agricoles, sur la représentation légale de l'agriculture, sur le crédit rural et son organisation, en vue de procurer des ressources aux cultivateurs, sans développer chez eux outre mesure la tendance à emprunter, dont l'excès pourrait les conduire à la ruine; enfin la question des beurres et surtout celle de la répression des fraudes dont ils peuvent être l'objet.

Sur ce sujet si important pour la Bretagne, je me permettrai quelques mots, laissant à de plus expérimentés que moi le soin de le traiter avec les développements qu'il comporte.

Il y a peu de temps encore le beurre n'avait pour concurrent que la margarine, il en a deux autres aujourd'hui : la butirine et la végétaline. Grâce à cette triple concurrence, le commerce du beurre a énormément baissé, ainsi que le démontre dans un récent rapport M. René Brice, député d'Ille-et-Vilaine.

Si cette baisse est de nature à désoler non seulement les

marchands de beurre, mais les producteurs, propriétaires et fermiers, elle fait la joie des fabricants de simili-beurres, qui soutiennent d'ailleurs que leur marchandise n'a rien de nuisible pour le consommateur et que, par conséquent, il y aurait abus à en empêcher ou même à en restreindre la vente. Leur marchandise n'est pas nuisible, c'est douteux. La liberté de la vendre doit être entière, là est le point délicat. Si la margarine, pour ne parler que de ce produit, se présente à l'acheteur pour ce qu'elle est, c'est-à-dire pour un amalgame de graisses fondues, rien de mieux ; mais, si par une coloration artificielle ou par l'addition d'une certaine quantité de lait, de crème ou même de beurre qui n'améliore en rien sa qualité, on ne se propose que de tromper l'acheteur et de faire passer pour du beurre ce qui n'en est pas, on commet alors une fraude coupable qui doit être réprimée. Dans ce but, plusieurs projets de loi, dont l'un émane d'un député de la Loire-Inférieure, M. le comte de Pontbriand, sont soumis au Parlement. Si ces projets diffèrent par quelques détails, ils ont cela de commun qu'ils proscrivent les mélanges dont je viens de parler. Mais comment constater ces mélanges ? Ceci est plutôt du ressort de la chimie et de la physique que de la législation. L'odeur, la saveur, l'aspect, dit le *Bulletin* du ministère de l'agriculture, peuvent fourbir d'utiles renseignements à des experts. En chauffant les beurres soupçonnés, ces caractères s'accroissent, surtout l'odeur. Mais ce n'est là qu'un moyen empirique d'une valeur insuffisante. Le *Bulletin officiel* en indique un autre d'un caractère plus scientifique, qui consiste dans un examen au microscope ordinaire, puis au microscope polarisant. Sur cette opération, le même bulletin (n° de mars 1894) donne tous les détails les plus précis auxquels je vous renvoie pour ne pas abuser de votre patience.

Il y a là quelque chose de nouveau qui présente un intérêt actuel. C'est à ce même titre, et dans l'espoir qu'en vous entretenant de faits peu connus je me ferai plus facilement pardonner ce long discours, que je veux vous signaler les récentes expériences faites par M. Aimé Girard sur la pomme de terre.

C'est la troisième fois, si j'ai bonne mémoire, que je vous parle de ce précieux tubercule. Vous seriez en droit d'en

conclure que je l'aime passionnément, vous seriez dans le vrai. Qui donc, d'ailleurs, ne l'aime pas ? Il est des légumes d'un goût plus fin, plus délicat : le petit pois, l'asperge, l'artichaut ; mangez-en donc tous les jours, vous en serez bien vite fatigués, tandis qu'on ne se dégoûte jamais de la pomme de terre. Il en est ainsi du pain : on se lasserait du gâteau à la longue, comme généralement l'enfant du pâtissier, mais du pain jamais.

Et ce n'est pas l'homme seulement, c'est l'animal, bœuf ou mouton, qui est friand de la pomme de terre et qui y trouve sa meilleure nourriture. Voici à cet égard quelles sont les observations de M. Aimé Girard.

Neuf grands bœufs ont été divisés en trois groupes, chaque bœuf du premier groupe recevant par jour 50 kilos de betteraves et du foin, a gagné quotidiennement, en poids, un kilogramme ; un bœuf du second groupe ayant la même ration de pommes de terre, 25 kilos avec foin, a augmenté d'un kilogramme 308 grammes ; enfin, chaque bœuf du troisième groupe ayant reçu par jour une ration plus riche en pommes de terre, a gagné par jour, en poids, 1 kilogramme 520 grammes ; et notez, toujours d'après M. Girard, que la qualité de la viande comme son accroissement a été d'autant plus remarquable que les pommes de terre ont été données aux bœufs en plus grande quantité.

A ces constatations si importantes, M. Aimé Girard, s'appuyant sur des expériences de M. Cornevin, de Lyon, ajoute le renseignement suivant, qui a bien aussi sa valeur.

La pomme de terre crue augmente chez les vaches la production du lait et diminue le poids vif de l'animal, tandis qu'au contraire la pomme de terre cuite diminue relativement la production laitière et augmente le poids vif de la vache.

En voilà bien long sur la pomme de terre et en général sur l'agriculture. Je passe à l'archéologie et à l'histoire qui sont, elles aussi, du ressort de l'Association Bretonne.

Le programme de notre seconde section n'est ni moins considérable ni moins intéressant que celui de la première. Il embrasse toutes les époques depuis les temps préhistoriques jusqu'à l'année 1789, date où notre neutralité politique nous a toujours fait un devoir de nous arrêter. Sans cela que de

choses à dire sur les luttes qui se sont livrées dans ce pays pendant les dernières années du XVIII^e siècle, que de héros à citer, de hauts faits à célébrer, mais, encore une fois, nous tenons à éviter tout ce qui pourrait réveiller des souvenirs qui ont leur côté douloureux, en ce qu'ils nous reportent à des temps où des français se trouvaient dans des camps opposés.

L'époque gauloise ou celtique a laissé dans cette contrée moins de monuments que dans le Morbihan, où l'Association Bretonne a eu son dernier Congrès. Cela tient à bien des causes que l'histoire a à rechercher ; mais en dehors de ces causes, il est probable que la culture très avancée de ce pays a amené la destruction d'un grand nombre de menhirs et de dolmens, mieux respectés dans les régions où l'ajonc et la bruyère occupent encore une grande partie du sol.

La période romaine a laissé plus de traces que les temps plus anciens dans la Loire-Inférieure. Elles ont été signalées par des archéologues distingués, en tête desquels il faut placer M. Bizeul de Blain, dont je salue la mémoire vénérée, et que MM. Pitre de Lisle et Léon Maître ont suivi, avec une critique plus sévère peut-être que celle de leur savant devancier.

Le moyen-âge, ici comme partout en Bretagne, nous a légué beaucoup plus de monuments que l'antiquité reculée. De nombreuses églises ou chapelles, soit par leur ensemble, soit par leurs détails, ont été étudiées et méritent encore l'attention des connaisseurs ; mais, c'est surtout par l'architecture militaire que brille le département de la Loire-Inférieure : Nantes, Clisson, Blain, Oudon et bien d'autres localités sont justement fières de ce qu'elles ont conservé dans ce genre.

Quant à l'histoire de la contrée, elle est plus intéressante encore que son archéologie. Un certain nombre de questions du programme vous invitent à rappeler ce qui en est connu et à y ajouter le tribut des récentes recherches. D'autres questions sont relatives à l'histoire générale de notre province, où la Loire-Inférieure peut encore revendiquer sa large part. Si loin que nous remontions dans nos souvenirs, nous voyons se livrer sur le territoire de ce département des luttes homéri-

ques, d'abord entre les Bretons et les Francs, plus tard entre les Bretons et les Français ; et après des fortifications en terre constituant une ligne de défense contre les invasions étrangères, plus d'un des châteaux du pays n'a été élevé que pour protéger l'indépendance bretonne. En signalant ces constructions militaires, en retraçant leur histoire qui montre si souvent la Bretagne aux prises avec la France, est-ce que nous manifesterions une sorte de tendance séparatiste, est-ce que, regrettant une nationalité perdue, nous ferions bon marché de l'unité française ? Loin de là ! Le souvenir des luttes livrées par nos pères à la France ne fait que nous rendre cette unité plus glorieuse et plus chère. Ceci n'est point un paradoxe, et je n'en veux pour preuve qu'un rapprochement qui me vient à l'esprit.

Il y a environ trente ans, la France et la Russie se faisaient la guerre, et l'an dernier, Russes et Français, soit à Cronstadt, soit à Toulon, soit à Paris, fraternisaient avec un mutuel enthousiasme. Pourquoi cela ? Non seulement parce que la guerre de 1855 n'avait pas de raison sérieuse et n'était qu'un accident sans portée, mais aussi, mais surtout parce que, pendant cette guerre, Russes et Français avaient montré le même courage et la même loyauté, si bien que, la paix faite, les adversaires de la veille, pleins d'une sympathie et d'une admiration mutuelle les uns pour les autres, oublièrent, comme par enchantement, leur querelle, et se jurèrent une éternelle amitié. Russes et Français ont tenu leur parole, témoin la double rencontre de Cronstadt et de Toulon ; et, désormais, la France peut compter sur la Russie comme la Russie sur la France. Eh ! bien, c'est aussi pour s'être combattus pendant des siècles avec une égale bravoure et une égale loyauté qu'après la paix, ou plutôt l'union faite en 1532, les Bretons et les Français se gardant une estime réciproque, ont pu, sans humiliation pour les vaincus, se rapprocher, se fondre et former à tout jamais la grande, l'indestructible unité française. Cette unité a traversé bientôt quatre siècles, elle a survécu aux plus rudes épreuves, aux événements les plus graves, aux révolutions les plus violentes, et, malgré tout, elle s'est tous les jours affermie, en donnant plus d'une fois aux Bretons l'occasion de la sceller de leur sang et de se

montrer toujours et partout les plus fidèles et les meilleurs des Français.

Des applaudissements répétés témoignent à l'orateur tout le bonheur que l'assemblée a éprouvé en entendant ces éloquentes et sympathiques paroles.

DISCOURS de M. DE LA BORDERIE, *Membre de l'Institut, Président de la Section d'Archéologie, à la séance solennelle d'ouverture du Congrès d'Ancenis, le 3 septembre 1894.*

En l'absence si regrettée de M. de la Borderie, retenu par son état de santé, M. de Palys, secrétaire de la Section d'Archéologie, donne lecture du discours suivant de l'éminent académicien.

MESDAMES, MESSIEURS,

En parcourant successivement les diverses régions de la Bretagne comme ses Statuts lui en font une douce obligation, l'Association Bretonne a le plaisir, dans beaucoup de ses Congrès, de saluer des villes où elle n'avait pas encore porté ses pas : salut cordial de bonne arrivée, de chaude fraternité bretonne, que nous sommes heureux d'adresser aujourd'hui à la ville d'Ancenis et à tous ses habitants.

En pérégrinant ainsi d'un lieu à un autre, l'Association Bretonne a pour but — et pour devoir — d'étudier successi-

vement sur place, d'une part les conditions et les nécessités agricoles des diverses parties de la Bretagne (c'est le lot de la classe ou section d'agriculture), — d'autre part (c'est la tâche de notre section archéologique), de rechercher les particularités, les caractères spéciaux des événements historiques, des monuments, des mœurs, de la langue et de l'art dans chacune des régions si variées qu'embrasse en son unité notre vaste et vieille province.

Ainsi, à notre dernier Congrès, nous étions à Vannes, pays de langue et de race celto-bretonne, longtemps séparé du reste du monde par le désert de ses landes et de ses bois profonds, aujourd'hui encore protégé par ses forêts de menhirs et de dolmens, par son idiome et ses mœurs originales, et gardant, sous ces abris, plus que nul autre peut-être, le caractère breton, dans une atmosphère tout imprégnée du parfum celtique.

Cette année, nous venons planter notre tente à l'extrême lisière de la Bretagne, dans un pays de *marche* et de frontière, en perpétuel contact avec des forces, des influences, des éléments étrangers, qui, pendant la longue et glorieuse période de l'indépendance bretonne, ne cessèrent d'être — aux mains tantôt de l'Angleterre, tantôt de la France, — des instruments d'agression contre le génie, les mœurs, la liberté de la Bretagne.

Vannes — si l'on peut parler ainsi, — c'est un pays fermé ; la Haute-Bretagne, surtout la zone comprise entre Nantes, Rennes et la France, c'était un pays ouvert, une *marche*, ou (comme disent les Anglais) un *border* ; ANCENIS, c'est une sentinelle jetée en avant sur l'extrême limite, un de ces postes de défense échelonnés le long de la frontière bretonne, opposés immédiatement face à face, sans aucun intermédiaire, à l'élément non-breton, avec mission d'en soutenir l'effort toujours hostile, d'en contenir perpétuellement la poussée, et, au jour de l'invasion, d'en subir et d'en repousser le premier choc.

Ancenis, avant-poste de Nantes, avait de plus la tâche spéciale de défendre cette capitale contre les attaques qui pouvaient être dirigées contre elle par la Loire, et de barrer le cours du fleuve à l'ennemi. Rien de plus honorable et de

plus glorieux, rien aussi de plus pénible, de plus ardu, de plus périlleux que le rôle des *marches*, des zones frontières dans la défense d'un pays. Rôle tout semblable à celui de ces grosses armures dont se blindaient les chevaliers du moyen âge, particulièrement le casque et la cuirasse, bons à recevoir tous les coups, à être sans miséricorde bossués, éraillés, tailladés, disloqués, brisés, pourvu qu'ils préservassent de toute blessure grave les organes vitaux, les membres essentiels du guerrier : la tête, la poitrine et le cœur.

De même, sur les pays de marche, les horions pleuvaient sans cesse ; même en temps de paix, ils n'étaient jamais tranquilles, toujours exposés à la petite guerre, aux incursions piratesques de leurs voisins. La guerre déclarée, sur eux tombaient d'abord tous les coups les plus rudes, les plus perfides, toute invasion commençant nécessairement par le ravage et l'incendie général de la zone frontière. Il fallait aux pauvres habitants, non seulement subir cela, mais rester là, en face de leur désastre, se roidir impassibles parmi ces ruines, lutter chaque jour, harceler l'ennemi à toutes minutes, lui disputer le terrain pied à pied. Et si l'on n'avait pas toujours la joie de le repousser, toujours du moins, par cette lutte impitoyable, — la guerre au couteau, — on retardait sa marche, on donnait à la Bretagne le temps de former sa ligne de défense, de rassembler ses contingents féodaux, ses milices bourgeoises, ses francs-archers, ses bons-corps. Et alors, presque toujours l'envahisseur, effrayé par ce déploiement de forces, battait rapidement en retraite ; la Bretagne était sauvée, et l'intérieur du pays n'avait même pas une égratignure.

Mais aux dépens de qui ce sauvetage ? Aux dépens de ces braves gens des marches, dont le sol une fois de plus était pillé, brûlé, mis à sac, mais dont le sentiment national, le dévouement patriotique sortait de cette nouvelle épreuve intact, inébranlable.

N'est-ce pas là pour un pays un beau rôle, une généreuse et glorieuse mission ?

Eh bien ! Messieurs les habitants d'Ancenis, l'histoire témoigne que votre ville et votre pays l'ont remplie vaillamment.

Le premier noyau de votre ville, c'est une petite colonie de bretons — bretons bretonnants venus probablement de Vannes ou de Guérande (1), — installée par le fils du rude Barbetorse, le comte de Nantes Guérech, autour du château que sa femme Aremburge avait construit vers 985, sur la Loire, pour arrêter de ce côté les attaques des Angevins.

Entourée par des populations de la langue d'oïl, cette colonie bretonne finit par perdre son idiome natal, mais elle infusa aux indigènes le vigoureux sentiment breton qui l'animait ; de ce mélange sortirent les Bretons *gallo*, qui, langue à part, ne le cèdent à personne, dans le présent ni dans le passé, en fait d'attachement et de dévouement à la patrie bretonne.

Dans toutes les épreuves de la Bretagne ce dévouement éclata.

Au *xiii^e* siècle, quand l'habile et féroce tyran anglais Henri II Plantagenet donna à la race bretonne ce furieux assaut, où faillit sombrer son autonomie, son existence même, Ancenis, au prix de son territoire ravagé, — dont toutes les vignes furent brûlées, tous les arbres rasés, — soutint vaillamment la lutte et n'y renonça même pas quand l'Anglais fut dans la place (1174).

En 1203, tout le pays d'Ancenis, son baron Geofroi en tête, se leva pour aller venger sur le lâche Jean sans Terre, roi d'Angleterre, l'assassinat du jeune duc Arthur de Bretagne.

Quelques années après (en 1214), furieux contre Ancenis, l'assassin couronné s'en empara, mais ne put s'y maintenir.

Il en fut de même, en 1230, d'une autre invasion, qui celle-là venait de France et avait pour chef le roi Louis XI.

Au *xiv^e* siècle, dans la rude guerre de Blois et de Montfort, Ancenis se vit ardemment attaqué, disputé par l'un et l'autre parti.

Enfin, au siècle suivant, quand se produisit la lutte suprême où devait succomber l'indépendance bretonne, Ancenis fut plus que jamais le point de mire des ennemis de la Bretagne.

(1) Les noms bretons abondent dans les plus anciennes chartes relatives à Ancenis, exemples : Alfrid, Orguen, Guethenoc, Budic, Cavallon, Jacut, Urvod (Voir dom Morice, *Preuves de l'Histoire de Bretagne*, I, col. 356, 437, etc.)

Contre cette place le tortueux Louis XI dirigea ses attaques avec une sorte de prédilection. Deux fois même (en 1468 et 1472), il réussit à s'en emparer. Mais là encore Ancenis remplit fidèlement son rôle. Intimidé par sa résistance, l'ennemi s'arrêta, engagea des pourparlers, conclut la paix, — et le reste de la Bretagne ne fut même pas effleuré par l'invasion.

Cependant on touchait aux derniers jours. On était dans cette lugubre année 1488, où la liberté bretonne allait tomber, blessée mortellement, sur la lande de Saint-Aubin du Cormier ; Châteaubriant venait d'être pris. Tout à coup, une grosse armée française, qu'on croyait en marche vers le nord, fond sur Ancenis, l'investit... Malgré cette attaque inopinée, malgré cette grosse armée et son chef, le premier capitaine de ce temps, Louis de la Trémoille, Ancenis ne songe pas un instant à se rendre : il prépare une obstinée résistance. Et si cette résistance succomba, ce ne fut ni sous le gros nombre des assaillants, ni sous le premier capitaine du siècle ; ce fut sous une force avec laquelle nous aussi hélas ! il n'y a pas longtemps, nous avons eu à compter, sous la force supérieure, irrésistible, d'une artillerie comme on n'en avait point vu jusque là, devant laquelle aucune fortification d'alors ne pouvait tenir : « Il y « avait entre autres (dit un contemporain), des bastons (des « canons) de nouvelle fabrique en façon de serpentines qui « faisoient des *passées* incroyables, tellement qu'en moins de « quatre jours tous ceux de dedans (la place) n'avoient plus « de défenses où ils pussent se tenir, et ne pouvoient plus en « rien endommager leurs ennemis. »

Malgré tout, ils tinrent encore trois ou quatre jours et ne se rendirent que le septième. L'ennemi fut si outré de cet entêtement héroïque, que « la place fut toute rasée, les fossés « taillés dans le roc furent comblés de terre » et toutes les fortifications démolies.

Belle fin, n'est-ce pas, pour une place de guerre ; disons mieux : pour une vaillante sentinelle l'arme au bras depuis cinq siècles, depuis cinq siècles face à l'ennemi. — On l'enterrait avec la patrie !

Je n'insiste pas, je me borne à rappeler ces traits, il y en a beaucoup d'autres, mais je n'ai pas à faire ici l'histoire

d'Ancenis. J'ai voulu seulement montrer dans cette rapide esquisse, ce qu'était la vie, la mission des pays de *marche* chargés de défendre la frontière bretonne, et comment celui d'Ancenis sut s'acquitter de cette glorieuse mission. C'est dire, par là même, quel sera au point de vue historique l'intérêt particulier du présent Congrès, consacré principalement à étudier cette curieuse contrée.

Au reste, quand les documents écrits manqueraient, les pierres parleraient : *Lapides clamabunt* ; elles proclameraient hautement quelle fut l'existence belliqueuse, vaillante et particulièrement rude de cette zone frontière. Là, en effet, quels sont les grands, les principaux monuments du moyen-âge ? Ce ne sont pas, comme ailleurs, les églises ; ce sont les forteresses :

Le château d'Ancenis, d'abord, rené de ses cendres, qui montre aux yeux ébahis ses deux tours énormes ;

Le donjon d'Oudon, droit comme I, vigie altière, gigantesque, infatigable, inspectant de son œil sévère, toujours ouvert, la vallée de la Loire ;

Les ruines si curieuses du Château-Gui, en la paroisse du Cellier ;

De l'autre côté de la Loire, cette grande forteresse de Clisson, si étonnante, où tous les siècles, depuis le XII^e, ont laissé leur marque, et qui attend encore, hélas ! sa monographie ;

Enfin, au-dessus de tout le reste, le splendide château de Nantes qui arracha à Henri IV ce cri d'admiration : « *Ventre Saint-Gris ! les ducs de Bretagne n'étaient pas de petits compagnons.* »

Et savez-vous, Mesdames, Messieurs, pourquoi les ducs de Bretagne n'étaient pas de petits compagnons ? En réalité, ce n'était pas pour leur château, mais c'est qu'ils étaient les chefs, les représentants, les champions armés d'une race obstinément résolue à défendre contre toute atteinte sa patrie, sa liberté, son honneur et son Dieu.

C'est qu'ils avaient derrière eux les Bretons de Basse-Bretagne, dont le cœur est plus infrangible, la tête plus dure que les rochers de leurs rivages ; devant eux, les Bretons *Gallo*, toujours prêts — ceux d'Ancenis entre autres — à

opposer bravement leurs poitrines, boucliers vivants et invincibles, aux coups des ennemis de la Bretagne.

Donc, Messieurs, vivat pour la Bretagne, vivat pour la ville d'Ancenis !

De nombreux applaudissements suivent la lecture de ce discours, et témoignent à l'absent les regrets universels de l'assemblée.

M. de Kerdrel explique en quelques mots le fonctionnement de la Société et la manière dont est composé le bureau. Les choix préparés par le Comité directeur sont soumis à la ratification de l'assemblée qui les approuve à l'unanimité.

Voici les noms proclamés :

PRÉSIDENTS D'HONNEUR.

Monseigneur l'Evêque de Nantes.

MM. le Général commandant le XI^e corps d'armée.

le Préfet de la Loire-Inférieure.

le baron de Lareinty, sénateur, président du Conseil général.

le comte de Landemont, maire d'Ancenis.

VICE-PRÉSIDENTS D'HONNEUR.

MM. le colonel Roidot, commandant le 64^e de ligne.

le Sous-Préfet d'Ancenis.

Thoinnet de la Turmelière, conseiller général.

PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

M. le marquis de la Ferronnays, député de la Loire-Inférieure.

SECTION D'AGRICULTURE

PRÉSIDENTS D'HONNEUR.

MM. de la Roche-Macé.
le baron Bertrand Geslin.

PRÉSIDENT.

M. Le Cour Grand'maison, ancien député.

VICE-PRÉSIDENTS.

MM. Bahezre de Lanlay.
Desprez.
de la Morvonnais.

SECRÉTAIRES.

MM. Robert de Lorgeril.
Frère Martial, de l'Institut de Ploërmel.
Fernand de la Noüe.

SECTION D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE

PRÉSIDENTS D'HONNEUR.

MM. le Curé d'Ancenis.
l'abbé France, curé de Lannion, ancien vicaire général.
le chanoine Guillotin de Corson.

PRÉSIDENT.

M. Audren de Kerdrel, sénateur.

VICE-PRÉSIDENTS.

MM. René Kerviler.

l'abbé Robert, prêtre de l'Oratoire de Rennes.

Le Meignen.

Léon Maître, archiviste du département.

Pitre de Lisle du Dreneuc, conservateur du musée
archéologique de Nantes.

SECRÉTAIRES.

MM. Charles de Calan.

Arthuis.

CONCOURS HIPPIQUE

PRÉSIDENT.

M. le comte de Carcaradec.

VICE-PRÉSIDENT.

M. le comte le Gualès de Mézaubran.

M. le Président donne communication au public des heures de séances de l'Association : séance dite de travail, le matin à 9 heures, où cependant tous ceux que n'effraiera pas l'aridité des travaux sérieux sont conviés d'assister, et séances publiques du soir, qui se tiendront à 8 heures. M. de Kerdrel espère retrouver dans cette charmante ville d'Ancenis, la même sympathie qui groupe autour de nous, partout où nous allons, de nombreux auditeurs.

Les deux sections d'agriculture et d'archéologie se sont ensuite réunies dans leurs bureaux respectifs pour arrêter l'ordre et le programme de leurs travaux.

PREMIÈRE SÉANCE

Lundi 3 septembre 1894, à 3 heures et demie de l'après-midi

Président : M. DE KERDREL.

Secrétaire : M. DE CALAN.

M. de Kerdrel donne lecture du programme du Congrès ainsi conçu :

PROGRAMME DES QUESTIONS PROPOSÉES

Pour le Congrès d'Ancenis

I. — Archéologie.

1. — Quels sont les vestiges archéologiques les plus anciens que l'on rencontre dans l'arrondissement d'Ancenis ? — Décrire les mégalithes qui y existent.

2. — Des diverses espèces de fortifications en terre observées en Bretagne. — De la grande ligne de défense indiquée par Ogée et se poursuivant jusqu'à Saint-Mars la Jaille. — De la motte féodale de Château-Frémont, etc.

3. — Quelles sont les traces de l'occupation romaine dans l'arrondissement d'Ancenis qui n'auraient pas été signalées ou suffisamment décrites (voies romaines, station de Pannecé, etc.) ?

4. — Nomenclature et classification chronologique raisonnée des édifices religieux du style roman existant dans le département de la Loire-Inférieure.

5. — Nomenclature et classification des monuments de l'archi-

itecture militaire du moyen-âge existant dans le département de la Loire-Inférieure. — Documents historiques qui s'y rapportent. — Etude spéciale (historique et archéologique) des châteaux d'Ancenis, d'Oudon, de Clisson, et des ruines de Château-Guy.

6. — Existe-t-il des peintures murales dans quelques églises de la Loire-Inférieure, particulièrement de l'arrondissement d'Ancenis ? Les signaler, les décrire.

7. — A quelles époques peut-on rapporter les diverses constructions que représente aujourd'hui l'église d'Ancenis ? A quelle date peuvent remonter les parties les plus anciennes ?

8. — La sculpture de la Renaissance en Bretagne. — Signaler et décrire les œuvres notables qui n'auraient pas encore été l'objet d'études suffisantes.

II. — Histoire.

9. — Présenter le calendrier des Saints de Bretagne, en indiquant autant que possible l'époque de chaque saint, le lieu principal de son culte, les autorités historiques, liturgiques, légendaires ou traditionnelles, sur lesquelles est appuyé chaque article (1).

10. — Le pays nantais au ix^e siècle, d'après les actes du cartulaire de Redon.

11. — Limites civiles et religieuses de l'Anjou et du pays nantais aux diverses époques. — Principaux fiefs formant la frontière de la Bretagne du côté de l'Anjou sur les deux bords de la Loire. — Grandes familles seigneuriales dans la même région !

12. — Indiquer les possessions des Templiers et des Hospitaliers dans l'arrondissement d'Ancenis (2).

13. — La guerre de Blois et de Montfort dans le comté nantais, d'après les documents nouvellement publiés (3).

14. — L'histoire de Pierrone de Bretagne et la fable de Perri-naïc, — la prétendue « *Jeanne d'Arc d'Armor*. »

(1) On peut joindre aux saints proprement dits les vénérables, les personnes d'une éminente piété, mais toujours en indiquant soigneusement les sources.

(2) Documents historiques sur la chapelle Saint-Georges, en Saint-Herblon, attribuée aux Templiers.

(3) Entre autres, d'après la *Chronographia regum Francorum*.

15. — Navigation de la Loire au moyen âge et jusqu'en 1789. Moyens de communication, aux mêmes époques, entre les deux rives de ce fleuve, de Mauves à Ingrande.

16. — Culture de la vigne et commerce du vin sur les deux rives de la Loire entre Angers et Nantes, depuis le moyen âge jusqu'en 1789. — Les courtiers-gourmets du port d'Ancenis.

17. — Documents historiques sur le commerce et l'agriculture dans le département de la Loire-Inférieure, particulièrement dans le pays d'Ancenis au moyen âge et jusqu'en 1789 ; sur les anciennes industries de la même région (mines de Montrelais, forges de la Provôtière, etc.)

18. — La Chalotais, d'après des publications nouvelles (1). — Est-il vrai, comme on l'a prétendu récemment, que c'est lui qui a persécuté le duc d'Aiguillon, — et non l'inverse ?

III. — Questions spéciales sur l'histoire d'Ancenis (2)

19. — Institutions diverses de la ville d'Ancenis : Cordeliers — Maladrerie — Collège — Fondations pieuses en divers siècles.

20. — Biographie ancenissienne. — Personnages distingués nés à Ancenis ou mêlés à son histoire. — Bienfaiteurs de la ville avant 1789.

IV. — Littératures et Usages populaires.

21. — Jeux et divertissements publics en Bretagne depuis le moyen âge jusqu'à nos jours. Signaler spécialement ceux ayant un caractère de périodicité régulière et se rattachant à des coutumes anciennes, religieuses ou profanes.

(1) *Correspondance Fontette*, de M. Carré ; *La Chalotais agriculteur*, de M. De Villers, etc.

(2) Cette histoire ayant été traitée dans un ouvrage excellent qui a eu plusieurs éditions (*Ancenis et ses barons*, par M. E. Maillard), nous n'aurions pas songé à y revenir d'une façon spéciale si des travailleurs locaux, très compétents, ne nous avaient demandé d'inscrire dans ce programme les indications portées ici sous les Nos 19 et 20.

22. — Usages, légendes, traditions, contes et chansons populaires de la Loire-Inférieure, en particulier dans l'arrondissement d'Ancenis.

23. — Assemblées populaires civiles ou religieuses ; anciennes foires et marchés dans la même région.

Après cette lecture, M. le Président inscrit sur chaque question le nom des personnes qui désirent prendre la parole et le jour où elles parleront.

L'ordre du jour général, d'ailleurs susceptible de modifications suivant les besoins du moment, est ainsi dressé : deux séances par jour, toutes les deux publiques. L'une à 9 heures du matin, l'autre à 8 heures du soir. Excursion archéologique le jeudi, et messe pour les membres défunts le vendredi matin.

La séance est levée à 5 heures.



DEUXIÈME SÉANCE

Mardi 4 septembre 1894, à 9 heures du matin

Président : M. DE KERDREL.

Secrétaire : M. DE CALAN.

M. de Palys lit un mémoire de M. de la Borderie en réponse à la question n° 8 du programme « La sculpture de la Renaissance en Bretagne. — Signaler et décrire les œuvres notables qui n'auraient pas encore été l'objet d'études suffisantes. » Ce mémoire a pour objet la description d'une cheminée monumentale aujourd'hui placée au musée de Vitré, exécutée en 1583 pour Lucas Le Royer, probablement par André Bonnecamp « maître tailleur d'images » de Vitré. Ce mémoire sera publié in-extenso à la fin du présent volume. — *M. l'abbé France*, curé-doyen de Lannion, a la parole sur la question n° 9 : « Présenter le calendrier des saints de Bretagne. » M. France rappelle l'existence du calendrier de M. Gaultier du Mottay dont il lit la partie consacrée au mois de septembre, mois pendant lequel se tient la réunion du congrès (1).

Ce calendrier lui semble répondre au vœu du programme.

M. de Kerdrel signale, comme moyen de découvrir des noms de saints, l'étude des mots bretons commençant par Plou, Lan, Loc, etc.

M. Maître cite d'étranges transformations de noms qui font qu'il n'existe qu'un seul saint là où on croirait en voir plusieurs ; ainsi S. Hermeland est le même que S. Herblon ou Herblan ; ainsi S. Barthélemy qui guérit de la rage est appelé

(1) Depuis la session d'Ancenis, l'Association Bretonne a eu à déplorer la mort de ce prêtre respectable, membre si assidu de nos Congrès auxquels il apportait toujours un concours effectif.

saint Rachoux. En réponse à ce qui vient d'être dit par M. l'abbé France sur l'hostilité des Bretons aux usages romains, et sur l'existence d'une basilique chrétienne du 1^{er} siècle, qui aurait été découverte récemment en Angleterre, *M. de Keranflech* cite les voies romaines qui sillonnent le pays de Galles, *M. Maître*, le cimetière gallo-romain d'York ; il ne croit pas à l'existence de basiliques du 1^{er} siècle, car le christianisme ne pouvait alors vivre au grand jour ; à Rieux, à Jublain, l'église chrétienne se superpose à une construction civile et non à un temple, le plus souvent à un tribunal qui était chauffé, ce qui l'a fait souvent prendre pour un établissement de bains.

M. de Kerdrel montre comme exemples de substitutions d'un culte chrétien à un culte païen, celui de saint Denis à Dionnisis, celui de saint Vénier à Vénus, à Langon.

M. l'abbé Ricordel pense que si le pape Corneille est devenu le patron des bœufs, c'est à cause de la ressemblance de son nom avec le mot *corne*.

M. Maître donne encore comme exemple de transformations singulières, saint Elbod dont le nom est devenu saint Dolay.

M. de Calan cite le nom de saint Mirel, saint très inconnu, et qui n'est probablement qu'un sobriquet, *mire*, le médecin, et les étranges transformations par suite desquelles les Irlandais en ajoutant le préfixe *Mo* et le suffixe *oc* ont transformé saint Lugaidh en saint Moluoc. — Il rappelle qu'au Congrès de Vannes, M. Le Gouvello considérait saint Dolay comme étant non pas le gallois saint Elbod, mais le saxon saint Ethchvold.

M. de Keranflech ne croit pas que les Bretons aient jamais pu vénérer des saints saxons.

M. de Calan pense que les saints qui ont introduit en Bretagne les usages romains sur la Pâque et la tonsure ont pu être honorés, quelle que fût leur nationalité ; il rappelle que M. de la Borderie attribue à ce sentiment l'introduction du culte de l'écoissais S. Servan en Bretagne.

M. Jouon des Longrais croit que saint Servan n'est autre que saint Servais (1).

(1) Voir toutefois, à l'appui de l'opinion contraire, le mémoire *Saint-Servan et Saint-Servais*, de M. de la Borderie, dans le *Bulletin archéologique de l'Association Bretonne*, t. XII, publié en 1894.

M. Maître ajoute que saint Servais est honoré en Bretagne, notamment à Escoublac.

M. de Palys lit ensuite un mémoire de M. Trévédý sur une femme poète bretonne du XVIII^e siècle, M^{lle} de Quérangal, mariée à M. de Nantois, qui vint habiter en 1769 le château de ce nom, en Pléneuf. Son séjour dans la propriété de ses parents à Moustoir-Ilan, près Pontivy, l'ayant mise en relations avec le sénéchal-poète de Corlay, Georgelin, qui en sa qualité de régisseur du comte du Boisgelin, résidait souvent au château de Lesturgant en Malguenac, elle fut une des premières admise dans la Société patriotique de Bretagne fondée par Georgelin, et à laquelle elle envoya quelques jolis vers que M. Trévédý a eu la bonne fortune de retrouver, et qu'il a enchâssés dans le texte de cette intéressante étude.

La séance est levée à 10 heures et demie.



TROISIÈME SÉANCE

Séance du mardi soir, 4 septembre 1894

Président : M. DE KERDREL.

Secrétaire : M. ARTHUYS.

M. le chanoine *Guillotin de Corson* répondant à la question 4 du Programme : « Nomenclature et classification chronologique des édifices religieux de style roman existant dans la Loire-Inférieure », lit une étude sur l'abbaye de Melleraye, dont il raconte l'histoire depuis sa fondation en 1143, par deux religieux cisterciens, jusqu'au moment de sa suppression sous la Révolution, et il retrace le tableau de la vie que menaient les moines et leur abbé.

Depuis 1817, de nouveaux religieux, les Trappistes, sont venus occuper l'abbaye fondée par les Cisterciens du moyen-âge ; ils lui ont donné une nouvelle vie, ont su continuer et développer l'œuvre de leurs devanciers (1) et donnent à toute la région l'exemple du travail et de la sainteté.

M. *Léon Maître* fait une communication sur les traces de l'occupation romaine dans l'arrondissement d'Ancenis (question n° 3 du programme). Après avoir montré à quel degré de certitude historique peut conduire l'étude de l'archéologie, il parle tout d'abord des voies romaines qui venaient converger à Ancenis et qui étaient au moins au nombre de trois. Il indique ensuite quelles traces de l'occupation romaine ont été relevées à Varades, à Anetz, et près d'Ancenis, à Saint-

(1) Ce travail où se rencontre aussi une intéressante description de l'église de l'abbaye qui remonte à l'époque romane, sera publié dans nos mémoires : on y retrouve toutes les qualités habituelles à l'éminent historien de nos pèlerinages bretons.

Géréon, et il termine en établissant que l'œuvre des Romains ne consista pas seulement dans une conquête superficielle, mais qu'elle a véritablement transformé et civilisé le pays que nous habitons aujourd'hui.

M. Charles de Calan parle aussi de l'époque romaine. Il soutient la même thèse que M. Léon Maître au sujet de la civilisation apportée par les vainqueurs, et il indique comment cette influence profonde des Romains sur les mœurs et sur les transformations de la propriété dans la Gaule peut être encore aujourd'hui constatée par l'étude attentive des noms, des localités et des propriétés particulières.

Les Romains, dit M. de Calan, n'ont pas seulement couvert le sol du département actuel de la Loire-Inférieure de leurs monuments : c'est encore à eux qu'il faut faire remonter l'organisation de la propriété individuelle en ce pays et elle n'y a subi que fort peu de modifications depuis eux. Les noms de lieux et notamment les noms de communes, comme je l'ai établi dans la revue *la Science sociale* (mai 1894), permettent de se faire une idée exacte de la part d'influence qu'ont eue les diverses conquêtes gauloise, romaine, franque, etc., dans l'organisation de la société française. Or, si l'on trouve beaucoup de noms qui rappellent simplement l'intervention de l'élément religieux dans cette œuvre, comme les noms Saint... ou la Chapelle (8 à Paimbœuf, 20 à Nantes, 5 à Ancenis, 6 à Châteaubriant, 11 à Saint-Nazaire), quelques noms qui rappellent des centres politiques, comme Nantes, ou qui portent de simples noms communs, Anetz (Asinaricæ), les Moutiers, Montrelais (terre laissée à un moutier), la Plaine, le Temple, le Port (S. Père) ou le Pont (S. Martin), il y a aussi beaucoup de noms formés avec le nom d'un propriétaire primitif et une désinence ou un préfixe. Ceux de l'époque gauloise sont rares, Bonœuvre (Bonobriga), Casson (Cassonnagus), et peut-être quelques autres encore en *on*, comme Oudon, Moisdon, Bouvron. Couëron, Arthon, etc. ; ceux de l'époque féodale se réduisent à Châteaubriant, Châteauthibaud, Bouguenais, Montbert, Montluc, etc. Rares aussi ceux de l'époque moderne, la Meilleraye, la Roussière, la Limouzinière, la Chevrolière, etc. Au contraire ceux qui se rapportent à l'époque romaine sont abondants (5 au moins à Nantes, Thouaré, Sené, Remouillé,

Gétigné, Léré); 3 à Paimbœuf, 8 à Ancenis, 11 à Châteaubriant, 14 à S. Nazaire). Et encore il faut probablement ajouter à cette liste, qui ne comprend que les dérivés en *ains*; plusieurs dérivés en *oialus* (Mouzeil) ou en *avus* (Vertou) et même certains mots en *on*. Les noms d'importation bretonne comme Guérande, Guémené, Guenrouet sont eux aussi très rares. Quand la forme primitive et la signification du nom des communes aura été établie, on aura là sur les bases que j'indique un précieux élément de statistique historique. On voit par exemple la nomenclature de l'arrondissement d'Ancenis se décomposer ainsi : 5 noms religieux, 1 ou 2 noms gaulois, 9 ou 10 noms romains, 5 noms communs, 1 nom moderne et 3 ou 4 noms douteux, qui probablement remontent à une époque fort ancienne. Le romain prédomine donc sur tout le reste.

L'assemblée écoute avec le plus grand intérêt ces deux savantes communications où l'élégance de la forme répond à l'érudition du fonds, et se sépare à 10 h. 1/2.



QUATRIÈME SÉANCE

Séance du mercredi 5 septembre 1894, 9 heures du matin

Président : M. DE KERDREL.

Secrétaire : M. DE CALAN.

M. de Palys achève sa lecture du mémoire de M. Trévédy sur M^{me} de Nantois, qui fut mêlée au mouvement littéraire en Bretagne à la fin du XVIII^e siècle et contribua à la fondation de la Société littéraire et patriotique de Bretagne.

M. Kerviler complète ces renseignements en communiquant la curieuse lettre écrite par Georgelin à l'avocat lorientais Lozac'h, pour lui annoncer qu'il vient d'être nommé membre correspondant de cette même Société patriotique dont les séances se tenaient au château de Keralier, dans la presqu'île de Saint-Gildas, et donne des détails sur l'organisation de cette Académie provinciale qui avait des correspondants dans toutes les principales villes de Bretagne.

M. Maître rend compte au Congrès des résultats de l'excursion du P. de la Croix aux anciens monuments de Nantes (question 4 du programme). Il considère que la crypte de la cathédrale se compose de deux parties, une partie centrale et un déambulatoire : si celui-ci était contemporain du reste, on ne comprendrait pas la raison d'être des fenêtres en forme de meurtrières qui se trouvent dans la partie centrale. La poutre qui se trouve au bas des piliers lui fait penser que les deux parties sont du XII^e siècle.

M. Maître parle ensuite des fouilles qui se continuent à Nantes, au cimetière de Saint-Similien.

Ce cimetière se trouve sur le versant d'une colline exposé au sud-est ; comme au centre mérovingien de Vertou. Les

coffres en pierre, servant de cercueils en granit, en pierre de Charmigny (près Poitiers), en ardoise, en calcaire coquillier de Doué et de Haute-Goulaine, ont été comme à Saint-Donatien, apportés avec précipitation et se trouvent au milieu des constructions. Les décorations sont très rares et le mobilier funéraire fait défaut, à la différence des cimetières mérovingiens du Poitou. Contrairement à l'opinion du P. de la Croix, M. Maître ne croit pas qu'il y ait eu mélange entre les sépultures païennes et chrétiennes. L'absence de décoration prouverait simplement la pauvreté de ceux qu'on y inhumait (1).

M. Maître communique ensuite et explique un testament d'André de Varades (1196), déjà publié par dom Morice. Il y signale la mention de l'*ecclesia* de Château-Fromond, dans laquelle il voit une paroisse disparue, Montrelais alors écrit *Mosterleis*, ce qui signifierait legs fait à un moutier, comme le Marilais, legs fait à Marie. Nous publions avec le texte de ce document, les annotations de notre savant archiviste.

M. de Kerdrel rappelle que les mots : les Longrais, le Gué, la Barre, indiquent l'existence d'une voie romaine : la Barre serait la voie même et non une barrière qui l'aurait fermée de distance en distance. Les noms d'hommes accolés au mot Barre seraient ceux des personnes qui auraient fait réparer la chaussée, ajoute M. Maître.

M. de Pioger, répondant à une question de M. de Calan, définit la Grée, un endroit pierreux, élevé et à pic.

La parole est ensuite donnée à M. de Keranflech, pour lire un mémoire sur une statue de S. Yves, *écolier* (2), découverte dans la chapelle de Locmaria, en Plouguernével. M. de Keranflech raconte la pieuse vie d'écolier du saint breton qui pourrait en faire le patron de la jeunesse et qui, de même que l'admirable coutumier rédigé au xiv^e siècle, nous donne une si haute idée de l'esprit chrétien qui animait alors la Société bretonne ; il fait voir à l'assemblée une photographie de cette

(1) Ce mémoire détaillé sur des fouilles suivies avec tant d'intérêt par tous les savants de notre pays, prendra place dans ceux que nous publions en entier à la fin du présent volume.

(2) Ce mémoire est publié à la fin du volume.

vieille statue qui montre S. Yves à une époque de sa vie où on le représente peu souvent d'ordinaire, ce qui la rend d'autant plus curieuse. Il exhibe aussi le modèle d'une statue en plâtre qu'il a fait faire pour populariser le type de S. Yves étudiant et rappeler le souvenir de l'ancienne image.

L'assemblée a examiné avec le plus grand intérêt la photographie de ce vieux et rare monument de la sculpture bretonne, et a vivement apprécié les développements que notre savant collègue a ajoutés à sa curieuse exhibition.

La séance est levée à 11 heures.



CINQUIÈME SÉANCE

Séance du mercredi soir, 5 septembre 1894

Président : M. DE KERDREL.

[Secrétaire : M. ARTHUYS.

M. Jouon des Longrais parle du duc de Mercœur et de ses séjours à Ancenis (question 13 du programme). Le savant historien donne les plus curieux détails sur cette époque si mouvementée de l'histoire de Bretagne. Il y ajoute un tableau vivant de la Cour de la duchesse à Nantes, et raconte les conférences de pacification tenues à Ancenis. Ce travail si important, est écouté avec la plus vive sympathie par l'assemblée très nombreuse qui remplit la salle. Il prendra place dans nos mémoires.

Pour répondre à la question 15 du programme « Navigation de la Loire au moyen-âge et jusqu'en 1789 », *M. Léon Maître* lit un travail sur les « Isles de la Loire ». Autrefois la navigation de la Loire était très importante, et les ducs de Bretagne s'occupèrent toujours avec grand soin de l'assurer. De nombreux établissements hospitaliers, placés sur les deux rives, furent créés dans l'intérêt des voyageurs ; des fondations religieuses s'établirent dans le même but, et les îles reçurent aussi des hospices et des abris du même genre. Parfois des difficultés s'élevèrent au sujet des droits de péage que percevaient les seigneurs riverains, et les ducs de Bretagne furent obligés d'intervenir. Ils maintinrent d'ailleurs toujours leurs droits de suzeraineté, et c'est eux qui disposaient, souvent en faveur de communautés religieuses, des nouvelles îles qui se formaient dans le lit de la Loire. »

Les communications de *M. Léon Maître*, pleines de re-

cherches historiques inédites, et présentées avec une grande élégance et une parfaite clarté d'exposition, sont accueillies avec une attention soutenue et unanime (1).

La séance est levée à 10 heures et demie.

(1) Ce mémoire est imprimé à la fin du volume.



SIXIÈME SÉANCE

Séance du vendredi matin, 7 septembre 1894

Président : M. DE Kerdrel.

Secrétaire : M. ARTHUYS.

M. de Calan lit un travail considérable sur l'époque préhistorique en Bretagne. Les légendes irlandaises ou les vérités historiques peuvent se mêler aux fables, lui fournissent des conclusions nouvelles sur la manière dont s'est peuplée la Gaule (1).

M. René Kerviler fait une très curieuse communication sur certaines pierres qui se remarquent dans le cimetière de Lanrivoaré et qui ont donné naissance à la légende dite des 7777 saints. Les remarques intéressantes que l'on peut faire sur ce nombre, au point de vue de l'arithmétique et de la géométrie, ne peuvent être résumées, et nous insérons ici une note du savant conférencier qui donnera toutes les garanties d'exactitude que l'on peut exiger.

M. Kerviler remarque au sujet de la légende du cimetière des 7777 saints de Lanrivoaré, près Ploudalmézeau, que ce cimetière de quelques mètres carrés pavés en granit, dans lequel on n'a le droit d'entrer qu'en se déchaussant, est orné d'une croix au pied de laquelle on conserve sept boules de pierre qui seraient sept pains d'un boulanger changés en pierre par Saint-Hervé, parce que ce boulanger lui aurait refusé l'aumône. On ne sait rien sur ces 7777 saints, sinon qu'ils seraient débarqués à Kersaint et auraient été massacrés par des païens.

Ce chiffre est déjà extraordinaire par lui-même, mais où le problème se corse, c'est quand on traduit exactement la légende du breton. Elle ne dit pas 7777, mais 7 mille 7 cent

(1) Cette étude fait partie des mémoires publiés in extenso dans le présent volume.

7 vingt et 7 : ce qui fait 7847 et si on ajoute les 7 pierres, on obtient le chiffre 7854.

C'est sur ce chiffre 7854, que M. Kerviler veut attirer l'attention de l'assistance, car il est véritablement unique et inouï dans toute la série des nombres, et il résume à lui seul la quintessence de l'arithmétique et de la géométrie.

Un mathématicien de Saint-Etienne-en-Forez, M. Chapelle, ayant fait remarquer à M. Kerviler que le nombre 7854 représente exactement la *surface d'un cercle de 100 unités de diamètre*, et peut se décomposer en plusieurs manières, de façon assez inattendue, notre confrère a poussé plus loin ses recherches et a trouvé là une foule de résultats au premier abord invraisemblables. Non seulement $7854 = \frac{3,1416 \times 10000}{4}$,

c'est-à-dire donne la surface du cercle de 100 unités, avec la valeur exacte du nombre π , mais il se compose de la somme $7777 + 77$ qu'on écrit avec six 7, nombre fatidique qu'on retrouve dans l'*apocalypse*; et il est égal à 2499 fois $\frac{22}{7}$, fraction qui est la valeur approximative de π trouvée par Archimède; de plus son premier nombre 7777 est égal à $77 \times (1100 + 11)$: ces deux fois 11 fois donnent la représentation de 22 sur 7.

Si on décompose 7854 en nombres pyramidaux triangulaires, on a $7854 = 7770 + 84$; c'est-à-dire 35 en pyramide triangulaire et 7 en pyramide triangulaire. Or, $35 = 7 + 28 = 7 + 7$ au triangle. On a donc en somme: (7 + 7 au triangle) en pyramide triangulaire + 7 en pyramide triangulaire.

Si on décompose 7854 en nombres pyramidaux carrés, on a $7854 = 7714 + 140$, c'est-à-dire 28 en pyramide carrée + 7 en pyramide carrée; ou en somme: 7 au triangle en pyramide carrée + 7 en pyramide carrée.

Si on décompose 7854 en pyramides rectangulaires, on a plusieurs autres résultats aussi stupéfiants; dans l'une des solutions, en additionnant les nombres des côtés des rectangles, on obtient le nombre 406, c'est-à-dire 28 au triangle, ou 7 au triangle élevé une seconde fois en triangle: — dans une autre solution, la somme donne 420 qui égale $28 + 49 + 343$, c'est-à-dire 7 au triangle, + 7 au carré, + 7 au cube; — deux autres décompositions analogues donnent le

chiffre 314 qui est exactement la *circonférence de 100 unités de diamètre*.

On pourrait multiplier encore les décompositions et les résultats inattendus, mais ceci suffit pour montrer que ce nombre 7854, qui ne ressemble à aucun autre, est une sorte de réservoir contenant tous les résultats de la théorie du cercle en géométrie, et tous ceux de l'arithmétique la plus raffinée pivotant autour de l'apothéose du nombre 7, lequel est celui des jours de la semaine et des planètes connues des anciens.

Il est impossible de voir là un simple effet du hasard. Il faut donc en conclure que la légende des 7777 saints de Lan-rivoaré a succédé, à l'époque de l'introduction du christianisme à une légende plus ancienne, et que ce nombre 7854 était probablement un reste de la cryptographie de l'enseignement scientifique des Druides. Il serait intéressant de voir si les dimensions de quelques monuments mégalithiques, comme ceux de Carnac, ne donneraient pas lieu à quelques rapprochements analogues, car M. Kerviler a déjà quelques raisons de croire qu'il en est ainsi : mais il a voulu dès maintenant signaler ce fait extraordinaire, car s'il n'est pas isolé, on arriverait à des conclusions fort intéressantes.

M. de Keranflech demande si on ne pourrait pas trouver l'explication de la légende dans la vie de saint Hervé :

On peut croire que ce chiffre 7 et ses multiples propriétés faisaient partie de l'enseignement spécial de ce saint, barde inspiré en même temps qu'éducateur populaire.

M. de Calan fait remarquer le rôle considérable que joue le nombre 7 en Ecosse. — On trouve les 7 fils de Britannos, les 7 provinces, les 7 pairs. Peut-être par l'étude des anciennes migrations, pourrait-on rattacher les Druides aux confréries religieuses de Chaldée, et voir en eux des mathématiciens aussi bien que des prêtres.

M. de Kerdrel, en remerciant M. Kerviler de sa curieuse communication, rappelle à la sympathie de l'assemblée les découvertes archéologiques de l'éminent ingénieur qui s'est révélé dans les travaux de creusement du bassin de Penhouët, et qui continue depuis cette époque à enrichir notre histoire nationale, sans se reposer un instant,

La séance est levée à 10 h. 1/2.

SEPTIÈME SÉANCE

Séance de vendredi 7 septembre 1894, à 8 heures du soir

Président : M. DE KERDREL.
Secrétaire : M. DE CALAN.

M. de Palys lit un travail de *M. de la Borderie* sur la question n° 13 du programme : « La Guerre de Blois et de Montfort dans le comté nantais, d'après les documents nouvellement publiés » (1). — Entre autres faits intéressants, l'éminent historien raconte le sac d'Ancenis par une troupe du parti de Montfort, fait complètement inconnu avant la publication d'un manuscrit de la Bibliothèque Nationale intitulé la « *Chronographia Regum Francorum*, » et donne de curieux détails sur le siège de Châteaueaux et les combats livrés autour de *Lymo* (aujourd'hui L'Humeau). L'audition de cette étude redouble encore les regrets de l'assemblée, de ne pas voir au Congrès celui dont les savantes communications ajoutaient tant d'intérêt à nos séances.

La parole est ensuite donnée à *M. Perron* sur la question n° 17 « Documents historiques sur l'agriculture dans le département de la Loire-Inférieure, particulièrement dans le pays d'Ancenis jusqu'en 1789.

M. Perron qui, pendant toute la durée du Congrès, s'est multiplié pour être utile et agréable à tous, prend la parole pour parler de faits intéressant le pays qu'il aime et qu'il connaît si bien. Il nous donne l'historique de l'introduction du Chou, dit de Montaigu, et du Chou moëllier de Châteaubriand, dans l'arrondissement d'Ancenis. C'est en 1782 que

(1) Ce travail important sera imprimé in extenso dans nos mémoires.

M. Potel, curé de Montaigu, et M. de Robineau, de Bougon, popularisèrent cette utile culture, de même que M. le comte de la Ferronnays, ancêtre du député actuel du pays, cultiva le premier la pomme de terre dans les jardins du château de St-Mars-la-Jaille, et en donnait généreusement aux habitants. Ces détails rétrospectifs sont écoutés par l'assemblée avec le plus sympathique intérêt.

Sous le titre de : « Les Miettes du passé », M. Perron communique ensuite diverses notes recueillies par lui sur l'histoire d'Ancenis et des lieux environnants, les passages de gens de guerre, le prix des denrées à diverses époques, le séjour de M. de la Chalotais, à Candé, en 1774, pendant lequel M. de Caradeuc, son fils, alla visiter la ville, tandis que le père était gardé à l'auberge par deux cavaliers de la maréchaussée, etc. Tous ces curieux détails sur le temps passé et le soin filial avec lequel M. Perron s'occupe de retrouver et de conserver les souvenirs historiques de la région, sont vivement appréciés de tous les auditeurs (1).

La séance est levée à 10 h. 1/2 du soir.

(1) Nous publions in extenso ces détails intéressants pour l'histoire du pays où se tient le Congrès.



HUITIÈME SÉANCE

Séance du samedi 8 septembre 1894, 9 heures du matin

Président : M. DE KERDREL.

Secrétaire : M. ARTHUYS.

M. le chanoine Guillotin de Corson a la parole pour continuer, en parlant des grandes seigneuries du voisinage : Châteaufromont et Oudon, les savantes études qu'il a commencées sur les seigneuries de la Haute-Bretagne (question 11 du programme : Principaux fiefs, etc.)

MARQUISAT DE CHATEAUFROMONT

Ce marquisat se composait de la très ancienne châtellenie de Châteaufromont et de la seigneurie de Vair érigée en comté et annexée à ladite châtellenie ; le tout s'étendait dans les trois paroisses de la Rouxière, Saint-Herblon et Anetz, avec droit de haute justice.

Le domaine proche en 1742 se composait de ce qui suit : « l'emplacement, murailles, douves et ruines de l'ancien château de Châteaufromont, avec la métairie dudit lieu, la chapelle dédiée à Saint-Jacques (l'*Aveu de 1679* ajoute : et son cimetière) jardins, prés, bois, etc., le tout contenant 150 journaux, — l'ancien étang de Châteaufromont et son moulin à foulon ruiné — les métairies de la Chevalerie et de Peltré — les moulins à vent de Peltré, Beauvais et Moulins-Bezian. — Les métairies de Rondbuisson, des Pâtineaux, et la grande et petite Trimollerie, formant la terre de Vair. — Les prisons du marquisat au village de la Femetière, dont les habitants

devaient garder les prévenus. Le marquis de Châteaufromont levait les dîmes grandes et menues dans les paroisses de Saint-Herblon et de la Rouxière ; comme prééminencier il était seigneur fondateur et supérieur en l'église paroissiale de Saint-Pierre de la Rouxière et jouissait seulement de quelques prééminences en l'église paroissiale de Saint-Herblon.

Le même marquis jouissait de deux foires en la Rouxière, l'une le 1^{er} mai sur le pâtis de la chapelle Saint-Jacques de Châteaufromont — chapelle désignée au xii^e siècle par cette expression *Ecclesia Castrifromonti* — l'autre le 10 août, fête de Saint-Laurent, au bourg de la Rouxière.

Au seigneur de Châteaufromont appartenaient aussi de nombreuses rentes par deniers, avoines, chapons, oies et poulets, levées dans les paroisses de la Rouxière, Saint-Herblon et Anetz ; plus un certain nombre de pêcheries dans les boires de la rivière de Loire, dans les fiefs de Vair ; et enfin des droits de coutumes dues sur toutes les marchandises passant sur le territoire du marquisat.

Parmi les droits féodaux de Châteaufromont signalons encore le droit de tison de Noël et celui de quintaine.

La veille de Noël, certain vassal devait fournir des bœufs pour « apporter et mettre le tison de Noël dans une cheminée du château de Vair ». De son côté le seigneur devait offrir au charretier « deux deniers de pain et une fois du vin. »

Quant à la quintaine, « les nouveaux mariés de la Rouxière et Saint-Herblon couchent dans la chastellenie de Châteaufromont, hors des fiefs nobles », devaient « au jour assigné par le seigneur, une fois seulement en l'un des deux ans subséquant leur mariage, comparoir leurs lances en main, bonnes et compétentes, pour courir trois courses chacun sur un cheval, que ledit seigneur doit fournir, et ayant un roquet pour mettre au bout desdites lances. » Les coureurs se réunissaient « dans le pastis devant la chapelle Monsieur Saint-Jacques proche Chasteaufromont » où se trouvait planté le poteau armorié de la seigneurie ; celui d'entre eux qui « à ses trois courses ne rompaît pas sa lance ou qui défailloit à l'évocation « devait fournir, à cause de sa maladresse ou de sa négligence « douze grands boisseaux d'avoine grosse mesure de la chastellenie ».

CHATELLENIE D'OUDON

Oudon, châtellenie d'ancienneté, appartenait en 1550 à René du Bellay, seigneur de la Turmelière en Livé, qui l'avait acquis depuis environ seize ans des héritiers du défunt sire de Molac.

La châtellenie d'Oudon s'étendait dans les trois paroisses d'Oudon, Couffé et Le Cellier.

Comme domaines proches le seigneur d'Oudon possédait : « le chateau, tour et forteresse d'Oudon, le vieil chateau de Vieillecour à ses clostures, lequel est ruiné de y a longtemps — les vignes et jardins, pressoirs et celliers pour recueillir les dixmes de vins — les vieilles maisons de la Lavanderie et autres maisons à loger les foins — les métairies du Plessix et de la Bienboire, de la Pégerie et du Boisveguier, les moulins de Beauvais, du Cellier et des Rochettes — la forêt du Cellier contenant 1650 journaux — les bois de Vieillecour, de la Sauvagère et des Roches — les étangs de la Pégerie et de Teillay — les prairies de la Vallée entre Oudon et Saint-Méen et les prés et marais de Vieillecour — la garenne d'Oudon où se prend gibier, connils et liepvres. » Le seigneur d'Oudon partageait avec le recteur de la paroisse de ce nom et le prieur de Saint-Aubin, les dîmes de vin et de blé d'Oudon, et avec le recteur de Couffé la dîme de cette dernière paroisse.

Appartenaient encore au seigneur d'Oudon les droits de « coustumes, cohuage et estalage » des foires et marchés tenus en Oudon et Couffé — le péage d'Oudon levé par toutes les marchandises montant et baissant par la rivière de Loire — le droit de bois sur les « marchandises des vaisseaux brisés et aventurés en Loire » le peschage du hâvre d'Oudon depuis le pont dudit lieu jusqu'au pont de Couffé, avec confiscation des bateaux y entrant sans le « congé du seigneur » — le droit de guet sur chaque homme marié habitant en Oudon, Couffé et le Cellier.

Les « bourgeois de la ville d'Oudon » étaient tenus de fanner et loger dans la grande seigneuriale les foins des prairies de

la Vallée et de garder les prisonniers arrêtés sur le territoire de leur paroisse ; les « bourgeois du bourg de Couffé » devaient les mêmes devoirs quant aux foins et aux prisonniers de leur localité.

Le premier « peschant en Loire allose, lamproie ou saumon » devait l'apporter au seigneur d'Oudon sous peine de 60^e d'amende ; mais ce seigneur était tenu de lui payer « 2^e 6 d par lamproie ou allose et 5^e par saumon ». — Tous les vassaux d'Oudon et de Couffé « ayant bergerie de moutons » devaient à leur seigneur « un mouton par an et par bergerie pour la provision de la maison. »

Tous les hommes de basse condition nouvellement mariés en Oudon et Couffé couraient la quintaine au jour désigné « au plaisir du seigneur ; » ils devaient « fêrir à cheval contre un escu de boays ô une lance », montés sur un cheval fourni par le seigneur qui, moyennant 2 d, garnissait leur lance d'un roquet de fer, et une vis d'éperons que leur offrait le sergent féodé de la châtellenie ; les coureurs maladroits ou défaillant étaient tenus de donner 9 boisseaux d'avoine à la seigneurie.

Le jour Saint-Pierre et Saint-Paul, avait lieu la foire de Couffé ; ce jour-là tous les merciers devaient, avant d'étaler leur marchandise, se rendre devant la grande porte de l'église paroissiale de Couffé et « là tous ensemble dire, chanter et danser à haulte voix une chanson nouvelle qui jamais n'ait esté dite à la sçavance des assistants » et cela sous peine de 60^e 1^{er} d'amende.

Enfin, certains vassaux d'Oudon devaient à leurs seigneurs, l'un des billes à jouer, l'autre « un gant d'oiseau avec ses sonnettes. » Parmi les mouvances nobles relevant de la châtellenie on comptait les seigneuries de Clermont et d'Ombled.

M. de Palys lit une étude de M. de la Borderie sur La Chatais et le duc d'Aiguillon. Récemment M. Carré a publié une volumineuse correspondance inédite relative aux rapports entre ces deux personnages. Il a cru pouvoir s'appuyer sur ces lettres pour présenter sous un jour tout nouveau l'histoire de leur retentissante rivalité. M. de la Borderie n'admet pas que des lettres émanées uniquement d'agents du duc d'Aiguillon

puissent avoir assez d'autorité pour modifier le jugement des historiens qui ont étudié les faits dans leur ensemble, et il maintient que La Chalotais fut la victime du duc d'Aiguillon et non son persécuteur, comme voudrait l'établir M. Carré.— Cette communication est écoutée avec l'intérêt qui s'attache, dans tous nos congrès, à toutes les œuvres de M. de la Borderie, dont on ne peut trop déplorer l'absence.

M. de Calan demande à présenter quelques observations sur le travail de M. de la Borderie. Il est pleinement d'accord avec lui sur les deux points fondamentaux.

1° La noblesse bretonne défendait contre le duc d'Aiguillon l'intérêt des contribuables et non ses privilèges.

2° La Chalotais a été persécuté injustement, c'est-à-dire puni pour un crime qui ne peut être prouvé.

Mais 1° ni M. de la Chalotais ni ses amis ne lui semblent mériter l'apothéose *personnelle* que M. de la Borderie veut leur décerner en raison de leurs qualités propres. M. Carré lui semble en effet avoir démontré :

2° Que la Chalotais a été en Bretagne l'agent d'une intrigue de cour dirigée par Choiseul contre d'Aiguillon, et nullement le défenseur des libertés bretonnes, puisque c'est à d'Aiguillon seul, et non au contrôleur général l'Averdy, auteur cependant des mesures fiscales contre lesquelles s'éleva la noblesse bretonne, que la Chalotais s'est attaqué.

3° M. de la Chalotais et ses amis n'ont pas hésité à calomnier sciemment leurs adversaires ; l'affaire du poison, les attaques contre les *Iffs*, dont l'intégrité et l'honnêteté sont incontestables, sont des preuves de leur peu de scrupule dans le choix des moyens de défense employés par eux.

4° De plus, M. de Calan affirme qu'il a existé un parti chalotiste, uniquement occupé des intérêts privés des magistrats et nullement de ceux des contribuables et de la Bretagne, comme il l'a prouvé en accordant au duc de Duras les mêmes mines subsides qu'il avait trouvés écrasants lorsqu'ils étaient demandés par le duc d'Aiguillon.

M. de Kerdrel prend la parole pour soumettre à la réunion une question relative à l'organisation et au fonctionnement de l'Association Bretonne. Il y a quatre ans qu'ont eu lieu les dernières élections pour le renouvellement du bureau chargé

de la direction, et il serait régulier de procéder cette année à de nouvelles élections. Mais, par suite de circonstances particulières, il n'y a pas eu de Congrès l'année dernière. Le règlement pourrait s'interpréter dans ce sens que le bureau doit organiser quatre Congrès, et par conséquent aussi celui de l'année prochaine. Les élections seraient donc reportées à 1895. Cette interprétation est unanimement admise par les membres présents à la réunion, et il est décidé que les élections se feront au Congrès de 1895.

M. Le Meignen entretient l'assemblée des peintures murales de l'église Saint-Sulpice-des-Landes, et fait passer sous les yeux des membres de la réunion des photographies faites par *M. de la Ferronnays*.

L'église de Saint-Sulpice-des-Landes est un édifice du xv^e siècle, qui ne sert plus au culte. En 1884, *M. de la Ferronnays* découvrit, sous le badigeon intérieur, des traces de peintures murales. Le Conseil général de la Loire-Inférieure vota les sommes nécessaires pour la conservation du monument, et *M. Legendre*, très vaillant et très habile archéologue, après un travail difficile où il a fait preuve d'un véritable talent, put remettre au jour une grande partie des peintures. L'église était autrefois entièrement décorée depuis la base des murailles jusqu'aux voûtes.

M. Le Meignen lit ensuite une description de ces peintures faite par *M. Marionneau*, correspondant de l'Institut, dans une lettre adressée à *M. Legendre*.

M. de la Ferronnays, après avoir indiqué les déplacements successifs du lieu du culte dans la paroisse de Saint-Sulpice-des-Landes, raconte comment il fit, au mois de décembre 1884, la découverte dont vient de parler *M. Le Meignen*, et étudie le caractère des peintures remises en lumière. Leur examen révèle qu'elles ne sont pas l'œuvre d'un seul artiste : car elles présentent des différences notables dans l'exécution. Elles sont probablement dues à deux ou plusieurs peintres de la fin du xv^e siècle, et elles montrent chez certains d'entre eux un véritable talent.

A la suite de ces communications, l'Association émet le vœu que le Conseil général de la Loire-Inférieure vote les fonds nécessaires pour que ces peintures, si intéressantes,

soient conservées, et que le travail si intelligent de M. Legendre soit mis à l'abri de toute nouvelle cause de détérioration.

M. de Keranflech appelle l'attention des membres du Congrès sur une destruction imminente qui serait fort regrettable. L'église de Louannec, dans laquelle Saint-Yves exerçait son ministère au moment de sa mort, doit être prochainement démolie. C'est un monument roman du ^{xii}^e siècle ; sa démolition pourrait être qualifiée de véritable sacrilège, et à raison de son antiquité, et à cause des souvenirs qui s'y rattachent ; l'Association Bretonne ferait œuvre utile en préservant de la destruction l'église dans laquelle pria le grand saint breton.

M. de Palys rappelle qu'une démarche a été faite il y a quelques années auprès de Monseigneur l'Evêque de Saint-Brieuc pour la conservation de cette église, menacée alors comme aujourd'hui.

L'Association, adoptant le vœu de M. de Keranflech, décide qu'elle demandera à Monseigneur l'Evêque de Saint-Brieuc de bien vouloir intervenir pour empêcher la démolition de l'église de Louannec, et à cette occasion sera rappelée la démarche faite autrefois, avec succès, auprès de Mgr Bouché.

La séance est levée à onze heures.



NEUVIÈME SÉANCE

Samedi 8 septembre 1894, 8 heures du soir.

La séance de clôture du Congrès s'ouvre à 8 heures, dans la salle des fêtes de la mairie, sous la présidence de *M. de Kerdrel*, assisté de *M. le comte de Landemont*, maire d'Ancenis, *M. Allard*, sous-préfet d'Ancenis, *M. de la Ferronnays*, député d'Ancenis, *M. l'abbé Le Gentilhomme*, vicaire, représentant *M. le curé d'Ancenis*, *M. le chanoine Bodet*, supérieur de l'Institution Saint-Joseph d'Ancenis, etc.

M. le vicomte de Champagny donne lecture du rapport général sur l'Exposition.

M. de Palys lit les rapports sur les excursions faites pendant le Congrès (1).

Le cher frère Martial donne communication de son rapport sur le concours agricole de l'Association.

M. de Kerdrel remercie le frère Martial de son rapport, et il rappelle les services rendus par les Frères de Ploërmel à l'enseignement agricole en Bretagne. En témoignage de reconnaissance et de sympathie, l'Association Bretonne est heureuse d'offrir au très cher Frère Martial un exemplaire du *Traité d'Agriculture* de Gossin.

M. de Lorgeril, après avoir, lui aussi, rendu hommage à l'œuvre accomplie par les Frères de Ploërmel, fait connaître les résultats du concours d'enseignement agricole, organisé par l'Association Bretonne, concours auquel ont pris part des écoles publiques et des écoles libres. Une médaille de bronze et un diplôme sont remis à *M. Bachelier*, instituteur libre à Ancenis.

(1) Ces rapports, dus à *MM. Dortel*, de Calan et *Arthuys*, prendront place dans les mémoires publiés au présent volume.

L'ordre du jour appelle l'examen de la quatorzième question : *L'Histoire de Pierrons de Bretagne et la fable de Perrinaïc, — la prétendue Jeanne d'Arc d'Armor.*

M. de Kerdrel prend la parole à peu près en ces termes :

M. de la Borderie, après M. Trévédv, a publié sur cette question, dans le *Correspondant*, un article qui en peut être considéré comme le dernier mot, et pourtant il a jugé utile de l'inscrire dans le programme du Congrès ; c'est que, par une modestie qui est souvent le propre des esprits supérieurs, il a estimé qu'en s'associant à ses conclusions, le Congrès en augmenterait encore l'autorité.

Entrant dans ce que je crois être la pensée de M. de la Borderie, je viens, en peu de mots, résumer ce qu'il a écrit avec son incomparable compétence et la sagacité qui ne lui font jamais défaut.

Rien de plus beau que l'enthousiasme, pourvu qu'il soit bien placé ; rien de plus admirable que le patriotisme, mais à condition qu'il ne s'égare pas dans ses manifestations et qu'il ne s'applique pas à des faits ou à des personnalités qui ne méritent à aucun degré de l'enflammer. Cette réflexion m'est venue à l'esprit, à propos de la propagande faite, depuis tantôt deux ans, en faveur d'une prétendue compagne et rivale de Jeanne d'Arc, et du projet de lui élever sur le Menez-Bré, point culminant des Côtes-du-Nord, une statue de 20 mètres de haut.

Voici, en dehors des exagérations et des inventions de toute sorte, dont cette héroïne de fantaisie a été l'objet, la vérité pure et simple sur son compte. Elle s'appelait Pierronne et non Perrinaïc, car tout est faux, même son nom, dans la légende qu'on lui a fabriquée.

Elle était bretonne et même de Basse-Bretagne, comme bien d'autres habitants de Paris. Elle ne fut pas la compagne de Jeanne d'Arc, et ne prit aucune part à ses exploits. Elle la vit une fois, il est vrai, à Jargeau, et ne cacha pas sa sympathie pour elle et pour son œuvre. Rien de plus louable assurément, mais elle a été brûlée, dit-on, martyre d'une noble cause ; ce n'est pas assez de la louer, il faut la glorifier. Oui, elle a été brûlée, non pour ses sentiments à l'égard de la pucelle, mais comme coupable de prétendues visions blasphé-

matoires, celle, en particulier, de Dieu lui-même qui, dans un costume dont elle donnait l'étrange description, entretenait avec elle des relations familières.

Il est permis, même en faisant la part des mœurs du moyen-âge, de s'indigner de la cruauté des juges, des bourreaux de Pierronne, qu'ils auraient dû considérer et traiter comme une hallucinée, mais ce n'est pas une raison pour faire de cette pauvre fille une héroïne et une émule de Jeanne d'Arc.

Cette invention est due tout entière à un breton, M. Quellien, écrivain et poète de talent, mais de trop d'imagination. Non seulement il a, sans aucune preuve, déterminé le lieu où serait née Pierronne, raconté l'histoire de son enfance et affirmé, toujours sans preuve, que dans le pays on gardait d'elle un souvenir toujours présent, mais il lui a encore mis dans la bouche des paroles qu'il lui a gratuitement prêtées et des chants qu'il a lui-même composés, et, c'est à cette vie tout artificielle, à cette gloire de pure fantaisie que M. Quellien voudrait faire élever une statue gigantesque sur la plus élevée de nos montagnes.

Les élucubrations osées de M. Quellien ont été victorieusement réfutées par MM. Trévédy et de la Borderie. M. Loth, le savant doyen de la Faculté des lettres de Rennes, et M. Jourdan, professeur de la même Faculté, ont eux aussi protesté contre les témérités de M. Quellien. Renan dont, par parenthèse, M. Quellien fut l'ami, et en quelque sorte l'aide de camp, a persiflé lui-même le roman de Perrinaïc (1). Malgré tout, M. Quellien tient plus que jamais à son projet de statue monstre, et pour se procurer l'argent que coûterait ce monument, il multiplie les conférences et les concerts. Ce tapage persistant est tout simplement grotesque. Le ridicule tue en France, dit le proverbe, mais ce genre de mort n'est pas fait pour les Bretons.

Les paroles de *M. de Kerdrel* sont saluées par des applaudissements unanimes dont il prend acte, non pour s'en enorgueillir, mais pour constater que le Congrès de l'Association

(1) Perrinaïc est une chimère de..., cela n'a pas le moindre corps. C'est une queue de cerf-volant composée de chiffons attachés avec des ficelles; il serait fâcheux que cela fût pris au sérieux. (Lettre de M. Renan à M. Luzel).

Bretonne s'élève contre le projet d'une statue imméritée qu'on voudrait élever à une gloire purement imaginaire.

M. de Lorgeril donne ensuite communication d'études faites par *M. de la Roche-Macé* sur *la culture de la vigne en Bretagne*. Ses recherches l'ont amené à en reconnaître, décrire et cataloguer 117 espèces différentes. On voit par là à quels résultats de précision on peut arriver quand on s'occupe de creuser un sujet jusqu'au fond, et de poursuivre ses études jusqu'aux dernières limites.

M. de la Ferronnays, député de la Loire-Inférieure, a la parole et prononce l'allocution suivante :

MESSIEURS,

L'Association Bretonne est parvenue au terme du Congrès d'Ancenis, dont cette séance doit clôturer les fructueux travaux.

Si j'ai l'honneur de la présider, je le dois moins aux titres que je pourrais invoquer, titres bien modestes auprès de ceux des brillants conférenciers que nous avons entendus, qu'à la bienveillance de votre vénérable directeur général. Il me permettra de l'en remercier une fois de plus, car il m'a depuis longtemps accoutumé à en apprécier la délicatesse.

Semblable au granit de Rhuys, sur lequel l'océan se brise sans l'user, les années glissent sans l'atteindre sur sa verte vieillesse, respectant cette vigueur que rien n'affaiblit et qui reste toujours prête au service des nobles causes pour lesquelles son cœur généreux a conservé toute l'ardeur de ses jeunes années.

Je salue en lui, avec respect, le chrétien chevaleresque qui a fait, sans murmurer, à la cause de l'Eglise, le plus cruel des sacrifices que Dieu puisse imposer au cœur d'un père, celui du vaillant soldat qui fut mon camarade et mon ami.

Je salue en lui l'homme politique, qui tient haut et ferme, depuis tant d'années, dans nos assemblées parlementaires, le drapeau de l'honneur et de la justice.

Je salue en lui, enfin, le patriote éclairé qui a compris,

comme il nous le disait dimanche dans une charmante improvisation, que le progrès est la loi historique de la France, et qui conduit votre Association à sa conquête dans tous les domaines ouverts à l'activité humaine.

A vous, Messieurs, ses éminents collaborateurs, que de reconnaissance ne devons-nous pas !

Grâce à vous, Messieurs les membres de la section d'agriculture, grâce à vos laborieux prédécesseurs, notre vieille terre de Bretagne est entrée dans une voie féconde qui l'a conduite en tête de l'agronomie française.

Nos landes défrichées se sont couvertes de sapins que de riches moissons tendent aujourd'hui à remplacer sur le sol régénéré ; dans nos vallées, de plantureux pâturages nourrissent ces animaux dont la place d'honneur est marquée dans tous les concours ; nos chevaux, auxquels une sélection intelligente a donné des qualités nouvelles, sans leur faire perdre la sobriété, l'endurance, la rusticité qui les caractérisaient, sont aujourd'hui recherchés à l'égal des meilleurs sur tous les marchés de l'Europe.

A tous ces progrès, les traditions poétiques de la Bretagne ont-elles été sacrifiées ? Je ne le pense pas, et si j'avais un doute à ce sujet, vos travaux, Messieurs les membres de la section d'archéologie, l'auraient bien vite chassé de mon esprit. Sans doute, un nouveau Brizeux trouverait moins facilement que notre grand poète où cueillir ses bouquets de fleurs des landes ; mais à la poésie de la nature, éternelle comme elle et qui peut se transformer sans jamais disparaître, vous avez ajouté la grande poésie de l'histoire, source généreuse où se sont abreuvées les époques primitives et dont nul pays mieux que la Bretagne n'avait gardé le précieux trésor.

Ce trésor, Messieurs, vous l'avez ouvert d'une main pieuse ; vous avez demandé leur secret aux vieux monuments druidiques, que l'on croyait voués au silence des choses qui ne sont plus, et ils vous ont répondu : ils vous ont appris comment à leur ombre s'est formée cette race puissante dont nous sommes fiers d'avoir apporté la virile grandeur à la patrie française. Vous l'avez suivie cette race celtique à travers les âges ; vous l'avez vue aux portes de Rome, faisant trembler les sénateurs sur leurs sièges curules ; vous l'avez accompagnée aux croi-

sades, dans ce sublime roman militaire du moyen-âge ; vous l'avez trouvée avec Duguesclin cimentant de son sang les premières assises de la France moderne, et derrière ces grands guerriers, dont les femmes savaient garder par la prière et le travail l'honneur du foyer domestique, vous avez déroulé les pages d'une littérature oubliée, vaillante comme eux, saine et honnête comme elles ; vous avez reconstitué pierre à pierre une œuvre artistique, incomparable, dont il a suffi à notre grande duchesse Anne d'apporter un reflet à la cour de France pour qu'à ce rayon vivifiant éclore la floraison de la Renaissance.

C'est votre honneur, Messieurs, d'avoir poursuivi cette œuvre pendant tant d'années sans vous en laisser détourner un instant par les événements qui se sont accomplis, par les passions qui se sont agitées depuis l'origine de notre Association ; vous avez ouvert largement vos portes à tous ceux qu'inspirait assez l'amour de la patrie pour leur permettre d'oublier, au seuil de vos séances, les agitations qui bouillonnaient parfois au dehors. Vous avez travaillé d'une ardeur égale, chacun dans la voie que vous avez choisie, cherchant la vérité, passionnément épris de progrès, persuadés enfin que pour être durables, ce progrès, cette vérité doivent s'appuyer non sur de chimériques utopies, mais sur les bases solides que le temps a édifiées lentement et où chaque génération nouvelle ajoute à son tour une assise d'où s'élanceront, pour s'élever plus haut encore, les générations prochaines.

Tout à l'heure, nous serons dispersés ; puissiez-vous, Messieurs, vous qui avez été nos hôtes pendant toute une semaine, conserver un bon souvenir de ces marches de Bretagne où, pour la première fois, l'Association s'est transportée. Quant à nous, nous n'oublierons jamais l'honneur que vous nous avez fait et les précieux enseignements que vous nous avez apportés. Dans cinq ans, vous viendrez encore visiter nos régions, mais trop de cités ont l'orgueil légitime de souhaiter votre visite pour que nous puissions vous dire au revoir dans la ville d'Ancenis ; quand vous y reviendrez, beaucoup de ceux qui vous y ont accueilli cette fois en frères aînés, auront accompli la tâche que Dieu leur a tracée sur cette terre. D'autres les auront remplacés qui feront à vos successeurs le même accueil, car ils viendront, comme vous,

nous parler de Dieu, de la France et de la Bretagne, ces trois amours sacrés que rien ne pourra jamais séparer dans notre cœur.

Cette très belle allocution, dite avec une chaleureuse éloquence, a été applaudie avec enthousiasme. L'assemblée a apprécié et souligné les délicates et si justes louanges données à son cher et vénéré Président, et l'éloge de la Bretagne agricole et poétique célébré en des termes d'une élévation et d'une poésie remarquables, a trouvé un écho vibrant dans toutes les âmes.

M. Perron a la parole et en quelques mots pleins de cœur, exprime aussi lui, les sentiments de gratitude de tous ceux qui ont suivi les séances du Congrès, envers le Directeur général de l'Association.

Il dépeint le charme exquis de sa parole, le tact et l'habileté incomparable avec lesquels, sans fatigue, il préside et dirige nos réunions, et des applaudissements répétés accueillent cette manifestation d'un homme de cœur, à laquelle la modestie de celui qui en a été l'objet, nous oblige à ne pas donner plus de développements.

M. le président de Kerdrel prend enfin la parole et très ému, prononce les paroles suivantes :

Après avoir entendu les paroles trop flatteuses de *M. Perron* et celles auxquelles *M. le marquis de La Ferronnays*, président du Congrès, a mêlé l'évocation de souvenirs qui me sont allés droit au cœur, j'éprouve à parler moi-même le plus cruel embarras ; car si la reconnaissance est le plus délicat des sentiments, il en est aussi le plus difficile à exprimer. Après tout, ayant devant moi un auditoire si intelligent, plutôt que de balbutier des remerciements qui seraient certainement insuffisants, le mieux est de lui laisser deviner ce que je ressens au plus profond de mon âme. Plus cruel encore que mon embarras de parler, est le regret de quitter une ville aussi accueillante qu'Ancenis, une population dont l'attitude à l'égard de mes confrères de l'Association Bretonne n'a été pendant toute une semaine, qu'une manifestation continue de sympathie, enfin un auditoire si empressé, si fidèle, si courageux devant des communications souvent arides.

Avant même de venir à Ancenis, nous savions comment nous y serions reçus, car le noble maire de la cité, son interprète le plus autorisé, nous avait témoigné de la manière la plus aimable le désir de nous posséder.

Nous arrivons enfin.

Monsieur le curé veut bien implorer pour nous les lumières d'en haut et nous adresser les paroles les plus cordiales et les plus encourageantes. Dès la veille du Congrès, M. le comte de Landemont nous avait invités à sa magnifique fête et à un banquet où nous avons été si heureux de célébrer avec les habitants de ce pays la glorieuse mémoire du poète du Bellay.

Des fâcheux, il y en a toujours, avaient dit que nous ne rencontrerions pas ici un accueil vraiment breton, que c'était trop loin, presque en Anjou. Eh bien ! l'accueil breton, nous l'avons trouvé dans la plus expansive plénitude.

Nous, qui ne sommes pas des fâcheux, nous avons prévu, je vous le répète, ce qui s'est passé, et nous avons un intérêt particulier à venir à Ancenis. Par cela même que cette ville est située aux extrémités de la Bretagne, nous nous étions dit qu'en y tenant nos assises nous prendrions une complète possession de notre chère province dont ce petit coin si bon à connaître manquait à notre domaine.

Vous avez beaucoup fait pour nous, bons habitants d'Ancenis, et pourtant nous osons vous demander encore un effort, que quelques-uns d'entre vous, au moins, les plus nombreux qu'il vous sera possible, viennent représenter votre hospitalière cité dans le Finistère, où aura lieu le prochain Congrès de l'Association Bretonne ; nous y parlerons d'Ancenis et des bons jours que nous y avons passés.

Si aucun de vous ne répondait à ce cordial appel que je vous adresse du fond du cœur, nous croirions que vous nous avez oubliés et ce serait un grand chagrin pour nous qui ne vous oublierons jamais.

L'assemblée se sépare à 10 heures et demie, sous le charme de ces adieux qu'elle retourne à M. de Kerdrel par des applaudissements prolongés.

Note relative à la page XLVIII ci-dessus.

M. de la Borderie ayant eu communication des procès-verbaux des séances, nous prie d'insérer la note suivante en réponse à la communication faite par M. de Calan dans celle du samedi matin 8 septembre.

1° M. de la Borderie n'a fait nulle part l'apothéose *personnelle* de La Chalotais et de ses amis. La Chalotais et ses amis se sont énergiquement associés (cela n'est nié par personne) au parti qui (de l'aveu de M. de Calan) a soutenu les libertés bretonnes contre le despotisme. Pour ce fait il a été persécuté injustement (M. de Calan le reconnaît). Il a donc lutté, souffert pour la cause de la Bretagne : M. de la Borderie n'a pas dit autre chose.

2° La Chalotais n'a attaqué d'Aiguillon qu'après avoir été attaqué, emprisonné par lui. D'Aiguillon représentait en Bretagne le système despotique du ministère, de Laverdy si l'on veut, mais aussi des autres ministres et particulièrement de Saint-Florentin, oncle de d'Aiguillon, et qui avait dans son département ministériel la Bretagne, avec laquelle, au contraire, Laverdy n'avait, en tant que ministre, aucune relation spéciale. On ne voit donc pas comment le fait de s'être attaqué à d'Aiguillon et à Saint-Florentin, plutôt qu'à Laverdy, empêcherait La Chalotais d'avoir été l'un des « défenseurs des libertés bretonnes » : c'est le contraire qu'il faut conclure de là. — Reprocher à La Chalotais d'avoir été l'instrument d'une intrigue de cour dirigée par Choiseul contre d'Aiguillon, est une imputation insoutenable, — puisque Choiseul, qui avait précédemment témoigné de la bienveillance à La Chalotais, se montra depuis son arrestation et durant tout son procès l'un de ses plus ardents adversaires.

3° L'honnêteté privée des *lfs* (c'est-à-dire des conseillers *non démis*) est incontestable ; très incontestable aussi était

leur platitude politique envers d'Aiguillon et le despotisme ministériel. M. de la Borderie ne croit pas à la réalité du complot d'empoisonnement contre La Chalotais, mais ce grief n'est pourtant pas aussi dénué d'apparence qu'on l'a prétendu. En tout cas, La Chalotais alors exilé à Saintes n'y était pour rien. Si ses amis avaient, comme on le dit, peu de scrupule dans leur défense, n'y avaient-ils pas été provoqués par l'injustice et l'atrocité de l'attaque : emprisonnement arbitraire du procureur-général sans mandat de justice ; poursuite et procédure monstrueusement irrégulière pour des crimes notoirement faux (entre autres le complot du Boschet et les billets anonymes) ; enfin, après que le roi lui-même avait proclamé les magistrats *non coupables*, La Chalotais, puni d'exil comme coupable pendant sept ans. De quel côté était la pire absence de scrupules ?

4° Que les Etats de Bretagne aient accordé à Duras, qui ne menaçait point les libertés bretonnes, ce qu'ils avaient refusé à d'Aiguillon qui voulait les renverser, cela n'est peut-être pas aussi étonnant qu'on paraît le croire. — Mais ce fait ne peut aucunement prouver l'existence « d'un parti *chalotiste*, « uniquement occupé des intérêts privés des magistrats, » — puisque les magistrats, on le sait, n'entraient pas aux Etats et ne prenaient aucune part au vote des subsides.



MÉMOIRES

ETUDE HISTORIQUE

L'ABBAYE DE MELLERAY

AVANT

LA RÉVOLUTION

Fondation de Notre-Dame de Melleray. — Donations faites aux premiers abbés Guiterm et Richard. — L'abbé Geffroy et la consécration de l'église abbatiale. — L'abbé Haimon et ses successeurs réguliers. — Les abbés commendataires. — Décadence de Melleray au **xvi^e** siècle. — La réforme de l'Ordre de Cîteaux. — Reconstruction de l'abbaye de Melleray. — Les derniers religieux de Melleray. — Terres et revenus de Melleray. — Seigneuries de Melleray et de Quiheix. — Partage en trois lots des revenus de Melleray. — L'église abbatiale de Melleray. — Conclusion.

I

Au **xi^e** siècle, le pays de Châteaubriant se trouvait en grande partie couvert de bois ; c'était dans une sorte de clairière s'ouvrant au milieu des forêts de Teillé, d'Araize, de Juigné, de Domnèche et de la Forêt-Pavée, que Briant, premier baron de Châteaubriant, avait construit sa forteresse, devenue le chef-lieu d'une importante seigneurie. Sur la lisière méridionale de ces forêts s'étendaient quelques paroisses déjà anciennes, parmi lesquelles il faut noter celles de Moisdon et d'Auverné, l'une et l'autre d'une étendue assez considérable ; puis au-delà régnait, comme une seconde enceinte de bois, appelés encore de nos jours les forêts de l'Arche, de Vioreau et d'Ancenis.

Au centre de toutes ces forêts habitait un vénérable ecclé-

siastique, Rivallon, prêtre, c'est-à-dire très vraisemblablement recteur d'Auverné (1). Vers l'an 1134, deux hommes, vêtus de bure, et paraissant appartenir à quelque ordre religieux, vinrent lui demander certain soir l'hospitalité ; ils étaient bien las, ayant longtemps erré dans les grands bois (2), aussi furent-ils fraternellement accueillis par le bon prêtre d'Auverné — dès cette époque l'hospitalité chrétienne, paraît-il, distinguait les presbytères bretons.

Rivallon, tout en hébergeant ses hôtes, s'enquit naturellement du but de leur voyage, et voici ce qu'ils lui racontèrent :

Il y avait à peine quinze ans qu'un monastère avait été fondé, en Anjou, par des religieux, disciples de saint Etienne, abbé de Citeaux. Cette abbaye cistercienne du Loroux avait promptement donné naissance à un second monastère, construit dans la paroisse du Loroux-Béconnais et nommé Pontron. Cette année même, 1134, Martin, abbé du Loroux, avait confié la nouvelle abbaye de Pontron à un saint religieux appelé Foulques, et c'était ce Foulques qui envoyait en Bretagne les deux moines reçus à Auverné. Que venaient-ils y faire ? Comme de diligentes abeilles, ils essaïmaient d'Anjou chez nous, cherchant dans nos bois une solitude bien profonde pour s'y établir et donner naissance, à leur tour, à quelque autre monastère.

Puis les deux religieux expliquèrent au prêtre d'Auverné la règle de Citeaux qu'ils suivaient : elle était fondée sur la pauvreté, le travail, la prière, le silence et l'abstinence la plus sévère. Ils recherchaient de préférence le fond des bois, demeurant volontiers avec les bêtes sauvages, habitant des huttes grossières faites de branches d'osier entrelacées, ne vivant que de pain bis, d'herbes et de légumes. Ils se levaient la nuit pour prier, et exerçaient entre eux et autour d'eux la charité si recommandée par Notre Seigneur.

Rivallon, rempli d'admiration pour ses hôtes, les engagea à prendre un repos que leur longue course avait bien mérité, et leur promit de leur faire connaître dans les environs une solitude qui leur plairait.

(1) « *Quodam religioso presbytero Rivalono de Averno.* » (D. Morice, *Preuv. de l'Hist. de Bret.*, I, 585).

(2) « *Jam longe lateque istam regionem deambulaverant.* » (*Ibidem*).

Le lendemain, en effet, le bon prêtre d'Auverné conduisit lui-même les deux Cisterciens dans un bois situé non loin de chez lui, mais en la paroisse de Moisdon ; à peine arrivés en cet endroit, les religieux demeurèrent ravis de l'aimable solitude qu'offrait ce désert, des vastes ombrages de ses grands arbres et de l'admirable tranquillité qu'on y trouvait, loin du bruit et des tracasseries du siècle ; ils tombèrent à genoux pour en remercier Dieu (1).

Ici nous avons le regret de détruire une jolie légende : l'on dit souvent que Melleray doit son nom à la première visite que firent en ce lieu les moines de Pontron ; ils y seraient arrivés seuls, égarés dans les forêts et repoussés même par les habitants des villages voisins ; harassés de fatigue et dévorés par la faim, ils auraient trouvé dans le creux d'un vieux chêne un rayon de miel sauvage ; bénissant Dieu de cette heureuse rencontre, ils se seraient rassasiés de cette bonne nourriture fournie par la Providence, et auraient, en souvenir du fait, appelé ce coin de bois Melleray « *Mellearium* » (2).

Malheureusement pour la légende, nos bons religieux ne vinrent point seuls en ce lieu, ils y étaient conduits, avons-nous dit, par un prêtre très hospitalier, Rivallon d'Auverné, et celui-ci leur apprit lui-même que la solitude qui les charmait tant s'appelait le Vieux-Melleray (3) ; ils n'eurent donc point à lui donner un nom qu'il portait depuis longtemps déjà.

Cette dénomination de Vieux-Melleray indique même l'existence, dès cette époque, d'une autre localité portant également le nom de Melleray. Il est vraisemblable que cette dernière était le bourg actuel de Melleray (4), situé à une demi-lieue de l'abbaye.

(1) *Ibi multas gratias agentes Deo pro venusta heremi solitudine, largam opacitatem nemoris a strepitu remotam sæcularium ceperunt curiosius contemplari et mirari.* » (D. Morice, *Preuv. de l'Hist. de Bret.*, I, 586).

(2) *Mellis alvearium.*

(3) « *Cum duce Rivalono de Averno, qui eos die præcedenti benigne suscepit hospitio, in hunc locum qui Vetus Melereium dicitur deveniunt.* » (D. Morice, *Preuv. de l'Hist. de Bret.*, I, 585). — On voit par là qu'il n'est pas convenable d'appeler notre abbaye Meilleraye, ni La Meilleraye.

(4) Appelé de nos jours La Meilleraye, commune du canton de Moisdon, arrondissement de Châteaubriant.

C'était alors une trêve de la paroisse de Moisdon, et il semble que ce fut du temps même du prêtre Rivallon, que les Bénédictins de Saint-Florent de Saumur y fondèrent un petit prieuré appelé Saint-Etienne de Melleray. Peut-être cette fondation fut-elle le résultat de l'entrée au monastère de Saint-Florent, d'Hamon de Moisdon, fils de Péan, seigneur de Moisdon ; toujours est-il que vers l'an 1150, les frères de ce nouveau religieux investirent l'abbaye de Saint-Florent des biens que leur père commun lui avait donnés en la paroisse de Moisdon (1).

Au XIII^e siècle, le prieuré de Melleray (2) renfermait seulement deux moines, qui devaient soixante-dix sous de rente à la mense abbatiale de Saint-Florent. En 1600, il était en commende et aux mains de dom Claude de Bruc, bénédictin de l'abbaye de Redon ; à cette époque le fonds principal du temporel du prieuré de Melleray consistait en la terre noble du Chastellier relevant du roi. Autour de ce prieuré se forma une agglomération d'habitations qui forma ce qu'au moyen-âge on appelait « la ville de Melleray, » simple bourg aujourd'hui, mais ayant jadis une certaine importance, à cause de la baronnie de Vioreau, dont il faisait partie (3).

Nous ne reparlerons plus de ce prieuré de Melleray, qui n'avait d'autres rapports avec l'abbaye de Melleray, que le voisinage et la similitude de noms.

Enchantés de cette découverte du Vieux-Melleray, dont l'aspect austère les charmait, les Cisterciens s'informèrent aussitôt du nom du possesseur de ce désert. Rivallon leur apprit que c'était Alain, seigneur de Moisdon ; aussitôt les religieux se dirigèrent vers sa demeure. Ils furent bien accueillis de ce seigneur, qui leur accorda immédiatement le terrain et le bois nécessaires pour construire un monastère ; bien plus, il voulut venir lui-même fixer, avec ses gens, les limites de la future abbaye de Melle-

(1) Bull. et Mémoires de la Société archéologique de Nantes et la Loire-Inférieure, XVI, 84.

(2) Prioratus sancti Stephani de Melersio. (Ibidem, 66).

(3) Le territoire de Melleray fut séparé de Moisdon et érigé en paroisse en 1767.

ray (1). Ces limites furent le sentier conduisant à la fontaine de Tufeaus, le chemin Bernard, la frontière de la paroisse d'Auverné et le fief Guihenoc ; sur le territoire de Moisdon, le seigneur concéda aux moines tout droit d'usage dans les bois et dans les pâturages vagues et communs (2).

Cet Alain de Moisdon ne fut, du reste, pas le seul fondateur du nouvel établissement religieux ; non seulement sa femme, surnommée la Superbe ou l'Orgueilleuse, et son fils, Clérembaud, donnèrent leur consentement à cette pieuse donation, mais un autre seigneur et sa famille prirent à cet acte religieux une part tellement importante, qu'il semble être le propre frère du fondateur ; il se nommait Haimon Le Bigot, mais l'on voit ailleurs que ses enfants et petits-enfants prenaient aussi le nom de Moisdon ; Le Bigot devait être un surnom donné à ce seigneur qui avait pour femme Duoée, et pour enfants Péan et Anne, celle-ci mariée à Yvon de Rougé ; tous s'empressèrent de souscrire avec Alain à la fondation de Melleray (3). Le clergé de Moisdon voulut sanctionner lui-même cet acte religieux ; au bas de la charte de fondation de Melleray se trouvent les noms d'Auffroy, moine du prieuré de Moisdon, membre de l'abbaye de Saint-Florent de Saumur, et de Guillaume, prêtre ou recteur de Moisdon.

Heureux de la tournure que prenaient les événements, et pleins de reconnaissance envers leurs bienfaiteurs, les deux moines remerciant vivement Dieu du succès de leur mission, vinrent s'enfermer dans la solitude de Melleray. Ils se mirent aussitôt à l'œuvre, alternant leurs prières avec les travaux de la hache et de la scie, abattant les arbres, nivelant le terrain, élevant leurs maisonnettes, construisant enfin une chapelle provisoire. Tous ces travaux durèrent plusieurs années, et ce ne fut qu'en 1142 (4) que Foulques, abbé de Pontron,

(1) « *Nec mora dominum loci illius Alanum de Maidon adierunt, qui statim quæsitum locum cum terra adjacenti et nemore eis concessit ad construendum cenobium, ipse postmodum cum suis per circuitum fines distermians Abbatie.* » (D. Morice, *Preuv. de l'Hist. de Bret.*, I, 586).

(2) *Ibidem.* — La fontaine de Tufeaus est appelée aujourd'hui la fontaine fermée ; quant au chemin Bernard, il part du bourg de Melleray et se dirige vers Riaillé en traversant la forêt d'Ancenis.

(3) D. Morice, *Preuv. de l'Hist. de Bret.*, I, 586.

(4) *Ibidem.*

envoya à Melleray un nouveau groupe de moines, et mit à la tête de toute la communauté un abbé aussi distingué par sa science monastique que par ses vertus.

II

GUITERN ou GUNTARN (1) était le nom du premier abbé de Melleray. Sous son habile direction, un vrai monastère s'éleva bientôt dans les bois, en l'honneur de la très sainte Vierge ; la construction s'en trouva à peu près terminée en 1145 (2), sauf l'église abbatiale qui ne fut consacrée que beaucoup plus tard (3).

C'est vers cette époque que, selon la tradition, saint Bernard se rendit à Melleray. L'on sait, en effet, que le glorieux abbé de Clairvaux vint au moins deux fois dans le pays nantais : une première fois en 1136, lorsque fut fondée, en la paroisse de Rouans, l'abbaye de Buzay ; une seconde fois à la fin de 1143 ou au commencement de 1144, quand le Bienheureux visita les monastères de Bretagne, déjà nombreux, qui avaient adopté sa règle. C'est durant ce second voyage que saint Bernard dut venir voir le nouvel abbé de Melleray (4) ; il encouragea si bien ses efforts que l'installation convenable des religieux se trouva en peu de temps réalisée. Dieu bénissait visiblement la fondation de Notre-Dame de Melleray.

Le gouvernement de Guiterm fut, comme celui de tous les fondateurs de monastère, fécond en donations. Ces actes de pieuse charité envers la nouvelle abbaye de Melleray méritent d'être étudiés avec détails à un double point de vue. Non seulement ils nous révèlent l'esprit profondément chrétien qui

(1) Ces deux noms, *Guitermus* et *Guntarnus*, se retrouvent indifféremment dans les premières chartes de Melleray.

(2) *Chroniques annales*. (D. Morice, *Preuv. de l'Hist. de Bret.*, I, 103).

(3) En 1183, comme nous le verrons plus loin.

(4) On conservait, dit-on, jadis, une charte, où l'abbé de Buzay avait signé conjointement avec celui de Melleray et saint Bernard. — Il faut toutefois remarquer que si Buzay est une fille de Clairvaux, Melleray se trouve une fille de Cîteaux.

animait alors la société tout entière, mais encore ils nous font connaître la plupart des familles importantes de notre contrée à cette époque. Presque tous les Actes qui suivent sont empruntés à un recueil manuscrit, bien fâcheusement disparu aujourd'hui, le *Cartulaire de Melleray* (1). Heureusement que les Bénédictins bretons, ces maîtres dans la science historique comme les Cisterciens le sont dans l'agriculture, firent copier à la fin du XVII^e siècle, de nombreuses pages de ce précieux manuscrit. C'est à l'aide de cette copie, existant encore à la Bibliothèque Nationale, dans le fonds dit des Blancs-Manteaux (tome XXXVI^e des *Mémoires de Bretagne*) (2), que nous allons nous rendre compte du mouvement de sympathie que firent naître autour d'eux les premiers religieux de Melleray.

Mais avant d'aller plus loin, notons que Guiterm voulut mettre son monastère sous la protection du Saint-Siège ; ce fut à Châlons, et en 1147, qu'à sa prière le pape Eugène III accorda cette faveur à l'abbé de Melleray et à ses religieux. Plusieurs années auparavant, dès le début de l'établissement des moines à Melleray, Brice, évêque de Nantes (1113-1140), avait béni leur œuvre et leur avait fait l'aumône d'un boisseau de sel pris chaque année dans ses salines de Guérande (3).

Voici quelques extraits de la bulle adressée par le Souverain Pontife aux religieux de Melleray (4) :

« Eugène, Evêque, serviteur des serviteurs de Dieu, à ses chers fils Guntarn, abbé de Melleray, et ses frères tant présents que futurs, professant la vie régulière.

« Nous voulons bien accéder à vos justes demandes et placer le monastère de Melleray, dans lequel vous vacquez au service de Dieu sous la protection du Bienheureux Pierre et

(1) Ce *cartulaire* figure dans l'Inventaire des Archives de Melleray dressé en 1792, il y est ainsi désigné : « Un livre en écriture gothique, nommé *la Savante*, dans lequel sont décrits les titres de l'abbaye de Melleray. »

(2) M. de la Borderie a fait don au Dépôt des Archives de la Loire-Inférieure d'une copie de cette copie des Blancs-Manteaux ; elle porte à Nantes la cote H 75.

(3) *Archiv. de la Loire-Inférieure*, H. 75. — Plus tard, Robert, évêque de Nantes de 1170 à 1185, confirma cette donation de son prédécesseur (*Ibidem*).

(4) Nous empruntons cette traduction à une *Etude historique manuscrite sur Melleray*, œuvre du R. P. Hermeland, religieux de ce monastère, qui a bien voulu nous la communiquer.

la Nôtre, vous faisant savoir que par le privilège formulé dans le présent écrit, Nous avons décidé que tous les domaines et biens que possède actuellement ledit monastère, selon les règles de la justice et de l'Eglise, et ceux qu'il possédera dans l'avenir, demeurent inviolables et assurés à vous ainsi qu'à vos successeurs.

« Nous décrétons que nul de vos frères, après avoir fait sa profession, ne puisse, sans la permission de l'abbé et de ses frères, quitter le cloître, de même qu'aucun n'essaie de retenir celui qui vient de le quitter.

« Que nul ne prétende exiger de vous la dîme sur les pâtures des animaux ou sur les revenus qui sont le fruit du travail de vos mains, ou encore sur ceux que vous recueillez à vos frais.

« Qu'aucun homme n'ait l'audace d'inquiéter ledit monastère, de prendre quelque chose de ce qu'il possède, de retenir ce qu'on lui offre, d'y soustraire, de lui causer quelque désagrément ou vexation que ce soit ; mais que tout lui soit intégralement conservé pour le soutien et le gouvernement de ceux au profit desquels ces biens ont été concédés, pour tout usage qu'ils en voudront faire, étant sauvegardés l'autorité du Siège Apostolique et les droits accordés par l'Eglise à l'Evêque du diocèse.

« Si donc il arrivait que quelque clerc ou séculier eût l'audace de tenter sciemment quelque chose de contraire à ce que nous venons de statuer, si, après un deuxième et un troisième avertissement, il néglige de faire réparation par une satisfaction convenable, qu'il soit privé de tous les pouvoirs et honneurs de sa dignité, et qu'il sache qu'il encourt le jugement de Dieu à cause de l'iniquité qu'il a commise, qu'il soit éloigné du très-sacré corps de Notre Seigneur Jésus-Christ, et qu'il soit enfin livré au rigoureux et suprême tribunal de la vengeance divine..... »

Parmi les premiers bienfaiteurs de Melleray, il faut compter Foulques, seigneur de Candé, et Marguerite, sa femme ; ils donnèrent en présence de Foulques, abbé de Pontron, et conséquemment avant 1146, un bourgeois de leur ville nommé Josler l'Abbé.

Péan de Moisdon, fils d'Haimon Le Bigot, voulut aussi compléter la donation de son père ; de concert avec Agathe, sa

femme, Bernard de Moisdon, son fils, et Mabile, femme de ce dernier, Hugues, Guillaume et Geffroy, ses autres fils, et Bigote, leur sœur, il donna à Guitern, abbé de Melleray, tout ce qu'il possédait au-delà du chemin Bernard (limite première de l'enclos abbatial) jusqu'à la filerie de Daille ; son fils, Bernard de Moisdon, ajouta à ce don celui d'une terre appelée le Breil-Gautier. Les témoins de ces actes de générosité furent Haimard, abbé de Pontron ; Geoffroy, baron de Châteaubriant, Clarembaud et Geffroy de Moisdon, Pierre d'Erbray et plusieurs autres. Cette donation fut confirmée plus tard par Geffroy de Moisdon, qui vint trouver l'abbé Ricard en l'église de Notre-Dame de Melleray, et qui investit ce religieux des terres données à sa communauté, en lui remettant la ceinture de cuir qu'il avait sur lui (1). Un autre bienfaiteur de Melleray lui donna aussi, par l'investiture d'un livre posé sur l'autel, le droit d'usage en la forêt d'Auverné ; il se nommait Guihonée de Pésas, et prit à témoin Guillaume de Guéméné.

Ce fut encore à Guitern que Hugues de Petit-Mars abandonna sa grange ou métairie de La Meilleraye, et le droit d'usage dans ses bois voisins. Ce seigneur étant mort, ses frères, Philippe et Briant de Petit-Mars, cherchèrent querelle aux moines au sujet de cette donation, mais Bernard, évêque de Nantes, les apaisa et les amena à confirmer l'aumône faite par le défunt ; il y consentirent en présence du sénéchal Guillaume, fils d'Haimon, et de plusieurs seigneurs des environs, tels que Daniel du Pont, Main de Derval, Rouault le Vicomte, Guibert de Pannecé et Geffroy d'Ancenis (2).

Ce dernier seigneur, baron d'Ancenis de 1132 à 1147, était d'ailleurs un des bienfaiteurs insignes de l'abbaye de Melleray, aussi bien que sa femme, nommée Marguerite. De concert avec leur fils Guihenoc, ils donnèrent à Guitern et à ses religieux de Melleray, tout ce qu'ils possédaient au-delà du territoire de Joué. A cette donation, assistèrent Haimard, abbé de Pontron, Briant de Varades et Albéric son frère, Guibert de

(1) D. Morice, *Prew. de l'Hist. de Bret.*, I, 609.

(2) *Archiv. de la Loire-Inférieure*, H, 75. — Plus tard, Vivien de Petit-Mars, fils de ce Hugues, et Aaliz, sa femme, donnèrent à Melleray la dime de deux moulins qu'avait fait construire cette dame ; ce qu'approuva leur petit enfant nommé Jacques « *adhuc puerulus* ». (*Ibidem*).

Pannecé et Maurice son frère, Geoffroy de Saint-Martin, Millésent, femme de Guillaume d'Oudon, etc. (1).

Cette même Marguerite, dame d'Ancenis, donna, en outre, à Melleray, du consentement de son mari, sa vigne de la Clochère « *vineam suam de la Clochère* (2). »

Le premier abbé de Melleray, Guiter, dut mourir vers 1147, car nous allons voir à l'instant son successeur Richard, recevoir des aumônes de Geoffroy I^{er}, seigneur d'Ancenis, décédé lui-même en 1147.

III

RICHARD était donc abbé de Melleray, lorsque accablé d'infirmités et sentant sa fin prochaine, le baron d'Ancenis résolut, en effet, de faire aux moines de Melleray une dernière donation qui leur rappelât dans les siècles futurs son souvenir, et les invitât à prier à perpétuité pour le repos de son âme. Il fit venir près de lui le nouvel abbé, Richard, qu'accompagnèrent Haimard, abbé de Pontron, et Philippe, abbé de Clermont ; là aussi, se trouvèrent Simon de Héric et Guillaume, seigneur d'Oudon. Sur son lit de douleur, Geoffroy I^{er} d'Ancenis voulut que désormais tous les ans, après sa mort, au jour de son service anniversaire, les religieux de Melleray reçussent vingt-quatre lamproies ou aloses, prises dans les écluses ou pêcheries de la seigneurie d'Ancenis (3).

Peut-être dans la même circonstance, et en tous cas vers le même temps, Geoffroy, baron d'Ancenis, donna au même abbé Richard une métairie que sa femme Marguerite avait créée dans le bois de la Cognée, sur une terre qu'elle avait achetée d'un certain soldat appelé Rolland, et qu'elle destinait à Melleray ; Guihenoc d'Ancenis approuva encore volontiers cette pieuse aumône de ses parents (4).

Ce fut au monastère de Melleray, le jour du Vendredi-Saint, dans la maison de l'Hôtellerie, que l'abbé Richard reçut de

(1) Maillard, *Hist. d'Ancenis*, 546.

(2) *Ibidem*, 547.

(3) *Ibidem*, 546.

(4) *Ibidem*, 207.

Geffroy de Tresvesche deux sols de rente annuelle sur ses revenus d'Issé ; ce don fut fait par Geffroy, non seulement pour le salut de son âme, mais encore pour celui de l'âme de son oncle Guihonoc. Les témoins en furent Herbert, prieur de Melleray, Robert d'Issé, Geffroy de Moisdon, Roger le Charpentier, Martin et André, qui semblent tous être des moines de l'abbaye (1).

D'autres religieux de Melleray, nommés Jean et Thomas, assistèrent également à une nouvelle aumône faite à leur abbé Richard ; ce fut vingt sous de rente annuelle que donna Guillaume de Oudon, avec l'assentiment de sa femme Millésent ; cette rente fut assise sur les revenus d'une métairie que le seigneur d'Oudon avait achetée d'avec Guillaume de Saint-Philbert (2).

Sage administrateur, l'abbé Richard ne cherchait que les moyens de répandre facilement autour de lui en aumônes les revenus des biens qu'on offrait à son monastère. Ayant reçu près de Rennes, en la paroisse de Chanteloup, les terres de Caran et du Vieux-Martigné, il jugea ces métairies trop éloignées de Melleray, et il les vendit à Etienne, évêque de Rennes (1168-1178) (3).

Ce dernier prélat avait, au reste, une haute opinion de la sagesse et de la piété de l'abbé de Melleray ; ayant eu quelque dissension avec les religieux de l'abbaye Saint-Melaine de Rennes, il choisit pour arbitre l'abbé Richard, qui vint prendre place à Rennes, en 1169, dans une assemblée d'abbés convoqués à cet effet (4).

Vers cette époque, furent vraisemblablement faites deux donations, non datées, qui méritent d'être signalées.

Maurice, seigneur de Craon en 1162, donna à Notre-Dame de Melleray et aux moines servant Dieu en ce lieu béni, deux

(1) *Arch. de la Loire-Inférieure*, H, 75.

(2) *Ibidem*. — Plus tard, après le décès de Guillaume d'Oudon, son fils Geffroy confirma la donation paternelle en présence de Robert, évêque de Nantes (1170-1185), et de Maurice de Liré. (*Ibidem*).

(3) D. Morice, *Preuv. de l'Hist. de Bret.*, I, 672. — Ce sont peut-être ces terres qu'avaient données à Melleray Guérin et Brient du Puits, du consentement de leur seigneur Jean de Chanteloup, dans le fief duquel elles se trouvaient.

(4) D. Morice, *Preuv. de l'Hist. de Bret.*, I, 659.

setiers de froment à prendre sur sa terre de Champtocé ; il voulut qu'on employât ce grain à confectionner les hosties devant être consacrées à la sainte messe. Cette aumône fut confirmée plus tard par Maurice, seigneur de Craon, fils et successeur du donateur, et par Hélise, sa femme.

De son côté, Geffroy de Trent donna une certaine quantité de vin chaque année, à perpétuité, à prendre dans ses vignes, pour subvenir aux besoins des messes chantées par les religieux. Haimon, chevalier, et Hugues ses frères, aussi bien que Marie, femme de ce dernier, approuvèrent cette donation, dont furent témoins Melaine de Joué, Alain et Janvier, ses frères, et Heimeric, gendre d'Haimon de Trent (1).

IV

D'après les Actes des Blancs-Manteaux, Richard eut pour successeur sur le siège abbatial de Melleray, un religieux du nom de PIERRE I^{er} (2), mais nous n'en savons pas plus long sur son compte.

V

En 1177, l'abbé de Melleray était GEFFROY I^{er}, frère de Rainauld de Beaumont. Cette année-là, Guihémoc, seigneur d'Ancenis, et fils du baron Geffroy I^{er}, du consentement de Mahot, sa femme, et de leurs enfants, offrit en aumône aux religieux de Melleray, pour le repos des âmes de ses père et mère, une maison située dans sa ville d'Ancenis (3).

L'abbé Geffroy fit aussi confirmer par Robert, évêque de Nantes, la donation première du Vieux-Melleray, faite par Haimon Le Bigot et Alain de Moisdon, afin d'assurer à jamais la légitime propriété de sa communauté (4).

Geffroy I^{er} reçut encore deux petites aumônes : l'une de dix-huit sous de rente que lui offrit Olivier de Vritz, du

(1) *Archiv. de la Loire-Inférieure*, H, 75.

(2) *Hauréau, Gallia Christiana*, XIV, 888.

(3) *Archiv. de la Loire-Inférieure*, H, 75.

(4) *Ibidem*.

consentement de son seigneur suzerain, Rainauld de la Cornouaille ; l'autre de deux sols seulement de rente, assise sur le fief Herdebert Le Monner, et donnée par un nommé Leigart pour le repos de l'âme de sa sœur défunte. Les témoins de la première donation furent Haimard, abbé de Pontron, et Gestin, abbé de Saint-Gildas-des-Bois ; ceux de la seconde furent Simon de Héric, Robert Crespín et Gaudin de Saint-Médard (1). Un peu plus tard, le même seigneur de Vritz offrit aux moines de Melleray une portion de ses dîmes de Vritz et de Saint-Mars-la-Jaille, et la rente d'un setier de froment sur le moulin de Saint-Mard ; Béatrix, sa femme, leur donna, de son côté, une métairie voisine du Loroux-Bottereau.

Mais le fait principal de l'abbatîat de Geffroy I^{er} fut la consécration de l'église Notre-Dame de Melleray.

Ce temple vénérable, dont la majeure partie subsiste encore, témoigne par son élévation de voûtes, ses longues fenêtres romanes et la simplicité de sa construction, du soin qu'avaient mis les moines de Melleray à se conformer, même en architecture, aux idées chères à saint Bernard : solidité et grandeur de l'édifice élevant l'âme vers Dieu, absence complète d'ornementation, puisque la pauvreté doit régner dans le monastère, conjointement à la mortification.

La cérémonie de la dédicace de l'église abbatiale de Melleray se fit solennellement le 7 août 1183 (2) ; deux évêques y prirent part, Robert, évêque de Nantes, et Guihénoc, évêque de Vannes ; l'abbé Geffroy I^{er} venait après eux. On voyait aussi là Alain, archidiacre de Nantes, Bernard Le Roux, chapelain de Bernard archidiacre de la Mée, et plusieurs seigneurs des alentours, tels que Hervé de Ruffigné, Vivien de Petit-Mars, Merhen et Hugues du Meix et beaucoup d'autres.

Toutefois, au premier rang de ces nobles laïques, figurait le petit-fils du fondateur de Melleray, Bonabes, seigneur de Rougé (3) ; il était venu à la fête accompagné de son fils

(1) *Archives de la Loire-Inférieure*, H, 75.

(2) Cette date du mois ressort d'un acte du cinquième jour après la dédicace, jour correspondant au troisième des Ides d'août. (Voy. D. Morice, *Preuv. de l'Hist. de Bret.* I. 696).

(3) Fils d'Yvon de Rougé, et d'Anne Le Bigot, qui était fille d'Haimon Le Bigot, seigneur de Moisdon.

Geffroy, mais pleurant encore un autre fils nommé Esgaré, enlevé par la mort à son affection et dont le corps reposait à l'ombre du monastère. En souvenir de cet enfant, et en quelque sorte pour continuer les nobles et pieuses traditions de sa famille, le sire de Rougé voulut, en ce jour solennel, faire une aumône aux moines de Melleray; il leur donna donc, d'accord avec son fils Geffroy, tout ce qu'il recueillait de dîmes dans la paroisse de Saint-Aubin-des-Châteaux.

Cinq jours après, un autre de ses fils, Olivier de Rougé, se trouvant en la maison de la Tresvesche, confirma cette donation au moine Rainauld du Désert, en présence de Regnault de la Chapelle, Péan de Taslie et René de Gastines (1).

En 1191 Geffroy I^{er}, abbé de Melleray, reçut pour son monastère une rente de vingt sous, que lui donna Olivier, seigneur de Châteaufromont, avec l'acquiescement d'Oicie sa femme. Maurice, évêque de Nantes, approuva ce don, dont furent témoins Jean, supérieur (2) de Buzay, Rainauld, chantre de Melleray et deux chevaliers, nommés Bernard de Boley et Rainauld de la Cornouaille (3).

Enfin le nom de l'abbé Geffroy nous apparaît une dernière fois en 1192. A cette époque, certaines difficultés s'étant élevées entre Herbert, évêque de Rennes, et Mainier, abbé de Saint-Florent de Saumur, le prélat rennais choisit Geffroy pour être l'un des témoins de l'accord conclu entre les parties adverses (4).

VI

HAIMON était abbé de Melleray, lorsqu'en 1196, il se fit en ce monastère une grande réunion de gentilshommes, bienfaiteurs ou simplement amis des religieux. On y vit Yves de la Jaille, Geffroy du Teil et Olivier de Rougé son frère, Mathieu de Bain, Rainault de la Chapelle et Geffroy Le Bastard son frère, Merhen du Meix, Melaine de Joué, Hugues de Nort, Thomas de Pannecé, Olivier de Chamballan, Renaud Le Chat et

(1) D. Morice, *Prew. de l'Hist. de Bret.* I, 696.

(2) Probablement prieur, car Main était alors abbé de Buzay.

(3) *Archiv. de la Loire-Inférieure.* H, 75.

(4) Hauréau, *Gallia Christiana.* XIV, 868.

plusieurs autres. Le premier de ces seigneurs, Yves de la Jaille, fit, en cette occasion, don à Notre-Dame de Melleray, d'une vigne qu'il possédait en Anjou, dans le fief du sire de Montreuil ; cette vigne était tenue de ce dernier seigneur à devoir de deux gants, livrables le jour qu'il était reçu chevalier. Quelque temps après, Yves de la Jaille se trouvant en sa maison du Chalonge, fit confirmer sa donation par sa femme, en présence du même abbé Haimon et de Moÿse, moine de Melleray (1).

C'est également à Haimon, que Marquise, dame d'Ancenis, donna sa dime de Varades dans les conditions suivantes. Le baron d'Ancenis, Geffroy II, son mari, avait adopté un clerc, nommé Hervé ; Marquise, pour contribuer à cette bonne œuvre, offrit à ce clerc la jouissance durant sa vie de la dime de Varades, à condition que cette dime appartiendrait, à la mort d'Hervé, à l'abbaye de Melleray. Le baron d'Ancenis et ses fils, Geffroy et Brient, approuvèrent cette générosité, et en transmirent la charte à l'abbaye de Melleray et à Guillaume, prieur de ce monastère ; l'acte fut aussi signé par Guillaume, seigneur de la Guerche, le vicomte de Donges et sa femme, Péan de Saint-Amadour et le clerc Etienne de Coësmes (2).

Vers le même temps, Geffroy II, baron de Châteaubriant, fonda une chapellenie dans la nouvelle église abbatiale de Melleray ; en présence de Maurice de Blason, évêque de Nantes, et par suite avant 1198, il donna à Haimon et à ses religieux, cent sous, monnaie d'Anjou, à toucher chaque année à perpétuité, sur cent livres de rente qui lui étaient dues à Nantes ; les moines s'engagèrent, en revanche, à célébrer un certain nombre de messes à l'intention du donateur, de ses ancêtres et de ses successeurs (3).

Une autre chapellenie fut aussi fondée en l'église abbatiale de Melleray, du temps de ce même évêque de Nantes, Maurice de Blason (1185-1198). Elle le fut par Eudes, baron de Pontchâteau, qui fit en même temps une double fondation de messes, l'une à Melleray et l'autre en l'abbaye de Buzay ; pour leur dotation, ce seigneur abandonna aux religieux ses droits de

(1) *Archiv. de la Loire-Inférieure*, H, 75.

(2) Maillard, *Hist. d'Ancenis*, 551.

(3) *Archiv. de la Loire-Inférieure*, H, 75.

coutumes et de justice du marché de Pontchâteau, se réservant seulement les cas de viol, de dépendaison de voleur et de meurtre (1).

Mais les seigneurs du comté nantais n'étaient pas seuls à s'intéresser à l'abbaye de Melleray, les souverains bretons voulurent aussi lui faire leur aumône. Se trouvant un jour à Nantes, la duchesse Constance de Bretagne et Guy de Thouars, son mari, avec l'assentiment du jeune prince le duc Arthur de Bretagne, donnèrent aux moines de Melleray quarante sous de rente, à prendre sur leurs revenus de Nantes et ce qu'ils recevaient des pêcheries de leurs moulins sur l'Erdre. Yves de la Jaille, Robert d'Apigné, Ingel de Guérande et d'autres seigneurs de la cour ducal furent les témoins de ce don, fait pour l'augmentation de la pitance des religieux à la fête de la Purification de la Sainte Vierge (2).

Ces donations ducaltes furent confirmées plus tard, en 1239, par le petit-fils de Constance, le duc Jean Le Roux, celui-ci y ajouta même vingt livres de rentes sur la recette de Nantes.

Ce fut encore une chapellenie que fonda à Melleray, Olivier, seigneur de Châteaufromont (3). Ce dernier fit, lui aussi, une double donation, fondant en même temps une autre chapellenie en l'abbaye de Pontron ; pour honoraires des messes, il donna aux moines des deux couvents la moitié de ses dîmes de Saint-Herblon, de la Roussière et de Châteaufromont ; ce qu'approuva son neveu, probablement son héritier présomptif, Olivier, fils de Regnault de Châteaufromont. Cette fondation fut faite en présence de Pierre Giraud, évêque de Saint-Malo, Haimon, abbé de Melleray, Jean, abbé de Pontron, et de plusieurs seigneurs du voisinage, tels Geffroy, baron de Châteaubriant, qui scella l'acte de son sceau, Brient Le Bœuf, Regnault de la Cornouaille, G. de la Tour, G. de Tresvesche, etc. (4).

L'abbaye de Melleray reçut aussi une autre dîme dans le diocèse de Rennes ; ce fut celle de la paroisse de Cornuz, que lui offrit Guillaume du Teil ou de Teillay (5) « *Willelmus de*

(1) *Arch. de la Loire-Inférieure*, H. 75.

(2) *Ibidem*.

(3) Du temps de Geffroy, évêque de Nantes (1198-1213).

(4) D. Morice, *Preuv. de l'Hist. de Bret.*, I, 770.

(5) Il y avait deux seigneuries ainsi nommées aux environs de Cornuz.

Teille » ; Juhel, abbé de la Boissière, en Anjou, accompagnait Haimon, abbé de Melleray, quand cette aumône lui fut faite (1).

Voici maintenant une convention conclue entre un particulier et les moines de Melleray, qui prouve que ceux-ci commençaient à ressentir les bons effets des nombreuses aumônes qu'on leur faisait. Geffroy, baron de Châteaubriant, attesta, en effet, que du temps de l'abbé Haimon, les religieux de Melleray donnèrent à un nommé Guillaume de la Bouexière mille sous, somme considérable à cette époque, moyennant la jouissance pendant quinze ans de toute sa dîme de blé et de vin, de légumes, de lin et de chanvre, et même d'agneaux et de pourceaux : Geffroy de la Bouexière donna son consentement à cet accord conclu par son père, et dont furent témoins Jean d'Auverné, Merhen du Meix et Daniel de Trent (2).

Haimon, abbé de Melleray, fut en 1201 témoin des libéralités de Guillaume de Sion et d'Harcouët, sire de Retz, envers l'abbaye de Buzay. En 1212, il gouvernait encore son monastère et eut la satisfaction de terminer un différend surgi entre les religieux de Pontron et Geoffroy de Saint-Martin (3).

VII

Les successeurs d'Haimon sur le siège abbatial de Melleray sont moins connus que lui. Ce furent d'abord ETIENNE, — puis ANDRÉ, qui gouvernait en 1218, — RAINAULD — et MATHIEU.

Ce Rainauld était moine à Melleray du temps de l'abbé Geffroy, probablement son oncle, lorsque Rainauld de Beaumont, frère de ce dernier abbé, donna à son monastère une rente de cinq sous, à prendre le jour de la Purification, sur son moulin ; Olivier de Vritz fut pris à témoin de sa donation (4).

Mais quoique le nom des abbés de Melleray paraisse désor-

(1) *Arch. de la Loire-Inférieure*, H, 75.

(2) *Ibidem*.

(3) Hauréau, *Gallia Christiana*, XIV, 868.

(4) *Arch. de la Loire-Inférieure*, H, 75. — Rainauld de Beaumont avait un autre frère nommé Gaudin, et un fils et une fille appelés Guillaume et Pétro-nille ; ce Guillaume donna plus tard à Melleray dix sous de rente sur sa terre de la Flécheterie.

mais moins souvent dans les chartes de ce monastère, les aumônes ne cessèrent pas d'affluer en ce lieu de prière, et nous allons continuer d'enregistrer chronologiquement de nombreuses donations.

En 1219, Guillaume, seigneur de la Guerche et de Pouancé, se trouvant à Angers, fit don à Notre-Dame de Melleray de cinquante sous sur les revenus de ses moulins de Pouancé (1). L'année suivante, Alain de Saffré, chevalier, abandonna aux moines de Melleray toute la dîme qu'il levait en la paroisse de Saffré (2), plus un fief en Saffré appelé le Fief-Robert. C'est en 1220 aussi que Geoffroy III, baron de Châteaubriant, fonda à Melleray un service anniversaire pour le repos de son âme ; il donna à cet effet au monastère un homme appelé Alard et la terre dont il jouissait (3).

Geoffroy II, baron d'Ancenis, voulut de son côté témoigner quelque intérêt aux religieux de Melleray ; il confirma donc le don que son grand-père leur avait fait de deux douzaines de lamproies ou d'aloses à prendre le Jeudi-Saint dans ses pêcheries d'Ancenis et l'aumône que son propre père Guihénoc, sire d'Ancenis, leur avait également faite de toute la pêche de ses écluses d'Ancenis. Cet acte de Geoffroy II fut approuvé facilement par sa femme Marquise et par ses fils Geoffroy et Brient que nous savons déjà favorables au couvent de Melleray (4). Vers le même temps et durant l'épiscopat d'Etienne de la Bruère, évêque de Nantes (1213-1227), Guillaume du Meix, chevalier, donna à Melleray tout ce qu'il possédait de dîmes en la paroisse de Mouzeil (5).

En 1224, Marguerite, dame de Sablé, successivement veuve de Guillaume des Roches et de Pierre de Chemillé, se trouvant en l'abbaye de Bonlieu, recommanda aux religieux de Melleray les âmes de ses maris défunts, et confirma le don d'une rente de huit livres que Pierre de Chemillé avait fait à ce dernier monastère ; cette rente était assise sur les revenus du passage, du Lyon d'Angers, et le donateur l'avait affectée sur son lit

(1) Arch. de la Loire-Inférieure, H, 75.

(2) Ibidem. G. 561.

(3) Ibidem, H. 75.

(4) Maillard, Hist. d'Ancenis, 551.

(5) Arch. de la Loire-Inférieure, H. 75.

de mort aux honoraires d'une chapellenie en l'église Notre-Dame de Melleray (1). Un peu plus tard, en 1230, Guillaume de Thouars, seigneur de Candé et du Lyon d'Angers, héritier de Pierre de Chemillé, ratifia la donation de ce dernier (2).

En 1226, Brient de Joué, chevalier, donna aux moines de Melleray la jouissance de sa terre noble de la Chauvelière, la leur laissant à perpétuité s'il venait à mourir sans enfants légitimes; il y ajouta le don d'une portion de la métairie qu'avait possédée feue Bénigne de Joué. D'autres parents de ce seigneur gratifièrent également d'aumônes l'abbaye de Melleray; ainsi Amicie de Joué, femme de V. de Derval, lui donna vingt sous de rente, et Rainauld de Mouais, chevalier, une terre voisine des moulins de Pansachevret. Mais au mois de novembre 1242, le petit-fils de ce seigneur, Melaine de Joué, chevalier, fit les moines de Melleray renoncer à la jouissance de toutes ces diverses donations, même à celle de la Chauvelière, devenue depuis un important manoir, et il leur fit accepter en échange une rente de huit setiers de seigle qu'il s'engagea à leur fournir à perpétuité; l'évêque de Nantes et Geoffroy III, baron d'Ancenis, approuvèrent cette transaction (3).

Au diocèse de Rennes, Bérard de Bain, seigneur dudit lieu et chevalier, abandonna en 1230 à l'abbaye de Melleray tous ses droits sur la maison de la femme d'un nommé Alain Pischeloché, mais quelques années plus tard, en 1243, Pierre de Bain ne fut pas aussi généreux, et il chercha querelle aux moines de Melleray au sujet des aumônes que leur avait faites Geoffroy de Beaumortier : elles consistaient en une rente de cent sous sur les coutumes du chemin de Bain et en dîmes dans la paroisse de Pannecé; l'année suivante, en février 1244, le seigneur de Bain fit une transaction avec les moines de Melleray et les amena à se contenter d'une rente de soixante sous sur le passage de Bain (4).

Au mois de juin 1230, Brient Le Bœuf, surnommé le Vieux, seigneur d'Issé, fit don à Notre-Dame de Melleray, pour le

(1) Pierre Le Chemillé fit cette fondation à Rennes, dans la maison d'Hamelin, trésorier du chapitre.

(2) *Archiv. de la Loire-Inférieure*, H. 75.

(3) *Ibidem*.

(4) *Ibidem*.

salut de son âme, d'une terre qu'il possédait en Abbaretz. Vers le même temps, Geoffroy de Trent donna au même monastère les deux tiers de toutes les dîmes de sa terre de la forêt d'Abbaretz. En 1242, Guégon La Grue et Agathe de Trent, sa femme — fille d'Olivier et nièce de Geoffroy de Trent, — confirmèrent cette donation. Comme les recteurs d'Abbaretz, notamment Geoffroy en 1270, voulaient s'opposer à cette levée des dîmes de leur paroisse par les religieux de Melleray, Guillaume de Vern, évêque de Nantes, s'interposa entre les deux parties et l'abbaye conserva, en Abbaretz, ses droits dont elle jouit jusqu'à la Révolution (1).

En 1234, Henri, évêque de Nantes, approuva le don de quelques dîmes de la paroisse de Teillé, que firent à Melleray deux frères, Jean et Olivier Oilen. Cette donation fut faite au mois de janvier, et le prélat nantais mourut sur les entrefaites et fut inhumé à l'abbaye. Au mois de juin suivant, son successeur sur le siège de Nantes, Etienne, confirma à son tour l'aumône d'une autre partie de la dîme de Teillé, faite à Notre-Dame de Melleray par Agathe, veuve d'Alain de Pannecé, du consentement de son frère Geoffroy de Trent. Au reste, toute cette famille de Trent ou de Trans, était bienfaitrice des religieux ; ainsi au mois de septembre de 1235, Geoffroy de Trent, chevalier, ratifia le don qu'avait fait à Melleray sa femme, Jeanne de Pannecé ; c'était tout droit féodal sur un hébergement et un fief que tenait Guillaume Peloquin en la paroisse de Mésanger.

Voici maintenant les barons de Châteaubriant qui reviennent en scène.

Geoffroy III ayant donné à l'abbaye de Melleray un tiers des dîmes de la paroisse de Mazé en Anjou, son neveu et successeur, Geoffroy IV, confirma d'abord cette donation, l'an 1237, en présence de Guillaume, évêque d'Angers. Mais ce dernier

(1) *Archiv. de la Loire-Inférieure*, H, 75. — Dès l'origine, la querelle entre les moines de Melleray et les paroissiens d'Abbaretz fut si vive, qu'elle fut connue du Souverain Pontife, qui chargea les juges de l'officialité de Vannes de mettre les parties d'accord, mais ceux-ci ne semblent pas y avoir réussi, et cette pacification fut l'œuvre de l'évêque de Nantes. Dans les pièces de ce procès, on voit que ce qu'on appelait la Forêt d'Abbaretz, était habitée en 1235 par Daniel et Bernard de Rozé, Guillaume Robin, Rivallon Le Duc, Robin Daniel, Pierre Coustanz, Guillaume Robert, Geoffroy Grimaud, Guillaume Raffrey et Judicaël Troynel, tous vassaux de Geoffroy de Trent et de Guégon La Grue.

seigneur ne borna pas à cela ses libéralités : dès l'année suivante, il abandonna aux religieux de Melleray quarante sous sur les revenus des coutumes du chemin de Châteaubriant, le jour de la fête de saint Denis. Enfin, en 1250, le noble baron fonda en l'église abbatiale de Melleray deux chapellenies, pour le repos de son âme et pour celui de l'âme de sa femme Sibylle, morte récemment de joie en le voyant revenir de la croisade, alors qu'elle le croyait mort. Il fit aussi don aux moines d'une rente de trente-sept livres dix sous, pour qu'ils pussent acheter les cinquante setiers de froment, mesure de Châteaubriant, nécessaires à la confection de leur pain conventuel (1). Jusqu'à ce moment, paraît-il, les moines de Melleray s'étaient nourris de pain de seigle ou d'avoine ; cette innovation du pain de froment semble indiquer un certain relâchement dans l'austérité primitive de leur règle.

Cependant Bonabes de Rougé, que nous connaissons déjà comme l'un des bienfaiteurs de Melleray, sentait approcher sa fin. Il avait jadis offert au monastère sa dime de Saint-Aubin-des-Châteaux et une rente de dix sous, assise sur les revenus du fief Fucré ; accablé d'infirmités et menacé de mort, il fit encore l'aumône à Notre-Dame de Melleray d'un emplacement de maison au bourg du Teil et de toute la dime lui appartenant en la paroisse de Saint-Vincent. Faisant approcher de sa couche funèbre ses deux fils, Geffroy du Teil et Olivier de Rougé, le vieux chevalier leur fit approuver sa pieuse donation, en présence d'Yves de la Jaille, de René de la Chapelle, Guillaume de Saint-Aubin, Geffroy Le Bastard, Geffroy de Fercé et Guillaume de Derval ; puis il fit sceller l'acte de son sceau présentant un homme à cheval avec une croix sur son écu (2). Le sire de Rougé mourut peu après, le 1^{er} mai 1242, et son corps fut inhumé en l'église abbatiale de Melleray. Quelque temps ensuite, son fils, Olivier de Rougé, fit don à Melleray de la dime qu'il tenait de sa femme Agnès, dans la paroisse de Grandchamp ; à quoi consentirent cette dame et Olivier de Rougé, son fils.

L'année précédente, au mois de décembre, un seigneur du

(1) *Archiv. de la Loire-Inférieure*, H, 75. — Cette rente fut assise sur la coutume de Châteaubriant.

(2) *Archives de la Loire-Inférieure*, H, 75.

pays de Rennes fit un accord avec les moines de Melleray, et voici à quel sujet : la femme d'Auffray de Sion et la veuve de Geffroy de Derval avaient légué à l'abbaye deux mines de froment sur les dîmes de Baguer, près de Dol ; Regnault de Montbourcher ayant épousé Honorée, fille de la femme d'Auffray de Sion, fit consentir les religieux à accepter seize sous de rente au lieu des deux mines de froment ; cet acte fait voir ce que valait alors le sou, car la mine comprenait huit boisseaux, par suite le froment valait un sou le boisseau.

Vers le même temps, la famille seigneuriale de Vritz régla avec Melleray certaines aumônes faites précédemment sur les coutumes du passage de Saint-Médard, par Olivier de Vritz et Béatrice sa fille, femme de Geffroy de Beaumortier. Les moines acceptèrent de Chotard de Vritz, frère dudit Olivier, une rente annuelle de six livres, pour l'acquit de ces diverses donations (1).

Voici encore, toujours au milieu du XIII^e siècle, divers autres personnages nobles faisant quelque bien à Melleray :

Pierre Roaud, chevalier, lui donnant en 1243 deux sous de rente sur sa terre de Grande-Lande, et confirmant en 1251 le don de trois sous de rente fait par Basille, femme de Guillaume de Puceul ; — Pignard de Ros et Agnès Aimette, sa femme, lui abandonnant la propriété de leur hébergement de Tremblé, en 1248 ; — Olivier Grimaut et Pierre Le Moine, partant pour la croisade, également en 1248, lui offrant, l'un ce qu'il possédait en Nort dans le fief de Jean Nenice, l'autre six deniers sur la vigne de Geffroy Rabareu ; — enfin Agathe, dame de Bodieuc, lui léguant une rente de dix sous que reconnurent, en 1258, ses exécuteurs testamentaires, Foulques Le Borgne et Bonabes de Rochefort (2).

Enfin, vers la même époque, furent faites aux moines de Melleray diverses donations non datées, que nous résumons ici :

Thébaud, seigneur de Rochefort, frère de Guillaume de Derval, donne cinquante sous de rente sur ses coutumes de Rochefort ; — Pierre de Coësmes, la moitié d'un setier de seigle ; — Robert de Landavran, sa dîme du Teil ; — Alain,

(1) *Arch. de la Loire-Inférieure*, H, 75.

(2) D. Morice, *Preuv. de l'Hist. de Bret.*, I, 940. — *Arch. de la Loire-Inférieure*, H, 75.

filz de Mahéas, et Pélerine sa femme, ce qu'ils tenaient dans la terre du Breil-Perros ; Daniel de Moulins en fut témoin ; — G. Guerrier et Agathe sa femme, B. de Coësmes et G. de Tresvesche, quelques dîmes ; — Guillaume Le Rouge, le jour où il prit la croix dans l'église Saint-Pierre d'Auverné, de concert avec ses frères Pierre et Eudon, la moitié d'une terre qu'il possédait non loin de Melleray, bornée par le chemin Bernard et le ruisseau de la fontaine de Failgestin ; — Durand, filz d'Eveillard, seigneur de Vélobert en Cornuz, au diocèse de Rennes, en recevant l'habit religieux à Melleray, la rente de la moitié d'un setier d'avoine ; ce qu'approuvèrent Daufin son frère, Raoul Le Petit et Péan de Chanteloup (1).

VIII

En l'an 1259, nous retrouvons enfin le nom de l'abbé de Melleray : il s'appelait frère JEAN, et nous le désignerons sous le nom de JEAN I^{er}, pour le distinguer de ses successeurs du même nom. Il donna, en 1259, une quittance au sénéchal de Nantes, probablement à l'occasion du versement des rentes données à Melleray par les ducs de Bretagne, et il eut pour successeur un moine nommé ROBERT (2).

Continuons la liste des donations. En 1260, Fromond Jarret, chevalier du pays de Rennes, approuva le don d'une rente d'un quartier de seigle fait aux moines de Melleray par son filz écuyer Geffroy Jarret.

Dans le même temps, Guillaume de la Marzelle, également écuyer, reconnut, devant l'évêque de Nantes, que ses parents avaient légué vingt-trois sous de rente à Melleray.

En 1261, Pierre Vigier, écuyer, confirma aux religieux de ce monastère le droit d'usage dans les bois et les pâtures d'Aufay et de la Vieilleville, que leur avaient donné ses défunts père et mère Pierre Vigier et Théophanie. Enfin, en 1263, Bonamy de la Châteigneraye et Guillemette, sa femme, reconnurent devoir à Melleray une rente de seize sous (3).

(1) *Arch. de la Loire-Inférieure*, H. 75.

(2) Hauréau, *Gallia christiana*, XIV, 868.

(3) *Arch. de la Loire-Inférieure*, H. 75.

Au mois d'avril 1264, Brient Le Bœuf, fils de Brient Le Bœuf le Vieux, que nous connaissons déjà, déclara que sa femme Thomasse avait légué en mourant à l'abbaye de Melleray une rente de vingt sous à prendre sur les revenus de sa terre de la Billière en Saint-Herblon.

En 1270, Guillaume, seigneur de Derval, reconnut que son aïeul, appelé aussi Guillaume et seigneur de Derval, avait donné en aumône, à Melleray, une même rente de vingt sous ; cinq ans plus tard, Bonabes, sire de Derval, confirma cette donation (1).

En mai 1272, Olivier, seigneur de Rougé, chevalier, l'un des héritiers de feu dame Jeanne de Pannecé, avoua que cette dame avait légué aux moines de Melleray cent sous de rente sur les revenus de sa terre de la Chapelle-Glain et de Saint-Sulpice ; comme le chevalier Jean Burel était l'autre héritier de la défunte, Olivier de Rougé, pour acquitter sa dette de cinquante sous de rente envers Melleray, assit cette rente sur ses coutumes du passage de la Chapelle-Glain, ayant vendu la terre de ce nom à « Monseigneur Guillaume Le Veier de Soudan (2). »

Jadis Alice, dame d'Ancenis et de Maumusson, avait donné aux abbayes de Pontron et de Melleray les dîmes qu'elle récoltait en la paroisse de Maumusson. Après son décès, Philippe Savary, seigneur de Montbazou et de Maumusson, chercha querelle aux moines au sujet de cette dime. Pour éviter tout différend, au mois de mai 1276, Robin de Coësmes, chevalier, et Jeanne, sa femme, seigneur et dame de Maumusson, firent accepter aux religieux, en échange de la dime de Maumusson, quatre arpents de prairies dans la paroisse d'Anetz (3).

IX

En 1282, frère YVES était abbé de Melleray ; Geoffroy IV, baron d'Ancenis, et Geoffroy V, baron de Châteaubriant,

(1) Du Paz, *Hist. général. des principales maisons de Bret.*, 157.

(2) *Archiv. de la Loire-Inférieure*, H. 75.

(3) D. Morice, *Preuv. de l'Hist. de Bret.*, I, 1040.

choisirent ce religieux pour régler un différend survenu entre eux au sujet d'un droit dans la forêt de Belligné ; l'abbé fut assez heureux pour satisfaire les deux parties (1).

Mais dès l'année suivante nous trouvons le siège abbatial de Melleray occupé par GUILLAUME I^{er}, qui gouvernait encore en 1292 (2). Par esprit de conciliation, il céda aux chanoines réguliers de l'abbaye Toussaints d'Angers les dîmes de Ver (3).

De son temps, Guillaume, fermier de Joué quoique chevalier, donna à Melleray dix sous de rente pour le salut de son âme. — En 1289, quelques difficultés s'étant élevées entre les religieux de Melleray et Geoffroy « sire de Châteaubriant, de Melleray, de Moisdon, de Joué et d'Auverné, » Durand, évêque de Nantes, sut les aplanir, au contentement de tous. — Enfin, en 1290, Guillaume, abbé de Melleray, fit un échange avec Hervé, sire de Blain (4), et l'année suivante afféagea quelques terres.

D'après le manuscrit des Blancs-Manteaux, Guillaume I^{er} eut pour successeurs, sur le siège abbatial de Melleray :

GEFFROY II,

RAOUL,

DANIEL,

et DENIS (5), mais on ne sait rien de ces religieux.

X

JEAN II gouvernait Notre-Dame de Melleray en 1347. A cette époque, il fit un traité avec Geoffroy VI, baron d'Ancenis, au sujet de certains devoirs qui incombaient à l'abbé et aux moines de Melleray envers le seigneur d'Ancenis, à cause du bois du Drullay. Par ce traité, l'abbé de Melleray s'engagea à dire, à perpétuité, tous les samedis, une messe de la sainte Vierge au grand autel de son église abbatiale, pour le sire d'Ancenis, son fils, et leurs successeurs (6).

(1) Maillard, *Hist. d'Ancenis*, 557.

(2) Hauréau, *Gallia Christiana* XIV, 868.

(3) *Ibid.*, 869.

(4) *Archives de la Loire-Inférieure*, H, 75.

(5) Hauréau, *Gallia christiana* XIV, 869.

(6) Maillard, *Hist. d'Ancenis*, 562.

PIERRE II, successeur du précédent abbé, mit d'accord en 1379 les religieux de Pontron et les chanoines réguliers de l'abbaye de Paimpont.

OLIVIER lui succéda, mais on ne connaît que son nom (1).

GUILLAUME II était en 1405 abbé de Melleray, d'après un acte de l'abbaye de Prières ; la même année il rendit aveu à la baronnie de Châteaubriant (2). Un an plus tard, le célèbre connétable Olivier de Clisson, faisant son testament, légua à l'abbaye de Melleray trois cents livres pour prier pour le repos de son âme (3).

JEAN III rendit aveu au seigneur de Châteaubriant le 26 mars 1413. Il vivait encore en 1430, suivant une procuration qui se trouvait avant la Révolution aux archives de Châteaubriant (4).

JEAN IV LABOUREL obtint du Souverain Pontife la permission de porter la mitre et les habits pontificaux. Ce fut probablement lui qui rendit, le 12 janvier 1442, aveu au duc de Bretagne pour « le lieu nommé le Vieil-Melleray où est assis le moustier et abbaye de Nostre-Dame de Melleray. » Il prend dans cet aveu la qualité de « frère Jehan, humble abbé du moustier et abbaye de Nostre-Dame de Melleray (5). » Jean Labourel mourut en 1460.

JEAN V LE VERRIER, successeur du précédent, appartenait, selon Potier de Courcy, à une famille noble du diocèse de Rennes, portant pour armes : *Ecartelé aux 1^{re} et 4^e : de gueules au croissant d'or ; aux 2^e et 3^e : échiqueté d'argent et de gueules de six tires ; au chef de sable chargé d'un lion issant d'or.* Jean Le Verrier fut élu abbé en 1460. Il acheta, trois ans plus tard, au nom de son monastère, d'avec Louis Coupegorge, la terre noble de la Poupinière, en Nort (6). Le 6 juin 1471, il rendit aveu au duc de Bretagne pour son abbaye. Le 20 février 1474, des Bulles pontificales le transférèrent à l'abbaye Notre-Dame de Prières, au diocèse de Vannes, appartenant, comme celle de Melleray, à l'ordre de Cîteaux. Jean Le Verrier devint,

(1) Hauréau, *Gallia Christiana*, XIV, 869.

(2) Abbé Tresvaux, *l'Eglise de Bretagne*, 576.

(3) D. Morice, *Prew. de l'Hist. de Bretagne*, II, 781.

(4) Abbé Tresvaux, *l'Eglise de Bretagne*, 576.

(5) *Archives de la Loire-Inférieure*. B, 64.

(6) De Cornulier, *Diction. des fiefs du comté nantais*, 233.

en 1483, visiteur et réformateur général de son ordre dans toute la Bretagne. D'après le nécrologe de Prières, il mourut le 23 juin 1498 (1).

CHARLES GAIGNART semble avoir été abbé de Melleray à la suite de la démission du précédent, mais il ne dut pas gouverner longtemps.

GUILLAUME III MORICET *vel* MORICEL, abbé de Melleray en 1478, rendit alors aveu à la baronnie de Châteaubriant ; il mourut en 1487 (2).

GUILLAUME IV BOUQUEREL fut élu en 1487 ; il rendit aveu à Anne de Bretagne, le 28 juillet 1494, pour les salines que son abbaye possédait à Guérande, et y prit le titre de « frère Guillaume, abbé du moustier et abbaye de Nostre-Dame de Melleray (3) ; » il vivait encore en 1495, suivant quelques actes de l'abbaye de Prières.

FRANÇOIS MELLET était, en 1510, abbé de Melleray, d'après un catalogue des abbés de ce monastère. M. de Courcy croit qu'il appartenait à une famille noble du pays de Rennes, portant pour armes : *d'argent à trois merlettes de sable*, et pour devise : *speculo et mella* (4). François Mellet assista, en 1514, avec l'abbé de Buzay et d'autres dignitaires ecclésiastiques, à la translation solennelle, au couvent des Carmes de Nantes, du cœur de la reine-duchesse Anne de Bretagne ; il y accompagnait l'évêque de Dol qui officiait.

PIERRE III DE LA HAYE, abbé de Melleray, en 1520, appartenait, croit-on, à une famille noble du pays de Saint-Nazaire, portant pour blason : *de gueules à trois bandes d'argent* (5). En 1529, il fit un accord au sujet de quelque terre, avec les religieuses de l'abbaye du Ronceray, d'Angers. Il assista aux Etats de Bretagne tenus à Nantes en 1539.

L'année suivante, le 18 mai, « frère Pierre, humble abbé de l'abbaye et benoïst moustier de Nostre-Dame de Melleray, » fit aveu au Dauphin, duc de Bretagne, pour les salines et rentes que lui et ses religieux possédaient en Guérande, Batz

(1) Abbé Tresvaux, *l'Eglise de Bretagne*, 563.

(2) *Ibidem*, 576.

(3) *Archives de la Loire-Inférieure*, B. 64.

(4) *Nobiliaire de Bretagne*, II, 258.

(5) Potier de Courcy, *Nobiliaire de Bretagne*, II, 16.

et Saillé (1) ; le 14 décembre suivant, Pierre de la Haye prêta serment au roi pour son abbaye de Melleray ; il fut le dernier abbé régulier de ce monastère où il mourut.

XI

« Noble Messire ETIENNE DE BREZÉ, protonotaire du Saint-Siège apostolique, conseiller et maître des requêtes de la maison de Monseigneur le Dauphin, » ouvre la série des abbés commendataires de Melleray. Dès lors les religieux cessent d'élire eux-mêmes leur chef ; c'est le roi qui présente et le pape qui nomme cet abbé. Le 23 avril 1544, Etienne de Brezé prêta le serment de fidélité au roi « pour raison du temporel de ladicte abbaye Nostre-Dame de Melleray, tenue prochainement de Sa Majesté, sous la juridiction de Nantes, à devoir de prières et oraisons (2). » Cet abbé appartenait à une famille distinguée de la noblesse française, portant : *d'azur à un écusson d'or vidé et rempli d'argent en cœur ; à l'orle de huit croisettes d'or posées 3 en chef, 2 en fasce et 3 en pointe.*

ADRIEN DE BOUCART était abbé de Melleray en 1551 ; il existe deux familles de Boucart, l'une en Normandie, portant *de sinople à trois têtes de bouc d'or, arrachées, 2, 1* ; l'autre en Berry, portant : *de gueules à trois lions d'or, 2 et 1* ; nous ne savons à laquelle d'elles appartenait l'abbé de Melleray (3). En 1554, Adrien de Boucart donna procuration pour rendre aveu.

JACQUES DE SAVONNIÈRES, fils de Jean de Savonnières, seigneur de la Bretesche, et d'Olive de Mathefelon, abbé de Melleray en 1556, portait pour armoiries : *de gueules à la croix pattée d'or.* Il était aussi abbé commendataire de Cadouin et frère de Mathurin de Savonnières, évêque de Bayeux.

JEAN TROTAY fit le 15 novembre 1565, en qualité d'abbé de Melleray, serment de fidélité au roi « à cause du temporel

(1) *Archives de la Loire-Inférieure*, B, 84.

(2) *Ibidem*, B. 1009.

(3) Jouffroy d'Eschavannes, *Armorial universel*.

(4) Hauréau, *Gallia Christiana*, XIV, 869.

de sadite abbaye (1). » Il résigna son bénéfice en faveur du suivant.

LOUIS BUET, abbé de Melleray en 1570, était frère de Marc Buet, seigneur du Plessix-Buet et chevalier de l'Ordre du Roi ; l'un et l'autre étaient nés de l'union de Gilles Buet et de Jacquette de Rochefort ; leurs armes étaient : *de gueules à trois croisilles d'argent* (2).

« Noble escuyer Messire Louys Buet » rendit aveu au roi le 25 mai 1572, assista aux Etats de Bretagne tenus à Rennes en juillet 1574 et fit serment de fidélité au roi le 8 juin de l'année suivante. Aux Etats tenus à Nantes, en 1583, il présida l'ordre du clergé. Louis Buet mourut en 1590 et fut inhumé le 15 août dans l'église de Saint-Denis, en la ville de Nantes (3).

GEORGES D'ARADON, fils de René d'Aradon et de Claude de Quého, appartenait à une famille noble du pays vannetais, portant *de sable à sept macles d'argent* ; conseiller au Parlement de Bretagne en 1587, il devint peu de temps après abbé commendataire de Redon et de Melleray ; en récompense de son zèle pour la Ligue, il fut nommé évêque de Vannes, à la sollicitation du duc de Mercœur, et prit possession de son évêché en 1593 (4). Cette même année, il résigna son abbaye de Melleray en faveur de son grand vicaire qui suit.

JEAN JUHEL, fils de Hervé Juhel et de Louise Martin, naquit à Vannes, en la paroisse du Mené ; devenu prêtre et licencié en l'un et l'autre droit, il fut successivement conseiller du roi au présidial de Vannes, recteur de Guégon, chanoine de la cathédrale de Vannes, protonotaire apostolique, puis scholastique, archidiacre et vicaire général de Vannes (5). Envoyé comme député aux Etats généraux de Paris en 1593, il prêta serment de fidélité au roi pour l'abbaye de Melleray le 7 juillet de cette même année et prit possession de ce bénéfice le 23 septembre suivant (6). Jean Juhel, en qualité d'abbé de Melleray, prit encore part aux Etats de Bretagne tenus à Rennes

(1) Arch. de la Loire-Inférieure, B. 1009.

(2) De Carné, *Les Chevaliers bretons de Saint-Michel*, 71.

(3) Abbé Tresvaux, *L'Eglise de Bretagne*, 577.

(4) Abbé Le Mené, *Hist. du diocèse de Vannes*, II, 39.

(5) Abbé Laco, *Pouillé de Vannes*.

(6) Reg. des insinuations du diocèse de Nantes (Arch. de l'évêché de Nantes).

en mai 1598, mais il dut résigner son abbaye peu de temps après. Il avait pour armoiries *de gueules au croissant d'argent, au lambel de même*.

JEAN DU BEC, d'une noble famille normande, portant *fuselé d'argent et de gueules*, était fils de Charles du Bec, baron de Bourris, et de Marie de Cléry de Gousserville. Neveu de Philippe du Bec, évêque de Nantes, il succéda à ce prélat en 1596 mais permuta l'évêché de Nantes contre celui de Saint-Malo et ne fut sacré qu'en 1599. Il était en même temps abbé commendataire de Mortemer (où il fut inhumé en 1610) et de Melleray ; toutefois, dès 1602, il résigna cette dernière abbaye entre les mains du pape qui en pourvut Jean Giraud, chanoine de Nantes (1).

Les noms des trois précédents abbés de Melleray ne figurent sur aucun des catalogues dressés jusqu'à ce jour ; voici comment ils sont venus à notre connaissance : Dans une enquête faite en 1603, les religieux de Melleray, au nombre de huit (2), témoignèrent des dégâts causés au monastère par l'absence des trois derniers abbés précédant Jean Giraud, et qu'ils nomment unanimement « les sieurs d'Aradon, de Guégon et de Saint-Malo. » Ces noms nous mirent sur une voie que vinrent éclairer les *Registres des insinuations*.

JEAN GIRAUD fit le serment de fidélité au roi, comme abbé de Melleray, le 19 juin 1602, et prit possession le 1^{er} août suivant. Il appartenait à une famille noble du pays nantais. Docteur en droit et chanoine de la cathédrale de Nantes, Jean Giraud rendit aveu au roi pour son abbaye en 1606. Il siégea aux Etats de Nantes en 1609 et 1623, et prêta un second serment de fidélité au nouveau roi le 15 avril 1617 ; à cette époque il était aussi prieur commendataire de Grilleau à Nantes (3). Ses armoiries sont sculptées dans le cloître de Melleray, au-dessus de la porte de l'ancien chapitre et à l'intérieur de ce même cloître ; il portait : *d'azur à une fasce onnée d'hermines, accompagnée de trois croissants de même*. Au-dessous de l'un de ces écussons, on lit sa devise : *Nil timere aut*

(1) *Reg. des insinuations du diocèse de Nantes*.

(2) Ils se nommaient frères Jamyn, prieur ; Bonnel, Hervouët, Caillet, Renault, Dupont, Chaillou et Pallerne. (Vov. *Arch. de la Loire-Inférieure*. II, 76.)

(3) *Arch. de la Loire-Inférieure*, B, 1009.

timide (1). Jean Giraud résigna Melleray l'an 1624 en faveur de son neveu, moyennant une pension viagère.

CLAUDE HERLAT, docteur en théologie, était né en Notre-Dame de Nantes, de Claude Herlat et de Jeanne Giraud.

Nommé en 1624 abbé de Melleray, il reçut cette même année les ordres sacrés (2). Il ne prêta en cette qualité que le 16 mars 1628, serment de fidélité au roi, et lui rendit aveu le 9 octobre 1629. Il était en 1646 chanoine de la cathédrale de Nantes, et il rendit un second aveu au roi le 13 juillet 1652 (3).

ANTOINE BINET, licencié ès-droits et grand archidiacre de Nantes, fit, en qualité d'abbé de Melleray, serment de fidélité au roi le 13 février 1671. D'après Potier de Courcy, Hauréau et Tresvaux, il appartenait à la famille Binet de Montifray, qui porte : *de gueules au chef d'or chargé de trois croisettes au pied fiché d'azur*, et dont la devise est *Ille vicit* ; mais M. Kerviler lui refuse cette noble origine dans sa *Bio-Bibliographie bretonne*. Il prit part en 1671 aux Etats de Bretagne tenus à Vitré, et rendit aveu au roi en 1678. En qualité d'archidiacre, il écrivit un très intéressant procès-verbal des visites faites par lui en 1683 et années suivantes, dans les cinquante et une paroisses du climat de Clisson (4). Antoine Binet mourut en 1689.

MICHEL-JEAN-BAPTISTE OLLIER DE VERNEUIL, docteur en Sorbonne, prieur de Marchesieux et de Saint-Florent, fut nommé abbé de Melleray le 24 décembre 1689, et prêta serment de fidélité au roi le 5 mai suivant. Nous pensons, sans pouvoir l'assurer, que ce prélat appartenait à une famille noble de Beauce portant : *d'or au chevron de gueules, chargé en pointe d'un croissant d'or, surmonté d'un besant de même, et accompagné de trois grappes de raisins, aussi de même*. Michel-

(1) Chose assez singulière, on regarde à Melleray le premier de ces écussons comme étant celui de M. Weld, bienfaiteur des Trappistes en Angleterre et comme ayant été placé là en 1817 par Dom Antoine, en témoignage de sa gratitude. Il est pourtant facile de voir que les deux écussons sont semblables et remontent l'un et l'autre au XVII^e siècle.

(2) *Reg. des insinuations du diocèse de Nantes*.

(3) *Arch. de la Loire-Inférieure*, B, 64 et 1009.

(4) Ce *Procès-verbal* manuscrit se trouve au dépôt des Archives de la Loire-Inférieure, G, 51 à 54 et 113.

Jean Ollier de Verneuil siégea aux Etats de Bretagne tenus à Vannes en 1691, et partagea en 1693 la mense de l'abbaye de Melleray avec ses religieux ; il gouverna jusqu'en 1738 (1).

THOMAS-MARIE BOULAIN, nommé par le roi abbé de Melleray en 1738, était originaire de Saint-Malo, et sa famille portait pour armes : *Ecartelé aux 1^{er} et 4^e d'argent à l'arbre de Sinople, aux 2^e et 3^e d'azur au croissant d'argent*. Prêtre, docteur en théologie et chanoine de Saint-Malo, Thomas Boulain conserva l'abbaye de Melleray jusqu'à sa mort, arrivée en 1754.

VINCENT-MARIE LE BORGNE DE KERMORVAN appartenait à une famille distinguée du pays de Léon, portant : *d'azur à trois huchets d'or, liés et virolés de même*, et pour devise : *Attendant mieux* ; c'était le frère de Charles-Guy Le Borgne de Kermorvan, évêque de Tréguier. L'abbé de Kermorvan était lui-même chanoine de Quimper, lorsqu'en 1754 il fut nommé abbé de Melleray ; il jouissait encore de ce bénéfice, lorsqu'il mourut en 1776.

RENÉ-AUGUSTIN LE MINTIER naquit en 1729, à Sévignac, dans le diocèse de Saint-Malo, d'une noble famille ayant pour armes : *de gueules à la croix engreslée d'argent*, et pour devise : *Deus meus... omnia sunt*. Docteur en théologie, il devint vicaire général à Saint-Brieuc, puis à Rennes, archidiacre d'Armagnac à Auch, et, en 1776, abbé de Melleray. De concert avec ses religieux, et peu après sa prise de possession de Melleray, il abandonna au recteur d'Issé les dîmes de cette paroisse dont ses prédécesseurs jouissaient. En 1780, René Le Mintier fut nommé évêque de Tréguier, il conserva néanmoins son abbaye jusqu'en 1789. Chassé par la Révolution l'année suivante, il se réfugia en Angleterre et mourut à Londres en 1801, laissant la réputation d'un saint prélat (2).

XII

L'histoire de l'abbaye de Melleray offre, comme celle de la plupart des monastères, trois périodes consécutives : le temps de

(1) Hauréau, *Gallia Christiana*, XIV, 870.

(2) Abbé Tresvaux, *l'Eglise de Bretagne*. 383.

la formation, signalé par les nombreuses donations des ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles, et par la ferveur des premiers religieux, — l'époque de relâchement dans la discipline provenant en partie des richesses acquises à l'abbaye, favorisé au ^{xvi}^e siècle, par l'introduction de la commende et achevé par les guerres civiles du temps de la Ligue, — enfin la période de réformation religieuse aux derniers siècles.

Malheureusement les documents nous font défaut pour entrer dans les détails ; nous venons bien de décrire l'agglomération successive des terres, rentes et dîmes, qui donna dès le ^{xiii}^e siècle un beau domaine et de bons revenus aux religieux de Notre-Dame de Melleray. Cette dévotion populaire envers le monastère, cette pieuse rivalité de tous les seigneurs, grands et petits, des environs à doter les moines, prouvent bien en quelle estime ceux-ci étaient tenus dans le pays qu'ils habitaient.

Nous savons par ailleurs, qu'ayant trouvé au Vieux-Melleray un lieu désert et sauvage, partie en bois, partie en terres incultes, ils étaient parvenus, à force de travail et de persévérance, à en changer complètement la physionomie, et à créer de vertes prairies, des champs produisant de riches moissons et de beaux vergers pleins d'arbres fruitiers. Ils avaient aussi construit un solide et convenable monastère, d'où le luxe avait été proscrit, mais qui subvenait parfaitement à tous les besoins de la vie régulière.

Devant de tels résultats, qui n'étaient pas particuliers à Melleray, mais qu'offraient au ^{xiii}^e siècle tous les établissements Cisterciens, les papes s'empressèrent de féliciter les religieux qui suivaient si bien les enseignements de saint Benoît et de saint Bernard, partageant leur vie en deux occupations : la prière et le travail des mains. Nous avons déjà vu le pape Eugène III prendre dès 1141 l'abbaye de Melleray sous sa haute protection. Plus tard, le Souverain Pontife Innocent IV voulut à son tour récompenser par d'insignes privilèges tant de vertus pratiquées dans l'obscurité du cloître. De 1245 à 1247, il envoya aux religieux de l'ordre de Cîteaux plusieurs bulles que nous résumons en quelques mots. Par l'une, il dispense toutes les abbayes de cet ordre de la visite des Ordinaires ; dans une autre, il défend d'excommunier les serviteurs des religieux

Cisterciens et dispense les religieux eux-mêmes de paraître devant un synode ou une assemblée séculière, pour un délit autre que celui d'hérésie ; dans une troisième, il interdit au clergé séculier de violer les privilèges, en vertu desquels les religieux de l'ordre de Cîteaux sont exempts de toute juridiction extérieure (1).

Mais on abusa de ces privilèges mêmes, et les passions humaines, renaissant avec le temps dans les cloîtres, ébranlèrent peu à peu les fondements de la vie monastique ; l'austérité première disparut, le travail ne sembla plus nécessaire parce qu'on était devenu riche, la ferveur et la piété diminuèrent en même temps, et la sainte règle tracée par les bienheureux fondateurs fut sinon abandonnée, du moins considérablement mitigée. Sur les entrefaites, l'ambition des grands pénétra dans l'abbaye, et la commende, ce fléau de l'Eglise, parvint à s'y introduire.

« On sait que les commendes n'étaient autre chose que des bénéfices accordés à des ecclésiastiques séculiers et même à des laïques, aux dépens des communautés régulières, qui se trouvaient privées à la fois d'une partie de leurs revenus et de l'autorité abbatiale, que les commendataires exerçaient seulement au temporel. On sait aussi à quels abus elles donnaient lieu. Dom Lobineau écrit qu'elles avaient souvent plutôt l'air d'un véritable brigandage que d'une administration légitime. Ces excès augmentèrent avec les guerres de religion, qui ouvrirent les portes à toutes les iniquités. Les biens ecclésiastiques devinrent la proie et le butin des combattants. Les spoliations furent brutales. On vit parfois le loup entrer dans la bergerie, sous le déguisement du pasteur (2). »

Nous ne connaissons pas assez la vie privée des abbés commendataires de Melleray au xvi^e siècle, pour pouvoir les accuser d'avoir donné scandale à ce point ; mais nous savons du moins qu'ils ne résidaient point à Melleray ; nous savons aussi que la guerre de la Ligue fit de terribles ravages dans les environs de Châteaubriant, ville plusieurs fois prise et reprise par les Ligueurs. Voici d'ailleurs un document qui va

(1) *Archiv. de la Loire-Inférieure*, H, 19,

(2) Le Gouvello, *Revue de Bretagne et de Vendée*, XLIV, 346.

nous faire connaître tout à la fois ce qu'était l'ancien monastère de Melleray, tel que l'avaient construit les Cisterciens du ^{xiii}^e siècle, et quels dégâts y occasionnèrent « la négligence des abbés et le passage des gens de guerre. » Ce procès-verbal (1) fut dressé en 1603, à la demande de Jean Giraud, nouvellement nommé abbé commendataire de Melleray; nous en extrayons ce qui suit :

Les enquêteurs constatèrent d'abord diverses réparations urgentes dans le carrelage, le vitrage et la couverture de l'église abbatiale de Melleray et de ses deux chapelles adjacentes, dédiées à l'Annonciation et à saint Jean.

Les dégâts signalés au grand cloître nous font connaître cette galerie aujourd'hui disparue. « La base qui porte les colonnes est rompue en quelques endroits, et il manque jusqu'au nombre de onze colonnes de pierre de taille et deux arceaux qui supportent la couverture dudit cloître tombée et du tout ruinée. »

L'on passa de ce cloître dans la salle du Chapitre, puis dans le Petit Cloître appelé aussi le Cloître de l'Abbé, et enfin dans la chapelle du dit Petit Cloître; mais les murailles de cette chapelle se trouvaient « presque du tout ruinée et gastée et prestes à tomber, et n'y a aucun carreau ny vitrail en icelle. »

Le dortoir contenant neuf « chambres » à l'usage des simples religieux; « le grand logix, appelé le logix de Prières » et les chambres de l'abbé, du prieur et du sous-prieur avaient moins souffert et n'avaient guère besoin que d'un nouveau carrelage.

Le réfectoire se trouvait dans un pitoyable état et sans pavé; « en toutes les fenestres n'y a aucunes vitres, » et dans la dite salle, « sont quantité de gerbes de blé et de grains. » Pourquoi le réfectoire des religieux se trouvait-il ainsi converti en grenier? la suite du procès-verbal nous l'apprend: c'est que « le grand logix, sans cheminées, où anciennement estoient le grand cellier et les grands greniers de l'abbaye » était en ruine, « les terrasses d'iceluy toutes gastées et rompues, et sa charpente tombée en partie. »

Mentionnons encore « la galerie qui est en la principale entrée du couvent » et « le grand portail qui est au joignant; »

(1) *Archiv. de la Loire-Inférieure*, H, 76.

celui-ci n'a plus de « portes fermantes, » et sa couverture laisse à désirer.

Il faut aussi noter un logis renfermant la cuisine, la salle servant alors de réfectoire et quelques chambres au-dessus. N'oublions pas non plus les ruines d'un petit édifice voisin du cloître de l'abbé, que les religieux dirent « avoir été une chapelle qu'on appeloit la chapelle de Clisson. »

Il existait encore une autre chapelle « appelée la chapelle des Daille, joignant le grand portail de ladite abbaye, laquelle chapelle menace ruine, l'autel rompu et sans aucunes portes ny vitres. »

La visite et le procès-verbal se terminent par les étables, fanneries, boulangeries et moulins de l'abbaye et par les métairies qui en dépendaient.

Ce qui est surtout intéressant pour nous dans ce document, c'est la constatation de l'ensemble des édifices formant l'abbaye de Melleray avant la commende : l'église abbatiale avec son cloître et les logements d'une dizaine de religieux, l'appartement de l'abbé, sa chapelle et son cloître particuliers, — plusieurs autres petits oratoires, probablement fondés par de pieuses familles ; — enfin quelques bâtiments caractéristiques, tels que ce logis des celliers et gréniers et ce portail principal avec sa galerie.

Lorsque l'abbé Jean Giraud entreprit la reconstruction de son abbaye — fait attesté par plusieurs écussons à ses armes qui existent encore à Melleray, — il dut commencer par raser tout ce qui tombait en ruines, notamment les anciennes chapelles de Clisson et des Dailles, et malheureusement aussi les deux cloîtres et l'appartement de l'abbé avec son oratoire.

C'est à la suite de cette destruction que fut construite, sur le bord du bel étang de Melleray, la maison de l'Abbatiale, pour servir de résidence aux abbés commendataires ; cette maison, qui subsiste toujours, — affectée au logement des pensionnaires de l'abbaye, — est posée d'une façon charmante au milieu de parterres élevés sur une terrasse baignée par les flots du petit lac ; à sa droite un vieux bois, à sa gauche le monastère, en face la belle nappe d'eau et sur un flot rocailleux la statue de Notre-Dame.

Mais nous ne saurions trop regretter ces vieux cloîtres avec

leurs colonnes et leurs arceaux en pierre de taille, probablement de style roman comme l'église et le portail ; ce qui constitue actuellement le cloître de Melleray ne rappelle en rien la construction primitive.

XIII

Si au point de vue matériel l'abbaye de Melleray était en si triste-état au commencement du xvii^e siècle, il est fort probable qu'au point de vue spirituel, le couvent cistercien laissait également à désirer ; la preuve en est qu'il fut, durant ce siècle, l'objet d'une sérieuse réforme.

La Bretagne ne possédait pas moins de seize abbayes appartenant à l'ordre de Citeaux, quatorze maisons d'hommes et deux de femmes. La plupart d'elles, semble-t-il, avaient besoin d'être rappelées à l'observance de leur règle primitive. Cette salutaire réforme naquit en l'abbaye de Prières, au diocèse de Vannes, grâce au zèle persévérant et au véritable esprit religieux qui animaient dom Bernard Carpentier, prieur de ce monastère. A force d'instance, il parvint à chasser de Prières la commende et obtint un abbé régulier, choisi par les moines du lieu. Sous le gouvernement de dom Jean Jouaud, qu'éclairaient les conseils de dom Carpentier, la réforme s'étendit de Prières dans toutes les maisons cisterciennes de Bretagne ; d'ailleurs la protection de Richelieu, abbé général de Citeaux, ne lui manqua point et fut d'un grand secours aux pieux réformateurs.

En 1653, dom Jouaud, abbé de Prières, devint vicaire général de l'Ordre et membre du conseil de conscience, ce qui l'obligea à venir résider à Paris, au collège de Saint-Bernard. Désigné presque en même temps comme visiteur de la Bretagne, de la Normandie et d'autres provinces, il releva l'Étroite Observance, à travers mille obstacles, dans un grand nombre d'abbayes, notamment au diocèse de Nantes, dans celles de Villeneuve et de Melleray (1).

(1) Le Gouvello, *Revue de Bretagne et de Vendée*, XLIV, 358.

C'est donc vers la fin du XVII^e siècle que fut réformé le monastère de Melleray ; en même temps qu'on y rétablissait la règle de saint Bernard, légèrement modifiée, on poursuivait la reconstruction des bâtiments claustraux entreprise par l'abbé Giraud. Du grand carré formant le cloître, l'un, celui de l'est, porte la date de 1701 ; l'autre, vis-à-vis à l'ouest, celle de 1761. Cette dernière construction vraiment monumentale présente, suivant l'usage du temps, plutôt la façade d'un riche hôtel ou d'un château que celle d'un couvent.

Quant à l'édification de la partie orientale du monastère, voici l'inscription qui fut alors gravée sur l'une des pierres fondamentales : il est à remarquer qu'on y lit le nom du vicaire général de Cîteaux, l'abbé de Prières, d'où la réforme était venue à Melleray, tandis que celui de l'abbé même de Melleray fait défaut, parce qu'il n'était que commendataire.

Uni trinoque Domino.
Anno salutis MDCCI, VI non. maii
Sub Pont. Max. Clément XI.
Reg. Franc. Lud. XIV. Abb. gen.
Cist. R^{mo} D. Nic. Larcher ; vic.
Gen. R. D. J. M. de Sérent,
A. de Precib : Lapis hic fundamentalis
Positus est a nobilissimis et protectricibus personis
D. Francisca Dondel uxore D. J. B.
De Cornulier D. de Loreire equitis et magnatis,
D. B. Theresi de Sancyin uxore
D. J. Raoul D. de la Guibourgère equitis et magnatis,
D. Jac. Awril D. de Senegrau equitis et magnatis
Cum D. Francis. Fournier uxore sua (1).

Les deux autres côtés du cloître sont occupés au nord par la vieille église abbatiale du XII^e siècle, et, au sud, par une construction trop modifiée de nos jours pour qu'on puisse lui assigner sa date ancienne. Ce sont là ce que l'on appelait les « quatre ailes » formant le carré du cloître. Au moment de la Révolution, on y trouvait « quinze chambres de religieux,

(1) Lainé, *Généalogie de la maison de Cornulier*, 194.

quatre chambres d'hôtes, un salon, une salle à manger et les autres pièces nécessaires au service de la communauté. Il y avait huit lits pour les domestiques (1). »

Suivant le *Cartulaire de Bégar* et la *Chronique de Melleray*, ce dernier monastère n'avait été fondé que pour huit religieux (2). Il ne semble pas que ce nombre assez restreint ait jamais été de beaucoup dépassé; en 1790, il n'était même plus atteint.

A cette dernière et triste époque, en effet, le personnel régulier de l'abbaye de Melleray se composait des sept religieux dont voici les noms : Etienne Carlier, prieur ; Jean-Joseph Richard, procureur ; Jean Le Maître, chantre ; Pierre Chinon, sacriste ; Jean-Baptiste Bresdon, cellerier ; Jean-Baptiste Vannier, ancien prieur de Buzay ; Clément Martin, frère convers.

Il y a une quarantaine d'années, quelques vieillards des environs de l'abbaye parlaient encore volontiers de ces derniers religieux de Melleray. D'après leurs dires, recueillis par le R. P. Hermeland (3), ils exerçaient beaucoup de charités ; le prieur faisait travailler grand nombre d'ouvriers du pays, soit comme vassaux, en leur faisant acquitter leurs journées de prestations, soit comme journaliers, moyennant salaire ; ils avaient aussi plusieurs domestiques attachés à leur maison et parfois ne dédaignaient point de travailler de leurs mains avec eux ; c'est ainsi que des témoins racontaient avoir vu les moines construire eux-mêmes la clôture d'un de leurs jardins. Au reste, on ne faisait pas seulement de l'horticulture et de l'agriculture sur une assez vaste échelle dès ce temps-là à Melleray, mais les religieux y dirigeaient aussi des tanneries et des moutures et exerçaient plusieurs autres industries et métiers.

Ils sortaient parfois de leur cloître pour aller remplir aux environs diverses fonctions sacerdotales, prêchant, confessant et remplaçant au besoin les prêtres des paroisses voisines, infirmes ou absents.

(1) Abbé Grégoire, *Etat du diocèse de Nantes en 1790* ; 2^e partie, 19.

(2) Abbé Tresvaux, *L'Eglise de Bretagne*, 574.

(3) *Etude hist. ms. sur Melleray*.

Néanmoins ces derniers religieux de Melleray ne menaient point une vie aussi austère que leurs prédécesseurs au moyen-âge. Un *inventaire* dressé en 1791 prouve que chacun d'eux avait sa chambre bien meublée d'un bon lit avec secrétaire, fauteuil et canapé ; ils usaient d'argenterie à leur repas pris en commun, et vivaient en somme un peu comme de bons prêtres séculiers, à part l'office du chœur, qu'ils chantaient en leur église, où l'*Inventaire* mentionne leurs huit pupitres de cuivre.

Que devinrent ces religieux, derniers membres de l'antique abbaye ?

Au mois de mai 1791, il fut sursis à la vente par la Nation, de l'abbaye de Melleray, parce qu'on la destina à recevoir les religieux de différents ordres qui désireraient continuer la vie monastique. Naturellement, les moines étrangers à la règle de Cîteaux ne voulurent point se rendre en ce monastère ; les Bernardins eux-mêmes firent la sourde oreille, et, en 1792, il ne se trouvait plus à Melleray que le père Carlier, prieur, avec deux ou trois autres religieux de son Ordre. Ils furent autorisés à y prolonger leur séjour, sous la condition de ne pas sonner leurs messes et de les célébrer portes closes.

Le Père Carlier, infirme et très âgé, eut alors la faiblesse de prêter le serment de fidélité à la Constitution civile du clergé, devant la municipalité de Melleray, le 4 septembre 1792. Cette lâche condescendance du prieur de l'abbaye n'empêcha pas celle-ci d'être pillée et ravagée quelques jours après, le 11 septembre, par la garde nationale de Joué (1). On ne sait ce que devint ensuite le Père Carlier. Il était originaire de Cambray et comptait, en 1790, cinquante ans de religion.

Le Père procureur de Melleray montra plus de fermeté que son prieur. Jean-Joseph Richard, né à Rennes, en la paroisse Saint-Sauveur, était, en 1792, âgé de 53 ans ; autorisé à demeurer dans son monastère avec les Pères Carlier et Vannier, il refusa de prêter le serment sacrilège qu'on lui demandait, et exerça tant qu'il le put le saint ministère en la paroisse de Melleray, dont le pasteur légitime avait dû fuir à la fin de 1791. Poursuivi par les révolutionnaires, ce bon religieux fut

(1) Lallié, *Le diocèse de Nantes pendant la Révolution*, I, 201, 202, II, 68.

arrêté et condamné à la déportation à l'étranger. Le 10 septembre 1792, il partit pour Paimbœuf et s'embarqua sur le vaisseau *le Télémaque*, qui le conduisit en Espagne (1).

Le chantre de Melleray, Jean Lemaitre, eut, comme le Père Carlier, la faiblesse de faire le serment, mais il répara honorablement sa faute. Né à la Chapelle-Glain, en 1756, il fut élu curé constitutionnel d'Erbray le 29 mai 1791, puis de Saint-Mars-la-Jaille le 25 septembre suivant. Sur le registre des pensions du district d'Ancenis, à la date du 13 février 1792, il figure comme curé du Pin. Mais à la fin de cette même année 1792, le Père Lemaitre sortit de France, ce qui fait supposer que dès cette époque il avait reconnu ses erreurs et rétracté son serment. Rentré dans sa patrie, en 1797, ce pauvre religieux fut arrêté à Châteaubriant, et y fut emprisonné. De là il fut amené à Nantes, le 9 vendémiaire an VI (30 septembre 1797), et déporté à la Guyane ; il y mourut, à Conanama, le 12 septembre de l'année suivante (2).

Jean-François Bresdon, religieux bernardin de Melleray, était né à Nantes le 27 septembre 1745 ; il fit profession le 20 août 1768, quitta le cloître le 27 octobre 1790, et fit sa déclaration de sortie à la municipalité de Nantes le 24 décembre suivant. Il fut élu curé constitutionnel du Grand-Auverné le 29 mai 1791, et, deux jours après, nommé vicaire à Saint-Similien de Nantes. Il choisit, paraît-il, la cure du Grand-Auverné, où il se trouvait établi à la fin de 1791. Obligé de se réfugier à Châteaubriant en 1793, le Père Bresdon exerça, plus tard, le culte à Saint-Donatien de Nantes, et finit par reconnaître ses torts ; il rétracta ses serments schismatiques dans une lettre adressée au Saint-Père, et datée du 20 mai 1796. Ce fut, sans doute, l'envoi de cette lettre, dont une copie tomba aux mains de l'Administration, qui fut la cause de son incarcération au château du Bouffay, à Nantes, le 15 juin suivant ; quatre jours après on le transféra en la prison du Bon-Pasteur. Réconcilié avec l'Eglise, cet ancien religieux mourut vicaire aux Moutiers le 11 juin 1811 (3).

(1) Lallié, *Le diocèse de Nantes pendant la Révolution*, I, 307, II, 335.

(2) *Ibidem*, II, 227.

(3) *Ibidem*, II, 57.

On sait peu de choses du sacriste Pierre Chinon, si ce n'est qu'il quitta l'habit religieux vers le milieu de 1791, et se retira dans sa famille.

L'ancien prieur de l'abbaye de Buzay, retiré à Melleray, le Père Jean-Baptiste Vannier, était, en 1791, âgé de 62 ans. Ayant alors exprimé le désir de continuer la vie commune des religieux, il fut maintenu à Melleray, où il mourut le 31 avril 1792.

Enfin le seul frère convers de l'abbaye de Melleray, au moment de la Révolution, était Clément-Julien Martin, né le 3 juin 1741. Il prêta, à Nantes, les serments de 1792 et de fructidor an V, jurant haine à la royauté (1).

En résumé, des six religieux profès que renfermait l'abbaye de Melleray en 1790, deux demeurèrent constamment fidèles à leur sainte vocation ; les quatre autres faiblirent, il est vrai, devant l'orage révolutionnaire, mais deux d'entre eux reconnurent leur faute, qu'ils expièrent cruellement, et se réconcilièrent d'assez bonne heure avec l'Eglise, leur mère. Quant aux deux derniers et au frère convers, rien ne prouve qu'ils aient persévéré dans les mauvais sentiments qu'avait suscités en eux la terrible tempête ; la charité nous porte donc à croire que Dieu leur fit également la grâce de rétracter leurs erreurs, à l'exemple de leurs confrères.

XIV

Revenons maintenant en arrière et faisons connaître de quoi se composait, au point de vue temporel, l'abbaye de Melleray, telle que l'avaient dotée les nombreux seigneurs des environs.

L'abbaye de Melleray relevait du duc de Bretagne, puis du roi de France, en ses domaines de Rennes et de Nantes, — du baron de Châteaubriant, à cause de sa seigneurie de Vio-reau, — enfin du baron d'Ancenis. Malheureusement, nous n'avons pu retrouver d'aveux rendus à ces deux derniers seigneurs.

(1) Lallié, *Le diocèse de Nantes pendant la Révolution*, II, 262.

Nous savons seulement, par ailleurs, que la paroisse de Moisdon et sa trêve de Melleray faisaient partie de la baronnie de Vioreau, et que les religieux de Melleray possédaient, en 1540, « cinq ou six hommées de pré étant ès Grandes Ripvières, près la Brocherelle, prochainement tenues du baron de Chasteaubriant, que ja piecza lesdits abbé et couvent acquirent de Cyprien Nepvou, Ollivier Rouxel, Jamet Juhel et aultres (1). » De plus, ils étaient obligés de venir célébrer la messe de minuit dans la chapelle du château de Châteaubriant, et l'on en dressait tous les ans procès-verbal. Celui de 1761 nous montre les officiers de la baronnie de Châteaubriant, prétendant même obliger les moines de Melleray à venir en cette occasion à Châteaubriant au nombre de cinq, savoir un prêtre devant chanter cette messe, un diacre et un sous-diacre pour l'assister, et deux chantres pour lui répondre ; cette prétention était évidemment exagérée, puisque le monastère ne renfermait que huit religieux, aussi l'abbé ou le prieur de Melleray se contentaient-ils ordinairement de députer au château de Châteaubriant, la nuit de Noël, un prêtre muni de leur procuration (2).

Quant au baron d'Ancenis, l'abbaye de Melleray tint de lui quelque temps la métairie et la grange de la Meilleraye, et jusqu'en 1789 la moitié de l'Etang-Neuf, « entre les chemins de la ville de Melleray à Candé et au chasteau de Joué (3) ».

Dans le domaine de Rennes, l'abbaye de Melleray tenait du roi une grange et une aire à battre le grain au bourg du Teil, et certaines dîmes levées dans les paroisses du Teil, de Tourie et de Bourgbarré (4).

Mais la plus grande partie des biens possédés par les religieux de Melleray relevait du roi, sous son domaine de Nantes, « en fief franc et amorty et à debvoir de prières et oraisons seulement. » Nous avons d'eux un certain nombre d'aveux que nous allons analyser ici, notamment ceux rendus en les années 1540 et 1678 (5).

(1) *Archiv. de la Loire-Inférieure*, B, 64.

(2) *Archiv. municipales de Châteaubriant*.

(3) *Archiv. de la Loire-Inférieure*, B, 64.

(4) *Ibidem*, H, 76. — *Archiv. municipales du Teil*.

(5) *Archiv. de la Loire-Inférieure*, B, 64.

L'abbé et les religieux avouent donc posséder « un lieu nommé le Vieil-Melleray, auquel est à présent assis et situé le moustier et abbaye dudit lieu de Nostre-Dame de Melleray, consistant en son église, cloistre, dortoir, réfectoire, greniers, pressoirs, jardins, prés, fuye, colombiers et autres logements, avec deux garennes joignant ladite abbaye, le tout cerné de haies et fossez, fors lesdites garennes... contenant en tout dix journaux de terre ou environ. »

Les moines avaient, en outre, en 1678, « les deux bois de haute fustaye du Fief-Gestin et du Toullou, contenant soixante arpents de terre ; — le pré au Bastard, situé près la ville de Melleray, contenant trois journaux ; — et deux clos de vigne contenant vingt arpents (1) ».

Quant au Bois taillis de l'Abbaye, situé près du monastère, il était considérable en 1678, « s'étendant en Moisdon, Melleray, Joué, Riaillé et Abbaretz, et contenant environ sept cents arpents de terre. »

En 1540, cinq étangs, dont trois avec moulins, dépendaient du monastère : « l'estang de l'Abbaye, avec son moulin à bled ; — l'estang du Pas-au-Chevreuil, en la paroisse de Joué, avec deux moulins, l'un à bled, l'autre à foulons (2) ; — un aultre estang et moulin appelés Tennerec ; — enfin un aultre estang sans moulin appelé l'Estang-Neuf, — et encore un aultre estang appelé Cuffat. »

« *Item*, confessent tenir lesdits abbé et couvent de leur dit souverain seigneur (le roi), un moulin à vent ô son detroit estant près laditte ville de Melleray », et le moulin de Quiheix, en Nort.

Vient ensuite l'énumération des métairies appartenant à l'abbaye, elle est précédée de cette notion d'ensemble : « et généralement tout ce que lesdits abbé et couvent tiennent d'héritages ès paroisses de Joué et de Maydon (3), entre le chemin par lequel on va de la ville de Melleray à Candé,

(1) En 1730, les moines n'avaient plus que treize arpents de vignes produisant, années communes, 28 barriques de vin valant 15 livres la barrique.

(2) Et un fourneau affermé en 1693 environ 900 livres.

(3) Il est à remarquer qu'au xvi^e siècle, comme aux xii^e et xiii^e, on appelle invariablement, dans les actes publics, Maidon ou Maydon, la paroisse de Moisdon.

nommé le chemin Bernard d'une part, et aultre chemin par lequel on va de ladite ville de Melleray au chasteau de Joué d'aultre part, et aultre chemin par lequel on va dudit chasteau de Joué à Saint-Julien de Vouvantes. ». Il y avait de plus, dépendant du monastère, d'autres terres en Melleray, « entre ledit chemin Bernard, la haye de Daille et la fontaine aux Bacheliers, en se rendant au bas coin du fossé du Boullay. »

Entrant dans les détails, voici quelles étaient les métairies, — au nombre de treize en 1693 — appartenant à l'abbaye de Melleray :

Le Breil-Gautier, contenant 45 arpents de terre et affermée 264 l. — Portalon, contenant 55 arpents, affermée 300 l. — La Grange-Neuve, contenant 55 arpents, affermée 360 l. — La Maison-Neuve, contenant 45 arpents, affermée 220 l. — Cuffat, contenant 45 arpents, affermée 320 l. — Le Touillon, contenant 25 arpents, affermée 212 l. (1). — Sainte-Marguerite, « aultrement la Grange d'Abbaretz, ayant une chapelle au bout de sa cour, » contenant 45 arpents, affermée 300 l. — La Frégetaye, aussi en Abbaretz, contenant 30 arpents, affermée 150 l. — La Verrie, en Joué, affermée 280 l. — Quiheix, en Nort, affermée 500 l. — La Poupinière, aussi en Nort, affermée 200 l. — La Rivière-ès-Simons, affermée 200 l. — Enfin l'Isle-en-Joué, dont nous ignorons les revenus.

Dans cette énumération figurent deux petits manoirs, la Grange d'Abbaretz et Quiheix ; comme ce dernier était chef-lieu d'une seigneurie particulière, nous remettons à en parler plus loin. Quant à la Grange d'Abbaretz, c'était une terre donnée à Melleray en 1230 par Brient Le Bœuf, seigneur d'Issé ; les religieux, ayant reçu vers le même temps une partie des dîmes d'Abbaretz, y construisirent une grange dîmeresse qui donna son nom à la terre. Les abbés de Melleray en firent à leur usage, plus tard, une sorte de maison des champs, et bâtirent un petit manoir avec sa cour fermée de murailles et son « portail de pierres de taille » ; à côté s'éleva une chapelle dédiée à sainte Marguerite, sur le placis de laquelle fut établie une foire au jour de la fête patronale ; un bois futaie et des jardins entourèrent ce qu'on appela la « Maison-à-l'Abbé »,

(1) Toutes ces métairies sises en Moisdon, Melleray et Joué.

enfin les métairies de la Grange et de la Frégetaye, ainsi que la prairie du Houx, « contenant sept hommées », en devinrent les dépendances. Malheureusement, la guerre de la Ligue dévasta cette propriété de l'abbé de Melleray, ruina complètement le manoir, et ne laissa subsister que les métairies et la chapelle.

L'abbaye de Melleray posséda aussi pendant quelque temps une autre terre, dont il n'est point fait mention en 1693, parce qu'elle avait été depuis longtemps déjà aliénée du temporel du monastère. Nous voulons parler de la Meilleraye, en Riaillé, donnée vers le milieu du ^{xii}^e siècle à l'abbé Guitern, par Hugues de Petit-Mars, qui joignit à cette donation celle d'un droit d'usage dans les bois voisins lui appartenant. Dès l'an 1427, la Meilleraye n'appartenait plus aux religieux, et se trouvait entre les mains d'un chevalier appelé Jean du Pont. Elle devint ensuite la propriété du trésorier Pierre Landais. C'était une haute justice (1), relevant de la baronnie d'Ancenis « à devoir chaque année d'une paire de gants. »

La similitude des noms a fait croire parfois que l'abbaye de Melleray, ou tout ou moins le bourg de Melleray, relevaient de la seigneurie de la Meilleraye, en Riaillé : c'est une erreur accréditée par la belle conduite de M^{me} Rousseau de la Meilleraye, en 1817. A cette époque, en effet, lorsque les Trappistes achetèrent l'abbaye de Melleray, cette noble dame vint saluer le nouvel abbé, dom Antoine, et lui offrit les deux métairies de l'Isle et de la Verrie, anciennes dépendances du monastère, qu'elle n'avait achetées, dit-elle, que pour les rendre à des moines, quand il plairait à Dieu d'en ramener à Melleray (2).

Pour compléter l'ensemble du domaine proche de l'abbaye de Melleray aux siècles derniers, mentionnons les salines qu'elle possédait au territoire de Guérande : c'était « la saline de Melleray, contenant 63 œillets, » en Guérande, et une partie de la saline de Guégois, en Batz ; le tout, en 1693, était affermé 900 l. (3).

Les religieux de Melleray avaient un certain nombre de

(1) De la Borderie, *Géographie féodale de la Bretagne*, 97.

(2) *Vie du Père Antoine*, 107.

(3) *Archives de la Loire-Inférieure*, H. 76.

rentes, soit en argent, soit « en chapons, poules et oisons, » dans les paroisses de Moisdon, Joué, Riaillé, Abbaretz, Nort, Guérande, et même à Nantes et à Angers. Les principales de ces rentes étaient 1,000 l., sur la maison des Trois-Rois, à Nantes ; 200 l. sur celle du Petit-Melleray à Angers ; 60 l. sur les Carmélites d'Angers ; 100 l. sur la baronnie d'Ancenis, etc. Les autres petites rentes atteignaient ensemble environ 152 l. en 1693.

D'autres rentes leur appartenaient aussi à Nantes ; elles étaient levées sur les navires apportant du sel en cette ville et sur les droits d'octroi ou de coutumes. Voici comment l'*Aveu* de 1540 les décrit dans son pittoresque style :

« Confessent lesdits religieux tenir de leur souverain seigneur un droit leur deub, et qu'ils ont accoustumé prendre et lever en la provosté et port de Nantes, qui est par chacun vaisseau portant sel venant d'aval audit port, un quartreau de sel, quel devoir peut valoir, commun an, cent sols de rente ;

« *Item*, un aultre devoir appelé coustume auxdits abbé et couvent, et que de temps immémorial eux et leurs prédécesseurs ont accoustumé par leurs fermiers, commis et députez lever et prendre, à la porte Saint-Pierre de Nantes, de toutes les marchandises qui doibvent coustume, sçavoir une tierce partie dudit devoir et à leur souverain seigneur les deux tierces parties ;

« *Item*, soixante sols de rente à la Chandeleur, sur les fermes et recettes ordinaires de Nantes ;

« *Item*, un denier parisis deub sur chacun vaisseau portant marchandises sur la rivière de Loire, reçu à l'endroit de la seigneurie de l'Epine-Gaudin (1).

L'abbaye de Melleray levait des dîmes dans vingt-cinq paroisses dont les noms suivent, avec l'indication de la valeur de chaque dîme en 1693 : Nort (180 l.) — Grandchamp (80 l.) — Saffré, (150 l.) — Les Touches (250 l.) — Mazé, en Anjou (350 l.) — Vritz (240 l.) — Varades (92 l.) — Trans (40 l.) — Rougé — Ruffigné — Soudan (110 l.) — Abbaretz (294 l.) — Mouzeil (230 l.) — Issé (220 l.) — Saint-Vincent-des-Landes

(1) La chatellenie de l'Epine-Gaudin se trouvait de Saint-Julien de Concelles.

(230 l.) — La Torcho en Béré (120 l.) — Saint-Aubin-des-Châteaux (70 l.) — Teillé (90 l.) — Pannecé (300 l.) — Belligné (100 l.) — Freigné (60 l.) — Auverné (360 l.) — Tourie — Bourgbarré — et Le Teil (pour ces trois paroisses, 700 l.) Comme le revenu des dîmes de deux paroisses manquent ci-dessus, on peut évaluer le total de toutes les dîmes de Melleray à environ 4.500 l. (1).

XV

Féodalement, l'abbaye de Melleray jouissait de deux seigneuries, dotées chacune d'une haute justice et relevant prochainement, à l'origine, l'une de la baronnie de Vioreau, l'autre de la baronnie de la Roche-à-Nort ; mais aux siècles derniers, l'abbé de Melleray rendait aveu directement au roi pour ces deux juridictions.

La première de ces seigneuries était Melleray : elle s'étendait en Moisson et en Melleray, sa trêve, et s'était naturellement formée des fiefs offerts en aumône aux premiers religieux de Notre-Dame de Melleray.

La seconde, nommée Quiheix, se trouvait dans la paroisse de Nort.

Quiheix est un lieu fort ancien : dès la fin du ^{xiii}^e siècle, Ameline, femme d'Ebon de Saffré, donna au monastère de Melleray une rente de six écus, à prendre sur les revenus de la coutume de Quiheix ; en 1248, Alain de la Forest abandonna à la même abbaye tous ses marais de Quiheix ; en 1287, Alain, seigneur du Moulin, en Nort, ajouta au don précédent un bois et d'autres marais ; enfin, en 1402, Pierre du Moulin, seigneur de Casson, vendit aux moines de Melleray ses « héritages, rentes, seigneurie et juridiction de la Morinière et de l'île de Quiheix (2). » A la suite de ces diverses donations et acquisitions, l'abbé de Melleray se créa à Quiheix un manoir dans le genre de celui d'Abbaretz, mais plus important à cause de sa juridiction seigneuriale. Au fond d'une cour, fermée de

(1) *Archiv. de la Loire-Inférieure*, H, 76.

(2) *Inventaire des titres de la terre de Quiheix*.

murailles et cernée de douves, s'éleva un logis abbatial avec colombier ; autour, se trouvèrent un moulin à vent, un bois futaie et des « refuges à connils ». Trois métairies, Quiheix, la Poupinière et la Rivière-ès-Simons accompagnèrent cette résidence champêtre, agréablement assise sur les rives de l'Erdre.

A cause de leurs seigneuries de Melleray et de Quiheix, les Cisterciens nommaient pour exercer les juridictions, des officiers tels que sénéchaux, alloués, notaires, greffiers, etc. Ils avaient aussi droit d'avoir des fourches patibulaires, c'est-à-dire une potence pour y faire pendre les condamnés à mort, et des ceps et collier pour punir les malfaiteurs, et particulièrement les blasphémateurs. Enfin, les droits ordinaires de tous les seigneurs justiciers, « espaves, gallois, ventes et lods, rachapt, successions de bastards, déshérences, etc. », leur appartenaient (1).

Louis XIV avait accordé à l'abbaye de Melleray, vers l'an 1670, le droit de tenir deux foires près du monastère, l'une à la fête de la Décollation de saint Jean-Baptiste (29 août), et l'autre le jour Saint-Clair (11 octobre). Toutefois, il semble que plus anciennement, les moines avaient quelque droit analogue de foire ou de marché au bourg même de Melleray, car ils possédaient encore, en 1540, une rente sur « une maison ô ses courtils et rues, sise en la ville de Melleray, près le Pastiz, icelle maison nommée la Cohue-aux-Moines ». On sait qu'au moyen-âge, le mot cohue est synonyme de halle.

A cause de leur seigneurie de Quiheix, les religieux de Melleray jouissaient d'un droit de « peschage en la rivièred'Erdre, en l'endroit du lieu de Quiheix, en la paroisse de Nort, ô saynes et toutes autres manières de retz et tissures. »

Ils avaient aussi dans leurs vastes bois droit de « chasse à grosses bestes et aultres ô retz, tissures, hayes et aultres choses convenables à ce faire, à suite, à cor et à voix, avec droit de forestage et sergent franc en leurs fiefs. »

Enfin, l'abbaye de Melleray avait sur certains de ses vassaux un droit de quintaine.

(1) Toute cette description de la seigneurie de Melleray est faite d'après les Aveux rendus par les abbés de Melleray aux ^{xvi}e et ^{xvii}e siècles.

On sait que la quintaine était un exercice d'adresse fort en usage dans la Bretagne ; c'était ordinairement les hommes mariés dans l'année précédente qui devaient, certain jour fixé, se réunir pour fournir une course, faite le plus souvent à cheval, devant un poteau appelé quintaine. A l'origine, ce poteau supportait un mannequin représentant, dit-on, un turc nommé Quintan (1), destiné à recevoir les coups des coureurs, armés chacun d'une lance en bois à pointe de fer. Cela rappelait le temps des croisades, alors que le Sarrazin était considéré comme le type de l'ennemi mortel de tout soldat chrétien. Mais dans la suite des siècles, cette figure de turc fut remplacée par une simple pièce de bois plantée en terre, surmontée de l'écu seigneurial de celui qui jouissait du droit de quintaine, et munie d'une sorte de planche pivotant sur le poteau et représentant grossièrement les bras du turc primitif.

Les coureurs de quintaine devaient, en passant au galop de leur cheval devant le poteau, le frapper exactement en son milieu, de façon à engager leur lance, qui parfois n'était qu'une gaule, dans une fente de ce poteau ; faute d'y bien frapper, ils faisaient pivoter la planche sur son axe et celle-ci les atteignait eux-mêmes et parfois rudement en punition de leur maladresse ; quand, au contraire, ils rompaient bien leurs gaules dans cette fente du poteau, la machine demeurait immobile et ils passaient francs ; on doit bien penser que les rieurs ne manquaient pas à cette course de la quintaine, qui devenait une vraie fête de village. Nous ignorons si les religieux de Melleray exigeaient qu'elle fût faite sur leurs terres ; il était de ce droit comme de celui de chasse à courre, rien n'obligeait les moines à en user. Mais il est vraisemblable, qu'avant la réformation du monastère au xviii^e siècle, ils purent être tentés souvent de chasser dans les bois qui les entouraient, et peut-être même d'éprouver l'adresse de leurs vassaux. En tous cas, ces droits féodaux étaient surtout chers aux abbés commendataires et c'était eux qui maintenaient dans leurs seigneuries ces privilèges de la noblesse du temps.

Nous n'avons pu retrouver de sceau bien ancien de l'abbaye

(1) De Barthélemy, *Rapport de Bretagne et de Vendée*, III, 534.

de Melleray ; le seul venu à notre connaissance est appliqué à des actes de 1628 à 1688 (1), il est formé d'un écusson, présentant à son centre, la figure de la sainte Vierge, debout, son divin enfant entre les bras ; sur les flancs de l'écu on lit : à senestre N. D. DE et à dextre MELLERAY, écrit de haut en bas.

Telle était la seigneurie de l'abbaye Notre-Dame de Melleray, telle que l'avaient faite l'esprit féodal et la suite des siècles ; elle subsista avec ses fiefs, ses privilèges et ses usages jusqu'au moment de la Révolution.

XVI

En 1693, Jean-Baptiste Ollier de Verneuil, abbé commendataire de Melleray, fit avec ses religieux un concordat relativement à la jouissance des biens de l'abbaye.

Ces biens furent divisés en trois lots : le lot de la mense abbatiale, — le lot de la mense conventuelle, — le tiers lot laissé à l'abbé pour entretenir les bâtiments de l'église et du monastère.

Le premier lot, laissé à la libre disposition de l'abbé, comprenait ce qui suit : la seigneurie et le manoir de Quiheix, en Nort, avec ses trois métairies de Quiheix, la Poupinière et la Rivière-ès-Simons et le moulin de Quiheix, — les maisons des Trois-Rois à Nantes, du Petit-Melleray à Angers, et de l'Abbatiale de Melleray ; — la rente des Carmélites d'Angers, — les dîmes des paroisses de Nort, Grandchamp, Saffré, Les Touches, Mazé, Trans, Vritz, Varades, Rougé et Ruffigné. Le total des revenus de la mense abbatiale atteignait en 1730 la somme de 3,674 l. 18 s.

Le deuxième lot, formant la mense conventuelle laissée aux religieux de l'abbaye pour leur propre entretien, consistait en ceci : le pourpris du monastère contenant les jardins, les vignes, dix journaux de prairies et trois étangs avec leurs moulins ; — les bois futaies et les bois taillis ; — le rôle entier et les casuels de la seigneurie de Melleray (les droits honorifiques de cette seigneurie appartenant seuls à l'abbé) ; — le

(1) *Archiv. de la Loire-Inférieure*, H, 76.

fourneau du Pas-au-Chevreuril et les métairies du Breil-Gaultier, de Cuffat, de la Grange-Neuve, de Portallon, de la Verrie, de Touillon et de la Maison-Neuve ; — les dîmes des paroisses d'Abbaretz, Mouzeil, Moisdon et Soudan. Tout le revenu de cette mense conventuelle était, toujours en 1730, de 4,449 l. 2 s.

Enfin le troisième lot laissé à l'abbé pour l'entretien du monastère de Melleray et l'acquit des charges communes comprenait : les métairies de Sainte-Marguerite et de la Frégelaye, en Abbaretz ; — la rente due par la baronnie d'Ancenis ; — les salines de Guérande ; — les rentes dues par la provôté de Nantes et par les officiers du domaine du roi ; — enfin les dîmes des paroisses d'Issé, Saint-Vincent-des-Landes, Béré, Saint-Aubin-des-Châteaux, Teillé, Pannecé, Belligné, Auverné, Freigné, Tourie, Bourgbarré et Le Teil. Le total du revenu était, en 1730, pour ce lot, 3,700 l.

Or voici quelles étaient les charges incombant à l'abbaye : décimes de la mense abbatiale 734 l. 19 s. ; — décimes de la mense conventuelle 556 l. 2 s. ; — pension d'un oblat 300 l. ; — réparations annuelles faites aux bâtiments 500 l. ; — charges régulières du monastère, c'est-à-dire entretien de vases sacrés, d'ornements sacerdotaux, de linge et de luminaire, honoraires du petit garçon servant les messes, frais de l'infirmerie et de la bibliothèque, réception des hôtes, etc., en tout 670 l. ; — suite des procès et gages des officiers pour tenir les audiences de la juridiction 450 l. ; — frais de régie 200 l. ; — distribution à la porte du monastère, faite aux pauvres tous les mercredis, de pain provenant des quatre-vingt-dix boisseaux de seigle dus par la cure d'Auverné ; aumône tous les jours de la semaine de deux liards à chaque pauvre qui se présente, le tout évalué 450 l. En résumé, les charges étant de 3.861 l. 2 s. 4 d., et le tiers lot n'ayant de revenu que 3.700 l. on voit qu'il était insuffisant et que l'abbé ou les religieux devaient prendre quelque chose de leurs menses pour acquitter leurs obligations.

Il résulte des tableaux qui précèdent, que le revenu total de l'abbaye Notre-Dame de Melleray se trouvait en 1730 monter à 11.824 l. (1).

(1) *Archiv. de la Loire-Inférieure*, H, 76.

Mais quand la Révolution vint ruiner l'abbaye de Melleray, les revenus de ce monastère atteignaient 13.539 l., que les charges réduisaient à 11.312 l. Sur ce total du revenu, la mense abbatiale prélevait 6.184 l., et il restait 7.355 l. à la mense conventuelle (1).

XVII

Nous avons précédemment fait connaître ce qu'étaient les bâtiments claustraux de Melleray, demeurés à peu près intacts de nos jours. Mais il convient de nous arrêter plus particulièrement à décrire l'église abbatiale, dédiée à Notre-Dame et consacrée en 1183. Quoiqu'il ait été l'objet de quelques restaurations dans le cours des siècles, ce temple ne se présente pas moins comme un type très curieux et très rare en Bretagne, des édifices religieux qu'élevèrent les Cisterciens au ^{xii}^e siècle. Il se compose d'une nef ajourée de longues fenêtres cintrées, et accompagnée de deux collatéraux dont un seul subsiste aujourd'hui. Des arcades ogivales, en partie bouchées maintenant et au nombre de cinq de chaque côté, reposent sur de massifs piliers carrés, ornés seulement d'un simple tailloir ; ces arcades faisaient communiquer la nef avec ses collatéraux.

L'extrémité occidentale de ces nefs a été malheureusement reconstruite, de sorte que la façade romane, en beau granit rouge — pierre de taille employée dans tout l'édifice — ne subsiste plus. Au-dessus d'une porte assez moderne, avec attique ornée d'un écusson aux armes de Bretagne, apparaît une jolie baie, de style ogival fleuri, à meneaux et ornements du ^{xv}^e siècle.

Il n'existe point d'inter-transept, et là se trouve la singularité architecturale de l'église de Melleray : les nefs rejoignent un long transept roman, éclairé à ses extrémités par des fenêtres cintrées, et sur ce transept s'ouvrent le chœur et quatre chapelles, le tout sur une même ligne vers l'orient ; ce chœur, beaucoup moins élevé que la nef, est voûté en ogive et terminé par un chevet plat ; de chaque côté, deux voûtes

(1) Abbé Grégoire. *Etat du diocèse de Nantes en 1790*, 2^e partie, 19.

d'ogive, également à chevet droit, forment de petites chapelles qu'occupent presque entièrement leurs autels. C'est bien le plan de certaines églises romanes du XII^e siècle, mais ici l'abside et les absidioles sont remplacées par des chevets droits de la plus grande simplicité; pas une colonne n'apparaît à Melleray, ce sont des murs bruts, solidement construits, ajourés tantôt d'ogives, tantôt de pleins-cintres comme on faisait à l'époque de transition du roman à l'ogive, mais aucune décoration ni à l'intérieur ni à l'extérieur, pas même de contreforts.

L'ancien chevet droit du chœur n'existe plus: dans le courant du XV^e siècle il fut garni d'une vaste et belle fenêtre de style ogival flamboyant, dont nous avons gardé bon souvenir; dans son tympan, on voyait encore l'écusson du duché de Bretagne d'*hermines plein*. Depuis une dizaine d'années, cette baie a disparu; on a reconstruit complètement le chevet du chœur et l'on y a placé trois petites fenêtres romanes qui sont mieux à l'unisson du style de tout l'édifice, mais qui ne produisent pas le bel effet qu'offrait la riche fenêtre ogivale.

Les nobles bienfaiteurs de Melleray au moyen-âge avaient rempli cette belle fenêtre du chevet de vitraux peints, où brillaient leurs blasons. Au milieu du XVII^e siècle, on y voyait encore une splendide verrière, dont une description fut faite en 1663 au point de vue héraldique, par les commissaires chargés de dresser un procès-verbal de l'état des églises dépendant de la baronnie de Châteaubriant (1).

On apercevait alors, au haut de cette « grande et principale vitre du maistre autel, les armes de *Bretagne*, au dessous desquelles il y a deux escussons en parallèle, dont l'un porte de *Bretagne* et l'autre *party de Bretagne et de pals contre pals d'or et de gueules*, » qui est d'Amboise. Ces armoiries devaient être celles de Pierre II, duc de Bretagne, et de sa vertueuse épouse la Bienheureuse Françoise d'Amboise.

« Au-dessous, sont encore en parallèle deux autres escussons des armes de *Chasteaubriant*, et, encore au-dessous, un autre escusson desdites armes de *Chasteaubriant*.

(1) Nous avons publié cet *Etat des églises* dans les *Bulletins de la Société archéologique de Nantes* en 1867, mais depuis cette époque, de nouvelles études nous ont porté à modifier notre explication de certains blasons.

« Au bas de la dicte vitre, sont quatre figures peintes, trois d'hommes et une de femme : la première, porte sur ses vêtements *my party de bandes contre bandes d'argent et de gueules* et de l'alliance de Bretagne ; la seconde figure porte de *Châteaubriant* : la troisième, de *Montmorency* (1) et la quatrième, qui représente une femme, porte *party de Montmorency et de Châteaubriant*. »

Il nous est impossible maintenant de nommer ces divers personnages qui devaient, pour la plupart, appartenir à la famille des barons de Châteaubriant.

En 1663, on retrouvait encore les armoiries des barons de Châteaubriant dans « une petite vitre de la nef du costé de l'évangile. »

A cause de leur châtellenie de Vioreau, les sires de Châteaubriant étaient les premiers prééminenciers à Melleray après le duc de Bretagne. Aussi avaient-ils dans l'église abbatiale une litre seigneuriale qui apparaît encore extérieurement, et que le procès-verbal de 1663 décrit comme suit :

« Dans ladite église, il y a une lizière qui comprend tout le tour de ladite église, depuis le maistre-autel jusqu'à la grande porte ; ladite lizière chargée de plusieurs escussons, les uns de *Châteaubriant* et les autres *party de Montmorency*, et de *bandes contre bandes d'argent et d'azur à la fasce d'argent à la bande ondée de sable, au chef d'argent chargé d'une rose de gueules* », qui est des Ursins.

Cette litre semble bien avoir été repeinte par ordre d'Henri II, duc de Montmorency et baron de Châteaubriant, époux de Marie-Félicie des Ursins.

Malheureusement, le courage abandonna là nos hérauts d'armes de 1663 ; ils reculèrent devant la description des autres armoiries peintes et sculptées dans l'église Notre-Dame de Melleray. « Nous avons vu, disent-ils, que le tour du lambris de ladite église est rempli d'un si grand nombre d'armes différentes, peintes sur iceluy, qu'il serait trop long et ennuyeux d'en faire ici mention. » Actuellement, que toutes ces

(1) Ces armoiries étaient celles des Montmorency-Laval, famille qui posséda pendant près d'un siècle la baronnie de Châteaubriant : les comtes de Laval, issus, en effet, d'un puiné de Montmorency, portaient les mêmes armes que les ducs de Montmorency, sauf l'adjonction de *cinq coquilles d'argent*,

armoiries ont disparu, l'ennui ne nous gagnerait certes point si nous pouvions au moins en retrouver la description.

Au ^{xvii}^e siècle, il y avait encore un certain nombre de tombeaux à Melleray, tant dans l'église abbatiale que dans le cloître; voici comment les décrivent les commissaires de 1663:

« Au haut et milieu du chœur, proche le maistre-autel, il y a un monument eslevé de trois pieds de hauteur ou environ, sur lequel est une figure couchée, qui représente un homme armé, dont nous ignorons le nom, à cause qu'il n'y a aucunes inscriptions ny armes.

« Au costé dudit monument, il y en a un aultre, eslevé sur quatre petites colonnes à hauteur d'un pied de terre, sur lequel est la figure d'un abbé.

« Sous la voulte qui sépare le chancel du chœur, est encore un aultre monument, eslevé de deux pieds ou environ, sur lequel est la figure d'un homme armé, dont nous n'avons pu non plus apprendre le nom. »

On peut conjecturer avec vraisemblance, que le premier de ces tombeaux était celui de Geffroy VIII, baron de Château-briant, tué les armes à la main, au combat de La Roche-Derrien, et inhumé à Melleray, en 1347.

Le second monument ne serait-il pas, plutôt que celui d'un abbé, le tombeau d'Henri, évêque de Nantes, décédé en février 1235, après avoir choisi sa sépulture à Melleray, où il fut effectivement enterré (1) ?

Quant au troisième chevalier, c'était peut-être Pierre de Coësmes ou Hamelin de Saffré, inhumés à Melleray vers le milieu du ^{xiii}^e siècle.

Deux nobles familles, bienfaitrices insignes de l'abbaye, celle des sires de Rougé et celle des Le Bœuf, seigneurs d'Issé, avaient leurs tombes dans le cloître de Melleray. Esgaré de Rougé y fut enterré vers 1183, — Bonabes II, sire de Rougé, en 1242, — Bonabes IV, également sire de Rougé, en 1377, — Jeanne de Rougé, fille de ce dernier et femme de Geffroy de la Tour, seigneur de la Tour-Landry, vers 1379 (2).

(1) De la Nicollière, *Armorial des Evêques de Nantes*, 45.

(2) Voy. du Paz, *Hist. généalogique des principales maisons de Bretagne*, 164 et 167.

« Estant entrés dans le cloître principal de ladite abbaye — continuent les commissaires de 1663, — nous avons vu plusieurs pierres tombales fort anciennes, sur deux desquelles sont représentés deux hommes armés, et autour de l'une on peut lire ces paroles, en lettres gothiques :

« Cy gist Bonable de Rougé. »

Le *Manuscrit* des Blancs-Manteaux nous a conservé une portion plus longue de l'inscription gravée sur cette pierre tombale du sire de Rougé : *« Cy gist le léal chevalier Bonabes de Rogé (qui) fust sire de Saint-Lou (?) à qui ce moustier fut moult chier et por ce le voulut pour sa sépulture eslire l'an M.CCXLII.*

Le monde delessa et nous le premier jour de mai, a dreit pour Dieu que merci en ait. Amen. »

Cette tombe représentait un chevalier couché, portant sur le genou un écu dont *la croix était pattée d'argent et le fonds de gueules* (1).

Ce sont bien, en effet, les armes des sires de Rougé, et ce personnage est évidemment Bonabes II, seigneur de Rougé, dont du Paz parle en ces termes : *« Il vescu fort longuement et aima l'abbaye de Melleray, à laquelle il fit beaucoup de biens ; au cloître de laquelle il fut inhumé devant la porte du Chapitre après son décès qui arriva le premier jour de may. l'an de grâce 1252. »* Nous venons de voir que l'épithaphe porte 1242.

L'autre pierre tombale représentant également un chevalier bienfaiteur de Melleray, offrait une inscription plus facile à lire, que voici : *Cy gist Monsor Brient Le Bouf, le Vieil, segnor de Nozei et d'Icé, qui transit au mois de mars, l'an de grâce MCCL. Priez pour luy, Dex li face pardon. Amen.*

Sur la tombe était figuré un homme couché, revêtu de son armure, portant un écu sur lequel était gravée *une croix cantonnée de quatre lions* ; *« aux deux costés de la figure sont deux aultres escussions, dans chacun desquels il y a la figure d'un boeuf. »*

Cette tombe renfermait le corps de Brient Le Bœuf, qui

(1) *Archives de la Loire-Inferieure*, H. 75.

avait donné, en 1230, aux religieux de Melleray, sa terre d'Abbaretz ; il appartenait à la famille des sires de Châteaubriant, descendant d'un certain Le Bœuf, fils puîné de Tihern et d'Innogwen et frère de Brient, premier baron de Châteaubriant ; la famille Le Bœuf prit pour armes : *de gueules à un bœuf passant, regardant d'or, la queue entre les jambes remontant en pal et fourchée* ; mais Brient Le Bœuf, fils du précédent, portait, en 1275, dans son sceau, *une croix cantonnée de quatre lions*.

Une troisième dalle du cloître de Melleray, datée de 1285, recouvrait la sépulture de la femme d'un Brient Le Bœuf, soit de Brient le Vieux, soit de Brient, son fils. L'inscription portait, en effet : *Cy gist dame Perronnelle de Rogé, femme (de) Monsor Brient Le Bouf et seur (de) Monsor Olivier de Rogé, qui trespassa l'an CCLXXXV : Priez pour elle*.

De tous ces tombeaux, il ne restait plus naguère à Melleray que l'une de ces dernières pierres funéraires ; on la voyait encore, il y a quelques années, dans le cloître, présentant toujours l'effigie d'un chevalier. Quant aux monuments qui se trouvaient dans le chœur de l'église abbatiale, ils ont complètement disparu.

On n'aperçoit plus également « plusieurs escussons de peinture ancienne » qui se trouvaient aux derniers siècles dans la sacristie de l'église abbatiale ; ces armoiries étaient : *de gueules à la croix pattée d'argent*, qui est de Rougé ; — *de gueules à la croix d'or cantonnée de quatre lions de même*, qui est Le Bœuf ; — *d'or à dix merlettes de gueules posées en orle, au franc quartier de même*, qui est de Chemillé (1).

L'Etat de l'abbaye de Melleray, en 1790, nous décrit bien trop brièvement son église, voici comme il s'exprime :

« L'église porte la date de 1183 ; nef du XII^e siècle ; chœur du XV^e. Le maître-autel est construit à la romaine, avec gloire et deux anges adorateurs ; il est de marbre blanc. Il y a aussi deux petits autels en marbre de couleur, et deux autres en bois doré et sculpté ; ces derniers sont placés en dehors de la grille. Le clocher contient 3 cloches (l'une de 4 pieds 8 pouces de tour), et une horloge établie en 1697 (2). »

(1) Archives de la Loire-Inférieure, H. 75.

(2) Abbé Grégoire, *Etat du diocèse de Nantes en 1790*, 3^e partie, 19.

Il n'est pas peut-être sans intérêt de rapporter ici ce que renfermait la sacristie de Melleray au commencement du xviii^e siècle (1) : « Un parement d'autel composé de deux pièces de velours tanné et toile d'or, esquelles y a en chacune quatre escussons où il y a *trois lions rampant* et au haut desquelles il y a deux figures Nostre-Dame et Monsieur saint Jacques, avec une bordure au long de l'autel où il y a douze chefs d'apostres de mesme estoffe, le tout fort vieil. » — Une croix d'argent doré, — deux calices et leurs platines aussi d'argent doré, — plus une chapelle de drap d'argent composée de sa chasuble, deux daumoires, estolles et fanons, — deux mitres en broderies fort vieilles, — une chapelle de velours rouge aussi composée de chasubles, daumoires, estolles et fanons, — plus deux chapes servant au chœur, l'une de demyostade rouge avec des figures en broderies, l'autre d'estoffe bleue aussi en broderies et les figures fort vieilles, — quatorze aubes, partie desquelles rompues et déchirées. »

C'était absolument tout ce qu'avaient les religieux pour célébrer les saints Mystères en 1603 ; aussi l'abbé Jean Giraud réclamait-il aux moines « deux autres parements d'autels pour la feste de Nostre-Dame et pour les Trespasés, deux autres chapes de chœur et deux chapes pour les trépassés, et un ciboire d'argent pour mettre la sainte Hostie lorsqu'on la porte à la procession le jour du Sacre, » car on est « contraint la porter sur une platine sur le calice. » On voit qu'à cette époque la sacristie de l'abbaye se trouvait dans un véritable état de pauvreté.

En 1790, l'état de choses était plus convenable, et la sacristie renfermait « deux ostensoirs, trois calices, deux ciboires, deux bénitiers, deux flambeaux, une lampe, deux croix, deux encensoirs, une boîte aux saintes huiles, deux paires de burettes, le tout d'argent, un calice de vermeil (et on avait déjà envoyé à la Monnaie une valeur de 33 marcs d'argent) ; quatorze chasubles, douze dalmatiques, vingt-quatre aubes et un dais. »

La bibliothèque contenait « 757 volumes et deux armoires de manuscrits classés (2). »

(1) Ce qui suit est extrait du procès-verbal de 1603. *Archives de la Loire-Inférieure*, H. 76.

(2) Abbé Grégoire, *Etat du diocèse de Nantes en 1790, 2^e partie*, 19.

Hélas ! que sont devenus les manuscrits et les archives de Melleray, qui nous intéresseraient tant aujourd'hui ?

En dehors de l'église, tout le monastère de Melleray a été rebâti, comme nous l'avons dit, dans le courant des deux derniers siècles ; seul le grand portail d'entrée est antique. Construit en granit rouge, il présente une large ouverture ogivale, décorée d'oves romans ; de chaque côté, des colonnes groupées forment contreforts : quoique plus ornementé que l'église, nous ne croyons pas que ce portail lui soit postérieur de beaucoup d'années. Mais nous ne regardons pas comme ancien l'écusson qui le surmonte. Nous tenons néanmoins à signaler ce blason, parce que nous n'avons pu retrouver les armoiries de l'abbaye de Melleray au moyen-âge. L'écusson dont nous parlons est ainsi composé : *parti au 1^{er} d'hermines plein, qui est de Bretagne ; au 2^e d'azur à une ruche d'or, accompagnée de trois abeilles de même, volant de la pointe vers la ruche*. Ce sont, comme l'on voit, des armes parlantes, se rapportant au nom latin de l'abbaye *Mellarium*, et rappelant aussi la légende apocryphe de l'origine du monastère.

XVIII

La Révolution française chassa de l'abbaye de Melleray les derniers religieux Bernardins qui l'habitaient. Le 29 germinal an III (18 avril 1795), la Nation vendit à M. Paris, négociant à Nantes, moyennant 120,400 l., tous les bâtiments de l'abbaye de Melleray, y compris l'Abbatiale et les terres de la retenue, comprenant 93 journaux. Le même acquéreur devint aussi maître des métairies du Logis-Neuf et de Portalon. Les autres métairies de la Grange-Neuve, Touillon, la Frégetaye, Sainte-Marguerite, Cuffat, la Verrie et l'île passèrent aux mains d'autres acheteurs (1).

Pendant tout le cours de la Révolution, le nouveau propriétaire de Melleray respecta les bâtiments claustraux et n'y changea rien ; il se contenta d'y placer un fermier et de per-

(1) *Arch. de la Loire-Inférieure*, I, Q, 5.

cevoir le revenu des terres. A la restauration du culte, en 1803, M. Paris mit même l'ancienne église abbatiale de Melleray à la disposition du clergé de la paroisse de Melleray, dont l'église avait été en partie brûlée; le recteur vint demeurer à l'abbaye et y séjourna jusqu'au retour des moines.

Avec la disparition de l'ancienne abbaye de Melleray finit notre tâche; cependant nous ne pouvions clore cette étude historique sans saluer au moins les vénérables religieux qui ont relevé le monastère et lui ont donné une importance qu'il n'avait jamais eue, même aux plus glorieux jours du moyen-âge.

C'est en 1817 que les religieux Trappistes, chassés de France par la Révolution, et réfugiés en l'abbaye de Lulworth, en Angleterre, purent rentrer dans leur patrie et vinrent se fixer à Melleray, sous la conduite de leur abbé, dom Antoine I^{er}. Depuis cette époque, leur œuvre, visiblement bénie de Dieu, a prospéré d'une façon merveilleuse. Melleray n'est plus une abbaye renfermant une demi-douzaine de religieux comme avant la Révolution; c'est un magnifique établissement, ordinairement peuplé d'une centaine de moines, et parfois même d'un bien plus grand nombre encore (1); c'est vraiment aujourd'hui qu'on peut comparer cette belle et pieuse abbaye à une ruche, d'où s'échappent des centaines d'abeilles, allant essaimer au loin; plusieurs autres monastères, en effet, ont été fondés par les abbés de Melleray depuis l'établissement de la Congrégation de Notre-Dame de la Trappe en ce lieu, et toutes ces nouvelles abbayes, filles de Melleray, prospèrent admirablement.

Merveilleux retour des choses d'ici-bas, sous la conduite de la divine Providence !

Des religieux Cisterciens de Pontron avaient, au xiii^e siècle, créé ce monastère de Melleray, que ruina l'impiété révolutionnaire; des religieux Cisterciens de la Trappe, victimes eux-mêmes de la Révolution, ont été amenés par Dieu à venir relever ces ruines. Mais ils ont fait davantage: en recons-

(1) Les Trappistes étaient venus d'Angleterre à Melleray au nombre de 59; leur abbaye compta plus tard, à certains moments, jusqu'à 200 religieux, pères de chœur, convers et oblats.

tituant l'abbaye de Melleray, ils sont devenus les bienfaiteurs de toute une contrée ; non seulement leur vie de prière et de pénitence édifie la population, non seulement l'exemple de leurs vertus sanctifie ceux qui les entourent, mais leur habileté en agriculture, leur persévérance dans le travail, les sages conseils qu'ils donnent et les merveilleux résultats qu'ils obtiennent, ont changé l'aspect du pays. Il suffit de visiter l'abbaye de Melleray pour être convaincu des bienfaits que répandent autour d'eux les religieux Trappistes. On l'a dit souvent — et Melleray en est une preuve, — « la religion catholique, si expansive parce qu'elle s'inspire et se renouvelle sans cesse au foyer inépuisable de la divine charité, n'a besoin que de la liberté pour résoudre les grands et difficiles problèmes qui préoccupent notre époque et renouveler la face du monde (1). »

L'abbé GUILLOTIN DE CORSON,
Chanoine honoraire.

(1) Benoist, *Notice sur l'abbaye de Notre-Dame de Melleray*, 107.



ESSAI

SUR

LES ORIGINES EUROPÉENNES



CHAPITRE I

Les Origines celtiques (1).

Les légendes irlandaises ne sont généralement considérées que comme un tissu de fables. Notre siècle, épris de critique, n'a pu voir sans dédain les invraisemblances chronologiques et autres dont elles fourmillent, et il a renoncé à s'en servir au point de vue historique. Il y a cependant du bon grain parmi cette ivraie. La science a-t-elle suffisamment progressé sur d'autres points pour que ce triage soit possible. Je l'ai cru, et cet essai n'a pas d'autre but. Qu'on veuille bien excuser, à cause de la jeunesse de l'auteur, cette téméraire hardiesse.

(1) *Ouvrages consultés.* — Ce travail étant un essai de généralisation de faits, la plupart du temps connus des archéologues et des historiens, je n'ai pas voulu le surcharger de renvois. On trouvera la plupart des textes anciens soit dans le livre de M. d'Arbois de Jubainville, *Les premiers habitants de l'Europe*, soit dans Strabon, traduction Tardieu. Les faits archéologiques ont été empruntés aux deux volumes de M. Alex. Bertrand ou aux notes recueillies à son cours de l'école du Louvre. Quant aux textes irlandais et gallois, on les retrouvera dans les tomes IV (textes gallois), II et V (irlandais) du cours de littérature celtique, publié sous la direction de M. d'Arbois de Jubainville, ou dans les 3 volumes de W. F. Skene, *Celtic Scotland*.

En faisant subir à ces légendes un traitement rationnel, on y retrouve, je crois, la vérité historique. La dernière de ces migrations dont est issue la population irlandaise se compose, dans ces récits, de quatre éléments ; en d'autres termes, après la dernière grande invasion, il reste quatre petits Etats qui, suivant l'usage celtique perpétué pendant si longtemps en Ecosse et en Irlande, portent le nom d'un de leurs chefs ; les fils d'Eber ; les fils d'Erémon ; les fils d'Ith ou Brigantes ; les fils d'Ir ou Pritani. Les premiers, quoique mêlés à cette migration, me semblent en devoir être distingués ; leur nom se rapproche beaucoup de celui des Ibères ; le point où ils débarquent, différent du débarcadère de leurs compagnons, est de plus analogue à celui où ont mis le pied deux chefs, probablement fabuleux, des migrations antérieures, Nemed, dont le nom veut dire les riches, et Partholon, qui n'est autre que le nom moderne Barthélemy et qui aura été donné, comme celui de Hu, Huon, dans les légendes galloises, par quelque compilateur désolé de ne pas trouver dans le récit qu'il avait sous les yeux le nom du chef de l'expédition.

Les trois autres migrations sont synchroniques et censées se produire à de très faibles intervalles. Je ne vois nulle raison de mettre ce fait en doute.

Ces trois migrations sont trois épisodes de l'invasion des Celto-Gaulois en Europe. Je dis Celto-Gaulois, car Celte et Galate ne sont très probablement que les deux variantes d'un même mot qui signifierait *guerrier*, et César, en affirmant d'une manière formelle l'identité sociale et linguistique des Celtæ et Galli, ne me laisse aucun doute là-dessus.

1° Les dates. L'invasion des Gaulois en Italie est de 390 ; l'invasion des Pictes, en Grande-Bretagne, est placée par Nennius au iv^e siècle avant notre ère, et tout le monde est d'accord pour admettre l'identité de la race d'Ir, des Cruithnigh, des Ulates, avec ces fameux *Picti*, terreur des Romains et plus tard des Bretons. Mais l'autorité de Nennius paraîtra sans doute bien faible. Il y a mieux. MM. d'Arbois de Jubainville et Loth ont prouvé que le véritable nom des îles Britanniques était *Pritaniques*, que ce nom est distinct de celui des *Brittones*, avec lequel on l'a confondu, ce qui a fait remplacer le P par un B initial, or ces Pritani s'appelaient en

gaélique *Qritani*, par suite du changement du *p* en *q* qui se produit dans tout mot qui passe des langues britanniques dans la gaélique, et doivent être par conséquent assimilés aux Pictes ; de plus, les îles qui au temps d'Himilcon (500 av. J.-C.) s'appelaient encore Albion et Iverion, s'appellent Pritaniques au temps de Pythéas (300 av. J.-C.) ; enfin, les triades galloises nous apprennent que Prydain donna son nom à l'île. Tout cela place donc l'invasion des Pictes, et par conséquent de la race d'Ith et de celle d'Erémon, entre ces deux dates, au beau milieu par conséquent des invasions gauloises.

2° Les origines. Le point de départ de ces migrations a généralement paru fabuleux. Les Pictes ou Gélons ou Agathyrses quittent la Thrace, traversent la Gaule où ils laissent une partie des leurs, les Pictavi ou Pictones ; suivant d'autres légendes, ils rejoignent Erémon en Germanie, et débarquent avec lui. Les fils d'Ith et d'Erémon viennent de Scythie, des bords de la mer Caspienne, par les monts Riphées, la Dacie, la Gothie et la Germanie (route des invasions barbares, des Huns par exemple au v^e siècle), dans un pays inhabité que l'on appelle l'Ibérie, où ils ont à lutter contre les Frisons, les Lombards et les Bachru (?). Les Frisons et les Lombards, cela place le pays quelque part entre le Rhin et l'Oder, et les modernes de s'écrier : « L'Espagne est bien loin. » La Ligurie est aussi loin, et cependant Aviénus nous parle, au vi^e siècle, de la plage déserte située dans les mers du pôle, au-delà de la Grande-Bretagne, dont les Ligures ont été chassés par les Celtes. Je ne vois pas pourquoi les Ibères n'auraient pas poussé jusque-là leurs comptoirs. Bregonn, qui semble à la tête de l'expédition, fonde une ville de Brigantia, peut-être Bregenz, en Vindélicie, au cœur d'un pays certainement celtique, dans la *Germanie* méridionale. Les Brigantes se fractionnent-ils alors, et à travers la Gaule, vont-ils, les uns en Irlande, où Ptolémée les retrouve, les autres en Espagne fonder une autre Brigantia, ou passent-ils par l'Espagne pour aborder l'Irlande, les légendes ne permettent pas de rien décider. Enfin Erémon, fils de Mile, fils de Golam (deux noms qui, comme Celte et Galate, veulent dire guerrier), quitte lui aussi Brigantia et s'installe en Irlande. Tout cela a-t-il quelque fondement ?

On voudra bien reconnaître d'abord que, dans les récits épiques irlandais, la plus grande partie de l'aristocratie appartient à cette race blonde qui est le type classique des Celto-Gaulois : tels le héros Cuchulainn, la reine Meave, la belle Derdriu, le roi Cormac mac Art, les fils du roi Conaire, Crimthan Culboy, le champion du roi Conn aux cent batailles.

En second lieu, beaucoup de noms de peuples de la Grande-Bretagne rappellent les noms de peuples celto-gaulois du continent, les Picti analogues aux Pictones, les Icenii analogues aux Iconii, Oucenii, Ucenii des Alpes, les Parisii du comté d'York, les Cenimagni analogues aux Cenomanni, les Carnones aux Carnutes, les Cassi ou Catti aux Hassi que Pline nous montre près des Bellovaci. Trois de ces peuples, les Icenii, les Catti et les Parisii offrent, avec les Volces du sud de la Gaule, ce trait de ressemblance d'avoir frappé une monnaie portant leur nom comme légende.

D'autres noms de villes ou de peuples attestent l'invasion gauloise, les Epidii et le promontoire Epidios, Epiacum, aujourd'hui Lanchester en Durham, chez les Brigantes, qui seraient en gaélique Equidii, Equidios, Equiacum, Petuaria dans le comté d'York, Pennocrucium dans celui de Stafford chez les Cornavii, Picti, Parisii, qui sont dans le même cas. Voilà, ce me semble, des preuves de l'invasion celto-gauloise dans le Royaume-Uni.

Mais ces Celto-Gaulois ont-ils quelque chose à voir avec les Scythes ?

Dans trois articles parus de mai à juillet 1894 dans la *Science sociale*, sur le personnage d'Odin et les caravaniers iraniens en Germanie, M. Champault a établi que pendant des siècles les grandes monarchies orientales ont été approvisionnées d'ambre et d'étain par des caravanes qui traversaient la Germanie, et dont les Scythes et les peuples à Amazonés nous offrent deux types fameux.

Nous savons d'autre part, par les historiens classiques, qu'à la fin du VII^e siècle, les Cimmériens dont parle Homère comme occupant de son temps le nord-ouest de l'Europe, furent battus et chassés par les Scythes. C'est à peu près à ce moment que Tite-Live place la légendaire migration des Gaulois sous Bellovèse et Sigovèse, et de fait c'est au VI^e siècle que le nom

des Celtes apparaît pour la première fois dans l'histoire. Or, les archéologues russes sont d'accord pour attribuer aux Scythes l'introduction dans l'orient de l'Europe, non pas tant du premier usage du fer, mais de certains types et de certains procédés de fabrication que les archéologues appellent d'un mot quelque peu équivoque, l'âge du fer. Or cet âge du fer apparaît chez nous avec l'invasion gauloise ; le nom du fer, comme celui de la braie gauloise, leur vient des Scythes, le fer scythique, la culotte scythique, disent les historiens anciens, ils ajoutent souvent la culotte mède, et rattachent ainsi nos Celto-Gaulois à ces caravaniers iraniens qui font l'objet des articles de M. Champault auxquels je viens de faire allusion. Enfin, les tertres gaulois à ossements sont, de l'aveu des mêmes archéologues, analogues aux kourganes scythiques de la Russie et de la Roumanie.

Les clans d'Ith et d'Erémon, ainsi que les Pictes, peuvent donc fort bien être des Celto-Gaulois.

Quelle est au v^e siècle la géographie de l'Europe du nord et de l'ouest ? Hérodote va nous répondre.

Entre le Don et le Volga se trouve le quartier général des Scythes, des Gélons, des Amazones. Là sera plus tard la place d'armes des Alains et des Huns, et par l'étude des invasions du v^e siècle, nous allons comprendre celles du vii^e avant notre ère et des siècles suivants. Les barbares descendent généralement de ce point sur le bas Danube où à l'époque d'Hérodote habitent les Gètes, et d'où le premier exploit des Amazones a été d'expulser les Vindelicii et les Roeti. De là on peut se permettre des incursions en Grèce et en Asie mineure ; pas plus que les Gaulois du iii^e siècle avant J.-C., les Alains, les Visigoths, les Ostrogoths ne s'en priveront cinq ou six siècles après.

On peut faire autre chose, par la voie du Dniéper et de la Vistule au nord des Carpathes, on atteint les rivages de la Baltique où l'on recueille l'ambre. C'est sur cette voie que se trouvent, au iii^e siècle après J.-C., les Goths, les Gépides, les Burgondes et les Lombards, qui, d'après les généalogies de Nennius, viendraient de l'Arménie (toujours le pays du Caucase). Il ne faut pas oublier qu'à l'époque de Tacite les Gothini ou Cotini ne sont pas encore germanisés, ils continuent à

parler le gaulois, *gallica lingua*. Cette ligne aurait donc été une ligne gauloise.

Cette voie est bien connue des barbares. Du bas Elbe, du bas Oder, de la basse Vistule, c'est par là que sont descendus sur le Danube les Cimbres, les Visigoths, les Lombards, les Burgondes, les Rugiens, les Vandales : c'était donc une route bien connue ; là encore, comme toujours à ces époques reculées, les purs guerriers ne faisaient que suivre les routes que les commerçants avaient créées. A l'époque d'Hérodote, le pays à l'ouest des Scythes est occupé par les Arimaspes qui, d'après d'autres historiens, s'étendent jusqu'à la Baltique, occupant ainsi la voie que je viens de décrire. Qu'y aurait-il d'extraordinaire que la migration mise sous le nom de Sigovèse et que Plutarque raconte de même, sans donner le nom du chef, dans la vie de Camille, migration qui se dirige au nord des monts Riphées, c'est-à-dire des Carpathes, ait justement choisi cette route pour aller expulser du pays de l'ambre les Ligures, en leur livrant cette série de batailles auxquelles Aviénus fait allusion, et n'est-ce pas là justement l'itinéraire d'Erémon ?

Notons en passant que ces changements de nom si fréquents pour désigner un seul et même peuple, Celtes, Galli, Gètes, Goths, Arimaspes, Scythes, etc., n'ont rien de si invraisemblable que cela peut paraître au premier abord. Ces peuples ne sont jamais en effet que des fédérations de petites tribus, auxquelles la tribu dominante impose pour un moment son nom, qui s'efface bientôt devant les progrès d'une tribu voisine. Il y a donc sans cesse lutte pour l'hégémonie, il n'y a jamais de fusion.

A l'ouest des Arimaspes, Hérodote place les Griffons, ce nom qui me rappelle les monts Riphées, l'or qu'ils gardent avec un soin jaloux, tout cela me semble rappeler la Transylvanie et ses mines.

A l'ouest des Griffons se trouvent les Celtes, et ici nous sommes probablement au débouché de la grande voie du Danube et de la Save, dans ce Norique où viennent tour à tour buter les Cimbres, les Alains (165), les Visigoths (403), les Huns et les Ostrogoths, les uns pour y subir un échec, les autres pour forcer le passage et descendre en Cisalpine,

comme l'ont fait les Cenomanni d'Elitorius, car Tite-Live nous apprend qu'ils ont passé par les Alpes Juliennes et le pays des Taurini, route invraisemblable s'il s'agit des Taurini de Turin, très naturelle au contraire s'il s'agit des Taurisci du Norique : Taurini et Taurisci me semblent bien être le même peuple, à base ligure, plus ou moins mélangé, suivant les lieux, d'éléments gaulois.

Mais la Norique, le pays du meilleur fer après celui des Sères et des Parthes, c'est Hallstatt ; or c'est à Hallstatt qu'apparaissent, au milieu d'un centre préexistant, de physiologie un peu différente, les produits qui aux yeux de M. Chantre caractérisent le premier âge du fer, et qu'il rapproche des produits kobaniens du Caucase, les ustensiles, les outils et les armes en fer, les bracelets fermés, annelés, creux avec renflement ou enroulement, les fibules creuses, spatuliformes et munies de pendeloques, le brassard creux en bronze, la ceinture en feuille de bronze mince et estampée, c'est l'usage des tumuli et des grands cimetières. Une partie des Scythes s'est donc dirigée de ce côté, vers les mines d'or et de fer de ce pays : ces Scythes, ce sont les Celtes.

Ils ne tardent guère d'ailleurs à remplir tout ce quadrilatère entre Cologne, Vienne, le Danube et le Rhin, où d'après M. d'Arbois de Jubainville, se serait formée leur langue, où se trouve aux premiers siècles de notre ère le quartier-général de tant de peuples barbares. Lorsque les Salluvi descendent sur le Tésin, les Boii et les Lingones traversent les Alpes Pennines, les Cimbres descendent sur Verceil, ils ne font que suivre la route par laquelle se produira en 165 l'attaque des Roxolans, des Iazyges, des Quades, des Marcomans, venus comme les Boii du nord de la Bohême, en 259, 268, 271 celles des Alamans. A toutes les époques de l'histoire, la riche Italie attire les convoitises des peuples guerriers.

A l'époque d'Hérodote, les Celtes n'occupent pas encore l'occident de l'Europe, les Cunètes ont conservé l'Espagne, en tout ou en partie. A qui appartient la Gaule ? Elle est probablement déjà conquise. C'est en effet en Gaule qu'il faut, je crois, diriger l'expédition de Bellovèse. Un seul des peuples qui la composent est en effet descendu en Italie ; tous les autres appartiennent à la géographie gauloise. Nous qui

savons que le Celticum d'Ambicatus pouvait fort bien être en Norique ou en Bavière, nous n'éprouvons pas la même difficulté que l'historien latin à faire venir de ce Celticum dans la Celtique gauloise les Ambarres, les Bituriges, les Arvernes, les Edues, les Carnutes, les Aulerces, les Sénonés, etc. C'est de la sorte, je crois, qu'il faut rétablir le texte de la légende dont Tite-Live s'est maladroitement inspiré.

Quel était donc l'objectif commercial visé par cette dernière invasion, puisque nous avons pu en signaler un chez les deux premières ?

La réponse est facile : c'est l'étain. On sait assez de quelle utilité était ce précieux métal pour la confection du bronze, on sait aussi combien il était rare. Or l'étain se trouvait alors dans la Corrèze et la Haute-Vienne, d'une part, dans la Galice de l'autre. Ce sont là les deux points sur lesquels les Celto-Gaulois s'établissent : le centre de la France et le nord-ouest de l'Espagne. Plus tard on leur parle de l'étain du Cornwall anglais, de Wicklow en Irlande, et de nouvelles expéditions sont résolues. Tout cela est-il donc si fabuleux ?

Il me reste à démontrer que les régions occupées par les Celto-Gaulois en Gaule sont bien celles qui ont dû s'offrir à des barbares y pénétrant par la trouée de Belfort ou le passage de Mayence. Ici encore les documents postérieurs répondent.

Pendant les III^e, IV^e et V^e siècles, de nombreuses invasions sont dirigées contre la Gaule par les peuples qui bordent le Rhin. Les uns par Belfort gagnent la haute Saône et la vallée du Rhône, c'est le chemin des Burgondes en 406, c'a dû être celui des Sequani et des Alobroges. Autun, Sens, Lyon, le pays des Edues, des Sénonés est en 356-357 l'objectif des attaques des Alamans.

D'autres marchent sur Langres, Reims, Paris, Troyes, ce sont les Franks (256, 297), les Huns, les Suèves, les Alains, les Vandales, ou sur Metz, Cologne, Trèves et Tournay.

Parfois, comme les Franks en 291, on réussit à s'installer chez les Trévires et les Nerviens. Mais généralement le littoral armoricain est assez bien défendu, les Cimbres se heurtent aux Belges, les Suèves et leurs alliés aux Franks, alors on se replie sur le Celticum et de là on gagne l'Espagne et parfois l'Italie : les Cimbres en 102, les Franks en 256, les Vandales,

Alains et Suèves en 407 suivent identiquement cette route ; en 256, les Franks marchant sur l'Espagne passent par Clermont.

Sens, Langres, Autun, Clermont, l'invasion en Espagne, tout cela ne rappelle-t-il pas les Celtes, Sénonés, Lingones, Œdoui, Arverni, tout cela ne jalonne-t-il pas la route qu'ils ont dû suivre ? En 58 encore les Helvetii, après avoir franchi la trouée de Belfort et descendu la Saône, n'ont-ils pas Saintes pour objectif. Donc tous ces peuples sont des Celto-Gaulois, et les Turones et les Cadulci dont on retrouve le nom sur le Neckar (voir la carte dressée par M. Bertrand à son cours de l'école du Louvre), et les Calètes dont le nom n'est autre que celui même des Celtes et qui sont sur la Seine, comme les Santones au sud de la Loire, les correspondants commerciaux des fabricants de la Suisse occidentale (1).

Seulement parmi ces Celto-Gaulois, l'archéologie nous permet de faire des distinctions intéressantes. Une première migration amène chez nous des tribus armées de l'épée de bronze et de l'épée de fer dites de Hallstatt, grande épée de parade servant au cavalier, à pointe mousse, à soie plate, à rivets et à crans, qu'on retrouve à Gramat dans le Lot, dans l'Aveyron, à Bagnols dans le Gard, à S. Cécile et Lagnes dans le Vaucluse, à la Laupie et à Valence dans la Drôme, à Cormoz et à Bourg dans l'Ain, à Villeneuve-Saint-Georges en Seine-et-Oise, dans le Cher et les beaux tumuli de la Côte-d'Or, jusqu'à Gédinne sur la haute Meuse, à Maringen au canton de Neufchâtel, à Mayence, en Franconie, en Souabe, en Moravie, ne dépassant guère au nord la Thuringe, d'après les cartes de Troltsch. Les torques en or sont rares dans ces tombes et réservés aux guerriers, les chars de guerre y sont des chars de parade. Le nombre des nouveaux venus est somme toute assez faible.

Aussi subit-il l'influence du milieu qui l'entoure et le voyons-nous se scinder en deux grandes régions. Dans l'une, le Celticum, dont M. Bertrand a fort heureusement retracé les limites au centre du réseau de forteresses si caractéristiques, qu'on ne retrouve pas à l'est, et qui s'appellent Nasium

(1) Robiou, dans *Mém. de la Soc. Arch. d'Ille-et-Vilaine*, t. XIII, p. 58.

ou Bovrolles dans la Meurthe, chez les Lingonés ; Bibracte chez les Œdoui, Avaricum chez les Bituriges, Coulommiers chez les Petrucorii, Murcens, Luzech et le Puy d'Issolu chez les Cadulci ; S. Marcel de Felines chez les Brannovices ; la Ségourie chez les Pictones, Vertault et peut-être Porentruy. L'incinération subsiste à côté de l'inhumation ; les tumuli y sont rares, à Rochechouart, dans les hautes vallées du Lot et de la Dordogne, à Amboise, dans le Loir-et-Cher (Billy), la Nièvre, l'Yonne, le Loiret, le Cher, l'Oise, Seine-et-Marne, Somme, Calvados. La monnaie y est une monnaie d'or, comme celle du Noricum, à l'imitation de Cyzique, anépigraphe, nullement macédonienne.

Dans l'autre, la région orientale et méridionale, celle où ont le plus persisté les noms de lieu ligures (1), où se trouvent les tumuli les plus nombreux, Doubs, Ain, Jura, Haut-Rhin, Vosges, Haute-Saône, Haute-Marne ; les nécropoles des vallées des Alpes de la Tarentaise, de la Maurienne, du Chablais, du Faucigny, du Valais, de l'Ubaye, du Queyras, de l'Oisans, les cimetières des Pyrénées, Ger (Hautes-Pyrénées), Garin (Haute-Garonne) ; les forteresses ne se retrouvent pas ; la monnaie est une monnaie d'argent, portant pour légende un nom de peuple ou de chef, influencée par Marseille, imitant les types grecs, siciliens, d'Asie Mineure, comme la monnaie d'argent du Danube imite celle de Thasos. Dans les sépultures, on trouve la ceinture et les brassards en feuilles de bronze, ignorés des tumuli de la Côte-d'Or ; on trouve les bracelets de lignite, presque introuvables ailleurs, mais on n'y trouve pas le rasoir, ni à Haguenau dans le Haut-Rhin, ni à Alaise et Amancey dans le Doubs. Par ces côtés, elle semble donc se rattacher à la Germanie, comme les Sequani dont nous parle Strabon.

Et voilà justement qu'en Hongrie, en Allemagne (ne dépassant pas Cologne au nord, d'après la carte de Troltsch), dans les vallées des Alpes, à Sisteron et à Chambéry, à Alaise, à Autun, au mont Beuvray, dans les cimetières de la Marne, de l'Aisne, de Saint-Maur près Paris, dans la Haute-Marne, l'Aube, les Ardennes, la Côte-d'Or, à Neufchâtel, à Golasecca près Milan, à Côme, à la Certosa et à Marzabotto près Bologne,

(1) Et même les noms de peuples, Sequani, Volcae.

apparaît un nouveau type d'épée de fer de mauvaise qualité, pliante, à soie carrée, à pointe aigüe, longue pour le cavalier (type de la Tène), courte pour le fantassin (type de la Marne). C'est l'arme du gaulois classique, des bandes mercenaires qui pillent l'Italie aux IV^e et III^e siècles, et rapportent comme des trophées les vases étrusques dans leurs quartiers-généraux de la vallée de la Sarre, de la Marne (Courcelles et Somme Bionne), du Wurtemberg (Ludwigsburg), de la Bavière Rhénane (Rodenbach), de la Suisse (Groeck-Wyl), du Birkenfeld (Weisskirchen). Le mobilier funéraire de ces bandes, surtout cantonnées dans la Gaule du Nord-Est, diffère de celui des Gaulois du Celticum, non seulement par l'épée, mais par l'absence de stèles et de tumuli : c'est une bande de guerriers, la tombe du chef ne se distingue pas des autres, ce n'est pas un Etat. Le char de guerre n'est plus un char de parade, il est usuel, les fibules sont fréquentes, les torques le sont aussi et les femmes en portent. Généralement ils inhumant, parfois, très rarement, ils incinèrent. Le rasoir, le seau de bronze, la fibule du type de Villanova, la spirale leur sont inconnus, sur la Marne comme à Bologne. Leur poterie a pour ornements des chevrons ou de triples feuilles, les puisoirs de bronze leur sont communs avec tous les peuples occidentaux (1).

Or, et ceci confirme le récit de nos légendes, nous retrouvons à la fois en Grande-Bretagne la trace de ces deux occupations. M. Dawkins signale dans le nord la présence de la longue épée de fer à pointe mousse ; le cairn de Mold, en Nord-Galles, rappelle exactement les tumuli de la Côte-d'Or, mélange des deux rites, squelette étendu tout de son long, corselet de bronze orné d'or de style halstattien ; M. Bertrand signale en Irlande des bouterolles à ailettes de type ninivite, près de 500 épées du type de Prague et de Sigmaringen, de Stuttgart et de Carlsruhe, des bonnets en or ou tutuli de style assyrien à Tipperary comme à Poitiers et sur le Rhin, des boucliers analogues à ceux des Corybantes, peuple que nous retrouvons à la fois en Médie et en Phrygie (2).

(1) Mayence, Dorth (Rhin moyen), Eygenbilsen (basse Meuse), Grauholz (Berne).

(2) Dawkins, *Early Man in Britain*, p. 432, 440, 470 (bouclier oblong de Witham, près Lincoln) ; Bertrand, dans *Mém. Soc. Archéol. du Finistère*, 1884, p. 180.

Puis c'est en pays brigante, au cimetière à inhumation d'Arras, près York, notre type de la Marne et de la Sarre, l'attitude repliée du cadavre, la présence des chars à la fois dans les sépultures des femmes et dans celles des hommes, les barrows circulaires, les boucliers de bois cerclés de fer à bosses de bronze, etc.

Tout nous révèle donc que les Celto-Gaulois ont passé par là.

En parlant des Celto-Gaulois, j'ai mis à part les fils d'Eber qui, quoique confondus par les légendaires avec les fils d'Erémon, m'ont semblé devoir en être distingués. Il me faut maintenant y revenir, ainsi qu'aux Fomoré qui les ont précédés; puisque tous trois, Partholon, Nemed, Eber (dans le *Chronicon Scotorum*), ont maille à partir avec eux, nouvelle raison d'identifier ces trois personnages.

1° Les Fomoré sont identiques aux Fir Domnann des légendes. Comme eux, en effet, ils débarquent, si nous corrigeons une erreur certaine de Keating, à Inver Domnann, en Connaught. Le dieu fomoré Indech est fils du dieu ou de la déesse de Domna. Les chefs des Domnann lors du débarquement, Geann et Seaugann, sont identiques aux adversaires de Nemed, Gand et Sengand; et le Délé, père de More, autre ennemi des fils de Nemed, est proche parent du Dealra, grand-père de Geann.

D'autre part, les Fomoré doivent être assimilés à la légendaire Ceassair, Eriu ou Berba, qui conduit les premiers hommes en Irlande. Le fomoré Cichol, fils d'Umor, est le grand guerrier Cical de Ceassair. La physionomie du débarquement est la même dans les deux légendes : le chef est une femme, Loth ou Ceassair, assistée d'un grand guerrier, Cical ou Ladhra. C'est donc par erreur, et par confusion avec un autre fils de la mer, Bith ou Beath, que les légendaires ont fait débarquer au même point Ceassair et Ith.

Ces Fomoré, identiques aux géants que le fabuleux Brutus trouve en débarquant en Grande-Bretagne, nous sont dépeints comme des pirates, des démons, des géants, ils n'ont qu'un pied et qu'une main, ils ont une tête de chèvre, certaines chroniques disent qu'ils ne sont pas de la race d'Adam, ou bien en font des fils de Caïn ou de Cham, le *Chronicon Scotorum* déclare que Ceassair ne figure pas dans les traditions

des Scots, elle appartient donc à une autre race. Ils vivent de pêche et de chasse, ils n'ont que des troupeaux de petit bétail, porcs, chèvres, moutons. Ils habitent les îles du nord et de l'est, Tory près Donegal, Arran, Rathlin. On offre à leurs dieux des victimes humaines. Le Connaught où se trouve le tombeau de Ceassair, le Leinster abandonné par l'invasion celto-gauloise à un roi de leur race (1), où ils formeront souche de chasseurs guerriers (c'est un Domnann d'Erris en Mayo, Ferdiad, qui est le grand champion de la reine Meave contre le héros picté Cuchulainn ; le clan Morna sort des Domnann d'Erris, dit l'*Encyclopædia Britannica* au mot Fenians, et le clan Baiscné des Domnann Galioin), sont le centre où se maintient le plus longtemps leur puissance.

2° Le second groupe correspond, ai-je dit, à ce trio gaélique de Partholon, Nemed et Eber. Il arrive en Irlande, si l'on met bout à bout les dates des durées successives des occupations de l'Irlande, en prenant comme point de départ le v^e siècle, date probable, nous l'avons vu, de l'arrivée des Pictes, et sans tenir compte des années fabuleuses pendant lesquelles l'Irlande serait restée déserte, aux environs du xii^e siècle. C'est un groupe agricole, les premiers défrichements étant attribués à Partholon et à Nemed ; il paye aux Fomoré un tribut de blé et de lait, il est réduit à l'extrémité par les Dana qui détruisent ses cultures et enlèvent son bétail. Leur grand Dieu c'est Bélénos, dont la fête, le Belténé, se célèbre le 1^{er} mai au solstice d'été, par de grands feux de joie.

Ils débarquent à Inver Sgene ou Kemnare, en Kerry, livrent bataille aux Fomoré à Slieve Mis (en Ulster), et les battent, et s'installent dans le Munster (qui, à l'époque celto-gauloise, leur est laissé par Erémon).

D'où viennent-ils ?

Un chef scythe, originaire d'Ibérie (du Caucase), chassé de son pays, passe en Egypte par Taprobane et la mer Rouge. Lors de l'expulsion des Israélites, il est également contraint de partir. Sa bande se fractionne ; les uns, c'est la légende de Mile, fils de Bile dans Maelmurra, s'en retournent en Scythie

(1) Peut-être faut-il y rattacher Laighlinne, soi-disant fils de Partholon, dont le nom est attaché au Laighen ou Leinster et à un lac d'East-Meath.

par l'Inde (le pays des Sinti), l'Asie et gagnent la Caspienne, ils vont y former la souche des Scythes qui, au VI^e siècle, vont revenir en Europe sous le nom de Celto-Gaulois.

Les autres font un long voyage sur mer ; mais en général ils semblent être retournés sur le Bosphore ; Partholon part de Mygdonie, dit Keating, les indigènes de la légende de S. Cadroë partent de Choriscon sur le Pactole avec les Troyens et les Lacédémoniens (trois noms qui rappellent des peuples de la Méditerranée, Tekkaro, Leka, etc.) Ils gagnent en général la Crète, la Sicile, ou longent les côtes d'Afrique et finalement arrivent en Irlande. La mer qu'ils ont traversée s'appelle la mer Torrian ou Tyrrhénienne.

Enfin, ce sont eux qui sont censés avoir apporté la langue gaélique, ce sont les Féné, les Goidels, les Scots, et ce nom sera porté en Ecosse par un descendant d'Eber.

Ce groupe a son équivalent très naturel dans les légendes galloises. Brutus et les Brittones arrivent au XI^e siècle dans Nennius, ils ont traversé la mer Tyrrhénienne, ils ont à lutter contre les géants. Hu Gadarn arrive de Constantinople en passant par Taprobane, à travers la mer Tawch (à rapprocher du Torrian irlandais), c'est lui qui apprend aux Cymry à charrier la terre. Parmi les deux peuples dont se compose la nation Cymry, les Lloegrwys et les Brythons (Cymry, nom moderne, étant mis là pour les besoins de la triade), les premiers, venus de Gwasgwyn, sont encore plus étroitement liés que les autres aux Barcelenses de Partholon, originaires d'Espagne, et colloqués, d'après les traditions galloises, en Irlande par Gwrgant, bien proche parent du roi fomoré Gand ou du Domnann Geann.

Voilà la légende.

Il s'agit de retrouver ces deux groupes dans l'archéologie et dans l'histoire.

Le plus ancien, je n'hésite pas à l'affirmer, c'est cette population dolichocéphale à coloration foncée, dont nous retrouvons les ossements dans les plus vieilles assises de notre globe terrestre. Il occupe en général l'occident de l'Europe, en Irlande la région à l'ouest du Shannon, en Ecosse l'île de Barra, en Gaule les départements des Pyrénées-Orientales, de la Haute-Vienne, de la Charente et de la Dordogne. Il habite dans des grottes et se sert surtout du silex. Au midi comme

au nord, dans l'Aveyron, le Gard et l'Hérault, comme la Marne et l'Oise, il pratique les arts du dessin. Le rite funéraire qu'il emploie est généralement l'inhumation. Il ensevelit ses morts dans des grottes naturelles ou artificielles ou dans des sépultures mégalithiques qui en offrent l'image, et ces sépultures ressemblent généralement à des tombeaux de famille. Dans les endroits où la mauvaise chance l'a conduit, où son bétail n'a pu être conservé ou bien où il a été obligé de le réduire, il vit de la chair de ses chèvres, de ses rennes ou des animaux tués à la chasse, peut-être même de la chair de ses semblables. Le mobilier paléolithique, l'anthropophagie quaternaire, le portrait des Cyclopes et des Lestrygons, celui des Iliéens de Sardaigne, en tout semblables aux Fomoré et aux géants des contes gaéliques, ayant comme eux un petit bétail, cannibales comme eux, ne me laissent aucun doute sur cette identification.

D'autres, plus heureux, ont pu conserver des troupeaux et des pâturages. Mais ils ne pratiquent pas encore l'art agricole. Seulement, comme ce ne sont pas des sauvages, ayant perdu par la chasse toute habitude du travail, ils seront susceptibles de se plier aux travaux agricoles que leur imposeront les nouveaux civilisateurs qu'ils vont recevoir. Tels nous apparaissent en Espagne les Tartesses avant l'arrivée des Cunètes (Justin, XLIV, 4), tels en Grèce et en Italie les premiers Pélasges.

Ces peuples viennent d'Asie-Mineure en passant par l'Afrique ; ce sont les Pélasges, les Libyens, les Mysiens, les Tartesses, les Sardes, les Caucones, les Iliéens, les Achéens, etc.

Quels événements les ont jetés hors de leur pays ? Ce sont les premiers événements dont l'histoire européenne fasse mention, c'est l'attaque des populations maritimes contre l'Egypte au ^{xvi}^e siècle, d'après la date récemment établie par M. de Moor. Repoussés de l'Egypte, ces premiers envahisseurs se sont rejetés sur l'Afrique (1), ces pirates ont occupé les côtes, de là ils ont suivi tous les rivages européens, c'est un trajet fort naturel.

(1) Les historiens anciens connaissent généralement ces envahisseurs sous le nom de Médes et de Perses : c'est celui que leur donne Salluste en parlant du peuplement de l'Afrique.

Plus tard, au xv^e siècle, Josué chasse de Palestine les Gergéséens et les Jébuséens, et les Phéniciens s'empressent d'installer dans l'Afrique du nord ces frères malheureux. Voilà un nouveau peuple formé : les Liby-Phéniciens ; c'est le nôtre, ce sont les Sardes et les Tartesses, ce sont les Fomoré.

Les preuves, nous les trouvons d'abord dans les textes anciens : les Mèdes et les Perses dont parle Salluste et qui débarquèrent en Afrique, faisaient partie de la flotte d'Héraclès, qui est, comme l'on sait, la personnification du commerce phénicien. Après les Iliéens, en tout semblables aux Libyens, et qui, rejetés dans les cavernes des montagnes y deviennent un peuple de pasteurs pillards, nous voyons arriver en Sardaigne des constructeurs de mégalithes à inhumation, des Libyens, des Tartesses, conduits par des fils d'Héraclès ou d'Hermès, un autre dieu du commerce phénicien, Sardos, Norax, Iolaos, nom d'un dieu de Libye.

2° N'est-ce pas là l'itinéraire de ce fameux peuple des dolmens dont on a tant parlé. Ne touche-t-il pas à la Palestine et à l'Afrique du nord avant d'aborder les rives occidentales de l'Europe et d'inculquer aux populations des rites funéraires dont elles conserveront l'usage même après la disparition de ces anciens maîtres, et leur remplacement par de nouveaux dominateurs.

3° La religion des Fomoré semble bien une religion phénicienne. Leur dieu Balar ne rappelle-t-il pas Baal, non seulement par son nom, mais par les sacrifices humains qu'on lui offre, comme au Minotaure phénicien, comme plus tard les populations jadis soumises à ces pratiques en offriront à Tigernmas, à Esus, à Taranis, à Teutatès, lorsque ces person-nages auront détrôné Balar (1).

(1) A l'inverse de la religion qui est proprement phénicienne, les mégalithes me semblent plutôt présenter l'élément libyen, car ils n'existent pas en Phénicie et je doute que ceux du Caucase et de la Crimée soient Phéniciens ; ils seraient plutôt l'œuvre de ces Arméniens, Mèdes, Perses, dont plusieurs servaient d'auxiliaires aux Phéniciens ; mais dans certains cas, comme en Espagne, s'en distinguent. (Voir dans l'article de M. Siret sur *l'Espagne préhistorique*, *Revue des questions scientifiques*, tome XXXIV, la différence qu'il établit entre le néolithique ancien, qu'il rattache à Hissarlik, et le néolithique récent qu'il rattache à Mycènes, c'est-à-dire à l'influence phénicienne).

Si l'on veut bien admettre enfin que ce groupe est le premier de tous, il faut lui attribuer la langue basque, cette langue apparentée, dit-on, aux idiomes africains, et dont on retrouve quelques traces dans le Royaume-Uni, Yle ou Isla, nom de l'une des Hébrides, de trois rivières à Banff, Forfar et Sutherland, Orr ou Urr ou Urray, nom d'une paroisse du Caithness, d'une paroisse près Dalbeattie, d'une rivière du comté d'York, d'une ville des Vernicomes, d'un lac de Fife, d'une motte du Nithisdale, etc.

Les Domnonéens, les premiers habitants de l'Irlande, analogues aux géants des contes gaéliques ou grnagac'hs, avec leurs longs cheveux bruns bouclés, leur œil unique, leurs habitudes d'anthropophagie, leur habitat troglodytique, leurs troupeaux de chèvres et de brebis, nous représentent cette population dolichocéphale que les archéologues signalent à l'origine de l'histoire de la Grande-Bretagne, avec ses troupeaux de petit bétail, bœuf à courtes cornes, chèvre et mouton, vivant de la chasse du daim, du sanglier, du chevreuil, du lièvre, des oiseaux, du cheval, dont ils fendent les os pour extraire la moelle, habitant les cavernes ou des huttes circulaires creusées sous terre ; c'est dans les localités où ils restent le plus longtemps les maîtres, le Connaught et le Leinster, Arran, Bute, Iona, le nord et le sud du pays de Galles, le Cornwall, Devon, Somerset, Wilts, Gloucester, Berks, Dorset, où l'on trouve encore du temps de Ptolémée des Dummonif, que la civilisation mégalithique a pris le plus brillant essor. Notre Armorique, si riche à ce point de vue, a donc dû recevoir également leur visite.

Passons maintenant au second groupe, à celui qui dans les traditions est censé apporter aux populations la connaissance de l'agriculture.

1° Certains auteurs penchent à les appeler Ligures, et je crois qu'ils ont raison. Les Grecs ont en effet donné ce nom au peuple qui pour eux occupait l'occident de l'Europe avant l'arrivée des Celtes, et M. d'Arbois de Jubainville a fait remarquer que le dernier nom remplace le premier dans les mythes au fur et à mesure que l'on s'éloigne des époques anciennes. C'est dans l'Aidès, près des Cimmériens, c'est contre les Ligures et leur roi Cucnos, fils de Puréné, contre Alébion et

Dercunos (Albion, nom de lieu ligure ; Dercunos, personnification des Draganes occupant avec les Ligures au VI^e siècle, au dire d'Aviénus, les cimes neigeuses des Pyrénées, aux environs de Bayonne), que le dieu, emblème tout à la fois des voyages des Phéniciens vers l'ouest et de la course du soleil, livre chez les mythographes anciens son dernier combat, après avoir battu Géryon en Ibérie. Chez les mythographes récents, l'adversaire d'Héraclès s'appelle Celtiné, elle est fille de Bretanos.

2° Mais sous ce nom générique de Ligures, il faut, je crois, comprendre plusieurs peuples qui, quoique de noms différents, représentent le même état social, appartiennent par conséquent à la même race. C'est toujours le même procédé : une confédération de tribus dont le nom change avec la prépondérance de telle ou telle d'entre elles. Il y a en effet dans l'Europe centrale, sur le terrain que les Celtes occuperont plus tard, mais avant eux, dans la Gaule orientale, l'Italie septentrionale, la Germanie méridionale, un peuple unique sous des noms divers.

3° Les auteurs anciens s'en sont très bien rendu compte. Chez les Ligures, les Celtes et les Vénètes, disent Strabon et Polybe, le fonds de la population, le vêtement, les mœurs, sont identiques.

Il y a là un centre de population brachycéphale. L'Italie septentrionale est de tout le pays la région où ce type est le plus nombreux. En Gaule, ce sont les départements de l'est, Meuse, Meurthe-et-Moselle, Vosges, Haute-Saône, Haute-Marne, Doubs, Jura, Ain, Saône-et-Loire, Savoie, Haute-Savoie, Isère, Rhône, Puy-de-Dôme, Cantal, Haute-Loire, Ardèche, Lozère, Aveyron, Lot, Tarn-et-Garonne, Lot-et-Garonne, Gers, qui sont les plus brachycéphales.

Il y a là un centre de populations qui pratiquent l'incinération. Elle semble en Gaule le rite général à l'époque du bronze, et permet d'expliquer ces objets isolés qui n'accompagnent aucun squelette, dans toute l'Italie elle est le rite de la masse de la population, en Espagne elle apparaît à deux reprises, dit M. Siret, liée aux objets du type *troyen* d'Hissarlik.

Dans ce centre on parle une langue que M. d'Arbois de Jubainville rattache aux langues indo-européennes et qui

cependant n'est pas le celtique. Cette langue qu'il appelle le *ligure*, se distingue très nettement par la présence dans les noms de lieu du suffixe *iscus*, *oscus*, *uscus*, qui n'est point celtique, puisqu'on le trouve en des régions où les Celtes n'ont point pénétré. Très fréquent dans le canton suisse du Tessin, plus rare aux Grisons, plus encore à Vaud et à Appenzell, fréquent en Corse, à Gênes, à Cuneo, à Porto-Maurizio, à Alexandrie, à Pavie, à Crémone, à Massa, il ne dépasse pas à l'est une ligne qui de Metz, passant entre Munich et Tolz, irait rejoindre par le Tyrol la rive droite de l'Adige. En Gaule, c'est dans la vallée du Rhône, Alpes-Maritimes, Var, Hautes et Basses-Alpes, Bouches-du-Rhône, Vaucluse, Drôme, Isère, Savoie, Ain, Jura, Doubs, Saône-et-Loire, Rhône, Haute-Loire, Ardèche, Gard, Hérault, Ariège, Aveyron, Vienne, Côte-d'Or, Haute-Saône, Aube et Marne qu'on le rencontre.

Beaucoup plus nombreux sont les noms de rivières qui s'y rattachent, et le fait n'a rien d'étonnant.

Ce peuple, en effet, outre le culte du feu ou du soleil dont il célèbre la fête au même jour, au solstice d'été, de la même manière, par des feux de joie, dans les campagnes du Latium et de l'Irlande, rend un culte aux sources et par conséquent leur donne un nom. On peut trouver l'énumération de ces noms dans le livre de M. d'Arbois, je me borne à signaler pour la Gaule, la Loire, la Seine, le Rhône (nom d'un fleuve, de trois rivières de Gaule, d'une rivière de Corse), la Sambre, le Léman, l'Ouche, affluent de la Saône, la Canche et la Cance ; pour la Grande-Bretagne, la Ravigos d'Irlande, l'Isca ou l'Osca (Exeter, deux en Angus, Dumfries, Monmouth, York), la Severn, auxquels il ajoute le promontoire Isamnium, le port et le lac Leman, le Cantium et le nom même de l'île, Albion.

Le culte de Borm, le dieu des eaux chaudes, se retrouve d'un bout à l'autre du territoire *ligure* : à Worms, à Braga et à Albacete, à Vintimille, Gênes et Sondrio ; dans le Var, les Bouches-du-Rhône, la Drôme, l'Allier, l'Ain, la Saône-et-Loire, la Haute-Marne.

Mais cette langue qui dit *q* là où les Celtes disent *p*, n'est-ce pas la langue gaélique, et les Goidels qui l'ont apportée ne sont-ils pas par ce trait encore des Ligures ?

C'est enfin un centre archéologique important. Si de Pesth

au Bourget les mégalithes sont rares, les palafittes y jouissent d'un degré de civilisation très intense. Encore un rapport de plus entre les peuples de ces pays.

Quels sont-ils donc ces peuples ? L'histoire va nous les nommer. En Italie ce sont les civilisateurs agricoles, Italos, Saturne, le dieu des semences armé de la faux du moissonneur, Morgès, le dieu des gerbes, Sikélos, la faucille, Italiotes, Ligures, Sicules, Osques, Ausones, Ombriens, Vénètes, ces deux derniers venus certainement par voie de terre et peut-être un peu postérieurs (1), ailleurs les Sequani, Sicanes, Sigunnes du Danube, j'ajouterai Ibères, car c'est la même migration qui donne à la grande île le nom d'Albion, à la petite celui d'Iverion, Taurini, Taurisci, Tauri de Crimée, de Norique et de Ligurie, et qui ne sont ni des Celtes ni des Germains puisqu'ils n'ont pas pénétré dans ce dernier pays, Marsi d'Italie, Marsi de la rive gauche du Rhin et du haut Oder, Marsigni de Breslau, Volques d'Italie et de Gaule et Valaques de Roumanie pour la même raison, Lemovices enfin de Lemonum, nom ligure, en ce département de la Vienne où se retrouvent des désinences en iscus, et Lemovii de Danzig, etc. Tout cela c'est le même peuple, répandu à travers l'Europe.

Dans quel but ?

Dans le but qui fait que partout où se trouve l'étain et l'ambre tous ces peuples, les Tartesses d'Ibérie, commerçant avec les îles Œstrymnides, avec leur ville de Tarse en Liburnie au débouché de l'ambre, les Umbri de l'Ombrie ou Aborigènes du Laticum, Ambrones compagnons des Teutons ou Ombrones de Posen, Sigunnes ou Sicanes du Danube, du Doubs et de la Seine, Vénètes d'Hadria et du Morbihan, Enites de Liburnie, Wenèdes et Vandales du bas Oder, Vindelicii du Danube et de la Bavière, Œstii de Vindelicie et de la Baltique, Ostioni du Finistère, comme les appelle Artémidore, tous ces peuples, dis-je, ont des comptoirs. Les Ligures qui ont Albe chez les Liburnes, Albe en Latium, Albion dans le Royaume-Uni, les Ligures que nous retrouvons chez les Ligyrœi de Thrace et

(1) Les Ombriens disent *p* là où les Italiotes disent *q*, les Ombriens sont des brachycéphales, les Italiotes et les Osques s'apparentent plutôt aux peuples du midi. (*L'Anthropologie*, 1892, p. 229.)

très probablement chez les Lygii de la Baltique et les Lugi du Sutherland, les Ligures dont le roi Cucnos est lié au mythe de l'Eridan, de l'ambre, des cygnes de l'Océan boréal, les Ligures, dis-je, sont les introducteurs du bronze en Europe, où ils sont venus chercher l'ambre.

Rappelons-nous où nous avons trouvé les noms de lieu ligures. Dans ce bassin du Rhône, si riche en objets de bronze que M. Chantre a donné à l'une des périodes de l'histoire de ce métal le nom de rhodanienne. Où encore ? En Poitou, près des mines d'étain de la Haute-Vienne. Où se développe la civilisation du bronze ? Dans les palafittes. Où n'y a-t-il vraiment pas d'âge du bronze, mais importation de quelques objets de ce métal ? Dans les pays mégalithiques. Quel est le rite de l'âge du bronze ? L'incinération. Comment apparaît l'incinération et la réduction des chambres mégalithiques en Scandinavie ? Avec l'introduction du premier outil de bronze un peu sorti de la grossièreté primitive, le celt à douille. La conclusion ne s'impose-t-elle pas ?

Mais nous voici reportés vers les pays d'origine du bronze, vers l'Egypte où M. Chantre croyait, il y a vingt ans, retrouver l'origine du celt plat, vers la Chaldée, vers l'Assyrie, vers ces mystérieux Hétéens dont j'ai essayé de retracer l'histoire au chapitre II et dont les Troyens forment la tête de ligne. Mais alors la légende des origines troyennes (1) de la civilisation occidentale n'est pas une fable, l'expulsion de Néméd n'est pas plus invraisemblable que celle de Danaos et des Israélites, les longs voyages sur mer deviennent très plausibles quand on rappelle les noms des Shakalash et des Uashashau qui ont sillonné les mers en pirates avant d'aborder en Italie, lorsque dans tous ces peuples répandus à travers le monde, on veut voir ce qu'ils sont en réalité, de grands conducteurs de caravanes (2).

(1) Il faut noter la ressemblance du nom du grand roi ligure d'Espagne Arganthonios, avec certains noms de la géographie bithynienne, de ceux des rois cunètes introducteurs de l'agriculture en Espagne, Halis et Gargoris avec l'Halys phrygien et l'Alizonia thrace, le Gargarum, Gargara, Gargithes de Troade, et le Gargamisch hétéen.

(2) Pour être complet, il faut signaler une différence archéologique entre deux ou trois populations de ce type social. Pour M. Chantre, après la période

En résumé, après les Domnonéens apparaissent en Grande-Bretagne les Ibères, les Ligures et les Bretons. Les Ibères et les Ligures arrivent d'Aquitaine et s'installent assez au large dans le Munster et le royaume de Logres. Les Bretons arrivent du littoral armoricain, c'est-à-dire d'entre la Loire et le Rhin, peut-être, s'ils arrivent du nord, d'entre la Loire et l'Elbe. Moins heureux, ils ne peuvent conserver contre les Domnonéens qu'un petit coin de l'Ecosse, le pays de ce petit-fils de Néméd qu'on appelle Briotan Maol, Dobhar et Iardobhar que nous retrouverons plus tard.

En tout cas, ces brachycéphales bruns ont pénétré en Armorique comme en Grande-Bretagne ; comme en Grande-Bretagne, ils ont trouvé les constructeurs de mégalithes et se sont fondus avec eux, là où ceux-ci (c'est le cas en Armorique), ne se sont pas laissé refouler. Mais chez nous le rite funéraire a été beaucoup plus complètement modifié. Tandis qu'en Grande-

rhodanienne vient la période maeringienne, caractérisée par l'apparition de la croix gammée, du rasoir, du systre, de l'ornementation géométrique, stries, chevrons, dents de loup, des petits chars en terre cuite, de la spirale, de la fibule du type de Villanova. C'est l'entrée en scène, à peu près à l'époque où les historiens anciens placent la fuite des Troyens et des Tyrrhéniens d'Asie-Mineure, d'un type qui n'est pas le type ligure. La croix gammée, on le sait, se retrouve à Hissarlik, la spirale, vient, dit-on, par la vallée de la Save, c'est-à-dire par le territoire illyrien. Même entre ces deux peuples il y a des différences. Les tyrrhéniens tiennent une route qui va être bientôt celle des Celtes ; c'est le groupe danubien des cartes de M. Chantre qui tranche sur le groupe méditerranéen, occupe la vallée du Danube, a son centre à Hallstatt et de là par la Bohême atteint l'Elbe ou par Matrai, Trente, Peschiera et Vérone, rejoint les terramarés de l'Emilie, laissant Brescia aux Ligures et Trévise aux Vénètes. Cette ligne, dont les Celtes se chargeront de répandre les produits, mais qui ne se confond pas avec eux, puisqu'elle importe des rasoirs dans des pays de l'Italie centrale où ils n'ont pas pénétré, se caractérise par la présence de ce fameux rasoir et de la décoration géométrique que les Celtes importent à Belgrade, à Haguenau, en Irlande.

Au contraire, les Vénètes dont le centre est à Watsch, en Carniole, au débouché de la Save, et qui vont jusqu'à Este, près Padoue, vont chercher l'ambre par la route de l'Oder, par Laybach, Gratz et Presbourg. Ils ne fabriquent pas le rasoir, mais ils ont le décor mycénien qui ne se rencontre que sur l'Oder et en Mecklembourg et l'épingle à tête de pavot. Les Celtes ne semblent guère avoir comme spécialité industrielle que le bracelet en lignite. Les cistes ou seaux de bronze à cordon ou à côtes et les vases en feuille de bronze battu se trouvent à la fois en pays vénète, pélasge, étrusque, etc.

Bretagne 18 barrows sur 319 sont à incinération, chez nous l'incinération est générale, l'inhumation presque exceptionnelle. Les beaux travaux de M. du Fretay ont mis ce point hors de doute.

J'arrive aux deux dernières migrations des légendes irlandaises, à celles dont l'identification est la plus difficile.

La première est celle des Bolg. D'une part, ils sont liés à Partholon par leur chef Rugruidhe ; de l'autre à Nemed par leur autre chef Simon Breacc, fils de Starn ; de l'autre, ils sont censés débarquer en même temps que les Domnann, mais non pas au même point. Ce que l'on en sait de plus précis, c'est que d'une part ce sont des agriculteurs, leur reine, Taitiu, veuve de leur dernier roi Eochaid, fils d'Erc, défriche des forêts et les convertit en un champ de trèfle ; de l'autre, ils sont représentés par le généalogiste Mac Firbis comme ayant les cheveux noirs, méprisants, bavards, durs, inhospitaliers, ennemis de la musique, perturbateurs des assemblées ; enfin, ils sont liés à l'Ulster, dont le peuple picte s'appelle encore souvent la race de Rugruidhe, où celui-ci donne son nom à la baie de Dundrum au comté de Down. On pourrait donc y voir la population primitive de l'Ulster, analogue aux Domnann et comme eux soumise aux Fomoré, protégée par les populations du centre de tout contact direct avec les fils d'Eber, presque complètement soumise par les Pritani, et perdant à la bataille de Moytura sous les coups des Dana les derniers restes de leur indépendance. Ceci nous amène aux Dana.

De toutes les migrations irlandaises, celle des Dana est celle qui renferme le plus d'éléments mythologiques. Ce sont des personnages qui meurent et qui cependant conservent la vie ; Lug est à la fois en rapports avec Cuchulainn et Conn aux cent batailles, séparés par un siècle, Manannan avec le roi Cormac et le roi Mongan, séparés par quatre siècles. Ce sont des personnages divinisés, des side ou siabra comme les appellent les légendes, mais s'ils ont hérité des honneurs rendus aux dieux anciens des populations que leur prestige a fascinées, ce n'en sont pas moins des hommes, et il est assez facile de le prouver.

Les Dana forment deux groupes, dont le plus récent est

mêlé d'une manière si intime aux héros du cycle de Conchobar, qu'il semble bien leur contemporain. Ce groupe comprend Labraid, auquel Cuchulainn vient en aide dans une guerre contre le dieu Fomoré Eogan Inbir ; Oengus, qui se fait aider par le roi Ailill pour arracher son consentement au père d'une prêtresse, Side, qu'il veut épouser ; Aed Abrat de Fidga, qui a des difficultés avec Mider ; Mider de Bregleith, qui a maille à partir avec le roi Eochaid Airem ; Lir, son fils, et Manannan, son petit-fils, auquel Cuchulainn enlève sa femme. Les traditions galloises font d'ailleurs vivre Manawyddan, fils de Llyr, au premier siècle de notre ère.

Le groupe le plus ancien, outre quelques personnages secondaires, Delbaeth, Goibniu, Creidné, etc., se compose de quelques personnages principaux dont on a multiplié le nombre en distinguant le personnage véritable du personnage mythique dont il a revêtu les attributs. Ainsi Dagdé, le dieu principal, le roi des dieux, celui qui donne ou retire aux hommes les biens de la terre, le blé et le lait, n'est autre que le surnom du chef des Dana, Nuadu, car Bress épouse indifféremment la fille de l'un et de l'autre. De la sorte, nous trouvons : Net, fils d'Erarc, le dieu de la guerre, assimilé au fomoré Balar ou à Diancecht, le dieu au rapide pouvoir (Balar, Ballô, je lance, est le dieu de la foudre ; Diancecht est le nom du dieu de la médecine ; c'est l'Apollon guerrier de César), père d'Etan ou Ethniu et de Nuadu, Elatha (la science), Cian (le lointain) ou Dagdé, qui épouse sa sœur et en a une fille, Brigit, qui épouse son frère Bress, et avec celui-ci, deux autres fils Lug et Ogmé, qu'il faut peut-être assimiler, Ogmé, le champion divin, Lug, le maître de tous les arts.

Ainsi concentrée, l'histoire des Dana peut se raconter de la sorte. Un beau jour, on voit tomber du ciel, dans un capuchon de brouillards, au nord de Connaught, le roi Nuadu. Il bat les Bolg à Moytura et expulse ce qui en restait. Mais il a perdu un membre, il est donc incapable de commander à des guerriers. On le remplace par son fils et gendre Bress, mais celui-ci soulève des mécontentements et on l'expulse. Il trouve de l'appui chez les Fomoré et vient attaquer les Dana. Grâce à Ogmé et à Lug, ceux-ci triomphent. La puissance des Fomoré est fort diminuée. Mais la guerre civile sévit entre les vain-

queurs, Nuadu est tué par son petit-fils Brian-Iuchar, fils de Bress, celui-ci tombe sous les coups de Lug, et Lug à son tour sous ceux de Mac Cuill, autre petit-fils de Nuadu. Profitant de ces querelles, les Scots attaquent les Dana à Taitiu et les battent. Manannan rend les survivants invisibles, en d'autres termes il les fait disparaître, il les emmène dans l'île d'Avallon, qui est à la fois le paradis celtique et sa propriété, Arran, l'île des pommes, Abhlach. C'est, je crois, la même chose que la conquête des rives de la Boyne par le roi Crimthan Cass à la suite de son mariage avec une dana. Je n'ajoute qu'un dernier mot. La patrie des Dana c'est Lochlin, le pays des îles septentrionales, probablement la Scandinavie.

Par leur habitat géographique en Irlande, Drogheda sur la Boyne, Donegal, Slieve Fuad près Armagh, ils se trouvent au sud des Pictes, dont ils sont, on vient de le voir, distincts dans les légendes, mais avec lesquels ils ont souvent de bons rapports, au nord du clan d'Erémon avec lequel ils ont souvent maille à partir, et des Dumnonii.

Par leur habitat en Ecosse, ils semblent identiques aux Brittones dont la légende les fait frères : leur ancêtre Iobaath étant le neveu de Briotan, fils de Nemed.

Leur origine septentrionale semble les rapprocher des druides ; on a souvent mal interprété le passage où Ammien Marcellin rapporte sur ce point l'opinion de Timagène. M. d'Arbois de Jubainville y voit trois migrations : il ne m'est pas possible de m'associer à cette manière de voir. Une partie de la population est indigène, soit, c'est celle dont les druides n'ont pas guidé la marche. Mais les autres sont venus des îles éloignées et des régions au-delà du Rhin, expulsés de chez eux par la fréquence des guerres et les débordements de la mer. Les druides, dit César (et il parle non pas de ces druides tombés au rang de sorciers à la cour des petits princes, à ce point que le mot druide traduit en gaélique le mot de magicien, Simon le druide, les druides de Pharaon, mais de ceux qui ont conservé leur puissance sur les foules), sont revenus par la Grande-Bretagne. N'est-ce pas là le retour des fils de Nemed.

Les Dana, en effet, sont les gens de science, les file ou conteurs d'histoire, les musiciens et le clergé, Ogmé, un des leurs, est le dieu de l'éloquence.

Ils sont quelque chose de plus, il sont d'habiles métallurgistes et de grands cavaliers. Lug apprend aux hommes l'équitation, Goibniu travaille le fer, Creidné forge le bronze et découvre le moyen de fondre l'or. Les tombelles de la Boyne qui sont probablement leur sépulture, sont à incinération. Lorsqu'ils attaquent les Bolg, ceux-ci ne possèdent que des armes à pointe mousse, tandis que les Dana en ont à pointe aiguë. Serait-il téméraire de prononcer à propos d'eux le nom des Belges ? C'est ce qu'il nous reste à examiner.

Il est un fait que l'archéologie nous révèle : pendant que les populations armées de l'épée de Hallstatt et du bouclier oblong conquéraient une grande partie de la Gaule, de la Germanie et des îles Britanniques, une partie de ces pays, la Scandinavie, Rugen, les rives de la Vistule, notre Armorique, les Brittones d'Ayr, les Dumnonii de Dorchester, s'isolaient de ces conquérants, se cantonnaient sur leur territoire, conservaient leur bouclier rond et leur type d'épée en forme de feuille (1). C'est la civilisation armoricaine opposée à la civilisation gauloise ; vaincue, elle s'est cantonnée dans ses refuges habituels ; elle attend l'heure de la revanche. Celle-ci semble sonner vers le second siècle avant notre ère (l'établissement des Belges en Gaule est antérieur à l'invasion des Cimbres). En Grande-Bretagne, M. Evans signale (*Anthropologie*, 1891, p. 588 et suiv.) des sépultures de cet âge qui diffèrent de celles du type gaulois d'Arras. Comme lui elles ont l'épée de fer de la Tène, mais les cimetières (Aylesford en Kent) sont à incinération, ils offrent la forme de puits funéraires avec urnes au fond. On y trouve des monnaies d'or anépigraphes, d'un type commun en Gaule, l'une répandue dans le Kent, l'autre dans le Sussex et le Surrey, une poterie spéciale, distincte de celle des âges de la pierre polie et du bronze, mais analogue à celle de Worms, la situle rémoise imitant les vases en bronze à cordons. Cependant, ce n'est point encore le type des débuts de l'influence romaine, le type de Hunsbury. Pour en retrouver les analogues, il faut aller dans la Gaule belge, en pays

(1) Outre notre Armorique, où on le trouve à la Vicomté, à Saint-Brandan, à Pordic, à la Roche-Derrien, à Plougrescant, à Montoir, à Nantes, les cartes dressées par M. Bertrand pour son cours à l'école du Louvre le signalent encore à Barbuise (Aube), à Paris, Sèvres, Villeneuve-Saint-Georges.

rhénan, dans l'Allemagne du nord, sur la basse Vistule, sur la Drave à Rosegg, *chez les Vénètes d'Illyrie*. J'ai souligné ces derniers mots, ils donnent la clé du problème.

J'ai montré les Vénètes en Illyrie, sur la Vistule, en Armorique, j'ai dit l'échec que leur ont infligé les Amazones scythes et les Celto-Gaulois : contre ceux-ci leur animosité a subsisté ; en 390, ils se sont jetés sur eux lors de leur attaque sur Rome, les ont pris en queue et contraints de reculer. Mais, probablement tenus à l'écart des mines de fer, ils n'ont pu se procurer ce métal indispensable à la revanche. Soudain, un mouvement se fait dans le nord scandinave ; aux mines d'Upsal vient d'arriver un métallurgiste éminent, cet Odin auquel M. Champault, dans les articles auxquels j'ai fait allusion, a rendu son caractère historique. Désormais le fer ne manque plus à tous les vaincus de la Baltique et une gigantesque poussée ramène, fantassins et cavaliers armés de l'épée de fer, tous les fils des exilés vers leur ancienne patrie : Odin, rétablissant l'usage de l'incinération, Odin, prêtre et métallurgiste, n'est-ce pas un druide, un dana ?

Les Vénètes de l'Armorique sont des Belges, nous dit Strabon ; n'arrivent-ils pas à ce moment ? Corbilon, la ville des Pictones, si florissante du temps de Pythéas, n'existe plus du temps de César. Ne sont-ce pas les Vénètes qui ont vengé leurs anciennes défaites et déplacé à leur profit les routes du commerce, n'est-ce pas par représailles que les Pictones soutiendront César contre eux ? Hypothèses, sans doute ; mais qu'ont-elles de contraire aux vraisemblances et à la logique des événements ?

Il faut peut-être cependant insister un peu. On est tellement habitué à voir en nous autres, Bretons, les derniers des Celtes, qu'il peut sembler étrange de répudier ce nom.

Quand j'ai lu le récit de la guerre des Gaules, je n'ai pu m'empêcher d'être frappé d'un fait, la petite part que les peuples véritablement celtes y ont prise. Les Cœdi et les Arverni ne prennent les armes que la septième année de la lutte, et les déposent après une seule campagne, les Bituriges s'arment en même temps et sont soumis en deux ans, seuls les Sénonés et les Carnutes luttent quatre ans, encore ne prennent-ils les armes que la cinquième année de la guerre. Dès la seconde

année, au contraire, les Belges et les Armoricaïns ouvrent les hostilités. Ils ne mettront bas les armes que quand toute résistance aura cessé partout ailleurs.

Un second fait également bien significatif, c'est que la guerre de César contre Arioviste lui est demandée par les Celto-Gaulois, non seulement les Armoricaïns et les Belges ne soutiennent pas César, mais Arioviste vaincu, il se porte tout naturellement contre les Belges et les Armoricaïns, sans alléguer aucune raison nouvelle d'hostilité, comme si cette campagne était la suite de la précédente, comme si Belges et Armoricaïns étaient les alliés des Germains. Et de fait, il a pour auxiliaires contre eux des peuples indubitablement celtes, les Sénonés contre les Belges, les Pictones contre les Armoricaïns.

Enfin, il est un troisième fait également digne de remarque. Parmi les Belges et les Armoricaïns figurent des peuples qui, s'étant trouvés leurs voisins, deviennent leurs satellites, les Calètes et les Aulerci par exemple, mais qui demeurent par leur constitution sociale des Celto-Gaulois. Or, ces peuples et les Celto-Gaulois du centre se lancent tout différemment dans la guerre. Tandis que les Vénètes, les Atuatici, etc., font bloc sous la conduite de leur sénat et opposent une résistance unanime quoique anonyme, tandis que les Eburonés et les Suessionés sont également unanimes sous la conduite de leurs rois, chez les Celto-Gaulois, la guerre est l'œuvre de quelques individualités remuantes, à côté desquelles, à côté du parti de la guerre, il y a le parti de la paix. Chez les Sénonés et les Carnutes, la levée de boucliers a pour cause une modification de la constitution du pays par les généraux romains. Chez les Œdúi, les Arverni, les Pictones, on retrouve également ces deux partis, et de même chez les Lexovii et les Aulerci Eburonices ; les Treviri, qui présentent le même spectacle, habitent un territoire qui, archéologiquement, est celto-gaulois. Chez tous ces peuples, Sequani, Œdúi, Helvétii, Arverni, Sénonés, Carnutes, il y a un bouleversement social qui menace, ils sont en mal d'un régime monarchique qui ne peut pas aboutir. Rien de semblable chez les autres, et plus on s'éloigne vers l'ouest ou vers l'est, vers la Loire ou vers le Rhin, plus le type gaulois diminue.

Les Armoricains sont donc vraiment bien plus Belges que Gaulois.

Avec les Belges s'arrête notre histoire préhistorique. Désormais nous faisons partie du monde gréco-romain, plus scientifique et moins nébuleux, l'histoire classique sera désormais la nôtre. Sur ce terrain, notre marche est plus sûre, mais c'est à la vue des sables mouvants du désert, que rien ne jalonne, que l'on excuse par les difficultés de l'entreprise les faux pas de l'explorateur.

CHAPITRE II

Les origines grecques.

La matière des origines grecques est encore plus étendue que celle des origines celtiques, et je n'ai pas la prétention de les expliquer entièrement ici. Le seul but des notes qui suivent est de signaler chez les Grecs comme chez les Celtes, un certain nombre de faits qui supposent que l'essor a été donné à la civilisation, chez certains groupes, par des commerçants organisés sur le type de la caravane guerrière et de la confrérie religieuse.

I

Chez ces divers peuples qui figurent aux origines de l'histoire grecque, Lydiens, Mysiens, Cariens, Pélasges, Lélèges, Sicules, il faut distinguer deux éléments : un élément cultivateur, un élément dominant, adonné au commerce. Cette dualité explique seule, il me semble, les doubles généalogies des indivi-

dus dont le nom symbolise celui d'un peuple. Musos, Ludos, Tursános, Pélasgos, sont tantôt les fils d'Océan, de Téthys, des fleuves, tantôt de la vieille terre, de la terre fertile, fécondée par le soleil. Siculus est un fils de Neptune, et Saturne a longtemps erré sur les flots avant d'aborder en Italie ; mais Saturne, le dieu des semences, le moissonneur armé de la faux, et Siculus, la faucille, sont aussi des chefs d'agriculteurs. Zeus, le dieu social des pasteurs de petits plateaux, est parfois aussi donné comme père des Cariens et des Pélasges, ailleurs issus d'Océanos. Cet élément cultivateur s'est à l'origine recruté à la fois chez les Chamites et les Japhétites. Heth sur l'Oronte, les Philistins de Cypré et de Palestine, les Ludim de Lydie sont, d'après la Genèse, des descendants de Cham, origine que ne dément pas la présence chez les Pélasges de la Grèce d'un type de cultivateurs urbains, comme les vieilles populations des rives de l'Euphrate et du Nil, les Kitim de Cypré et Tharsis de Tarse au contraire sont des petits-fils de Japhet.

Quant à l'élément commerçant, sa présence me semble également indiscutable. Seule l'existence de ce type nous permet de nous rendre compte d'un certain nombre de faits sans lui inexplicables.

Et d'abord les changements de nom des divers peuples habitant un territoire donné, et qui varie, disent les historiens anciens, d'après le nom de la dynastie ou du personnage royal qui les gouverne, sans que la plupart du temps il nous soit indiqué que ce personnage nouveau règne en vertu d'une conquête, comme chef d'un élément ethnique nouveau. Sous Manès, les habitants de la Lydie s'appellent Méoniens, sous Ludos, Lydiens, et le groupe qui part avec Turrhénos s'appelle Tyrrhéniens ; les Oinotres s'appellent Italiens sous le règne d'Italos, Morgètes sous celui de Morgès, Sicules sous celui de Sikélos. On dirait une nouvelle raison sociale substituée à l'ancienne dans la désignation de la même maison de commerce. Tous ces chefs de dynastie, en Lydie par exemple Atys, Tyrrhénos, Alcée, Agélaos, ont tous un père réel différent, et un père social, si j'ose ainsi parler, identique, Héraclès, le type du commerçant des rivages méditerranéens. Ludos, Tursanos, Musos, Pélasgos, tous fils d'Atys, n'est-ce pas là l'image de ces jeunes confréries commerciales, les Lydiens,

les Tyrrhéniens, les Mysiens, les Pélasges, filles de la vieille confrérie des Hétéens. Que nous dit par exemple Hérodote pour expliquer le changement dynastique qui fait passer la couronne des Lydiens aux Héraclides ? Il ne parle pas de conquête, il dit simplement : « Les Héraclides, à qui ces princes avaient confié l'administration du gouvernement, obtinrent la royauté en vertu d'un oracle. » (I, 8.)

N'est-ce pas là vraiment une jeune confrérie qui prend la place de l'ancienne ?

Seule cette considération permet de se rendre compte de l'évolution du type, tour à tour transporteur paisible, lorsque les affaires vont bien, et pirate ou pillard lorsque la fermeture des débouchés ne lui permet plus de gagner plantureusement sa vie dans le transport des marchandises. Au ^{xvi}^e siècle, ruiné par la victoire des chameliers éthiopiens, le grec se fait pirate et infeste la Méditerranée ; au ^{xiii}^e, lorsque l'Égypte, réconciliée avec lui, s'en fait un auxiliaire, il cesse ses attaques pour les reporter sur un autre point, Troie, etc. Tout cela ne sent guère le cultivateur paisible dont la vie s'écoule en dehors des grands aléas, tout cela respire au contraire la vie agitée et mouvementée du commerçant sorti des steppes.

Seule encore elle explique la facilité avec laquelle les noms se déplacent, les points où on les retrouve toujours les mêmes pour tous, successivement occupés par tous ou presque tous. Au-dessus de la population demi-agricole, demi-pastorale de l'Europe méridionale et occidentale, qui elle ne se déplace guère, il y a une aristocratie commerciale qui impose à ce peuple le nom sous lequel l'étranger le désigne, le nom des seuls habitants avec lesquels il ait des rapports. Comme il n'y a somme toute que quelques bons postes dont il faut à tout prix se saisir pour faire avantageusement le négoce, on se les dispute âprement : sur la côte d'Espagne, comme sur la côte d'Asie mineure, il y a des Ibères, des Bébryces, des Mastiéniens (assimilés par certains aux Bastules), Massiéniens ou Matiéniens, en Italie comme en Asie, des Tyrrhéniens, des Ligures, des Sicules, en Afrique comme en Asie, des Libyens et des Mysiens.

Le procédé d'émigration est lui-même bien saisissant. Voici la Lydie. Les affaires ne vont plus, dit Hérodote, il n'y a pas

de quoi nourrir la population. D'abord on attend, on espère que la prospérité reviendra, on jeûne un jour sur deux. Mais le bon temps ne revient pas, il faut aller chercher fortune ailleurs. Que fait-on ? On s'embarque. Où va-t-on ? Chez le voisin, au plus près ? Nullement, on va à l'autre extrémité du monde connu, au comptoir le plus éloigné que l'on possède, en Ombrie. Dans le récit de l'historien grec, il n'y a nulle mention d'une série d'étapes suivies par la migration tyrrhénienne ; ce sont les historiens modernes qui, ne voulant voir dans l'histoire des migrations humaines que celle d'un excédent de population qui, de proche en proche, s'achemine vers les pays neufs en quête de subsistances, ont suppléé de leur chef au silence du narrateur primitif.

II

Après une expédition de pillage, chacun rentre chez soi, heureux, satisfait. Il n'en est pas ainsi des héros d'Homère. Les légendes n'en laissent guère revenir en paix qu'un ou deux. Quel a bien pu être le motif de ces courses incessantes ? Nous ne croyons guère au courroux des dieux, et d'ailleurs on peut bien le dire, les Achéens prennent facilement leur parti d'un établissement en dehors de leur patrie. Idoménée s'installe à Salente, Philoctète à Pétilie (En., III, 400-402) ; Diomède va fonder Argyripe en Iapygie (XI, 246-247) ; les Locriens se répandent en Libye (XI, 265) ; les Pyliens de Nestor fondent en Italie Métaponte et Pise (Strabon, I, page 369) ; Ménélas, poussé par les tempêtes en Egypte, y demeure huit ans à amasser de nombreuses richesses et de l'or, voguant parmi ces peuples étrangers (Odyssée, liv. III) ; Amphilochos, fils d'Amphiaraos, fonde Posidéion sur les frontières de la Cilicie et de la Syrie (Hér., III, 91). Il fonda aussi, dit la note, Amphilocheion Argos dans le golfe d'Ambracie et Malle en Cilicie ; l'Achéen Teucer, frère d'Ajax, fonde Salamis en Cypré ; les Hellènes, compagnons d'Agamemnon, notamment les Arcaïdiens d'Agapénor, occupent l'île de Cypré sur les gens de

Kinyras (Perrot, *Histoire de l'art*, III, 490 et 495). Ulysse, enfin, malgré ses plaintes incessantes sur son désir de revoir sa patrie, malgré le caractère un peu pillard de ses transactions avec les Ciconiens, les Lestrygons, les Cyclopes, reste très volontiers un certain temps chez ceux où il espère pouvoir tirer parti d'un long séjour, car « il vaudra d'autant mieux pour moi rentrer dans ma patrie que j'aurai les mains plus pleines, » et à peine rentré, il repartira, parcourant les cités jusqu'à ce qu'il ait rencontré ces peuples ignorants des choses de la mer, qui ne mêlent pas de sel à leurs aliments et prendront pour un fléau la rame qu'il porte. On dirait qu'après avoir renversé Ilion il s'agit de reprendre à son compte les établissements qu'elle a pu fonder.

L'attitude des Troyens vaincus est exactement la même. Les légendes d'Enée et d'Anténor en offrent une preuve frappante. Une population vaincue qui met ses richesses sur des vaisseaux et s'en va de proche en proche, semant partout des comptoirs, mais installant son principal établissement à l'extrémité opposée à son point de départ, est bien vraiment une population de commerçants. Enée part d'Antandros avec sa flotte, et cependant il pourrait essayer de rebâtir Troie, il a bien pu attendre le printemps sans avoir été inquiété par les Grecs, mais les augures, les savants, les membres des confréries le poussent à des pérégrinations lointaines. Il touche en Thrace, pays ami et de même race, et y fonde Enéade ; il fonde Pergamée en Crète, autre berceau des Teucriens ; il touche à Buthrote, où les Troyens d'Hélénus ont repris l'ascendant sur les Achéens de Néoptotème ; en Sicile, où il fonde une nouvelle Ilion ; en Italie enfin, aux bords du Tibre, en pays neuf, près des Tyrrhéniens ses alliés (1). Anténor, échappé du milieu des Grecs, ou même respecté par eux, par mer gagne la Thrace, puis s'installe au milieu des Liburnes et des Euganéens, et fonde Padoue (Virgile, *Enéide*, I, 242 ; Strabon, XIII, 1, 53 ; XII, 3, 8 et 25). Parmi ses compagnons, chose plus curieuse encore, il y a des Vénètes ou Hénètes de Paphlago-

(1) M. Bertrand a fait remarquer que les villes alliées d'Enée ne sont pas les villes de la Confédération étrusque, qui n'existe pas encore, mais les vieilles villes pélasgiques, ombriennes, ligures, à incinération, des adorateurs du feu, Clusium, Albe, Coëre, Agylla, Populonia, Ilva.

nie : c'est, dit Strabon, la principale tribu du pays ; au lieu d'y retourner, ils le quittent et vont chercher ailleurs une autre patrie. Plus tard, lorsque les Cimmériens, après avoir ravagé l'Asie, l'abandonneront en désordre, ils entraîneront avec eux les restes des Vénètes, qui auront peut-être bien été les conducteurs ou les inspireurs de l'invasion, et le nom disparaîtra du pays. Prenons maintenant la liste des peuples alliés de Troie.

Ce ne sont pas seulement des voisins désireux de se protéger des pillages que la chute de leur puissante voisine pourrait amener sur eux de la part des vainqueurs : ce sont tous ceux qui peuvent avoir des relations avec elles, toutes les nations des rivages maritimes, Lyciens, Cariens, Méoniens, Pélasges au sud ; Thraces, Ciconiens et Péoniens de l'Axios à l'ouest ; Paphlagoniens, Enètes, Caucones, Halisonès d'Alybe (ou Chalybes de l'Halys), Mysiens, Phrygiens d'Ascanie (*fr. hist. gr.*, v., 41), c'est-à-dire d'Arménie à l'est. Pourquoi cette coalition, si l'incursion grecque ne les menace pas ; et comme ce qu'ils ont à craindre ce n'est pas la conquête, ce n'est pas un établissement des Achéens, il ne reste que l'unité d'intérêts commerciaux qui puisse l'expliquer.

Si l'on veut bien y joindre les alliés tardifs, les Susiens de Memnon, les Assyriens de Teutames, on se trouvera en présence d'une ligne qui de l'Iran, par la Phrygie hétéenne, l'Hellespont, le Danube, atteint la haute Italie, les sources du Rhône et du Rhin, et se raccorde ainsi aux Ligures ; c'est un itinéraire un peu plus méridional que celui des Scythes au VII^e siècle, mais tel qu'on peut le concevoir pour atteindre l'Europe avant la prise de possession de la mer Noire par les colonies helléniques.

III

A qui remonte l'établissement de cette ligne ? On peut, je crois, répondre : à Cadmos. La piraterie qui sévit dans les régions thraces et grecques empêche les Hétéo-Phéniciens, revenus de leur défaite, de rétablir leurs voies commerciales avec

l'Europe : de là l'expédition de Cadmos et de son dieu Dionusos chez les Thraces, les Sinti ou Indi, et son établissement en Béotie. C'est là, il me semble, la signification de la légende de l'enlèvement d'Europe par Zeus, qu'on ne peut guère traduire que par une sorte de fermeture des débouchés européens aux Cadméens par les Hellènes, car Agénor envoie ses fils à la recherche de leur sœur, et ceux-ci, dès qu'ils débarquent dans une île, s'empressent d'y fonder un établissement : Singulier moyen de retrouver une personne, excellent au contraire s'il s'agit de retrouver des débouchés perdus.

M. Lenormant a d'ailleurs remarqué, dans ses *Premières civilisations*, que l'établissement de Béotie est un établissement bien autrement sérieux que tous les autres établissements phéniciens, c'est une tête de ligne destinée à occuper solidement et à protéger une ligne commerciale. Les Phéniciens, généralement si prompts à décamper dès que les affaires se gâtent, s'acharnent sur ce point. Il n'est question que de retours offensifs des Cadméens dans toute l'histoire de Thèbes. Leur boulevard, c'est l'Illyrie. Appelé dans ce pays par les Enchélées, il a vaincu les Illyriens et ils l'ont proclamé roi. C'est en Illyrie que se réfugie Laodamas, fils d'Etéocle. La raison en est que chez les Enchélées, on est tout près des importantes mines d'argent de Damastium ; par l'Illyrie, on arrive aux bouches de l'Eridan, on atteint le grand entrepôt de l'ambre, aux mains des Ligures et des Vénètes, clients et alliés de Cadmos. La lutte assez vive qui s'est engagée au premier abord, à propos du culte nouveau, avec les habitants du pays, avec Lycurgue en Thrace, avec Penthée en Béotie, avec Jasiôn à Samos, s'est vite calmée et de bonne heure, les Dardaniens et les Thraces se sont faits les propagateurs des *mystères* dans la région qui s'étend de la Phrygie à Buthrote, au tombeau de Médée.

Presque en même temps s'opérait une autre migration du type que les historiens appellent Phénicien, nom assez vague et qui désigne seulement un type social de commerçants à longue distance, soit par terre, soit par eau, puisque Strabon dit que les compagnons de Cadmos étaient des Arabes (t. II, p. 302). Il ne faut pas oublier d'ailleurs que si l'on admet la réalité des liens qui auraient uni l'Aradus et le Tyr du rivage

syrien à ceux du golfe Persique, il fallait de toute nécessité, pour transporter des ports de la Phénicie historique à Thapsaque où les Gerrhéens du golfe Persique (chez lesquels se trouvent Tyr et Aradus, Strabon, t. III, p. 356), amènent par l'Euphrate les marchandises accumulées dans l'un quelconque de ces ports, emprunter par Damas et Palmyre une route entièrement et nécessairement aux mains des caravaniers arabes. Enfin, Strabon (t. I, p. 69) nous révèle entre les Arabes et les Cadméens un nouveau lien, en rappelant ce fragment d'Hésiode qui fait descendre les Arabes de l'union de ce pillard, commerçant à l'occasion, que les Grecs appellent Hermès, avec une fille de Bélus, ce Bel ou Baal, qui est le grand Dieu du panthéon chaldéen, et qui, soit sous son nom, soit sous le nom grec d'Agénor, le Conducteur, est le père de Cadmos, de Danaos, de *Phénix*, de Cilix (l'éponyme des Ciliciens), et autres civilisateurs des rivages.

Cette autre migration phénicienne qui, comme celle de Cadmos aurait eu lieu, d'après les marbres de Paros, la meilleure autorité chronologique de l'histoire grecque, dans les dernières années du *xvi^e* siècle avant J.-C., est celle de Danaos, qui s'installe chez les Pélasges d'Argolide.

IV

Mais des deux migrations phéniciennes qui semblent bien être passées par les mêmes endroits, notamment par Rhodes, et qui ont dû apporter en Grèce à peu près la même civilisation, l'une celle du nord, celle de Cadmus, plus particulièrement liée à l'Asie, devenait rapidement odieuse aux Grecs qui adoptaient assez bien, en les modifiant pour les adapter à leur état social, les enseignements de l'autre. Avant la guerre de Troie, les Grecs du Péloponèse et de la Thessalie se sont attaqués aux deux grands centres de ce que j'ai montré être la ligne commerciale du nord, celle que l'on peut appeler des Syro-Hétéens; et comme Héraclès joue un grand rôle dans cette lutte, et qu'Héraclès est, à n'en pas douter, le Melkart

de Phénicie, il semble que les pirates grecs aient agi dans leurs attaques sous l'impulsion des navigateurs phéniciens.

A deux reprises Thèbes est attaquée par les Grecs au courant du ^{xiii}^e siècle, et ils font de ces deux guerres deux expéditions nationales. Un peu avant, les Argonautes et parmi eux Héraclès et Orphée se sont dirigés par mer vers la Colchide, s'emparant de tous les bons postes de commerce et essayant d'établir une ligne de comptoirs reliés par la mer, au lieu de l'être, comme je voudrais le montrer pour les Hétéens, par voie de terre. Héraclès pille Troie, il est l'ennemi acharné des Thraces, de ces Thraces qui, après une première résistance, se sont faits les auxiliaires de la ligne cadméeenne, il attaque les Bébryces en Phrygie, les Thraces à Thasos, les Ligures du Thrace Cucnos, le fils d'Héphaistos Cacos, agent en Italie du roi de Lydie Marsuas avec un Phrygien, Mégalès, allié des Sabins de la montagne, ennemi des Arcadiens des vallées (Solin, I, 1).

Tandis qu'Héraclès, plus rapproché des poètes contemporains d'Homère, n'est à leurs yeux qu'un demi-dieu, il y a des dieux grecs, c'est-à-dire des personnages plus éloignés de l'époque où ont été rédigées les légendes et qui ont été confondus avec les véritables divinités par suite de l'admiration que l'on avait pour eux, qui jouent absolument le même rôle. De ce nombre sont Apollon et Poseidon : tous deux habitent la plaine, l'un au nord (Piérie), l'autre au sud (Pagase) de l'Olympe. De concert ils attaquent Troie et échouent ; Apollon tue Marsuas près d'Apamée, il extermine la postérité du Thébain Amphion et de la Phrygienne ou Lydienne Niobé. A ce moment, il y a lutte réelle entre l'Europe et l'Asie, entre les dieux de la lyre, Apollon, Héraclès, Orphée, et les dieux de la flûte, Dionusos, Marsuas, etc., dieux thraces, dieux phrygiens. Dionusos lance les Centaures, en d'autres termes les cavaliers thessaliens contre Héraclès ; il fait déchirer Orphée par les Bacchantes ; Apollon tue Marsuas, il tue Eurytos d'Echalie, réfugié en Eubée après la défaite qu'Hercule lui a infligée, soit en Thessalie, soit en Arcadie. Chacun de ces dieux a à son service une de ces confréries guerrières, où l'homme voyage, charmant les peuples de sa musique, de la supériorité de sa civilisation, tandis que sur la montagne, la femme garde les

passages, guerrière farouche au besoin, Nymphes de la montagne, Mimallones, Bacchantes, Muses, etc.

Il est un autre dieu que les héros grecs n'aiment guère, Hadès, ce frère de Zeus, le dieu du sous-sol, mais aussi le dieu des flammes, Hadès, le dieu des Cimmériens, contre lequel Thésée et Pirithous feront des efforts infructueux, et dont triomphera Héraclès, Hadès l'ennemi d'Apollon, et qui demandera à Zeus la mort du fils d'Apollon, Asclépios, coupable comme Prométhée, d'avoir divulgué les secrets médicaux que garde jalousement la confrérie en guérissant Hippolyte.

Héphaïstos enfin, un autre dieu de la forge et des flammes, n'est guère mieux vu des héros grecs. Ses fidèles ouvriers, les Cyclopes, tombent sous les coups d'Apollon pour avoir fourni à Zeus les moyens de tuer Asclépios.

Les montagnards et les pirates de la Grèce, représentés par leurs dieux Apollon et Poseidon, ont donc à lutter contre des dieux doués d'une civilisation supérieure. Apollon et Poseidon sont de plus liés aux anciennes populations, pères ou fils de géants, de ces géants que Zeus a expulsés de l'Olympe et qui, malgré tous leurs efforts, malgré l'assaut livré par Poséidon et Apollon n'ont pu le reconquérir.

V

Trois points me restent à établir.

1° L'Asie antérieure est reliée au bassin de l'Euphrate, berceau de la civilisation, par une route de caravanes distincte des colonies phéniciennes.

2° Cette route de caravanes touche en maint endroit à de riches exploitations minières.

3° Cadmos a une physionomie métallurgique très prononcée, qui est également celle des confréries qui accompagnent certains dieux grecs dans leur conquête du pays.

1° Au ^{xvi}^e siècle avant notre ère existait sur les bords de l'Oronte, un peuple, chef d'une confédération de peuples de l'Asie-Mineure et de la Grèce, très hostile aux Egyptiens. Ce peuple, c'étaient les Hétéens, et comme sur les points où nous

retrouvons les vestiges de leur art, nous trouvons des peuples appelés Syriens, nous pouvons affirmer l'identité de ces deux peuples, et même avec Strabon, leur identité avec les Araméens (t. I, p. 69 de la traduction Tardieu). L'importance de ce fait, c'est qu'il nous permet de rattacher les Hétéens à Ninus et à Sémiramis, princes syriens, en d'autres termes à la civilisation de l'Euphrate, que les Hétéens rattachent à la Méditerranée : 1° par une ligne allant de Gargamich sur l'Euphrate à Antioche sur l'Oronte en passant par Cadesch ; 2° par une route de terre à travers l'Asie-Mineure, tandis que les Phéniciens l'y rattachent : 1° par une ligne allant de Thapsaque à Sidon et à Tyr ; 2° par une ligne de circumnavigation tout autour de l'Asie-Mineure.

La ligue hétéenne que je décris plus spécialement, part d'Antioche, atteint Tarse et Dana, puis de là se dirige soit sur Iconium, soit sur Comana de Cataonie et Comana du Pont, aujourd'hui Tokat, où l'on rejoint une route qui va sur Diarbékir et la Bactriane. De Comana on peut descendre par l'Halys sur Sinope, et de là on gagne la Colchide, puis par le Cyrus, la Caspienne et l'Oxus rejoindre Bactres, ou descendre par le Sangarius et le Rhyndacus sur Gordium ; là, des routes mènent à Cyzique et à Brousse, ou par l'Hermus et le Méandre gagnent Célènes, et de là se dirigent soit sur Sardes et Ephèse, soit sur Iconium pour descendre sur Sagalassus et Side.

Si maintenant nous relevons les noms des divinités dont nous rencontrons les temples sur notre route, nous allons pouvoir reconnaître le type social des populations auxquelles nous allons avoir affaire. Le monde païen a modelé ses dieux à l'image de sa vie. Dans la famille arabe, unie sous un chef, on n'adore qu'un dieu mâle, Zeus ou Dionusos. Dans la famille perse de l'Avesta, également unie mais sans cesse en lutte contre ses voisins du steppe et du désert, il y a deux divinités, mais ce sont toutes deux des mâles, Ormuzd, le dieu bon, Ahriman, le dieu de l'ennemi.

Chez le commerçant, surtout chez le transporteur, la famille est coupée en deux ; l'homme est absent pour de longs et lointains voyages ; il reste bien en théorie le grand dieu, le Bel, le Moloc'h, l'Adon, mais c'est la femme qui demeure au foyer, et c'est une déesse féminine qui domine dans la ville ; deux fois

Poseidon a voulu être le dieu d'une ville grecque, deux fois il a été battu, à Argos par Héra, à Athènes par Athéna.

Que va faire cette femme au foyer, seule avec l'enfant ou avec le vieillard, avec l'estropié, l'infirme, l'eunuque (Adonis, Attis) ?

Si c'est une grande ville fréquentée de l'étranger, bien accueillir les passants, se désennuyer avec eux, double avantage, car on se dédommage de l'absence du mari et on amasse un petit pécule. C'est le type de la déesse courtisane des grandes villes commerçantes, la Mylitta de Babylone, l'Istar de Ninive, l'Astarte de Sidon et de Tyr, l'Aphrodite de Grèce et de Sicile.

Parfois c'est simplement un modeste foyer de cultivateurs. Alors c'est Déméter, c'est Héra, c'est la mère de famille armée au besoin, car le pillard de la montagne n'est pas loin, non plus que l'écumeur de mer.

Parfois c'est un comptoir important qu'il faut défendre, et la femme devient avant tout une guerrière ; c'est l'Artémis scythique, la farouche amazone qui sait que tout étranger est à craindre et qui l'égorge sans pitié.

Parfois enfin, ce comptoir c'est la montagne, la montagne où croissent les herbes médicinales et où l'on trouve des gîtes métalliques. La femme est toujours souveraine, mais autour d'elle gravite tout un peuple de tout sexe, soldats et mineurs, c'est Rhéa avec ses Curetes et son fils estropié, Héphaïstos, condamné au repos par son infirmité.

Et maintenant, à côté de ces types, se dresse dans ces pays montagneux un autre type de divinité : la divinité de la montagne où ne siège pas le commerçant, de la montagne qui ne commande pas un passage important et dont les gîtes métalliques ne sont pas exploités. L'homme s'y fait un dieu à son image : chasseur, soldat, gendarme au besoin pour le compte du commerçant, descendant de temps en temps dans la plaine pour y enlever une femme et la plantant là quand le caprice est passé, sans guère se soucier de l'enfant, vivant avec sa sœur, chasserresse et guerrière comme lui, son égale sur la montagne, où ni l'un ni l'autre ne travaille, chantant et dansant, mais toujours sauvage et austère. Tel l'Apollon, telle l'Artémis du Parnasse et de l'Arcadie, tel le Zeus d'Arcadie,

élevés par les commerçants, civilisés par eux et qui sont retournés dans leurs montagnes, oisifs, libres, heureux.

Reprenons maintenant notre route à travers l'Asie-Mineure. Voici d'abord Antioche, fondée par Triptolème (Strabon, I, III, p. 319), et où une légende place la victoire du dieu armé de la foudre, Zeus, pourvu d'armes perfectionnées sur les géants habitants primitifs du pays (Strabon, III, p. 323), puis Cypre avec son alphabet hétéen, ses temples d'Aphrodite, sa caste sacerdotale des Kinyrades, remontant à Kinyras, l'époux d'Aphrodite, le père d'Adonis, le matriarcal époux de sa fille Myrrha (on comprend que ces foyers de commerçants ne peuvent se transmettre que par la femme, et que l'homme, pour le transmettre à ses enfants mâles, doit épouser sa mère, sa sœur ou sa fille), avec son Olympe ou son Ida, son Hamathonte qui rappelle Hamath, ses Kittim qui rappellent les Khétas ou Hétéens.

Puis c'est Tarse, fondée tantôt par Triptolème, tantôt par Sardanapale (Strabon, III, 174), Tarse en Cilicie, théâtre de la victoire de Zeus sur les géants, Tarse avec ses monuments hétéens et son alphabet cilicien, dérivé de l'hétéen. Ces monuments, cet alphabet, on peut les retrouver jalonnant toute la la route que nous suivons (1).

Puis vient le petit royaume sacerdotal du grand-prêtre de Zeus, le Teucer, à Olbé (Strabon, III, 175), puis Dana, bâtie sur une chaussée de Sémiramis avec son temple d'Artémis Pérasa, Comana de Cataonie, avec son temple de Ma ou d'Enyo, l'Artémis de Tauride (II, 473), avec un grand-prêtre choisi dans la famille royale et tenant dans le pays le second rang après le roi, un petit royaume sacerdotal, 6000 hiérodules, de nombreux enthousiastes et prophètes ; Venasa avec son temple de Zeus dont le grand-prêtre nommé à vie, maître d'un territoire et souverain de Hiérodules, tient le second rang après le grand-prêtre de Má (St., II, 476) (2). Puis Zela sur une chaussée de Sémiramis, le sanctuaire par excellence de la Perse, le temple d'Anaïtis dont les Grecs ont fait Athéna, et

(1) V. Perrot, *Histoire de l'art*, tome IV (les Hétéens).

(2) Cette subordination de l'homme à la femme se retrouve encore dans ce fait que le troisième rang est attribué au grand-prêtre de Zeus Daciéos et le 4^e à celui d'Apollon Cataonien, à Dactaréum.

des divinités secondaires, Oman et Anadate avec son grand-prêtre, sa population uniquement composée de Hiérodoules, sa fête annuelle des Sacées en mémoire de la victoire des Perses sur les Saces (St., II, 517 et III, 427).

Nous arrivons à Comana de Pont (1), dédiée à Ma comme son homonyme de Cataonie, le grand entrepôt de toutes les marchandises, avec ses prostituées sacrées, ses hiérodoules dont le grand prêtre, le second personnage du pays après le roi, dispose souverainement à condition de ne pas les vendre (St. II, 513 et 514). Voici Ameria, près d'Amasée, avec son temple de Séléne ou Men-Pharnace, son grand-prêtre, son territoire sacerdotal, ses hiérodoules. Nous sommes tout proches de la plaine de Thémiscyre et du royaume des Amazones, rejetées plus tard sur la Colchide, l'Ibérie et les pentes septentrionales du Caucase.

Puis le grand marché de Tavium chez les Trocni, avec son temple de Zeus (St., II, 530) ; Pessinonte, avec son marché et son temple d'Agdistes Dindymène ou de la Mère des Dieux, dont le grand prêtre avait jadis rang de souverain (St., II, 531) ; Antioche de Pisidie et Antioche du Méandre, avec leur Men de Séléne-Ascoeus, Apamée, le second grand entrepôt de l'Asie, qui doit sa naissance à l'union de Poseidon, le dieu des transports, avec une fille de Danaos ; Laodicée enfin, avec son Men de Car. (St., II, 513 et 553).

2° Nous sommes arrivés à la région des mines. Le haut plateau finit en terrasses qui dominent la vallée. Les mines de sel gemme des rives de l'Halys, des lacs de Lycaonie et de Phrygie (St., II, 493, 517, 520, 527, 532), font place aux mines métalliques. Au nord, chez les Chalybes ou Alizones d'Homère, voici les mines de plomb argentifère de Pharnacie (II, 499), les mines de Cabires près Phanarée (511), d'Argyria sur l'Œsépus (p. 503), les mines d'or d'Astyra près d'Abydos, aux rois de Troade ; les mines de la Phrygie, du Tmole et du Sipyle, des environs de Pergame (III, p. 190), enfin, en Lycie, les mines de fer de Cibyra, exploitées par les Cabaléens (III, p. 94).

Au nord et au midi, entre les populations qui vivent d'un travail régulier, Lycaoniens et Phrygiens de la steppe, My-

(1) La consommation de la viande de porc y est interdite (St. II, 545).

siens, Cariens, Lydiens du littoral, se trouvent des montagnards, soldats tant qu'on peut les employer, pirates dès qu'on cesse de les surveiller, uniquement propres à la guerre. Aussi le commerçant doit-il se doubler d'un guerrier : le dieu, le Zeus des Cariens, surtout celui des Mylasiens, Zeus Osogós, Labrandos, Stratios, est à la fois un cavalier, un marin et un guerrier (St., III, 147). A Ephèse, à Thyatire, à Magnésie, au lac Gygès, on honore Artémis, la vierge guerrière qui sait défendre l'emporium, l'Amazone qui a donné son nom à Cume, à Myrine, à Smyrne (ancien nom d'Ephèse) (III, p. 79 et 98). C'est la femme qui, même au ^v^e siècle avant notre ère, comme au ^{xiii}^e, transmet au détriment du fils l'héritage paternel à son mari. La succession de Tantale passe à son gendre Amphion et non à son fils Pélops ; Artémise règne d'abord conjointement avec son mari Mausole, qui d'ailleurs est son frère ; quand celui-ci meurt, Artémise continue à régner, et après elle, c'est son frère cadet qui lui succède comme époux de sa seconde sœur (III, p. 143). En Mysie, comme en Carie méridionale, l'homme reprend le dessus, le grand dieu, c'est Zeus Abrettinos (II, p. 545) ; chez les Alazones de l'Odrysis, à Myrlée, c'est Apollon (II, 501) ; à Chalcédoine, Zeus Ourios (II, 487). Mais à côté de lui, à Cyzique, trône Dindymène, la mère des dieux (II, 546) (1).

Cette côte nous offre également la légende du combat de Zeus, aidé d'Héraclès et de Poseidon, contre les géants, à Nisy-

(1) Sous ces appellations diverses, thrace, phrygien, mysien, lydien, se cache un même peuple, probablement envisagé sous des aspects sociaux différents. D'une rive à l'autre de la mer, il y a d'ailleurs un mouvement de va-et-vient incessant qui rend très difficile la détermination de l'origine des populations. Tantale, Niobé, sont appelés tantôt Lydiens, tantôt Phrygiens (St., II, 539) ; les Mysiens sont tantôt originaires de la Lydie, tantôt de la Thrace ; le Bosphore s'appelle indifféremment Thrace ou Mysien ; on retrouve en Troade des Lydiens, des Cétéens, des Gargaréens, des Ciliciens, des Lélèges, etc. C'est surtout entre la Thrace, la Troade et la Crète, que ces migrations s'opèrent. Nous verrons qu'on y retrouve la confrérie métallurgique des Curètes, etc., beaucoup de noms de lieux sont identiques (St. II, 352, et III, 20). L'Asie a très probablement été peuplée avant l'Europe, et cependant les Grecs n'auraient pas raconté tant de passages d'Europe en Asie de Teucer, Dardanos, Midas, etc., s'ils ne s'étaient pas produits. Les Ioniens, Eoliens, etc., n'ont d'ailleurs pas fait autre chose après le retour des Héraclides. Et ce premier retour coïncide avec l'arrivée en Grèce de Cadmos (^{xvi}^e siècle).

ros (II, 384), à Mycone près Syros (II, 381), à Philadelphie près Sardes. Mais le fait le plus intéressant, parce qu'il lui est particulier, c'est le collège de guerriers et de mineurs, présidés par une femme dont il élève le fils qui, une fois grand, lui échappe pour s'en aller dans la montagne, comme je l'ai expliqué. Les Corybantes, Curètes, Telchines, Dactyles, Cabires, ont des traits communs qui les ont fait souvent confondre par les auteurs anciens, et qui, *à fortiori*, ne permettent guère aux modernes de les distinguer. Tout au plus pourrait-on dire que les Dactyles et les Cabires représentent la partie ouvrière de la population, et les autres la garnison ; les uns travaillent les premiers le fer, les autres ont pour la première fois revêtu l'armure d'airain. Les Corybantes semblent les plus anciens : ils seraient venus de Bactriane en Phrygie par la Colchide, c'est-à-dire par la route de l'Oxus et du Cyrus, voie des marchandises de l'Inde au temps de Strabon. Ils semblent avoir porté le nom de Telchines à Rhodes et à Sicyone, et de Curètes en Crète, en Eubée et en Etolie. Leur commune caractéristique est d'être les fils de la terre, d'appartenir, comme les Cyclopes qui travaillent sous les ordres d'Héphaïstos, aux populations primitives ; leurs princes, les Titans, les premiers chefs montagnards, les ont donnés pour gardes à la grande déesse de l'entrepôt commercial, à Rhéa. Mais ils subissent une impulsion différente de celle de leurs frères d'origine, et en Grèce ils sont très nettement hostiles aux Pélasges, qu'ils chassent de Thessalie (Curètes) ; aux Titans, qu'ils chassent de Sicyone (Telchines) ; aux rois pélasges Phoronée qu'ils attaquent, et Argos qu'ils assassinent (Curètes et Telchines).

On pourrait, je crois, proposer de ce fait une explication. On connaît la vieille légende de Kronos. Kronos a succédé à son frère Titan, au détriment de ses neveux qui doivent succéder ainsi à leur oncle et non à leur père : on sait que c'est là le mode de succession normal des races patriarcales. Les fils de Kronos, et notamment Zeus, sont élevés par les Curètes dans le clan de leur mère Rhéa (ils élèveront de même Epaphus, fils de Zeus et d'Io, Apollon, fils de Zeus et de Latone). Mais pour ces Curètes, influencés par le mode de succession des commerçants, c'est la femme Rhéa qui détient le droit successoral, et ainsi s'expliquerait l'aide qu'ils prêtent à Zeus

d'abord contre ses cousins, puis contre son père, quand celui-ci veut régner de son chef. Ce qui ressort en tout cas clairement du récit de la lutte des dieux contre les géants, c'est que Zeus dispose d'armes perfectionnées, dans la fabrication desquelles le feu a une grande part, ce feu dont on garde si jalousement la connaissance et les secrets que lorsqu'un des vaincus, Prométhée, ose le dérober au chef nominal du clan, à Zeus, on le punit en l'emprisonnant aux extrémités du monde connu, et c'est Héphaïstos qui est chargé d'exécuter la sentence.

L'histoire de ces confréries est d'ailleurs très curieuse. Beaucoup de dieux grecs ont été entourés d'un semblable cortège, mais bientôt il est devenu inutile, et ces anciens gardes du corps sont tombés au rang de prêtres et de prêtresses dans la Grèce policée des villes. Hécate, Déméter, au dire de Strabon, ont eu ainsi des adeptes qui les honoraient par des démonstrations bruyantes, orgiaques, etc., des mystes, des dadouques, des hiérophantes. De même Apollon, le dieu vindicatif, les Muses qui jadis avaient mis à mort le Thrace Thamyris, ont faibli au point de devenir de simples chanteuses, musiciennes, prophétesses ; Dionysos a gardé plus longtemps avec ses Nymphes qui *habitent la montagne*, ses Naïdes *habitantes des sources*, ses Satyres *qui vivent dans les forêts des montagnes*, ses guerrières Bacchantes et Mimallones (Strabon ajoute ses Silènes, ses Thysès, ses Tityres, ses Lénées), le caractère, si je puis ainsi parler curétique. Or, c'est lui dont l'origine phrygienne et l'habitat thrace sont le plus incontestable, lui qui est le plus lié à la Béotie et à la famille de Cadmos.

3° Ce n'est pas là le seul fait qui rapproche Cadmos des introducteurs de la métallurgie en Grèce. Son nom est celui d'un dieu cabire, et il joue dans la tétrade le rôle du commis-voyageur, le rôle d'Hermès, dont il porte souvent le nom. Comme les Curètes, il va d'abord en Eubée, pour y chercher du cuivre et du fer (Strabon, l. II, p. 302.) J'ai déjà noté son voyage aux mines d'argent des Enchéélées, Strabon dit encore dans un autre passage (l. III, p. 190), que toute sa richesse lui venait des mines de la Thrace et du mont Paugée.

Je n'ajouterai qu'un mot pour montrer la relation étroite

qui existe entre la Grèce au nord de Corinthe et la ligne qui par le Méandre et l'Halys atteint l'Arménie et le Khorassan mède par la Colchide. Lorsque Strabon parle de ce dernier pays, il rappelle les nombreuses analogies qui existent entre la Thessalie et l'Arménie, et suivant ici les idées grecques qui plaçaient en Grèce le berceau des peuples, il fait descendre les Mèdes d'un fils de Jason et les Arméniens d'un de ses compagnons de Thessalie. C'est évidemment le contraire qui est la vérité : ce sont évidemment des confréries parties de la Bactriane, de cette Médie primitive d'Hérodote, qui à travers l'Arménie et le long des rivages septentrionaux et occidentaux de l'Asie-Mineure, ont conduit en Europe les essaims primitifs dont descendent aujourd'hui presque tous ses habitants.

VI

Il me semble que, de la sorte, l'histoire primitive de la Grèce se comprend assez facilement. A l'origine, des pasteurs de haute taille, d'origine inconnue, fils du sol, les Titans, les Cyclopes, etc. Au milieu d'eux une première civilisation naît avec l'arrivée des Pélasges, Inachos, fils d'Océan, Ogygès, fils du dieu de la mer, qui trouvent sur ce sol des hommes, car Pélasgos apprend aux hommes, dans une vieille légende, à utiliser les fruits du chêne, soit pour leur propre nourriture, en les réduisant en farine, comme certaines peuplades ibères du temps de Strabon, soit pour la nourriture de leurs porcs. Les Thraces qui à cette époque occupent la Phocide, la Béotie, ne sont peut-être que les Pélasges de la montagne.

Puis vers le xvi^e siècle, au moment où d'après M. de Moor se font les attaques des Khétas, Sicules, Sardes, Cariens, Teucriens, Dardaniens, Mysiens, Achéens, Pélasges, Danaens, Méoniens, Lyciens, Lybiens, etc., contre l'Égypte, au moment où Ramsès II poursuit partout les débris des Hyksos ou Khétas, jadis conquérants de l'Égypte, où celle-ci persécute l'étranger et accule les Juifs à l'Exode, une nouvelle immigration de tous ces peuples vers les côtes européennes,

Danaos persécuté fuyant l'Égypte, Musos, Dardanos (1), Teucros, Sikélos se jetant en Thrace, et la conquérant du sud au nord, de la Crète à l'Attique, à Naxos, l'île de Dionusos, à Thasos, à Samothrace, l'île des Cabires, à Imbros, à Lemnos, en Troade (2), pêle-mêle avec des Pélasges et des Thraces déplacés par eux (le roi de Colones, le thrace Cucnos, va aborder avec son fils Tennès à Ténédos). (St. III, pp. 45 et 46.) Enfin l'arrivée de Cadmos est de nouveau une sorte d'unification faite entre ces éléments disparates, et partout avec un culte nouveau, peu à peu implanté chez les autochtones et même chez ceux dont la migration a été un peu antérieure et qui deviendra la religion grecque, l'agriculture introduite, la métallurgie enseignée par la confrérie agricole en Attique, poétique à Dodone et à Delphes, guerrière et métallurgique en Crète et en Thrace.

Cette rapide esquisse des premiers pas des confréries commerciales en Europe m'a paru indispensable ; elle montre au début de toutes les mythologies un accord curieux dans le mode de formation et de propagation des légendes. C'est un rapprochement qu'il m'a semblé curieux de tenter.

CH. DE CALAN.

(1) Dardanos est peut-être un type autochtone ou thrace, c'est-à-dire appartenant à la première migration, il habite, en effet, les pentes des collines, ni la plaine ni le sommet, et son père Iasion semble assez hostile aux cultes nouveaux. On dirait un converti qui se fait convertisseur.

(2) L'établissement de Teucer, en Troade, est contemporain de celui de Cadmos.



LA

NÉCROPOLE DE SAINT-SIMILIEN

NANTES

Ce qui frappe tout d'abord dans la visite de ce chantier mortuaire, ouvert pour l'achèvement de l'église Saint-Similien, c'est sa situation pittoresque.

Les tombeaux qui sont mis au jour en ce moment, sont les derniers vestiges d'un immense cimetière qui occupait tout un versant de colline exposé au Sud-Est. Le vaste terrain sur lequel s'élève l'abattoir actuel se nommait la *Tombe rouge*, en souvenir, sans doute, des sarcophages en briques qui étaient sortis du sol pendant les terrassements ; et jusque dans le Bourgneuf, bâti au pied de l'éminence, on a rencontré des tombes de pierre pendant la construction de l'usine à gaz, à deux reprises différentes.

La place de l'église qu'on agrandit était également un cimetière dont les murs furent abattus au siècle dernier, il en était de même de la cour de l'auberge du *Bœuf Couronné*, comme le prouve le plan de Nantes de Cacault de 1756.

Nos ancêtres, les Celtes, recherchaient déjà les beaux horizons, quand ils établissaient un champ de repos ; voyez plutôt les alignements de Carnac en face de la baie du Morbihan, et nos plus beaux dolmens rangés sur le rivage qui borde la baie de Bourgneuf. A Vertou, centre mérovingien, on remarque aussi que les plus beaux versants sont pavés de tombes en calcaire coquillier.

Il y aurait eu bien des constatations précieuses à enregistrer si un journal exact de la destruction de cette nécropole de

Saint-Similien avait été tenu soigneusement par les curés de la paroisse (1); nous aurions eu en même temps une sorte d'histoire de Nantes, parce qu'il y a toujours correspondance entre l'état de prospérité d'une ville et la structure des tombes de ses défunts. Saint-Similien passe pour la plus vieille paroisse, son patron fut l'un des premiers évêques, il y aurait donc un grand intérêt à savoir si son tombeau n'a pas été, comme à Saint-Donatien, le point d'attraction qui a poussé les chrétiens de ce côté. Le sous-sol de l'église lui-même n'est pas intact, il a été bouleversé pour établir des bases de piliers modernes, un perron, un calvaire et les conduites du gaz, et pour pratiquer des inhumations récentes. Pour comble de malheur, la fabrique n'a pas songé à appeler des archéologues lors de la rédaction du cahier des charges imposées à l'entrepreneur. C'est une omission très regrettable, contre laquelle il faut protester hautement, elle nous a livré au bon plaisir des ouvriers.

Il n'est pas indifférent, non plus, de tenir note des matériaux qui ont servi à composer les tombeaux, car ce chapitre se rattache étroitement à l'histoire de l'exploitation de nos carrières, du développement de l'industrie et des communications dans notre pays avant l'an mil.

Le granit est représenté par trois monuments très anciens placés dans les couches inférieures, la pierre de Chauvigny, près Poitiers, et celle des Charentes se sont rencontrées plusieurs fois, mais la matière la plus communément employée est le calcaire coquillier des Cléons (Haute Goulaine), de Saffré, d'Arthon et de Doué-la-Fontaine, en Anjou. On a trouvé un spécimen en calcaire rose. Quelques sarcophages, deux ou trois, étaient composés de six tables d'ardoise assemblées en forme de coffre autour du squelette. J'ai vu une auge de calcaire du deuxième rang, qui avait pour couvercle une immense feuille d'ardoise, fait qui s'est présenté assez souvent dans le cimetière mérovingien de Vertou.

Ce qu'il y a à dire de l'ornementation se réduit à peu de chose : elle se compose ordinairement de stries circulaires et

(1) Le Breton de Gaubert ne dit rien des tombeaux enlevés de la place lorsque la route de Rennes fut ouverte par la rue de Bel-Air.

en feuille de fougères qui rappellent beaucoup les stries du dolmen de Gavrinis. La croix qui est figurée en haut relief sur la plupart des couvercles, avec quelques variantes légères, est à trois traverses, disposition qui s'est rencontrée aussi dans les tombes de Saint-Donatien.

Un couvercle en granit porte deux rondelles à la tête, comme pour figurer deux yeux, accompagnées de deux petites croix pattées. La tête et les pieds sont à peu près de même largeur. Tout cet ensemble, au dire du P. de la Croix, annonce une œuvre du IV^e siècle. Pourquoi ne serait-ce pas la tombe de saint Similien ?

On a trouvé, sous les fondations de l'abside, plusieurs sarcophages en plomb mal orientés ; l'un d'eux contenait une fiole ou ampoule de verre, accessoire qui se rencontre ordinairement dans les sépultures païennes (1). Sur le sol naturel, on a déterré une auge de granit renversée sens dessus dessous dans la première couche de tombeaux. Comme elle est bien plus courte que les autres auges et qu'elle est presque carrée, le P. de la Croix, témoin de la découverte, a de suite jugé qu'elle avait dû servir de cuve baptismale, ce qui n'aurait rien de surprenant, puisque saint Similien, patron de l'église, exerçait des fonctions épiscopales. Nous reviendrons plus tard sur ce fait qui suscite des controverses.

Il est à noter encore qu'on a mis de côté un couvercle en calcaire, sans autre ornement qu'un bourrelet à la tête et aux pieds, appartenant à une auge rectangulaire. Les sépultures sans marque chrétienne et d'une forme archaïque pourraient-elles être païennes ? Cette opinion est celle du Père de la Croix et de plusieurs témoins. Si elle était adoptée, il faudrait alors expliquer comment les chrétiens, toujours poussés par leurs rites à choisir des établissements séparés, auraient accepté un terrain souillé par une pareille promiscuité. Connait-on, en dehors des cimetières de famille, des exemples de sépultures mêlées ? Le Père de la Croix a trouvé lui-même, au champ des Dunes de Poitiers, des inhumations païennes et chrétiennes, mais elles n'étaient pas confondues comme dans notre champ de Saint-Similien, elles étaient simplement voisines. Ici à

(1) Voir les collections Perrion et Bougouin.

Nantes, il y aurait eu superposition et contact, ce qui n'est guère probable. J'aime mieux supposer que l'usage des décorations ne s'est pas établi dès le début et que le seul fait d'être inhumé dans un terrain acquis par les chrétiens et béni, suffisait, au IV^e siècle, aux prêtres comme aux fidèles.

Autour du squelette, prétendu païen, on n'a pas rencontré le moindre objet ; nos sépultures chrétiennes sont dans le même dénûment. Pas d'agrafe, pas de boucles, pas de bijoux, si ce n'est quelques fils de laiton ou de cuivre et des épingles à tête bourrée de pâte de couleur. En Poitou, les cimetières des moindres bourgades, comme Antigny et Civaux, ont fourni d'abord de riches sculptures sur les couvercles et des objets précieux. Il faut en conclure que les premiers paroissiens de Saint-Similien n'appartenaient pas à l'aristocratie, ou bien que l'ensemble de la population vivait dans une modeste aisance.

Ici, nouveau problème. Comment expliquer alors que des familles peu fortunées aient fait enterrer leurs défunts dans des anges qui seraient aujourd'hui pour des riches ? Le P. de la Croix nous répond que les transports par eau n'étaient pas dispendieux à l'époque mérovingienne, et que les carrières étant exploitées par des esclaves, les marchands trouvaient plus de profit à faire travailler la pierre que le bois. Il ne croit pas d'ailleurs que les ateliers de menuiserie mérovingiens aient été montés de tous les instruments que réclame la fabrication d'une planche.

Tout est matière à controverse dans les fouilles qui s'exécutent en ce moment à Saint-Similien. Quelle était la physiologie primitive de cette nécropole ? Puisque les sarcophages sont décorés, ils semblent qu'ils devaient être dans le principe exposés hors de terre à tous les yeux et non enfouis comme nous les voyons. Pourtant nous ne constatons pas que la couche inférieure ait été fondée sur un niveau uniforme, annonçant un terrassement préparé avec soin.

Au contraire, tous les témoins des fouilles qui se poursuivent en attaque de front, face à face, sont étonnés du désordre qui règne dans l'arrangement des tombeaux, même pour ceux qui n'ont pas été violés ; on dirait qu'ils ont été à toutes les époques apportés là avec précipitation. Les terres qui remplissent les intervalles se composent de décombres dans lesquels j'ai

ramassé beaucoup de débris gallo-romains, des tuiles de faîtage, des piliers de calorifère en brique, des quarts de cercle, des galettes de ciment rouge, un fragment d'aire composée de briques concassées et d'enduits lisses de si grande étendue, qu'on avait pu recouvrir tout un tombeau d'une façon très horizontale. Sur le couvercle d'un tombeau à faîtage non remué, le ciment rouge avait été étalé en grand sur toute la longueur, comme si on avait voulu le cacher ou en faire la base d'une construction gallo-romaine. Il est donc évident que ce cimetière a, dès le début, subi de nombreuses transformations en vue sans doute d'abriter les sépultures contre les violations. Ce qui est indubitable, c'est qu'on a choisi un emplacement rempli de constructions quand le premier tombeau y fut déposé. J'ai vu démolir un mur de 0^m85 d'épaisseur, parallèle aux tombes, orné d'un double rang de briques qu'on avait rajusté avec bien d'autres pour former sans doute des chambres funéraires ou des limites de concessions. Le Père de la Croix a rencontré aussi, dans son cimetière d'Antigny, des lignes de murs gallo-romains et mérovingiens. Je puis ajouter aussi que, dans mes fouilles du cimetière de Saint-Donatien, je suis tombé sur des croisées de murailles dans lesquelles les tombeaux de calcaire sont enchâssés. Ce rapprochement est précieux à noter pour nous représenter comment les premiers chrétiens ont établi ce champ funéraire.

Une fois le tombeau de saint Similien enseveli parmi les décombres d'un édifice civil en ruines, ses disciples se sont empressés de demander à être inhumés près de lui. Ce lieu devint sacré et on y éleva, en petit appareil, un sanctuaire dont les murailles étaient si solides qu'elles ont pu supporter les bases de l'église du xv^e siècle. J'ai assisté à toutes les phases de sa démolition, et j'ai cru reconnaître, à l'aspect très différent des maçonneries, que l'église mérovingienne devait être l'agrandissement d'un édifice plus ancien occupant la place du chœur. La chaux était si dure dans cette partie, qu'elle résistait mieux que la pierre aux coups de la pioche. Dans tous les cas, il était bien évident que les deux murs d'enceinte parallèles qui s'allongeaient de l'Ouest à l'Est, au milieu des tombeaux sans en briser aucun, étaient contemporains du cimetière primitif, et que les places intérieures avaient été les

plus recherchées pour les inhumations, ce qui prouve que les défenses des Canons des Conciles n'ont pas été respectées au moins pendant la période antérieure à Charlemagne.

Reste la question de l'auge rectangulaire en granit qu'on peut prendre pour un tombeau ou une cuve baptismale. J'inclinerais volontiers pour cette dernière hypothèse, sans me laisser émouvoir par la découverte faite dans la cour de l'évêché de Nantes. Il est bien établi que partout le Christianisme a pris naissance, non pas dans les villes, mais dans les faubourgs ; or le coteau de Saint-Similien, par sa situation voisine d'une forêt, présentait une excellente retraite. L'évêque Similien qui vivait, croit-on, à la fin du III^e siècle, ou au IV^e au plus tard, devait baptiser dans un oratoire, bien avant que l'on pensât à bâtir une cathédrale avec le baptistère Saint-Jean.

Nos inscriptions païennes indiquent formellement, qu'au IV^e siècle, on élevait encore des statues au Dieu Mars Mulio sur le sommet que les Chrétiens dédièrent plus tard à saint Pierre et à saint Paul.

L'abbé Corblet, l'auteur le plus accrédité sur cette question, qu'il a creusée dans toute son étendue, cite des cuves pareilles à la nôtre et leur assigne une date très reculée. On pourrait donc accepter comme vraisemblable l'attribution que nous proposons pour la cuve en granit qui est sortie renversée de la première couche de tombeaux de Saint-Similien, couche qui peut être du VI^e ou du VII^e siècle, suivant l'opinion du Père de la Croix, juge expérimenté en cette matière.

LÉON MAITRE.



LE TESTAMENT

D'ANDRÉ DE VARADES

Les testaments sont fort rares dans les archives, surtout quand on remonte au-delà du xiv^e siècle. Dom Morice en a trouvé un dans les archives de l'abbaye de Pontron, et il s'est empressé de le publier, heureusement pour nous, car il contient une foule de détails de mœurs qu'on chercherait vainement ailleurs. Cet acte, au nom d'André de Varade, châtelain vassal de la baronnie d'Ancenis, bien que déjà imprimé, mérite une réédition avec commentaires. Au point de vue de la topographie civile et religieuse, on y trouvera des désignations qui nous éclaireront sur l'origine de plus d'une paroisse. Les donations pieuses sont les plus nombreuses, cependant il n'oublie pas Saint-Pierre de Nantes qui est en construction depuis le début du siècle et les trois ponts principaux du diocèse, ceux du Nantes, de Grée et de Louan, trois passages remontant à la plus haute antiquité ; il parle aussi d'une chaussée passant à la Barre Engelard. Enfin sa prévoyance va jusqu'à souhaiter la création de marguilliers pour surveiller l'emploi des legs pieux. Nous avons donc là le point de départ de l'institution des fabriques dans le diocèse de Nantes.

Testament d'André de Varades.

Andreas ego de Vareda presenti scripto tam presentibus quam futuris notum fieri volo quod anno Verbi Incarnati MCXCVI, veniens Pontotranum, ibi coram domino Johanne abbate et Haimone priore, in plurimorum presentia monachorum, proprium statui testamentum quod litterarum memoriae commendari et sigilli mei impressione, sigilli quoque memorati abbatis appositione munitum in abbazia jamdicta volui conservari et ubicumque seu quacumque morte de presenti me seculo contigerit migrare, quidquid a me preceptum inibi vel constitutum esse videbitur, firmissime teneatur.

Jussi igitur in primis et statui in redemptionem anime mee, ad edificationem capelle Sancti Audoini X libras dari : J'ordonne donc d'abord et décide pour le salut de mon âme, de donner dix livres pour la construction de la chapelle de Saint-Onen (Riaillé).

Ecclesie de Vareda XX sol. et IX sol. sacerdoti.	20 sols à l'église de Varades et 9 sols au curé.
Ecclesie Belinei XX sol. et IX solidos sacerdoti.	20 sols à l'église de Belligné et 9 sols au curé.
Insule Floride XXV sol.	25 sols à l'île Fleurie (1).
Bono Consilio XXV sol.	25 sols à Bonconseil (2).

(1) Prieuré sous l'invocation de saint Georges au milieu des marais de Grée qui fut donné aux religieuses de Saint-Sulpice de Rennes.

(2) Prieuré de l'abbaye de Nidoiseau, en la paroisse de Saint-Augustin des Bois.

S ^{to} Michaëli de Bosco XXV sol.	25 sols à Saint-Michel du Bois.
S ^{to} Petro de Rosseria X sol.	10 sols à la Rouxière.
S ^{to} Petro de Maumocon X sol.	10 sols à Saint-Pierre de Maumusson.
S ^{to} Ermelando X sol.	10 sols à Saint-Herblon.
Ecclesie de Mosterleis (1) XV sol.	15 sols à l'église de Montrelais.
Capelle ejusdem X sol.	10 sols à la chapelle (Saint-Sauveur).
Ecclesie Belli-loci X sol.	10 sols à l'église de Beau-lieu (2).
Ecclesie Cornuallie X sol.	10 sols à l'église de la Cornouaille.
Ecclesie de Castro-Fromundi X sol.	10 sols à l'église de Château-Fromont (3).
Ecclesie S ^{ti} Sigismundi X sol.	10 sols à l'église de Saint-Sigismond (4).
Ecclesie d'Arnez X sol.	10 sols à l'église d'Anetz.
Ecclesie de Mariéleis X sol.	10 sols à l'église du Marilais.
Capelle de Juigneo X sol.	10 sols à la chapelle de Juigné (5).
Conventui S ^{ti} Florentii veteris XXV sol.	25 sols au couvent de Saint-Florent-le-Vieil.

Hec que ecclesiis in elemosinam dimissa narrantur non sacerdotibus, sed viris fidelibus committantur per quos in ecclesiarum prescriptarum edificamentis servit à la construction.

(1) L'orthographe de Mosterleis comme celle de Marieleis est à noter, elle indique bien que ces noms ont pour racine *leis* ou *lais* qui signifie comme *relais* un abandon ou une cession, expression qui se comprend bien dans un pays d'alluvions, pour deux paroisses riveraines du fleuve.

(2) Prieuré de l'abbaye de Bourgueil, situé dans la paroisse de Freigné.

(3) Cette paroisse n'existe plus de même que le château qui lui a donné son nom dans la paroisse de la Roussière. Son cimetière est toujours connu à la Cour.

(4) Cette paroisse est du diocèse d'Angers.

(5) Le nom de Juigné est très commun. Il s'agit sans doute ici de Juigné-lès-Moutiers, canton de saint-Julien de Vouvantes.

cationem vel meliorationem fideliter expendantur :	tion ou à la réparation des dites églises.
Abbatie Pontotranni annalia duo.	A l'abbaye de Pontron (1), je donne 2 taxes d'anniver- saires.
Abbatie Mellereii annale unum.	A l'abbaye de Melleray, 1 anniversaire.
Abbatie Bellifontis....	A l'abbaye de Bellefon- taine (2).
Abbatie Perreii annale unum.	A l'abbaye du Perray, 1 anni- versaire.
Abbatie Ferreriarum annale unum.	A l'abbaye de Ferrière (3), 1 anniversaire.
Abbatie....	A l'abbaye....
Abbatie de Nioisel.	A l'abbaye de Nidoiseau.
Fulgerose.	A Fougereuse (4).
Lecherellis XXXV sol.	Aux Lochereaux (5), 35 sols.
Sancto Petro de Namnetis X sol.	A Saint-Pierre de Nantes, je donne 10 sols.
Ponti de Namnetis VI sol.	Au pont de Nantes (6), 6 sols.
Ponti de Grée....	Au pont de Grée (7)....
Ponti de Loeto X sol.	Au pont de Louan (8), 10 sols.
Calciate de Barra-Engelardi X sol.	A la chaussée de la Barre Engelard (9), 10 sols.

(1-2) Pontron, Bellefontaine, Le Perray et Nidoiseau sont des abbayes du diocèse d'Angers.

(3) On cite deux abbayes de Ferrières, une dans le diocèse de Poitiers, l'autre en Gâtinais.

(4) Fougereuse est inconnu, mais il y a beaucoup de Fougerais aux alentours.

(5) Prieuré de l'abbaye de Nidoiseau, hameau d'Ambillou (Maine-et-Loire).

(6) Le singulier employé pour désigner les ponts de Nantes indique que ce passage interrompu aujourd'hui était une série d'arches continue.

(7) Le pont de Grée est à la sortie d'Ancenis, sur la voie romaine de Nantes à Angers.

(8) Le pont de Louan est sur la voie romaine de Nantes au Loroux. La leçon Ponti de *Loeto* doit être corrigée par la lecture *Loento*, l'abréviation *n* ayant été omise par le copiste.

(9) Le nom de *Barre* indique toujours un passage fréquenté. Nous avons autour d'Ancenis, la Barre Davy en Saint-Sulpice-des-Landes ; la Barre Théberge et la Barre en Riailé, mais la Barre Engelard est inconnue.

Viginti pauperibus vestien- Pour vêtir vingt pauvres
dis C sol. 100 sols.

Emendationibus de Passa- Pour couvrir ces dons, on
vant et de Sernucon XX libras prendra sur le produit des
si fieri potest, sin autem, de amendes ou recettes de Passa-
terre redditibus suppleantur. vant et de Sernucon 20 livres,
si c'est possible, autrement on
prélèvera les fonds sur les re-
venus domaniaux.

Berteloto Rigaudi CCIX sol. Qu'on paie à Berthelet Ri-
reddantur (1). gaud, 219 sols.

Abbatie Pontotranni X sol. A l'abbaye de Pontron,
quos antea dederam illi, in fine 10 sols, en sus de ceux que j'ai
meo, decem alios solidos donnés précédemment.
adauxi.

Hos XX solidos in pedagio J'assigne ces vingt sols sur
meo de Belignei, vel in decima la recette de mon péage de
mea annuatim sumendos cons- Belligné ou bien sur les pro-
titui X sol. in medio Quadrage- duits de la dîme de cette
sime et X sol. in Assumptione paroisse, savoir : dix sols au
Sancte Marie. milieu du Carême et dix sols à
la fête de l'Assomption.

Usagium quoque monachis, Le droit d'usage dont les
quamvis in diebus antecesso- moines ont toujours joui du
rum meorum semper habue- temps de mes ancêtres dans
rint, in parte mea foreste me- nos forêts leur est reconnu à
orumque post me perpetuo perpétuité et je confirme ce
possidere concessi, idque sigil- don par l'addition de mon
li mei munimine confirmavi. sceau.

Si in terra ista de presenti Lorsque mon décès arrivera,
me seculo contigerit emigrare, je désire recevoir la sépulture
in abbatia Pontotranni, juxta dans l'abbaye de Pontron
matrem meam et fratrem auprès de ma mère et de mon
meum, locum accipiam sepul- frère, le cheval qui me trans-
ture, ita tamen ut palefredus portera le plus près de l'abbaye

(1) Ce Rigaud est sans doute celui qui a donné son nom à la Chapelle-Rigaud au nord d'Ancanis, en Mesangé.

meus qui me ad illam deferet restera aux religieux.
propius, remaneat abbatie.

Si moriens equum habuero, Quant au cheval que je posséderai à ma mort, il sera
equum ipsum et cooperturas donné à l'ordre du Temple ainsi
ejus dedi Templo. Hospitali que ses harnais. La cuirasse
autem loricam et caligas, si et les jambières, seront pour
vero equum non habuero, loricam les Hospitaliers de saint Jean.
Templo dedi, caligas Hospitali. Si je n'ai pas de cheval, le
Templo aura la cuirasse et les
Hospitaliers auront les jambières.

Sciendum est etiam quod in Il est bon de savoir, que j'ai
manibus abbatis et prioris choisi pour exécuteurs testa-
Pontis Otranni et Ivonis de la mentaires l'abbé et le prieur
Jalle, Oliverii de Castro Fro- de Pont-Octran, Yvon de la
mondi et Garini fratris sui, Jaille, Olivier de Chateau-
Guillelmi de Mosterleis et Fromond et Garin son frère,
Hugonis de Monte Johannis Guillaume de Montrelais,
posui elemosinam meam ut Hugues de Montjean afin qu'ils
fideliter firmiterque teneri fa- fassent observer toutes les con-
ciant eam. ditions de cet acte.

Ad horum igitur consilium, Les conseils des personnages
precipue Ivonis de la Jalle et susdits, et surtout d'Yvon de
vicecomitis Toarcii, fiat de la Jaille et du vicomte de
elemosina mea facienda, de Thouars devront servir de
emendationibus meis, de terre règle dans les affaires relatives
mee redditibus, de filia mea à mes aumônes, aux répara-
viro ad honorem generis sui tions de dommage, au revenu
in matrimonio socianda. Sciri de mes terres et au mariage de
quoque volo quod vicecomitem ma fille selon sa condition. Je
Toarcii rogavi quatinus CCC veux également qu'on sache
solidos unde hominem me suum que j'ai prié le vicomte de
recepit, sicut eos mihi dedit, Thouars d'agir envers Garin de
ita eosdem Garino de Castro- Château-Fromond, mon cheva-
Fromundi militi meo dignanter lier, comme il a fait pour moi en
tribuat, eique fideliter ser- me remettant les 300 sols dont
vient subveniat, et tam pro je lui étais redevable le jour
honore suo quam pro amore où il m'a reçu son vassal, qu'il

meo benefaciat. Sepulture le dispense du même tribut, autem mee tam de mobili meo qu'il se montre bienveillant quam de terre mee redditibus, envers lui, autant par amour necessaria jussi per omnia pre- pour moi, que pour augmenter parari, sed et conventui die ses mérites. Quant aux prépa- illo sufficientem pitanciam ratifs nécessaires à ma sépulture, j'ai puisé autant dans ministrari. mes revenus mobiliers que dans

mes biens fonds pour subvenir à toutes les nécessités, et je n'ai pas oublié de préparer aux religieux un repas convenable pour le jour de mes funérailles.

(Titre de Pontron scellé d'un sceau où est un écu avec trois chevrons).

(Extrait de Dom Morice. Tome 1^{er} col. 727).

LÉON MAITRE.



LES ILES DE LA LOIRE

Il y a bien longtemps que notre fleuve capricieux roule dans ses courants des bancs de sable qui tantôt se déplacent, tantôt s'agglomèrent et se solidifient, pour former comme de riantes oasis au milieu de son vaste lit. Aussi loin que nous pouvons remonter dans l'Histoire à l'aide des cartulaires, nous voyons que les princes se sont empressés de saisir ces gros pâturages pour en offrir la jouissance à leurs plus fidèles serviteurs, ou pour enrichir le temporel des églises et des abbayes. C'est que la Loire n'est pas seulement un fleuve bienfaisant, elle est aussi une grande route, qui met en communication une foule de bourgs et de villes de l'intérieur avec les salines et les ports de nos côtes.

Ceux qui sont nés depuis la création des chemins de fer ne peuvent pas se faire une idée du tableau vivant que présentait cette immense vallée de la Loire, aujourd'hui devenue déserte et silencieuse. Les coches d'eau, les chalands qui descendaient et remontaient constamment le fleuve, transportaient d'innombrables voyageurs et des quantités considérables de marchandises qui se déposaient dans les différentes villes qu'il arrose. Mariniers et passagers avaient besoin, comme les coches de terre et les rouliers, de lieux de ravitaillement et de secours dans les cas de détresse et de maladie.

Les seigneurs riverains, comme les princes suzerains, avaient pourvu à cette nécessité, en bâtissant çà et là des asiles hospitaliers, tantôt sur la rive, tantôt dans les alluvions qui se sont formées dans le lit du fleuve.

On connaît assez bien les établissements qui s'élevaient dans les ports, mais on n'a pas assez fait attention aux autres. Descendons la Loire, à partir d'Ingrandes, et nous apercevrons des fondations dignes de fixer notre attention.

Sans parler de Montrelais (Moster leis) ou le Moûtier doté, je citerai l'île de la Mellerait, immense alluvion en face de Varade, qui nous rappelle l'abbaye du pays de Châteaubriant chargée de la desservir. Les religieux de Saint-Florent-le-Vieil entretenaient une aumônerie dont on voit les ruines dans l'île de Juigné, en face d'Ancenis. Un témoin de 1665 l'appelle *l'île aux Moines*, et nous raconte qu'il y a vu « une maison ou auspice bastie de pierre et une chapelle. » Les Cordeliers d'Ancenis ont hérité, en 1591, de cette fondation qui était sous le vocable de saint Clément.

Entre le Cellier et la Varenne, nous avons l'île de Saint-Nicolas de Chapouin, donnée à l'abbaye de Belle-Fontaine, et, de l'autre côté, l'île de Vendelle au prieuré de Notre-Dame de Toutes-Joies de Nantes. Plus bas, c'est l'île de Redressay ou de l'Officière, appartenant à l'abbaye de Villeneuve, vers Basse-Goulaine (1).

Avant d'entrer dans le canal Saint-Félix de Nantes, je vois la Grande Hanne, vaste prairie, rattachée à la prairie de Mauves que Conan donna aux Templiers pour surveiller le passage, de même qu'il les avait établis à Montrelais au point où la Loire entre dans le comté Nantais, et dans le port de Rezé, dans l'île des Chevaliers de l'Ortouse ou la Haute Ile (2).

En face de Nantes, je ne puis franchir une seule des îles qui supportent ce qu'on appelle le *Pont de Nantes* dans les vieux textes (3), sans rencontrer une chapelle et un desservant. C'est d'abord, sur la Saulzaie, Notre-Dame de Bon-Secours, patronne des pêcheurs de la Fosse, puis la Madeleine, prieuré fondé au profit des religieux de Toussaints d'Angers, par le comte de Nantes Conan (4), avec une dotation magnifique, les revenus du péage et la justice omnimode de tous les méfaits commis dans ce passage, les droits de pêche et de moulin ; puis en Bièce, l'aumônerie de Toussaints, fondée par Charles de Blois (5).

(1) On la nomme aussi *Reddesail* (*Arch. dép.*, H. 86).

(2) Terrier de la réformation des Domaines en 1678, XXIII, pp. 111 (*Arch. départ.* B. et série H, n° 460).

(3) *Pontil de Namnetis*, 1196 (D. Morice I, col. 727).

(4) H. 214, *Arch. dép.*

(5) H. 493, *ibidem*.

Entre Bouguenais et Chantenay, ce sont les dames des Couëts qui ont les fies de Tomaille et de Rosereule (1); puis les moines de Buzay dans les fies de Botie, de Verseray et de Chausseten.

La fondation la plus retentissante est celle que firent nos princes dans l'île d'Indre (*Antrum*), au profit de saint Hermeland et de son monastère au VII^e siècle. Etabli dans les eaux mêmes de la Loire, l'apôtre de notre vallée se dirigeait de là plus facilement vers les paroisses qu'il voulait évangéliser. Les moines de Bourgdieu furent ses héritiers et nommèrent un prieur.

Entre Couéron et le Pellerin, les religieuses de Saint-Sulpice de Rennes reçurent l'île de Corbière, dédiée à Saint-Nicolas et ornée d'une chapelle démolie depuis peu (2).

L'île Pineau (3) appartenait aux chanoines de la cathédrale d'Angers, l'île de Vair, dédiée à Saint-Thébaud dépendait des religieuses de Fontevault.

En face de Saint-Etienne de Montluc, l'abbaye de Buzay possédait Quirirole, Lignelière et Chalières, tandis que Blanche-Couronne avait les Tranchais, dès 1199; enfin, Cunault et Chanteloup étaient aux dames des Couëts.

Le prieuré de Guermiton, rattaché au monastère de Sainte-Marie-de-Pornic, n'est pas autre chose qu'une île située dans la grande vallée du Tenu (ou de la Chenau), à l'embouchure primitive de cette rivière.

Nous avons déjà plusieurs fies de Saint-Nicolas. J'en vois une dernière en face de Saint-Nazaire avec une chapelle citée dès le XII^e siècle parmi les donations faites à l'abbaye de Tyron, diocèse de Chartres. Elle est aussi nommée Saint-Nicolas *des défunts* au XVIII^e siècle (4).

Il est évident que tant de donations à des communautés religieuses, accumulées dans cette même vallée, avaient un but administratif, elles faisaient partie du plan que s'étaient tracé

(1) H. 383 (*Arch. dép.*), série B, aveux de main-morte.

(2) En 1091, elle était au prieuré de Notre-Dame de Nantes (H. 154, *ibidem*).

(3) Elle aurait été donnée par Conan à l'évêque d'Angers Ulger.

G. Pineau était valet de chambre du duc Pierre II qui lui donna un accroissement. *Terrier de la ref. des Domaines de 1678* (*Arch. dép.* B.)

(4) Cartul. de l'abbaye CCLXVI. Voir aussi série B (*Arch. dép.*)

les ducs de Bretagne, en vue de secourir et de protéger les navigateurs. Le fleuve était bien large, on pouvait être surpris par un coup de vent ou arrêté par un banc de sable. On était heureux d'avoir à proximité un asile de bienfaisance.

Des abbayes fort éloignées acceptaient de concourir à cette belle œuvre de l'assistance publique qui tient une si grande place dans l'histoire du moyen-âge. Saint-Cyprien de Poitiers reçoit *l'île Pierreuse* en face de Saint-Lyphard, dans la grande Brière, et les Brenuceaux voisins du Brivet (1); Marmoutier, les îles de Méans, de Trignac et d'Er (2); Sainte-Marie-de-Pornic, l'île d'Aisne, en Montoir (3).

Dans la partie maritime de la Loire, les ducs de Bretagne n'ont jamais abandonné leurs droits de suzeraineté; mais dans la Haute-Loire, il est avéré qu'ils ont partagé avec quelques seigneurs. Les barons d'Ancenis prétendaient avoir la jouissance de toutes les alluvions depuis Anetz jusqu'à la Pierre de Drain. Le prince de Condé, comme seigneur de Chantoceaux, et d'Oudon revendiquait celles qui se formaient du port d'Ancenis jusqu'à la Divate. Je me borne à indiquer ces diverses concessions comme autant de sujets d'étude qui pourront être repris un à un et fournir la matière de notices intéressantes.

LÉON MAITRE.

(1) « *Insula Petrosa* » 1090. (*Cartulaire*, n° 594), de Saint-Cyprien. « *Insula Berchunel cum capella* » 1100, n° 346 et 347, *ibidem*.

(2) H. 132 (*Arch. dép.*)

(3) H. 79 (*Ibidem*.)



LA COMTESSE DE NANTOIS

La comtesse de Nantois que ses admirateurs, au nombre desquels Vergniaud, saluèrent du titre de *Muse bretonne*, ne vit plus que dans le pieux souvenir de sa famille. Son nom n'a trouvé place dans aucune biographie bretonne : le premier, je l'ai imprimé (1). — Il semble donc permis de faire précéder ses *œuvres* d'une courte biographie.

Marie-Madeleine-Jacquette de Quérangal naquit à Josselin, le 2 juillet 1748. Elle était fille de Jacques-Paul de Quérangal, avocat au parlement et sénéchal du comté de Porhoët, et de Françoise Valais. Deux ans plus tard, sa mère lui donna un frère, Joseph-Anne, spirituel comme sa sœur et tendrement aimé d'elle. Le 17 avril 1769, M^{lle} de Quérangal épousa Rodolphe de la Goublaye, seigneur de Nantois (paroisse de Pléneuf).

Le château de Nantois était la résidence de M^{me} de Nantois douairière, et de sa nombreuse famille. M^{lle} de Quérangal y fut reçue comme une fille et une sœur chérie ; ses devoirs de famille, le soin de ses enfants, des lectures frivoles ou très sérieuses, et une correspondance active avec sa mère, qu'elle compare à M^{me} de Sévigné, lui faisaient les journées trop courtes... mais elle trouvait pourtant quelques loisirs pour écrire des vers qui semblent couler de source.

Chaque année, M^{me} de Nantois venait retrouver son père, sa mère et son frère au château de Moustoirland, près de Pontivy. Moustoirland est voisin de Lesturgant, terre et château appartenant alors au comte de Boissgelin, dont Barthélemy Georgelin, sénéchal de Corlay, était le mandataire. Les affaires amenaient souvent Georgelin à Lesturgant ; elles l'y rappelaient toujours quand M^{me} de Nantois résidait à Moustoirland. Ce voisinage allait créer à M^{me} de Nantois une notoriété qu'elle n'avait pas ambitionnée.

Georgelin, esprit vif et entreprenant, avait conçu le projet d'une *Académie bretonne*. M^{mes} de Quérangal et de Nantois entrèrent dans ses vues ; et le comte de Sérent, gouverneur de Rhuys, qui avait fondé le *Temple de la Patrie* dans la cha-

(1) Dans *Un sénéchal de Corlay* (Georgelin), *correspondant de Voltaire*. — Société d'Emulation des Côtes-du-Nord, 1887.

pelle de son château de Keralier (1769), devint le fondateur de la *Société patriotique bretonne* (1780).

La Société s'ouvrit aux dames ; et M^{me} de Nantois inscrite la première avec sa mère, fut chargée de présenter d'autres « dames éclairées, ornements du *Temple de la Patrie* ». Mais les hommages de la Société furent surtout pour elle ; et un jour la *Muse bretonne* fut saluée du titre inventé pour elle de *Citoyenne méritante*.

Le jour vint où ce *certificat de patriotisme* ne fut pas une sauvegarde. Le comte de Nantois avait été mêlé aux événements de 1789-90 ; plus tard, son frère l'abbé de Nantois refusa le serment ; et, prévenant la transportation à Cayenne, partit pour Jersey avec Joseph de Quérangal. Ces émigrations faisaient M. et M^{me} de Nantois *suspects*. En juin 1792, ils partirent à leur tour... M^{me} de Nantois, malade depuis longtemps, mourut à Jersey le 8 mars 1793 ; et le lendemain la *Muse bretonne* fut inhumée au cimetière de Saint-Hélier.

Un mot seulement sur l'impression des pièces qui suivent. Elles forment deux séries : la première contient les pièces de vers trouvées dans les papiers de Georgelin, copiées par lui ou imprimées aux *Affiches de Bretagne*. Dans ces pièces, l'orthographe de l'auteur est corrigée et la ponctuation établie.

La seconde série comprend des lettres et billets adressés à Georgelin, et dont les originaux ont été retrouvés. Ils sont exactement reproduits sans aucune correction.

A la suite on trouvera un fragment de comédie. L'écrit qui m'a été communiqué est un *brouillon* chargé de ratures. Je me suis permis de corriger l'orthographe pour rendre la lecture plus aisée.

Enfin, après ces pièces de la *Muse Bretonne*, on a imprimé *in extenso* une pièce en vers de son fils, pièce dont le président Habasque avait donné seulement quelques passages. (*Coup d'œil sur l'ensemble du département des Côtes-du-Nord*, à la fin du tome III, des *Notions historiques*, p. 100, note 1^{re}).

J'ajoute que la notice présentée au Congrès d'Ancenis a été publiée par la *Revue de Bretagne, de Vendée et d'Anjou* (1894, II, 337-350 et 1895, I, p. 16-35, 81-98). Cette notice a été tirée à part et c'est à cette brochure que se rapportent les renvois qu'on trouvera aux pages suivantes.

J. TRÉVÉDY.

PAGES INÉDITES

DE

M^{ME} DE NANTOIS

I

Épître à maman sur ma retraite à la campagne (1).

Vous qui fuyant les vains plaisirs
Désabusés de leur ivresse,
Vous qui conformant vos désirs
Aux loix de l'austère sagesse,
Loin du tumulte et de l'envie
Voulez couler des jours sereins
Guidés par la philosophie....
Le bonheur est entre vos mains.

Mais vent-on de la solitude
Goûter les tranquilles douceurs,
Il faut qu'exempts d'inquiétude
Rien ne puisse troubler les cœurs.

(1) Cette pièce doit être de l'été de 1777 ou 1778. L'auteur montre en son fils un enfant de trois ou quatre ans, et *Francillon* était né le 12 juin 1774. Notice p. 10.

Cette épître à sa mère pourrait bien être le début de M^{me} de Nantois. Elle ignore encore la règle de l'alternance des rimes masculines et féminines ; elle fait rimer *Richelieu* avec *sérieux*, singulier et pluriel. *Inexpériences* que le premier lecteur aurait signalées et dont la correction était facile.

En publiant une première fois cette pièce (*Un sénéchal de Corlay*, p. 72), je m'étais permis de corriger ces fautes. Je crois mieux faire en donnant la pièce telle que je la trouve copiée de la main de Georgelin.

Des passions dans le silence
 L'empire est toujours plus puissant ;
 L'ennui comble la violence
 Des noirs soucis, du chagrin dévorant.
 J'en fais la triste espérance :
 Trop souvent mon sensible cœur
 Soumet l'esprit à sa puissance ;
 Mais je renais pour le bonheur
 Quand il revit par l'espérance (1).

De mes jours voici donc l'emploi...
 Puissent par une heureuse adresse
 Mes vers réveillant ta tendresse
 Déterminer ta cruelle paresse
 A les partager avec moi.

Tous les matins la plus simple toilette
 Me dérobe quelques instants.
 Connait-on l'art dans la retraite ?
 Bientôt j'entends des cris perçants...
 C'est Francillon (pardonnez mes faiblesses)
 Sa gaîté sans apprêts, ses naïves caresses
 A ma raison portent de rudes coups :
 J'oublirais l'univers dans des transports si doux.
 Mais contraignant ma trop vive tendresse
 Je partage son enjoûment,
 Je lui dérobe avec adresse
 L'excès de mon attachement,
 Puis des bonbons, puis des menaces,
 Forte louange et léger châtiment,
 Sont des faveurs et des disgrâces
 Que j'entremêle prudemment,
 Déjà capricieux, colère,
 Ou bien caressant et flatteur,
 Il est charmant quand il espère ;
 Contredit, il est plein d'humeur.

(1) Nous avons vu que M^{me} de Nantois perdit en 1776 un enfant né la même année : et qu'elle devint mère de nouveau entre cette date et 1781. Notice p. 10.
 — Ces vers semblent une allusion à ces faits.

Des passions l'homme est donc la victime
 A peine sorti du berceau ;
 Et comme en un lointain tableau
 Montre les vertus ou le crime
 Qui le conduiront au tombeau.

Après dîner, l'ouvrage et la lecture
 Viennent occuper mes moments.
 Des plus sublimes sentiments
 L'histoire est la juste peinture.
 Qu'elle est noble, belle, éloquente,
 Quand Voltaire joignant au plus frais coloris
 Cette légèreté brillante
 Décrit le siècle heureux du plus grand des Louis !
 Mais si je veux de la tendresse
 Du naturel, de la finesse
 De Sévigné, je relis les douceurs :
 Elle a su peindre avec noblesse
 Sans dédaigner ni rechercher les fleurs,
 Son esprit, son âme et ses mœurs.
 Alors sur ce charmant modèle
 Comparant ton stile enchanteur
 Sans prévention, sans faveur,
 J'applaudis à ce parallèle.

Puis abandonnant l'agréable
 Pour des objets plus sérieux
 Je combine, avec Richelieu,
 Ce qui rend un état plus heureux et plus stable (1).
 Cette politique inflexible
 Souvent m'étonne et m'interdit ;
 Et je renonce à tant d'esprit
 S'il faut être aussi peu sensible.

Mais reprenons le récit de mes jours,
 Quand le soleil près de finir son cours

(1) L'auteur lisait apparemment le *Testament politique*.

De la chaleur nous annonce la fuite
 Alors je sors, sans escorte et sans suite
 Que mon mari. Bientôt le plus doux entretien
 Nous réunit et nous amuse ;
 Là tout mon art, toute ma ruse
 Est de lui faire oublier un lien
 Dont l'heureux souvenir fait mon souverain bien.
 De l'enjoûment, de la satire
 Tout est bientôt de mon ressort.
 Ces petits soins, ce tendre effort
 Tout est payé par un sourire....

Le temps s'écoule et nous ramène
 Non sans regrets pour de si doux moments,
 Que l'amitié bannit de peine,
 Et qu'elle abrège les instants !

Quand rentrant dans notre ermitage
 Nous cherchons à philosopher ;
 Je dis : — Icy, vient se briser
 Des grands l'impérieux langage.
 Nous dédaignons leurs vains plaisirs
 Loin du faste et de l'opulence.
 Un peu plus, un peu moins, voilà la différence ;
 Plus heureux qu'eux, en bornant nos désirs,
 Nous jouissons sans dépendance.

II

A M. Georgelin (1).

L'indulgente amitié, ce sentiment si doux,
 Le prix de la vertu qui l'anime et l'inspire,

(1) Lue à la séance du 20 juillet 1783, — *Affiches* n° 35, 31 juillet. Notice p. 24.
 Ces vers sont ainsi annoncés par l'orateur (le Comte de Sérent) :
 « Cette épître en vers, l'ouvrage d'un moment, adressée à M. Georgelin,

Plus touchant que l'amour qui même en est jaloux,
 A-t-elle son bandeau, ses écarts, son délire?...
 Je n'en saurois douter... Oui, guidé par ton cœur,
 Près de NOS CITOYENS tu m'as trop applaudie :
 Je me vois PROCLAMÉE au sein de ma patrie,
 Et la SOCIÉTÉ seconde ton erreur !...
 Admise à partager ses vertus, son génie,
 Que je m'applaudirois d'un succès si flatteur,
 S'il étoit mérité !... Mais mon âme attendrie
 Sait que, s'il est bien doux d'en obtenir l'honneur,
 C'est quand on peut forcer le public et l'envie
 A dire : « C'est justice et ce n'est par faveur. »
 Mes vœux n'ont point brigué cet éclatant suffrage :
 Un cœur pour mes amis et des vertus pour moi,
 Le secret d'être heureuse en tâchant d'être sage,
 Quelques faibles talents dont je n'ai fait usage
 Que pour passer mes jours sans ennui, sans nuage,
 Et pouvoir en fixer le terme sans effroi (1)...
 Tel est, tu le sais bien, mon très simple apanage...
 Et quant au sentiment de l'amour maternel
 A ces soins si touchants qui transportent mon âme,
 Qui ne peut pas brûler d'une si sainte flamme ?
 Ah ! le cœur d'une mère est toujours son autel !
 D'après ce simple aveu, contente de l'estime,
 J'ai fui jusqu'à présent toute célébrité.
 Le bonheur suit toujours la médiocrité.
 Un cœur qui l'a goûté ne peut jamais sans crime,
 Le perdre par faiblesse ou bien par vanité.

sénéchal de Corlay, qui a été son introducteur dans ce double sanctuaire des talents et des vertus, suffiroit pour faire juger de l'excellence de son cœur et de sa façon de penser... »

Le même orateur avait dit un peu plus haut : « La lecture de quelques pièces de vers de M^{me} la comtesse de Nantois, et surtout de celle adressée à M^{me} de la Bôve, intendante de Bretagne, a été suivie de battements de mains. »

Je n'ai retrouvé que l'épître à M^{me} de la Bôve. Elle va suivre.

(1) *Fixer* pris nécessairement au sens où nous disons *fixer les yeux*, c'est-à-dire regarder attentivement.

III

A M^{me} de la Bôve, intendante de Bretagne (1).

Vénus te donne la beauté,
L'Amour te donna son sourire,
Et la vertu le double empire
De la sagesse et la bonté.

Mais tu dois plus à la nature
Qui voulut joindre à tant d'attraits
Un cœur sensible, une âme pure....
Et ces dons sont les plus parfaits.

Par l'aimable bienfaisance
Tu soulages l'humanité ;
Tu sais prévenir l'indigence
Et bannis sa timidité.

Et dans un siècle où l'égoïsme
Ferme les cœurs à la pitié,
Fidèle jusqu'à l'héroïsme
Le tien seul connut l'amitié.

Par ma vive reconnaissance
Cet éloge n'est pas dicté :
J'applaudis, jamais je n'encense ;
Mais je cède à la vérité.

(1) Lue à la séance du 20 juillet 1783. — *Aff. de Bretagne*, n° 35, 31 juillet 1783. M. de la Bôve cessa les fonctions d'intendant, le 29 janvier 1784. — J'avais, très mal à propos, attribué cette épître à Georgelin (*Sénéchal*, p. 52). Je me suis rétracté. Notice p. 23.

IV

Au comte de Sérent

qui avait marqué à Madame la Comtesse de Nantois que la Société patriotique de Bretagne n'avoit de Fondateur que Dieu, et pour motif l'amour du Roi et de la patrie, et que à l'instar de l'Académie des Arcades, les femmes savantes et vertueuses y seroient admises (1).

Sérent, toi qui sais voir en sage,
Sans doute ta sagacité
Te fait dédaigner l'avantage
Si flatteur pour la vanité
De présider l'Aréopage
Fondé par ton activité,
Tes soins, tes vertus, ton courage.
Il est vrai que l'humanité
Craint jusqu'à l'air de l'esclavage :
L'esprit est un oiseau volage
Qui n'a d'essor qu'en liberté ;
Les talents ont le même usage
Et la même indocilité.
Il te parait bien plus sublime
— Et c'est l'éloge de ton cœur —
De n'avoir d'autre fondateur
Que cet accord si magnanime
De Dieu, la patrie et l'honneur.
Dieu pour objet !... A cette idée
La raison prête son appui,
Et fière de sa destinée
D'oser s'élever jusqu'à lui
Elle en paroît toute étonnée ;
Et quant à l'amour de ses Rois,
Tout Français l'a jusqu'au délire ;

(1) Lue à la séance du 17 septembre 1783. — *Affiches de Bretagne*, n° 47, 11 novembre. Notice p. 23.

Ce qu'il prescrit, ce qu'il inspire
 Est la plus douce de nos loix.
 En nous l'amour de la Patrie
 Est né de ce premier penchant :
 Ce double objet est plus puissant,
 Notre âme en a plus d'énergie ;
 Et ce concert, cette harmonie
 De la valeur est le garant.
 Loin de nous le froid égoïsme
 Qui concentre en lui le bonheur !
 Que le brûlant patriotisme
 Nous montre une plus noble ardeur !
 Et toi, généreux héroïsme,
 Belle passion des grands cœurs,
 Rends nous à nos premières mœurs ;
 Fais des héros sans fanatisme,
 Humains et doux, quoique vainqueurs.
 Tels sont les principes sublimes
 Qui guident la SOCIÉTÉ.
 Tu la fondas sur ces maximes
 Et l'amour de la vérité.
 Jouis long-temps de ton ouvrage,
 Et puisse la postérité
 Le couronner de son suffrage !

Reçois aussi le simple hommage
 D'un sexe aimable et plein d'attraits,
 Qui sous les plus séduisants traits
 Des vertus nous offre l'image.
 A sa voix tout s'est adouci ;
 Sans lui, sans sa grâce touchante,
 L'homme encor féroce aujourd'hui
 Ménerait une vie errante,
 Et les arts seraient dans l'oubli.
 Tout s'anime par sa présence ;
 Le goût de la société
 Lui doit la vie et l'existence ;
 La consolante humanité

Parmi ce sexe a pris naissance,
Et la timide bienfaisance
Naquit encor de sa bonté.
Dans l'oubli cependant resté,
Ses goûts légers, son ton frivole
Sembleraient l'avoir avili ;
Mais Sérent en devient l'appui,
Et ses talents à son école
Vont reparaître et s'agrandir.

Seconde ce projet si sage ;
Sexe charmant, sois moins volage,
Et tu sauras tout embellir.

A ces vers était jointe la lettre suivante :

« Des devoirs chers à mon cœur et des embarras multipliés m'ont privée du plaisir de répondre plus tôt à votre lettre. Je vous envoie cependant une preuve que je m'en suis occupée. Voilà ce que je fis hier au soir. Le sommeil m'accabloit si fort, que je ne pus pas le relire, et je n'ai le temps, ce matin, que de le faire porter à la poste. Je réclame pour la faute et pour la réparation toute votre indulgence et vous engage à n'y voir qu'une certitude des sentiments, etc. »

Le procès-verbal ajoute :

« M^{me} la Comtesse de Nantois entièrement livrée à l'éducation de ses enfants, qui, dans un âge où la raison commence à peine à se développer, savent déjà prêter une attention sérieuse aux grandes instructions, ne peut avoir de longs commerces avec les Muses, étant d'ailleurs obligée à une infinité de détails domestiques, qui ne contribuent pas à raffermir une santé délicate et chancelante ; et cependant elle est encore chargée d'être l'introductrice de son sexe dans notre Lycée Académique. »

On voit plus loin que « A la lecture des vers de Madame de Nantois, M. de Sérent laissa paraître un trouble produit par des sentiments de modestie et presque de confusion d'autant plus manifestes qu'il occupait alors la tribune des harangues. »

V

Corrections de l'Épître à M^{me} de Beauharnais (1).

.....
 Mais pour la femme, il n'est pas dit, je pense,
 Qu'elle ait des droits à cette ressemblance,
 Et sur son compte, on peut sans balancer
 Médire un peu.... Loin donc de t'offenser
 Sexe charmant, pardonne à ma franchise :
 L'amour du vrai, dont mon âme est éprise
 Sera mon guide et ton accusateur.

.....
 Et quelquefois son cœur près de céder
 Pour les talens semble se décider.

.....
 Sexe enchanteur, vous avés en partage
 Tous ces trésors, sachés en faire usage,
 Que la vertu semble encor vous guider...

VI

Vers pour son portrait (2).

En vain le Temps fauche et moissonne
 Et la jeunesse et ses appas,
 Nous voyons gaîment notre automne
 Vers nous s'avancer à grands pas.

(1) Cette pièce est de l'automne de 1784. V. ci-dessous lettre de M^{me} de Nantois du 4 octobre 1784.

(2) 1785. Lettre de Georgelin du 27 mai 1785. Notice p. 6, note 1.

La plus douce philosophie,
Le plus délicat sentiment
Sauront jusqu'au dernier moment
Semer des fleurs sur notre vie.

VII

Songe allégorique (DE GEORGELIN) (1).

Cette nuit plein de toi j'ébauchais ton portrait...
L'amour était mon guide et Vénus mon modèle ;
Le Dieu ne put trouver un trait assez fidèle
Pour pouvoir exprimer tout ce qu'il m'inspirait.

Pardonne, de Nantois, à cette allégorie ;
Sa nuance imparfaite est l'effet du sommeil,
Que n'ai-je peint plutôt ton image chérie,
Avec tous les attraits qu'elle m'offre au réveil.

VIII

Réponse

Rêvez pour me trouver jolie !
Trouvez-moi des talents,
De l'esprit et des agréments :
Je gagne à cette fantaisie !

Mon cœur serait trop peu flatté
Cependant des erreurs d'un songe ;
Aux traits séduisants du mensonge
Je préfère la vérité.

Réveillé, trouvez-moi sensible
Et sage sans austérité,

(1) Notice p. 25.

Voyez dans mon âme paisible
Les doux fruits de la liberté.

Le dégoût, la satiété
Et l'ennui, ce fléau terrible,
Ne peuvent rien sur ma gaité :
Ils naissent de l'oisiveté,
J'y fus toujours inaccessible.

Chez moi les caprices d'humeur
Au sentiment cèdent la place ;
De la vertu je suis la trace,
Pour trouver celle du bonheur.

Cette douce philosophie
N'est point contraire à mes plaisirs :
Je sais réprimer mes désirs,
Ou bien y céder sans folie.

Pour vous, croyez en ma sagesse,
Il faut — et voici mon avis —
Du délire avec sa maîtresse,
De la raison pour ses amis.

ENVOI

Je suis vraie et je vous assure
Que votre songe est facile et charmant ;
Et plus d'une, je vous le jure,
Vous prîra de rêver souvent.

IX

Le Charlatan (1).

CONTE

Dans une foire, un charlatan
Faisoit voir un tableau magique ;

(1) Sans date.

Mais il fait à chacun payer argent comptant.

Ou vient en foule, et puis chacun s'applique

A regarder ce tableau merveilleux ;

D'abord c'est un cheval fougueux

Qui vient se montrer sur la scène,

Puis c'est un char où l'on voit une reine

D'un air noble et majestueux ;

Un singe suit, qui, par mainte gambade

Et force tours, amuse nos rieurs.

Tout allait bien quand un des spectateurs,

Au charlatan vint crier : « Camarade,

Venez ici, car le désir me prend

De voir comment tout cela se peut faire.

Laissez-moi donc passer derrière. »

— « Ouais, reprit l'autre, avez-vous de l'argent ?

— Sans doute. — Eh bien ! donnez une pistole. »

Le marché fait, sitôt le drôle

Sur l'échafaud grimpe en riant,

Bien satisfait et bien content,

Se croyant sûr de voir une merveille.

Mais qui fut bien trompé ? C'est notre curieux :

En vain, il ouvre deux grands yeux,

Cherche, recherche et se gratte l'oreille.

Que voit-il ? Une roue !... En tournant lentement

Elle tire des fils... et c'est tout le mystère.

Notre homme alors honteux de l'éclaircissement

Maudit le charlatan, et bouffi de colère

S'échappe et fuit en maugréant,

Non sans regretter son argent.

A Georgelin.

1

Pontivy ce 18 juin 1781.

Depuis près d'un mois, Monsieur, victime des alternatives d'un tems orageux et dur, mon cruel bras me fait souffrir des douleurs si continuelles, que je n'ai pu vous écrire, quoique tres reconnoissante de toutes les attentions dont vous me comblés. Ce malheureux bras est un enfant gâté, et indocile, dont je ne peux tirer parti qu'avec beaucoup de douceurs et de ménagements. Je profite de l'instant qu'il macorde pour vous prier d'agreer mes sincerres remerciements.

Je suis chargé de la part de Madame de Fontenai de la meme commission. M. de Fontenai que vous aviez bien voulu comparer a Mars est attaqué d'une jaunisse dont il a peine a se deffaire et M^{de} de Fontenai a la fièvre tierce.

Mais si nous nous plaignons du phisique que dirons nous du moral ou cest bien pis encore. la complication des divers interest des individus qui compose la société, y jette un telle désordre qu'il n'est presque point de notion fixée, et que les vérités les plus constante semble aujourd'hui depandre de levenement, les réputations sont aussi mobiles, et grace a la légereté françoise nous voyons des evennements qui sur ce point passe toute combinaison par exemple Monsieur qui nau-roit crû notre siècle assés philosophique pour après 10 ans d'un succes merité et dun hommage justement rendus, ne pouvoir repondre que l'abbé de Reynal jouirait paisiblement au milieu de ses concitoyens, de sa reputation jet de leur eloge. cependant quoique plus éclairé, l'acharnement se réveille et on le persecute, qui auroit pu prevoir que M. Neker au millieu de l'enthousiasme que venoit dexciter son compte rendu au roi, que ce même homme qui avoit osé lui dire que *sil restoit encore un moyen de seduire et de mener les hommes cetoit enfin de leur faire connoitre la vérité*, que ce philosophe dont lindulgente

humanité comptant pour peu le bien qu'il faisoit à la nation ne se croyoit quitte envers elle quant lui faisant envisager encore celui qu'il lui destinoit, que ce ministre enfin aussi ferme aussi desintéressé que Sulli mais plus éclairé que lui, victime d'une cabale qu'on n'ose nommer et des sarcasme d'un Beaumarchais seroit perdu pour la France au moment où elle avoit le plus besoin de lui. Tels sont cependant les evenemens du jour. Et puis osé juger votre siècle. Hé bien Monsieur ce que j'oserois presque certifier, c'est que l'incendie de la nouvelle salle d'opéra à Paris va causer une sensation plus vive et une douleur plus réelle que les maux dont nous nous plaignons.

Mais bon Dieu, je m'aperçois que je fais la une lettre d'une longueur mortelle pardonnés, l'imagination des femmes s'exalte aisément, et on ne l'arrête pas comme on veut ; d'ailleurs vos heureux vers pour M. et M^{de} de Neker me sont garant de votre façon de penser.

Quant vous verra ton, j'ai d'excellent vin destiné pour le gosier du roi d'Angleterre, et un armateur heureux a changé de destination, je voudrois vous en faire boire et avoir à nous vanter de succès plus marqué vis à vis de la nation constamment notre rivale.

Messieurs de Nantois et de Moustoirland vous prie d'agréer les choses les plus honnêtes, adieu Monsieur croyés à tous les sentiments avec lesquels

je suis votre très humble servante

QUERANGAL DE NANTOIS.

2

Moustoirland, ce 20 juillet 1783.

Je vous annonce avec un grand plaisir Monsieur que Madame la marquise de Gontaut s'occupe toujours avec zèle de votre affaire. Voici ce qu'elle me marque à ce sujet : « Je n'ai pu répondre plutôt Madame à la lettre de Monsieur « Georgelin, ou vous avez bien voulu mettre une apostille

Arch.

10

« favorable... J'ai remis à mon père (1) les propositions de
« Monsieur Georgelin, il s'est chargé de les examiner et
« je ferai tout ce qu'il sera possible pour vous convaincre
« Madame du désir que j'ai de vous plaire et obliger Mon-
« sieur Georgelin. »

Je juge Monsieur par le plaisir que j'ai à vous faire naître
quelque espoir, de tout celui que j'aurois à vous assurer d'une
réussite complète. Je me flatte que vous ne doutés pas de ces
sentiments.

Adieu Monsieur je quitte pour vous écrire une partie de
piquet ou je faisois fortune, tenés m'en compte je vous en prie
et soyés persuadé de tous mes sentiments pour vous.

QUERANGAL DE NANTOIS.

Tous les habitants de Moustoirland vous prie de recevoir
des assurances d'amitié et de souvenir.

3

Nantois, ce 4 octobre 1784 (2).

Vous ne me repondés point, Monsieur, et j'ignore encore si
l'épître que je destine à M^{de} de Beauharnais, et que je vous ai
fait passer, vous est parvenue, je vois seulement par votre
dernière lettre que mon frère vous la communiquée, mais
comme j'ai exigé de vous en vous l'envoyant que vous m'en
disiés franchement votre avis, et sur le sujet et sur la manière
de remplir ce cannevas, je suis impatiente de savoir si vos
réflexions sont d'accord avec les miennes. Cette épître est
malheureuse... je crois que la copie que j'en avois envoyé à
M. de Serent ne lui est pas parvenue...

(1) Le maréchal de Castries, ministre de la marine. Sur cette affaire, notice
p. 26.

(2) Notice p. 27.

M^{me} de Nantois se plaint d'une sorte d'abus de confiance commis envers M. de Serent. Dans ce récit, je relève la phrase suivante :

Je lui demandai de nouveau (à M. de Serent) qu'il me répondit promptement pour l'envoye de mon epitre, je lui envoyai la copie de la lettre que ma ecrit M^{de} de Bourdic et des vers quelle contient...

La lettre continue :

Je vous adresse une lettre pour M. de Serent. Joignés y je vous suplie copie de mon epitre à M^{de} de Beauharnais ou plutôt l'original ce qui sera plus honnête et mettés une enveloppe de votre écriture a tout ce paquet que je vous prie d'expédier à Keralier poste pour poste.

L'orme piramidale continue a bien faire mais je suis encore si éloignée d'une guérison radicale que je ne l'espère même pas. Je me reserve un plus long détail sur cet article mais je suis si occupé aujourd'hui qu'outre cet lettre qui par elle-même est un volume, j'en ai encore 6 autres a expédier.

Adieu Monsieur tous nos habitans ont le même désir que moi de vous voir ici, Monsieur de Nantois et ma tante vous assure comme moi du plus vrai et du plus sincere attachement.

Q. DE NANTOIS.

4

Nantois, ce 18 octobre 1784.

.....
...Si la chose est faite, il ne me restera plus qu'un regret, c'est de ne m'en être pas raporté a l'avis de Monsieur de Nantois, qui étoit plus sage que le mien, et d'avoir cru trop légèrement d'après mon cœur au malheur et a la vertu.

Ce pauvre Monsieur de Serent me paroît accablé de sa position et a moi meme elle me paroît affreuse. Qu'il est dur de vivre au milieu de ses ennemis, et quels ennemis, des

ames perfides, et basse qui ne dédaignent aucun moyen d'assouvir leur vengeance.

Non jamais la célébrité dont il se flatte pour la société patriotique, ne lui procurera une satisfaction qui puisse compenser les avanies qu'elle lui cause, Si toutes fois son génie trop actif n'est pas peut être l'artisan le plus réel de ses peines.

Je vous remercie de la manière franche, dont vous m'avez parlé pour mon épître à M^{de} de Beauharnais, j'en ai profité, et vous en aime mieux. J'ai réparé avec avantage je crois toutes les fautes de constructions surtout celle de ce geste ressemblance. Mais pour le fond de l'ouvrage, en dépit des jolies choses que vous me dites, je ne changerai rien. Mon affaire à moi n'est pas de savoir si M^{de} de Beauharnais peut ne voir qu'un éloge justement mérité dans mon épître. Mon but unique a été de montrer ce que les femmes pouvoient être et ce qu'elles sont. Quant au compliment qui a cette femme célèbre pour objet, son affaire est de le mériter (1). J'ai dit des vérités qui malheureusement seront encore vérités longtemps après que l'on ne se souviendra plus ni d'elle ni de la société patriotique. Je lui ai envoyé cet épître le dernier courrier. Je vous supplie donc de ne la montrer à personne sans les corrections que je joins à cette lettre. Copiez la de nouveau et les y nserez.

5

Nantois, ce 21 septembre 1785.

Ce n'est point à demi Monsieur que mon cœur partage la position de mes amis. La votre me pénètre et me déchire. Puisse la nature aidée par la jeunesse vous rendre un fils si justement aimé. J'en voyais à ce jeune malade pour qui je fais des vœux si vrais des fruits. Je voudrais qu'ils eussent le pouvoir de lui rendre la santé....

Ma tante fut opérée samedi 11 septembre à 6 heures du soir

(1) Sur ce point, notice p. 24.

avec le succes le plus heureux. On lui a tiré 15 pointe d'eau et l'habile homme qui lui a fait la ponction lui a assuré que l'espèce de son hidropisie étoit sans le moindre danger.

Tous nos habitans partage votre position et vous assure comme moi du plus tendre intérêt.

6

Moustoirland, ce 1^{er} mars 1787.

.....

Je vous renvoye Monsieur tous les livres que vous avés bien voulu nous prêter, je ne vous parle point de toute ma reconnaissance. Si vous ete tres aimable vous viendrés dîner demain avec nous et en recevoir toute les assurances. Cette nouvelle preuve damitié augmentera ma dette et mes plaisirs. Je suis avec l'amitié la plus vraie votre tres humble servante.

QUERANGAL de NANTOIS.

7

Moustoirland, ce 29 mai.

Les attentions de Monsieur Georgelin qui ne se demante jamais excite de plus en plus toute ma reconnaissance. Mais comment n'a-t-il pas prévû que son joli cadeau ne peut pass'acorder avec les inclinations du maître du chateau ? Ne sait-il pas que mon papa, qui dans quelques sens qu'on puisse l'entendre, n'a *jamais confié sa poule au renard*, devient chaque jour plus deffiant sur cet article. Sous ce point de vûe, je prie Monsieur Georgelin pour le bon ordre de notre sérail (c'est l'expression de ma tante) de reprendre ses dangereux hôtes. J'apelle *sérail* notre poullaillier, parce que tout se ressent de l'austère régime du lieu que nous habitons, et que je crois même me rapeler que l'ancien pasteur *du lieu* soutenoit qu'une basse cour bien composé ne devoit point avoir de coq. Voilà, Monsieur, mes

excuses légitimes sans doute, pour ne point accepter votre jolie present. Mon fils qui quelque jour peut etre pouroit bien jouer le role du renard, vouloit que sans pitié pour les poules on leur eut donné azile. Mais sans lui expliquer encore le sens de cette enigme, Je lui ai dit que c'etoit une deffense continue, très souvant penible et quelquefois inutile, il a cédé moins par conviction que par obeissance mais il se reunit a moi pour vous fair les remerciemens les plus vrais et les plus etandus de toute les bonté dont vous le comblé. Notre aimable et bonne tantine, vous prie de venir causer avec nous, cet apres midi et nous servir decuyer pour la promenade. A tantot si vous ete aimable.

Ma tante a qui je viens de lire ce billet dit que si nous eussions été a Nantois notre invitation de promenade eut été precedé de celle du dinné.

8

Sans date.

Je n'ai qu'un moment parce qu'on se met à table pour vous temoigner le plaisir que j'aurai de vous voir ce soir, et Monsieur le chevalier de Kermelinaire, s'il vous accompagne... Ne parlés point devant maman de l'arrivée de Monsieur le comte de Serent ici. Il faut que je confère avec vous auparavant. J'ai des lettres a vous communiquer et milles choses a vous dire a cet occasion. Adieu Monsieur comptés (sur) les sentiments d'interest et d'amitié que je vous ai voué pour jamais.

QUERANGAL de NANTOIS.

9

Recevez Monsieur tous mes remercimens pour les livres dont vous avés bien voulu me procurer la lecture recevés aussi ceux que je vous dois pour l'honnetteté et la bienfai-

sance qui vous engagea à prêter votre cheval à Saint Yves. Ce pauvre garçon est arrivé dans un tel état et si mouillé qu'il n'a pu vous le ramener lui même, et vous aller assurer de sa reconnaissance. Mon papa et mon oncle nous arrivent à l'instant dans le même état. Recevez les assurances d'amitié de tous nos habitants et leurs compliments.

(Billet écrit au dos d'une dame de cœur).

Je suis désolée Monsieur de ne pouvoir vous faire passer la lettre de Monsieur de Serent. Je ne l'ai pas encore reçue. Si elle me parvient ce soir j'enverrai de bon matin un exprès vous la porter.

La perte de Monsieur Carré en est une très réelle pour l'affaire de Lanoué (1). Mon papa en est pénétré.

Je vous félicite de la meilleure santé de Madame et vous renouvelle l'assurance de l'amitié que je vous ai vouée pour la vie. Tous les habitants de Moustoirland vous font mille compliments.

(Billet écrit des deux côtés d'un deux de trèfle).

(1) Sans doute La Nouée, forêt au nord de Josselin.



10

COMÉDIE EN UN ACTE ⁽¹⁾

Personnages :

LE COMTE DE FRINVILLE.

LA COMTESSE.

LE MARQUIS DE GASCOGNAC.

JULIE.

VIDE-BOUTEILLE, *valet*.CARMIN, *peintre*.

(Cette pièce date de 1781 : il y est question de la retraite de Necker (19 mai 1781), comme d'un événement tout récent).

(1) Sur cette comédie, notice p. 11.

Scène Première**LA COMTESSE DE FRINVILLE, JULIE****LA COMTESSE**

Eh bien ! ma Julie est-elle un peu remise des fatigues de la route et des soins qu'elle a pris de son amie ?

JULIE

Le plaisir et la curiosité m'ont fait trouver la première trop courte, et mon cœur se livre au bonheur de vous être utile par une habitude trop douce pour n'en pas être enchanté.

LA COMTESSE

Ma chère, le doux sentiment qui nous lie m'a aidée à supporter les trois dernières années d'une retraite ennuyeuse à mon âge ; et j'espère qu'il rendra encore plus heureuse la carrière où je vais rentrer.

JULIE

Le comte de Frinville va être bien enchanté de ce bel hôtel et de l'extrême magnificence qui règne ici.

LA COMTESSE

Julie, j'ai beaucoup à lui faire oublier, et beaucoup à oublier moi-même. Je ne sais par quelle fatalité unis très jeunes l'un et l'autre et possédant tous deux les agréments de cet âge, les deux premières années de notre mariage se sont passées dans des querelles, fruit d'une jalousie qui naissait bien plus de l'amour propre que du sentiment. Les

contestations, l'aigreur achevèrent la mésintelligence, et firent bientôt naître l'indifférence. Nous résolûmes par un accord mutuel de nous séparer. L'envie de se distinguer dans la guerre des Etats Unis l'engagea à passer à l'Amérique ; et moi je me retirai chez ma sœur, abbesse de..... C'est là que j'ai eu l'avantage inestimable de vous connaître et de vous apprécier.

JULIE

Ah ! ma tendre amie, mettez moins de prix au hasard auquel je dois ma félicité. Jeune et presque sans appui, le second mariage de mon père ne me laissait plus qu'une fortune modique ; sa mort prématurée m'en a enlevé la plus grande part ; des arrangements maladroitement pris m'ont exposée à perdre le procès qu'a soutenu mon tuteur pour sauver les faibles débris de mon bien. Vos bontés ont tout réparé. Trop jeune encore au moment où le malheur me poursuivait, la raison ne m'a éclairée qu'au moment où naissaient et votre amitié et ma reconnaissance.

LA COMTESSE

C'est ce motif, ma chère, qui m'avait empêchée de vous confier ma situation. D'ailleurs je me suis imposé la loi toujours honnête pour une personne de ne parler jamais du mari dont elle est séparée : et je ne me suis permis de vous en instruire que depuis que nos deux familles ont fait des efforts pour nous réunir.

JULIE

Ah ! Madame, je crois que le comte de Frinville était bien coupable et que les torts sont de son côté.

LA COMTESSE

Non, Julie, j'étais capricieuse, jolie et exigeante. Le comte aimable, bien fait et galant ; mais de cette galanterie qui lui faisait voir dans toutes les femmes des conquêtes brillantes, et

dans la sienne une possession trop facile pour ne pas le refroidir.

JULIE

Sait-il l'immense fortune que vous laissez votre oncle ?

LA COMTESSE

Oui, ma chère... C'est ce motif qui en réveillant le zèle de nos parents, les a engagés à faire des démarches pour nous rapprocher. Il les a reçues à merveille, et moi de très bonne grâce. Six ans de séparation ont mûri nos têtes... Mon embarras, je vous l'avoue, vient de l'accident cruel qui m'est arrivé depuis un an. Cette goutte sereine m'ôte presque la vue, ou du moins, vous le savez, je ne distingue les objets que de très près. Le comte ignore cet accident. Je crains qu'il ne se refroidisse. Plus raisonnable actuellement, je suis aussi plus sensible. Une seconde rupture flétrirait mon cœur et m'exposerait à un nouveau ridicule dont je sentirais vivement les atteintes.

JULIE

Ah ! le comte pourrait-il ne pas vous adorer ? Un cœur si tendre, des traits si séduisants, tant d'esprit...

LA COMTESSE

Ma Julie, je vous quitte... Ce charmant langage ne sera peut-être pas celui du comte... Je sors pour ordonner qu'il trouve son appartement aussi commode qu'élégant et recherché.

Scène II^e

JULIE (*seule*).

Ah ! Monsieur de Frinville, Monsieur de Frinville, je crois d'avance que je ne vous aimerai pas... Mais comme ceci est

beau ! Comme le goût y est réuni à la richesse et à l'agrément ! On me le disait bien : Il n'y a que Paris dans le monde... Que je suis bien aise d'avoir quitté cette triste abbaye ! Mais quelle amie aussi j'ai trouvée là ! l'âme la plus noble, le cœur excellent. Elle est vive... bien vive ; mais si bonne... Mais que deviendrai-je ? Ceci n'est peut-être qu'un beau rêve. De quel œil M. de Frinville me verra-t-il ici ?.. Hélas ! un fâcheux réveil peut détruire bientôt mes belles illusions... Ah ! voilà mes réflexions lugubres qui vont me poursuivre... Je vais être triste, ce n'est pas l'instant. Chantons une ariette bien gaie en attendant le retour de mon amie.

(Elle s'assoit, prend son ouvrage et chante ; pendant ce temps, le marquis et le comte se montrent dans la coulisse, écoutent de l'air le plus attentif et le plus satisfait, prêts à battre des mains pour applaudir ; Julie lève les yeux, les aperçoit, et s'enfuit en disant) :

... Fuyons, voici des étrangers...

Scène III^e

LE COMTE, LE MARQUIS DE GASCOGNAC

LE MARQUIS

Ah ! comte... est-là la comtesse de Frinville ?

LE COMTE

Non, mon ami ; elle était presque aussi jolie quand nous nous sommes quittés ; mais beaucoup moins séduisante.

LE MARQUIS

Que de grâce et de talents dans la jeune personne que nous venons d'apercevoir !

LE COMTE

Elle m'a paru, marquis, la plus charmante créature. Quelle

délicieuse fraîcheur ! Quelle légèreté pour nous fuir !.. C'est un charme de plus que d'être sauvage... et sauvage à Paris!.. La jolie petite...

LE MARQUIS

Comte, elle vous ferait facilement, je crois, oublier nos charmantes créoles... Mais chut ! Je parle presque à un nouveau marié. Tu dois en avoir l'empressement. Six ans d'intervalle donnent à cette réunion l'air d'une bonne fortune. Cela est piquant au moins... et d'ailleurs tu m'as dit que la comtesse avait mis de la grâce et de l'amabilité dans la manière dont elle avait accepté le plan de conciliation.

LE COMTE

Oui : elle m'a écrit une lettre charmante : elle y met bien de l'adresse ! elle fait si bien que nous ne paraissions avoir tort ni l'un ni l'autre.

LE MARQUIS

Comment, mon cher, ta femme est jeune, belle, immensément riche : et que te faut-il de plus ?.. A combien monte la succession ?

LE COMTE

40.000 écus de rente et beaucoup de mobilier.

LE MARQUIS

Ce second mariage là vaut mieux que bien des premiers que je connais.

LE COMTE

Tout va à merveille jusqu'ici ; mais il me reste encore des inquiétudes... Cette réunion semble exiger de moi une cons-

tance dont je ne suis pas bien susceptible. On ne peut se quitter une seconde fois sans se faire huer, et comment être éternellement fidèle ? Cela est difficile. N'importe ! Il faut s'en tirer avec honneur. Mais, marquis, ma position est réellement embarrassante... La comtesse ignore ma surdité et l'événement qui la cause. Comment convaincre une femme de 24 ou 25 ans qu'un boulet n'a pas tort de nous priver d'un de nos sens. La gloire est un faible mot auprès du désagrément qui en résulte ; et ce maudit boulet en me sifflant de trop près aux oreilles m'a fait grand tort auprès des belles... Allons, allons, belle leçon pour être bon mari...

LE MARQUIS

J'applaudis à cette dernière réflexion. Tout semble m'annoncer que l'effort ne sera pas bien coûteux... (*Regardant autour de lui*)... Voici une superbe et charmante demeure...

LE COMTE

Marquis, il me vient une idée excellente pour me tirer de l'embarras de dévoiler trop vite à ma femme et sans l'y avoir préparée, ce que mon incommodité a de désagréable... Je lis assez dans tes yeux : notre amitié m'a rendu leur langage familier. Que, de concert avec les gestes adroits que tu me feras, ils servent à me faire comprendre ce que ma femme me dira. Toi, parle moi moins haut qu'à l'ordinaire et supplée à cela par le secours des signes que je te recommande.

LE MARQUIS

J'y consens... En revanche, n'oublie pas de me présenter à la comtesse... Mais paix ! Sans doute la voici !

LE COMTE

Oui, c'est elle.

Scène IV.

LE COMTE, LA COMTESSE, LE MARQUIS, JULIE

LE COMTE (*courant à la comtesse et lui baisant la main*).

... Ah ! ma charmante amie !

LA COMTESSE (*en l'embrassant*).

Cher comte.

LE COMTE

Voici un beau jour.

LA COMTESSE

J'ose croire que désormais ils seront tous semblables.

LE COMTE (*lui donnant la main pour avancer sur le théâtre*).

Votre santé paraît parfaite. Je vous trouve prodigieusement embellie.

LA COMTESSE

J'ai cependant éprouvé pendant votre absence une cruelle maladie... (*A part.*) Je voudrais le préparer, mais ce n'est pas ici le moment... (*Au comte*) : Pour vous, cher comte, je vous trouve à merveille. Les fatigues de la guerre ne vous ont rien fait perdre.

LE COMTE

Ma chère, on ne la fait jamais impunément... (*A part.*) Il faudra bien qu'elle le sache ; mais ce n'est pas l'instant... (*Se retour-*

nant vers la comtesse)... Mais j'oubliais... *(Il va prendre le marquis)*. Madame, voilà mon meilleur ami que je vous présente. *(Il le place auprès de la comtesse)*... Je lui dois beaucoup. C'est un homme aimable, un brave militaire. Il sert parfaitement son roi ; et, comme un bon chevalier, il n'en est pas moins galant auprès des belles. Je me flatte que vous réunirez vos efforts aux miens pour qu'il nous donne tous les instants dont il sera le maître.

LA COMTESSE

Il ne faut que voir M. le marquis pour en concevoir une idée très flatteuse. L'éloge que vous en faites y ajoute encore. J'espère que l'ami de mon mari sera toujours le mien. L'espoir de le fixer près de nous ajoutera un nouveau charme à la félicité que j'entrevois.

LE MARQUIS

Madame, les choses trop honnêtes que vient de vous dire le comte m'imposent une tâche difficile à remplir pour les justifier. Cependant en voyant ces dames on est si naturellement dans son rôle pour une partie du portrait que je ne crains que de le jouer trop naturellement.

LA COMTESSE

Actuellement, Monsieur de Frinville, voici mon tour ; et c'est avec vanité que je présente ma charmante amie. Je ne vous demande aucun sentiment pour elle. Elle a tout ce qu'il faut pour les inspirer tous ; mais il m'est doux de penser que vos soins et les miens auront pour but chaque jour de convaincre mon aimable Julie que cette maison-ci est la sienne.

(Pendant cette tirade, le comte a l'air embarrassé. Il prête la plus grande attention à ce que dit la comtesse ; mais il ne saisit bien que les derniers mots.)

LE COMTE *(saluant profondément Julie)*.

Ah ! comtesse, que de beautés et de grâces réunit la char-

mante personne que vous nous présentez... (*D'un air d'étonnement*)... Nous sommes, dites-vous, ici chez mademoiselle ?... (*Le marquis lui fait des signes*).

JULIE (*surprise et à part*).

Cette réponse est incroyable : je crains bien.....

LA COMTESSE

Non, Monsieur le comte, cet hôtel est à vous. Je vous disais que l'aimable Julie, ma tendre et constante amie, veut bien ajouter à mon bonheur en se fixant auprès de nous, et que je me flattais que vous applaudiriez avec transport à un espoir si doux.

(*Pendant cette tirade le marquis répète ses signes*).

LE COMTE (*comprenant*).

Ah ! Mademoiselle, quel bonheur inespéré. Comtesse, vous voulez qu'aucune maison ne soit agréable comme la vôtre. Mademoiselle est un chef-d'œuvre de perfection. Puissé-je obtenir qu'en faveur de son amie elle veuille bien me permettre de lui offrir mon hommage et mes sentiments ? Ma constante étude sera de contribuer à tout ce qui pourra plaire à toutes deux... Comme tu le disais bien, marquis, il ne faudra qu'être dans son rôle pour être très galant ici.

LE MARQUIS (*à la comtesse*).

Madame, la guerre que nous venons de faire était moins dangereuse. On connaissait au moins à quel ennemi on avait affaire. Ici on est pris de tout côté et de toutes les manières... C'est, Mademoiselle, je crois, qui chantait avec tant d'harmonie et de goût quand nous sommes entrés...

JULIE

Oui, Monsieur. J'ai fui bien maladroitement... J'étais déconcertée, ne vous connaissant ni l'un ni l'autre.

Arch.

11

LE COMTE *(quin'a entendu qu'une partie de la phrase du marquis)*.

Oh ! Marquis, ne parlons plus de la guerre. Bourgogne même aurait rendu les armes avec moins d'humeur si ç'eût été à ces Dames.

(Le marquis lui fait un signe : il passe alors auprès de sa femme).

LA COMTESSE *(croyant parler au comte et s'adressant au marquis)*.

Mais ne seriez-vous pas fatigué ? Voudriez-vous vous reposer un instant dans votre appartement ? J'espère que vous serez content *(en appuyant)* de mes tendres soins pour vous le rendre commode et agréable.

LE COMTE *(à part)*.

Tendres soins !... Voilà un début assez lesté.

(Le marquis étonné ne répond que par une révérence).

LE COMTE *(regardant Julie)*.

Je pense que le marquis n'est pas plus pressé que moi de quitter ces dames. *(Il reprend sa première place)*.

LE MARQUIS

Non, très certainement, comte.

LA COMTESSE

Vous avez vu ma famille en passant à Amiens. La comtesse de Blandekre a quitté l'Allemagne : elle n'est plus dame d'honneur. C'est une disgrâce.

LE COMTE *(le marquis essaie quelques signes)*.

Bon ! Est-ce que les bons ministres tiennent en place ?

Necker était trop éclairé et trop honnête homme pour être longtemps au ministère.

LA COMTESSE (*à part*).

Mais que dit-il donc ? Cela a l'air d'une lubie.

LE MARQUIS (*un peu haut*).

Madame la comtesse parle d'une de ses parentes qui n'est plus dame d'honneur. (*Il fait des signes*).

JULIE (*à part*).

Mais qu'est-ce donc que tous ces signes. Ceci est inexplicable.

LE COMTE

Ah ! c'est la comtesse de Blandekre. On me l'avait écrit. J'en suis touché..... Je n'avais pas bien entendu. J'ai aujourd'hui un tintement singulier dans cette oreille. (*A part*). Je saisis mal les signes du marquis et cela me brouille. (*Il se rapproche de la comtesse*).

LA COMTESSE

Je vous le répète, cher comte, si vous avez besoin de repos. Mais avant de nous quitter veuillez recevoir ces tablettes et que le plus beau jour de notre vie soit la première époque qui y prenne place. (*Elle présente les tablettes au marquis, croyant le comte à la même place*).

LE MARQUIS (*se reculant*).

(*Au comte*). C'est sans doute à vous.

LE COMTE (*à part*).

Ma foi, je ne comprends rien à tout ceci.

JULIE (*bas à la comtesse*).

Vous vous êtes trompée : c'est au marquis que vous les avez données.

LA COMTESSE (*très déconcertée n'osant les reprendre*).

Ah ! bon Dieu ! Julie, de grâce sonnez vite. Je ne sais plus où j'en suis.

Scène V.

LE COMTE, LA COMTESSE, LE MARQUIS, JULIE, VIDE-BOUTEILLE (*ivre*).

VIDE-BOUTEILLE

Que veut Madame la comtesse ?

LA COMTESSE

Avez vous fait ma commission ?

VIDE-BOUTEILLE

Oui, Madame, il y a longtemps.

LA COMTESSE

Et cependant je n'ai ni carton ni colifichets !

VIDE-BOUTEILLE

Mais pardonnez-moi. Je les ai apportés. Je ne suis pas cause que Madame la comtesse...

LA COMTESSE

Et où les avez vous mis ? Je n'y mets tant d'intérêt que parce que c'est pour vous, ma Julie ; mais tout sera chiffé et abymé par la sottise de cet homme.

JULIE

Je vous suis obligée, ma tendre amie ; mais...

VIDE-BOUTEILLE

Eh ! pardi, Madame, je n'ai rien chiffonné, rien gâté, mais est-ce ma faute si vous ne voyez pas mieux ?

LA COMTESSE

Cela est d'une impertinence à n'y pas tenir. Sortez...

VIDE-BOUTEILLE

Mais, Madame, je n'ai pas tort ; et si Madame la comtesse n'avait pas eu son accident, elle ne me gronderait pas injustement.

LA COMTESSE (*vivement et outrée*).

Sortez ! vous dis-je. Vous m'impatientez.

LE COMTE

(*Au marquis*). Ce valet me paraît très impertinent, et ma femme est trop douce. — (*A Vide-Bouteille*). Sortez donc, faquin, quand on vous le dit.

VIDE-BOUTEILLE (*faisant plusieurs révérences de suite au comte*).

Pardon, Monsieur, vous êtes mon maître. Je serais fâché de... Je vous demande bien des excuses de... Mais... Madame

la comtesse... Vous savez bien... Si Madame avait de bons yeux...

LE COMTE

Mes yeux... Ils sont assez bons pour distinguer que vous êtes un mauvais sujet.

VIDE-BOUTEILLE

Que Monsieur le comte me permette de lui dire que c'est pour une boîte que j'ai mise près de Madame et que Madame ne voit pas. Je fais ordinairement ses commissions avec zèle.

LE COMTE (*n'entendant qu'à demi*).

Toi faire mes commissions ! Tu es trop insolent. Sors. Je le veux.

VIDE-BOUTEILLE (*s'apercevant que le comte est sourd fait des éclats de rire immodérés en se tournant alternativement vers le comte et la comtesse*) :

Eh ! voilà un excellent ménage ! Le bel assortiment ! Il y aura de bons quiproquos ; une femme aveugle ! et un mari sourd. (*Il rit encore*). — A part. Ah ! la bonne maison pour un valet. J'y ferai bien mes affaires...

LE COMTE

Sortez ! vous êtes un insolent. Je vous chasse. (*Vide-bouteille sort*).

LA COMTESSE

Julie, retirons-nous. Tout ceci m'a fort agitée. (*Elles sortent*).

LE COMTE (*au marquis*).

Marquis.....

LE MARQUIS

Je vous rejoins à l'instant. (*Il sort*).

Scène VI.

LE COMTE (*seul*).

Parbleu ! voilà une étrange scène ! L'ivrognerie de ce valet nous a débarrassés d'une confidence qui devait peser presque autant à la comtesse qu'à moi. Elle est presque aveugle et moi presque sourd. Eh ! bien, nous n'aurons rien à nous reprocher mutuellement. Madame de Frinville a l'air humilié... Je n'en suis point étonné : Les femmes supportent plus difficilement que nous ce qui blesse leur amour-propre. Au fond, c'est dommage, car elle est encore bien jeune et réellement fort jolie. Mais moi me voilà plus à l'aise... Que cette Julie est séduisante ! Oh ! pour celle là, je gage qu'elle a des yeux aussi bons qu'ils sont beaux. Cette jeune personne m'a frappée. La comtesse a tort d'avoir une amie aussi dangereuse pour ma fidélité... Elle demeurera avec nous... Autre circonstance plus épineuse encore... Ma foi, je le sens, je succomberai si la jeune personne s'y prête... Sans doute, elle n'est pas riche... Au fond, ma femme a tort d'être aveugle... L'occasion est trop belle pour ma faible sagesse... Il me vient une idée... Oui ; cela ne serait pas mauvais... Essayons de voir comment Julie la prendra. Elle n'osera éclater ni le dire à son amie. Allons ! cela ne me compromet pas trop. Si elle ne montre qu'une demi-colère, tout ira bien, et la comtesse ne peut soupçonner cette ruse. (*Il sort.*)

Scène VII.

LE MARQUIS (*seul*).

Comte... Ah ! il n'y est plus ! ou diantre le retrouver ? Il faut l'attendre un moment ici... (*Il s'assoit*). Ce ménage est singulier, et, de l'humeur dont je connais le comte, je crains que la bonne intelligence ne règne pas longtemps. J'ai cru

déjà remarquer que Julie l'a ébloui et qu'il la lorgnait souvent... Une femme aveugle ! Il n'est pas en lui de lui être longtemps fidèle... Cependant la comtesse est belle... elle a infiniment d'esprit et de grâce... Son ton est aisé et noble. J'avoue qu'elle me plaît infiniment. Ils se sont déjà séparés... Elle ne pourra être fort enthousiasmée d'un mari sourd... et qui ne ménagera peut-être pas longtemps sa délicatesse... Elle est immensément riche et l'administration d'une partie de sa fortune... Cette circonstance tenterait plus d'un galant chevalier de notre siècle ; mais moi... sans être scrupuleux, je n'ai jamais été vil... Cette femme est réellement belle et aimable : elle sera malheureuse ; je sens que j'aurai bien de la peine à me défendre de l'aimer vivement. D'ailleurs si le comte poursuit Julie, comme je le crois, je vais être ici dans le déseuvrement. Ma foi, laissons faire les circonstances, et, si la comtesse est sensible, voyons jusqu'où cela pourrait aller... Mais l'amitié que je dois au comte... Ses procédés... Oh ! sans doute. Eh ! bien soyons le tendre ami de la comtesse. Cette amitié, dut-elle avoir un peu l'air de l'amour... Mais (*il tire sa montre*)... et le diner... Il ne revient point... Allons donc voir où est le comte.

Scène VIII^e

LE COMTE, LA COMTESSE, JULIE, M. CARMIN (*Peintre*).

LE COMTE (*donne la main à la comtesse*).

Je vous le répète, ma chère comtesse, j'attends cette complaisance de votre amitié. C'est une légère compensation de vos superbes tablettes. Je veux vous donner mon portrait ; mais permettez que je commence par avoir le vôtre.

LA COMTESSE

Je suis infiniment sensible à ce procédé honnête. Je m'étais

cependant promis de ne me jamais faire peindre, mais le moyen de vous rien refuser aujourd'hui.

M. CARMIN (*tirant ses pinceaux*).

(*A part*). Ceci est fort... Peindre une maitresse devant sa femme même.

LE COMTE

J'ai préféré ce petit cadre en médaillon : La forme m'en plaît.

M. CARMIN

Madame la comtesse, veuillez bien vous placer là et vous tourner un peu à droite.

LA COMTESSE

Je le veux bien, Monsieur.

.....

11

Vers de François de Nantois.**LE VIEUX MANOIR**

Salut ! vieux et charmant asile,
 Modeste abri, séjour tranquille,
 Où je sais goûter le bonheur.
 J'ai vu le monde ; il est trompeur.
 J'ai vu les grands, leur faste sans envie.
 Lorsqu'éloigné de ma douce patrie
 Chez l'étranger je vivais tristement,
 Pour te revoir, vallon charmant,
 J'aurais donné la moitié de ma vie.
 Tu m'es rendu..... J'y suis indépendant.
 Fasse le ciel que d'avidés confrères
 Ne *cueillent* plus l'humble champ de nos pères !

Entre deux monts dont l'invincible appui
 Soustrait Pomone aux fureurs de Borée,
 Mon simple toit ignoré de l'ennui,
 Offre aux amis sa retraite assurée.
 Là leurs vergers fidèles aux saisons,
 Des deux côtés étalent leur richesse,
 Flore y paraît dans toute sa jeunesse,
 Présage heureux d'abondantes moissons.
 Jamais l'hiver attristant la nature
 Par un long deuil n'enchaîne ici nos pas,
 Ni du rosier respecté des frimas
 Ne vient flétrir la suave parure.
 Quand le soleil, réchauffant nos coteaux
 D'un pur éclat a régayé la plaine,
 Je prends mes chiens et cherche en mon domaine
 L'animal fin, léger, rusé, dispos
 Dont maint chasseur raconte des merveilles...

Un lièvre enfin. Je découple et bientôt
 Rapproché par le sûr Briffaut
 Il bondit, et soudain d'une égale vitesse
 La meute sur ses pas s'élance avec transport,
 Pousse le cri de joie et d'un commun accord
 Apprend au fugitif le danger qui le presse.
 Après de longs détours, le rapide proscrit
 Achève haletant son troisième circuit :
 Ce qu'il croit le sauver est ce qui le décèle ;
 En vain il a franchi les rochers, les ruisseaux,
 Il hâte son destin, et son pied infidèle
 Le trahit et le livre à l'ardent Fortunaux.
 Le cor fait retentir la colline charmée
 Du halali joyeux et de ses vifs accens :
 Il annonce aux abois des héros triomphans
 Et la victoire et la curée.
 Mais le succès aiguise l'appétit.
 Je rentre, et par les soins de notre ménagère,
 Un déjeuner de laitage ou de fruit
 Vient tempérer mon humeur sanguinaire.

L'astre du jour par de plus grand progrès,
 Lance ses feux, doublés par la montagne,
 Un livre en main, sans nul effort, je gagne
 De vieux tilleuls l'ombrage utile et frais.
 Je réfléchis... sous leur voute étendue,
 Pense à ma femme, à mon fils, à mon bien.
 Pourquoi plus loin porterai-je ma vue ?..
Je ne veux plus... plus ne m'est rien.

Eloignons-nous... La chapelle rustique
 Du toit voisin salutaire ornement
 Mieux qu'une vaine et frivole fabrique
 Me plaît ici par son aspect touchant.
 Sous les rameaux d'un chêne séculaire
 La croix s'élève... un pieux solitaire
 Est entendu... philosophe orgueilleux,
 Qui cherchez à détruire un dogme tutélaire,
 Vous nous criez en vain : « Je vous éclaire. »

LES MIETTES DU PASSÉ

Extrait de la chronique manuscrite de Jacques Valuche.

Château d'Ancenis ruiné et abattu. — En ce mois de décembre 1616. Le château d'Ancenis a esté ruyné et abattu par le commandement du roy, M. de Villeserin en avoit la charge qui y faisait aller les paroisses par force.

Prix du blé à la même époque. — Le bled vault 16 sols le bouesseau, le vin 6 sols le pot, le beurre 3 sols la livre, la viande fort chère.

1619. — Anciennement non mettait de la paille dans les églises paroissiales à la fête de Noël et sur les champs aux quatre festes de l'année, M. d'Angers a aboli cette coutume là, cela était trop deshonneste.

1628. *Cinq compagnies de soldatz.* — Le dimanche 2 avril, deux compagnies de gens de pied ont passé par Candé qui venaient de Combrée, l'une conduite par M. de la Pouëze alla loger à Montrelay, l'autre conduite par M. de Cyzi alla loger à la Cornuaille ou étape fut faite à 32 sols par jour pour chaque soldat.

Le dit jour, deux autres compagnies qui étaient logées au bourg d'Iré passèrent par Loiré et portèrent grande perte chez Drouault hôte, l'une alla par Angrie, le Louroux et delà à Villemoisian ; l'autre passa par la Cornuaille et porta grande perte à Gratien hôte, puis alla loger à Montrelay. Le dit jour, une autre compagnie qui venaient d'Armaillé, passa par Vritz et Freigné et alla loger à Belligné.

Toutes ces compagnies étaient du régiment du Plessis de Juigné et étaient pressées d'aller à la Rochelle rafraichir le siège. Le lendemain, le Prévost de Château-Gontier vint après

pour ramasser les soldats qui fuyssaient et en emmena plusieurs avec luy.

Le Chalotais. — Le dimanche au soir, 27 février 1774, a arrivé M. de la Chalotais à l'auberge du Dauphin à Candé, s'en est parti le 1^{er} mars, accompagné de M. son fils, qui a vu toute cette ville, pendant que son père était gardé à l'auberge par deux cavaliers de Maréchaussée. Il était cy-devant procureur général au parlement de Bretagne.

Traces de l'occupation romaine dans l'arrondissement d'Anccnis.

J'ai trouvé des briques à rebord à la Cathelinière et aux Mazeries, près du village des Hommeaux, commune de Varades ; à la Greslerie, commune de Saint-Herblon ; au bourg d'Anetz, tout près de l'église ; au Chatellier de Belligné, nous avons trouvé avec M. Léon Maître des scories de verre, qui indiquent qu'il y avait une verrerie autrefois dans cet endroit.

Tous les points signalés sont situés sur des lieux élevés.

Si la commune de Saint-Herblon était explorée avec soin, un archéologue y ferait, je pense, une ample moisson de vieux souvenirs.

Il y a le Temple, la Templerie, les Salles, le Fort, les Prieres non loin d'un autre endroit qui porte le nom de Champ de Mai.

Les Gaulois, nos ancêtres, traitaient toutes leurs affaires publiques en plein air : soit religieuses, soit politiques, et les lieux où ils se rendaient ont bien pu garder le nom de ces réunions qui ont été appelées Champ de Mars et Champ de Mai.

Belligné pourrait bien venir de Bélénus, dieu célèbre dans la Gaule, et qui n'était pas différent d'Apollon. Ce dieu avait un collège de prêtres qui prenaient des noms énigmatiques et mystérieux, propres à exprimer quelqu'un de ses attributs ; ils ont bien pu lui élever un autel à Belligné qui était entouré d'une forêt.

Au nord de l'église, à quelque cinquante mètres, s'élevait le château seigneurial dont il ne reste pas la moindre trace aujourd'hui, mais on y a trouvé quantité de pièces de monnaie

de toutes les époques, soit romaines, soit françaises, je possède même un Tibère qui m'a été donné il y a quinze jours.

D'autres objets ont été trouvés, et malheureusement je n'ai pu sauver de l'oubli qu'un écusson en cuivre avec les trois roses quintefeuille des anciens seigneurs d'Ancenis. Cet écusson est celui que la ville d'Ancenis a adopté. La Société Archéologique de Nantes croit que c'est une amulette de faucon ; mais, quelqu'en ait été l'usage, cet objet a une grande valeur.

Varades et Belligné ont eu pour premiers seigneurs Briand, que l'on croit être issu de la famille de Châteaubriant, et André de Varades qui avait pour armes trois chevrons, mais cette famille s'étant éteinte promptement, les seigneurs d'Ancenis en héritèrent et ont toujours gardé ces fiefs.

Montrelais. — La baronnie de Montrelais avait haute, basse et moyenne justice ; en 1675, messire Guy de Lesrat, chevalier, conseiller du Roy en ses conseils et en sa cour de parlement de Bretagne, est baron de Montrelais.

En 1752, haut et puissant seigneur messire Pierre Placide de Saint-Pern, comte du Lattay, mari de dame Jeanne de Cornulier, est baron de Montrelais.

Mines de Montrelais. — D'après les registres de l'état civil de la chapelle Saint-Sauveur, presque tous les premiers ouvriers employés aux mines furent étrangers au pays, ils étaient originaires de Cambrai, Liège, Charleroy, il y en eut de l'Allemagne et même de l'Irlande.

En 1769, noble homme Etienne Missett est directeur et caissier des mines, il est aussi qualifié inspecteur des mines de France.

Dans un acte de baptême de la même année : Etienne Missett est déclaré gentilhomme originaire d'Irlande. Dans ce même acte, on nomme comme propriétaires des mines, Messire François de Siry, de Marigny, Chevalier baron de Couche ; Messire Jean Charles de Borda, chevalier lieutenant des vaisseaux du Roy, messire François de Rothe, écuyer, ancien directeur de la Compagnie des Indes, commandant du port de Lorient ; Michel François de la Chesnaye, avocat en parlement ; Pierre le Couturier, écuyer conseiller intime de son Altesse ; Monseigneur le duc régnant de Deux Ponts,

contrôleur général de la marine ; Laurent Wourfe, banquier à Paris.

En 1772, Nicolas Chevalet était chirurgien des mines.

Fête en l'honneur des Saints Anges gardiens pour remercier Dieu d'avoir préservé le roy Louis XV de l'attentat de Pierre Damiens.

Nos seigneurs les évêques de Bretagne ont institué une fête en l'honneur des saints Anges gardiens pour remercier Dieu d'avoir préservé notre roy Louis XV d'une mort violente que lui procurait le monstre Pierre Damiens de la ville d'Arras, d'un coup de canif. La dite fête célébrée à perpétuité le 5 janvier, jour de l'attentat, selon leur mandement daté de Rennes le 11 février présente année 1757.

Le Marillais. — Le jour Saint-Jean-Baptiste (24 juin 1780) il s'est noyé environ 100 personnes passant la rivière à Saint-Florent en revenant de l'assemblée du Marillais.

Faux Saunage. — Lorsque la Reine Anne de Bretagne, la bonne duchesse, unit la Bretagne à la France par son mariage avec le roi de France, elle voulut que ses bretons restassent en possession de leurs privilèges, notamment que le sel pourrait se vendre en franchise dans toute la province, et comme dans les provinces limitrophes un impôt élevé était perçu sur le sel, il y eut un grand nombre de contrebandiers qui faisaient passer du sel de Bretagne en Anjou ; ils avaient dressé des chiens qui, chaque nuit, traversaient la frontière avec des sacs de sel du côté de Varades ; à la Meilleraie, la contrebande était faite par les pêcheurs, et pour ne pas être connus, ils avaient tous des surnoms qu'ils ont conservés jusqu'à ce jour.

Les peines contre eux étaient très sévères ; ainsi je lis dans le registre de l'état civil de la Chapelle que le 23 mai 1775, les juges des fermes à Saumur condamnèrent à trois ans de galères le nommé Chupé pour faux saunage. Il était originaire de la Chapelle.

PERRON.

SAINT YVES

ÉCOLIER

La vie complète de saint Yves, malgré ce qu'en ont déjà publié nombre d'auteurs estimés, Albert Le Grand, dom Lobineau, aux deux derniers siècles, et, dans le nôtre, Sigismond Ropartz et l'abbé Franco, fournirait encore ample matière à des études intéressantes. Ce n'est pas ici leur place.

Nous venons aujourd'hui parler seulement de ses premières années et de son adolescence, laissées jusqu'ici un peu dans l'ombre par les historiens épris surtout de l'éclat des vertus transcendantes de son âge mûr.

De même que l'air et les aliments absorbés par l'enfant sont les facteurs essentiels de la formation de ses organes physiques, le milieu social dans lequel il vit ayant une influence considérable sur le développement de ses facultés intellectuelles et morales, afin de mieux apprécier les documents que nous avons à citer, il est bon de jeter un coup d'œil sur l'état de notre Bretagne dans la seconde moitié du ^{xiv}^e siècle.

Le siècle de saint Louis était à son apogée — ce siècle où le monde, saisi de respect et d'admiration, vit en toute splendeur ce que peut, pour le bonheur des hommes, le génie d'un roi vivifié par la foi chrétienne. Sans nul prestige de conquérant, par le seul ascendant de la vertu, le grand justicier du Moyen âge avait déterminé, non seulement dans le domaine des fleurs de lys, mais dans l'Europe entière, un magnifique courant d'organisation législative basée sur l'évangile, dont le résultat principal fut une paix sociale sans précédent, qui fit à sa royale et sainte figure une impérissable auréole. Des universités et des écoles se développèrent et se fondèrent en

grand nombre, auxquelles l'enseignement de maîtres tels qu'Albert Le Grand, saint Bonaventure, le docteur séraphique, et saint Thomas d'Aquin, l'ange de l'école, donna un puissant essor, tandis que les artistes couvraient l'Occident de merveilles architecturales sans pareilles.

La Bretagne, déjà française de cœur, bien que passionnément attachée à son autonomie ducale, ne pouvait rester en dehors du mouvement général.

L'instruction y était en grande estime, en dépit des fables sur la prétendue ignorance de nos pères répandues par la légèreté des romanciers modernes. Témoins les sept survivants, en 1330, nobles, bourgeois et paysans, des anciens condisciples d'Yves Haëlori, originaires d'une région équivalente aux deux cantons actuels de Tréguier et de la Roche-Derrien, durant les quatorze années qu'il passa aux écoles de Paris et d'Orléans, qui déposèrent à l'enquête de canonisation ; ce qui, en admettant que trois, au moins, de leurs compagnons avaient dû mourir dans le demi-siècle écoulé depuis la fin de ses études, en 1280, oblige à les supposer au moins au nombre de dix ayant affronté les difficultés de communication et fait les sacrifices pécuniaires indispensables pour aller chercher si loin le bienfait des hautes études. Ce nombre multiplié par 24 donnerait celui très respectable de deux cent quarante pour l'effectif de la population de l'instruction secondaire fourni, au XIII^e siècle, par le territoire des quarante-huit cantons formant le département actuel des Côtes-du-Nord ; sans parler des élèves, nécessairement plus nombreux, des écoles ecclésiastiques de la région, et des maîtres particuliers enseignant dans beaucoup de localités peu importantes, comme ce Pierre, professeur de droit à Lanmeur, entre Lannion et Morlaix, un des témoins entendus à la dite enquête.

La bienfaisante influence des célèbres *Etablissements* de saint Louis se fit également sentir chez nous dans les ordres administratifs et judiciaires. Le duc Jean Le Roux, pendant son pacifique règne de près d'un demi-siècle (1237-1286), ne fut guère occupé qu'à réparer les erreurs et les injustices de son père Mauclerc et à mettre la paix entre ses sujets en respectant la justice et les lois nationales.

C'étaient les anciennes coutumes du pays, émanations

directes de la volonté de tous, sans le concours d'aucun corps légiférant, obligatoires *ipso facto*, dès lors qu'elles avaient été *généralement et de longtemps* observées, en vertu du principe juridique : *Mos populi et instituta majorum pro lege sunt tenenda Dei* (1) (La coutume du peuple et les institutions des ancêtres doivent être tenues pour loix divines), dont la plus ancienne codification connue est généralement attribuée au règne du duc Jean II.

On y lit cette belle et chrétienne définition du droit :

« Justice fût établie pour charité ; car, si justice n'estoit, « les menues gens n'auroient de quoy vivre ; car les grans et « les puissans leur osteront le leur et ce qu'ils auroient « gagné et ne seroient que guërres et contens (*contentions*, « *disputes*). »

.... « Et pour ce, Justice doit estre faite rigoureusement et « n'y doit y avoir point de soutenance ne de faveur, haine ne « convoitise ; ainçois (ainsi) doit estre loyale et droite plus que « le cordeau quand il est tendu, si plus droit ne peut estre, « sans incliner nulle part, etc. (2) ».

Si on n'écrivait pas alors sur les murs des tribunaux la devise *Liberté, Egalité, Fraternité*, on l'avait au cœur et on la mettait en pratique, sans les entraves de la centralisation moderne, dans les institutions municipales et provinciales consacrant une sage liberté.

On avait l'égalité devant Dieu, le droit égal pour tous de s'élever aux rangs supérieurs en remplissant les conditions de mérite et de capacité requises.

On avait, en toutes choses, mieux que la fraternité des philosophes, la charité évangélique.

La très ancienne coutume disait :

« Et aussi doivent les seigneurs et les dames (les propriétaires « d'alors), *aimer* (oui aimer) leurs sujets et leurs hommes, et « les doivent garder de touz torts et de violence, eux et leurs « hoirs (héritiers), et les enseigner à bien faire et à bien dire. »
Au chapitre des aides (*secours obligatoires*) :

« Et aussi, quant une personne fait ou fait faire une

(1) *Institutes*, chap. 7, § 12.

(2) *Très ancienne coutume de Bretagne*, chap. 335.

« maison, ou plusieurs, et la veut lever, chacun des voisins
« y doit aider à la lever, pour ce qu'il en soit requis. Car elle
« ne pourroit estre levée sans force de gens, pour ce qu'il y
« ait gros boys. »

Et plus loin :

« — Qui met main en son seigneur et le fiert (*le frappe*), il
« pert tout ce qu'il tient de luy, si le seigneur ne lui faisoit
« excès auparavant; par quoy il le fiert soy deffendant (*son*
« *corps défendant, en état de légitime défense*).... et aussi ne
« devroit le seigneur faire villainie ne laidage (*injure*) à son
« homme de foy, ne le guetter pour villainie luy faire, ne
« meffait, ne l'homme contre son seigneur, ne le seigneur
« contre son homme, ne le soutenir, et aussi perdroit le
« seigneur son obéissance. » Le vassal était légalement délié
de ses obligations envers le seigneur qui l'avait frappé ou
injuré.

Certes voilà de la fraternité complète et de l'égalité devant
la loi, ou il n'y en a pas !

Il serait aisé de multiplier les citations de ce vieux code tout
imprégné de l'esprit du Décalogue. Les précédentes suffissent
pour en donner une idée. Il était aimé et respecté des diverses
classes dont il établissait les droits et les devoirs à la satis-
faction générale. Nulle trace d'antagonisme social, ce mal
croissant de nos jours. S'il existait des ambitions et des con-
voitises, ce n'était guère qu'entre les princes et leurs grands
vassaux. La masse des gentilshommes, des nobles bourgeois
et des paysans était heureuse et contente de son sort.

Et comment s'en étonner quand on sait que nos admirables
institutions convenancières assuraient aux colons la perma-
nence des baux, sinon en droit, du moins en fait, la stabilité
des foyers de famille, et, en cas de cessation de bail, le rem-
boursement intégral des améliorations foncières, vainement
réclamé jusqu'ici de nos législateurs par les économistes et
les sociétés agricoles.

Que les bourgeois, dans les villes, jouissaient de libertés et
franchises aussi grandes et plus lucratives que les immunités
assurées, en rémunération de services publics effectifs, à la
noblesse, dans laquelle ils pouvaient d'ailleurs toujours entrer
à leur gré, sans lettres patentes ni frais de chancellerie,

nos ducs ne s'étant pas encore réservé le monopole des anoblissements (1).

Et que les nobles, supportant presque seuls l'impôt du sang, les charges de la sûreté publique et de la défense nationale, moyennant quelques privilèges plus honorifiques que financiers, étaient également assurés de la permanence de leurs foyers et, sinon de la richesse, au moins du nécessaire. C'est des innombrables manoirs, d'où, à la suite des du Chastel, des du Guesclin, des Penhoët et des Pontbriant, ils étaient toujours prêts à courir sus à l'Anglais, ennemi héréditaire de la race celtique, que notre poète national a pu dire :

« De l'orgueilleux César à la bonne duchesse,
« Sur les envahisseurs vous avez vu courir
« Ceux dont la liberté fut la seule richesse
« Et qui, brisant leur joug, criaient : Plutôt mourir.

« Jours anciens, jours sacrés ! Alors puissantes gardes,
« S'élevaient de grands bois autour des grands châteaux ;
« Les salles résonnaient aux voix mâles des bardes
« Et les voûtes des bois aux concerts des oiseaux (2). »

C'est dans ce milieu de paix sociale et d'efflorescence chrétienne que naquit, en 1253, au petit manoir de Kermartin, près Tréguier, l'enfant prédestiné qui devait remplir la Bretagne et la France de l'éclat toujours vivant de ses vertus surnaturelles. Son père était le damoiseau Haëlori, simple écuyer, dont le père Trancoët, ou mieux Tanguy (3), avait été honoré de la chevalerie à une époque où les gens de sa condition n'y parvenaient qu'au prix d'épreuves et de justifications très sérieuses, et sa mère, Azo du Quenquis, d'une famille de bons gentils-hommes du voisinage.

(1) Quiconque avait rempli pendant quarante années les obligations de service militaire était noble de droit. *Ancienne Réf. de la noblesse, passim.*

(2) Brizeux. *Elegie de la Bretagne.*

(3) Ce prénom très répandu en Bretagne (*Tanguicus* en latin), nous semble mieux traduire le *Tanoicus* de certain document.

Pendant qu'elle le portait dans son sein, elle eut le pressentiment ou la révélation de sa future sainteté (1).

Les premières lettres lui furent enseignées près du foyer paternel par un clerc de la paroisse limitrophe de Pleubian, Jean de Kerangoz (2) qui ne fut jamais dans les saints Ordres, étant marié, et que sa qualité de gentilhomme n'empêchait nullement de savoir écrire et même de professer la grammaire avant l'âge de vingt-sept ans.

A quatorze ans, suffisamment préparé sous l'aile maternelle (3), il fut envoyé à Paris où le glorieux vaincu de la Massoure, qui avait vu tomber autour de sa bannière tant de chevaliers bretons (4), préparait la nouvelle croisade dans laquelle il devait conquérir par une sainte mort, à Tunis, sa couronne céleste des grands justiciers et des parfaits modèles de prince chrétien.

Pendant dix ans, de 1267 à 1277, il y étudia la grammaire, la logique, la dialectique et la théologie sur les bancs de la célèbre université de Paris, encore toute remplie de l'écho des voix éloquentes d'Albert Le Grand, de saint Bonaventure et de saint Thomas d'Aquin. Puis, en 1277, ayant terminé ce que nous appellerions aujourd'hui ses humanités, couronnées par le grade de maître ès-arts, le baccalauréat ès-lettres d'alors, il fut compléter sa préparation à la vie active à l'université d'Orléans, où le droit canon était enseigné avec éclat par le célèbre Jean de la Chapelle, plus tard cardinal, dont un neveu, Roger, évêque de Limoges, devait être, cinquante-trois ans plus tard, en 1330, un des trois commissaires chargés par

(1) *Inquisitio de vita et conversatione*. 1^{er} témoin.

(2) Cette orthographe nous semble préférable au Kerhos des *Monuments de la vie de saint Yves*, qui n'en est que la contraction. En effet, en 1463, on lit en tête de l'état des nobles de Pleubian : Even ou Yvon de Kerencoz, évidemment de la même famille et peut-être son descendant. A la réformation de 1535, ce nom de famille ne figure plus, et le manoir de Kerangoz appartient à François de Bégaignon. *Anciennes Réf. de la noblesse*.

(3) Ses père et mère vivaient encore en 1280. *Inquisitio de vita et conversatione*. 1^{er} témoin.

(4) On peut citer les quatre frères de l'héroïque famille cornouaillaise des Quélen, dont trois restèrent sur ce glorieux champ de bataille, et le survivant se croisa de nouveau avec ses quatre fils, en 1270, dont trois périrent également à Tunis, près du saint roi. Courcy, *Nobiliaire*.

le Pape de l'enquête préparatoire de sa canonisation, et le droit romain (les *Instituts* de Justinien), par Guillaume de Blaye.

En 1280 ou 1281, muni des sciences divines et humaines formant le cycle le plus complet des études de son temps, le jeune trécorois fut pourvu de la charge importante d'official, ou juge, du tribunal ecclésiastique de l'archidiacre de Rennes, qu'il occupa quatre ans, se préparant avec édification sous la direction des religieux de saint François, les amis de son âme, à recevoir la prêtrise de son évêque d'origine, Alain de Bruc, qui lui conféra la fonction très considérable d'official de l'évêché de Tréguier, avec la cure rectorale de la paroisse de Trédrez, de laquelle il passa, avant de mourir en 1303, à celle de Louannec, faisant partout les prodiges de charité, de mortification, de conversion, de conciliation et de talent juridique qui lui ont valu les titres, impérissables dans la mémoire des hommes, de médiateur entre les pauvres et les riches, de vengeur des opprimés et de patron des hommes de loi.

Mais quels qu'aient été les mérites devant Dieu et le monde des fruits des douze dernières années d'une vie entièrement consacrée au bien, ils ne doivent pas faire oublier ceux de la laborieuse et sainte jeunesse qui les prépara. Rien ne doit rester dans l'ombre des exemples des saints.

Les sept témoins de la vie d'écolier d'Yves, ou mieux d'Ivon, Iwann Haëlori, nom essentiellement celtique et glorieux entre tous dans les annales de la race (1), qui déposèrent à l'enquête de canonisation nous en montrent au vif les traits essentiels.

C'est d'abord son vieux précepteur, le clerc jurisconsulte (*jurisperitus*), Jean de Kerangoz qui vient affirmer, sous la foi du serment, que, pendant qu'il lui a donné des leçons au manoir paternel de Kermartin, et qu'il a étudié avec lui le Droit à Orléans, il l'a toujours vu « se comportant d'une « manière édifiante (*honeste*), faisant de grands progrès

(1) C'est la forme armoricaine du nom gallois d'Owen, fils d'Urnen de Rhéged, chef suprême des Bretons insulaires du Nord, vainqueur des Saxons au vi^e siècle, et d'Ewen comte de Léon, fondateur de Lesnéven (Finistère), qui battit les norlhmans au x^e siècle, un des noms de tout temps les plus répandus dans les deux Bretagne.

« (*valde proficiens*), et qu'il l'a toujours cru fermement, d'une « pureté absolue, l'ayant fréquenté depuis sa naissance sans « avoir jamais vu, ni entendu de lui un geste, une parole, « une action ou quoi que ce fût de contraire à la chasteté, bien « qu'il lui en aie, lui-même déposant, donné plusieurs fois « l'occasion (1). »

Ivon Suet, de la Roche-Derrien, dit à son tour : « que, « suivant le cours de la logique, à Paris, avec messire Ivon, « alors âgé de quatorze ans, pendant l'année qu'il avait été « son compagnon de chambre, il l'avait vu d'un caractère « excellent (*bone indolis*), étudiant parfait (*bene addiscens*), de « bon et honnête commerce, et mettant son plaisir à entendre « fréquemment la sainte messe (2). »

Hervé Fichet, clerc de Pommerit-Jaudy, le connu vers 1273 à Paris, d'abord étudiant ès-arts, puis reçu maître, professant (*determinans*) et, plus tard, suivant le cours de décrétale, (droit canon), habitant alors la rue des Fouerres (3) (*Straminum*) au Clos Bruneau (*Clavus Brunelli*), où il se faisait remarquer par la régularité de sa vie (*bene conversans*) (4).

Raoul Porcher (en breton *Moc'her*, *Porcarius*), clerc de la paroisse de Lanmeur, évêché de Dol, enclave de Tréguer, l'avait vu au même lieu, vers 1280, « étudiant en théologie, « aussi exemplaire (*bene conversans*) et résidant, autant qu'il « s'en souvenait, dans le voisinage des chevaliers Hospitaliers, « (dits plus tard chevaliers de Malte).

.... « Ses compatriotes et connaissances disaient qu'il avait « dès lors coutume de dormir à terre sur un peu de paille, « bien qu'il eût un bon lit dans sa chambre, et que lui, « déposant, avait, de ses yeux, constaté le fait (5). »

Ce témoin ajoute que ceux qui le fréquentaient s'accordaient à raconter que, lorsqu'il arrivait qu'on présentât à table des viandes à messire Yvon, au lieu de les manger, il les mettait

(1) *Inquisitio de vita et conversatione*. I^{er} témoin.

(2) *Ibid.* III^e témoin.

(3) Bottes de pailles sur lesquelles s'asseyaient les écoliers pour entendre les leçons des maîtres. S. Ropartz, *Vie de saint Yves*. Saint-Brieuc, L. Prud'homme, 1856, p. 12.

(4) *Inquisitio de vita et conversatione*. X^e témoin.

(5) *Ibid.* XII^e témoin.

toutes dans la part des pauvres, faisant habituellement maigre par mortification.

Guillaume Pierre, vicaire de l'église cathédrale de Tréguier, qui fit chambre commune avec lui pendant deux ans à Orléans, rue Malhetz, vivant constamment dans son intimité, vint à son tour affirmer qu'à l'âge de vingt-quatre ans il commençait déjà à s'abstenir de viande et de vin quand ses commensaux en usaient devant lui, jeûnait le vendredi (*sexta feria*), entendait assiduellement les messes et sermons et récitait chaque jour les matines et les heures de la Sainte Vierge ; ajoutant qu'il ne l'avait jamais vu, ni s'emporter contre ses condisciples, ni jurer les noms de Dieu et des Saints, ni se permettre la moindre expression mal sonnante, ni un mot contraire à la chasteté, se montrant en tout d'une pureté virginale (1).

Guillaume Adegan, de la paroisse de Plouguiel, limitrophe de Ploelantreguer, autre compagnon de chambre à Orléans, disant l'avoir connu depuis sa jeunesse (*a juventute sua*), vint aussi affirmer la sainteté de sa vie d'écolier.

Enfin un septième témoin, Ivon de Trégoëzel (2), gentilhomme de la paroisse de Pleubian, qui, à deux reprises différentes avait été à Orléans avec Ivon Haëlori, corroborera les précédentes déclarations en affirmant que sa chasteté et sa vie édifiante étaient de notoriété publique parmi ses condisciples, ainsi que son assiduité à la messe et à la récitation des heures (3).

Est-il possible d'imaginer une innocence plus complète, plus de mortification, une attache plus grande aux devoirs d'état, une charité plus tendre, une piété plus vive ? L'église n'en a jamais demandé davantage pour placer ses enfants sur les autels.

Si le fils de Haëlori de Kermartin était mort en sortant des écoles, comme ses émules du xvi^e siècle, Stanislas Kostka et Louis de Gonzague, dont les saintes jeunesses ont tant de ressemblance avec la sienne, il se fût certainement présenté

(1) *Inquisitio de vita et conversatione*. XIII^e témoin.

(2) Thomas de Trégoëzel est au nombre des nobles de Pleubian en 1463. *Anciennes Réf. de la noblesse*.

(3) *Inquisitio de vita et conversatione*. XLVI^e témoin.

devant Dieu avec des mérites égaux aux leurs. Si, après six siècles bientôt écoulés depuis sa mort, bien des détails nous en échappent nécessairement, nous en connaissons assez pour l'affirmer.

On s'expliquerait donc difficilement qu'il fût resté jusqu'ici sans être invoqué comme patron national par les écoliers français et surtout bretons.

Son meilleur historien, Sigismond Ropartz (1), avait bien noté le culte particulier que lui rendaient autrefois l'Université de Nantes fondée en 1461 par le duc François II, celle de Paris dans la belle église collégiale de saint Yves en la rue Saint-Jacques, enrichie, de 1348 à 1442, des libéralités des rois Philippe de Valois, Charles V et Charles VI, démolie seulement en 1823, et l'Université de Louvain, en Belgique (2).

Mais, en Bretagne, aucun monument de ce culte de notre grand saint n'était plus connu quand, en 1881, tout près de l'emplacement du château du sire de Rostrenen, dont la femme, Nicole de Vitré (3), lui fit présent de la custode en argent, contenant la sainte hostie, qu'il portait habituellement suspendue au cou pour l'administration des malades pendant les missions des dernières années de sa vie (4), dans la commune de Bonen, ancienne trêve de Plouguernével, visitant la petite chapelle de Locmaria-Gaudin, dédiée à la Vierge et à *saint Yves*, dont le clocher à jour, avant son écroulement, il y a quelques années, était un des plus gracieux de la haute Cornouaille, j'avisai, dans un coin de sacristie, une vieille statue en bois, méconnaissable sous les nombreuses couches de lait de chaux dont l'avait gratifiée le pinceau de l'ouvrier chargé chaque année de blanchir les murailles à l'occasion du pardon. Elle avait évidemment été reléguée là lors de l'établissement d'un nouveau retable du maître-autel, style xvii^e-xviii^e siècle, dans lequel elle avait été remplacée par le saint Yves en costume de prêtre moderne qu'on y voit encore, du côté de l'évangile.

Malgré ses incorrections plastiques, cette œuvre d'un ciseau

(1) *Vie de saint Yves*. Saint-Brieuc, L. Prud'homme, 1856.

(2) *Ibid.* pages 313 et suiv.

(4) *Inquisitio de vita et miraculis*. Testis IV et XIX.

malhabile, une fois dégagée de son badigeon, laisse pourtant clairement apparaître l'idée de son auteur, dans sa naïve expression.

C'est un adolescent aux cheveux bruns, aux pommettes saillantes et la physionomie grave et douce de la race celtokymrique.

Le costume, très soigneusement rendu, est caractéristique. Il se compose d'une longue cotte rouge brun, à manches très justes, dont les fentes des poignets sont fermées par un bouton à longue queue en cuir, dont, suivant Viollet-Leduc (1) la mode se répandit surtout au xiv^e siècle. Du temps de saint Yves, ces sortes de manches étaient considérées comme des raffinements de toilette à l'usage des mondains, auxquels il renonça quand, vers 1291, il se voua entièrement à la vie ascétique (2).

La tunique de dessous ou (*kémise, cheinse*) montre très nettement les bouts de manches et le col plissé *circulairement* et parfois garni de ganses et de fil d'or portés pendant le xiii^e siècle par les hommes comme par les femmes nobles (3).

La taille est serrée dans une étroite ceinture à laquelle pendent, à droite le calamaire (*calamarium*), étui en métal (argent ou cuivre) renfermant les plumes, enserré d'embrasses en légères lanières, et la corne à encre, ainsi portés par les écoliers du Moyen âge.

Enfin un ample mantel, de cette couleur bleue verdâtre très sombre, dite *perse*, si à la mode à la même époque, est jeté sur les épaules et devait être muni du capuchon (4), qui, du xii^e au milieu du xv^e siècle, époque à laquelle les *chapels* et les toques devinrent plus communes, était, pour la généralité de nos pères, le moyen le plus employé pour abriter la tête des intempéries atmosphériques.

La sobriété et la correction relative des draperies accusent

(1) *Dictionnaire du mobilier français*. Paris, Morel, 1873, vol. IV, p. 90.

(2) *Inquisitio de vita et conversatione*. Testis XXIX.

(3) Viollet-Leduc, *Dictionnaire du mobilier français*, vol. III, p. 174.

(4) Dans la statue de Locmaria-Gaudin, il n'a pu être figuré, le dos en étant lisse et aplani pour être appliqué et assujéti au moyen de gros clous, encore reconnaissables, sur une boiserie quelconque.

également le faire des tailleurs d'images de la fin du xiv^e et du commencement du xv^e siècle.

Le saint est représenté debout, son livre traditionnel dans la main gauche, la tête nue appuyée sur la droite, les yeux modestement baissés, dans l'attitude de la méditation, comme s'il repassait dans sa mémoire une leçon de ses maîtres. — Peut-être aussi le doux enfant d'Arvor se laisse-t-il aller sur les bords lointains de la Seine ou du Loiret à rêver à la pieuse mère, aux frères et aux sœurs qu'il a laissés au foyer béni de Kermartin, aux clochers à jour, aux genêts et aux ajoncs fleuris des champs du pays natal qu'un breton n'oublie jamais !

Comment, dans cette vieille statue trouvée à deux pas du château de ce Pierre, IV^e du nom, sire de Rostrenen, le grand ami de saint Yves, le frère de la dame de Pestivien, dont il dirigeait la conscience (1), voir autre chose que son image placée par un des descendants de cette vaillante et pieuse famille cornouaillaise dans la chapelle de Locmaria-Gaudin dont ils étaient fondateurs (2) et qu'ils lui avaient dédiée ?

Nous croyons avoir eu l'heureuse fortune de découvrir la première représentation connue jusqu'ici en Bretagne de notre illustre thaumaturge écolier.

Un mot en terminant, afin de donner à cette étude une conclusion pratique.

Aujourd'hui que l'esprit du mal prend les formes les plus sataniques pour saper les bases essentielles de toute société grande et prospère, en effaçant des institutions et des âmes la notion de Dieu, ne serait-il pas temps de restaurer son ancien culte national dans les écoles ?

Les saints et les héros qu'ils suscitent sont les vrais sauveurs des peuples.

Est-il possible d'imaginer un plus puissant patron au Ciel,

(1) Dépôts de ses enfants Jean et Tiphaine de Pestivien. *Monuments originaux de l'histoire de saint Yves*. Saint-Brieuc, L. Prud'homme, 1887, p. 18 et 47.

(2) Prise de possession de la baronnie de Rostrenen, par Florimonde de Keradoux en 1670. Comtesse du Laz. *La baronnie de Rostrenen*. Vannes, Galles, 1892, p. 157.

un plus parfait modèle sur la terre que celui dont nous avons essayé de faire revivre la jeune et pure figure ?

Nous soumettons donc avec une respectueuse confiance cette œuvre de réparation, éminemment religieuse et patriotique, d'abord à nos évêques si pleins de sollicitude pour l'instruction de la jeunesse !

Aux directeurs chrétiens des écoles de tous les degrés !

Aux pères et mères soucieux, comme la pieuse Azou du Quenquis, d'élever des enfants bons et croyants !

Enfin, à tous ceux, grâce à Dieu nombreux encore parmi nous, qui comprennent que si l'hydre de l'anarchie, plus menaçante que jamais, peut être momentanément enchaînée par la force matérielle qui n'atteint que les corps, elle ne saurait être vaincue dans les âmes que par la foi (1).

C. DE KERANFLEC'H-KERNEZNE.

(1) Les étudiants de Rennes ont déjà donné l'exemple en fondant leur *Conférence Saint-Yves*.



NOUVEAUX DOCUMENTS

SUR

LA GUERRE DE BLOIS ET DE MONTFORT

La *Société de l'Histoire de France* a publié, vers la fin de l'année dernière, une chronique latine jusque-là inédite, intitulée *Chronographia regum Francorum*, Chronique ou *Chronographie des rois de France*. Le manuscrit qui appartient à la Bibliothèque Nationale est du xv^e siècle et semble une copie plutôt qu'un original. La chronique fut écrite ou plutôt commencée à écrire vers 1420. Mais elle a une première partie fort étendue concernant le xiv^e siècle et qui, en ce qui touche la guerre de Blois et de Montfort, a dû être rédigée sur les témoignages et les traditions relatées par des personnages ayant pris part à cette guerre ou au moins très initiés à la connaissance des événements.

Malgré quelques erreurs de date et quelques inexactitudes comme il s'en glisse dans toutes les chroniques, celle-ci est un document sérieux. Elle renferme, sur la guerre de Bretagne, une quarantaine de pages (1), où l'on trouve bon nombre de notions, de faits et de détails curieux que l'on chercherait vainement ailleurs.

Je me bornerai à relever ici deux de ces épisodes qui me semblent — on en jugera — fort intéressants.

L'un est une fabuleuse légende sur la naissance du comte de Montfort, légende qui ne fut pas sans influence sur l'arrêt de Conflans adjugeant la Bretagne à Charles de Blois.

(1) *Chronographia regum Francorum*, éditée par M. H. Moranvillé, t. II, p. 166 à 209.

L'autre est un événement de guerre tout à fait inconnu, d'autant plus curieux qu'il concerne Ancenis et des localités voisines de cette ville.

I

**Fabuleuse légende de la naissance
de Jean de Montfort.**

Arthur II duc de Bretagne, mort en 1312, avait eu trois fils, savoir : 1° *Jean*, qui lui succéda sous le nom de Jean III duc de Bretagne ; 2° *Gui*, qui fut comte de Penthievre, tous deux nés d'une première femme, Marie de Limoges ; 3° un *second Jean*, le plus jeune des trois frères, fils d'une seconde femme Yolande de Dreux, comtesse de Montfort l'Amauri, et qui est connu sous le nom de Jean comte de Montfort.

Jean III duc de Bretagne mourut sans enfant le 30 avril 1341. Si son frère Gui avait vécu à ce moment, il lui aurait succédé sans contestation, étant l'ainé de Jean de Montfort. Mais Gui était mort, laissant une fille, Jeanne de Penthievre, mariée à Charles de Blois. Cette nièce et Jean de Montfort revendiquèrent à la fois, l'un contre l'autre, l'héritage de Jean III, c'est-à-dire le duché de Bretagne.

Montfort, frère du défunt, lui touchait de plus près par le sang et était son héritier naturel. Mais Jeanne de Penthievre réclamait le privilège d'une fiction légale appelée *droit de représentation*, d'après laquelle les enfants d'un frère prédécédé avaient droit à la succession que leur père aurait recueillie s'il avait été vivant. Le droit de représentation, qui n'existait pas dans toutes les provinces de France, était admis en Bretagne dans les fiefs et arrière-fiefs relevant du duc.

Mais la Bretagne était elle-même un fief relevant de la couronne de France, et en droit féodal strict, la succession du fief *servant* (c'est-à-dire ici, de la Bretagne) devait être réglée par la loi du fief *dominant*, c'est-à-dire ici de Paris et de l'Ile-de-France. Or, dans l'Ile-de-France, le droit de représentation n'était point admis ; le droit d'un frère primait *en tout état de cause* celui des neveux et des nièces. C'est là-dessus que Mont-

fort fondait sa revendication du duché de Bretagne, d'autant que depuis 1297 la Bretagne était devenue *pairie* de France, et la plupart des pairies, des grands fiefs de la couronne, repoussaient le droit de représentation.

Oui, — mais Charles de Blois, mari de Jeanne de Penthièvre, étant par sa mère propre neveu du roi de France, cela devait bien finir par faire pencher la balance en sa faveur.

Toutefois, les seigneurs de l'Ile-de-France et la plupart des pairs étant fort opposés au droit de représentation, paraissent avoir été dans le principe favorables au comte de Montfort. D'après notre *Chronographie des rois de France*, Philippe de Valois lui-même aurait d'abord répondu aux réclamations de Charles de Blois : — « Je m'étonne que vous réclamiez le duché de Bretagne, je ne vois pas sur quel motif vous pouvez le faire, puisque le comte de Montfort était frère du duc dernièrement décédé, et qu'il est l'oncle de votre femme. » (*Chronographie*, II, p. 176).

Ainsi le roi de France aurait nettement repoussé, en la circonstance, l'argument tiré du droit de représentation, et alors Charles de Blois lui-même, au lieu de s'en aider, se serait avisé, selon la *Chronographie*, de raconter au roi l'histoire qui suit :

« Le comte de Montfort (aurait-il dit) était frère du duc qui vient de mourir, mais non pas son frère de père, car son père fut séparé de sa mère comme je vais vous l'expliquer.

« Le duc de Bretagne, père de Jean III, dernièrement décédé, vécut d'abord longtemps avec sa femme sans avoir d'enfants, ce qui les désolait tous deux. Pour en obtenir, il fit le vœu, si Dieu lui en accordait, d'aller avec son armée venger sur les Turcs la mort du Christ. Dieu entendit ses prières ; peu de temps après, sa femme mit au monde le duc Jean III qui vient de mourir, et l'année suivante un autre fils, qui reçut le nom de Gui et qui fut le père de ma femme.

« Quand la duchesse fut bien rétablie, le duc, pour acquitter son vœu, se mit en mer avec dix mille soudoyers (*cum decem milibus soldariis*) ; tant il navigua qu'il finit par débarquer à Damiette, en Egypte, et assiégea aussitôt cette ville. Mais le Soudan d'Egypte, survenant avec une armée immense, se jeta sur les chrétiens, qui furent tous tués ou faits prisonniers. Du nombre de ces derniers fut le duc, qu'on plongea dans une

obscur prison, où il resta dix ans ou davantage ; en sorte que les barons de Bretagne, le croyant mort, après en avoir délibéré, obligèrent la duchesse son épouse à se marier malgré elle au comte de Montfort, dont elle eut un fils encore vivant, qui est le comte Jean de Montfort. Ainsi en effet, il y eut trois frères : le duc Jean III (dernier décédé), Gui père de ma femme : ces deux-ci frères de père et de mère ; et le comte de Montfort (frère de mère seulement), lequel, à cause de cela, n'a rien à réclamer dans le duché de Bretagne, et est seulement héritier du comté de Montfort.

« Il arriva enfin, par la volonté de Dieu, que le duc qui était allé en Egypte fut délivré de la captivité des Sarrasins de la manière suivante. Un roi de cette nation, s'étant mis à faire la guerre au Soudan, ravagea et brûla son pays. Le Soudan lui proposa de choisir, chacun d'eux, un champion ; ces deux champions se livreraient un duel à mort ; celui des deux souverains dont le champion serait vaincu dédommagerait l'autre de tous ses frais de guerre et lui remettrait son pays en bon état. Cette proposition fut acceptée ; mais le Soudan ne put trouver dans son pays personne qui voulût être son champion, ce qui l'affligea grandement.

« Pendant qu'il songeait aux moyens de se procurer un combattant, le souvenir lui vint du chrétien qu'il tenait depuis si longtemps dans les fers. Il l'envoya chercher, et le duc, tout maigre, tout pâle, s'étant présenté devant lui, le Soudan lui demanda s'il oserait de se battre en duel contre un Sarrasin. Le duc répondit que, quand il y en aurait quatre, il ne reculerait pas, et qu'il était tout prêt à les combattre.

« Le Soudan, extrêmement joyeux, lui fit prendre des bains, lui donna pendant huit jours tout ce qu'on put trouver de meilleur à boire et à manger. Puis vint le duel : le duc, couvert de ses armes, vainquit son adversaire et le ramena pieds et poings liés. Le Soudan fut si content qu'il embrassa le duc, lui donna, en or le plus pur, la charge de quatre chevaux, et le renvoya libre en son pays avec tous les chrétiens qui étaient alors prisonniers en Egypte.

« Le duc à son retour s'arrêta dans un château à l'entrée de la Bretagne, d'où il envoya un messager à sa femme pour lui annoncer son arrivée. La dame, stupéfaite, très repentante

de ce qu'elle avait fait, demanda au duc une sauvegarde pour aller vers lui et en revenir. Très étonné d'une pareille demande, le duc toutefois la lui accorda. Accompagnée de son second époux, le comte de Montfort-l'Amauri, et de plusieurs autres seigneurs, la duchesse se rendit près du duc et lui conta comment, par la volonté de ses barons, elle avait été mariée au comte de Montfort. Le duc se borna à répondre : « Allons trouver le Souverain Pontife ; quoi qu'il ordonne, nous obéirons. »

« Tous d'accord, ils allèrent donc trouver le pape et lui racontèrent ce qui s'était passé. Alors le pape dit à la duchesse :

— « Ma fille, quoique le comte de Montfort ne soit pas véritablement votre mari, si vous avez eu de lui des enfants, nul n'a le droit de vous en blâmer. Retournez avec le duc, votre premier époux : la raison le veut, et moi je vous l'ordonne. Vous, comte de Montfort, rentrez dans votre seigneurie ; emmenez avec vous le fils que vous avez eu de cette dame, et reprenez tous les biens que vous lui avez apportés. »

« Conformément à cette décision apostolique, ils revinrent à Nantes et y firent une grande fête, après laquelle le comte de Montfort se retira dans son comté, dont est aujourd'hui seigneur Jean de Montfort.

« Peu de temps après, ce duc de Bretagne qui avait été en Egypte maria son fils Gui, lequel vécut peu et laissa une fille unique, aujourd'hui ma femme. Enfin ce duc étant mort, il eut pour successeur dans le duché son fils aîné Jean III, frère germain de Gui mon beau-père. Jean III venant de mourir sans enfant, je réclame actuellement du chef de ma femme le duché de Bretagne, et d'après ce que je viens de vous dire (conclut Charles de Blois en s'adressant au roi de France), il est plus clair que le jour que Jean de Montfort n'a absolument rien à y prétendre. Au reste (aurait-il ajouté, toujours selon la *Chronographie*), j'ai par devers moi des lettres munies du sceau de Bretagne relatant expressément tous ces faits, et beaucoup de gens du pays encore vivants s'en souviennent très bien (1). »

(1) Nous avons textuellement traduit ce récit de la *Chronographia regum Francorum*, II, p. 176 à 179.

Inutile de dire que cette histoire est une fable fabriquée de toutes pièces ; que jamais le père de Jean III n'alla en Egypte ; que la mère de Jean de Montfort n'eut point deux maris ; que c'est son mari au contraire, le duc Arthur II (père de Jean III, de Gui et Jean de Montfort), qui eut deux femmes ; et ce qui est assez curieux, c'est que Jean de Montfort, au lieu d'être (comme on le dit ici) frère de Jean III seulement par sa mère, ne l'était au contraire que par son père.

Cette légende grossière était donc très mal construite. Il n'est pas croyable que Charles de Blois ait osé la débiter au roi, qui avait tous les moyens de connaître la vérité, qui devait même la savoir mieux que personne. Mais il est certain aussi que cette fable extravagante fut répandue de tous côtés en France (non en Bretagne), et qu'elle y trouva une créance si générale, que Froissart dans ses *Chroniques* la mentionne comme une vérité constante : La comtesse de Penthièvre, femme de Charles de Blois « estoit (dit-il) plus prochaine [du « duc défunt] que li contes de Montfort, *qui estoit d'un autre « père qui onques n'avoit esté duc de Bretagne* (1). » Avant la publication de la *Chronographie* et de la légende insensée que je viens de traduire, ce passage de Froissart était une énigme, on ne parvenait pas à l'expliquer. Aujourd'hui, rien de plus clair : c'est l'écho de cette étrange fable, qui est acceptée ici par le chroniqueur sans le moindre signe de doute, comme un point admis par tous, qu'il suffit de rappeler.

Mais pourquoi avait-on pris la peine d'inventer, de propager activement cette bourde effrontée et colossale ? J'en ai déjà laissé entrevoir la cause. La plupart des pairs de France, qui allaient être appelés à statuer sur les prétentions rivales de Blois et de Montfort, n'admettaient point le *droit de représentation*, fiction légale à leurs yeux injustifiable, et cependant titre unique des prétentions de Jeanne de Penthièvre. Charles de Blois, malgré sa proche parenté royale, était donc fort exposé à succomber devant ce tribunal sans appel. Si l'on pouvait persuader aux juges que Jean de Montfort n'était même pas du sang de Bretagne, c'est lui au contraire qui serait repoussé, battu à coup sûr, avec risée et mépris universel.

(1) Froissart, édition Luce, t. II, p. 106, cf. p. XXXVIII, note 1.

Mais comment fut-il possible d'imposer un tel mensonge à la crédulité du public? — C'était là, au xiv^e siècle, un résultat beaucoup plus facile à atteindre qu'aujourd'hui. L'imagination des hommes de ce temps, loin de se défier du merveilleux, l'accueillait avec faveur. En dehors du roi, qui par son administration avait des moyens d'information s'étendant à peu près à toute la France, il n'y avait, pour ainsi dire, pas de communication de province à province. Les gens, les seigneurs de l'Île de France, de la Bourgogne, de la Champagne et du reste du royaume, ignoraient ce qui se passait en Bretagne, tout autant que nous, sans la poste, les journaux, le télégraphe, nous ignorerions absolument ce qui se passe en Chine. En fait, d'ailleurs — le texte de Froissart cité plus haut le prouve — cette fable fut admise en France (sinon en Bretagne) comme vérité constante par l'opinion publique, y compris celle des juges chargés de trancher le différend entre Blois et Montfort.

Jean de Montfort en effet — c'est encore la *Chronographie* qui nous l'apprend — Jean de Montfort, dès le lendemain de ce jugement, reprochait à Charles de Blois de l'avoir obtenu en gagnant les pairs de France par ses présents et les trompant par les fables qu'il leur avait débitées (1).

La *Chronographie* atteste encore que Charles de Blois ne se faisait aucun scrupule de noircir son adversaire, soit auprès du roi, soit auprès des pairs, par des accusations plus que hasardées, lui imputant, par exemple, d'avoir dit, avant l'arrêt de la cour des pairs, que lui Montfort ne ferait pas hommage de la Bretagne à la couronne de France (2) : propos parfaitement invraisemblable.

Et notez que la *Chronographie*, qui rapporte tout cela, est constamment inspirée par l'esprit français, constamment favorable à la France et, dans la querelle de Bretagne, dévouée à la cause de Charles de Blois. Son témoignage ne peut donc être récusé.

(1) « Comes Montisfortis respondit quod ipse (Karolus Blesensis) non evaderet de manibus suis, propter ducatum Britannie, quem sibi abstulerat nugas [par des fables] et muneribus oblatiis paribus Francie, qui propter hoc adjudicaverant ducatum Britannie uxori sue. » (*Chronographia regum Francorum*, t. II, p. 191-192).

(2) *Chronographia*, II, p. 183.

Or ce témoignage jette un jour nouveau, fort inattendu, sur la décision souveraine qui admit les prétentions de Jeanne de Penthièvre au duché de Bretagne et repoussa celles de Jean de Montfort.

Cette décision, connue sous le nom d'*arrêt de Conflans*, fut rendue en effet à Conflans près Paris, par la cour des pairs de France, le 7 septembre 1341.

Jusqu'ici on avait vu seulement dans cette décision le résultat de la faveur ouverte accordée par le roi à son neveu Charles de Blois et de l'influence personnelle, directe, du roi sur la cour des pairs. Cela faisait déjà de l'arrêt de Conflans une œuvre où la justice n'avait guère de part.

Aujourd'hui c'est bien pis. Après les révélations de la *Chronographie*, on ne peut douter que le motif latent mais décisif de cet arrêt fut la conviction, portée par la fabuleuse légende dans l'esprit des juges, que Jean de Montfort était étranger au sang de Bretagne. Ce qui fait de cette sentence féodale un acte essentiellement caduc et même passablement ridicule, puisqu'elle était fondée sur une grossière erreur de fait.

II

- Le sac d'Ancenis et le siège du château de Lymo.

L'arrêt de la cour des pairs donnait le duché de Bretagne à Jeanne de Penthièvre ; restait à exécuter cet arrêt.

Dans les mois de juin et de juillet 1341, Jean de Montfort, à la tête d'une armée assez peu nombreuse, mais solide et résolue, avait fait à travers la Bretagne une chevauchée qui, moitié par persuasion ou négociation, moitié par force, avait déterminé en sa faveur un mouvement très prononcé, dont le résultat l'avait rendu maître des principales villes, comme Rennes, Nantes, Vannes, Brest, Quimper, de la plupart des places du domaine ducal et de plusieurs autres, y compris même la capitale du comté de Penthièvre, Lamballe.

Les grandes familles de l'aristocratie bretonne, Rohan, Laval, Dinan, etc., étaient attachées à la cause de Charles de

Blois ; mais si Montfort n'avait pour lui que très peu des grands barons (Hervé de Léon dans le principe et toujours la maison du Chastel), dans la petite noblesse et la bourgeoisie il comptait beaucoup de partisans, et la Bretagne bretonnante — par crainte et par éloignement de la France dont Blois était le protégé — tenait en grande majorité pour Montfort (1).

Impossible donc de se le dissimuler : l'arrêt de Conflans ne pouvait avoir la vertu de donner à Charles de Blois la réelle possession du duché de Bretagne ; il fallait y joindre le glaive ; c'était une conquête à faire de toutes pièces.

Charles de Blois demanda donc au roi son oncle (Philippe de Valois) de lui donner une armée pour assurer l'exécution de l'arrêt de Conflans. Et le roi, qui aimait beaucoup son neveu, lui forma une belle armée de dix mille hommes, ayant en tête toute la fleur de l'aristocratie et de la chevalerie française commandée par le fils aîné du roi qui portait alors le titre de duc de Normandie et qui plus tard fut le roi Jean. Il était assisté entre autres du duc d'Alençon, oncle de Charles de Blois, du comte de Blois, son frère, du duc de Bourgogne, du roi de Navarre (Philippe d'Evreux), du duc de Lorraine, du duc d'Athènes, du duc de Bourbon, du comte de Vendôme, du comte d'Eu, connétable de France, du sire Bertrand de Bricquebec, maréchal, etc., etc.

Tous ces beaux seigneurs allaient à l'envi, comme à une fête, à cette expédition de Bretagne, où il semblait y avoir plus de gloire et de profit à gagner que de péril à craindre. Car on ne voyait pas bien ce que Montfort pourrait opposer à toute cette nombreuse, vaillante, brillante chevalerie.

La concentration de cette belle armée se fit à Angers du 10 au 15 octobre 1341 (2). Elle entra aussitôt en Bretagne par Ancenis, où le duc de Normandie établit son quartier général, et où il resta deux jours, selon la *Chronographie*, qui à cette

(1) La *Chronographie* confirme le fait attesté par plusieurs autres chroniqueurs. Ainsi le continuateur anonyme de Guillaume de Nangis dit en parlant de Montfort : « Habebat magnam partem *Britannie britannisantis* pro se » (édit de la Société de l'hist. de France, t. II, p. 188). Et notre *Chronographie* : « Erant in *Britannia briannata* multe ville et multa castra que se tenebant sub comitibus Montisfortis. » (t. II, p. 204).

(2) Voir *Chronographia reg. Franc.*, II, p. 186, note 1.

occasion nous apprend qu'Ancenis était alors « une assez bonne ville », c'est-à-dire assez bien fortifiée, « munie d'une tour d'une force extraordinaire » : *Villam satis bonam, in qua erat turris immodice fortitudinis* (*Chronographia*, II, p. 187). Ce formidable donjon pouvait bien être l'œuvre du roi d'Angleterre, Henri II qui, en 1174, avait beaucoup augmenté les fortifications de cette place.

*
* *

Quoiqu'il en soit, après s'être arrêtés deux jours à Ancenis, le duc de Normandie et son armée passèrent outre, se dirigeant sur Nantes. L'accueil fait aux Français à Ancenis avait été tel qu'ils jugèrent tout à fait superflu d'y laisser une garnison pour s'assurer de la place. S'ils avaient su faire la guerre, ils n'eussent pas manqué pourtant de prendre cette précaution, d'autant plus qu'à petite distance d'Ancenis (à 6 kilomètres) de l'autre côté de la Loire, l'ennemi tenait un poste extrêmement fort, le château de Châteauceaux (1), où il avait mis une bonne garnison commandée par deux braves chevaliers, Milès et Waleran, et d'où il pouvait fort aisément s'élancer pour faire des coups de main sur tout le pays environnant.

Le bon accueil fait aux Français par les gens d'Ancenis irrita contre eux la garnison de Châteauceaux qui résolut de le leur faire payer le plus cher possible. La nuit même qui suivit le départ du duc de Normandie, quand son arrière-garde était à peine hors des faubourgs d'Ancenis, Milès et Waleran prenant avec eux quarante hommes déterminés, bien armés, remontèrent la Loire en barques, descendirent au port d'Ancenis que nul ne gardait, et de là entrant dans la ville au point du jour sans trouver la moindre résistance, enfonçant les portes des maisons, ils massacrèrent dans leurs lits bon nombre d'habitants. pillèrent tout ce qui avait quelque valeur, allumèrent un incendie qui brûla quatre cents maisons, et enfin, chargés de butin et de prisonniers tant que leurs bar-

(1) On écrit aujourd'hui *Champtoceaux*, orthographe des plus fautives, puisque le nom original, en latin *Castrum Celsum*, ne peut donner d'autre forme française régulière que *Châteauceaux*, qui a existé longtemps au moyen âge.

ques en pouvaient tenir, se remirent en Loire et, se laissant aller au fil de l'eau, rentrèrent dans leur fort sans accident. Tout cela s'était fait en quelques heures.

Pendant ce temps des bandes de malheureux Ancenisiens, effarés, épouvantés, s'étaient enfuis vers l'armée française qui venait de les quitter et avaient imploré son secours. Mais quand le détachement envoyé par le duc de Normandie arriva dans la ville, on eut beau fouiller toutes les maisons, tous les coins, on n'y put trouver un seul des gens de Châteaueaux : tous étaient partis et en sûreté.

Cette histoire du sac d'Ancenis n'est connue que par le récit de la *Chronographie* (1); aucun historien jusqu'à présent n'en avait parlé.

*
* * *

Ce cruel événement eut au moins un résultat utile. Les chefs de l'armée française, impatients d'arriver à Nantes où ils rêvaient de grands exploits, pressés d'ailleurs par la saison déjà avancée, n'avaient pas songé d'abord à attaquer Châteaueaux, dédaigné par eux comme « une quantité négligeable », bien que cette place, laissée aux mains de Montfort, les eût certainement beaucoup gênés pour faire le siège de Nantes — l'ennemi pouvant de là les prendre à dos, harceler leur camp tout à son aise, et troubler toutes leurs opérations. La razzia exécutée sur Ancenis força le duc de Normandie à assiéger Châteaueaux, pour en tirer vengeance.

La place était importante, forte et bien défendue. Le siège dura un peu plus de quinze jours : commencé vers la mi-octobre, il ne finit qu'après la Toussaint (2), par la prise du château. La *Chronographie des rois de France* ne nous apprend sur ce siège aucun fait nouveau. — Mais pour assaillir cette place, il n'était pas besoin de toute l'armée française ; pendant qu'une partie la tenait bloquée, le reste, partagé sous divers chefs en détachements plus ou moins forts, courait la campagne cherchant aubaine, soit du butin, soit des coups

(1) *Chronographia regum Francorum*, t. II, p. 187.

(2) *Ibid.* p. 187 note 2, p. 190, p. 192 note 1.

d'épée, en un mot des aventures de guerre. — Dans le nombre, la *Chronographie* nous en raconte une, restée jusqu'ici absolument ignorée et qui est fort intéressante.

Jean de Monfort était habile. Se voyant sur le point d'être attaqué par des forces supérieures, il avait préparé, pour tenter de les arrêter, un système de fortifications provisoires, — on dirait aujourd'hui, d'ouvrages de campagne.

Ainsi, à mi-chemin entre Ancenis et Nantes, devant la grosse bourgade de Carquefou — où il n'y eut jamais, quoi qu'on en ait dit, de château véritable, — Montfort avait creusé des fossés, dressé des retranchements, des barrières palissadées, munies de ces tours en bois très usitées au XIV^e siècle, connues sous le nom de *bastilles* ou de *bretèches* ; en un mot, il avait établi là une sorte de camp retranché, de gros fort de campagne, capable de couvrir la place de Nantes, ou tout au moins de la garantir d'une surprise, d'une attaque à l'improviste.

De même, prévoyant comme très probable le siège de Châteaueaux, il avait voulu se ménager à peu de distance de cette place un point fortifié, d'où il pût utilement la secourir et tomber à toute minute sur les assiégeants. A cette fin il avait fait dresser à une lieue de Châteaueaux, en un lieu appelé aujourd'hui L'Humeau (1), un autre fort de campagne dans le genre qu'on vient d'indiquer, mais très soigné, très bien remparé, avec barrières extérieures, première enceinte ou basse-cour, corps de place, donjon ou grosse tour, petites tours, etc. Bref cela valait un vrai château. Aussi la chronique qui nous révèle l'existence de cette petite forteresse — la *Chronographie des rois de France* — l'appelle sans hésiter le « château de Lymo » (2) — et bien qu'assez défectueuse,

(1) L'Humeau est aujourd'hui une simple ferme de la commune de Varenne, canton de Champtoceaux (Châteaueaux), Maine-et-Loire. L'identification du Lymo de la *Chronographie* et du village actuel de L'Humeau est due à l'érudit et ingénieux éditeur de la *Chronographie*, M. Henri Moranvillé, (voir t. II, p. 188, note 2); nous l'admettons volontiers, quoique la *Chronographie* mette Lymo à 3 lieues de Châteaueaux et que L'Humeau n'en soit éloigné que de 4 kilomètres. Mais les chiffres de la *Chronographie* sont très sujets à caution.

(2) Lymo ou L'Humeau, pour L'Humeau,

nous conserverons ici cette forme du nom, puisqu'elle nous est fournie par le document servant de base à notre récit. — Montfort avait mis dans Lymo cent cinquante hommes sous les ordres d'un routier de guerre très déterminé appelé Mannian (1), qui défendait vaillamment la place.

* * *

Charles de Blois de son côté s'ingénia à rendre vaines les mesures de défense imaginées par son adversaire. Avec un détachement d'un millier d'hommes environ, où figuraient près de lui en première ligne le comte de Blois, son frère, le duc de Bourbon, Louis d'Espagne, le comte de Guines, fils du connétable de France, et plusieurs autres grands seigneurs, il se lança un beau jour sur le camp de Carquesou, où il n'y avait que très peu de monde, l'emporta presque sans résistance, y mit le feu et le brûla de fond en comble, y compris même la bourgade que le fort devait protéger (2).

Peu de temps après, encouragé par cet exploit, le même détachement, toujours sous les ordres de Charles de Blois, alla assiéger le château de Lymo. Malgré la forte résistance opposée à leur impétueuse attaque, les Français réussirent à combler le fossé de la première enceinte, en brûlèrent les barrières, et attaquant le corps de la place, assaillirent la grosse tour dans laquelle les assiégés avaient eu à peine le temps de se sauver. Le capitaine, voyant alors qu'il ne pouvait tenir longtemps, expliqua à ses soldats que Charles de Blois était le légitime duc de Bretagne et leur conseilla de lui rendre le fort, sous la condition d'avoir vie et bagues sauvées. Les ayant persuadés, il se mit du haut du rempart à parlementer avec Charles lui-même, qui accorda la capitulation demandée (3),

(1) Mannianus dans la *Chronographia*, II, p. 188. Si l'on était sûr que ce fût un Breton ou un Français, on traduirait ce nom par *Magnan*, *Maignan* ou *Le Maignan*. — Mais ce pouvait être un Anglais, car Montfort, on le sait, en avait beaucoup à son service.

(2) *Chronographia reg. Franc.*, Ibid.

(3) « Cumque per murum locutus esset Karolo, idem Karolus annuit ei petitionem suam » (*Chronographia reg. Franc.*, II, p. 188). L'histoire du siège du château de Lymo remplit près de cinq pages de la *Chronographie*, II, p. 188 à 192.

et aussitôt le capitaine descendit de la tour, les clefs en main, pour les livrer au prince et pour lui jurer fidélité.

En cet instant, la sentinelle postée dans l'échauguette au haut de la grande tour découvrit à quelque distance chevauchant par la plaine une troupe de gens de guerre qui venait de l'Ouest, c'est-à-dire probablement de Nantes, et dans les rangs de laquelle elle crut reconnaître la bannière de Montfort.

C'était en effet le comte de Montfort à la tête d'une troupe pas bien nombreuse, quelque chose comme quinze cents hommes — car après les garnisons qu'il était obligé de mettre dans ses places, il ne lui restait pas de grandes forces pour tenir la campagne. Sa marche n'avait pas pour cause le siège de Lymo, dont la nouvelle n'avait pu encore lui parvenir. Il était attiré de ce côté par un autre siège, celui de Châteauceaux, qui lui causait forcément beaucoup d'inquiétude. Il venait dans l'intention de s'établir à Lymo avec son petit corps d'armée, et de tenter de là les derniers efforts pour secourir et délivrer Châteauceaux.

* * *

Cependant du haut de sa tour, la sentinelle, bien certaine maintenant de ne pas se tromper et de voir s'avancer là-bas une troupe du parti de Montfort, cria avec empressement cette nouvelle à la garnison de Lymo, dont les soldats coururent l'annoncer à Mannian, leur capitaine, qui avait fait baisser le pont-levis et était en ce moment hors de la place, de l'autre côté du pont, à régler la capitulation avec les princes français. Ceux-ci dans le moment même, apprenant la même nouvelle par leurs éclaireurs, sentirent qu'il n'y avait pas de temps à perdre et s'emparant du pont se jetèrent dans le fort au nombre d'environ un millier d'hommes (1). Le capitaine, qui ne savait pas les Français instruits de l'approche de Montfort, fut très étonné de cette brusque attaque et rentrant lui-même dans la place avec les siens :

— Ma foi, dit-il aux Français, vous avez bien fait d'entrer

(1) La *Chronographia* parle d'abord de 400 hommes, puis de 600, soit 1,000 en tout. (Voir t. II, p. 189).

ici ; si vous aviez encore attendu un peu vous n'y seriez entrés que morts ou pris par ceux de là-bas qui viennent de Nantes. Moi-même je n'eusse pas été mieux que vous, car pour n'avoir pas gardé la fidélité due à mon seigneur, j'ai mérité la mort.

— Rien de plus vrai, lui répondit Charles de Blois, aussi n'aurai-je jamais en vous aucune confiance.

A ces mots, saisissant le capitaine, il le fait pendre haut et court au haut de la tour, pendant que l'on massacrait jusqu'au dernier soldat toute la garnison mise dans Lymo par Montfort. La cause de cette exécution est très évidente : les Français craignaient que ces hommes, traîtres une première fois, ne le devinssent plus aisément encore une seconde et ne les vendissent à Montfort pour se sauver eux-mêmes. Mais pour parer à ce péril, ne pouvait-on pas simplement les chasser du fort ? Et quand on songe qu'un instant auparavant les princes français avaient solennellement promis de respecter la vie de ces malheureux et que c'est grâce à cette promesse qu'ils avaient pu se soustraire au glaive de Montfort en entrant dans la place, on a beau chercher, on ne peut trouver nul moyen, nul prétexte pour excuser ce massacre, œuvre d'une cruauté hideuse et d'une frayeur affolée.

*
* *

Cependant bientôt après, Jean de Montfort arrive avec ses troupes sous les murs de Lymo. La première chose qu'il voit c'est, tout au haut de la grande tour, le corps de Mannian, son capitaine, tristement ballant à la potence. Tout naturellement il voit dans ce supplice la preuve que le capitaine a défendu fidèlement, énergiquement, le poste confié à sa garde ; il jure de le venger sur Charles de Blois et sur les autres princes français.

Tout cela se passait le 1^{er} novembre 1341, jour de la Toussaint, la *Chronographie* l'affirme positivement ; et malgré la solennité de cette grande fête, Montfort passe toute la soirée à préparer l'assaut du réduit où étaient retirés les Français. C'était le donjon, la grande tour du fort, abondamment garnie de vivres, pain, vin, viande, mais dont la force

de résistance, surtout après les récents assauts subis par ses murailles, n'était pas à la hauteur de cette plantureuse victuaille.

Le lendemain matin, Montfort décidé à rester là tant qu'il le faudrait pour prendre la place, commença par faire creuser un fossé autour des lignes où étaient établis les assiégeants, afin de rompre l'attaque du duc de Normandie s'il lui prenait fantaisie de venir au secours des siens. Puis, ayant comblé de terre le fossé qui défendait la grande tour, il fit attaquer le rempart avec le bélier, la hache et tous les moyens possibles. Beaucoup d'assaillants périrent dans cette opération ; mais enfin une brèche fut pratiquée dans le rempart, tout au plus assez large pour laisser passer quatre hommes de front. Montfort ne voulant pas attendre plus longtemps, lança ses hommes à l'assaut. On conçoit quel avantage avaient ceux de dedans qui pouvaient opposer aux agresseurs un front bien plus étendu, dont tous les traits, tous les coups convergeaient sur les quatre malheureux assaillants. La *Chronographie* prétend qu'il périt là 500 Bretons de Montfort contre 80 Français seulement ; les nombres étant la partie fantaisiste de cette chronique, il n'y a pas lieu de s'arrêter à ceux-ci ; tout ce qu'on en doit retenir, c'est que la perte des assaillants fut considérable ; mais enfin ils s'établirent dans le donjon et en chassèrent les Français réduits à se réfugier dans une tour moindre et moins forte, où ils se défendirent jusqu'au soir du 2 novembre.

Montfort, alors, cessa les attaques, installa tout son monde dans le château et changea le siège en blocus.

* *

Le résultat de ce blocus ne devait guère tarder, car toute la provision de vivres était dans la grande tour que les Bretons venaient de prendre. Dans celle, au contraire, où les Français s'étaient réfugiés, où ils étaient maintenant cernés à n'en pouvoir sortir, ils n'avaient rien à se mettre sous la dent. Aussi, dès le lendemain matin, s'étant rendu compte de cette situation, les princes et seigneurs français échangèrent de douloureux gémissements, — ne voyant à leur détresse d'autre issue que la mort ou la prison, une mort affreuse par la faim, une cruelle prison aux mains d'un ennemi irrité.

Cette dernière alternative étant, après tout, plus acceptable que l'autre, Charles de Blois envoya proposer à Jean de Montfort de le recevoir, lui et tous ses compagnons, prisonniers à rançon. Il y avait là une vingtaine des premiers et plus riches seigneurs de France ; leur rançon eût pu remplir deux ou trois fois le trésor d'un roi. Montfort répondit :

— Pour les autres, je verrai ce que je dois faire ; quant à messire Charles, il ne se sauvera pas de mes mains. Il m'a volé le duché de Bretagne avec les fables qu'il a débitées aux pairs de France, avec l'argent dont il les a gorgés pour acheter leur sentence. Cette sentence ne lui rapportera pas un denier. Avant ce soir il mourra (1).

Charles tenta alors de faire appel au sentiment chevaleresque de Montfort. Il lui fit demander un duel, un duel solennel, sorte de jugement de Dieu entre les deux prétendants, chacun d'eux s'engageant, s'il était vaincu, à céder à l'autre sans lutte, sans contestation, le duché de Bretagne.

Proposition, il faut bien l'avouer, plus naïve encore que chevaleresque : Montfort eût été bien simple de l'accepter, quand il avait vu la veille, par le gibet de son capitaine de Lymo, avec quelle douceur Charles traitait ses adversaires ; quand aujourd'hui lui Montfort avait tout lieu de tenir pour certain que son ennemi capital ne pouvait lui échapper.

Aussi se borna-t-il à répondre :

— Puisque je tiens messire Charles en mon pouvoir, j'entends faire de lui à mon plaisir.

Et en même temps, irrité de ces pourparlers, impatienté de tous ces délais, il ordonna de pousser une nouvelle attaque à fond contre le dernier asile des Français. Ceux-ci, du haut de la plate-forme de la tour, eurent beau lancer sur les assaillants toutes sortes de projectiles désagréables ; les assaillants n'en tenant compte réunirent tous leurs efforts contre la porte ; à coups de poutres et de barres de fer ils réussirent enfin à la briser. Et déjà par l'ouverture béante un flot de Bretons se précipitait dans la tour, quand, dans ce siège si mouvementé, une nouvelle et dernière péripétie se produisit tout à coup.

(1) *Chronographia reg. Franc.* II, 191-192.

* * *

Le soir du 2 novembre, deuxième jour du siège, un éclaireur (*speculator*) ou, si l'on veut, un espion de Jean de Montfort, qu'il avait envoyé quêter des nouvelles au camp des Français devant Châteauneuf, lui en rapporta deux, dont l'une était de nature à le réjouir et l'autre à l'inquiéter fort.

La première, c'est que le duc de Normandie et tous les seigneurs français, ignorant complètement le sort de Charles de Blois et de ses compagnons, étaient dans l'affliction la plus profonde, et convaincus qu'ils devaient être morts ou prisonniers, ne sachant d'ailleurs où aller les chercher, ne songeaient pas à leur porter secours.

Par contre, Milès et Waleran, les deux capitaines chargés par Montfort de la garde de Châteauneuf, à bout de forces après une très belle défense et n'entendant point parler de secours, étaient disposés à se rendre, la vie sauve.

Aussitôt Montfort leur fit écrire une lettre les priant instamment de tenir encore quelques jours, leur expliquant que la capture des princes et grands personnages qu'il tenait à discrétion dans Lymo, allait lui donner le moyen d'imposer aux ennemis la levée du siège de Châteauneuf, peut-être même de finir la guerre d'un coup.

Il fit tout de suite repartir l'espion, avec ordre de profiter des ténèbres de la nuit pour pénétrer dans Châteauneuf et remettre son message aux deux vaillants capitaines. L'espion, arrivé devant la forteresse, cherchait à descendre dans les fossés pour pénétrer dans la place, quand la lune se levant éclaira les abords du château. Une des sentinelles du camp français, découvrant cet homme d'allure suspecte, s'élança sur lui et sans plus d'explication voulait le tuer. Le pauvre diable demanda grâce ; la sentinelle se mit à l'interroger : — Qui était-il ? Que venait-il faire là à pareille heure ? Et sur ses réponses confuses, embarrassées, elle le fouilla ; jugeant tout naturellement sa bourse de bonne prise, elle voulut voir ce qu'elle contenait et y trouva, entre autres choses, les lettres de Jean de Montfort pour les capitaines de Châteauneuf. Evidemment c'était là un messenger, un message d'import-

tance. La sentinelle se décida donc à lui laisser la vie ; le lendemain matin elle le présenta, avec ses lettres, au chef de l'armée française, le duc de Normandie.

Par la lecture des lettres, par les aveux qu'il tira du prisonnier, le duc sut bien vite en quel péril se trouvaient Charles de Blois et son frère le comte de Blois, le duc de Bourbon, Louis d'Espagne et vingt autres seigneurs de premier ordre, ses parents, ses amis les plus chers. Aussitôt il fait sonner dans le camp les trompettes, prend avec lui tout ce qui n'est pas pour l'instant nécessaire au siège (soit environ six mille hommes), et s'élance au grand galop sur le chemin de Lymo. A ses côtés galopait le connétable de France, le comte d'Eu, dont le fils (le comte de Guine) était bloqué dans Lymo, et qui avait fait vœu de ne boire ni manger avant de l'avoir délivré, lui et ses compagnons.

Cette armée, car c'en était une, tomba sur Lymo comme un ouragan, juste au moment où (nous l'avons vu) les Bretons, venant de détruire la dernière défense qui protégeait encore les Français, allaient se précipiter en masse dans la tour.

Dès qu'ils virent le duc de Normandie avec ses gros bataillons, — coup de théâtre, changement de décor, et de la part des Bretons volte-face rapide, instantanée. Leur infériorité numérique était telle qu'une lutte aurait été une folie. Sans le fossé que Montfort avait pris soin la veille de faire creuser autour de ses lignes et qui arrêta un peu le duc de Normandie, la petite troupe de Montfort eût été écrasée net.

Le comte profita de ce répit pour rallier les siens et enfla lestement la route de Nantes. Une partie des Français s'amuserent à le poursuivre, espérant le prendre. Ils réussirent seulement à occire quelques trainards. Montfort, avec le reste, rentra sans peine dans sa capitale.

En revanche, le duc de Normandie rasa le fort ou château de Lymo, et Châteauceaux se rendit aux Français quelques jours après.

*
* * *

Quant à Lymo (ou L'Humeau) il n'en est plus question depuis lors dans l'histoire, tout comme précédemment jamais n'en

avait été mention. La vie historique de ce lieu tient tout entière dans le drame militaire qui dura trois jours et que nous venons de raconter.

Mais voyez à quoi tient le sort des choses. Et le nom de Lymo et le souvenir de cet épisode dormaient absolument oubliés depuis cinq siècles et demi, ensevelis dans la poussière d'un vieux et vénérable bouquin, pendant longtemps relégué, dans la classe de ceux dont on a dit :

Sacrés ils sont, car personne n'y touche.

Mais arrive un esprit jeune, chercheur, ingénieux et érudit (1) ; il lit le manuscrit, il le publie. Aussitôt, avec tous ses traits heurtés, sa couleur tranchée, originale ; avec ses personnages et toutes ses péripéties, ce vieux et curieux drame ressuscite, et peut-être me saura-t-on à moi-même quelque gré de l'avoir évoqué ici au grand jour de l'histoire.

D'autant qu'à l'étudier de près, il pose une question intéressante, en ajoutant un nouveau chapitre au Recueil bien connu des *Grands événements produits par les petites causes*.

En effet, si le messager de Jean de Montfort envoyé à Châteauceaux n'avait pas été trahi par l'indiscrétion du clair de lune, Charles de Blois fût tombé le lendemain pieds et poings liés au pouvoir de son rival. Celui-ci, quoi qu'il en eût dit, ne l'aurait pas tué, mais il aurait mis sa vie à prix, et le prix c'était le duché de Bretagne. Pour sauver, l'un son neveu, l'autre son mari, Philippe de Blois et Jeanne de Penthièvre auraient accepté ce marché. Montfort eût été duc sans combat.

Dès lors, plus de guerre de Blois et de Montfort, c'est-à-dire vingt-trois ans de calamité épargnés à la pauvre Bretagne. Car c'est là, entre autres, ce que lui rapporta ce clair de lune.

Mais dès lors aussi, plus de combat des Trente, plus de sièges de Rennes et d'Hennebont, plus rien des grands coups d'épées, des chevauchées périlleuses, des plaisants et glorieux stratagèmes de Du Guesclin, de Clisson et de tant d'autres. Plus rien de tous ces exploits qui, comme dit Froissart, enlu-

(1) M. Henri Moranvillé, éditeur de la *Chronographia regum Francorum*.

minent si hautement notre histoire et font rayonner au loin, dans tous les pays, dans tous les siècles la gloire de la Bretagne. — Car tout cela aussi, nous le devons incontestablement au clair de lune de Châteauneux.

Donc, en définitive, faut-il le bénir, faut-il le maudire, ce fatidique clair de lune ?

Je me borne à poser la question ; je reconnais même que, malgré son énoncé, elle est bien moins *claire* qu'elle n'en a l'air. Et pourtant je suis très porté à croire que, parmi les Bretons de notre temps et même de tous les temps, il y aurait majorité pour la bénédiction.

ARTHUR DE LA BORDERIE,
de l'Institut.



LE DUC DE MERCŒUR

Le duc de Mercœur est un personnage qui a toujours préoccupé les historiens. Sa cause est liée avec celle d'une époque qui, malgré l'éloignement, suscite toujours les passions et dont l'attaque ou la défense provoque encore facilement les polémiques. De plus, le chef de la Ligue en Bretagne est resté énigmatique. Il ne paraît pas avoir jamais dit son secret. De là une surabondance d'appréciations qui ne remplace pas la production de documents nouveaux. Il serait inutile de relever ici ces jugements qui figurent dans des ouvrages faciles à rencontrer. Nous écarterons aussi les renseignements nombre de fois répétés, en renvoyant pour la période ancienne à l'histoire de la Ligue de De Piré, aux Bénédictins, au recueil de Travers, et pour la période moderne aux beaux travaux de MM. de Kerdrel, de Carné, de Barthélemy et à l'ouvrage considérable de M. Grégoire, presque tout entier consacré à Mercœur, ou plutôt à faire le procès de Mercœur. Il est à remarquer que les dernières études, même les plus favorables à la Ligue et aux idées bretonnes, tendent de plus en plus à l'amoindrissement de la personnalité de Mercœur. La relever serait actuellement une originalité ou du moins le contrepied de l'opinion courante. Nous avouons avoir commencé nos recherches sous ce point de vue, mais sans le moindre parti pris, comme la suite de cette étude le prouvera amplement.

Les portraits du duc de Mercœur ne manquent point. Il y en a au moins une quinzaine au seul Cabinet des Estampes. Plusieurs ont été faits évidemment en présence de l'original et sont reproduits par d'excellents graveurs. Il n'en est pas moins assez difficile de se rendre compte de sa physionomie, sans doute parce qu'elle n'a pas de ces traits caractéristiques que saisissent tous les artistes. Les effigies datant de la jeu-

nesse de Mercœur nous offrent un jeune seigneur quelconque de la cour de Henri III, dont la tête *de l'époque*, comme le costume, est sans originalité. Les autres nous donnent un guerrier également assez banal, auquel on prête parfois le front, la barbe et même un faux air du Béarnais. Mercœur paraît avoir eu au demeurant une grosse tête, un profil effacé, des yeux sans flamme et un ensemble de traits produisant l'impression d'une grande placidité. Les gravures ne peuvent guère rendre la couleur jaunâtre ou roussâtre de la barbe, notée par les contemporains, qui était le cachet de cette physionomie exotique et qui nous paraîtrait aujourd'hui assez laide.

Biré, l'historiographe dévoué du prince, nous le représente en 1591, à trente-deux ans : « hault et puissant, gresle de corps, médiocrement large des espaulles, la barbe jaune et les cheveux gris cendrés. » — « Il portoit la moustache retroussée à l'espagnole, la barbe pleine et un peu au-dessous du menton à la françoise, car les François d'alors la nourrissoient, ainsi qu'il paroît du portrait de Henri IV, avec cette différence néanmoins qu'il ne la portoit pas large mais en pointe. » Et Bruslé de Monplainchamp, son biographe de 1689, ajoute cette réflexion pittoresque : « Dans un siècle pareil au nôtre où les perruques sont de si grand usage, il auroit paru d'une beauté à charmer, puisqu'étant sans cheveux selon la coutume du temps il avoit toutes les manières pour plaire (1). »

Les différents traits de la vie intime du prince, relatés par le même Biré, nous donnent un exact aperçu de l'homme privé. Cet auteur s'étend avec complaisance sur un ensemble d'habitudes intellectuelles dignes de rendre son héros cher aux lettrés.

« C'était un prince doux et bénin, éloquent, bien disant et laconic en ses discours. Outre la langue françoise, il parle très bien le latin, l'anglois, l'allemand. Il est si bien versé en toutes sortes de sciences qu'en tout ce qu'on lui sçauroit proposer il discoure si pertinemment qu'il s'en rend admirable à ceux qui l'escoutent parler. Il se plaît ordinairement à la poésie et y recrée quelquefois ses esprits lorsqu'il en peut prendre le loisir, je le sçais pour avoir eu l'honneur de voir

(1) *L'Histoire du duc de Mercœur*, p. 266.

plusieurs belles odes, sonnets et stances de sa composition dont j'espère qu'un jour le public aura la communication. Sa coutume ordinaire est de proposer quelque belle matière pour estre agitée et au long traictée à l'issue de ses repas ; à quoy il prend tant de plaisir qu'après avoir escouté les raisons des uns et des autres, il entre finalement en des discours dont les périodes contiennent autant de sentences et de résolutions. »

Tout ce qui constitue un prince littéraire, familier avec les érudits et les artistes, protecteur né d'Universités et d'Académies, Mercœur le possédait. Il y a mille preuves de son goût des lettres, des arts et des délassements de l'esprit, de sa grande instruction personnelle, supérieure à celle de la plupart des princes de cette fin de siècle, moins cultivés que ceux de la génération qui les avait précédés. On croit bien voir aussi sous les éloges des érudits reconnaissants qu'il avait l'esprit quelque peu lourd et pédant. Du Matz qui n'aimait point Mercœur, mais qui le connaissait fort bien, l'ayant approché fort souvent dans sa carrière de négociateur, le déclare non sans justesse « lent et long dans tous ses discours (1). »

La sincérité de la piété et de la tendre dévotion de Mercœur, attestée par toutes les circonstances de sa vie et par sa fin digne de l'âge des Croisades, ne peut faire l'ombre d'un doute. On pense à Charles de Blois en lisant ce récit de la bataille de Craon qui nous le représente au milieu des entraînements de l'action, le seul jour de sa vie où il fut vraiment heureux à la guerre et sut sortir à propos d'une circonspection trop habituelle. Pendant que les Espagnols effectuaient par son ordre leur passage sur la chaussée du moulin de Vau, manœuvre fameuse qui fit gagner la journée, Mercœur sous un chêne, en vue des troupes qui défilent, assiste pieusement à la messe. Vainqueur, il fait trêve aux enivrements d'un triomphe inespéré, à la poursuite même du succès complet, pour faire chanter un *Te Deum* au village de Laigné (2).

Un trait bien particulier de son caractère, était encore ce besoin de retraite et de solitude qui s'accrut chez lui avec les années. Il recherchait moins, semble-t-il, les pieux entretiens

(1) *Mémoires* ap. D. Morice II, CCLXXXI.

(2) Lettre d'un gentilhomme de Mercœur, Paris, Chaudière, 1,592 p. 13, 24.

des séjours conventuels que l'isolement même. C'est au début de sa puissance qu'il se crée un asile de prédilection dans l'île alors verdoyante d'Indret (1), et il ne cessera de s'échapper de sa capitale pour retrouver cet ermitage. L'âme de ce prince plus portée à l'étude et à la méditation qu'à l'action, à la devise triste et rêveuse, que l'on dirait prévoyante, *plus de foi que de vie*, semble pleine de nébulosités germaniques. Il n'en était pas moins ambitieux, avide de dignités et de pouvoir. Doux et lent, Mercœur s'échappait en fougueux emportements et en terribles colères, capables de l'entraîner à des sorties impolitiques bien étrangères à la circonspection si vantée de sa parole, ou même à des actes tels que la pendaison du juge de Laval. Pour comprendre Mercœur il faut se rappeler que ce n'était guère un prince français. Il n'avait ni les qualités ni les défauts de la race. Son éducation d'ailleurs avait été bien différente de celle des jeunes seigneurs contemporains des derniers Valois. Il ne devait point en perdre l'empreinte. Il avait cependant à peine seize ans quand il vint à la cour de France chercher l'établissement princier que lui promettait le mariage inespéré de sa demi-sœur Louise de Vaudémont. La jeunesse de ce cadet de Lorraine, comblé de faveurs prématurées, n'est révélée que par les dates, tant elle est pleine de froideur et de circonspection. Son austérité hors de mode n'était point de surface. Le témoignage des contemporains est unanime sur ce caractère imprégné de sainteté qui résista à la corruption ambiante de la cour des Valois. Il est puéril d'attribuer, comme on l'a fait (2), les louanges chaleureuses que ces mœurs rares inspirèrent à saint François de Sales, dans son Oraison funèbre de Mercœur, à un sentiment de reconnaissance du grand évêque envers la maison de Martignes. Cette vertu était le fruit d'une très sérieuse discipline religieuse et morale, ravivée par de fréquents retours à la résidence familiale de Nomeny, où les Vaudémont tenaient leur petite cour plus sincèrement pieuse que celles des grands Lorrains. Le jeune Mercœur revenait de là prendre part aux

(1) Biré, p. 248. — Afféagement d'Indret, 23 juin 1588. Arch. Parlement. Lettres royaux, VIII, f° 261.

(2) M. Grégoire, *la Ligue en Bretagne*, p. 10.

entreprises guerrières de la génération un peu folle de ce règne mouvementé. Il l'accompagnait dans ces prises d'armes étourdies qu'étaient les guerres de religion de cette période, brillantes chevauchées coupant les trêves, vite entreprises, vite terminées. Il allait apprendre la guerre sous le Balafre, dans l'expédition de Brouage, à ce siège de La Fère, dit le *siège de velours*, où furent faites mille folies, et qui marqua dans ses souvenirs (1). Quand, dès 1577, il eut perdu son père, Nicolas de Lorraine, le conseiller de sa jeunesse paraît avoir été son oncle maternel, Jacques de Savoie, duc de Nemours, prince accompli qui put servir de modèle au jeune Mercœur dans le développement de ses facultés intellectuelles.

La lettre suivante de Mercœur au duc de Nemours est inédite et offre un certain intérêt.

Monsieur, il me déplaist infiniment que je ne vous puis mander nouvelles aultres que fascheuses qui est qu'il a pleu à Dieu appeler monseigneur mon pere et en faire sa vollonté (2). Je vous laisse à panser en quelle paine je puis estre et vous supplie tres humblement m'excuser si je ne vous ay envoyé expressement annonser ces nouvelles fascheuses ; car je panse que monsieur de Lestant que le roy vous envoy vous pouroit dire amplement ce qui s'est passé en ceste court et vous faire entendre ce que le roy a fait pour nous tous. Je vous puis assurer, Monsieur, que la Roynie vous ferait pitié car elle en porte ung extremes dueil. Je vous supplie me tenir tousiours en voz bonnes graces, et croire que je desire infiniment vous faire tres humble service. Il m'est necessaire d'aller en Lorraine pour resgarder à beaucoup d'affaires que nous avons là ; il faut que je soye là. S'il vous plaist que vous nous serviés à tous de pere, ayant cest honneur de vous estre si proche ; qui sera la fin, apres vous avoir tres humblement baisé les mains, je prierai Notre Seigneur vous donner, Monsieur, en tres parfaite santé, heureuse et très longue vie. De Blois, ce 2^e febvrier, votre tres humble et tres obéissant neveu à jamais. *Philippe Emanuel de Loraine.*

En suscription : à Monsieur, Monsieur le duc de Nemours (3).

(1) Biré, *Alliances généalogiques de la Maison de Lorraine*, 1593, p. 246.

(2) Il mourut le 24 janvier 1577.

(3) Bib. Nat., Fonds Fr., 3391, f° 35. — Ibid, f° 54, on trouve le billet suivant : « Monsieur, je vous envoie deux leverriers de Bertaigne, lesquels sont fort bons, principalement ung lequel je vous envoie pour le meilleur leverrier et plus furieux que je puisse voir ; de Nantes 5 juin [1583], vostre neveu. »

Le duc de Nemours mourut en 1585, ayant sans doute beaucoup contribué à orienter le nouveau gouverneur de Bretagne dans le sens de l'indépendance et de l'esprit de Ligue. On n'en trouve cependant pas la preuve dans la correspondance de ces deux princes en partie conservée (1). Tout y est officiel et sans révélation comme il arrive trop souvent dans les épîtres princières, sortes de lettres de créances remises à des affidés chargés de transmettre oralement les confidences.

Mercœur, devenu par son mariage grand seigneur breton, fit une première apparition en Bretagne, ou du moins à Nantes et à Rennes, en 1577. Nous croyons prématuré de voir, comme on l'a fait, dans la réception du jeune duc au Parlement de Rennes le 30 octobre 1577, et dans le grand festin qui lui fut offert peu après comme bienvenue par les bourgeois de Nantes, les premières traces de ses projets machiavéliques à l'égard de la Bretagne. Il était tout naturel que l'année où ce prince, à peine sorti de pages, prenait possession du duché de Mercœur dont il venait d'hériter, il prit aussi une sorte d'investissement réel des nouveaux droits que son mariage lui conférait dans la province bretonne. On a dit avec infiniment de clairvoyance que l'ambition de Mercœur avait eu ses âges et ses degrés (2). C'est jour par jour qu'il faut suivre et analyser les actes de ce prince, sobre de déclarations, profond ou tout au moins dissimulé, pour étudier le rôle complexe qu'il a joué pendant vingt ans. Son goût naturel pour la duplicité, les négociations tortueuses et l'emploi des moyens détournés, fut assez remarquable pour lui valoir une réputation de ruse émérite dans un siècle d'intrigues et de perfidies. Il n'en faudrait pas conclure que Mercœur marchât pendant toute sa carrière vers un but unique et bien net, et qu'il eût de la suite dans ses visées. Les anciens historiens et ceux qui les ont suivis l'ont ainsi envisagé. Ils conçoivent avec clarté et simplicité le type de Mercœur ; c'est pour eux l'ambitieux nanti d'un bon prétexte, aidé d'un semblant de droit, se servant, dès qu'il en a la possibilité, de tous les moyens pour arriver à ses fins, pour se faire duc de Bretagne. Cette donnée simpliste n'est plus admissible.

(1) Bib. Nat., Fonds Fr., 3391.

(2) M. de Kerdrel, *Revue de Bret. et Vendée*, mars 1858, T. III., p. 203.

Elle est manifestement fausse avant 1588. Nous verrons aussi le fait même de la longue résistance de Mercœur à la royauté à partir de cette époque, plus simple en apparence, n'être en dernière analyse que le résultat matériel auquel a abouti une volonté variable et peu raisonnée, jouet des circonstances et de l'opportunité.

En dehors des deux faits que nous venons de mentionner, dont l'interprétation est au moins douteuse, nous n'avons pu trouver un seul acte de Mercœur appartenant à la période qui précède sa nomination au gouvernement de Bretagne, qui soit suspect d'essai de captation des Bretons. Il semblerait plutôt desservir avec maladresse l'ambition qu'on lui suppose. Exclusivement occupé de ses intérêts particuliers comme duc de Penthièvre, il les fait valoir quoi qu'il en puisse coûter aux privilèges de la Bretagne, sans aucun souci de s'aliéner le Parlement de Rennes qui les représente. Il s'engage dans un long procès, à seule fin d'obtenir le droit de chambre des comptes pour le duché de Penthièvre, poursuite attentatoire aux droits de la Province. Il se met en collision avec la magistrature bretonne qui résiste par plusieurs arrêts, et il triomphe sans scrupule par l'expresse faveur du roi (1). Il fait par la même voie exceptionnelle se terminer à son profit un conflit de juridiction (2) en froissant de nouveau cette classe puissante des légistes qu'il ne sut jamais se concilier. Aux débuts mêmes de son gouvernement, il poursuit encore, impitoyablement, le recouvrement de ses droits fiscaux, et obtient de vive force royale contre sa chère ville de Dinan le rétablissement des droits onéreux sur les marchandises déposées entre Couesnon et Arguenon dont un long usage avait affranchi la foire du Liège (3). Un fait ordinaire d'administration, l'autorisation de traite des blés pour deux mois accordée aux Etats de 1582 et qui leur causa, au dire de Dom Morice, la plus vive satisfaction, émanât-il de Mercœur seul,

(1) Lettres de Jussion du 31 mai 1578, enregistrement du 18 mars 1579. Arch. du Parlement, Lettres royaux, Reg. VII, n° 370.

(2) Lettre pour les appels sans intermédiaire des causes de Penthièvre, *Ibid.* VIII, n° 246.

(3) Lettres de Jussion du 25 avril 1583, enreg. 17 mars 1583. *Ibid.* Reg. IX, n° 84.

ne dépasse pas les limites de la bienveillance obligatoire d'un gouverneur de Province, on n'en peut rien conclure, pas plus que des gratifications usuelles des états, des exemptions de vins de table (1) attribuées de tout temps aux gouverneurs par échange de bons procédés. Il est donc difficile de voir une succession de mesures conciliatoires de la part de Mercœur pendant la première partie de l'exercice de son pouvoir. Il faut surtout constater l'absence complète de résultat des manœuvres alléguées. Le refus unanime des Etats, en octobre 1585, d'entretenir les garnisons de Dinan et de Concarneau qui venaient d'être remises au duc, ne se comprendrait pas s'il en eût été autrement. Comment une assemblée favorable à Mercœur eût-elle pu rejeter une demande si légale et si admissible que le roi lui-même vint y faire droit par une commission officielle (2).

L'examen attentif des conditions dans lesquelles s'effectua le mariage de Mercœur avec Marie de Luxembourg, ne vient pas à l'appui de la thèse d'une ambition immédiate et comme d'héritage, telle qu'elle est le plus souvent admise. La maison de Bretagne n'était bretonne que de nom. Ce trop heureux duc d'Etampes, le dernier des de Brosse, avait recouvré d'une façon inespérée, et Dieu sait pour quelle cause, les biens des Penthievre. Il était si peu breton, malgré le titre longtemps chimérique de comte de Penthievre, que François I^{er} n'avait pas craint d'en faire un gouverneur de Bretagne en 1542, si peu de temps après la réunion, et ne s'en était jamais repenti. Tous ces descendants de Charles de Blois depuis le bannissement et les spoliations qui avaient suivi l'attentat de Marguerite de Clisson étaient devenus étrangers à notre pays. De fait ils en étaient sortis et vivaient en France, tous français par leurs alliances et leurs emplois. Ce qu'ils pouvaient espérer de leurs droits dans la province, déjà vendus aux rois de France dans les plus lointaines éventualités par leur aïeule Nicolle de Blois et revendus encore depuis, ne touchait plus les questions de souveraineté ou de nationalité ; mais regar-

(1) Etats de 1582, 4000 livres, de 1583, droits sur 200 tonneaux de vin, etc., *Arch. Ille-et-Vilaine*, Etats C, 2642.

(2) 15 novembre 1585, Fonds Fr., 3309,

dait seulement les intérêts de leur fortune privée. Qu'avait de breton ce Luxembourg, père de la duchesse de Mercœur, qui avait reçu d'un oncle par alliance l'héritage des Penthievre, héritier étranger d'un autre prince étranger à la Bretagne. Il avait recueilli, sous bénéfice d'inventaire, cette succession, presque comme un appoint à la survivance au gouvernement, dotation de grand fonctionnaire, dont le désir fut comblé quand il eut pu faire par la faveur royale un duché et une pairie française du grand morceau de terre bretonne qui lui était dévolu. Ce domaine récupéré par coup de fortune, passé à une famille toute différente par ricochet d'alliances, devint enfin l'héritage d'un enfant de sept ans. Celle que Mercœur devait épouser à l'âge de 13 ans 4 mois 25 jours, selon le calcul minutieux du P. du Paz, ne put avoir de bonne heure la pensée de revendications surannées dont l'ombre même semblait évanouie en présence de la descendance d'Anne de Bretagne. Marie de Luxembourg fut élevée par sa mère, fille d'honneur de Marie Stuart, mariée par la jeune reine au brillant vicomte de Martigues, alors revenant d'une aventureuse mission en Ecosse. Marie de Beaucaire ne put exercer sur sa fille que l'influence la plus française. Ni l'une ni l'autre ne durent penser, comme on l'a supposé, avant de longues années, à ces chimères de la Maison de Blois, ressuscitées plus tard au temps de leur puissance par des lettrés. Tout indique que leur ambition réelle et unique, pendant cette partie de leur vie, fut de recouvrer le gouvernement de Bretagne regardé comme un bien de famille, dont une mort prématurée avait privé Martigues au profit du duc de Montpensier. Mercœur fut *du parmi bien d'autres* prétendants à la main de l'héritière de Penthievre, au témoignage même de Marie de Beaucaire. Celle-ci, du reste, avec une franchise de belle-mère, ne tarda pas à exprimer à sa fille tous ses regrets d'un tel choix (1). Il s'était fait sous l'influence de la reine Louise, toute dévouée à son frère et à sa fortune, et aussi des relations de la famille de Beaucaire toute acquise à la maison de Lorraine. De ce côté il faut peut-être voir le con-

(1) Lettre de Marie de Beaucaire, de la collection La Jarriette, insérée en note par M. Grégoire, p. 7.

seil du frère de Madame de Martigues, de Beaucaire de Peguillon, ancien précepteur des Guises et qui fut évêque de Metz. L'ambition de cette union princière n'eut d'abord d'autre objet que la simple compétition des faveurs de cour et les espoirs légitimes d'un bon serviteur d'un roi qui était son beau-frère et dont il était aimé. Mercœur comblé de pensions, de privilèges, d'honneurs (1), put bientôt espérer le retour du gouvernement de Bretagne dans la maison dont il était le représentant. Il est utile de dire que parmi les motifs qu'il pouvait avoir d'obtenir cette grande charge figurait dès lors l'extrême embarras de ses affaires financières attesté par les documents (2) et dont la cause est incertaine.

La nomination de Mercœur comme gouverneur de Bretagne montre à quelle distance était Henri III de l'idée d'une prétention quelconque de celui-ci sur la Bretagne. Elle n'en fut pas moins d'une stupéfiante maladresse. Mercœur ne devait-il pas, par la force des choses, confondre l'autorité reçue du roi avec celle qu'il avait comme seigneur d'immenses domaines et devenir inquiétant pour le pouvoir le moins ombrageux ? Henri III, pour commettre cette faute, dut vaincre, paraît-il, la résistance de son meilleur conseiller, le chancelier Cheverny (3). Il mit de côté le plus fidèle des princes du sang pour établir, dans la seule province qui fût encore solide au milieu de l'ébranlement général et qui eût échappé aux guerres de religion, l'homme le plus à même de s'y faire une situation personnelle et d'y créer des difficultés. C'est un des cas les plus curieux de l'aveuglement fatal des pouvoirs qui finissent. L'imprévoyance ne suffit pas à expliquer de telles aberrations. Les politiques de ce temps arrivaient, par de savantes combinaisons inspirées par l'école de Machiavel, à des méprises que l'incapacité naturelle n'eût jamais commises. Le roi crut sans doute conquérir à jamais, par un avantage exceptionnel, un de ces princes lorrains dont il craignait

(1) Brevet de capitaine de cent lances, 20 août 1575, Bib. Nat. *Pièces originales*, Lorraine, vol. 1750, n° 197. Reçus de pensions, *Ibid.* — Première promotion dans l'O. du S. Esprit, *ap.* P. Anselme, etc.

(2) Lettre de Marie de Beaucaire citée plus haut.

(3) V. Taillandier, II, 347.

l'union, et par cet ambitieux satisfait tenir en échec d'autres ambitieux plus à craindre.

Les actes des dernières années du règne nous font voir Henri III persévérant dans le plan de tenir Mercœur par les réalités de la faveur. On croit aisément qu'il dut être plus prodigue encore envers lui de promesses. Il n'y a rien d'impossible à ce que, surtout après la mort du duc d'Alençon, sous la menace du péril croissant de la Ligue, il eût fait espérer à son beau-frère une situation indépendante et comme apanagée en Bretagne. Henri III était très capable de tenir les promesses les plus contraires aux intérêts de la couronne. Toute la suite de l'histoire de Mercœur nous montre celui-ci d'un caractère tellement expectant, si peu disposé à risquer la moindre partie, que tout porte à croire qu'il fût resté indéfiniment fidèle, au moins par intérêt, sans l'amoindrissement du pouvoir royal. Mais les vastes espoirs que le roi avait fait naître se retournèrent contre lui quand il ne fut plus à même de les réaliser. On pourrait appeler la première coalition des princes ligueurs qui aboutit au traité de Nemours, la conspiration des gouverneurs de province rendus trop puissants. Tous, avec la même désinvolture dans l'ingratitude, se réunirent pour abuser des avantages monstrueux qui leur avaient déjà été faits, et renouveler contre la royauté les procédés de l'ancienne grande féodalité. Les places de sûreté livrées aux conjurés par l'édit de Juillet, les privilèges de garde personnelle qu'ils s'y firent attribuer, faisaient du duc de Guise, de Mayenne, de d'Aumale, tout autant de grands vassaux d'une indépendance réelle.

L'année 1585 est celle où Mercœur commença à se réserver et à se créer une politique particulière, celle où ses intrigues commencèrent à éveiller nettement la suspicion du roi. Dès le 22 avril, celui-ci fait tenir aux habitants de Saint-Malo une lettre, qui n'est sans doute que le pendant d'autres lettres écrites à d'autres villes fidèles, priant ses sujets de ne recevoir dans leurs murs aucune personne capable de s'en emparer « fust ce nostre tres cher et tres amé beau frere le duc de Mercueur (1). » A cette année aussi se rapporte le

(1) Mémoires de La Landelle dans *Saint-Malo au temps de la Ligue*, I, p. 62.

début des intrigues du gouverneur de Bretagne avec le roi d'Espagne.

Le point de départ de ces pratiques secrètes paraît avoir été un incident qui a échappé aux historiens. Le hasard mit aux mains du duc un moyen assuré de se faire bien venir de Philippe II et de tenir un gage qui permit d'obtenir du plus politique des rois de grands avantages financiers ou autres. Il est fait allusion à cette circonstance sous forme plaisante par la satire Menippée, dans le discours supposé de l'Archevêque de Sens, dont l'auteur est Rapin : « Quand au duc de Mercure..., s'il eust pris de bonne foy le roy de Portugal don Anthoine, et l'eust livré à son bon amy le roy tres-catholique comme il luy avoit promis, je croy qu'il se fust contenté des droits qu'il a au duché de Bretagne, pareils à ceux qu'avoit son ayeul Jean par sa femme. Mais icy, qui n'y est n'y prend (1). » Cette allégation, jusqu'ici sans preuve, se trouve corroborée par deux documents officiels non signalés : une commission adressée directement par Henri III au sénéchal de Nantes (Paris, 12 août 1585) contre ceux qui ont voulu attenter à la personne du roi de Portugal et une sauvegarde du même jour pour ce dernier (2). L'effet de ces lettres coupa court à ces négociations tortueuses, car Mercœur n'en était pas à risquer une rupture ouverte avec le roi. Le but de ce marché peu honorable, mais bien dans l'esprit de ce siècle de traîtrises, était de livrer à Philippe II le prétendant de Portugal, récemment débarqué à Nantes, que le nouveau maître de ce royaume poursuivait par toutes voies. Nul doute que l'Espagnol n'eût fait en échange à Mercœur quelque'une de ces offres disproportionnées dont il sut, de tout temps, leurrer les princes ligueurs et qui exaltèrent leur ambition.

Mercœur garda, jusqu'en 1588, une attitude d'obéissance officielle, allant même jusqu'à un concours réel lorsque ses intérêts cadraient avec ceux de la royauté. Il semble s'être réservé pendant les premiers attentats des princes ligueurs, recevant leurs propositions sans s'engager expressément. La visite de son frère, le cardinal de Vaudemont, en février 1585,

(1) Ed. Labitte, p. 101.

(2) Fonds fr., 3309, f° 33 et 34.

la mission de M. de Montmorenci, premier écuyer de la reine, que lui dépêcha Henri III au mois de mai suivant (1), cachaient sans doute le marchandage dont il était l'objet. Quoiqu'il en soit, il recueillit du consentement des deux partis, avec Dinan et Concarneau, le fruit du traité de Nemours, sans s'y être compromis et sans s'être aliéné le roi. La seule marque d'adhésion de Mercœur aux actes des princes ligueurs que nous ayons rencontrée est une phrase ambiguë contenue dans une lettre adressée au duc de Nevers, prince qui tint dans ces premiers événements une conduite politique analogue à la sienne. C'est « une protestation de service dans une affaire au sujet de laquelle le cardinal de Guise et le duc du Maine lui ont déjà écrit (2). » Une telle abstention était pour l'époque presque de la fidélité. Mercœur compléta cette attitude et se fit bien venir du roi à ce moment en coopérant directement aux entreprises de l'armée royale. Il marche le premier contre le prince de Condé, et avec un tel empressement qu'il se fait surprendre assez pitoyablement aux Loges, près Fontenay (août 1585). Il dut même se replier au plus vite après des pertes considérables. Ses ennemis l'en appelèrent duc de Recule, par un mauvais à peu près longtemps répété, et l'on fit circuler cette curieuse anecdote qui a été recueillie par de Caillère (3).

Le prince de Condé ayant chassé le duc de Mercœur de son quartier des Loges y trouva un gentilhomme de ses domestiques si travaillé de la fièvre qu'il n'avoit peu suivre son maistre. Le prince se voulant divertir luy dit qu'il luy alloit pendre un billet au col qui auroit asseurement la vertu de le guérir pourveu qu'il le portast neuf jours sans l'ouvrir. Cela fait, il envoya le malade à son maistre qui eust la curiosité de voir ce billet escrit de la main du Prince où il trouva ces vers :

Fièvre chaude je te conjure,
Par la retraite de Mercure,
Que de ce corps cy tu desloges,
Comme Mercure a fait des Loges,
D'où il a fait prompte retraite
Ayant la barbe à demy faitte.

(1) Fonds fr., 3309, n° 24.

(2) 27 septembre 1585, Fonds fr., 3364, f. 124.

(3) *Histoire du Marechal de Matignon*, p. 170.

Il est hors de doute qu'une retraite aussi malencontreuse amoindrit beaucoup Mercœur. Son apologiste (1), croit devoir l'en justifier en alléguant sans vraisemblance un ordre exprès de Henri III l'invitant à se retirer. Quoi qu'il en soit, le jeune gouverneur de Bretagne fut pour longtemps corrigé de toute audace. Il se borna dès lors à seconder les forces royales quand la guerre vint intéresser les confins de la Province. Les raisons qui amenèrent le prince de Condé, puis le roi de Navarre, dans la région du Bas Poitou et du Nantais, les résultats qu'ils attendaient de l'occupation de l'embouchure de la Loire et de la presqu'île Guérandaise, la présence dans leurs rangs de la partie belligérante des protestants bretons, les Rohan et les Laval, firent de Mercœur pendant cette période un fidèle auxiliaire des armées du roi. Aux faits qui établissent la sincérité de son concours contre les protestants, il faut ajouter une série de mesures prises en Bretagne relatives à des armements maritimes qui mériteraient une étude particulière. Pendant cette partie de la lutte qui eut pour principaux épisodes les sièges de Montaigu, de la Garnache et de Beauvoir-sur-Mer, on voit le duc de Nevers, commandant en chef de l'armée royale, opérer de concert avec Mercœur et en s'aidant de toutes les forces de celui-ci en hommes, vivres et munitions (2). L'entente des deux chefs est attestée par une correspondance qui a été conservée (3). Nous en extrairons une ou deux lettres. Cet accord complet se continuait à la veille des Etats de Blois. L'esprit prévenu de Biré lui a fait dire que « la descente de M. de Nevers au Bas Poitou n'estoit pas tant pour emporter La Garnache et Montaigu que pour s'emparer par surprise ou autrement de Nantes (4). » Deux lettres inédites de Mercœur, l'une au roi du 1^{er} novembre 1588, l'autre au duc de Nevers du 1^{er} décembre suivant, nous le font voir dressant lui-même le plan de campagne de cette guerre et

(1) Biré, p. 253.

(2) Voyez dans Travers le détail des contributions demandées pour l'armée du roi ; et Fonds français, 3411, n° 187, le contrat fait sous les auspices de Mercœur entre les Nantais et M. de Bellisle au nom du duc de Nevers pour les vivres de cette armée le 14 décembre 1588.

(3) Fonds fr., 3405, 3407, 3411, 3414, 3422.

(4) Biré, p. 255.

appelant de tous ses vœux dans ces parages la présence de l'armée royale (1). C'est qu'en somme il avait fort peu de puissance militaire, même en comprenant les deux régiments de Saint-Pol et de Jarzai à lui envoyés par le duc de Guise (2), et qu'il sentait quel besoin il avait de l'aide des troupes royales pour résister aux protestants qui se mettaient à tenter de ce côté leurs plus grands efforts. Ne venait-il pas d'être battu personnellement par le roi de Navarre à Monnières (2 octobre 1588) et d'éprouver pour Nantes même des craintes trop réelles ?

Tous les faits que nous réunissons nous persuadent que l'on a énormément amplifié le rôle de la préméditation dans l'histoire de Mercœur et le caractère de préparation des événements qui vont se produire en Bretagne en 1589 après les Etats de Blois. Jusque-là nous ne pouvons trouver en Mercœur l'homme *suivant constamment le plan qu'il s'était tracé de se faire une souveraineté de la Bretagne* (3). Nous voyons simplement un prince avide de faveurs, attendant les événements, méritant après tout par son attitude officielle les faveurs qu'il reçut jusqu'à la fin (4), assez peu compromis pour que le Parlement de Rennes le chargeât toujours de défendre les intérêts du roi (5).

Nous avons cherché assez inutilement des éclaircissements dans la correspondance encore inédite échangée entre le roi et Mercœur. Les lettres de Henri III à son beau-frère sont toutes du même ton, sans froideur ni traces de dissentiment. Elles sont émaillées de détails sur la santé et les cures d'eaux de ce roi voué à tous les détraquements. On croit bien y voir parfois des sentiments de famille et des indices de sympathie personnelle. Nous sommes plus sûrs de la pensée du roi dans un document rédigé en arrière de Mercœur. Nous voulons parler d'une lettre confidentielle adressée par Henri III à

(1) Fonds fr., 3405, f° 17 ; 3407, f° 89.

(2) Travers lui donne à Fontenay 1500 chevaux et 4 à 5000 hommes de pied, mais cet effectif comprenait des troupes royales (II, 560).

(3) D. Taillandier, II, 370, 350.

(4) La confirmation des droits d'Amirauté après la mort de Joyeuse est du 17 août 1588. (D. Morice, Pr. III, 1487), etc...

(5) Registres secrets du Parlement, 7 octobre 1586, 10 octobre 1588.

M. de Fontaines, gouverneur de Saint-Malo. C'est une instruction secrète destinée à un serviteur ultra-fidèle, on n'y peut supposer la dissimulation.

M. de Fontaines, J'ay reçu la lettre que vous m'avez écrite, ayant veu par icelle comme vous desirez entendre ce qu'aurez à faire sy mon beau frère le duc de Mercure qu'avez entendu qui va en Basse Bretagne vous mande, il me semble que vous ne devez point faire difficulté de l'aller trouver, ayant esté promis par luy dernièrement qu'il a esté par deça qu'il se comportera comme il doit au bien de mon service. Ce que ma belle sœur, sa femme, m'a encore de rechef assez souvent [asseuré] depuis qu'il vint me trouver comme j'espère qu'il fera bientost...

Paris, le 25 avril 1586 (1).

Les autres dépêches assez nombreuses du roi à ce même confident, qui était d'un caractère inquiet et soupçonneux, ne contiennent pas un mot de suspicion contre le gouverneur de Bretagne ni aucune allusion au double jeu reproché.

Le relevé des déplacements du duc et de la duchesse montre aussi qu'avant 1588 ils furent loin de vivre cantonnés dans leur province, comme on l'a supposé. L'un et l'autre faisaient de fréquents séjours à la cour ; ce qui dans un pareil temps indique une conscience politique assez tranquille. Lors de sa résidence près du roi pendant les premiers mois de 1587, qui ne fut peut-être pas la dernière, Mercœur assiste au service solennel de Marie Stuart (2), puis se retire quelques jours après, affirmant son obéissance, sur quelques mots de Henri III, inquieté par la présence de tant de princes Lorrains (3).

Travers est l'historien qui a le plus contribué à établir le caractère machiavélique du rôle de Mercœur en Bretagne. Son recueil des délibérations du chapitre et de la communauté de

(1) Fonds fr., 3310, f° 64.

(2) Il faut peut-être rattacher à la condamnation de Marie Stuart la saisie de navires anglais faite à Nantes en février 1587, par ordre de Mercœur, sur laquelle notre savant confrère M. Parfouru vient de découvrir d'intéressants documents. (*Annales de Bretagne*, 1893, p. 383). Le caractère général de cette mesure et les mots de l'ordonnance du duc, « par ce que j'ay exprès commandement du roy » ne permettent guère de croire qu'il s'agisse simplement de représailles pour un fait privé.

(3) Lestoile, Henri III, ap. Michaud, p. 217.

Nantes, si précieux comme source d'informations, est coupé d'appréciations dont il faut le dégager. Elles font à Mercœur un continuel procès de tendance. Travers, sectaire janséniste, avait en horreur la Ligue, et par suite Mercœur, qui était pour lui l'organisateur et la cause unique de la Ligue Bretonne, provoquée par les calculs de son intérêt personnel. La manière de voir de Travers a été acceptée sans discussion suffisante, notamment dans l'ouvrage sur la Ligue de M. Grégoire, composé à Nantes, et où sont admis sans réserve tous les documents Nantais. Pour Travers, dès la première heure, toutes les mesures que Mercœur prend dans cette ville tendent à un même but. Ses vûes sont apparentes ; des Nantais de tous ordres, clergé, bourgeois, peuple les favorisent en pleine connaissance du résultat cherché ; s'il y a des opposants, ils sont systématiquement combattus et annihilés. Dans cet esprit, on envisagera l'entrée de Mercœur à Nantes comme une sorte d'entrée ducale par ses pompes et par la forme liturgique de l'hommage du clergé (1) ; une oraison de la collégiale contenant l'invocation banale *pro principe nostro*, sera une allusion aux prétentions de souveraineté. La continuation des fortifications de Nantes, la construction de la ville neuve commencée cependant dès 1578 par le duc de Montpensier, et objet de mandements réitérés du roi (2), deviendront des œuvres préparatoires de la révolte. Toutes les réunions des bourgeois, même celles qui ont lieu pendant les absences fréquentes de Mercœur, leurs délibérations les plus contradictoires sont dirigées par lui ou tournent à son profit. La nomination en 1587 d'une commission pour surveiller les associations catholiques paraît dans cet esprit l'œuvre d'une ruse profonde dès qu'on y constate la présence de deux ligueurs avérés, le grand vicaire Des Courants et le fameux Théologal Cristi (3). Est-il croyable qu'un Mercœur, conspirant avec les ligueurs, eût laissé faire une création de pareille nature, susceptible d'échapper à toutes les machinations, et de se retourner contre son parti ? Ne faut-il pas plutôt réduire

(1) Travers, II, p. 554.

(2) Lettres du 25 avril 1582, Travers, II, 538, 553.

(3) Travers, II, 568.

le fait à un essai d'application des Edits consenti momentanément par tous dans l'intérêt de l'ordre public ? Ne voit-on pas les conseils des bourgeois des 8, 14 et 16 juillet 1588 se tenir sous la présidence de l'Evêque de Nantes, bon royaliste, et aboutir à des délibérations conformes de tous points à la politique de Henri III, cherchant par l'Edit d'Union donné à Rouen à se mettre à la tête de la fédération des villes comme il avait tenté de faire pour la Ligue des princes. Mercœur ne revient à Nantes, le 29 juillet, que pour faire lire le même Edit en sa présence et provoquer les mêmes adhésions.

Il est impossible de soutenir que les actes de Mercœur, dans l'ensemble ou dans le détail, convergent vers le but de saper l'autorité royale. Ce n'est pas faire une part suffisante à l'esprit d'indépendance que possédaient les communautés de ville au xvi^e siècle et qui les agitaient particulièrement ces années-là. Ce n'est pas connaître la véritable situation. M. Grégoire, le principal soutenant de cette thèse, avoue lui-même que Nantes avait, de tout temps, le malheur d'être en conflit avec les gouverneurs de Bretagne (1). Si l'on parcourt sans prévention les délibérations de cette grande ville, on acquiert la conviction qu'elle n'était pas mieux, avant 1588, avec Mercœur qu'avec ses prédécesseurs. Cette municipalité, comme les autres, se faisait toujours tirer l'oreille à toutes les demandes de contributions pécuniaires ou autres, et ne craignait pas d'abuser, dans les circonstances les plus graves, de la liberté de fait qui était énorme en ces temps-là.

Mercœur, obligé d'exiger, avait les plus grandes difficultés à vaincre pour obtenir des sacrifices, même lorsque la cause du roi, celle des catholiques et la sienne se confondaient le plus visiblement (2). Ce n'était pas là à coup sûr un élément de popularité. Il fût resté impuissant s'il n'eût pu s'appuyer sur le dévouement des catholiques, si les prédications et les manifestations de la foi ne fussent venues soutenir un zèle trop souvent défaillant. Nantes, tout près de la guerre, vivait sous la menace de périls étrangers aux autres villes de la Bre-

(1) 14 octobre 1589. Travers III, 9.

(2) Voyez les résultats de la quête dans les paroisses de Nantes, en mars 1587. Travers II, 564.

tagne, qu'il était bon de mettre incessamment sous les yeux des habitants, de ceux surtout dont les sentiments catholiques promettaient des dons volontaires. Toutes les demandes de Mercœur aux Nantais et les sacrifices qu'il en obtint sont justifiés par le voisinage de l'ennemi. Ce n'était pas *sous prétexte des protestants*, comme on l'a dit, qu'il fortifiait la ville et faisait appel, sous toutes les formes, à la bourse des Nantais, mais pour l'excellent motif que les forces des Huguenots étaient à quelques journées, parfois aux portes de Nantes, bien dignes d'exciter les craintes des catholiques, qu'ils fussent ou non ligueurs. La ville n'était-elle pas pleine de paysans du voisinage qui s'y étaient réfugiés ? La Prairie au duc, les îles de la Loire couvertes des bestiaux de toute la contrée ? Mercœur s'applique à réunir les moyens de résistance d'une ville essentiellement catholique et n'en fait longtemps d'autre usage que d'en assister l'armée royale venue à son secours. Qu'il se fasse le centre des ligueurs, qu'il entre dans des confréries, qu'il assiste à des processions, encore peut-on citer fort peu de ces derniers faits avant les États de Blois (1), ce sont des actes qui devaient paraître bien naturels et bien nécessaires à Henri III. Où sont par ailleurs les usurpations et les manœuvres tant de fois alléguées ? Bien loin de ménager les Nantais, Mercœur les poursuit de perpétuelles exigences et se crée, au nom des intérêts supérieurs parfois peu compris, une série de collisions avec eux. La conduite du maire Harouys, si exalté dans certains ouvrages pour son opposition au duc, paraît dictée par les idées les plus étroites de l'économie municipale, capables parfois de faire d'un bon maire un mauvais citoyen. Comment peut-on, par exemple, faire un titre de gloire à ce magistrat de s'être opposé à l'envoi de forces nantaises à Clisson ? N'était-il pas ridicule de supposer chez Mercœur l'intention unique et perfide de dégarnir Nantes, quand il s'agissait de Clisson, place si peu de temps auparavant attaquée par le Béarnais lui-même.

(1) Quant aux processions, le renvoi de M. Grégoire à Travers, *passim*, ne s'applique qu'à une procession de 1584 (II, 558) où Mercœur ne figure pas. On ne trouve qu'un seul fait d'affiliation à des confréries, la réception du Duc le 3 janvier 1586, dans la Frairie de la Passion.

On demeure étonné du peu d'importance et surtout du petit nombre des faits reprochés au gouverneur de Bretagne avant sa rupture avec le roi, par les écrivains qui se sont plu à les recueillir. Les faits de captation de la Bretagne, par exemple, sont dérisoires. Nous avons dit un mot de la libre pratique temporaire des blés. La suppression d'une partie des pensions abusivement portées au budget des Etats aurait eu le même but, séduire les Bretons (1). En admettant le fait dans sa plénitude, quoiqu'il n'émane peut-être pas de Mercœur, et que le nombre des pensions supprimées soit en réalité fort petit, que penser de ce moyen de se concilier des adhérents ; quelle préoccupation honnête de l'estime publique chez un intrigant auquel on ne craint pas par ailleurs d'attribuer les complices ordinaires des conspirateurs, ceux pour lesquels Montmartin ressuscite le souvenir de Catilina et cite le mot de Salluste : *quibus opes nullæ sunt*, souvent répété après lui (2). Quelle singulière tactique que celle qui amène la radiation des 300 livres du maire de Nantes, l'homme le plus précieux à se ménager. S'il s'agit du peuple même de Nantes, on n'allègue, en somme, qu'une demande de suppression du logement à domicile qui paraît surtout destinée à couvrir un prêt d'argent, qu'un essai de taxe sur les exempts demeuré sans effet (3). Dans tout cela point de faits que Mercœur n'eût pu facilement justifier si le roi eût conservé son pouvoir. L'examen le plus attentif confirme donc l'aperçu de M. de Carné : pendant ses premières années l'attitude de Mercœur fut irréprochable (4). Elle se prolongea même telle plus longtemps qu'il n'a semblé à cet auteur. Comment expliquer, sinon par quelque sentiment qui ressemble à la fidélité, le bon accueil que fait le duc à l'envoyé du roi, porteur de ses lettres et chargé de la mission difficile de représenter favorablement aux assemblées délibérantes et aux principales villes de la province la journée des Barricades et la retraite de Chartres. Le chevalier de Poigni, conseiller

(1) Grégoire, p. 21.

(2) Montmartin, p. CCLXXVIII ; Grégoire, p. 41.

(3) Travers, II, 562, 564.

(4) *Les Etats de Bretagne*. Ed. 1875, I, p. 156.

d'Etat, personnage à étudier, que l'on retrouve souvent en Bretagne à cette époque s'acquittant avec habileté de semblables fonctions, reçoit l'assistance morale de Mercœur à Nantes et ailleurs (1).

Pour nous, la politique indépendante et rebelle du duc de Mercœur date seulement de la chute de la royauté, nous voulons dire du 23 décembre 1588 où presque toute l'autorité du roi disparut par l'assassinat des Guises. Ce coup hardi mit l'Etat en dissolution et révolta à jamais l'opinion publique. A peine quelques dévouements personnels et sans écho s'offrirent-ils pour poursuivre les projets du roi dans leurs dernières conséquences (2). Pour tous, en Bretagne, comme ailleurs, la situation fut tranchée. Au moment où tout faisait craindre l'avènement d'un roi hérétique et montrait le péril des catholiques, Henri III apparut, ce qui malgré tout était toujours resté douteux jusque là, faisant le jeu des ennemis de la religion dont il venait de faire périr les meilleurs défenseurs. La haine des Ligueurs se déchaina contre ce roi perfide, les plus politiques le sentirent à jamais compromis, tout ce qui touchait à la maison de Lorraine n'en put attendre que meurtre ou spoliation.

On a parlé de dangers personnels courus par Mercœur au moment de cet attentat. Rien n'y fait croire. Le duc n'était ni assez hostile, ni assez redoutable pour que sa disparition fût préméditée. On peut bien admettre qu'une dépêche de la reine Louise, avec laquelle il était en correspondance suivie, vint lui annoncer les événements et lui ôter toute envie d'aller à Blois. Biré, si prompt à accuser Henri III d'avoir voulu englober Mercœur dans la destruction des Lorrains lors de la journée d'Auneau, n'eût pas manqué de mentionner le plus léger semblant de piège (3).

Mercœur fut absolument surpris par cette catastrophe. Loin d'être prêt à en profiter, il fut pris au dépourvu. Quoi qu'on en ait dit, rien n'était préparé en Bretagne pour la

(1) Travers, II, 573. — Frotet de la Landelle, I, p. 84, note.

(2) Lettre du comte de Fontaines du 2 janvier 1589 (Discours Apologétique des causes qui ont contraint les Malouins de s'emparer du château de leur ville, Ed. 1883, p. 25).

(3) Biré, p. 255.

révolte; il fallut tout improviser. Ainsi s'expliquent les premiers délais. Si Henri III eût pu obtenir du roi de Navarre de se porter sur notre province, comme il en fut question un moment, il n'eût eu à lutter que contre les forces incohérentes des villes ligueuses. Mais le roi par des négociations sans portée, mêlées peut-être à des machinations ténébreuses, vint donner du temps. On vit bientôt, dès le commencement de janvier 1589, arriver à Nantes M. de Gesvres, chargé de propositions secrètes, Lavardin, que l'on dut congédier après de louches manœuvres coïncidant d'une façon suspecte avec une tentative du duc de Nevers. Celui-ci s'était attardé à La Garnache, malgré les lettres pressantes du roi, que l'attentat de Blois avait privé de toutes ses forces. Tout d'un coup il parut tenir à s'approcher de Nantes et à faire passer son armée par Pont-Rousseau. Plusieurs dépêches nous attestent l'insistance de Mercœur et des bourgeois pour le détourner de ce projet inquiétant. Nous avons même à ce sujet des lettres de Mercœur accusant toute sa déflance.

Monsieur, j'ay tant de congnoissance des pertes et ruynes que ceux de ceste ville ont souffertes depuis que feu Monsieur de Joyeuse fut defaict à Coutras que je ne puis que vous suplyer avec eux vouloir exempter du passage de vostre armée leur village plus prochain afin qu'il nous en puisse rester après le long sejour qu'elle y a faite quelque chose pour nous remettre, encor que la ruyne y soit extreme-ment grande. Vous supplyant aussi croire que tout ce qui est en nostre puissance est du tout dedyé à vous servir, vous ne prendrez donc s'il vous plaist la presente supplication à importunité; ains croirez s'il vous plaist que tant que j'auré force et vie, je seré toujours vostre tres humble et tres obeissant parant et serviteur, *Philippes Emanuel de Loraine.*

En suscription : A Monsieur, Monsieur le duc de Nevers (1).

Monsieur, pour ce que je ne voy aucun moien ni commodité pour le passage de vostre armée à la rivière de Sevre à Vertou ou à Pont-Rousseau pres ceste ville, au contraire toutes les incommodités au

(1) Bibl. N^{ale}, Fonds français 3414, f^o 28. Cette lettre n'est pas datée, elle devait probablement être remise par les députés envoyés de Nantes au duc de Nevers le 16 janvier 1589, selon Travers.

monde pour la grande longueur qu'il y auroit au passage par bateau et pour la pauvreté du pays, oultre que la riviere passée vous aurez les marès de Goulaine qui vous contraindront de rebrousser et monter plus hault, j'ay pensé donc de vous faire ce mot par ce gentilhomme exprès et de ce, Monsieur, qu'il vous sera beaucoup plus commode de prendre vostre passage à Bonnières (1) sur le pont qui se peult faire en peu de tems; et encore que ne manquez de gens propres pour y travailler si ne lesseroie d'envoyer si c'est utile quelques charpentiers afin que par faulte de cela ne puissiez estre retardé. Je m'assur que vous informant plus particulièrement de ce que je vous mande vous trouverez que ce sera le meilleur et plus à propos pour tout. Sur ce, Monsieur, apres vous avoir bien humblement baisé les mains, je prie Dieu vous donner heureuse et longue vie. A Nantes, ce 18^e jour de janvier [1589], vostre tres humble et tres obeissant cousin et serviteur, *Philippes Emanuel de Lorraine*.

En suscription : A Monsieur, Monsieur le duc de Nevers (2).

MONSIEUR, ainsy que j'ay reseu vostre lestre je vous ay voulu envoyer le sieur Tornabone pour vous supplier de m'excuser si je ne vous suis allé baiser les mains ce matin (3), comme je voulais faire et comme je dois. Mais je n'é peu abandonner ceste ville; je l'ay aussy chargé de vous assurer que quoy qui puisse arriver je serai toute ma vie vostre tres humble serviteur le plus désireux de vous en faire paroistre les effects. Ce 19^e janvier, votre tres humble et tres obeissant cousin et serviteur, *Philippes Emanuel de Lorraine*.

En suscription : A Monsieur, Monsieur le duc de Nevers (4).

A ce moment se place une bizarre histoire relative aux diamants de la Reine dont la plupart des historiens disent un mot (5). Mercœur aurait reçu en garde les pierreries de la reine Louise avec le consentement du roi, désireux de le retenir à son service par une nouvelle marque de confiance. Nous avons rencontré un document qui paraît réduire tout ceci à

(1) Monnières, près Clisson.

(2) Fonds fr., 3414, f° 26.

(3) Nevers avait sans doute persisté à passer à Vertou ou à Pont-Rousseau, et Mercœur dut se borner à l'empêcher d'entrer à Nantes.

(4) Fonds fr., 3414, f° 30.

(5) D. Taillandier, II, 369; de Piré, I, p. 51; Grégoire, p. 32.

une mise en gage de l'argenterie du duc de Nevers, destinée sans doute à garantir le ravitaillement de son armée.

Mon Frere, je vous ay cy devant escrit et à ma belle sœur (1) à la priere de Monsieur de Nevers pour de la vaisselle qu'il a à Nantes, je vous prie bien fort de le contanter [la] luy faisant rendre. Je luy ay recongneu en vostre endroict beaucoup d'affection et pour mon regard il m'en porte aussy, qui me faict encore de recheff vous prier qu'il ait sad. vaisselle. Il prend ce faict fort à cœur; j'espere de son amytié; et ferez bien aussy de le conserver pour amy; il m'en a escript, qu'il voie [que] pour l'amour de moy vous le contantez. Priant Dieu, mon frere, vous avoir en sa sainte garde. A Chenonceau, ce 5^e decembre 1589, vostre bien fort bonne sœur, *Loyse*.

Et au-dessus : A mon frere Monsieur le duc de Mercure (2).

Nous ajouterons ici deux autres lettres qui, comme les précédentes, n'ont point été données dans les recueils de documents inédits sur la Ligue en Bretagne. Ce sont, à notre sens, les deux premières manifestations de l'évolution de Mercœur et de l'abandon qu'il faisait de la cause du roi.

Monsieur, Je ne me veux jamais excuser en toute occasion où j'auray moyen de vous faire service, mais pour ceste heure, je suis contraint de vous dire qu'il est hors de ma puissance d'y pourvoir sy soudennement, comme il vous plaist me le mander, [d']aucune troupe de cavallerie qui peust renforcer vostre armée, *car l'accident dernièrement arrivé à Blois a tellement desdeigné et refroidy la noblesse qu'il est fort difficile de la faire monter à cheval*; joint que ce malheur a posté tant de defiance que sy je mettoie nombre de mes amys à cheval cela pourroit donner subiect de trouble en ceste province et faire mettre aux champs plusieurs qui n'en cherchent que les occasions pour soubz le prétexte du roy favoriser les heretiques. Toutefois, Monsieur, je ne faudrai d'avertir ce que je pourray de mes amys affin qu'ils vous aillent trouver, et si le temps me permet d'en assembler nombre qui n'ont peu servir, je n'y faudray de vous aller assister ou envoyer mon frere, qui est tout ce que je puis faire pour le present, sinon vous assurer de ce qui est à Montagu avec la compagnie du cappitaine Jean. Quant aux balles et pouldres que vous me demandez, je n'y ay peu

(1) La duchesse de Joyeuse, alors à Nantes.

(2) Fonds fr., 3422, f° 61.

donner ordre pour ce que le controlleur de l'artillerie est party ce matin ; joint que l'on ne peult rien conduire maintenant par eau, et que les charrettes à bœufs ne peuvent passer sur les ponts de ceste ville. Au surplus, Monsieur, je vous supplie vous souvenir que je vous ay dit plusieurs fois, qu'à une grande necessité, où graces à Dieu vous n'estes pas, le Clos de Ber est une belle et seure retraite pour une armée accompagnée de vivres pour plusieurs mois ; et si Dieu vous fait la grace de prendre La Garnache, d'effroy vous pourrez prandre Beauvoir, vous suppliant pour un peu de temps ne le espargner ; et sans vous importuner trop vous vous souviendrez s'il vous plaist de la liberté du cappitaine La Chesnaye ; et soiez toujours asseuré de ma ferme volonté à vous honorer et servir de tout mon cœur. De Nantes, ce 8^e janvier [1589], vostre tres humble et tres obeissant parant et serviteur.
Philippes Emanuel de Lorraine.

En suscription : A Monsieur, Monsieur le duc de Nevers (1).

Monsieur, depuis deux jours je vous ay escrit et fait entendre comme il estoit hors de ma puissance en sy peu de temps pouvoir assembler troupe qui vous peult beaucoup servir, *joint le refroidissement qu'il y a parmy la noblesse depuis cet accident* ; aussy esperé-je bien que vous n'aurez le roy de Navarre si tost sur les bras, quy est comme j'ay entendu encor vers Fontenay avec son gros qui n'est pas du tout assemblé ; cela vous donnera loisir de prendre La Garnache tout à votre aise et Beauvoyr que j'ai apiris aujourd'huy qu'alliez ataqner dont je suis fort aise ; et c'est ce quy me fait vous suplyer par ce gentilhomme que je vous envoie exprès qu'il vous plaise vous resouvenir de la requeste que je vous ay fait touchant la garde de ceste place qui par droict et raison appartient au sieur de Guebryant, l'ung de mes amys, ainsy que je vous ay plus particulièrement fait entendre ; et encor que je sache que vous avez plus de soing de l'artillerye que je vous ay presté que moi mesme je vous prieraye, Monsieur, entrant à Beauvoyr me la vouloir renvoyer et faire voir s'il y a moyen de la pouvoir rembarquer, et croire que je seré toute ma vie vostre tres humble et tres obeissant parant et serviteur. Ce 9^e janvier [1589], *Philippes Emanuel de Lorraine.*

Il y a deux jours que je fis passer par ceste ville la compagnie du sieur de la Rochepot avec charge de vous aller trouver en diligence, et demain je feray passer les arquebusiers que conduit Miraulmon, encore que ces passages soient contre la volonté des habitans de ceste ville.

En suscription : A Monsieur, Monsieur le duc de Nevers (2).

(1) Fonds fr., 3422, n° 76.

(2) Fonds fr., 3422, n° 78.

Mercœur était si peu préparé à la révolte qu'une série de coups d'Etat lui seront nécessaires pour devenir maître de Nantes même. Il dut d'abord s'emparer du Château jusqu'alors tenu régulièrement sous l'autorité du roi par son gouverneur de Retz et ses lieutenants. On put gagner le seul de ceux-ci qui fût accessible, de Gassion alors en charge, car les lieutenants alternaient. On fait généralement, mais sans motif, honneur de ce succès à la duchesse elle-même. D'une part il faut mettre l'occupation du château par les Lorrains et la soumission de de Gassion, dont la date précise n'est pas donnée, avant la capture du président Faucon de Ris que l'on sait y avoir été conduit dès le 5 mars 1589 (1) dans le plus grand secret, circonstances qui indiquent que Mercœur possédait déjà la place ; et d'autre, malgré les affirmations contraires, il est certain que le duc resta à Nantes jusqu'au 10 du même mois (2). Quelque confiance qu'il pût avoir dans l'énergie de la duchesse, comment eût-il pu quitter Nantes sans s'être seulement nanti du château ? Dès qu'il en fut maître, le duc et la duchesse de Mercœur se partagèrent les rôles. Ils le firent d'une façon qui indique l'urgence, la précipitation et la prise au dépourvu. A Madame de Mercœur échut l'exécution dans la ville où ils résidaient d'une série de mesures qui devaient compléter la première usurpation. La principale était l'arrestation du maire, de ses adhérents et des notables susceptibles d'opposition et la substitution d'une municipalité ligueuse et dévouée.

Mercœur était forcé de courir à Rennes qui n'était rien moins qu'assuré, car les premières manifestations des ligueurs y étaient dès lors contrecarrées par le Parlement et les autorités militaires. Il n'y peut déjà pénétrer que par surprise et à la suite d'une *émotion*, quoi qu'il fût encore le pouvoir légal. A Rennes, on le voit s'efforcer hâtivement et en quelques jours d'organiser son parti. Il savait à quoi s'en tenir sur le petit nombre d'adhérents qu'il pouvait espérer parmi le Parlement ; mais il comptait agir sur le reste par l'autorité de ses fonctions intactes officiellement. Il se croyait maître du corps de ville. Celui-ci composé de membres du clergé, de

(1) Ropartz, la journée des Barricades à Rennes, 1877, p. 30.

(2) Lettre au duc de Nevers, Fonds fr., 3414, n° 27.

gens de justice et de bourgeois, venait d'être élu le 23 février, en présence, mais non certes sous la pression de La Hunaudaie. Les élections avaient donné une liste de bourgeois assez ligueurs pour que Mercœur la maintint sans exception. Il renforça le clergé de l'appoint de deux ou trois zélés comme le chanoine d'Argentré et Jean Gobery, recteur de Vendel. Le vrai résultat de son intervention fut la substitution d'une série de personnalités nouvelles dans l'élément judiciaire. Il en exclut les précédents élus qui lui étaient hostiles et tout particulièrement le sénéchal Le Meneust. Il se fia sans doute à l'homogénéité de ce nouveau conseil. La suite montra qu'il ne lui avait tracé aucun plan de résistance.

Cette époque est vraiment unique pour la complication des incidents. Les faits sont pleins de contradictions qui dérangent les idées préconçues quelles qu'elles soient. Voilà Mercœur à Rennes, il y est entré, quelque droit qu'il eût, en vrai chef de parti (1). Ses bandes ont fait prisonnier un lieutenant du roi, du Breil, aux portes de la ville. Il ne craint pas lui-même d'aller entendre à Saint-Pierre le prédicateur qui traite cruellement le roi son beau-frère (2); et cependant la Communauté dont il dispose, les cinquante-niers qui forment la force vive des ligueurs viennent prêter un serment où il entre avec la conservation de l'Union et de l'église catholique *la manutention de l'autorité du roi*. Le duc ne diminue en rien les pouvoirs de La Hunaudaie prêt à repaître pour reprendre les droits qu'il a en l'absence du gouverneur. Il le conserve même nominalement à la tête du corps de ville qu'il vient de réformer. S'il a chassé Montbarot de la porte Mordelaise *manu militari*, il ne le dépose même pas de sa charge; car La Charronnière dont on a fait souvent un gouverneur (3), n'était que le commandant des cinquante-niers qui avaient demandé à Mercœur de leur donner pour chef ce ligueur suspect. Enfin un autre trait de la conduite ambiguë que tenait le prince à ce moment où sa rébellion n'était pas niable, c'est que loin de s'opposer à une corres-

(1) Ropartz p. 90. Lettre du roi aux hab. de Rennes, 23 mars 1589.

(2) Lettre du roi au Parlement, 1^{er} avril 1585. *Ibid.* p. 108.

(3) Biré, p. 258.

pondance directe du Parlement ou des bourgeois de Rennes avec Henri III, il y donne son approbation expresse et la laisse en réalité avoir lieu (1).

Tout ce respect pour les formes et les personnes n'indique pas une résolution arrêtée de bouleverser à son profit le régime politique préexistant, et révèlent un étrange type d'ambitieux. Il est vraisemblable d'attribuer beaucoup de ses contremarches pendant le semestre qui précéda l'assassinat de Henri III à des scrupules d'honnête homme. L'âme singulière de Mercœur doit souvent être jugée délicatement. On commet souvent la faute quand il s'agit de lui, comme de tous ceux qui ont abusé de la dissimulation, de méconnaître chez eux les intentions droites. On a sans doute par exemple le fond de sa pensée de chrétien sincère, et non une parole de duplicité, dans ces mots écrits aux Rennais au milieu de la colère qu'il ressentait de la perte de Rennes.

« Encore vous veux-je bien adviser que sy n'y prenez promptement garde vous en allez priver de l'exercice de la religion vostre ville pleine d'hérésie et de ses fauteurs... Veuillez y s'il vous reste au cœur quelque scintille de religion, le devoir que j'y ay me convie seul à vous donner cet advis ; aussy que je ne désire pas voir la perte des corps et des âmes tout ensemble (2). »

Si l'homme donna sincèrement ce conseil, le politique dut gémir de le voir suivi, car la persistance de Rennes dans une direction nette à la fois catholique et royaliste devait ruiner ses espérances.

On sait comment il perdit Rennes en un tour de main. Tout ce qu'il avait cru établir fut anéanti et la ville remise aux royaux avec une facilité qui établit bien le peu d'action qu'il avait su acquérir sur elle. La faute capitale d'abandonner une position aussi importante dans un moment si critique n'a d'autre explication que les nécessités d'organisation d'un parti puissant comme opinion, mais encore rudimentaire comme force active. Il fallait courir au plus pressé. La Ligue avait besoin de Fougères, si important pour tenir en échec

(1) Ropartz, p. 85.

(2) Lettres inédites pub. par la Soc. Arch. d'Ille-et-Vil., 1862 p. 298.

Vitré, où se concentraient les seules forces belligérantes des protestants de Bretagne. Il fallait devancer le marquis de La Roche, gouverneur de Fougères, qui s'y rendait en poste de Blois à la nouvelle de l'entrée du duc à Rennes ; puis profiter de l'arrestation du marquis par les chevaux-légers du Nantais pour acheter le château à son lieutenant de Greal, qui sembla un instant vouloir résister, quoique la ville fût toute aux ligueurs. Là comme ailleurs tout était à faire.

Le roi ayant enfin acquis la certitude qu'il ne pouvait plus rien espérer de celui des Lorrains qui lui tenait le plus près et qu'il avait jusque là pu maintenir dans une obéissance relative, se décida à agir énergiquement. Il multiplia bien plus qu'on ne l'a cru les mesures propres à se conserver la Bretagne et agit en roi au moins cette dernière année. Avant d'aller lui-même à Nantes comme il en formait le projet (1), son premier soin fut d'envoyer à Rennes La Hunaudaie, subordonné de Mercœur, mais pourvu comme tous les lieutenants des gouverneurs d'une commission directe du roi. La Hunaudaie parut dans cette ville dès le 23 février 1589. On pouvait compter sur les chefs militaires de second ordre pour former un centre de résistance royaliste. A La Hunaudaie devaient se joindre des gouverneurs de villes tels que de Fontaines, cantonné à Saint-Malo, Guy de Rieux et son neveu Sourdéac, le marquis de Coetquen, Montbarot, commandant à Rennes. La suite montra, à l'encontre de toutes les accusations de protestantisme, que ces chefs étaient de purs royalistes, dignes d'être associés à la sage politique du Parlement de Rennes, celle de résister aux ligueurs sans rien accorder aux protestants. De nombreux conflits avaient mis dès longtemps ces défenseurs de la royauté en opposition avec Mercœur. Un épisode peu connu nous fait voir dès 1587 La Hunaudaie empêchant, sans doute en vertu d'ordres secrets, Vitré, la porte de la Bretagne de ce côté, de tomber en ses mains. Nous ne craignons point d'abuser de ces documents inédits, plus intéressants sans contredit que tout ce que nous pourrions

(1) Il fait écrire des Ponts de Cé, à Mornay, le 23 mars 1589 : « qu'il faut qu'il aille à Angers, de là à Nantes pour empêcher les desseins de M. de Mercœur qui commencent à esclater en Bretagne... Surtout S. M. vous prie que son dessein de Bretagne ne soit divulgué » (Mémoires, I, 892.)

dire. On a parlé (1) d'une tentative de Mercœur sur Vitré antérieure au grand siège de 1589, ce n'est sans doute ni un complot ni un fait militaire. Il n'y a point de traces de l'un ou de l'autre, et il serait difficile de les placer. L'assertion résulte sans doute d'une méprise à l'occasion des faits relatés dans les lettres suivantes.

SIRE,

Le sieur d'Alegre m'estant venu trouver de Vitré en ceste ville m'a rendu la lettre qu'il vous a pleu m'escire pour luy et présenté la commission que luy avez faict expédier pour commander es ville et chasteau dud. Vitré pour y donner mon consentement, ce que j'ay différé pour plusieurs considerations regardans le bien de vostre servisse, comme j'espere vous deduire bien tost que j'auray cest honneur d'estre aupres de vostre Maiesté. Oultre qu'ayant sur pareille depesche qu'avez nagueres baillé au sieur de Chasteauneuf donné mon attache, je ne puy la revoquer pour l'acorder aud. sieur d'Alegre que je n'en aye autrement sceu l'intention de vostre d. Maiesté que je supplie cependant ne trouver mauvaise ceste dillation et au surplus se ressouvenir de la plainte que je luy ay faicte sur ce sujet avec assurance què je prendray toujours beaucoup de plaisir de me conformer à ce qui sera de sa volonté. Sur ce je prie Dieu vous donner, Sire, en tres parfaite santé prospérité et tres heureuse vye. De Nantes le..... jour d'aout 1587.

Vostre tres humble et tres obeissant sujet et serviteur,

Philippe Emanuel de Lorraine.

En suscription : Au Roy (2).

SIRE,

L'honneur qu'il vous a pleu me faire paraistre d'avoir mes desportemens agreables et le contentement qu'il vous a pleu de resevoir du repos que j'ay maintenu en ceste province sous vostre otorité et en la fidelle obeissance quy vous doyvent, me font croire certainement que la guarnison que le sieur de La Hunodey a ses jours mys dans le chasteau de Vitré et la fasson violente dont il s'est sesy de ceste place n'est par vostre commandement ny aprouvée de votre Maiesté ; ains qu'il en emprunte fausement et mallicieusement le nom pour couvrir l'injure que en cela il me veult faire resevoir, avecq l'entier mespris de l'otorité dont il vous plaist m'onorer, ou pour mieux dire qu'il s'en veult servir

(1) De Piré, I, p. 19.

(2) Fonds fr., 3396, n° 32.

affin d'avoir plus de moyens et moins d'obstacle à favoriser vos ennemis comme il en est de tout temps soupçonné et sy justement que si n'eussions usé de grace à son endroit il y a longtemps qu'il estoit perdu de vie et de réputation, chose dont je vous supplie vous resouvenir. Comme aussy, Sire, que telles entreprises sont de fort mauvaise consequence pour le bien de votre servisse et repos de ceste province et n'est eusité en nul part de ce royaume que les lieutenans dans les gouvernemans ayent aucune puissance ny puissent agir que comme personne privée sy ce n'est en l'absence des gouverneurs en chef, principalement en ce qui despent du commandement ou établissement des gens de guerre ainsy que vostre Maesté sest trop mieux que personne ; de laquelle je me promets tant de justice, de faveur et de bonté que sous les considerations de la juste plainte que je luy en fais presentement, vous ferés commandement au sieur de La Hunodey de deslessier lad. place en tel estat que je y puis faire le deu de ma charge et y establir l'ordre qui y sera necessaire pour vostre servisse ainsy que j'ay fait aux aultres places de cœurs de la religion de ce pais dont vous avez receu contantement ; luy faisant paroistre par effaict que vous trouvez ceste entreprinse sy mauvaise que personne à son exemple n'ose cy après faire telle entreprinse ; vous suppliant aussi tres humblement me permettre vous faire entendre que je m'en resens tellement offencé que j'emeroiy mieux mourir que de la suporter et que je suis desiliberé d'employer tout ce que j'ay en ce monde de parans, d'amis et de moyens pour en avoir la raison, protestant neanmoins à vostre Maesté que tout ce que je sens n'est pour aucun interest que je y pretende à mon particulier, ny pour remuer aucune chose qui vous puisse estre desagreable, mais pour simplement me retablir en l'otorité quy m'est due et dont il vous a pleu m'honorer de laquelle je dois estre si soigneux que je ne la puis laisser alterer sans ung grand blamme de vous quy me l'avez mis en main et mespris de tous les gens d'honneur. C'est pourquoy, Sire, vous me ferez ceste honneur, s'il vous plaist, d'avoir mes remontrances agreables et d'i pourvoir ainsy que justement je vous en requier, vous suppliant tres humblement de croire que j'executeray tousiours vos commandemens avec la fidelité que je dois et comme personne qu'y a ceste honneur d'y estre particulièrement obligé et qui pour chose du monde n'y voudroit manquer comme doit faire. Ce 12^e juing [1588],

Votre tres humble et tres obeissant frere et serviteur,

Philippes Emanuel de Lorraine.

En suscription : Au Roy (1).

(1) Fonds fr., 3370, n° 61.

Le roi avait encore conservé en Bretagne un autre point d'appui solide dans le Parlement de Rennes. La politique royale y avait ménagé avec suite son influence par l'accession des membres non originaires et peut-être surtout par le choix vigilant des conseillers originaires. Le roi y profitait aussi du gré qu'on lui avait su du maintien de la suprématie judiciaire à Rennes et des craintes qu'inspirait toujours l'antagonisme des Nantais. Si le Parlement n'avait jamais été, à cause de l'indépendance de ces assemblées au *xvi^e* siècle, absolument dans la main du roi ; il l'était encore moins dans celle des gouverneurs de la Province. Mercœur en particulier n'avait jamais su se le concilier. Dès le début de sa rébellion, il en reçoit des marques non équivoques d'hostilité. Ses adhérents de la première heure y sont si peu nombreux qu'on le voit se livrer à de misérables manœuvres pour gagner des conseillers qui lui sont députés, et ces recrues médiocres deviendront le plus bel ornement de son parlement de Nantes.

Un homme était tout indiqué pour agir au nom du roi sur le Parlement et y transmettre ses volontés. Le premier président Faucon de Ris (1), créature de Henri III, son conseiller d'Etat, déjà employé à Rouen comme premier président en 1584 dans des circonstances difficiles, et qui se trouvait encore à Blois près de la personne royale. On le représentait récemment (2) comme chargé à l'égard de Mercœur d'une dernière tentative de conciliation. Il venait carrément pour le combattre, ainsi que l'affirme Biré (3). S'il en eût été autrement, il n'eût pas été traité par le duc comme un ennemi personnel ainsi qu'il le fut. La haine de Mercœur contre cet agent est établie non seulement par le long emprisonnement qu'il subit ainsi que son gendre, mais de plus par la persécution qui fut exercée jusque sur son fils, que son animosité ne craignit pas d'envoyer ramer sur les galères de la Ligue (4). On n'a pas les dépêches dont était chargé Faucon de Ris. Elles devaient

(1) Réception du 27 avril 1587 dans la liste de Nosseigneurs du Parlement.

(2) *Cours d'Hist. de Bret.*, par M. de la Borderie, 1894, p. 42.

(3) Biré, p. 257.

(4) Travers, III, 65. Il s'échappa en février 1592 et se réfugia à Brest.

être adressées à la fois au Parlement et aux autorités militaires de Rennes, doubler celles du marquis de La Roche et être dans le sens de celles qui parvinrent un peu plus tard à leur destination. Le premier président était un homme très habile, bien capable de réussir dans sa mission. M. Ropartz l'a déclaré, on ne sait pourquoi, peu sympathique (1). La suite prouva combien il était cher au Parlement et quelle influence il y avait. Que Mercœur eût été averti par la reine Louise du départ de ce dangereux émissaire, les contemporains l'ont dit (2) et c'était un procédé bien ordinaire dans ces temps troublés. Quoi qu'il en soit, le duc put prévenir à point ses chevaux-légers. Commandés par Vignancourt, ils allèrent cueillir le premier président sur la levée de la Loire peu avant Ancenis où ils l'amènèrent le 2 mars. La troupe était masquée et avait quitté ses pasquils oranges pour une sombre livrée. Tout était préparé pour le profond mystère qui régna quelques jours sur cet enlèvement, permettant à Mercœur de jouer la surprise et de multiplier les désaveux avec une hypocrisie bientôt flagrante.

Ce coup audacieux était une insigne maladresse. Il produisit le résultat le plus favorable aux intérêts du roi en brouillant irrémédiablement Mercœur avec le Parlement. Il faut remarquer que cet acte violent atteignait à la fois les originaires et les non originaires, puisque Faucon de Ris fut pris accompagné de son gendre Loysel de Brie, conseiller originaire. C'est une preuve de plus que la question d'origine était en dehors de la division des partis dans le Parlement de Bretagne. On sait d'ailleurs que celui des présidents à mortier qui alla spontanément trouver Mercœur à Nantes dès la fin de février 1589 (3), Carpentier, destiné à la première présidence du Parlement de la Ligue, était nivernais. L'autre président, Dodieu de Vely, l'ardent ligueur qui ne craignit pas d'endosser la casaque et de descendre dans la rue aux barricades de Rennes, était lyonnais d'origine et orléanais de naissance. Il est bien acquis que la liste des membres

(1) Ropartz, *Ibid.*, p. 20.

(2) Montmartin, CCLXXVII.

(3) Reg. secrets, 7 mars 1589.

du Parlement de Nantes, ligueurs ou personnages gagnés par Mercœur, n'a aucune signification de nationalité (1).

Mercœur put bientôt voir quelles étaient pour lui les conséquences de la perte de Rennes. Frappé avec hardiesse et à coups multipliés d'arrêts par le Parlement, destitué par le roi avec une décision qui surprend, il se trouva simple chef des Ligueurs dès le commencement d'avril, infiniment plus tôt qu'il ne l'avait cru. Il n'avait pas su tirer grand parti des forces du gouvernement légal dont il avait été si longtemps le représentant. Il n'avait réussi, malgré le prestige de sa charge, à conquérir presque aucun de ses subordonnés. On ne peut dire qu'il en eût jamais été autant secondé que l'avaient été en leur temps Montpensier ou d'Etampes. En tout cas, il est certain que toute l'autorité qu'il tenait de ses fonctions disparut. Il ne fut plus gouverneur de Bretagne que pour les Ligueurs. Il lui restait à utiliser à son profit les forces peu cohérentes de la Ligue, à créer au moyen de l'Union des Catholiques une nouvelle organisation dont il demeurât le chef.

Nous voudrions pouvoir passer en revue les manifestations de la Ligue en Bretagne jusqu'aux premiers jours de 1589. Assemblées de villes, *émotions* populaires, prédications, processions, serments, viennent témoigner de l'ébranlement sincère et profond d'une population ardemment catholique. La presque unanimité du clergé, la bourgeoisie entière, le peuple des villes, croient au péril de la religion et se déclarent prêts à la défendre. Ce danger existait bien en France et, malgré les excès d'une lutte désordonnée, ce sera toujours l'honneur des Ligueurs français de l'avoir écarté. Mais en Bretagne, on ne le voit pas. Le soulèvement de l'opinion publique n'y avait d'autre utilité que celle d'appuyer moralement l'effort de la Ligue de France. Il eût existé sans doute, même si Mercœur ne l'eût propagé. Il est probable que sans lui il ne se fût pas

(1) Vetus, également président à mortier qui se réfugia à Paris où il devint membre du conseil de Mayenne, était bourguignon. Dans le Parlement de Nantes, si peu nombreux qu'il serait mieux appelé une chambre, on trouve encore : Guillaubé, poitevin, Jacquolot et Bitault, angevins, De Launay et plusieurs autres non originaires. — Cf. Carré, *le Parlement de Bretagne*, p. 301.

organisé et ne fût pas arrivé à l'insurrection. Ce n'était en effet que le contre-coup de faits étrangers à la province, « une contagion de l'esprit de Ligue », due à la circulation des nouvelles et des innombrables pamphlets, ardents débuts de la presse politique. La prise d'armes des ligueurs bretons se faisait sans aucune nécessité immédiate. La religion nationale ne courait aucune espèce de péril, surtout au moment où Mercœur se mit à la tête d'une Ligue armée. On ne voyait en Bretagne de protestants en armes qu'à Vitré et à Josselin faiblement tenu par un allié des Rohan. Les suites de la déroute d'Angers en 1585, la mort du comte de Laval et de ses frères, celle de René de Rohan, la perte de Blain avaient enlevé aux huguenots de combat toute possibilité d'agir militairement. Le terrible édit de juillet 1585, sévèrement appliqué dans toute la Province, avait fait disparaître les ministres, leurs plus zélés collaborateurs, les églises protestantes elles-mêmes. L'exode de leurs différents prêches contraints de se réfugier à La Rochelle, tel qu'il nous est raconté par Crevain, justifie bien ces mots d'un historien protestant : « L'année 1585 fut plus funeste aux églises réformées de Bretagne que ne l'avait été la Saint-Barthélemy (1). » La minorité infime, mais souvent inquiétante par sa hardiesse, que formaient les calvinistes en Bretagne était si bien rentrée sous terre qu'elle n'en ressortit guère depuis.

On ne peut donner de meilleure preuve de l'absence du péril religieux en Bretagne que la conduite de la partie de la Province qui se sépara de Mercœur. Le Parlement de Rennes a parlé en son nom par de multiples arrêts. Livré à lui-même, le Parlement fut si loin de broncher dans sa foi que l'ardeur de ses manifestations catholiques surprend le moins prévenu (2) et n'a rien à envier à celles de la Cour de Nantes.

Le mouvement fut tel dans ce sens qu'il entraîna les notabilités les plus soupçonnées de protestantisme, comme La Hunaudaie et Montbarot, à agir sans tenir le moindre compte de leurs convictions personnelles. Aucun d'eux n'osa les

(1) Vaurigaud, *Eglises ref. de Bret.*, 1, 254. Crevain, Ed. 1851, p. 267 et suiv.

(2) *Plaintes des Eglises réformées*, 1597, ap. *Mémoires de la Ligue*, 1599, VI, 496; Pichart, col. 1727. *Table des Arrêts du Parlement*.

manifeste tant la ville la plus hostile à la Ligue leur paraissait bonne catholique.

Quelles étaient les forces de Mercœur au moment de la perte de Rennes ? Il tenait la campagne. De nombreuses compagnies de cavalerie, occupées jusque-là aux environs de Nantes ou dans le bas Poitou, l'avaient suivi. D'autres arrivaient avec de Vicques des confins de la basse Normandie. Ses troupes de Dinan et de Concarneau parcouraient les régions voisines de ces villes. Avant d'avoir d'ennemis aux champs, il commençait avec une audace peu politique la guerre de partisan. Ses bandes des environs de Rennes, en attendant qu'il les dirigeât sur Vitré, inauguraient à l'égard des royalistes et surtout des parlementaires (1) un système de représailles cruelles et lucratives, ruinant leurs terres, dévastant leurs maisons rurales, levant des contributions onéreuses d'après les dénonciations les plus douteuses sur des bourgs et des villages dépendant plus ou moins d'eux. La guerre sans doute se faisait alors ainsi. Mercœur embarrassé dès le début, comme il le fut de tout temps, pour défrayer ses troupes, devait nécessairement avoir recours aux procédés usuels. Il n'en est pas moins vrai que l'initiative de ces extorsions ne révèle pas le chef d'un grand parti et montre encore moins chez l'homme, qui se disait toujours gouverneur de Bretagne, le souci de ménager sa province.

A ce moment les villes de la Ligue fournissaient à Mercœur de chaleureuses adhésions, mais rien de plus. Il lui fut toujours difficile d'en tirer grand'chose, même quand il eut organisé son gouvernement et qu'il eut l'appui de ses Etats. On ne voit guère que la ville quasi indépendante de Saint-Malo lui fournir un corps de troupes régulier lors du siège de Pontorson. Ses lieutenants purent rarement s'aider des milices bourgeoises et des canons des villes et cela seulement à l'occasion de l'attaque de quelque château voisin inquiétant pour elles. Les communautés ligueuses expédièrent, il est vrai,

(1) Saisie des bagages de La Hunaudaie, 22 février 1589 ; commission du 19 avril au sieur de La Chaise pour courir sus aux Rennais ; pillage de Marigné au président Harpin, 21 avril, etc. (Reg. secrets ; D. Morice, Pr. III, 1497, Pichart *passim* ; Cf. Ropartz, p. 133, etc.)

fréquemment à Mercœur des prisonniers, gens suspects dont elles se débarrassaient ainsi, ou des gentilhommes oubliés dans leur terre pour qu'il les enrôlât (1). Mercœur dut voir bientôt qu'à part des levées de deniers et quelques munitions aussi lentes à recouvrer qu'à obtenir, il ne pouvait espérer de ces villes, qui s'étaient si bruyamment déclarées pour l'Union, que la défense particulière de chaque place et une fédération rarement féconde en résultats matériels, plus rarement utilisable à son profit.

Ce qu'il y a certainement de plus obscur dans l'histoire de la Ligue en Bretagne, ce sont les causes du soulèvement des paroisses rurales. Il est facile de le comprendre pour les environs de Vitré, comme nous le verrons plus loin, mais comment les paysans du fond de la Bretagne, de la Cornouaille, du Léon, se trouvent-ils tout de suite en armes dès 1589 et en vraie insurrection en 1590 (2)? Il est bien vraisemblable que Mercœur dut leur faire appel, sitôt que Rosampoul eût été chassé de Brest par René de Rieux (fin septembre 1589), dans le but de paralyser l'action de ce nouveau centre royaliste. Ses émissaires n'ont cependant laissé aucune trace, et le caractère si particulier de la guerre civile dans ces régions ferait croire à la spontanéité du mouvement populaire. L'imprudence des royalistes contribua aussi à le provoquer. Ils ne faisaient évidemment pas pis que les soldats de Mercœur dans la haute Bretagne. Mais leurs premiers excès rencontrèrent une population bien différente. Il suffit de revoir dans le chanoine Moreau le portrait qu'il nous trace du peuple Bas-Breton. Il fait comprendre comment ces fières paroisses, déshabituées par une longue sécurité des pillages et des impositions, purent commencer au nom de la Ligue une insurrection qu'elles devaient continuer contre les brigands du parti ligueur. « La longue paix dont ils avaient joui pendant l'espace de plus de deux cents ans les avait mis si à leur aise qu'ils méconnaissaient leur condition et se trouvaient plusieurs d'eux et mieux logés et ameublés que beaucoup d'au-

(1) La Chambre du Conseil de la Sainte-Union de Morlaix, pub. par M. de Barthélemy dans la *Revue hist. de l'Ouest*, 1885-87, *passim*.

(2) Moreau, Ed. 1857, p. 109.

tres de qualités plus relevées, leurs ménages bien complets, garnis entre autres de grandes tasses ou hanaps d'argent doré et choses semblables qui les rendaient superbes et arrogants... (1) »

On a fréquemment reproché à Montmartin d'avoir fait au commencement de ses Mémoires un tableau inexact de la noblesse qui suivit Mercœur. Ces mots : « Il avait pratiqué nombre de gentilshommes, mais non pas des plus grands et des premiers de la province » peuvent avoir été écrits par un ennemi avéré, ils n'en sont pas moins presque vrais. Nous ne pouvons donner ici pour l'établir la liste complète des ligueurs et le relevé de leurs tenants et aboutissants. Mais en résumé il est prouvé que ni la grande noblesse, ni ceux de ses membres qui remplissaient les fonctions de lieutenants généraux, de gouverneurs de ville, de commandants de bans et arrière-bans (2) ne furent pour lui. Il fallut par divers moyens en s'aidant des ligueurs les débusquer de leurs positions. Le résultat des pratiques de Mercœur sur les seigneurs un peu considérables fut très mince. D'assez bonne heure il gagne une branche importante de la famille de Carné et se fait un fidèle du jeune Rosampoul (3). Il sut aussi conquérir Lezonnet et Saint-Laurent qu'il put gratifier en toute sécurité dès 1585 des gouvernements de Concarneau et de Dinan, de Talhouët qui le secondait à Rennes dès le début de la guerre civile et qu'il récompensa en l'installant à Redon, un de Guébriant, bientôt après de Goulaine, frère de Saint-Laurent, les d'Aradon, quelques d'Espinay. Un peu plus tard il s'attacha le marquis de Belle-Isle, esprit inquiet et dangereux pour son propre parti, mort à temps pour mériter les larmes du chef de la Ligue (4). Ce dernier, ainsi que le duc d'Elbœuf, seigneur d'Ancenis, n'avaient rien de breton et étaient plutôt des alliés

(1) Moreau, *Ibid.*, p. 386.

(2) Du Brignon de Plœuc amenant à Carhaix l'arrière-ban de Cornouailles, semble venir plutôt au secours de la noblesse que de la cause de Mercœur. Cf. Piré, I, 257.

(3) Lettre à Jérôme de Carné, mise par D. Morice sous le 24 août 1578. (Pr. III, 1444.)

(4) Tué au Mont-Saint-Michel le 22 mai 1566 ; ses obsèques dans Travers II, 86.

de frontière que des fidèles. Si l'on fait, dans les arrêts du Parlement (1) rendus au commencement de 1589, le relevé de ceux qui suivaient les enseignes de Mercœur, on voit qu'ils se divisent en deux catégories. Une clientèle assez restreinte encore, mais destinée à s'accroître, de gentilshommes bretons peu fortunés forme la première ; l'autre se compose de chefs de cavalerie, peu ou point bretons, quelques-uns étrangers : Les Vignancourt, Ville-Serin, La Chesnaio-Vaulouet, La Chaise, La Plante, La Vaugine, La Fontaine-Beauvils, capitaine Jan, etc., dont le nom reviendra désormais à chaque instant dans les épisodes de la Ligue. Ce sont des gens d'audace, rapides dans leurs évolutions. Enrôlés par Mercœur pour les guerres du Poitou, ils le suivent pour exercer leur profession de soldat comme ils auraient suivi le duc de Nevers ou tout autre chef. Ils forment à ce moment la partie la plus disponible et la plus sûre des forces de Mercœur. Ils obéissent en ce qu'ils convergent au but indiqué, par ailleurs ils font vivre leurs troupes dans une indiscipline à peine troublée par quelques pendaïsons. Parmi eux s'élèveront bientôt des capitaines presque indépendants, ne prêtant leur concours que pour conserver l'étiquette de la Ligue et obtenir l'aveu de leurs pillages et de leurs excès de toute sorte. Ce seront les La Magnanne, les Saint-Offange, vrais chefs de Grandes Compagnies ressuscitées à l'occasion de la Ligue, et leur élève, celui-là Breton, La Fontenelle.

Si l'on rapproche de ceux qui marquèrent dans les armées de Mercœur, gentilshommes ou autres, les noms du même ordre figurant du côté royaliste, on constate avant tout l'éparpillement de la noblesse bretonne, contrée par contrée et souvent famille par famille. La division est telle qu'il est impossible d'admettre qu'il y ait en jeu aucune question de nationalité. Les gentilshommes se répartissent dans les deux camps selon des intérêts multiples, beaucoup évidemment à cause de leurs convictions religieuses. On ne trouve pas un seul mot qui se réfère à des intérêts bretons représentés par Mercœur dans les confidences de d'Aradon, le seul ligueur de son ordre qui nous ait fait connaître ses sentiments. Les roya-

(1) D. Morice, Pr. III, 1497 ; *Arch. du Parlement*, Chambre des enquêtes.

listes pendant toute la durée de la lutte comme après la victoire se montrèrent aussi attachés que les Ligueurs aux privilèges de la Bretagne (1). Cette question n'était donc pas celle qui armait la noblesse l'une contre l'autre, pas plus qu'elle ne s'agitait entre les parlementaires. Elle était réservée, comme un intérêt étranger aux luttes du moment et également cher à tous. Les soutiens de la Ligue et de la cause personnelle de Mercœur ne faisaient point de lui le champion des revendications bretonnes, pas plus qu'il ne s'était lui-même destiné à ce beau rôle. Le seul mobile supérieur du parti était la religion. Quand après la conversion de Henri IV elle cessa d'être en cause, ceux dont le gouverneur de Bretagne avait été le chef d'occasion se détachèrent de lui. Il les vit presque tous passer au roi ou à l'Espagnol, comme les d'Aradon. Le duc avait peu su s'acquérir le dévouement personnel et ses intérêts n'étaient chers à aucun des bretons qui l'avaient suivi. Ce propos tenu par La Charronnière, dès 1591, nous édifie sur les pensées de l'entourage de Mercœur : « Nous sommes, disait-il à P. Eon des Hasets, bourgeois de Saint-Malo, son ami, nombre de gentilshommes qui suivons M. de Mercœur, les uns en espérance de récompense, les autres parce que nos biens sont situés aux portes et voisinage des places qu'il tient en la Province et autres pour diverses considérations, qui ne sommes pas hors d'espérance de le voir un jour par force ou autrement réduit au service d'un roi catholique, mais nous en perdrons tout à fait l'espérance si à ce qu'il tient de villes... il avoit adjousté celle de Saint-Malo (2). » N'oublions pas que La Charonnière était ou allait être grand Maître de l'Artillerie de Mercœur, et nous concluons que le parti de Mercœur qui a tant duré n'était cependant pas bien vivace et renfermait de bonne heure en germe toutes les défections.

Mercœur, chef des Ligueurs, ne pouvait rien espérer que d'une guerre de religion. Aucun point de la presque île bretonne ne lui en offrait encore le prétexte. Vitré seul, avant la mort de Henri III, lui fournissait une occasion d'affirmer par des

(1) Voyez les cahiers des Etats de Rennes et la Remontrance au roi sur les misères de la Province, 1597, dans les *Mémoires de la Ligue*, VI, 641.

(2) *Mémoires de La Landelle*, I, 275.

actes son zèle pour la foi. Les royalistes étaient contraints de soutenir les protestants qui occupaient cette porte de la Bretagne ; rien ne pouvait être plus compromettant pour eux. Mercœur put, grâce à ce long siège, confondre ses ennemis dans une même réprobation et réunir contre eux les catholiques. Cette guerre confirma son autorité dans les centres de la résistance religieuse et lui valut un immense appui d'opinion. La réunion visible des royalistes et des protestants lui assura en outre une assistance plus réelle. Le péril redouté causa dans les paroisses voisines de Vitré une agitation profonde. Elles accoururent au siège, bloquant la ville et interceptant les passages. Les paysans se montrèrent vaillants comme toujours dans ces engagements qui eurent souvent comme théâtre *leurs chemins estroits et grands fossés*. Les milices de ces campagnes paraissent avoir été directement convoquées par Mercœur ; il les emploie aux travaux d'approche et donne différents ordres à leurs détachements. Ce siège, dont les péripéties sont trop connues pour que nous en parlions, se termine par un épisode significatif. Mercœur quitte Vitré, oubliant les fidèles milices catholiques et les laisse tailler en pièces par Montsoreau sans en prendre le moindre souci (1). Où est l'homme qui déclarait que la conservation d'un catholique lui était plus chère que celle d'une ville (2) ? Où est le chef religieux identifiant sa destinée avec celle des défenseurs d'une cause sacrée ?

L'heureux enlèvement du comte de Soissons à Châteaugiron donna du répit à Mercœur, déjà visiblement amoindri par les dernières preuves de l'activité du roi. A ce moment le coup de Jacques Clément vint transformer sa cause et la rendre réellement soutenable. Son rôle était affranchi de cette tare d'ingratitude envers un beau-frère qui l'avait comblé. Il se trouvait seul chef reconnu d'un grand parti en face d'un prétendant dûment hérétique. Les craintes du clergé et des populations devenaient réelles, les royalistes les plus sincères étaient ébranlés, beaucoup se retiraient à l'écart ; et ainsi que le déclarèrent les délégués de la noblesse du Léon : « ceux qui du

(1) Montmartin, CCLXXXIII ; de Piré, I, 85.

(2) *Lettre d'un gentilhomme de Mercœur*, 1592, p. 7. (Bibl. N^o L. b, 35, 418).

vivant du feu roi étaient près de reconnaître le prince de Dombes se virent dégagés par cet événement et se tournèrent vers Mercœur (1). » La partie allait devenir vraiment belle pour le duc et le rester pendant quatre ans, jusqu'à l'abjuration du roi.

Quand on cherche de nouveaux renseignements sur cette époque, l'attention est vite attirée par un manuscrit de la Bibliothèque Nationale intitulé : *Conduite de Mercœur pendant la Ligue* (2). Ce recueil qui n'a pas été utilisé par les historiens ne tient pas toutes les promesses de son titre. C'est une simple collection d'actes ou de projets d'actes de la fin de la Ligue, de discours adressés au Duc dans des circonstances officielles, de quelques bulles octroyant des faveurs canoniques. Le tout ne fait que 48 numéros. On a encore une autre source d'information dédaignée jusqu'ici. Les lettres vérifiées au Parlement de la Ligue, recueillies pour mémoire à la fin d'un registre du Parlement de Rennes que l'on a rarement songé à retourner (3). Elles forment un total de 125 articles. Enfin on possède les registres des Etats ligueurs de Nantes et de Vannes et leurs pièces annexes, que le Président de l'*Association Bretonne* a si heureusement découverts aux Archives d'Ille-et-Vilaine et si bien fait connaître (4). Si l'on ajoute quelques lettres adressées par Mercœur aux différentes villes, quelques commissions insérées dans dom Morice ou publiées par M. de Barthelemy, on est obligé de terminer l'enquête. Elle est suffisante, malgré bien des lacunes, pour permettre de juger l'ensemble du gouvernement de Mercœur et déterminer le caractère de la Ligue devenue un pouvoir constitué. La première impression que l'on retire de la lecture de tant de documents est celle d'une grande déception. C'est peu de chose vraiment que cette Ligue à la juger par ses actes officiels. Tout y existe comme rouages administratifs, comme organisation. Elle a ses Etats, son Parlement, sa Chambre des Comptes, son Conseil d'Etat, ses Hôtels des Monnaies, ses justices dans les villes ligueuses,

(1) Mission de de Kercabin et du Halgouet (de Barthélemy, *Doc. inéd. sur la Ligue*, p. 47.)

(2) Fonds Fr., 18704.

(3) *Lettres Royaux*, Reg. XI, Arch. du Parlement de Rennes.

(4) *Revue de Bret. et Vendée*, II, 41-69, III, 193-233, 551-569. — *Association Bretonne* 1854, V, 117-132. — *Soc. Arch. d'Ille-et-Vilaine*, II, 235-261 (1869).

d'autres nominalement transférées doublent les présidiaux des centres royalistes. Mais que tout cola en somme a peu de vie ! Quel double emploi stérile des organismes royaux. L'absence d'originalité dans les idées y étonne encore plus que l'identité des formes. Le chef de la Ligue ne souscrit que des actes sans portée, relatifs aux faits les plus ordinaires de l'administration : nominations de magistrats, d'officiers subalternes, de notaires, de greffiers, d'huissiers, de traitants, sans qu'il y ait même aucun ensemble dans ces petites mesures. Qu'il s'y agisse de gratifier de bons ligueurs, on peut l'admettre quoique le fait ne soit même pas constant, mais en résumé cela ne dépasse pas l'intérêt que peuvent exciter quelques déplacements de fonctionnaires après un changement de régime. Quel souci chez Mercœur d'un semblant amoindrisant de légalité quand il fait enregistrer sous le couvert de Mayenne ou sous celui du pseudo Charles X ses actes les plus sérieux (1) : la translation du parlement de Rennes à Nantes, les convocations des Etats, la trêve de 1593 ; quand il dissimule, derrière les bulles papales ses faveurs personnelles à l'Université nantaise ; quand il agit dans les plus humbles actes au nom d'un futur *roi reconnu catholique* (2). Quels sont les arrêts notables du parlement de Nantes, complet peut-être comme chambres, mais réduit par le nombre de ses membres au nécessaire le plus strict ? Le Parlement de Rennes vainqueur a cherché, il est vrai, à abolir la mémoire des plus intéressants en les excluant du recueil que nous avons signalé. Ce sont ceux rendus contre la cour royaliste et contre plusieurs de ses membres. Les procédures de la cour rivale nous les font connaître. On voit qu'ils furent nombreux et virulents. Sur ce point se porta sans aucun doute la meilleure activité du Parlement de Nantes. D'autres de ses actes relatifs à des matières insurrectionnelles ont également été supprimés. Les arrêts contraires nous en donnent la teneur ; Travers aussi en a fait le relevé (3).

On voit, par un extrait conservé par ce dernier, que le 12 avril 1590 Mercœur faisant son entrée solennelle dans cette

(1) *Lettres royales*, Reg. XI retourné, 5 janvier, avril 1590, n° 1, 27, 54, 74.

(2) *Ibid.* N° 60 à 62.

(3) Travers, III, 35, 63, 56, 57, 60, 75, 77, 90.

assemblée, « il y fut délibéré avec lui des moyens pris ou à prendre pour le soutien ou le progrès de l'Union. » Ce sont précisément ces moyens que nous ne trouvons guère mis en œuvre par les arrêts, malgré la sphère si large des attributions d'un Parlement. On s'attendrait, par exemple, après le premier arrêt du 19 janvier 1590, ordonnant à tous de se joindre à Mercœur contre le roi de Navarre, à une série de dispositions analogues. Il y en a très peu. D'autre part, l'exécution de ces mesures aux mains de Mercœur produit des résultats à peu près nuls. C'est à peine si l'on relève, pour l'arrêt précédent, quelques traces d'exécution à Morlaix et à Saint-Brieuc, ville quasi neutre. En somme, les arrêts généraux du Parlement de la Ligue ne sont que de simples manifestations. Ils ne valent que par leur publicité. Celle-ci était très mal organisée. Tandis que l'on s'ingéniait à faire pénétrer dans Rennes les sentences imprimées destinées à horripiler la cour ennemie, d'autres plus sérieuses n'arrivaient même pas aux villes ligueuses et manquent dans leurs registres. Il est assez dérisoire de rendre des arrêts solennels contre des adversaires hors de portée ; est-il plus grave de légiférer le 19 février 1590, et par plusieurs fois, la démolition de ces châteaux fortifiés dont les uns devaient forcément être respectés et les autres ne pouvaient être pris. A Nantes, le Parlement exerce plus réellement ses attributions. Il homologue les mesures de circonstance relatives à la ville, les ordonnances de police. Il s'y montre ardent à poursuivre dans sa personne et son temporel l'évêque de Nantes, Philippe du Bec, l'ami de la veille, à jamais brouillé avec Mercœur par sa fugue royaliste après l'assassinat de Henri III. Il témoigne ses rancunes particulières en fulminant contre le sénéchal Julien Charrette et les fauteurs de la translation de la juridiction de Nantes. Par ailleurs nous avons un corps judiciaire infiniment occupé de son petit ménage, de ses *menues nécessités*, appliqué à de multiples collations de charges et d'offices. On ne peut faire grand cas de son autorité quand on le voit si impuissant, même à Nantes, à traduire en fait sa promulgation des décisions du Concile de Trente (1).

(1) Travers, III, 75.

Mercœur ne sut donner en aucune matière à son Parlement de Nantes une autorité égale à celle que le Parlement de Rennes puisait dans la tradition et dans l'appui des forces royales. Si celui-ci fut loin d'être obéi par tous les royalistes, il agit toujours avec une suite et une confiance dans le résultat final qui le mettent bien au-dessus de la cour de Nantes.

Le Conseil d'Etat de Mercœur est plutôt une commission intermédiaire des Etats de la Ligue qu'un Conseil, puisqu'il était composé de dix-huit membres, dont six seulement représentaient directement le duc. Il faudrait, pour le bien juger, avoir le relevé complet de ses actes. M. Grégoire, malgré ses recherches, n'a pu en donner que quelques échantillons (1). La présence de ce Conseil à Nantes le désigne pour endosser quelques mesures spéciales à cette ville. En dehors de là, il ne fait que prolonger les Etats au point de vue financier et dans l'ordre exécutif. Son rôle se confond avec celui des assemblées dont il émane. Il a vis-à-vis de Mercœur la même attitude que les Etats. Il n'est ni zélé, ni actif. Le procureur général se plaint en 1593 « qu'il y a plusieurs de Messieurs qui n'assistent aud. Conseil ; les ungs se font excuser à cause qu'ils ne sont sur les lieux, et les autres sont décédés, tellement qu'ils sont en petit nombre (2). » Mercœur, sollicité de réorganiser ce Conseil, paraît à ce moment peu désireux de le faire et le laisse végéter. La commission nommée par les Etats de 1594, composée pour la plupart des délégués qui figurèrent aux conférences d'Ancenis, paraît plutôt une délégation chargée d'assister le duc aux négociations de la trêve et de la paix qu'un véritable conseil (3). Tout cela restreint singulièrement l'importance de ce qu'on a appelé le Conseil d'Etat de la Ligue.

Que ne peut-on pas attendre comme source de renseignements des quatre assemblées des Etats de Nantes et de Vannes ? Les procès-verbaux de ces réunions de ligueurs bretons, tels qu'on les suppose, dévoués à Mercœur, hostiles à la France,

(1) P. 178.

(2) *Arch. d'Ille-et-Vil.*, *Etats*, C 3196, séances des états de Vannes du 3 et 21 avril 1593.

(3) Séance du 7 mai 1594. (*Ibid.* C 3198).

épris de nationalité bretonne, vont, semble-t-il, contenir la révélation de leurs sentiments. Qu'y trouve-t-on en réalité ?

On ne sépare guère le nom de la Ligue de l'idée de grandes violences dans les écrits et dans les paroles. A Nantes, d'abord, à Vannes encore plus, nous sommes en présence d'assemblées sages et régulières ayant la tenue correcte des temps les moins troublés. La noblesse, malgré son nombre assez considérable, n'y fait presque aucune motion. Le clergé, en dehors des manifestations de foi catholique que provoque l'ouverture des sessions ou le sujet du Concile de Trente, n'intervient que pour des questions de préséance, des demandes de transferts de juridictions canoniques motivées par l'impossibilité des appels à l'archevêque de Tours ou au diocésain de Rennes, des projets de réformes relatives à son ordre, peu importantes, et que l'on eût pu remettre à d'autres temps. Enfin, le Tiers-Etat ligueur s'y montre, composé d'hommes d'allures modérées, bons comptables, honnêtes bourgeois, fort ennuyés des usurpations militaires et des ruines causées par la guerre civile. Aucune trace d'excès dans le langage n'a été conservée par la plume des greffiers. Peut-on en supposer de la part de ces commissions et de ces députations si correctes qui constituent les plus grandes audaces des Etats ? Ces gens-là, d'ailleurs, sont tous d'accord ; il n'y a aucune raison pour que la passion les affranchisse de l'insipidité des formes parlementaires.

Les Etats, suivant leur propre témoignage (1), s'occupent de trois matières principales « le fait de la religion, le soulagement du peuple, le maniement des finances. » Quatre fois convoqués par Mercœur, agissant comme simple gouverneur de Bretagne (2), sans que celui-ci se soit référé le moins du monde à son autorité de chef des catholiques ou à des prétentions plus hautes, ils s'en tiennent à la qualité qu'il s'est donnée lui-même et le traitent simplement en gouverneur. Ils le reconnaissent hautement pour le défenseur de la foi au nom du « pauvre peuple qui se jette dans ses bras et ne respire après Dieu qu'en sa vertu et bonté (3). » Mais enfin ils ne l'inves-

(1) Séance du 2 mai 1504.

(2) Lettres des 18 janvier 1501, 20 février 1502, 28 février 1503, 20 avril 1504.

(3) Remontrances de 1501, 92, 93 ; les termes sont presque identiques.

tissent d'aucune dignité nouvelle, de celle, par exemple, de protecteur de la religion qui lui est donnée dans certains actes, qu'il aime à prendre quand il s'adresse aux ligueurs des provinces voisines.

Ce sera toujours un sujet d'étonnement qu'il ne se soit pas produit au cours de ces Etats la plus légère flatterie pour l'ambition de Mercœur, la plus faible allusion à ses prétentions sur la Bretagne. Comment celui dont on a fait un prétendant sérieux à la couronne ducal n'a-t-il jamais saisi l'occasion de faire entendre ses désirs à une assemblée dans sa main ? Comment ne l'a-t-il même pas fait pressentir par quelque ami imprudent, facile à désavouer (1) ? Cela ne démontre-t-il pas que les usurpations de Mercœur n'eurent qu'un but très restreint ? En tout cas, il n'approcha même pas, en fait, à son meilleur moment, de la principauté bretonne. L'assemblée des Etats ligueurs n'est nullement séparatiste. Elle laisse absolument de côté pour l'instant les vieux griefs des bretons. Elle ne parle ni plus ni moins des privilèges de la Province que ne le font les Etats de Rennes. Mercœur, loin d'agiter devant elle ce drapeau, pense peu ou point aux privilèges de la Bretagne. Nous voyons, dès le 13 août 1589, le prince de Dombes affirmer devant le Parlement royaliste le maintien des *immunités, libertés et privilèges, tant du clergé que de la noblesse* (2). Les chefs du parti royal multiplieront ces manifestes. Mercœur n'en fait aucun de ce genre et ne cherche pas à signaler dans l'intérêt de sa cause les dangers que peuvent courir les libertés bretonnes. Les Etats de la Ligue ne sont que des chambres d'affaires convoquées dans le but financier. Ils ne s'occupent que de leur besogne immédiate. Ils ne s'échappent des mesures particulières de l'administration parlementaire que pour renouveler les protestations catholiques ou faire entendre leurs gémissements sur les malheurs des temps. Les idées de particularisme provincial n'y circulent pas, encore moins celle de disjonction avec le royaume. On a

(1) Il aimait ces moyens détournés. On le voit, par exemple, faisant tâter les habitants de Saint-Malo par un confident pour savoir s'ils accepteraient son fils, âgé d'un an, comme gouverneur ; et s'en tenant à un refus indirect.

(2) D. Morice, III, 4502.

pu même dire avec raison que les Etats de la Ligue bretonne sont foncièrement royalistes. Les procès-verbaux de leurs deux premières années contiennent la réserve : *en attendant un roi reconnu catholique*. Aux sessions suivantes, les déclarations sont plus explicites. En 1593, on proteste : « Ne vouloir se séparer de la foy catholique *non plus que de la couronne de France*. » En 1594, l'affirmation est aussi nette :

Lesdits Estats, apres avoir ouy leurs depputez qui auroient conféré avec Monseigneur le gouverneur sur l'estat des affaires de ceste province, declarent qu'ils veullent demeurer uniz avecques Monseigneur, lequel ilz supplient ne permettre autre exercice que de la religion catholique, ap. et rom., en laquelle et en l'obeissance qu'ils doibvent au S. Siège, ils protestent vivre et mourir, comme aussy demeurer uniz inseparablement à la couronne de France (1).

Nous ne voulons parler ici de ces Etats qu'au point de vue de Mercœur. Toujours présent dans la ville où ils se tenaient, il ne communiquait pas directement avec eux pendant les jours consacrés à la discussion des affaires. L'ordre des sessions était toujours le même. Après une longue vérification des pouvoirs des députés, on passait à l'examen du cahier. Les Etats de 1591, les plus longs et les plus importants, avaient travaillé sérieusement. Ils léguèrent à leurs successeurs un exposé méthodique ne comprenant pas moins de 77 articles motivés de vœux et d'ordonnances. Ils organisèrent aussi dans tous leurs détails les impositions nécessaires pour soutenir la Ligue. Les sessions suivantes s'attachèrent à la lecture du premier cahier, y greffant leurs plaintes de non-exécution et les modifications. A ce plat de résistance s'ajoutaient les affaires nouvelles, en somme peu nombreuses, dont les principales sont la question des péages d'Ancenis et de la rançon du duc d'Elbeuf, l'abstention inexplicable et les usurpations des Malouins, des mesures de coercition en matière d'impôts ; la nomination de ces députés aux Etats-Généraux de Paris, dont le rôle devait être si effacé ; une députation au général des Espagnols. Il n'y a guère qu'un seul incident de séance. Il

(1) Séance du 7 mai 1594.

s'agit d'un personnage peu parlementaire dans ses procédés, La Fontenelle, venu à Vannes pour arrêter par intimidation ceux qui devaient le dénoncer aux Etats. Le procureur général accourt devant l'assemblée pour accuser le persécuteur des envoyés de Châteauneuf-du-Faou et obtient un emprisonnement que Mercœur ne craignit pas d'abrégier.

Toutes les fois que les Etats avaient besoin de s'en référer au gouverneur, ils nommaient des commissions, des députations qui l'allaient trouver. Il s'en suivait des colloques peu féconds en résultats. Il n'y a rien à tirer des gracieusetés personnelles faites à Mercœur, de *son plat* variant de deux à quatre mille livres, des allocations faites à ses secrétaires, à ses valets de chambre, à son agent Tornabuoni ou Tornabon, tout cela est très ordinaire et très modéré. Les sessions se terminaient par le vote des conclusions ou remontrances à Mercœur, circonstance qui amenait celui-ci pour la première fois devant l'assemblée.

Et ce fait a esté adverty Monseigneur le gouverneur de venir s'il luy plaist ouir et recepvoyr la conclusion desd. Estats, lequel estant venu en l'assemblée assisté des sieurs presidents de Velly et Carpentier, Barberec et Boullin, maistres des comptes, a esté par le procureur syndic desd. Estats fait remonstrance des poincts principaulx traictés et deliberez ausd. Estats et de la resolution qu'ils ont supplyé mond. seigneur avoir pour agreable (1).

A cela aucune réponse du duc. Il accomplit la formalité quatre années de suite sans y placer le moindre mot personnel ou de circonstance ni même une formule d'acquiescement recueillie par le greffier. Mercœur ne gêne point les Etats par sa familiarité. Leurs délégués ont même rarement l'occasion de leur reporter de sa part des amabilités officielles. Il faut attendre 1594 pour trouver ceci :

Monseigneur a fait responce... qu'aux regard des affaires generales il éclaircirait l'assemblée de ce qu'il en avoit congnoissance comme il

(1) Séance du 8 avril 1591. — Même formule les années suivantes. Les assistants de Mercœur sont en 1592 : de Kerelen, président ; d'Aradon, conseiller ; Jean Cousin, sieur de la Marière, trésorier général ; en 1593 et 1594, Carpentier, Jean Cousin.

desiroit avoir avis d'elle en toute liberté pour la direction des affaires, lesquelles d'autant qu'elles sont plus grandes, plus il desire estre assisté de Messieurs des Etats.

S'il fallait un dernier argument pour établir le peu d'importance réelle de ces Etats, ne le trouverait-on pas dans le peu de bruit que fit leur cessation. Mercœur s'abstint de les convoquer à partir de 1594 et put encore gouverner plus de trois ans sans être gêné par leur absence. Personne non plus en Bretagne ne s'émut de leur disparition.

Les conseils des villes sont le seul organisme de la Ligue qui ait vie et originalité. Cette institution fut le résultat des premiers efforts de l'union des catholiques. Partout où il y avait des assemblées de bourgeois ou de paroissiens, il s'établit des comités d'action. Ils portèrent, en Bretagne comme ailleurs, le nom de Chambres du Conseil. Nous en trouvons positivement à Nantes, à Morlaix, à Saint-Malo, à Fougères, à Guingamp, à Landerneau (1). Tout porte à croire que les plus petites localités de Bretagne en possédèrent. Il était certainement arrivé aux villes avant cette époque de nommer des commissions pour l'expédition des affaires dans les circonstances difficiles. Mais à ce moment, ces élections de conseils ont un caractère de simultanéité et de direction uniforme qui ne permet pas de douter qu'elles ne fussent provoquées par un mot d'ordre. Elles semblent procéder plutôt du mouvement général de la Ligue que de l'initiative de Mercœur. Il ne faut pas oublier que Mayenne et les Seize cherchèrent à organiser une fédération des villes de toutes les provinces (1). Nous avons la preuve directe d'une correspondance suivie entre Nantes, Saint-Malo, et le chef de la Ligue française, les corps de ville de Paris et de Rouen (2).

Mercœur se fit à son tour le protecteur de ces conseils et s'efforça de les multiplier. On le voit établir le conseil de Rennes et celui de Saint-Brieuc. Le règlement de la Ligue qu'il

(1) *Instruction secrète des Seize*, 1587, Palma Cayet, *Chron. novenaire*, introd., p. 36.

(2) Travers, III, 59. — Lettres des habitants de Saint-Malo à Mayenne et aux conseils de Paris et de Rouen, dans les délibérations de la Communauté de cette ville, sous le 5 nov. 1590.

promulgue au nom des Etats ordonne aux capitaines des villes de les réunir (1). Des documents suffisants nous permettent d'étudier le rôle et la nature de ces conseils dans trois villes importantes, Nantes, Morlaix et Saint-Malo. Il faut écarter Nantes, dont le conseil promptement asservi par Mercœur ne peut rendre compte de l'institution fonctionnant librement. M. de Barthélemy a donné le texte des délibérations de l'Union de Morlaix; nous avons imprimé, sinon publié encore, celles de Saint-Malo. Ces deux conseils, si pareils comme composition, se conduisent d'une manière bien différente à l'égard de Mercœur. Les Malouins s'appliquent avec une suite couronnée de succès à repousser l'ingérence du duc dans leurs affaires. Celui-ci doit renoncer à se faire représenter dans cette ville par un gouverneur et se trouve en face d'une communauté indépendante. Elle est ligueuse sans doute, elle déclare et jure nombre de fois reconnaître l'autorité de Mercœur. Ce n'est en réalité qu'une alliée disposant d'elle-même à son propre gré. Elle sait prêter un concours effectif aux opérations militaires qui l'intéressent d'un peu près, fournir quand il le faut, après marchandage, certaines contributions précieuses au parti. La nombreuse correspondance de Mercœur avec le Conseil de cette ville le montre négociant avec ce pouvoir et évitant très sagement les ordres compromettants. Les Malouins traitent de puissance à puissance avec le Duc. Celui-ci, tout en rongéant son frein, en vient aux concessions les moins dignes, accordant par exemple pour une forte somme la démolition du Plessis-Bertrand. Il a beau faire, Saint-Malo lui échappe. Mercœur se conduit d'ailleurs avec une insigne maladresse. Il refuse son aveu pour la prise du château et les premiers actes du parti ligueur dans la ville. Il se montre hostile à toutes les institutions dont les bourgeois se sont dotés; il est roulé, c'est le mot, par des partenaires qui savent admirablement jouer de la Ligue et profiter des circonstances. Il les voit avec dépit s'adresser à Mayenne, en obtenir tout ce qu'ils désirent et se mettre par cette entente en dehors de la Ligue Bretonne et de son chef.

Tout autre est Morlaix. Cette ville donne à Mercœur le

(1) D. Morice, Pr., III, 1537.

maximum d'assistance qu'il pouvait attendre d'elle. Il y est représenté par Carné-Rosampoul ou par des gouverneurs également dévoués; les plus considérables des gentilshommes ligueurs du pays y affluent et s'y concentrent pour résister à la noblesse royaliste du Léon. Les Morlaisiens sont zélés, ils cherchent à propager la Ligue. La chambre du Conseil domine les environs. La plupart des paroisses voisines y viennent, plus ou moins volontairement, s'affilier à l'Union, en recevoir des capitaines. Morlaix prend à partie les bourgs ou châteaux hostiles et en obtient la soumission. Dès le début, les bourgeois taxeront avec désintéressement les marchandises importées et exportées, n'exceptant que les « potées de beurre des marguilliers ». On voit l'emploi de ces deniers, les uns vont aux fortifications, les autres au défrayement incessant des troupes de la Ligue. Les habitants de Morlaix paient aussi de leur personne, leurs détachements accompagnent à pied ou même à cheval les chefs ligueurs. Ils vont attaquer différents châteaux ; on les voit même au fameux siège de Kerouzeré. Tout est Ligue dans les délibérations de la Chambre de Morlaix, en dehors de quelques mesures bien naturelles relatives aux intérêts du commerce. Plus qu'aucune autre ville de Bretagne, Morlaix offre le type d'une ville ligueuse subordonnée à l'autorité de Mercœur. Le gouverneur de Bretagne n'a cependant point d'égards pour la ville dévouée; il laisse ses lieutenants en tirer tout ce qu'ils peuvent; il y conserve Rosampoul malgré son impopularité. Le serment de l'Union cesse d'être à Morlaix un lien entre gens de même opinion, il devient une formalité imposée aux dissidents et aux douteux. On s'unit ainsi les plus suspects. Il est vrai que ces adhésions forcées sont un prétexte de taxes et de saisies et procurent même à Mercœur des recrues qui lui sont expédiées après fourniture d'amples cautions.

Il ne fait pas bon mal parler du duc à Morlaix. On le fait cependant, paraît-il, mais il en coûte aux délinquants. Un certain Yvon Godet est condamné à être pendu le 20 juillet 1590 pour avoir dit : « qu'il eust été expédient que Mgr de Mercœur eust la gorge coupée. » D'autres propos moins violents sont plus curieux. Une poursuite très intéressante par sa date (6 décembre 1589), est dirigée contre les sieurs de Kerc'haran et de Kerven qui avaient dit dans une taverne au cours d'une

conversation séditieuse : « que ce qui ment Mgr de Mercœur ce n'est le zèle de la religion, ains une ambition pour se faire duc, d'avantage comme ceux qui suivent le party du roy de Navarre sont sy bons catholiques que ceux du party contraire. » Un court emprisonnement suivi de l'agrégation forcée à l'Union est la seule punition des imprudents discoureurs. C'est le moment qui suit la mission des conseillers de Kercabin et du Lescouët, députés par le Parlement de Rennes pour ramener à l'obéissance les villes de la Ligue. Les colloques de Lanmeur, malgré les efforts des lieutenants de Mercœur, n'ont pas été sans ébranler les bourgeois. Ils témoignent quelque lassitude de leurs sacrifices (1) et s'attachent déjà aux espérances d'une trêve. Mercœur put sans doute cette fois écarter les bourgeois de la tentation dangereuse de ces négociations, mais il dut craindre de perdre la ville la mieux acquise et sentir déjà que là, comme ailleurs, son ascendant n'était guère assuré.

On a beaucoup exagéré l'entente entre les villes de la Ligue. La manifestation la plus certaine de cette fédération est offerte par Morlaix et Saint-Malo. Les rapports entre ces deux villes se bornent en somme à quelques avis relatifs aux projets des Anglais, à des échanges assez rares de dénonciations de personnages suspects ou de navires ennemis à capturer, à quelques essais d'union commerciale. Il s'y agit peu de Mercœur.

On n'a peut-être pas remarqué que les deux villes où nous voyons les Chambres d'Union fonctionner dans toute leur plénitude, sont précisément celles qui se détachèrent les premières de la Ligue. Dès juillet 1594, Saint-Malo entre en pourparlers avec Henri IV, Morlaix signe son traité le 22 août 1594. N'est-ce pas la preuve que la vie municipale tournait naturellement au détriment de Mercœur ? Celui-ci semble avoir eu par nature tout ce qu'il fallait pour s'aliéner des assemblées indépendantes et jalouses de leurs privilèges. La légende de Mercœur, défenseur des libertés provinciales ou communales, soutenu par les Bretons mécontents des usurpations de la

(1) Conseil, 29 décembre 1599. (*Rev. hist. de l'Ouest*, janvier 1886, p. 240. Délibérations du Conseil de l'Union à Morlaix, pub. par M. A. de Barthélemy, 1885-87)

royauté, s'évanouit en tous sens. Etrange chef d'un parti breton que celui qui, répondant aux demandes des habitants de Saint-Malo, ne trouve dans la colère que ce cri monarchique : « Je craindrois que les roys sortans hors de leurs tombeaux me feissent reproche d'avoir laissé en mon gouvernement et à ma barbe se former une république (1). »

Les fautes de Mercœur dans ses rapports avec les villes de la Ligue ne se comptent pas. Partout il agit sans tenir le moindre compte de la situation particulière et n'a aucune connaissance des éléments à ménager. Il excelle surtout dans les mauvais choix. Ceci froisse encore plus les esprits que toutes ses exigences. Il envoie à Morlaix « un homme de petite estoffe de son extraction », qui maltraite le vénérable sénéchal Le Bihan, et, ajoutant aux griefs que l'on a déjà contre le capitaine du château, a tôt fait de préparer la perte de la ville. Son La Cointerie, ex-officier de sa cuisine, ne réussit pas mieux à Guingamp, et se trouve de plus un traître. Mercœur vient tout brouiller à Quimper en remplaçant du Quelenec par de Goulaines. On en releverait bien d'autres (2).

Pas un mot dans les délibérations des villes plus que dans les procès-verbaux des Etats ou les arrêts du Parlement de la Ligue, ne vient montrer dans Mercœur un prétendant. Il est pour elles un gouverneur toujours légitime, non atteint par la révocation dérisoire émanée d'un roi déchu, investi du consentement commun des pouvoirs les plus étendus pour assurer la défense de la religion. Ses partisans les plus exaltés célèbrent son désintéressement et son courage, sans jamais dépasser cette donnée. C'est, pour ne citer que les moins connus, le bourgeois de Hennebont félicitant l'Union catholique de Bretagne d'avoir trouvé un tel chef, parent des Machabées du sang lorrain, et dont le seul vaut cinquante mille hommes (3). L'auteur du *Mirouër Catholique*, sans doute Langelier évêque

(1) 13 octobre 1590, discours de Mercœur à Dinan.

(2) Moreau, p. 175, 198 ; de Piré, I, 300.

(3) La réduction de la Bretagne à l'Union des catholiques par Mgr de Mercœur, avec une lettre d'un bourgeois de Hennebont à un bourgeois de Paris, 1590, Michel Jouin, p. 1, 4. — Voyez aussi le discours véritable de la prise du comte de Soissons, 1590, Paris, Nic. Nivelle, p. 3.

de Saint-Brieuc, s'écrie au cours d'une apologie en règle à l'adresse des politiques et des *misérables Rennois* :

Et les Politiques... ne sont moins imprudens de dire que ledit sieur Gouverneur aspire à l'Estat et qu'il a pris les armes pour se rendre Duc de Bretagne. C'est un très lourd jugement. Car tout le monde sçait qu'il avoit beaucoup plus de moyen d'y parvenir (s'il luy en eust pris opinion) avec la faveur et amitié du Roy qu'autrement pour avoir esté iceluy Roy si prodigue qu'il n'eust sceu rien refuser à ceux qu'il almoit uniquement (1).

Mais Mercœur a préféré sa religion aux *expectatives* d'un tyran, il n'a pas voulu s'associer aux hérétiques, conspirer avec Henri III contre « la liberté mesme et les beaux privilèges de la Bretagne pour la tyranniser et mastiner. »

Et Biré, l'annaliste attitré de Mercœur, terminera son sommaire des faits et gestes de son protecteur par cette conclusion, médiocre si on la rapproche des flatteries généalogiques qui remplissent son livre :

M. le duc de Mercœur a vrayement esté esleu et choisy de Dieu pour la ruine non seulement des Anglois ennemis jurés du S. Siège apostolique et de la Couronne de France, mais aussi de tous les autres hérétiques... que sous sa charge et valeureuse conduite ce pauvre royaume soit entièrement purgé d'hérésies et maintenu en libre exercice de la foy catholique (2) !

Les prédicateurs de la Ligue abondent dans ce même sens. Que ce soit à Nantes Le Bossu, à Rennes l'orateur jésuite anonyme de la Cathédrale, à Saint-Malo Cornet (3), plus soustrait à l'influence directe de Mercœur, tous ne cessent de le représenter comme le chevalier de l'Eglise, un prince préférant le ciel à la terre, la gloire de Dieu aux honneurs du monde, l'amitié du roi céleste à celle du roi terrestre. Tel était Mercœur pour les Ligueurs convaincus. De tels éloges pouvaient

(1) *Miroir catholique représentant les moyens pour retenir le peuple de la Bretagne au S. party de l'Union et lui faire détester l'impiété des Politiques.* in-8°, 1590, p. 33-39.

(2) *Alliances généal. de la Maison de Lorraine*, 1593, p. 273.

(3) *Discours Apologétique*, 1590, réimp. p. 33.

le fortifier comme chef de la Ligue, mais non l'aider dans d'autres ambitions plus terrestres. Il en devenait même plus difficile de les faire paraître. S'il aspirait en réalité à la souveraineté, ses ennemis lui étaient vraiment utiles en dénonçant des prétentions qui sans eux fussent restées sous le boisseau.

L'histoire nous livre des noms et des faits, et généralement peu de chose sur les personnes. Nous avons essayé d'établir qu'il fallait réduire l'ensemble de la conduite de Mercœur à une politique de circonstance, produit d'une ambition bornée à la conservation du gouvernement de Bretagne. Revenons à Nantes où ses actes semblent manifester des projets de plus d'envorgure. A Nantes nous ne sommes plus en présence de Mercœur seul, il y a la duchesse qui seconde ses desseins et va peut-être au-delà. Que ne peut-on dégager avec certitude ce qui appartient en propre à Madame de Mercœur ? Le duc endosse à juste titre la responsabilité d'une entreprise commune, mais les deux caractères paraissent avoir été fort dissemblables. Mercœur est lent, hésitant, irrésolu, expectant et à trente ans circonspect comme un vieillard, maladroit dans ses coups de force. La duchesse est jeune, non seulement d'âge mais d'allures, vive, décidée. Entrepreneuse est l'épithète que lui donnent le plus souvent les contemporains, et elle réussit dans ce qu'elle entreprend. Ce n'est qu'un jeu pour elle de mettre à la raison les bourgeois de Nantes. Qu'il s'agisse de diriger les fortifications, d'activer l'emploi des moyens de défense, d'envoyer des troupes aux endroits menacés des environs, elle est dans son élément et déploie le plus grand sens des choses militaires. Elle saura, comme à Blain, dresser de jolis pièges romanesques qu'une femme pouvait seule imaginer. Elle ne recule nullement à prendre les mesures les plus énergiques :

Aussi à elle accortement descouvert et sagement pourveu à l'entreprise que tramoient certains en faveur des sieur d'Avaugour et marquis de la Roche, prisonniers au chasteau de Nantes, pour leur rendre la liberté et la place ensemblement. Deux desquels negociateurs, entendus par lad. Dame à la faveur d'une tapisserie, furent sur le champ apprehendés par un prevost et pendus à la porte du chasteau (1). »

(1) Défaite du Prince de Dombes, Paris, 1589 (Bib. N^o L b 34, 786).

La sphère d'action de Madame de Mercœur est d'ailleurs restreinte. Elle ne s'occupe guère que de Nantes et du pays Nantais ; elle s'en remet au Duc pour le reste de la Bretagne. A peine la voit-on ébaucher quelques petits complots contre Rennes (1), écrire aux d'Aradon, envoyer quelques émissaires au-dehors (2). On s'est servi de ces spécimens de son activité pour amplifier son rôle en dehors de Nantes. On serait embarrassé d'en fournir d'autres preuves. Toute cette partie de notre histoire a été écrite en réunissant des assertions non justifiées. Ne fait-on pas par exemple du flandrex orateur, le président Carpentier, le chef d'un conseil particulier de la Duchesse. Or, celui-ci accompagne Mercœur dans de longues absences et ne pouvait guère être chef d'un conseil d'action qu'à titre honorifique.

Le Duc est étranger, quoiqu'il en ait (3). Il connaît peu et comprend moins encore les Bretons malgré ses incessants déplacements. Il n'a aucune des qualités naturelles qui gagnent la popularité. Il n'y supplée que par son prestige de défenseur de la foi. La Duchesse est bretonne par sa naissance. Elle sut se faire aimer des Nantais. Elle devait savoir parler à ce peuple, car elle demeura longtemps populaire malgré ses violences, ses exigences impérieuses et les ingérences féminines de son administration peu parlementaire. Ce n'est pas, sans doute, qu'elle lui tint jamais de ces beaux discours à la façon de Tite Live dont il lui est fait honneur dans des ouvrages cependant sérieux (4).

Pour le peuple de Nantes, Mercœur ne tient que le second rôle. La Duchesse domine et dirige. Lorsque la réaction s'accroîtra, les pamphlets le montreront « gouverné par les deux femmes les plus ambitieuses qui soient au monde » ; ils feront de M^{me} de Martigues et de sa fille deux « amazones, deux furies » ; ils conjureront leurs concitoyens de se soustraire « à l'impérieux commandement de ces Frédégonde et Brune-

(1) Pichart, col. 1718.

(2) En 1597, elle emploie comme agent en Espagne un certain La Chaussée. (Fonds fr. 18704, n° 47).

(3) *Rémontrance aux Nantois*, p. 18,

(4) Grégoire, p. 36,

haut», et laisseront Mercœur dans un effacement significatif(1).

Il semble fondé de rattacher l'évolution ambitieuse du duc et de la duchesse de Mercœur à la naissance de leur premier héritier, après quatorze ans de mariage. Ils voyaient, au moment où la succession de France et celle de Bretagne paraissaient ouverte, l'avenir, commencer pour leur race. Que ne durent-ils pas rêver pour ce beau fils, Louis, né le 21 mai 1589, argument évident de la faveur divine et de la justice de leur cause, ainsi que s'écriait le grand prédicateur de Nantes. Quel stimulant nouveau pour des princes ardemment dévoués aux intérêts de leur Maison ! Il est déplaisant de rabaisser les caractères ; mais enfin ceux qui ont pu signer les clauses si personnelles et si avilissantes du traité d'Angers méritent bien que l'on cherche chez eux autre chose que des mobiles supérieurs.

Ce fut en vue de ces nouvelles espérances que l'on mit alors en œuvre tous les moyens pour conquérir à jamais la ville de Nantes à la famille de Mercœur-Penthièvre. On évoqua les souvenirs de l'enfance de la Duchesse, les fêtes de son baptême, dont les pompes avaient fait époque dans les annales de la ville et qui allaient bientôt être répétées, la mémoire toujours chère des ducs de Martigues et d'Etampes, les gloires de la maison de Penthièvre récemment exhumées par d'Argentré. On se multiplia pour développer l'enthousiasme populaire, distribuant aux bourgeois les coupes de vermeil, les *menues hardes* et autres présents (2), nommant leurs enfants. On alla visiter les boutiques des plus infimes artisans. Chacun put voir une princesse jeune et belle se mêler à la *danse des Dames*, pour laquelle elle fit même, dit-on, aplanir la Motte Saint-André (3).

Alors aussi on se plut à rappeler les droits surannés de la famille, l'antique légende des Lorrains aboutissant à Mercœur et surtout les revendications de la Maison de Blois échues à Marie de Luxembourg. Quels témoignages avons-nous de ces dernières manœuvres admises par tous les anciens érudits ?

(1) *Remonstrances aux Nantois*, 1590, p. 19.

(2) *Remonstrances*, p. 7.

(3) Travers, III, 63.

Les accusations des ennemis de Mercœur sont nettes sur ce point. Le plus violent des pamphlets dirigés contre lui, la *Remonstrance aux habitants de Nantes*, s'élève contre ces prétendus droits trop faibles et trop ridicules pour désunir le duché de la Maison et couronne de France. « C'est sottise, s'écrie son auteur, de réveiller la querelle de Jeanne la boiteuse et de Charles de Blois. » Ces déclamations viennent utilement montrer que l'opinion s'occupait vraiment quelque peu de ces fameux droits. On en douterait à voir Mercœur multiplier ses adhésions aux droits d'un roi reconnu catholique, reconnaître le Charles X de la Ligue et s'abstenir de la moindre marque de compétition personnelle. La critique historique la mieux fondée a depuis longtemps renoncé à trouver un commencement de preuve des prétentions de Mercœur sur la Bretagne dans les titres donnés à ses enfants lors de leur baptême (1). Il faut constater cependant que cette appellation de Prince et Duc de Bretagne, qui dans un autre moment eût passé inaperçue, occupa dans une certaine mesure l'opinion publique puisqu'elle est relevée à Rennes par l'annaliste Pichart. En tout cas, là se retrouve encore cette contradiction que l'on voit constamment dans tout ce qui se rapporte à Mercœur. Car la tombe de l'enfant, objet de tant d'espérances peut-être, porte après la ligne si incriminée, la mention inopportune de *fil du gouverneur général de la Bretagne*. Il est toujours difficile, non seulement en droit mais devant l'opinion, de prescrire contre son titre. Celui qui le rappelle à tout propos, pouvait-il espérer réellement de lui en substituer un autre ? Qui a jamais vu d'ailleurs les monnaies à l'effigie de Mercœur avec la légende fameuse : Philippe-Emanuel, duc de Bretagne ?

Rien n'a plus contribué à mettre en relief les aspirations de la famille de Mercœur que la cour littéraire de Nantes. On a fait de ce cortège d'érudits et de poètes, familiers de l'hôtel de Briord et du Château, les prémices d'un avènement ducal.

(1) De Carné, *Etats de Bretagne*, II, p. 157. — Pichart, D. Morice, Pr., III, 1701. — Rapprocher les titres donnés au baptême de Claude de Bretagne, fils de Charles de Bretagne et de Philippe de S. Amadour le 1^{er} juillet 1584 (Travers, II, 559).

Si l'on prend un à un tous les personnages qui ont dédié des ouvrages au duc et à la duchesse ou produit quelque écrit de circonstance, on y voit d'abord de purs ligueurs, tels que Le Bossu, Carpentier, planant au-dessus de toutes prétentions sur la Bretagne. Ensuite viennent les érudits. Ceux-ci au moins ont le sentiment de la question. Ils savent flatter leurs protecteurs de la manière qui convient. De Gassion, Le Maistre, Biré, s'évertuent à composer d'immenses apologies généalogiques en l'honneur des Lorrains de Bretagne. Ils s'inspirent à propos des *Stemmata Lotharingæ* offertes antérieurement aux Guises (1). Cette lourde presse dut être chère par son opportunité à Mercœur et à ses fidèles. On doute de son action sur l'opinion, tant ces ouvrages nous paraissent aujourd'hui dépourvus de hardiesse. Comment Le Maistre et Biré écrivant à Nantes sous les yeux de Mercœur, peut-être à ses frais, se sont-ils contentés d'établir des filiations et des droits ? On comprend que d'Argentré n'ait voulu tirer aucune conclusion de sa restitution de l'histoire de Bretagne. Mais ceux-ci, comment dans le milieu le plus favorable n'ont-ils pas touché mot des conséquences de leur œuvre et indiqué quelque peu le prétendant ? Loin de là, Biré a pu ajouter à ses *Alliances Généalogiques* de la maison de Lorraine un *Ensemble des Faits et Gestes de M. de Mercœur*, récit unique comme intérêt puisqu'il contient une partie des événements de la Ligue racontée au point de vue de ce parti, sans y mettre une seule ligne contraire à l'unité du royaume. Il est clair que ces bons pédants, tout dévoués au prince qui devait les faire jouir « de la félicité promise par Platon aux républiques desquels les gouverneurs sont doctes ou bien versés aux sciences, curieux d'apprendre ou de rechercher gens de cette qualité (2) », ne rêvent point d'un duc de Bretagne.

Passons aux poètes. Ceux-ci n'apportent que des flatteries de portée encore moindre. Tous ils se tiennent à côté du thème attendu. Ne leur était-il pas suggéré ? Était-il si chimérique qu'un poète même n'en pouvait rien dire ! Toujours est-il que ce qu'on a appelé la pléiade nantaise, ainsi que la pléiade

(1) *Stemmata Lotharingæ et Barri ducum*. par de Rozières, 1580.

(2) Biré, p. 249.

moins connue de Vannes, ne sont intéressantes qu'au point de vue littéraire. La muse de Nicolas de Montreux, de Callo de la Ramée, de Guesdon, de Dadier et celle des moindres poètes ne rencontre jamais, dans les ébats de sa rime ou de sa poésie, ni l'allusion au Duc de l'avenir ni même les souvenirs de la maison de Penthievre.

Mercœur ne trouvait dans la société des gens de lettres qu'une diversion aux soucis de la guerre et des intrigues auxquelles il consacrait sa vie, sans en avoir peut-être les aptitudes naturelles. Il en paraît le centre plutôt que la duchesse. Dans ce milieu de repos, on échangeait les vers français et latins, on s'occupait de livres, d'achats de bibliothèques. On y représentait de longues pastorales, la fameuse *Arimène*, œuvre de Guesdon, montée à grands frais. On y jouait même des tragédies, celles de Valeran. Les savants, ou du moins les médecins, y offraient des dissertations curieuses ; les peintres y apportaient des projets de tableaux ; il y venait aussi des musiciens. Le grand œuvre était la réorganisation de l'Université de Nantes, restaurée par Mercœur et l'objet de sa constante sollicitude. Dans une lettre saisie par les royalistes Rennais, le financier Miron se promet de « faire bien rire le Duc des bons comportements des dames de Rennes (1). » C'est la note gaie qui sans ce témoignage semblerait manquer un peu à cet entourage. Tout cela constitue dans la résidence de ces princes une sorte d'hôtel de Rambouillet, très curieux littérairement, mais assez intempestif. Les goûts littéraires et artistiques de la famille s'y manifestent de toutes les façons ; était-ce de cela qu'il s'agissait ? On forcerait sans doute le caractère de ces distractions innocentes en en rapprochant le tableau des horreurs que la guerre civile étalait alors sur toute la Bretagne. N'y a-t-il pas là cependant quelque indice de légèreté princière et d'inconscience des responsabilités. On a parlé à propos de Mercœur et de son groupe d'un autre foyer de conspiration, celui de la duchesse du Maine sous la régence. S'il y a ressemblance, elle n'est que dans l'étroitesse des esprits. On ne peut se représenter au *xvi^e* siècle la littérature et la politique vivant ensemble et s'aidant mutuellement. Mer-

(1) Pichart, col. 1718.

cœur se divertissait avec ses pédants et ses poètes, il ne conspirait point avec eux. Il agissait en s'environnant de mystère et de précautions. Seul ou avec M^{me} de Mercœur, il traitait des affaires dans ses appartements privés, écoutant silencieusement, comme Montmartin nous le représente, les négociateurs, émissaires ou affidés. Il avait peu d'hommes de confiance, quoiqu'il employât beaucoup d'agents. On distingue parmi eux : La Ragotière, procureur-général des Etats, dont les ennemis faisaient son âme damnée, Jean Vallet, prieur de la Trinité, Fourché de la Courrousserie, et le plus intime de tous, le florentin Tornabuoni, *son Tornabon*, l'homme des machinations les plus secrètes, le coopérateur zélé des intrigues avec l'étranger.

Mercœur n'est pas un grand général, quoiqu'il ait passé pour tel dans l'esprit de ses contemporains. Henri IV qui l'avait battu à Monnières au début de la Ligue a seul émis quelques doutes sur ses talents militaires ? Le Duc, que ses apologistes n'ont pas craint d'appeler un Scipion, un César à cheval ou un Alexandre à pied, quoique « nourri pour la guerre et formé par les meilleurs capitaines » n'était point guerrier. Il avait certains talents de second ordre et se piquait notamment de connaissances spéciales en artillerie et dans l'art des sièges. Plus tard, à Albe-royale, il doit de grands avantages aux canons qu'il a fait poser et qu'il pointe lui-même. Il était moins habile chez nous ; ainsi à Vitré en 1589 il hasarde une manœuvre de pièces tellement défectueuses que tout le monde en est frappé (1). Il est assez curieux de le voir préparer pour le secours de Rochefort, assiégé par d'Aumont, des sortes de chaloupes canonnières qui paraissent de son invention. Ces engins nouveaux ne servirent point, mais leur approche terrifia l'ennemi et le fit décamper. Nous citerons le passage de Biré qui les décrit, parce qu'il a échappé aux écrivains spéciaux.

Il felt préparer quelques bateaux armez, jusques au nombre de dix-huit, sçavoir une bonne patache, quatre grandes charrières en forme

(1) Relation de De La Merlais, Doc. inéd. s. la Ligue, pub. par M. de Barthélemy, p. 49.

de gabarres chalandières, et treize galions du Croizic. Dans l'une des gabarres y avoit quatre gros canons, deux au devant et deux au derrière, et aux deux costez plusieurs, tant fauconneaux et passe volans que harquebuses à croc jusques au nombre de 43. Dans chacune des trois autres gabarres y avoit trois canons, sçavoir deux au devant et un au derrière, avec 25 à 30 tant fauconneaux qu'autres petites pièces de fonte verte et de campagne. Au devant et au derrière desdites gabarres y avoit des mantelets fort espoix, lesquels se levoient et abaissoient comme herces et pont-levis, et les costez estoient tellement garniz de madriers bien percez que impossible estoit de voir ny descouvrir ceux qui estoient dedans (1).

Les qualités naturelles manquaient à Mercœur pour être un bon chef d'armée. Il n'avait pas plus d'initiative que de prévoyance. Presque toujours paralysé par une prudence exagérée, il manœuvrait cependant sans souci de la plus vulgaire circonspection. Il se gardait encore moins que ses adversaires, aussi était-il constamment surpris. En tête ou en queue, il essayait une foule de désastres partiels, y perdant ses bagages, son argenterie et même de notables fractions de ses troupes. C'est ce que l'on voit lui arriver à Auneau, à Fontenay, à Monnières, à Vannes, à Dol, à Saint-Méen, encore à Vannes et ailleurs. Le bras droit de Mercœur, Saint-Laurent, son lieutenant jusqu'à la fin fidèle, avait autrement de décision et d'audace. C'eût été pour le duc le plus précieux auxiliaire, s'il n'avait vu l'utilité de ses talents et de son dévouement s'amoindrir par une aptitude, déplorable chez un général, à être constamment malheureux.

L'armée de Mercœur avait peu d'ensemble et d'apparence. Elle suffisait à peine à la guerre de bicoques qui l'occupait le plus souvent. Elle eût pris peu de places sans les intelligences et les trahisons. Elle tenait péniblement la campagne ; peu ou point de plan dans les opérations qui semblent uniquement inspirées par les circonstances. L'armée s'éparpillait pour opérer ses déplacements, se donnant rendez-vous au but commun, système qui évitait les catastrophes totales en multipliant les petits échecs. Un contemporain nous donne ses impressions sur l'armée de Mercœur. Frotet de La Landelle,

(1) Biré, p. 271.

venant au siège de Pontorson en 1590, avec six cents Malouins bien armés et munis d'artillerie, parle ainsi des forces amenées par le duc : « L'armée, si toutesfois j'ose m'exprimer ainsi, je dirois mieux le chetif amas de peu de gens de guerre » ; et ce maigre corps de douze cents hommes représente pour le fidèle Biré : « Les plus belles troupes de son Excellence ». Mercœur, sans doute par souci de l'entretien, ne semble pas désirer des forces mobiles considérables, et déclare par exemple aux Etats de 1594 « que l'estat des garnisons entretenues en ce pays se monte deux mille tant d'hommes de pied et six cens chevaux, et oultre qu'il estoit requis entretenir quelque nombre de gens de pied pour faire une armée (1). »

L'effectif de ses troupes paraît donc avoir dû rarement atteindre le maximum de six mille hommes indiqué sans grande preuve par un auteur du temps. Il y avait là dedans des Lorrains, des Zwingliens, des compagnies que le duc faisait enrôler par des officiers obscurs commissionnés par lui, ce que l'on pouvait tirer des garnisons voisines ou des corps de cavalerie placés en subsistance dans divers lieux. Il faut se souvenir que la reine d'Angleterre, n'ayant envoyé encore que 2,500 hommes en Bretagne, écrivait à Henri IV qu'elle avait mis plus de troupes que lui dans cette province. Les forces des adversaires étaient également fort incohérentes. On voit les soldats du prince de Dombes, en 1591, se débander complètement faute de paye ; d'autres fois se réduire des neuf dixièmes. Mais comme le dit de Piré, si les forces de l'un ou l'autre des belligérants se dissipaient facilement, elles se reformaient avec la même facilité. Cette inconsistance et ces irrégularités montrent l'immense besoin que les deux partis devaient éprouver des corps d'armée anglais ou espagnols afin de posséder un noyau solide d'armée régulière.

Mercœur n'avait sans doute pas encore acquis les talents militaires qu'il déploya plus tard en Hongrie. En Bretagne, il fait médiocre figure au conseil et dans l'action à côté des gens du métier, La Noue, d'Aumont, Norris, don Juan d'Acuña ou même Saint Luc ou Brissac. Il est de pair avec le

(1) Etats, C 3196. — Rapprocher *l'Estat abrégé de la despense des gens de guerre en 1591*, pub. par M. de Kerdrel (*Soc. Arch. d'Ille-et-Vil.*, 1862, p. 236).

comte de Soissons et le prince de Dombes. Tous ces princes comprennent la guerre de la même façon. Ils n'ont en vue que des expéditions partielles et courtes, des sièges, des coups de main, la guerre féodale forcément interminable. En somme, Mercœur lutte deux ans sans résultat considérable contre le jeune étourdi, pétri de défauts, qui commande la Bretagne royaliste. La victoire de Craon vient enfin attester la supériorité du duc sur son rival. Craon est la grande victoire de Mercœur, victoire célébrée de toutes façons par les récits, les fondations pieuses, les œuvres d'art. Qu'on prenne Biré, celui qui a raconté cette guerre au point de vue ligueur, probablement d'après les narrations de son protecteur ; cette plume amie nous révélera que le coup d'œil, le trait décisif qui assura le succès de cette journée, émane d'un sous-ordre, le maréchal-de-camp Talhouët : « ce capitaine, expert au fait des armes tout ce qui se peut, recongneust du désordre parmi les Anglois... advertist M. le Duc de ce qui se passoit et donna si furieusement dans le gros des Anglois que force fut à eux d'abandonner le canon (1)... » Il n'en reste pas moins à l'actif de Mercœur la marche secrète et rapide qui transporta son armée du fond de la Bretagne dans le Maine (2). Elle pouvait faire espérer après la victoire autre chose que des campagnes pleines de tâtonnements et d'occasions manquées comme on en avait vu jusque-là.

On s'attendait dans les deux camps aux sièges de Rennes et de Vitré isolées par la chute de Laval et la soumission des régions voisines. Mercœur ne poursuivit point son succès, et s'en retourna chercher en Bretagne des avantages de second ordre. Il n'y gagna que d'avoir bientôt sur les bras un adversaire plus sérieux, le maréchal d'Aumont. La première campagne de d'Aumont fut une vraie guerre de conquête, menée malgré de faibles ressources, avec une entente dont on avait perdu l'habitude. La résistance de Mercœur fut très faible. Il ne put protéger Morlaix, il ne sut pourvoir à la défense de Quimper, il laissa prendre Crozon. Ces défaites ébranlèrent

(1) Biré, p. 367.

(2) Il l'effectua même malgré les supplications de la ville de Vannes et des Etats réunis dans cette ville (*Lettre d'un gentilhomme*, 1592, p. 6.).

les meilleurs adhérents, Lezonnet passa carrément aux royalistes ; de Talhouët se tint sur une réserve suspecte, prélude d'un abandon complet.

Les longs retards de la soumission de Mercœur ne doivent pas faire illusion sur le peu de pouvoir réel qui lui resta dès ce moment. En Basse-Bretagne il ne possédait plus que des places peu importantes et disséminées. Dans son impuissance il y devait avouer d'atroces chefs de bande tels que La Magnanne et La Fontenelle qui devaient faire prendre en horreur le nom de la Ligue. Il ne pouvait guère espérer de soutien de la part de ces alliés indignes, mais les horribles exploits de ces bandits masquaient si utilement sa faiblesse qu'il ne les abandonna jamais. Dans la Haute-Bretagne, la perte de Saint-Malo et de Redon l'avaient à peu près réduit à ce qu'il possédait en 1589, Nantes, Dinan, Fougères ; à peine avait-il quelques places de plus sur les confins de Bretagne. Rien ne put rétablir ses affaires qui furent en fait peu de temps prospères. Ni la mort de d'Aumont, ni une période de désarroi dans le commandement royaliste, ne lui permirent de reprendre le dessus. Il ne se maintient pendant ses dernières années que faute d'être sérieusement attaqué, grâce à la trêve, aux événements du dehors, à la diversion de la reprise d'Amiens et aux embarras du roi. L'opinion que l'on avait de ses forces lui assura son traité final, son pouvoir réel ne lui aurait pas donné le moyen d'une résistance un peu durable.

Les pertes subies par la Ligue en 1594 furent immenses. Le parti était fortement atteint par les défaites et les abandons, mais il avait encore sa raison d'être. Mercœur pouvait, non sans apparence, contester la valeur de l'abjuration, faire valoir l'absence d'une absolution que le Pape refusait encore. Clément VIII semblait même par un bref, qui n'a pas été produit, engager toujours Mercœur et la Bretagne à se maintenir et à continuer la lutte.

CLEMENS, PP. VIII.

Dilecte fili, nobilis vir, salutem et apostolicam benedictionem. Quæ difficillimis regni istius temporibus et summa rerum perturbatione

nobilitatis tuæ fuerit pietas et prudentia, quæ in fidel catholicæ conservatione et defensione constantia, quæ denique erga nos et hanc sanctam sedem studium et observantia agnoscimus, filii ; teque hoc nomine valde in Domino commendamus ; quemadmodum etiam ordinum provinciæ istius perseverantem in fide catholica voluntatem merito laudamus. Benedictus Deus qui hanc illis mentem dedit ut a maiorum suorum gloria minime degenerent et suæ atque omnium fidelium matri sibi perpetuo iuhærendum statuunt, ut veræ obedientiæ filii et nominentur et sint, adjuvabit illos Deus qui in eo sperantes nunquam deserit, et Nos, quantum divina adiutrice licebit, et illis et tibi nostra apostolica auctoritate non deerimus. Amamus enim te, filii, et in intimo caritatis sinu gerimus, et eos qui hic tua negocia procurant libenter ad nos admittimus et audimus.

Datum Romæ apud Sanctum Marcum, sub annulo piscatoris die IX Septembris MDXCIIIJ, Pontificatus nostri anno tertio.

SILVIUS ANTONIANUS.

En suscription : Dilecto filio nobili viro duci Mercurii Provinciæ Britannicæ Gubernatori (1).

Bientôt disparut jusqu'à l'ombre du prétexte religieux. Le Pape renonça aux dernières difficultés. Son mot d'ordre vint ramener à Henri IV les ligueurs les plus sincères du clergé même. L'évêque de Quimper, Charles du Liscoët, accourut à Rennes prêter le serment de fidélité et présider les Etats royalistes. Aymar Hennequin revint dans sa ville épiscopale le 19 août 1595 et témoigna par l'adhésion la plus franche que la Ligue n'avait plus de motifs et que le roi catholique si longtemps attendu était sur le trône. L'absolution papale du 16 septembre de cette année fut promulguée avec un immense retentissement. Mercœur ne craignit pas de persévérer, quoique se trouvant désormais dans la position la plus fautive que l'on puisse imaginer, se disant toujours chef des catholiques malgré le Pape, le légat et les évêques.

Les dernières années de Mercœur, si lourdes pour la

(1) Fonds fr., 18704, f° 19. — Ce ms. contient, f° 14 et 15, deux autres brefs : l'un, du 8 juin 1592, est un bref d'indulgences accordées en faveur de Mercœur en mémoire de la bataille de Craon, gagnée le jour du sacre ; l'autre, du 20 août 1593, un indult permettant à la duchesse d'entrer dans les monastères malgré la clôture.

Bretagne, se traînèrent péniblement pour lui. Il semble inconscient de la responsabilité de la prolongation de la guerre et du malheur de tout le peuple dont il avait charge. Mais les mauvais résultats de sa politique vinrent lui causer d'amères tristesses. Il avait cru jouer Philippe II ; du moins est-ce la seule explication de son appel des Espagnols. Il avait voulu en obtenir un corps d'armée, regardant comme négligeables les prétentions de l'Infante. Les plans du roi d'Espagne s'étaient en effet trouvés irréalisables, mais il n'en avait pas moins su tirer de son intervention des avantages très réels. Henri IV se montra bien plus habile vis-à-vis d'Elisabeth, car il trouva moyen de ne lui donner en retour de son assistance ni Brest, ni Morlaix, ni rien de sérieux. Mercœur n'eût jamais pu débusquer les Espagnols du Blavet qu'il avait dû conquérir pour eux, ni de Crozon qu'il leur avait laissé fortifier. Il ne put les empêcher de se créer une autorité particulière auprès de ses Ligueurs.

Philippe II avait su choisir dans Don Juan d'Aquila, le chef le mieux imprégné de ses intentions. Celui-ci a pour consigne de prolonger l'anarchie de la Bretagne en vue des expectatives secrètes de son maître. Mercœur attendait un capitaine pour servir sous ses ordres, il acquit un partenaire flegmatique qui dose l'assistance et la refuse carrément au moment le plus inattendu. Le chanoine Moreau nous fait voir Mercœur dans la crise de la déception espagnole. La scène est curieuse. Morlaix est perdu. Le duc n'a rien pu obtenir de Don Juan dans la mémorable entrevue de Relec ; il arrive à Quimper, déjà attaqué par le transfuge Lezonnet, déjà douteux au-dedans. Le souper du prince est lugubre. La survenue de Rozampoul, de La Magnanne et autres prisonniers sur parole de d'Aumont, assombrit encore Mercœur. Il faut prendre le récit du témoin :

« Le dit sieur duc fut fort triste toute cette soirée qui donna l'occasion au sieur Talhoët de dire aux autres capitaines : Je vois Monsieur tout triste contre nous ; que je lui aille en demander la cause, ce sera bien fait. A donc le sieur de Talhouët lui dit : « Monseigneur, nous vous voyons ce soir plus triste que de coutume, ce de quoi mes compagnons et moi sommes marris. Ledit duc répondit en se détournant à

demy vers le sieur de Talhouët qui lui parlait : Que direz-vous de cet Espagnol qui n'a pas voulu donner et qui nous a fait perdre une si belle occasion ? » Lors le sieur de Talhoët lui répliqua : « Monseigneur, acceptez les offres que vous fait le roi de quitter l'étranger. » A quoi son Altesse ne fit aucune répartie (1).

On a beau faire, on ne peut s'intéresser aux souffrances du politique déçu. Ce ne sont que les déboires d'un intérêt personnel encore assez vivace pour valoir à la Bretagne de longues années de misère. On voit sans regret Mercœur expier les bévues de sa conduite à l'égard des Espagnols. On ne le trouvera point suffisamment puni de sa plus lourde faute, la misérable résistance où il va s'acharner désormais.

Si Mercœur eût été le défenseur désintéressé de la religion qu'il s'était vanté d'être, il se fût soumis après l'abjuration et l'absolution du roi, ou tout au moins lorsque celui-ci eut donné les premiers gages de la sincérité de sa conversion. S'il se fût soucié de l'intérêt de la Bretagne, il eût tenu compte de l'opinion publique qui se manifestait de toutes façons. La Bretagne, aussi bien celle qui avait pris parti pour la Ligue que l'autre, ne désirait que la paix. Un sentiment intense de lassitude de la guerre civile se répandait partout. Il augmenta encore, lorsque Mercœur eut dû pour des motifs divers consentir à la Trêve de 1593. Ce répit provoqua un enthousiasme universel. Tout le monde croyait qu'il était le prélude de la pacification générale. Les premiers mobiles de la résistance s'effaçaient dans les esprits de bonne foi devant les espérances de la réconciliation de Henri IV avec l'Eglise. Les passions de la Ligue disparaissaient. L'auteur de l'*Advertissement à la noblesse qui tient le parti du duc de Mercœur* témoigne des nouveaux sentiments qui agitent son entourage immédiat : « Il me souvient que lorsque la tresve fut publiée, on assura que le Roy s'estoit rendu catholique. Je vous ouys, Messieurs, alegrement dire, haut et clair, en la chambre de vostre duc de Mercœur, que si cela estoit vous déclareriez librement ne plus porter les armes contre Sa Majesté. » Aux Etats ouverts à Vannes en mai 1594, Mercœur n'est déjà plus visiblement

(1) Moreau, p. 222.

que l'homme chargé de négocier la paix. La réaction même s'y fait jour. Le duc doit réprimer, faire peut-être emprisonner (1), le président de la noblesse de ses Etats, de Kermenno du Garo, qui tient des propos franchement royalistes. Que de symptômes il pouvait recueillir par ailleurs de l'abandon de l'opinion publique. Sa popularité diminue à Nantes même, la seule ville où elle eût vraiment existé. Il n'y peut entraver les processions par lesquelles les Nantais manifestent comme les autres leur ardent désir de la paix (juillet, décembre 1594).

Ni les indices de la fatigue de son parti, ni les vœux de la Bretagne n'eurent la moindre action sur l'esprit de Mercœur. La trêve ne fut pour lui qu'une manœuvre. Il ne prit point au sérieux les conférences qui s'ouvrirent bientôt à Ancenis. Il n'y consentit que par duplicité et avec l'intention arrêtée de s'en servir pour gagner du temps. Il s'agissait pour lui d'attendre les événements, la mort accidentelle de Henri IV, la mort naturelle du vieux roi d'Espagne, puis quand la guerre fut déclarée entre les deux rois, la défaite probable des armées françaises. Ces espoirs étaient peu avouables, mais non chimériques. Même en écartant les prédictions si accréditées des astrologues, toutes les chances n'étaient-elles pas contre la vie d'un prince qui se dépensait sans compter à la guerre ou autrement. Sa destinée n'avait-elle pas contre elle ces liens qui l'avaient empêché jusque-là d'assurer sérieusement l'avenir de sa race. Qui pouvait prévoir alors l'accès de sagesse qui devait amener Marie de Médicis sur le trône des Bourbons. Toutes ces incertitudes viennent expliquer et quelque peu justifier Mercœur. On lui pardonnerait ses espérances néfastes et l'attente armée qui en était la conséquence, s'il eût su un peu gouverner la Bretagne, et s'il eût tenté quelque chose pour remédier à la désolation légendaire des dernières années de son pouvoir.

On sait avec quel zèle la reine Louise, veuve de Henri III, s'était chargée de la tâche difficile de remettre en bonne intelligence Mercœur et Henri IV. Dès 1592 elle avait pris à cœur ce projet et n'avait guère trouvé d'encouragements de la part des deux parties. Elle se décida enfin à mettre en œuvre son influence personnelle sur son frère et quittant sa rési-

(1) Pichart, 1^{er} mai 1594, col. 1740.

dence de Chenonceaux se transporta à Ancenis vers la fin de mai 1564. Elle n'avait aucune mission officielle de la part du roi et n'en avait reçu aucun pouvoir. La dernière des *reines blanches* trouva sa meilleure autorité dans l'enthousiasme qu'excita son arrivée si opportune. Dès le 7 juin elle recevait une députation des Etats de Rennes et diverses manifestations venaient témoigner des espérances que faisait naître son intervention. Le roi se hâta de lui adjoindre des négociateurs plus autorisés de lui. Mercœur dut se résoudre à l'aller trouver et bientôt consentir à l'ouverture des conférences. Le château d'Ancenis fut le premier théâtre de ces colloques qui devaient durer plusieurs années (1). La reine Louise était au témoignage de Mornay un « esprit solide. » Son bon sens et sa lucidité levèrent toutes les difficultés du début. Elle sut ne montrer aucune susceptibilité de la défiance assez blessante que le roi lui témoigna en annihilant la médiatrice pour réserver son mandat à ses délégués. On la voit, pour éviter un dangereux conflit de préséance, aller sans hésitation chercher elle-même les députés, groupe par groupe, pour les placer dans la salle du château qu'elle avait fait préparer pour eux. Enfin, quel que fût son dévouement à Mercœur, elle montra constamment des sentiments très dignes d'une reine de France, s'opposant à l'amoindrissement du pouvoir royal et soutenant les intérêts de la couronne (2).

Les conférences d'Ancenis ne sont, de la part de Mercœur, que des négociations de comédie. Elles donnent l'impression la plus exacte et la plus fâcheuse du système de sa politique. Rien n'en définit mieux l'objet que la vieille expression devenue triviale tenir ses adversaires le bec dans l'eau. Telle est la vraie instruction secrète de ses représentants personnels, près desquels les députés des Etats de la Ligue bretonne ne sont que des comparses. Dès lors, tout se tourne en longueurs écœurantes : pouvoirs, passeports, les moindres incidents sont prétextes aux délais. Les réponses péniblement obtenues sont dilatoires ou captieuses. Puis tout s'arrête pour recommencer dans les mêmes termes. Ces finasseries ne trom-

(1) Cf. *Histoire d'Ancenis*, par M. E. Maillard, 1884, p. 81 et suiv.

(2) Voyez les études du prince A. Galitzin sur Louise de Lorraine.

pent personne au fond. Mercœur est vite percé à jour par les habiles négociateurs d'Henri IV. Ils devinent parfaitement ce plan de *nager entre deux rois*. Mais au bout du compte, ils ne renoncent à la lutte qu'après de longs efforts, et le temps qu'ils ont perdu est précisément ce que Mercœur a gagné. Ces malheureux députés avaient reçu de part et d'autre l'ordre de ne point se séparer. Ceux de Mercœur joignaient à la consigne de n'avancer en rien celle de rester indéfiniment. Leur permanence était précieuse au duc ; il savait s'en servir, du moins il s'en vante, pour assouplir les Espagnols inquiets de ces entrevues. Il tremblait aussi de se perdre dans l'esprit des populations en se montrant hostile à la paix. Le roi de son côté, quoique bien certain de l'inutilité de ces pourparlers, tenait à les continuer comme étant une manifestation permanente de ses intentions pacifiques. Il désirait, du reste, sincèrement la paix. Il sait le témoigner par un langage qui domine l'obscur et mesquine politique de Mercœur.

Que l'on prenne la première lettre écrite par Henri IV aux Etats de Rennes pour la nomination des députés d'Ancenis (1), on éprouvera une impression de résurrection. Le roi déclare qu'il n'hésite pas à accepter ces conférences si étranges entre un roi et un sujet et il trouve ces belles paroles : « En quoi si nous remettons par trop de la grandeur de nostre auctorité, vous devez d'autant prendre de creance de l'extresme desir que nous avons de vous concilier et moyenner un bon et assuré repos en nostre Province, aimant beaucoup mieux prejudicier à nostre particulier que de faillir au bien si grand et si apparent qu'une paix et concorde entre tous nos sujets et la réconciliation de Nous et M. le duc de Mercœur vous peut apporter. »

Nous n'avons d'autre relation de ces affaires imprégnées d'ennui que celle de du Plessis-Mornay. La merveilleuse clarté de son style a fait ce prodige de les rendre intéressantes. Nous n'y voulons relever qu'un incident passé inaperçu, qui semble une tentative d'une certaine portée. Après l'énumération des députés de Mercœur et de la Bretagne, du Plessis-Mornay ajoute : « Il y en a quelques autres prétendans faire pour la

(1) D. Morice, Pr., III, 1620.

Normandie, le Poictou, l'Anjou, le Maine, sous ombre du Mont-Saint-Michel, La Garnache, Chasteau-Gontier, Sablé. Ce qui fut remontré à la Roïne n'estre recevable (1). » Cette prétention de participer au traité projeté choquait les Bretons et inquiétait les royalistes ; elle fut repoussée du consentement commun. Mais cet essai pour transformer les conférences par l'addition de députés des provinces voisines mérite d'être retenu.

Avec Mercœur tout est sujet d'étonnement. On cherche inutilement de la suite dans son ambition. Au début des conférences, ses députés prétendent traiter au nom de la Bretagne *telle qu'elle était avant la réunion et le mariage de la reine Anne*. En voyant apparaître pour la première fois cette revendication, cette atteinte formelle au contrat de 1532, jusque-là sans exemple, on s'attend à les voir soutenir avec énergie. Il n'en est rien. La demande est naturellement repoussée par les envoyés du roi comme attentatoire aux droits de la couronne. On y passe condamnation dès les premiers préliminaires, et il n'en est plus question.

La conférence de 1595 fut brusquement terminée à la suite d'un incident qui vint déranger les habiletés de Mercœur. Les royalistes surprirent une lettre adressée par lui au duc de Mayenne. Elle contenait ce passage qui dut indigner la reine Louise : « Ce que je fais et ai fait jusqu'ici n'est que pour contenter la reine et les esprits de nostre party en ce pays qui recherchent trop curieusement la paix, résolu au reste de continuer la guerre. » Les négociations survécurent cependant à cette divulgation cruelle ; elles reprirent transportées à Chenonceaux et durèrent encore si longtemps, que la date de leur fin a échappé à l'histoire. La Bretagne qui avait languï tant d'années dans l'attente de leur résultat ne put constater sa déception finale. Elle y avait commencé à connaître un prince bien différent du roi de Navarre, objet de tant d'invectives. Elle y fut aussi éclairée sur le rôle de Mercœur, qui y apparut clairement comme l'obstacle à toute solution. Mais si les idées furent modifiées, rien n'obligea le duc à tenir compte du jugement public.

(1) *Mémoires*, II, 461.

Mercœur, dans ses dernières années, paraissait de plus en plus un personnage funeste. C'était comme un poids étranger lourdement étalé sur la Bretagne. Il semblait si évident que la disparition de sa personne eût tout terminé, que l'idée devait venir de l'enlever. Les gens d'exécution se mirent à combiner des plans dans ce but, sans avoir sans doute l'aveu préalable de Henri IV, mais en étant bien sûrs de sa gratitude en cas de succès. Il n'y avait pas d'ailleurs à se piquer de délicatesse dans les procédés. Mercœur, que l'on a vu plusieurs fois faire disparaître comme dans une trappe ses ennemis, cherchait de son côté à s'emparer du roi. Il est fait mention à ce sujet d'une obscure tentative qui devait s'effectuer à Saint-Germain-en-Laye. Il est probable qu'il y en eut d'autres politiquement dissimulées par Henri IV.

Les essais de suppression de Mercœur ont une allure romanesque qui n'est pas sans originalité. Elle a légèrement offusqué les graves historiens. De Piré n'en parle qu'après s'être excusé par cette belle phrase : « L'amour qui dans les romans est le premier mobile de toutes les actions, l'est aussi quelquefois de celles que l'histoire fait passer à la postérité (1). »

On rencontre souvent dans les mémoires de d'Aradon et de Pichart le nom de la dame de Kerveno ou Kermeno, type singulier qui chevauchait alors par les chemins peu sûrs de Bretagne et d'Anjou, s'en allant résider dans les villes de l'un et l'autre parti sans éprouver la moindre difficulté. Suzanne du Fou, veuve de Georges de Kerveno, brave royaliste tué en 1591 à Auray, était fille du baron de Noyan, angevin, qui paraît avoir traversé ces temps en *politique*, c'est-à-dire restant neutre moyennant certains arrangements. Elle était fort belle et *gaillarde*, très intrigante. Très ancrée dans le parti royaliste auquel elle appartenait, elle comptait de nombreux appuis chez les ligueurs. Son oncle, Vincent de Kerveno, chef de la noblesse royaliste des Etats de la Ligue, était un personnage considérable, quoique du Plessis-Mornay n'ait vu en lui qu'un comparse qu'il appelle « le vieux du Garo gentilhomme breton. » Un autre Kerveno était conseiller du Parlement de Nantes. Enfin et surtout les d'Aradon, cousins ou alliés de cette dame,

(1) II, 143.

lui étaient entièrement dévoués. Cette famille la courtisait pour son bel héritage d'Anjou soustrait au malheur des temps. Tous l'entouraient, espérant assurer ce bel établissement à leur jeune frère, cadet mal pourvu, porteur d'un nom prédestiné au roman, Monsieur de Camors. On voit avec surprise Jérôme d'Aradon-Quinipili, l'auteur du Journal, que sa mysticité semblerait devoir tenir à l'écart de pareilles affaires, laisser Hennebont et Vannes pour venir en janvier 1592 jusqu'à Ancenis, sans qu'on puisse trouver d'autres motifs à son déplacement que le souci de mener à bien cette négociation d'ordre privé. Notons en passant qu'il descendit à ce premier séjour à l'*Escu de France*. Dégoûté de cette auberge par un cruel mémoire de 48 écus, objet d'un emprunt fâcheux, il s'installe à son retour au *Cheval blanc*. Mal lui en prit. Quoique le bon ligueur diminuât le temps de son campement, il vit, ainsi qu'il le raconte minutieusement, la note des frais s'allonger jusqu'à 60 écus. Il se tira de ce contre-temps par un procédé qui rappelle celui d'un personnage de comédie. Se souvenant que son hôte tenait aussi commerce d'armes, il sut éprouver un besoin subit de casques, de brassards et de genouillères, les fit ajouter au mémoire, et put laisser le maître du *Cheval blanc* fort satisfait d'un bon billet.

Quoiqu'il soit impossible de retrouver avec certitude les mobiles d'un personnage aussi éloigné de nous, il semble bien que l'on s'est mépris à l'égard de Madame de Kerveno. Elle pouvait être fort coquette, mais sa tête paraît tout aussi pleine de projets politiques et royalistes que de sentiments d'un autre ordre. Il faut voir, croyons-nous, dans ses colloques avec le galant prince de Dombes quelque chose de plus que ce qui fut l'objet des commérages des bourgeois de Rennes dont Pichart s'est fait le digne interprète (1). Le logis renommé de Guillaume Henry, au Champ Jacquet, fut le théâtre d'intrigues où se mêlait plus de politique qu'on ne l'a cru. On est frappé de cette circonstance ; c'est que lorsque la dame de Kerveno y fit son principal séjour peu de temps après son veuvage, elle arrivait de Basse-Bretagne. Grâce à ses bons amis d'Aradon, elle venait précisément de visiter en détail le Blavet, le camp

(1) Pichart, col. 1729.

des Espagnols, d'inspecter avec eux les troupes de Don Juan d'Aquila et de Don Diégo Brochero. Ceci doit s'ajouter aux autres traits de son histoire qui révèlent pleinement l'intrigante politique.

Madame de Kerveno avait fini par accepter Camors. Elle l'épousa à Hennebont, le dernier jour de février 1592. D'Aradon mentionne son contrat de mariage passé devant les notaires du lieu, oubliant par une inadvertance fâcheuse de rien dire du mariage religieux qui fut, sans doute, célébré à Saint-Gilles de Hennebont (1). Elle avait dès longtemps conquis le cœur du jeune Camors, elle acheva de lui tourner la tête et il devint l'instrument de ses projets. Peu de temps après son mariage, Camors venait déclarer assez piteusement à son frère Quinipili qu'il n'était plus ligueur. Le rude partisan dut se résigner, tirant cependant quelque consolation de la capture de deux des chevaux du transfuge devenus de bonne prise par sa défection. Il n'était pas né sous une heureuse étoile « ce jeune Camors ». Fait prisonnier, peu de temps après, par ses anciens amis, il dut remettre son entreprise jusqu'au jour où sa femme put le rendre libre en payant sa rançon, puis se refaire ligueur pour l'accomplir.

Nous connaissons les projets de celle qui, pour les contemporains, resta toujours la dame de Kerveno, par du Plessis-Mornay ; celui-ci dirigeait tout cela, comme il l'avoue dans ses *Mémoires*, cherchant sans relâche à utiliser au profit du roi l'esprit d'intrigue comme le dévouement. Le passage suivant qui se réfère à mars 1595 contient tout ce qu'on sait sur cette tentative et sur sa malencontreuse issue. Il fait partie d'une lettre adressée à M. de Lomenie (2).

L'affaire dont aussi a esté escrit à S. M., conduit par certaine dame, va son train, mesme le lieutenant de la compagnie des gens d'armes du sieur du Plessis a assisté ledit gentilhomme de dix des siens pour cest effect ; sur les promesses qui lui ont esté faictes il asseure merveille, mais le sieur du Plessis supplie tres humblement S. M. de s'en souvenir.

En marge : C'estoit l'entreprise de faire prendre M. de Mercœur par le baron de Kamor de son parti et le mener à Rennes, à laquelle fin

(1) On n'a pas le registre des mariages de cette paroisse pour 1592.

(2) *Mém. de Du Plessis-Mornay*, Ed. 1624, II, 551.

M. du Plessis lui envoyait des hommes de sa troupe. Le malheur voulut qu'ils fussent rencontrés par le mareschal d'Aumont, allant d'un lieu à l'autre qui les chargea et rompit, ne sachant rien du dessein lequel led. sieur du Plessis avoit pratiqué par l'entremise de la dame de Kervenau, de laquelle ledit Camor estoit amoureux.

Le secret de cette malheureuse aventure fut bientôt divulgué. Désormais Camor était brûlé comme conspirateur. Il disparaît de la scène (1). Mais le coup manqué est recommencé avec des éléments nouveaux. Un nouveau complot, qui avait comme principal acteur un certain capitaine Salinière, et fut sans doute dressé à Nantes même, faillit de bien peu réussir.

Le capitaine Salinière, fort et vigoureux, promettait de prendre Mercœur quand il serait à Indret dans son ermitage, à l'extrémité de l'île. On devait le jeter dans une chaloupe, le conduire à Beauvoir sur mer et de là à Saumur. Le roi avait accordé la permission à du Plessis qui la lui avait demandée. Une circonstance fortuite fit tout échouer (2).

Nous terminerons cette étude par un document qui n'est pas de nature à augmenter l'estime pour Mercœur. Nous le donnons sans remords, car l'homme qui a pu pour de misérables intérêts procurer à un pays le supplice des quatre dernières années de la Ligue, mérite ce coup de grâce. Il s'agit d'une pièce dont la substance a été donnée comme appendice généalogique par le P. Anselme (3), mais qui n'a sa valeur que par son texte même, jusqu'ici demeuré inédit. Nous y prenons contact pour la première et seule fois avec le Mercœur intime, et nous rencontrons un petit esprit. Le duc y apparaît aigri, irritable, tombé dans tous les travers de la médiocrité vaincue. Quel que fût le mauvais goût du temps, l'homme qui accueille

(1) Nous l'avons retrouvé en 1598 commandant pour le roi au château du Bois de la Roche.

(2) Mém. de du Plessis-Mornay, p. 238 ; Travers III, 88. — Biré fait encore connaître une autre tentative contre Mercœur qui eut lieu en 1590 : « à Fougères, il pensa être assassiné par le Bastard de La Haye Saint-Hilaire, pratiqué par les sieurs de Châteauneuf, de Sourdéac et président Harpin, ainsi qu'il confessa le jour de son supplice » (p. 284).

(3) *Hist. général. de la Maison de France*, III, 791 ; cité par M. Grégoire, p. 369.

avec ce rire jaune d'aussi atroces facéties, devait être dans un moment de dépression intellectuelle et morale. On a grand besoin pour ne pas mettre Mercœur trop bas, de rencontrer dans cette même lettre la mention de son second départ pour la Hongrie et de penser à la façon glorieuse dont il devait finir. La lecture de ce document montre clairement son horreur des Parlements, de leur esprit, de leur rôle, de ces bonnets carrés qu'il avait toujours trouvés sur son chemin et qui avaient plus fait pour la ruine de sa puissance que les armes du roi. Enfin en recueillant le seul aveu direct que ce personnage compliqué paraisse avoir jamais fait de ses intentions, il faut encore se dire que cet aveu est peut-être plus vaniteux que sincère. Il serait triste d'accepter sans réserve ces mots : « pour la manutention de ma grandeur particuliere je m'estois maintenu en Bretagne. »

F. JOÛON DES LONGRAIS.

LETTRE DE MONSIEUR LE DUC DE MERCURE

A Monseigneur le duc d'Aumale (1).

Monsieur mon Cousin, j'ay receu un singulier plaisir par les dernières que m'avez escrites, tant pour avoir entendu l'estat de vostre bonne santé que pour me voir participant des fruicts de vostre bel esprit en l'exemplaire qu'il vous a pleu m'envoyer de la rhethorique Espaignole par vous nouvellement mise en lumiere, joignant aux remerciements publics de toute la republique chrestienne le mien particulier aussi affectionné que je puis ; esperant qu'elle me servira de conduite pour plus elegamment reduire en pratique ce que j'ay appris de vive voix de ceux de la nation, lorsque la charité m'a fait leur servir de refuge en Bretagne durant quelques années. Or, après avoir rendu graces de ce digne present, encores que je sache vostre magnanime naturel du tout

(1) Fonds Fr., 20784, f° 387 ; Mezeray, 14, *Notes et extraits divers*.

aliené d'entendre le recit de ses propres louanges, si suis-je forcé par la verité de dire que par ce labeur si genereusement entrepris et encorres plus heureusement executé par vous, vous ferez entrer les plus grands hommes de l'Europe en esperance de voir en nos jours la France heureuse par vostre main suivant ceste maxime que les estats seront heureux où les philosophes regneront ou bien esquels les Rois et Princes philosopheront ; ce que vous savez bien effectuer, ayant si exactement traité ceste partie qui est un grand acheminement à la philosophie. Vous, dis-je, issu du sang magnanime de ce grand Charlemagne, ainsi que personne ne doit plus douter et que vous ou les vostres pourriez bien en qualité de leurs successeurs remonter sur le mesme throsne, non qu'à cest espoir que vous pouvez justement avoir je rende aucunement mes desirs participans pour mon particulier qui, apres avoir remply la France de l'ardeur de mon zélé envers la foy catholique contre ceux qui l'impugnoient ne respire plus aucune ambition que d'aller respandre jusques à la dernière goutte de mon sang pour la manutention et protection de nostre religion contre ceste autre secte d'infideles que l'on dit estre en grand nombre en Hongrie. Or, d'autant qu'il vous importe, du nom et de la maison que vous estes, de savoir une particularité qui s'est passée depuis peu de jours en ceste ville, je vous en feray le discours et sy par le moyen d'iceluy, ceste excède la juste mesure d'une lettre, j'en seray d'autant plus excusable envers vous que vous avez interest de savoir par le menu la suite de ceste affaire. Vous savez la resolution qu'à mon tres grand regret, je pris l'année dernière de me departir pour quelque temps de l'apparence de mes pretentions sur la Bretagne, plus tost forcé par le bonheur des envieux de nostre Maison que par la justice de leurs armes ; mais puisqu'il falloit ceder au temps, je me resolut de remettre à une saison plus opportune la repetition de ce qui m'appartient ; cependant pour nourrir mes intelligences et m'y applanir tant mieux le chemin, m'estant acheminé à Paris, plusieurs, en haine de l'autorité en laquelle contre leurs desirs pour la manutention de ma grandeur particuliere je m'estois maintenu en Bretagne, sous prétexte de quelques contracts et transactions supposiez m'estans venus inquieter comme on feroit une personne de peu, ont faict quelques procedures contre moy au Parlement y residant, se prevalant de ce qu'en l'Edit d'abolition qui me fust accordé pour tout le passé on n'y avoit voulu employer un article pour l'estinction de toutes mes dettes, desquelles toutefois j'obtins une bonne surseance, vray est que le temps en est expiré ; or, nonobstant ces poursuites me ressouvenant des faveurs que ceux dudit Parlement ont receu de vostre maison et particulièrement de vous qui voyant en l'an 1588 que le peuple mutiné vouloit entreprendre sur leurs personnes pourveustes tellement à leur seureté que, se trouvant par vostre main à couvert dans

la Bastille, ils ne furent pas deschirez par la commune, ainsi qu'il y avoit grande apparence ; me ressouvenant, dis-je, de la favorable protection que lors ils receurent de vous, je me prometois qu'ilz seroyent plus reconnoissans de ce bienfait qu'ils n'ont monsté en vostre endroit par l'arrest qu'ils ont donné, mais sous faux entendre, contre vous ; et mesmes que pour reparer leur ingratitude en vostre endroit ils rendroient en ce qui me concernoit le respect qui est deu en cest estat à tous ceux qui sont honorez de vostre nom ; toutefois contre mon attente et la raison mesme, se plaidant une cause ce second mois entre moy et les dames de Reberac et de Pangas, sur ce que les advocats parlans de moy usoyent comme de raison pour me nommer de ce mot de Prince, un petit coquineau, soy disant advocat du Roy, en la presence de ma tres chere femme et espouse, qui s'estoit là trouvée avec un bon fondement, autorisée de ma procuration pour y représenter ma personne, il fut si outreucidé de se lever et me contredire impudemment ceste qualité, nous voulans retraindre aux anciennes fasons de parler et vieux termes du passé, disant que ce titre n'est deu qu'à ceux de la Maison de France, comme si le plus souvent les ayant pas surpassé en louange de vertu et magnanimité de courage nous ne devons pas au moins les esgaller de nom.

Or, ayant sceu l'insolence de ce galand et joignant l'indignité de cet outrage à celle que j'avois receu en celui qu'il ayda à vous faire, j'estimay que c'estoit leur faire paroistre en nous, apres tant de valeurs et de prouesses, trop de patience ou plus tost de timidité, et partant je me resolut le jour ensuivant, soudain apres disner, de m'en aller savoir moi mesme de ce plaidereau en quelle loy il avoit appris la maxime et de qui pris la hardiesse de s'attaquer si temerairement à moy ; ce que je fis accompagné seulement d'une mediocre troupe de ma noblesse, non tant pour estre assisté de leur valeur comme pour les faire tesmoins de la mienne, aussi bien contre les bonnetz carrez de France que de ceulx de Bretagne. A l'aborder ce bavard, memoratif de m'avoir offensé, cuide par douces paroles et humbles reverances appaiser ma colere ; mais elle estoit trop juste et luy trop indigne de ma grace, seulement après luy avoir dit que de tout ce qu'il avoit dit ou par soy ou par autrui contre nos illustres qualitez, il en avoit menty et que nul ne me pouvoit empescher de luy en faire perdre la vie, si je n'aymois mieux lui reserver quatorze paires d'estrivieres de punition qui restent encore au cabinet de mon escuyer. Là dessus ce miserable, ne sachant s'il est ou avocat, ou praticien, mort ou vif, homme ou beste, demeura si esperdu de la vivacité de mes paroles et de la gravité de ma presence que si je n'eusse destiné de le reserver à une plus honteuse mort, il eust sur le champ rendu l'ame aux piedz de mon Excellence ; pour à quoy obvier je sortis tout soudain le laissant en parolle apprehension

de mes chastimens qu'il avoit eu de presumption d'impugner mes qualitez. Là dessus comme si je m'en feusse soucié, il va sonner l'alarme aux chapperons et bonnets carrez qui, se maintenans comme larrons en foire, oserent decreter un adiournement personnel contre moy à sa seule declaration. Lors combien je me repentis de ne luy avoir au moins coupé une oreille pour le rendre plutost marqué pour son mesfait que croyable en son accusation ! Et je vous jure que sy Madame la Duchesse, que Dieu absolve, eut esté encore vivante (1), je le fusse allé comme un veau faire larder tout vif par les souillons de ma cuisine. Il y a gens et gens, nous savons comme il faut vivre à la cour, et ne sommes plus au temps que l'on se doive formaliser contre personne de nostre robe pour avoir chastié telz outrecuidez ny qu'on doive prétendre d'emprisonner les grans pour avoir baillé un soufflet à un belistre de sergent, comme par grande tyrannie on y contraignit, il y a quelques années, feu de tres illustre memoire Monsieur de Martigues, mon beau-père ; et nous avons trop laissé vieillir l'exemple de ce beau president Lizet qui, pour avoir soutenu la mesme heresie, fut banny du Parlement sous le regne de nostre predecesseur le grand cardinal de mesme nom, tant en faveur des assiduels services qu'il rendoit à la feue Roynne mere que du merite de sa dignité. Cela faict, je m'allay plaindre au Roy de l'outrecuidance de ces gens-là qui tout soudain les interdist comme juges incompetens et leur remonstra que, me reconnoissant comme il fait en la qualité que je procede, ils auroient deu estre plus discrets que cela, et me priant pour eux d'excuser ceste temerité, me dit qu'il vouloit que ceste bouche qui s'estoit osé ouvrir en blasphemés contre moy se tint desormais fermée et ne parlât plus en son nom ; ce que je desiray qu'il ne fist point, non qu'il ne l'eust plus que mérité, mais afin qu'en une autre plaine audience pour amander la faute il reconeust ma bonne foy et rendist pour reparation à ma qualité le tesmoignage qui luy est deu.

Or, voilà comme tout s'est passé ; mais jusques icy vous n'avez ouy [que] ce qui est serieux, en ceste affaire, ce qui suivra est pour rire, mais non moins veritable que ce qui precede. Car deux jours après que j'eus fait la peur à ce maraud, un laquais qui servoit le Premier President l'ayant quitté, se vint donner à un des seigneurs de ma suite auquel il confessa ingenuëment qu'à l'instant que l'on vint faire recit au Premier President de ce que j'avois fait à ce coquin, ayant esté constipé par plusieurs jours se sentit tellement lasché du ventre qu'à peine peust il gagner son bourrau (2), et cela luy a tousiours continué jusques à une erosion de boyaux, non tant par desplaisir de ce que

(1) La duchesse de Beaufort, Gabrielle d'Estrées, morte le 10 avril 1560.

(2) Bureau, cabinet.

l'autre avoit souffert de moy, car ces bonnes gens ne sont pas maintenant bien ensemble, comme par juste apprehension de ce qu'il doit souffrir de vous après que vous aviez solennellement fait supprimer le libelle diffamatoire qu'ils prononcèrent et conclurent estre mis en leurs registres et dont ils firent des affiches sur une claye et au hant la Porte Saint-Denis en l'année 1595. C'est trop endurer ; jusques à quand ceste race de gens abusera elle de nostre patience ? Il faut leur faire connoistre à bon escient que nostre Maison n'est pas si ravalée qu'ils pensent et que la diminution d'establissement ne nous a point amoindri, mais plus tost augmenté le courage de remonter plus haut que jamais. Si nous n'y opposons nostre generosité, ils nous fouleront aux pieds, nous feront rendre raison de nos actions avec de petits particuliers, au nom desquels ils ont bien osé saisir les esquipages de Monsieur de Guyse, nostre cousin, et moy, comme si leur bien avoit esté employé à meilleur usage que pour nous assister es despences que pour le salut publicq nous avons fait si volontairement.

Mais je m'asseure que si vous ne leur en dites vostre advis en presence, vous n'en pensez pas moins. Baste assez tost, si assez bien ; tout vient à point qui peut attendre. C'est ce que j'avois à vous dire sur ce subject, car j'eusse pensé faire tort au devoir de l'amitié et du sang de ne vous en informer tout au long. Quant aux nouvelles de la Cour, elles ne sont pas grandes ; seulement je vous diray comme depuis peu de jours l'office de la dame du Moulin, nagueres par Arrest déclaré vacquant, a esté reuny à celui du sieur de la Varaine qui en est desjà entré en exercice, prostituant maintenant des bourgeoises dans Paris en habits de damoyelles. J'ay esté bien aise de ceste augmentation de dignité pour l'obligation que je luy ay en la personne de Monsieur mon gendre. Vous m'entendez bien, et c'est pourquoy je ne m'expliqueray davantage ; mais finiray la presente en vous asseurant de mon affection envers vous et les vostres que je repute miens, vous baisant sur ces mains, priant Dieu vous garder de la mauvaistié et envie de nos ennemis communs, et estant, Monsieur mon Cousin, vostre plus obeissant et affectionné cousin pour vous servir.

EMANUEL DE LORAINÉ.

De nostre maison de la Roquette, ce 14 juillet 1599.



LA CHEMINÉE MONUMENTALE

DU

MUSÉE DE VITRÉ

La ville de Vitré vient d'acquérir et de placer dans son Musée une œuvre d'art de la Renaissance, qui me semble digne d'être signalée à l'Association Bretonne.

C'est une cheminée de pierre à manteau monumental tout couvert d'une ornementation sculpturale, portant la date de 1583. Ce n'est point une œuvre inconnue : le *Magasin pittoresque* de 1875 en a donné une vue (bonne dans les grandes lignes, fort inexacte dans le détail), accompagnée d'une notice qui, sans être parfaite ni pure de toute inexactitude, fait bien comprendre le mérite et le caractère du monument. Mais, par un hasard assez étrange, il n'a jamais été question de cette cheminée dans aucune Société artistique ou archéologique de Bretagne, ni, je crois, en aucun livre publié dans notre province (1).

Il y a, du reste, des raisons spéciales pour qu'on n'en ait pas parlé depuis longtemps ; ces raisons je vais les dire tout à l'heure ; car avant de décrire cette pièce exceptionnelle, il me semble indispensable de donner son histoire — j'entends son histoire moderne depuis vingt ans.

(1) Sauf en 1882, un article de la *Bretagne artistique*, où j'en ai dit quelques mots, accompagnant un dessin de M. Busnel, qui n'ayant pas été fait sur l'original, laisse beaucoup à désirer.

I

Il y a vingt ans, cette cheminée décorait la grande salle d'une vieille maison bourgeoise de Vitré, munie de porches et de pignon en lancette, bordant le côté nord de la rue Poterie, où cette maison portait et porte encore le n° 30.

C'est là qu'en 1583, Lucas Royer et Françoise Gouverneur, sa femme, bourgeois et bourgeoise de Vitré, avaient installé triomphalement ce monument d'art dans leur *salle de parement* aux poutres et solives sculptées et moulurées, aux fenêtres garnies de vitraux (dont j'ai vu les restes), aux bustes en médaillon incrustés de distance en distance dans les murailles. Sans doute, les meubles, les tentures, répondaient à cette ornementation artistique d'un goût si distingué, car les bourgeois de Vitré au xvi^e siècle étaient riches et savaient jouir intelligemment de leur fortune.

La cheminée de Lucas Royer resta au lieu où il l'avait placée pendant près de trois siècles, c'est-à-dire jusqu'à l'année 1876. Grâce à la bonne pierre dont elle était faite, à l'habileté du maître maçon qui l'avait mise en place, au beau et solide travail de l'artiste qui l'avait taillée, décorée, finie avec amour ; grâce à tout cela, jusqu'en 1876 elle était restée intacte et, pour bien dire, sans nulle détérioration. Je l'ai vue souvent à cette époque. Quand il venait quelque ami, quelque étranger curieux de belles choses ou de vieux monuments, on ne manquait pas de lui faire visiter la cheminée, et nul ne lui refusait son admiration.

Si la cheminée n'avait pas changé depuis trois cents ans, ce qui avait beaucoup changé c'était la salle qui la contenait. Les tentures, les tapisseries du xvi^e siècle avaient disparu depuis longtemps, les araignées, fleuses infatigables, faisaient de leur mieux pour y suppléer ; par ailleurs, les murailles étaient nues, poudreuses, avec des restes, çà et là, de vilain badigeon. Pour tout mobilier, des mesures à blé de diverses tailles, d'immenses tas de blé en dos d'âne occupant toute la

longueur de la pièce. Le propriétaire n'habitait pas Vitré ; dans cette maison il logeait son régisseur, lequel logeait dans cette salle les grains fournis à son maître par diverses terres en métayage.

Vers 1875, M. Ragot, maire de Vitré, qui rêvait de faire, dans la partie restaurée du château de cette ville, un musée ou — moins pompeusement — une collection des curiosités et antiquités que l'on pourrait recueillir dans le pays, — M. Ragot fit plusieurs tentatives pour acquérir la cheminée de Lucas Royer. Le prix offert était assez rond, le propriétaire fut inflexible. Pour qui le prenait-on ? Le croyait-on incapable d'apprécier la valeur d'un tel trésor, le bonheur d'en être le possesseur ? Il prouverait bientôt le contraire, il ferait restaurer sa cheminée (elle n'en avait pas besoin), il l'installerait pompeusement dans son château (hélas ! hélas !)

Bref, l'année suivante (1876), au moment où l'on n'y pensait plus, on apprit un beau jour que cet incorruptible amateur d'art s'était tout à coup décidé à vendre la précieuse cheminée à un honorable habitant de Laval pour un prix fort inférieur à celui que le maire de Vitré était disposé à la payer ; et que, par suite, ce curieux monument vitréen, démonté pièce par pièce, emballé, enlevé et chargé sur le chemin de fer, venait d'être nuitamment exporté, ou si l'on veut, déporté de Vitré à Laval.

L'acquéreur, M^{***}, avait alors l'intention de construire à Laval un grand hôtel dans le style de la Renaissance, il destinait la cheminée à en être le plus bel ornement.

Dès cette époque j'avais en garde le musée naissant de Vitré. Je me mis en rapport avec M^{***} ; je le priai d'autoriser la ville de Vitré à faire mouler les sculptures de la cheminée pour mettre ces moulages dans son musée, à défaut de l'original. Réponse aimable et consentement empressé. Une seule difficulté : la cheminée n'était pas encore remontée, les sculptures reposaient toujours dans les caisses où on les avait emballées pour le voyage. Dès que la cheminée serait mise en place dans le salon de l'hôtel, on m'en aviserait, et le moulage se ferait sans nul obstacle.

L'année suivante, celle d'après encore, j'écrivis et récrivis

de nouveau : même réponse. Bref, pour des raisons que j'ignore, l'hôtel ne se construisit pas, l'acquéreur quitta Laval et se fixa à Paris ; on me dit même que la cheminée, l'ayant suivi, avait été vendue à un juif.

Il n'en était rien. Dans les premiers mois de la présente année 1894, M^{***} écrivit à M. le Maire de Vitré pour lui proposer d'acheter la cheminée. Le Maire de Vitré accueillit avec bonheur cette proposition et demanda au Conseil municipal un crédit de 4,000 fr. — 3,500 fr. pour le prix d'acquisition, 500 fr. pour le transport et la pose du monument.

4,000 fr. sur un budget de petite ville, c'est une affaire. Et comme la cheminée était absente de Vitré *depuis dix-huit ans*, la plupart des conseillers municipaux, qui ne l'avaient jamais vue et en ignoraient le mérite, hésitaient. Un dessin, reproduisant à une plus forte échelle la gravure du *Magasin pittoresque*, fut placé sous les yeux du Conseil et mit fin à toute hésitation.

La cheminée à ce moment était encore à Laval. Mais, au lieu du salon où elle aurait dû trôner, elle était reléguée dans une cave, dans un sous-sol dépendant d'une filature, au bout d'un faubourg. Les sculptures depuis leur arrivée de Vitré, n'étaient jamais sorties de leurs caisses ; mais ces caisses avaient été ouvertes, on y avait jeté du charbon, de la terre, des débris de toute nature. Par suite, plusieurs fleurons étaient mutilés, plusieurs statuettes disloquées, décapitées — toutefois rien d'irréparable.

Toutes les pièces composant la cheminée de Lucas Royer rentrèrent à Vitré le 17 mai 1894. La ville acquit de plus le linteau de granit, les colonnes et les consoles qui en formaient le support primitif et qui étaient toujours restés dans la maison n° 30 de la rue Poterie ; l'extraction en fut très difficile.

C'est dans une des salles du Château de Vitré affectées au Musée, dans la salle du second étage de la grosse tour Saint-Laurent, que la cheminée a été placée, remontée et restaurée. M. Valentin, statuaire breton actuellement établi à Paris, et M. Durand, sculpteur rennais, ont fait toutes les réparations des statuettes et de l'ornementation. M. Morin, architecte, originaire de Vitré, a dirigé constamment tous les travaux

avec un zèle et une habileté au-dessus de tout éloge. L'opération de la pose, de la restauration, du rétablissement total de la cheminée, terminée environ le 20 juillet, n'a guère duré que deux mois. Mais au point de vue des frais, elle a beaucoup dépassé la prévision primitive du crédit de 500 francs voté pour cet objet. La dépense totale a atteint le chiffre de 2,500 francs.

Ainsi, pour rentrer en possession de ce monument d'origine vitréenne, d'un intérêt artistique et archéologique exceptionnel, et pour le mettre en état convenable, la ville de Vitré s'est imposé une dépense de 6,000 francs.

M. Victor du Tertre, maire de Vitré, a soutenu, favorisé cette entreprise avec un zèle constant, vivement sympathique, qui en a assuré le succès.

Peut-être me reprochera-t-on d'avoir mis, comme on dit vulgairement, la charrue devant les bœufs, en faisant cet historique de la cheminée avant de l'avoir décrite. Mais, à une époque où l'on voit tant de municipalités se vautrer à plein corps dans le vandalisme, quand par exception on trouve une ville qui, avec de faibles ressources, montre un intérêt actif, intelligent pour les monuments de l'art et de l'histoire, il n'est, à mon sens, rien de plus urgent que de signaler le fait, de lui donner l'éloge qu'il mérite, de le proposer en exemple à tous.

II

Cela dit, venons à la description.

La surface ornementée constituant le manteau ou, comme on dit parfois, la *hotte* de notre cheminée, a la forme d'un vaste parallélogramme, un peu moins haut que large : haut de 2^m 60 environ à partir de la ligne supérieure du linteau qui porte tout le monument, et large d'environ trois mètres.

Dans ce carré long, tout brodé de sculptures, ce qui attire d'abord l'attention, c'est une sorte de grand tableau central encadré d'une plate-bande rectangulaire à feuille de fougère

et d'une baguette semi-cylindrique ornée de perles. Ce tableau repose sur la corniche inférieure, très saillante et très ornée, qui couronne le linteau ; et au-dessus de ce tableau, une autre corniche, très saillante aussi et brodée de feuilles d'acanthé, soutient l'entablement. Au centre de cette corniche supérieure est sculptée l'inscription : PAX HVIC DOMVI. L'entablement est orné de têtes d'un fort relief formant médaillons, séparées entre elles par des consoles à feuillages.

Enfin, de chaque côté du tableau ou cadre rectangulaire, en dehors de ce cadre, entièrement détachées de lui, se dressent verticalement deux cariatides en chêne sculpté, qui relient les angles extérieurs des corniches *très saillantes*, inférieure et supérieure, dont on a parlé plus haut. Chacune de ces cariatides est formée d'une gaine à trois compartiments très ornés, d'où émerge un buste nu — buste d'homme à gauche, de femme à droite — portant sur la tête un léger chapiteau corinthien, qui reçoit l'angle de la corniche *très saillante* d'en haut.

Venons maintenant à ce grand tableau central, déjà mentionné, compris entre les deux corniches saillantes, inférieure et supérieure, et les deux cariatides. Il y a trop de choses dans ce tableau, et trop compliquées, pour qu'on puisse tout décrire. Je me bornerai au principal.

Au centre de ce tableau est un cadre plus petit, aussi en carré long, dont la bordure est formée d'une série de moulures variées, ornées de légères fleurettes et de feuilles profondément découpées. Au centre de ce cadre est l'écusson de la famille, entouré d'une riche couronne de fruits et de feuillages, soutenue par deux génies ailés — un de chaque côté — des anges probablement, vêtus l'un et l'autre d'une tunique, et en dessus d'une sorte de dalmatique. Ces statuette, d'un beau style, avaient beaucoup souffert à Laval ; M. Valentin les a fort bien restaurées. Quant à l'écusson central, il paraît que dans le principe il était peint ; la peinture a disparu, il est tout uni et ne porte aucune pièce en relief.

Mais ce qui attire l'attention, plus encore peut-être que le cadre à écusson, ce sont les deux bustes de demi-grandeur naturelle, en relief presque plein, qui de chaque côté de ce cadre semblent prêts — tant leur saillie est forte — à se détacher de la cheminée, et qui portent leurs noms inscrits au-des-

sous d'eux, à gauche, sous le buste masculin : **LUCAS ROYER** ; à droite, sous le buste féminin : **FRANÇOYSE GOVERNEUR**. — Plus régulièrement, *Lucas Le Royer* et *Françoise Le Gouverneur*. C'est le mari et la femme, le maître et la maîtresse du logis, ceux même dont les goûts élevés, artistiques se révèlent à nous avec éclat dans cette splendide cheminée, dont ils avaient décoré leur salle d'apparat.

Ces deux bustes sont taillés dans le grès de Vitré, pierre très dure, d'un grain fin, difficile à travailler. Ici le travail est d'un soigné, d'un fini, d'une délicatesse qui ne laisse rien à désirer. Les deux personnages portent le costume du temps. La haute fraise de la dame, goderonnée, tuyautée, vient de sortir des fers de la repasseuse. La taille, les manches de sa robe sont chamarrées de bandes de passementerie, dont on compterait les paillettes et les fils de soie. De la main gauche elle tient ses gants, dont on distingue les coutures piquées, les lacets avec leurs glands ou floquets. — Lucas Royer a à son chapeau un galon merveilleux, tissé de brins d'or et d'argent, noué d'une boucle fine ; son manteau ou casaque est chamarré de passements comme la robe de sa femme ; de la main droite il tient sa bourse. Les deux têtes ont des physiologies *vraies*, ce ne sont point figures de fantaisie, l'artiste a essayé de faire des portraits. Enfin, le mari de la main gauche et la femme de la main droite, montrent chacun son écusson respectif sculpté au-dessus de la bande ou listel sur lequel se trouve inscrit son nom.

Au-dessous de chacun de ces deux bustes, deux petits génies nus, les bras étendus, déploient des banderoles et dansent la danse de *l'écharpe* ; ces quatre statuettes sont très élégantes. Plus intéressants encore quatre autres groupes de figurines, installés deux par deux, non au-dessous des bustes, mais au-dessus : groupes dont nous donnons le détail dans notre planche intitulée *Bas-reliefs de la cheminée du Musée de Vitré*, et dont notre autre planche (intitulée *Sculptures de la cheminée du Musée de Vitré*) marque la place par les lettres B, C, D, E.

Ces figurines ont de 12 à 15 centimètres de hauteur, elles sont taillées dans le grès de Vitré dans le même bloc que le buste au-dessous.

Le groupe B, posé immédiatement au-dessus de la tête de

Lucas Royer, se compose de quatre jeunes musiciens jouant de divers instruments, mandoline, basse de viole, etc. Le groupe C, placé (on peut le dire) tout contre l'oreille gauche de Lucas Royer, est une leçon de chant donnée à trois fillettes de dix à douze ans, par un jeune garçon un peu plus âgé, qui pourrait bien être leur frère. Les chanteuses ont des mines très éveillées, pourtant elles s'appliquent visiblement à suivre la musique dans le grand livre de chant ouvert devant elles ; elles sont trop près de l'oreille de leur père pour ne pas trembler de faire de fausses notes.

Les deux groupes du côté droit du tableau se répondent l'un à l'autre : le groupe supérieur D, placé au-dessus de la tête de Françoise Gouverneur, est un orchestre ; le groupe E, placé tout contre l'oreille droite de la dame, est un quadrille dansant au son de la musique de l'orchestre. Cet orchestre se compose de trois musiciens : une jeune fille ou femme, touchant du clavecin ; un jeune homme debout, jouant du rebec ou violon ; un troisième, qui semble plus âgé et pince de la guitare.

Le quadrille ou groupe de danseurs désigné par la lettre E paraît comprendre six personnages, trois garçons, trois fillettes ; la danse est fort animée ; sur le devant, tout contre la tête de Françoise Gouverneur, un danseur embrasse vivement sa danseuse ; l'oreille de la mère va entendre certainement sonner le baiser.

Les petits personnages de ces quatre groupes sont tous vêtus de costumes du *xvi^e* siècle ; malgré leur petite taille on distingue très bien les larges collerettes fraisées des filles, les pourpoints et les culottes bouffantes des garçons. Les figures aussi, malgré leur exiguité, ont beaucoup de réalité et de physionomie ; ici encore, j'en suis convaincu, l'artiste a essayé de faire *ressemblant*. Aussi je ne doute point que ces quatre groupes ne représentent la postérité des maîtres du logis : enfants et petits-enfants probablement, car si prolifiques que fussent nos pères, dix-sept enfants étaient chez eux cas exceptionnel ; d'habitude ils n'allaient guère au-delà de la dizaine. D'ailleurs, dans l'orchestre du groupe D, la joueuse de clavecin et le joueur de guitare, quoique encore assez jeunes l'un et l'autre, ne sont plus des enfants. Ne serait-ce

pas là un nouveau ménage, ayant déjà quelques rejetons à réclamer parmi ces mioches qui dansent et qui chantent si joliment ?

Notons encore, à la partie supérieure du tableau central, au-dessus du cadre contenant l'écusson, une figure grimaçante, imitée, peut-être copiée de l'antique, finement et vigoureusement modelée, accompagnée de bandelettes en feston très élégantes.

Les figures, les statuettes, les bustes que je viens de décrire, et qui forment la partie la plus significative, la plus saillante de l'ornementation de la cheminée, sont reliés entre eux par une sorte de réseau sculptural continu, qui ne laisse pas à nu un pouce, une ligne de la vaste surface du manteau. Réseau formé par toutes les richesses décoratives chères aux artistes de la Renaissance : capricieuses arabesques, groupes de fleurs et de fruits, cartouches et cartels découpés et enroulés dans tous les sens, têtes ailées de génies, mufles de bêtes retenant des boucles, des liens qui se perdent on ne sait où, etc.

Quant au caractère de l'œuvre et à sa physionomie générale, nous emprunterons à l'article du *Magasin pittoresque* les appréciations suivantes qui nous semblent parfaitement justes :

« C'est de la Renaissance cette cheminée, et de la plus franche. N'allez donc y chercher ni ogives, ni colonnettes, ni arcatures, ni dais, ni pinacles, ni fleurons, ni rien en un mot de ce qui fait le caractère et le type particulier de l'art du moyen-âge. La tradition est rompue ; les belles lignes courbes, les beaux angles ogivaux qui forment des cadres si harmonieux, des lignes de démarcation si fines et si fières, des dessins architecturaux si nobles et si riches, tout cela a disparu. Les lignes sont droites, l'ensemble est un cadre en forme de parallélogramme posé sur deux courts piliers. Rien de plus lourd, à n'en juger que par cette brève indication ; rien au contraire de plus gracieux quand on est devant l'œuvre.

« Au point de vue de l'histoire de l'art en général, la cheminée de Vitré a ceci d'intéressant, qu'elle marque le moment de transition où cette partie si intéressante des habitations se métamorphose d'une manière profonde. Ainsi le bas-relief qui surmonte notre cheminée rappelle les grandes proportions des *manteaux* ou *hottes* du moyen-âge, tandis

que le bas, le foyer, l'âtre proprement dit, fait déjà songer, par sa forme, ses dimensions et ses dispositions, à la cheminée moderne (1). »

J'ajouterai que, malgré la finesse et la puissance de la statuaire et de la décoration sculpturale de notre cheminée, on peut y relever, rarement, mais pourtant çà et là, quelques incorrections, quelques raideurs, où ne serait point tombé un artiste formé à l'école des sculpteurs italiens ou de leurs disciples de France. Par contre, l'œuvre présente, alliée à l'élégance du style, une vigueur originale, une certaine bizarrerie si l'on veut, dénotant un penseur, un artiste solitaire rarement sorti de sa province, qui s'est formé par son travail obstiné et ses méditations personnelles, mais qui ne s'est pas frotté aux exemples et aux enseignements dont il n'avait pas pu s'imprégner aussi profondément qu'il l'eût voulu, — tranchons le mot, un artiste du crû. Je touche ici à la question de l'origine, de la provenance du monument, dont je veux, en terminant, dire quelques mots.

.III

Lucas Le Royer était, nous l'avons déjà dit, bourgeois de Vitré, membre de la puissante confrérie de *l'Annonciation ou des Marchands*, desservie en l'église de Notre-Dame. Marchand lui-même, marchand de toile de canevas (qui était le grand commerce de Vitré), il l'achetait ou la faisait fabriquer dans le pays pour l'exporter et la vendre en Flandre et en Espagne.

De 1572 à 1590 environ, on trouve son nom inscrit au registre de la confrérie des Marchands, avec l'indication des droits qu'il avait à lui payer chaque année. Calculés sur la quantité de toile exportée par lui, ces droits montrent que le commerce de Lucas Le Royer était florissant, et de là venait sa richesse.

(1) *Magasin Pittoresque*, année 1875, p. 193-194.

D'autre part, nous trouvons à Vitré, au *xvi^e* siècle, une famille de sculpteurs et statuaires du nom de Bonnecamp.

Jean Bonnecamp, en 1542, rendait aveu au comte de Laval baron de Vitré, pour une maison occupée par lui rue Notre-Dame contre la grande halle ; dans cet aveu il est qualifié « *maistre tailleur d'imaiges.* »

Il était mort en 1579, laissant après lui un fils, André Bonnecamp, qui exerçait la profession de son père, qui mourut à Vitré, en la paroisse Notre-Dame, le 7 octobre 1616, et qui, comme son père, est qualifié *imagier, tailleur d'images*, dans les pièces du temps, notamment dans son acte de sépulture.

Cet André Bonnecamp eut pour femme une Vitréenne appelée Jacqueline Coullon, dont la famille se trouvait prochainement alliée à celle des Le Royer.

Nicolas Coullon, entre autres, proche parent de la femme d'André Bonnecamp, parrain d'un de ses enfants en 1596, épousa Renée Le Royer, proche parente elle-même de Lucas Le Royer — le Royer de la Cheminée, — et ce Royer tint lui-même sur les fonts du baptême un des enfants de sa cousine Renée et de Nicolas Coullon.

Donc entre les Coullon-Bonnecamp, les Royer, et Lucas Le Royer lui-même, il y avait alliance, relations fréquentes, amitié, intimité. Quand Lucas Le Royer voulut se faire sculpter une cheminée, pouvait-il donc s'adresser à un autre qu'à ce tailleur d'images, son ami et son allié ? La chose serait invraisemblable.

De plus, voyez le caractère du monument : il est tout intime, tout familial. Ce n'est pas un artiste quelconque, venu du dehors, qui aurait eu l'idée de tailler avec amour et de loger là en belle place, derrière le père et la mère, toute cette nichée d'enfants ; peut-être y a-t-il là dedans, sinon des Bonnecamp, au moins des petits Coullon.

Et cette pierre d'un grain si fin, mais si dure, si difficile à travailler, ce grès de Vitré, est-ce qu'un autre qu'un Vitréen aurait voulu l'employer pour y ébrécher à chaque instant son ciseau ? Mais un Vitréen y tenait, parce que c'était par excellence la pierre de Vitré.

Tout nous pousse donc à saluer dans André Bonnecamp





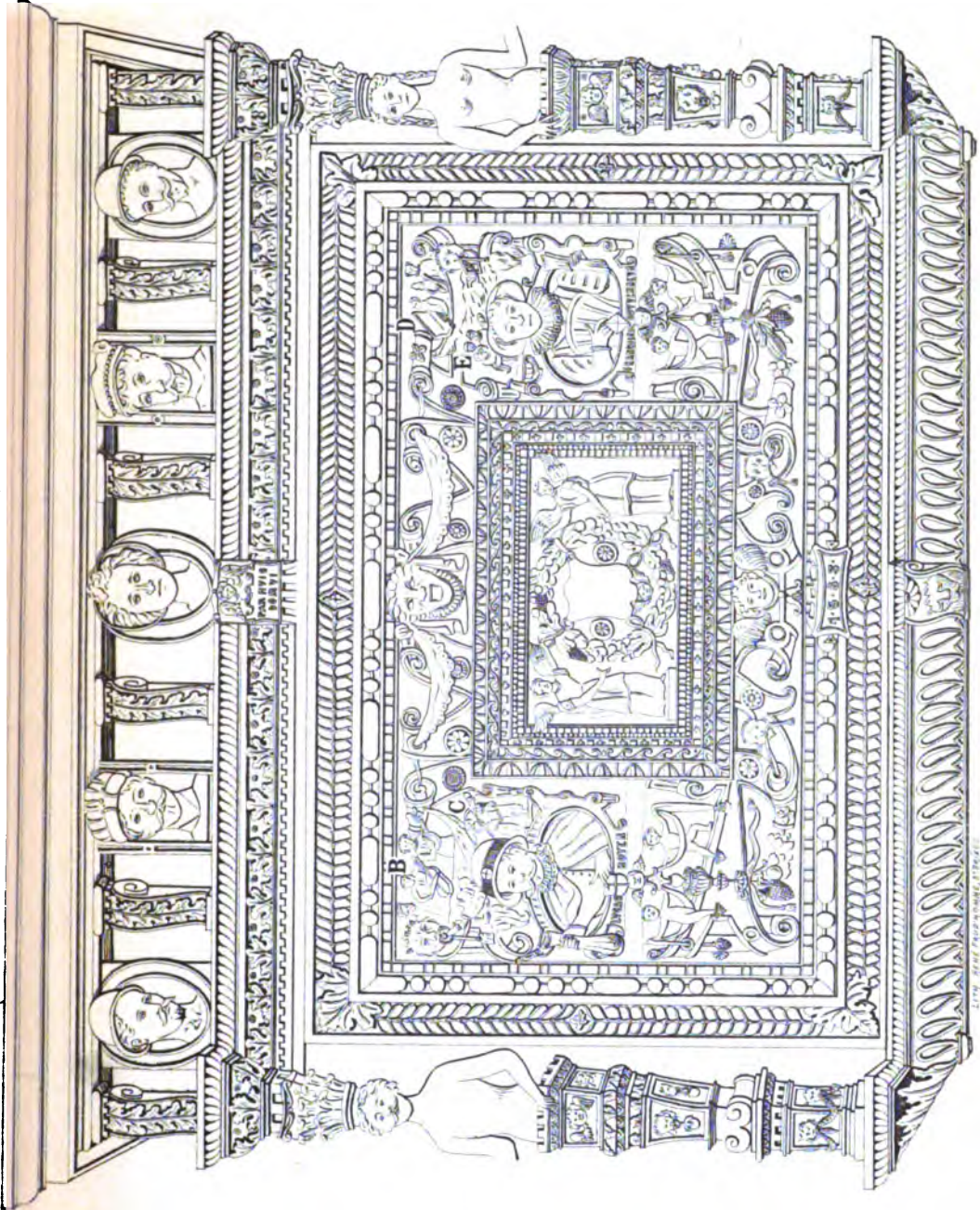


Cliché de M^r R. de Farcy, Lieut^e au 70^e Rég^t d'Inf^{te}.

CHEMINÉE MONUMENTALE DU MUSÉE DE VITRÉ

DATÉE DE 1583



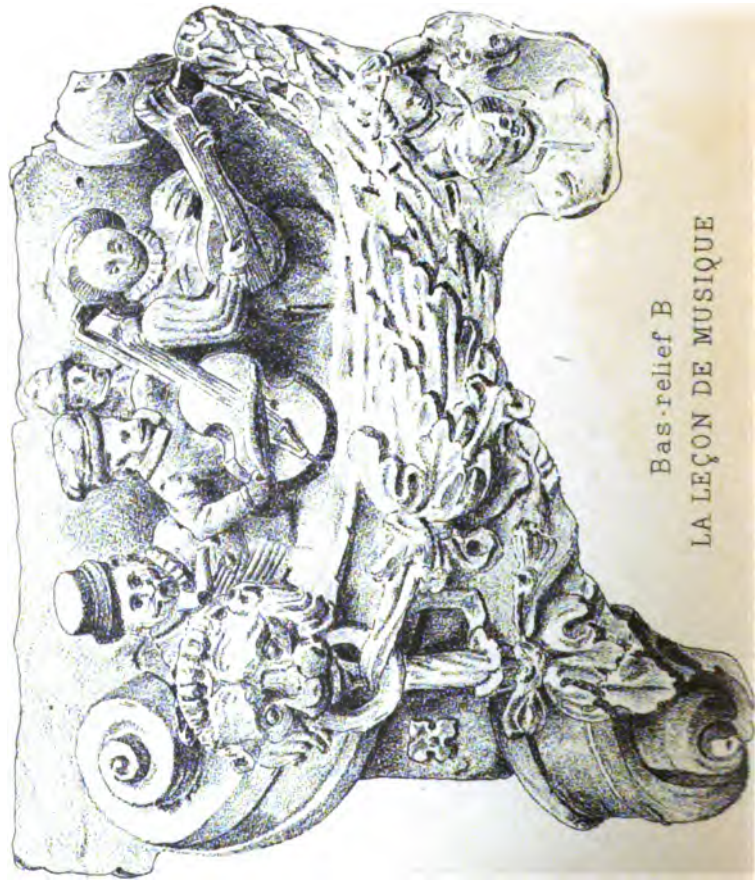


SCULPTURES DE LA CHEMINÉE DU MUSÉE DE VITRÉ

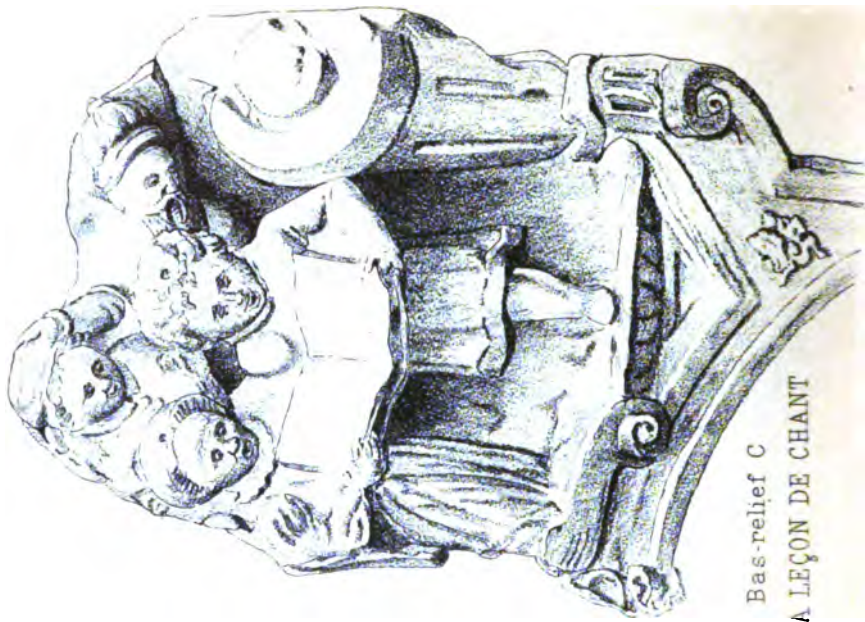


20

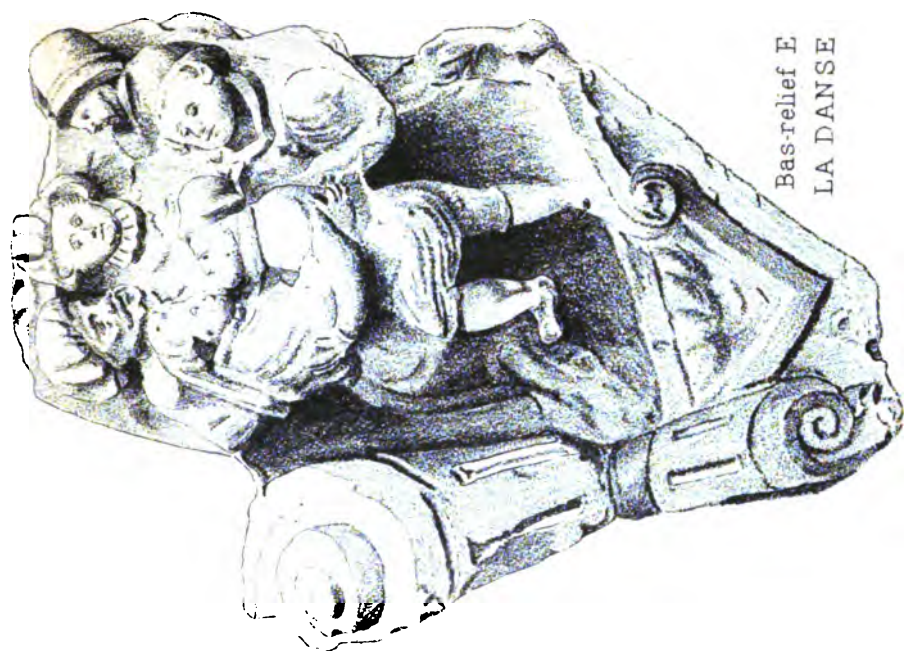
BAS-RELIEFS DE LA CHEMINÉE DU MUSÉE DE VITRÉ



Bas-relief B
LA LEÇON DE MUSIQUE



Bas-relief C
LA LEÇON DE CHANT



Bas-relief E
LA DANSE



Bas-relief D
L'ORCHESTRE

l'auteur de notre splendide Cheminée. Si maintenant, en achevant de les nettoyer, dans quelque repli de ses sculptures, on trouvait quelque initiale, un A, un B, par exemple, alors il n'y aurait plus de doute.

Permettez-moi donc, mes chers confrères, de vous convier à venir vous-mêmes faire cette recherche dans deux ans, quand le Congrès Breton reviendra dans l'Ille-et-Vilaine. Vitré désire vivement sa présence ; et ce serait, croyez-le bien, un grand bonheur et un grand profit pour moi d'étudier, avec mes savants confrères de l'Association Bretonne, la cheminée monumentale de Lucas Le Royer.

30 août 1894.

ARTHUR DE LA BORDERIE,
de l'Institut.



VISITE D'ANCENIS

L'Association Bretonne a l'habitude, dans ses Congrès, de commencer ses excursions par la visite de la ville où se tient la session annuelle. Fidèles à cette tradition, les membres du Congrès se réunissaient mercredi, à 1 heure, devant la mairie, et commençaient leur excursion, accompagnés d'un certain nombre d'Ancenisiens.

La ville d'Ancenis a conservé deux des monuments qui ont joué un rôle dans son histoire et dans celle de la Bretagne : l'Eglise et le Château, et c'est vers ces édifices que s'est portée l'attention des membres de l'Association Bretonne.

Accompagnés de M. l'abbé Legentilhomme, que M. le curé d'Ancenis avait délégué pour le représenter en son absence, les congressistes ont d'abord visité l'église Saint-Pierre. Remaniée à diverses époques, cette église n'a pas conservé intacte sa physionomie primitive, et il est difficile de déterminer d'une manière précise l'époque à laquelle remonte sa construction. Tout d'abord l'attention des visiteurs a été attirée par l'aspect extérieur des murs et des contreforts. Puis ils ont longuement étudié l'intérieur de l'église, et après avoir minutieusement observé toutes ses particularités et surtout la disposition des piliers, qui présentent cette singularité que les uns paraissent avoir été quadrangulaires, et les autres octogones ; ils sont arrivés à cette conclusion que l'église, dans son ensemble, devait remonter au XIII^e siècle, si même elle n'avait pas été construite au XII^e siècle et remaniée au XIII^e.

Plus encore que l'église, le Château a subi de nombreux remaniements qui ont modifié complètement son ancien aspect. Et cependant ce qu'il reste suffit à faire comprendre l'importance de cette clef de la Bretagne. Les membres de l'Association Bretonne, conduits par M^{me} la Supérieure des

Religieuses de Chavagnes, ont d'abord visité les remparts qui défendaient le Château du côté de la Loire, l'une des parties où l'on peut le mieux voir le système de fortifications de la place. Revenus au milieu de la cour du Château, ils ont beaucoup admiré le charmant corps de bâtiment élevé à la Renaissance, ses belles fenêtres, les sculptures délicates qui les ornent encore, et ils ont trouvé cette œuvre digne de l'époque de François I^{er}, dont la salamandre se voit à l'une des tourelles. Les deux tours, qui défendaient autrefois l'entrée du Château, remontent à une époque plus ancienne. Elles ont aussi vivement attiré l'attention des visiteurs, ainsi que les belles voûtes ogivales qui existent dans l'intérieur de l'une des tours. Et comme l'amour des vieux monuments n'exclut point l'amour de la nature, du haut des tours du Château, les membres de l'Association Bretonne ont jeté un long regard d'admiration sur cette magnifique vallée qui se déroulait devant eux et sur la Loire qui forme une si belle frontière à la Bretagne.

En visitant l'église et le Château, les membres de l'Association Bretonne avaient vu les principaux monuments du vieil Ancenis. Il leur restait cependant, après leur visite de la veille au dolmen sis près de l'allée Saint-Pierre, à voir quelques vieilles maisons de la rue du Château et de la rue des Tonneliers. C'est par là que s'est terminée leur excursion, et ils ont pu encore remarquer certains détails curieux des habitations particulières du xv^e et du xvi^e siècle.

Ces maisons étaient moins belles que le logis seigneurial. Mais, comme lui, elles avaient conservé quelque aspect du passé, et à ce titre elles ont retenu l'attention des membres de l'Association Bretonne. C'est qu'en effet pour eux rien n'est petit dans tout ce qui touche à l'histoire de notre chère Bretagne, et c'est dans un même sentiment d'amour et de filial respect qu'ils enveloppent tout ce qui est Breton.

ARTHUYS.



RAPPORT

SUR L'EXCURSION ARCHÉOLOGIQUE

Du Jeudi 6 Septembre

MESDAMES ET MESSIEURS,

Jeudi matin, l'Association Bretonne, fidèle à ses vieilles traditions, effectuait sa promenade monumentale.

A 7 heures précises, vingt excursionnistes se groupaient dans trois voitures, et, sous la conduite de M. Perron, l'habile expert de Varades, se dirigeaient vers le Château de la Cour, point extrême de l'excursion sur la rive gauche de la Loire.

Après une courte halte au bourg de Saint-Herblain, où très rapidement un coup d'œil est jeté à la vieille église dont les contreforts énormes sont d'une époque difficile à déterminer à cause de l'épais badigeonnage qui les couvre, nous arrivons au chemin qui mène à la Cour, propriété de M. le comte de Lorgèril.

Ce chemin que nous suivons à pied fixe notre attention par sa largeur inusitée : s'il ne porte pas tous les caractères d'une voie romaine proprement dite, il semble à tous un chemin très anciennement tracé, Gaulois peut-être, hasardent même quelques-uns. Auprès de ce chemin existait une Commanderie occupée par les Chevaliers de Saint-Jean : il ne reste aucune ruine, ni aucun vestige antique, mais les champs portent encore des dénominations très caractéristiques — Saint-Jacques, le Cimetière, la Chapelle — qui indiquent l'emplacement de cet établissement si fréquenté jadis.

Voici la Cour et son retranchement, immense motte natu-

relle entourée d'un fossé creusé de main d'homme en pleine rive, doublé de profonds ravins, commandant une position magnifique et le chemin même que nous venons de parcourir, l'eau étant amenée dans ces fossés par une gigantesque digue destinée à former autour de cette motte un étai de 2 hectares environ.

Ici la discussion s'engage. M. Perron, qui a étudié les lieux, voudrait y voir un oppidum gaulois.

M. Maître fait remarquer que c'est assurément la motte de l'ancien Château Fromont, et, ce qui le prouve, c'est l'absence même de tout mur ou de tout vestige ancien. La discussion se continue longtemps et jusqu'au moment où nous remontons en voiture, puis nous nous dirigeons vers Varades en traversant le bourg de la Rouxière.

Onze heures et demie sonnaient, quand dans la salle de l'hôtel de France, nous prenons place autour d'une table superbement décorée. Le menu, composé par les soins de M. Perron, mériterait les honneurs de l'impression ; hélas, il faut le taire, dans l'intérêt même de notre dignité et pour ne pas nuire au prestige de l'archéologie désintéressée.

Au moment où le champagne pétille dans les verres, M. de Kerdrel se lève et boit à l'organisateur du banquet, au trop modeste M. Perron à qui nous devons ce substantiel et agréable moment de repos, au travailleur infatigable, qui, dans son petit coin, étudie avec tant d'amour et d'intelligence l'histoire de son pays.

M. Maître porte un toast à M. de Kerdrel, dont l'active bienveillance est l'âme de l'Association Bretonne. Il voudrait qu'on fit plus de publicité autour de cette Association si utile et si féconde, et exprime le vœu qu'aux réunions annuelles, comme aux excursions et aux promenades, nous devenions de plus en plus nombreux.

M. de Kerdrel, avec l'émotion vibrante et l'éloquence chaleureuse qu'il met dans toutes ses paroles, dit que pour sa part, il a toujours prêché d'exemple, car ce qui est nécessaire, ce n'est pas tant la publicité que l'exemple. Puis, montrant le but élevé et patriotique de l'Association, il fait remarquer qu'elle a pour but de développer l'amour de la Bretagne et que, ce faisant, elle développe aussi l'amour même de la patrie.

L'amour est comme un fruit qui se développe petit à petit autour de son noyau, on aime d'abord son village, le pays qui vous touche de plus près, sa province natale, et tout cela se couronne dans l'épanouissement complet de l'amour de la patrie, l'amour de la France !

M. Lemeignen boit aux absents si regrettés, MM. de la Borderie et de la Villemarqué.

A 2 heures, tous remontent joyeusement en voiture et se dirigent vers Saint-Florent ; ils trouvent dans M. le curé un guide très au courant de l'histoire locale et le plus accueillant des ciceroni.

Après avoir examiné le cloître des anciens Bénédictins, la crypte si magnifiquement restaurée il y a quelques années, tous vont admirer le tombeau de Bonchamp, cette œuvre maîtresse de David et surtout son bas-relief « la Foi », son œuvre de prédilection et son chef-d'œuvre.

De là, on se rend au cimetière où une élégante petite chapelle funéraire du XIV^e siècle, malgré son état délabré, mérite encore l'attention des archéologues. Les lignes en sont d'une finesse exquise. Puisse le ministère des Beaux-Arts, qui l'a classée comme monument historique, penser d'ici peu de temps à sa restauration si urgente !

Nous quittons Saint-Florent, et l'excursion se dirige vers Notre-Dame du Marillais, l'un des plus vieux pèlerinages Angevins. La vieille église si curieuse est du XIII^e siècle, si on peut en juger par les quelques débris qui vont disparaître, hélas ! et faire place à un édifice neuf, dont nous n'avons rien à dire.

Le vénérable missionnaire qui nous fait les honneurs de son église, nous explique l'origine du pèlerinage qui remonte, suivant la tradition, à une apparition de la Sainte Vierge à Charlemagne. Celui-ci aurait alors bâti une cathédrale qui, ruinée et reconstruite plusieurs fois, va faire place à l'édifice aujourd'hui en construction.

Il est regrettable que l'on n'ait pas voulu conserver l'ancien si plein de souvenirs, et qui, d'après quelques débris de sculptures conservées par les religieux actuels, était des plus remarquables.

Reprenant notre route, nous franchissons vers 4 heures la

grille du château de la Bourgonnière, et nous nous dirigeons vers la chapelle.

Toute couverte de T symboliques, cette petite chapelle très élégante de forme et coiffée d'une ravissante cheminée, menageait des surprises aux visiteurs.

« Conservée intacte en 1793, alors que le château était rasé et brûlé, cette chapelle est un admirable édifice dédié à la Transfiguration. Bâtie au milieu du ^{xv}^e siècle, elle est toute entourée de verdure ; au dedans, la voûte est divisée par des nervures de pierre en compartiments sculptés, chargés d'écussons avec 34 pendentifs peints de vort et d'or ; le chœur à trois pans coupés, éclairés chacun d'une fenêtre ogivale à meneau quadrillé ; au centre, un admirable vitrail représentant le Père éternel bénissant, ayant à sa droite des chevaliers qui s'appuient sur le T symbolique, et plusieurs écussons parmi lesquels ceux de Saint-Pern et de Cornulier. Sur le fond s'étend une sorte de retable, haut de 3 mètres, en manière de jubé, percé de deux portes.

« L'autel principal porte un Christ singulier, vêtu d'une longue robe bouclée à la ceinture, la tête ceinte d'une couronne de marquis, les pieds touchant à la pierre même de l'autel ; type italien d'une exécution saisissante : aux deux côtés, sur le plan du mur, sont peints Charlemagne et saint Louis. Les semis de T, croix de potence ou de saint Antoine qui décorent les murs et les vitraux, assignent une date à cette construction, en rappelant le mariage de Charles Duplessis avec Louise de Montfaucon, protectrice particulière de l'ordre de saint Antoine (1500).

« On l'attribue sans aucune certitude, mais sans invraisemblance, au célèbre Jean de Lespine. — A l'entrée, une tribune en pierre porte 6 panneaux peints. »

Célestin Port. (*Dictionnaire historique, géographique et hagiographique du Maine-et-Loire*).

Il existe encore une tour du vieux château avec porte du ^{xv}^e siècle. — Vers le sud, une autre à créneaux et plate-forme accostée d'une tourelle hexagonale, dont l'escalier de 134 marches ouvre aux divers étages sur des salles à voûtes armoriées. Dans l'une de ces salles existe, dissimulée dans le mur, une cachette énorme, dans laquelle on accède par une ouverture

dissimulée par un tuffau formant porte et roulant sur des gonds invisibles.

S'arrachant avec peine de ce lieu délicieux, il est 6 heures quand les excursionnistes arrivent à Bouzillé, où M. Lemeignen, maire, entouré de son adjoint, de son secrétaire de mairie et de M. le curé, fait les honneurs de son petit fief avec son amabilité et sa cordialité habituelles.

Un lunch séduisant avait été préparé dans la salle de la mairie. — M. Lemeignen après avoir souhaité la bienvenue à MM. les membres de l'Association Bretonne, les invite à prendre place et à goûter ce vin de Bouzillé, dont la renommée, hier encore, était si grande, et qui n'existera plus bientôt qu'à l'état de souvenir, le phylloxéra ayant ici, comme dans tant de communes, tout détruit et tout ravagé. L'assemblée exprime, hélas ! ses regrets sympathiques, formulés à peu près de cette manière par la verve aimable de notre président :

Inutiles désirs, et regrets superflus,
Le vin que vous buvez, vous ne le boirez plus !

La nuit nous surprend au milieu de cette joyeuse halte. A huit heures, après une journée bien remplie, où une franche et excellente cordialité n'avait cessé de régner, les excursionnistes regagnaient Ancenis, se promettant pour le lendemain de visiter Chanteauceaux et son incomparable panorama.

Ancenis, 7 septembre 1894.

L. DORTÉL.



PROMENADE A CHATEAUCEAUX

MESDAMES, MESSIEURS,

C'est le sort habituel des sites pittoresques d'attirer et de retenir les visiteurs. Votre pays n'est point de ceux dont un coup d'œil rapide permet d'apprécier les beautés, il faut en voir le détail pour oser porter un jugement sur elles : aussi l'Association Bretonne ne pouvait-elle faire moins que de leur consacrer une excursion supplémentaire ; et voilà pourquoi notre petite caravane roulait hier vers Champtoceaux ou pour mieux dire et pour restituer à ce nom sa véritable orthographe, vers Châteauceaux.

Que les temps sont changés ! Jadis, quand Pierre Mauclerc ou les barons de Jean V marchaient à notre tête en ce riant pays, toutes les portes se fermaient, tous les visages se rembrunissaient. Derrière chaque buisson un arc ou une escopette nous guettait, rempli de menaces. Aujourd'hui nous nous avançons avec la gaieté et l'insouciance que donne la sécurité. Pas n'est besoin de tenter l'escalade par des sentiers détournés : à notre intention les douves se sont comblées : nulle envie de faire appel à la trahison pour pénétrer dans la place : c'est le châtelain lui-même, M. de la Touche, qui se fait notre introducteur et notre guide : son hospitalité si prévenante ne cessera pour nous, que lorsqu'après une ravissante promenade au dehors, un gracieux et réconfortant accueil au dedans, nous serons sortis des limites de sa ville.

Car c'est, ou plutôt c'était toute une ville que contient cet admirable parc de Châteauceaux avec ses trois églises ; avant que la destruction ne se fut abattue sur elle en 1420, pour la punir d'avoir servi de prison au duc de Bretagne Jean V. Du regard nous embrassons son enceinte, nous en suivons les

détours avec curiosité. Des cordons de briques, un appareil d'une régularité médiocre fixent l'attention des connaisseurs. C'est le procédé romain, mais si grossièrement reproduit que l'on dirait un ouvrier qui, après avoir reçu les leçons d'un bon maître, puis en avoir perdu le souvenir, s'essaie par des tâtonnements multiples à retrouver le fil des enseignements de jadis. Une invasion a passé par là, invasion germanique du III^e ou du V^e siècle, révolte des Bagaudes, guerre civile intense, un grand cataclysme en un mot. La date n'en peut guère osciller qu'entre les deux points extrêmes que nous venons de citer. Nous suivons les rues désertes où le gazon, la vigne et les arbres ont repris la place que l'homme avait abandonnée, nous franchissons les douves, la triple enceinte, le donjon nous apparaît avec ses tours massives, ses caves, ses fours pour la boulangerie et la pâtisserie. Les souvenirs se pressent en foule. Voici que dans les douves l'on a retrouvé des cercueils mérovingiens en calcaire coquillier. Toutes les époques sont représentées ici ; tous les âges ont voulu s'emparer tour à tour de ce site admirable, et maintenant les moulins tournent gaiement sur l'emplacement des champs de bataille si souvent ensanglantés par les générations passées.

Au sommet de l'escalier des Bretons, à l'une des plus belles perspectives d'où l'œil remonte le cours de la Loire, d'un côté jusqu'à Nantes, de l'autre jusqu'à Ancenis, avec la grande tour d'Oudon bien en face, on nous a montré le châtaignier sous lequel le fantôme du moine qui livra aux Bretons les secrets de l'escalade du château revient, dit-on, la nuit pleurer sa faute. Que l'on revienne à Châteaueaux quand une fois on a eu le bonheur d'y vivre, ne fût-ce que quelques heures, je le conçois sans peine, et je serais tenté de faire concurrence au religieux maudit. Mais que les habitants de Châteaueaux se rassurent : ce serait une heure trop anormale pour la visite de remerciements, à laquelle ils ont droit de la part de leurs hôtes d'un moment qui ne perdront jamais le souvenir de ces heures si agréablement passées ; et ces quelques lignes reconnaissantes remplaceront mieux, peut-être, l'éternelle apparition du fantôme et rappelleront de plus aimables souvenirs !

CH. DE CALAN.

TABLE DES MATIÈRES.

PREMIÈRE PARTIE

COMPTES-RENDUS DES SÉANCES

	Pages.
Ouverture du 35 ^e Congrès de l'Association Bretonne.....	VII
Discours prononcé par M. Audren de Kerdrel	VII
Discours de M. de la Borderie, par M. de Palys.....	XV
Bureau du Congrès	XXI
Première séance (lundi 3 septembre, 3 heures et demie de l'après-midi).....	XXIV
Deuxième séance (mardi 4 septembre, 9 heures du matin)..	XXVIII
Troisième séance (mardi soir, 4 septembre)	XXXI
Quatrième séance (mercredi 5 septembre, 9 heures du matin).	XXXIV
Cinquième séance (mercredi soir, 5 septembre).....	XXXVII
Sixième séance (vendredi matin, 7 septembre).....	XXXIX
Septième séance (vendredi 7 septembre, 8 heures du soir)..	XLII
Huitième séance (samedi 8 septembre, 9 heures du matin)..	XLIV
Neuvième séance (samedi 8 septembre, 8 heures du soir)...	LI

DEUXIÈME PARTIE

MÉMOIRES

L'abbaye de Melleray avant la Révolution, par M. l'abbé Guillot de Corson.....	3
---	---

	Pages.
Essai sur les origines européennes, par M. Ch. de Calan....	65
La nécropole de Saint-Similien, Nantes, par M. Léon Maître.	112
Le testament d'André de Varades, par M. Léon Maître.....	118
Les îles de la Loire, par M. Léon Maître	125
La comtesse de Nantois, par M. Trévédv.....	129
Les miettes du passé, par M. Perron	174
Saint Yves, écolier, par M. C. de Keranflec'h-Kernezne.....	178
Nouveaux documents sur la guerre de Blois et de Montfort, par M. de la Borderie.....	191
Le duc de Mercœur, par M. Joûon des Longrais	212
La cheminée monumentale du musée de Vitré, par M. de la Borderie.....	294
Visite d'Ancenis, par M. Arthuys	306
Rapport sur l'excursion archéologique du jeudi 8 septembre, par M. Dortel.....	308
Promenade à Châteaueaux, par M. Ch. de Calan.....	313



BULLETIN ARCHÉOLOGIQUE

DE

L'ASSOCIATION BRETONNE

BULLETIN ARCHÉOLOGIQUE

DE L'ASSOCIATION BRETONNE

PUBLIÉ

PAR LA CLASSE D'ARCHÉOLOGIE

TROISIÈME SÉRIE

TOME QUATORZIÈME

Trente-Sixième Congrès tenu à Quimper

DU 7 AU 12 OCTOBRE 1895



SAINT-BRIEUC

IMPRIMERIE-LIBRAIRIE RENÉ PRUD'HOMME

PLACE DE LA PRÉFECTURE

1896

PROCÈS-VERBAUX

DES

SÉANCES

ASSOCIATION BRETONNE

SESSION DE QUIMPER

MESSE DU SAINT-ESPRIT.

Le Congrès a été inauguré le lundi 7 octobre, à 9 heures, dans la magnifique cathédrale de Quimper, par la messe du Saint-Esprit célébrée par Mgr Val-leau, évêque de Quimper et de Léon, qui avait bien voulu donner ainsi aux membres de l'Association Bretonne une marque de haute estime et de bienveillant intérêt. Mgr Val-leau était assisté de MM. les chanoines Fleiter, secrétaire général de l'Evêché, et Abgrall. Des chaises avaient été disposées dans le chœur pour les membres de l'Association Bretonne. Dans l'assistance, on distingue : MM. Audren de Kerdrel, sénateur, Directeur général de l'Association Bretonne ; comte de Palys, secrétaire ; comte Paul de Champagny, chanoine Guillotin de Corson, marquis de Lescoët, abbé Robert, de l'Oratoire, Ducrest

de Villeneuve, marquis de l'Estourbeillon, de Kergrist, François, de la Sablière, de Brémond d'Ars, Conseiller général, secrétaire du Conseil général du Finistère : Bahezre de Lanlay, de Coatgoureden, Nouvel, Jacquelot, Le Bihan, trésorier général de l'Association Bretonne, etc.

Après l'office divin, Monseigneur, dans un discours plein d'éloquence et d'érudition, souhaite la bienvenue à l'Association Bretonne et appelle sur elle et sur ses travaux la bénédiction de Dieu.

MESSEIERS,

Vous avez lu ces belles paroles de l'un de nos plus grands docteurs : *Patet quod in omni re quæ cognoscitur, interiùs latet ipse Deus*. Il est clair que Dieu est mystérieusement caché dans toute connaissance. C'est sous cette inspiration que vous avez voulu marquer par la prière la première heure du Congrès de l'Association Bretonne.

De telles réunions sont grandement réconfortantes ; car elles prouvent que, malgré les entraînements d'une société dominée par l'amour du gain et du plaisir, il se trouve nombre d'âmes qui ont de plus nobles préoccupations et cherchent des atmosphères plus élevées. Grâce à Dieu, il est encore bien des cœurs que l'amour de la science émeut et qui aiment à s'abreuver à la source du beau et du vrai.

Les esprits vulgaires peuvent douter des jouissances que procurent des réunions comme la vôtre ; mais nous, qui savons tout ce que crée la science pour la dignité et le bonheur de l'humanité, nous aimons d'un amour sincère tout ce qui a pour but de la glorifier ou de la répandre. Nous aimons la science parce que nous trouvons Dieu caché sous son enveloppe. Hélas ! qu'ils sont nombreux, aujourd'hui, ceux qui ne voient plus Dieu dans la science ! C'est que trop d'hommes ont donné, en philosophie, des enseignements matérialistes ou

positivistes ; c'est que le réalisme semble avoir établi son empire sur les arts et la littérature. Et tout cela s'est interposé comme un écran entre Dieu et l'homme. Cet écran ne peut être enlevé, ce nuage ne peut être dissipé que par les réunions d'hommes de bien et de savoir, comme est la vôtre.

Pour trouver Dieu dans la science, Messieurs, il faut s'élever au-dessus des faits particuliers dont elle éclaire la réalité, et jeter les yeux dans cet au-delà de sagesse et de causalité, qu'elle ouvre aux yeux du vrai savant. Ainsi en était-il, Messieurs, pour cet homme illustre dont la France pleure la mort récente et dont, ces jours-ci, elle glorifiait la dépouille. Il est beau ce grand bienfaiteur de l'humanité, cherchant, scrutant jusqu'aux profondeurs de la matière, saisissant jusqu'aux forces secrètes et invisibles qu'elle possède. Dans les arrangements merveilleux, dans l'ordre qui est imposé, même à ces infiniment petits de la nature, Pasteur voyait, sans hésiter, l'action du créateur et du maître ; ce fut un grand savant, ce fut aussi un grand chrétien.

Quiconque, Messieurs, en parcourant les profondeurs de la science, ne sent pas le besoin de l'infinie puissance, est semblable à cet esprit étroit et vulgaire qui, en contemplant l'Océan, ne voit que le sable qui borde le rivage, que le rocher où la vague se brise, et ne cherche pas à pénétrer l'horizon immense. Ce qui plaît dans la science aux esprits élevés, c'est la vue de ces horizons sans bornes, qui mènent jusqu'à son auteur.

Ce désir inné de l'infini, qui surabonde dans toute âme vraiment supérieure, ce n'est pas la désolante doctrine du matérialisme ou du réalisme qui le comblera. Vous seul, ô mon Dieu, serez capable de l'assouvir. Sans vous la science est un édifice sans fondement, c'est un soleil qui manque d'horizon lumineux.

Vous l'avez ainsi compris, Messieurs ; pour s'en convaincre, il suffit de parcourir votre programme, car vous y avez placé tout ce qui peut élever et ennoblir l'homme. Vous commencez par l'étude de l'Archéologie. A vos yeux, il y a autre chose dans les ruines que les ruines elle-mêmes : il y a l'histoire de ce passé qui a élevé ces monuments et les a détruits. Ces médailles, ces émaux, ces camées, ces pierres sculptées, ces ins-

truments de pierre ou de bronze, tout cela retrace à vos yeux le génie de ceux qui nous ont précédés dans ces lieux. Quelle suite de peuples, merveilleusement doués, se sont succédé sur la terre !... Quelle admirable civilisation prouvent les débris que le temps nous a laissés de l'Assyrie, de l'Egypte, de la Grèce ! Mais remarquez une chose, Messieurs ; si vous prenez l'histoire en main, vous voyez que ces peuples n'ont été de grands peuples que tant qu'il ont été des peuples religieux. Et du jour où, trop fiers de leur grandeur, ils ont chassé Dieu de leurs institutions et de leur cœur, Dieu a déployé ses ailes éternelles, il s'est envolé, et de tant de grandeur il n'est plus resté que des ruines ! Qu'êtes-vous devenue, noble Asie-Mineure, si brillante, aux jours où Chrysostome et tant d'autres occupaient les chaires de la brillante Antioche ? Et vous, Carthage, et vous, Hippone, que vous étiez resplendissantes d'éclat, lorsque Cyprien et Augustin faisaient entendre leurs voix éloquentes ! Du jour où la vérité fut chassée de vos murailles, elle emporta avec elle toute votre grandeur, et si vos restes sont pour nous dire votre incomparable splendeur, ils demeurent comme une menace pour les peuples qui chassent Dieu de leur sein.

.... Messieurs, si je tourne les yeux vers nous-mêmes, je tremble ; car je vois aussi Dieu chassé de bien des cœurs, de bien des lieux et de bien des institutions. Mais la vue de ces assemblées chrétiennes comme la vôtre me réconforte et me fait espérer pour l'avenir.

Aussi, Messieurs, je suis heureux de vous bénir, en demandant au Maître de toutes les sciences qu'Il éclaire vos esprits, qu'Il les porte à la vérité, et qu'Il rende votre œuvre féconde, pour Dieu, pour l'Eglise et pour la patrie.

Après la cérémonie, Monseigneur a reçu, dans la salle synodale de l'Evêché, les remerciements exprimés au nom des membres de l'Association Bretonne par son Directeur général, M. le sénateur Audren de Kerdrel.

SÉANCE SOLENNELLE D'OUVERTURE

DU CONGRÈS

Le même jour, 7 octobre, à 2 heures, la première séance générale du Congrès s'est tenue dans la grande salle du Musée.

Cette séance est présidée par M. Audren de Kerdel, sénateur, Directeur général de l'Association Bretonne, assisté de Mgr Vallean et de M. Astor, sénateur, maire de Quimper.

Prennent place au Bureau : MM. le comte de Palys, secrétaire de la section d'Archéologie ; de Calan, comte Paul de Champagny, Bahezre de Lanlay, chanoine Guillotin de Corson, abbé Robert, Le Bihan, trésorier général de l'Association, secrétaire de la Direction.

M. de Kerdel ouvre la séance et prononce le discours suivant :

MONSEIGNEUR,
MESDAMES, MESSIEURS,

Depuis un demi-siècle que l'Association Bretonne se transporte de département en département, de ville en ville dans la Bretagne, elle rencontre partout le meilleur, le plus cordial

accueil ; mais, sous ce rapport, la ville de Quimper, où nous avons déjà tenu trois Congrès, nous a laissé des souvenirs particulièrement chers. Cette fois encore, elle nous montre une sympathie dont nous sommes aussi fiers que reconnaissants. Le Maire de la cité, l'honorable M. Astor, mon collègue au Sénat, avec un empressement et une grâce qui n'étonnent pas de sa part, a mis à notre disposition, non seulement cette magnifique salle, mais autant de pièces que réclament nos nombreuses réunions. Monseigneur l'Evêque de Quimper et de Léon a daigné célébrer ce matin la messe du Saint-Esprit, qui inaugure chaque année la série de nos travaux, et ajouter à ses précieuses prières des paroles qui demeureront gravées dans nos esprits et dans nos cœurs. Enfin dès cette séance, quelque peu aride et d'un intérêt bien limité, nous avons le bonheur de voir, de retrouver de nombreux habitants de cette bonne ville de Quimper ; nous n'avons donc plus rien à désirer, si ce n'est que l'assistance qui veut bien encourager nos débuts nous demeure fidèle, et qu'elle soit de plus en plus nombreuse à nos réunions du soir.

Un prédicateur célèbre, à qui l'on demandait un jour s'il ne se sentait pas découragé par le petit nombre de conversions qu'obtenait sa parole, répondait que si chacun de ses sermons amenait une âme à la vérité, il ne croirait avoir perdu ni son temps ni sa peine. L'Association Bretonne, elle aussi, ne considérerait pas sa mission comme inutile, si, à chacune de ses réunions annuelles, elle parvenait à déraciner une erreur ou à détruire un préjugé. C'est dans ce but modeste, mais sérieux, que je veux vous entretenir aujourd'hui des idées trop généralement répandues sur l'époque à laquelle doit se faire la récolte des foins.

Posons tout d'abord, en principe, que cette époque est impossible à fixer d'une manière absolue et générale, indépendamment des circonstances de temps, de lieux, de sites, de nature du sol, et, pour tout dire en un mot, en dehors du degré d'avancement où se trouve l'herbe qui doit donner le foin, à part l'état du ciel, pluie ou soleil, dont il est toujours et partout tenu compte ; là est l'unique *criterium* du cultivateur pour choisir judicieusement le moment de la fauchaison.

Et pourtant, deux préjugés se partagent la légion des enté-

tés, des aveugles. Les uns veulent que l'on fauche à une date fixe, la Saint-Jean, la Saint-Pierre ou une autre fête, comme si à la Saint-Jean, à la Saint-Pierre ou à toute autre date invariable, l'herbe était la même suivant que la saison est sèche ou humide ; comme si, dans une année quelconque, une prairie très ombragée se trouvait, à la même date, dans les mêmes conditions qu'un pré exposé, sans défense, aux ardeurs du soleil.

Mais il n'y a pas que les partisans systématiques de la date fixe, il y a aussi, et en plus grand nombre, ceux qui, sous prétexte de récolter plus de foin, attendent pour la fauchaison le plus tard possible, c'est-à-dire l'époque où l'herbe jaunissante est en graine. Cette pratique donne bien peu de quantité en sus de ce qu'on aurait obtenu en fauchant 8 ou 15 jours plus tôt, et compromet certainement la qualité de la récolte. Il me serait facile de le prouver en faisant appel à mes connaissances personnelles, très limitées il est vrai ; mais j'ai trouvé dans, le *Cours d'agriculture* de l'abbé Rozier (1), qui fut célèbre à la fin du siècle dernier, un exposé si clair, si complet de mes propres idées que, un peu faute de temps, mais surtout dans la crainte de ne pouvoir dire aussi bien que le savant abbé, je préfère vous lire, en partie du moins, ce qu'il a écrit à l'article *foin* dans son intéressant dictionnaire. Le voici :

« Le grand point est d'avoir un fourrage nourrissant et qui conserve son odeur et sa couleur verte.

« Pour connaître ce qui constitue un fourrage nourrissant, suivons, en abrégé, les différentes périodes de la plante. En général, jusqu'à ce que la fleur paraisse, la plante végète, elle est surchargée d'eau de végétation, la sève est trop aqueuse et pas assez élaborée. La fleur paraît, l'herbe ne

(1) L'abbé Rozier, François, naquit à Lyon le 24 janvier 1734. Auteur d'un *Cours d'agriculture* en dix volumes, excellent à consulter encore aujourd'hui, d'un *Cours élémentaire de botanique à l'usage des Ecoles vétérinaires*, ouvrage composé en collaboration avec La Tourette, et qui eut de nombreuses éditions ; du *Manuel du Jardinier, mis en pratique pour chaque jour de l'année*, 2 vol. in-18, 1795, et de nombreux Mémoires agricoles. L'abbé Rozier mourut d'une façon tragique le 29 septembre 1793, lors du siège de Lyon, tué par une bombe qui tomba sur son lit pendant qu'il dormait.

« croît presque plus et toute la substance est portée vers la
« fleur... A cette époque la plante regorge de sucs, et cet
« approvisionnement se dissipe peu à peu, à mesure que la
« graine mûrit; la plante est desséchée lorsque la graine est
« mûre. Il n'en est pas du fourrage comme des autres plantes
« graminées, uniquement cultivées par rapport à la récolte de
« leurs grains; il faut attendre leur maturité. C'est l'herbe
« qu'on recherche dans le fourrage et non pas le grain : il faut
« donc saisir le moment où la plus forte masse d'herbe con-
« tient les principes nutritifs dans la plus grande abondance,
« et c'est précisément à l'instant que la fleur noue et que le
« grain se forme. Il est alors vraiment sucré (dans les plantes
« graminées des prairies), comme il l'est dans les froments,
« seigle, orge, avoine, etc ; on s'en convaincra en mâchant un
« de leurs grains... Mâchez par exemple une tige du fromental
« qui constitue la majeure partie de l'herbe des prairies natu-
« relles, si on la mâche longtemps avant la fleur, on n'éprou-
« vera qu'un goût fade, insipide, herbacé; si on la mâche au
« moment de la floraison, le principe sucré sera un peu déve-
« loppé, mais, en grande partie, masqué par le goût d'herbe;
« si on la mâche lorsque le grain est noué et lui-même dans
« un état sucré, on trouvera peu de goût d'herbe, et une
« saveur très sucrée (proportion gardée). Enfin, lorsque la
« graine sera mûre, nul goût d'herbe, et presque plus de prin-
« cipe sucré.

« Ce qui devient réellement la nourriture de l'animal est la
« partie sucrée, élaborée avec la partie mucilagineuse qui
« donnait le goût d'herbe; l'une séparée de l'autre, nourrit
« peu et nourrit mal. Par la dessication, l'eau de végétation
« s'évapore, et les principes mucilagineux et sucrés restent
« combinés ensemble.

L'herbe n'étant qu'herbe, contient seulement du mucilage,
« pur digestif pour lui-même lorsqu'il est sec. L'herbe, au
« moment de la floraison et de la formation du grain, contient
« du mucilage et du principe sucré en abondance ; ce dernier
« est le véhicule ou l'excitateur à la digestion de l'autre. Enfin
« lorsque le grain est mûr, une très grande partie du muci-
« lage est détruite, ainsi qu'une notable partie du principe
« sucré, parce qu'ils ont servi à la formation, à l'accroisse-

« ment et à la perfection du grain, unique but de la nature,
« qui veille à la reproduction et à la conservation des indivi-
« dus de toutes espèces de plantes. »

De ces considérations lumineuses, l'abbé Rozier déduit sa conclusion :

« Si, dit-il, ces principes sont reconnus pour vrais, il est
« donc démontré qu'on doit couper le fourrage dès que la
« majeure partie des fleurs des plantes graminées a noué, et
« que si l'on attend que la plante jaunisse et surtout se des-
« sèche sur pied, on récolte il est vrai la même quantité de
« fourrage, « mettons un peu plus, » mais non pas d'une qua-
« lité approchante de celle dont nous parlons, et qui même
« ne peut en aucune sorte lui être comparée, ni relativement
« à la partie nutritive, ni à l'odeur, ni à la couleur, » qui ren-
dent le foin appétissant, tout ceci bien entendu, subordonné
à l'état du ciel, car des pluies ou des menaces de pluie peu-
vent obliger le cultivateur à retarder une opération qui néces-
site du beau temps.

En voilà bien long, Mesdames, sur un sujet aride, mais vous êtes des femmes de ménage, vous faites cas du bon lait, du bon beurre, et comme trop souvent le foin est l'unique nourriture des vaches qui vous fournissent l'un et l'autre, vous me pardonnerez, je l'espère, de m'être étendu sur les conditions dans lesquelles doit être récolté ce fourrage, nous en avons d'ailleurs, pour le moment, fini avec l'agriculture, et nous voici sur le terrain de l'archéologie et de l'histoire.

Si je devais vous parler des pierres, à tort ou à raison appelées druidiques, ou des voies romaines, vous ne gagneriez peut-être pas au change, et seriez capables de demander qu'on vous ramène au foin ou à quelque sujet analogue, mais rassurez-vous, je vais faire de l'histoire moderne, trop moderne peut-être étant donnés les usages, les précédents de l'Association Bretonne.

Le règlement ou plutôt la coutume de l'Association nous interdit, vous le savez, de dépasser dans nos études la date de 1789, époque à partir de laquelle la politique se mêle si étroitement à l'histoire, qu'on ne peut guère raconter l'une, sans toucher à l'autre ; et cela au grand péril de l'union qui est notre premier besoin et notre principale force.

Cependant, comme dans toute règle, il y a l'esprit à côté ou plutôt au-dessus de la lettre, il me semble que ce n'est manquer ni à notre tradition, ni à la prudence sur laquelle elle repose, que de parler soit d'œuvres purement littéraires ou artistiques, soit de leurs auteurs, alors même que ceux-ci ont vécu, ou produit après la date sacramentelle de 1789. Aussi répondant à la question du programme ainsi conçue, « Bio-
« graphie bretonne, hommes illustres, hommes remarquables,
« hommes de talent peu connus ou méconnus, » vais-je sans scrupule vous entretenir d'un de nos contemporains, M. Godefroy Baudoin, dont le nom même est sans doute inconnu de la plupart d'entre vous, et qui est mort il y a environ 6 ans, le 12 mai 1889.

Godefroy Baudoin, né à Lorient le 30 décembre 1807, fit de bonnes études au lycée de Pontivy, alors en grande réputation. Si à la sortie du collège il n'embrassa pas, comme cela eût paru naturel, une de ces carrières qu'on appelle libérales, cela tint à plusieurs circonstances qui me sont inconnues, peut-être à son violent amour pour sa ville natale, certainement à sa passion pour une vieille mère dont il ne se serait jamais résigné à se séparer. Toujours est-il qu'il succéda comme imprimeur à son père, mort depuis plusieurs années. C'était, il faut le dire, une situation fort au-dessous de lui. Si encore il eût été à la tête de vastes ateliers, comme ceux d'un Didot, d'un Vatar, d'un Mame, d'un Oberthur et de tant d'autres notabilités de la typographie parisienne ou provinciale ; si même, sans avoir cette importance, son imprimerie avait été munie d'un matériel passable et d'un personnel à l'avenant, mais non. Figurez-vous dans une pièce unique, étroite, obscure, une vieille presse en bois, vermoulue, bonne tout au plus à faire du feu ; quelques caractères usés dans des casiers disjoints, et, comme personnel au milieu de ces ruines, avec un apprenti de 12 ou 13 ans, dont la principale fonction était de balayer le plancher, un seul ouvrier, oui un seul, Baudoin lui-même, composant, corrigeant, imposant, tirant et finalement distribuant, avec l'aide de l'apprenti, distrait un instant de son balai.

Que pouvait produire une pareille officine ? Quelle clientèle pouvait-elle posséder ? On n'y imprimait guère, et encore en

petit nombre, que des lettres de faire-part, des en-têtes de factures et des affiches de théâtre, le plus clair de son mince bénéfice.

Que de fois j'ai vu Baudoin se livrant à ce labeur abrutissant, pendant lequel il conservait une admirable liberté d'esprit qui se traduisait en des récits pleins d'intérêt, en des mots piquants, en des observations fines ou profondes. Son travail fini, et il durait peu, Baudoin, les mains encore noires d'encre d'imprimerie, montait dans sa chambre où je le suivais souvent.

C'était là, comme au rez-de-chaussée, une installation plus que médiocre: une couchette sans rideaux, une petite table, quelques chaises, et, parmi ces meubles vulgaires, un canapé de style Louis XVI couvert d'une soie éraillée, dernier vestige d'une aisance, hélas ! disparue. Ce canapé, bien qu'il eût son charme, n'était pas le plus intéressant des meubles de Baudoin. Celui-là, c'était un piano sur lequel mon ami exécutait ou accompagnait de délicieuses mélodies, des airs charmants, œuvres de son imagination et de sa science, car l'imprimeur était, à ses heures, un compositeur inspiré et expérimenté.

Malgré tout leur mérite, l'avouerai-je, moi Lorientais, au risque de froisser mes concitoyens, ces mélodies, ces compositions, chœurs, romances, ballades, quelquefois exécutés dans des concerts de la localité, n'y étaient pas en grande vogue. Nul n'est prophète dans son pays. Jamais ce vilain proverbe ne se vérifia d'une façon plus complète. Il était convenu à Lorient que ce que faisait Baudoin était médiocre, mauvais même, qu'il manquait d'inspiration et de savoir, que ses œuvres musicales étaient ou insignifiantes ou entachées de plagiat. Or, rien n'était moins fondé que cette appréciation locale, et si le défaut de fortune n'avait pas empêché mon ami de se produire sur un plus grand théâtre, je suis convaincu qu'il y serait devenu quelqu'un.

A ce propos, je me rappelle une anecdote assez drôle. Baudoin avait écrit un grand air bouffe, dans le genre Rossinien, du *Barbier* et de *la Gazza Ladra*. Cet air fut exécuté par un de ses rares amis à un concert d'une société, dite philotechnique, qui existait alors à Lorient. Annoncé sans nom d'auteur sur le programme, l'air eut un véritable succès, malgré la médio-

crité de l'exécution. Les bravos éclatèrent dans l'auditoire et le public tout entier se demanda de qui pouvait bien être la charmante composition qu'il venait d'applaudir. Les vieux amateurs surtout, qui avaient la prétention de posséder leur répertoire théâtral, ne comprenaient pas qu'ils pussent ignorer la provenance d'un pareil chef-d'œuvre. De toute part, ce furent des questions adressées au chanteur : Où avez-vous donc trouvé cet air délicieux ? Est-ce moderne, est-ce ancien ? Dans tous les cas, s'écriait-on à l'envi, c'est d'un maître.

Quand le chanteur eut pu constater l'admiration, l'enthousiasme d'un public aussi intrigué qu'émerveillé, il se décida, non sans un peu de malice, à déclarer que l'air était de Baudoin. Il fallut voir alors bien des visages se rembrunir, bien des mines s'allonger, la déconvenue succédant à la surprise. Comment, s'exclama-t-on de tout côté, c'est Baudoin qui a fait cela ; il l'aura pillé quelque part, se parant des plumes du paon. Le succès n'en avait pas moins été grand, et le chanteur, dont je tais à dessein le nom, put jouir à son aise du triomphe du compositeur, et rire, dans sa barbe, de la confusion de ses interlocuteurs.

Je voudrais, Messieurs et Mesdames, avoir les moyens de vous faire connaître cet air bouffe de Baudoin, et tant d'autres qui vous charmeraient. Que n'ai-je pour cela à ma disposition des voix, un orchestre ou tout au moins un pianiste. Heureusement, je puis vous montrer dans Baudoin un autre homme que le virtuose, que le compositeur, je veux dire un lettré, un écrivain, un poète ; il écrivait souvent, surtout en vers, et il est étonnant qu'on n'ait pas trouvé dans ses papiers bien des pages, bien des poésies dignes de la publicité et toutes demeurées inédites, quoiqu'il ait eu longtemps une imprimerie sous la main. Heureusement, je possède quelques-uns de ses vers et, ces jours derniers, je relisais encore, non sans une vive émotion, une épître qu'il m'adressait de son lit, pendant une maladie qui ne devait pas tarder à l'emporter. Cette épître, j'aimerais vous la faire entendre, ne fût-ce que pour vous donner une idée de la possession de lui-même, que savait conserver Baudoin au milieu des plus cruelles souffrances ; mais je craindrais d'abuser de votre attention déjà mise à une rude épreuve. Je me bornerai à vous lire une pièce plus ancienne

qui remonte, si je ne me trompe, à une époque où l'auteur avait environ 40 ans, et où le souffle lyrique est, je n'hésite pas à le dire, admirable. Il ne manque à ces vers qu'un titre. Je leur ai donné celui-ci : *Le Cri d'alarme*, qui m'a semblé leur convenir.

Ecoutez ce cri :

CRI D'ALARME

O noble et pieuse Armorique,
Du vieux temps débris solennel,
Toi dont l'harmonieux cantique
Monte encore jusqu'à l'éternel.

Pleure et commence ta prière,
Voici venir les mécréants
Qui changent en vile poussière
Le granit des menhirs géants.

Pleure, car la horde farouche,
En ses calculs ambitieux,
Doit un jour broyer dans ta bouche
La langue d'or de tes aïeux.

Et quand son prosaïsme infâme
Aura souillé ton vieil honneur,
Railleur, il étreindra ton âme
Pour en chasser le créateur.

Alors plus d'autels et plus d'armes
Pour défendre tes fils sanglants,
Rien, rien qu'un océan de larmes
Qui baignera leurs pieds tremblants.

Les nations prostituées
Accourront, rouges d'impudeur,
Frotter leurs rides polluées
Au front de leur nouvelle sœur.

Et ta face sera flétrie
Plus qu'aux jours de proscriptions,
Où ton sein servait de voirie
Aux os fangeux des factions ;

Tu verras des morts plus livides
Qu'au temps, où de sang altéré,
César égorgeait tes Druides
En foulant le gui vénéré.

Et dans leurs sordides conclaves,
Tes tyrans, d'un rire d'enfer,
En nombrant leurs nouveaux esclaves
Riront sur leur trépied de fer.

Je vous laisse, Mesdames, Messieurs, sous l'impression de cette lecture, certain que vous êtes étonnés de l'obscurité où a vécu, où est mort ce Lorientais, ce Breton qui fut Godefroy Baudoin, et que vous ne me reprocherez pas de vous l'avoir fait connaître.

L'assistance, par ses vifs applaudissements, témoigne à M. le Directeur général combien elle lui est reconnaissante de lui avoir fait connaître et apprécier un compositeur et un poète de la valeur de Godefroy Baudoin, dont le vigoureux talent ne méritait pas, ainsi qu'il l'a si bien dit, l'obscurité dans laquelle il est resté jusqu'ici.

M. de Kerdrel donne la parole à M. Astor, maire de Quimper, qui s'exprime en ces termes :

MESSIEURS,

Je remercie votre Président, mon honorable collègue au Sénat, M. de Kerdrel, des paroles aimables qu'il vient d'adresser à la municipalité de Quimper.

En mettant à sa disposition les locaux qu'il m'a demandés,

j'ai été heureux de lui être agréable et de lui donner une marque de la respectueuse sympathie que m'inspirent l'élévation de son caractère et son affabilité.

Du reste, on doit se féliciter de pouvoir seconder une société qui, comme la vôtre, conserve à ses travaux un caractère scientifique.

Vous rendez, Messieurs, de réels services : d'abord à l'agriculture, en encourageant les cultivateurs, en préconisant l'emploi des instruments perfectionnés, des nouvelles méthodes de culture, en indiquant les soins à prendre pour l'amélioration du bétail et le perfectionnement de la race chevaline ; enfin, en étudiant toutes les questions qui se rattachent au développement et à la prospérité de l'agriculture.

D'autre part, en contribuant à sauver de l'oubli les pages, trop ignorées, de notre histoire locale et les manifestations du génie breton éparses dans les branches diverses des connaissances humaines, vous restituez à notre province la part qui lui revient dans le glorieux patrimoine de la France et le progrès de la civilisation.

Vous donnez en outre un excellent exemple en montrant ce que peut faire le concours des libres initiatives et des fermes volontés individuelles.

J'ai l'honneur, Messieurs, de vous souhaiter la bienvenue et de vous exprimer mes vœux pour la prospérité de votre Association.

M. le comte de Palys, secrétaire de la section d'Archéologie, prononce ensuite la charmante allocution suivante :

MESDAMES, MESSIEURS,

Je partage plus que personne la déception que vous éprouvez en me voyant à la place de notre vénéré directeur de la classe d'archéologie, M. de la Villemarqué, et de M. de la Borderie, qui devrait le suppléer.

Son âge et sa santé retiennent le premier loin de nous, et

c'est un amer regret de ne pas voir à nos réunions cette figure d'une aménité si souriante et si bienveillante pour tous, de ne pas entendre cette parole très douce et cependant toute vibrante des enthousiasmes sacrés de la religion et de la poésie ! Et nous, comment pourrions-nous ne pas évoquer à chaque pas, dans ce pays des traditions bretonnes, ces figures qui autrefois flottaient indécises, comme de pâles fantômes, dans les nuageuses plaintes des chanteurs populaires, et auxquelles il a donné un corps ! Les mélancoliques héroïnes au cœur brisé par l'amour, Geneviève de Rutéfán, Azénor la pâle, l'héritière de Keroulaz et la dame de Rohan, assise sur une tombe nouvelle, son bel enfant sur les genoux !.....

Mais comme nous, archéologues, nous recherchons plus particulièrement l'histoire, n'est-ce pas de l'histoire et de la meilleure à rappeler aujourd'hui, que celle de ces braves seigneurs dont il a popularisé à jamais les sympathiques figures : M. de Nevet, M. de Carné, M. du Laz, le soutien des Bretons, « l'appui des pauvres gens », « ceux qui sont si bons pour tout le monde », et dont les dernières paroles sont celles-ci : « Chers pauvres, comme j'ai pris soin de vous, mes fils prendront soin de vous ! » Sainte et sublime alliance de ceux qui souffrent et de ceux qui guérissent !

N'est-ce pas aussi de l'histoire, et de la plus héroïque, que ce chant du *Tribut de Nominoë*, payant le surplus de ce qu'il devait à l'étranger avec la tête de son ennemi !

M. de la Borderie a dit le premier (et de jeunes et vaillants esprits ont pris excellemment ces mots pour devise) : « Bretagne est poésie » ; on peut dire aussi justement, n'est-ce pas ? « Bretagne est héroïsme ! » L'histoire de la Bretagne est à chaque instant l'histoire de cet héroïsme que nous aurons mille fois l'occasion de célébrer avec orgueil, parce qu'il ne s'endort ni ne se ralentit jamais !

Si M. de la Villemarqué est le représentant de la poésie parmi nous, M. de la Borderie est celui de l'histoire, et il manquera aussi cette année à nos réunions ! Retenu par une indisposition douloureuse mais sans gravité, il m'a tout spécialement chargé, Mesdames et Messieurs, de vous dire le vif chagrin qu'il éprouve de ne pas être ici.

Vous savez comme il était de tout temps l'âme de nos réu-

nions. Toujours préparé à prendre la parole, à apporter aux points les plus obscurs de notre histoire, le secours de son érudition impeccable et de son incomparable mémoire, remplissant nos séances par la variété de ses récits et l'imprévu de ses découvertes, parfois bondissant dans l'arène comme un chevalier armé de toutes pièces pour relever une erreur ou discuter un point contestable ; tantôt, en de grandes envolées historiques, nous montrant la Bretagne veillée au berceau par ses saints, plus tard défendue par l'épée de ses héros, puis chargeant de ton, et retrouvant dans les œuvres les plus oubliées de nos compatriotes de divertissants récits, des perles qu'il savait enchâsser de la manière la plus brillante !

Mais, Mesdames et Messieurs, ce repos momentané est un repos fécond. M. de La Borderie, vaincu par les sollicitations de toute la Bretagne et d'ailleurs, a compris qu'il devait couronner toute une vie de dévouement à sa mère, en écrivant sa glorieuse histoire.

L'Histoire de Bretagne est en chantier, elle avance ; saluons-en l'aurore comme un dédommagement à la peine que nous éprouvons de ne pas applaudir l'auteur au Congrès de Quimper.

Et maintenant, Mesdames et Messieurs, nous sommes venus ici retrouver des souvenirs qui nous sont très chers. Trois fois déjà la ville de Quimper nous a fait un accueil inoubliable.

Dès 1847, à nos débuts, se trouvait réunie ici une pléiade d'hommes éminents dont plusieurs, hélas ! ne sont plus là, et auxquels nous devons adresser le respectueux hommage que l'on doit aux fondateurs et aux ancêtres. MM. de Blois, de Courson, Bizeul, Ramé et tant d'autres. Heureusement, nous reverrons parmi nous MM. de la Villemarqué et de la Borderie, et nous sommes aujourd'hui encore, comme en 1847, présidés par celui dont nous pourrons célébrer dans deux ans la glorieuse cinquantaine, dont la vie publique est notre honneur, comme son éloquence et sa gracieuse bonté sont le charme infini de nos réunions, et pour lequel 48 années ont 48 fois augmenté notre respect et notre affectueuse admiration !

En 1873, c'était notre résurrection que nous fétions joyeusement à Quimper, et depuis cette époque, 22 ans de bons et

paisibles travaux, 22 ans de bonne confraternité ont affirmé notre vitalité et, nous osons l'espérer, notre popularité dans tous les coins de cette Bretagne que nous sommes si heureux de visiter tour à tour.

Que de sujets, Mesdames et Messieurs, s'offriront à nos études lorsque nous parcourrons cette terre d'histoire et de poésie !

Antiques et glorieuses annales, sièges et batailles héroïques, mœurs, coutumes, costumes et langue, grâces à Dieu toujours vivante ; manoirs historiques, églises et chapelles délicieuses heureusement conservées...

Heureusement conservées ?... Est-ce vrai partout ? Et n'est-ce pas là la note triste de ce que j'ai à vous dire. N'avons-nous pas à déplorer bien des pertes ? Les plus vénérables églises, celles où nos plus grands saints ont prié ont-elles été toujours conservées ; a-t-on fait tout ce qu'on a pu pour conserver ces pierres qui parlent, et plus éloquemment mille fois, que les murailles neuves, quelque savamment décorées qu'elles puissent être !

Comme partout, donc, nous essaierons de réagir contre le vandalisme, et si, dans nos excursions, nous voyons ce que j'ai vu à... (j'ai oublié le nom), deux magnifiques statues tumultueuses en ce beau granit qui semble du marbre noir, plus un superbe retable du ^{xv}^e siècle, mutilés et jetés pêle-mêle avec les débris du cimetière, nous tâcherons de les faire réintégrer en bonne place ; si on nous dit comme on m'a dit ce jour-là, qu'ils sont à vendre, nous ferons de tels bonds d'horreur qu'on se reprendra bien vite, et qu'on nous dira comme à moi encore, qu'on s'est trompé et que c'est par hasard qu'ils sont là.

A Quimper, en outre des grandes figures de vos fondateurs, saint Corentin, le roi Grallon, si heureusement replacé sur votre belle cathédrale, en outre de la longue et brillante lignée de vos évêques, dont l'éclat se perpétue sans éclipse, et dans laquelle les archéologues ont l'ineffable joie de saluer aujourd'hui un protecteur et un maître, nous avons à noter d'une manière spéciale de beaux et intéressants souvenirs scientifiques et littéraires.

Ce n'est pas à vous, Messieurs, que j'apprendrai que Quimper fut la première ville bretonne et l'une des premières villes de France à posséder à Paris un foyer d'études breton. Dès 1317, le collège de Cornouaille était fondé par les libéralités d'un clerc de Bretagne pour de pauvres écoliers de son pays. Le collège du Plessix-Balisson pour ceux de Saint-Malo et de Saint-Pol, celui de Tréguier le furent de suite après, à l'imitation du vôtre qui donna l'exemple. Dans les années qui suivirent, la chapelle de Saint-Yves s'éleva tout à côté pour protéger les pauvres étudiants bretons, exilés si loin de leur pays. Ils retrouvaient là l'angélique étudiant de Paris, leur saint de Tréguier, venu auprès d'eux comme un vivant et paternel protecteur.

Ce collège subsista jusqu'en 1763, où il fut réuni avec 25 autres à Louis-le-Grand. Les bâtiments sont encore marqués sur les anciens plans de Paris de 1778. Existont-ils encore ? Probablement quelques-uns d'entre vous ont eu la curiosité d'aller voir s'il reste trace de ces vieux murs, et vous le diront. Ce que je sais, c'est que la rue du Plâtre, où ils étaient situés, est encore intacte. Le boulevard Saint-Germain, qui la frôle, ne l'a pas entamée. C'est un petit lieu de pèlerinage que je vous indique, Messieurs, et nous ne pouvons mieux faire que de rester sur le souvenir de cette noble fondation. Pendant 500 ans, elle a classé le nom de votre ville dans ce lieu des écoles si intelligent et si lettré, et montré à Paris comme ailleurs que dans les choses de l'esprit comme dans celles de l'héroïsme, la Bretagne était toujours parmi ceux du premier rang !

L'assistance partage les regrets que M. le comte de Palys vient d'exprimer en de si bons termes de l'absence de MM. de la Villemarqué et de la Borderie, et lui manifeste par ses nombreux applaudissements, tout le plaisir qu'elle a éprouvé de les voir si bien représentés.

En l'absence de M. le vicomte de Lorgeril, directeur de la section d'Agriculture, M. de Kerdrel prie

M. Bahezre de Lanlay de lire le discours que devait prononcer M. de Lorgetil.

MESSIEURS,

L'an dernier, à l'ouverture du congrès d'Ancenis, je m'étais proposé de faire ressortir l'action toujours utile, et souvent brillante, de notre chère vieille Association Bretonne.

Laissez-moi reprendre ce thème favori, et analyser devant vous le bilan de l'année qui vient de s'écouler.

Avant de se séparer, le Congrès dernier — vous vous en souvenez, — avait jeté les fondements d'une union provinciale des syndicats agricoles et horticoles bretons. Des travailleurs infatigables, pleins d'entrain et de talent, ont énergiquement mis la main à l'œuvre et sur les fondements que nous avons jetés à Ancenis, ont élevé l'édifice et l'ont offert à la Bretagne pour étrennes le 2 janvier dernier.

Les statuts délibérés et acceptés en assemblée plénière des délégués de 25 syndicats affiliés, ont été déposés en mairie de la ville de Rennes, choisie pour siège de l'Union, comme restant toujours notre capitale bretonne. Je veux maintenant vous exposer les résultats acquis depuis un an en matière d'enseignement agricole.

En 1892, au début de la campagne d'enseignement agricole, l'on tressait volontiers à ses promoteurs des couronnes de lauriers, mais l'on doutait trop souvent de l'avenir de l'entreprise. Il a fallu les succès de 1893 pour ébranler les sceptiques ; mais c'est seulement en 1894 que la cause a été déclarée entendue, à l'Association Bretonne, grâce au rapport si complet et si lumineux du Fr. Martial, — à la Société des Agriculteurs de France, après l'éloquent plaidoyer de notre éminent collègue et ami Blanchemain.

Mais, Messieurs, si l'œuvre avait bien et dûment reçu le baptême, elle flottait encore néanmoins légèrement indécise ; maintenant, il convenait qu'elle reçût une constitution définitive, une pleine confirmation, sur les assises où votre direc-

tion l'avait placée. Un haut dignitaire de la cour pontificale à Rome me disait un jour : « Eh ! que voulez-vous ? Il ne nous convient pas ici de donner le baptême aux œuvres, mais seulement la confirmation. »

C'est pour cette raison que nous avions attendu l'heure de la confirmation pour nous adresser à nos Evêques, dont la juridiction légitime s'étend sur les écoles confessionnelles où fleurit l'enseignement de l'agriculture ; et quant aux écoles publiques (où nous voudrions bien sincèrement qu'elle fleurît), c'est au Recteur de l'Académie de Rennes que nous avons demandé une approbation et un concours.

Dans cette pensée, votre Direction a constitué, sous la présidence de votre Directeur général, une Commission provinciale d'enseignement agricole où furent appelés à siéger, à côté des délégués des sociétés agricoles : pour les écoles confessionnelles d'une part les délégués des Evêques, et d'autre part pour les écoles laïques les délégués de l'Académie.

Nous sommes fondés à compter que notre œuvre d'enseignement agricole est solidement constituée ; qu'elle vivra *ad multos annos* ; appliquant en 1895 les indications de la commission provinciale, avec libéralisme et une sage décentralisation, quant à la forme, l'Association Bretonne a fait concourir 2.247 candidats répartis dans 157 écoles ; en tenant compte de la progression incessante depuis 1892 et du développement normal d'une organisation, qui jette manifestement chaque jour des racines plus profondes autour d'elle, nous sommes amenés à conclure que l'œuvre est vraiment venue à son heure et a pleinement répondu à une nécessité de son temps.

Qui donc ne se préoccupe pas de la paix sociale à l'heure actuelle ? Eh bien, vous et moi, ne pensons-nous pas avec notre éloquent ami Blanchemain, que la paix sociale « est peut-être dans ce retour aux champs. »

Dès lors, quoi d'étonnant si cette campagne d'enseignement agricole nous passionne au plus haut point ? Quant à moi, je vous avoue que je me laisserais aller volontiers à vous en entretenir plus en détail, si je ne craignais de déflorer le sujet d'un rapport spécial, qui sera présenté au cours de ce Congrès.

L'éminent auteur de ce rapport a une compétence telle que

les renseignements vécus qu'il vous apportera perdraient de leur relief par moi.

Toutefois avant de tourner court sur cette question d'enseignement, laissez-moi ajouter *que ce que* nous avons fait pour les garçons, la société départementale d'agriculture d'Ille-et-Vilaine l'a inauguré cette année pour les filles. Le manuel « *L'agriculture à l'école primaire*, » publié par la Congrégation de l'instruction chrétienne, si apprécié en France et à l'étranger que les presses ne cessent de gémir sous les éditions nouvelles, a maintenant un frère jumeau s'appliquant à l'enseignement des filles.

Cet opuscule composé sous la direction habile de M. le comte de Montgermont, secondé par le distingué secrétaire de la société de la rue de Bordeaux, M. Ripert, est déjà répandu par milliers d'exemplaires.

Plusieurs écoles de filles ont dès cette année suivi les méthodes du Manuel et passé avec succès un examen. Les renseignements qui nous parviennent, attestent que de ce côté encore la campagne de l'Association Bretonne est appelée au meilleur avenir. L'œuvre sera complète ; l'enseignement professionnel sera porté à la famille agricole par le chef de la ferme et par la ménagère ; il faut qu'il en soit ainsi. La haute expérience d'un colonisateur chrétien — le Père Lascazes — au Canada, l'exprimait bien par cette pittoresque formule : « qu'il est insuffisant de former des *colons*, si l'on néglige de former les *colones*. »

Maintenant, Messieurs, je mentionnerai seulement pour mémoire que l'Association Bretonne n'a cessé d'apporter ses encouragements aux sociétés professionnelles, hippiques, pomologiques ou autres.

Cependant, nous considérons que notre tâche serait imparfaitement remplie si nous nous bornions à encourager la bonne production.

Bien produire est excellent, mais bien vendre est le complément nécessaire. Voilà pourquoi nous favorisons de tout notre pouvoir l'action commerciale des syndicats en quête de bons débouchés.

Enfin, Messieurs, jamais nous ne nous sommes désintéressés des entreprises fatales d'imprudents législateurs. Au fur et à

mesure qu'elles émergent, nous les attaquons par nos pétitions, nos réunions, et l'exercice de notre légitime influence sur le monde parlementaire.

Vous le voyez, Messieurs, notre chère Association est plus vivante, plus active que jamais, au moment même où elle s'apprête à célébrer ses noces d'or avec l'agriculture ; mais à l'occasion des noces d'or on échange des cadeaux. C'est l'usage. Pensez-vous que l'Association Bretonne laissera faillir la tradition ? Certes non ; le présent qu'elle prépare à la Bretagne ne manquera ni d'utilité ni d'éclat ; je vais être indiscret.

Voici en effet, Messieurs, ce dont il s'agit :

Lorsque le Conseil des Agriculteurs de France a jugé que l'heure était venue d'inaugurer, à l'instar de la Société royale d'Angleterre, des concours dont l'association libre ferait les frais et assurerait l'indépendance, la première opération a été de chercher une société provinciale assez puissante pour assumer la responsabilité d'une aussi grosse affaire. — Le choix n'allait pas tout seul.

Alors, en face de l'hésitation des représentants de la France agricole, j'ai hardiment proposé l'*Association Bretonne* pour marcher la première ; j'ai nettement rappelé son passé, sa valeur actuelle, les forces dont elle dispose, son autorité en Bretagne : La cause m'a parue entendue, et j'ai tout lieu de croire que très prochainement une décision du Conseil de la rue d'Athènes vous associera, mes chers collègues, à la première grande manifestation agricole, tendant à substituer à l'action officielle (trop souvent stérilisée par la politique), une action nécessairement *féconde*, puisqu'elle procédera de la *liberté*.

Tous les Bretons savent que nos pères, députés aux Etats, se firent un jour *embastiller* pour maintenir les droits de la province.

Et lorsque les portes de la Bastille s'ouvrirent devant les patriotes Bretons, il y eut un grand enthousiasme, et l'on criait dans les rues de Paris : Vivent les Bretons.

Eh ! bien, Messieurs, il faut faire en sorte que, comme autrefois, l'on crie encore sur notre passage : Vivent les Bretons ! C'est à force d'énergie, de dévouement au pays, que nous justifierons la bonne opinion dont nous jouissons.

Nous avons reçu de nos pères des traditions glorieuses : maintenons intactes ces traditions, dussions-nous à notre tour être parfois embastillés.

M. de Kerdrel explique en quelques mots le fonctionnement de la Société et la manière dont est composé le Bureau. Les choix préparés par le comité directeur sont soumis à la ratification de l'assemblée qui les approuve à l'unanimité :

DIRECTEUR GÉNÉRAL.

M. Audren de Kerdrel.

PRÉSIDENTS D'HONNEUR.

M^{rs} Valleau.

M. le Préfet du Finistère.

PRÉSIDENT DU CONGRÈS.

M. Astor.

VICE-PRÉSIDENTS.

MM. Porquier, Adjoint au Maire de Quimper.
le comte de Saint-Luc.

Villiers du Terrage, ancien Inspecteur général des Ponts-et-Chaussées.

SECTION D'AGRICULTURE

PRÉSIDENT D'HONNEUR.

M. le comte de Champagny, Membre délégué du Conseil des Agriculteurs de France.

PRÉSIDENT.

M. de Kerjégu, député du Finistère.

VICE-PRÉSIDENTS.

MM. de Kergrist, Maire de Carantec.
Caurant, Conseiller général.
le comte de Guerdavid, Conseiller général.
Frère Abel, de Ploërmel.

SECRÉTAIRES.

MM. Bahezre de Lanlay, Maire de Plounévez-Quintin (Côtes-du-Nord).
Chevalier, Professeur d'agriculture.
le vicomte de Kermenguy.

SECTION D'ARCHÉOLOGIE

PRÉSIDENT D'HONNEUR.

M. l'abbé Guillotin de Corson.

PRÉSIDENT.

M. Trévédy, vice-président de cette société, ancien président
du tribunal de Quimper.

VICE-PRÉSIDENTS.

MM. Ducrest de Villeneuve.
l'abbé Peyron.
de Bremond d'Ars, Conseiller général.
Gauguet, bibliothécaire de Quimper.

SECRÉTAIRES.

MM. le marquis de l'Estourbeillon.

Le Moine, archiviste du Finistère.

Le Braz, Anatole, professeur au Lycée.

Serret, secrétaire de la Société archéologique du Finistère.

Charles de Calan.

La séance est levée à 3 h. 1/2 et les deux sections d'Agriculture et d'Archéologie se réunissent dans leurs locaux respectifs, pour arrêter l'ordre et le programme de leurs travaux.



DEUXIÈME SÉANCE

Mardi 8 Octobre 1895, à 8 h. 1/2 du matin.

Président : M. AUDREN DE KERDREL, sénateur.

Secrétaire : M. DE CALAN.

M. de Kerdrel donne lecture d'une lettre de M. le Préfet s'excusant de n'avoir pu assister à la séance d'ouverture. Il dépose ensuite sur le bureau des *Stances* à Jeanne d'Arc, dont l'auteur, M. Paul de la Bigne-Villeneuve, a bien voulu faire hommage au Congrès.

M. l'abbé Abgrall a la parole sur la question n° 5 du programme : « Etude sur les porches les plus remarquables du Finistère. »

M. l'abbé Abgrall fait successivement passer sous nos yeux d'excellentes photographies, classées chronologiquement, qui permettent d'étudier les porches si curieux des églises du Finistère, et leurs transformations de siècle en siècle.

A propos de la voûte en angle du porche de Lanmeur, *M. de Kerañflech* rappelle que cette disposition, très rare en France, est assez fréquente dans le pays de Galles.

M. l'abbé Abgrall, dans cette première communication, fait prévoir toutes celles dont son goût si sûr et sa compétence absolue viendront alimenter les séances de notre Congrès.

En réponse à une question de *M. de Calan* demandant s'il y a des exemples authentiques de familles bretonnes dont le nom se termine par la désinence *aër* et qui soient d'origine flamande, *M. de l'Estourbeillon* répond en citant la famille Balstaër.

La parole est ensuite donnée à *M. Ducrest de Villeneuve* sur la question 3 : « Etudes sur les chapiteaux romans de Locudy, Fouesnant, Perguet. »

Ces chapiteaux très curieux que M. Ducrest de Villeneuve a dessinés avec infiniment de goût et décrits avec une élégante précision, soulèvent de nombreuses et intéressantes questions (1).

M. de Brémond d'Ars signale ce fait qu'en Saintonge, d'anciens chapiteaux ont été utilisés comme bénitiers. Le même fait a été constaté à Glorimont, près de Moëlan ; *M. l'abbé Peyron* le signale également à la chapelle de Saint-Divoan.

A propos de certaines bases sculptées des piliers de Loctudy dont les personnages ont la tête en bas, une discussion s'engage entre MM. de Kerdrel et de Keranflech qui considèrent que ce sont d'anciens chapiteaux mal placés, et MM. les abbés Thomas et Abgrall qui pensent que ces bases ont été originellement sculptées pour la place qu'elles occupent aujourd'hui. M. l'abbé Abgrall cite comme existant à Quimperlé des exemples incontestables à l'appui de son opinion.

La séance est levée à 11 heures.

(1) Ce Mémoire est publié in extenso dans le présent volume.



TROISIÈME SÉANCE

Mardi 8 Octobre 1895, à 8 heures du soir.

Président : M. AUDREN DE KERDREL, sénateur.

Secrétaire : M^{re} DE L'ESTOURBEILLON.

Au début de cette séance, l'ordre du jour appelle une communication de *M. le M^{re} de l'Estourbeillon*, relative à « l'importance des Archives particulières des châteaux bretons. » Dans un entretien rempli de faits et de citations précises, M. de l'Estourbeillon rappelle qu'il eut le premier l'avantage, dans un rapport spécial présenté au Congrès des Sociétés savantes, à la Sorbonne, le 29 mars 1894, d'appeler l'attention de tous les érudits et des chercheurs sur l'intérêt exceptionnel qu'offrent les nombreux dépôts d'Archives particulières encore inexplorés. De multiples châteaux, surtout en Bretagne, possèdent encore des chartriers considérables. « Trop souvent, dit-il, leurs propres possesseurs n'y attachent eux-mêmes aucune importance. N'est-il pas urgent de les sauver ? Les possesseurs de ces trésors devraient se bien persuader qu'autoriser, favoriser ou faire faire des Inventaires de leurs Archives, c'est non-seulement travailler pour eux-mêmes, mais encore faire œuvre pie envers la Patrie. D'aucuns s'imaginent à tort que la communication de leur chartrier équivaut en quelque sorte au sacrifice de quelque trésor intime ou de secrets inviolables, dont ils doivent demeurer absolument jaloux. Si l'on admet fort bien que les propriétaires d'archives n'en confient point l'examen au premier venu, combien, par contre, n'est-il pas de leur propre intérêt de faire inventorier, par quelqu'un de sûr et de compétent, leurs titres trop souvent entassés sans ordre dans de poussiéreuses

armoires ou des caisses vermoulues. Tous ces documents qui, en cet état, sont pour eux lettres mortes, ne se révèlent-ils pas aussitôt à eux dès l'instant qu'ils sont inventoriés? » M. de l'Estourbeillon rappelle que, joignant la pratique à la théorie, il a tenu lui-même à donner l'exemple de ces sauvetages de titres en publiant déjà, depuis deux ans, *quatre* volumes d'Inventaires d'Archives particulières, qui vont former les quatre premiers tomes de l'importante *Collection des Inventaires des Archives des châteaux bretons*. « Donc, inventorier ou faire inventorier des Archives, conclut M. de l'Estourbeillon, c'est travailler à la conservation de son propre patrimoine et assurer, par la sauvegarde des documents historiques, la conservation du Patrimoine National. »

Remerciant M. de l'Estourbeillon de sa communication, *M. le Président de Kerdrel* constate qu'en effet, s'il y a encore dans les dépôts d'Archives départementales bien des travaux à faire, que savent mettre sans cesse à jour des travailleurs infatigables comme M. René Blanchard, par des publications du genre de son remarquable *Recueil des Actes du duc Jean V*, il y a aussi d'autres mines, moins connues, mais non moins riches. Ce sont ces dernières où il y a aussi beaucoup à trouver, que fouille et étudie avec un zèle infatigable M. de l'Estourbeillon, et il le remercie d'avoir déjà tant fait et de tout ce qu'il fait encore pour parvenir à sauver ces trésors.

M. l'abbé Robert, de l'Oratoire de Rennes, a la parole pour entretenir l'Assemblée de « Deux Doyens du Folgoët, l'oncle et le neveu », dont notre érudit compatriote nous retrace, avec le charme piquant dont il est coutumier, la très curieuse biographie que nos lecteurs auront la satisfaction de lire au Bulletin. *M. le président de Kerdrel* constate une fois de plus, aux applaudissements de l'assistance, que M. l'abbé Robert a depuis longtemps montré, par ses consciencieux et multiples travaux, qu'il n'a pas, quoique Oratorien, l'amour de la spécialité. « Oratorien de fait, dit-il, il possède également depuis longtemps toutes les qualités et l'érudition du Bénédictin. »

M. l'abbé Peyron, chancelier-archiviste de l'évêché de Quimper, ayant donné ensuite de curieux détails inédits sur « Deux anciens recteurs bretons de la Cornouaille », *M. de*

Kerdrel constate à cette occasion que si, dans les Sociétés archéologiques départementales on trouve bon nombre de travailleurs, la Société archéologique du Finistère est sans contredit du nombre de celles qui en fournissent le plus, surtout parmi les ecclésiastiques, aussi modestes qu'érudits, tels que MM. les abbés Peyron, Abgrall, Thomas et Favé.

Les derniers instants de la séance sont consacrés à une remarquable communication de *M. Ducrest de Villeneuve* sur « l'Enceinte murale de Quimper », que les membres de l'Association auront le plaisir de lire au Bulletin. Longtemps l'orateur tient l'assistance sous le charme de sa parole; aussi est-il longuement applaudi. Elevé à bonne école avec des savants comme MM. du Chatellier, dont l'un figura parmi les fondateurs de l'Association, il est devenu une de ses colonnes et l'un de ses orateurs les plus autorisés et les plus appréciés.

La séance est ensuite levée à 10 h. 1/2.



QUATRIÈME SÉANCE

Mercredi 9 Octobre 1895

SÉANCE DU MATIN

Président : M. AUDREN DE KERDREL, sénateur.

Secrétaire : M^{re} DE L'ESTOURBEILLON.

La séance s'ouvre par une très intéressante conférence de *M. l'abbé Abgrall* sur les « Ossuaires bretons », dont les plus anciens remontent au *xv^e* siècle et montrent des spécimens d'architecture fort curieux. On lira avec fruit au Bulletin cette remarquable étude, toute pleine de renseignements inédits et d'aperçus nouveaux. En terminant, *M. l'abbé Abgrall* émet le vœu, adopté à l'unanimité, que ces ossuaires soient conservés avec le plus grand respect et le plus grand soin.

En remerciant l'orateur, *M. le président de Kerdrel* dit qu'il ne saurait trop encourager ces monographies de détail qu'il apprécie hautement. Il y a là une voie nouvelle qui mérite d'être suivie, ces études particulières ayant le très grand mérite de grouper dans un travail d'ensemble tous les détails relatifs à une même question ou à une même catégorie de monuments ou d'objets archéologiques.

M. de l'Estourbeillon entretient pendant quelques instants l'assistance de certaines « Traditions orales du pays de la Mée, au diocèse de Nantes », relatives à des saints absolument bretons. « Un certain nombre de saints bretons, dit-il, appartenant au Léon et à la Cornouaille, sont honorés jusqu'au Comté nantais. C'est ainsi que l'on trouve saint *Valay* et saint *Martin d'Armorique*, tous les deux contemporains et moines de l'abbaye de Landévennec, comme patrons des deux frairies voisines de *Penhoët* (où se trouve le village de *Ranbalay*) et de

Sereignac, en Auessac ; saint *Cast*, saint *Méloir*, saint *Davy*, saint *Ruelin*, honorés comme patrons de frairie dans la même paroisse ; saint *Rioc*, aussi moine de Landévennec, honoré à Massérac. Le culte et la renommée de tous ces vieux saints bretons dût se répandre jadis dans toute l'Armorique. Peut-être aussi le souvenir du passage des Reliques de saint *Guenolé*, abbé de Landévennec, transporté à Montreuil lors des invasions normandes, et devenu depuis le ix^e siècle patron de la paroisse de Pierric, sur le territoire de laquelle elles séjournèrent, n'y est-il pas étranger. Les moines qui les transportaient laissèrent dans ce pays des traces encore vivantes de leur passage, et c'est plaisir d'entendre parfois encore de nos jours les petits pasteurs de Pierric ou des environs, chanter ce vieux refrain :

Saint Guingalois (Guenolé)
Du fond des bois,
Veille sur nous
Et sur nos toits.

M. Trévédý rappelle qu'à Angers, aux environs du quartier de la *Doutre*, occupé jadis par les Bretons de Nominoë, beaucoup de noms bretons se sont conservés, notamment le nom de *klen* que l'on croit être le *Quelen* breton.

Répondant à la même question du programme, *M. Charles de Calan* entretient ensuite l'assemblée des « Formes bretonnes des noms de lieux. » Nous ne saurions résumer ici cette très savante dissertation qui figurera au Bulletin de l'Association.

M. l'abbé Peyron se demande quels sont les noms bretons correspondant à un certain nombre de noms latins, et explique l'étymologie de *Douarnenez*. *M. Trévédý* signale enfin à *M. de Calan* une pièce remarquable des Archives départementales du Finistère, la « Réformation du Domaine de Pont-l'Abbé », qui donne une foule de renseignements des plus curieux sur un très grand nombre de noms de lieux de cette baronnie.

La séance est levée à 10 h. 1/2.

CINQUIÈME SÉANCE

Mercredi 9 Octobre 1895

SÉANCE DU SOIR

Président : M. AUDREN DE KERDREL, sénateur.

Secrétaire : M^{le} DE L'ESTOURBEILLON.

L'occupation romaine a laissé en Cornouaille beaucoup moins de traces de son passage que dans d'autres régions, certains points cependant viennent nous révéler parfois encore la présence des envahisseurs, tels que *Locmaria*, près Quimper, la *Porte-Neuve*, en Riec, le *Perennou*, en Plomelin, etc. Les environs de *Douarnenez* également conservent des vestiges de leur occupation, et la séance débute par une savante dissertation de M. l'abbé Abgrall sur les « Etablissements gallo-romains entourant la baie de Douarnenez », qui sera reproduite intégralement au Bulletin.

Félicitant l'orateur, M. de Kerdrel dit qu'après des communications comme celle qui vient d'être faite, l'on peut tout attendre d'une Société comme la Société archéologique du Finistère, l'une des plus actives des cinq départements de Bretagne. M. l'abbé Abgrall, ajoute-t-il, qui, hier, nous a parlé des *Porches* du Finistère, ce matin de ses *Ossuaires* et ce soir de ses *Etablissements gallo-romains*, en est certainement la pierre angulaire. Un seul homme de cette activité et de cette érudition ferait la fortune d'une Société ; or, celle du Finistère a la bonne fortune d'en posséder plusieurs. M. de Kerdrel, en terminant, regrette l'absence de M. Halna du Fretay, l'infatigable chercheur breton, dont M. l'abbé Abgrall a invoqué l'autorité.

M. l'abbé Guillotin de Corson, chanoine honoraire de Rennes,

est ensuite vivement applaudi par tous ses auditeurs. après l'exposé d'une étude très approfondie sur la « Commanderie de la Feuillée », qui doit figurer au Bulletin.

Ces applaudissements ne me surprennent point, dit alors *M. de Kerdrel*. Hier, un Oratorien, M. l'abbé Robert, montrait qu'il n'est pas besoin d'être Bénédictin pour être savant ; aujourd'hui, un prêtre séculier vous en rend un nouveau témoignage. M. l'abbé Guillotin de Corson, dont tout le monde connaît l'admirable *Pouillé historique*, est un infatigable, qui ne sait pas se reposer. Il a tout scruté, tout étudié, tout fouillé en Bretagne, et son vaste diocèse de Rennes, qu'il connaît mieux que personne, ne suffit plus à son activité. Aussi est-ce une bonne fortune pour nous de retrouver chaque année ce maître vénéré, si fidèle à tous nos Congrès.

La fin de la séance est remplie par la communication d'une étude de *M. le M^e de l'Estourbeillon*, ayant pour objet le « Serment de Jean de Lesnerac, meurtrier de Charles de Blois. » La mort du comte de Blois fut l'un des plus graves événements de l'Histoire de Bretagne, et, chose inouïe, les détails précis concernant ses derniers moments ont jusqu'à ce jour fait complètement défaut. Un curieux document de famille retrouvé par M. de l'Estourbeillon aux Archives du château de Kerfur, près Guérande, grâce à l'obligeance de son aimable propriétaire, M. le M^e de Sécillon, lui a permis d'établir d'une manière à peu près irréfutable le nom de son meurtrier et certains points relatifs à ses derniers instants. Cette étude, toute remplie de curieux détails, doit figurer au Bulletin de l'Association.

A la suite de cette lecture, *M. de Kerdrel* félicite et remercie M. de l'Estourbeillon de ce nouveau travail, qui vient démontrer une fois de plus avec quelle sagacité toute bretonne il sait rechercher et trouver dans les archives des châteaux une foule de documents nouveaux, dont quelques-uns sont parfois des pièces historiques de premier ordre. M. de l'Estourbeillon, ajoute-t-il, est encore presque un jeune, les hommes de sa génération qui travaillent sont l'espoir de l'Association ; puissent-ils nous venir nombreux, puisse-t-il avoir beaucoup d'imitateurs.

La séance est levée à 10 heures.

CINQUIÈME SÉANCE

Mercredi 9 Octobre 1895

SÉANCE DU SOIR

Président : M. AUDREN DE KERDREL, sénateur.

Secrétaire : M^{re} DE L'ESTOURBEILLON.

L'occupation romaine a laissé en Cornouaille beaucoup moins de traces de son passage que dans d'autres régions, certains points cependant viennent nous révéler parfois encore la présence des envahisseurs, tels que *Locmaria*, près Quimper, la *Porte-Neuve*, en Riec, le *Perennou*, en Plomelin, etc. Les environs de *Douarnenez* également conservent des vestiges de leur occupation, et la séance débute par une savante dissertation de M. l'abbé Abgrall sur les « Etablissements gallo-romains entourant la baie de Douarnenez », qui sera reproduite intégralement au Bulletin.

Félicitant l'orateur, M. de Kerdrel dit qu'après des communications comme celle qui vient d'être faite, l'on peut tout attendre d'une Société comme la Société archéologique du Finistère, l'une des plus actives des cinq départements de Bretagne. M. l'abbé Abgrall, ajoute-t-il, qui, hier, nous a parlé des *Porches* du Finistère, ce matin de ses *Ossuaires* et ce soir de ses *Etablissements gallo-romains*, en est certainement la pierre angulaire. Un seul homme de cette activité et de cette érudition ferait la fortune d'une Société ; or, celle du Finistère a la bonne fortune d'en posséder plusieurs. M. de Kerdrel, en terminant, regrette l'absence de M. Halna du Fretay, l'infatigable chercheur breton, dont M. l'abbé Abgrall a invoqué l'autorité.

M. l'abbé Guillotin de Corson, chanoine honoraire de Rennes,

est ensuite vivement applaudi par tous ses auditeurs, après l'exposé d'une étude très approfondie sur la « Commanderie de la Feuillée », qui doit figurer au Bulletin.

Ces applaudissements ne me surprennent point, dit alors *M. de Kerdrel*. Hier, un Oratorien, M. l'abbé Robert, montrait qu'il n'est pas besoin d'être Bénédictin pour être savant ; aujourd'hui, un prêtre séculier vous en rend un nouveau témoignage. M. l'abbé Guillotin de Corson, dont tout le monde connaît l'admirable *Pouillé historique*, est un infatigable, qui ne sait pas se reposer. Il a tout scruté, tout étudié, tout fouillé en Bretagne, et son vaste diocèse de Rennes, qu'il connaît mieux que personne, ne suffit plus à son activité. Aussi est-ce une bonne fortune pour nous de retrouver chaque année ce maître vénéré, si fidèle à tous nos Congrès.

La fin de la séance est remplie par la communication d'une étude de *M. le M^{re} de l'Estourbeillon*, ayant pour objet le « Serment de Jean de Lesnerac, meurtrier de Charles de Blois. » La mort du comte de Blois fut l'un des plus graves événements de l'Histoire de Bretagne, et, chose inouïe, les détails précis concernant ses derniers moments ont jusqu'à ce jour fait complètement défaut. Un curieux document de famille retrouvé par M. de l'Estourbeillon aux Archives du château de Kerfur, près Guérande, grâce à l'obligeance de son aimable propriétaire, M. le M^{re} de Sécillon, lui a permis d'établir d'une manière à peu près irréfutable le nom de son meurtrier et certains points relatifs à ses derniers instants. Cette étude, toute remplie de curieux détails, doit figurer au Bulletin de l'Association.

A la suite de cette lecture, *M. de Kerdrel* félicite et remercie M. de l'Estourbeillon de ce nouveau travail, qui vient démontrer une fois de plus avec quelle sagacité toute bretonne il sait rechercher et trouver dans les archives des châteaux une foule de documents nouveaux, dont quelques-uns sont parfois des pièces historiques de premier ordre. M. de l'Estourbeillon, ajoute-t-il, est encore presque un jeune, les hommes de sa génération qui travaillent sont l'espoir de l'Association ; puissent-ils nous venir nombreux, puisse-t-il avoir beaucoup d'imitateurs.

La séance est levée à 10 heures.

CINQUIÈME SÉANCE

Mercredi 9 Octobre 1895

SÉANCE DU SOIR

Président : M. AUDREN DE KERDREL, sénateur.

Secrétaire : M^{re} DE L'ESTOURBEILLON.

L'occupation romaine a laissé en Cornouaille beaucoup moins de traces de son passage que dans d'autres régions, certains points cependant viennent nous révéler parfois encore la présence des envahisseurs, tels que *Locmaria*, près Quimper, la *Porte-Neuve*, en Riec, le *Perennou*, en Plomelin, etc. Les environs de *Douarnenez* également conservent des vestiges de leur occupation, et la séance débute par une savante dissertation de M. l'abbé Abgrall sur les « Etablissements gallo-romains entourant la baie de Douarnenez », qui sera reproduite intégralement au Bulletin.

Félicitant l'orateur, M. de Kerdrel dit qu'après des communications comme celle qui vient d'être faite, l'on peut tout attendre d'une Société comme la Société archéologique du Finistère, l'une des plus actives des cinq départements de Bretagne. M. l'abbé Abgrall, ajoute-t-il, qui, hier, nous a parlé des *Porches* du Finistère, ce matin de ses *Ossuaires* et ce soir de ses *Etablissements gallo-romains*, en est certainement la pierre angulaire. Un seul homme de cette activité et de cette érudition ferait la fortune d'une Société ; or, celle du Finistère a la bonne fortune d'en posséder plusieurs. M. de Kerdrel, en terminant, regrette l'absence de M. Halna du Fretay, l'infatigable chercheur breton, dont M. l'abbé Abgrall a invoqué l'autorité.

M. l'abbé Guillotin de Corson, chanoine honoraire de Rennes,

est ensuite vivement applaudi par tous ses auditeurs, après l'exposé d'une étude très approfondie sur la « Commanderie de la Feuillée », qui doit figurer au Bulletin.

Ces applaudissements ne me surprennent point, dit alors *M. de Kerdrel*. Hier, un Oratorien, M. l'abbé Robert, montrait qu'il n'est pas besoin d'être Bénédictin pour être savant ; aujourd'hui, un prêtre séculier vous en rend un nouveau témoignage. M. l'abbé Guillotin de Corson, dont tout le monde connaît l'admirable *Pouillé historique*, est un infatigable, qui ne sait pas se reposer. Il a tout scruté, tout étudié, tout fouillé en Bretagne, et son vaste diocèse de Rennes, qu'il connaît mieux que personne, ne suffit plus à son activité. Aussi est-ce une bonne fortune pour nous de retrouver chaque année ce maître vénéré, si fidèle à tous nos Congrès.

La fin de la séance est remplie par la communication d'une étude de *M. le M^{re} de l'Estourbeillon*, ayant pour objet le « Serment de Jean de Lesnerac, meurtrier de Charles de Blois. » La mort du comte de Blois fut l'un des plus graves événements de l'Histoire de Bretagne, et, chose inouïe, les détails précis concernant ses derniers moments ont jusqu'à ce jour fait complètement défaut. Un curieux document de famille retrouvé par M. de l'Estourbeillon aux Archives du château de Kerfur, près Guérande, grâce à l'obligeance de son aimable propriétaire, M. le M^{re} de Sécillon, lui a permis d'établir d'une manière à peu près irréfutable le nom de son meurtrier et certains points relatifs à ses derniers instants. Cette étude, toute remplie de curieux détails, doit figurer au Bulletin de l'Association.

A la suite de cette lecture, *M. de Kerdrel* félicite et remercie M. de l'Estourbeillon de ce nouveau travail, qui vient démontrer une fois de plus avec quelle sagacité toute bretonne il sait rechercher et trouver dans les archives des châteaux une foule de documents nouveaux, dont quelques-uns sont parfois des pièces historiques de premier ordre. M. de l'Estourbeillon, ajoute-t-il, est encore presque un jeune, les hommes de sa génération qui travaillent sont l'espoir de l'Association ; puissent-ils nous venir nombreux, puisse-t-il avoir beaucoup d'imitateurs.

La séance est levée à 10 heures.

CINQUIÈME SÉANCE

Mercredi 9 Octobre 1895

SÉANCE DU SOIR

Président : M. AUDREN DE KERDREL, sénateur.

Secrétaire : M^{re} DE L'ESTOURBEILLON.

L'occupation romaine a laissé en Cornouaille beaucoup moins de traces de son passage que dans d'autres régions, certains points cependant viennent nous révéler parfois encore la présence des envahisseurs, tels que *Locmaria*, près Quimper, la *Porte-Neuve*, en Riec, le *Perennou*, en Plomelin, etc. Les environs de *Douarnenez* également conservent des vestiges de leur occupation, et la séance débute par une savante dissertation de M. l'abbé Abgrall sur les « Etablissements gallo-romains entourant la baie de Douarnenez », qui sera reproduite intégralement au Bulletin.

Félicitant l'orateur, M. de Kerdrel dit qu'après des communications comme celle qui vient d'être faite, l'on peut tout attendre d'une Société comme la Société archéologique du Finistère, l'une des plus actives des cinq départements de Bretagne. M. l'abbé Abgrall, ajoute-t-il, qui, hier, nous a parlé des *Porches* du Finistère, ce matin de ses *Ossuaires* et ce soir de ses *Etablissements gallo-romains*, en est certainement la pierre angulaire. Un seul homme de cette activité et de cette érudition ferait la fortune d'une Société ; or, celle du Finistère a la bonne fortune d'en posséder plusieurs. M. de Kerdrel, en terminant, regrette l'absence de M. Halna du Fretay, l'infatigable chercheur breton, dont M. l'abbé Abgrall a invoqué l'autorité.

M. l'abbé Guillotin de Corson, chanoine honoraire de Rennes,

est ensuite vivement applaudi par tous ses auditeurs. après l'exposé d'une étude très approfondie sur la « Commanderie de la Feuillée », qui doit figurer au Bulletin.

Ces applaudissements ne me surprennent point, dit alors *M. de Kerdrel*. Hier, un Oratorien, M. l'abbé Robert, montrait qu'il n'est pas besoin d'être Bénédictin pour être savant ; aujourd'hui, un prêtre séculier vous en rend un nouveau témoignage. M. l'abbé Guillotin de Corson, dont tout le monde connaît l'admirable *Pouillé historique*, est un infatigable, qui ne sait pas se reposer. Il a tout scruté, tout étudié, tout fouillé en Bretagne, et son vaste diocèse de Rennes, qu'il connaît mieux que personne, ne suffit plus à son activité. Aussi est-ce une bonne fortune pour nous de retrouver chaque année ce maître vénéré, si fidèle à tous nos Congrès.

La fin de la séance est remplie par la communication d'une étude de *M. le M^{re} de l'Estourbeillon*, ayant pour objet le « Serment de Jean de Lesnerac, meurtrier de Charles de Blois. » La mort du comte de Blois fut l'un des plus graves événements de l'Histoire de Bretagne, et, chose inouïe, les détails précis concernant ses derniers moments ont jusqu'à ce jour fait complètement défaut. Un curieux document de famille retrouvé par M. de l'Estourbeillon aux Archives du château de Kerfur, près Guérande, grâce à l'obligeance de son aimable propriétaire, M. le M^{re} de Sécillon, lui a permis d'établir d'une manière à peu près irréfutable le nom de son meurtrier et certains points relatifs à ses derniers instants. Cette étude, toute remplie de curieux détails, doit figurer au Bulletin de l'Association.

A la suite de cette lecture, *M. de Kerdrel* félicite et remercie M. de l'Estourbeillon de ce nouveau travail, qui vient démontrer une fois de plus avec quelle sagacité toute bretonne il sait rechercher et trouver dans les archives des châteaux une foule de documents nouveaux, dont quelques-uns sont parfois des pièces historiques de premier ordre. M. de l'Estourbeillon, ajoute-t-il, est encore presque un jeune, les hommes de sa génération qui travaillent sont l'espoir de l'Association ; puissent-ils nous venir nombreux, puisse-t-il avoir beaucoup d'imitateurs.

La séance est levée à 10 heures.

CINQUIÈME SÉANCE

Mercredi 9 Octobre 1895

SÉANCE DU SOIR

Président : M. AUDREN DE Kerdrel, sénateur.

Secrétaire : M^{le} DE L'ESTOURBEILLON.

L'occupation romaine a laissé en Cornouaille beaucoup moins de traces de son passage que dans d'autres régions, certains points cependant viennent nous révéler parfois encore la présence des envahisseurs, tels que *Locmaria*, près Quimper, la *Porte-Neuve*, en Riec, le *Perennou*, en Plomelin, etc. Les environs de *Douarnenez* également conservent des vestiges de leur occupation, et la séance débute par une savante dissertation de M. l'abbé Abgrall sur les « Etablissements gallo-romains entourant la baie de Douarnenez », qui sera reproduite intégralement au Bulletin.

Félicitant l'orateur, M. de Kerdrel dit qu'après des communications comme celle qui vient d'être faite, l'on peut tout attendre d'une Société comme la Société archéologique du Finistère, l'une des plus actives des cinq départements de Bretagne. M. l'abbé Abgrall, ajoute-t-il, qui, hier, nous a parlé des *Porches* du Finistère, ce matin de ses *Ossuaires* et ce soir de ses *Etablissements gallo-romains*, en est certainement la pierre angulaire. Un seul homme de cette activité et de cette érudition ferait la fortune d'une Société ; or, celle du Finistère a la bonne fortune d'en posséder plusieurs. M. de Kerdrel, en terminant, regrette l'absence de M. Halna du Fretay, l'infatigable chercheur breton, dont M. l'abbé Abgrall a invoqué l'autorité.

M. l'abbé Guillotin de Corson, chanoine honoraire de Rennes,

est ensuite vivement applaudi par tous ses auditeurs. après l'exposé d'une étude très approfondie sur la « Commanderie de la Feuillée », qui doit figurer au Bulletin.

Ces applaudissements ne me surprennent point, dit alors *M. de Kerdrel*. Hier, un Oratorien, M. l'abbé Robert, montrait qu'il n'est pas besoin d'être Bénédictin pour être savant ; aujourd'hui, un prêtre séculier vous en rend un nouveau témoignage. M. l'abbé Guillotin de Corson, dont tout le monde connaît l'admirable *Pouillé historique*, est un infatigable, qui ne sait pas se reposer. Il a tout scruté, tout étudié, tout fouillé en Bretagne, et son vaste diocèse de Rennes, qu'il connaît mieux que personne, ne suffit plus à son activité. Aussi est-ce une bonne fortune pour nous de retrouver chaque année ce maître vénéré, si fidèle à tous nos Congrès.

La fin de la séance est remplie par la communication d'une étude de *M. le M^{re} de l'Estourbeillon*, ayant pour objet le « Serment de Jean de Lesnerac, meurtrier de Charles de Blois. » La mort du comte de Blois fut l'un des plus graves événements de l'Histoire de Bretagne, et, chose inouïe, les détails précis concernant ses derniers moments ont jusqu'à ce jour fait complètement défaut. Un curieux document de famille retrouvé par M. de l'Estourbeillon aux Archives du château de Kerfur, près Guérande, grâce à l'obligeance de son aimable propriétaire, M. le M^{re} de Sécillon, lui a permis d'établir d'une manière à peu près irréfutable le nom de son meurtrier et certains points relatifs à ses derniers instants. Cette étude, toute remplie de curieux détails, doit figurer au Bulletin de l'Association.

A la suite de cette lecture, *M. de Kerdrel* félicite et remercie M. de l'Estourbeillon de ce nouveau travail, qui vient démontrer une fois de plus avec quelle sagacité toute bretonne il sait rechercher et trouver dans les archives des châteaux une foule de documents nouveaux, dont quelques-uns sont parfois des pièces historiques de premier ordre. M. de l'Estourbeillon, ajoute-t-il, est encore presque un jeune, les hommes de sa génération qui travaillent sont l'espoir de l'Association ; puissent-ils nous venir nombreux, puisse-t-il avoir beaucoup d'imitateurs.

La séance est levée à 10 heures.

SIXIÈME SÉANCE

Vendredi 11 Octobre 1895, 8 h. 1/2 du matin.

Président : M. AUDREN DE KERDREL, sénateur.

Secrétaire : M. DE CALAN.

Sur la question n° 13 : « Divisions féodales et seigneuries principales de la Cornouaille et du Léon », *M. de Palys* donne lecture d'un mémoire de M. de la Borderie relatif aux grandes seigneuries de Cornouaille. Cette communication, où se retrouvent comme toujours la science et la lucidité d'exposition de l'éminent auteur, est écoutée avec le plus grand intérêt.

La parole est ensuite donnée à M. Lemoine sur la question n° 14 : « La guerre de Blois et de Montfort en Cornouaille et en Léon. » M. Lemoine communique à l'assemblée trois documents importants : Le premier est la relation d'un espion français envoyé à la fin de 1342 sur les marches de Normandie et de Bretagne, et qui atteste l'existence de bandes considérables de partisans de Montfort, sous le commandement de Guillaume de Cadoudal et d'Olivier de la Chapelle. Le second est la mention extraite d'une chronique inédite, de la capture et de la mort de ces chefs en 1347. Le troisième une lettre d'Edouard III du 6 septembre 1344, prescrivant une enquête sur les causes de la défection d'un certain nombre de chevaliers bretons de son parti.

Ces documents inédits et d'une importance exceptionnelle sont le fruit des explorations de M. Lemoine aux Archives de Londres. Le Congrès se félicite de compter M. Lemoine parmi ses membres, et aussi de voir à la tête des Archives de Quim-

per, un Breton qui commence si brillamment à étudier l'histoire de son pays.

La parole est ensuite donnée à *M. du Châtellier*, sur la question n° 1 : « Signaler les monuments de l'époque préhistorique et ceux de l'époque gallo-romaine existant dans le Finistère. » *M. du Châtellier* communique au Congrès le résultat de ses fouilles dans les deux allées mégalithiques en pierres arc-boutées de Castel-Ruffec en Saint-Goazec, et de Lesconil en Poullan, ainsi que dans les tumulus du canton de Huelgoat. *M. du Châtellier*, qui continue si bien les traditions paternelles, est un des hommes dont la parole a le plus d'autorité dans ces questions, et dont le zèle ne se ralentit point pour continuer les fouilles et les découvertes dont il nous donne les intéressants résultats. Ce mémoire fait partie de ceux que nous imprimons aujourd'hui.

M. de Kéranflech a la parole sur la question n° 2 : « Indiquer les lechs qui peuvent exister dans le Finistère. » Après avoir rappelé les caractères généraux de ces curieux monuments funéraires, dont il a été à la fois le découvreur et le parrain, *M. de Kéranflech* s'attache principalement à la lecture et à l'interprétation de l'inscription gravée sur celui de Plumergat.

La parole est ensuite donnée à *M. Trévédy* pour une communication où se retrouve tout le zèle dont le consciencieux travailleur a toujours donné des preuves.

M. Trévédy signale les erreurs de tout genre dont fourmillent les livres d'histoire, il montre combien le nombre de ces erreurs s'est augmenté du jour où des personnes sans compétence en ces matières se sont avisées de composer des géographies historiques départementales. Il souhaiterait qu'il se formât dans chacun de nos départements une commission dont les membres se répartiraient entre les divers arrondissements et signaleraient au public, dès que paraîtrait un ouvrage relatif à leur circonscription, les erreurs qui peuvent s'y trouver. Cette sorte d'index des erreurs historiques calmerait peut-être certaines témérités.

M. de Villiers du Terrage a ensuite la parole sur la question n° 19 : « Fondations anciennes propres à jeter du jour sur les mœurs du temps passé. »

M. de Villiers donne lecture d'un acte curieux daté de 1543,

par lequel deux gentilshommes, Charles de la Marche et Louis Ansquer, s'entendent pour commander à un peintre-verrier de Quimper, Gilles le Sodec, un vitrail pour l'église de Braspartz. Cet acte est fort intéressant pour l'histoire des droits seigneuriaux des diverses familles nobles de cette paroisse et celle des artistes bretons des siècles passés.



SEPTIÈME SÉANCE

Vendredi 11 Octobre, 8 heures du soir.

Président : M. AUDREN DE KERDREL, sénateur.

Secrétaire : M. DE CALAN.

La parole est donnée à *M. l'abbé Favé* sur la question n° 16 : « Les petites écoles en Bretagne, spécialement en Cornouaille et en Léon avant 1789. »

M. l'abbé Favé fait successivement passer dans sa narration, sous les yeux des auditeurs, divers documents relatifs à l'état de l'instruction primaire, état des écoles du diocèse dressé en 1498, nominations de maîtres d'école ou fondations destinées à assurer le service de l'instruction à Plougasnou, Plounévez (1697), à Plonéour-Trez (1781).

M. l'abbé Peyron a la parole sur la question n° 19 : « Testaments et Fondations anciennes d'un caractère original, propres à jeter du jour sur les mœurs et les coutumes du temps passé. »

M. l'abbé Peyron s'attache principalement à faire ressortir le caractère des anciens testaments, toujours précédés d'humbles et touchantes professions de foi et de piété, et contenant nombre de legs pieux qui donnent une foule de renseignements sur les mœurs et les usages anciens. M. l'abbé Peyron, très familier avec les Archives de Quimper et avec celles de l'Evêché, qui ne peuvent avoir un plus intelligent et un plus zélé gardien, intéresse vivement l'auditoire par les curieux

testaments qu'il analyse; nous insérons en entier le travail lu à la séance.

La parole est ensuite donnée à *M. de Calan* qui expose d'une manière très piquante les résultats de l'enquête instituée vers 1698 et vers 1730 par les intendants et les subdélégués sur l'état moral et matériel de la population bretonne (1).

La séance est levée à 10 h. 1/2.

(1) Ce mémoire a pris place parmi ceux que nous publions in extenso, ainsi que celui de M. l'abbé Favé, dont l'actualité n'échappera à personne, non plus que l'importance des documents si heureusement recueillis.

HUITIÈME SÉANCE

Samedi 12 Octobre, 8 h 1/2 du matin.

Président : M. AUDREN DE KERDREL, sénateur.

Secrétaire : M. DE CALAN.

La parole est donnée à *M. l'abbé Thomas* sur la question n° 10 : « Hagiographie de la Cornouaille et du Léon. »

M. l'abbé Thomas constate que beaucoup de saints bretons sont fort mal traités par nos contemporains ; beaucoup ignorent leur vie, les propres diocésains se tiennent dans le vague, certains littérateurs profitent de l'insuffisance de ces données pour travestir nos vieux saints, en faire des individus violents, colères, même ivrognes. Il estime qu'une bonne *Vie des Saints bretons* contribuerait à répandre sur eux des idées plus exactes.

M. Trévédy demande où se trouve le travail que *M. Faty* avait composé sur ce sujet. *M. l'abbé Peyron* répond qu'il a été déposé aux mains de *M. le chanoine Téphany*.

M. de Calan craint qu'étant données les exigences de la critique moderne, il soit très difficile de faire une *Vie des Saints bretons* qui soit à la fois scientifique et détaillée, par conséquent intéressante pour la plupart des lecteurs.

Plusieurs membres insistent sur le rétablissement des anciens patrons, que des confusions regrettables ont fait disparaître : S. Ignace, à Plouigneau, a détrôné S. Tiguoroc ; S. Julien, à Plussulien, a détrôné S. Sulian ; non-seulement les églises-mères ont S. Pierre pour patron, mais on l'a donné à beaucoup de paroisses dont le nom commençait par un P.

M. le Président lit ensuite un mémoire de *M. Le Norcy* sur la question n° 1 : « Signaler les monuments de l'époque pré-historique et ceux de l'époque gallo-romaine existant dans le

département du Finistère, et qui n'auraient pas été jusqu'ici l'objet d'études suffisantes. »

Ce mémoire est relatif à la conservation et à l'emploi comme amulette des colliers en jade, jaspe, agate, cristal de roches, si prisés autrefois dans les campagnes, dont chaque pierre passait pour avoir une vertu particulière, et dont l'usage n'est pas encore tombé en désuétude aujourd'hui (1).

M. de Calan demande à faire des réserves sur certaines étymologies proposées par *M. Le Norcy*, ainsi que sur l'existence d'Avaricum au temps de Tarquin.

M. l'abbé Peyron signale un collier de ce genre que l'on conservait autrefois à Spézet et que l'on prêtait aux malades.

M. l'abbé Thomas rappelle que le chapelet d'ambre qui se trouve dans l'église de Roscoff, a appartenu à Marie Stuart, mais il ne s'y attache aucune idée superstitieuse. C'est simplement une belle relique historique.

La parole est donnée à *M. Lemoine* sur la question n° 17 : « Biographie bretonne. Hommes illustres, hommes remarquables, hommes de talent, peu connus ou méconnus. »

M. Lemoine donne de curieux détails sur le séjour de la femme et des enfants de Jean de Montfort en Angleterre. Il semble bien que Jeanne y mourut folle. Quant au jeune Jean, il fut élevé avec grand soin par Edouard III, qui, loin de le tenir à l'écart des affaires pour pouvoir plus facilement le dominer, s'efforça au contraire de développer son intelligence en l'associant à ses guerres et à ses conseils.

Ces détails sur le mystère qui entoure les dernières années de la Duchesse Jeanne et sur les premières années de son fils, font partie des récentes découvertes de l'éminent archiviste, pendant son séjour à Londres, si fructueux pour l'histoire de Bretagne.

La séance est levée à 11 heures.

(1) Nous avons donné à l'appendice le texte intégral de cet intéressant travail.



SÉANCE DE CLOTURE

Samedi 12 Octobre 1895, 8 heures du soir.

Président : M. AUDREN DE KERDREL, sénateur.
Secrétaire : M. l'abbé ROBERT.

M. Audren de Kerdrel, président, proclame le résultat des élections pour le renouvellement de la direction de l'Association bretonne.

Sont élus :

Directeur général :

M. Vincent AUDREN DE KERDREL.

CLASSE D'AGRICULTURE

Directeur : M. Ch. DE LORGERIL.

Secrétaire général : M. HENRI DE CHAMPAGNY.

Trésorier : M. LE BIHAN.

CLASSE D'ARCHÉOLOGIE

Directeur : M. HERSART DE LA VILLEMARQUÉ, membre de l'Institut.

Sous-directeur : M. ARTHUR DE LA BORDERIE, membre de l'Institut.

Secrétaire : M. le Comte DE PALYS.

M. le chanoine Abgrall, architecte diocésain, rend compte de l'intéressante excursion faite par les membres du Congrès,

Pr.-Verb.

le jeudi 10 octobre, à Pont-Labbé-Lambour, Penmarc'h, Kérity et Loctudy (1).

M. le Président remercie le savant rapporteur « qui, en racontant si bien notre excursion, en a prolongé le charme pour ceux qui l'ont faite, et l'a fait goûter par ceux qui n'y ont pas pris part. »

A la demande de *M. le chanoine Abgrall*, l'assistance applaudit au vœu de voir classer l'église de Kérity.

M. le Président lit cet autre vœu, également acclamé :

« Parmi les églises qu'a visitées le Congrès de l'Association Bretonne, se trouve celle de Lambour à Pont-l'Abbé. Elle nous a vivement intéressés, mais nous avons remarqué avec tristesse que, faute d'entretien, plusieurs de ses parties sont menacées d'une ruine prochaine, ce qui serait déplorable. Le Congrès appelle, sur la situation de ce bel édifice, la bienveillante attention de Mgr l'Evêque de Quimper et Léon, celle de *M. le Préfet*, et au besoin l'intérêt des sénateurs et députés du pays (2). »

La parole est ensuite donnée à *M. Lemoine*, qui entretient l'assistance de *Du Guesclin dans l'histoire et dans la légende*. Le savant archiviste du Finistère entend bien qu'on attribue au guerrier breton le rôle que les documents authentiques lui reconnaissent ; mais il proteste contre les auteurs légendaires, contre les poèmes et drames récents qui exagèrent les mérites et les qualités de ce héros. L'histoire vraie est assez généreuse pour Du Guesclin, pour qu'on n'ait pas besoin de faire intervenir la légende.

M. le Président félicite le conférencier d'avoir trouvé moyen de faire sur le XIV^e siècle, déjà si étudié, des découvertes inespérées.

M. Le Bras, professeur au lycée de Quimper et auteur de plusieurs volumes très appréciés sur le folklorisme breton, fait une charmante causerie sur les *Traditions populaires de l'île d'Ouessant*. Il raconte comment autrefois les lutins répandaient la brume sur l'île pour procurer aux habitants les

(1) Ce récit est inséré in extenso dans le *Bulletin*.

(2) Depuis le Congrès de Quimper, des démarches ont été faites pour assurer l'exécution si désirable de ce vœu unanime.

épaves des malheureux navires qui, trompés par de faux phares, venaient se briser sur les récifs. Il dit les combats de S. Gildas, apôtre de l'île, contre les lutins. Il décrit les cérémonies funèbres auxquelles donnent lieu la disparition en mer des insulaires de Ouessant (1).

M. le Président trouve la tâche ingrate de parler après M. Le Bras, dont les vers ont été couronnés par l'Académie française, et dont les œuvres sont déjà si connues ; mais les gracieuses paroles avec lesquelles il félicite l'orateur prouvent que son brillant esprit d'à propos n'est jamais à court, et qu'il dépasse toujours ce qu'on attend toujours de lui.

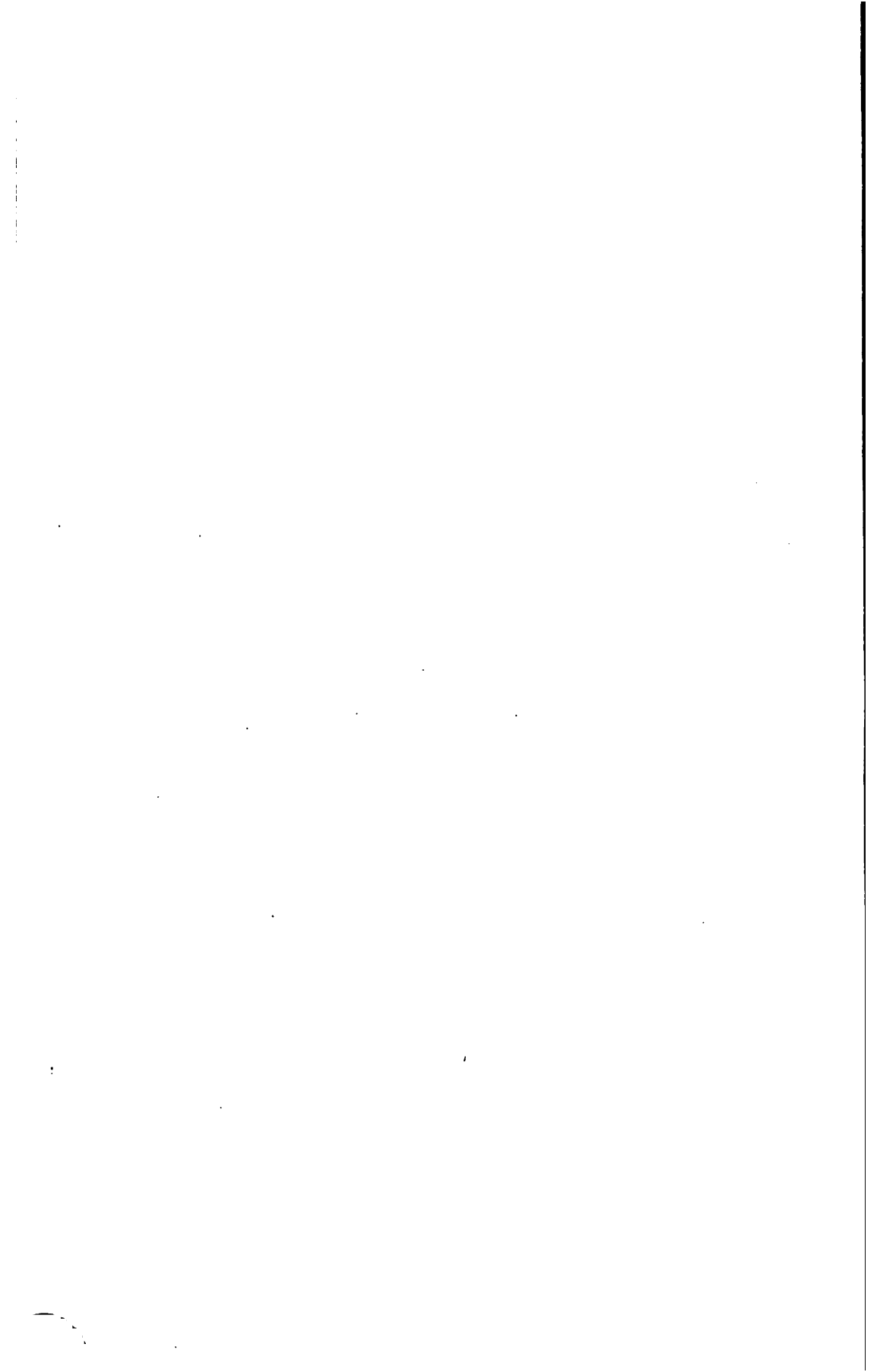
Vient alors le moment des adieux. « Le moment le plus triste, dit M. de Kerdrel, et particulièrement pour moi. » C'est le quatrième Congrès qu'il voit se tenir à Quimper, et plus on a appris à se connaître, plus les séparations sont pénibles. « Quand on est jeune, ajoute le Président, on peut dire au revoir ; mais ce serait téméraire à mon âge. » Des protestations prouvent à notre vénérable et bien-aimé président qu'on ne l'entend pas ainsi, et lui apportent d'unanimes : « *Ad multos annos !* »

Autrefois, continue M. de Kerdrel, nous allions porter la lumière, aujourd'hui nous allons la chercher. Nous l'avons spécialement trouvée dans des érudits comme M. Lemoine, des causeurs comme M. Le Bras, et surtout dans le clergé si dévoué et si intelligent de Quimper, dont les travaux remarquables ont été si appréciés, dont les membres sont les gardiens si vigilants et si vaillants des merveilles d'architecture que ce pays a encore le bonheur de contenir, et que M. l'abbé Abgrall surtout entretient, répare, défend et décrit avec un si remarquable talent.

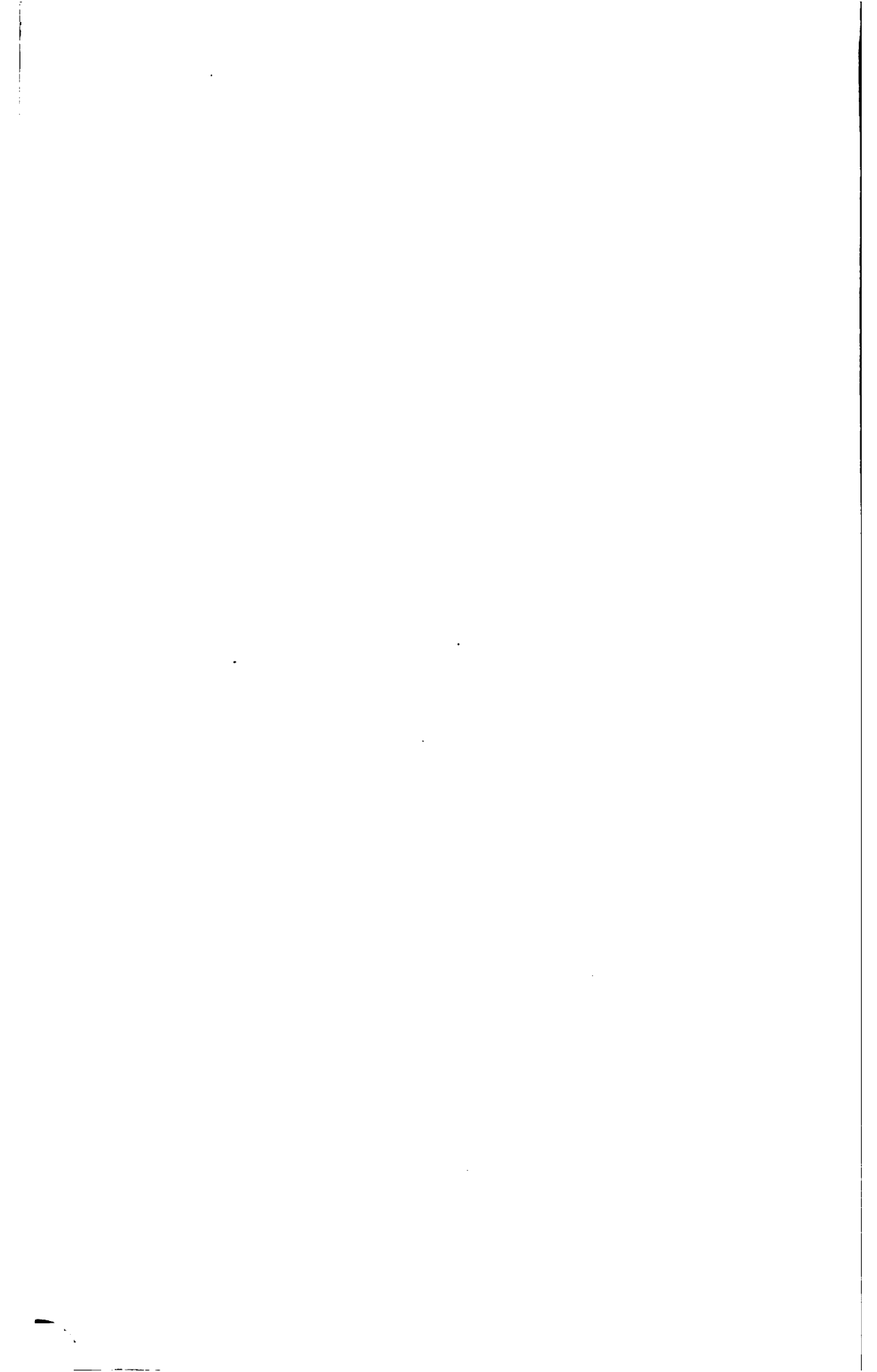
M. le Président termine son allocution par de vifs remerciements adressés à M. le Maire de Quimper, à Mgr Valleau, qui a montré avec quel goût et quelle science il s'intéressait aux monuments de son diocèse, à l'auditoire fidèle qui chaque soir se pressait plus nombreux autour des membres de l'Association Bretonne.

La séance est levée à 10 heures.

(1) Nous insérons cette intéressante causerie à la fin du présent volume.



MÉMOIRES



DE QUELQUES MONUMENTS PRÉHISTORIQUES

DANS LE FINISTÈRE

Quelques mots sur leur exploration.

Le Finistère est après le Morbihan le plus riche de nos départements bretons en monuments mégalithiques. Parmi eux il en est deux sur lesquels je désire attirer l'attention des membres du Congrès. Ils sont les seuls de ce genre connus en Armorique, jusqu'à ce jour, aussi je prie ceux de nos collègues qui en découvriraient d'autres de vouloir bien me les signaler. Ce sont les allées mégalithiques en *pierres arc-boutées* de *Lesconil en Poullan* et de *Castel-Ruffel en Saint-Goazec*.

La première est en bel état de conservation.

Un des plus curieux spécimens de l'architecture mégalithique en Bretagne, elle se compose de deux rangées de grandes pierres fichées debout en terre, disposées sur deux lignes sensiblement parallèles. Inclinaées l'une vers l'autre elles se rejoignent par l'extrémité supérieure, formant ainsi une voûte ogivale.

Ce monument mesure 12 mètres de longueur intérieure sur 2^m 15 de largeur moyenne à la base des monolithes et 2^m 40 de hauteur sous voûte. Orienté sensiblement Sud-Oue-t, Nord-Est, il se compose de 18 monolithes, y compris ceux qui ferment les extrémités. Pour le consolider ses constructeurs ont planté en terre de chaque côté, à une distance moyenne de 0^m 75 du monument, deux lignes parallèles de grosses

roches, au nombre de 27, dont 13 du côté Nord-Ouest et 14 du côté Sud-Est. L'espace compris entre ces deux lignes de roches et les parois du monument est bourré de pierres entassées pour empêcher la base des parois de chasser. Cette dernière construction servait de contre-fort.

Ce monument n'était autre qu'une sépulture. Nous l'avons fouillé en 1881 avec M. l'abbé Abgrall, alors professeur au collège de Pontcroix. Le mobilier que nous y avons recueilli, analogue à celui des allées couvertes ordinaires, se composait de poteries grossières faites sans le secours du tour, de celts et de pointes en silex.

Le monument similaire de celui de Lesconil, l'allée mégalithique en pierres arc-boutées de Castel-Ruffel, est situé sur le sommet des Montagnes-Noires, à l'extrémité de la commune de Saint-Goazec. Malheureusement fort endommagé aujourd'hui, il ne se compose plus que de 9 dalles fichées en terre, ayant de 3 à 4 mètres hors du sol, se rejoignant en voûte par l'extrémité supérieure. Orienté Sud-Est, Nord-Ouest, il a 12 mètres de longueur intérieure sur 2 mètres de largeur et 1^m 80 de hauteur sous voûte.

Il est à désirer que l'un de ces deux monuments, tout au moins celui de Lesconil, soit protégé contre toute dévastation. Je sais qu'on y songe en haut lieu ; mais souhaitons que, surmontant toutes les lenteurs, une décision définitive intervienne promptement, et que la Commission des Monuments mégalithiques, dont j'ai l'honneur de faire partie, faisant droit à une demande que j'ai déposée entre ses mains, dès 1884, en fasse l'acquisition ou tout au moins en vote le classement.

Permettez-moi maintenant, Messieurs, de vous dire quelques mots d'une longue campagne de fouilles que je viens de terminer, il y a quelques jours, sur les sommets des montagnes d'Arrée, dans le canton de Huelgoat. Ce ravissant pays, si fréquenté par les touristes, outre les nombreux tumulus dont je vais vous entretenir, possède quelques beaux menhirs qu'il faudrait également classer, si on ne veut les voir disparaître, d'autant que là les carriers sont de terribles dévastateurs. Le menhir de Ker-am-peulven, en Berrien, et celui du village de Cloître, en Huelgoat, sont les deux plus beaux. Ce dernier a 9 mètres de haut. Combien de temps le ver-

rons-nous encore debout ? Quand on saura que dans le champ où il se dresse on en voyait deux autres, il y a quelques années ; n'y a-t-il pas lieu de craindre que bientôt, subissant le même sort qu'eux, il soit débité en moëllons ? Mais qu'y faire ? La Commission des Monuments mégalithiques qui voudrait préserver tous ces géants de nos landes, a les mains liées par un dispositif fâcheux de la loi édictée à ce sujet. Quoiqu'il en soit, unissons nos efforts pour les préserver de la destruction toutes les fois que l'occasion s'en présentera.

Mais revenons aux tumulus qui, quoique d'une époque moins reculée que celle des menhirs, sont encore bien éloignés de nous. Ils sont très nombreux dans le canton du Huelgoat.

Avant nous un archéologue émérite, dont j'ai eu l'honneur d'être l'ami et dont l'archéologie déplore la mort récente, Lukis, dont le nom est connu de vous tous, a exploré, il y a 5 ou 6 ans, quelques tumulus dans ces parages. Son exemple fut fatal dans le pays. Les cultivateurs, pensant que ses explorations n'avaient d'autre but que de chercher des trésors, se mirent à faire comme lui et, malheureusement, ne sachant rien voir dans ce travail, ils ont ravagé, sans profit aucun, les sépultures auxquelles ils ont touché.

Toutefois, après ces actes de vandalisme, il est resté encore à fouiller pour l'archéologue dans ce joli pays. Le labeur sans succès a vite découragé ces chercheurs de trésor, et j'ai pu dans ma dernière campagne explorer 25 tumulus dont quelques-uns de très grandes dimensions ne mesuraient pas moins de 40 à 45 mètres de diamètre sur 4 à 5 mètres de haut.

Une remarque très caractéristique c'est qu'ici les tumulus, au lieu d'être isolés, sont par groupes de 4, 5 et même jusqu'à 11 réunis sur le même plateau, toujours dans un site magnifique d'où la vue s'étend à l'infini. Ce groupement de sépultures dénote incontestablement un séjour prolongé sur place. Le pays s'y prêtait bien ; les forêts et de nombreux cours d'eau assuraient un facile approvisionnement en gibier et en poissons. Les vastes horizons permettaient de se garder contre toute surprise.

Près du groupe de tumulus de Coatmocun, commune de Huelgoat, le plus nombreux d'entre tous ceux que nous avons rencontrés, on voit des traces d'habitations et une enceinte

fortifiée circulaire, où la population du clan pouvait s'abriter, en cas d'attaque, avec son bétail et ses approvisionnements. Cette enceinte date, j'ai tout lieu de le croire, de l'époque du bronze, comme les sépultures de cet important groupe restées non violées jusqu'au moment où nous les avons ouvertes. Toutefois n'ayant pu la fouiller, étant sous culture au moment où nous nous y trouvions, nous ne pouvons l'affirmer. En pareille matière, il faut toujours être très prudent et ne pas se laisser aller à des affirmations trop absolues que l'on peut être obligé de retirer ensuite; de la sincérité et de la prudence sont deux choses dont il ne faut jamais se départir en archéologie préhistorique.

Dans ces 25 sépultures que nous venons de fouiller, nous avons reconnu la coexistence des deux rites funéraires, l'inhumation et l'incinération, quoiqu'elles appartiennent toutes à la même époque, celle du bronze. L'inhumation était en infime minorité.

Je ne puis donner ici par le menu le récit de l'exploration de ces 25 tumulus, la chose m'entraînerait trop loin. Contentons-nous d'y jeter un coup d'œil rapide. Quelques-uns renfermaient de superbes chambres funéraires dont les murailles, maçonnées à pierres sèches, supportaient de grandes tables dolméniques, énormes dalles brutes dont vous jugerez des dimensions lorsque vous saurez que certaines chambres mesuraient intérieurement 2^m 85 de long sur 1^m 80 de large. Sur le fond était déposé un plancher en bois de chêne, d'une épaisseur variant de 8 à 10 centimètres, sur lequel étaient le squelette ou les restes incinérés du défunt, ses armes en bronze et en général un vase en argile à une ou plusieurs anses, le plus souvent quatre.

Dans une des sépultures où se trouvait un squelette, celui-ci était recouvert, de l'extrémité des pieds au menton, par un linceul de cuir formé de plusieurs peaux d'animaux cousues ensemble, une seule ne suffisant pas; détail que nous n'avons vu encore signalé nulle part en Gaule et que nous consignons pour la première fois. Nous avons été assez heureux pour en recueillir quelques fragments.

Dans plusieurs tumulus nous avons rencontré des sépultures à parois également maçonnées à pierres sèches mais recou-

vertes en voûte par des pierres plates disposées en encorbellement l'une sur l'autre. Ces constructions d'une solidité imparfaite étaient souvent éboulées à l'intérieur. Dans celles-ci les mêmes soins avaient présidé aux cérémonies funéraires. Les restes du défunt étaient déposés sur un plancher ou sur un lit de sable blanc.

Enfin je termine, Messieurs, en vous disant quelques mots de plusieurs tumulus de ces groupements qui ne renfermaient aucune sépulture. Ils m'ont d'abord étonné, d'autant que je constatais qu'ils ne portaient aucune trace de fouille antérieure. Je me suis demandé quelle pouvait être la raison de cette anomalie et je suis arrivé à la conviction que c'étaient là des tumulus de souvenir, c'est-à-dire élevés en l'honneur de guerriers morts dans quelque expédition et dont les corps n'ont pu être recueillis pour être inhumés au milieu du clan avec les honneurs qui leur étaient dûs. Pieux et touchant usage qui s'est perpétué jusqu'à nos jours, dans notre vieille Armorique. Ne voit-on pas, en effet, dans nos cimetières du littoral, dresser encore aujourd'hui des croix à la mémoire de marins morts au loin et dont les restes n'ont pu être ramenés au pays.

P. DU CHATELLIER.



NOTES ÉTYMOLOGIQUES

I

A propos des Ossismi.

Il y a des noms de lieux qui portent en eux-mêmes la marque du peuple qui les a imposés. Tels sont les noms composés. Ceux en *dunum*, par exemple, remontent aux Celtes, comme ceux en *burg* aux Germains, en *ton* aux Anglais, en *polis* aux Grecs, en *certa* aux Iraniens, en *grad* aux Sud-Slaves, en *var* aux Hongrois, etc. Lorsque ces peuples les ont donnés, ils étaient arrivés à un état de civilisation assez avancé, et leurs langues étaient depuis assez longtemps séparées de la langue-mère pour avoir pris une consistance spéciale. Mais il n'en a pas toujours été ainsi, et beaucoup de noms de lieux ou de peuples se rapportent, même chez les civilisés, à des époques où la civilisation ne les avait pas encore touchés, ou bien où l'on était encore très près de la langue-mère. On verra tout à l'heure les conséquences que l'on peut en tirer. Donnons d'abord des exemples de ces variations linguistiques.

On sait que le mot fils se prononce *mac* chez les Gaëls, *map* chez les Bretons, et qu'en composition, chez les Gallois notamment, l'*m* initiale tombe et le mot devient *ap*. La même racine donnera donc Maki chez les uns, Mapi chez les autres, et les Api seront parfois aussi le même peuple, c'est-à-dire que leur nom aura la même signification linguistique.

Or, je suis convaincu qu'à l'origine, le nom sous lequel un peuple se désignait était un mot vague, une racine primaire,

ce qui existe, les hommes, le peuple, et par extension le pays habité par ce peuple. Si ce peuple habitait à l'origine la montagne, il donnera à cette racine primaire le sens de montagne, et nous aurons ainsi le grec *oros* ; s'il habitait à l'origine la ville, la racine voudra dire ville, et nous aurons le chaldéen *ourou*.

Quand ces hommes entrent en contact avec d'autres peuples, ils continuent à se considérer comme les hommes par excellence, avec une nuance de supériorité, qu'indique le renforcement de la racine par le doublement de la consonne. Les hommes qui sont au-dessus des autres, le sont parce qu'ils habitent la montagne (d'où le latin *altus*, haut, le nom propre de montagne Alpes), ou parce qu'ils sont plus considérés (allemand *alt*, âgé), ou parce qu'ils sont magistrats (grec *archon*, *polèmarchos*, etc.). Le vieillard étant blanc, la racine prend ce sens, en latin *albus* ; la forteresse étant au-dessus de la ville, s'appelle *arcis* en latin, et de là vient l'idée de protection, *arcus*, l'arc, une arme, *arceo*, je protège ; la forteresse s'appelle en grec par interversion des lettres *acros* (Acropolis, la ville haute) ou *astu*. Donc *altu*, *alpu*, *albu*, *arku*, *acru*, *astu* sont une seule et même racine dont les sens se développent et s'enchaînent dans les diverses langues pour aboutir à des contradictions apparentes. Car ce même *altus*, *artus*, qui a le sens de haut, a aussi le sens de creux, dans le latin *portus*, port, dans le celtique *ritum*, gué (pour *prutum*), dans le latin *prof* (*undus*), profond.

Donc, si nous trouvons deux peuples qui s'appellent *Arii*, n'en concluons pas que l'un est une colonie de l'autre, ni même qu'ils parlent la même langue, ce mot étant un mot de la langue-mère, concluons tout bonnement qu'ils sont au même degré de civilisation, où les peuples non compliqués expriment par des racines primaires un état de choses très simple.

Et maintenant, partons en expédition.

Sur la frontière occidentale de leur empire, les Egyptiens ont connu de bonne heure un peuple appelé Masa, peuple nomade à civilisation très rudimentaire. Or, Masa dans la langue berbère, signifie homme ; renforcé par l'addition d'un préfixe, il donne Amazig, Tamahou, les hommes par excel-

lence : c'est le nom que se donnent les Berbères-Touaregs. Pour le moment, ne retenons que Masa. A l'est de ce même empire égyptien, se trouve le domaine de Mes, fils d'Aram, fils de Sem, dans l'Arabie désertique. Enfin, au nord du monde grec, les Moesi en Europe et les Mysi en Asie (les Grecs mettent *oi* là où les Latins mettent *o e*, et *u* là où ils mettent *y*), représentent la même racine et le même état primitif de civilisation. Nul en effet, je pense, ne dira que la même langue a pu être parlée dans l'Afrique du nord, l'Asie occidentale et l'Europe sud-orientale, si ce n'est lorsque cette langue était encore très voisine de la période d'unité linguistique.

Nous savons que le pays où vivaient plusieurs de ces peuples leur emprunta son nom par l'addition d'un suffixe, on eut ainsi la Moesia, la Mysia, la Mesena, sur les bords de l'Euphrate ; la Massovia (en allemand Masau), dans l'Europe orientale ; ou bien le suffixe servait à allonger le nom du peuple, Hérodote connaît en Afrique les Maxues, les Egyptiens parlent des Mazaïou (qui correspondraient à un latin *Mazaci*), les Mashouasha, *asha* semblant désigner les hommes, ce qui aboutit à une tautologie (les hommes de Mash, c'est-à-dire les hommes hommes). Mazaïou et Mashouasha sont d'ailleurs dans le même rapport qu'Achoei et Achaïouscha. On trouve encore en Afrique les Massuli, les Massaesulii, chez lesquels la consonne est redoublée par suite de variantes dialectales, enfin les Mastieni chez lesquels la consonne s'est fortifiée.

Une autre variante dialectale, qui a pour résultat de présenter le même mot sous une forme différente chez d'autres peuples, sans en modifier le sens, qui reste toujours celui de peuple par excellence, puis devient le peuple ancien, le peuple en retard, non civilisé, qui habite la montagne ou le désert voisin, s'applique au pays où vit ce peuple, puis s'allonge d'un suffixe pour désigner l'habitant de ce pays. C'est ce qui s'est produit lorsque tombe l'*m*. Nous avons alors Asia, nom ancien de la partie occidentale d'un continent, étendu bientôt au continent tout entier, habitée par des Asi ou Asa, par un analogue d'Us, autre fils d'Aram, fils de Sem (on sait que dans les langues sémitiques les voyelles n'existent pas dans l'écriture, et peuvent par conséquent se confondre). En doublant la consonne, comme ci-dessus, nous avons les Osci, anciens

habitants de la Campanie, en ajoutant l'*asha* égyptien, les Uashashau qui attaquent l'Egypte au ^{xv}^e siècle a. C., en allongeant la voyelle *a* et en ajoutant la désinence *oni* les Ausoni, autres habitants primitifs de l'Italie centrale. Voilà donc As, Asia, Auson, Ausonia ; le nom s'allonge indéfiniment, on le voit.

De même que tout à l'heure Masa aboutissait à Mastieni, Asa aboutit à Ostimii, et c'est la même forme qu'Ossismi. Mais cela ne veut pas dire que les Ossismi se rattachent à l'Asia plutôt qu'à la Moesia. Il y a là de pures différences dialectales. Tout à côté, un autre peuple celte s'appelait peut-être Masismi.

Mais la conclusion à tirer, c'est qu'au ¹^{er} siècle avant notre ère, les habitants du département du Finistère portaient encore un de ces noms vagues remontant à l'époque ancienne, et que s'il avait une signification, ce ne pouvait être que celle de peuple au-dessus des autres, comme plus septentrional, plus montagnard, plus sauvage. noms assez connexes, mais cependant commençant à se différencier dans le milieu plus civilisé qui les entourait.

En effet, pas bien loin d'eux, voici en Espagne avec une désinence un peu différente des Astures (*ures* au lieu de *imi*), ceux-là sauvages montagnards, plus au Sud en Afrique les Austuriani. (Astures donnent leur nom à Asturia, et plus tard Asturia les fait appeler Asturiani : encore un allongement).

La racine *asa* sous cette forme ou sous celle de Masa, n'est pas d'ailleurs la seule qui ait été usitée par les peuples primitifs pour désigner l'agglomération qu'ils composaient ; Asia se trouve compris entre Aria à l'Est, Apia à l'Ouest, et celle-ci à au Nord un Achia qui en diffère dans la mesure où *map* diffère de *mac*.

Nous ne connaissons pas les Ari, mais nous savons qu'Aria est le nom ancien de la Médie, que les peuples qui l'habitaient, les Arii, nous ont fourni le nom sous lequel on a longtemps désigné les Indo-Européens primitifs, les Aryas. Puis le pays des Arii s'est appelé Ariana, et nous l'appelons aujourd'hui l'Iran, ou Ariaka, et nous l'appelons Irak (Arabi et Ajémi). Ce nom d'Aria, appliqué au pays, ou d'Arii appliqué aux habitants, nous le retrouvons en plusieurs endroits ; Aria est le

nom ancien de la Thrace, il y a des Aarii au temps de Tacite dans la Germanie orientale, Strabon appelle l'Irlande Iria et les traditions du pays nous montrent installé dans le nord du pays un héros éponyme du nom d'Ir.

Apia est le nom ancien du Peloponèse qui le tire d'un roi éponyme d'Argos, Apis.

Akia ne nous est parvenu que sous la forme secondaire d'Achaii et d'Achaia, peuple et province de la Grèce, qui fut connu des Egyptiens sous le nom d'Akaiousha, dont j'ai déjà expliqué la formation. Les Achai sont bien connus dans l'histoire grecque, Achaïos est un des frères d'Ion, et les Achéens sont un des deux grands noms (l'autre est Danaens) sous lequel sont désignés les assiégeants de Troie.

Comme Asa, nous voyons Ara, Apa, etc., renforcer ou doubler leur consonne. De là les Artaei, nom que portaient primitivement les Perses, etc.

Il existe encore une autre manière de modifier ces mots sans en altérer le sens, c'est d'aspirer la voyelle devenue initiale en y ajoutant un *c*, *k*, ou *ch*. Les auteurs grecs sont en effet d'accord sur l'identité d'Aluba et de Chaluba par exemple. Nous avons donc ainsi : avec *as*, Chus, fils de Cham, les Cossaii de la Perse méridionale (on a ainsi dans un petit espace trois variantes dialectales, *chus*, *us* et *mes*), avec *ar*, Caria et Carii, pays et peuple de l'Asie mineure (les Cari d'Europe ont donné naissance à la Carélie russe et à la Carélie grecque) par adjonction d'*elia*, qui veut dire ici pays, comme je le rappellerai plus loin, Cari cessant d'être un nom général pour devenir un nom particulier à une tribu.

Ces Cossaei ou Cissii, les historiens n'hésitent pas à y voir un même peuple avec les *Chaldaei* que la Bible appelle Casdim, avec les Carduchi, avec les Cépheni, les uns habitant des montagnes au Nord du Tigre, les autres ancêtres mythiques des Perses.

Bien d'autres racines pourraient être ainsi étudiées. On verrait alors l'identité des Ligures et des Sicules (ce qui nous donne l'identité du dieu gaulois Lugus et du dieu germanique Sieg (jadis Segos), des Ligures et des Liggonos ou Lingones (de Langres), des Phrygii et des Franci, des Sabini et des

Libui, tous noms signifiant d'abord les hommes, puis les nobles, les forts, les libres, les sages, les puissants, etc.

Je voudrais maintenant passer aux noms de lieux : j'ai dit en effet que chaque peuple appelle *le pays* le territoire qu'il occupe et lui donne son nom ; il en était encore ainsi dans l'Irlande du VIII^e siècle p. C., où le mot *tuath* désigne à la fois l'ensemble des familles qui occupent un territoire donné et les terres qui composent ce territoire. Donc les premières villes bâties par les premiers hommes, les premiers campements des sauvages s'appelleront simplement la ville, et ce mot sera le même que celui qui précédemment voulait dire le peuple.

Je ne connais point de ville qui réponde à *Asa*, mais quand nous arrivons à *Ar*, les noms abondent, *Aria*, l'Hérat actuel, Ourou ville chaldéenne, bien connue par le séjour d'Abraham, appelée *Ur* dans la Bible, *Ira*, forteresse de Messénie, *Iria*, aujourd'hui (Vogh) *Era* en Italie, *Iria* en Espagne, *Uria* aujourd'hui *Oria* dans l'Italie méridionale ; *Ap* ou *Ab* donne *Hippo* ou *Vibo*, nom parfois allongé d'une désinence (*Hipponium*, *Vibona*) ou d'un adjectif (*H. Zarutos*) aujourd'hui *Bivona* en Italie, *Bône* et *Bizerte* en Afrique. Notons en passant que cet *Hippos*, qui veut dire en grec cheval, a pour équivalent le persan *aspis*, tandis qu'en grec *aspis* signifie un bouclier. Le sens général est évidemment celui de protection ; un fantassin grec a pour protection son bouclier, un cavalier persan cherche son salut dans la rapidité de son cheval. *Hippo* et *Aspis*, autre ville d'Afrique, expriment une idée de protection qui n'a rien à voir avec le cheval ou le bouclier.

Ce sont ces mots de *ara*, *aria*, etc., qui plus tard sont devenus synonymes de villa, propriété close, et nous ont valu par exemple en Italie les nombreux dérivés en *aros* ou *ara*, *Catanzaro*, la terre de *Catantius*, etc., et en France les dérivés en *ière*, la *Bérardièrre* ou terre de *Bérard*, etc.

Du mot *ara*, etc., il faut rapprocher ceux où l'*r* est remplacé par un *l*. On sait en effet que le suffixe *ulum*, *olum*, *elum*, parfois avec redoublement de la consonne, se traduit aujourd'hui par *elo*, *ello*, *ela*, *ella*, *oli*, *ola*, etc., et termine souvent des noms de lieux, avec le sens de village appartenant à tel peuple, ou domaine appartenant à tel individu, tel *Ascoli*, l'ancien *Asculum*. Mais il existe aussi seul, sans entrer en

composition. Tels sont les noms des villes d'Elea dans l'Italie méridionale, appelée parfois avec aspiration Velia, et Ilion, un des noms de Troie dont on prétendait que le nom voulait dire ville fondée par Ilos.

On pourrait multiplier à l'envi ces exemples, montrer avec des variantes dialectales cette même racine *ola*, pourvue en Italie de quatre ou cinq lettres initiales différentes, Mola, Nola, Pola, etc..., de même qu'on y trouve Cosae (1), Pisae, etc. Barium, Cures, Caere, etc., etc.

C'est encore ce même caractère de racine élémentaire qui fait que nous trouvons ce mot appliqué à des montagnes, le mont Casios sur la frontière est de l'Égypte, le fleuve Iris dans l'Asie mineure. C'est le mont par excellence, la rivière par excellence, la seule ou la principale que connaissent ses riverains. De là cette racine peut prendre dans la langue un sens différent : *iris* voudra dire rapide, *casius* élevé, parce que c'est la caractéristique d'une rivière d'être rapide, d'un mont d'être élevé. La racine *sab* que M. d'Arbois de Jubainville proclamait ligure dans Sabis, la Save; Sabra, la Sèvre; Sambra, la Sambre; Sabrina, la Severn, et à laquelle il donnait le sens de ce qui penche, ce qui tombe, ce qui court, ce qui sort, ne l'a qu'appliquée à une rivière, parce que toutes ces expressions sont des épithètes nécessaires d'une rivière. Plus tard, le mot se fixant dans la langue prendra cette signification, mais il ne l'a pas à l'origine, et *Sab* dans le nom de peuple Sabini, ne veut probablement pas dire les coureurs, pas plus que le nom du peuple voisin Ombri : cela veut dire le peuple du pays, comme *Sab* est la rivière du pays.

Je conclus brièvement : 1° Neuf fois sur dix, les noms de peuples n'ont pas de sens précis, ils en prennent un lorsque la langue se fixe, et alors on invente une anecdote pour l'expliquer. Il en est de même des noms de lieux non composés. Lorsque Alba a perdu son sens de ville en latin devant Urbs (Urbi), pour prendre le sens de blanc, on invente la légende de la truie blanche sacrifiée par Enée, sur son emplacement.

(1) Cosae, autrement Cossa, est aujourd'hui Anse (donia), formée comme Manfredonia, la ville de Manfred, et dont le *C* initial est tombé pendant que l'a s'allongeait d'une nouvelle consonne.

Les noms composés eux-mêmes ne le sont souvent qu'en apparence, et sont des noms allongés ; lorsque Alba est devenu un nom propre de signification inconnue, on l'a appelé Albano, comme qui dirait la ville d'Alba, mais en un sens tout différent de celui où nous disons Constantinopolis, la ville de Constantin, quoiqu'on ait peut-être inventé un bâtisseur fabuleux, un Alba quelconque, comme on a inventé Capus pour Capua. Il en est de même de Uria, analogue, dit Strabon, à Veretum, etc.

2° Une ville qui porte le nom d'une autre n'est pas nécessairement fondée par un peuple parlant la même langue, j'entends une langue arrivée à un état normal de développement. Pisae d'Italie n'est pas nécessairement une colonie de Pise d'Elide. Megara de Sicile est, disent les historiens, une colonie de Megara de Grèce ; si nous n'avions leur témoignage et si le fait ne se passait à une époque assez rapprochée de nous (le VIII^e siècle a. C.) nous pourrions en douter, car Megara est le nom d'un quartier de Carthage, Macaria et Macaris sont deux noms anciennement portés par les îles de Chypre et de Crète. Est-il phénicien ? Mais la racine *Meg* qui nous a donné le grec Megas et le latin Magnus est aussi bien indo-européenne que sémitique. Megara opposée à Carthage à Bursa, la citadelle, veut-elle dire la grande ville, celle qui s'étend ou du moins peut s'étendre, la ville par excellence à un stage de civilisation où la ville par excellence n'est plus la citadelle, l'Argos grec, le Bursa phénicien, la ville forte, mais la ville large, la ville étendue ; Chypre et Crète étant les deux grandes îles du pays, on comprendrait fort bien ce sens. Il s'ensuit que la Grèce a pu être phénicienne de civilisation sans avoir été à proprement parler colonisée par des Phéniciens, mais simplement par des peuples à développement parallèle.

De même les Aestyi que Tacite connaît dans la Baltique et qui ont donné leur nom à l'Esthonie ou les Histrii de l'Istrie, voisins les uns et les autres de Venèdes (Wendes) ou de Venètes (Venise) ne sont point des frères de nos Ostimii ou Osismii, parlant la même langue qu'eux. Ils sont leurs frères en tant qu'hommes, ils le sont aussi en tant qu'ils étaient à cette époque faiblement civilisés, puisqu'ils continuaient à se désigner sous un nom vague et une racine primaire. Nos Osismii

ne sont donc pas, par le fait seul de la ressemblance des noms, la colonie des uns et la souche des autres.

II

Le mot Léon.

On a souvent fait venir ce mot du mot *Legio*, et beaucoup en ont conclu que les Romains y avaient laissé des traces plus considérables qu'ailleurs d'un séjour qui y aurait été plus prolongé. Or, il est facile, en inspectant les noms de lieux, comme je l'indiquerai tout à l'heure, de se rendre compte que nulle part la Bretagne n'a gardé à ce point de vue moins de traces de l'occupation romaine. Il faut chercher ailleurs. Or j'ai remarqué récemment que l'ancien nom français du Léon, Léonois ou Loenois, était porté au XIII^e siècle par la région de l'Ecosse voisine d'Edimbourg et que l'on appelle aujourd'hui le Lothian. Si l'on veut bien remarquer que le Lothian fait partie du pays des *Damnii* et se trouve au Nord des *Cornovii* occupant le *Corisopitum* anglais, on n'hésitera pas à y voir notre Léon, faisant anciennement partie de la *Domnonée* et ayant au midi la Cornouaille, capitale *Corisopitum* ou *Quimper*. Deux autres régions de la Grande-Bretagne nous offrent ce même spectacle : le Cornwall, à l'ouest du Devon, ancien pays des *Dumnonii*, et au midi du Léon dont le nom se trouve dans *Caerleon*, la ville de Léon, mal à propos nommée par quelque moine antiquaire *Urbs Legionum*, et les *Cornovii* de Chester au Sud de *Carleol* ou *Carlisle*. Or ce dernier nom nous donne la clef du problème : c'est l'ancien *Luguvallum*, la forteresse de *Lugos*, nom d'un dieu celte, porté à son imitation par des rois du pays. *Lugos* ou *Lugus*, avec l'addition du suffixe *dunum*, forteresse, a notamment donné en Gaule *Lyon* et *Laon*, qui sous son ancienne forme *Loon*, se rapproche encore davantage de notre *Loenois*. Léon, nom d'une ville et d'un pays de l'Armorique, comme de trois villes et d'un pays de l'Espagne septentrionale (*Lucus Asturum*, aujourd'hui *Oviedo*, *Lugo* et Léon) veut donc dire la ville ou le pays de *Lugos*, et

non de la légion : c'est un mot celte, plus tard confondu avec un mot latin de consonnance analogue, et suivant alors parfois les destinées phonétiques de celui-ci.

III

Les noms de lieux en Bretagne.

Si l'on voulait arriver à déterminer en Bretagne les diverses influences qui ont contribué à la formation de notre race, rien ne serait plus utile que cette étude, poursuivie sur les bases que j'ai déjà indiquées au Congrès d'Ancenis ; mais pour la statistique dont j'ai parlé, il faudrait posséder des dictionnaires topographiques que nous ne possédons pas encore pour nos cinq départements. Je me bornerai donc à quelques sondages opérés de ci, de là.

Quand on étudie les noms de communes du département du Finistère, on voit que l'énorme majorité remonte à l'époque de l'invasion bretonne. Les Bretons y ont donc trouvé ou y ont fait place nette, table rase, pour y reconstruire ensuite.

Les noms en *Plou*, *Lan*, *Tré*, *Loc*, dont le sens est bien connu, y sont fort nombreux. Les noms communs, de signification purement bretonne, comme Quimper, confluent, Quimperlé, Concarneau, havre de Cornouaille, etc., y sont nombreux. Plusieurs communes portent un nom de saint, non précédé du préfixe *lan* ou *loc*, comme Saint-Evarzec, Saint-Thégonnec, Saint-Thurien, etc., par conséquent arrangé à la française, mais ces saints eux-mêmes sont des saints bretons pour la plupart ; je ne sais s'il y a plus de deux ou trois exceptions, Saint-Honoré, Saint-Sauveur, etc.

Les noms de l'époque féodale se réduisent à Châteaulin, Châteauneuf, Pont-l'Abbé, Pontcroix, etc. Je ne connais pas de nom qui remonte sûrement à l'époque celtique. L'époque romaine n'est guère représentée que par deux noms, qui sont des noms de domaine : Pomaretum, domaine où il y a des pommiers, en français la Pommeraye, prononcé par les Bretons Peumerit, et Brittiacos, le domaine de Brittios, prononcé

Briec. (En dehors des noms de communes, il faudrait ajouter Buxetum, lieu planté de buis, d'où dérivent Buzit, en français la Boissière, nom de village ou de ferme assez répandu.) Pour Beuzec, Gouézec, la question est moins claire, rappellent-ils le nom d'un saint ou d'un propriétaire du pays ? Est-ce un Lan-Beuzec dont le préfixe est tombé ? Est-ce un Bodiacos ou Vodiacos, domaine d'un Bodios ou Vodios ? Je ne sais si l'on peut se décider avec certitude pour l'un ou l'autre sens. Que saint Budoc soit le patron de nos trois Beuzec, cela ne prouve pas grand'chose, on a fort bien pu donner comme patron à la paroisse un saint dont le nom se rapprochait du sien. Je dirai la même chose de Riec : s'il s'agit de Saint-Riec, pourquoi le préfixe qui a subsisté dans la commune voisine de Lanriec a-t-il disparu ici ? D'ailleurs *Riec* pour un ancien *Rioc* n'est-il pas le Rieux du pays gallo (comme *Brioc* a donné Briec), et Rieux ne dérive-t-il pas aux yeux de beaucoup de l'ancien Duretia. *Riec* serait peut-être alors un mot gaulois.

Je passe aux sondages. Afin de prendre une idée approximative de la répartition des noms de lieux en Bretagne, j'ai relevé soit sur la carte de l'état-major, soit dans les anciens aveux, un certain nombre de noms de villages ou de domaines, aux environs d'Antrain, de Guichen, de Sion, de Cornuz, de Redon, de Messac, de Dol, de Ploërmel, de Campénéac, afin d'atteindre un peu partout, à des distances variables de la frontière, la zone mixte où ont été parlées les deux langues. J'ai fait le même dépouillement pour une région purement bretonne, le pays de Belz. Voici les résultats. Dans cette dernière région, j'ai relevé 77 fois le préfixe *Ker*, plus 1 *Cozker*, 5 fois le préfixe *Bot* en composition, plus 1 *Bot* de construction récente, 2 *Loc*, 1 *Plou* (Plouharnel), 5 noms de saints, Saint-Guenaël, etc., 1 *Prat*, 2 *Lan* (Lanhouarn et Lango ?), 2 *Lis* (le Lisse ? et Lisveur), 1 *Magoer* (Magourin), 2 *Ty*, plusieurs noms communs, Coadic, Penhoet, Ganguis (le Plessis), Puzic (la Boissière), Ménéques (pour Menech, manoir), et 15 ou 16 noms sur lesquels je n'ose me prononcer, Etel, Belz, Crubelz.

Passons au pays gallo. Le nom le plus fréquent, c'est un nom propre, de forme française : Beuscher, Thebaud, Dauphin, Sarrasin, Bonnier, Diacre, Buffard, Provost, Tripaud,

Tournier, Géraud, Rouaud, suivi de la désinence *aye* ou *ais*, puis viennent les mêmes noms ou des noms analogues : Hernaud, Guesdon, Vesque, Havard, Guichard, Rohard, Crochard, Chat, Poisson, Bourgon, Guinemer, etc., suivis de *erie* ou *ière* (noms qu'il n'est pas toujours facile de distinguer de certains noms communs, la Bergerie pouvant être la maison de Berge, tout autant qu'une bergerie). Ensuite viennent les noms qui remontent à l'époque romaine, formés d'un nom propre latin et du suffixe *acus*, devenu *é* ou *y* en pays français (j'entends par là la zone où jamais ne s'est parlé le breton) et *ac* dans la zone mixte, Corbigné, la terre de Corvinus, Sévignac, de Sabinius, Martigné, de Martinus, trois gentilices dérivés de Corvinus, Sabinus et Martinus. Après eux, je place les noms composés avec des préfixes, soit bretons, *Lan*, *Ker*, soit français, Ville, Val, Plessis, Bois, Pont, Breil, Touche, Cour, Porte, Roc, Rues, Més, etc., suivis d'un nom propre. Enfin viennent les noms communs, la Chêze, la Motte, la Forêt, le Hamel, le Châtellier, l'Etang, l'Abbaye, la Vairie, la Coudraye, la Châtaigneraie, sous la réserve indiquée ci-dessus, en faveur de ces derniers, Châtaigner étant parfois un nom propre. Voici les résultats.

Environs d'Antrain : 40 *ais*, 11 *erie*, 14 *ière*, 9 *é* (Corbigny ou Corbigné, Bréquigny ou Bréquigné, Juillé, Parigné, Chevigné, Martigné, Chauvigné, Marcillé et probablement Tremblay); 1 *Més* (Mésandré), 4 *Ville*, 1 *Bois* (Boisbaudry) et 3 noms communs. Il faut ajouter aussi quelques saints et quelques chapelles.

Environs de Guichen : 18 *ais*, 11 *ière*, 3 *ac* (Baulac, Bossac et Cohignac), 1 *ville*, 1 *lande*, 5 noms bretons (Traveuzot, Trébehec, Glanret, Lampastre, Caffort), 28 noms communs.

Environs de Sion : 13 *ais*, 5 *ière*, 2 ou 3 noms bretons (Trégouet, Catfour et peut-être Coetoux), 17 noms communs.

Environs de Cornuz : 2 *ais*, 4 *ère*, 1 *é* (Chavigné), 1 *cour* (la Cour Hernaud), 7 noms communs.

Environs de Redon : 14 *ais*, 1 *airie* et 1 *ère*, 1 *ac* (Rohignac), 6 noms bretons (Lanruas, Trécouet, Couespel, Coatmeret ou Gouemeret, Bréhail et Bahurel), 29 noms communs.

Environs de Pléchâtel et de Messac : 33 *ais*, 8 *ière* et 2 *erie*, 4 *ac* (Mainteniac, Messac, Sévignac, Lingueniac), 6 *ville*,

1 *breil* (le Breil Hardy), 13 noms bretons (Couacon, Couegromet, Brémalin, Bréhal, Branlade, Branfeul, Trélan, Tréguily, Tréhel, Pléchâtel, le Carefou et le Caraulay), 16 noms communs.

Environs de Dol : 12 *ais*, 13 *ère* et 1 *erie*, 8 *ac* (Epiniac, Meillac, Carlac, la Boussac, Blossac, Québriac, Rohiac, Ersac (1), l'Aunay Baudouin, 8 *ville*, 6 préfixes (la Ville Guillaume, la Ville Amaury, la Ville ès Brune, la Ville Poulet, Morin, Grohain, Main) et un suffixe (Cateville), la Lande Huan, 14 noms bretons (Plorec, Trémeheuc, Trémaudan, Trémigon, Lanhélen, Lanrigan, Ros Landrieuc, Cuguen, Plerguer, Baguer Morvan et Pican, Doledic, Carfentin, Ergay (2), Dol).

Environs de Campénéac : 2 *ais*, 1 *ac* (Campénéac), 5 *ville*, 2 noms bretons (Brambelay et Carban) et 4 noms communs.

Environs de Ploërmel : 2 *ais*, 2 *ac* (Boyac et Guillac), 23 *ville*, plus Malville, la Porte Bargau, 9 noms bretons (Trébénio, Trémaudu, le Trémy, Travoléon, Brango, Brangolen, Brého, Gourherélet et Crancatel), 13 noms communs, 1 *val*, 1 *roc*, 2 *rues*.

Ce ne sont là, on le comprend, que des indications. J'ai laissé de côté les noms gaulois, peu nombreux, les noms assez insignifiants quoique composés (Montaigu, Rochefort, Belleville, Folleville, Richebourg), les noms bretons ne contenant pas un nom d'homme (le *Bé*, à Messac, Quehuec, à Campénéac, le Bezic et le *Bot* à Redon, 2 Cleux, 1 à Messac, 1 à Redon, le Courrouet et le Robmaur à Guichen). Beaucoup d'autres me parvenaient sous une forme altérée ou qui m'était étrangère, par exemple à Ploërmel : Réompont, Roblin, Rehel, Barbotin, Rousouse, Fressol, Solraham, Blond, Bézon, Monttertôt, Morgan, le Marfaraud, Morfouesse, le Rosé. Leur nombre, on le voit, n'est pas considérable. Cet essai de statistique peut donc avoir son utilité.

Ch. DE LA LANDE DE CALAN.

(1) Plus 2 *é*, Dingé et Listré.

(2) On remarquera que près de Dol, comme auprès de Quimper, il y a un Kerfuntun : (Carfantain) et un Ergué (Ergay).



COLLIERS CELTIQUES

Comment ces objets sont parvenus jusqu'à nous.



Les Ligures et les Ibères ont précédé les Celtes dans notre pays, mais avant eux la Gaule était habitée par un peuple que nous ne connaissons pas et dont nous ignorons l'origine.

Il est possible que c'est à ce peuple qu'il faille attribuer l'érection des monuments mégalithiques dont on retrouve des spécimens dans l'ancien et même dans le nouveau continent.

Quand la Tartarie ne put nourrir les Aryas devenus trop nombreux, différentes tribus se divisèrent en divers sens et quelques-unes s'avancèrent vers l'Occident, non d'un seul bond, mais successivement, cherchant des terres et un climat favorable pour y planter leurs tentes. C'est ainsi qu'après avoir traversé l'Asie, les peuplades Celtes se répandirent sur l'Europe, couvrant le pays qui s'étend depuis le haut Danube jusqu'au Rhin. Un peuple hanté de l'esprit de conquête ne s'arrête pas facilement.

Le beau pays occupé par les Ibères, dont la puissance s'étendait jusqu'au Rhône, ne pouvait qu'exciter les convoitises de ces tribus guerrières : les Celtes continuent leur marche en avant, traversent le Rhin, envahissent la Gaule, repoussent les Ibères en Espagne et font la conquête de cette péninsule. L'Océan lui-même ne parvient pas à les arrêter ; car quelques siècles plus tard ils s'emparent de la Grande-Bretagne et de l'Irlande.

Quand les Celtes eurent bien établi leurs assises dans la Gaule, ils purent avec l'intelligence qui caractérise leur race

se livrer tranquillement à l'agriculture et acquérir un certain degré de civilisation.

Ils étaient gouvernés par des chefs toujours prêts à la guerre, mais soumis eux-mêmes à l'influence des Druides, qui étaient leurs prêtres, leurs savants et leurs juges.

Cette caste d'initiés avait rapporté de l'Orient des connaissances profondes, et il semble que l'on s'est fait longtemps une idée fausse du degré de civilisation à laquelle elle était parvenue.

Si le peuple était généralement ignorant, les Druides possédaient une science incontestable. Les historiens et les philosophes grecs et latins ne laissent aucun doute à cet égard. Sous les premiers rois de Rome, Avaricum était déjà une cité florissante. César déclare qu'ils étudiaient les astres, leurs révolutions, l'étendue du monde et des terres, la nature des choses, la force et la puissance des dieux immortels. De même que chez la plupart des peuples de l'antiquité, la religion druidique avait deux faces, l'une extérieure, populaire et superstitieuse; l'autre intérieure, secrète et savante. Aussi Pline les appelle les mages de l'Occident; malheureusement ils considéraient comme un sacrilège de confier leurs préceptes à l'écriture, de sorte qu'il sera à jamais impossible de connaître d'une manière certaine l'étendue de leurs connaissances qui devaient être très avancées. Cicéron lui-même trouvait un extrême plaisir à converser avec Divitiac, chef des Eduens et membre du collège des Druides.

Maintenant comme ce modeste opuscule n'a pour but d'entretenir le lecteur que d'une province de la Gaule, nous allons y revenir directement et tâcher de retracer l'histoire de divers objets qui constituent un important monument de l'histoire de l'Armorique devenue par la suite la petite Bretagne. Je serais heureux de pouvoir jeter un rayon de lumière sur les bijoux celtiques parvenus jusqu'à nous à travers tant de siècles et gardés religieusement même de nos jours par les populations bretonnes. Jedis, conformément à l'usage, bijoux celtiques, puisqu'ils nous sont parvenus par l'entremise de cette race, quoique une partie de ces objets précieux aient une origine orientale.

C'est de la période Phénicienne en effet que datent les magnifiques colliers en grains de verre et de terre émaillés finement

travaillés et qui ne dépareraient pas encore maintenant les vitrines de nos plus célèbres bijoutiers. Mais avant l'arrivée de ces habiles navigateurs, les chefs gaulois aimaient déjà à se parer de colliers et de bracelets d'ambre, les druides de colliers en callais, agate, onyx, calcédoine, jaspé, etc. Ces bijoux remontent à un temps si reculé qu'on les retrouve dans la plupart des monuments mégalithiques. Ces ornements celtiques étaient souvent très massifs, et les immenses colliers en grains d'enflage, portés fièrement par les guerriers gaulois, devaient sembler bien lourds aux belles gauloises ; aussi les nouveaux bijoux égyptiens et phéniciens ont dû obtenir immédiatement une grande faveur auprès d'elles. Le cristal de roche, artistiquement travaillé, remplaçait à cette époque sans trop de désavantage les rivières de diamants de nos jours. Ces grains d'enflage se retrouvent aujourd'hui partout. Dès qu'une fouille intéressante est entreprise, on les voit sortir du sol ; ce n'est pas seulement en France que le fait se produit, mais en Angleterre et pour les grains phéniciens en Italie, en Sardaigne, en Tunisie et en Algérie, et aussi en Espagne où les Carthaginois ont fait un long séjour, attirés par les riches mines d'or et d'argent de ce pays, mines qu'ils ont exploitées non superficiellement mais scientifiquement, de manière à ne laisser que peu à glaner à leurs successeurs.

On connaît parfaitement aujourd'hui les rapports intimes qui ont existé entre les égyptiens et les phéniciens ; on sait également combien ces derniers doivent à l'antique civilisation des Pharaons. Les transactions entre les deux pays étaient d'autant plus actives que le caractère des deux peuples était différent ; les premiers restés foncièrement agriculteurs, malgré de nombreuses guerres entreprises pendant une si longue période de siècles, les seconds toujours commerçants et essentiellement trafiquants.

Les Phéniciens, peuple éminemment apte à la navigation, n'ont pas tardé à porter leurs produits jusqu'aux limites les plus reculées et à établir des comptoirs, des factoreries dans toutes les parties du monde alors connu.

Utique devient une cité des plus florissantes ainsi que Carthage, la puissante rivale de Rome, mais la Méditerranée ne suffit pas à ces intrépides marins ; bientôt leurs navires gagnent

l'Océan, remontent les côtes de l'Espagne et de la Gaule, visitent la Grande-Bretagne et les rivages de la mer Baltique. On devait voir plus tard, au moment de la découverte du Nouveau-Monde, les Espagnols inonder de leurs verroteries le continent Américain, de même aussi les Carthaginois apportèrent une ample provision d'objets de même genre destinés aux échanges sur leur route aux pays de l'étain et de l'ambre. Les géographes anciens nous ont conservé le nom de Corbilo, ville située vers l'embouchure de la Loire, comme un de leurs principaux marchés. Ils n'arrivaient pas les mains vides et l'étain ainsi que les richesses du pays étaient échangés contre les perles en verre et en terre émaillée qu'ils ont répandues dans toutes les contrées où ils ont pénétré, perles que l'on retrouve partout en Asie mineure, en Grèce, dans le Latium, dans les décombres des premiers villages bâtis sur l'Aventin et le Quirinal, de même que dans les tombes de Préneste et Helveto-Burgonde.

Mais bientôt une puissance bien autrement redoutable va faire irruption en Gaule et effacer complètement le nom des Phéniciens et des Carthaginois de la mémoire de nos ancêtres. Les Romains ont détruit Carthage, anéanti sa marine, et leurs légions viennent jusqu'aux extrémités de l'Armorique, soumettre ce vaillant petit peuple venète qui a osé se mesurer au terrible conquérant et qui eût pu contrebalancer sa fortune si les éléments eux-mêmes ne s'étaient montrés hostiles aux Celtes. La vengeance de César fut terrible et sans doute proportionnée au danger qu'il avait couru.

La domination romaine a été si puissante, si complète pendant les 4 ou 5 siècles d'occupation, que toute notion des faits antérieurs a complètement disparu de l'esprit des vaincus. Ceux qui échappent au massacre, se réfugient dans la Grande-Bretagne; les habitants de cette île, qui étaient leurs alliés dans la dernière guerre de l'indépendance contre César, les reçoivent en frères. Quelques siècles plus tard, les Bretons chassés à leur tour par l'invasion saxonne, reviennent chercher une nouvelle patrie dans cette petite Bretagne dont les peuples ont une origine commune. A cette époque, nos ancêtres venaient de secouer le joug si lourd des Romains qui les écrasaient d'exactions et d'impôts. C'était le moment des

grandes invasions, mais pendant que la Gaule était envahie successivement par les Vandales, les Goths et les Francs, notre pays, grâce à sa position isolée, put conserver son autonomie, échapper aux flots des barbares et conserver ses mœurs et ses usages; seuls les Apôtres vinrent apporter les préceptes du Christianisme et modifier en partie la religion des peuples celtiques. On sait combien les progrès de la nouvelle religion furent lents et si peu sensibles, que Charlemagne lui-même, le grand Empereur, est obligé de porter des édits pour renverser les idoles et les monuments appelés druidiques. La puissance souveraine ne suffit pas à détruire les idées conservées depuis des siècles dans le cœur des peuples. Les Bretons de race pure avaient gardé le culte des souvenirs. Or les druides, avant l'invasion romaine, ne se contentaient pas de prédire l'avenir, ils fabriquaient aussi des talismans comme les chapelets d'ambre que les guerriers portaient sur eux dans les batailles pour éloigner la mort et qu'on retrouve souvent à leur côté dans les tombeaux. Les druides n'étaient pas seuls à fournir ces amulettes, les druidesses de l'île de Sein et de tout le littoral, les fées comme on les appelait, êtres semi-divins, régnaient sur les populations avec une autorité sans limites. Vêtues de tuniques blanches, portant au côté la faucille d'or, elles célébraient leurs mystères avec le prestige attaché aux divinités, elles circulaient autour d'un immense brasier sur lequel l'eau bouillonnait dans un grand bassin d'airain, élaborant leurs philtres, y jetant des herbes et des simples, puis y trempant ensuite les colliers et talismans, leur donnant ainsi une vertu presque divine et toujours efficace. Comme chez la plupart des peuples de l'antiquité, chaque espèce de pierre avait une propriété spéciale. C'était un des moyens de leurs prêtres pour faire subir leur domination aux foules, moyen basé sur le fanatisme et la superstition. On peut juger dès lors de la valeur de ces bijoux. Fait curieux, le christianisme qui a été obligé d'adopter, en les sanctifiant, un grand nombre des usages dérivant du paganisme (1), porta à son comble la vertu de ces bijoux.

(1) Culte des fontaines où se rendent toujours les processions dans les campagnes, feux de joie, etc.

Voici par suite de quelle circonstance; tout le monde connaît le chapelet, cette pieuse pratique introduite dans l'Eglise au XIII^e siècle par saint Dominique dans la forme qui est encore en usage aujourd'hui, mais la tradition donne à la dévotion du rosaire une antiquité bien plus reculée. Elle nous apprend que les vierges marchaient au martyre avec leurs plus beaux atours, couronnées de grains de corail, d'ambre ou de pierres fines, selon le pays. Or, ces grains qui ornaient leurs cheveux en allant à la mort, servaient ensuite à compter le nombre de prières que les fidèles offraient au Seigneur (1).

Dès ce moment, tous ces colliers devinrent l'objet d'une vénération qui s'est transmise de génération en génération, soit qu'ils aient été conservés comme des reliques de la persécution, soit qu'ils aient été bénits par les saints qui en si grand nombre ont évangélisé notre province : missionnaires de Tours, illustres apôtres, évêques, prêtres, religieux et religieuses débarquant de la Grande-Bretagne, quelques-uns, disent les légendes, traversant le détroit sur de gigantesques feuilles d'arbres, les autres arrivant sur une roue de feu, soit enfin que beaucoup de ces bijoux aient été trouvés dans les tumulus, spoliés dans l'espoir de trouver des trésors, c'était toujours autant de reliques de leurs ancêtres, des souvenirs touchants de saints, de grands et pieux personnages, c'était autant de talismans dont chaque famille se transmettait le dépôt sacré. Il ne faut pas oublier cependant que ce nouveau culte de la pierre et des amulettes rencontra chez nos pères des obstacles sérieux. Longtemps le clergé fut hostile à cette pratique; saint Eloi condamna l'usage superstitieux de l'ambre, à sa suite les autres ministres du Christ suivirent son exemple, mais en présence de l'inutilité de leurs efforts, ils jugèrent prudent de donner aux colliers une sanction religieuse, et après entente avec le pape, les talismans païens furent consacrés par les prières de l'église et tout obstacle ayant disparu, rien ne vint désormais arrêter leur marche à travers les siècles.

Au moyen âge, comme je l'ai déjà dit ailleurs, quand un

(1) L'usage du chapelet remonte à une antiquité si reculée, que le *Ramayana* en fait mention; les Indiens l'appellent Djapian, de Djapa, réciter des prières.

partage avait lieu dans une famille, le collier était coté à la valeur d'une paire de bœufs, le plus favorisé était celui qui conservait le talisman. Aux ^{xvi}^e, ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, on devenait acquéreur de quelques perles en renom moyennant l'échange d'une ou de deux pairées de grains (1). Aujourd'hui encore, avec le progrès moderne, la valeur n'a pas complètement disparu et il n'est pas rare d'entendre les cultivateurs demander 50, 100 et même 300 francs pour quelques grains isolés. Une demande d'achat jette une sorte de stupeur chez le paysan, mais s'écrient les propriétaires, ces objets ne se vendent pas ; ce sont des chapelets de saints, c'est un sacrilège de s'en défaire pour de l'argent.

Heureusement pour le collectionneur que la puissance de ce métal aplanit bien des obstacles, et cependant à la campagne on croit toujours à la vertu de ces amulettes. On cite telle perle merveilleuse pour la guérison des yeux, telle autre pour les glandes, pour les coups, d'autres pour le catarrhe, etc. Les quelques grains qui restent dans les familles sont toujours prêtés. Un pauvre malheureux sans ressources arrive parfois à se créer une petite rente de 20 à 50 francs par an, grâce à une légère rétribution provenant de la location momentanée de ces talismans. Enfin pour rendre leur vertu plus grande, chaque fois qu'on en fait usage comme remède, il y a lieu de changer le lacet et d'enfiler les grains sur trois fils pris sur une quenouille ; ces grains, avant d'être utilisés, doivent être lavés ou passés par la flamme ; ils sont en nombre impair et on doit les porter neuf jours. On cite les perles qui ont une vertu spéciale, telles par exemple les perles en agate, dont les veines sont sphériques et qui ressemblent à un œil. Sur le littoral d'où proviennent les plus beaux spécimens, tous les cultivateurs disent que ces talismans sont faits avec des herbes. Qu'entendre par là ? Chaque espèce de pierre est bien caractérisée ; ambre, agate, jaspé, cristal de roche, etc.

Cette légende persistante ne proviendrait-elle pas directement de la façon dont les druidesses composaient leurs philtres et remettaient les talismans en paraissant les avoir fabriqués

(1) Pairée, mesure de la ville de Vannes et de ses environs, pesant de 235 à 240 livres.

de toutes pièces alors que les perles étaient seulement mélangées avec la verveine et les six plantes sacrées des druides. Le fait est possible, car quelle valeur attache-t-on encore de nos jours à un chapelet avant qu'il ait été consacré par les prières de l'Eglise ? Or, le christianisme a beaucoup greffé sur le paganisme et à la connaissance des propriétaires de ces colliers, plusieurs d'entre eux ont déjà été bénis 7 ou 8 fois pendant le courant de plusieurs siècles, dans les grandes circonstances, comme par exemple au moment des jubilés. A quelques-uns sont encore attachés des croix en argent, remontant aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles. On ne trouve plus à acheter ces objets nulle part, déclarent-ils. Je le crois bien. Personne dans les familles ne connaît la provenance de ces amulettes qui se sont transmises de génération en génération. Enfin la confiance est absolue, c'est la foi du charbonnier ; tout récemment à la recherche de ces talismans, un cultivateur auquel j'en demandais me répondit : oui, il en existe ici. J'entre et mes yeux se portent sur l'armoire où il est d'usage de les renfermer ; quelle ne fut pas ma surprise en me détournant de voir le paysan déjà âgé ouvrir sa chemise et exhiber une perle en ivoire grosse comme une petite orange, ce malheureux avait en effet les yeux malades et la boule lui était prêtée. Je m'en fus désolé de ne pouvoir acquérir un aussi beau spécimen.

Il existe une commune près de Baud, possédant un grain splendide et une bague dont le chaton est tellement merveilleux qu'il suffit de la toucher pour être guéri. Les deux objets appartiennent au même propriétaire, mais on doit se procurer une autorisation du maire pour les emprunter. L'église elle-même ne dédaigne pas d'en tirer un petit bénéfice qui sert à son entretien. Ainsi un chapelet de ces grains appartenant à une petite chapelle de Baud, connuesous l'invocation de Notre-Dame de la Clarté, est prêté dans un but de guérison moyennant un dépôt de 5 francs d'arrhes (1) ; on prend le nom de la personne et à la rentrée de l'objet, la somme est rendue ; c'est à cette personne à reconnaître par une légère offrande la grandeur du soulagement obtenu. Deux chapelles situées dans

(1) Les habitants de la commune peuvent se procurer le collier pour quelques sous seulement.

le canton de Guéméné-sur-Scorff possèdent des colliers analogues qui sont prêtés dans les mêmes conditions. Aux environs d'Elven, c'est un vicaire, propriétaire d'un collier, qui le prête gratuitement, également dans un but de guérison. Je pourrais citer plusieurs autres cas du même genre. Ces colliers possèdent souvent un grain bien plus gros que les autres, on l'appelle « la mère ». Ne pas perdre de vue que ces talismans sont continuellement en circulation dans les campagnes et dans la classe pauvre des faubourgs, tandis que les personnes lettrées n'ont aucune connaissance de ce remède d'un genre si extraordinaire.

Un fait curieux à signaler, en 1883 à l'Exposition Archéologique de Vannes, M. le Comte de Limur, qui avait extrait de ses précieuses collections un grand nombre de vitrines, exposait une magnifique et rare série de spécimens trouvés dans les dolmens de l'Inde. Une pièce fort intéressante était un collier tellement semblable aux colliers d'ambre et de quartz de nos campagnes, qu'on eût pu le croire emprunté à une paroisse voisine si son origine indienne n'était authentiquement établie.

Déjà, en 1881, quand M. le Comte d'Hérisson eut terminées fouilles d'Utique, il rapporta au Louvre des colliers dont les perles ressemblaient aux grains d'enfilage bretons ; d'autre part, dans les fouilles de Thoriko, on découvre dans un tumulus une dizaine de perles en verre et en jaspé.

Puissent ces renseignements servir à reconstituer tous les anneaux de la chaîne depuis l'origine jusqu'à nos jours.

Ces perles encore communes en Bretagne il y a quelques années, tendent à disparaître de la campagne pour entrer dans les collections.

La conservation de ces objets peut paraître étrange, mais il ne faut pas oublier que rien ne change chez les paysans bretons que petit à petit, difficilement et malgré eux ; ils repoussent opiniâtement les choses nouvelles ; ils s'attachent aux choses anciennes avec une opiniâtreté pareille.

La foi religieuse si ébranlée partout ailleurs, existe encore là, vivace et persévérante, et cette foi religieuse est souvent mêlée d'un grand nombre de superstitions.

En terminant, une petite digression. L'étude de la linguis-

tique permet de fixer d'une façon presque indiscutable un coin du littoral de la Bretagne où les Phéniciens ont fait un séjour prolongé. Ce petit coin de terre qui s'étend de l'embouchure du Blavet à Saint-Gildas-de-Rhuys, porte à chaque pas des noms d'une origine orientale. D'abord Carnac : inutile de rappeler à ce sujet la célèbre nécropole égyptienne ; puis la commune voisine qui s'appelle Crach, or la ville de Crach existe également dans l'ancien patriarchat de Jérusalem.

Fait digne de remarque, notre Carnac ressemble aussi à un immense ossuaire, partout des tombeaux, partout des menhirs, partout des tumulus. Crach, qui signifie terrain sec et aride, terrain de graviers, offre une certaine analogie avec le Crach du désert, situé entre l'Égypte et la Judée. A côté de ces deux localités, voici Etel, dont le nom primitif a subi une légère altération. Il n'y a pas 50 ans, cette bourgade, pas même commune à cette époque, s'appelait Intel. El était le nom par excellence des Sémites, le dieu unique des Hébreux, mais Intel paraît tenir son nom de la désinence Tell qui, dans la langue phénicienne signifie monticule, provenant peut-être d'anciens tumulus dans le genre de celui de Tumiac. Des serpents en grand nombre existaient autrefois dans les environs ; saint Cado, d'après la légende, en débarrassa le pays.

Voilà, à mon avis, quelques derniers vestiges de l'occupation ou au moins du passage des Phéniciens et peut-être avant eux des Egyptiens dont quelques-uns déclaraient tirer leur origine de l'Ouest, qu'ils connaissaient probablement suffisamment pour permettre aux prêtres de Saïs de décrire à Solon la perte de la mystérieuse Atlantide. Il semble qu'avant la conquête romaine, tout au début de la civilisation grecque, une grande unité ait existé sur les trois continents anciens, particulièrement sur tout l'Occident. C'était la période mégalithique dont les éléments s'étendaient de la Grande-Bretagne jusqu'à la Grèce elle-même ; des signes ayant à l'origine les mêmes caractères, se rencontrent sur les dolmens, depuis Gavrinis jusqu'à Mycènes, et là aussi quand le docteur Schliemann a pratiqué ses fouilles, les résultats ont donné un grand nombre d'objets précieux percés d'un trou, qui formaient des colliers. Ils paraissent avoir été enfilés pêle-mêle et comme les objets similaires de la Bretagne, composés

des matières les plus précieuses, cristal de roche, onyx, agate, ambre et lapis ou lapis-lazuli artificiel des Egyptiens.

Puisse l'histoire de ces colliers parvenus jusqu'à nous après tant de siècles, intéresser les archéologues et attirer de nouveau leur attention sur notre province si curieuse à tout point de vue, coin de terre où les savants trouveront bien des énigmes à déchiffrer, pour le plus grand bien de la science.

LE NORCY,

A Pontivy.



L H

SERMENT DE JEAN DE LESNERAC

Meurtrier de Charles de Blois.

La guerre de la Succession marque l'une des plus grandes époques de l'histoire de Bretagne. Cette lutte héroïque de vingt-trois longues années qui vint prouver maintes fois la ténacité bretonne, où le droit pouvait être considéré comme égal des deux côtés, pendant laquelle la misère fut extrême, mais qui enfanta des dévouements sublimes et d'admirables traits d'héroïsme, à laquelle on doit le combat des Trente, le siège de Rennes et tant de brillantes chevauchées, a été longuement étudiée sous toutes ses faces, et bien peu de points de cette guerre acharnée restent à éclaircir. Il en est un cependant, et non des moins importants, puisqu'on lui doit précisément la fin de la lutte, qui n'a point encore été complètement élucidé. Il s'agit de la mort de l'un des deux compétiteurs, de *Charles de Blois* lui-même, dont les derniers instants ne sont qu'imparfaitement connus.

Par qui fut tué le comte de Blois ? Périt-il dans la mêlée ? Fut-il victime, après s'être rendu, d'un lâche assassinat ? Telle est la question, souvent controversée, qui a été plusieurs fois agitée ou traitée par les divers auteurs, et sur laquelle, faute de documents précis, on n'a pu jusqu'à ce jour obtenir une solution établie sur quelques fondements. Nous voudrions aujourd'hui essayer de dissiper quelque peu les nuages qui obscurcissent cet événement mémorable, et soulever les voiles qui cachent encore les détails de cette mort

tragique, à l'aide d'un document de famille fort curieux, aussi intéressant par le fond que par la forme, et que nous avons eu la bonne fortune de découvrir aux archives du château de Kerfur, près Guérande, actuellement propriété de M. le marquis de Secillon, qui a bien voulu nous le communiquer. — Voyons donc rapidement ce qu'ont dit jusqu'à nous de cet événement les différents auteurs ; puis, à l'aide du document précité, nous verrons ce que, selon nous, il faut en penser en réalité.

D'après Froissart et Cuvelier : « Du Guesclin, avec les débris de sa division et de celle du comte d'Auxerre, rejoignit la bataille (division) de Charles de Blois, qui seule tenait encore ; mais toute l'armée ennemie concentra sur elle ses efforts et elle fut enfoncée après une résistance héroïque. Charles de Blois fut frappé à mort et tomba « le visage sur ses ennemis » (dit Froissart). Du Guesclin lutta en désespéré, frappant à coups redoublés, et, suivant l'expression de Cuvelier,

Tout ainsi les abat comme fait un bouchier
Un buef, quand il est temps qu'on le doit escorchier.

Enfin, n'ayant plus entre les mains qu'un tronçon d'épée tordue, il se rendit (1). »

Que si nous ouvrons d'Argentré, nous y lisons ce qui suit :

« Si n'accordent pas les Chroniques sur cette mort, car aucunes rapportent qu'il fut *abatu au combat*, et *tué par un Anglois*, lequel le prenant par son bacinet, lui donna de la dague dedans la gorge et le laissa mort, et disent encore que l'Anglois forcena pour avoir mis la main sur lui, parce qu'ils disoient avoir esté saint homme et portant la haire chacun jour avec grande piété et religion.

« Autres disent qu'il fut *pris prisonnier* et amené vers le Comte, auquel il reprocha quelques fascheuses paroles de l'honneur de sa mère, pour avoir esté femme du Roy d'Escosse

(1) FROISSART et CUVELIER dans la *Bretagne aux grands siècles du moyen-âge*, par A. de la Borderie. *Résumé de Cours*, I, p. 243-44.

lors quelle l'avait conçu, dont le comte irrité fist signe à un nommé de *Lesnerac*, gentilhomme de Guerrande, lequel luy donna de la hache en la teste et le tua. Je sais que ceulx de la Maison de Penthièvre longuement depuis reprochèrent ceste mort faite de sang froid, de ceste façon audit Comte et par les lettres de transport que fist le sieur de Blossac et Nicole de Bretagne, sa femme, au roy Louis unziesme du droit qu'il pretendoit au Duché, cela y est contenu et si lit encores (1). »

Après lui, l'illustre Dom Lobineau, l'historien fondamental de la Bretagne, racontant la bataille d'Auray et la mort de Charles de Blois, nous dit :

« Caverley, voyant la bataille du Comte de Montfort ouverte et ébranlée, descendit avec l'arrière-garde, et, se coulant derrière des genêts, gagna la queue des ennemis. Cette attaque imprévue par des troupes fraîches mit le désordre dans les bataillons de Charles de Blois, sa bannière fut jettée à terre, lui-même fut saisi par le bacinet et fait prisonnier ; quelque temps après, un Anglois lui donna un coup de dague dans la bouche d'une si grande force, qu'elle passa un demi pied au delà du cou. Quand Charles se sentit blessé à mort, il s'estendit, se frappa la poitrine et dit, si l'on en veut croire un ancien auteur : *« Vratz Dieu, pardonnez-moi la mort des bonnes gens qui cy meurent pour moi. J'ai guerroyé longtemps outre ma volenté et par l'exhortement de ma femme, qui toujours m'a donné à entendre que j'avois très bon droit. »*

Il est à remarquer que Nicole de Bretagne, arrière petite-fille de Charles, dans la cession qu'elle fit de ses droits au roi Louis XI, dit que « le comte de Montfort fit tuer Charles de Blois de sens froid, par un escuier de Guerrande nommé *Lesnerac*. » — Dom Lobineau ajoute plus loin : « Que ce soit *Lesnerac* ou un autre qui ait tué Charles de Blois, de sens froid, il n'est nullement probable qu'on doive rejeter ce crime sur le comte de Montfort. Il n'y a que le témoignage de Nicole de Bretagne qui pourrait faire quelque impression, mais elle estoit si mal informée de ce qui regardait ses ancêtres, que l'acte de cession qu'elle fit de ses droits au roi Louis XI com-

(1) D'ARGENTRÉ, *Hist. de Bret.*, p. 329-330.

mence par une fausseté insigne, à savoir : qu'Arthur II avoit épousé Marie de Bourgogne, et c'étoit Marie de Limoges. . .

« Charles de Blois mort ou laissé pour mort dans la mêlée, Jean de Montfort fit chercher le corps de Charles de Blois qu'on lui dit ne pouvoir trouver. Mais il jura qu'il ne passerait point outre qu'il ne l'eut vu. Il vint lui-même sur le champ de bataille, et, le reconnoissant quand on l'eut trouvé, il se mit à pleurer (1), etc... »

Son vénérable confrère Dom Morice n'est guère plus explicite :

« Bientôt, dit-il, la victoire se déclara pour le comte de Montfort..... Hue de Caverlé, à qui Chandos avait confié l'arrière-garde, voyant la bataille du comte ouverte et fort ébranlée, vint à la faveur d'un champ plein de grands genêts prendre Charles de Blois par derrière, et l'environna de toutes parts. Charles se défendit avec une valeur qui étonna ses ennemis et leur coûta cher. Mais enfin il fut serré de si près qu'il fut contraint de se *rendre prisonnier* pour éviter la mort ; il fut conduit hors de la mêlée et confié à bonne garde. Pendant qu'on achevait la défaite de ses troupes, un Anglois lui enfonça son épée dans la bouche et la fit sortir par le haut du cou... Charles ne put que proférer ces paroles : *Hah ! Hah ! Domine Deus*, et mourut aussitôt. »

Puis la bataille se continue, et le brave Du Guesclin lui-même est fait prisonnier. C'est alors que « le comte de Montfort, après avoir remercié Chandos, Knolles et Caverley des services qu'ils venaient de lui rendre, dit à Chandos : Messire Jehan, cette grande aventure m'est advenue par vostre grand sens et prouesse, si vous prie, buvez à mon hanap. » En même temps il lui donna sa coupe et un flacon de vin dont il venait de boire. Il ajouta ensuite qu'après Dieu, il lui était redevable de la victoire. Comme il prononçait ces mots, Olivier de Clisson, couvert de sang et de poussière, arriva de la poursuite des fuyards et amena un grand nombre de prisonniers. Il l'invita à se rafraîchir avec les autres seigneurs et à prendre un peu de repos. Pendant ce temps-là, on cherchait le corps

(1) DOM LOBINEAU, tome I, 374-376.

de Charles de Blois, qui fut trouvé couvert d'une *targe* et revêtu d'un *cilice*. Le comte ayant été averti, se transporta sur le lieu afin de s'assurer de ce qu'on lui avait rapporté, mais il ne put retenir ses larmes à la vue d'un si triste spectacle. Chandos le voyant attendri lui dit : Sire, partons d'ici et remerciez Dieu de la belle aventure que vous avez, car sans la mort de cestui vous ne pouviez venir à l'héritage de Bretagne. Le comte, avant de se retirer, ordonna que le corps fut transporté à Guingamp et inhumé avec tous les honneurs dus à sa mémoire (1).

D'après une *Chronique française* (Chât. de Nantes, Arm. A, Casette F, N. 9), Charles de Blois, fait prisonnier à la bataille d'Auray, aurait été conduit au comte de Montfort qui le fit tuer alors par un nommé *Lesnerac*, du pays de Guerrande (2).

Enfin, si nous consultons à cet égard le plus compétent de nos historiens bretons modernes, le très savant M. de la Borderie, il nous répondra :

« Tous les écrivains ne s'accordent pas sur la mort de Charles de Blois ; suivant Froissart et Cuvelier, il *tomba dans la mêlée*, d'autres prétendent qu'il se rendit prisonnier et fut assassiné froidement par un *Anglois*. Mais cette version ne semble pas exacte ; elle repose sur la déposition unique d'un témoin de l'Enquête de Canonisation, le médecin du prince, qui ne parlait que par oui-dire ; et son confesseur, *le seul témoin qui l'eut vu mourir*, dépose au contraire : « *qu'il était sur le champ de bataille au moment où il quitta ce monde* » (3). »

Il ressort donc en somme de ces différents textes qu'on n'est nullement fixé sur les derniers instants de Charles de Blois, voyons maintenant ce que nous apprend la pièce que nous avons découverte :

(1) DOM MORICE, *Hist. de Bret.*, tome I, 312.

(2) DOM MORICE, *Hist. de Bret.*, tome I, 157.

(3) A. DE LA BORDERIE. *Résumé de Cours*, tome I.

« A NOSSEIGNEURS DU PARLEMENT.

« Suppluye humblement Gabriel GAULTEROT, escuyer, pensionnaire du Roy en ce pais et commissaire ordinaire de ses guerres, comme estant arivé à la suite de la Cour pour le procès qui est pendant entre luy, appellant d'une part et Christophle de SESMAISONS, escuyer, s^r de la Sauzinière, intimé, d'autre ; il auroit trouvé sa quallité d'honneur et de noblesse obmise au papier des présentations ; dont ayant fait instance vers le greffier lors qu'il s'est présenté en l'assignation que dame Marie de BOTHLOY, dame du Boisrouault, lui a fait donner, ledit greffier luy auroit dict que par vostre arrest et ordonnance, il lui estoit defendu d'employer même qualité de noblesse pour qui que ce fust, encore que le suppliant luy eust faict voir que la qualité d'*escuyer* et *chevalier* avoit toujours esté prise et receue non seulement ès actes d'entre partyes, mais en tous les procès et procédures ensuyes devant les juges de Nantes, du ressort desquels le suppliant et ses ancestres sont natifs de longue antiquité, ayant toujours esté honorés desdites quallitez sans contredit porté et en sceaulx et contratz en bannière et armoiryes timbrées, à raison de l'honneur de leur naissance, de leur nom, armes et renom, bonnes et illustres alliances qu'ils ont prises, et de leur vertu et merite ; En quoy tout ainsy que l'équité, motif et raison très utile et nécessaire de votre dicte ordonnance, est grandement à louer et révéler, ne fust-ce que pour obvier et couper broche à l'impudente effronterie, vanité et mensonge de plusieurs usurpateurs de telles et aultres plus illustres quallitez, bien que la louange à qui n'a rien de louable en soy, ne sert que de le faire à tous montrer au doy (*sic*). Mais elle est le loyer de cil qui l'a merité et deue seulement à personnes de sang, nom, famille, armes, renom, merites et services comme dignes de tels honneurs et grades ; Aussy seroit-elle (soubz correction), ung peu rigoureuse si sans exception de personnes, ce saint et utile arrest et ordonnance seroit envers

eulx tiré à telle conséquence, qu'ilz se vissent par ce moyen privez du bien et honneur qu'il a pleu à Dieu naturellement leur conserver ; parce que (comme il est escript), Il conserve à ceux qui sont droitz estat permanent, et est le bouclier de ceulx qui ont esperé en luy ou que par leurs labeurs, services, vertus et mérite, ils se seroient acquis jusques à en estre recogneuz dignes par nos Roys et princes souverains, ainsy qu'à l'endroit des ayeux attaves et trisayeulx du supliant et à luy particulièrement, comme il appert par les actes cy attachez, et que plus à plain il en fera aparoir s'il en est besoing ; par l'un desquelz actes se voit et peult recognoistre l'honorable memoire que voullut laisser à la posterité, il y a des ans plus de deux cens, l'un des plus grands et vertueux princes que oncques nous ayons eu en ce país, voire tel qu'il s'estoit à bon droict acquis le tiltre de preux, conquérant et sage, pour le grand bien et proffict en la grande léaulté recogneue en la personne de Robert GAULTEROT, premier du nom, sur le fait et garde des ville et país de Nantes, qui est la plus belle marque de bonne vertu, gloire et honneur du roy, monarque, empereur, grand prince et capitaine puisse atteindre, *juxta illud Ciceronis dictum omnibus qui patriam confirmaverit, adjuverint, auxerent certam esse in cœlo ac definitum locum ubi beati æno sempiterno fruuntur.*

« Et la tant renommée et cellebrée, résolution en décret sur pareil sujet du Senat romain envers le grand Paul-Emile, ayant ordonné que sur sa statue qu'ils firent elever avecq honneur, seroit escript : *Chartriæ Servatori* ; Et ledict sieur Duc, illustrant encore ledict Robert et Agnès de LESNERAC, sa compaignie, de ce mot « très bien aymez », dont princes souverains n'usent volontiers que pour parler aux personnages grandement recommandables comme cestuy ci ; Et Messire Jouan de LESNERAC, gouverneur des villes et pays de Nantes, son beau père, et Messire Aymé de la CHARMOYE, qui deux cens ans avant estoit de race de gouverneur dudit pays, lequel estoit paire (*sic*) de Durable de la CHARMOYE, son unique héritière, qui fut femme de Geoffroy GAULTEROT, fils dudit Robert premier ; — Desquelles tous se retrouve encore l'Association avecq Jean CHANDOS et Messire Hue de CAVERLES, capitaines anglois, pour le faict de la bataille d'Auray, pour chas-

ser cette *truandaille* et *moysse engence de Francoys*, car ainsi l'appelloient-ils ; qui si longtemps avoient pillé et guerroyé le païs et terre de Bretagne (comme ils firent) ; Ledict de LESNERAC ayant *thué de sa propre main en bataille rangée le comte de Blois*, ainsi que tous trois l'avoient voué et juré de ce faire sur la sainte hostie qu'à cette fin ils prindrent, l'ayant faict repartir en trois ; Et ce voit encores aujourd'huy près d'Auray le tombeau dudict de LESNERAC et sa statue eslevée ; ce que le suppliant veriffia en la présence du Roy, de ses princes, officiers de sa Couronne et chevalliers, lors qu'il pleut à Sa Majesté faire manifester par ses lettres patentes cy attachées, l'honneur de *Chevallerye* qu'il luy avoit donné à la journée d'Arques, et depuis à la bataille d'Ivry ; de laquelle Agnès de LESNERAC, sont aussy descendus les sieurs du BOISJOLLAN et de LAUVERGNAC, qui portent en sur nom LE PENNEC ; — Sera aussy (s'il plaist à la Cour) considéré audict acte, comme ledict sieur Duc, reçoit et prend en son hommaige ledict *Robert* et à tenir noblement de luy et de ses successeurs ducs de Bretagne, les heritaiges y mentionnez, partie desquels le suppliant callange (poursuit en justice) encore aujourd'huy contre ledict sieur de Sesmaisons et aultres, ainsy que la Court voira bien tost (Dieu le voullant), en jugeant leur procès ; — Et que estre homme lige au Souverain (qui de son propre mouvement baille de son fief et domaine à tenir noblement), estoit antienement en ce duché notamment, et encore est à présent en Allemagne et en Portugal la seconde et troisiésme marque d'illustre noblesse, entre quatre que doibvent avoir ceulx que vrayement et légitimement on peut dire *gentilhommes* ; jaczait que l'une d'icelles soit bastante en ce temps. Sur quoy le suppliant s'est plus estandu, ceste occasion s'estant inopinément offerte en ceste ville où il n'a peu recouvrir autres actes que les presants pour justifier sa quallité illustre. Ce considéré et qu'il est escript *Laudavi a Laudato*, etc., et d'ailleurs aux pseaulmes la Louange est séante et belle en la bouche de l'homme droict, et que le Roy a bien daigné recongnoistre en la personne du suppliant le nom, armes et renom de ses prédécesseurs, en quelque eschantillon de la vertu et valleur desquels il a pleu à Dieu le voulloir conserver, encores qu'il ne soit que de race de leurs cadets et Jouveigneurs.

« Vous plaise, Nosseigneurs, à l'exemple du grand Roy Pyrrus, *quorum virtuti belli fortuna pepercit horundem me libertati parcere certum est*, déclarer que la force de votre arrest et ordonnance ne sera tirée en rigueur contre le suppliant et aultres, de sa quallité d'*Escuyer* ou *Chevallier*, jacioit qu'il ne possède que bien peu de biens de fortune de ses Ancestres, et en conséquence ordonner aux greffiers des présentations presans et advenir et aultres greffiers, de l'employer ès actes et arrestz où le suppliant sera nommé, et ferez iustice.

« GABRIEL GAULTEROT.

« HOUËT.

« Soit fait commandement aux greffiers de rapporter la qualité d'*escuyer* ou de *Chevalier* du suppliant sans empeschement, le xix^e d'Aougt 1603.

« COURIOLLE. »

Ainsi, d'après les auteurs contemporains tels que *Froissart* et *Cuvellier*, Charles de Blois fut frappé à mort *dans la mêlée* et tomba le visage sur ses ennemis. D'après dom Lobineau, qui, tout en la rapportant, semble regarder comme une fable l'assertion de Nicole de Bretagne et celle du témoin de l'enquête de Canonisation de Charles de Blois, il fut saisi au cours de la bataille, fait prisonnier, et reçut aussitôt, mais *sur le champ de bataille*, le coup de dague qui lui donna la mort. Dom Morice, lui, affirme qu'il reçut le coup mortel *après avoir été fait prisonnier*, mais *pendant qu'on l'emmenait* sous bonne garde. Après eux, M. de la Borderie, le savant membre de l'Institut, rejetant également l'opinion d'un assassinat, estime, suivant Froissart et Cuvellier, qu'il *tomba dans la mêlée*. Seule, après d'Argentré, qui rapporte les deux opinions sans se prononcer, la vieille *Chronique Française* du château de Nantes vient, avec Nicole de Bretagne et le témoignage du médecin de Charles de Blois lors de l'enquête pour sa canonisation, soutenir l'opinion d'un *assassinat*. Or, le document de famille que nous venons de communiquer, pièce *originale* et absolument *authentique*, dont les assertions peu-

vent être regardées comme d'autant moins suspectes, que l'auteur ne les eût pas mises en avant s'il eût pu craindre qu'on accusât son ancêtre d'être un assassin et qu'on s'en fasse un argument contre lui, venant corroborer les dires des auteurs contemporains comme Froissart et Cuvelier, et ceux des historiens sérieux comme Dom Lobineau et Dom Maurice, nous semble absolument trancher la question et venir apporter une nouvelle preuve de la mort du comte de Blois *dans la bataille*. — De plus, ce document nous paraît établir en outre d'une manière désormais certaine, le *nom de son meurtrier*. — Gabriel de Gaulterot affirme que « son ancêtre JEAN DE LESNERAC (et non *Pierre*, comme dit M. de Courcy) (1), tua Charles de Blois de sa propre main, en *bataille rangée* », d'accord quant au nom avec Nicole de Bretagne et la *Chronique française*. On ne peut donc douter que ce fût lui qui frappa mortellement l'adversaire de Montfort, et l'on s'explique fort bien que les anciens auteurs aient pu le prendre pour un *Anglois* et le citent comme tel, puisqu'il faisait partie de la division anglaise commandée par Caverley. Mais est-il croyable que ce guerrier haineux et d'une énergie farouche, que nous voyons la veille, d'après le très intéressant récit inédit de notre document, faire sur la sainte hostie, de concert précisément avec son chef (Caverlé) et Chandos, le serment aussi terrible que sacrilège qui y est rapporté, ait pu être l'écuyer *très effacé* et *presque indifférent*, auquel, d'après Nicole de Bretagne et la *Chronique Française*, Montfort aurait tout simplement *fait signe* comme à un valet, pour exercer le métier de bourreau. Après le serment des trois capitaines, qui nous paraît jeter un jour tout nouveau sur les détails de la fin tragique de Charles de Blois, cette opinion ne nous paraît pas admissible. Excité par les Anglais, alors ses frères d'armes, et en qualité de Breton, Lesnerac gardait une haine indomptable contre cette *truandaille de François*. Fidèle à son serment, quelque sacrilège qu'il fût, il dut chercher par tous les moyens à *rejoindre* l'adversaire qu'il avait juré de tuer. Mais la mêlée était furieuse, n'approchait pas qui voulait des groupes se trouvant aux prises, et c'est ainsi que nous nous

(1) P. DE COURCY, *Arm. de Bretagne*. Tome II.

expliquons fort bien qu'il ne put pas sans doute arriver jusqu'au comte de Blois au cours même de la lutte. Pour nous, avec Froissart, Dom Lobineau et Dom Morice, nous croyons que le pauvre Charles, serré, entouré de toutes parts, dut se constituer prisonnier entre les mains des premiers chevaliers qui l'entouraient, et que ce fut au moment même où ceux-ci l'entraînaient hors de la mêlée, mais alors qu'il était encore *sur le champ de bataille*, que Jean de Lesnerac, l'apercevant alors et le voyant entraîner, mais ne sachant point s'il s'était rendu, se précipita sur lui, et, lui enfonçant sa dague dans la gorge, lui donna le coup mortel. — Tels sont les faits qui nous paraissent se dégager du document ci-dessus.

Et ces renseignements nouveaux venant appuyer encore l'opinion des historiens les plus sérieux, nous semblent autoriser désormais à dire : 1° D'abord que Charles de Blois, loin d'être victime d'un assassinat, fut tué sur le champ de bataille au cours d'un des épisodes de la lutte ; 2° En second lieu qu'il fut tué, non par un *Anglais*, mais par un Breton, Messire JEHAN DE LESNERAC, écuyer du pays de Guérande, qui en avait fait la veille le terrible serment.

M^{re} DE L'ESTOURBEILLON.



COMPAGNIE D'ASSURANCES

CONTRE

LES ERREURS HISTORIQUES

Les assurances contre l'incendie sont une création de ce siècle. On sait quel en a été le succès. A leur exemple, d'autres assurances ont été créées ayant d'autres objets. Ces objets sont multiples. Toutefois tout n'est pas dit ; et je vous demande la permission de vous entretenir d'une *branche* d'assurances à laquelle personne, je crois, n'a encore songé.

— Mais, me direz-vous, les assurances regardent notre *classe d'agriculture*.

— Permettez-moi quelques explications. Vous allez voir que ma proposition ne se trompe pas d'adresse quand elle frappe à la porte de votre *classe d'archéologie*.

I

Notre siècle a cru que *tout* devait être su de *tous*... au moins par à peu près ; et il a eu l'ambition de *vulgariser* toutes les sciences. Des *manuels* ont paru d'abord, puis sont venus des *dictionnaires* en un ou deux volumes : *dictionnaires d'histoire, de géographie, des sciences et des arts, etc.* Le succès en a été

complet ;... mais pourtant que d'erreurs ces livres ont semées par le monde !

Quelques-uns de ces ouvrages sont admis dans les collèges comme *classiques* et sont parés (*revêtus* comme ils disent) de la recommandation des ministres de l'instruction publique sous divers régimes. En dépit de ces approbations flatteuses, que de méprises, d'imaginations, d'inexactitudes de toutes sortes et même de contradictions peuvent y être relevées !

Après les dictionnaires proprement dits, voici venir les *encyclopédies* gardant souvent le nom de *dictionnaires*... mais c'est pure modestie. Ces vastes compilations comprennent de nombreux volumes. Parmi elles se distingue celle qui porte le nom de Larousse. Tout récemment M. le ministre de l'Intérieur (qui l'aurait jamais dit ?) l'invoquait devant le Sénat comme une autorité historique ; et le livre ainsi recommandé a peut-être déterminé un vote du Sénat !

Larousse a eu de nombreux imitateurs que le succès législatif de son ouvrage va sans doute empêcher de dormir. Chaque année voit éclore quelque dictionnaire, comme chaque printemps voit éclore les fleurs.

Souvent différents d'esprit, ces livres ont pourtant un caractère qui leur est commun : l'inexactitude. L'erreur commise par l'un se répercute sur les autres, car chacun emprunte à son devancier : c'est si commode ! En sorte qu'une erreur mise en circulation est religieusement accueillie et reproduite.

« Mais, me dira-t-on, il n'en peut être autrement : le champ est si vaste ! Toutes les sciences ont dans ces livres un commun rendez-vous. Dans ce *caravansérail*, quelques erreurs sont fatales, les contradictions le sont aussi : car, si la besogne est nécessairement divisée entre plusieurs, les ouvriers ne se mettent pas d'accord : c'est en petit une tour de Babel. » Voilà l'excuse que j'ai entendue... sans pouvoir l'admettre... ni vous non plus.

Mais voici d'autres livres pour lesquels cette excuse ne pourra pas être alléguée. Ce sont les livres destinés à l'instruction primaire.

II

Vous savez sans doute (c'est, dit-on, démontré), que le vrai vainqueur de Sadowa a été le maître d'école prussien. C'est pourquoi en France on s'est épris d'un bel amour pour l'instruction primaire. Autrefois, on nous apprenait à l'école la lecture, l'écriture, le calcul, le catéchisme, l'histoire sainte, les éléments de l'histoire et de la géographie de la France. Le catéchisme a été jugé être de trop et il a été *expulsé* ; mais que de sciences ont rempli la place laissée vide ! la géographie, entre autres, s'est montrée singulièrement envahissante.

Les jours derniers quelqu'un me disait, *ore rotundo*, que les aspirants au brevet supérieur devaient savoir non seulement les affluents des fleuves de France, mais les sous-affluents. Est-ce possible ! Et le *progrès* doit-il conduire à ces minuties ? Le timide ruisseau qui traverse mon jardin est affluent de la Mayenne et sous-affluent de la Loire. A ce titre son nom sera imprimé ! Son nom ! Mais il n'a pas de nom *en propre* ; il emprunte successivement les noms des lieux où il passe. Lequel de ces noms la fantaisie, je me trompe, la science va-t-elle choisir pour le graver dans la mémoire des aspirants au brevet supérieur dans le Var ou les Alpes-Maritimes ?

Mais ces noms de sous-affluents, impuissants à faire tourner un moulin, où les trouver ? Les géographies générales de la France ne peuvent les enregistrer.

Ce besoin de détails microscopiques a donné naissance aux *géographies départementales* ; et on a pensé que ces géographies devaient contenir quelques notions historiques locales : excellente idée et à laquelle j'applaudis, comme j'ai déjà fait.

Du moins aurait-on pu croire que les géographies départementales de Joanne suffisaient. N'étaient-elles pas déjà très minutieuses au point de vue des renseignements physiques ? Mais non ! En chaque département il s'imprime ou s'imprimera une géographie départementale encore plus complète que celle de Joanne. Exemple : les *Côtes-du-Nord* de Joanne tiennent

dans cinquante-neuf pages. Voici une *Géographie des Côtes-du-Nord* éditée à Saint-Brieuc en 1890, qui compte cinq cent neuf pages... C'est désolant !

— Pourquoi ? me direz-vous.

— Parce que, dans cinq cent neuf pages il y a plus de place à l'erreur que dans cinquante-neuf.

III

Je ne voudrais pas que l'on se méprit sur ma pensée. J'ai applaudi, il y a plusieurs années, au projet d'une géographie pour chaque département. Il me semble, en effet, qu'au lieu de faire apprendre les sous-affluents du Rhône et du Rhin aux enfants du Finistère, il est plus utile de leur enseigner, non sans doute les sous-affluents de l'Odette et de l'Aulne (qui sont notre Amazone et notre Mississipi) et dont les affluents sont des ruisselets souvent sans noms propres, mais les rivières qui arrosent notre département.

De même, j'ai applaudi à l'idée de compléter la géographie par quelques notions historiques ; mais c'est à une condition ! c'est que ce résumé soit rigoureusement exact.

Et, qu'on veuille bien le remarquer, le but n'est pas inaccessible. Le champ d'études est circonscrit : on peut prendre chaque commune l'une après l'autre et la fouiller à fond. Les renseignements ne manquent pas : il ne s'agit que de les choisir ; mais il ne faut pas copier les dictionnaires et les encyclopédies : il faut recourir aux sources ou aux hommes de labeur et de science qui ont puisé aux sources mêmes.

A ma connaissance, l'entreprise a été tentée deux fois pour les départements bretons.

En 1886, il a paru pour le Finistère une brochure intitulée : *Géographie-atlas du Finistère*. J'ai protesté. J'ai signalé deux douzaines d'erreurs et des contradictions choquantes dans cette brochure de seize pages (1). Une seconde édition paraît :

(1) *Lettres* sur la géographie et l'histoire du Finistère, publiées dans l'*Océan de Brest* (1887), en réponse aux auteurs de la *Géographie-atlas* (7 lettres).

elle contient *une seule* rectification. J'ai protesté de nouveau contre cette seconde édition plus fautive que la première en ce qu'elle ne donnait même pas le chiffre exact et *officiel* de la population du département (1) !

En 1890, un travail bien plus considérable a été fait pour les Côtes-du-Nord : la *Géographie historique* dont je parlais tout à l'heure. J'ai encore été condamné à signaler de nombreuses erreurs... et je n'ai pas tout dit (2) !

Je crois trouver une des causes de la diffusion de ces livres dans la qualité de leurs auteurs : Villemain, parlant des fantaisies grammaticales de l'empereur Auguste, remarque que la qualité d'empereur « donne toujours une certaine influence » même en grammaire. Le succès (éphémère du reste) des géographies dont je parle sera peut-être plus facilement compris, quand j'aurai dit que leurs auteurs sont membres de l'enseignement primaire.

Après ces ouvrages, il en viendra d'autres, on n'en peut douter. Ces nouvelles productions vaudront-elles mieux que les premières ?... Question.

IV

Ne m'accusez pas de pessimisme ; mais, sans manquer aux égards qui leur sont dus, je puis dire, je pense, que les inspecteurs et instituteurs de l'enseignement primaire ne peuvent

(1) *Nouvelles lettres* sur la géographie, etc. (2 lettres), publiées dans l'*Union monarchique* de Quimper (30 avril et 4 mai 1887).

Qu'on juge de l'inexactitude des auteurs. Ils donnent pour chiffre de la population 699,824, au lieu de 707,820, chiffre officiel. Sur 23 chiffres indiquant la population des principales villes du département, *sept* seulement sont conformes aux chiffres officiels.

On me dit que la seconde édition dort encore chez l'éditeur ! En toute modestie, je puis croire que je ne suis pas tout à fait étranger à cet heureux insuccès. Je m'en réjouis pour la vérité historique.

(2) Mes critiques ont paru dans l'*Indépendance Bretonne* de Saint-Brieuc, sous le titre *Lettres à l'auteur de la Géographie historique des Côtes-du-Nord* (cinq lettres).

tout savoir, et qu'ils n'ont pas eu le temps, ni peut-être le moyen d'acquérir les notions nécessaires pour résumer l'histoire locale.

Dans cette histoire, il y a de tout : histoire proprement dite, biographie, généalogie, archéologie et même droit féodal. Or, les instituteurs *doivent* savoir les faits historiques, ils *peuvent* savoir un peu d'archéologie et de biographie. Mais où auraient-ils appris la généalogie des familles illustres dont parleront leurs livres ? Et le droit féodal et le langage juridique d'autrefois, qui leur en aurait donné les premières notions ?

Je suppose que c'est M. Lavissee, auteur de l'*Histoire de France à l'usage des écoles primaires*, adoptée pour les écoles de Paris et arrivée à sa quarantième édition. Mais M. Lavissee est-il si bien instruit ? On en pourra douter quand on saura qu'il emploie indifféremment, comme synonymes, les mots *seigneur*, *noble* et *chevalier*, et quand on aura lu dans son lexique certaines définitions de mots usuels absolument inexacts (1).

Et que d'erreurs ! En voici une pour exemple : Donnant un démenti formel aux édits des rois et aux *constitutions* de nos ducs de Bretagne, l'auteur proclame comme un axiome que « tous les seigneurs étaient nobles (2). »

Eh bien ! ces livres répandus par milliers dans les écoles sont un danger auquel il faut parer.

(1) Par exemple : *Sénéchal*, officier du roi qui était au sud de la France ce qu'étaient les baillis au nord. *Baillis*, fonctionnaires qui représentaient le roi dans une circonscription appelée bailliage... Cette définition semble se rapporter aux *sénéchaux* remplacés depuis avec de moindres attributions par les gouverneurs de province, comme Joinville, l'ami de saint Louis, *sénéchal* de Champagne, Tanneguy du Châtel, *sénéchal* de Provence. — Mais la définition laisse en dehors de ses termes les *sénéchaux* bien plus nombreux, chefs de justices royales, et les *sénéchaux* en nombre infini chefs des justices seigneuriales, hautes, moyennes ou basses.

Les définitions des mots *sujets*, *vilains*, *manants*, ne valent pas mieux.

Pour plus de détails, voir ma réponse : *Seigneurs nobles et roturiers*, note ci-dessous.

(2) J'ai répondu dans un mémoire que la *Revue de Bretagne et de Vendée* a publié en 1886 : *Seigneurs nobles et roturiers*.

V

Mais ce n'est pas tout. L'enfant sort de l'école primaire. Sur sa route, il va trouver d'autres livres destinés à lui apprendre la géographie et l'histoire de la Bretagne. Ces livres sont des livres de luxe, quelquefois illustrés; au premier coup d'œil ils charment le collégien et la jeune pensionnaire qui les reçoivent en cadeau ou en prix.

Je nommerai seulement un de ces livres, le *Littoral de la France*, couronné par l'Académie française (1).

L'auteur du *Littoral* a vu (du moins en Bretagne) les lieux qu'il décrit. Son vif amour pour la Bretagne l'a très heureusement inspiré, ses descriptions d'après nature sont souvent des tableaux très finement dessinés, de beaucoup de relief et d'un brillant coloris. C'est plus qu'il n'en faut pour assurer le succès du livre.

Pourquoi faut-il que l'auteur ait eu le malheur d'accorder trop de confiance à Ogée? Je me suis permis de faire une critique du *Littoral* en ce qui touche surtout l'histoire de la Cornouaille: et combien j'ai été touché de l'accueil fait à mes observations, et de la résolution prise par l'auteur de se rectifier à la prochaine édition!

En rappelant ce souvenir, j'entends rendre à l'auteur du *Littoral*, Madame Vattier d'Amboise, un hommage mérité et malheureusement posthume. Son livre prouvait qu'elle a

(1) Depuis a paru un volume illustré: *Zigs-Zags en Bretagne*, qui a la prétention de faire connaître la Bretagne et son histoire. — Vous y lirez que François II est mort en 1488 (p. 149), mais qu'il régnait encore en 1641 (p. 194), — que François I^{er} et son frère Gilles étaient contemporains du roi Charles VIII (p. 279). — Les auteurs en sont encore aux légendes de Souvestre, *Notre-Dame de la Haine* (p. 303); la mort de tous les habitants de Châtelaudren dans une inondation, en 1773 (p. 275). — Je les soupçonne d'avoir voyagé *dans leur chambre*, et je les défie, quoiqu'ils disent, d'arriver (depuis l'ouverture de la voie ferrée) *en diligence* à Châtelaudren. — C'est dans *Zigs-Zags* que M. Quellien a risqué pour la première fois, mais sous le voile de l'anonyme et comme balon d'essai, l'idée d'un monument à Perrinaïc.

cherché et qu'elle aimait la vérité. L'acceptation de critiques appuyées de documents historiques prouva qu'elle préférerait la vérité à des pages qui lui avaient coûté beaucoup de peine et de travail. Rien ne démontre mieux son amour pour « sa chère Bretagne (1). »

VI

L'amour de la vérité, l'amour de la Bretagne, deux passions que chacun de nous porte au cœur. Nous aimons notre Bretagne, et nous accueillons ceux qui nous font le portrait, et nous content la glorieuse histoire de notre commune mère ; mais, en fils pieux, nous leur demandons des portraits ressemblants et une histoire absolument vraie. Est-ce trop demander ?

Depuis quelques années, j'ai essayé de rectifier quelques écrits traitant de la Bretagne : ce travail de critique, je voudrais le voir se *généraliser* et embrasser tout écrit sur la Bretagne.

C'est de cette pensée qu'est né le projet d'une *Compagnie d'Assurances contre les erreurs historiques*.

Je voudrais voir se grouper quelques hommes de bonne volonté dans chacun des cinq départements bretons. Il en faudrait au moins un par arrondissement, en tout vingt-cinq, puisqu'il y a vingt-cinq arrondissements ; mais si la *compagnie*

(1) *L'illustration*, ceci regarde l'éditeur, est bien peu historique : j'ai critiqué les portraits des ducs et de nos hommes illustres ; que dire du combat des Trente où apparaissent sept ou huit chevaux ! Mais, il faut en prendre notre parti, les images, dont quelques-unes ridicules, se perpétueront dans les éditions à venir.

C'est ainsi que l'illustration et même la statuaire enseignent l'histoire aux yeux. J'achetai l'an passé une lithographie montrant la *Surveillante* combattant sous le pavillon tricolore, en 1779.

La statue de l'illustre La Tour d'Auvergne, à Carhaix, nous montre le premier grenadier en costume de simple soldat, serrant sur sa poitrine son *sabre* d'honneur, et derrière lui dans un faisceau un fusil. Or, La Tour d'Auvergne était capitaine, portait les insignes de son grade, et l'arme d'honneur qui lui fut donnée était une *épée de capitaine*.

était de cinquante hommes ou même plus, ce serait mieux encore. Ils se partageraient les arrondissements et même les cantons, chacun prenant spécialement en charge les lieux qu'il connaîtrait le mieux. Pas un livre ne paraîtrait sur la Bretagne sans *passer au crible*. L'examen serait exempt de toute acrimonie, est-il besoin de le dire ? puisqu'il ne se ferait que dans le seul intérêt de la vérité.

Ce serait un peu de temps pris à chacun des membres de l'association et un peu de peine pour eux ; mais la peine et le temps, mis au service de la vérité, ne sont pas perdus.

Se peut-il qu'un projet qui semble si simple soit une nouveauté ! C'est pourtant vrai. Nous sommes vraiment trop indifférents en matière de vérité historique.

VII

Je vous parlais tout à l'heure de l'ouvrage de M. Lavissee. Ce livre a paru en 1880, en deux volumes : *Première et seconde année de l'Histoire de France*. En 1885, la *seconde année* était à sa vingt-huitième édition ! A l'apparition de l'ouvrage, personne n'a soulevé une objection quand il y en avait tant à faire et qui *sautaient aux yeux* ! L'ouvrage se répand par toute la France : il parvient à Quimper. Là le succès s'arrête court.

Dans une série d'articles hebdomadaires que l'auteur (c'était trop de modestie) s'obstine à ne pas signer, un esprit grave et ingénieux démontrait des douzaines d'erreurs !

— Le nom du critique ? me direz-vous.

— Il m'est permis aujourd'hui de le révéler, et je ne le publie pas sans émotion, car j'ai pleuré sa mort. Le critique était M. Bonniou de la Rivaudière, ancien juge d'instruction et mon collègue au tribunal de Quimper. C'était un homme aimable et spirituel que la muse avait, à son printemps, effleuré de son aile, qui fut plus tard un magistrat sans peur et sans reproche, et, je le sais mieux que personne, un ami fidèle et dévoué.

L'examen critique de M. de la Rivaudière parvient à l'éditeur parisien. Celui-ci en saisit la justesse, il s'inquiète et interroge à Quimper : il apprend que la vente du livre de M. Lavissee est désormais *perdue* dans le Finistère. Grand succès pour le *correcteur* quimpérois ! Mais pourquoi Paris a-t-il laissé l'honneur de ce succès à Quimper, et n'a-t-il pas arrêté le premier essor du livre si critiquable ?

On ne dira pas, je pense, que ce qui a été fait à Quimper n'était pas possible à Paris. Mais on n'y a pas pris garde par indifférence. Et cette indifférence a d'autres résultats que l'ignorance. M^r Freppel me faisait l'honneur de m'écrire : « Il n'y a pas de peuple qui connaisse moins sa propre histoire que le peuple français : de là tant d'erreurs, et par suite tant de sottises et de folies... »

L'indifférence des lecteurs est à peu près universelle. « Comment peut-on se préoccuper d'une erreur historique ? Que Constantinople ait succombé en 1453 et que l'Amérique ait été découverte en 1492, ou *vice versa*, qu'importe-t-il ? Ces dates n'ont d'intérêt qu'au jour d'un examen. Le lendemain, le diplôme conquis, comment s'occuper encore de ces vétilles ?... » Combien de fois avez-vous entendu ce beau raisonnement ?

Et cette indifférence dédaigneuse n'est pas née de nos jours. Un des plus savants hommes de France, aux premières années du siècle dernier, était le P. Lelong, de l'Oratoire, l'auteur de la *Bibliothèque historique* de la France. Un de ses amis, qui le voyait chercher une date, un fait, un détail avec ardeur et beaucoup de peine, lui reprochait de perdre tant de temps et de soins à des *riens* (1). Le P. Lelong répondait en souriant : « La vérité est si aimable qu'on ne peut se donner trop de peine pour la découvrir... » Et, laissant dire son ami, il poursuivait ses studieuses recherches.

Auprès des indifférents, nous trouverons des adversaires : ce sont les *optimistes*, ceux qui n'ont pas vu ou n'ont pas voulu voir de fautes dans les livres que nous critiquons, et qui les ont approuvés et chaudement recommandés même par la

(1) *Les Trois siècles littéraires*, II, p. 437. L'abbé Sabatier dit que cet ami était Malebranche. L'auteur de la *Recherche de la vérité* pouvait-il tenir ce langage ?

voie de la presse. Ceux-là n'admettent pas qu'on aperçoive et qu'on signale les fautes qu'ils n'ont pas vues. C'est affaire d'amour-propre. Ils nous appelleront « critiques moroses, chercheurs d'erreurs historiques. » Un journal m'a ainsi qualifié : j'ai répondu gaiement : « J'en appelle au lecteur : ma critique a-t-elle cet air renfrogné ? » On m'a répondu : « Non ! elle nous a fait sourire. » — « Quant au titre de *chercheur d'erreurs historiques*, qui serait un éloge, par malheur je ne le mérite pas. Je n'ai pas eu la peine de *chercher* ces erreurs que vous n'avez pas vues : elles m'ont sauté aux yeux. »

VIII

Sans nous soucier des indifférents et des optimistes, prenons pour nous la parole du P. Lelong ; animons-nous de son exemple ; et fondons, sous la haute protection de l'Association Bretonne et avec son assistance maternelle, une *Compagnie d'Assurances contre les erreurs historiques*.

Notre *fonds social* sera notre bonne volonté ; mais pour former ce fonds social, ne comptons que sur nous, les Bretons de Bretagne. Quimper corrige un livre imprimé et acclamé à Paris, ne croyez pas que Paris corrige un ouvrage imprimé en Bretagne et relatif à la Bretagne. La Bretagne peut être à la mode, mais combien peu son histoire est connue à Paris !

On l'a bien vu, il y a quatre ans : Rappelez-vous l'aventure à peine croyable de Perrinaïc, la prétendue compagne et amie de Jeanne d'Arc ! Le père de Perrinaïc imagine d'en faire la plus pure, la plus brillante incarnation de la Bretagne. A ce titre, il demande pour elle — après quelles hésitations ! (1) — un monument unique en Bretagne ; et les revues et les journaux parisiens font chorus. Applaudir à une telle fantaisie

(1) J'ai dit ces hésitations vraiment curieuses à étudier, dans l'*Histoire du Roman de Perrinaïc*. Après avoir lu les faits que j'ai rassemblés, on est en droit de conclure que le titre « d'initiateur du Monument de Perrinaïc » n'appartient pas à l'auteur de Perrinaïc, mais aux adorateurs parisiens de Perrinaïc.

n'est-ce pas méconnaître nos illustrations bretonnes, et au fond de ce bruyant enthousiasme ne trouvons-nous pas l'ignorance de notre histoire ?

A l'œuvre donc ! Il est grand temps.

Les sujets d'études ne nous manqueront pas. Ne croyez pas non plus que les correcteurs nous manquent. Pour la Cornouaille, en voilà six dans cette salle : MM. Ducrest de Villeneuve, du Chatellier, de Calan, les abbés Abgrall, Favé, Peyron... sans compter d'autres et moi-même.

Je supplie mes confrères quimpérois de me donner place dans leurs rangs. J'ai eu le bonheur, je l'ai vu dans ces heureux jours, après huit années d'absence, d'être un peu adopté à Quimper. Je reste Quimpérois de cœur !...

J. TRÉVÉDY.

Ancien Président du Tribunal de Quimper.

*Vice-Président honoraire de la Société archéologique
du Finistère.*



LA BRETAGNE AGRICOLE

INDUSTRIELLE & COMMERCIALE

Au début du XVIII^e siècle

Il n'y a pas bien longtemps que les recherches de statistique économique ont commencé à préoccuper les gouvernements. Tant que l'administration locale est restée aux mains des habitants, ceux-ci n'éprouvaient guère le besoin de consigner par écrit le nombre d'individus ou de têtes de bétail que nourrissait leur paroisse. C'est avec la centralisation que les ministres, ne pouvant se faire par les yeux une idée même approximative de la situation respective des diverses agglomérations humaines du pays qu'ils régissaient, ont senti le besoin de s'en faire rendre un compte plus ou moins exact par des analyses, des rapports et des chiffres que l'on pût consulter, comparer et classer dans un bureau. Ils croyaient d'ailleurs que c'était au gouvernement qu'il appartenait de faire le bonheur des peuples, de développer l'agriculture, l'industrie, le commerce que les particuliers leur semblaient trop inintelligents pour faire prospérer par leurs seules forces. Pour que leurs édits ou leurs règlements ne portassent pas en l'air, il leur fallait par conséquent une base solide, et de là vinrent les grandes enquêtes administratives. J'ai retrouvé pour la Bretagne le texte de deux d'entre elles, et c'est lui que je veux faire connaître aujourd'hui, condensé, allégé de

ses chiffres dont la sincérité absolue est fort douteuse, allégé des détails inutiles ou qui ne sauraient désormais avoir aucun intérêt pour nous.

La première émane de M. de Nointel, intendant de Bretagne dans les dernières années du xvii^e siècle, et fait partie de la collection bien connue que Louis XIV fit rédiger pour l'instruction de son petit-fils le duc de Bourgogne. Les manuscrits en sont si nombreux qu'il m'a semblé inutile de les indiquer ici. Elle est d'ailleurs d'un caractère fort général. Beaucoup plus détaillée, beaucoup plus précise, car au lieu de se borner à une description de chaque évêché, elle descend jusqu'à la subdélégation, est la seconde enquête, dressée vers l'année 1730 par les soins de l'intendant M. de la Tour, pour le contrôleur général d'alors. C'est d'elle que je me suis surtout servi : elle figure en manuscrit à la Bibliothèque nationale sous la cote 8153 du fonds français.

I

D'une manière générale, la Bretagne d'alors était comme aujourd'hui une terre granitique, aux cours d'eau de faible étendue, avec un rivage découpé de baies innombrables, propre avant tout à l'agriculture et au commerce, nullement destiné à un grand développement industriel. Sur ce sol que le voisinage de la mer favorisait d'une constante humidité, l'herbe était abondante, et la forêt poussait touffue et vivace, on y voyait surtout le chêne, le châtaigner, le hêtre et les arbres à bois blanc ; en fait d'arbres fruitiers, on n'y voyait guère que le pommier et le poirier.

Près de la moitié du terrain vers 1735, 1.220.000 arpents sur 2.846.000 étaient incultes ou en forêts, bois, montagnes, rochers, landes, bruyères, marais ou terres froides couvertes par les eaux ou ensablées par la mer, un autre rapport estimait que le quart environ de la province était bien cultivé, à cause des engrais marins, et un autre quart assez maigrement,

le fumier se composant seulement d'une charretée de fumier chaud contre six charretées de feuillage, fougères et ajoncs que souvent même on ne laissait pas assez longtemps en tas pour qu'ils pussent se décomposer. Ces landes servaient au pacage des bestiaux : les bruyères et les genêts faisaient une litière transformée plus tard en engrais. On les écobuait de temps en temps, on y semait des céréales, en général du seigle, pendant deux ou trois ans, rarement quatre, puis on les laissait revenir à leur état naturel jusqu'à ce qu'au bout de 10 à 12 ans (Machecoul), de 15 à 20 (Bourgneuf et Broons) on procédât à une nouvelle écobue. La Bretagne était donc surtout un pays d'élevage, mais il y avait encore beaucoup à faire pour que l'élevage y fût vraiment ce qu'il devait être. Une lettre assez curieuse d'un entrepreneur d'améliorations agricoles, écrite vers 1730 (Arch. nat. H. 267), disait que la plupart des prés de basse Bretagne étaient dans des fonds marécageux pleins de joncs et de mauvaises herbes, de sorte que l'on donnait à un bœuf 5 ou 6 arpents quand un aurait dû suffire, et 5 milliers de foin quand il aurait dû pouvoir se contenter de 2. L'élevage du cheval était surtout prospère dans les gras pacages de Léon et de Tréguier, où les fourrages étaient à la fois abondants et nourrissants. Vers 1700 on exportait annuellement 20.000 bonnes cavales et 11.000 à 12.000 bons chevaux. Mais la race avait bientôt dégénéré, un cheval entier valait rarement plus de 40 livres, on en avait souvent pour 15, et les prix de 120 à 150 livres étaient des prix exceptionnels. Le Léon tenait la tête, lors de l'organisation des haras diocésains, on y comptait 42 étalons pour 13 dans le diocèse de Tréguier (état de 1731). Quimper élevait aussi des chevaux, que les paysans achetaient à l'âge de six mois et revendaient à celui de trois ans aux maquignons normands pour le labourage et le service de l'artillerie ; mais cette industrie y était moins bien établie, ajoute M. de Nointel. La vache était l'animal dominant dans la province. Sur 115.000 animaux, chevaux, bêtes à cornes, moutons et porcs que la statistique de 1730 relevait dans l'évêché de Saint-Malo, les vaches figuraient pour 39.000, les bêtes à cornes (en y ajoutant les bœufs) pour 43 ; à Rennes, sur 104.000, on comptait 47.000 bêtes à cornes dont 37.000 vaches ; à Tréguier sur

65.000, 30.000 bêtes à cornes dont 25.000 vaches ; à Nantes sur 286.000, 113.000 bêtes à cornes, etc. L'évêché de Saint-Brieuc était le seul où la vache ne tint pas le premier rang, qui dans cet évêché appartenait aux porcs ; et à Saint-Brieuc comme à Nantes, comme à Saint-Malo, le nombre des moutons égalait celui des bêtes à cornes.

L'industrie était alors peu développée en Bretagne. Elle occupait vers 1700, 53 habitants sur 1.000 à Rennes, 37 à Tréguier, 21 à Léon, 20 à Nantes, un nombre encore moindre dans les autres évêchés : la valeur des produits industriels était évaluée à 7 millions de livres pour Tréguier, un peu moins de 4 millions pour Nantes, plus de 2 millions et demi à Léon et à Rennes, etc. Quimper venait au dernier rang comme nombre d'ouvriers et comme valeur des marchandises. Les industries étaient peu variées : Nantes était la seule ville qui en comptât 12 différentes, c'étaient surtout les toiles, les cuirs, le papier ; quelques filatures existaient aussi à côté de quelques manufactures de draps et d'étoffes, étamines, droguets, serges, molletons, crépons, etc., fabriqués avec les laines du pays, et occupant environ 800 métiers dans 18 villes ou bourgs, Nantes, Rennes, Vannes, Saint-Brieuc, Lamballe, Dinan, Chateaubriant, Nozay, Redon, Josselin, Auray, Males-
troit, Rochefort, Logonna, Irvillac, Sainte-Croix près Guingamp, Le Gué de Plélan et Châteauneuf. Ce n'était pas une industrie très progressive. Colbert aurait voulu, comme le témoignent plusieurs lettres qui figurent au 3^e volume de la *Correspondance administrative* publiée par M. Depping (1670, 1671, 1672), que les Nantais qui allaient chercher du sucre aux Antilles établissent à Nantes des raffineries au lieu de vendre aux Hollandais le sucre brut, il menaça de leur interdire le commerce d'Amérique, et eut grand peine à faire établir ses raffineries. Pour stimuler l'activité des femmes, certains seigneurs avaient le droit de faire brûler le lundi de Pâques, tous les lins et chanvres non encore broyés et teillés, et de mettre le détenteur à l'amende (Guillotín de Corson, dans *Revue de Bretagne*, 1893, II, 106).

Le commerce était assez florissant : Nantes trafiquait avec les îles de l'Amérique et faisait la traite sur le golfe de Guinée ; elle faisait aussi le commerce du Nord et la pêche de la morue.

Saint-Nazaire commerçait de même avec les Antilles et la Guinée. Savenay faisait un grand commerce de beurre avec la Normandie. Le principal commerce du pays de Vannes était celui des blés, il se vendait par an aux ports de Vannes, Hennebont et Auray 6.000 tonneaux de froment et 9.000 de seigle. En 1721, lorsque la libre exportation des grains fut autorisée, on ne constata de sorties que par ces trois ports, surtout par le second, ce qui était assez naturel, car comme l'écrivait l'intendant de Brou le 12 mai 1723 (Arch. nat. H. 577), le blé noir est la nourriture des paysans bas-bretons et le froment celle des paysans de haute-Bretagne. Cette question de la libre exportation était d'ailleurs une question fort controversée ; en 1789, le clergé réclamait l'échelle mobile, la noblesse pour des raisons politiques était hostile, le tiers assez indifférent à la question. Vannes faisait encore un commerce assez important de fer, de miel, de beurre, de cire vierge et de merrain : c'était surtout par le port de Redon que s'exportaient les fers, cercles et merrains des forges et bois du pays. De Quiberon à Brest, et surtout à Belle-Isle et à Port-Louis, la pêche de la sardine occupait 300 chaloupes par an vers 1700, chacune montée en moyenne par 5 hommes et munie de 12 filets. La pêche de la sardine, dont on extrayait de l'huile, avait subi de cruelles vicissitudes : vers 1672, elle s'était trouvée presque complètement abolie par l'usage des nouveaux filets dont on s'était servi pour la pêche de la sole. A Groix, la pêche du congre que l'on faisait sécher comme la morue, occupait 30 à 40 chaloupes et produisait 400 quintaux par an.

L'unique commerce de Quimper était celui des blés : le grand commerce de l'intérieur celui des bestiaux, que l'on élevait pour les vendre aux marchands de Normandie. Landerneau et Morlaix avaient leur commerce de toiles. Lannion faisait un grand commerce de beurre avec Paris, Rouen et Bordeaux. Saint-Brieuc exportait des blés, du cidre, des bestiaux, des toiles : elle vendait à Léon et à Rennes ses fils pour la teinture. La pêche de la morue y avait été fort importante. Du Légué au Couesnon sortaient des ports de Saint-Brieuc, Erquy, Plévenon, Saint-Cast, Saint-Enogat, Saint-Jacut, Cancale, de nombreuses barques qui se livraient avec succès vers

1700 à la pêche du maquereau. Enfin Saint-Malo commerçait avec l'Espagne, surtout avec Cadix, où il envoyait les toiles briochines ; les Antilles, la Guinée, Terre-Neuve recevaient la visite de ses navires. Au nord comme au midi, la Bretagne avait ainsi sur ses frontières deux ports actifs et importants.

Malheureusement à l'époque qui nous occupe, la Bretagne était loin de jouir de la prospérité qu'elle avait connue au xvi^e siècle. Il y avait un peu de sa faute, par suite de la répugnance que témoignaient pour le commerce les jeunes gens riches de la bourgeoisie, tendance déjà si forte que le maréchal de la Meilleraye avait essayé de réagir contre elle en faisant écrire par un carme nantais un livre fort curieux sur l'honorabilité de la profession commerciale. Il y avait beaucoup de la faute du gouvernement qui gênait l'essor de la fortune privée par les mesures qu'il croyait propres à l'activer, règlements intempestifs, etc., en même temps que, par ses exigences fiscales, il s'en attribuait une part de plus en plus grande. Partout ce n'étaient que des doléances. Depuis 1680, écrivait-on vers 1730, la pêche de la morue a entièrement cessé à Saint-Brieuc, il n'arrive pas à Nantes le dixième de ce qui arrivait autrefois. Saint-Malo, qui jadis vers 1700 mettait 80 vaisseaux (1) en mer par an, dominant ainsi Nantes qui vers 1670 n'en avait guère que 40, voyait le mouvement de son port réduit à 50 vaisseaux par an. La prohibition d'importer en France les étoffes étrangères avait ruiné le commerce de Roscoff. Les beurres de Lannion avaient perdu le marché de Rouen et de Paris ; les faillites des correspondants avaient fait baisser le commerce d'Hennebont, celui de Rennes languissait, celui d'Auray diminuait depuis 1670, et le nombre des gros marchands y avait beaucoup diminué. Dès 1674, l'intendant de la marine à Rochefort se plaignait que les toiles à voiles de Bretagne ne valaient plus rien ; le relâchement des tisserands avait porté un grand préjudice à l'écoulement des canevas de Fougères ; la fabrication des toiles de Dinan avait baissé des deux tiers, par suite de la concurrence étrangère aux colonies et des

(1) Ce chiffre se décomposait en 60 à 70 pour Terre-Neuve (Nantes n'en avait jamais eu plus de 20), 8 à 10 pour les Antilles et la Guinée, le reste pour l'Espagne, une dizaine environ.

vexations et tracasseries que les fonctionnaires des eaux et forêts suscitaient aux habitants pour le rouissage des chanvres. Le mauvais état des chemins dans la région de Bain avait épuisé les petits chevaux du pays et fait baisser le commerce des blés et des bois de cette région : les marchands normands ne venaient plus en aussi grand nombre aux marchés de blés et de bestiaux de Rostrenen et de Carhaix. Le commerce des sardines pressées baissait à Belle-Ile, celui des blés et miels de Saint-Brieuc pour la Hollande et l'Espagne avait disparu depuis 1680. Les forges de Fougères étaient tombées, sa manufacture de draps d'écarlate avait disparu depuis 1670. Les marchés étrangers se fermaient devant nos produits, en représailles des guerres incessantes dont l'orgueil de Louis XIV avait écrasé toute l'Europe coalisée contre nous, et nos stériles victoires, impuissantes à nous les rouvrir, nous laissaient à la paix en présence de nouveaux courants commerciaux formés en dehors de nous.

L'étude du mouvement de la population en Bretagne serait chose fort intéressante. On l'évaluait, vers 1700, à 1.700.000 habitants (1), vers 1730 à 1.838.000 : on sait qu'elle dépasse aujourd'hui 3 millions. Dans l'ensemble, il y a donc eu progrès. Mais sur certains points il y a eu recul. La disparition de la petite industrie rurale a amené sur certains points une diminution sensible de la population. La commune de Saint-Thélo, par exemple, comme l'établissait une curieuse statistique publiée dans l'*Annuaire des Côtes-du-Nord*, a vu le mouvement annuel des naissances, qui était de 50 pendant la période 1602-25 et de 80 pendant celle 1625-50, atteindre 126 en 1691, 155 en 1735, pour retomber à 70 pendant la période 1800-33, et à 40 la dernière année de cette période.

Le tableau moral que M. de Nointel trace vers 1700 de la population bretonne est curieux, malgré sa brièveté. « Les Bretons en général, dit-il, ne sont ni industriels ni laborieux. La fertilité de la côte et les ressources que leur offrent la mer assurent aux habitants des rivages une certaine aisance, mais les habitants des régions centrales sont assez pauvres.

(1) Sur ce chiffre, on comptait 13.000 ecclésiastiques et 4.000 familles nobles, non compris celles de justice et de finance.

L'ivrognerie peut y contribuer beaucoup, car c'est un vice auquel ils sont assez sujets. » Il signale aussi leur esprit de chicane, entretenu avec soin par le nombre presque infini de juridictions qui y sont établies. La noblesse y est plus ancienne qu'illustre : depuis l'union (de 1532), elle a peu servi dans les armées royales, et on ne compte qu'un seul maréchal de France qui fût breton, le maréchal de Guébriant. Demeurant ainsi dans le pays, les cadets s'y sont mariés et par là ont fait des familles peu riches. A l'égard des lettres et des sciences, il n'y a jamais eu de gens célèbres. Il reconnaît d'ailleurs en terminant que ce n'est pas l'étoffe qui leur manque. « A la vérité, les Bretons manquent moins d'esprit que de politesse et d'éducation. »

Après cette vue d'ensemble, il nous faut maintenant pénétrer dans le détail de chaque évêché.

II

Pour donner par un exemple une idée du procédé employé par les subdélégués de 1730 dans leur enquête, voici la subdélégation de Châtelaudren, évêché de Saint-Brieuc, à la limite des deux langues.

Châtelaudren, 7 paroisses, 14.400 arpents en froment, seigle, orge, avoine et blé noir ; 3.200 occupés par des rochers qu'il serait impossible de mettre en culture. Assez peuplée. Récolte toujours plus que suffisante, sauf années stériles : excédent vendu à Guingamp, Morlaix, Saint-Brieuc.

Foins pour nourriture des bestiaux.

Cidres et poirés. Lins qui ont leur débouché à Quintin et Guingamp.

2.330 chevaux vendus de 20 à 100 livres, pas de bœufs, 3.400 cochons (3 à 35 l.), 1765 moutons, 3.400 vaches (10 à 30 l.)

D'un caractère docile, aiment l'agriculture, s'attachent surtout aux lins, ont grand soin de leurs bestiaux.

Aussi le principal commerce est sur les lins, les chevaux et

les cochons. Ils portent aussi au marché beurre, laine, volailles et menues denrées.

Pas de manufactures.

Voyons maintenant le reste de l'évêché.

La côte, Paimpol, Saint-Brieuc, Lamballe, Matignon est une terre peu favorisée, à moitié inculte, en côtes et collines rocheuses, marécageuse et marneuse à l'est, couverte à ses deux extrémités de mauvaises landes.

Aussi la récolte y est-elle insuffisante, soit insuffisance naturelle, soit densité de la population. Les foins y sont rares, les cidres aussi (à Paimpol même on n'en mentionne pas). Le mouton, et à Saint-Brieuc une quantité quintuple de cochons, est l'animal dominant.

Paimpol et Saint-Brieuc appartiennent encore au Trégorois par la culture du chanvre et surtout du lin qu'ils exportent dans l'intérieur ou sur Saint-Malo.

Toute cette région est laborieuse, très adonnée à la culture de la terre (Paimpol, Saint-Brieuc).

Saint-Brieuc, Lamballe cultivent les pois, fèves, vesces, menues denrées, le tout consommé dans le pays.

A Paimpol, quelques tisserands pour l'usage des particuliers ; à Lamballe, 50 à 60 ouvriers pour les étoffes de frise, 250 à 300 tanneurs (payés 10 à 12 s. par jour), dont les produits étaient consommés dans le pays. La fabrication du parchemin, qui y avait jadis existé, était tombée faute de débouchés. A Saint-Brieuc, les gens de la ville font filer dans leurs maisons et fabriquer les toiles et étoffes à 60 ouvriers. C'est une région sans industrie.

Mais Paimpol et Saint-Brieuc ont un commerce sur les lins, les chanvres, les fils du Léon, sur l'intérieur et sur Morlaix où on les transforme en toiles, sur Rennes où on les teint et où on les exporte, ou encore pour ce dernier genre sur Saint-Malo.

Outre ce commerce, Saint-Brieuc va chercher pour la consommation intérieure les vins de Bordeaux et de Nantes, les sels de Guérande, la résine et l'épicerie d'Arcachon et de Bayonne.

En 1732, on ne parlait encore que d'un petit commerce de pêche de la morue pour la consommation intérieure, réduit à deux petits havres, avec des bâtiments de 100 tonneaux.

On reconnaissait d'ailleurs qu'ils aimaient la navigation ;

les habitants de la côte de Matignon ont l'esprit vif et pénétrant, et sont bons marinières.

La seconde région, la partie orientale, est beaucoup moins favorisée, surtout Matignon, détestable dans les années sèches, parcourue par quelques voituriers qui vont de marchés en marchés, à Lamballe et Plancoët, achetant et vendant des blés.

Les habitants de Lamballe manquent de génie, mais sont dociles.

Quintin et Moncontour forment une région riche, surtout Quintin où la récolte est toujours superflue et où la vache domine, tandis que le mouton domine à Moncontour : cette dernière subdélégation est mal cultivée ; toutes deux sont susceptibles d'amélioration. C'est un pays de foin et de cidre.

La région du lin comprend Quintin et Moncontour, où on fabrique des toiles à l'usage du pays. A l'inverse des Trégorois, il n'y a pas assez de matières premières dans le pays, et on les fait venir de Tréguier et même du Léon à Quintin. Les lins arrivent en bois. Ils sont filés et fabriqués à Quintin, et les toiles expédiées en ballots, notamment à Cadix (fines, entretoises et communes). Châtelaudren forme la limite de la région où l'on cultive le lin : son débouché est Guingamp et Quintin.

Ce sont gens laborieux, mais ceux de Quintin négligent l'agriculture, leur génie particulier est pour le trafic ; ce sont des négociants, tandis que ceux de Moncontour ne sont guère que laboureurs et artisans. Moncontour doit donc se rapprocher d'Uzel.

3^e région : Uzel, très mauvais comme terres et par conséquent distinct de la seconde région, s'y rattache comme région de fabrication de toiles et comme région de non-production du lin : Quintin, Loudéac, Allineuc, Uzel étaient indiqués en 1898 comme le centre de la fabrication des toiles.

III

Le pays de Rennes a lui aussi ses plaines, ses bois et ses forêts, ses landes et ses bruyères, ses rochers. Les plus mau-

vaises régions agricoles sont les forêts qui entourent la ville de Rennes en allant vers Saint-Aubin du Cormier, région dépourvue de froment, où le principal commerce est naturellement celui des fagots et charbons, les landes immenses qui tiennent tout le pays de Bain, également presque entièrement dépourvu de froment, et les pays de Bazouges et d'Antrain, où cette céréale est peu cultivée. Ces trois pays, sauf Antrain, sont de plus presque entièrement dépourvus de foin. Le pays de Hédé diffère aussi du reste. Les deux grandes richesses agricoles de l'évêché sont : 1^o la vache (elle domine partout, et ne subit guère de concurrence qu'à la Guerche, moutons et cochons, Rennes, cochons, Antrain, moutons) qui produit le beurre dans les régions même les plus pauvres, Bain, Saint-Aubin, Hédé, et qui ailleurs à Rennes, à Fougères, s'envoie jusqu'à Paris, et notamment en Anjou ;

2^o les arbres fruitiers. Partout il y a du cidre, la zone frontière, Fougères, Vitré, Rennes, produit le poiré, Vitré, Rennes, Châteaugiron sont des pays de châtaignes, les noix, les cerises abondent et se consomment à Rennes et Fougères, il y a même du vin, un peu à Bazouges, principalement dans le sud, Bain, Châteaugiron, environ 100 muids, surtout dans les environs de Rennes, 300 muids de vin blanc, mais ce vin est fort médiocre.

Dans les pays bien cultivés, Rennes, Vitré, il y a encore des landes, mais elles servent soit au pacage, soit à la litière.

Ce pays est surtout un pays d'industrie, sauf Hédé et Saint-Aubin. De tous les évêchés bretons, c'est celui qui proportionnellement à sa population, compte le plus d'ouvriers : une forge à fer à Martigné près Rennes, des moulins à papier à Fougères et Antrain, de nombreuses tanneries à Bazouges, Antrain, Rennes, Fougères. Le tissage y est surtout développé. La matière première, lins et chanvres, est cultivée dans le sud, Rennes, Vitré, La Guerche, Châteaugiron, les pays pauvres, Bain, Hédé, Saint-Aubin, font le commerce des fils liés ou non déliés, La Guerche, Châteaugiron, Fougères, Rennes où on les teint, y ajoutent celui des toiles (canevaux de Fougères, grosses toiles à voiles dites noyales de Rennes, grosses toiles et étoffes de laine sur fil d'Antrain, serges sur fil, tricots, toiles de Vitré).

Antrain	compte	400 ouvriers sur	8.400 habitants.
Fougères	—	4.000	— 29.000 —
La Guerche	—	250	— 18.000 —
Rennes	—	6 à 7.000	— 75.000 —

Les Rennais se subdivisent en 6 à 700 employés aux toiles produisant pour 150 à 200.000 livres par an ; 5 à 6.000 aux fils, 1.200.000 livres ; 300 aux tanneries, 300.000 livres ; 300 aux forges, 20.000 livres. Les hommes sont payés 10 à 12 s. par jour à Fougères, 8 à 10 à Rennes ; les femmes 4 à 5 s. (Fougères et Rennes).

Mais tout ce pays n'est pas également laborieux. A côté des habitants des régions pauvres, qui ont peu de génie, cependant laborieux (Antrain), assez laborieux, doux et paisibles, quoique gens de bois (Saint-Aubin), laborieux, aimant l'agriculture et le commerce (Bain), mais qui parfois sont fainéants, grossiers, mutins et mauvais (Bazouges), d'un esprit inquiet, aimant les procès, le vin et l'eau-de-vie, ne s'appliquant point au commerce et même à l'agriculture (Hédé), ceux des régions riches présentent les mêmes différences : les uns dociles, laborieux, aimant cependant à boire (Vitré), laborieux, mais grossiers, adonnés au cidre et au vin (Rennes), les autres comme à Châteaugiron, naturellement industriels, mais peu laborieux, à La Guerche, vains et peu laborieux, à Fougères, naturellement fainéants, audacieux, aimant les procès et peu riches.

Bain et Hédé font le commerce des blés, Bain et Rennes celui des bois.

La Vilaine est une artère commerciale importante, les bateliers portent jusqu'à Rennes le poisson de la côte sud, les vins de Bordeaux, les résines, les moulages, les bois ; Guipry est un centre fréquenté.

IV

La région du nord-ouest qui correspond aux deux évêchés de Dol et de Saint-Malo peut se diviser en deux régions bien distinctes : une première région, Dol et Combour, mal située, entourée de marais, en mauvais air, le plus méchant pays de

la Bretagne, dit-on de Dol. Les gens y sont grossiers et malsains ; à Combour, on nous les dépeint comme assez laborieux pour la culture des céréales et du pommier, mais ivrognes et incapables dans l'élevage. A Dol et à Combour, quelques tisserands de village, mais en général on y manque de laine et de fil. Un peu de lard et de beurre vendu à Saint-Malo et à Dinan, un peu de poisson vendu à Rennes, Fougères et Vitré, en revanche beaucoup de fruits, noix, châtaignes, pommes et beaucoup de cidre. La seconde région comprend le reste de l'évêché de Saint-Malo, bien cultivée sur la côte, où l'on met en valeur tout ce qui n'est pas rocher, non seulement en blé (Châteauneuf, Plouer, Montauban), mais en légumes, pois et fèves (Broons et Montauban). Du cidre à Plouer et Jugon, un peu à Dinan, très peu à Saint-Méen. Du poiré à Châteauneuf. Du lin et du chanvre à Plouer, Dinan, Broons. Les landes de Plouer et de Montfort seraient susceptibles de défrichements, et il faudrait contraindre les seigneurs à les afféager. Au point de vue bétail, le pays se divise en trois bandes perpendiculaires au littoral, à Plouer, Jugon et Plélan les moutons, à Broons et Plouer les chevaux, dont il y a de si grandes foires à Ploubalay et à la Touche ; à Dinan, Châteauneuf, Montfort, Montauban, Saint-Méen, les vaches. Les bœufs sont très rares, parfois ils manquent absolument. Montauban fait un grand commerce de porcs.

L'industrie, restreinte à la filature domestique par les femmes et les enfants à Montauban et Saint-Méen, avec tisserands de village pour l'usage des particuliers (Montfort, Jugon), comprend la fabrication des grosses toiles (Saint-Méen, Plouer, Dinan, 600 ouvriers), la blanchisserie des fils (Plouer, 6 à 700 ouvriers, Plélan, 400), la fabrication des étoffes et les forges de Plélan.

Quant au caractère des habitants, il est assez varié, paresseux et inappliqués à Dinan, bornés et paresseux à Saint-Méen, paresseux et méchants à Plélan, paresseux, fainéants, très mauvais cultivateurs à Jugon, paresseux dans la ville de Montfort, on les trouve au contraire laborieux et bons cultivateurs, sachant profiter des saisons pour faire de bonnes emblavures et de bonnes récoltes dans la campagne de Montfort, à Plouer, et surtout à Montauban et à Broons.

La pêche est assez développée dans la subdélégation de Plouer : des pêcheurs fort à leur aise, montant des barques depuis 6 jusqu'à 40 tonneaux, vendent leur poisson à Rennes, Saint-Malo et Dinan.

Le petit port de Saint-Briac fournit 40 à 50 barques qui vont caboter jusqu'à Bordeaux. Mais c'est surtout à Saint-Malo, Plouer et Châteauneuf, que les habitants, assez fiers mais brutaux, aiment la navigation, Saint-Malo, ville sans industrie, est entièrement adonnée au négoce. Ses habitants, entreprenants et actifs pour leurs intérêts, ont un génie fort étendu sur les différentes manières de le faire.

V

Entrons maintenant dans la Bretagne centrale. Dès l'abord nous y voyons cultiver le mil (Baud, Carhaix, Malestroit, Redon) assez rare ailleurs sauf à Nantes et Machecoul. On y distingue deux parties.

1^o Pays des bêtes à cornes.

1. Carhaix, Châteauneuf et Gourin. Ce pays dont la moitié seulement est en culture, et à Gourin le tiers, serait susceptible de plus grands défrichements ; mais les habitants sont paresseux, vifs quoique dociles à Gourin, brutaux à Carhaix, indociles à Châteauneuf, d'ailleurs généralement grossiers et pauvres (Châteauneuf, Gourin, Carhaix).

Gourin a quelques foins et du cidre, Châteauneuf ne produit ni fruits, ni cidres.

C'est une région de fabrication domestique, il n'y a pas à Carhaix de manufacture de draps, on y fabrique quelques toiles pour l'usage de chaque famille, et celles que des marchands vendent dans le pays sont prises à Pontivy, Quintin, Morlaix et Léon. Châteauneuf (probablement dans la région maritime qui touche le Faou) fait seul quelque commerce de

lins et de chanvres. Le commerce se fait surtout, uniquement à Carhaix, sur les blés et les bestiaux. Le commerce des bêtes à cornes, faible à Gourin et uniquement avec l'intérieur, était jadis considérable à Carhaix dont les foires étaient fréquentées par les marchands de Normandie. Châteauneuf fait aussi le commerce du miel.

2. Pontivy, Guémené, Rostrenen, Callac, Baud, Locminé, Josselin.

Région généralement mal cultivée (Rostrenen, Locminé, Josselin), les deux tiers incultes à Baud, à Callac, 18.000 arpents sur près de 20.000 sont incultes. Ce pays de Callac est absolument déshérité. C'est un pays ingrat, où l'on ne cultive que le seigle, l'avoine menue et le blé noir, sans fruits ni cidres, les habitants seraient portés au commerce, mais pauvres et hors d'état de le pousser. Les bœufs y sont en nombre double des vaches, ils font avec Carhaix, Morlaix, Callac (ville) un petit commerce de chaux, de volailles, de beurre, de miel et c'est tout. Et cependant le pays serait susceptible d'améliorations (Pontivy), au moins partielles (Guémené et Callac). Dans ce dernier endroit on pourrait mettre les terres incultes en culture tous les 8 ans; à Guémené, ce qui arrête les progrès du défrichement, c'est la trop grande étendue des exploitations, et le subdélégué émet l'avis qu'il faudrait obliger chaque particulier à se restreindre à la quantité de terre qu'il pourrait cultiver. A Baud, Locminé, Josselin, ces terres sont utiles pour le pâturage et le pacage et on n'en conseille pas le défrichement. Les habitants sont d'ailleurs laborieux, mais généralement grossiers, peu industriels (Pontivy, Josselin).

A Baud, cependant, on note qu'ils sèment leurs grains en saison convenable, et savent amasser les landes pour faire de l'engrais et fumer les terres labourables. Partout dans ce pays, le paysan est laboureur ou artisan. Baud, Rostrenen, Guémené font le commerce des blés et des bestiaux (petit à Baud), commerce sur denrées agricoles à Pontivy et Josselin, petit commerce de bestiaux à Locminé. On ne signale de fruits qu'à Guémené (pommes et poires), de foins qu'à Guémené et Josselin, de cidre qu'à Josselin. L'industrie est représentée par la fabrication des toiles de reparon à Baud, la fabrication

et le commerce des gros draps occupant à Josselin 500 ouvriers, la fabrication et le commerce des toiles occupant 250 ouvriers à Guémené, 100 à Locminé; Pontivy, qui a surtout des tanneries, des moulins à papier, une verrerie, n'a guère que des tisserands de village. C'est, comme Rostrenen, un pays de production de lin et de chanvre, le chanvre se retrouve encore à Guémené et un peu à Locminé, mais à Guémené notamment tous les lins viennent du Léon.

II^e Région du mouton.

1. Ploërmel, Corlay, Uzel à moitié cultivée, le reste stérile, sec, mauvaises landes et rochers, impossible à mettre en culture. Les habitants sont laborieux, à Uzel grossiers.

Ploërmel, une partie des habitants se donne au barreau, le commerce est uniquement sur les seigles, la fabrication est toute domestique.

Corlay, pays à cidre, Uzel pays à foins et à légumes ne sont guère des pays de commerce agricole. A Uzel la récolte est très insuffisante et il n'y a pas de foires, à Corlay le grand commerce est sur les toiles, 5 à 600 ouvriers à Uzel, 100 à Corlay, surtout à Saint-Martin pour les toiles fines. Les fileuses gagnent 4 s.; les tisseurs et peigneurs 12 s. à Corlay, 10 s. à Uzel. Les matières premières viennent du Trégorois à Uzel, le débouché de Corlay est Saint-Malo.

2. Malestroit et Redon (en partie). Région où l'on cultive le mil, moyennement cultivée, susceptible d'amélioration. Habitants paresseux et adonnés au vin.

Pays de foins, de fruits (Malestroit), de cidre et de vin (Redon). A la fois commerce des blés, bestiaux, laines, cires, miels, tanneries à Redon, fabrique et commerce de toiles (Redon), manufactures de toiles et laines (Malestroit).

Malestroit, Rochefort, Questembert sont signalés en 1698 comme fabriquant quelques petits draps et tiretaines pour l'usage du pays.

L'une des caractéristiques du centre est l'absence de l'orge: Carhaix, Pontivy, Callac, Baud, Locminé, Josselin, Ploërmel.

Froment rare à Corlay et Gourin. Blé noir manque à Baud, pas d'avoine à Ploërmel, Locminé, Malestroit.

VI

Le pays nantais, le plus rapproché de la France, offrait une grande inégalité de richesse. A côté de régions comme Ancenis, où sur 10.000 arpents de terre, tout était en culture sauf 80 arpents qui étaient aussi utiles comme pacages, on voyait des subdélégations comme Pontchâteau, Blain, la Roche-Bernard, Châteaubriand, Clisson, où plus de la moitié du territoire était en friche. Pays de culture et d'élevage, il exportait à la fois des bestiaux (Saint-Nazaire, Pontchâteau, Blain, Savenay, Machecoul, Bourgneuf), des céréales (Pontchâteau et Bourgneuf), des laines (Saint-Nazaire, Machecoul et Bourgneuf), des beurres (Saint-Nazaire, Derval, Savenay et Bourgneuf), des cuirs (Derval). On cultive du foin à Pontchâteau, Savenay, Guérande, la Roche-Bernard, Nantes, Saint-Nazaire et Bourgneuf ; le lin à Pontchâteau, Savenay et la Roche-Bernard ; les pois à Savenay et Machecoul ; les fèves à Savenay, les pommes et les poires à Savenay et Bourgneuf. Le pays nantais est avant tout un pays de bovidés (113.000) et d'ovidés (107.000) ; la race ovine prend même le dessus sur la bovine à Saint-Nazaire, Clisson et Bourgneuf. Viennent ensuite les porcs (33.000) et les chevaux (31.000). Mais il y a des localités, comme Clisson, où il n'y a pas d'autres porcs que ceux que les habitants élèvent pour leur consommation. Le pays produit également des bois (Blain, Derval), de la chaux, des ardoises (Derval). Mais les deux productions les plus caractéristiques, celles que l'on ne trouve guère que là, sont les vins et les sels. Le sel, qui se récolte à la Roche-Bernard et à Guérande, a son centre principal de production dans la subdélégation du Croisic. La population, là, se divise en trois classes : les paludiers qui récoltent le sel, les muletiers qui le transportent dans l'intérieur et les voituriers qui vont de ville en

ville débiter les draps, toiles, épiceries. Tout ce monde vit du commerce et achète son blé.

Quant au vin, on le trouve presque partout, à Savenay, la Roche-Bernard, Guérande, Derval, Nantes, Paimbœuf, Bourgneuf, et surtout Ancenis, Clisson et Machecoul, où l'on fabrique également des eaux-de-vie.

Nantes tient le second rang au point de vue industriel parmi les évêchés bretons, Blain, Savenay, Saint-Nazaire, Guérande et Machecoul sont cependant totalement dénuées de manufactures ; mais Nantes est déjà une ville industrielle. Châteaubriant fabrique des étoffes de serge et de laine, Clisson emploie mille ouvriers à la fabrication des berlinges, serges, toiles, coutils ; quant aux toiles et étoffes moitié fil et moitié laine pour l'usage des gens de la campagne, on en trouve quelques-unes à Pontchâteau et à Savenay. Si l'on y joint les forges de Châteaubriant et la verrerie de Blain, on aura le bilan industriel du pays.

L'enquête, comme toujours, nous renseigne également sur le caractère de la population. Généralement, on les trouve laborieux (Nantes, Derval, le Croisic, Pontchâteau, Ancenis, Machecoul, Paimbœuf, Clisson, Bourgneuf, Blain seul fait formellement exception). Mais généralement c'est un labueur assez routinier, indiqué par les épithètes mauvais ménagers (Bourgneuf), peu industriels (Clisson) ; on ne signale guère leur émulation qu'à Derval, pays pauvre et peu avancé ; leur bon génie et caractère qu'à Ancenis. Le caractère fort doux des paysans est signalé à Blain, Pontchâteau et Saint-Nazaire. Au Croisic, ils sont durs au travail, mais ils aiment cependant la propreté et même le faste dans leurs habits et leurs meubles. Les habitants de Guérande, Machecoul, Clisson, Bourgneuf, sont désignés comme fort ivrognes.

Naturellement, ce pays maritime s'adonne assez volontiers à la navigation : Le Croisic passe pour fournir de bons officiers de mer, mais on y trouve surtout des négociants commissionnaires ; les marins de Saint-Nazaire sont glorieux et peu obligeants ; ceux de Paimbœuf, où presque toute la population est officier ou matelot, sont fiers et arrogants ; à Paimbœuf, à Bourgneuf les matelots engagés sur les vaisseaux emportent avec eux des pacotilles. A Nantes, ils naissent presque tous avec une

inclination naturelle et un génie particulier pour le commerce de mer, dans lequel ils se distinguent par leur capacité et leur économie. En revanche, à Pontchâteau, peu de goût pour le négoce, et les gentilshommes et bourgeois de Guérande, auxquels on reconnaît de l'honneur et de l'économie, et qui sont fort réglés dans leur conduite, négligent toute sorte de commerce et même le barreau.

VII

La côte vannetaise, sauf Belle-Ile et Rhuis, est assez mal cultivée. Plus de la moitié des terres sont incultes, les unes à cause de la difficulté qu'il y aurait à les défricher, comme les landes marécageuses d'Auray ; d'autres, Vannes, Hennebont, parce qu'en l'absence de la liberté d'exportation, les habitants ne peuvent trouver dans la consommation intérieure un débouché suffisant à ce qu'ils produisent, et n'ont par conséquent aucun intérêt à produire davantage ; parfois enfin, comme à Hennebont, les recteurs, par leurs prétentions exagérées au 10^e des novales, mils et blés noirs (qu'on propose de réduire au 24^e), découragent les velléités de progrès.

Belle-Ile, très bien cultivée d'ailleurs en froment et avoine, a besoin, à défaut de bois, de ses bruyères et de ses landes pour le chauffage.

Sauf Belle-Ile, pays de moutons, toute cette région est un pays de bêtes à cornes, notamment Auray. Les moutons y sont rares, complètement absents à Hennebont.

Toutes les céréales y sont cultivées, le mil ou millet y est notamment très répandu (dans toutes les subdélégations), pas d'orge au Port-Louis et à Rhuis, pas de blé noir à Vannes. Vannes est signalé comme pays de cidre et de vin, dont le centre de production est surtout Rhuis.

Sur la côte, les marins ou pêcheurs sont nombreux : la sardine se pêche au Port-Louis, à Hennebont, à Rhuis, où l'on en fait commerce, et surtout à Belle-Ile, d'où les sardines pressées s'expédient à Nantes, à Bordeaux, en Espagne, en

Provence. A part le Port-Louis, dont la population est laborieuse et d'un bon génie, tous ces pêcheurs sont paresseux, brutaux, peu industriels (Belle-Ile), d'un génie grossier (Rhuis), pauvres (Belle-Ile), adonnés au vin (Belle-Ile, Hennebont) et au tabac (Hennebont).

Les habitants de la plaine et des bords du golfe (Hennebont, Auray, Vannes) sont au contraire fort laborieux, mais ils mènent une vie dure, mal logés, mal nourris, mal vêtus (Belle-Ile) ; aussi ils sont durs pour eux comme pour les autres.

L'absence de manufactures (Rhuis) dans ce pays qui ne pratique que la fabrication domestique (Vannes, Auray), ou une petite fabrication de petits draps et tiretaines pour l'usage du pays (1698, Vannes, Rhuis, Berric), réduit le commerce à la vente des denrées agricoles. Au Port-Louis, les travaux du port fournissent un supplément de ressources. Mais ce commerce, surtout florissant à Auray, dont les habitants aiment le négoce de la mer, est plutôt un commerce de commission, sans armements : il faut que l'étranger vienne chercher les produits, et si une cause quelconque l'en empêche, l'engorgement se produit aussitôt. En échange des blés d'Auray et d'Hennebont, du miel et des sardines de cette ville, ces deux ports introduisent dans le pays les vins de Bordeaux et de Nantes et les fers de l'Espagne.

Arrivons à Redon : c'est un pays fertile, près des quatre cinquièmes sont en culture ; les habitants y ont un assez bon caractère, mais ce sont beaucoup plutôt des commerçants que des agriculteurs ; les habitants de la ville aiment le trafic, ils ont un génie fin et délié pour leurs intérêts : ceux de la campagne négligent l'agriculture parce qu'ils fréquentent trop les foires et les marchés pour trafiquer. Les riverains de la mer se livrent à la construction des bateaux et au commerce, principalement à la batellerie sur la Vilaine, des blés, toiles, berlinges, fers ou au transport des sels pour le compte de la gabelle.

VIII

Nous arrivons à l'évêché de Quimper.

Prenons la zone côtière qui s'étend de Quimperlé au Faou. Les deux extrémités, Quimperlé d'une part, Châteaulin et le Faou de l'autre, sont les mieux cultivées ; dans tout le reste, environ la moitié de la surface du pays est inculte, en rochers ou en landes difficiles à défricher, bruyères, terres froides qui servent aux habitants pour y faire paître leurs bestiaux, comme litière, comme engrais, et dans les régions où le bois manque, comme à Pont-l'Abbé, pour le chauffage ; et comme le blé surabondant se vend mal, on n'a pas intérêt à défricher davantage. Ce n'est guère qu'à Pont-Croix que le subdélégué déclare les terres incultes par la paresse des habitants de les améliorer, il les dit cependant laborieux ; et au Faou, où tout en les déclarant très difficiles à défricher, il affirme ailleurs que les habitants laissent à l'abandon des terres qu'ils pourraient cultiver. Dans certaines paroisses de la région de Châteaulin, on les met en culture tous les vingt ans.

La culture est la grande occupation. La récolte, toujours plus que suffisante à Quimperlé, à Concarneau, à Châteaulin, donne lieu à une forte exportation, principalement de Concarneau sur Nantes. Il y a plus de personnes à souffrir du vil prix des blés que de leur cherté. Châteaulin fait surtout le commerce avec l'intérieur. Le seigle, l'avoine, l'orge, le blé noir sont cultivés partout, le froment ne manque qu'à Quimper, les légumineuses, pois, fèves, vesces y sont fort cultivées (Quimper, Pont-l'Abbé, Pontcroix) et le port d'Audierne en exporte beaucoup à destination de l'Espagne. Le cidre est très abondant à Quimperlé, rare à Concarneau. Quimper, Châteaulin, le Faou, très rare à Pont-l'Abbé, où les habitants consomment directement leurs pommes ; on n'en fait pour ainsi dire pas à Châteauneuf. Le foin, très abondant à Quimperlé et Châteaulin, est abondant à Concarneau, rare au Faou et manque à Châteauneuf. Les bêtes à cornes dominent

partout, les bœufs se rencontrent surtout à Concarneau, Châteaulin et Quimperlé, et dans cette dernière ville, il y en a presque autant que de vaches. L'élevage du mouton, et par conséquent la production de la laine n'existe qu'à Pont-l'Abbé. Les pays de chevaux sont Quimper, le Faou et Pontcroix, et il se fait des environs de Châteaulin une grande exportation de petits chevaux. Le lin et le chanvre ne sont cultivés qu'au Faou et à Châteauneuf qui en font le commerce vers l'intérieur ; Pont-l'Abbé fait avec l'étranger un important commerce de graines de lin ; Châteauneuf, le Faou, Quimper, produisent du miel qui s'exporte dans l'intérieur. Cette côte est une région commerçante ; on parle des négociants de Quimperlé ; Quimper, le principal port d'importation, introduit dans le pays les vins de Bordeaux et de Nantes ; Concarneau est en relations avec les mêmes ports, Pont-l'Abbé exporte à l'étranger ses poissons secs et ses blés ; le Faou et Concarneau y exportent leurs sardines. Presque partout il se fait vers l'intérieur un commerce de blés et de bêtes à cornes (Pontcroix, Le Faou, Châteaulin, Quimper). Pour être complet sur les ressources du pays, je dois citer encore les ardoisières de Châteaulin.

L'industrie de cette région est fort réduite : 250 à 300 ouvriers aux toiles à Pontcroix, avec exportation en Gascogne, 250 ouvriers tanneurs à Quimperlé ; à Quimper, 30 à 40 ouvriers aux toiles, 25 à 30 tanneurs. Ceux qui travaillent au métier ou peignent la filasse gagnent 10 s., les fileuses 4 s., les tanneurs 12 s. à Quimper, 10 s. à Quimperlé. A Concarneau, quelques tisserands travaillent pour l'usage des familles ; un moulin à papier employant 10 ouvriers, et une manufacture de toiles à voiles à Châteaulin complètent cette énumération. Le pays, d'ailleurs, voit sa prospérité diminuer : les tanneries ne font plus leurs frais, et à Quimperlé on se plaint déjà depuis 4 ou 5 ans de la concurrence étrangère qui fait baisser le prix des blés.

L'état moral de la population est assez satisfaisant. Les villageois sont généralement laborieux (Pontcroix, Concarneau, Quimper), mais au Faou on les trouve peu laborieux, ainsi qu'à Pont-l'Abbé et à Châteaulin. Les gens de Concarneau sont rustiques et grossiers, ceux de Quimperlé et du Faou brutaux et grossiers, ceux de Pont-l'Abbé dociles, ceux du Faou en

revanche indociles, ceux de Pont-l'Abbé sans industrie, ceux de Pontcroix grossiers, ceux de Châteaulin processifs. Quant aux artisans de Quimper, que l'on oppose aux ruraux, ils sont fainéants, peu ingénieux et pauvres.

IX

Le Léon est mieux cultivé que la Cornouaille. Souvent plus des trois quarts du terrain sont mis en valeur. Landivisiau est la seule subdélégation où il n'y en ait que la moitié. Ce qui reste est d'ailleurs susceptible de défrichement, sauf à Landerneau, pays presque entièrement adonné au commerce, mais les paysans, à Saint-Pol notamment, disent que les terres incultes leur sont utiles pour le pacage. La récolte du blé y est cependant insuffisante, car presque toutes les terres sont en lin (Saint-Pol, et surtout Landerneau et Landivisiau) ou en chanvre (Brest et Lesneven) (1). Brest n'a guère que des tisserands de village, mais les quatre autres subdélégations ont de véritables ouvriers pour l'exportation. Les toiles sont surtout dirigées sur l'Espagne, les fils et filasses de Brest et d'ailleurs sont exportés sur Rouen. Il y a 12 à 1500 ouvriers à Landivisiau, 4 à 500 à Saint-Pol. Toutes les femmes et filles vendent ordinairement leur fil cru à des marchands qui le font blanchir. La région de Saint-Thégonnec, voisine des papeteries de Morlaix, compte environ 300 ouvriers papetiers. C'est surtout depuis la guerre de 1688 que l'on vend le fil cru et blanc : la cessation des armements dans les grands ports de la province, en obligeant à substituer le transport par terre au transport par mer, avait rendu l'écoulement des toiles blanches si difficile que beaucoup de gens avaient cessé de les fabriquer. La prohibition des draps et étoffes étrangères, en écartant de nos ports les vaisseaux des autres nations, avait déjà réduit la production des deux tiers, la guerre de 1688 la fit entière-

(1) Dès le Faou en Cornouaille, on entre dans le pays linicole.

ment tomber. Les toiles communes qui, avant la guerre et les mesures prohibitives, valaient 60 à 70 livres la pièce de cent aunes, étaient tombées pendant la guerre à 24, les fleurets de 100 à 60 et même à 48 ; les fins fleurets qui se vendaient 135 livres, ne valaient plus que 80 à 60.

Les chevaux étaient une des grandes richesses du pays, surtout à Lesneven, Brest, Saint-Pol, Landerneau. Les foires de la Martyre et du Folgoet étaient fréquentées par les marchands de Normandie et de Touraine. A Lesneven la statistique ne relève pas de bœufs, et pas de moutons à Landivisiau. Pas de fruits non plus dans cette dernière subdélégation.

A Lesneven et Saint-Pol paraissent les légumineuses, fèves, pois, le mil à Lesneven : on ne signale nulle part le cidre, et à Landivisiau, Lesneven et Saint-Pol on dit formellement qu'il manque.

La pêche est presque nulle, celle du maquereau est faite par des bateaux normands, 22 à 27 pour 20 petits bâtiments bretons. Ces maquereaux sont salés à Roscoff ou à bord des bateaux : dans les bonnes années, on en fait jusqu'à 500 milliers. Ce n'est qu'en 1732 que l'on commence à pêcher la morue. Un seul port, Roscoff, avec un petit cabotage, porte à Jersey des farines, des pois, de la chair de porc, seul commerce d'exportation en dehors des chevaux.

Les habitants de la campagne sont négligents et peu adonnés à l'agriculture à Brest ; partout ailleurs, Landerneau, Landivisiau, Lesneven, Saint-Pol, les subdélégués les trouvent laborieux. Les habitants des villes sont fainéants et indociles à Saint-Pol, polis et ingénieux à Brest, quoique un peu vifs et brusques. Les ruraux de Brest sont brutaux, ceux de Lesneven grossiers mais soumis, ceux de Saint-Pol rusés, ceux de Landerneau industriels, ceux de Landivisiau d'un génie à entreprendre toutes sortes d'ouvrages.

X

Dans l'évêché de Tréguier, la qualité des terres diffère beau-

coup ; à Morlaix, à Guingamp, le tiers à peine est en culture, à Lanmeur, au contraire, les trois quarts sont défrichés et le reste, très mauvais, sert comme pacage. A Morlaix, à Tréguier, à Pontrieux, ce qui n'est pas défriché ne vaut guère la peine de l'être. Les habitants vendent beaucoup de froment à Brest pour les magasins, à Saint-Malo pour les armements. Le tiers des chevaux exportés de Bretagne sort du Trégorois, et si Léon en fournit le double, les chevaux trégorois sont plus forts. Le commerce des chevaux se fait surtout à Guingamp ; Pontrieux y joint celui des porcs et des foin. Les bêtes à cornes dominant à Lanmeur, Lannion, Guingamp, mais il n'y a pas de bœufs à Tréguier et Pontrieux, très peu de moutons à Morlaix et Pontrieux. Lanmeur fait un important commerce de bestiaux, et les marchands normands viennent s'approvisionner de bœufs vers 1700 aux foires de Saint-Michel, Belle-Ile et le Vieux-Marché. On fait du cidre à Lannion et à Guingamp, mais c'est avant tout un pays à lin (Guingamp, Tréguier, Lanmeur, et surtout Pontrieux, où le tiers des terres est emblavé en lin) et à chanvre (Guingamp, Tréguier et Lannion). C'est dans cette dernière ville qu'est le grand marché des chanvres, comme celui des lins est à Pontrieux. Mais ils font plutôt de la culture industrielle que de la fabrication, et ils vendent généralement leurs fils de lin blancs et écrus à des marchands du Léon qui en font fabriquer des toiles. Nul ne peut vendre de chanvre aux particuliers que le gouvernement n'ait auparavant fait ses approvisionnements pour ses cordages.

Les berlinges de Guingamp emploient 1000 à 1200 ouvriers ; il y a à Morlaix 2.500 à 3.000 tisserands, plus des papeteries et 1000 à 1200 ouvriers employés à la fabrication du tabac.

La pêche est à peu près nulle ; il n'y a en 1730 que quelques années qu'un commerçant de Lannion envoie un vaisseau à Terre-Neuve.

Le grand entrepôt du commerce est Morlaix, situé à la limite des deux évêchés, pour les toiles, laines, peaux, beurre et suifs. Mais ici comme partout, mêmes doléances. Le commerce pour les laines avec l'Angleterre, qui occupait jadis 400 bateaux, dit-on en 1730, n'en occupe plus guère que 30 à 40, ayant été ruiné par les droits de courtage et d'interprète. Celui des toiles qui, de 1680 à 1690, produisait année moyenne

avec l'Angleterre pour 4 millions et demi de livres, et se soldait à notre avantage, puisque pour 100 livres de marchandises anglaises, draperies, étain, plomb, charbon de terre qu'ils introduisaient, ils en enlevaient pour 600 livres des nôtres. Mais en novembre 1687, on interdit l'importation par navires anglais. Or, comme leur acte de navigation réservait à leurs navires le transport des marchandises nationales, comme les difficultés d'abordage faisaient que Morlaix n'avait pas de navires dans son port, en écartant les Anglais, on se trouvait hors d'état d'écouler les toiles, et la ville se ruine, dit M. de Nointel (1).

Généralement, la population est laborieuse (Guingamp, Lanmeur, Pontrieux, Tréguier). Il n'y a guère qu'à Morlaix où on les dépeigne comme ayant peu d'émulation et ne s'attachant point à perfectionner leurs ouvrages. Ceux de Guingamp, en effet, sont ménagers, ceux de Lanmeur ingénieux pour leurs ouvrages, ceux de Pontrieux attentifs à leurs intérêts, et le subdélégué note, en parlant de cette dernière ville, que lorsqu'ils sont parvenus à un certain degré de richesse, ils deviennent encore plus laborieux ; malheureusement, ils sont vindicatifs et arrogants, tandis qu'on vante le bon caractère de ceux de Lanmeur, Lannion et Tréguier. La plupart des Lannionnais et des Morlaisiens, hélas ! sont adonnés au vin.

Voilons-nous la face sur ce dernier trait national. Notre tour de Bretagne est terminé.

CH. DE LA LANDE DE CALAN.

(1) Il faut noter ici que le marché des toiles était réservé aux habitants de Morlaix, nul fabricant ne pouvant traiter directement avec les marchands étrangers, et étant obligé de les avoir pour intermédiaires.



DEUX RECTEURS BRETONS MÉCONNUS

M. HELUAN

Recteur de Briec

La question 17^e du programme nous demande quelques notes biographiques sur « les Bretons hommes illustres, remarquables, hommes de talent, peu connus ou méconnus ». Les deux personnages dont je vais vous entretenir satisfont surabondamment à cette dernière partie du programme, car ils sont non-seulement peu connus, mais, je crois pouvoir le dire, complètement inconnus aujourd'hui. En revanche, il serait peut-être téméraire de les classer parmi les hommes illustres et remarquables, mais cependant, les quelques renseignements que nous avons pu recueillir sur leur compte ne me permettent pas de leur refuser la qualité d'hommes de talent.

Le premier est un recteur de Briec, qui trace lui-même sa biographie dans un factum en forme de Plainte adressée aux Etats de Bretagne en 1730. A cette époque, c'est un vieillard de 86 ans, encore très vert, et Recteur de la paroisse depuis 50 ans ; il s'appelait Jean Heluan et était né vers 1644.

Après avoir terminé ses études, vers 1662, « il servit, comme il le dit lui-même, le roi Louis XIV sur mer sous les ordres de M. Duquesne et de MM. les maréchaux d'Estrées et de Châteaurenau, et sur terre en qualité de mousquetaire, à Brest, en 1677. »

Ayant abandonné la carrière des armes, il se livra, non sans succès, à l'étude des sciences ecclésiastiques, et nous le

voyons prendre fièrement, dans son factum de 1730, la qualité de « licencié en théologie de la sacrée faculté de Paris, maison de Sorbonne », et en 1690, il fut pourvu du vicariat perpétuel de Briec.

En nous en tenant aux seules notes qu'il nous a laissées, nous sommes tentés de croire qu'en entrant dans l'état ecclésiastique, Jean Heluan n'avait pas complètement dépouillé l'esprit belliqueux de son ancien métier. Il est en chicane avec l'Evêque, avec le chapitre de Quimper qui était Recteur primitif de Briec, et en 1700 il n'hésite pas à entreprendre le voyage de Rome où, tout en gagnant pieusement les indulgences du Jubilé, il entend bien se plaindre au Pape de l'Evêque et du Chapitre de Quimper, au sujet des dîmes qu'ils perceivent indûment, prétend-il, sur sa paroisse. Il se plaint également aux Etats des Jésuites de Quimper, dont la doctrine lui paraît fort relâchée dans les instructions qu'ils donnent à l'occasion des retraites.

Mais il se plaint encore et surtout de ses paroissiens, et pour cette fois, il faut avouer que ce n'était pas sans raison.

« L'un d'eux, dit-il, Jean Le Dougu de Kerhelemi, leva son bâton pour frapper le suppliant, mais celui-ci, qui avoit eu l'honneur de servir Louis XIV sur mer et sur terre, se saisit du bâton et le lui arracha de force sans l'en frapper comme il le méritoit, et appela par le son d'une petite cloche son domestique qui mit cet homme par force hors de la chambre et du presbytère.

« Un autre rustique, ajoute-t-il, Pierre Le Guenno de Kerlosquet, quinze jours après, vint aussi sous le même prétexte de la dîme dans la chambre du suppliant, mais ne voulant l'écouter, le voulut mettre hors de la chambre. Ce rustique prit le suppliant à la gorge et à la perruque, mais le suppliant, plus fort que lui, le renversa d'un coup de coude sur le nez et appela par sa clochette à son aide son domestique, qui fit sortir ce brutal de sa chambre de force et de la maison. »

On voit que ce n'est pas sans une certaine complaisance que le plaignant entre dans ces détails, qui démontrent bien que la vigueur du mousquetaire n'était pas encore éteinte dans ce vieillard de 86 ans.

Mais ce vigoureux vieillard, qui nous décrit si bien son

humeur un peu batailleuse, était en même temps un travailleur et un savant. Lorsqu'il mourut, à l'âge de 92 ans, en 1736, on fit un inventaire de sa bibliothèque, inventaire conservé aux Archives départementales (1), dans lequel figurent « treize grands livres de l'écriture du Recteur ». Malheureusement, l'inventaire n'est pas plus explicite, et nous ignorons quels genres de travaux ils pouvaient contenir, mais cette masse imposante de manuscrits nous montre assez la somme de travail que s'est imposé l'auteur durant sa longue carrière.

Il composa cependant un ouvrage colossal, qui, s'il eût pu échapper aux injures du temps, aurait retiré à jamais de l'oubli le nom du Recteur de Briec, je veux parler de la traduction en breton de la Bible, qu'entreprit et exécuta Jean Heluan, et il nous apprend lui-même, dans le factum déjà cité, qu'il en présenta un exemplaire aux Etats en 1730. Resterait à vérifier si, dans les procès-verbaux des Etats à cette époque, il n'est pas fait mention de cet envoi.

Quant au travail en lui-même, il faut, je crois, en faire notre deuil ; mais il restera acquis que le bon vieillard de Briec a été un grand travailleur, et que ce n'est pas de sa faute si nous ne possédons pas de lui un travail analogue à celui qui a suffi de nos jours à illustrer MM. Troude et Milin.



M. NOY

Recteur de Plogonnec

Le V. P. Maunoir, dans la *Vie manuscrite d'une femme de Quimper au XVII^e siècle*, après avoir raconté l'histoire mer-

(1) B, 84.

veilleuse d'un jeune homme, le protégé de saint Corentin, s'exprime ainsi :

« Pour appuyer la croyance de ce bienfait de saint Corentin envers ce jeune gentilhomme, je dirai que j'ai appris l'an 1642, d'un ancien homme de Plogonnec, qu'environ l'an 1580, M. Noi, prêtre de Locronan, qui passait dans ce tems là pour le plus habile homme de Cornouaille, tenoit école à Locronan, où il étoit son écolier avec plusieurs autres, et leur lut un ancien manuscrit où étoit écrite toute cette histoire comme on l'a racontée. »

Nous voici donc en présence du plus habile homme de Cornouaille à la fin du xiv^e siècle, et qui aujourd'hui nous est parfaitement inconnu. Je constate donc que ce personnage relève authentiquement de la question 17^e du programme.

En dehors de l'affirmation du V. P. Maunoir et des contemporains, nous n'avons guère de documents à alléguer en preuve des talents du sieur Le Noy, mais nous savons que prêtre originaire de Locronan, il y tenait école en 1580, et tout porte à croire qu'il ne s'agit pas simplement ici *des petites écoles*, car outre que ce poste aurait été bien modeste pour le *plus habile homme de Cornouaille*, nous sommes en mesure d'affirmer, preuves à l'appui, que Louis Le Noy était fort bon latiniste et quelque peu helléniste.

En effet, en 1601 et depuis cette époque jusqu'à sa mort en 1623, M. Le Noy fut Recteur de Plogonnec. Or, nous remarquons qu'en sa qualité de professeur de latin, il ne daigne rédiger ses comptes en langue vulgaire, et la fabrique de Plogonnec possède encore en latin les comptes de 1601 à 1608 pour la chapelle de Saint-Denys, qui était avec celle de Saint-Eloy ou Saint-Théleau, l'une des plus importantes chapelles de la paroisse.

Ces comptes sont d'autant plus curieux qu'il sont peut-être uniques en leur genre, car si l'on continue d'écrire en latin les actes de baptême, mariages, enterrements, pendant les premières années du xvii^e siècle, il est rare, je crois, de trouver des registres de comptes tenus en cette langue après le xv^e siècle.

A l'article des charges, le comptable cite d'ordinaire le nom de la personne qui dépose l'offrande; quand il ignore le nom ou ne s'en souvient plus, il dit simplement :

Fatetur recepisse de bono homine in oblatione, tant.

Pour les donations en nature le latiniste n'est jamais embarrassé — s'il a reçu du blé noir — il porte en recette — *pro frumento nigro*. S'il s'agit d'un chapelet vendu, il porte par exemple : *de Maria Coroler pro vendicione unius chapeleti*, tant.

L'article des dépenses nous montre le rédacteur s'ingéniant pour la traduction des mots les plus usuels. Comment par exemple rendre en latin les mots ardoises, couvreurs ? Notre latiniste n'est pas embarrassé. — *Pro lapidibus opertoriis*, voilà pour les ardoises. *Pro labore cuidam Latomo in tegenda ecclesia*, voilà pour le travail du couvreur.

Mais au pardon il y a des luttes, on y appelle des comédiens, peut-être pour jouer les mystères, et au même article des dépenses nous voyons figurer.

— *Dedit mimis et histrionibus*.

— *Pro pileo luctatoribus et athleticis*.

Pour un chapeau aux lutteurs.

Dans le compte de 1604, figure un article dont je n'ai pas pu bien me rendre compte.

« *Pro ligulis coriariis ad luctandum, 11 s. 1 d.* »

« Dépensé en courroie de cuirs pour la lutte ».

A quoi ces courroies pouvaient-elles servir, dans une lutte ? A moins de réponse plus satisfaisante, je crois que par ces lanières de cuir il faudrait entendre la matière première pour confectionner la soule, et alors il ne faudrait pas voir une expression synonyme dans les deux mots *luctator* et *athleta*, mais le premier serait réservé aux joueurs se disputant la soule, et le second désignerait les lutteurs corps à corps. Il est du reste certain qu'au pardon de Saint-Denys à Plogonnec on jouait à la soule, car dans les comptes subséquents, il est question des recettes faites le jour de la soule ou de la *soulerie*.

Je crois avoir démontré suffisamment la science de M. Le Noy comme latiniste, mais nous pouvons soupçonner qu'il connaissait le grec, car il se permet quelques essais hardis d'étymologie sur le nom de sa paroisse, qui le laissent supposer. C'est ainsi que sous prétexte que le nom de sa paroisse de Plogonnec se prononçait en breton *Pluguon*, il traduisait en latin en tête de ses registres de comptes Plogonnec par *Plebs*

Cynica, ajoutant quelquefois, de peur qu'on ne comprit pas suffisamment, *Cynica seu Canina*, étymologie peu flatteuse pour ses paroissiens qui heureusement ignoraient aussi bien le grec que le latin.

Je regrette de ne pouvoir apporter plus de preuves à l'appui de la réputation, autrefois sans égale en Cornouaille, de M. Louis Le Noï, mais du moins l'obscurité dans laquelle son nom est tombé est-elle propre à rendre modestes les plus savants du jour.

PEYRON,

Chanoine.



TESTAMENTS

ET

FONDATAIONS ANCIENNES

D'UN CARACTÈRE ORIGINAL

Propres à jeter du jour sur les mœurs et coutumes du temps passé

La question 19^e de l'Association Bretonne pour la classe d'Archéologie et d'Histoire est ainsi formulée :

« Testaments et fondations anciennes d'un caractère original, propres à jeter du jour sur les mœurs et coutumes du temps passé. »

Les pièces de ce genre constituent une partie notable des Archives départementales, et leur étude approfondie serait propre à nous renseigner sur une foule d'usages d'autrefois. Je n'ai pu, à mon grand regret, me livrer à cette étude que d'une manière fort superficielle et sur le seul fonds des Archives départementales du Finistère, mais un travail analogue serait à entreprendre, en dépouillant les archives des études de notaires et celles des châteaux, que M. le Marquis de l'Estourbeillon signalait hier à nos investigations.

Les testaments, qu'ils soient rédigés par devant notaire ou de la main des intéressés, débutent d'ordinaire par une formule pieuse, rappelant que comme rien n'est plus certain que la mort, rien n'est plus incertain que son heure, et se termi-

nant par une recommandation pour ce moment suprême à la Trinité sainte, à la Sainte Vierge, aux Saints du Paradis, et tout spécialement au saint Patron du testateur.

Citons comme spécimen de ces formules celle que trace en tête de son testament un vénérable prêtre de Morlaix, qui, tout en restant dans la donnée ordinaire propre à la rédaction de ces sortes d'actes, a su pourtant y mêler une pointe d'originalité (1).

*Au nom du Père, du Fils et du saint Esprit
Trinité sainte que j'adore et que j'aime
de tout mon cœur.*

Testament et dernière volonté que René Oriot de Villebasse, provost de l'église collégiale de N.-D. du Mur, écrit de sa main propre pour la plus grande gloire de Dieu et sa propre consolation dans la retraite, au couvent des Pères Recolets de l'ordre de Saint-François, à Cuburien,

le 3 juin 1702.

« Quoique dans tous les tems de la vie vous nous recommandez de veiller, oh mon Dieu, et de nous tenir prêts à paraître devant vous, et que pour nous engager à y faire une plus sérieuse attention, votre sagesse nous en a voulu cacher le jour et le moment, il semble, oh mon Dieu, que ce doit être là un des principaux motifs de la retraite où la séparation du commerce du monde pour quelques jours est un office de mort, et que c'est le vray tems d'y penser.

« C'est dans la soumission parfaite que je dois à votre sainte volonté que, prosterné plus de cœur et d'esprit que de corps dans votre présence, j'adore cet arrêt de mort en quelque tems et en quelque lieu que vous le prononciez contre moi, et que je vous fais en ce moment un entier sacrifice de ma vie, vous remettant à l'exemple de Jesus-Christ mon maître et mon Sauveur, mon âme entre vos mains, vous suppliant de la traiter dans toute l'étendue de vos miséricordes, vous pro-

(1) *Archives départementales du Finistère, série G., 184.*

testant, oh mon Dieu, que je veux mourir en la foi catholique, apostolique et romaine.

« J'implore pour ce moment qui doit décider de toute mon éternité heureuse ou malheureuse, l'intercession de la Bienheureuse Vierge Marie, de mon bon ange, de mon glorieux patron saint René, et de tous les anges et saints du Paradis.

« Avec tous les dons de grâces spirituelles qu'il a plu à votre bonté de m'accorder, oh mon Dieu, et dont j'ai une reconnaissance parfaite qui ne finira qu'avec mes misérables jours, vous m'avez encore donné des biens temporels ; j'use, oh mon Dieu, des libertés que vous laissez d'en disposer en forme de testament et dernière volonté selon les lois des princes, usage et coutume de cette province, le tout pour votre plus grande gloire à ma propre satisfaction. »

Suivent les dispositions fort détaillées du pieux testateur, dans lesquelles sont énumérés tous ses biens : vêtements, meubles, notamment sa vaisselle d'argent qui était assez considérable ; ce seraient d'excellents éléments pour l'étude du mobilier d'une maison noble à cette époque, mais nous ne pouvons nous y arrêter et signalerons seulement quelques-uns des legs pieux du vénérable chanoine, et particulièrement ceux qui ont pour objet le soulagement des pauvres et des déshérités.

« On conviera à l'enterrement le clergé des trois paroisses (1), à qui l'on donnera en la rétribution de leur assistance un cierge blanc de trois sols pièce ; à MM. les chanoines (2) et vicaires, chacun un de cinq sols ; aux supplots et enfants de chœur, un de 3 sols. Les pauvres de l'hôpital, avec leur chapelain y assisteront, et on leur donnera à chacun, outre le cierge de cire de 2 sols, une demi aulne de drap blanc de vire de Saint-Lo. »

Cette pièce de drap blanc était portée par les pauvres à l'enterrement et devait ensuite servir à leur usage, mais seulement lorsqu'elle avait été portée une seconde fois par les mêmes pauvres le jour du grand service, car le testateur ajoute :

(1) Les recteurs ou vicaires de Saint-Mathieu, Saint-Melaine et Saint-Martin.

(2) Les chanoines de la collégiale de N -D. du Mur, à Morlaix.

« Le grand service se fera avec les mêmes aumônes que l'enterrement, et on donnera des cierges blancs aux mêmes dessus nommés, les pauvres de l'Hopital s'y trouveront avec les mêmes pieces de drap qu'ils avoient au jour de l'enterrement, qu'on conservera en entier pour cela. »

Cependant le pieux testateur, outre ces libéralités qui se faisaient ordinairement à l'occasion de l'enterrement des personnes aisées à Morlaix, tient à donner un témoignage spécial de sa générosité, afin que les pauvres se souviennent plus particulièrement de lui dans leurs prières.

« Outre la retribution ordinaire, ajoute-t-il, qu'on donne aux pauvres de l'Hopital pour leur assistance à l'enterrement et grand service, je désire qu'on leur donne au souper le dimanche qui suivra ma mort immédiatement (et on leur donnera bonne portion), du roti et du pain blanc, tant aux sains qu'aux malades ; une chopine de vin aux grandes personnes, tant hommes que femmes, et un bon coup aux petits garçons et aux petites filles. M. le chapelain et les hospitalières auront de deux sortes de roti et une tourte pour dessert, et pour cette dépense on enverra des le vendredi au soir, à la dependière de l'Hopital, 60 livres qu'elle emploiera tout à cet usage, qu'elle ne pourra pas même appliquer à d'autres. A la fin du souper, M. le Chapelain, avec les hospitalières, viendront faire dire grâces aux pauvres, le *De profundis* et un *Pater* et *Ave* pour le repos des trépassés.

« On donnera aussi le même jour dimanche, mais à l'heure de midi, à chacun des prisonniers, en espèce, sans pouvoir être converti en argent, une chopine de vin, dix sols de viande et cinq sols de pain.

« On fera aussi la même charité aux filles repenties enfermées dans les caves de la retraite de Saint-Mathieu, et on chargera quelque personne charitable de s'en donner le soin, et on lui donnera l'argent nécessaire pour cette dépense, elle recommandera de prier Dieu pour moi. »

Enfin le généreux chanoine, pour se conformer à un usage qui subsiste encore avec les mêmes abus à peu près qu'autrefois, termine la liste de ses legs charitables en ces termes :

« Je désire qu'au jour de mon enterrement et celui du grand service, on fasse une aumône générale, avec plus d'ordre

qu'on pourra, à tous les pauvres qui se présenteront tant grands que petits de la ville ou de la campagne, et qu'on leur donne à chaque fois un sol à chacun. Celui qui aura la charité de leur distribuer cette aumône leur recommandera de prier Dieu de me faire miséricorde. »

Voici maintenant le testament de deux personnages de la ville de Saint-Paul, le mari et la femme, qui tout en pourvoyant à leurs intérêts spirituels, semblent particulièrement préoccupés des embarras et dépenses qu'occasionnera au survivant la mort de son conjoint ; aussi s'efforcent-ils de tout prévoir pour rendre moins onéreuses au survivant les charges qui, en pareille occasion, viennent aggraver sa douleur. Cette pièce, datée de l'an 1555, nous donnera en outre quelques détails, peut-être peu connus, sur les règles du deuil au seizième siècle (1).

« Nobles et puissants François de Tournemyne et Renée de Saint-Amatour, seigneur et dame de Coetmeur de Kermelyn de Lescoet, ayant dévotion singulière à leur église cathédrale de Léon come leur mère esglise, tant à raison du saint glorieux Monseigneur saint Paul, à l'honneur duquel elle est construite et de Dieu... Que a cause de la multitude des louanges à Dieu et saints sacrifices que on y dict et fait, le bon ordre que ce touchant on y met et pluralité des gens en dévotion que y abudent, voulant obvier en partie aux paines de leurs parents pour s'assamblér à leur grand service, deceix leur advenant et à la superfluité, mise, vanités et ennuy ce touchant, et aux inconvenients que peuvent advenir en telles grosses assemblées, en considération des grosses mises que adviennent en une maison par la mort, et pour obvier à l'ennuy importable au survivant des mariés, quand séparation par mort advient entre eulx, et pouvoir mettre ordre aux dites mises superflues accoustumées estre faictes en pareil cas, qui ne peuvent servir que a pompe ; regardants que en la saeson que on a accoustumé faire ladite assemblée pour le grand service, c'est l'heure où le survivant et les gens tant de luy que du décédé doibvent estre plus en oraison que en aultre

(1) G. 162.

temps. Désirans toutefois tant en spiritualité que en temporalité la bonne volonté et priere, service et aide de leurs parents, amys et bien veillants come désireroient et voudroient lesdits sieur et dame de Coetmeur faire pour eulx et a quoy moyenant advertissement offrent s'employer. Ont ceulx sieur et dame... envers les nommés soubscripts acceptant... moyenant le bon plesir de M. le prélat et de MM. les supposts de ladite église, que bien humblement requierent ordonner les poincts et articles cy après.

« Advenant le service de l'un d'eulx, et consentivement des chiefs de la maison de Coetmeur, le service se fera solennellement à jour de dymanche sur le grand aultier du cueur, le plustot que faire se porra par Monseigneur l'Evesque s'il est présent, et en son absence par celui qui sera fondé en plus haute et grande dignité d'icelle église, où tous MM. les chanoines et supposts du chœur assisteront. Il y aura 8 chapiers durant le service, soit ou ne soit point mondit seigneur l'Evesque, et avertira l'héritier MM. du Chapitre 8 jours avant. Il se dira ledit jour de dimanche Vigiles à 3 laissons de *mortuis*, la messe de *Requiem* à note, à l'issue *Libera* o le *De profundis*. L'autel sera garny de 2 pilet honnestes armoyés à la mode accoustumée. La fausse chasse sera es despans des héritiers assise au chœur devers l'épître qui sera tendue d'un beau lincel blanc, la croix que scra dessus sera aussi de linge blanche, armoyé come sera de raison d'écusson de papier. Sur ladite chasse il y aura seulement un grand cierge de 8 livres de cire écussonné, et la croix sera en l'autre bout de ladite chasse. A l'issue du service, ce grand pilet ou cierge sera mis devant le Saint-Sacrement pour l'honorer et estre allumé tant qu'il durera à l'élévation de *Corpus Dei*, ou come MM. de l'église aviseront pour l'honneur dudit Sacrement.

« Enthour ladite chasse durant le service seront 13 pauvres accoustrés de blanc ou aultrement, come on advisera, desquieulx chacun durant ledit service aura un cierge allumé au poing et ung petit chapelet de moindre prix, quil sera avisé, quels diront leur chapelet ou leur dévotion durant ledit service.

« Le jour dudit service, on pourra tendre au plesir de l'héritier tout le cueur et l'armoyer... et seront mis pilet de cire

autour le cueur ou en partye, quieulx cierges et ceulx que lesdits 13 pauvres tiendront durant le service seront rendus à poier le deché come sera accordé o celui qui les fournira, et la toelle sera aussi rendue à celui qui la baillera pour ledit service.

« Et pour toute la sonerie de la grande cloche et autres qui sonneront le soir précédant environ 7 heures, le matin à 4 heures quand le service commencera et à l'issue, l'heritier poira 7 l. 10 s.

« Le couvent des Carmes viendra en procession o leur croix et assisteront tout au long du service et fairont sonnerie come MM. de la grande église et auront 40 s. La sonnerie du Creisquer sonnera et aura 40 s.

« Celui qui fera la collation le jour du service aura un escu valant 38 s. 4 d. L'heritier l'appellera de là où il voudra.

« Au jour du service il y aura, outre ce que dessus, 12 messes à basse voix : 3 de *nomine Jesu* sur autel de Jésus, 3 en l'honneur de la Trinité, 3 en l'honneur de N.-D., et 3 de *Requiem*. Chaque prêtre recevra pour lesdites messes 2 s.

« Item le jour du service sera baillé un disner aux pauvres de l'hospital et est à entendre que les pauvres hors de l'hospital qui seront de bonne vie seront appelés parmi les autres. Pour ledit disner sera baillé 50 sols, et si le service se fait en temps d'hiver et qu'il fasse grand froid, sera employé de ladite some en bois pour faire feu 5 sols, et sera appelé pour voir distribuer ladite some un bon et honneste bourgeois de la ville, afin que ne se trouve abus.

« Et accordent lesdits sieur et dame que le survivant d'eulx ne assistera point au service ne le lendemain, afin de oster plusieurs superfluités, vanités et despanes que se y trouvent à cette cause, et si fera la feme si vit après son mary, sa sortie sans attendre les 40 jours passer si voit l'avoir à faire, sans appeler que ses domestiques ou quelque gentilhomme ou 2 de la parouesse ou du voisiné, sans faire grande mise et ira à telle eglise que voudra, sans toutefois porter grand manteau ni chaperon en teste pour tout le deuil, le mary ne portera aussi chaperon en teste et la feme veuve ne fera sortie que le service ne soit faict en l'église cathédrale, que se fera après l'advertissement du deceix advenu, 8 jours ou dedans 15

au plus tart. Toutefois, ce pendant pourra la veuve se retirer et prendre l'air secretément par ses jardins ou aultres secrets et commodes lieux et pareillement le mary...

« Le 10^e septembre 1555, après lecture dudit écrit, les chanoines ont bien fort loué la dévotion singulière que lesdits sieur et dame de Coetmeur ont à l'église cathédrale, et ont reduict à memoire le grand support et soulagement que par le moyen et fabueur dudit seigneur de Coetmeur a eu l'église et les supposts d'icelle, es passées de gens de guerre que le Roy a puis 20 ans fait en ce diocese. De quoy bien en humilité le remercient, et acceptent le contenu en cet escript... »

Les fondations nous présentent souvent un caractère non moins original que les testaments. C'est ainsi qu'un chanoine de Saint-Corentin, dont le nom a été de nos jours si dignement porté par le dernier descendant de la famille, M. Jean du Marchallach, recteur de Ploneis au commencement du XVII^e siècle, fondait dans son église paroissiale une messe de *Requiem* à note en la chapelle du Marchallach, sur les enfus et tombes de ses prédécesseurs, « a estre dite le jour et feste des Roys checun an auquel jour se fera la *procession au rebours* en chantant l'hymne *Hostis herodes impie*, avec l'oraison à l'issue. »

On peut se demander d'abord ce qu'entendait le fondateur par cette procession faite à rebours ?

Les processions, lorsqu'elles sortent de l'église pour en faire le tour, comme c'est l'ordinaire dans les églises de campagne, prennent toujours la droite, c'est-à-dire, à raison de l'orientation habituelle de l'édifice, qu'elles se dirigent vers le nord pour rentrer par le côté sud, après avoir achevé le tour de l'église, et ce serait procéder à rebours que de prendre en sortant à main gauche pour rentrer par le côté nord.

C'est, je crois, cette simple transposition dans la marche de la procession que réclamait le recteur de Plonéis le jour de la fête de l'Épiphanie, et il serait hors de propos de voir dans cette expression *procession à rebours* une analogie quelconque avec le procédé des sciences occultes exigeant pour la réussite de leurs pratiques, la récitation à rebours du *Pater* ou de telle autre oraison.

Mais quel a pu bien être le motif du bon recteur en instituant cette singulière procession ? Nous le trouvons, je crois, dans l'Evangile que l'Eglise chante à la messe le jour de l'Epiphanie.

L'Evangéliste termine en effet son récit de l'adoration des Mages, en remarquant que contrairement à la promesse faite à Hérode de revenir par Jérusalem, avertis par un ange des mauvais desseins du prince, « *per aliam viam reversi sunt in regionem suam* », ils retournèrent dans leur pays par une autre voie, et comme les Pères et les Commentateurs ne manquent pas d'observer que c'est là l'exemple que doivent suivre ceux qui se convertissent, en tenant une conduite opposée à celle qui les a fait tomber dans le péché, nul doute que l'excellent chanoine Jean du Marchallach n'ait voulu, par cette fondation, donner une perpétuelle leçon à ses paroissiens de Plonéis.

La dévotion pour les défunts inspire à Guillemette de Poulpry, baronne de Kersauson, de fonder une rente par acte du 23 mai 1709, « pour faire aller un homme à minuit, par les rues de Lesneven, pour avertir de prier pour les trépassés et de se souvenir de la passion de Notre-Seigneur. »

A Saint-Pol, pour rendre plus d'honneur au Très Saint Sacrement, M. René du Louet, chantre et chanoine de la cathédrale, s'engage par acte du 14 août 1687, à payer annuellement sa vie durant : « 36 livres à un prêtre pour assister en surplis à celui qui portera le Saint-Sacrement aux malades, comme aussi 72 livres pour quatre laïques, lesquels habillés d'une robe blanche avec une figure du Saint-Sacrement au dos desdites robes, y assisteront aussi, deux portant le dais et les deux autres les torches ou fallots, et 60 sols pour un sermon le premier dimanche de chaque mois en l'honneur du Saint-Sacrement, hors le Carême et l'octave du Sacre. »

Une place d'honneur est encore réservée dans la cathédrale de Saint-Pol-de-Léon à la mémoire de deux frères, chanoines de cette église pendant la première moitié du xvi^e siècle, et ce n'est que justice, car ils peuvent compter parmi les bien-

fauteurs insignes de cette église. L'ainé, Olivier Richard, sieur de Tarienc, dont voici tous les titres : Archidiacre d'Acre, chanoine de Nantes, de Rennes, de Léon, vicaire général de Léon, abbé de Pyrimil et de Pontchâteau, docteur *in utroque*, conseiller au Parlement de Bretagne ; après avoir fondé en 1528 plusieurs services religieux des plus lucratifs pour le clergé de la cathédrale et connus sous le nom de la *Richardine*, constituait encore par acte du 17 juillet 1537, une rente nouvelle pour la célébration solennelle de la fête de la Sainte Trinité. « Désirant, est-il dit dans l'acte, le service divin être plus solennellement célébré le jour et fête de la sainte Trinité de Paradis que n'a été fait au temps passé, et provoquer en iceluy jour, plus grosse dévotion », il fonde une messe solennelle, puis une procession au Creisker en passant par l'Hôpital, et il recommande au receveur ou *marelleur* « de donner aux chanoines et suppôts de l'église cathédrale 40 sols pour qu'ils aillent à l'offrande et donnent 20 sols au Creisker et 20 sols sur l'autier dudit Hopital. »

Il fondait de plus « un disner à tous les suppôts, disner qui sera fait honnestement le jour de la Trinité en la maison qu'il a fait bâtir, et sera tenu celui qui aura en l'advenir ladite maison, souffrir faire ledit disner en ladite maison et qu'il a ce baillera la salle basse, cuisine et cour pour habiller le disner, et quant à ce, leur baillera bonne patience sans qu'il soit tenu de fournir autre chose ; et seront appelés, conviés et repus, deux des principaux religieux du couvent des Carmes et deux ou trois bourgeois de la cité. »

« A l'issue d'iceluy disner pour lequel on pourra dépenser la valeur de douz escus d'or, les convives devront aller, honnestement vestus, à la chapelle de Toussaint sur sa tombe, chanter le *De profundis* et prier Dieu pour l'âme dudit Messire Ollivier Richard. »

Son frère François Richard, qui rendit les derniers devoirs à Ollivier le mardi de Pâques, l'an 1539, fit aussi plusieurs fondations pieuses pour s'assurer de prières après sa mort. Je signalerai seulement, comme plus caractéristique, la fondation qu'il fit d'un feu au jour de la Saint-Jean ; l'acte est du 14 décembre 1536 :

« Messire François Richard, protonotaire apostolique,

archidiacre de Léon, chanoine de Léon et de Nantes, recteur de Pludalmézeau et de Quervignac, au diocèse de Vannes...

« Fonde en oultre à la révérence et collandation de la nativité de Monsieur saint Jean-Baptiste, un feu décent estre fait en la place devant la maison de (son frère) l'archidiacre d'Acre, auquel lieu iront processionnellement les chanoines et supposts à l'issue des complies, checune vueigle de la feste d'icelle nativité, et au lieu de la croix, un bachelier (1) portera un flambeau de cire allumée devant lesdits supposts jusques à ladite place, où le recepveur ou marelleur de ladicte eglise aura fait dresser le bois pour faire ledit feu, auquel il y aura une charretée de boys comme longues perches, fagots, et il y aura un fust de pippe dedans lequel partie dudit boys sera mis et inclus, et après que ladite procession sera illecques arrivée, le plus digne des dignités ou ancien des chanoines prendra ledit flambeau et metra le feu audit boys, et lors se prendront lesdits supposts main à main et iront en tour en disant quelques hymnes ou quelques honnestes chansons. Et ce fait, entreront lesdits supposts en ladite maison dudit Archidiacre d'Acre, et auront à boire du vin blanc et cléreç checun trois foyes avecques des eschaudés et des cerises s'il s'en trouve, jusques à la somme de 40 sols y compris lesdits boys et fust de pippe, et ledit marelleur sera tenu fournir ce que devant et de faire préparer les bancs en la salle d'icelle maison et de fournir des serviettes nettes, et ce fait, lesdits supposts et choristes en l'intention dudit fondateur chanteront en ladite salle le pseaulme *De profundis* o les oraisons accoustumées, et pour ce donne douze vingt (240) livres bonne monnoye pour estre converties en 12 l. de rente. »

Les aveux sont encore une source inépuisable de renseignements sur d'anciens usages ou traits de mœurs.

Chacun peut lire dans le récit des délicieuses promenades que M. Trévédy, ancien président de notre tribunal civil, nous a fait faire au vieux Quimper, la mention des droits curieux du seigneur de Coatfaou pour la sonnerie du cor et la cueillette des œufs, et de l'obligation pour les seigneurs de

(1) On donnait ce nom aux plus jeunes clercs.

Trohéir de fournir à l'Evêque, lors de sa première entrée et de 9 ans en 9 ans, une paire de gants à prélat à stygmate d'or. Aussi je renvoie les curieux à son livre si intéressant, pour vous parler de droits ou devoirs singuliers moins connus.

Les aveux du prieuré de Locmaria sont particulièrement riches en devoirs de ce genre. Un des plus curieux, mais aussi le plus connu, est celui que prétendirent exercer les prieures lors de la première entrée des Evêques de Quimper dans leur ville. De fait, elle « déclare que ses prédécesseures, elle et ses successeures ont droit d'obliger le seigneur Eveque, à son avènement à l'épiscopat de Quimper, de venir en habit de pelerin frapper à la porte de ladite abbaye ou prieuré demander à loger, auquel l'abbesse ou prieure doit ouvrir la porte, lui doit oter son manteau et ses gants et son procureur fiscal prendre son cheval qui lui doit demeurer, et a ladite dame le manteau et les gants, laquelle lui doit laver la tête et les mains, lui donner logement, un charlit et de la paille fraîche, du pain de seigle et de l'eau, et le lendemain avant de sortir doit laisser à ladite dame sa *bougette* (petite malle) et ce qui est dedans. »

Mais outre ce droit singulier, que du reste les religieuses prieures n'exercèrent jamais, elles réclament encore le *droit de buche*, c'est-à-dire que : « Toutefois que icelle prieuresse fait venir buche pour la provision dudit prieuré par mer ou rive en la rue vis-à-vis ledit prieuré, le fait notifier par ses sergents o le son de ses campanes, et fait injonction aux paroissiens de venir porter la buche en la cour à l'heure indiquée. »

Mais dès l'année 1463, par acte original conservé aux archives départementales (1), quelques modifications furent apportées à l'exercice de ce droit, car, comme s'exprime la prieure dame Clémence Martin : « Considérant qu'il y a en ladite paroisse plusieurs gens de différents états, bourgeois, marchands, mariniers, maistres de vaisseaux et ouvriers de honnêtes métiers qui se servent par valet et chambrrière, et que d'eux-mêmes ne seroit leur honneur à porter leur buche d'icelle rue au prieuré », pour ce motif et en faveur de ces

(1) G. 349.

personnes, ce droit de bûche fut remplacé par un impôt que devaient payer annuellement, savoir : « chaque couple de mariés 5 sols 4 deniers, et les autres 2 sols 8 deniers. »

Voici encore quelques autres droits de la prieure :

« Elle est en possession immémoriale, dit-elle en 1689, d'obliger quelques-uns des parents de ceux qui seront enterrés en l'église de Locmaria, ou du moins un de ceux qui assistent à l'enterrement, de venir frapper à la porte de ladite abbaye trois coups, pour demander permission d'enterrer le corps dans l'église. »

« Elle déclare qu'il est dû à ladite communauté par les personnes qui font noces en ladite paroisse de Locmaria, deux quartes ou deux pots de vin, un met de viande et deux pains. »

« Est aussi en droit d'obliger les habitants dudit Locmaria en temps de guerre de garder les religieuses dudit lieu par concession du Roi, avec défense à eux de répondre ni servir qu'à elles, pour cause de quoi elle est en droit de les exempter d'autre service et d'être employés sur les classes pour servir ailleurs. »

Cette exemption du service militaire pour les habitants de Locmaria, si ce n'est pour la défense du monastère, avait été accordée primitivement en 1172 par Henri II, roi d'Angleterre, et les archives du Finistère conservent encore cette pièce originale, la plus ancienne du dépôt départemental.

Les pêcheurs, fort nombreux à Locmaria, payaient un droit à la prieure. « Lui est dû, dit-elle, par les poissonniers dudit Locmaria qui vont en mer durant l'année, à chaque terme de Quasimodo, deux quartes ou pots de vin ; et pour 4 deniers de pain de chaque poissonnier forain qui passe au devant dudit prieuré ». Mais en revanche « elle est en droit de permettre à sesdits paroissiens et sujets de Locmaria de pêcher en mer sans que pour ladite pêche, ils soient tenus de payer aucun droit à l'Amirauté. »

Enfin la prieure, en 1689, réclame aussi le droit de franchise pour son église, mais d'une manière assez timide et qui semble démontrer que ce droit n'était plus exercé. Voici comment elle s'exprime :

« Déclare que ses prédécesseurs étoient anciennement en

droit, et elle par conséquent, de donner franchise à toute personne prévenue de crime qui se seroit réfugiée audit Locmaria, sous la cloche, et payé 5 sols monnoie. »

Un autre droit plus souvent cité s'exerçait à la cathédrale : « Soutient ladite dame prieure que sa procession est en droit de passer par le chœur de la cathédrale le dimanche de la Trinité avant qu'on commence l'Evangile de la grand messe, et là, pendant qu'on chante l'Evangile, le sergent de chœur doit présenter la patène au vicaire de Locmaria qui fait faire l'ofrande à ses paroissiens, sur lesquelles le fabrique en charge est en droit de prendre la somme de 4 deniers et celui qui sort de charge 2, le surplus appartenant audit sergent de chœur. »

Dans un curieux aveu rendu (1) au Roi en 1541 par Alain Peumerit, chanoine de Cornouaille et prieur de l'île Tristan à Douarnenez, prieuré donné en 1118 au monastère de Marmoutiers-lès-Tours par Robert, évêque de Quimper, nous notons cette singulière redevance :

« Est dû audit prieur, sur les terres etant entre un croissant appelé Pouldavid et un moulin à vent aux issues de Douarnenez, un diner pour lui et deux honnetes personnages qu'il appellera pour l'accompagner o leurs serviteurs, auquel diner doit estre fourni un bon plat de bouilli, une longe de bœuf, deux jambons et choux sauf poivre, en rost, deux poulles roties, une tovaille (nappe) ouvrée blanche sans perceures, vin blanc et vin rouge à suffir et debvent estre servi ledit vin en une tasse d'argent et un verre bouclé, et s'ils se lèvent de table avant avoir disné, ne doivent avoir plus à manger ne à boire pour icelle fois. »

« Item est aussi deu audit seigneur prieur, de chaque bateau soit petit ou grand appartenant aux hommes et demeurants audit bourg de Douarnenez, allant pêcher en mer, la some de 5 sols monnoie par chaque bateau à chacun prochain dimanche ensuivant la fête de saint Michel en septembre. »

Dans le même aveu de 1541 figure cet article qui n'est plus mentionné dans l'aveu de 1678.

(1) G. 324.

« Est du au prieuré moitié de chacun poisson appelé *morsoy* que les habitans dudit bourg pêchent en la mer, sauf est du aux preneurs par ledit prieur pour chacune moitié, un pot de vin et 8 deniers de pain blanc. »

Je ne sais au juste de quelle espèce de poisson il est ici question, mais il est possible que ce soit ce poisson, l'effroi des pêcheurs de Douarnenez, et connu par eux sous le nom de *poursi* ou de *gros poisson*, qui effraye la sardine et l'empêche de se prendre aux filets. La gratification accordée par le prieur pour la part qui lui revient serait alors une sorte de prime pour la destruction de cet ennemi des pêcheurs ; le prieur lui-même trouvait sans doute quelque profit, dans l'huile qu'il pouvait retirer de la part du poisson qui lui appartenait.

Avant de terminer ce qui concerne l'aveu du prieuré de l'île Tristan, citons encore la procession de reliques qui se faisait tous les ans, la veille de l'Ascension, de l'église de Pouldavid à l'île Tristan ; la charge de porter ces reliques était un honneur réservé au sieur de Coetanezre. « Plus est tenu a foy et hommage et devoir de rachat sous ledit prieur, le manoir de Coetanezre situé en la paroisse de Ploaré, appartenant à présent (en 1678) au seigneur du Vieux-Chastel. Ledit sieur de Coetanezre est sergent féodé et tenu comparoir la vigille de l'Ascension pour porter les reliques gardées en l'église de Saint-Jacques du bourg de Pouldavid, processionnellement à ladite île Tristan, et les rapporter jusqu'à une croix nommée Croix au Guet, estant audit bourg de Douarnenez et à la prise desdites reliques, est tenu (le sieur de Coetanezre) de cautionner et les rendre audit lieu. »

Je terminerai cette citation en rapportant la fondation d'une confrérie d'une utilité incontestable, qui nous fait toucher du doigt une des plaies de l'ancien régime, qui attend encore son remède : il s'agit d'une confrérie pour éviter les procès ruineux par appel préalable à un arbitrage accepté d'avance par les confrères, sous la foi du serment.

Notre grand missionnaire breton, Dom Michel Le Nobletz, n'avait pas été sans constater le mal causé par les préoccupations et inimitiés résultant de ces procès interminables qui

aboutissaient toujours à la ruine des parties, et voulant, par un de ces traits humoristiques qui lui sont familiers, caractériser les lenteurs de la procédure et la ruine des clients au profit des hommes de loi, s'exprimait ainsi dans un de ses ouvrages manuscrits parvenus jusqu'à nous :

« Le juge tire
L'avocat mire
Le procureur vise au sac
Le greffier happe
Le clerc attrape
Et chacun nous mène au bissac. »

M. Le Nobletz écrivait ceci vers 1620, et c'est dans la même pensée que quelques années auparavant, les habitants de Roscoff fondèrent une confrérie pour éviter autant que possible les procès ruineux.

Il existe à Roscoff une chapelle en ruine sur le bord de la mer. Elle est dédiée à saint Ninien, évêque d'Ecosse, et l'on sait qu'elle fut bâtie sur l'endroit même où débarqua Marie Stuart, lorsqu'en 1549 elle vint en France pour se marier au Dauphin de France, plus tard François II. Cette chapelle de Saint-Ninien est plus connue dans le pays sous le titre de chapelle de Sainte-Union, et ce nom elle le doit à la confrérie dont je viens de parler et qui y fut fondée en 1612 pour un essai loyal d'union et d'entente commune. Voici la teneur de l'acte de fondation que possèdent les archives départementales (1) :

Roscoff.

« Les procureurs, fabriques et confraires de la Confrérie M. Saint-Eninyan du bourg de Roscoff, se représentant par les incommodités passés les ruynes et désolations que leurs a causé la fréquence des procès, recherchant les moyens de réparer à leur pouvoir leurs pertes et pour l'honneur de Dieu

(1) C. 324.

et repos de leurs consciences, se maintenir à l'advenir en Union, concorde et amitié séante entre concitoyens, appres meure délibération, ont d'un commun consentement voullu, resollu et accordé les points et articles cy apres, lesquels leur ayant esté leus ont juré par leurs foy et serment iceulx garder et inviolablement observer.

« Premier. Que tous les proces et differans tant civils que criminels non publiés, meus et à mouvoir entre lesdits confraires, pour quelques causes et occasions que ce soit, seront doresnavant jugés et terminés en dernier resort par trois personnes de ladite confrairie ou plus grands nombre si lesdits collitigans le requierent, qui seront par eux nommés et convenus, et des a présent en cas de proces lesdits confreres et chacun instituent et establisent à leurs juges, arbitres et amiables compositeurs les confreres de ladite confrerie, auxquels ils compromettent et leurs proces meus et à mouvoir pour juger sanctances et mettre fin à tous leurs dits differans, querelles et debatz à l'advenir come en leurs juges naturels et competans, sans y pouvoir contredire ny le presant compromis solennel revoquer, leurs donnans et attribuens plain pouvoir, autorité, juridiction et cognoissance de cause, sans qu'il soit loisible en cas de procès à aucun ayant formé action ny demande d'icelle, poursuivre qu'il n'ait adverti les confreres de ladite confrerie et sommé la partie adverse de convenir d'arbitres pour terminer et decider le differant et advertir le procureur et fabrique qui seront en charge, lesquels procureur et fabrique seront tenus promptement semondre les partyes qui auront ou seront tenus d'entrer en proces, de nommer et choisir desdits confreres tel nombre qu'ils jugeront necessaire pour terminer lesdits differants, eu esgard à la qualité du fait et consequence desdites actions.

« Apprés que par lesdits procureur ou fabrique lesdites parties pledantes auront esté semons et advertis de nommer et convenir d'arbitres, ils seront tenus ce faire et conviendront des confreres qui seront lors au pays dans huitaine, et dans ledit temps bailleront la liste desdits arbitres et leur consentement et nomination soubz leurs seings, et par lesdits actes declareront les lieux, jours et heures qu'ils se debveront assembler pour terminer leurs differants, et laquelle liste

baillée, ne pourront lesdites parties recuser ny changer leurs dits juges arbitres, sinon en cas de longue absence desdits arbitres ou aucuns d'eux, ou de causes legitimes de soubson et recusations nouvellement venus à leur cognoissance depuis ladite nomination et convention, auquel cas ils seront tenus nommer autres au lieu des absans dans pareil temps de huitaine.

« Lesdits procureur et fabrique ayant receu ladite liste et nominations, feront diligence d'avertir lesdits arbitres, lesquels seront tenus et des à present promettent et s'obligent, toutes affaires cessantes, se trouver à l'assignation prise par lesdites parties à peine des despans, dommages et intérêts desdites parties.

« Ceux qui auront les differans et aurons convenu d'arbitres, comme dit est, se trouveront le jour et heure assignez devant leurs dits arbitres, garnis de leurs actes, mémoires et instructions, et proposeront leurs raisons en demandant et defendant, en toute modestie et respect, et sans se mouvoir ny se porter à la collere ny passion.

« Si lesdits arbitres voyent que les différends entre lesdites parties gisent en point de droit, ou que la chose feut douteuse et difficile, ils en advertiront sur le champ les parties, lesquelles mettront présentement es mains desdits arbitres leurs dits actes, mémoires et instructions, pour lesdits arbitres prendre l'avis et du Conseil et de gens versez et expérimentez au fait de la justice, pour par leurs avis plus meurement et esquitablement juger lesdits differans, et pour ce faire consigneront lesdites parties respectivement telle somme que sera par lesdits arbitres jugée raisonnable, le plus modérément neantmoins que faire se pourra, pour le soulagement desdits collitigans.

« Les jugemens et sentences desdits arbitres seront rédigés par escrit et d'eux signés, et les cédulles desdits jugemens mises entre les mains d'un notaire ou autre personne capable prins pour adjoint, lequel en delivrera promptement copie soubz son seing aux parties s'ils le requèrent pour en cas d'appel, lesdites parties se pourvoir par les voyes de droit, mais sy lesdites parties acquiescent respectivement auxdits jugemens et sentences, lesdites parties comparoîtront promptement et sans delay par devant notaires capables pour pas-

ser leurs accords en forme de transaction, conformément aux jugements desdits arbitres, et sy la chose est de petite conséquence, elle se pourra décider soubz les seings privez des arbitres et partyes. — Les arbitres convenus, afin d'obliger lesdits collitigans à une amiable composition et reconsiliation, se saisiront de la some promise en non es peine avant arbitrer et en cas que l'une des partyes ne voudroit estre en jugement, iceux arbitres feront delivrer realement et de fait ladite peine à celui qui acquiescera, laquelle luy sera acquise et ne pourra celui qui contredira le jugement estre receu à pleder, que ladite peine n'ait esté actuellement payée, sur laquelle seront payés tous les fraitz desdits arbitres, quy ne pourront estre que de leurs dépans la plus modérée que faire se pourra, et du conseil que lesdits arbitres auront appelé pour leur instruction, et contre les jugements desdits arbitres nul ne pourra se pourvoir que par voye d'appel suivant les ordres, et en exécution desdits jugements se pourront pourvoir par devant les juges ordinaires suivant la coustume, sy pour leur bien et soulagement ils ne conviennent et accordent autrement, compromettant de nouveau en d'autres arbitres pour décider les différends meus en execution desdits premiers jugements.

« Ceux qui à l'advenir se presenteront pour estre admis et receus en ladite confrerie, seront tenus jurer et promettre par sermant sur les Saints Evangiles de tenir, garder et observer le contenu aux articles précédans, à ce que par l'obstination d'aucuns à la pledoirye, ne trouble le repos des autres, et que la division ne s'introduise entre lesdits confreres à la ruyne de leurs familles.

« Tous lesquels articles les dits confrères ont ainsi voulu, accordé et consenty, promis et juré par leur foy et serment, come devant tenir garder et observer de point en autre par forme de compromis général, perpétuel et irrévocable, renonçant à jamais d'y contrevenir par obligation, gage et hypothèque de tous et chacuns leurs biens meubles et immeubles présents et futurs, à quoy faire et enteriner lesdits confrères ont été, de leur consentement par nous N. et Jan Rangier, notaires de la Cour de Saint-Paul, jugez et condamnez de l'autorité de ladite cour.

« Fait et gréé audit bourg de Roscoff, en la chapelle de M. Saint-Eninyan, en laquelle lesdits confrères cy-après se sont assemblés pour l'effet des présantes, sçavoir :

Jean Marzin,	Hierome Le Pappe,
J ^e le Bescont,	Olivier le Moigne le jeune,
Laurans Siochan,	Louis Guillerm,
François Hervé,	Henry Le Gall,
Guillaume Marzin,	Guillaume Le Mestre,
Guillaume Henri,	Laurens de Cheberry,

confrères qui ont signé, le 27^e jour de décembre 1612. »

Je ne voudrais pas affirmer que cette confrérie de la Sainte-Union ait à tout jamais banni de Roscoff les procès et leurs suites souvent désastreuses, mais du moins devons-nous avouer que dans cette pièce on pourrait puiser d'excellents éléments pour mener à bonne fin les projets de paix et d'union sociale que l'on poursuit de nos jours ; et je suis heureux de terminer mes nombreuses citations par un document qui doit servir à démontrer combien l'étude du passé peut être féconde pour le présent en utiles enseignements.

PEYRON,
Chanoine.



DEUX DOYENS DU FOLGOËT

ONCLE ET NEVEU

Nul n'ignore en Bretagne, et surtout dans le diocèse de Quimper et Léon, l'histoire de ce pauvre fol appelé Salaun, qui, au ^{xiv}^e siècle, vivait dans les bois des environs de Lennéven. Il ne savait dire que deux mots : *Ave, Maria* ! Et la légende rapporte que, après sa mort, au milieu de ce bois où il avait vécu et où son corps attendait la résurrection, un lis poussa, dont les racines jaillissaient de sa bouche, et dont les fleurs virginales portaient, gravées sur leurs corolles, ces deux mots : *Ave, Maria* !

Les merveilles qui s'opérèrent en ce lieu attirèrent de nombreux et souvent très nobles pèlerins. Ce lieu s'appela Le Folgoët, c'est-à-dire le *bois du fou* ; car Salaun, de son vivant, avait passé pour un insensé.

Bientôt une chapelle s'éleva et fut, en 1422, érigée par le duc Jean V en église collégiale. Elle porta le nom de Notre-Dame-du-Folgoët. Des chapelains, ayant le titre de chanoines, d'abord au nombre de quatre, puis de dix, sous le principal d'un doyen, remplissaient les nombreuses fondations et faisaient l'office canonial (1).

(1) Voir *Notice sur Notre-Dame-du-Folgoat*, dans les *Vies des Saints de Bretagne*, de Kerdanet.

La situation de doyen du Folgoët était assez estimée et par conséquent recherchée.

*
* *

C'est de deux de ces doyens dont nous voulons parler. L'un et l'autre portaient le nom d'Anthyme-Denis Cohon. Ils étaient oncle et neveu.

L'oncle naquit en 1595, à Craon, en Anjou. Ce fut un prédicateur distingué ; à tel point que Richelieu le choisit pour prédicateur de Louis XIII. Il devint évêque de Nîmes en 1633, et changea ce siège pour celui de Dol-en-Bretagne, en 1644. Comme évêque de ce petit mais illustre diocèse, il semble s'être mortellement ennuyé. D'ailleurs le cardinal Mazarin, son protecteur, le désirait ardemment à Paris pour le mettre dans son intimité. Le moyen d'abandonner Dol pour Paris ? Ce fut le doyen du Folgoët qui le lui offrit. Celui-ci se nommait Robert Cupif, il occupait ce doyenné depuis 1629 ; de plus, depuis 1637, il était devenu évêque de Léon. Mais les hasards de la politique qui l'avaient fait asseoir sur ce siège à la place d'un prélat devenu désagréable au pouvoir (René de Rieux), avaient eu leur retour : Robert Cupif avait dû rendre le siège de Saint-Pol au prélat redevenu en faveur.

Cela arrivait précisément au moment où Anthyme-Denis Cohon se demandait comment se débarrasser de son évêché de Dol. En Robert Cupif, il reconnut l'homme qu'il cherchait. L'évêché de Dol fut échangé pour plusieurs bénéfices, parmi lesquels se trouvait le doyenné du Folgoët (1648).

Ainsi déchargé des soins d'un diocèse, Anthyme-Denis Cohon pouvait se fixer à Paris. Car l'article II des statuts de la collégiale du Folgoët supposait le cas où le doyen occuperait quelque place à la cour ; il devait alors nommer un vicaire pour le remplacer. Le nouveau titulaire du Folgoët se retira donc à Paris, dans le palais du cardinal Mazarin. Pendant la Fronde, il joua, aux côtés de son maître et protecteur, un rôle peu honorable qui lui valut de la part des

Frondeurs une grêle de pamphlets violents, mais souvent spirituels (1).

En 1656, Anthyme Cohon revint à ses premières amours et réépousa sa première divorcée, c'est-à-dire l'Eglise de Nîmes ; il se distingua sur ce siège par ses controverses contre les protestants.

Mais il restait toujours doyen du Folgoët. Comme tel on ne sait de lui que les difficultés qu'il eut avec les chanoines de la collégiale, et qui transpirent dans les lettres à son neveu ; et aussi le mal qu'il se donna pour transmettre ce doyenné à ce neveu, également son filleul, et, comme lui, nommé Anthyme-Denis Cohon.

*
* *

Ce second Anthyme-Denys Cohon était né en 1636. Lorsque l'oncle redevint évêque de Nîmes, le neveu était « escholier en Sorbonne, à Paris (2). »

Un savant nîmois, M. Prosper Falgairolle a, il y a quelques années, publié les lettres adressées par Mgr Cohon, évêque de Nîmes, à son neveu, de 1658 à 1669 (3). C'est en parcourant ce précieux recueil que nous avons découvert un passage ici, un passage là, pouvant former un ensemble de renseignements importants sur les deux Cohon, en tant que doyens du Folgoët.

Dans la première lettre, il est déjà une allusion au transfert que l'oncle voulait faire de son doyenné à son neveu ; elle est du 10 mai 1663 (4). L'adresse porte : « Pour mon nepveu, l'abbé Cohon. » L'abbé Cohon n'était pas alors dans les ordres sacrés, il avait cependant 27 ans.

(1) Nous avons publié ces pamphlets ou *Mazarinades* dans une brochure intitulée : *Anthyme-Denis Cohon, évêque et comte de Dol ; son rôle pendant la Fronde*. Rennes, 1895.

(2) Lettre 1^{re} à son neveu, octobre 1653.

(3) *Lettres intimes de Monseigneur Cohon, évêque de Nîmes*, publiées par Prosper Falgairolle. Nîmes, 1891.

(4) Lettre 5^e à son neveu.

« Mon neveu, écrivait Mgr Cohon, je n'ai pas eu le temps encores de faire les despèches qui doivent accompagner ma resignation. Attendez-les patiemment... Soyez soigneux de vous perfectionner, et ne doutez pas que ce ne soit le plus ardent de mes désirs, afin de vous voir en estat de meriter des accroissements qui respondent à mon courage et à mon amitié. »

Quoique le jeune Anthyme-Denis ne fût pas encore en possession du doyenné du Folgoët, son oncle l'initiait aux difficultés qu'il y avait. C'était « un fermier du petit Impost au Devoir de Bretagne », qui contre tout droit vexait le sacriste et fermier du Folgoët, le sieur Carolle, sans doute le représentant de l'évêque de Nîmes (1).

C'était un grand procès intenté du temps de Robert Cupif par les chanoines contre leur doyen. Deux arrêts du Parlement de Rouen avaient, paraît-il, donné raison aux chanoines ; Mgr Cohon avait alors transporté cette cause devant le Parlement de Dijon, où il espérait bien la gagner avant la prise de possession de son neveu (2).

L'évêque de Nîmes comptait beaucoup sur les services qu'il avait rendus à la Cour, pendant la Fronde, pour avancer les affaires du jeune Anthyme. Il fit remettre à celui-ci une lettre pour Anne d'Autriche et pour le R. P. Annat, de la Compagnie de Jésus, confesseur de Louis XIV, avec recommandation de se conduire absolument d'après les ordres de ce saint religieux, et d'attendre, avant d'agir, le complet rétablissement de la reine-mère (3).

Mais le neveu était d'un caractère peu sérieux, fort léger. Sourd aux conseils du vieil oncle, il se mit à causer de son affaire à tout venant et à courir les rues de Paris pour trouver des protecteurs. Cela lui valut une verte semonce de l'évêque de Nîmes (4).

A peine le jeune Cohon a-t-il reçu le brevet de la reine, qu'il se croit déjà en possession de son bénéfice et qu'il veut

(1) Lettre 9^e à son neveu.

(2) *Ibidem*.

(3) Lettres 6^e, 8^e, 9^e et 10^e à son neveu.

(4) Lettre 11^e à son neveu, 15 juillet 1663.

partir pour le Folgoët et traiter avec les chanoines. Son oncle réprime en termes désolés l'impétuosité de son étourdi neveu :

« Vous faites paroistre par tous vos desseins la capacité que vous avez pour vos propres affaires. Je voudrais sçavoir à quoi seroit bon vostre voyage au Folgoët, avant que vous soyez pourveu et en estat de prendre possession... Je n'entends pas d'ailleurs estre dépossédé que lorsque je vous en donnerai la licence (1). »

Après cela, le neveu semble calmé. L'oncle lui envoie procuration sur procuration, conseil sur conseil, pour aplanir les difficultés. Il lui fait savoir que « les bulles à grand marché ne doivent couster que cent escus tout au plus » ; qu'il faut plaider contre les chanoines du Folgoët, « s'ils ne se contentent des 400 livres que leur adjuge l'arrêt de Rouen (2) », qu'il ne doit pas se laisser duper par le banquier qu'il choisira, « car ils sont tous ardans à la curée, et les plus habiles sont les plus affamez (3) » ; enfin que la maison du sacriste du Folgoët « et tous les cabarets dependans du Doyenné du Folgoët sont exempts du petit devoir de Bretagne (4). »

Enfin, l'évêque de Nîmes rappelle à son neveu une chose plus grave, c'est qu'il a 27 ans et qu'il n'est ni ordonné ni gradué :

« Maintenant que vous passez de beaucoup l'âge du sacerdoce, il faut se faire ordonner et consacrer en diligence. Il est encore nécessaire que, pour posséder le doyenné du Folgoët, vous soyez gradué. Je ne scay si vous estes en cet estat. Pensez-y de bonne heure, affin qu'entrant en possession, vous soyez sans deffaut (5). »

Au commencement de novembre 1663, le R. P. Annat, confesseur du Roi, annonçait à Mgr Cohon que son neveu pouvait prendre possession du Folgoët (6). A cette occasion, l'évêque de Nîmes rappelle au nouveau doyen qu'il ne peut rester sans être ordonné :

(1) Lettre 12^e à son neveu, 19 août 1663.

(2) Lettre 15^e à son neveu, 12 septembre 1663.

(3) Lettre 18^e à son neveu, 10 octobre 1663.

(4) Lettre 19^e à son neveu, 24 octobre 1663.

(5) *Ibidem*.

(6) Lettre 20^e à son neveu, 10 novembre 1663.

« Votre indignité, que vous ne scauriez assez mediter et cognoistre, lui écrivait-il, ne vous dispense pas de vous faire prestre pour un benefice sacerdotal. Dieu, qui voit a nud les sentimens de vostre ame, estimera vostre humilité et vous donnera ses graces pour vous relever de vos deffauts (1). »

La légèreté et la paresse semblent avoir été l'apanage du jeune Anthyme-Denis. Il n'avait pas encore pris possession de son doyenné, que déjà, faute de n'avoir pas suivi les ordres de son oncle, les chanoines du Folgoët obtenaient un arrêt contre celui-ci.

A son neveu qui, pour excuse de son incurie, invoquait des persécutions imaginaires dirigées contre lui, l'évêque de Nîmes répliqua froidement :

« Quand vous songez la nuict que l'on vous dresse des embusches pour vous ravir ce benefice, vous parlez en enfant. Faites casser l'arrest des chanoines, et allez ou envoyez prendre possession sans retardement (2). »

Ce fut un rude coup pour Mgr Cohon que ce procès perdu contre les chanoines du Folgoët. Il ne pouvait le pardonner à son neveu, et c'est d'un ton fâché qu'il lui écrit :

« Je ne vous parle plus de voir M. le Chancelier ny de solliciter un arrest que casse celui de vos chanoines, car c'est perdre son temps, et je me moque de moy mesme quand j'attens quelque assistance de vos soins qui se reduisent tous à des occupations inutiles... Puis qu'estant à Paris vous vous laissez détruire sans deffenses par des coquins de chanoines que je tiens au filet depuis seize ans entiers, que peut-on espérer de vous (3). »

Il fallait, en effet, que l'évêque de Nîmes fût bien aigri pour traiter aussi durement, d'une manière si peu parlementaire, les vénérables membres de la collégiale du Folgoët.

Le neveu, lui, ne semblait pas si ému ; les pertes pécuniaires de son oncle ne l'empêchaient pas de vivre en enfant prodigue. Aussi s'attire-t-il cette nouvelle leçon :

« L'on m'a donné advis que vous continuez dans la belle

(1) Lettre 21^e à son neveu, 14 novembre 1663.

(2) Lettre 22^e à son neveu, 4 décembre 1663.

(3) Lettre 25^e à son neveu, 29 décembre 1663.

humeur de vous piquer de générosité en prêtant de l'argent et en le donnant mesme. La libéralité, qui est une vertu pour ceux qui sont plainement établis, est une aveugle extravagance pour ceux qui naissent et qui commencent leur fortune (1). »

On conçoit que ces sermons ne devaient pas être agréables au neveu, et c'est probablement pour en éviter de nouvelles, qu'il prit le parti de ne plus écrire à son oncle. Celui-ci se plaignit amèrement de ce silence :

« Je ne scay d'où peut venir le retardement de mes lettres ny par quelle voye elles se peuvent esgarer ; mais je scay bien que je vous écris fort souvent sans recevoir de réponse (2). »

Le jeune Anthyme mit son silence sur le compte de la maladie. L'oncle l'en plaisanta spirituellement :

« Vous craignez, par un phantome de scrupule, que l'effort d'une lettre vous soit un crime devant Dieu... Craignez plutôt que vous ayez à lui répondre de beaucoup d'autres choses qui regardent vostre conduite et vostre propre bien, auquel sa gloire est attachée. »

Puis il lui reproche sa paresse qui va jusqu'à faire retarder son ordination sacerdotale ; et cependant, il le lui répète, son bénéfice est sacerdotal (3).

Dans une lettre charmante d'esprit et d'ironie, le vieil évêque de Nîmes met de nouveau le doigt sur la vraie maladie chronique de son neveu.

« Vous ne me parlez que d'infirmités et de faiblesse, et pourtant il est vrai que la fièvre que vous combattez est la première maladie qui vous soit arrivée depuis votre naissance. Vous seriez bien empesché de dire clairement ce que vous voulez. Je croy que vostre principal souhait est d'éviter le travail et l'estude, pour lequel vous avez une aversion et repugnance naturelle. En ce cas le Folgoët, où vous devez résidence indispensable, sera un lieu propre pour vous. La dévotion y est dans un degré supreme, le bénéfice est de grand

(1) Lettre 25^e à son neveu, 29 décembre 1663.

(2) Lettre 26^e à son neveu, 14 février 1664.

(3) Lettre 29^e à son neveu, 12 novembre 1664.

revenu ; vous y vivrez commodement et grassement, et vous en sçavez assez pour esblouir les bas Bretons. Mais vous trouvez que ce climat est froid et pluvieux, que Paris mesme est d'une température contraire à vostre santé, si bien que vous attendez une revelation du ciel pour vous déterminer à un sejour qui vous soit convenable. Pouvez-vous m'ecrire plus ridiculement, et me croyez-vous assez stupide pour ne pas concevoir le sens mystereux de ces incertitudes et ambiguités (1). »

Il y avait tout au plus un an que le jeune Cohon était doyen du Folgoët que, prétextant l'intérêt de sa santé, il pensait déjà à permuter ce bénéfice avec la Prévosté de Nîmes (2), ce qui irritait l'évêque de Nîmes.

« Si le doyenné du Folgoët vous semble indigne de vous, lui écrivait-il, et ne vous satisfait pas, rendez-le moi, et vous contentez d'avoir sans cela mille escus de rente, qui surpassent de la moitié les premiers fondemens de ma fortune dans l'Eglise... Je voudrais bien savoir à quoy vous appliquez vos revenus presentement, lorsqu'abandonnant l'estude et les exercices de vostre profession, vous vous cantonnez dans une auberge, pour vous oster du jour et de la veüe du monde Je reviens tousiours à sçavoir de vous si vostre dessein est de vous marier ou de vous faire prestre ; car si en ce point vous ne faites vostre devoir, je sçay le mien et le feray (3). »

Tout le courant de l'année 1665, le doyen du Folgoët resta à Paris, logé dans son grenier, selon l'expression de son oncle, et sans se décider à recevoir les ordres sacrés (4), soit scrupule, soit paresse.

Par une lettre du mois de mai (?) 1666, on voit que le neveu a enfin accédé au désir de son oncle, qu'il a reçu la prêtrise et qu'il va se rendre au Folgoët.

Le vieil oncle est dans la joie.

« J'approuve très agréablement vostre voyage au Folgoët, et je serai vostre second pour humilier le sacristain, s'il se révolte contre vous, et s'il prétend vous donner de la peine.

(1) Lettre 30^e à son neveu, 1665.

(2) *Ibidem*.

(3) Lettre 35^e à son neveu, 1^{er} avril 1665.

(4) Lettre 36^e à son neveu, 12 avril 1665.

« Faites-y du séjour, et vous y verrez l'établissement de votre autorité et de votre créance. Tous vos chanoines voudront votre amitié, vous voyant vivre d'une vie exemplaire, et je suis persuadé que par votre présence, vous esteindrez tous nos procès... »

Puis viennent les petites commissions : « Pendant votre séjour, tachez de me trouver un beau jeune cheval pour traîner ma cariole. Il ne faut pas qu'il soit entier ny de croupe étroite et cornue. » Ce qui prouve que les chevaux du Léon étaient, dès cette époque, très appréciés. Le bon évêque lui fait aussi une recommandation moins profane et qui montre sa piété pour Notre-Dame-du-Folgoët : « Dites neuf messes de la Très Sainte Vierge pour ma sanctification et ma conservation (1). »

Ce n'est plus maintenant qu'enthousiasme de l'oncle pour le neveu. L'évêque de Nîmes termine ses lettres par la formule pleine d'affection : « Votre meilleur oncle et amy », et trouve moyen d'ajouter un nouveau bénéfice aux autres (2).

Mais cet enthousiasme ne fut que de quelques mois. Le jeune Anthyme n'était pas l'homme qu'il fallait pour jouir de ce bénéfice, vrai nid à procès, paraît-il. Tout lui faisait peur; et, selon l'expression de son oncle, une mouche lui paraissait un lion. Il tremblait devant le procureur du roi de Lesneven. « Le procureur du Roy de Lesneven est-il de condition à vous détruire ny à se mesurer avec vous, si vous le méprisez, le regardant comme un officier de village », lui disait son oncle (3).

Ses chanoines se plaignaient et lui faisaient des procès, parce qu'il exigeait la résidence. « Allez à Rennes, lui écrivait l'évêque de Nîmes, et n'en sortez point que vous n'ayez un arrêt triomphant qui ne vous peut manquer... Là vous donnerez la chasse pour jamais à ces braves moines qui ont eu l'insolence de vous dégrader de votre propre Eglise (4). »

« Tous les assauts, ajoutait-il, que l'on vous donne, sont des

(1) Lettre 37^e à son neveu, 15.... de l'an 1666.

(2) Lettre 38^e à son neveu, 2 juin 1666.

(3) Lettre 39^e à son neveu, 5 septembre 1666.

(4) *Ibidem*.

effets de votre pusillanimité, qui ne paroist que trop. Les Bretons, qui sont hardis et teméraires, vous voyant fluet, timide et sans courage, ne craignent pas de vous fascher ny de vous attaquer pour vous faire naistre la lassitude et le dégoût de vostre benefice. Mais soyez vigoureux à leur montrer les dents, vous les desarmerez et les mettrez dessous vos pieds. Si vous ne sentez pas en vous cette fermeté, prenez la resolution de vous cacher dans un couvent, n'estant pas propre à vivre dans le monde, ny a paroistre au jour. Vous avez un cadet qui prendra vostre place et qui sçaura s'y maintenir. J'ai tousiours crû que la bassesse de vostre âme seroit ma croix et mon supplice en mes derniers jours (1). »

L'abbé Cohon séjourna à peine un an au Folgoët. Il s'y était rendu vers le mois de mai 1666, et au mois de mars 1667 on le retrouve à Rennes, occupé du fameux procès commencé par son oncle contre les chanoines du Folgoët, et que, après avoir évoqué devant les Parlements de Rouen et de Dijon, l'évêque de Nîmes venait de faire renvoyer devant le Parlement de Rennes (2).

Mgr Cohon s'impatientait des airs de pédant et de faux dévot que son neveu avait cru bon de prendre depuis qu'il était à la tête de la collégiale du Folgoët.

« Je ne puis me tenir de vous dire que vous me lassez de votre stile apostolique, puisé dans les romans spirituels dont vous avez farci vostre mémoire, croyant que c'est le caractère des devots raffinez. Si vous n'êtes capable d'autre chose, je vous conseille d'aller vivre parmi les ours ; car en un mot je veux en vous une vertu et une piété civile qui édifie, sans vous faire un objet de risée et de mespris (4). »

Il poussait le ridicule jusqu'à se faire accompagner dans ses missions de « deux pages à pied (3). »

Nous avons déjà vu que, à peine nommé doyen du Folgoët, le jeune Anthyme-Denis avait pensé à changer ce bénéfice

(1) Lettre 39^e à son neveu, 5 septembre 1666.

(2) Lettres 40^e, 41^e et 42^e à son neveu, 16 décembre 1666, 16 mars et 20 mai 1667.

(3) Lettre 44^e à son neveu, 21 août 1669.

(4) Lettre 47^e à son neveu, 3 septembre 1669.

pour la prévosté de la cathédrale de Nîmes. Pendant les quatre années de son décanat, il avait si mal administré ce bénéfice que son oncle, à la fin, trouva plus sage de le remettre sous sa tutelle, dans sa ville épiscopale. Mais d'un autre côté, ses manières pédantes faisaient hésiter l'évêque à lui confier cette fonction. Aussi lui écrivait-il avec ironie :

« Demeurés en l'estat où vous estes, et reteurnés en Folgoët, où vous avez pris un pli de sainteté, que je ne veux point exposer dans mon Eglise cathedrale, où vous seriés un objet de risée (1). »

A l'ironie se joignait aussi le sentiment du mépris : « Il ne faut plus revenir à la charge ny capituler pour l'acquisition de la prevosté de Nismes ; vous n'estes pas propre à monter si haut ny à remplir une dignité de cet esclat. Jusques icy toutes vos sottes lettres, qui ne sont que vapeurs d'hypocrisie et de pedanterie, m'ont rebutté de telle sorte, que j'ay perdu pour jamais la pensée de vous tirer du Folgoët, où vos deffauts sont hors de veüe, dans l'obscurité d'un désert et d'une vie cachée. Vous pouvés donc y retourner... (2) »

Il faudrait citer toute cette lettre et tant d'autres remplies d'intérêt et d'esprit, que le lecteur curieux trouvera dans le recueil de M. Falgairolle.

Malgré que l'évêque de Nîmes eût écrit à son neveu, le 7 septembre 1669 : « Je ne croy point aux miracles ny aux reliques des gens qui vous ressemblent, et je me garderay bien de consentir que vous veniez auprès de moy pour me couvrir de honte (3), » dès le 22 septembre suivant, il lui envoyait une instruction pour la résignation du Folgoët.

« Je n'entends point, lui recommandait-il entre autres choses, que vous résignés qu'après que vous aurés esté largement payé de vos meubles et de vos livres, et ne vous piqués point sur cet article d'une fausse générosité pour donner ny les uns ny les autres (4). »

C'est à son autre neveu, Jules-Paul, frère puîné d'Anthyme-

(1) Lettre 48^e à son neveu, 7 septembre 1669.

(2) *Ibidem*.

(3) *Ibidem*.

(4) Lettre 49^e à son neveu.

Denis, que l'évêque de Nîmes fit transmettre le doyenné du Folgoët.

Il avait, en effet, écrit à l'abbé Anthyme :

« Si vostre frère aime mieux un établissement en Bretagne qu'en Languedoc, sans hésiter et sans attendre mes ordres plus précis, résignés luy le Doyenné du Folgoët. Mais à mon sens, il ne doit pas prendre un si mauvais party, le lieu estant sauvage et les peuples aussi (1). »

L'évêque de Nîmes était dur et injuste pour la Bretagne et les Bretons. Habitué aux fastes de la cour et aux duplicités de la politique, l'ancien favori de Mazarin ne pouvait goûter la beauté sauvage de la Bretagne et la brutale franchise de ses habitants.

Son neveu Jules-Paul Cohon ne partagea probablement pas sur ce point les sentiments de son oncle ; il séjourna au Folgoët, de 1669 à 1675 (2).

* * *

Tels furent les trois Cohon qui se succédèrent dans le doyenné de Notre-Dame-du-Folgoët.

Sans nous arrêter sur le caractère du dernier, de Jules-Paul, sur lequel nous n'avons pas de renseignements précis, nous pouvons juger, d'après ce qui précède, du caractère si différent des deux Anthyme-Denis.

Le premier, l'oncle, l'évêque, l'anti-frondeur, le confident de Mazarin, l'orateur, le controversiste, apparaît avec son zèle, son ardeur belliqueuse, son art littéraire, son esprit gaulois, son écrasante ironie.

L'autre, l'« escholier », le petit abbé, le chétif, n'a à présenter que légèreté, inconstance, paresse maladive, pédanterie.

Dirait-on l'oncle et le neveu ?

Facilement l'un disparaît devant l'éclat de l'autre. C'est

(1) Lettre 49^e à son neveu.

(2) *Notice sur N.-D. du Folgoët*, dans les *Vies des Saints de Bretagne*, de Kerdanet.

sans doute pourquoi l'auteur de la *Notice sur N.-D. du Folgoët, composée* (cependant) *sur les titres originaux* (1), n'a connu qu'un doyen du Folgoët du nom d'Anthyme-Denis Cohon,... le Grand.

Il nous a donc paru intéressant, au point de vue historique, d'éclaircir momentanément, au moyen de l'astre éblouissant que fut l'oncle, la planète sans vie que fut le neveu (2).

CHARLES ROBERT,
de l'Oratoire de Rennes.

(1) Dans les *Vies des Saints de Bretagne*, de Kerdanet.

(2) Nous profitons de cette publication pour ajouter quelques notes à notre biographie d'*Anthyme-Denis Cohon, évêque et comte de Dol* (Rennes 1895). Quoique ayant cédé son évêché de Dol à Robert Cupif, Cohon, avons-nous dit, conserva jusqu'en 1655, le titre d'évêque de Dol, le Pape n'ayant d'ailleurs pas encore approuvé l'échange. Sous ce titre d'évêque de Dol, assisté des évêques de Saint-Malo et de Vannes, il donna, dans l'église de l'Assomption de Paris, la consécration épiscopale à François de Visselou, nommé coadjuteur de Quimper, avec le titre d'évêque *in partibus* de Madaure, le 7 mai 1651 (D. Morice et Tresvaux).

Dans le recueil de lettres du Frère Léon, carme de Rennes (*Rome*, 1661), se trouve (titre I^{er}. p. 230-236, lettre 26^e) une longue lettre latine : *Illustriss. ac. Reverendiss. Dionysio Cohonio, in minori Britannia Armorica Dolensi Episcopo*, datée de Paris 1638 : *Luet. Paris. ipsis kal. Febr. an. MDCXXXVIII*. C'est un éloge pompeux de l'éloquence de Cohon. Il est comparé à Démosthène et à Chrysostome ; il est appelé : « *Eloquentum Antistes, Antistum Eloquentissime.* »



ANCIENNES FORTIFICATIONS

DE QUIMPER

MESDAMES, MESSIEURS,

M. le Président du Congrès m'a fait beaucoup d'honneur en me confiant la mission de vous parler de l'ancienne enceinte de Quimper. Une autre voix plus autorisée que la mienne aurait dû ici se faire entendre, celle de M. le Président Trévédy, aux recherches duquel nous devons les plus précieux documents sur leur histoire, et dont nous regrettons aujourd'hui doublement l'absence.

J'ai besoin d'une grande indulgence, d'autant plus que, pris à l'improviste, je ne puis vous faire la lecture d'une notice préparée à loisir ni mettre sous vos yeux un plan que j'ai dressé jadis de ces fortifications. Pour y suppléer autant que possible, je voudrais vous conduire sur le mont Frugy. De là, nous verrions la ville se développer en amphithéâtre, et je pourrais vous bien expliquer l'enceinte de ce qu'on appelait la ville close. Nous y évoquerions le spectacle des investissements, des sièges que la ville a subis à diverses époques. Nous verrions les chevaliers de Charles de Blois s'élancer à l'assaut, ceux de Montfort refoulés par la marée montante, les hordes des paysans envahir et ravager la ville ; puis sous la Ligue, les bourgeois de Quimper montant la garde sur les remparts avec leurs costumes pittoresques et leurs arquebuses, dont ils se servaient si bien qu'ils firent reculer Lezonnet, et que le Maréchal d'Aumont lui-même, tenu en échec par ces bour-

geois si braves et si guerriers, s'écriait : « Mé Dieu ! Quels habitants ! Ce sont gens de guerre et habitants ! »

Veuillez donc, je vous prie, vous transporter par la pensée sur le mont Frugy.

À vos pieds, l'Odet coule de l'est à l'ouest. Autrefois son cours n'était pas aussi régulier qu'aujourd'hui. En amont du pont Sainte-Catherine, qui vous conduit à la place Saint-Corentin, il y avait un véritable petit étang formé par la retenue des eaux de l'Odet et du petit ruisseau de Penruic, qui venait s'y jeter à l'extrémité du mur que l'on voit encore le long du jardin de l'Evêché. Ce ruisseau s'appelait aussi Froot, Fret questel ou du château. Il délimitait en effet, de ce côté, l'enceinte du *château* que le roi Gradlon avait donné à saint Corentin, ce qu'on appelait « *le tour du chastel* ». Cette enceinte comprenait à l'ouest toute la place Saint-Corentin actuelle et s'étendait au nord jusqu'à la rue du Verdelet. Elle fut le principe de la ville close et n'était sans doute défendue d'abord que par une simple palissade, comme beaucoup de villes l'ont été jusqu'au XIII^e siècle.

À quelle époque la ville s'est-elle étendue jusqu'à l'enceinte de 1500 mètres de tour environ dont nous retrouvons les vestiges ? Nous ne saurions le dire, mais nous pensons que, lors du siège de Charles de Blois, en 1344, la configuration de la ville devait être sensiblement celle qu'elle garda jusqu'au siècle dernier. Nous savons d'autre part qu'à cette époque l'enceinte était formée de murailles, car les chevaliers du duc Charles y pratiquèrent plusieurs brèches avant de donner l'assaut.

Ceci dit, revenons au pont Sainte-Catherine, ainsi appelé à cause de l'hôpital de ce nom, situé à l'entrée du faubourg. Là s'ouvrait la porte appelée indifféremment Sainte-Catherine, Neuve ou de l'Evêque. Cette porte était très forte. Elle était flanquée de deux tours et son pont-levis s'abattait sur un pont de bois de cinq arches, dont la dernière, vers la rue Sainte-Catherine, était munie d'un second pont-levis. En amont de ce pont se trouvaient les moulins de l'Evêque, construits sur une petite île à laquelle le pont donnait accès. Ces moulins étaient défendus par une forte muraille à l'est et au sud, et par une tour qui formait l'angle sud-est de ce petit

boulevard. C'était la porte principale de la ville. Les Evêques y faisaient leur entrée solennelle, portés sur les épaules des seigneurs du Fou, de Nevet, de Plœuc et de Guengat.

Une courtine toute droite allait de cette porte à l'entrée de la rue Saint-François, où s'ouvrait une poterne donnant accès à un terrain appelé Parc Costy, qui s'étendait entre les murailles et la rivière. Cette poterne portait aussi le nom de Saint-François, à cause du couvent des Cordeliers contigu à cette partie des remparts. Elle était protégée par une tour où se trouvait une citerne.

A partir de cette poterne, la muraille prenait un aspect plus grandiose, était flanquée de plusieurs tours fort importantes et, suivant sensiblement le tracé du confluent de l'Odét et du Steir, formait comme une forteresse particulière. On l'appelait le château. Arrêtons-nous y un instant. C'est là que l'armée de Charles de Blois entra dans Quimper par la brèche, c'est là que celle de Montfort fut repoussée l'année suivante, soit par la mer, comme l'ont dit certains historiens, soit par la vaillance des défenseurs de la ville. Ce château, qui donna lieu à de longs démêlés entre les Ducs et les Evêques, a une véritable histoire. Je me bornerai à vous en donner un aperçu très succinct.

En 1209, Guy de Thouars, mari de la duchesse Constance, qui voulait assurer son autorité ducal, entreprit d'édifier un château à Quimper, et choisit comme emplacement la partie de la ville qui se trouvait au confluent de l'Odét et du Steir. C'était un vrai défi jeté à l'Evêque, qui avait toujours été considéré comme le seul seigneur de la ville. L'ancien *chastel* de l'Evêque, dont nous parlions tout à l'heure, et le nouveau château du Duc se trouvaient, comme vous voyez, chacun à l'une des extrémités de la courtine qui longeait l'Odét.

L'Evêque lança toutes ses foudres contre le Duc, qui dut s'incliner. Les travaux furent abandonnés, et les pierres, qui n'avaient pas encore été employées, servirent à la construction de la chapelle de la Victoire, qui existe encore aujourd'hui au chevet de la cathédrale.

La défense de ce côté demeura assez faible, puisque Blois et Montfort n'hésitèrent pas à y porter leurs attaques lors des deux sièges de 1344 et 1345. Lorsque le Duc Jean IV vint

mettre le siège devant Quimper en 1364, après la bataille d'Auray, il fit encore battre la ville de ce côté par ses machines. Aussitôt après la capitulation, il voulut reprendre l'idée de Guy de Thouars. L'Evêque s'y opposa encore. L'affaire fut portée à Tours devant le Métropolitain, puis à Rome. Enfin, en 1452, une transaction fut conclue. Le Duc Pierre II, à la condition qu'il ferait réparer toute l'enceinte fort délabrée, put terminer les importantes constructions qui armèrent très fortement la ville de ce côté, mais il n'y eut jamais là de château proprement dit. Le couvent des Cordeliers, fondé en 1233, après la soumission de Guy de Thouars, continua d'occuper toute la pointe sud-ouest de la ville, entre les deux rivières.

Quant à la réfection de l'enceinte, disons rapidement qu'on y travailla pendant toute la deuxième partie du xv^e siècle. En 1475, les deux tiers du devoir de Billot de Cornouaille y furent consacrés. En 1490, on commença un boulevard dans la prairie de la Madeleine pour la défense du faubourg et de la porte de l'Evêque. Il ne fut jamais terminé. En 1494, on construisit une tour. En 1498, la Duchesse Anne, trouvant les fortifications insuffisantes, prescrivit de nouveaux travaux.

Lors du siège de Quimper par le Maréchal d'Aumont, en 1594, celui-ci établit sur le mont Frugy des pièces de canon qui firent des feux plongeants sur cette partie des murailles et sur les travailleurs qui, en arrière, construisaient une deuxième enceinte en vue d'un assaut probable. Le sieur de la Villeneuve, qui commandait sur ce point, y fut tué.

Il y a quarante ans, on pouvait encore voir une grande partie de ces rudes murailles et la tour de 36 pieds de diamètre qui défendait leur angle ouest. Tout cela a été abattu pour construire les maisons qui s'étendent entre la rue Saint-François et le quai du Steir.

De l'autre côté du Steir se trouvait la « *Terre au Duc* », domaine ducal. Il paraîtrait qu'avant le siège de 1344 il y avait là certaines fortifications défendant sans doute le faubourg, car Dom Morice nous dit que la moitié de la ville appartenait à l'Evêque et la moitié au Duc, et que Charles de Blois, après s'en être emparé, pour ménager ses troupes, fit démanteler les fortifications qui lui appartenaient.

En 1594, après l'échec de Lezonnet, les Quimperoïis, prévoyant la venue du Maréchal d'Aumont, démolirent sur la Terre au Duc, devenue domaine royal, l'auditoire, la cohue et les prisons, qui gênaient la défense en permettant à l'ennemi de s'y loger.

Nous arrivons maintenant à la Porte Médard.

Un peu avant elle, il y avait une poterne, dite poterne de Saint-Michel, munie d'une passerelle, à laquelle on accédait dans la ville par une ruelle qui partait de la rue Kéréon pour aller vers les Cordeliers, le long du rempart.

En passant je vous ferai remarquer une tour, dont les vestiges sont enclos dans une maison au coin de la rue Astor, et la petite échauguette en encorbellement sur la portion de courtine qui subsiste le long du Steir. Elle porte un écusson où l'on distingue encore un peu trois fleurs de lys. C'est probablement de l'une de ses embrasures que partit le coup d'arquebuse qui faillit tuer le Maréchal d'Aumont alors qu'il reconnaissait cette partie des murailles du coin de la place Terre au Duc.

La porte Médard était presque aussi forte que la porte de l'Evêque. Deux tours l'accostaient, et elle était défendue par une barbacane qu'entouraient les eaux du Steir.

C'est cette porte qu'en 1597, lors de sa seconde entreprise sur Quimper, voulut surprendre Fontenelle et dont il faillit s'emparer. Le chanoine Moreau, ce charmant chroniqueur de la Ligue en Basse-Bretagne, nous fait un récit très vivant de ce combat. Les braves bourgeois étaient dans un grand désarroi, tout le monde commandait, c'est-à-dire que personne ne commandait. La barricade établie dans le faubourg, à l'intersection de la rue Saint-Mathieu et de la rue Vis, avait été forcée. Les gens de Fontenelle se précipitaient pour entrer dans la ville en même temps que ses défenseurs en déroute. Mais, par une fortune inespérée, un jeune gentilhomme, Jean Jegado, sieur de Kerollain, venait d'arriver à Quimper avec six cavaliers et un trompette. Il était descendu à l'auberge du « *Lyon d'or* », tout près de la porte Médard. Malgré la fatigue d'une longue route, il remonta à cheval et chargea dans la rue Saint-Mathieu avec sa petite troupe. Il avait prescrit à son trompette de sonner sans arrêt à pleins poumons. Les

défenseurs reprirent courage. Les gens de Fontenelle, croyant que c'était la tête d'une forte colonne de cavalerie, lâchèrent pied. Au même moment, une troupe aux ordres du capitaine Magence passait le pont de Locmaria, au-dessous de la ville, les prenait à revers et la ville fut sauvée.

A partir de la porte Médard, les courtines montaient irrégulièrement vers le nord, suivant les bords du plateau et couronnant les pentes abruptes qui descendaient alors jusqu'au Steir. Elles formaient çà et là de vrais petits bastions ou sortes de tours carrées. Vers leur milieu s'ouvrait la poterne Billy. Cette partie du rempart portait le nom de Saint-Nicolas d'une chapelle voisine, ou de Pichery, probablement du nom d'un capitaine que nous avons retrouvé sans que nous puissions dire quand ni pourquoi il serait venu à Quimper.

Tout en haut, la muraille tournait brusquement vers l'est, et à l'angle même se trouvait la porte Saint-Antoine ou Mesgloaguen, ainsi nommée à cause des champs de Gloaguen qui se trouvaient dans cette partie peu construite de la ville, et de l'hôpital Saint-Antoine qui fut établi tout auprès pour les infirmes au xv^e siècle.

Cette porte était murée ainsi que toutes les autres, sauf les portes Médard et de l'Evêque, lorsque la ville était investie. Ce fut un jour la cause d'un grand embarras. Lors du siège de Quimper par Lezonnet en 1594, on descendit à la nuit avec des cordes, du haut des murailles de Pichery, quelques hommes de bonne volonté qui s'en allèrent demander du secours de différents côtés. L'un d'eux rencontra vers Pontscorff le sieur de la Granville, qui battait l'estrade avec une troupe d'environ 200 cavaliers. Celui-ci se mit aussitôt en route pour Quimper et fit si grande diligence, qu'il arriva le lendemain soir par des chemins détournés devant la Tourbie, dont nous parlerons tout à l'heure. Son apparition fut au premier moment la cause d'une chaude alarme dans la ville, et il eut beaucoup de peine à se faire reconnaître. On lui cria alors d'aller à la porte Saint-Antoine, et on commença à démolir la maçonnerie qui fermait celle-ci. Mais cela prit du temps. Les gens de Lezonnet arrivèrent et un combat très vif s'engagea en avant du fossé où la troupe de secours s'était abritée en attendant qu'elle pût entrer dans la ville. Elle finit par repous-

ser l'attaque des soldats de Lezonnet et par franchir la porte, qui fut aussitôt murée de nouveau.

Une longue courtine séparait la porte Saint-Antoine de la porte de la Tourbie. Cette courtine, qui existe encore, n'était pas fort élevée. La douve qui la bordait était, il est vrai, large et profonde, mais elle était privée d'eau ou tout au moins celle-ci était peu abondante. Ce fut par là que les paysans des montagnes d'Arrès, lorsqu'ils se jetèrent sur Quimper pour le piller, en 1490, pratiquèrent l'escalade. En 1594, les colonnes du Maréchal d'Aumont, arrivant par Kerfeunteun, semblèrent devoir attaquer la ville de ce côté. Dans cette prévision, on avait brûlé une petite maladrerie, nommée le Lazaron, qui se trouvait dans le voisinage du fossé, en face de la Tourbie. En 1597, lors de la première tentative de Fontenelle, déjouée par l'embuscade qui lui fut tendue sur la route du Stangbihan et qui mit en déroute sa tête de colonne, c'est encore sur ce point qu'il voulait tenter l'escalade. Aussi le Maréchal d'Aumont voulut-il fortifier particulièrement cette partie de la ville. Il avait commencé la construction de quatre bastions : le premier en avant de la Tourbie, le second devant la porte Saint-Antoine, le troisième devant le mur Saint-Nicolas et le quatrième devant la porte Médard. Ces travaux furent promptement abandonnés.

La porte de la Tourbie s'ouvrait à l'extrémité de la rue Obscure, la rue Royale moderne, tout auprès d'une tour fort importante dont elle avait pris le nom. Cette tour, la plus grosse de la ville, qu'on avait pour cela appelée plaisamment la tour bihan (petite) mesurait 45 pieds de diamètre. Sa hauteur était à peu près égale. Elle était couronnée de machicoulis, et sa plate-forme supportait une seconde tour ou donjon d'un diamètre et d'une hauteur moindres, disposition fort commune au xv^e siècle. C'était une petite forteresse qui commandait la ville, et ce fut le logis du gouverneur jusqu'à la fin du xvi^e siècle. Celui-ci pouvait s'y défendre contre les entreprises des habitants, et sous la Ligue le sieur de Saint-Quérec, gouverneur pour le duc de Mercœur, dut s'y enfermer un jour pour ne pas tomber entre les mains de quelques gentilshommes qui avaient projeté de livrer la ville au roi.

Disons, à propos des gouverneurs, qu'il y eut en 1386 un

conflit entre Jehan de Nevet, gouverneur de la ville pour le Duc, et l'Evêque. Très anciennement les Evêques conservaient les clefs de la ville. Pendant les guerres du xiv^e siècle les gouverneurs les retinrent constamment, ce qui était assez naturel. Les Evêques l'avaient du reste admis. Mais lorsque la paix parut assurée, l'Evêque réclama les clefs. Jehan de Nevet refusa de les rendre. L'affaire alla devant le Parlement qui décida qu'il les garderait. Au xvi^e siècle, les clefs étaient entre les mains du syndic ou procureur des bourgeois.

A partir de la Tourbie, les courtines, se dirigeant vers le sud-est, redescendent le coteau vers l'Odét.

A peu de distance, on trouvait un petit bastion qui défendait ce qu'on appela dès le xv^e siècle le Parc aux canons, appellation un peu ambitieuse, car, en 1495, toute l'artillerie de la ville consistait en un gros *faulcon de fonte* et une petite couleuvrine. Quoiqu'il en soit, là fut, à partir de cette époque, l'arsenal de la place.

Un peu au-dessous s'élevait une tour dite tour Nevet, ainsi appelée sans doute en souvenir du gouverneur de ce nom. On la trouve encore à peu près intacte dans la propriété des Religieuses Ursulines.

Une autre tour s'appuyait sur la courtine, dont une partie fort bien conservée existe encore dans la propriété de M. Goven. En avant se trouvait une douve large et profonde, où coulait le ruisseau de Penruic. C'est de cette partie du rempart que partit le coup d'arquebuse qui blessa mortellement le sieur de Lezonnet, alors qu'il descendait le chemin de Creacheusen, c'est-à-dire à peu près la rue de l'Hospice actuelle, en pressant une troupe des siens le jour du combat de la porte Saint-Antoine.

Lors du siège du Maréchal d'Aumont, une pièce de canon avait été installée sur le coteau de Creacheusen pour battre cette muraille. Mais il paraît qu'elle ne causa pas grand dommage, car le chanoine Moreau raconte qu'elle ne tua qu'une pauvre servante qui, revenant sur le rempart de chercher la paille de son maître après une nuit de garde, avait eu la fatale curiosité de regarder ce canon.

Nous arrivons à la porte des Regaires, ainsi appelée de la rue qui y conduisait et où se trouvait très anciennement l'au-

ditore de la juridiction de ce nom. Une seule tour la flanquait au sud.

Après la porte des Regaires, la courtine, continuant de courir perpendiculairement à la rivière de l'Odét, s'arrêtait à la tour d'angle dite Penallen, tête de l'étang, sur le bord de l'eau, au coin du jardin de l'Evêché. Cette tour était aussi appelée tour Furic, nom d'une famille nombreuse et puissante, qui fournit un assez grand nombre de membres à l'Eglise de Quimper. Le chanoine Moreau nous raconte qu'il accompagna le duc de Mercœur lors de sa venue à Quimper, en 1594, dans sa visite des remparts. Ils firent le tour de la ville, et ce fut lui qui lui donna toutes les explications. Il dit à ce propos que la tour du coin, Penallen, était *plate-formée de fortes planches où il y avait dessus des pièces de fonte verte, couleuvrines et quelques-unes de fer.*

Nous voyons encore aujourd'hui presque intacte la muraille qui reliait la tour Penallen à la porte de l'Evêque.

Maintenant que nous voici de retour devant celle-ci, permettez-moi de vous conter en quelques mots un petit épisode de guerre dont elle fut le théâtre lors du siège de 1594, où Lezonnet fut si mortifié dans son amour-propre et à la fin blessé mortellement.

Il arriva à l'improviste et faillit s'emparer de la porte. Le gouverneur et les notables de la ville festoyaient à l'Evêché qui, en l'absence de l'Evêque, était devenu depuis le commencement de la guerre une sorte de caserne, lorsqu'on annonça l'apparition de l'ennemi à l'entrée du faubourg de la rue Neuve. Le gouverneur envoya la première troupe qu'il put réunir, sous la conduite d'un habitant nommé Alain Chevilart, *homme de courage*, dit le chanoine Moreau, pour défendre la barrière établie auprès de la chapelle de la Madeleine, devant l'angle formé par les routes de Concarneau et de Benodet. Mais Lezonnet avait dirigé en arrière du mont Frugy un certain nombre de soldats qui, se laissant glisser en bas, vers la ville, prirent à revers les défenseurs de la barricade.

Ceux-ci durent faire retraite. Il y eut un grand désordre. Une dizaine d'assaillants, armés de coutelas et munis de rondaches, menaient l'attaque et allaient pénétrer dans la ville, quand un habitant, nommé Jean Richard, armé seulement

d'une épée, se jeta sur les *rondachiers* et les arrêta au coin de la rue Sainte-Catherine, où se trouvait une seconde barrière. Richard fut un instant après entouré par de nombreux assaillants, qui avaient trouvé moyen de traverser des maisons en arrière de cette barricade. Sans perdre un instant, il fondit sur ceux-ci tête baissée et passa au milieu d'eux malgré les arquebusades. Il put ainsi rentrer derrière une troisième barrière qui défendait l'entrée du pont, où il retrouva Chevillart et divers autres, parmi lesquels le sieur de Botmeur, qui fut tué à ce moment d'un coup d'arquebuse. L'ennemi, repoussé avec perte, abandonna l'attaque.

Nous terminerons cet entretien par ce trait qui peint si bien, en ces temps de guerre civile, l'entrain, la bravoure, les qualités guerrières de cette milice quimpéroise, luttant jusqu'au bout pour ce qu'elle croyait être la cause bretonne.

E. DUCREST DE VILLENEUVE.



L A

COMMANDERIE DE LA FEUILLÉE

ET SES ANNEXES

Constitution de la commanderie formée de huit membres : La Feuillée, Quimper, Le Croisty, Le Loc'h, Plouaret, Plélo, le Palacret et Pontmelvez. — Revenus et juridiction. — Suite chronologique des commandeurs.

I

Sur l'une des crêtes des montagnes d'Arrez, à 280 mètres au-dessus du niveau de la mer, dans une contrée sauvage, couverte de landes, dépourvue d'arbres, peu habitée et ne possédant guère de terres labourables, s'élevait au moyen-âge la commanderie de la Feuillée (1).

C'était une fondation des ducs de Bretagne (2) qui possédaient non loin de là le château du Huelgoat, entouré d'une vaste forêt dont il reste encore de magnifiques débris.

(1) La Feuillée commune du canton du Huelgoat, arrondissement de Châteaulin (Finistère).

(2) La commanderie de la Feuillée, dit un aveu de 1731, est « une fondation des anciens ducs de Bretagne, lesquels conservèrent sous leur protection immédiate les fiefs et les biens en dépendant, afin qu'ils ne pussent être usurpés en l'absence des commandeurs. » (*Archiv. de la Vienne*, 3 H. 446).

La Feuillée fondée, probablement dans la première moitié du XII^e siècle, en faveur des Chevaliers Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem, dut être à l'origine un hospice construit au bord de l'ancienne voie gallo-romaine de Carhaix à Plouguerneau et destiné à secourir les voyageurs pauvres franchissant l'aride passage des monts d'Arrez. La charte de Conan, duc de Bretagne, datée de 1160, mentionne cet établissement, sous le nom un peu défiguré de « *An Folléd*, » parmi les possessions déjà nombreuses que l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem tenait en Bretagne de la charitable munificence de nos princes.

Cet hospice de la Feuillée dont les commencements furent sans doute très humbles, était destiné à devenir dans le cours des temps le chef-lieu d'une importante commanderie s'étendant dans une foule de paroisses situées en six diocèses.

A la fin du XVI^e siècle huit commanderies, à l'origine indépendantes les unes des autres, étaient groupées en une seule commanderie portant le nom de la Feuillée, et cet état de choses persista jusqu'à la Révolution française. Ces huit commanderies étaient : la Feuillée — Quimper — le Croisty — Le Loc'h — Plouaret — Plélo — Le Palacret — et Pontmelvez (1). De ces membres Quimper et Pontmelvez ne furent unies à la Feuillée que durant le XVI^e siècle, tandis que les autres commanderies perdirent plus tôt leur autonomie.

Pour nous rendre compte de ce qu'était devenue, à la suite de ces annexions, la commanderie de la Feuillée, il nous faut étudier successivement chacun de ses membres en commençant par le chef-lieu de l'établissement.

1^o La Feuillée.

La paroisse entière de la Feuillée, sise en l'évêché de Cornouaille, relevait du commandeur qui portait son nom ;

(1) *Archiv. de la Vienne*, 3 H. 469. — Mais il ne faut pas attacher trop d'importance à cette subdivision de la commanderie de la Feuillée ; on la trouve ailleurs divisée en cinq membres, parfois même en dix membres. La constitution des commanderies variait parfois, suivant l'union que faisaient les Chevaliers Hospitaliers de tel membre à tel autre d'après les circonstances.

« ledit commandeur s'y trouvant seul seigneur spirituel et temporel, avec juridiction haute, moyenne et basse, exercée sur tous les habitants audit bourg de la Feuillée par sénéchal, bailli, lieutenant, procureur et greffier et avec justice patibulaire à quatre piliers élevés proche ledit bourg (1). »

Le commandeur jouissait du droit d'avoir au même bourg de la Feuillée un marché tous les mardis et deux foires par an aux fêtes de l'Invention et de l'Exaltation de la Sainte-Croix, aux mois de mai et septembre (2). Ces foires semblent prouver la présence à la Feuillée de reliques de la Vraie Croix offertes à l'adoration des fidèles ; celles-ci avaient sans doute été apportées de Terre-Sainte par les Chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem à leur retour des croisades.

L'église paroissiale de la Feuillée, reconstruite de nos jours, était alors un édifice remontant en partie au XIII^e siècle. Le commandeur en était le seigneur supérieur, fondateur et préeminencier : aussi y avait-il « son enfeu, ses banc et escabeaux, et ses escussons, et luy seul (était) en possession d'y avoir les prières nominales (3). » On voyait, en effet, à la Feuillée « à costé du banc du commandeur, un grand tombeau, eslevé de trois pieds hors de terre, pour leur sépulture, et sur lequel (étaient) des armes inconnues (4). »

Au commencement de notre siècle apparaissaient encore dans les vieilles verrières peintes de l'église de la Feuillée plusieurs écussons présentant les armoiries des commandeurs (5).

Cette église était dédiée à saint Jean-Baptiste, patron de l'Ordre des Chevaliers Hospitaliers ; en 1617 on y voyait « à costé du grant autel un tabernacle où repose le Saint-Sacrement et, dans des capses de bois fermant, les statues de Notre

(1) Déclaration de 1697 (*Archiv. de la Loire-Inférieure*, B. 188). — En 1574 la justice de la Feuillée n'avait que trois piliers.

(2) *Ibidem*. — Le marché fut supprimé à la suite des guerres du XVI^e siècle qui ruinèrent le pays. Néanmoins Ogée nous dit que de son temps (vers 1775) il se tenait à la Feuillée le premier mardi de chaque mois une foire considérable de bestiaux ; il ajoute que deux autres foires, fixées alors au 24 août et au 17 novembre, y duraient six jours chacune (*Dict. de Bret.* V^e la Feuillée).

(3) Déclaration de 1697.

(4) *Archiv. de la Vienne*, 3 H. 464.

(5) *Bret. contemporaine*, Finistère.

Dame et de Monsieur saint Jean. » Près de la grande porte d'entrée se trouvait « une chambre avec porte en bois et porte en fer où (étaient) les vases sacrés, ornements et reliques (1). »

Seigneur patron de la Feuillée le commandeur présentait à l'évêque de Cornouaille, pour desservir la paroisse, un prêtre qui ne prenait que le titre de vicaire, lui-même commandeur étant considéré comme curé primitif. Des offrandes apportées à l'église, un tiers appartenait au commandeur, un autre tiers au vicaire et le reste à la fabrique pour l'entretien de l'édifice. Le vicaire recueillait, en outre, une dîme de grains (2).

Dans ce même bourg de la Feuillée s'élevait un autre édifice religieux plus ancien que l'église Saint-Jean construite par les Chevaliers Hospitaliers. C'était l'église ou chapelle de Saint-Houardon « qui anciennement souloit estre l'église paroissiale de la Feuillée, ayant un cimetière autour et deux autels à l'intérieur (3). »

De ces autels le principal était orné des statues de la sainte Vierge et de saint Houardon et le second était consacré à saint Maudet et surmonté de son effigie. En 1617 on faisait encore l'office paroissial à toutes les fêtes de Notre-Dame en cet antique sanctuaire dédié aux saints du pays breton. Mais la cloche en avait été enlevée par les gens de guerre à la fin du xvi^e siècle et n'était pas encore remplacée. Naturellement le commandeur de la Feuillée jouissait de tous les droits honorifiques en l'église Saint-Houardon dont les vitraux contenaient les armoiries de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem (4).

Enfin ce modeste bourg de la Feuillée renfermait encore une troisième petite chapelle dédiée à sainte Catherine ; elle faisait partie du manoir de la commanderie appelé « logis de l'Hôpital. » C'était l'oratoire privé des commandeurs ; aussi n'avait-elle qu'un autel et qu'une cloche en 1617 (5).

Quant à ce manoir de l'Hôpital il se trouvait « proche l'église de la Feuillée » et ne consistait plus au xvii^e siècle qu'en

(1) *Archiv. de la Vienne*, 3 H. 464.

(2) *Ibidem*.

(3) Procès-verbaux de visites de la commanderie de la Feuillée en 1617 et 1720 (*Archiv. de la Vienne*).

(4) *Ibidem*.

(5) *Ibidem*.

une maison habitée par un fermier et composée de « salles, cuisine et chambres hautes, avec caves et celliers et une écurie pour quatre ou cinq chevaux. » Autour s'étendaient un jardin, quelques pièces de terre et un bois de décoration contenant 80 cordes. C'était en ce manoir que le commandeur faisait débiter le vin en détail, les jours de foires et marchés, étant personnellement exempt de tous devoirs d'impôts et billots (1).

Depuis un certain temps, en effet, les commandeurs de la Feuillée avaient cessé d'habiter la maison de l'Hôpital ; ils lui préférèrent d'abord le manoir de Kerberon, puis celui du Palacret et enfin la commanderie de Pontmelvez.

Dès 1426 on lit dans les cahiers de la Réformation de la noblesse ce qui suit : « Jean Le Fer, metaier, demeure en la ville de Kerberon qui est le lieu principal et manoir du commandeur de la Feuillée seigneur de la paroisse, et y souloient demeurer les prestres chapelains. » La maison noble de Kerberon, sise en la paroisse de la Feuillée, était un vrai manoir avec cour close de murailles, portail et jardins, étang et bois futaie ; la retenue comprenait vingt-quatre pièces de terre, un bois taillis contenant cent journaux et deux moulins appelés Kerberon et Kerelcan (2) ; c'était une assez jolie terre assise dans une fraîche vallée et une résidence bien plus agréable que le bourg de la Feuillée.

Cette paroisse de la Feuillée se composait de quatorze villages, compris le bourg, et tout son territoire était divisé en quatre-vingt quatorze convenants tenus en quevaise du commandeur. Sur chaque convant étaient dûs « un quartier d'avoine grosse faisant deux boisseaux mesure de Morlaix, une poule et trois corvées ; » de plus, les tenanciers étaient obligés à laisser au commandeur « la dixme à la sixiesme et septiesme gerbe de tous leurs bleds et grains » et devaient « porter les bleds provenant desdites dixmes et autres redevances aux marchés et ports de mer prochains de la Feuillée, comme Morlaix, Landerneau et autres lieux circonvoisins (3). »

(1) Visite de 1617 et déclaration de 1697.

(2) *Ibidem*.

(3) Visite de 1617 et déclaration de 1697.

Nous venons de nommer la quevaise ; c'était « l'usement universel tant dans la dite paroisse de la Feuillée qu'és autres paroisses et membres de ladite commanderie, aussi bien dans les diocèses de Vannes, Tréguier, Saint-Brienc et Dol qu'en celui de Quimper. » Aussi le commandeur de Beaulieu de Belthomas, rendant aveu au roi pour sa commanderie de la Feuillée en 1697, croit-il devoir expliquer tout au long en quoi consiste la quevaise, « quel usement est tel qui s'ensuit :

« En quevaise l'homme quevaisier ne peut tenir plus d'un convenant sous mesme seigneur sans le consentement exprès du seigneur ; au deffault duquel consentement l'acceptation de la seconde tenue fait tomber la première en commise au profit du seigneur qui en peut disposer à sa volonté.

« Le détenteur est tenu d'occuper actuellement et en personne la tenue en quevaize et la mettre en estat, tant à l'égard des terres que des édifices, et si par an et jour il la laisse et cesse d'y demeurer il en demeure privé et peut le seigneur en disposer.

« La tenue de quevaise ne se peut partager, vendre ni diminuer, eschanger ni hypothéquer par le quevaisier sans l'exprès consentement du seigneur, à peine de privation et commise au profit du seigneur.

« Au seigneur consentant à la vente est dû le quart denier du prix par recognoissance.

« Le tenancier est obligé d'ensemencer et labourer chacune année le tiers des terres chaudes de sa tenue, afin que le seigneur ne demeure pas privé de ses droits de dixme et de champart, avant la perception desquels faite par le seigneur le quevaisier ne peut rien transporter ni enlever.

« L'homme laissant plusieurs enfants légitimes, le dernier des masles succède seul au tout de la tenue, à l'exclusion des autres et au défaut de masle la dernière des filles, sans que les autres puissent prétendre aucune récompense.

« Le décès arrivé du détenteur sans hoirs de corps, la tenue retourne en entier au seigneur, à l'exclusion de tous les collatéraux soit paternels, soit maternels.

« En quevaise il n'y a ni douaire ni retrait lignager.

« Le tenancier jouit des émondes des arbres qui sont sur les fossés de sa tenue, mais ne peut couper bois par pied à

peine d'amende, dommage et intérêts, outre la valeur du bois coupé.

« Tous quevaisiers sont tenus suivre la cour et le moulin et bailler aveu ;

« Sont tenus aux corvées pour faire charroyer et loger les foins, plus aux fanages, aux voitures de sel et aux charroys de vins, bleds et bois pour la provision de la commanderie ;

« Semblablement aux charroys des matériaux nécessaires pour la réédification des églises, chapelles, maisons, moulins et chaussées de la dite seigneurie. »

Cet usement de quevaise subsista jusqu'à l'approche de la Révolution dans toute la commanderie de la Feuillée et ses annexes. Mais en février 1789, le dernier commandeur, Alexandre de Freslon, fut autorisé par le roi à « convertir en cens le droit de quevaise dans sa commanderie de la Feuillée (1). »

Voici les noms des quatorze villages de la Feuillée en 1697 et le nombre des tenues qu'avait chacun d'eux : Le bourg de la Feuillée (16 tenues) — Kermabilou (5 tenues) — Penanroz (1 tenue) — la Villeblanche (4 tenues) — Kerelcan (13 tenues) — Ruguellou (13 tenues) — Trédudon (6 tenues) — Kerangue-roff (6 tenues) — Keruran (5 tenues) — Kerbargain (5 tenues) — Kerberon (3 tenues) — Le Lettier (9 tenues) — Kerbruc (4 tenues) — et Botbihan (4 tenues) (2).

Mais la commanderie primitive de la Feuillée, ou, comme on disait plus tard, le membre de la Feuillée, ne comprenait pas seulement la paroisse de ce nom ; elle s'étendait encore en dix autres paroisses, savoir : Scrigniac, Plounevez-du-Faou, Lopérec et Hanvec (du diocèse de Cornouaille) — Commana, Plounéour-Menez, Plouguin, Plouénan et Taulé (du diocèse de Léon) — Plouigneau et Lannéaou (du diocèse de Tréguier).

En Scrigniac (3), le commandeur de la Feuillée possédait le membre de Lannouédic, composé des trois villages de Lannouédic, Kertanguy et Quilliou, d'une douzaine de tenues et

(1) *Archiv. du parlement de Bret.*, 46^e reg., p. 53.

(2) Déclaration de 1697.

(3) Commune du canton du Huelgoat (Finistère).

du moulin à eau de Lannéoudic, sur un ruisseau coulant aux pieds des monts d'Arrez, moulin affermé 200 l. en 1697 (1).

En Plounéour-Menez, Plouénan, Taulé, Plounevez-du-Faou et Lopérec, les commandeurs avaient un certain nombre de villages et de tenues ; aussi la charte de 1160 mentionne-t-elle l'aumônerie de Plounevez-du-Faou sous le nom de « *Elemosina de Fou.* » En Hanvec, les tenues et villages étaient plus nombreux, et les Chevaliers de Malte avaient un étang et un moulin. On croit qu'ils possédèrent même à l'origine l'Hôpital-Camfrout, aujourd'hui paroisse distraite d'Hanvec, mais les aveux de la Feuillée n'en parlent pas (2).

Enfin, en Plouguin (3) était le membre de Saint-Jean de Banalan, dont le nom « *Bannazlanc* » figure dans la charte de 1160. Aussi les commandeurs de la Feuillée déclarent-ils que « les église et bourg de Saint-Jean Banalan appartiennent en entier à l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem, excepté une chapelle faisant la my-croix de ladite église du costé de l'évangile, laquelle a été jadis donnée par les commandeurs au baron de Penmarc'h, en recognoissance de quoy ledit baron est tenu poyer 20 sols de rente auxdits commandeurs. En laquelle église ledit Ordre a ses escussions, banc, escabeaux et accoudoirs, présente le chapelain et prend les offrandes (4). »

Cette église de Banalan renfermait six autels, dont le principal « en pierre et fort long » était surmonté de la statue de la Sainte Vierge, entre celles de saint Jean-Baptiste et de saint Jean l'Evangéliste ; les jours de fête, on y plaçait un « devant d'autel en cuivre doré », et on y exposait une relique de saint Jean renfermée dans un bras d'argent. Enfin, au-dessus de la grande porte de l'édifice apparaissait un groupe de pierre représentant saint Jean baptisant Notre-Seigneur, et accompagné des écussons de l'Ordre de Malte (5).

L'Hôpital de Banalan conserva longtemps, semble-t-il, son

(1) Déclaration de 1697.

(2) Les *Archives de la Feuillée* déposées au fonds du Grand-Prieuré d'Aquitaine (*Archives de la Vienne*), n'ont pas malheureusement d'actes antérieurs au *xvi^e* siècle.

(3) Commune du canton de Ploudalmézeau (Finistère).

(4) Déclaration de 1697.

(5) Visite de 1720 (*Archiv. de la Vienne*, 3 H. 464).

indépendance : en 1443, le chevalier de Rhodes Perrot du Dresnay prenait encore le titre de « gouverneur de Saint-Jehan de Balaznant (1). »

A côté de l'église se trouvait, en effet, « le manoir de Saint-Jean de Banalan, consistant en maisons, cour close de murs » avec deux jardins, une retenue de 8 pièces de terre, un étang et un moulin. On appelait vulgairement ce manoir la Commanderie, et non loin étaient deux autres maisons appartenant également au commandeur, mais dont jouissait le chapelain de Banalan, en 1617, dom Charles Le Paige (2).

2° Quimper.

La charte donnée en 1160 en faveur des Chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem mentionne un établissement qu'elle appelle « *Hospitalis inter duas Kemper* ». On n'est pas d'accord sur l'interprétation à donner à ce texte : cet hôpital semble à quelques-uns devoir être le Palacret, situé entre Quimperven et Quimper-Guézenec, ou le Moustoir en Kernevel, sis entre Quimper et Quimperlé. M. de Blois regardait ce texte comme s'appliquant mieux à Saint-Jean de Quimper, bâti à l'origine entre la vieille cité *Civitas Aquilonia* (aujourd'hui Locmaria) et la ville actuelle de Quimper (3). Malheureusement, toutes ces hypothèses tombent devant le procès-verbal de la visite de la commanderie de Quimper en 1617 ; on y lit, en effet, que la maison de cette commanderie portait le nom de Temple de Saint-Jean ; ce n'était donc pas primitivement un hôpital de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, mais un établissement de Templiers auquel ne peut se rapporter le texte de la charte donnée par Conan en faveur des Chevaliers Hospitaliers.

Quoiqu'il en soit, la commanderie de Quimper remontait

(1) Potier de Courcy, *Nob. de Bret.* — On disait indifféremment Banalan ou Balanan.

(2) Visite de 1617 et déclaration de 1697.

(3) Ogée, *Dict. de Bret.*, V° Quimper (annotations).

certainement à une haute antiquité. Au ^{xvi}^e siècle, elle se trouvait en mêmes mains que la commanderie de Pontmelvez, sans être cependant, semble-t-il, unie à ce bénéfice, car les commandeurs possédant Quimper et Pontmelvez rendaient séparément aveu au roi pour chacune de ces commanderies.

Le commandeur Jean de la Barre fit ainsi en 1540 (1) ; sa déclaration va nous faire connaître l'étendue de la commanderie de Quimper au ^{xvi}^e siècle. Comme toutefois cette déclaration est très brève, nous chercherons ailleurs quelques éclaircissements et quelques détails que nous ajouterons au texte de l'aveu.

La commanderie comprend tout d'abord « le membre de Quimper-Corentin, consistant en juridiction haulte, moyenne et basse, laquelle s'exerce près la chapelle Saint-Jean sur le quai de la ville de Quimper, capitale de l'évesché de Cornouaille. »

Cette chapelle, dédiée à saint Jean-Baptiste, se trouvait à l'angle du quai et de la rue Vis, et s'ouvrait sur cette rue (2) ; ses dimensions étaient d'environ 20 mètres de long sur 8 mètres de large. Tombée en ruine pendant les guerres de la Ligue, elle avait quelques portions appartenant au ^{xiii}^e siècle, mais elle fut presque totalement reconstruite au commencement du ^{xvii}^e par le commandeur René de Saint-Offange. En 1617, Saint-Jean de Quimper était desservie par un chapelain nommé dom Primel Le Levier, et l'on y honorait un reliquaire « en forme de teste d'homme en bois doré, renfermant des reliques du précieux corps de saint Jean-Baptiste (3). »

Derrière cette chapelle s'élevait « une maison ruinée (en 1617), située sur le quay en la Terre-au-Duc » avec un jardin. C'est cette maison, demeure primitive des commandeurs, qu'on appelait « le Temple de Saint-Jean (4). »

Dans la cour de ce vieux logis se trouvait l'auditoire ; la haute justice de la commanderie s'y exerça tous les jeudis jusqu'en 1621. A cette époque, elle se trouva quelque temps

(1) *Archiv. de la Loire-Inférieure*, B. 187.

(2) Vis-à-vis la cale actuelle de Saint-Jean.

(3) Visite de 1617.

(4) *Ibidem*.

dépourvue d'officiers, et le présidial de Quimper en profita avec empressement pour la déclarer supprimée. Ce ne fut qu'un siècle plus tard, en 1727, que le commandeur de la Feuillée demanda et obtint sans peine du parlement de Bretagne un arrêt rétablissant la juridiction de Saint-Jean de Quimper (1).

Le fief de la commanderie à Quimper même était d'ailleurs peu considérable ; il n'avait ni justice patibulaire, ni poteau à carcan, et ne comprenait dans les siècles derniers que la chapelle et l'ancien manoir avec son auditoire.

En dehors de Quimper, le commandeur avait des tenues et levait des dîmes dans les paroisses de Penhars, Ploneis, Ergué (2), Beuzec-Cap-Sizun et Plougastel. De ces paroisses, les quatre premières ont leurs noms inscrits dans la charte de 1160 : « *Eleemosine de Pennhart et de Ploeneth et de Arke et de Bodoc-Kapsithun.* »

Le manoir de Lestivien en Plouhinec relevait aussi de la commanderie, ainsi que le château et la seigneurie du Mur en Saint-Evarzec. Aussi le nom de cette dernière paroisse figure-t-il parmi ceux des possessions de l'Ordre du Temple en 1182.

Le commandeur de Quimper jouissait également du membre de Penmarc'h (3) et avait en cette paroisse la chapelle Saint-Jean de Kérity ; cet édifice, aujourd'hui ruiné, présente encore sa tour massive accolée d'une tourelle. On y voyait jadis un précieux retable en albâtre sculpté et doré, et une statue de saint Jean aussi en albâtre ; ces œuvres d'art, heureusement conservées, ont été transférées de nos jours en des églises voisines. Le commandeur levait toujours quelques oblations à Kérity en 1697, mais à cette époque, la plupart des rentes dues à Penmarc'h étaient perdues (4).

Le membre de Châteaulin (5) devait être très ancien, puisque en 1217, le duc Pierre Mauclerc fit restituer aux Cheva-

(1) Trévédv. *Promenade dans Quimper.*

(2) En Ergué-Gaberic se trouvait jadis la chapelle Sainte-Anne-du-Guélen, attribuée aux Templiers.

(3) Commune du canton de Pont-l'Abbé (Finistère).

(4) Déclaration de 1697.

(5) Chef-lieu d'arrondissement (Finistère).

liers du Temple les « *Hospites in Castro Lini* » qu'on leur avait enlevés (1). Mais au xviii^e siècle, il ne rapportait plus au commandeur de Quimper « ny rentes, ny cheffrentes », sauf deux saumons prisés 15 l. en 1697, et qui lui étaient dûs en la pêcherie de Châteaulin. Dans cette ville lui appartenaient aussi quelques tenues et la chapelle Saint-Jean dont il cueillait les offrandes, étant obligé de l'entretenir. Par tolérance du commandeur, le seigneur de Kergoët du Guilly avait un banc dans ce sanctuaire (2).

Le membre d'Audierne (3) consistait en une chapelle bâtie sur le port de cette petite ville, mais en la paroisse de Plouhinec. En 1720, cette chapelle, dédiée à Saint-Jean, renfermait un jubé et dans son trésor « le chef de saint Jean et aussi le chef de saint Tugdual dans une boette d'argent à l'antique et des reliques de ces deux saints (4). »

Au bas du cimetière de Saint-Jean d'Audierne s'élevait un second petit sanctuaire en l'honneur de saint Tugdual. Non loin se dressait « une belle croix de pierre de taille avec crucifix » qu'accompagnaient deux fontaines monumentales. Enfin, à trente pas de là, on retrouvait « les vieilles mazières de l'Hospital Saint-Jean d'Audierne (5). » Preuve de l'importance relative qu'avait eue à l'origine cet établissement des Chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem.

La chapelle Saint-Jean de Bout-de-Landes, dit Ogée (6), est sur le sommet d'une des Montagnes Noires qui forme un très beau point de vue. Elle se trouve dans la paroisse d'Edern (7) et dépendait de toute antiquité de la commanderie de Quimper ; aussi y voyait-on en 1720 les armoiries de l'Ordre de Malte, trois autels et les statues de saint Jean et de saint Edern, ce dernier monté sur son cerf traditionnel. Il s'y trouvait aussi une chaire à prêcher « parce qu'en Caresme on y presche la Passion qui attire une grande foule de peuple. » Ce

(1) D. Morice. *Preuv. de l'Hist. de Bret.* I, 836.

(2) Déclaration de 1697.

(3) Commune du canton de Pontcroix (Finistère).

(4) Visite de 1720.

(5) *Ibidem.*

(6) *Dict. de Bret.* V^e Edern.

(7) Commune du canton de Pleyben (Finistère).

sermon solennel devait avoir pour origine l'adoration d'une Vraie Croix déposée en ce sanctuaire par les Chevaliers. Enfin un beau calvaire de granit « avec crucifix et figures de plusieurs saints » s'élevait devant la chapelle. Toutefois le chapelain de Saint-Jean de Bout-de-Landes n'était tenu à y faire l'office divin qu'aux fêtes des pardons (1).

Plusieurs villages de la paroisse d'Edern dépendaient avec leurs tenues du commandeur de Quimper qui possédait aussi le moulin de Saint-Jean d'Edern au village de Guilliau (2).

Dans les paroisses de Cuzon, Briec, Saint-Thoix, Plozevet et Tourc'h, le même commandeur avait sous sa juridiction plusieurs villages et jouissait de plusieurs tenues. Les noms des deux premières de ces paroisses figurent dans la charte de 1160 « *Eleemosine de Cothon et de Brithiac* » ; la dernière sous la dénomination de « *Tourc* » se retrouve dans la charte de 1182. Les deux Ordres de Saint-Jean de Jérusalem et du Temple avaient donc concouru à la formation de ce membre.

La paroisse de Scaer (3) dépendait aussi en partie de la commanderie de Quimper ; son nom « *Scahart* » paraît également dans l'énumération des biens de l'Ordre du Temple en 1182. Le commandeur avait à Scaer un bon nombre de tenues, une dîme et une rente sur le manoir de Trévalot ; à l'origine cette maison noble avait même appartenu aux Templiers qui la firent figurer parmi leurs possessions en 1182.

De plus, deux chapelles appartenaient en Scaer au commandeur de Quimper.

C'était d'abord la curieuse chapelle du Christ ou de Saint-Sauveur au village de Coatdry. C'est aux environs qu'on trouve les petites pierres portant chacune sur sa face une croix semblable à celle qui formait le blason des Chevaliers Hospitaliers. Ce sanctuaire renfermait en 1720 cinq autels et un jubé surmonté d'un Christ et des statues de Notre-Dame et de saint Jean ; « sur ses murailles (étaient) plusieurs peintures de fleurs et de figures représentant la passion de Notre-Seigneur et plusieurs autres histoires sacrées : » le retable du

(1) Visites de 1617 et 1720.

(2) Déclaration de 1697.

(3) Chef-lieu de canton (Finistère)

maître-autel était « doré en sculpture et le Saint Sauveur au milieu, aussi doré ainsi que les images de la Vierge et de saint Jean ; » enfin on voyait « à l'aile gauche le sépulchre de Notre Seigneur dans une voulte et au dessus de ladite voulte les images peintes de Notre-Dame et de saint Jean ; on dit qu'il y a grand concours de dévotion toute l'année en cette chapelle (1). » Aujourd'hui encore les pèlerinages sont fréquents à Coatdry et les pardons du lieu sont renommés.

L'autre chapelle de Scaer dépendant de l'Ordre de Malte était celle de Saint-Jean d'Ividy au village de ce nom. Le recteur de Scaer recevait les oblations de ces deux sanctuaires et les entretenait, mais comme celles de Coatdry étaient importantes, il versait chaque année au commandeur une somme d'argent (25 l. en 1720).

La chapelle de Saint-Jean de Locjean en la paroisse de Kernevel (2) appartenait aussi au commandeur de Quimper qui en recueillait les offrandes et entretenait l'édifice. En 1617 il s'y trouvait trois autels et dans la verrière, par permission de l'Ordre de Malte, les armoiries du sire de Kergorlay (3). C'est en Kernevel que se trouve le village du Moustoir qu'on regarde comme une ancienne propriété des Chevaliers Hospitaliers.

Dans la paroisse de Gourin (4) était ce qu'on nommait le membre de Roudouallec, en 1160 « *Eleemosina an Rodoued Gallec.* » Cet antique établissement de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem comprenait le bourg et l'église de Roudouallec — qui était alors une trêve de Gourin — et une douzaine de villages avec d'assez nombreuses tenues et une dîme de grains ; le manoir de Penguilly devait lui-même une petite rente au commandeur. L'église de Roudouallec — devenue paroissiale de nos jours — était en 1617 dédiée à Saint-Jean, et l'ensemble des biens des Chevaliers en ce lieu portait le nom de « Temple de Roudouallec (5). »

Non loin de Gourin le village de Besmays en la paroisse de

(1) Visite de 1720.

(2) Commune du canton de Bannalec (Finistère).

(3) Visite de 1617.

(4) Chef-lieu de canton (Morbihan).

(5) Visite de 1617.

Leuhan (1) dépendait également de la commanderie de Quimper. Il s'y élevait une chapelle, qui subsiste encore, construite en l'honneur de saint Jean ; au commandeur appartenaient les oblations et quelques tenues voisines.

Dans la paroisse de Langonnet (2) se trouvait le membre du Croisty qu'il ne faut pas confondre avec la commanderie du même nom dont nous parlerons plus loin. Il consistait en plusieurs villages et tenues tant en Langonnet qu'en Le Faouët, Querrien, Plévin, Guiscrif et Moëlan, paroisses voisines de Langonnet. La dernière de ces paroisses figure sous le nom de « *Eleemosina de Moëlan* » non seulement en la charte de 1160 mais encore en cello de 1182, parce que les deux Ordres des Hospitaliers et des Templiers y avaient reçu des biens.

En Guiscrif le manoir de Kervelaouen et le village de Saint-Maudez relevaient du commandeur de Quimper qui possédait aussi à l'origine en cette paroisse le moulin de Languedorec.

En Plévin la chapelle Saint-Jean du Poullandu et en Le Faouët (3) celle de Saint-Jean appartenaient au même commandeur. Cette dernière, bâtie au village de Saint-Guénan, présentait en 1617 dans ses verrières les armes de l'Ordre de Malte conjointement à celles des ducs de Bretagne et des sires de Goulaine, barons du Faouët.

M. Rosenzweig a écrit que la jolie chapelle Saint-Fiacre du Faouët — justement célèbre par son merveilleux jubé — était « la chapelle principale de la commanderie de Saint-Jean du Faouët (4) ». Malheureusement, nous n'avons trouvé aucune mention de Saint-Fiacre du Faouët faite dans les archives de la Feuillée ; aussi croyons-nous que Saint-Jean était l'unique sanctuaire possédé par l'Ordre de Malte dans la paroisse du Faouët.

Aux environs de Quimperlé (5) deux chapelles dépendaient de la commanderie de Quimper en 1574 : l'une située en l'évêché de Cornouaille et dans la paroisse de Riec, subsiste encore ; elle s'appelle Saint-Jean de Pontmen, et l'on croit qu'elle est

(1) Commune du canton de Châteauneuf du Faou (Finistère).

(2) Commune du canton de Gourin (Morbihan).

(3) Chef-lieu de canton (Morbihan).

(4) *Répertoire archéologique du Morbihan*, 83.

(5) Chef-lieu d'arrondissement (Finistère).

désignée dans la charte de 1160 sous le nom de « *Hospitalis super Beloen.* » Ses vitraux contenaient en 1617 les blasons des ducs de Bretagne et de plusieurs gentilshommes des environs. — L'autre, bâtie à l'extrémité d'un faubourg de Quimperlé, se trouvait en l'évêché de Vannes, et on la nommait Saint-Jean de Cramou (1).

Près d'Hennebont s'étendait le membre du Temple de Beauvoir, uni en 1574 à la commanderie de Quimper ; son chef-lieu se trouvait en la paroisse d'Inzinzac (2) et non pas en celle de Priziac, comme quelques-uns l'ont cru. Il consistait en un manoir tombé en ruines avant 1697, mais dont le nom est demeuré aux deux villages du Temple et du Bas-Temple ; à côté se trouvait un moulin usurpé à la même époque et non loin se dressait la chapelle Saint-Jean du Temple avec ses trois autels ; ce sanctuaire menaçant ruine fut interdit en 1718 (3).

Du Temple de Beauvoir relevaient quelques villages, et le commandeur avait quelques tenues dans les paroisses d'Inzinzac, Caudan, Cléguer et Quinstinic-Blavet ; ces deux dernières ont leurs noms inscrits dans la charte de 1160 « *Eleemosine de Cleker et de Kinstinic-Blagueth.* » En Quinstinic-Blavet se trouvait une autre chapelle de Saint-Jean du Temple. En 1720 elle était ornée d'un vaste retable accompagnant le maître-autel : « il comprend — dit le procès-verbal de visite — toute la face du pignon et on y voit au milieu Notre-Seigneur en croix, et peints des deux côtés plusieurs figures de saints comme saint Joachim, sainte Anne, la sainte Vierge, saint Joseph, etc. » Dans une niche apparaissait en place d'honneur la statue de saint Jean.

3. Le Croisty.

Aujourd'hui église paroissiale mais jadis trêve de la paroisse de saint Tugdual (4) au diocèse de Vannes, le Croisty doit son

(1) *Archiv. de la Loire-Inférieure*, B. 187.

(2) Commune du canton d'Hennebont (Morbihan).

(3) Déclaration de 1697 et visite de 1720.

(4) Commune du canton de Guémené-sur-Scorff, arrondiss. de Pontivy (Morbihan).

nom *la Maison de la Croix* et son origine à un vieil établissement des Chevaliers Hospitaliers. « Le duc Conan IV mentionne dès 1160 cette fondation, sous le nom d'aumônerie de Quasgurq dans le doyenné de Guémené-Guégant « *Eleemosina de Quasgurq in Kemenet-Guegant*. » Si le nom du lieu paraît estropié dans cette chartre, on le trouve mieux écrit dans le Cartulaire de Quimperlé ; vers l'an 1200 un certain Rotaud donna à l'abbaye de Sainte-Croix ce qu'il avait dans la paroisse de Priziac « *juxta terram Hospitalis Jerosolimitani quæ terra vocatur Croasty in Priziac*. »

« Ce texte prouve que l'établissement du Croisty appartenait aux Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem et non aux Templiers, comme on l'a dit trop souvent. Si aujourd'hui le peuple donne à la terre du Croisty le nom de terre du Temple et au moulin voisin le nom de Moulin du Temple, c'est par suite d'une confusion d'autant plus excusable qu'elle se retrouve dans quelques écrits des siècles derniers. L'église d'ailleurs est dédiée à saint Jean (1). »

Il est possible aussi que les Templiers aient eu quelques biens au Croisty à côté de ceux des Hospitaliers.

Le même texte prouve encore que le Croisty au commencement du XIII^e siècle faisait partie de la grande paroisse de Priziac. Mais au siècle suivant le Croisty était lui-même devenu paroisse et en 1422 on le trouve uni à la paroisse de saint Tugdual ; toutefois avant la Révolution il n'était plus considéré que comme une trêve de Saint-Tugdual ; il a été de nouveau érigé en paroisse en 1805.

« Le membre du Croisty — dit la déclaration de 1697 — a ses fiefs et juridiction, haulte, moyenne et basse, exercée audit bourg du Croisty, en la paroisse de Saint-Tugdual.

« Le commandeur (de la Feuillée) est fondateur de l'église tréviale Saint-Jean du Croisty, et à luy seul appartiennent en icelle banc, enfeu et armoiries ; il a droit de présenter le chapelain ou curé pour le service d'icelle et d'y prendre les oblations (2). »

En 1617, cette église du Croisty semblait assez riche : elle

(1) Abbé Le Mené, *Hist. des paroisses du diocèse de Vannes*, I, 199.

(2) *Archiv. de la Loire-Inférieure*, B, 188,

avait six autels et des fonts baptismaux, et dans son trésor « une croix processionnelle d'argent, un crucifix et deux images de saints, le tout d'argent doré (1). » L'édifice est encore aujourd'hui une belle construction ogivale du xvi^e siècle. Dans le transept, des anges tiennent une banderole portant ces mots : *L'an mil cinq cenx cinquante troys, M^e Pierre Le Dorfen a fait faire le boys de céans*. Sur les sablières sont sculptées des scènes grotesques, notamment un homme unissant la patte d'un chien à celle d'un lièvre. Les meneaux sont en trilobes, quatre-feuilles, flammes et fleurs de lys. Le grand vitrail du chœur offre divers traits de la vie de saint Jean-Baptiste, et en 1720 on y voyait les armoiries du commandeur de Belthomas ; enfin au maître-autel se voit une portion de retable en bois représentant six apôtres sous des dais de la Renaissance. Au bas de l'église s'élève une tour, et au sud de la nef est un porche carré accompagné d'un ossuaire dont les baies en anse de panier sont séparées par des colonnettes à volutes (2).

Revenons à la commanderie du Croisty.

Aux alentours du bourg du Croisty, dix villages avec un certain nombre de tenues dépendaient du commandeur. Celui-ci levait aussi la dîme dans la paroisse ; il cédait au recteur un tiers de cette dîme des grains blancs, mais conservait la dîme entière du sarrasin. Il jouissait aussi d'un étang et d'un moulin qu'il affermaient 390 l. en 1697.

Quoique en 1540 Jean de la Barre ne prit que le titre de commandeur de Quimper et de Beauvoir, il rendit cependant aveu pour la commanderie de Saint-Jean du Croisty au diocèse de Vannes, en même temps qu'il le faisait pour ses commanderies de Quimper et de Beauvoir. C'est une preuve que, dès cette époque, le Croisty se trouvait uni à Saint-Jean de Quimper.

Près d'Hennebont, mais en la paroisse de Saint-Caradec, existait une dépendance de l'Hôpital du Croisty : c'était la chapelle de Saint-Séverin, construite dans le village de ce nom. A l'origine, les commandeurs y possédaient même une

(1) *Archiv. de la Vienne*, 3 H. 464.

(2) Abbé Le Mené. *Hist. des paroisses du diocèse de Vannes*, I, 200.

maison appelée l'Hôpital, qui, en 1697, était déjà « ruinée depuis plusieurs siècles. » Toutefois il leur restait encore quelques pièces de terre aux alentours, et une rente sur le manoir de Brangolo (1).

Dans la ville de Pontscorff (2), mais en la paroisse de Cléguer, s'élevait une autre maison appelée également l'Hôpital. C'était l'établissement des Chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem, mentionné dans la charte de 1160 sous le nom de « *Eleemosina de Cleker*. » L'évêque manifesta en 1235 l'intention d'annexer les revenus de cette aumônerie à la chapelle de Notre-Dame de Bonne-Nouvelle, située au Bas-Pontscorff, près de l'Hôpital Saint-Jean ; mais ce projet ne reçut point d'exécution, et les Chevaliers Hospitaliers conservèrent leur propriété de Pontscorff qu'ils unirent plus tard au Croisty.

Les eaux du Scorff baignaient la maison de l'Hôpital et sa chapelle dédiée à saint Jean ; autour se trouvaient des prairies et un bois en dépendant. Enfin, à quelque distance dans la campagne apparaissait le village du Temple, relevant de Saint-Jean de Pontscorff ; ce qui indique qu'à l'origine, les deux Ordres des Hospitaliers et des Templiers avaient reçu des biens dans cette région.

« En 1794 et 1795, on vendit nationalement la chapelle de Saint-Jean, la maison dite l'Hôpital, le jardin attenant, le pré de la Commanderie et deux autres parcelles de terre. La chapelle, transformée en brasserie, se voit encore dans la rue du Temple. Elle est de forme rectangulaire avec une nef et deux bas-côtés ; elle a trois travées d'architecture et des colonnes cylindriques. Il reste à l'Est de larges fenêtres à plein cintre pour éclairer la nef et les bas-côtés. Il y avait autrefois sur le côté septentrional un grand portail avec un porche (3). » On voit encore dans ce sanctuaire, sculptés dans les sablières, des animaux et des personnages couchés horizontalement, tenant des écussons.

Non loin de Pontscorff, dans la paroisse de Redené (4), les

(1) Déclaration de 1697.

(2) Chef-lieu de canton (Morbihan).

(3) Abbé Le Mené. *Hist. des paroisses du diocèse de Vannes*, I, 171.

(4) Commune du canton d'Arzanno (Finistère).

Chevaliers de Malte possédaient la chapelle Saint-Jean de Lan-nou et percevaient quelques rentes de peu d'importance (1). Enfin, remarquons que le marquis de Pontcallec devait sur les terres de sa seigneurie, en Berné, une rente de 30 livres tournois à la chapelle Saint-Jean de Pontscorff (2).

4° Le Loc'h.

La charte de 1160 donnée en faveur des Chevaliers Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem, mentionne l'aumônerie de Maël et du Louc'h « *Eleemosina de Maël et Luc'h.* » Il s'agit ici de l'Hôpital du Louc'h ou du Loc'h — comme on dit maintenant — situé dans la paroisse de Maël-Pestivien (3), au diocèse de Cornouaille.

Le chef-lieu du membre de Maël et Louc'h était le bourg du Louc'h, trêve de Maël-Pestivien. C'est aujourd'hui un simple village bâti au milieu d'énormes blocs erratiques, dans un paysage des plus sauvages et au bord d'un pittoresque étang ; il appartient maintenant à la paroisse de Peumerit-Quintin.

Les commandeurs avaient « haulte, moyenne et basse justice exercée audit bourg du Louch le lundy de chaque semaine ; plus le droit de présenter un curé ou vicaire pour desservir l'église tréviale du Louc'h (4). » Seigneurs temporels et spirituels du Louc'h, ils y possédaient à l'origine un manoir dont les « vieilles mazières qu'on dit avoir esté anciennement un chasteau » sont signalées dans le procès-verbal de la visite faite en 1617. Aujourd'hui encore, on retrouve « les ruines de l'aumônerie du Loc'h en très petit appareil, situées au sommet d'une motte de terre entourée d'un étang (5). »

(1) Déclaration de 1697.

(2) *Ibidem.*

(3) Commune du canton de Callac, arrondissement de Guingamp (Côtes-du-Nord).

(4) Déclaration de 1697.

(5) Gaultier du Mottay. *Répertoire archéologique des Côtes-du-Nord*, 137.

A côté des derniers débris de cette demeure primitive des Hospitaliers, se trouvait la chapelle Saint-Thomas, leur appartenant aussi, mais également tombée en ruines avant 1617. Relevé toutefois au XVII^e siècle, ce petit sanctuaire présentait en 1720 le blason de l'Ordre de Malte sculpté sur sa façade, et renfermait les statues vénérées de saint Thomas et de saint Cado.

Comme à la Feuillée, un bois futaie ombrageait l'église et le bourg du Louc'h. Cette église — devenue de nos jours chapelle frairienne — est dédiée à saint Jean et en forme de croix latine. C'est un édifice en grande partie du XV^e siècle, mais conservant quelques débris de sa construction primitive au XI^e, « notamment deux piliers qui soutiennent le porche, une lancette dans le collatéral sud, et un maître autel formé d'une table de pierre reposant sur deux petits piliers (1). » Au réseau de la principale vitre, on retrouve les armoiries des sires de Rostrenon et de Quelen ; dans un débris de la verrière placée au-dessus de l'autel du transept septentrional, on lit encore : « *L'an mil III^{es} III^{xx} XVI (1496), fust faict cet aultier et chapelle.* » Enfin, dans le cimetière s'élève un intéressant calvaire du XVI^e siècle.

« De ladite église tréviale Saint-Jean du Louc'h — dit la déclaration de 1697 — le commandeur (de la Feuillée) est seigneur fondateur et luy appartiennent les oblations, prières nominales, escussions, enfou et escabaux, aucun aultre seigneur n'y ayant droit, ladite église et son cimetière étant bornée des terres de la Commanderie (2). »

Outre leur manoir et ses deux chapelles, les commandeurs possédaient au Louc'h des jardins, un étang et un moulin.

A Maël-Pestivien, l'église paroissiale, dédiée à Saint-Laurent, dépendait également de la commanderie, aussi bien que le presbytère sis au village de Kersimon ; le commandeur prétendait même présenter le recteur. L'Ordre de Malte possédait encore dans cette paroisse deux autres chapelles : Saint-Jean et Saint-Pierre de Kerismaël appelée aussi la Vieille-Eglise — et Saint-Jean de Locmaria, près du village de Coëtmaël. Dans ces deux chapelles, on voyait en 1720 les armoiries du com-

(1) Gaultier du Mottay. *Répertoire archéologique des Côtes-du-Nord*, 137.

(2) *Archiv. de la Loire-Inférieure*, B, 188.

mandeur de Sesmaisons et les statues de Notre-Dame et de Saint-Jean. En 1617, dom Jean Le Gal desservait la chapelle de Locmaria, tombée en ruines aujourd'hui.

Le commandeur de la Feuillée jouissait, par indivis avec le seigneur de Couvran, du moulin du Blavet en Maël-Pestivien. De lui seul relevaient en cette paroisse vingt villages au moins et environ quatre-vingt tenues. Aussi était-il tenu de payer chaque année au roi, entre les mains de son sénéchal de Carhaix, en la trêve du Louc'h, « à la Saint-Michel-Montgargan 5 sols monnoye, et le premier jour d'aoust la chefferie des choses qui suivent, scavoir : 2 quartes de vin, 8 denrées de pain, 1 quartier de mouton, 2 chappeaulx de paille et 2 faucilles neuves. » Il était en plus tenu de faire dire une messe « chacune sepmaine et chacun lundy audit tref du Louc'h (1). »

Le membre de la Magdeleine en la paroisse de Kergrist-Moëlou (2) dépendait aussi du Louc'h. Les Hospitaliers avaient là une chapelle entourée de bois touffus et de vieilles rabines ; sainte Magdeleine et saint Jean étaient les patrons de ce sanctuaire. Trois villages voisins, dont un nommé le Croisty et quatorze tenues appartenaient également à l'Ordre de Malte.

Les Chevaliers Hospitaliers avaient encore dans la paroisse de Duault (3), un village nommé Burtulet, avec une chapelle signalée en 1697. Il est à remarquer qu'à cette époque la Magdeleine de Kergrist et Burtulet sont dits formellement dépendre du membre du Louc'h ; néanmoins en 1540 le commandeur de Quimper avait rendu aveu pour ces deux établissements ; ce qui prouve une fois de plus qu'on rattachait facilement les biens de l'Ordre tantôt à un membre et tantôt à un autre.

La chapelle de Burtulet existe encore, pittoresquement assise dans les montagnes ; c'est un joli petit édifice du xvi^e siècle.

La déclaration de 1697 mentionne enfin, dans la paroisse de Plusquellec, une dime appartenant au commandeur de Saint-Jean du Louc'h.

(1) Aveu de 1540 (*Archiv. de la Loire-Inférieure*, B, 187).

(2) Commune du canton de Rostrenen (Côtes-du-Nord).

(3) Commune du canton de Callac (Côtes-du-Nord).

5° Plouaret.

Les Chevaliers Hospitaliers, héritiers des Templiers, prétendaient être fondateurs de l'église paroissiale de Plouaret (1), au diocèse de Tréguier ; aussi, en 1720, le commandeur de la Feuillée en prit-il possession le 30 mai. Le procès-verbal de cette prise de possession déclare l'église de Plouaret « fort belle et magnifique, avec quantité de chapelles et d'autels, et dans le portail au-dessus de la porte, une petite chapelle de Notre-Dame fermée de balustres et dans laquelle on monte par un escalier au-dedans de l'église, et dans ladite chapelle est la figure de la Vierge toute dorée et tout le portail est peint. Dans le cimetière est la chapelle Saint-Hervé et s'élèvent deux croix avec crucifix, et à dix pas dudit cimetière est un pilier de pierre aux armes de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem (2). »

A un quart de lieue de Plouaret, les commandeurs possédaient une chapelle garnie de trois autels et portant le nom de Saint-Jean du Temple ; ce sanctuaire a disparu, mais sa fontaine subsiste encore au village de Saint-Jean. Par ailleurs, l'Ordre de Malte avait à Plouaret « une juridiction haulte, moyenne et basse, exercée au bourg du Vieux-Marché, huit tenues de terre, une dime et quelques rentes (3).

A quelque distance de Plouaret, en la paroisse de Plounevez-Moëdec (4), se trouve isolée dans la campagne la belle chapelle Notre-Dame de Keramanac'h, appartenant également aux Chevaliers Hospitaliers, qui donnèrent au village voisin son nom de Village des Moines (*Ker Menec'h*). En 1617, on appelait encore ce sanctuaire Saint-Jean de Kermenec'h, et on y signalait trois autels, le principal « avec son retable fait

(1) Chef-lieu de canton, arrondissement de Lannion (Côtes-du-Nord).

(2) *Archiv. de la Vienne*, 3 H. 464.

(3) Déclaration de 1697.

(4) Commune du canton de Plouaret (Côtes-du-Nord).

de marbre où est despeinte la Passion de Nostre-Seigneur », et dans la verrière « en supériorité les armoiries de l'Ordre, celles du commandeur de la Salle, et par sa permission celles du seigneur de Coëtédren (1). »

La chapelle de Keramanac'h est une construction très soignée du *xv^e* siècle ; elle se compose d'une nef avec un seul collatéral ; son porche au sud est fort beau et orné des statues des Apôtres, d'un groupe de l'Annonciation et de l'effigie d'un seigneur agenouillé et présenté à la Vierge par son saint patron. Le chevet de l'édifice est occupé par une maitresse-vitre vraiment superbe, dont la rose flamboyante repose sur de multiples meneaux ; au sommet est la bannière de Bretagne, et au-dessous les armoiries de l'Ordre de Malte et celles de plusieurs gentilshommes des alentours.

Le retable signalé en 1617 subsiste encore au-dessus du maître-autel en granit sculpté ; il se compose de charmants bas-reliefs non pas en marbre, mais en albâtre ; au centre, Jésus crucifié est accompagné de la sainte Vierge et de saint Jean ; de chaque côté, sous des dais délicatement fouillés à jour, apparaissent diverses scènes de la Passion terminées par celles de la Résurrection.

Enfin un beau jubé en bois sculpté, surmonté des statues de Notre-Dame et de saint Jean, séparait jadis le chœur de la nef de cette jolie chapelle ; il existe toujours, mais a été transféré naguère à l'église paroissiale de Plounévez-Moëdec.

Dans cette même paroisse, le commandeur de la Feuillée avait en 1697 aux environs de Keramanac'h seize tenues et levait une dîme.

En Loguivy-Plougras (2), le même commandeur possédait le membre de Toulguidou, dépendant aussi de Plouaret. Ce n'était plus en 1697 qu'un assemblément de quatorze tenues avec une petite dîme ; mais la tradition locale soutient que les Chevaliers du Temple avaient fondé la remarquable chapelle de Saint-Emilion, aujourd'hui église paroissiale de Loguivy-Plougras ; le clocher de ce sanctuaire est une des plus élégantes constructions de Basse-Bretagne, et l'église, restau-

(1) Visite de 1617.

(2) Commune du canton de Plouaret (Côtes-du-Nord).

rée avec art de nos jours, ne le dépare d'aucune façon. La tradition est d'ailleurs confirmée par la présence des armoiries de l'Ordre de Malte, sculptées sur les murailles et peintes dans les verrières de cette église. Nous savons d'ailleurs qu'en 1697, le commandeur de la Feuillée possédait « la chapelle de Saint-Jean de Loguivy, en la trêve de Loguivy, paroisse de Plougras, et en recueillait les oblations (1). »

Rappelons aussi qu'il y a une trentaine d'années, des fouilles exécutées en Loguivy-Plougras, en un lieu nommé *Menec'h Ru* (*les Moines Rouges*), firent découvrir des fondements de constructions antiques et des emplacements d'enclos ; l'opinion populaire, qui n'abandonne jamais dans ce pays le souvenir des Templiers, n'hésita pas à attribuer à ceux-ci les débris mis au jour (2).

La charte de 1160 signale l'aumônerie de Penvenan (3) « *Eleemosina de Pennguenan*. » En 1697, les Chevaliers n'avaient plus dans la paroisse de Penvenan qu'une douzaine de tenues ; à côté, le membre de Coatreven, en la paroisse de ce nom, était encore moins important et ne rapportait que quelques rentes au commandeur de la Feuillée. Enfin une paroisse de la même région, Louannec — célèbre par le souvenir de saint Yves qui en fut recteur — figure dans la charte de 1160 et semble avoir fait partie de la même commanderie que les paroisses précédentes.

Dans la paroisse de Ploumilliau (4), les Chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem avaient deux chapelles, dépendant l'une de la commanderie de Plouaret, l'autre de celle de Pontmelvez.

La chapelle appartenant au commandeur de Plouaret s'appelait Saint-Jean de Brézehant ; mentionnée encore en 1727, elle n'existe plus, croyons-nous, maintenant ; le nom seul de Brézehant est demeuré aux vastes landes qui l'entouraient. Six tenues seulement dépendaient en 1697 du membre de Brézehant.

(1) Déclaration de 1697.

(2) Gaultier du Mottay, *Géographie des Côtes-du-Nord*, 675.

(3) Commune du canton de Tréguier (Côtes-du-Nord).

(4) Commune du canton de Plestin (Côtes-du-Nord).

6° Plélo.

Le Temple de Plélo, dans la paroisse de ce nom (1), au diocèse de Saint-Brieuc, était certainement fort ancien, quoique son nom ne semble pas figurer dans la charte de 1182. Comme la plupart des établissements des Templiers, il perdit beaucoup en passant aux mains des Hospitaliers. Au commencement du xvr^e siècle, Plélo se trouvait uni à la commanderie de Pontmelvez, et à la fin du même siècle, il passa avec elle aux mains du commandeur de la Feuillée.

Le Temple de Plélo consistait en 1697 en ce qui suit : « Le village du Temple de Pléloc'h et la chapelle Saint-Jean du Temple, avec ses issues et bois fustayes en dépendant ; laquelle chapelle appartient au commandeur (de la Feuillée), qui la fait desservir par tel chapelain qu'il lui plaît et prend les oblations qui tombent en icelle, et est seul fondé à y avoir armoiries, banc et enfeu (2). » On voyait néanmoins en ce sanctuaire, au-dessous du blason du commandeur de la Salle, celui du seigneur de Saint-Bihy, mais « par tolérance dudit commandeur (3). »

Le seigneur de Saint-Bihy se disait, en effet, fondateur de la chapelle de Plélo, sous prétexte qu'il avait contribué à la reconstruire : il fallut plusieurs arrêts pour le forcer à rendre les cloches, les ornements, la clef de la chapelle dont il s'était emparé, mais il trouva moyen de garder les arbres qui en couvraient le placitre.

« Ce sanctuaire était tellement fréquenté, que le pape Benoît XIII accordait encore, par un bref de 1626, une indulgence aux pèlerins qui y feraient leurs dévotions au jour de la fête du patron (4). »

(1) Plélo, commune du canton de Châtelaudren, arrondissement de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord).

(2) Déclaration de 1697.

(3) Visite de 1617.

(4) De Barthélemy et Geslin de Bourgogne. *Anciens Evêchés de Bret.*, VI, 111,

La chapelle Saint-Jean du Temple subsiste encore en Plélo : c'est une construction en partie du XIII^e siècle, en plus grande partie du XVI^e. Sa porte principale, avec accolade, est surmontée des armoiries des sires de Quelen, seigneurs de Saint-Bihy. Le même écusson se retrouve à l'intérieur de l'édifice, à côté de celui de l'Ordre de Malte. Les sculptures de la charpente et des sablières sont curieuses à voir, et trois autels garnissent l'intéressant sanctuaire.

Non loin de cette chapelle est une croix de granit du XVI^e siècle ; elle présente sur l'une de ses faces la Sainte Vierge avec l'Enfant-Jésus, et sur l'autre saint Jean tenant un agneau sur un coussin ; la hauteur de ce petit monument est de plus de quatre mètres (1).

Une juridiction « haute, moyenne et basse, dont les appellations ressortissent directement au parlement de Bretagne, » s'exerçait au bourg de Plélo. Le commandeur de la Feuillée jouissait aussi en cette paroisse d'un moulin et d'un étang, d'une demi-douzaine de tenues et d'une dime de grains (2).

Mais au XVII^e siècle, l'ancienne importance du Temple de Plélo avait disparu depuis longtemps ; on reconnaissait cependant encore un canton de plus de deux lieues de diamètre, limité de toutes parts par des chemins ; c'était ce qui avait formé le fond du fief. Mais si les anciens tenanciers acceptaient encore la juridiction, ils soutenaient n'être tenus à aucun cens, et nul titre n'établissait le contraire. L'année d'interrègne qui s'était écoulée au XIV^e siècle entre la saisie des biens du Temple et leur remise aux Hospitaliers, avait été mise à profit ; ces biens et leurs archives étant restés à l'abandon pendant ce temps, il en était résulté des envahissements scandaleux (3).

Le membre de la Villeblanche, en la paroisse de Bocqueho (4) figure sous son nom breton « *Caerguen* », aussi bien que Bocqueho lui-même « *Boocerhut* », parmi les biens des Templiers en 1182. Il faisait partie du Temple de Plélo, mais

(1) Gaultier du Mottay, *Répertoire archéol. des Côtes-du-Nord*, 183.

(2) Déclaration de 1697.

(3) *Anciens Evêchés de Bret.*, VI, 110

(4) Commune du canton de Châtelaudren (Côtes-du-Nord).

ne rapportait plus aux siècles derniers que quelques rentes au commandeur de la Feuillée. Certains vestiges rappellent cependant à la Villeblanche qu'un établissement considérable a dû s'y trouver. M. de Barthélemy signale, entre autres choses, une large voie pavée conduisant directement à un ancien grand marché aux chevaux, *Marc'hallac'h*, depuis longtemps disparu, mais qui fut au moyen-âge l'un des principaux lieux d'échange de la Bretagne. Il pense que les Templiers avaient la police de ce marché et le devoir de veiller à la sûreté des grandes voies qui y conduisaient (1).

De Plélo dépendait aussi, d'après les aveux de 1532 et 1540 (2), le membre de Beschepoix, en la paroisse du Vieux-Bourg de Quintin. On y rencontre encore les ruines d'une belle chapelle dédiée à saint Jean, et dont le chevet est percé d'une superbe fenêtre de style flamboyant ; l'écusson des Hamon s'y voit au-dessus de la porte latérale, et la tradition veut qu'un membre de cette famille, chevalier de Saint-Jean de Jérusalem, ait fait bâtir ce sanctuaire (3).

Voilà tout ce que nous avons pu recueillir sur ce vieux Temple de Plélo, devenu un membre sans importance de l'Ordre de Malte, uni d'abord à la commanderie de Pontmelvez, puis avec celle-ci à la commanderie de la Feuillée.

7° Le Palacret.

C'est en la paroisse de Saint-Laurent (4), au diocèse de Tréguier, que se trouvait la commanderie Saint-Jean du Palacret. Quelques-uns ont voulu voir cet établissement désigné dans la charte de 1160 sous le nom de « *Hospitalis inter duas Kemper* », parce qu'il se trouve, en effet, entre les deux pa-

(1) *Anciens Evêchés de Bret.*, VI, 110.

(2) *Archiv. de la Loire-Inférieure*, B, 187.

(3) *Annuaire des Côtes-du-Nord*, 1862, p. 64.

(4) Commune du canton de Bégard, arrondissement de Guingamp (Côtes-du-Nord.)

roisses de Quimperven et Quimper-Guézennec ; mais il faut avouer qu'il n'en est point limitrophe et même assez éloigné.

Au commencement du xv^e siècle, nous voyons le Palacret uni à la Feuillée, et dès cette époque il semble la résidence préférée de certains commandeurs, car Pierre de Keramborgne, l'un d'entre eux, y fut inhumé en 1449. Plus tard, le commandeur René de Saint-Offange fit au manoir des travaux considérables, et voulut même y être représenté dans la chapelle en un « grand tableau », agenouillé aux pieds de saint Jean-Baptiste, patron de son Ordre (1).

La commanderie avait son chef-lieu en ce manoir du Palacret, situé à un quart de lieue du bourg de Saint-Laurent. C'était en 1727 une maison composée de deux salles basses avec cuisine, et trois chambres hautes auxquelles conduisait un escalier de granit ; au-dessus des ouvertures étaient extérieurement sculptées les armoiries de l'Ordre de Malte et du commandeur René de Saint-Offange.

Le manoir occupait le fond d'une cour close de muraille, précédée d'un grand portail formant pavillon. Dans cette cour s'élevait la chapelle dédiée à saint Jean ; celle-ci contenait quatre autels, le tombeau du commandeur de Keramborgne, consistant en « une pierre tombale avec écriture en lettres gothiques », et le tableau du commandeur de Saint-Offange ; on y voyait aussi les statues de Notre-Dame et de saint Jean, et dans la verrière les armes du roi de France en supériorité, et au-dessous celles de l'Ordre de Malte et du commandeur René de Saint-Offange. Ce dernier avait encore construit dans la même cour une écurie « pour sept chevaux » qui lui coûta plus de 1.000 livres (2).

Actuellement, le manoir et la chapelle du Palacret sont détruits de fond en comble. Leurs ruines, situées dans une vallée, « près de la rivière du Trieux, montrent une enceinte carrée entourée de fossés ; quelques pans de murs couverts de lierre sont seuls encore debout, dans l'un d'eux est encastré un écusson dont on ne reconnaît plus les pièces (3). »

(1) *Archiv. de la Vienne*, 3 H, 464.

(2) *Ibidem*.

(3) Gaultier du Mottay. *Répertoire archéol. des Côtes-du-Nord*, 26.

Autour de ce manoir s'étendaient jadis des jardins et des bois de décoration avec quelques pièces de terre, le tout contenant en 1697 environ 15 journaux. Au joignant de la cour, les eaux du Trieux faisaient tourner la roue d'un moulin.

L'église paroissiale de Saint-Laurent étant bâtie dans le fief du Palacret, le commandeur s'en trouvait le seigneur patron et prééminencier. Il avait droit d'en présenter le recteur ; « en recognoissance de quoy les fabriques de ladite église » payaient « par chacun an, au lendemain de Noël, feste de saint Estienne, audit commandeur cinq sols monnoye et une obolle de chefferente ; faute duquel poyement ledit commandeur (avait) pouvoir de faire fermer le missel et empescher l'évangile de se dire jusqu'à ce qu'il eust esté poyé (1). » Ce qui prouve qu'on devait apporter cette rente au commandeur durant la première partie de la messe, après qu'il eût pris place au sanctuaire dans son banc seigneurial.

L'église de Saint-Laurent, œuvre des ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, ne manque pas d'intérêt. Extérieurement, elle a un joli porche au sud ; à l'intérieur, elle renferme de curieuses peintures sur sa voûte et des boiseries sculptées, le tout dans le style de la Renaissance. Mais ses belles fenêtres quadrilobées ne présentent plus les armoiries des commandeurs du Palacret qu'on y voyait encore au dernier siècle. En revanche, dans le mur du cimetière, sont encastrés deux écussons de Chevaliers de Malte : l'un d'eux est en bannière et chargé de *trois quintefeilles*, l'autre porte *un chevron accompagné aussi de trois quintefeilles* (2).

Peut-être l'un de ces écussons provient-il du pilier dressé jadis près du cimetière, portant ceps et collier pour la punition des blasphémateurs et témoignant de la haute juridiction du Palacret.

Non loin de l'église Saint-Laurent, le commandeur du Palacret avait encore « une cave pour le debit du vin les jours de pardons et assemblées d'icelle église. » Nous avons déjà vu ailleurs que les commandeurs, étant exempts de payer au roi

(1) Déclaration de 1697.

(2) *Répertoire archéol. des Côtes-du-Nord*, 26.

les droits sur les boissons, en profitaient pour faire vendre du vin certains jours de fête à la porte de leurs églises.

Outre le bourg de Saint-Laurent, quelques villages de cette paroisse et une vingtaine de tenues relevaient de la commanderie.

La grande paroisse de Louargat (1) dépendait presque entièrement du Palacret, qui n'y comptait pas moins d'une centaine de tenues. Louargat était l'établissement des Chevaliers Hospitaliers mentionné dans la charte de 1160 « *In Treker elemosine de Louergat.* » Le commandeur du Palacret y levait les dîmes des bourgs de Louargat et de Saint-Eloy, des frairies de Keranséol et de Keranfiol et une portion de celle du Menec'h-Ty (*la Maison du Moine*), qu'il partageait avec l'abbé de Bégard ; il y possédait aussi le moulin de Keranfiol, affermé 160 livres en 1697.

Le commandeur du Palacret jouissait en l'église Notre-Dame de Louargat, dont il était seigneur, de droits analogues à ceux qu'il avait en celle de Saint-Laurent. Ces privilèges étaient même plus considérables, car « à cause du patronage de ladite église » dont il présentait le recteur, ce commandeur recevait chaque année dudit recteur, d'abord « 20 deniers monnoye pour cause de son presbytère », puis le premier dimanche d'août, fête du pardon paroissial, « 10 sols monnoye pris sur les offrandes » ; enfin une rente de 18 livres, « payable en deux termes à Noël et à Pâques (2). »

Mais ce n'était pas tout : ce pauvre recteur de Louargat devait encore de rente annuelle au commandeur du Palacret, toujours « en reconnaissance de patronage », à la fête de saint Michel, 20 deniers monnaie, « et à deffault dudit poyement, le commandeur ou ses receveurs (en son absence) peuvent clore le livre ouvert avant de commencer la grande messe (3). » D'après le procès-verbal de la visite de 1617, la rente de Pâques devait se payer de la même façon au commencement de la messe : « Le recteur de Louargat doit 5 livres monnoye le jour de Pâques, qu'il doit poyer avant entrer en évangile de la messe dudit jour. »

(1) Commune du canton de Belle-Isle-en-Terre (Côtes-du-Nord).

(2) Déclaration de 1697.

(3) *Ibidem*.

La grande verrière de l'église de Louargat renfermait en supériorité les armoiries de l'Ordre de Malte. Ce sanctuaire — reconstruit de nos jours — possédait aussi en 1720 « un grant autel fort beau et une belle et magnifique croix d'argent pour porter en procession (1). » A côté on voyait, en 1727, un poteau aux armes du commandeur de Tambonneau, avec cep et collier pour la punition des malfaiteurs (2).

Outre l'église de Louargat, les chapelles de Saint-Eloy, Saint-Michel et Saint-Jean, situées dans cette paroisse, appartenaient aussi à l'Ordre de Malte.

La chapelle de Saint-Eloy — aujourd'hui église paroissiale séparée de Louargat — était surtout importante ; c'était déjà et c'est encore un des lieux de pèlerinages les plus fréquentés en Bretagne par les éleveurs de chevaux, qui accourent par milliers à ses pardons. En 1727, il s'y tenait « chacune année sur le placître de l'église onze foires », dont les coutumes étaient levées par le commandeur du Palacret. Ces droits de coutumes et les oblations de la chapelle étaient à cette époque affermés 150 livres, « oultre l'entretien de ladite chapelle (3). »

La chapelle de Saint-Michel, subsistant encore au village de Kermicaël, offre peu d'intérêt ; il en est de même de la chapelle Saint-Jean qui se trouvait, disent les actes de 1697, « au village de Locquenvel, paroisse de Louargat », entourée d'un bois de haute futaie appartenant également au commandeur du Palacret.

Le nom de la paroisse de Péder nec figure dans la charte de 1160 ; les Chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem possédaient, en effet, sur le territoire de Mousté rus, trêve de Péder nec, quelques villages, un certain nombre de tenues et une petite dîme ; l'un de ces villages porte toujours le nom significatif de Coz-Mouster (*le Vieux Monastère*).

Dans la paroisse de Prat (4) se trouvait le membre de Trévousan. Le commandeur du Palacret avait là onze tenues, levait une dîme et possédait une chapelle et un moulin. Cette

(1) *Archiv. de la Vienne*, 3 H, 464.

(2) *Ibidem*.

(3) *Ibidem*.

(4) Commune du canton de la Roche-Derrien (Côtes-du-Nord).

chapelle était celle de Saint-Jean de Trévouazan, dont le pardon continue d'être très suivi le 24 juin. L'édifice se compose d'une nef avec un seul collatéral au nord, séparé d'elle par trois arcades en anse de panier. Jadis il s'y trouvait trois autels avec les statues de la Sainte Trinité, de Notre-Dame et de Saint-Jean ; alors un jubé en bois sculpté, surmonté de Notre-Seigneur crucifié, séparait le haut de la grande nef du bas de l'édifice. La maîtresse-vitre, posée dans une belle fenêtre de style flamboyant, renfermait les armoiries de l'Ordre de Malte et du commandeur (1) ; elle conserve encore quelques fragments de ses anciennes peintures. Au-dessus de l'autel et de la fenêtre est sculpté intérieurement l'écusson d'un autre commandeur, posé sur une croix de Malte et portant : *d'azur à la fasce de... chargée de trois étoiles d'or, accompagnée en chef d'une croix, en pointe d'une aigle éployée de sable à deux têtes* (2).

En 1617, Saint-Jean de Trévouazan avait des fonts baptismaux et un cimetière justifiant la tradition locale — confirmée par le nom même du lieu — qui prétend que cette chapelle était originellement une trêve de Prat.

On croit reconnaître Runan (3) dans le « *Runargant* » de la charte donnée aux Templiers en 1182. Notre-Dame de Runan — jadis trêve de Plouëc, aujourd'hui église paroissiale — se trouvait, en effet, « assise dans le fief du Palacret. » Aussi le commandeur de la Feuillée en prit-il possession le 5 juin 1720 en qualité de commandeur du Palacret (4). C'était déjà un sanctuaire très fréquenté des pèlerins, lorsqu'en 1414 le duc de Bretagne Jean V y créa une foire en faveur des habitants.

L'église de Runan est un fort bel édifice qui vient d'être habilement restauré ; ses trois nefs sont couvertes d'écussons, comme la robe d'une grande dame au temps de la chevalerie. Dans sa magnifique fenêtre flamboyante du chevet, la verrière présente les armes de la reine-duchesse Anne de Bretagne, bienfaitrice du lieu, et plus bas les blasons de tous les gentilshommes des alentours ; aux siècles derniers, les armoiries de

(1) Visite de 1720.

(2) *Répertoire archéol. des Côtes-du-Nord*, 350.

(3) Commune du canton de Pontrieux (Côtes-du-Nord).

(4) *Archiv. de la Vienne*, 3 H, 464.

l'Ordre de Malte et celles de plusieurs commandeurs du Palacret s'y trouvaient également. Dès 1438, le commandeur de Keramborgne fit aussi sculpter son blason, tenu par des lions, au-dessus des fenêtres. En 1617, cette église renfermait sept autels, et il s'y faisait « un très beau service journallement, car il y tombe de grands biens. » La statue de Notre-Dame de Runan, « toute dorée », et dans une superbe niche, était accompagnée de celle de saint Jean. Le trésor contenait : « une croix processionnelle, un soleil magnifique, des calices, ciboires et encensoirs, le tout en argent. » Il y avait quatre cloches dans la tour ; dans le cimetière se trouvait un reliquaire, un « grand calvaire avec figures de saints », une chaire pour prêcher en plein air, et un oratoire avec autel où l'on disait la messe les jours de pardons, à cause de la multitude des pèlerins (1).

Malgré sa richesse, la fabrique de Runan ne devait au commandeur du Palacret que 24 sols de rente, et « pour les offrandes du lieu 100 sols, à la Nativité de Notre-Dame. » Par ailleurs, ce commandeur avait certains droits sur la halle de Runan, et jouissait de treize tenues et d'une dîme (2).

C'était en Pommerit-le-Vicomte (3) que se trouvait le membre de Kerdanet. Son chef-lieu était le village de Kerdanet en la trêve de Saint-Gilles-le-Vicomte faisant partie de la paroisse de Pommerit. Il existe encore actuellement un manoir de Kerdanet, édifice du xvi^e siècle, relié au manoir voisin de la Garde par un souterrain voûté en granit de 160 mètres de longueur (4). Mais si ce manoir a jamais appartenu aux Chevaliers, depuis bien des siècles ils ne le possédaient plus, car il n'en est point fait mention dans leurs archives.

Quant à la chapelle de Kerdanet — aujourd'hui détruite — elle se trouvait dans le village de ce nom et s'appelait Saint-Jean du Temple. Dans son vitrail on voyait en 1617 l'écusson du seigneur du Cleuziou, « par tolérance du commandeur de la Salle » qui avait même autorisé ce gentilhomme à placer

(1) *Archiv. de la Vienne*, 3 H, 464.

(2) Déclaration de 1697.

(3) Commune du canton de Lanvollon (Côtes-du-Nord).

(4) *Répertoire archéolog. des Côtes-du-Nord*. 110.

un banc dans le sanctuaire ; au siècle suivant on y signalait les armoiries de l'Ordre de Malte et celles du commandeur de Belthomas. En 1697 le commandeur de la Feuillée laissait au curé de Saint-Gilles un tiers des oblations de Kerdanet (1).

La tradition a conservé le souvenir d'une ancienne temple en Saint-Gilles-le-Vicomte, mais elle l'appelle Kerhénoret et la place au lieu de Kerhas, à moins d'un kilomètre du bourg. « La vérité est que des fouilles faites en cet endroit en 1825 ont amené la découverte de plusieurs objets marqués au coin de l'Ordre du Temple (sic). Deux ans plus tard on y découvrait encore un vase rempli de sous tournois. Les champs qui recelaient ces diverses curiosités s'appellent encore le Grand et le Petit Cloître, nom qui donne une certaine autorité à la tradition (2). » Il est d'ailleurs bon de remarquer que ce lieu de Kerhas figure, en effet, dans la charte de 1182 donnée en faveur des Templiers ; il y est appelé « Keraart. »

La paroisse de Lanmeur était dans l'évêché de Tréguier une enclave du diocèse de Dol ; là se trouvait l'église tréviale Saint-Jacques de Locquirec dépendant du Palacret. Aussi les commandeurs étaient-ils à Locquirec (3). « Seigneurs, patrons et fondateurs, y ayant tout ferme droit, banc, enfeu, accoudoir et escabeau ». Ils n'y étaient néanmoins tenus à « aucun service, cette église estant desservie et entretenue par les offrandes qui tombent en elle (4). »

Il est dit ailleurs que l'église de Locquirec est « magnifiquement ornée, » ayant quatre cloches et tout ce qui est nécessaire au culte. On y voyait en honneur les statues de saint Jean, patron de l'Ordre de Malte, et de saint Guirec, patron du lieu ; dans le cimetière étaient « un reliquaire et une croix de pierre de taille avec un crucifix au pied duquel sont en bosse les armes de l'Ordre ; » à cinquante pas de ce cimetière le même écusson était sculpté sur un autre beau calvaire de granit « avec grand nombre de figures et de statues de saints (5). »

« En reconnaissance du patronage de leur église les fabri-

(1) *Archives de la Vienne*, 3 H, 464.

(2) Jollivet. *Les Côtes-du-Nord*, III, 260.

(3) Commune du canton de Lanmeur (Finistère).

(4) Déclaration de 1687.

(5) Visite de 1720.

ciens de Locquirec devaient seulement 2 deniers monnaie de rente au commandeur du Palacret. »

On attribue encore à la commanderie du Palacret diverses possessions dans les paroisses de Peumerit-Quintin, Cohiniac et Pléguien (1), mais nous n'avons point de détails sur ces biens. Notons cependant que les noms de ces paroisses figurent dans la charte de 1160, donnée en faveur des Hospitaliers, « *Eleemosine de Pumerit et de Cohiniac et de Pleguen* ; » en Pléguien se trouvait même une chapelle dédiée à saint Jean.

Nous avons dit précédemment que le commandeur René de Saint-Offange habitait ordinairement le Palacret. Aussi lorsqu'en 1617 les chevaliers Adam de Bellanger, Gabriel de Chamber et N... de Boisbaudrant firent la visite de cette commanderie, interrogèrent-ils les voisins du commandeur sur « sa vie et son bon mesnagement. » Ce furent Yves Quintin, seigneur de Kerhamon, Olivier Nouel, seigneur de Kerguen, Yves Jégou, seigneur de Kerdibertho et Pierre Morin qui répondirent à leurs questions. Ils témoignèrent unanimement en faveur du commandeur de Saint-Offange, de sa vie active et bien réglée, de sa bonne administration des biens de sa commanderie et de « sa plus continuelle résidence au Palacret (2). »

8° Pontmelvez.

La commanderie de Pontmelvez sise en la paroisse de ce nom (3), au diocèse de Tréguier, figure sous la dénomination de « *Penmaelvas* » parmi les biens des Chevaliers du Temple, énumérés en la charte de 1182.

De tous les membres unis à la commanderie de la Feuillée, Pontmelvez fut le dernier à conserver son autonomie. Nous connaissons même les noms de quelques-uns de ses commandeurs avant son union à la Feuillée ; en voici la liste :

(1) *Bulletins de l'Association bret.* Classe d'archéologie, IV, 192.

(2) *Archiv. de la Vienne*, 3 H, 464.

(3) Commune du canton de Bourbriac, arrondiss. de Guingamp (Côtes-du-Nord).

Frère Yves Fournier, chevalier de Rhodes, reçut en 1432 des lettres de sauvegarde du duc Jean V ; il y est traité de « gouverneur de l'hospital de Pomelven (1). »

Frère Raoul de Véronne donna, le 20 août 1500, procuration au commandeur de la Feuillée pour arrenter sa propre commanderie de Pontmelvez ; il paraît encore en 1513 avec le titre de « preceptor de Pontmelvé (2). »

Frère Jacques Aymer, Chevalier de Saint-Jean de Jérusalem comme les précédents et les suivants, rendit aveu au roi le 21 décembre 1532 pour sa commanderie de Pontmelvez ; il était en même temps commandeur de Quimper et de Plélo (3).

Frère Jean de la Barre fit au roi la déclaration de Pontmelvez en 1540 et lui prêta serment de fidélité, en qualité de commandeur, le 14 avril de la même année (4).

Frère Jean Garçon, dit *Guyonnière*, précéda le suivant et mourut vers 1557.

Frère Gilles Berrambault, tout à la fois comme ses prédécesseurs commandeur de Pontmelvez, Quimper et Plélo, fit à son tour hommage au roi le 21 avril 1561. Il vivait encore en 1577 et semble avoir été le dernier à posséder Pontmelvez indépendant ; vers la fin du xvi^e siècle, en effet, cette commanderie fut définitivement unie à celle de la Feuillée (5).

La commanderie de Pontmelvez consiste — dit la déclaration de 1697 — « en la paroisse dudit Pontmelvez en entier, delaquelle le sieur commandeur est seul seigneur spirituel et temporel ; ladite paroisse est entièrement tenue à titre de quevaise et disme de tous les grains à la 6^e et 7^e gerbe ; et doit chaque quevaisier, le jour Saint-Clément, 3 sols et 2 deniers audit commandeur sur chaque charette lui appartenant.

« La juridiction de la commanderie, haulte, moyenne et basse, s'exerce au bourg dudit Pontmelvez par sénéchal et autres officiers ; sur les landes de Pontmelvez contenant 500 journaux et appartenant à ladite commanderie s'élèvent

(1) *Lettres du duc Jean V*, III, 23.

(2) *Archiv. de la Vienne*, 3 H, 465.

(3) *Archiv. de la Loire-Inférieure*. B, 187.

(4) *Archiv. de la Loire-Inférieure*. B, 1014 et 187.

(5) *Archiv. de la Loire-Inférieure*. B, 1008 et 1013.

quatre grands piliers de pierre signe de haute juridiction. Et sont les nouveaux mariés de ladite paroisse, la première année de leurs nopces, incontinent l'issue de la grande messe, le lundy de Pasques ensuivant, tenus de sauter trois fois en la rivière du Léguer au lieu accoustumé, en présence dudit commandeur et de ses officiers, sous peine de 60 sols d'amende (1) ».

Ce saut dans la rivière — parfois assez désagréable à Pâques, — des nouveaux mariés de Pontmelvez, est un des rares devoirs féodaux de forme pittoresque que nous trouvions usités dans nos commanderies de Bretagne.

C'est à saint Jean-Baptiste qu'est dédiée l'église paroissiale de Pontmelvez. Le commandeur en était « fondateur et préeminencier, y ayant banc, accoudouer, escabeau, les armoiries de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem et les siennes, et seul droit d'enfeu et de prières nominales (2). » Edifice du xvi^e siècle, cette église se compose de trois nefs terminées par un chevet droit garni d'une belle maîtresse-vitre de grande dimension et de style flamboyant. « Dans le cimetière on voit encore adossée à la tour de l'église une statue de granit du xiv^e siècle représentant saint Jean l'Evangéliste (3). »

A un quart de lieue du bourg se trouvait le manoir noble de Pontmelvez ; on y arrivait par une longue avenue de chênes. La maison occupait une cour close de murailles et bien pavée avec un grand portail d'entrée. Sur ce portail, comme sur la principale porte du logis, étaient en 1720 sculptées les armes de l'Ordre de Malte et du commandeur de Sesmaisons (4).

Construit en forme d'équerre avec escalier en bois et à balustres dans l'angle intérieur, le manoir de Pontmelvez comprenait au rez-de-chaussée un salon, une cuisine et une chambre, et au-dessus une salle et quatre chambres dont l'une était destinée à conserver les archives de la commanderie ; un cabinet servait de colombier. Autour du logis s'étendaient

(1) *Archiv. de la Vienne*, 3 H, 464. — *Archiv. de la Loire-Inférieure*, B, 188.

(2) Déclaration de 1697.

(3) Gaultier du Mottay. *Répertoire archéolog. des Côtes-du-Nord*, 46.

(4) Visite de 1720.

dans la basse-cour les écuries et les étables ; au-delà étaient un bois de décoration, un étang, les moulins de Penanpont et du Redou, et quelques pièces de terre (1).

Il paraît qu'au ^{xvii}e siècle il n'y avait pas de presbytère à Pontmelvez. Le commandeur, qui avait le droit de présenter le vicaire chargé en son nom de desservir la paroisse, fut condamné en 1688 à fournir un logement à ce prêtre ; comme il n'habitait pas alors le manoir de Pontmelvez, il offrit d'y loger son vicaire, et en 1720 Julien Ollivier, curé ou vicaire de Pontmelvez, « se contentait de la jouissance du manoir », mais il n'avait pas naturellement celle de la retenue affermée en 1697 150 livres plus quatre charretées de foin (2).

Le manoir de Pontmelvez ne subsiste plus, mais on en retrouve les ruines entourées de ses anciennes douves ; la métairie voisine (jadis la retenue) porte toujours le nom de la Commanderie. « La chapelle qui dépendait de cet établissement, près duquel existait une fontaine miraculeuse, vient d'être restaurée ; elle a pour patrons saint Jean l'Evangéliste (3). » Quoique les aveux que nous avons lus ne parlent point de ce sanctuaire, il devait, en effet, exister néanmoins, le manoir de Pontmelvez étant assez éloigné de l'église paroissiale ; d'ailleurs les commandeurs, étant souvent prêtres, avaient coutume d'avoir toujours une chapelle dans leur résidence.

Nous avons dit que féodalement toute la paroisse de Pontmelvez appartenait au commandeur ; on y trouvait 26 villages et 110 tenues dépendant de lui ; il affermait, en outre, les dîmes de la paroisse plus de 1,000 livres et ses moulins 465 livres ; de sorte que Pontmelvez était d'un plus grand rapport que la paroisse de la Feuillée.

Il nous faut indiquer maintenant quels étaient — en dehors de la paroisse de Pontmelvez — les autres biens dépendant de la commanderie ; nous nous servirons pour cela des aveux de 1532 et 1540 rendus par les commandeurs Jacques Aymer et Jean de la Barre, et nous utiliserons pour les détails les déclarations postérieures.

(1) Visites de 1617 et 1720.

(2) *Archiv. de la Vienne*, 3 H, 464.

(3) Gaultier du Mottay. *Géographie des Côtes-du-Nord*, 482.

Une partie de ces possessions se trouvaient à une certaine distance de Pontmelvez dans les diocèses de Tréguier et de Léon. Ainsi en Ploumilliau (1) était le membre de Saint-Jean de Keraudy ; il avait pour chef-lieu le village de ce nom et sa chapelle devenue l'église tréviale de Keraudy ; celle-ci est un édifice du ^{xvi}^e siècle, existant encore quoique placé depuis un certain temps sous le vocable de Notre-Dame. Mais on a pu remarquer déjà que plusieurs églises appartenant à l'Ordre de Malte étaient indifféremment appelées Saint-Jean ou Notre-Dame, parce que les Chevaliers honoraient tout spécialement la Mère de Dieu et le Disciple bien aimé dont les statues ornaient les autels de tous leurs sanctuaires. Il est probable qu'à l'origine le moulin à eau du Mouster en Ploumilliau appartenait aussi aux Chevaliers.

Ploulec'h, paroisse voisine de Ploumilliau, renfermait le membre de Kerjean composé du village de ce nom et de quatorze tenues. Le commandeur de la Feuillée y possédait, en outre, le moulin du Pontel et y levait une dîme.

Enfin les Hospitaliers, héritiers des Templiers, avaient quelques rentes à Lannion ; c'était les derniers vestiges des « *Hospites in Lennion* » qu'avaient recouvrés les Chevaliers du Temple du duc Pierre Mauclerc en 1217 (2). Ceci confirme en partie la tradition locale, d'après laquelle la monumentale et si curieuse église de Brélevenez, dans un faubourg de Lannion, aurait été construite par les Templiers ; on prétend même y avoir découvert des pierres tombales des Chevaliers du Temple.

Dans la paroisse de Commana (3) se trouvait le membre de Saint-Jean de Mougoult. Là s'élevait une chapelle en l'honneur de saint Jean-Baptiste, reconstruite en 1650, renformant trois autels, entourée d'un cimetière et accompagnée d'une « belle fontaine avec niche pour la statue de saint Jean. » Le commandeur avait ses armoiries dans la maîtresse-vitre et en nommait le chapelain, qui était en 1617 dom Jean Gorret (4).

A côté, les eaux des deux étangs de Mougoult faisaient tour-

(1) Commune du canton de Plestin (Côtes-du-Nord).

(2) D. Morice. *Preuv. de l'Hist. de Bret.*, I, 836.

(3) Commune du canton de Sizun (Finistère).

(4) Visites de 1617 et 1720.

ner le moulin de la Commanderie. Les villages de Mougoult, Kerhamon-Moal, Penanroz, Kerdreinbraz, Peintrès, Quillidiec et Kerfornérít, avec une vingtaine de tenues, relevaient du commandeur ; le dernier de ces villages est signalé en 1160 comme appartenant déjà aux chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem ; il est appelé dans la charte « *Kaerfornerit in Commana*. » Notons encore les dîmes de Mougoult, qui étaient en 1697 affermées 213 livres (1). La chapelle Saint-Jean de Mougoult subsiste toujours, aussi bien qu'un manoir portant le même nom ; l'Annotateur d'Ogée nous apprend qu'elle est maintenant sous le vocable de Saint-Jean-du-Doigt (2).

En Plouigneau et en Lannéaou, sa trêve, le commandeur de Pontmelvez avait également des villages et des tenues, et levait une dîme. Ses armoiries étaient en 1720 peintes sur le maître-autel de l'église de Lannéaou, et au milieu de la nef apparaissait alors un jubé, « grand balustre de bois séparant le haut du bas » et orné des statues de la sainte Vierge et de saint Jean.

Non loin de là, la paroisse de Plounérin (3) renfermait le membre de Saint-Jean du Rechou. Cet établissement est mentionné dans la charte de 1182, donnée en faveur des Templiers, sous le nom de « *Le Rachoou* » ; aussi est-il appelé en 1617 le Temple du Rechou. Il s'y trouvait au village du Rechou une chapelle dédiée à Saint-Jean, dont les oblations revenaient au commandeur qui la faisait desservir « par qui il veut. » Ce commandeur y avait ses armoiries et autres intersignes seigneuriaux, et jouissait aux environs de Plounérin de treize tenues, d'une dîme, d'un étang et d'un moulin appelés étang et moulin du Temple (4).

La commanderie de Pontmelvez avait des « rentes et héritages » au village de Pratledan, en la paroisse de Coatréven, et quelques rentes aussi dans les paroisses de Plouisy et Squifflec ; en cette dernière, les Templiers possédaient en 1182 le village de Runellec et peut-être aussi celui de Kermanac'h.

(1) Déclaration de 1697.

(2) *Dict. de Bret.* V^o *Commana*.

(3) Commune du canton de Plouaret (Côtes-du-Nord).

(4) Déclaration de 1697.

Enfin, dans la paroisse du Merzer (1), « la chapelle Saint-Jean dépendait de la commanderie de Pontmelvez avec ses issues et rabines, et avoit le commandeur les mesmes droits qu'ès aultres chapelles (2). »

II

En résumé, la commanderie de la Feuillée s'étendait, aux ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles, en 82 paroisses situées dans les six diocèses de Cornouaille, Tréguier, Léon, Vannes, Saint-Brieuc et Dol. Elle comprenait six églises paroissiales, huit églises tréviales et quarante-trois chapelles. Elle n'avait pas moins d'une dizaine de manoirs ou commanderies anciennes, — la plupart d'ailleurs convertis en maisons de ferme, — et d'une vingtaine de moulins.

Les commandeurs de la Feuillée avaient coutume, aux siècles derniers, d'affermir en grand toute leur commanderie à un fermier général ; voici, d'après les baux de ces fermes, quels étaient les revenus de la Feuillée.

En 1658, le commandeur de Jalesnes et en 1698 le commandeur de Belthomas affermèrent leur commanderie 14.000 l. Le commandeur de Sesmaisons maintint le même prix en 1712, mais en 1729, le commandeur Tambonneau l'éleva à 16.000 livres. En 1740, le commandeur de Wignacourt consentit à n'affermir que 15.000 livres ; son successeur, le commandeur de Turcant, exigea de nouveau 16.000 livres dans son bail passé en 1747 avec Jacques Hamon, sieur de Porville, habitant de Guingamp (3).

Mais sur cette somme, ce dernier commandeur déclarait avoir de grosses charges qu'il résumait ainsi : Pensions congrues payées aux curés, 800 livres — rente annuelle ou res-
pension due au trésor de Malte, 3.468 livres — pensions payées

(1) Commune du canton de Lanvollon (Côtes-du-Nord).

(2) Déclaration de 1697.

(3) *Archiv. de la Vienne*, 3 H, 464 et 469.

à divers chevaliers de l'Ordre de Malte, 5.682 livres — entretien des manoirs ou commanderies, des églises et des chapelles, 2.000 livres — entretien des moulins, 1149 livres — frais des visites faites en détail tous les cinq ans, 400 livres — réformation du papier terrier tous les vingt-cinq ans, 120 livres — service des chapelles et gages des officiers de justice et des gardes forestiers, 500 livres. Total des charges : 14.119 livres. Par suite, il ne restait de revenu net au commandeur de la Feuillée que 1881 livres (1).

Terminons par quelques mots sur la juridiction de la Feuillée. Cette commanderie, à cause de sa grande étendue, avait nécessairement plusieurs sièges de juridiction. Une note du *xvii^e* siècle est ainsi conçue : « La commanderie de la Feuillée est érigée en châtellenie (2) et comprend huit juridictions : La Feuillée, Quimper, Le Croisty, Maël et Louc'h, Pontmelvez, Plouaret, Saint-Jean de Plélo et le Palacret (3). » Nous avons vu, en effet, que dans chacun de ces membres de la commanderie, mention est faite d'un siège de juridiction. Mais par la suite, toutes ces hautes justices se trouvèrent réduites à quatre : La Feuillée, — Le Croisty, — Le Louc'h, — Le Palacret et Pontmelvez (4).

Cette dernière juridiction était alors la plus importante. A l'origine, elle s'exerça dans l'auditoire de Guingamp de 1440 à 1626, mais le commandeur de Saint-Offange la fit à cette dernière date exercer au Palacret. Toutefois, dès 1651, le commandeur de Jalesnes la rétablit à Guingamp, parce que les fiefs du Palacret et de Pontmelvez étaient d'anciennes dépendances du duché de Penthièvre. En 1690, un arrêt du Parlement de Bretagne déclara que cette juridiction s'exercerait désormais, alternativement tous les quinze jours, au Palacret et à Pontmelvez. Enfin en 1727, le commandeur obtint du Parlement de ramener encore une fois à Guingamp les juridictions de Pontmelvez, Le Palacret, Le Louch, Plélo et Plouaret (5). Nous avons vu qu'à la même époque, l'exercice de la juridiction de Quim-

(1) *Archiv. d'Ille-et-Vilaine*, C, 2156.

(2) Nous n'avons trouvé nulle part preuve de cette assertion.

(3) *Archiv. de la Vienne*, 3 H, 469.

(4) *Archiv. d'Ille-et-Vilaine*, C, 2156.

(5) *Archiv. de la Vienne*, 3 H, 446.

per fut repris dans cette ville, et probablement aussi celui des juridictions de La Feuillée et du Croisty, aux bourgs de mêmes noms.

Il nous reste encore quelques sentences rendues par le tribunal de Pontmelvez ; en voici deux qui font connaître les mœurs de l'époque et l'étendue du pouvoir de cette juridiction. Vers 1740, Philippe Beubry, Guillaume Scolan, Claude Chouin, Marguerite, Charlotte et Louise Beubry furent convaincus d'avoir assassiné Catherine Guennec pour empêcher cette femme d'épouser Philippe Beubry, leur père et beau-père. Les trois premiers furent condamnés à être pendus, « après avoir été préalablement appliqués à la question ordinaire et extraordinaire », et les trois filles de Beubry furent condamnées « à les assister » jusqu'au moment de la mort (1).

Une trentaine d'années plus tard, une autre sentence du sénéchal de Pontmelvez, déclarant un certain Pierre Thomas convaincu de s'être donné la mort en se pendant, ordonna de « supprimer sa mémoire », d'attacher son cadavre sur une claie, de le traîner derrière un tombereau à travers les rues de Guingamp, de le pendre pendant trois heures, puis de le jeter à la voirie. Les biens du suicidé furent confisqués, et sur leur valeur on préleva une amende de 10 livres et les frais du procès criminel, montant à 698 livres (2).

III

Voici les commandeurs de la Feuillée dont nous avons pu retrouver les noms :

PIERRE DE KERAMBORGNE

Armes : *De gueules à un heuume de profil d'or accompagné de trois coquilles d'argent* (3).

Chevalier de Rhodes, il se trouvait commandeur de la Feuillée

(1) *Archiv. des Côtes-du-Nord*, B, 855.

(2) *Archiv. des Côtes-du-Nord*, B, 858.

(3) Nous empruntons le plus ordinairement les armoiries des commandeurs

et du Palacret en 1438, époque à laquelle il fit sculpter son blason dans l'église de Runan, bâtie sur son fief ; le seigneur de Kernec'hriou s'étant permis de briser cet écusson pour y placer ses propres armes, Pierre de Keramborgne en porta plainte au duc de Bretagne Jean V, qui ordonna, le 15 août 1439, une enquête à ce sujet (1). Dix ans plus tard mourut ce commandeur, dont le corps fut inhumé dans sa chapelle du Palacret, où son tombeau se voyait encore en 1617.

ALAIN DE BOISEON

Armes : *D'azur au chevron d'argent accompagné de trois têtes de léopard d'or.*

Devise : *Talbia.*

Il est à remarquer que ce commandeur est fréquemment appelé dans les titres originaux Alain de Boisyvon ; néanmoins M. de Courcy le regarde comme appartenant à la famille de Boiséon, et la *Généalogie ms* de cette maison (2) le fait naître d'Hervé, sire de Boiséon, et de Béatrice de Penhouët. Chevalier de Rhodes et successeur du précédent commandeur, Alain de Boiséon fut à peine pourvu de La Feuillée, qu'il entreprit le voyage d'Italie pour se défendre contre les prétentions de l'évêque de Tréguier. Il y prit au dépôt des archives de la commanderie de Pise et à la Chambre Apostolique, copie des privilèges concédés par les papes aux Chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem ; il réunit ces copies en un petit cartulaire qui subsiste encore. De retour en Bretagne, il obtint en 1451 du duc Pierre II des lettres patentes confirmant toutes les donations faites par les ducs de Bretagne à son Ordre. En 1460, le pape Pie II dispensa Alain de Boiséon, à cause de son grand âge, d'assister aux chapitres provinciaux. Ce commandeur de la Feuillée jouit aussi sur la fin de ses jours des com-

au *Nobiliaire de Bretagne*, par Potier de Courcy. — Ces armoiries et les devises sont parfois plutôt celles des familles auxquelles appartenaient les commandeurs que les armoiries et devises propres à ces derniers, que nous n'avons pas toujours retrouvées.

(1) *Lettres de Jean V*, IV, 218.

(2) *Archiv. d'Ille-et-Vilaine*, fonds de Laillé.

manderies de Sainte-Catherine de Nantes et de Thévalle en Avesnières ; il mourut en 1469 (1).

PIERRE CHASTEIGNER

Armes : *D'or au léopard de sinople.*

Devise : *Atavis et armis.*

Il figure en 1486 comme chevalier de Rhodes et commandeur de la Feuillée et du Palacret ; il jouissait encore de ces bénéfices en 1500 (2).

JEAN DE MOUSSY

Armes : *D'azur à la croix ancrée d'or, au croissant de même en pointe.*

Chevalier de Saint-Jean de Jérusalem et commandeur de la Feuillée et du Palacret, il rendit aveu au roi pour sa commanderie le 23 avril 1513 (3).

PIERRE DE NOVES

Chevalier de Rhodes, il figura parmi les vaillants défenseurs de cette île dès 1481 ; mais il ne devint que plus tard commandeur de la Feuillée, dont il fit au roi la déclaration le 20 avril 1526 (4).

PIERRE DE LA FOREST

Armes : *D'argent à la bande d'azur chargée de trois étoiles d'argent.*

Devise : *Favite stellæ.*

Chevalier de Saint-Jean de Jérusalem et commandeur de la Feuillée, il rendit aveu au roi le 8 mars 1539 et lui prêta ser-

(1) *Archiv. de la Loire-Inférieure*, H, 459 et 460. — *Généal. ms de la maison de Boiséon*.

(2) *Archiv. de la Vienne*, 3 H, 465. — *Nobil. de Bret.*

(3) *Archiv. de la Loire-Inférieure*, B.

(4) *Ibidem*.

ment de fidélité le 14 avril de l'année suivante, par l'entremise d'un procureur nommé Etienne Macé (1).

AIMÉ *alias* EDME DU CHESNE

Armes : *D'argent au chêne de Sinople.*

Il fut pourvu, étant chevalier de Malte, de la commanderie de la Feuillée vers 1571. Trois ans plus tard, il se trouvait à Constantinople, prisonnier des Turcs ; ce furent le grand prieur d'Aquitaine, Charles Hesselin, puis le commandeur de Carentoir, Jean Pelletier, qui fournirent en son nom au roi les déclarations de La Feuillée ; le dernier de ces chevaliers prêta même à la place d'Aimé du Chesne serment de fidélité à Sa Majesté le 17 décembre 1575 (2).

JEAN YSORE DE SAINT-AUBIN

Armes : *D'argent à deux fasces d'azur.*

Chevalier de Malte, il prêta serment de fidélité au roi le 1^{er} mai 1579 pour la commanderie de la Feuillée, dont il était pourvu depuis trois ans. En 1583, il versa une responsion de 500 écus au trésorier du Grand prieuré d'Aquitaine, en qualité de commandeur de la Feuillée (3).

SIMON D'AUBIGNE DU BOISMOZE

Armes : *De gueules au lion d'hermines, armé, lampassé et couronné d'or.*

Reçu chevalier de Saint-Jean de Jérusalem vers 1573, il était en 1590 commandeur de la Feuillée, et fut alors chargé de constater les améliorissements de la commanderie de Fre-tay. Nommé trésorier du Grand prieuré d'Aquitaine, il fit en 1598 visiter sa commanderie de la Feuillée (4).

(1) *Archiv. de la Loire-Inférieure*, B, 1014.

(2) *Archiv. de la Loire-Inférieure*, B, 1013.

(3) *Archiv. de la Vienne*, 3 H, 300. — *Archiv. de la Loire-Inférieure*, B, 1013.

(4) *Archiv. de la Vienne*, 3 H, 464 et 579.

MAURICE DE LESMELEUC DE LA SALLE

Armes : *De gueules à l'épervier d'or accompagné de trois coquilles d'argent.*

Chevalier de Malte dès 1581, ce commandeur de la Feuillée se trouvait en 1603 prisonnier au Fort-l'Evêque à Paris. Ayant à régler certaines affaires en Bretagne, il donna pour caution Pierre Viault, commandeur d'Amboise, et vint à la Guerche où il signa, le 25 septembre 1603, une quittance en qualité de procureur général de son Ordre au Grand prieuré d'Aquitaine (1).

Il fit poser ses armoiries dans les chapelles de Kermanac'h et du Temple de Plélo, où elles furent signalées en 1617.

RENÉ DE SAINT-OFFANGE

Armes : *D'azur au chevron d'argent, accompagné de trois molettes de même.*

Chevalier de Saint-Jean de Jérusalem en 1591, il ne prit possession de la commanderie de la Feuillée que le 1^{er} mai 1613. Il prêta serment de fidélité au roi en 1617 pour cette commanderie, dont il fit la même année constater les améliorissements. En 1621, il afferma ses terres à un fermier général et ne mourut que vingt ans plus tard (2).

JACQUES DE JALESNES

Chevalier de Malte dès 1615, il était déjà commandeur d'Ansigny, lieutenant du maréchal de Brézé gouverneur d'Angers, et capitaine entretenu à la marine lorsqu'il fut, à la mort de René de Saint-Offange, pourvu de la Feuillée le 12 octobre 1641. Sept mois plus tard, Olivier Budes, commandeur d'Ozon, mit Jacques de Jalesnes en possession de sa nouvelle commanderie le 30 mai 1642. Le commandeur prit

(1) *Archiv. de la Vienne*, 3 H, 29 et 579.

(2) *Archiv. de la Vienne*, 3 H, 463, 464 et 479. — *Archiv. de la Loire-Inférieure*, B, 1011.

possession de la Feuillée en « ouvrant la chapelle dudit lieu, prenant de l'eau beniste, aspergeant les assistants, allumant un cierge et posant iceluy sur le principal autel, se mettant à genoux devant le Crucifix, rendant grâces à Dieu et baisant ledit autel, sonnant la cloche, entrant dans la cour et dans la principale maison, faisant feu et fumée dans la salle, rompant bois et beschant terre en le jardin, et faisant tout acte de bonne et valable possession. » En 1647, Jacques de Jalesnes paya 1200 livres de responcion, dont lui donna quittance François du Boisbaudry de Trans, commandeur du Temple d'Angers. L'année suivante, il obtint du roi des lettres de sauvegarde renouvelées en 1650, et prêta serment de fidélité à Louis XIV en 1652. Enfin il afferma 14.000 livres sa commanderie de la Feuillée en 1658 (1).

JEAN-DENIS-GABRIEL DE POLASTRON DE LA HILLIÈRE

Armes : *D'argent au lion de sable lampassé de gueules.*

Successeur du précédent et reçu chevalier de Malte dès 1631, il possédait en 1662 la commanderie de la Feuillée pour laquelle il prêta serment de fidélité au roi le 14 avril 1665 ; il en jouissait encore en 1669 (2).

LOUIS DE TORCHART DE LA PANNE

Chevalier de Saint-Jean de Jérusalem, il fit au roi le serment de fidélité accoutumé le 17 septembre 1672, pour sa commanderie de la Feuillée (3).

GUY D'ALOIGNY DE BOISMORAND

Armes : *De gueules à cinq fleurs de lys d'argent.*

Devise : *Lilia semper florent.*

Reçu en 1625 chevalier de Malte, il était déjà commandeur

(1) *Archiv. de la Vienne*, 3 H, 484, 485 et 489. — *Archiv. de la Loire-Inférieure*, B, 1011.

(2) *Archiv. de la Vienne*, 3 H, 368. — *Archiv. de la Loire-Inférieure*, B, 988.

(3) *Archiv. de la Loire-Inférieure*, B, 1010.

de Saint-Jean de Latran lès-Paris et grand bailli de Morée et de Cury lorsqu'il devint commandeur de la Feuillée. Le 22 janvier 1682, il fit la déclaration de ce dernier bénéfice et obtint la même année permission de faire faire la visite de la Feuillée pour en constater les améliorissements ; ce qui prouve qu'il jouissait de cette commanderie depuis cinq ans tout au moins ; ce furent Charles Cherbonneau, commandeur d'Amboise, et François du Bellineau, prêtre religieux de Malte, que délégua à cet effet le grand prieur d'Aquitaine. Guy d'Aloigny fit serment de fidélité au roi en 1684 et mourut en 1691 ; son corps fut inhumé à Paris, dans l'église de Saint-Jean de Latran (1).

LEONOR DE BEAULIEU DE BELTHOMAS

Armes : *D'azur au lion d'argent, accompagné de neuf besants d'or, 4, 2 et 3.*

Chevalier de Saint-Jean de Jérusalem, il fut pourvu de la commanderie de la Feuillée par bulles du Grand Maître datées du 15 juin 1691 : il prit possession au mois de décembre suivant. Le 20 septembre 1697 il fit au roi la déclaration de son bénéfice et en 1699 il obtint l'autorisation de faire faire la visite d'améliorissement de la commanderie. Léonor de Beaulieu, bailli et grand'croix de l'Ordre de Malte, commandeur de la Feuillée et de Fontaine-sous-Montdidier, premier chef d'escadres des galères du roi, dut mourir vers 1702 (2).

JEAN-BAPTISTE DE SESMAISONS

Armes : *De gueules à trois tours de maison d'or.*

Devise : *Ne tanta domus pereat.*

· Successeur du précédent et reçu Chevalier de Malte dès 1654. Il fit faire en 1708 la visite de sa commanderie par Henri de Béchillon, commandeur de la Guerche, et Charles Frottier de la Meselière, chevalier de l'Ordre. En 1712, il afferma 14,000

(1) *Archiv. nation.*, P, 1708. — *Archiv. de la Vienne*, 3 H, 464. — *Nobil. de Bret.*, I, 7.

(2) *Archiv. de la Vienne*, 3 H, 464, 465 et 466.

livres cette commanderie ; à cette époque Jean de Sesmaisons était tout-à-la fois commandeur de la Feuillée, en Bretagne, de Coudrie et du Puy-Ravaux en Poitou, et bailli de l'Ordre de Malte. Il décéda en 1719 (1).

OURS-VICTOR TAMBONNEAU

Chevalier de Saint-Jean de Jérusalem, il fut pourvu de la Feuillée par bulles du Grand Maître datées du 9 juillet 1719, mais il ne prit possession de la commanderie que le 16 mai 1720. Habitant ordinairement alors Guingamp, il fit dresser en 1727 le procès-verbal des améliorissements de la Feuillée par René Martel, commandeur de Nantes, et Jean Bodin, commandeur de Perrot. Deux ans plus tard Victor Tambonneau afferma 16,000 livres la commanderie de la Feuillée dont il fit ensuite confectionner un beau terrier en cinq volumes. En 1738, occupant un hôtel dans l'enclos du Temple à Paris, il se trouvait commandeur de la Feuillée en Bretagne et de Beauvais en Gâtinois en même temps que receveur général de son Ordre dans toute l'étendue du Grand prieuré de France ; il dut mourir cette année là (2).

JEAN-BAPTISTE-HERMENEGILDE DE WIGNACOURT

Armes : D'argent à trois fleurs de lis au pied nourri de gueules.

Successeur immédiat du précédent, chevalier, bailli et grand'croix de Malte, il fut pourvu en 1739 de la commanderie de la Feuillée qu'il afferma seulement 15,000 livres l'année suivante (3).

N. DE MARBŒUF

Armes : D'azur à deux épées d'argent garnies d'or et passées en sautoir, les pointes en bas.

Il remplaça vers 1744 le commandeur qui précède, mais nous

(1) *Archiv. d'Ille-et-Vilaine*, E. 125. — *Archiv. de la Vienne*, 3 H. 464.

(2) *Archiv. de la Vienne*, 3 H. 464, 466 et 469.

(3) *Bull. de la Société archéol. d'Ille-et-Vilaine*, XXI, 69. — *Archiv. de la Vienne* 3 H. 464.

ignorons s'il était Bernardin de Marbœuf reçu Chevalier de Malte en 1711 et plus tard grand prieur de Champagne, ou Charles de Marbœuf reçu chevalier en 1724.

JEAN-FRANÇOIS DU BOUILLY DE TURCANT DE RESNON

Armes : *D'azur à la bande d'argent accompagnée de deux croissants de même.*

Chevalier et religieux profès de Saint-Jean de Jérusalem, commandeur de la Feuillée en 1750, il obtint en 1758 le procès-verbal des améliorissements de son bénéfice. En 1761 il était bailli et grand'croix de son Ordre et trésorier général (1).

LOUIS-FRANÇOIS DU ROZEL DE FLEURY

Armes : *De gueules à trois roses d'argent.*

Chevalier de Malte et commandeur de la Feuillée en 1769. Il était cinq ans plus tard bailli et grand'croix de son Ordre, commandeur de Bordeaux, ambassadeur extraordinaire de l'Ordre de Malte près du roi de France, etc. (2).

JEAN-BAPTISTE-MANUEL DE ROHAN DU POULDUC

Armes ; *De gueules à neuf macles d'or.*

Devise : *Roi ne puis, duc ne daigne, Rohan suis.*

Reçu Chevalier de Saint-Jean de Jérusalem en 1751, créé bailli de l'Ordre, il prit possession de la commanderie de la Feuillée le 28 avril 1772. Devenu en 1775 Grand Maître de l'Ordre de Malte, il mourut en 1800 (3).

LOUIS-GEORGES-HENRI LE JUMEAU DES PERRIÈRES

Armes : *De gueules au léopard d'or.*

Chevalier de Malte dès 1727 et successeur du précédent en

(1) *Archiv. d'Ille-et-Vilaine*, C, 156 — *Archiv. de la Vienne*, 3 H, 474 — Ker-viler, *Bio-bibliographie Bret.* V, 141.

(2) *Archiv. du Finistère*, B, 94. — *Archiv. de la Vienne*, 3 H, 446.

(3) *Archiv. de la Vienne*, 3 H, 466.

1775, il soutint un procès commencé par lui au sujet de la pension du curé de Pontmelvez. Il décéda en l'île de Malte en 1780 (1).

ALEXANDRE-LOUIS-HUGUES DE FRESLON DE LA FRESLONNIÈRE

Armes : *D'argent à la fasce de gueules accompagnée de six ancolies d'azur tigées de gueules, 3, 3.*

Reçu parmi les chevaliers de Malte en 1769, il devint dès 1781 commandeur de la Feuillée ; l'année suivante il fut admis aux honneurs de la cour de France. Il fut également bailli de l'Ordre et général des galères de Malte. En 1789 il possédait encore la Feuillée dont il fut le dernier commandeur (2).

L'ABBÉ GUILLOTIN DE CORSON,
Chan. hon.

(1) *Archiv. de la Vienne*, 3 H, 466. — *Nobil. de Bret.*

(2) *Archiv. du parl. de Bret.* — *Archiv. de la Vienne*, 3 H, 466. — *Nobil. de Bret.*



111
OF
1500

A PROPOS

DES

DÉCOUVERTES RÉCENTES DU GRAND-RIS

*Causerie sur les établissements romains entourant la baie
de Douarnenez.*

Dans le courant de juillet et août dernier, M. Quinion, fermier et maître-d'hôtel au Grand-Ris, près de Douarnenez, voulant agrandir le courtil qui avoisine sa maison, se mit à entamer le coteau qui le borne du côté nord. Les premiers déblais enlevés, il se trouva en face d'un mur épais de un mètre, non enduit sur ce parement, maçonné en petits cailloux d'un grès schisteux provenant de la localité, mais d'une solidité remarquable, grâce au mortier excellent dont il était hourdé.

Ce mur ayant été démoli à grand'peine, on en rencontra cinq autres perpendiculaires au premier, formant quatre cases ou comme la gueule de quatre grands fours se faisant suite. L'intervalle de ces murs était rempli de décombres de toutes sortes, quartiers de maçonnerie, amalgame de chaux et de pierres, fragments d'enduits rougeâtres, tuiles à rebord, débris de poteries, cendres, charbons de bois, ossements d'animaux, coquillages marins, coquilles d'escargots, etc.

Une de ces cases, celle de l'extrémité ouest, a été déblayée et explorée par M. le baron Halna du Frétay, vice-président de la Société archéologique du Finistère. On a pu en déterminer les dimensions exactes : elle mesure 3^m 10 de large sur 3^m 70 de profondeur. Les deux qui la suivent ont la même largeur de 3^m 10, tandis que la dernière du côté *Est* n'a que 1^m 60. Les murs qui les séparent ont 0^m 60 d'épaisseur et sont couverts d'un enduit en ciment romain à trois couches formant une épaisseur de 8 à 9 centimètres. Ce ciment doit sa couleur rouge à la poussière de briques qui y est mélangée, et qui tenait lieu de pouzzolane dans notre pays. Une chape de ciment aussi épaisse recouvre le pavé, qui est composé d'un béton de 0^m 45 à 0^m 50, formant plateau sous toute la construction. Ce plateau de béton continue horizontalement vers l'ouest, dans la direction de la plage, sur l'espace de 15 mètres au moins, et est surmonté d'une autre couche en pente qui fait comme une cale ou rampe venant aboutir à la première case.

Pour compléter la description de ces chambres, il faut dire que les angles intérieurs, même ceux qui sont formés par les murs et le pavé, ne sont point à vive arête, mais qu'ils sont émoussés et presque arrondis par un renforcement de l'enduit, comme cela se pratique dans nos établissements hospitaliers et scolaires, d'après les instructions des commissions d'hygiène, pour faciliter le nettoyage et éviter tout dépôt de poussières et d'impuretés pouvant donner lieu à germination ou génération de microbes.

Qu'était cet établissement qui vient d'être mis au jour ? Diverses opinions ont été émises par les différents curieux et connaisseurs qui sont venus le visiter. Les uns ont cru que ces cases étaient des fours à briques, les autres des salines, d'autres ont penché pour des magasins à sel.

Ce n'étaient pas des fours. Les fours et fourneaux ne sont jamais enduits intérieurement de ciment, mais de terre glaise ou d'argile réfractaire résistant parfaitement au feu. Du reste, ici aucune trace de feu violent, aucune partie craquelée dans l'enduit, aucun indice de calcination dans les pierres de la maçonnerie. Ce n'étaient pas non plus des salines. Elles n'ont ni les dimensions ni les dispositions des salines, qui doivent offrir de larges surfaces pour l'évaporation des eaux, et être

établies à un niveau assez bas pour être alimentées par les hautes marées ordinaires, tandis qu'ici, le pavé se trouve au moins à trois mètres au-dessus des plus fortes marées. On ne peut pas non plus admettre que ce fussent des magasins à sel ; pas le moindre vestige de salure dans les enduits, pas la moindre efflorescence de salpêtre ; et l'on sait cependant quelles sont les détériorations qui proviennent de pareils dépôts.

La seule conclusion à tirer est que ce sont là des substructions ou caves d'une habitation gallo-romaine, analogues à celles dont on a trouvé les vestiges tout autour de la baie de Douarnenez et dans le reste du pays, substructions offrant le même caractère que celles que j'ai pu étudier et mesurer, il y a quelques années, à Port-Ru, à Douarnenez, celles que l'on voit dans la dune entre la route et la plage du Ris, à 80 ou 100 mètres de l'établissement qui nous occupe, puis à 2 kilomètres plus loin vers la grève de Trémalaouen, et à 5 ou 6 kilomètres, à Tréfentec, près de Sainte-Anne-la-Palue. Cette disposition de petites chambres carrées a pu être observée dans les établissements qui ont été explorés méthodiquement et décrits avec exactitude, comme la villa et les bains du Pérennou, *Bulletin* de 1890, p. 258, le poste gallo-romain de Parc-ar-Groas, *Bulletin* de 1875, p. 179.

Exposons la méthode que suivaient dans notre pays les constructeurs gallo-romains ; elle n'est pas indiquée absolument dans Vitruve ; mais la pratique devait varier d'après le climat et le terrain, et il faut reconnaître que pour notre région elle était parfaitement logique et hygiénique. Pour établir leurs fondations, les gallo-romains ne se contentaient pas de fouiller en rigoles pour chacun des murs comme on le fait maintenant, mais ils creusaient et déblayaient entièrement le terrain jusqu'au bon sol. Sur ce fond solide ils disposaient un plateau de béton qui servait d'assiette aux murs formant la délimitation extérieure du bâtiment et à ceux qui en faisaient la division intérieure, de sorte que les substructions formaient un ensemble de cases carrées ou rectangulaires ne communiquant entre elles par aucune porte ou issue. Si ces substructions qui avaient parfois 2 mètres et 2 mètres 50 de profondeur sous terre, étaient utilisées comme caves, elles

n'étaient pas éclairées et il fallait y descendre par des trappes pratiquées dans le plancher ou le pavé du rez-de-chaussée.

Ce rez-de-chaussée devait se trouver au niveau du sol naturel, ou même un peu surélevé. Vitruve indique la façon de faire les planchers des étages, les essences des bois qui doivent former les poutres et les solives, ainsi que les fortes planches à clouer là dessus, puis l'aire de mortier ou de ciment à étendre sur ces planchers avec pavé de brique ou de mosaïque, pour être à l'abri du feu et des mauvaises émanations. Revenons sur ce point, que les constructeurs de cette époque visaient tout spécialement le côté hygiénique, et que, sous ce rapport, ils avaient répondu à l'avance aux derniers desiderata de nos hygiénistes modernes.

Pour combattre l'humidité du sol, ils construisaient parfois des contre-murs séparés de la grande maçonnerie par un vide et une sorte d'égout qui laissaient circuler l'air et écoulaient les eaux d'infiltration. De plus, la couche de béton, qui régnait sous l'établissement entier, la chape de ciment, les enduits épais et serrés qui recouvraient tous les murs, arrêtaient les émanations des miasmes nuisibles, et opposaient un sérieux obstacle au travail des microbes d'alors qui faisaient moins parler d'eux que ceux de nos jours, mais devaient, j'en suis persuadé, déployer autant d'énergie et d'activité.

Dans cet établissement du Ris, les déblais qui remplissent les cases des substructions indiquent que les murs actuels ont été bien plus élevés et étaient surmontés au moins d'un rez-de-chaussée. La hauteur des murs au-dessus du pavé, tels qu'ils existent en ce moment, sont à partir de celui ouest pour aller vers l'est, 0^m 90 — 1^m 15 — 1^m 40 — 1^m 60 et 1^m 80. Le dernier du côté de l'est se trouve adossé au tuf dans lequel on a creusé, et n'a point d'enduit sur le parement extérieur.

Remarquons que les maçonneries découvertes ces derniers mois ne devaient former qu'une partie minime des constructions qui existaient en cet endroit. Il est possible que derrière ces cases on en trouve d'autres, composant ainsi une maison double en largeur. Ce qui est certain, c'est que le sous-sol du courtil et l'emplacement de la ferme actuelle était encombrés d'autres substructions et que, en creusant les fondations de l'ajouté bâti il y a quelques années, on a déterré un squelette

qui, très probablement, était un squelette gallo-romain comme ceux de la pointe du Guet et de Plomarc'h dont nous parlerons plus loin.

A deux pas de l'extrémité est des ruines qui nous occupent, commence un sentier étroit et creux montant vers le nord et qui sur le plateau devient un chemin d'une largeur remarquable et n'est autre chose que la vieille voie romaine longeant le rivage de la baie et ayant un embranchement vers le nord-est par Kerstrat et le bourg de Plonévez-Porzay. Il existait autour de la baie de Douarnenez tout un système de voies romaines qui ont été en partie étudiées par le docteur Halléguen, de Châteaulin. Mais là n'est pas la question qui nous occupe aujourd'hui ; mon but est de signaler les principaux établissements qui ont été découverts ou se remarquent encore sur les bords de cette baie admirable qui devait enchanter les vieux gallo-romains comme elle charme de nos jours les innombrables touristes qu'elle attire chaque année, les nombreux baigneurs qui s'y fixent pour la belle saison, et les fortunés plus heureux, qui peuvent acquérir un terrain et bâtir une maison modeste ou villa élégante pour y résider à volonté.

Les côtes abruptes de Cléden, Goulien et Beuzec ne sont guère faites pour recevoir des habitations de plaisance. C'est lorsqu'elles deviennent plus riantes et plus abordables vers le nord de Poullan qu'on commence à trouver les restes de ces établissements anciens. Non loin du manoir de Kerandraon, dans un pli de terrain descendant vers la mer, se voient d'assez vastes ruines portant dans le pays le nom de *ar Sal*, la Salle. Un mur de 3 mètres de haut sur 30 de longueur est adossé au coteau et formait avec un autre mur effondré un long rectangle de 5 mètres de largeur. L'intérieur est rempli de déblais de toutes sortes qui feraient l'objet d'une fouille intéressante. Plus bas, au bord d'une petite anse qui servait autrefois de port à quelques bateaux, se remarquent d'autres vestiges.

Sur différents points de Tréboul ont été signalées diverses substructions. A Douarnenez, surtout le long du rivage, il suffit de creuser le sol pour trouver des débris romains. Le quartier de Port-Ru, port rouge, doit cette dénomination à ses vieilles constructions romaines couvertes de tuiles. Il y aura bientôt

sept ans, je pus étudier en cet endroit des substructions absolument analogues à celles qu'on vient de découvrir au Ris. Je les ai décrites dans un rapport inséré au *Bulletin de la Société archéologique du Finistère* de 1889, page xxv. C'est dans ces substructions qu'a été trouvée la statuette d'Hercule que l'on peut voir dans notre Musée archéologique, au-dessus de la borne milliaire de Kerscao. Elles constituaient aussi une série de cases carrées de 3 mètres de côté, séparées par des murs pleins de 2^m 50 de hauteur, parfaitement enduits, et reposant sur un pavé en béton. Les maçonneries découvertes à cette époque ne formaient qu'une partie d'un vaste ensemble dont une extrémité avait été déblayée précédemment, et dont le reste existe encore sous terre et se prolonge vers la petite anse de Saint-Michel.

Lorsqu'a été bâtie la maison actuelle de M. Charles Chancerelle, près de l'église paroissiale, en creusant les fondations on a cru découvrir de grandes cuves de bains romains; c'étaient des substructions formant cases carrées et cimentées, comme celle de Port-Ru et du Ris.

Nous ne pouvons que citer en passant les anciennes habitations de l'île Tristan et de la pointe du Guet, avec leurs bas-reliefs et leurs restes de mosaïques; la sépulture avec cercueil de plomb, fiole de verre, épingles de cheveux en ambre noir ou en jais, découverte le 15 février 1884 en creusant les fondations d'une maison dans la rue Fontenelle (*Bulletin* de 1884, p. 43, procès-verbaux.)

Entre le quartier du Glazen et Plomarc'h, un oeil exercé peut, sur différents points, reconnaître des fragments de briques et de tuiles, et voir affleurer au niveau du sol des traces de maçonneries qui sont des substructions romaines. Mais les restes les plus importants sont ceux qui existent à Plomarc'h, à 30 mètres à l'est de la maison de campagne de M. Queinnec, et qui sont désignés dans le pays sous le nom de Palais du roi Grallon.

Il y a là un mur de 2^m 50 de hauteur sur 25 de longueur, maçonné en petit appareil romain avec un ciment d'une solidité extrême, et dans lequel on remarque trois petites niches en plein cintre de 1^m 10 de haut, 0^m 60 de large et 0^m 30 de profondeur.

C'est tout contre ce mur qu'a été exhumé en 1881 un squelette qui était accompagné dans sa tombe de débris de vases anciens en pâte rouge et noire et d'autres vases romains en terre grise, de 2 défenses de sangliers et différents débris de cuisine. Nul doute que ce ne fût là la sépulture d'un vieil habitant de cette demeure gallo-romaine.

Dans la prairie que domine cette muraille, la sonde trouve à un pied au-dessous du gazon un épais pavé en ciment, et à quelque distance, on retrouve encore au milieu des ronces et des herbes folles, quantité de restes de maçonnerie. Ce point était donc tout couvert de constructions, et il faut avouer que les bons gallo-romains n'avaient pas mauvais goût, car le site est charmant et la vue admirable.

J'ai déjà dit un mot des vestiges qui se rencontrent dans les dunes du Ris, un peu ensablées maintenant et recouverts de gazon. En continuant vers Trémalaouen, dans la commune de Plonévez-Porzay, on rencontre un vaste camp romain avec retranchements encore imposants. A l'un des angles de ce camp, avant de descendre à la grève, le sentier coupe en diagonale une petite construction carrée, de 3 mètres de côté, enfoncée en terre de 2 mètres environ. Était-ce une habitation, était-ce une tour d'observation ? Quoiqu'il en soit, elle est pourvue d'un solide pavé en béton, et l'appareillage des murs est soigné et régulier.

Descendez sur la plage, longez la petite falaise élevée de 2 mètres ou 2^m 50, et vous ne tarderez pas à apercevoir les restes d'anciennes maisons, maçonnées les unes en petites pierres, les autres en pierres plus grandes, disposées régulièrement. Vous découvrirez aussi dans ces couches de terre et de sable, des débris de poteries, des cendres, des scories de fer démontrant qu'il y avait là des forges. Vous trouverez même un ancien foyer rempli de cendres et de charbons avec un pot de terre renversé. Vous pouvez introduire votre main dans ce pot vénérable, vieux de 14 ou 15 siècles, mais respectez-le, ne l'enlevez pas, laissez-le pour les archéologues de l'avenir.

A Tréfontec, près de Sainte-Anne, tout le monde peut voir, à moitié entamés par la mer, les restes d'une construction du même genre, toujours avec pavé en béton.

Si je voulais prêter une oreille favorable aux théories d'un vénérable ecclésiastique qui n'existe plus, et qui a été recteur de Plonévez-Porzay, je dirais que la chapelle de Sainte-Anne-la Palue n'est autre chose que la continuation d'un sanctuaire païen, élevé par les Romains en l'honneur de la *Mater casta*, et où les chrétiens ont voulu vénérer la personnification de la *Mère chaste* par excellence : sainte Anne, la mère de la sainte Vierge et l'aïeule du Sauveur.

Au fur et à mesure que l'on avance le long de ces côtes, on retrouve d'autres débris. A Pen-Trez, au bout de la lieue de grève en Saint-Nic, dans les falaises élevées où se produisent de fréquents éboulements, on voit suspendues à 4 ou 5 mètres de hauteur de petites cases maçonnées qui s'entament et tombent peu à peu dans la grève. A Telgruc, ce sont des constructions d'habitation et de bains au village de Lézuon, un petit poste d'observation sur le bord de la mer, près du ruisseau du Caon, et d'autres traces à la pointe de Pen-ar-C'haon, à Beg-bihan-ar-C'hall et à la pointe de l'Aber. A Crozon, les maçonneries et les tuiles ne manquent pas dans le quartier de Morgat et sur plusieurs autres points ; mais il est temps d'arrêter là notre nomenclature.

Il était bon d'évoquer ces vieux débris du passé, de saluer ces vieilles villas qui servaient peut-être de cortège à la *Ville d'Is*, historique ou légendaire, et qui, assaillies et entamées par les marées et les tempêtes, s'éboulent peu à peu et s'en iront, les unes après les autres, dormir avec elle sous les flots.

J.-M. ABGRALL,

Chan. hon.



TRADITIONS POPULAIRES

DE

L'ILE D'OUessant

Sollicité par le vénérable président de vos études de participer à votre Congrès de Quimper, quoique n'ayant pas l'honneur d'appartenir à votre Association, je n'ai pas cru pouvoir me dérober à une invitation aussi flatteuse, et je me permets d'apporter à votre œuvre cette très modeste contribution pour laquelle, pressé que j'ai été par le temps, je réclame tout d'abord votre indulgence.

J'étais, il y a quelques semaines, à Ouessant. C'était, pour moi, un voyage de découverte avec tout ce que ce mot éveille d'impressions vives et fortes. J'abordais à l'île pour la première fois. Mon regretté maître, Luzel, m'y avait précédé voici vingt ans. J'avais lu sa relation. Mais il n'est que d'entrer soi-même en contact direct avec les choses. Ce coin d'Extrême-Occident, de plus loin que le *Bout-du-Monde*, exerçait sur mon imagination de pèlerin un attrait mystérieux. Ce ne fut pas sans une sorte d'émotion que je vis se dresser, par delà les eaux toujours agitées du Fromveur, la vieille Eussa, pareille à une énorme table de pierre couronnée de gazon.

J'y trouvai le plus charmant des accueils et le plus exquis des séjours. On se figure volontiers cette Atlantide bretonne enveloppée, assombrie d'un orage éternel : elle m'apparut ensoleillée et souriante, avec sa jolie steppe blonde où se pro-

flaient çà et là des toits de villages, où tournaient les ailes silencieuses de minuscules moulins à vent, où paissaient, attachés deux à deux au même piquet, des hordes innombrables de moutons. De même de la population qui l'habite. On s'attend à des visages un peu farouches, à des âmes fermées, taciturnes, imprégnées de la tristesse des solitudes qui les environnent : or, les iliens, pendant les belles journées d'août que j'ai passées au milieu d'eux, m'ont semblé aussi gais que leur île. C'était le temps où ils vquaient à la moisson, et vous savez qu'il n'est personne en ce pays qui ne possède son lopin de terre, tantôt encadré d'un mur de galets croulants, tantôt simplement délimité par des bornes. De quelque côté que je fisse route, je ne rencontrais que batteurs et batteuses brandissant sur l'aire des courtils de courts fléaux, bariolés de dessins étranges. La plupart me « bonjouraient » au passage. Que si je leur adressais la parole en breton, tout de suite ils faisaient une pause, essuyaient, du revers de leur manche de chemise, la sueur qui dégouttait de leurs fronts, et se montraient les plus ouverts, les plus communicatifs des hommes. Je leur dois, à eux et à leurs femmes, une foule de renseignements précieux sur les traditions, les légendes et les usages de l'île. Je ne vous en énumérerai, il va sans dire, que les principaux types.

Au moment où je me trouvais à Ouessant, on était encore sous le coup de l'émotion causée par le naufrage du steamer allemand *Miranda*, qui venait de se briser sur le récif de la Jument, et dont la carène se dressait encore au-dessus des flots.

— Voyez-vous, me disait à ce propos une vieille, il en a été de ce navire comme des autres : c'est par temps de brume qu'il s'est perdu.

Elle me conta le mythe de *paotr ar vrummyen*, du « gars qui fait lever la brume. » Imaginez-vous un petit génie malfaisant, un nain bizarre dont le cri inarticulé ressemble au coup de sifflet sinistre des courlis. Il tient à la main un rameau de genêt dont il fouette la mer, comme une crème, pour en faire sortir les vapeurs qu'elle contient. Il s'amuse beaucoup à ce jeu, et ses féroces petits yeux verts brillent d'une joie méchante à regarder monter les vapeurs, à les voir s'étendre,

s'épaissir, et tisser entre mer et ciel d'immenses toiles d'araignées où les bateaux se viennent prendre comme des mouches. Il est le grand artisan des naufrages ; rien ne lui est plus doux que les craquements du navire qui se disloque et la clameur suprême des noyés.

Ce gnome appartient aux temps mythologiques de l'île. Les bons thaumaturges celtiques du ^{vi} siècle qui évangélisèrent ces parages, s'efforcèrent de le combattre, mais ne réussirent pas à l'anéantir. — De ces grands saints migrants, hôtes momentanés d'Ouessant, on connaît le plus célèbre, saint Pôl ou Paol. Il a donné son nom à la bourgade de *Lampaol*, et l'on s'accorde à le considérer comme le patron de toute la terre ouessantine. Les insulaires cependant prônent plus volontiers les mérites de saint Veltaz (Gildas). Ils parlent avec respect de saint Paol, mais sur saint Veltaz ils ne tarissent point. « Celui-là, disent-ils, fut l'homme de Dieu par excellence. » Et ils vous content merveille de son esprit de mortification, de son infaillible sagesse, de la toute-puissance de ses vertus magiques. M. l'abbé Abgrall exaltait tout à l'heure devant vous la beauté toujours saisissante des églises en ruines que vous avez pu admirer, au cours de votre excursion, dans l'imposant désert de Penmarc'h. Avec quel enthousiasme ne vous eût-il pas décrit le sanctuaire de saint Veltaz, s'il lui avait été donné de s'y agenouiller ! C'est à l'extrême pointe d'Ouessant, sous le feu du phare du Créac'h. Une pente mollement inclinée conduit à un cirque de gazon — de gazon éternellement vert, affirme-t-on, — que ceignent de hautes parois de granit offrant les sculptures naturelles les plus étranges, les motifs d'ornementation les plus divers. Une brèche étroite y donne accès, et, dans le fond, une sorte de baie, taillée dans le roc, s'ouvre sur le spectacle prestigieux de la mer. Nous sommes loin des pauvres architectures humaines. C'est vraiment ici un temple comme Dieu seul s'entend à les édifier. Veltaz, dit la légende, y vécut, prosterné devant l'infini. On montre la plate-forme qui lui servait de lit, la source miraculeuse, tapie dans une anfractuosité, où il avait coutume de boire, la stèle fruste où il grimpait pour s'entretenir avec les oiseaux, avec les nuages ; enfin, dans une crique, au bas du sanctuaire, la roche écumante qui fut sa barque et sur laquelle il aborda,

un matin béni, aux rivages inhospitaliers de l'île. Une vaste forêt de toutes essences couvrait en ces temps-là les terres, aujourd'hui dénudées, d'Ouessant. Le Saint la traversait une fois par jour pour aller faire visite à saint Pôl, son frère en sagesse. Or, sa présence dans le pays n'avait pas été sans importuner certaines gens qui détestaient en lui *l'étranger*, l'homme venu du dehors. Ces personnes complotèrent de lui jouer un tour de leur façon. Donc, une après-midi, le sachant au bourg, elles mirent le feu à la forêt, persuadées qu'elles l'empêcheraient ainsi de regagner son ermitage de Loqueltaz et peut-être même le dégoûteraient de séjourner plus longtemps dans l'île. Mais leur malice fut déjouée, comme vous l'allez voir.

Le saint, après avoir médité en la compagnie de Pôl, s'en revenait tranquillement, selon son habitude, en lisant son bréviaire, lorsque la lueur rouge de l'incendie embrasant tout le ciel le força de lever les yeux.

Des arbres entiers flambaient comme de simples tiges de chaume ; les flammes, activées par le vent d'ouest, menaçaient de tout dévorer.

Mais Veltaz n'en fut pas ému.

Il s'arrêta, s'assit sur un rocher qui était là, sur le bord du chemin, à la limite d'un champ, et, ayant fait le signe de la croix, il étendit la main vers l'incendie, en disant :

— Feu, je suis plus puissant que toi. Je te commande de ne dépasser point cette roche où je suis.

La flamme vint jusqu'à lécher le bas de sa robe et soudain se coucha, comme une bête domptée. Et sur la cendre encore chaude un gazon dru se mit à pousser. Le saint regagna son ermitage sans encombre, à la grande confusion des mécréants. On vous montrera la pierre où eut lieu le miracle : elle a gardé le nom de *poz sant Veltaz*, la « halte de saint Gildas » ; l'empreinte de son corps y est restée marquée, et les femmes de cette partie de l'île, quand elles se rendent à la messe, le dimanche, ne manquent jamais d'y faire une « pause » en récitant un bout d'oraison.

Les légendes de ce genre foisonnent à Ouessant. Je m'en tiens à regret à ce spécimen. A regret aussi je passe sous silence les nombreux usages locaux que j'aurais plaisir à faire

entrer dans le cadre de cette causerie, si le temps ne me faisait défaut. Je veux du moins vous signaler le plus intéressant, le plus original de tous. Je n'étais pas loin de penser, avant de mettre le pied à Ouessant, que les rites funéraires des Bretons armoricains n'avaient plus pour moi de secrets, et j'eusse affirmé sans scrupule que la *Légende de la mort* en contenait, sinon tout le détail, vraisemblablement tout l'essentiel. Je n'ai plus le droit de parler de la sorte. Il y a dans ce livre une lacune considérable : Ouessant me réservait la révélation d'une coutume singulièrement vénérable et poignante. J'ai nommé le *Proella*.

Le sens du mot je l'ignore, et, si séduisantes que puissent paraître certaines étymologies, je veux m'interdire toute hypothèse. C'est affaire aux linguistes de nous renseigner à cet égard. Quant à la chose, la voici :

En un pays où tous les hommes sont marins, la mer prélève sur la race un nombreux tribut de victimes. Les cadavres que l'on retrouve ont toujours leur humble mausolée quelque part, fût-ce aux extrêmes confins du monde. Mais la liste est longue de ceux que l'Océan ne rend jamais, de ceux qu'il garde, ballottés au gré des vagues, en ses sépultures infinies et mouvantes. Ce sont les absents éternels, les perdus « sans nouvelles », sombrés avec leur navire ou leur barque, corps et biens. On se résigne difficilement, en Bretagne, à la pensée que le « disparu » ne goûtera jamais en terre bénite la paix du dernier repos. Et cette angoisse des survivants semble revêtir, à Ouessant, un caractère encore plus obsédant que dans tout le reste de la Bretagne. Aussi, par un pieux subterfuge, les Ouessantins ont-ils inventé un simulacre d'enterrement destiné à donner aux mânes du mort une apparence de satisfaction. C'est le *proella*. On procède de la manière suivante. Dès que le syndic a été prévenu administrativement de la mort d'un ilien, il mande, non la mère, ou la veuve, ou la fille, mais l'homme le plus ancien de la parenté, comme qui dirait le chef du clan, et il lui fait part du décès probable du « disparu ». L'ancien s'achemine aussitôt, par les sentiers de l'île, entre, d'un air de mystère, chez tous les membres du clan dont le nombre dépasse quelquefois soixante-dix et même quatre-vingts, et les avertit à tour de rôle, en se servant d'une

formule invariable, « qu'il y aura, ce soir, *proella* chez un tel ». Mais, ce n'est qu'à la tombée de la nuit qu'il se rend à la maison du mort. La chandelle est déjà allumée dans l'âtre : les femmes devisent en filant, inconscientes du malheur qui s'approche. On a frappé à la vitre, et voici qu'une pâleur soudaine se répand sur leur visage ; une d'elles va ouvrir, toute tremblante, et, à la vue de l'ancien, debout dans le cadre de la porte, avant même qu'il ait parlé, elle a compris. Lui cependant prononce la triste phrase sacramentelle :

— Il y a *proella* chez toi, ce soir, ma pauvre enfant.

Et c'est alors, dans le morne silence, une explosion de sourds gémissements, vite refoulés, car il faut vaquer sur l'heure aux apprêts funèbres. Sur la table déblayée des restes du repas, on étale une nappe blanche, on y dispose en croix deux serviettes ; sur ces serviettes, une petite croix improvisée avec les fragments d'une cire bénite, image symbolique du défunt. Une assiette dans laquelle on verse le contenu du bénitier de famille et où l'on met à tremper un rameau de buis, complète, avec les deux cierges allumés de part et d'autre sur les bancs, cette humble décoration funéraire.

Dehors, des pas résonnent dans le chemin pierreux. C'est toute la parenté qui arrive, des points les plus reculés de l'île, pour le *proella*. Et la veillée commence, suite de longues et tristes et monotones oraisons, entremêlées de causeries graves, à voix basse, où l'on s'entretient du mort comme si vraiment il était là, sous le toit des ancêtres, attendant de gagner sa tombe au pied des ormes rabougris qui bordent le cimetière.

Et on l'y porte, en effet, au lever du soleil, sous les espèces et apparence de la petite croix de cire couchée sur les deux serviettes de grosse toile. Un prêtre le vient quérir, au chant des paroles latines, et la foule des parents l'accompagne, vêtue de deuil, jusqu'à l'église neuve où le catafalque est dressé comme pour un véritable enterrement. La messe terminée, l'officiant ouvre une sorte d'armoire pratiquée dans le mur du sanctuaire et y enferme la croix de cire, parmi nombre d'autres symboles du même genre que les colères de la mer y ont accumulés. Elle y demeurera jusqu'au soir du 1^{er} novembre.

Ce jour là, après les vêpres des morts, on les transportera processionnellement, toutes les pauvres petites croix de l'an-

née, dans un monument spécial bâti au centre du cimetière, tombeau collectif, minuscule cénotaphe de tant de beaux gars ouessantins noyés au large et que l'île natale n'a jamais revus.

J'arrête ici ces brèves notations, heureux, Messieurs et Mesdames, si elles vous ont paru de quelque intérêt, heureux surtout si elles vous inspiraient le désir de faire un jour une connaissance plus ample et plus directe avec la terre et la race de l'antique Eussá !

A. LE BRAZ.



CHAPITEAUX

DE

L'ÉGLISE DE LOCTUDY

L'église de Loctudy fut construite, croyons-nous, dans la première partie du ^{xiii}^e siècle.

Les murs sont flanqués extérieurement de contre-forts droits. Les fenêtres anciennes sont étroites, à plein cintre et sans ornements. L'abside est ronde avec trois petites chapelles absidales également rondes, moins élevées. Cette abside est recouverte en pierres plates, sur lesquelles on a placé plus tard un toit en ardoises.

Intérieurement, l'église est partagée en trois nefs. Chaque pilier séparant la nef principale des collatéraux se compose d'un massif carré, sur chaque face duquel est engagée une colonne élégante. Ces colonnes soutiennent, les unes les doubles archivoltas en fer à cheval des arcades des travées, les autres les arcs doubleaux de la voûte romaine. Au-dessus de chaque arcade, une petite fenêtre étroite, cintrée, sans ornements.

Le chœur, entouré par le prolongement des collatéraux, est formé d'abord par une première travée semblable à celles de la nef, et se termine en un demi-cercle tracé par quatre colonnes isolées et monumentales assez rapprochées. Elles sont surmontées de lourds chapiteaux et soutiennent cinq arcades fort étroites à double archivoltas comme celles de la nef, mais extrêmement allongées en fer à cheval. Au-dessus

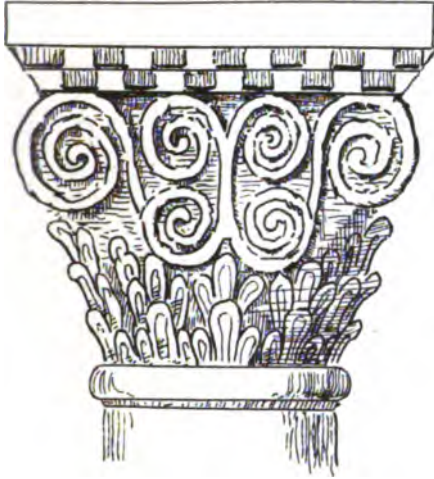


CTUDY (Finistère)



E. DUCREST

1



2



1



2



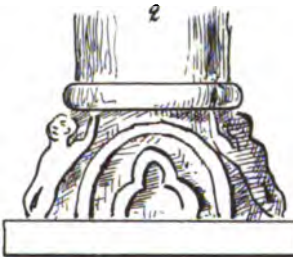
3



1



2



3





de chaque arcade s'ouvre une petite fenêtre à deux voussures ajourant une galerie pratiquée dans la muraille et formant une sorte de triforium. Dans les chapelles absidales, on retrouve encore d'autres colonnes fort intéressantes.

Les chapiteaux et les bases de toutes ces colonnes sont fort ornés et tous différents les uns des autres.

Etudions d'abord les quatre principales colonnes qui font le tour du chœur et dont les chapiteaux sont très monumentaux.

Le premier, en partant du nord, nous présente un tailloir dont la partie inférieure est couverte par un damier. A chaque coin, la volute classique très amincie en forme de cordon enroulé. Au milieu, la même volute se répétant au-dessous en forme d'X ; le bas du chapiteau entouré d'une couronne de feuilles de palmier ou d'acanthé.

Le second plus remarquable. Tailloir sans ornements. Au-dessous, sur chaque face, quatre volutes, les unes soutenant les angles, les autres le milieu du tailloir. Chaque groupe de deux est réuni sur une même tige sortant d'une sorte de fleur. Au milieu, une croix dont les deux bras horizontaux sont ceux d'une croix pattée ordinaire, mais dont le bras supérieur est allongé et lancéolé comme le haut d'une fleur de lys avec une côte très nettement indiquée. Le pied de cette croix, très mince et très long, sort de la pointe d'un cœur placé la tête en bas. Au-dessous de chaque volute d'angle, un personnage en pied, les bras pendants et vêtu d'une tunique, semble la soutenir. Le bas du chapiteau est orné d'une mince couronne de feuilles de palmier.

Le troisième chapiteau nous présente un tailloir orné, dans sa partie inférieure, d'un entrelac très fin. Au-dessous les quatre volutes, comme dans le chapiteau précédent, sortant par deux d'une fleur ici assez grossière. Des têtes au-dessous des volutes des angles. Entre les fleurs d'où partent les volutes, au milieu du chapiteau, un animal couché de formes assez héraldiques dont la tête est un peu fruste, un bœuf ou un lion. Au-dessous, une rangée de petites volutes émergeant d'une couronne de feuilles de palmier.

Le quatrième chapiteau a un tailloir assez orné dans sa partie inférieure. Chacune des faces présente six rosettes. Au

premier coup d'œil, on est tenté de les prendre pour des croix pattées, mais nous nous sommes assurés par une inspection plus approfondie, qu'entre chacun des bras de la soi-disant croix pattée, il y avait un autre bras ou feuille qui porte le nombre de ces rayons à huit. Au-dessous du tailloir, quatre volutes importantes, une à chaque angle, dont les tiges partent vers le milieu de la face d'un demi-cercle formé par une cordelière surmontant et inscrivant une large feuille de palmier.

Ces quatre chapiteaux présentent la même ornementation sur chacune de leurs faces.

Les bases de ces colonnes sont assez simples. Elles se composent d'un simple tore avec quatre griffes.

Les chapiteaux des colonnes engagées dans les pieds droits des piliers sont moins considérables, comme les colonnes qu'ils surmontent, mais beaucoup d'entre eux sont fort intéressants. Ils sont tous variés ainsi que les soubassements chargés d'ornements et aussi soignés que les chapiteaux eux-mêmes.

Le tailloir est pour tous très simple et sans ornement. Ici encore pas d'uniformité. Il y en a de plus ou moins larges. A tous, sauf un seul dont nous parlerons d'une façon spéciale à la fin, il y a deux volutes plus ou moins fortes, plus ou moins enroulées.

Voici ceux que nous avons cru les plus dignes d'intérêt.

Le n° 1 nous montre des écailles au-dessus desquelles, entre les volutes, se trouve incliné vers la gauche une sorte d'X formé par un cordon enroulé comme les volutes. Au-dessus des deux enroulements supérieurs, un autre petit enroulement.

N° 2. Une croix pattée portant un Christ. A droite et à gauche, sous les volutes, des feuilles de palmier.

N° 3. Les deux volutes sont montées sur une tige qui sort au milieu de la face d'un nœud élégant surmontant une petite quatrefeuille. Sous les volutes, aux angles, sortes de grandes feuilles triangulaires.

N° 4. Au-dessous du tailloir, entre les deux volutes, un élégant petit quatrefeuilles. Le reste du chapiteau est recouvert de petits losanges ou pointes de diamant.

N° 5. Au-dessous des volutes, tiges droites qui semblent les

soutenir. Entre les volutes et au-dessous d'elles, deux autres tiges ont dû soutenir un motif qui n'existe plus, mais dont la partie supérieure forme encore un angle sous le tailloir.

N° 6. Une quatrefeuille très nettement dessinée et sculptée, surmontée de deux feuilles lancéolées entre les volutes.

N° 7. Une croix fort large, pattée seulement dans sa partie supérieure, portant un Christ vêtu d'un petit jupon descendant jusqu'aux genoux. Les tiges des volutes sortent derrière les bras horizontaux de la croix, à droite et à gauche du pied de celle-ci petites feuilles de palmier.

N° 8. Ce chapiteau est entièrement différent des autres. C'est le seul qui ne présente pas de volutes. Les deux côtés sont occupés par deux petits personnages soutenant avec leurs bras et leurs têtes un tailloir très mince en forme de tablette. Les têtes sont grosses et grossièrement sculptées. Ils ont, comme vêtement, une tunique s'arrêtant à mi-jambe. Entre les deux, il y avait un motif qu'on ne peut plus distinguer. Fréminville a vu là un chevalier du Temple et un chapelain du même ordre, et entre eux un autel sur lequel était placée une image. Pour lui, ce chapiteau et les croix pattées que nous avons relevées ailleurs, constituent la preuve que les Templiers ont possédé Loctudy et construit l'église que nous voyons.

Cette opinion avait été généralement adoptée jusqu'à ce jour. En quelques mots nous allons exposer les raisons qui nous autorisent à penser que Fréminville s'est trompé.

Saint Tudy, disciple de saint Corentin, avait réuni en ce lieu un certain nombre de moines, et une véritable abbaye y existait avant l'invasion des Normands. Lorsque ceux-ci furent définitivement chassés, un Tiern, revenant de la Grande-Bretagne, s'empara des biens de l'ancienne abbaye demeurés sans possesseurs depuis sa destruction. Vers l'an 1000, époque de grande ferveur, ce seigneur ou l'un de ses successeurs, pris de remords, releva de ses ruines l'église du saint vénéré dans la contrée et y fonda trois prébendes auxquelles il se réserva de nommer les titulaires. Cét état de choses dura jusqu'en 1220.

A cette époque, Hervé du Pont, descendant du fondateur, qui jouissait encore des anciens biens de saint Tudy, les res-

titua à l'église de Quimper. Par un acte en date du lendemain de l'Epiphanie, 1220, que nous trouvons au cartulaire de saint Corentin, Hervé du Pont déclare que sa mère et lui ont fait abandon de tous les droits qu'ils *exerçaient* sur l'église de saint Tudy et sur les églises qui en dépendaient, sur leurs possessions, les terres et les hommes et généralement toutes les choses que possédait Yves du Pont avant lui. L'évêque de Cornouaille, Raynaud, fait à son tour cette déclaration significative : « J'ai libéré complètement Hervé du Pont et ses hommes des fruits des Eglises perçus depuis le temps de la spoliation. »

Ainsi, après la destruction de l'abbaye et depuis le retour des Bretons en Armorique, les prédécesseurs d'Hervé du Pont ont toujours possédé les biens de saint Tudy. Les nominations des chapelains de la collégiale, qu'ils avaient fondée, étaient faites par eux. A partir de 1220, l'évêque de Quimper reprend la possession de cette église et de ses biens. Il la conserve jusqu'à nos jours. Il n'y a point de place pour les Templiers dont au reste aucun document n'indique la présence dans cette région.

L'étude des bases des colonnes n'est pas moins intéressante et, quoiqu'il y en ait beaucoup de mutilées, il en est encore de fort curieuses et très bien conservées. Nous n'en citerons que quatre qui nous ont paru les plus dignes d'attention.

Dans la première nous voyons un animal passant. Le corps est levreté, la tête un peu forte. Elle est levée comme si l'animal voulait manger les feuilles d'un arbre dont le tronc se dresse derrière lui et se courbe au-dessus de sa tête. Un petit personnage dont la moitié du corps seulement sort du sol, lève le bras pour atteindre le nez de l'animal et l'empêcher sans doute de manger. Sur les coins de la base des croix pattées.

Le deuxième est orné de petits personnages debout sur les angles. Le centre est occupé par une sorte d'encadrement à plein cintre inscrivant un petit trilobe.

Le troisième nous présente deux petits personnages, un homme et une femme, nus et accroupis.

Le quatrième est orné d'un quadrilobe enfermant deux mailles de chaîne fort allongées et posées en croix d'un effet très décoratif.

Les grands chapiteaux de Loctudy sont probablement les plus beaux que le style roman ait produits dans notre région. Aucun de ceux qui subsistent dans nos rares églises romanes ne leur est supérieur. Il y aurait une étude très intéressante à faire sur la genèse et la filiation de ces sculptures et des comparaisons à établir entre ces diverses églises, notamment celles de Sainte-Croix de Quimperlé, de Landevennec et quelques débris d'anciens édifices, comme Perguet; nous n'avons pas osé nous lancer pour aujourd'hui dans cette voie, ne connaissant qu'imparfaitement certains de ces monuments. Mais nous croyons dès aujourd'hui pouvoir affirmer que le roman en Cornouaille avait produit des œuvres qui ne le cédaient en rien à celles que d'autres provinces ont conservées, et que particulièrement ces quatre chapiteaux de Loctudy présentent de nombreux traits de parenté avec les plus beaux de l'Auvergne et du Poitou.

E. DUCREST DE VILLENEUVE.



CHAPITEAUX

DES

ÉGLISES DE FOUESNANT ET DE PERGUET

L'église de Fouesnant fut construite dans la première partie du XII^e siècle.

La nef est formée de cinq travées. Elle est accompagnée de deux collatéraux et se termine en un transept dont les bras sont peu développés. Celui-ci précède une abside qui a été refaite sans avoir égard au plan primitif. Il est probable qu'elle fut à l'origine ronde et à coupole, mais sans piliers ni déambulatoire. Les transepts, décorés de colonnes portant une triple arcature, étaient éclairés par de belles fenêtres à pleins cintres dont l'archivolte est garnie d'une moulure ronde retombant sur les chapiteaux d'élégantes colonnettes. Malheureusement, elles sont aujourd'hui bouchées.

Les quatre piliers du transept sont fort remarquables, autant par leur importance que par leur élégance. Ils soutenaient une tour qui a disparu. Ils se composent d'un massif carré présentant sur chaque face un pied droit, et au centre de celui-ci une colonne engagée. En général, les autres piliers sont cylindriques et flanqués de quatre colonnes engagées.

Les arcades sont à plein cintre en fer à cheval à claveaux très réguliers et à double archivolt. Tous les chapiteaux étaient variés et fort soignés. Malheureusement beaucoup d'entre eux sont aujourd'hui trop frustes pour être décrits.

Voici ceux que nous avons vus et dessinés, ou que nous avons pu retrouver dans d'anciens dessins.

N° 1. Deux femmes nues, accroupies, soutenant le tailloir de leurs bras.

N° 2. Feuilles imbriquées. Aux coins, sous le tailloir, tête de bélier.

N° 3. Trois volutes superposées à chaque angle. Au centre, double volute sous le tailloir. Toutes les volutes sont portées par de minces tiges sortant toutes du même point central au bas du chapiteau.

N° 4. Chevrons curvilignes dont la convexité est en dedans vers le centre de la face, qu'ils garnissent entièrement.

N° 5. Têtes aux coins sous le tailloir sortant d'une feuille de palmier. Au centre, un ensemble de traits formant un dessin bizarre, représentant une roue supportée par un trapèze, au milieu duquel est une croix avec des diagonales dans chaque canton.

N° 6. Un damier.

N° 7. Un personnage nu accroupi, soutenant le tailloir avec sa tête, et tenant dans chaque main une mince feuille d'acanthe surmontée d'un fruit qui garnit chacun des coins.

N° 8. Deux petits personnages vêtus d'une tunique courte à chacun des coins. Leurs bras soutiennent une tige qui, partant du bas du chapiteau, s'arrondit en forme de volute sous les coins du tailloir. L'espace compris entre les deux tiges forme un trapèze divisé en un certain nombre de carrés. Dans chacun d'eux est une croix ordinaire compliquée de diagonales formant une croix de Saint-André sur la première, comme dans un des chapiteaux précédents.

N° 9. Deux personnages, les mains jointes, vêtus d'une tunique supportant le tailloir sur leurs épaules.

N° 10. Feuilles imbriquées avec volutes aux coins dans le tailloir.

N° 11. Deux personnages un peu frustes à ventre très proéminent supportent tout le tailloir avec leur tête et leurs bras, ceux-ci passant l'un sur l'autre.

N° 12. Deux personnages, nus et accroupis, supportant le tailloir avec leurs têtes et leurs bras.

Chapiteaux de l'église de Perguet.

L'église de Perguet a été fort mutilée. N'étant plus paroissiale, elle est dans un grand état d'abandon. On y retrouve les mêmes caractères qu'à Fouesnant d'où elle est peu éloignée. Elle fut évidemment construite à la même époque.

Extérieurement les murs de la partie la plus ancienne sont en petit appareil flanqués de contreforts droits. Le pignon ouest, où se trouve l'entrée principale, a conservé tout son caractère.

Intérieurement elle a été remaniée fort malheureusement. La seule chose véritablement intéressante qu'on y trouve, et remontant à l'époque de la construction primitive, ce sont deux colonnes engagées surmontant les pieds droits de deux piliers de la nef. Ces piliers carrés présentent un saillant ou pied droit sur chacune de leurs faces. Ceux qui sont dans le plan des arcades de la nef, soutiennent celles-ci. Le saillant du côté intérieur dans la nef s'arrête à la hauteur de ces arcades et est surmonté par une colonne, qui supporte un second étage d'arcades pleines, dont l'archivolte aux claveaux réguliers a beaucoup de relief sur le mur.

Il ne reste plus que deux de ces colonnes. L'une est fort mutilée. Nous avons pu à grand peine retrouver le dessin du chapiteau et de la base de l'autre noyés dans un affreux badigeon.

Le chapiteau présente un entrelac assez compliqué et très soigné. La base est ornée de feuilles longues et parallèles formant une sorte de canelure. Elle est surmontée et soutenue par un tore. Celle du bas était accompagnée de griffes aux angles.

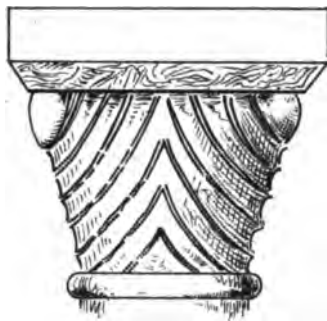
E. DUCREST DE VILLENEUVE.





LITH. REN

4



8



12

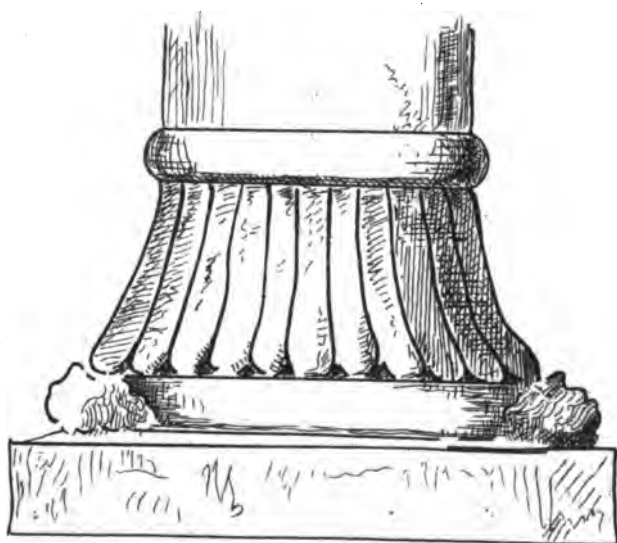


E. DUCREST



EGLISE DE PERGUET

Chapiteau
& Base
de Colonne





LES

PETITES ÉCOLES DANS LE FINISTÈRE

AVANT 1789

Un éminent critique, M. Ferdinand Brunetière, de l'Académie française, parlant des études relatives au passé de notre pays, indique une orientation, une tendance nouvelle dans les esprits cultivés. « Il y avait beaucoup à faire », dit-il, « et l'on a beaucoup fait. Nous avons, assez indécemment, oublié que nous étions les fils de nos pères : nous commençons à nous en ressouvenir... Et les érudits, province par province, ville par ville, sont en train de reconstituer la carte historique de l'ancienne France. »

On y travaille, M. Ferdinand Brunetière le constate, de toutes façons et par toutes sortes de méthodes.

Il y en a qui se bornent à publier des pièces ; d'autres qui se réduisent à l'étude statistique telle que celle de l'instruction primaire avant 1789, dans les pays qui ont formé tel ou tel de nos départements : « *Il semble que l'on puisse dès à présent indiquer les grandes lignes, peut-être encore un peu flottantes, mais déjà suffisamment nettes, d'une histoire de l'Instruction primaire sous l'Ancien Régime.* »

C'est un maître qui le vérifie avec compétence : le plan se dessine, les fondements sont déjà à fleur de terre, les ouvriers se multiplient et ne manquent pas d'entrain à l'ouvrage. Qu'il nous soit permis d'apporter à l'édifice le tribut de quelques moëllons mal dégrossis, mais qui, faisant nombre et masse dans la construction, ne seront pas inutiles pour la vaste enquête ouverte sur l'enseignement populaire en Basse-

Bretagne avant 1789. A cette fin, je vous présente quelques modestes documents ; je les crois propres à faire connaître, une fois de plus, comment on donnait vie à une petite Ecole et on l'entretenait, on l'instituait et on la faisait fonctionner, pour la rendre utilement pratique et profitable à la cause si intéressante des classes rurales.

I

Un relevé d'Ecoles en Cornouaille en 1498.

La pièce sur laquelle nous appelons votre attention est extraite d'un relevé des deniers auxquels étaient taxées les paroisses de Cornouaille, en l'an de grâce 1498, pour petites Ecoles, c'est-à-dire pour le *Sceſ* ou sceau, enregistrement et expédition des pages de nomination des maîtres d'écoles. Ces deniers, le Receveur devait en prendre décharge au cours de la visite pastorale.

Cette vénérable feuille de parchemin, avant de revoir le jour, a longtemps servi d'habit à un registre paroissial moisissant en silence dans un quartier des environs de Quimper. Elle énumère trente-trois petites Ecoles, mais, il faut bien se le dire, ce n'est qu'une feuille détachée d'un registre plus volumineux, et par l'inspection de cet extrait, il est facile de deviner l'intérêt que nous eussions eu à posséder le tout.

Ce document énumère trente-trois paroisses, et le groupement de ces paroisses, tel qu'il y est présenté, indique que le tarif a tenu compte des quartiers et régions, et non du hasard ou bien de l'ordre alphabétique, pour le dresser.

Il serait même utile de suivre les indications qu'il donne sur une carte de l'ancien Evêché de Cornouaille. On verrait, par exemple, que la région du Cap Carval, de la Palue de Tréguennec, du Cap Sizun, est admirablement desservie au point de vue de l'instruction. Le pays actuel de Crozon n'est pas trop dépourvu d'Ecoles, et il faut avouer que ce point

important de défense contre l'étranger, était bien défendu par ses Ecoles contre cet autre ennemi : l'ignorance !

On pourra en juger par la lecture du tableau de 1498, que nous donnons ici :

Chiffre de la taxe.

Pour les Ecoles de *Ploëbanalec*,

- *Ploëvan*,
- *Pont-l'Abbé* (trêve de Plobanalec),
- *Ploëmeur* (paroisse agrandie par l'adjonction d'une partie de Beuzec Cap Carval),
- *Primelin*,
- *Goulchien*,
- *Cléden Cap Sizun*,
- *Pont-Croix*,
- *Ploëlan*,
- *Ploëdregat*,
- *Argol*.
- *Camaret*,
- *Crauzon*,
- *Ploëmodiarn*,
- *Ploecastel-Daulas*.

(Au verso :)

Pour les Ecoles de *Hanfvec*,

- *Landerneau*,
- *Rosnohen*,
- *Brasparz*,
- *Lannédern*,
- *Plusguellec*,
- *Pleyben*,
- *Corllay*,
- *Ploeven*,
- *Landeveau*,
- *Coray*,
- *Leunhan*,
- *Rostrenen*,
- *Carhès*,
- *Banazlec*,
- *Faoët*,
- *Langonet*.

Arch.

II

Pougasnou.*(Ancien Evêché de Tréguier.)*

Je dois à la bienveillance inaltérable de notre cher Vice-Président de la Société archéologique du Finistère, la communication des deux pièces concernant cette paroisse. M. le chanoine P. Peyron est un riche, mais c'est un bon riche qui ne lésine pas et sait partager ses trésors d'érudition et d'archives, avec ses confrères moins bien pourvus.

Le premier document est de 1574, et le second de 1652.

(A). — En l'an 1039, la Duchesse Berthe, veuve d'Alain III, avait donné la prévôté de la paroisse de Plougasnou à l'Abbaye de Saint-Georges de Rennes, si riche et si opulente, et qui tenait de plus, la paroisse de Saint-Pierre-Saint-Georges et celle de Grehaigue. La famille de la Fayette a donné une Abbessse à Saint-Georges de Rennes, et une Prieure à Saint-Georges de Plougasnou.

Au vu de la pièce présentée ici, il serait difficile de ne pas admettre que, de temps immémorial, la chapelle Saint-Georges servait de local aux petites écoles existant dans la paroisse, depuis longtemps, *déjà en 1574 !*

Le dimanche 26 septembre 1574, à l'issue de la grand'messe, après avoir ouï les saints offices, le corps politique s'assemble pour délibérer. Scrupuleusement on énumère les prêtres présents de la dite paroisse, puis « les nobles gentz » puis « les gens partables. »

Les nobles gens devaient avoir une représentation considérable de leur Etat, puisque les derniers éditeurs d'Ogée citent plus de 70 maisons nobles à Plougasnou, en protestant ne citer « que les principales. »

Le corps politique « faisant la plus saine et mair voir « desdits paroissiens », dès le début de la délibération, dépose une affirmation de principes, qui fait honneur à sa judiciaire et à son sens pratique :

« *Les deniers employés à l'entretienement de l'Escole en lad. paroisse ne sçavoir estre mys ne employés en usage plus louable, vertueux et nécessaire à la république.* »

De gens qui raisonnent si bien, on ne peut suspecter le bon vouloir, mais, pour arriver à l'exécution, leur bonne volonté est entravée par une difficulté : une malheureuse question d'argent :

« *Les deniers que l'on peut esliger des Escholiers ne sont suffisant pour y entretenir Maistre.* »

Le besoin était pressant, urgent, hors de discussion ; pour y parer, les paroissiens de Plougasnou dirent peu et firent mieux, comme l'acte lui-même le démontre.

« D'un commun consentement, il est décidé qu'il fut payé à M^e Sébastien Lucas, demeurant à présent à Guimaëc, présent audit prosne, stipulant et acceptant pour tenir ladite Escole et instruire la jeunesse es bonnes lettres et mœurs, en la chapelle de Saint-Georges, lieu accoutumé de ce faire, en lad. paroisse, la somme de vingt escus pistoletz. »

Notre document fournit un détail précis sur la durée de l'année scolaire : dix mois, des premiers jours d'octobre au 20 juillet :

« *Ladicte Escole doit commencer le mardi suivant en huit jours (5 octobre) et continuer jusqu'à la foire de Sainte-Marguerite de Pontmenou prochain et suyvant.* »

Cette date fixée pour la clôture des classes à Plougasnou, appelle notre attention sur une particularité du calendrier, dans ce pays. Pont-Menou (ou Pont de Saint-Menou) est un gros village situé sur le Douron qui sépare le Finistère des Côtes-du-Nord. La foire de Sainte-Marguerite a toujours eu une telle importance que les vieux Trégorois nomment le mois de juillet, en langage breton, *Mis Foar Pont Menou* : le mois de la foire de Pont-Menou, de même qu'ils appellent le mois de juin, « *Mis Gouel Yan* », le mois de la fête de Saint-Jean, en l'honneur de Saint-Jean du Doigt.

Le corps politique constitue les émoluments et précise les échéances de paiement à faire à M^e Lucas.

« Pour valoir lesdits vingt escus, est ordonné par lesd. paroissiens à François Geffroy et Jehan Clech a present Gouverneur de la chapelle de Saint-Jehan Tuonmeriadec

« payer aud. M^e Lucas la somme de 20 l. monn., dans le
 « commencement et entrée en lad. charge; et le surplus et
 « résidu desd. vingt escus luy sera payé par les subséquens
 « gouverneurs d'icelle chapelle de Saint-Jehan, au finissement
 « de ceste Escole. »

Voilà donc établi le traitement fixe à prendre sur les revenus de Saint-Jean; il restait à décider ce qui se devait faire pour l'éventuel ou la rétribution exigible par le Maître: c'est un point que nos délibérants de Plougasnou, gens prudents, avisés et prévoyants, s'attachent à décider. Ils n'ignoraient pas que l'on trouvait souvent des maîtres peu scrupuleux, exploitant les familles, spéculant sur les riches et repoussant les pauvres. Pour prévenir ces abus, le corps politique déclare que le Maître, « Néant-moins (outre) lesd. 20 escus prendra des
 « Escoliers par chacun mois durant sa charge, sçavoir :

« De chacun des partistes 2 sols Tournois, et des abécédaires,
 « choristes, donatistes et rudimentaires, un soult tournois, —
 « sans en ce comprendre les autres devoirs scolastiques. »

La supériorité de la rétribution payée par les *Partistes*, indique aussi la supériorité relative de cette catégorie d'écoliers sur les autres; en effet, il semble qu'ils devaient être les plus avancés de l'école: à eux le Maître révélait les secrets de la *partition*, ancien nom de cet exercice que nous appelons aujourd'hui tout simplement l'*analyse grammaticale*. On le voit ainsi dans le précieux dictionnaire de Trévoux (T. V. P. 218): « En grammaire on appelle *parties d'oraison* tous les
 « mots qui rentrent dans la composition d'un discours: en
 « termes de grammaire, faire les parties d'un discours, pour
 « marquer si un mot est un nom ou un verbe ou autre chose
 « de cette nature. »

Les *Donatistes*, ne pas confondre avec les hérétiques de ce nom, étaient les élèves *mis sur la grammaire de Donat*, grammairien, né en 333 après J.-C., qui a traité *ex-professo* des huit parties du discours à l'usage des commençants. Il fut le précepteur de saint Jérôme: ce qui n'est pas d'une petite gloire. On dit plus tard *Donatiste*, comme on eût pu dire dans la suite des temps, « Un Noël-Chapsalien », pour un disciple de Noël et Chapsal.

Outre la rétribution scolaire taxée à deux degrés, on voit que le maître d'école de Plougasnou avait le bénéfice des déb-

voirs scolastiques, » c'est-à-dire des fournitures de classes, telles que plumes, encre, papiers, etc.

A la fin de cet acte si court dans sa teneur et que j'ai rendu si prolixe avec la prétention de l'analyser, nous retrouvons avec une sympathie profonde, comme conclusion, cette belle et sainte recommandation, ce solennel avertissement au titulaire de la petite école de Plougasnou :

« *Bien est dict qu'il respectera les notoirement pauvres et indigents des quels il ne prendra aucun salaire.* »

(B.) — La pièce d'archive que je vais résumer ensuite, n'est pour les conditions et les termes, qu'un rappel de l'acte de l'an 1574 : ce qui fait son intérêt, c'est qu'elle nous fournit un renseignement sur le recrutement du corps enseignant.

Le 3 novembre 1652, « au prosne de la grand'messe, vénérable Messire Pierre Guéguen, curé de Plougasnou, remontra de la part de noble et discrept Messire Michel Tépault, sieur de Rumilin, chasnouaine de Treguer, grand pénitancier de Mgr l'Esvêque de ce diocèse et Recteur de lad. paroisse, que désirant toujours l'utilité et profits tant des petits et grands dicelle, il auroit prins la paine de prier M^e Thomas Barazer pour tenir « lad. escole et instruire la jeunaisse l'année courante en la chapelle de Saint-Georges, lieu accoutumé, etc... »

Mais outre l'examen préalable, ce M^e Thomas qui prend la lourde charge de régent d'école, présentait-il quelques références.

Le curé n'hésite pas à répondre à son avantage, « *le présent tant homme de bonne vie et mœur, et versé aux études et Lettres jusques avoir faict son cours en la philosophie.* »

Ce brevet était bien flatteur pour celui qui le recevait, mais rassurant aussi pour ceux qui avaient à l'enregistrer.

Il s'était trouvé aux prises avec des traités bien épineux ; non pas avec ces manuels débonnaires où on se contente d'enseigner que *l'or est un vil métal*, qu'il faut se défier des *vils flatteurs*, mais bien avec ces gros livres latins où il avait puisé une connaissance quelconque de la dialectique, de la logique, la cosmologie, etc.

C'était une bonne fortune pour la paroisse de Plougasnou, habituée, peut-être, à être toujours aussi heureuse, et par là, à être exigeante sur les qualités de ses maîtres d'écoles.

III.

1697 : Plounévez-Lochrist.*(Evêché de Léon.)*

« Le cinquiesme du mois de febvrier mille six cent nonante et sept, » demoiselle Julienne Huon, dame de Kerhulaouen, « demeurant près du bourg paroissial de Plounévez, » fait appeler près d'elle deux notaires royaux et apostoliques de la cour de Lesneven.

Elle était alitée lorsque se transportèrent les deux tabelions, mais avant toute chose faire, ils constatèrent qu'elle était « malade, mais saine d'esprit et de jugement. »

Il y avait six ans que la digne dame avait, pour mettre ordre à ses affaires, dicté son testament avec plusieurs clauses constitutives de chefs de rente, devenues postérieurement contraires « aux intentions directes de ladite dame. » Son vouloir est, déclare-t-elle, « de prévenir aux inconvénients « qu'y pourroit arriver après son déçoix, norir paix et union « entre Messieurs ses héritiers », et à cette fin, « elle révoque « et rétracte toutes les dispositions testamentaires précédentes sauf, et sur la réservation qu'elle faict de celuy qui « porte sur la fondation de faire escole aux enfans de la paroisse « en l'Eglise mère dud. Plounévez. »

Dès ce moment et « pour cet effect, elle transporte estroussement à celuy qui sera dénommé et pourveu pour faire « lad. Escole et en attendant au fabricque à présent en charge, « le lieu et convenant noble de Keruzval (ou Kerusgoal), seulement appartenances et despendances de la manière qu'il est « tenu en ferme par Louis Toncq, fermier pour payer par an, « la somme de quatre-vingts quatre livres, relevant du fief du « Penhoat et quitte de charge. »

Sans cette dernière clause : *quitte de charges*, la fondation n'eût pu être insinuée à la Chancellerie de l'Evêché de Léon.

Pour la mise en possession de ce *quasi-bénéfice*, la noble Dame nomme un procureur avec engagement de ratifier tout ce qu'il fera, et l'église rentre en possession des fruits qui seront perçus à la Saint-Michel après la mort de la fondatrice, et ainsi à pareil jour d'an en an, et à perpétuité.

Mais à qui revient la nomination du Maître ? « *Ladite Dame fondatrice prie vénérable et discret Messire Jean Broshec prestre a presant sieur Recteur de lad. paroisse de Plounévez de faire la nomination d'une personne capable et honeste pour faire lad. fonction, auquel et à ses successeurs recteurs de lad. paroisse transporte les droits de nomination.* »

La Dame de Kerullaouen avait trouvé, pour organiser la nouvelle Ecole, un homme que désignaient pour cette œuvre, et ses qualités et l'importance de ses fonctions. Avant de devenir recteur de Plounévez, à l'arrivée des PP. de la Mission ou Lazaristes, à Saint-Pol-de-Léon, il était supérieur du séminaire. De plus, il était *Scholastique* du diocèse, c'est-à-dire ayant charge d'instituer les maîtres et maîtresses d'écoles et leur donner le *visa* pour enseigner, dans toute l'étendue de l'Evêché de Léon. Cette fonction était une des plus élevées de la hiérarchie diocésaine, et on en jugera par l'article 25 de l'Edit d'avril 1695, qui accordait bien aux Evêques le pouvoir de révoquer directement les maîtres, mais seulement dans les petites paroisses, tandis que dans les villes et paroisses importantes, pour les causes de destitution, on devait les évoquer devant les scolastiques. Ils formaient même une juridiction à part, ayant, à leurs côtés, un greffier et un promoteur.

Messire Jean Brohec devait, de plus, être un homme de tact et d'intelligence, à en croire le choix que fit de lui le seigneur Evêque de Léon, comme deuxième arbitre, dans une longue procédure évoquée au Parlement de Rennes. Il s'agissait d'une affaire de règlements de comptes pour réparations au presbytère, querelle envenimée par des rancunes et des passions locales où prit sa bonne part Jean Huon, sieur de Keskourel, qui sans doute tenait de près à Damoiselle Julienne Huon, Dame de Kerhullaouen.

Faudrait-il voir dans ces passions locales, peut-être familiales, ou dans une façon de voir personnelle et absolue, l'occasion d'une réserve que la digne Dame fait insérer à l'acte de

fondation : « et ne pourra, fait-elle dire, *led. sieur Recteur* « d'aprèsant ny ses successeurs nomer ny prendre aucun de ses « domestiques, ny de Messieurs les Curez ni soub curez de faire « lesdites Escolles, ny faire ladite Escole pour descharge de celuy « qui y sera nommé. »

Cette disposition est d'autant plus curieuse à relever, qu'elle paraît en contradiction avec ce qui se faisait généralement ailleurs où le prêtre, chapelain ou curé, semble être l'instituteur-né de la petite école paroissiale.

(Cf. les Statuts de 1701, pour le diocèse de Cornouaille, et surtout le registre des visites pour le même diocèse en 1781 : documents souvent compulsés et cités.)

L'Ecole doit durer quatre heures par jour sur semaine, et commencer à neuf heures du matin et à une heure de l'après-midi, soit « deux heures par classe successivement. » Le recteur prêtera l'église pour local, ou « une maison honneste à sa commodité et à celle des enfans. »

IV

1686-1791. — Plounéour-Trez.

(Evêché de Léon.)

En 1781, le 29 juillet, le corps politique de cette paroisse avait décidé que les papiers de l'Eglise seraient inventoriés, puis transportés au presbytère dans une chambre plus propre à leur conservation et aux délibérations de la communauté. Ce ne fut qu'en mai-juin 1783 que cette décision fut mise à exécution et qu'on en chargea Messire François Raoul, sieur de Kerlan, faisant fonction d'archiviste de l'Evêché de Léon. L'opération fut menée de main de maître ouvrier : elle prit du temps, exigeant patience et sagacité, et fut payée la somme de 207 livres.

Depuis, les actes et pièces mentionnés dans cet Inventaire et Répertoire ont pu disparaître, mais il nous en reste un

dupliquata authentique comme la photographie d'une preuve écrite soumise aux Assises et vérifiée à dire d'expert.

Le chapitre II du Répertoire concerne « *l'Etablissement des petites Ecoles en la paroisse de Plounéour-Trez, en faveur des jeunes garçons et jeunes filles de lad. paroisse.* »

1. *Ecole des filles.* — La damoiselle Jeanne Guillou, veuve de feu noble homme Hervé Cabon, demeurant lors au bourg de Brendaouëz, paroisse de Guissény, passe, le 10 janvier 1686, contrat avec le général, « *afin d'établir et de fonder une matresse d'école pour instruire les jeunes et petites filles.* » La fondatrice tient à faire savoir que son intention, en le faisant, est « *pour suppléer aux intentions qu'avoit pu avoir son deffunt père, qui ne peut faire aucune fondation, ayant été surpris par la mort subite !* » On le comprend pour le présent !

En regard de l'acte de fondation, l'Inventaire porte donation de 60 livres tournois pris sur différents terroirs dûment énumérés, et dès ce moment les Fabriques font mention dans leur décharge de ces 60 livres.

Au chapitre V, nous voyons relever des Lettres recognitives fournies à la fabrique par noble homme Pierre Cabon, sieur de Lesmaïdic, de 60 livres de rente foncière sur une maison manale et terres situées au village de Pont ar Groaz, suivant l'acte de fondation de sa mère, Jeanne Guillou, dame du Poulmic, de petites Ecoles en la paroisse, à la date du 8 janvier 1688.

La possession de cette rente ne fut pas possible, car nous trouvons aux années 1709-1710, la mention d'une liasse de procès entre Jean Prigent Cabon, sieur de Lesmaïdic, autre fils de Jeanne Guillou, appelant d'une sentence de la cour de Lesneven, débouté de sa demande en non validité de la fondation faite par sa mère en 1688.

Au cahier des comptes, nous trouvons rapportés les frais de l'instance, et notons à la date de 1711 : « *Payé à David Noël, député pour aller à Rennes défendre contre le sieur de Lesmaïdic, la fondation de l'Ecole. . . . 30 livres.* »

Au chapitre X du Répertoire, dans le cahier des Assemblées et délibérations, nous trouvons une décision du 4 mai 1783 « *par laquelle le corps politique aurait nommé pour maitresse d'école aux petites filles de la paroisse en la place de feu*

« Marie Roudant, honorable fille Catherine Bodennec, sœur
 « du Tiers-Ordre du Mout-Carmel, laquelle se conformera aux
 « dispositions de l'acte de fondation et testament de feue dame
 « Jeanne Guillou. »

Or, je sens un grand dépit de n'avoir au long cet acte important qui nous eût édifiés sur les conditions d'être et le modeste programme d'enseignement de cette école rurale de fillettes et de jeunes filles.

Le traitement de la maîtresse d'école des filles est toujours fixé et payé à raison de 60 livres jusqu'en 1792, où la somme acquittée ne fut plus que de 48 livres, et l'année suivante Marguerite Grall reçut « *pour avoir fait l'école aux petites filles, 57 livres.* »

2. *Ecole des garçons.* — Si l'école des filles, grâce aux diligences de sa bienfaitrice, devança l'école des garçons par la date de sa fondation, le corps politique s'était préoccupé, dès le 11 janvier 1688, d'acquiescer un fond pour créer une école de garçons, de ses deniers. Au 26 janvier 1690, nous constatons que les négociations avaient pu être bien mûries, mais qu'elles n'avaient pas abouti rapidement. A cette date, nous relevons en effet un contrat de vente consentie par Messire Jean Le Dourgui, sieur de Rosserf, demeurant au manoir de Lannoser, paroisse de Plabennec, « à Alain Favé et Derrien, pour tourner
 « au bien de la Fabrique et le fond être employé pour les Petites
 « Ecoles, conformément à la déclaration du Roy et Ordon-
 « nances du seigneur Evêque et actes prônax référés aux
 « Registres. »

En 1697, le seigneur de Penmarc'h donne quittance aux Fabriques de la somme de 150 livres, indemnités à lui dues sur les héritages vendus et engagés, et relevant de lui à titre de fief. L'acte d'acquêt porté en regard de l'acte de fondation désigne que le fond est constitué sur une maison avec jardin, au Pénity, en Goulven, avec autres terroirs dénommés au long.

Les comptes des Fabriques, dès le commencement, portent en décharge « 84 livres pour petites Ecoles des Garçons. » Au chapitre XI du Registre-Répertoire, sont inventoriés les cahiers des comptes. Plounéour, paroisse riche et opulente, avait, outre le sieur recteur, un clergé de 5, 6 et 8 prêtres à

demeure. Ils desservaient l'école des garçons à tour de rôle, ils étaient rétribués *au cachet*, rémunérés *au prorata* de leurs services et journées de classes.

Jusqu'en 1759, souvent le détail manque, mais de cette date à 1769, on suit avec la plus grande facilité, dans les libellés des dépenses, et an par an, la mention faite de « la desserte de l'école des garçons », montant à 100 livres.

En 1782, nous trouvons aux comptes : « Payé à M. Corfa, curé, pour petites écoles des garçons. 42 l. 15 s.

A M. Le Goff, curé, tant pour fondations que pour petites écoles des garçons. 103 l.

A M. Le Borgne, pour petites écoles. 21 l.

A M. Guillerm. 7 l.

Ce qui justifie la desserte de 100 livres, en supposant que le compte de M. Le Goff était pour petites écoles 40 livres, et le reste pour fondations, soit 63 livres. M. Guillerm, porté à 7 livres, avait, lui, beaucoup moins d'assistance que ses confrères.

A la fin du XVIII^e siècle, les temps deviennent durs et les petites écoles florissantes durent un jour périlcliter. Plounéour-Trez eut à le déplorer. La part de son héritage passa à la paroisse voisine de Goulven. Là, il y a encore 70 ans, dans l'Ossuaire près de l'église, un survivant des maîtres d'autrefois, un témoin des méthodes employées dans nos petites écoles de jadis, donnait les premiers éléments du rudiment et du calcul.

Ces temps sont déjà bien loin !

V

Edern.

(Diocèse de Cornouaille.)

Respectueux des Statuts pleins de sagesse des Congrès de l'Association Bretonne, je voudrais toutefois, à l'occasion

d'Edern, du moins, mentionner une délibération curieuse que j'ai relevée dans les procès-verbaux du Conseil général de la commune d'Edern en 1792.

Prieur de la Marne y avait nommé comme instituteur de la langue française le citoyen Louis Prédour. Neuf mois durant il veut se faire installer, il apporte le plus grand zèle à s'acquitter de ses fonctions, et un beau jour, il voit s'étaler sur les Registres de la commune cette délibération un tant soit peu surprenante :

« Le Conseil refuse de recevoir la commission de Louis Prédour, par ces motifs : « 1^o Que les enfens ne se présentent pas à l'instruction, et nous trouvons un grand perde au « république de salarier des personnes à faire rien. Il y a d'en- « viron neuf mois depuis qu'il est installé pour la langue « française, et personne ne se sont présenté à l'instruction ; « 2^o parce que la commune ne le trouvent pas un bon breton et « qu'ils ne peuvent pas comprendre la moitié de son instruction. »

Et cependant Edern ne pouvait passer pour obscurantiste. Y était-on instruit ? Je ne le sais ; mais ce que je suis plus près de croire, c'est qu'on y estimait le *savoir* : et c'est déjà beaucoup ! Compulsez ses registres paroissiaux, et voyez avec quelle fierté quiconque le peut orne avec complaisance son paraphe de la belle qualité d'Escholier. Si vous en croyez les anciens du pays, un Parthénon seul manquait à Edern pour être une petite Athènes. Dans cette paroisse, disent-ils, — je vous le livre au prix coûtant, de même que je l'ai recueilli sous bénéfice d'inventaire, — dans cette paroisse il y avait autrefois trois centres gradués de science et de lumière, disposés aux trois angles d'Edern : trois villages appelés *Scoldy*, *Niver* et *Ty gouzout*.

A *Scoldy* (en français *maison d'école*), on apprenait la Croix de Dieu, A. B. C., les voyelles et les consonnes, et leur rôle dans la formation des mots.

Au *Niver* (*nombre*, en français), on apprenait à chiffrer, le calcul ordinaire, la façon de réduire les livres en sols et deniers, etc.

Puis on arrivait à *Ty Gouzout* (en français la *Maison du savoir*) : c'était le temple de toutes les connaissances, l'enseignement supérieur et le dernier mot de tout enseignement.

Ne retrouve-t-on pas, dans cette donnée locale, comme un souvenir du « *Trivium* » du moyen-âge ? On le croirait bien volontiers.

VI

Conclusion.

Au commencement de cette Etude, j'ai rapporté cette appréciation considérable de M. Ferdinand Brunetière : « *Qu'il semble que l'on puisse dès à présent indiquer les grandes lignes d'une histoire de l'Instruction primaire sous l'ancien régime.* » Ces grandes lignes, on doit le constater avec lui, « *sont encore un peu flottantes.* »

Ce qui nous manque pour préciser, ce ne sont pas les statistiques, mais la connaissance des méthodes, des programmes, des livres et cahiers, de cette démarcation qui sépare l'instruction primaire de ce que nous appelons l'enseignement secondaire.

L'étude d'un Musée d'enseignement primaire rétrospectif nous en apprendrait plus et mieux que des statistiques souvent faussées par le parti-pris.

On a retrouvé à Bourbourg les sujets de composition donnés, en 1764, à quatorze candidats à la direction de petites Ecoles. Ils firent une dictée d'orthographe en français, un autre en flamand (puisqu'on était en Flandre), une page d'écriture en petit gros, une autre en moyenne, une autre en fin ; les quatre règles, la règle d'intérêt et un problème sur la règle de société. Ces documents sont précieux, mais précieux aussi ces cahiers d'écoliers de l'ancien régime, que l'on peut retrouver encore aujourd'hui au fond des armoires et des bahuts de nos fermes de Basse-Bretagne.

Si nos pères n'avaient pas nos manuels d'instruction primaire qui sont de véritables chefs-d'œuvre de vulgarisation scientifique, s'ils n'avaient pas les facilités que nous avons, rendons-leur cette justice : ils ont fait leur possible, et ils ont

su apprécier le prix de l'instruction populaire et le bienfait des écoles.

Les Statuts de nos diocèses, les Archives épiscopales attestent que les Evêques de la vieille Bretagne n'avaient pas failli à la belle mission de la propagation de l'instruction primaire ; et tous leurs efforts persévérants semblent résumés dans cette maxime que Mgr Benoit, évêque de Saint-Malo en 1350, inculquait à son peuple : « Si les parents ne savent instruire leurs enfants, qu'ils les envoient aux écoles ! »

— « *Et nisi sciant eos docere, ad scholas mittant !* »

Le Titre XXII, paragraphe IV de la *Coutume de Bretagne*, avait sagement pourvu à l'éducation du pupille, lorsqu'il commandait au tuteur de le mettre aux études, *selon sa condition*.

Dans les papiers d'une famille rurale que j'ai dépouillés avec autant d'intérêt que les archives d'une de nos familles princières descendant des Croisades, ou remontant au combat des Trente, je trouve ce qui suit : Hervé Lizien, orphelin, est flancé à 14 ans, et on fait le contrat de mariage ; il y est porté que le jeune flancé sera mis aux études « *comme il convient à homme de sa condition.* » A 16 ans, le mariage se fait. La clause des études n'avait pas dû être observée à la lettre, soit par la faute du tuteur, soit par celle du pupille. En 1673, quelques années après son mariage, comme je le vois par un Inventaire de vente faite par le greffier du Présidial de Quimper, il se trouve à Trégagué, en Briec, pour cette vente, comme *ayant droit* du chef de sa mère. Le soir de chaque vacation se présentait une formalité à remplir, c'était la signature au bas des comptes et écritures à fournir par les parties intéressées. Hervé Lizien, notable de sa paroisse, ne peut satisfaire à l'invitation, mais il trouve pour l'éluder une formule charmante de naïf amour-propre que le greffier consigne gravement sur son procès-verbal : « *lequel déclarant ne vouloir signer, quoyque il sçoit lire et escrire toute sorte d'escripture, mais n'avoir jamais signer.* »

Hervé Lizien, d'Ergué-Gabéric, à la veille de passer au rang de ces paysans aisés à qui on accordait le titre de *noble homme*, regretta son ignorance. Ses enfants et petits-enfants furent des lettrés, greffiers des délibérations de la communauté de

père en fils, admis à tous les honneurs, mais singulièrement fiers d'avoir reçu cette instruction que leur grand-père avait regretté trop tard de n'avoir pas eue à temps.

Ne soyons pas sévères pour nos pères, qui ont eu des difficultés énormes à surmonter : Faisons mieux qu'eux, et profitons de ce grand bienfait de l'instruction pour que, dans notre chère province, toute fille soit une modeste et vaillante chrétienne, et tout garçon un bon français de Basse-Bretagne qui croie en Dieu et n'aie pas peur du canon !

Abbé ANTOINE FAVÉ.



EXCURSION

DU

CONGRÈS DE L'ASSOCIATION BRETONNE

Le Jeudi 10 Octobre 1898

Jeudi s'est accomplie l'excursion qui chaque année entre dans le règlement du Congrès. Le programme n'était point banal : il s'agissait de visiter Pont-l'Abbé, ses deux églises et son château ; le musée de Kernuz, Penmarc'h, Saint-Guérolé, Kerity et Loctudy ; c'était un vrai régal pour de bons et loyaux archéologues, dont le métier est d'admirer les vieux monuments et de se repaître de vieux souvenirs. Disons tout de suite que ce régal a été délicieux, grâce d'abord au temps qui, maussade et pleureur ces jours derniers, ce matin :

« S'était vêtu de broderie,
« De soleil riant clair et beau » ;

grâce en second lieu à nos deux aimables guides, M. P. du Chatellier et son beau-frère, M. Ducrest de Villeneuve, qui nous ont reçus à la gare de Pont-l'Abbé et, durant la journée, ont mis à notre service toute leur complaisance et toute leur compétence.

Le premier monument qui s'offre à nous, c'est l'église de

Lambour, dépendant autrefois de la paroisse de Combrit. Elle était belle et noble autrefois la façade de Lambour, avec sa porte moulurée, son clocher élégant accosté de deux tourelles que reliait une galerie, ses puissants contreforts couronnés de pinacles. Mais qui donc est le vandale qui l'a mutilée en découronnant son clocher et ses tourelles, en jetant à bas les clochetons de ses contreforts ? Ce barbare, c'est le grand roi Louis XIV, c'est celui qui a fait construire le palais de Versailles et qui, pour punir les paysans de Combrit d'avoir pris part à la révolte du papier timbré, voulut les frapper dans leur orgueil et s'attaqua à leur clocher de Lambour, qui faisait leur gloire, comme il s'attaqua aussi au clocher de leur église paroissiale, et non loin de là à celui de Languidou, en Plonéour-Lanvern. Ah ! il n'était pas gentil le roi Louis XIV, et en qualité d'archéologues, nous lui infligeons un blâme sévère ; nous pouvons le faire maintenant sans danger.

Mais consolons-nous : nous allons rencontrer un lec'h cannelé qui va réjouir le cœur de M. de Keranfec'h et enrichir sa collection avec les deux ou trois autres qu'il pourra cueillir dans la journée.

Après avoir fait le tour extérieur de l'église et avoir constaté que les murs, les pignons, les fenêtres sont de la fin du xv^e siècle ou du commencement du xvi^e, sauf quelques pans des bas-côtés percés de petites baies en meurtrières, nous sommes tout surpris, en pénétrant à l'intérieur, de rencontrer des piliers et des arcades d'un style absolument différent et dénotant la fin du xii^e ou les premières années du xiii^e siècle, piliers à faisceaux de colonnettes comme à Pont-Croix, avec chapiteaux romans surmontés d'arcades, les unes en ogive, les autres en plein-cintre, portant sur les tailloirs au moyen d'un encorbellement. Remarquons, suspendu dans la nef près de l'arc triomphal, un Christ en croix accompagné de la sainte Vierge et de saint Jean l'Évangéliste ; à l'autel de N.-D. de Bonne-Nouvelle, les statues des saints Côme et Damien, patrons des médecins, tenant des fioles de médicaments et portant robe, rabat et toque comme des conseillers au parlement ; puis les statues dignement drapées de saint Crépin et saint Crépinien, patrons de la confrérie des cordonniers,

debout sur des culs-de-lampe ornés comme attributs des instruments de leur profession.

Lisons l'inscription gravée sur une tombe haute : *Ce tomba et armœrias son a nobles jans jan Péris de Méabé-Janna le Mescoez* ; donnons un coup d'œil au foyer des fonts baptismaux au bas du collatéral sud, à la belle statue du Sauveur que l'on voit dans le transept nord, et montons un instant dans la tribune pour consoler une douzaine de vieilles statues qui sont en train de s'y morfondre et qu'on y a mises en pénitence on ne sait pourquoi. Pour ne pas subir le même sort, hâtons-nous de nous sauver, et, traversant le pont moderne qui a remplacé le vieux pont de l'Abbé, dirigeons-nous vers le château que va nous expliquer en détail M. Ducrest de Villeneuve.

En effet, armé d'un plan cavalier qu'il a dressé avec force habileté et patience, moyennant une foule de documents et de recherches, il nous expose chaque chose en détail, les deux grosses tours autrefois baignées par les eaux de l'étang et couronnées de leurs machicoulis, rejointes par une courtine jadis pleine et maintenant percée de fenêtres. Il faut baisser devant nous le pont levis pour traverser la première porte dont on voit encore les amorces dans les flancs de la grosse tour ; nous pénétrons avec lui dans la première enceinte, puis dans la seconde, qui correspondait assez fidèlement à la cour de la mairie actuelle. En sa compagnie nous parcourons tout ce quartier de Pont-l'Abbé, nous rendant parfaitement compte de l'emplacement des murs et des douves qui enseignaient la vaste demeure des barons du Pont.

Guidés par lui, nous voyons encore l'église paroissiale, autrefois église du Couvent des Pères Carmes. C'est une façade de grand aspect, avec sa grande porte double, encadrée de belles colonnettes et surmontée d'une belle fenêtre à rose rayonnante ; la fondation est de 1383. A l'intérieur, une longue et haute nef avec un seul collatéral, des piliers à faisceaux très élevés, et au fond, une admirable rose de 6 mètres de diamètre, mais qu'il faudra admirer surtout de l'extérieur pour en voir le tracé habile et toute la finesse, comme encore la fenêtre à trois fleurs de lis, qui fait le fond de la chapelle de Sainte-Anne et que nous retrouverons à Penmarc'h.

— Tout le monde en voiture. — Cochers, à Kernuz.

Kernuz était une terre noble avec château à double enceinte ; je ne vous dirai rien de son histoire. Le vieux château a été rebâti, mais sur le mode ancien, en y faisant entrer tous les vieux éléments décoratifs, comme il convenait au patriarche qui l'habitait, M. Armand Maufras du Chatellier, membre correspondant de l'Institut, l'un des trois fondateurs de l'Association Bretonne, ainsi que nous l'a rappelé notre vénéré directeur, presque son contemporain. Maintenant cette maison est une demeure hospitalière où nous allons recevoir un accueil aimable et cordial ; mais c'est surtout un musée sans pareil, renfermant des collections comme il est impossible d'en rencontrer ailleurs. Tout le contenu de ces innombrables vitrines est le fruit des explorations du maître de ce logis, fouilles de tumulus, dolmens, menhirs, habitations gauloises, oppidums et établissements romains. Tout est de provenance connue, étiqueté, classé, numéroté, rien n'est laissé à l'incertain, et l'on sort de ce sanctuaire, ayant fait un cours complet d'archéologie préhistorique, ayant admiré les Torques d'or aux fines ciselures, les diadèmes, disques, bracelets et bagues de même métal ; les bracelets, colliers et fibules de bronze ; les haches et celtés en pierre de toute nature, de tous modèles et de toutes dimensions ; les poteries dolméniques, gauloises et gallo-romaines ; les fines pointes de flèche en silex et en cristal de roche ; les grains de collier d'ambre, de serpentine et de callaïs ; que sais-je encore ?

Et à l'extérieur, il y a aussi à étudier de difficiles problèmes, à essayer de déchiffrer les gravures ou inscriptions qui couvrent d'immenses pierres, supports et piliers de dolmens, puis voir un monument unique au monde, le menhir-autel de Kervadel, entouré de personnages en bas-relief, divinités gauloises très probablement ; Hercule brandissant une massue, — Mars, s'appuyant sur une lance, — Mercure coiffé d'un pétase, tenant d'une main une bourse, de l'autre un caducée, et conduisant un enfant, — puis sur un panneau à deux personnages, un Dieu et une déesse.

Après ce régál intellectuel servi par le maître de la maison, le pionnier du préhistorique, la bonne châtelaine et sa gracieuse fille ne veulent pas nous laisser partir sans nous en servir un d'un autre genre, et il faut, de gré ou de

force, faire honneur au lunch qui nous attend dans la salle à manger.

Nous disons adieu à Kernuz et nous voilà sur la route de Penmarc'h, traversant le bourg de Plomeur, laissant sur notre droite et sur notre gauche deux gros menhirs, des dolmens et des allées couvertes, saluant de loin les chapelles de Tronoën et de la Madeleine que nous aurions voulu visiter, et bientôt nous sommes devant cette immense plaine basse, sans un seul pli de terrain, presque au ras de la mer, dont on voit émerger, comme des géants, l'église de Tréoultré-Penmarc'h, les ruines de Kerity, la tour de Saint-Guénoël, la chapelle de la Joie, le phare ancien avec le nouveau phare d'Eckmühl, qui dresse à ses côtés ses premières assises.

La première fois que le tant regretté M. Palustre se trouva en face de l'église de Penmarc'h, on le vit tout surpris et comme ébahi, contemplant cet édifice colossal, tournoyant autour, le palpant, l'examinant dans tous les sens. C'est bien le sentiment que vous avez éprouvé, pour la plupart, ne vous attendant nullement à trouver, dans ce pays que vous croyiez en dehors de toute civilisation, un monument pareil, une œuvre aussi grandiose.

Mais voilà que le bon recteur paraît. En maître qui connaît son église, il se fait aimablement notre cicerone et nous explique tout au long le beau porche qui s'ouvre sous la tour, avec son inscription commémorative : « *Le jour Saint-René (1^{er} juin) l'an 1508, fut fondée cette église, et la tour en l'an 1509, dont estoit recteur Kerugon* », — les poissons et oiseaux de mer sculptés en plein granit ; les grandes galiotes représentées sur les murs, et les bateaux de pêche avec des poissons dans l'eau et le diable au fond de la mer qui veut faire fuir les poissons ; et saint Nona, le patron du lieu, qui arrive sur un nuage pour chasser le diable à son tour. Il nous fait remarquer l'élégant clocher avec ses deux tourelles à cheval sur la vaste toiture, la chambre du trésor, véritable casemate sous l'immense fenêtre de l'abside, les gargouilles variées et peu édifiantes accrochées aux pignons et aux contreforts, les restes de l'ancien ossuaire rattaché à l'église par une porte gothique des plus gracieuses ; les restaurations habiles et sages faites par le comité des Monuments historiques.

A l'intérieur, il faut voir les amples proportions des trois nefs, la hauteur et la largeur des arcades, le peuple de statues en bois et en pierre, la grande table de pierre du maître-autel mesurant près de cinq mètres de longueur, le tableau commémoratif du vœu de Louis XIII, la cuve des fonts baptismaux, le foyer au bas du collatéral sud, les pierres du pavé couvertes de signes hiéroglyphiques, et qui semblent reproduire les marques distinctives des anciens patrons de barque dont elles recouvrent les sépultures.

Mais il est temps de se diriger vers Saint-Guénolé. On passe aux pieds de la vieille tour inachevée qui semble être la sœur jumelle de celle de Penmarc'h et qui, après la disparition de l'église qu'elle abritait, forme encore par sa base une assez vaste chapelle.

Notre ardeur archéologique semble s'être ralentie, car l'heure s'avance et d'autres appétits moins nobles se sont réveillés en nous et tiraillent nos estomacs. Un joli déjeuner nous attend dans un hôtel au bord de la plage ; c'est un repas cordial, une agape de famille assaisonnée de gaieté franche et de joyeux entretiens. Il n'y a pas de toasts à la fin, et pour nous en consoler, nous allons admirer le joli port entouré de récifs, la côte sauvage toute couverte de roches fantastiques affectant la forme de monstres accroupis, le grand rocher de Talifern d'où l'on découvre toute la vaste baie d'Audierne jusqu'à la lointaine pointe du Raz.

Rejoignons nos voitures et poussons jusqu'à Kérity, la ville autrefois populeuse et commerçante. C'est grand dommage que notre cher et vénérable confrère, M. Trévédy, ne soit pas là pour nous parler au long des pêcheries et sécheries anciennes établies sur ce point du littoral, du mouvement de commerce et d'affaires de Kérity au temps de sa prospérité. Ce qui nous y intéresse maintenant, ce sont les ruines, ou plutôt les murailles de l'église, car elles existent en entier, et il n'y a que la toiture et la charpente qui aient disparu ; murailles étranges, donnant l'aspect d'une enceinte fortifiée, colonnes et arcades se profilant dans le vide et réclamant un abri pour les sauver de la ruine finale.

Il ne faut pas s'attarder, et force est de se mettre en route pour Loctudy.

Loctudy, belle église du **xr^e** et du **xii^e** siècle, bien restaurée par M. P. Gout, architecte des *monuments historiques*. C'est pour plusieurs des excursionnistes une révélation du style roman en Basse-Bretagne. Grosses et lourdes piles dans la nef et le transept, contrastant avec les cinq colonnes sveltes qui contournent le sanctuaire et le séparent du déambulatoire et des trois chapelles absidales ; chapiteaux historiés que M. Ducrest nous a précédemment décrits, avec leurs ornements bizarres, enroulements, crosses, volutes, entrelacs, animaux et personnages. Et cette ornementation est rappelée dans la petite chapelle du Porzou, au coin du cimetière, où l'on remarque le lis héraldique sur deux chapiteaux romans du **xii^e** siècle, ce qui se retrouve aussi dans les ruines de Languidou et à l'église de Pont-Croix.

Mais il se fait tard ; il est temps d'opérer la retraite. Nous nous replions en bon ordre sur Pont l'Abbé, et nous rentrons à Quimper, la tête toute meublée de visions de monuments de granit et de rochers aux formes monstrueuses, l'âme toute pleine de la beauté de la mer immense et des splendeurs du grand ciel bleu.

J. M. ABGRALL,

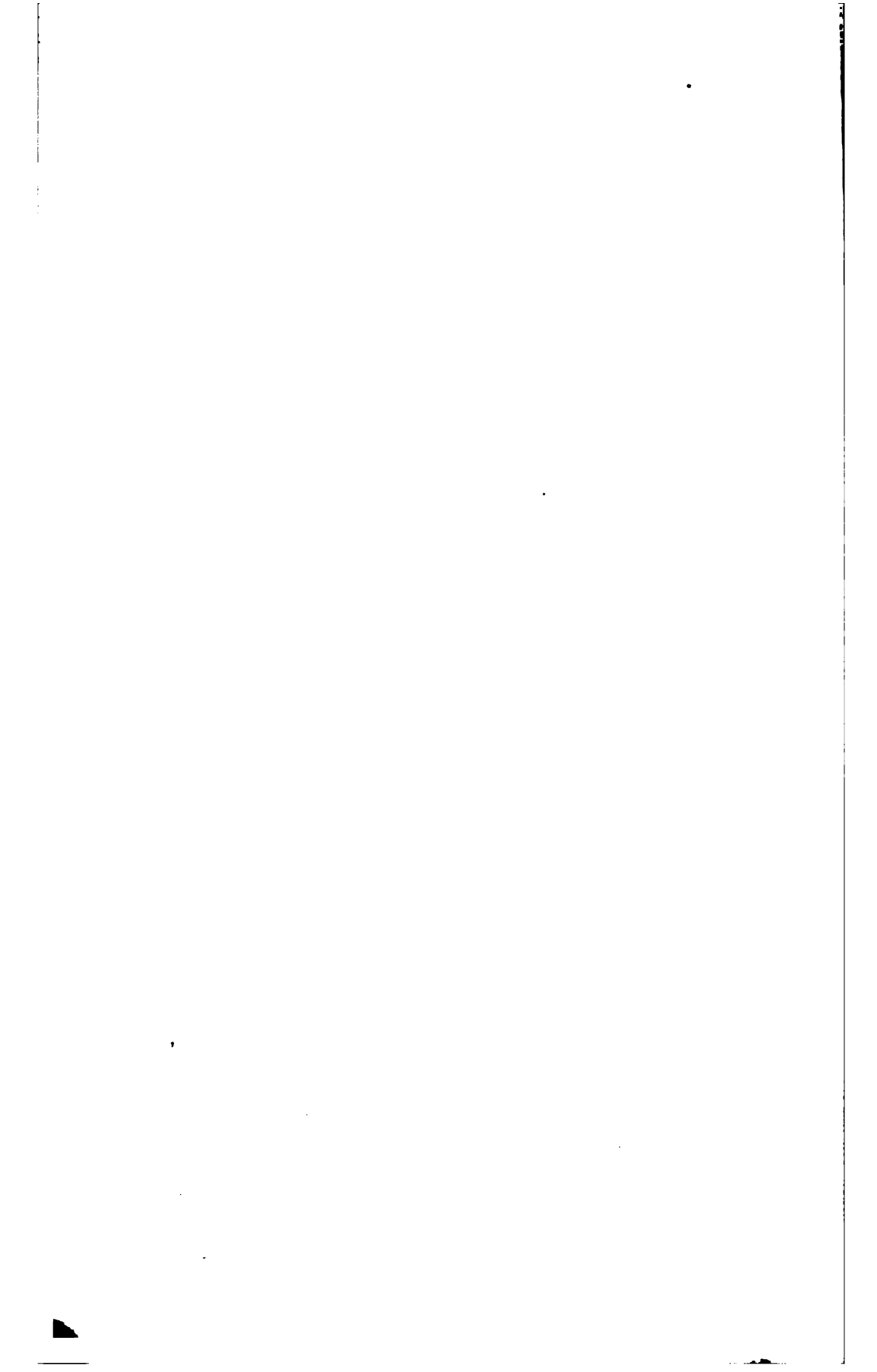
Chan. hon.



BULLETIN AGRICOLE

DE

L'ASSOCIATION BRETONNE



BULLETIN
AGRICOLE

DE

L'ASSOCIATION BRETONNE

CLASSE D'AGRICULTURE

—

PROCÈS-VERBAUX

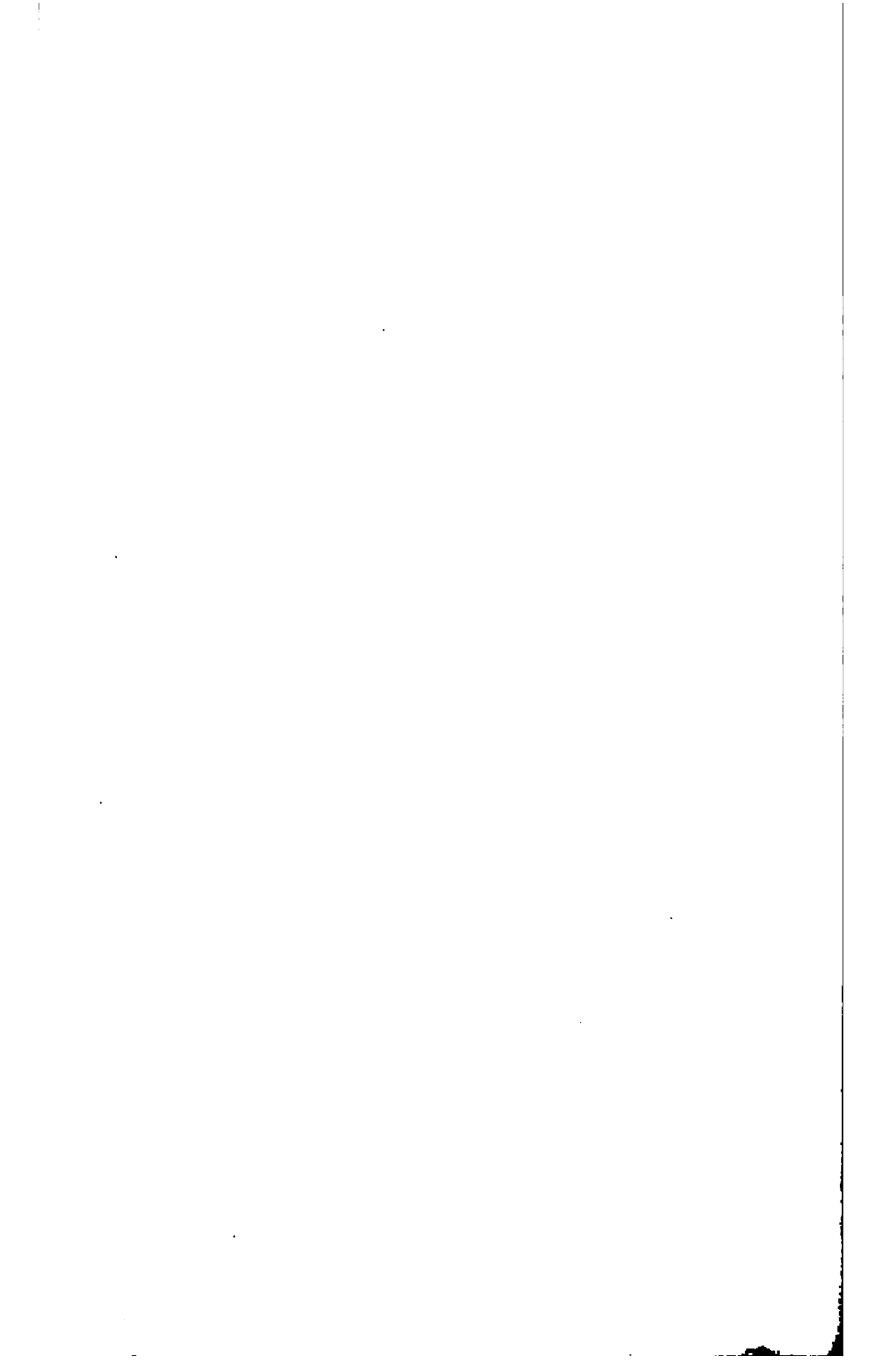
ANNÉE 1895

CONGRÈS DE QUIMPER



SAINT-BRIEUC

IMPRIMERIE-LIBRAIRIE-LITHOGRAPHIE DE RENÉ PRUD'HOMME
1896



PROCÈS-VERBAL

DE LA RÉUNION DES

MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ DES AGRICULTEURS DE FRANCE

Appartenant aux départements de la Bretagne

ET DES

MEMBRES DE L'ASSOCIATION BRETONNE

PENDANT LE CONGRÈS DE QUIMPER

Le Mardi 8 Octobre 1895

COMPTE-RENDU DE LA SÉANCE

*Président : M. LE C^{te} P. DE CHAMPAGNY, membre délégué du
Conseil des Agriculteurs de France.*

Secrétaire : M. BAHEZRE DE LANLAY.

Sommaire : Remise d'un diplôme d'honneur de la Société des Agriculteurs de France, à l'Association Bretonne : M. le C^{te} P. de Champagny. — Projet de Concours Provincial à Saint-Brieuc, en 1896 : MM. le C^{te} Ch. de Lorgery, O. du Breil de Pontbriand-Marzan, de Calan, de Kerdrel. — Présentation de candidats au Conseil de la Société des Agriculteurs de France. — Rapport de M. Ripert sur l'Enseignement Primaire Agricole : MM. le C^{te} Ch. de Lorgery, le Chanoine de la Villerabel, le Frère Abel.

Le 8 octobre 1895, à 2 heures de l'après-midi,
dans la grande salle du Musée de Quimper, les
membres bretons de la Société des Agriculteurs de

France et les membres de l'Association Bretonne, présents au Congrès de Quimper, se sont réunis sous la présidence de M. le C^{te} P. de Champagny, membre délégué du Conseil de la Société.

M. de Kerdrel, sénateur, Directeur général de l'Association Bretonne, *M. le C^{te} Ch. de Lorgeril*, ancien député, membre délégué du Conseil de la Société des Agriculteurs de France, *M. Bahezze de Lanlay*, des Agriculteurs de France et de l'Association Bretonne, secrétaire, siègent au bureau.

Un public nombreux se presse dans la salle ; nous reconnaissons entr'autres MM. du Breil de Pontbriand-Marzan, président de la Société hippique des Côtes-du-Nord ; V^{te} H. de Champagny, conseiller général ; M^{is} de Brémond d'Ars, conseiller général ; E. Couët ; de la Hayrie ; de la Lande de Calan ; G. de la Vieuxville ; Yves de Chabre ; René Barbotin ; Yves du Cleuziou ; V^{te} de Lesguern ; V^{te} de Villiers du Terrage ; Micault ; le frère Abel ; V^{te} de Kergrist ; C^{te} de Guerdavid ; Le Gac ; de Gourdon ; B^{on} de la Gatinerie ; Roussin, ancien député ; Truelle-Saint-Evron ; de Penanros ; G. de Kermenguy ; C^{te} de Keranflec'h-Kernezne ; C^{te} de Beaumont ; Lemièrre ; le représentant du Syndicat Agricole de Quimper ; Adal ; Gy ; C^{te} Harscouët de Saint-Georges, tous membres de la Société des Agriculteurs de France.

M. le Président prononce le discours suivant :

MESSIEURS,

La Société des Agriculteurs de France que j'ai le grand

honneur de représenter en ce moment parmi nous, a eu dans sa fondation deux buts :

D'abord, au centre, et en l'absence d'une représentation légale de l'Agriculture, représentation toujours demandée, toujours vainement attendue, donner du moins à l'Agriculture une représentation libre dans une société nombreuse, la plus nombreuse possible (nous sommes aujourd'hui plus de douze mille), d'hommes de bonne volonté, agriculteurs et amis de l'agriculture, librement groupés pour discuter ses intérêts, formuler et appuyer ses vœux.

De son action, sous ce rapport, je ne citerai ici qu'un exemple : la Société des Agriculteurs de France a constamment et efficacement pesé dans la balance, pour l'adoption d'abord, puis pour le maintien de ce qu'on nomme droits protecteurs, de ce qui serait plus justement appelé droits compensateurs des charges exceptionnellement lourdes que la terre, que l'agriculture françaises sont contraintes à supporter, charges du double de celles incombant à la terre étrangère la plus imposée après la nôtre.

Mais la Société des Agriculteurs de France a encore un autre but : rayonner du centre à la circonférence, provoquer et encourager le progrès et ses manifestations partout où elle en découvre se produisant d'une manière sérieuse et féconde.

Or, entre les objets sur lesquels elle est appelée à exercer sa bienfaisante influence, nul ne mérite une plus grande place que *l'introduction, le perfectionnement et l'extension de l'enseignement agricole dans nos écoles primaires, particulièrement dans les écoles rurales.*

I

Notre pays est essentiellement agricole. Son sol généra-

lement fertile, son admirable climat, sa température douce et variée en même temps, y permettent l'existence et la prospérité des cultures les plus diverses ; sa vaste étendue de côtes assure à une large zone de littoral les amendements fertilisateurs, et par ailleurs ouvrent à la France entière une voie économique et facile pour déverser sur le monde ses produits ; toutes les circonstances naturelles en un mot indiquent à notre pays l'agriculture comme sa véritable mission. Elle groupe effectivement encore autour d'elle le plus grand nombre de nos compatriotes, mais ce nombre tend sans cesse à diminuer, et les campagnes sont désertées pour les villes. C'est que plusieurs de nos institutions publiques marchent en sens inverse de ce qui serait l'intérêt général, et l'un des exemples frappants de cette anomalie est l'insuffisance de la place faite dans l'enseignement primaire aux notions agricoles.

Elle est profondément juste, cette pensée exprimée par M. le C^{te} Gabriel de Lambilly, Président de la Société des Agriculteurs de Ploërmel : « Une fois acquises certaines « connaissances générales que personne ne doit ignorer, « l'agriculture, dans un pays essentiellement agricole, « devrait former le fond sérieux de l'enseignement, or elle « n'y entrerait jusqu'à ces dernières années, et elle n'y entre « encore dans grand nombre d'écoles, que pour une part « tout à fait accessoire. »

C'est cet état de choses qui a depuis longtemps attiré l'attention de la Société des Agriculteurs de France et des hommes éminents qui dirigent notre chère Association Bretonne. Désireuse d'y porter remède, celle-ci a trouvé une sérieuse campagne commencée dans le même but par la Société d'Agriculture d'Ille-et-Vilaine, par quelques autres Sociétés départementales ou locales, et surtout par l'initiative éclairée et agissante d'une congrégation

bretonne : les Frères de l'Instruction chrétienne de Ploërmel.

Vous rappellerai-je ici, Messieurs, le plan et les débuts de cette campagne commencée en 1892, plan et débuts si fidèlement décrits dans les complets et intéressants rapports du Frère Abel à la Société des Agriculteurs de France, et du Frère Martial à notre dernier Congrès d'Ancenis ; l'idée mère : choisir comme base des encouragements à donner aux maîtres, les connaissances acquises par les élèves : prendre comme pierre de touche de celles-ci des concours-examens, à la suite desquels seraient décernés des certificats et diplômes d'instruction agricole, ou d'autres récompenses, voilà sommairement la marche adoptée. Le mode d'organisation de ces concours examens, leurs programmes ont été élaborés de concert par le Frère Abel apportant à cette œuvre avec son entier dévouement toute son expérience pratique et sa haute compétence, et par notre zélé et infatigable Directeur, mon cher collègue au Conseil des Agriculteurs de France, le V^{te} Charles de Lorgeril. De la collaboration de M. de Lorgeril et du Frère Abel est née la mise en œuvre de l'enseignement primaire agricole, des concours-examens, et aussi l'excellent Manuel destiné à faciliter aux élèves les premières notions de la science de la terre et des champs.

Ce Manuel, rédigé par les Frères de Ploërmel, d'après le programme de l'Association Bretonne, comprend 42 leçons ou dictées avec, correspondant à chacune, un questionnaire, des problèmes, des sujets d'expériences. De nombreuses vignettes ajoutées au texte sont éminemment pratiques pour faire pénétrer par les yeux, dans l'intelligence des élèves, les notions agricoles qu'on veut leur inculquer.

Un excellent moyen aussi, et faisant partie essentielle du

plan d'enseignement, consiste en des excursions agricoles recommandées aussi fréquentes que possible. Dans ces excursions on compte sur la bienveillance des chefs d'exploitations pour s'y faire en quelque sorte les initiateurs des élèves, en leur expliquant au point de vue pratique ce qu'ils voient, la manière dont on agit, les procédés qu'on emploie, et leurs motifs.

Pour l'horticulture aussi, dans le petit jardin de l'instituteur : leçons pratiques de culture maraîchère, d'arboriculture, de plantation, de greffe, de taille d'arbres fruitiers.

Après l'enseignement vient la sanction dans les concours-examens dont je vous parlais tout à l'heure, et qui terminent chaque année d'études.

Les écoles désirant concourir sont classées selon qu'elles sont dirigées par un, deux, trois, quatre ou cinq maîtres.

Au jour indiqué, des commissions locales, désignées à cet effet, reçoivent sous pli cacheté cinq questions. Ces questions sont communiquées aux élèves, la commission locale assiste à la composition, recueille les copies et les transmet à la société organisatrice du concours.

La société organisatrice attribue, d'après le mérite, un certain nombre de points aux divers éléments de la composition. Quarante points au maximum peuvent être obtenus ; trente points suffisent aux élèves de 12 à 13 ans présentés, pour obtenir le *certificat d'instruction agricole primaire*, contresigné par des représentants de la Société qui a provoqué le concours.

Enfin, d'après le nombre de points acquis et de certificats obtenus dans chaque école, il est décerné des médailles d'or, d'argent, de bronze, et des mentions honorables aux professeurs arrivés par leurs élèves aux meilleurs résultats.

Les concours-examens, commencés dès 1892, ont été définitivement organisés par les soins de l'Association Bretonne, à partir de 1894, avec l'aide de plusieurs sociétés locales particulières.

En 1894, 116 écoles y ont pris part, représentées par 2206 élèves dont 1605 ont mérité le certificat.

En 1895, 124 écoles ont présenté 1959 élèves parmi lesquels 1266 ont obtenu le certificat d'instruction agricole.

Mais de plus, en 1895, l'Association Bretonne a institué un second examen, plus difficile, pour les élèves ayant subi avec succès le premier et désireux de pousser plus loin leur instruction agricole. Ici trois épreuves : 1^o une rédaction sur une des 42 questions du programme ; 2^o le compte-rendu d'une excursion ou des travaux agricoles d'une saison déterminée ; 3^o deux problèmes d'arithmétique ou de géométrie appliquée à l'agriculture ; pour chacune de ces épreuves 50 points est le maximum possible, 25 points le minimum exigé pour obtenir le diplôme. En 1895, à ce Concours de degré supérieur organisé par l'Association Bretonne, 31 écoles ont présenté 288 élèves ; 46 élèves ont obtenu le diplôme ; 47 autres ont été récompensés pour des travaux qui, insuffisants pour atteindre complètement le but, étaient toutefois dignes d'une honorable mention.

Cette année, comme les précédentes, les examens-concours nous montrent en tête du mouvement d'enseignement agricole les écoles libres, et particulièrement celles des Frères de Ploërmel, ordre fondé par l'abbé Jean-Marie de la Mennais, aujourd'hui dirigé par le Révérend Frère Cyprien, et si énergiquement lancé dans la voie agricole par le Frère Abel.

Ç'a été pour l'Association Bretonne une heureuse fortune de pouvoir, dans son entreprise, s'appuyer sur de pareils

auxiliaires lui apportant un appui à la fois ardent et sage et le dévouement et la force que donne l'association basée sur le principe religieux.

Les Instituteurs de la Congrégation des Frères de Ploërmel ont mérité dans les Concours de 1895 :

1 médaille d'or, 5 de vermeil, 7 d'argent, 15 de bronze et 27 mentions honorables.

A eux donc les honneurs de ce pacifique tournoi.

Voilà, Messieurs, un rapide résumé de ce qui a été fait jusqu'ici pour l'instruction primaire agricole dans notre chère province ; voilà les faits qui ont mérité dans le fidèle, intéressant et remarquable rapport de M. Paul Blanchemain à la Société des Agriculteurs de France les justes éloges dont vous me permettez, en terminant, de vous lire un extrait :

« La Société des Agriculteurs de France est, depuis
« deux ans, frappée des progrès obtenus par une cam-
« pagne vigoureuse faite en faveur de l'enseignement
« agricole sur plusieurs points de nos départements et
« particulièrement en Bretagne. Interrogés de tous côtés
« sur l'organisation adoptée par nos vaillants collègues de
« l'Association Bretonne pour développer le véritable
« esprit agricole dans un grand nombre d'écoles primaires,
« nous vous demandons de centraliser ce mouvement que
« vous n'avez fait jusqu'ici qu'encourager ; et, comme
« commencement d'exécution, nous vous proposons que
« la Société attribue dès à présent deux diplômes d'hon-
« neur, l'un à l'Association Bretonne, qui la première a
« inauguré le mouvement, l'autre à l'Ordre enseignant des
« Frères de Ploërmel qui a répondu pleinement à cette
« initiative, en créant de toutes pièces pour ses nombreuses
« écoles un système pratique d'enseignement agricole qui
« peut devenir le point de départ d'un immense progrès. »

Les conclusions de ce rapport ont été votées par l'Assemblée générale des Agriculteurs de France à l'unanimité.

C'est ce diplôme d'honneur pour la remise duquel je suis aujourd'hui l'intermédiaire entre la Société des Agriculteurs de France et l'Association Bretonne. Fier et heureux de ma mission, j'ai en ce moment près de moi M. de Kerdrel, Directeur général de l'Association Bretonne dont il est, depuis la fondation de nos Congrès, c'est-à-dire depuis plus de cinquante ans, l'éminente personnification, apportant l'autorité de son nom, de sa science, de son aimable talent, à toutes les œuvres de l'Association. Celle de la propagation de l'enseignement agricole dans l'instruction primaire, celle de la marche de l'Association Bretonne dans cette voie a trouvé chez lui sympathie et actif concours, et c'est avec bonheur que je remets entre ses mains ce *Diplôme d'honneur*, témoignage de la haute estime et de la reconnaissance pour le bien réalisé, que porte à lui et à l'Association Bretonne la grande Société des Agriculteurs de France.

II

Un second objet doit aujourd'hui fixer notre attention. M. de Lorgetil nous annonçait hier que la Société des Agriculteurs de France, plus au large qu'à ses débuts et à la tête de ressources de plus en plus importantes, se décidait à entrer dans la voie depuis longtemps suivie par la Société royale d'agriculture d'Angleterre, la voie des grands concours manifestant aux yeux de tous sa force et ses bienfaits. Elle a vu devant elle une importante lacune

à combler ; les concours régionaux qui ont fait tant de bien, diminuent chaque année de nombre, aujourd'hui réduits à cinq par an, nombre absolument insuffisant. A la Société des Agriculteurs de France d'essayer de suppléer, par sa libre initiative, à ce que le Gouvernement ne peut plus faire. A elle de tenir, chaque année, au moins un grand Concours, et bientôt, espérons-le, plusieurs, fixés de préférence dans les contrées éloignées des concours régionaux de l'année, et aimant surtout à poser leurs tentes là où de vigoureuses Associations provinciales et locales sont prêtes à apporter à ces concours l'appui de leur force organisatrice et une part des ressources nécessaires.

A ce double titre la Bretagne a bien quelques droits à être choisie pour les inaugurer. Le concours régional le moins éloigné de nous, en 1896, est à Chartres, c'est beaucoup trop loin. Il faut que nous en tenions un à Saint-Brieuc, ville facilement accessible à nos zones d'élevage, et qui se trouve justement l'année prochaine le siège du Congrès breton. Il faut que l'Association Bretonne unie aux délégués de la Société des Agriculteurs de France en assume l'organisation, retrouvant ainsi avec des forces nouvelles les traditions de sa jeunesse, et la voie qu'avant les concours régionaux, elle avait si brillamment tracée.

Nous avons, mon collègue de Lorgeril et moi, l'espérance que la Société des Agriculteurs de France voudra bien commencer par la Bretagne la série de ses concours interdépartementaux et provinciaux. Ce sera pour notre agriculture un important bienfait, ce sera en même temps un honneur pour la Bretagne, puisque, si elle est choisie, elle le devra au souvenir de ce qu'a déjà fait sa courageuse initiative, au souvenir surtout de la vieille Association Bretonne et à la pensée que cette Association unie

à notre grande Société, est de force à créer un beau, un splendide concours.

En vous convoquant aujourd'hui, Messieurs, nous avons voulu, mon collègue de Lorgeril et moi, en poser conditionnellement avec vous les premiers jalons, vous demander vos idées sur ce Concours, sur l'époque à laquelle il serait préférable de le placer, sur son organisation, sa durée ; réclamer aussi de chacun de vous la plus active bonne volonté pour le préparer de loin, faire dans ce but une active propagande, unir nos efforts afin qu'il soit une éclatante manifestation de l'initiative privée, digne de la Société des Agriculteurs de France, de l'Association Bretonne, de notre Bretagne, et de la pensée d'initiative dont nous sommes les représentants.

M. de Kerdrel, Directeur général de l'Association Bretonne, reçoit des mains de *M. de Champagny* le diplôme que la Société des Agriculteurs a décerné à l'Association Bretonne et s'exprime dans les termes suivants :

Je m'attendais à un témoignage précieux des sympathies de la Société des Agriculteurs pour notre Association, et pensais n'avoir qu'à remercier en son nom. Les paroles que m'adresse personnellement *M. le délégué* appellent un plus long remerciement. Certes, dans ma carrière déjà longue, il m'est arrivé souvent d'avoir à improviser : et ce qui rendait ma tâche facile, c'était d'y être amené par des adversaires ; mais aujourd'hui, je n'ai pas devant moi de contradicteurs à combattre. Tous ici, nous n'avons qu'un esprit, qu'un cœur, qu'un sentiment, l'amour de la

Bretagne ! Voilà pourquoi je veux me borner à remercier M. le C^{te} de Champagny, tout en lui reprochant d'avoir trop parlé de moi. J'ai bientôt quatre-vingts ans, et nous avons tous deux consacré de longues années au succès de notre chère Association. Mais, au point de vue agricole, je ne suis guère ici qu'un témoin de vos efforts et de vos travaux. C'est à vous que vont les félicitations qu'on vient de m'adresser ; c'est à vous que reviennent les récompenses ; c'est en votre nom à tous que je remercie !

Des applaudissements chaleureux témoignent de la respectueuse sympathie des membres de la réunion pour le Directeur général de l'Association Bretonne.

M. le C^{te} Ch. de Lorgeril, ancien député, membre délégué du Conseil des Agriculteurs de France, prend alors la parole.

Il expose l'historique du projet d'organisation d'un concours *provincial*, grâce aux efforts combinés de l'Association Bretonne, de la Société Hippique des Côtes-du-Nord, et de la Société des Agriculteurs de France.

Il rappelle que la prospérité des finances de cette grande société, qui compte plus de douze mille adhérents, a suggéré au Conseil la pensée d'utiliser le supplément de ses ressources par une sage décentralisation, au profit des agriculteurs, par la création de Concours, non pas *régionaux* (dont les défauts apparaissent de plus en plus), non pas *départementaux* (dont le cadre restreint serait trop

étroit pour une œuvre nationale), mais *provinciaux*. Quand, au Conseil des Agriculteurs, on chercha quelle province possédait déjà une organisation puissante, prête à prendre en main l'exécution de ce programme, M. le C^{te} de Lorgeril n'hésite pas à déclarer qu'il eut la témérité de proposer l'Association Bretonne qui tous les deux ans organise en Bretagne un concours provincial et lui semblait tout indiquée pour prendre l'initiative désirée par le Conseil des Agriculteurs.

Une longue salve d'applaudissements apporte à l'orateur la preuve qu'il a répondu par avance aux désirs des membres de l'Association Bretonne, le remercie d'avoir si bien deviné que toutes les bonnes volontés lui sont acquises, et l'encourage à persévérer dans ses efforts pour que les premières grandes assises et le premier essai de décentralisation tenté par les Agriculteurs de France se fassent en Bretagne, et avec le concours de l'Association Bretonne.

Abordant alors le côté pratique du projet en question, M. le C^{te} de Lorgeril fait observer que l'Association Bretonne ajouterait aux 30.000 francs que pourrait donner la Société des Agriculteurs de France une somme de 12 à 15.000 francs.

M. O. du Breil de Pontbriand-Marzan déclare au nom de la Société Hippique des Côtes-du-Nord qu'elle apporterait environ la même subvention. Il ajoute que M. le Maire de Saint-Brieuc, mis par lui au courant de la question, est disposé à donner un

Agr.

grand éclat au Concours. Il offre un local pour les conférences, le matériel pour les divers concours, fixe même les emplacements qui lui paraissent devoir convenir, et prévoit des fêtes, concerts, illuminations, etc., etc.

M. le C^e de Lorgeril, délégué, prend acte de ces propositions, et entre dans le détail des préparatifs du Concours.

Il propose de le diviser en autant de sections indépendantes et jouissant d'un budget spécial, (ayant préparé chacune son programme) qu'il y en a dans la Société des Agriculteurs de France; de telle sorte que toutes soient représentées et puissent prendre part au Congrès de Saint-Brieuc, soit par des expositions, soit par des conférences.

M. Truelle Saint-Evrou croit que la division en 12 sections est inutile, et que 2 ou 3 au moins pourraient sans inconvénient être laissées de côté dans un concours en Bretagne.

M. le C^e de Lorgeril, délégué, répond qu'à côté des exhibitions, il y aura un congrès, des conférences où l'on travaillera, où l'on discutera, et par conséquent où toutes les classes de la Société des Agriculteurs ont le droit d'être représentées.

M. le Président met aux voix cette proposition de M. le C^e de Lorgeril, de la division du Congrès en 12 sections. *Elle est adoptée à l'unanimité.*

L'Assemblée discute ensuite la date la plus favorable pour la tenue du Congrès. Diverses propositions sont faites, et après une longue discussion, l'Assemblée, tenant compte des dates fixées pour les réunions des Comices locaux, des époques où

les travaux de la culture peuvent retenir les agriculteurs chez eux, estime que l'intérêt général indique de préférence la deuxième quinzaine de juin.

M. Ch. de la Lande de Calan demande, en sa qualité de membre de la Section Archéologique de l'Association Bretonne, que cette date ne soit fixée qu'exceptionnellement pour 1896, et à cause de la tenue d'un concours exceptionnel, les réunions ayant lieu généralement en septembre. Il demande ensuite quel serait, dans le plan du Bureau, l'agencement intérieur du Congrès, spécialement en ce qui concerne la Section Archéologique. Veut-on faire cadrer les habitudes de l'Association Bretonne avec les exigences du Concours ou rompre avec les usages ?

M. de Kerdrel, sénateur, Directeur général de l'Association Bretonne répond qu'il ne voit pas en quoi on devrait abandonner les traditions anciennes. Rien n'empêche de conserver à la Section Archéologique la physionomie exacte de ses Congrès. Les travaux du Concours obligeront à le faire durer plus longtemps que les Congrès des années précédentes : que l'on fixe pour les séances de l'Archéologie le même nombre de conférences et la même durée que les autres années. Une fois cette série de séances terminée, l'Archéologie terminera ses travaux et laissera le terrain libre pour les séances agricoles.

M. le C^{te} de Lorgeril, délégué, se range à cet avis, et d'accord avec l'Assemblée, reconnaît que pour 1896 on fait choix d'une date exceptionnelle à cause d'un concours exceptionnel, mais qu'on

reviendra en 1897 aux traditions momentanément laissées de côté.

Sur l'invitation de M. le Président, la réunion, à l'unanimité, approuve les explications de M. de Kerdrel et de M. de Lorgeril, qui donnent satisfaction à tous.

M. le C^{te} de Lorgeril, délégué, rappelle que le Conseil des Agriculteurs de France vient de faire deux pertes cruelles, MM. Pasteur et Tiersonnier. Ne serait-il pas utile qu'une réunion aussi nombreuse que celle-ci voulût indiquer au choix du Conseil les personnalités en vue qui lui paraissent dignes d'être admises dans son sein ? Entrant dans les idées de M. le C^{te} de Lorgeril, l'Assemblée propose MM. Kergall et C^{te} de Lambilly.

M. Bahezre de Lanlay, secrétaire, donne lecture du rapport suivant de M. Ripert, sur l'enseignement primaire agricole.

L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE AGRICOLE

RAPPORT

PRÉSENTÉ AU CONGRÈS DE L'ASSOCIATION BRETONNE

A QUIMPER

Le 8 Octobre 1895

PAR F. RIPERT

Secrétaire de la Commission Provinciale de l'Association Bretonne

« Messieurs, le Congrès d'Ancenis ne sera pour notre chère
« vieille Association ni le moins honorable, ni le moins fécond,
« s'il nous est donné, comme je l'espère, de dater d'Ancenis la
« fondation définitive de l'Enseignement primaire agricole et
« le groupement des forces sociales dans notre province bre-
« tonne (1). »

Ces paroles prononcées l'an dernier par notre honorable
Directeur de la Section d'Agriculture, M. le vicomte
de Lorgeril, ont eu, nous sommes heureux de le recon-

(1) *Association Bretonne. Compte-rendu, année 1894, Agri-
culture, p. XXIV.*

naître, leur entière et complète réalisation depuis notre dernière assemblée générale, et nous en devons à notre éminent directeur la plus profonde gratitude.

Aussi bien, Messieurs, après le très remarquable et si instructif rapport sur l'enseignement agricole qui nous fut présenté à Ancenis par le cher Frère Martial, de l'Institut de Ploërmel, la voie était-elle parfaitement tracée pour cette si intéressante partie du programme de notre sympathique Directeur.

Nous ne saurions oublier, Messieurs, avec quelle lucidité notre savant rapporteur nous exposa :

1° L'importance de l'enseignement agricole à l'école primaire, au double point de vue professionnel et social ;

2° Ce qui avait été fait jusqu'ici pour l'enseignement agricole : 1° par les pouvoirs publics ; 2° par les sociétés d'agriculture ;

3° Quel devait être le programme de l'enseignement agricole — le rôle de l'instituteur et celui du professeur pratique ;

4° La sanction de l'enseignement agricole : concours, examens, diplômes, récompenses aux maîtres ;

5° Enfin, les résultats généraux de la campagne d'enseignement agricole. Quelques appréciations et encouragements.

Ce travail magistral est inséré in extenso dans le compte-rendu de la session agricole d'Ancenis.

Aussi, Messieurs, me bornerai-je à vous dire ce qu'a fait pendant cette année l'Association Bretonne pour l'enseignement qui nous est cher à tous, et quelques-uns des puissants encouragements qui lui ont été décernés.

La première préoccupation de notre éminent Directeur général, l'honorable M. de Kerdrel, a été de constituer une

commission provinciale de l'Association Bretonne pour l'enseignement agricole.

Sur l'invitation de notre Directeur général, Nos Seigneurs les Evêques de la province y ont envoyé leurs délégués ; ce sont pour :

Rennes, M. le chanoine Tupin, directeur au Grand Séminaire ;

Nantes, M. le chanoine Marchais, vicaire général honoraire ;

Saint-Brieuc, M. le chanoine Allo, inspecteur épiscopal.

Vannes, M. le chanoine Deblond, économiste du Grand Séminaire ;

Quimper, M. le chanoine Rossi.

De plus, les quatre congrégations d'hommes qui ont des écoles primaires en Bretagne : les Frères des Ecoles chrétiennes, les Frères de l'Instruction chrétienne de Ploërmel, les Frères de Saint-Gabriel, les Marianites ont aussi envoyé leurs représentants, au moins dans notre réunion du 6 février 1895.

Quand aux 23 autres membres de la commission provinciale, ainsi que le disait le 5 septembre dernier le T. C. Frère Abel, dans un rapport sur l'enseignement agricole « ils portent des noms qui sont par eux-mêmes « une autorité, et il suffit d'en parcourir la liste pour « juger de la force que donne à une œuvre le précieux « concours de tels hommes (1). »

Nos trois réunions ont eu lieu au chef-lieu de la province le 24 octobre, le 5 décembre et enfin le 6 février.

Qu'avons-nous fait dans ces trois réunions ?

Je donne la parole à notre éminent collègue M. le chanoine de la Villerabel.

(1) Réunions générales des comités de la Croix, p. 419.

Je vous citerai d'assez longs extraits de son intéressante étude publiée par la *Revue du Clergé français* et qui a pour titre : Le Clergé et l'Enseignement agricole.

Cette étude, Messieurs, retrace très exactement les idées échangées par les Membres de votre Commission provinciale de l'Enseignement, dans la première réunion du 24 octobre 1894.

« Un fait d'un très vif intérêt s'est passé à Rennes dans ces derniers temps. Il mérite d'être signalé à l'attention du clergé français que préoccupe visiblement la question de son rôle social aussi bien dans les campagnes que dans les villes.

Puis, M. le chanoine énumère les diverses classes qui sont représentées dans notre *commission provinciale* qui se propose, dit-il, de « jeter les bases définitives de l'organisation de l'enseignement agricole dans les écoles primaires.

« Une expérience de trois années, ajoute-t-il, en manifestant au grand jour l'opportunité et la possibilité de l'orientation nouvelle donnée à l'instruction des enfants de la campagne, explique ce concours de toutes les forces religieuses et sociales de la région pour une même œuvre.

« Le fait de l'existence de cette commission provinciale est assez significatif pour appeler l'attention sur l'entreprise qui a provoqué un accord si unanime dans une vaste province.

« Puisse l'exposé succinct des motifs de l'organisation et des résultats de l'enseignement agricole provoquer un mouvement analogue dans les autres parties de la France ! Le clergé et les congrégations enseignantes ont là une très belle mission. Ils ne la méconnaîtront pas. »

Nous nous bornerons dans ce rapport à demander à notre éminent collègue quels sont, d'après lui, les motifs de l'enseignement agricole.

« Cette œuvre, répond-il, qui est indifférente en apparence au point de vue religieux, a été pourtant immédiatement considérée par le clergé breton comme providentielle.

« Le grand mal dont gémissent les pasteurs des paroisses rurales est en effet l'émigration des cultivateurs vers les faubourgs des grandes villes...

« La persécution, en rendant aux congrégations enseignantes la liberté, leur a permis de sortir de l'ornière administrative et centralisatrice.

« Pourquoi former les petits pâtres des environs de Loudéac ou de Lannion sur le même moule et d'après le même programme que les gamins de Belleville et de Ménilmontant ?

« Il faut faire aimer aux enfants l'existence saine, indépendante et morale des champs ; il faut leur faire apprécier et goûter le travail de la terre. L'enseignement pratique donné à l'école primaire est le meilleur moyen de leur inculquer cet amour de l'agriculture.

« L'agriculture devient de plus en plus une science. Les intelligents, les esprits ouverts au progrès peuvent seuls désormais la rendre productive. Les enfants ont donc besoin, pour s'initier à ces principes scientifiques, d'acquérir la notion de ces mots spéciaux qui reviennent à tout instant dans les journaux agricoles, dans les bulletins des syndicats, dans les discours de comice ou de concours.

« Franchement, ce n'est pas trop demander que de réclamer une heure par semaine pour préparer les enfants de nos campagnes à la science qui leur est le

« plus nécessaire après celle de la religion : la science de
« leur métier. »

Après avoir successivement exposé la méthode d'enseignement agricole (1) et les résultats obtenus (2), M. le chanoine de la Villerabel termine ainsi son article si instructif :

« Il appartient aux prêtres qui ont un si grand intérêt
« à retenir aux champs la classe agricole, de favoriser
« de tout leur pouvoir une réforme applicable à toutes
« les régions de la France. Le plus difficile est fait, puisque
« les initiateurs de ce nouvel enseignement en ont trouvé
« et fixé la formule pédagogique. L'organisation adoptée
« en Bretagne est purement locale, elle peut être trans-
« formée et adaptée aux besoins divers des autres provinces.

« Qu'importent les formes concrètes de cette œuvre,
« pourvu qu'elle se répande, dans l'intérêt du pays, et
« qu'elle devienne pour les habitants des campagnes un
« instrument de progrès et une condition de stabilité (3). »

Qu'il nous soit maintenant permis de mettre sous les yeux de cette Assemblée la conclusion *officielle* de notre première réunion du 24 octobre 1895 :

« L'enseignement agricole a fonctionné dans les écoles
« primaires de Bretagne pendant les années 1892-93-94.
« Tous les départements ont fourni cette année des can-
« didats à l'examen organisé par l'Association Bretonne.
« Ces candidats sont venus presque exclusivement des

(1) Voir programme arrêté par la Commission provinciale, p. 41.

(2) Rapport du F. Martial, p. 16 et suiv. du compte-rendu d'Ancenis. — Agriculture.

(3) *Le Clergé et l'Enseignement agricole*, par A. de la Villerabel.

« écoles libres placées sous le patronage de Nos Seigneurs
« les Evêques. Aussi, après cette expérience qui a prouvé
« l'utilité et la possibilité de l'enseignement agricole dans
« les écoles primaires, a-t-il paru bon à l'Association
« Bretonne de consolider cette œuvre naissante, en de-
« mandant pour elle l'appui de Nos Seigneurs les Evêques.

« La question importante qui semble émerger de toutes
« celles qui ont été discutées dans cette réunion, peut
« être ainsi formulée :

« Croyez-vous que l'enseignement agricole puisse fonc-
« tionner à l'avenir sous la même forme que dans le passé ?

« S'il y a des difficultés particulières à l'un des cinq
« diocèses, quel *modus vivendi* local convient-il d'adopter ?

« Un seul diocèse a présenté quelques objections. M. le
« délégué du diocèse de Saint-Brieuc a demandé, au nom
« de Monseigneur Fallières, que, tout en laissant distincts
« le diplôme diocésain et le diplôme agricole, les deux
« examens fussent fixés à la même date, et que l'examen
« agricole ne pût se passer sans l'examen d'études primaires.

« Cette demande est motivée par ce fait que, dans le
« diocèse, il existe une organisation toute spéciale de
« l'enseignement libre.

« Dans ces conditions, les propositions votées ne concer-
« nent absolument que le diocèse de Saint-Brieuc et
« n'engagent que lui.

« L'enseignement agricole gardera dans les autres
« diocèses la même forme que l'an passé, à moins qu'à la
« prochaine réunion les délégués de Nos Seigneurs les
« Evêques ou des sociétés agricoles ne demandent quel-
« ques changements d'organisation (1).

(1) Rapport sur les travaux de la commission provinciale
d'enseignement agricole, p. 8 et 9.

La deuxième séance de la Commission a eu lieu le 5 décembre, sous la présidence de M. de Lorgeril, remplaçant M. de Kerdrel que de graves questions avaient retenu au Sénat.

M. le Président trace à grands traits les phases qu'a traversées la campagne d'enseignement agricole et constate que les sympathies lui sont venues de toutes parts. — Des hommes éminents et de puissantes sociétés nous ont apporté leurs encouragements.

« Monseigneur l'Archevêque de Rennes et Nos Seigneurs
« les Evêques de Nantes, Quimper, Saint-Brieuc et Vannes,
« en désignant des délégués, montrent l'importance qu'ils
« attachent à notre œuvre (1). »

« Nous remercions aussi la presse, ajoute M. le Président ; elle nous prête son appui important, et facilite
« beaucoup notre campagne (2). »

M. le Président termine la nomenclature des hommes éminents, des puissantes sociétés et des principaux journaux qui nous ont apporté leur appui « en remerciant toutes
« ces bonnes volontés qui sont pour nous de précieux
« encouragements ; elles nous soutiennent dans cette lutte
« que l'on avait qualifiée de téméraire. Avec une pareille
« phalange d'auxiliaires notre œuvre ne saurait manquer
« de réussir (3). »

Après un échange de vues, la commission provinciale conclut en ces termes :

(1) Rapport sur les travaux de la Commission provinciale d'enseignement agricole, p. 1.

(2) Id. p. 2.

(3) Rapport sur les travaux de la Commission provinciale d'enseignement agricole, p. 2.

I. — L'enseignement agricole est fondé en Bretagne par l'Association Bretonne ; toutes les écoles primaires sont invitées à y concourir.

II. — L'Association Bretonne délègue ses pouvoirs à un comité supérieur de direction appelé Commission provinciale de l'enseignement agricole.

III. — Cette commission se réunit au siège de la Société départementale d'Agriculture d'Ille-et-Vilaine, qui a eu l'honneur d'inaugurer cette œuvre.

IV. — Pour faciliter l'organisation des concours, la Commission provinciale choisit dans chaque département un ou plusieurs bureaux qui régleront toutes les questions locales dans l'étendue de leur circonscription.

V. — Les décisions de ces bureaux ne seront exécutoires qu'après ratification donnée par la Commission provinciale.

VI. — Le concours aura lieu en 1895 comme en 1892-93-94, dans les derniers mois de l'année scolaire.

VII. — Un examen d'un degré supérieur pourra être établi là où les Bureaux locaux le jugeront à propos (1).

Puis, fut révisé et adopté le règlement pour les concours-examens : degré élémentaire et degré supérieur.

Enfin fut arrêté par la commission provinciale le *Programme-Questionnaire* contenant, sous 42 titres principaux, 305 questions et 126 problèmes appliqués à l'agriculture.

Dans la réunion du 6 février, décidée le 5 décembre, le *Programme-Questionnaire* fut déposé sur le bureau par le Président et remis aux membres présents.

(1) Rapport sur les travaux de la Commission provinciale d'enseignement agricole, p. 2.

La date des examens fut arrêtée comme suit :
Ille-et-Vilaine, Morbihan, Loire-Inférieure, 20 juin ;
Côtes-du-Nord, 26 juin ;
Finistère, 27 juin.

Une commission nommée par le Président se chargera de choisir, d'expédier et de corriger les compositions.

A une observation de M. le délégué de Monseigneur de Saint-Brieuc, il fut convenu que :

1° L'examen épiscopal et l'examen agricole seront subis le même jour devant la Commission diocésaine.

2° L'échec pour l'obtention d'un diplôme n'entraînera pas, *ipso facto*, l'annulation de l'autre examen.

3° L'examen écrit se compose :

a) d'une dictée ;

b) d'une composition française. — Les deux indiquées par l'Inspecteur épiscopal.

c) de deux problèmes ;

d) de cinq questions d'agriculture. — Ces deux devoirs sont indiqués par la société d'agriculture.

4° Par les soins de M. le Président de la Commission diocésaine, les notes de la dictée, les copies des problèmes et les réponses aux questions d'agriculture sont envoyées, le jour même, au siège de l'Association bretonne.

5° Nul candidat ne pourra être inscrit, s'il n'a fait la première communion l'année précédente.

6° Les listes des candidats seront donc soumises, comme par le passé, à M. le Recteur de la paroisse.

Messieurs, c'est ce qui a été fait, et nous avons l'honneur de vous donner la statistique de ces examens qui ont été plus brillants que jamais.

155 écoles nous ont présenté 2,247 élèves, savoir :

124 écoles pour le *degré élémentaire* ont présenté 1959 élèves ; 1266 ont été admis.

38 écoles ont présenté 288 élèves pour le degré supérieur : 46 ont été reçus ; 47 élèves ayant présenté de bons travaux mais insuffisants pour être déclarés dignes du diplôme, votre comité de correction leur a décerné à chacun un prix spécial.

Voici d'ailleurs comment se divisent par diocèses les écoles et les candidats :

	ÉCOLES	Degré élémentaire		ÉCOLES	Degré supérieur	
		Présentées	Reçus		Présentées	Reçus
Nantes.....	17	213	134	7	33	8
Quimper.....	13	396	300	5	98	25
Rennes.....	35	528	331	12	117	11
Saint-Brieuc....	30	383	236	3	11	»
Vannes.....	23	360	213	4	29	2
Hors Bretagne..	6	79	52	»	»	»
	124	1959	1266	31	288	46

Les élèves, ainsi qu'il avait été décidé, ont reçu leurs récompenses, il nous reste, Messieurs, à remettre à nos instituteurs, qui nous ont si puissamment secondés, les prix que leur a décernés votre commission des examens.

Ecoles d'un seul Maître.

1. Méd. de vermeil. Fr. Venantius, à Saint-Martin (Morbihan).
2. Méd. d'argent. Fr. Félix, à Pluvigner (Morbihan).
3. Méd. de bronze. Fr. Paul d'Arrezzo, à Servon (Ille-et-Vilaine).
4. — Fr. Maurice, à Saint-Pern (Ille-et-Vilaine).
5. — Fr. Christien, à Lanhélin (Ille-et-Vilaine).
6. Mention honor. Fr. Simon-Joseph, à Saint-Pôtan (C.-du-Nord).
7. — Fr. Léophane, à Saint-Avé (Morbihan).

Ecoles de deux Maîtres.

1. Méd. de vermeil. Fr. Lucinius, à Tinténiaç (Ille-et-Vilaine).
2. Méd. d'argent. Fr. Edèse, à Beignon (Morbihan).
3. — Fr. Charles-Borromée, à Brelès (Finistère).
4. — M. Dalle, à Langolen (Finistère).
5. Méd. de bronze. Fr. Pius, à Riec (Finistère).
6. — Fr. Noël, à Lanvollon (Côtes-du-Nord).
7. — Fr. André-Marie, à Melesse (Ille-et-Vilaine).
8. — Fr. Modéran, à Paimpont (Ille-et-Vilaine).
9. — Fr. Gilbert-Joseph, à Ploubalay (C.-du-Nord).
10. — Fr. Félicissime, aux Touches (Loire-Inf.)
11. Mention honor. Fr. Magloire, à Guipry (Ille-et-Vilaine).
12. — Fr. Félix de Nole, à Herbignac (Loire-Inf.)
13. — Fr. Paul-André, à Bonnemain (Ille-et-Vilaine).
14. — L'abbé Douarin, à La Gacilly (Morbihan).
15. — Fr. Marcel-Marie, à Plouasne (C.-du-Nord).
16. — Fr. Pierre-Alexandrin, à Saint-Jacques de la Lande (Ille-et-Vilaine).
17. — Fr. Andronic, à Sion (Loire-Inférieure).
18. — Fr. Hermann, à Tremblay (Ille-et-Vilaine).
19. — Fr. Rodolphe, à Pordic (Côtes-du-Nord).
20. — Fr. Vincent, à Peillac (Morbihan).
21. — Fr. Charles de Condren, à Plouvorn (Finistère).
22. — Fr. Ange-Victor, à Saint-Pierre-de-Plesguen (Ille-et-Vilaine).
23. — Fr. Gabriel, à Etables (Côtes-du-Nord).
24. — Fr. Amélien-Joseph, à Broons (Côtes-du-Nord).
25. — Fr. Pierre-Joseph, à Saint-Herblain (Loire-Inf.)
26. — Fr. Benoît, à Fégréac (Loire-Inférieure).
27. — Fr. Julien, à Theix (Morbihan).

Ecoles de trois Maîtres.

1. Méd. de vermeil. Fr. Stanislas-Etienne, à Pleudihen (C.-du-N.)
2. Méd. d'argent. Fr. Lésionore-M., à Antrain (Ille-et-Vilaine).

3. Méd. de bronze. Fr. François de Sales, à St-Renan (Finistère).
4. — Fr. Méréal, à Carentoir (Morbihan).
5. — Fr. René-Louis, à Piré (Ille-et-Vilaine).
6. Mention honor. Fr. Théodorat, à Montauban (Ille-et-Vilaine).
7. — Fr. Romain-Joseph, à La Bouexière (Ille-et-Vil.)
8. — Fr. Victorien, à Rétiers (Ille-et-Vilaine).
9. — Fr. Valentinien, à Pontchâteau (Loire-Inf.)
10. — Fr. Rogatien, à Savenay (Loire-Inférieure).
11. — Fr. Gabriel-Ferreti, à Héric (Loire-Inférieure).

Ecoles de quatre Maîtres.

1. Méd. de vermeil. Fr. Marius, à Saint-Pierre-Quilbignon.
2. Méd. d'argent. Fr. Théodore-Emile, à Dol (Ille-et-Vilaine).
3. Méd. de bronze. Fr. Léonidas, à Languidic (Morbihan).
4. Mention honor. Fr. Brice, à Janzé (Ille-et-Vilaine).
5. — Fr. Joachim-Marie, à Loudéac (C.-du-Nord).

Ecoles de cinq Maîtres et au-dessus.

1. Médaille d'or. Fr. Bernard-Joseph, à Landerneau (Finistère).
2. Méd. de vermeil. Fr. Maudan-M., à Lesneven (Finistère).
3. Méd. d'argent. Fr. Calixte-Marie, à Châteaulin (Finistère).
4. — Fr. Jean-François-Régis, à Morlaix (Finistère).
5. Méd. de bronze. Fr. Aubert-Joseph, à Fougères (Ille-et-Vilaine).
6. — Fr. Théogènes, à Guérande (Loire-Inférieure).
7. Mention honor. Fr. Théodule, à Pontivy (Morbihan).
8. — Fr. Emery-Marie, à Bain-de-Bret. (Ille-et-Vil.)

HORS BRETAGNE

(Par exception).

- Médaille d'argent. Fr. Jonas, à Saint-Crespin (Maine-et-Loire).
 Médaille de bronze. Fr. Michel, à La Ferté-Macé (Orne).

Agr.

MESSIEURS,

Après avoir récompensé les Professeurs, il me semble qu'il nous reste un devoir à remplir, c'est celui de récompenser les auteurs de ce précieux ouvrage dans lequel ils ont si bien répondu aux 305 questions de votre *Commission provinciale* et qui viennent de publier le *Livre du Maître*.

Environ dix mille exemplaires de cet ouvrage se sont déjà faits les apôtres de la campagne qui nous est chère; les plus chaleureuses approbations lui ont été décernées; notre œuvre, par lui, a franchi la frontière: la Suisse, le Canada l'emploient dans leurs Ecoles.

Je vous cite, au hasard, quelques-unes des appréciations de la presse; M. Saint-Paul d'Arloi, dans son *Bulletin agricole du Maine*, écrit, au sujet du livre intitulé: *L'Agriculture à l'Ecole primaire en quarante-deux leçons*, par les Frères de l'Instruction chrétienne:

« Nous ne saurions trop recommander la lecture de cet ouvrage dans nos écoles rurales.

« Répandre l'instruction agricole dans nos campagnes, y faire aimer la culture, est le fait de tout bon citoyen. Depuis longtemps, on le sait, les religieux bretons se sont voués à cette œuvre patriotique; ils se sont attachés au sol de granit de leur vieille Armorique comme ils sont attachés aux croix de pierre qui ornent leurs chemins — et votre rapporteur ajouterait si vous le permettiez — et au crucifix qui décore si bien leur vaillante poitrine; ils veulent avec raison y enchaîner les autres. Puissent leur exemple être imité et leurs efforts couronnés de succès!

« Aimer le sol national a toujours été un devoir, et le
« cultiver un honneur, car ce labeur est l'accomplissement
« de la grande loi que Dieu a imposée comme châtement
« au chef-d'œuvre de ses mains, tout en lui réservant,
« comme compensation, trois choses inconnues aux grands
« centres

« L'amour du clocher, le grand air et la liberté !... »

Dans le *Journal de Rennes*, numéro du 1^{er} août 1895, M. Barth. Pocquet dit, lui aussi, dans un *premier article* sur l'Agriculture à l'Ecole primaire, où il démontre la nécessité et l'urgence de cet enseignement :

« Il fallait le bon vouloir des maîtres : les Frères qui
« dirigent les écoles dans nos campagnes se sont adonnés
« à cette tâche avec le plus grand dévouement.

« Il fallait un livre élémentaire : les Frères l'ont créé.

« Ce petit livre, qui est appelé à rendre les plus grands
« services, s'appelle : *L'Agriculture à l'Ecole primaire*
« en quarante-deux leçons. Il coûte un franc. La
« quatrième édition vient de paraître, ornée de gravures
« explicatives. Nous l'avons sous les yeux, et il nous paraît
« admirablement conçu.

« Il a la méthode, la clarté et la brièveté, trois qualités
« nécessaires à un ouvrage de ce genre.

« Il n'est pas de maître, pourvu qu'il ait une intelli-
« gence suffisante et des notions agricoles générales, qui
« ne puisse, avec ce petit livre, donner des leçons claires
« et utiles.

« Nous irons plus loin : nous voudrions que les enfants
« des villes qui vont passer leurs vacances à la campagne
« emportent ce petit livre avec eux, et qu'une fois, de
« temps en temps, ils prennent pour sujet de leurs lec-
« tures et pour but de leurs promenades le sujet d'une

« de ces leçons. Rien ne serait mieux de nature à faire
« connaître et aimer l'agriculture. »

Enfin, Messieurs, je suis bien heureux de vous redire
que nos efforts sont couronnés de succès et que nous
venons de recevoir la plus précieuse récompense.

En effet, à une adresse au Saint-Père, envoyée par le
R. Fr. Cyprien, supérieur général des Frères de l'Instruc-
tion chrétienne de Ploërmel, S. Em. le cardinal Rampolla
répondait le 18 août dernier :

« TRÈS RÉVÉREND FRÈRE,

« Je me suis empressé de remettre entre les mains du
Saint-Père le petit livre « L'Agriculture à l'Ecole primaire »
que l'Institut des Frères de l'Instruction chrétienne a édité
dans le but de combattre l'émigration des habitants des
campagnes, se conformant en cela aux vues et aux désirs
de l'ancienne Association bretonne.

« Sa Sainteté a été heureuse d'agréer une telle offrande,
et dans l'espoir que ce travail de l'Institut puisse tourner
à l'avantage de la classe à laquelle il s'adresse, de l'Eglise
et des âmes, Elle accorde de tout cœur la Bénédiction
apostolique sollicitée.

« Quant à moi, en remerciant votre Révérence pour
l'exemplaire qu'elle a voulu me destiner, je suis heureux
de lui exprimer les sentiments de mon estime toute parti-
culière,

« De votre Seigneurie Révérendissime,

« le Très affectionné dans le Seigneur,

« † M. CARD. RAMPOLLA.

« De Rome, le 18 août 1895. »

Laissez-moi terminer ce trop long Rapport par la citation des trois derniers numéros du livre pour lequel j'ose vous demander l'une de vos plus hautes récompenses :

« O bon paysan, cultive soigneusement le champ que
« tes pères ont arrosé de leur sueurs, n'abandonne pas
« ce village qu'ont habité tes aïeux et où reposent leurs
« cendres bénies. Demeure près de ce clocher, centre de
« tout ce que tu as de plus cher au monde.

« Pourquoi fuir ce hameau où tu as vu le jour, pour
« une terre étrangère où pas un cœur ami ne compatira
« à tes douleurs ? Oh ! n'abandonne pas ces lieux cham-
« pêtres, où chante le rossignol, où fleurit l'aubépine et
« où mûrit la pomme vermeille. Oui, reste pour fermer
« les yeux de ta mère, et Dieu te bénira.

« Enfin, n'oublie pas que le travail du dimanche n'a
« jamais enrichi personne et que l'exacte observance de la
« loi de Dieu est la source des bénédictions du ciel. »

Le Rapporteur :

F. RIPERT,

*Secrétaire de la Commission provin-
ciale de l'Association Bretonne.*

Sur la proposition inspirée à M. le C^{te} de Lorgèril par la lecture de ce rapport, l'Assemblée décide qu'une MÉDAILLE D'OR sera décernée au cours rédigé par les Frères de l'Instruction chrétienne de Ploërmel, sous le titre de « l'Agriculture à l'école primaire en quarante-deux leçons. »

M. l'abbé de la Villerabel fait observer que le but que l'on se propose est de faire aimer la campagne, d'y retenir les cultivateurs, d'attacher les

enfants au sol, et par eux d'arriver jusqu'aux parents. Or, une notable partie de nos compatriotes parle la langue bretonne. Il serait donc utile que ce petit livre fût traduit en breton.

Cette proposition recueille l'assentiment de la réunion ; M. de la Villerabel demande davantage. Puisque la langue bretonne est un lien qui rattache le breton à sa terre natale, pourquoi ne pas en développer l'usage, l'encourager et la répandre ! Ce serait à l'Association Bretonne de prendre cette initiative et d'encourager ce mouvement par des récompenses accordées aux écoles libres qui, dans la partie bretonnante de la province, enseigneraient la langue bretonne dans le but patriotique d'entraver l'émigration.

Le *Frère Abel* remercie des sympathies que la réunion témoigne aux efforts de l'Institut en faveur de l'enseignement agricole (1).

M. le C^{te} P. de Champagny, Président, membre délégué du Conseil des Agriculteurs de France, constate que l'ordre du jour est épuisé ; il remercie les assistants et les félicite de leur union. Il constate que, pour le concours projeté, la Société des Agriculteurs de France peut compter sur le concours effectif de tous les Bretons.

La séance est levée au milieu d'applaudissements chaleureux.

Le Secrétaire,

BAHEZRE DE LANLAY.

(1) Les personnes qui posséderaient dans leurs archives des lettres de M. Jean de la Mennais, fondateur des Frères, ou de son frère Féli, sont priées d'en donner connaissance au Révérend Frère Cyprien, supérieur général des Frères de Ploërmel.

ANNEXES

1. Règlement pour les Concours-examens.
2. Quelques notes pour les Commissions paroissiales.
3. Dictée — Restez à la campagne.
4. Questions et Problèmes pour les diocèses de Rennes, Vannes, Nantes.
5. Questions et Problèmes pour les diocèses de Saint-Brieuc et de Quimper.
6. Compositions pour le Diplôme d'études agricoles primaires.
7. Liste des Membres de la Commission provinciale.

RÈGLEMENT POUR LES CONCOURS-EXAMENS

DEGRÉ ÉLÉMENTAIRE

ART. 1^{er}. — L'*Association Bretonne* donnera, cette année, son concours d'enseignement agricole, le... à... heures du matin (1). Il portera sur le programme arrêté par la Commission provinciale.

ART. 2. — Les instituteurs qui désirent prendre part à ce concours devront en faire la déclaration écrite, du 1^{er} au 15 mai, à *M. le Secrétaire de la Commission provinciale, 3, rue de Bordeaux, à Rennes*. Ils joindront à leur déclaration la liste, en *double exemplaire*, des élèves qui désirent être présentés au concours-examen

ART. 3. — Ils indiqueront, en même temps, les récompenses qu'ils auraient précédemment obtenues, soit pour leur enseigne-

(1) Le choix du jour de l'examen est laissé aux bureaux nommés par la Commission provinciale.

ment, soit pour leurs travaux personnels ; la Commission de classement en tiendra compte.

ART. 4. — Les écoles seront réparties en cinq catégories, savoir :

- 1^{re} Catégorie — Ecoles d'un seul maître ;
- 2^e — — — de deux maîtres ;
- 3^e — — — de trois maîtres ;
- 4^e — — — de quatre maîtres ;
- 5^e — — — de cinq maîtres et au-dessus.

ART. 5. — Le concours-examen se fera par écrit ; il comprendra : 1^o une dictée d'orthographe d'une quinzaine de lignes ; elle traitera d'une question agricole ;

2^o Deux problèmes d'arithmétique appliqués à l'agriculture ;

3^o Cinq questions du *programme-questionnaire* de l'Association Bretonne.

ART. 6. — Les sujets de compositions sont choisis pour chaque département par son bureau spécial et adressés en temps utile, sous pli cacheté à la cire, à chacune des commissions locales ; les compositions ne seront ouvertes que devant les élèves réunis.

ART. 7. — Les examens seront passés devant la commission désignée par le bureau et dans le local qu'il aura choisi.

ART. 8. — Chaque concurrent inscrira en tête de ses diverses compositions le numéro d'ordre qui lui est assigné sur la liste jointe aux sujets de compositions envoyés par le bureau.

ART. 9. — Les compositions, faites sans le secours d'aucun livre ou note, seront adressées, séance tenante, par le Président de la commission locale, à M. le Secrétaire de la Commission provinciale, à Rennes (1).

ART. 10. — La Commission devra veiller à ce que toutes les conditions du concours soient exactement observées. D'ailleurs toute fraude constatée par l'un des moyens dont dispose le bureau serait un cas d'exclusion.

ART. 11. — Une Commission nommée par l'Association Bretonne corrigera les compositions et les classera.

(1) La Commission locale se fera remettre dès le début de l'examen les cahiers d'agriculture de tous les élèves qui suivent le cours, elle pourra joindre à l'envoi des compositions un Rapport sur ces cahiers.

ART. 12. — La dictée sera cotée de 10 points à 0 (toute faute d'orthographe fait perdre 1 point) ; chaque problème de 5 points à 0 ; chaque réponse aux questions, de 4 points à 0.

Toute composition nulle est éliminatoire.

ART. 13. — Tout élève ayant un minimum de 30 points aura droit à un *Certificat d'instruction agricole primaire* qui lui sera remis à la distribution des prix de son école.

ART. 14. — Le mérite des maîtres sera établi d'après le total des points obtenus par leurs élèves récompensés, en tenant compte du nombre de ceux-ci par rapport au nombre des élèves présentés à l'examen.

Le cahier-archives (1) est envoyé à la Commission provinciale, avec les compositions ; il pourra obtenir un maximum de 50 points.

DEGRÉ SUPÉRIEUR

ART. 15. — Un *Diplôme d'Etudes agricoles primaires* est établi pour les jeunes gens qui ont déjà subi avec succès les examens pour l'obtention du *Certificat d'instruction agricole primaire*.

ART. 16. — L'examen pour l'obtention de ce diplôme se fera en s'inspirant du règlement établi pour le *certificat*.

ART. 17. — Il comprendra les trois épreuves ci-après, savoir :

1° Une *rédaction* dont le sujet sera l'une des 42 questions principales du Programme d'enseignement ;

2° Le *compte-rendu* d'une expérience, d'une excursion à la *ferme pratique*, ou des travaux agricoles d'une saison déterminée ;

3° *Deux problèmes* d'arithmétique ou de géométrie — spécialement arpentage et nivellement — appliqués à l'agriculture.

ART. 18. — Chacune de ces trois épreuves sera cotée de 25 points à 0.

(1) Le cahier-archives est le résumé du cours d'agriculture du professeur. A tour de rôle les élèves y transcrivent le devoir complet du jour, qui comprend une dictée sur chacune des leçons, un questionnaire de 6 à 10 questions sur chacune de ces leçons, et 3 problèmes d'arithmétique appliqués à l'agriculture en rapport avec le cours du jour.

ART. 19. — Le *Diplôme d'Etudes agricoles primaires* ne sera décerné qu'aux candidats qui obtiendront un minimum de 50 points.

ART. 20. — Les maîtres seront classés d'après le total des points obtenus par leurs élèves récompensés dans les deux examens, s'il y a lieu.

*Le Directeur de la Section Agricole de
l'Association Bretonne,*

VICOMTE DE LORGERIL.

Le Secrétaire de la Commission provinciale,
F. RIPERT.

CONCOURS-EXAMEN

D'ENSEIGNEMENT AGRICOLE

Quelques notes pour les Commissions paroissiales.

1. — Le jour fixé pour le Concours, à 8 heures du matin, entrée des élèves ; — le Maître fait réciter la prière *Veni Sancte, Ave Maria*, puis M. le Curé ou son Délégué — Président de la Commission — fait l'appel nominal des élèves qui doivent concourir.

2. — La Commission se fait ensuite remettre le *Cahier-Archive*, tous les cahiers de devoirs d'agriculture et le *Cours* suivi par les élèves.

3. — Les numéros à l'encre rouge sont, sur les listes venant de la Commission provinciale, attribués aux élèves qui concourent pour le *degré élémentaire* ; les numéros à l'encre noire sont pour les élèves qui, ayant déjà obtenu le *Certificat d'instruction agricole primaire*, ont demandé à concourir pour le *DEGRÉ SUPÉRIEUR*.

4. — Ces deux catégories d'élèves inscriront, à l'encre ordinaire, en tête de chacune de leurs 3 compositions, le numéro

attribué à chacun d'eux par la Commission provinciale. -- Chaque composition doit être faite sur feuille séparée.

5. — Recommander expressément de ne point faire figurer sur les travaux des élèves le nom de leur localité. — Le *numéro seul* de chaque élève doit figurer.

6. — Après avoir constaté que les élèves ont bien tout ce qu'il leur faut pour travailler à leurs compositions, et après que le Président a ouvert le pli cacheté qui en renferme les sujets, le Maître est invité à se retirer.

7. — Pour le *degré élémentaire*, la lecture de la dictée se fait d'abord, en entier, par l'un des membres de la Commission ; puis elle est dictée posément, en donnant aux élèves le temps de soigner leur écriture. Les *points* terminant une phrase et les *alinéas* seront indiqués.

La dictée terminée, un autre membre de la Commission voudra bien en faire la lecture de nouveau ; les élèves suivront sur leurs copies. — Cinq minutes leur sont ensuite accordées pour que chacun d'eux puisse se relire et faire ses dernières corrections.

8. — Puis toutes les dictées sont collectionnées, par ordre de numéro ; — le Président donne le texte des *deux problèmes d'arithmétique* ; une heure est accordée pour les résoudre.

9. — Les compositions d'arithmétique étant relevées, comme les dictées, le Président donne ou fait donner les *cinq questions d'agriculture*. — Une heure et demie est accordée pour ce travail qui, comme les deux précédentes compositions, doit être fait sans le secours d'aucun livre ou note.

10. — S'il y a des élèves pour le *degré supérieur*, deux des membres de la Commission leur donnent, dans une salle à part, le texte de la *Rédaction*, et surveillent ces jeunes gens pendant l'heure et demie accordée pour faire ce travail. Les copies doivent ensuite être collectionnées par ordre de numéro.

11. — Puis, après une petite sortie d'un quart d'heure, les sujets du *Compte-rendu* et de *Mathématiques* leur sont dictés successivement ; une heure est accordée pour chacune de ces deux compositions.

12. — Toutes les compositions sont ensuite mises sous enveloppe ouverte et adressées, comme *papiers d'affaires* RECOM-

MANDÉS, à M. le Secrétaire de la Commission provinciale, 3, rue de Bordeaux, Rennes.

13. — Dans une lettre, à la même adresse, prière d'annoncer cet envoi. Insérer le *procès-verbal* de l'examen avec les notes du Cahier-Archive et autres observations qu'il plairait à la Commission.

Elles seront reçues avec reconnaissance par la Commission provinciale de l'Association Bretonne.

Le Secrétaire de la Commission,
F. RIPPERT.

DICTÉE

Restez à la campagne.

Nous ne cesserons jamais de le répéter : restez à la campagne. La vie des champs donne, avec le travail au grand air, sous l'œil de Dieu, la véritable indépendance, celle du bien-être et du caractère.

N'ajoutez pas foi à ceux qui vous poussent à désertir la campagne pour aller habiter dans les villes. Ce sont des conseillers menteurs, ceux qui vous font espérer que vous gagnerez plus aisément votre vie dans les cités et avec moins de travail qu'à la campagne. Ils vous trompent ; ne les écoutez pas.

Dans les villes, vous ne trouverez jamais autant d'ouvriers ayant réussi que vous trouverez à la campagne de cultivateurs vivant dans une aisance honnête, fruit de leur labeur sain et fortifiant.

Cultivez donc soigneusement les champs que vos pères ont arrosés de leurs sueurs, n'abandonnez jamais ce village qu'ont habité vos aïeux et où reposent leurs cendres bénies.

Ille-et-Vilaine — Morbihan — Loire-Inférieure

COMPOSITION DU 20 JUIN

QUESTIONS

1. — A quoi reconnait-on les bonnes vaches laitières ?
2. — Quelles sont les différentes manières d'améliorer les animaux de la ferme ?
3. — D'où proviennent, la plupart du temps, les maladies des animaux ?
4. — Qu'est-ce que le greffage ? — Combien distingue-t-on de sortes de greffes ?
5. — Quelles sont les conséquences de l'abus des liqueurs alcooliques ?

PROBLÈMES

Un vase plein de lait pèse 36 kilog. ; vide, il ne pèse que 1401 grammes, sa capacité est de 33 litres 7. Quel est le poids d'un décimètre cube de ce lait ?

Les $\frac{3}{4}$ d'un jardin sont plantés en choux, le $\frac{1}{5}$ en oignons et le reste est semé en carottes. Quelle est la surface du jardin si les carottes occupent une étendue de 6 ares 7 centiares ? Quelle en est la valeur si l'hectare est estimé 9500 fr. ?

Côtes-du-Nord — Finistère

COMPOSITION DES 26 & 27 JUIN 1895

QUESTIONS

- a. — Que faut-il faire pour tirer bon parti des animaux domestiques ?

b. — Quels sont les meilleurs aliments pour la vache laitière ?

c. — Quels soins réclament les animaux au point de vue de la propreté ? — Quels soins exigent les porcs ?

d. — Quels sont les insectes qui s'attaquent aux arbres fruitiers ?

e. — En quoi consiste l'inventaire d'une exploitation ? — Qu'est-ce que le livre d'inventaire ?

PROBLÈMES

Un fermier, pour payer une dette de 81 fr. 50, offre de donner du blé valant 18 fr. 50 le quintal et pesant 77 kilog. l'hectolitre. Combien doit-il donner de doubles-décalitres de ce blé ?

Un homme consomme par jour 18 centimes $1/2$ de tabac et 0 fr. 20 d'eau-de-vie. Avec l'argent qu'il dépense ainsi annuellement pour s'empoisonner, combien pourrait-il se procurer de bon cidre à raison de 14 fr. 50 l'hectolitre ?

DIPLOME D'ÉTUDES AGRICOLES PRIMAIRES

1^o RÉDACTION

Prairies artificielles ou temporaires : définition, — avantages, — principales plantes, — sol qui leur convient. — Justifiez quelles plantes conviennent plus spécialement à votre localité.

2^o COMPTE-RENDU

Soins donnés à la *ferme-pratique*, en février et mars, aux grains en terre et aux pommiers.

3^o PROBLÈMES

Arithmétique. — Un tas de grain de 4 m. 75 de longueur sur 3 m. 33 de largeur et sur une épaisseur uniforme de 0 m. 66, est formé des $7/12$ de froment et du reste en seigle ; le froment pèse 78 kilog. l'hectolitre et le seigle 71 kilog. 5 ; quel est le prix total, à raison de 18 fr. 50 le quintal pour le froment et de 14 fr. 25 pour le seigle ?

Géométrie. — Levé d'un terrain à contour sinueux au moyen de l'équerre.

LISTE DES MEMBRES DE LA COMMISSION PROVINCIALE

M. le chanoine Tupin, directeur du Grand Séminaire, délégué par Mgr l'Archevêque de Rennes.

M. le chanoine Allo, inspecteur épiscopal, délégué par Mgr l'Evêque de Saint-Brieuc.

M. le chanoine Deblond, économe du Grand Séminaire, délégué par Mgr l'Evêque de Vannes.

M. le chanoine Marchais, vicaire général honoraire, délégué par Mgr l'Evêque de Nantes.

M. le chanoine Rossi, délégué par Mgr l'Evêque de Quimper.

M. Audren de Kerdrel, sénateur, directeur général de l'Association Bretonne.

M. le vicomte de Lorgetil, ancien député, président du Syndicat Agricole d'Ille-et-Vilaine, directeur de la Section Agricole de l'Association Bretonne.

M. de la Borderie (de l'Institut), sous-directeur de la section archéologique de l'Association Bretonne.

M. de Pontbriant, député.

M. le comte de Palys, secrétaire de la section archéologique de l'Association Bretonne.

M. le comte de Montgermont, président de la Société d'Agriculture d'Ille-et-Vilaine.

M. le Supérieur de l'Ecole Saint-Charles, de la Congrégation des Marianites.

Le Révérend Frère Hubert, supérieur général des Frères de Saint-Gabriel.

Le cher Frère Abel, assistant du supérieur général des Frères de l'Instruction chrétienne de Ploërmel.

Le cher Frère Namasius, visiteur des Frères des Ecoles chrétiennes à Quimper.

M. Micault, délégué du Syndicat agricole des Côtes-du-Nord.

M. le chanoine de la Villerabel, délégué du Syndicat Pomologique de France, directeur de la section des Côtes-du-Nord.

M. le comte de Laubier, secrétaire général du Syndicat agricole d'Ille-et-Vilaine.

M. le vicomte de la Villemarqué (de l'Institut), directeur de la section archéologique de l'Association Bretonne.

M. le vicomte de Champagny, secrétaire général de l'Association Bretonne.

M. le comte de Landemont, délégué par la Société d'Agriculture d'Ancenis.

M. Le Bihan, trésorier général de l'Association Bretonne.

M. Huon de Penanster, sénateur.

M. de la Marzelle, sénateur.

M. Boby de la Chapelle, secrétaire général du Syndicat Pomologique de France.

M. le marquis de Lescoët, président de la Société d'Agriculture de Morlaix.

M. le comte de Lambilly, président de la Société d'Agriculture de Ploërmel.

M. Fraboulet, secrétaire général de la Société d'Emulation des Côtes-du-Nord.

M. le vicomte de Lesguern, président de la Société d'Agriculture de Brest.

M. Le Cour, sénateur.

M. H. Tortelier, secrétaire général de l'Union des Syndicats Bretons.

M. F. Ripert, secrétaire général de la Société départementale d'Agriculture d'Ille-et-Vilaine.



LISTE GÉNÉRALE

DES MEMBRES

DE L'ASSOCIATION BRETONNE

MEMBRES FONDATEURS

MM. Marquis d'Argentré, château du Plessis, Argentré, Ille-et-Vilaine.

Audren de Kerdrel, sénateur, château de Saint-Uhel, près Lorient.

Barbotin, ancien député, château de Penhoët, Maure, Ille-et-Vilaine.

De la Borderie, Arthur, membre de l'Institut, à Vitré, Ille-et-Vilaine.

Carron (Paul), ancien député, château de Piré, Piré, Ille-et-Vilaine.

Delafosse, ancien député, Bazouges-La-Pérouse, Ille-et-Vilaine.

Général comte Espivent de la Villesboisnet, sénateur, 71, rue de l'Université, à Paris.

Comte de Kergariou, château de Bonaban, à La Gouesnière, Ille-et-Vilaine.

La Chambre, ancien député, château de La Briantais, Saint-Servan, Ille-et-Vilaine, ou 8, place Vendôme, Paris.

Agr.

- MM.** Comte Le Gonidec de Traissan, député, château de La Baratière, Vitré, Ille-et-Vilaine.
Duc de Rohan, député, à Josselin, Morbihan, ou 35, boulevard des Invalides, Paris.
Vicomte de Lorgeril, Charles, ancien député, château de la Bourbançais, à Pleugueneuc, Ille-et-Vilaine.
Prince de Lucinge, ancien député, château de Coat-an-Noz, près Belle-Isle-en-Terre, Côtes-du-Nord.
Vicomte de la Noüe, député, château des Aubiers, à Hillion, près Saint-Brieuc, ou 44, rue de Lille, Paris.
Huon de Penanster, sénateur, château de Kergrist, près Lannion, Côtes-du-Nord, ou 4, rue de Verneuil, Paris.
Comte Gérard de La Villegontier, sénateur, château de La Villegontier, en Parigné, près Fougères, Ille-et-Vilaine, ou 46, rue d'Anjou, Paris.
-

MEMBRES ORDINAIRES

MM. Abgrall (l'abbé), aumônier de l'hospice, Quimper.

Abgrall, tanneur, à Nozay, Loire-Inférieure.

Andigné (comte d'), château de Kervézo, par Muzillac, Morbihan.

Apuril, Arthur, château de Bellouan, à Ménéac, Morbihan.

Aubert (comte d'), château de la Hauguemorais, près Matignon, Côtes-du-Nord.

Audren de Kerdrel (Paul), conseiller général, à Gorrequer, Lannilis, Finistère.

Auffray, P., (l'abbé), recteur de Trévélec, par Plouha.

Avril, Gustave, Stang-Bihan, par Concarneau.

Bahezre de Lanlay, F., maire de Plounévez-Quintin, Côtes-du-Nord.

Barthélemy (de), Anatole, membre de l'Institut, 9, rue d'Anjou-Saint-Honoré, Paris.

Bascher de Beaumarchais, château de Beaumarchais, par Landevieille, ou 4, rue de Sully, Nantes, Loire-Inférieure.

Bazouge, Francis, directeur de l'*Union Malouine et Dinannaise*, Dinan.

Beaufort (vicomte Louis de Gouyon de), Saint-Pol-de-Léon, Finistère.

Mgr Bécél, évêque de Vannes.

Belinaye (comte de la), château du Bois-le-Houx, près Fougères, Ille-et-Vilaine.

- MM. Belleissue (Nicol de la), ancien magistrat, Plouguenast, Côtes-du-Nord.
- Berthelot, F., Bourgneuf, par Combourg, Ille-et-Vilaine.
- Berthois (le colonel Baron de), château des Bretonnières, à Erbrée, près Vitré, Ille-et-Vilaine.
- Bertrand-Geslin (baron de), château de la Foucaudière, St-Laurent-des-Autels, Maine-et-Loire.
- Besco (l'abbé), séminaire de Saint-Jacques, Saint-Thégonnec, Finistère.
- Bezvoët (l'abbé Le), licencié de philosophie, vicaire à Plouézec, Côtes-du-Nord.
- Blanchardière (de la), château du Val, près Matignon, Côtes-du-Nord.
- Boberil (comte du), château de Beauchêne, à Renazé, Mayenne.
- Boby de la Chapelle, ancien préfet, à Champloret, Saint-Servan, Ille-et-Vilaine.
- Boisboissel (comte de), ancien député, 87, rue Lauriston, Paris.
- Boisriou (de), château de Bois-Riou, Trévou-Tréguignec, par Perros-Guirec, Côtes-du-Nord.
- Bonnemère, Lionel, 26, rue Chaptal, Paris.
- Borderie (de la), Waldeck, conseiller général, Vitré, Ille-et-Vilaine.
- Boscher Delangle, Paul, ancien notaire, à Quintin, Côtes-du-Nord.
- Boscher Delangle, ancien député, banquier, à Loudéac, Côtes-du-Nord.
- Botmiliau (de), René, conseiller général, à Goudelin, par Lanvollon, Côtes-du-Nord.

MM. Botmiliau (de), Jules, à Pommerit-le-Vicomte, Côtes-du-Nord.

Bouan de Chef du Bos (de), château du Val, Planguenoual, Côtes-du-Nord.

Boucher, ancien député, à Landerneau, Finistère.
Bouëtiez de Kerorguen (du), ancien conseiller général, à Lorient.

Bouëtiez de Kerorguen (du), avocat, rue de la Cale Ory, 12, Lorient, Morbihan.

Bouillé (comte Guillaume de), château de Casson, par Nort, Loire-Inférieure.

Bouillé (comte Henri de), château de Casson, Loire-Inférieure.

Bourgeois, colonel, rue d'Aiguillon, Brest.

Bourgeois, Eugène, avocat, place Thiers, Morlaix.

Breil de Pontbriand (vicomte de), château de la Motte-Olivet, Pleslin, Côtes-du-Nord.

Breil de Pontbriand (vicomte Paul du), château de la Brousse-Briantais, par Matignon, Côtes-du-Nord, ou au château de Gué-Loiré, par Candé, Maine-et-Loire.

Brémond d'Ars Migré (marquis de), membre et secrétaire du Conseil général du Finistère, château de la Porte-Neuve, par Riel, Finistère.

Bureau, Edouard, professeur au Muséum d'histoire naturelle, Paris.

Cadeville (comte de), Landerneau, Finistère.

Caill, Claude, agriculteur à Kervingant, en Plouzévédé, Finistère.

Calan (Charles de la Lande de), avocat, à La Houssaye, Redon, Ille-et-Vilaine.

- MM. Cambourg (vicomte de), château de Penfrat, Gouesnac'h, par Benodet, Finistère.
- Campion, L., négociant, à Lannion, Côtes-du-Nord.
- Caradec, Albert, conseiller général, à Vannes.
- Carcaradec (comte Anatole de), château de Kérivon, près Lannion, Côtes-du-Nord.
- Cargouët (comte Théophile de), maire de Maroué, Côtes-du-Nord.
- Carheil (comte Edmond de), château de la Haute-Roche, Oudon, Loire-Inférieure.
- Carné-Coëtlogon (marquis de), sénateur, château de la Ville-ès-blancs, à Sévignac, près Broons, Côtes-du-Nord.
- Carné (comte Olivier de), château du Glazan, à Canihuel, Côtes-du-Nord, ou rue Châteaubriand, 19, Saint-Brieuc.
- Cazin d'Honinthon (baron), à Taulé, Finistère.
- Chamaillard (de), ancien député, à Quimper.
- Champagny (comte Paul de), château de Keranroux, par Ploujean, Finistère.
- Champagny (vicomte Henri de), conseiller général, château de Kerduel, près Lannion, Côtes-du-Nord.
- Charette (Urbain de), château de la Contrie, Couffé, Loire-Inférieure.
- Chateaubriand (comte de), Saint-Germain-en-Laye (Seine-et-Oise).
- Chatellier, à Saint-Servan, Ille-et-Vilaine.
- Chauffier (l'abbé), chanoine honoraire, professeur à l'école Saint François-Xavier, Vannes.
- Chevigné (comte Augustin de), château de Lutaine, par Cellettes, Loir-et-Cher.

- MM.. Chevillotte, Charles, à Brest.
Cintré (marquis de), 6, rue du Chapitre, Rennes,
Ille-et-Vilaine.
Clésieux (comte Olivier du), château de Saint-
Ilan, par Yffiniac.
Corfec, Guillaume, directeur de *L'Indépendance
Bretonne*.
Cormerais, Ludovic, conseiller général, Le
Rocher, par Saint-Philbert-de-Grand-Lieu
(Loire-Inférieure).
Closmadeuc (de), docteur-médecin, à Vannes.
Coniac (Maxime de), château de la Robinais,
près Bain, Ille-et-Vilaine.
Couëssin (de), Athanase, château de Kerougas,
par Herbignac, Loire-Inférieure.
Couëssin (vicomte Auguste de), château de la
Côte, près Saint-Brieuc.
Couët, Eugène, banquier, à Quintin, Côtes-du-
Nord.
Courville (de), à Fougères, Ille-et-Vilaine.
Cudennec, Aimé, à Kerargoff, Plabennec,
Finistère.
Cuverville (Louis de), conseiller général, près
Saint-Nicolas-du-Pélem, Côtes-du-Nord.
Cuy (Duverger de), maire du Quillio, château
du Roz, près Uzel, Côtes-du-Nord.
- Dannes (comte de), château de Talhouet, près
Rochefort-en-Terre, Morbihan.
Desjars, Louis, Belle-Isle-en-Terre, Côtes-du-
Nord.
Després, fils, conseiller général, château du
Temple, La Guerche, Ille-et-Vilaine.

MM. Dortel, Alcide, avocat, conseiller général,
8, rue Heronnière, Nantes.

Durand, propriétaire, faubourg Roger, à Fougères, Ille-et-Vilaine

Durand, Albert, 5, rue de la Forêt, Fougères, Ille-et-Vilaine.

Durfort de Lorges (vicomte de), château d'Ancenis-les-Bois, par Riaillé, Loire-Inférieure.

Estourbeillon (marquis Regis de l'), 24, rue du Drezen, Vannes.

Euzenot, curé-doyen, à Cléguérec, Morbihan.

Fabre (baron), château de Liziec, Vannes.

Fleuriot de Langle, amiral, château de la Marinois, Iffendic, Ille-et-Vilaine.

Fontan, ancien officier de marine, à Paramé, Ille-et-Vilaine.

Foucaud (de), Auguste, rue de Belair, à Rennes.

Foucaud (de), René, conseiller général, château de Launay, Bréhand-Moncontour, Côtes-du-Nord.

Fou de Kerdaniel (vicomte du), maire d'Hillion, château de Bonabry, près Saint-Brieuc.

Fouéré-Macé (l'abbé), recteur de Léhon, près Dinan, Côtes-du-Nord.

Fraboulet, ancien magistrat, Saint-Brieuc.

Frain de la Gaulayrie, rue de Nantes, à Vitré, Ille-et-Vilaine.

France (le comte Francis de), Saint-Malo, Ille-et-Vilaine.

MM. France (Henri de), château du Gage, Pleugueneuc, Ille-et-Vilaine.

Fraval, Gustave, à Corlay, Côtes-du-Nord.

Fresneau, Etienne, propriétaire, à Varades, Loire-Inférieure.

Fretay (Charles Halna du), château de Kerlouarn, en Ploaré, par Douarnenez, Finistère.

Fretay (Baron Halna du), président de la Société Archéologique du Finistère, château du Vieux-Chatel, en Plonévez-Porzay, par Quéménéven, Finistère.

Gahier, avocat, à Nantes, 5, rue d'Orléans.

Gahier, conseiller général, Rougé, Loire-Inférieure.

Gaillard (l'abbé), aumônier de l'hospice général, Nantes.

Garault, à Chanteloup, Vitré, Ille-et-Vilaine.

Garnier, fabricant d'instruments aratoires, à Redon, Ille-et-Vilaine.

Gastinel, Arsène, propriétaire, à Gennevilliers-sur-Seiche, par Argentré, Ille-et-Vilaine.

Gaultier de Kermoal, Adolphe, au Pont-de-Gouët, Saint-Brieuc.

Gérard, Louis, à Trémigon, près de Combourg, Ille-et-Vilaine.

Gervinais (de la), La Nourraie, Dinan, C.-du-N.

Geslin de Bourgogne (J.), officier supérieur en retraite, Saint-Brieuc.

Gésincourt (comte Aymar de), château des Sables, à Ploubazlanec, Côtes-du-Nord.

Gicquel, Francis, armateur, Paimpol.

- MM.** Gicquel, Jules, armateur, Paimpol.
Goasguen (l'abbé), curé à Plouescat, Finistère.
Goyon-Matignon de Marcé (marquis de), château de la Chauvellerie, Joué-sur-Erdre, Loire-Inférieure.
Grimaudière (de la), Hippolyte, château de la Hamonaye, par Châteaubourg, Ille-et-Vilaine.
Guébriant (comte de), château de Kerdaniel, Saint-Jean-Kerdaniel, Côtes-du-Nord.
Guébriant (comte Alain de), maire de Saint-Pol-de-Léon, Finistère, ou 73, rue de Varennes, Paris.
Guennou, Charles, 33, rue Linné, Paris.
Guerdavid (comte Gaston de), château de Keraël, par Guerlesquin, Finistère.
Guibourgère (vicomte de la), château de Coëlan, par Collinée, Côtes-du-Nord.
Guillemot, avocat, à Kergicquel, en Neuillac, près Pontivy, Morbihan.
Guillier (comte du), président de la commission départementale, château du Guillier, près Jugon, Côtes-du-Nord.
Guillot de Corson (l'abbé), chanoine, château de la Noë-Saint-Yves, Bain, Ille-et-Vilaine.
Guiton (vicomte de), château de Bonnefontaine, Antrain, Ille-et-Vilaine.
- Hayrie (de la), ancien receveur des finances, à Quimperlé, Finistère.
Halgouët (vicomte Hippolyte du), château de Carcado, Pontivy, Morbihan.
Haugoumar des Portes, Charles, sénateur, Lamballe.

MM. Herbais (d'), Roscoff, Finistère.

**Hérissant (E.), directeur de la Ferme-Ecole
des Trois-Croix, près Rennes.**

Hévin, Emile, Moulins, par Piré, Ille-et-Vilaine.

Hévin, Emile, Erbrée, par Vitré, Ille-et-Vilaine.

**Houitte de la Chesnais (Armand), Saint-Malo,
Ille-et-Vilaine.**

**Houitte de la Chesnais (Léon), Saint-Malo,
Ille-et-Vilaine.**

Institut des Frères de Ploërmel, Morbihan.

Jallobert (l'abbé Paris), Balazé, Ille-et-Vilaine.

**Janvier, Joseph, propriétaire, Saint-Jouan-de-
l'Isle, Côtes-du-Nord.**

**Jars de Kéranroué (des), Pierre, à Morlaix,
Finistère.**

**Jessey (Yves Bazin de), château de Montmarin,
par Pleurtuit, Ille-et-Vilaine.**

Joùbert, J., château de Kerd'inan, Paimpol.

**Jouon des Longrais, 4, rue du Griffon,
Rennes.**

**Jourden (l'abbé), aumônier des Filles de la
Croix, Plestin.**

**Keranflec'h-Kernezne (comte de), château du
Quélénez, Saint-Gilles-Vieux-Marché, Côtes-
du-Nord.**

**Kerdaffrec (l'abbé), chanoine, curé-archiprêtre,
Pontivy, Morbihan.**

Kergal, 30, rue de Provence, Paris.

**Kergrist (vicomte J. de), Château de Rohou,
Carantec, par Morlaix, Finistère.**

MM. Kergrist (François de), à Keromnès, Carantec, par Morlaix, Finistère.

Kérisouët (Le Gallic de), fils, château de Ménoré, près Guémené-sur-Scorff, Morbihan

Kermel (vicomte L., de), château de la Porte-Dohain, Allineuc, par Uzel, Côtes-du-Nord.

Kermenguy (vicomte Gabriel de), château de Kermenguy, Cléder, Finistère.

Kermoyan (vicomte de), château de Kerandraon, près Saint-Pol-de-Léon, Finistère.

Kernaëret (Mgr Jude de), professeur à la Faculté Catholique, Angers, Maine-et-Loire.

Kerouartz (marquis de), conseiller général, Guingamp.

Kerret (Hugues de), château de la Forêt, à Languidic, Morbihan.

Kersauson Kerjean (comte Guy de), château de Kerjean, au Conquet, Finistère.

Kertanguy (vicomte de), château de Pradigou, Morlaix, Finistère.

Kervers (vicomte de), château de Lanrigan, par Combourg, Ille-et-Vilaine.

Kerviler, René, ingénieur en chef des ponts et chaussées, à Saint-Nazaire, Loire-Inférieure.

La Buharaye (de), château de Callac, à Plumelec, Morbihan.

La Ferronnays (marquis de), député, à Saint-Mars-la-Jaille, Loire-Inférieure, ou 34, Cours La Reine, Paris.

Lafolye, libraire-éditeur, Vannes.

Lallié, rue Bertrand Geslin, 5, Nantes.

MM. La Marzelle (de), sénateur, château de Keralier, par Sarzeau, Morbihan, ou 254, boulevard Saint-Germain, Paris.

La Monneraye (comte de), ancien sénateur, château du Cléyo, à Caro, Morbihan, ou 9, rue d'Arras, Paris.

La Moussaye (comte Amaury de), château de l'Ingourdi, La Harmoye, par Quintin, C.-du-N.

Landemont (comte de), château de la Guère, maire d'Ancenis, Loire-Inférieure.

Langle (comte Alphonse de), rue de Corbin, 6, Rennes.

Lanjuinais (comte), député, château de Kerguehenec; par Bignon, Morbihan, ou 31, rue Cambon, à Paris.

Lannurien (de), Etienne, à Locquéholé, par Taulé-Penzé, Finistère.

Lantivy (comte de), à Saint-Méloir-des-Ondes, Ille-et-Vilaine.

Larcher (de), à Plœmeur, près Lorient.

Lareinty (de), Jules, ancien député, château de Pont-Piétain, par Blain, Loire-Inférieure.

Larère, place du Champ; à Dinan.

Largentaye (de), Jacques, château de Craffault, en Plédran, Côtes-du-Nord.

La Rivière (de), Raymond, château de la Bouthellerie; à Combours, Ille-et-Vilaine.

La Sablière (de), château de Lanniron; près Quimper.

La Touche (comte Le Vassor de), à Saint-Brieuc.

Laubier (comte de), vice-président du syndicat agricole de Cancale.

- MM. Launay (de), à Lamballe, Côtes-du-Nord.
La Vieuxville (Gaston de), à la Vieuxville, Saint-Cast, Côtes-du-Nord.
La Vieuxville (comte de), château de la Tourdelin, par Bécherel, Ille-et-Vilaine.
La Villarmois (comte de), à Trans, Plaine-Fougères, Ille-et-Vilaine.
La Villethéart (comte de), château de la Villethéart, à la Bouillie, par Hénanbihen, Côtes-du-Nord.
Le Bel de Penguilly (comte), château de Penguilly, Saint-Glen, par Moncontour, Côtes-du-Nord.
Le Bihan, Félix, ancien juge de paix, St-Brieuc.
Le Bouteillier (vicomte), à Fougères, Ille-et-Vilaine.
Le Cerf, député, Mûr, Côtes-du-Nord, ou 44, rue d'Astorg, Paris.
Le Clerc, Arthur, à la Verrerie, près Fougères, Ille-et-Vilaine.
L'Ecluse (de), Amédée, à Audierne, Finistère.
L'Ecluse (de), Edmond, à Audierne, Finistère.
L'Hévéder (l'abbé), curé de Lannion.
Le Cour Grandmaison, Charles, ancien député, sénateur, 8, rue de Bréa, Nantes.
Le Cour Grandmaison, Henri, château de Coislin, Campbon, Loire-Inférieure.
Lecoqu (l'abbé), chanoine titulaire, Saint-Brieuc.
Le Floch, Louis, propriétaire, à Minimur, près Vannes.

- MM.** Le Forestier de Quillien, Landerneau.
Le Gac de Lansalut, Boqueho, près Châtelaudren, Côtes-du-Nord.
Le Gal (l'abbé Jean), vicaire à Lanloup.
Le Gualès de Mézaubran (comte), château de Lucinière, par Joué-sur-Erdre, Loire-Inférieure.
Le Gualès de Mézaubran (vicomte Alain), Le Légué, Côtes-du-Nord.
Le Gonidec de Traissan (vicomte), Charles, 3, quai Châteaubriand, Rennes.
Le Gorrec, conseiller général, Pontrieux, Côtes-du-Nord.
Legué, Victor, Saint-Hervé, Côtes-du-Nord.
Le Lasseur (baron), Albéric, château de Bénouville, près Caen, Calvados.
Le Maréchal, Edouard, à Saint-Servan, Ille-et-Vilaine.
Le Mée (l'abbé), recteur de Mérillac, Côtes-du-Nord.
Le Meignen de La Verrie, 7, rue Bonne Louise, Nantes.
Lemière, E., avocat, 23, boulevard National, Saint-Brieuc.
Le Moign, député, Goarec, Côtes-du-Nord.
Le Pannetier de Roissay, château des Harlais, près Landéan, Ille-et-Vilaine.
Le Pennec (l'abbé), directeur au Grand Séminaire, Saint-Brieuc.
Le Provost (l'abbé), Vicaire général, à Saint-Brieuc.
Lescoët (marquis de), château de Lesquiffiou, Pleyber-Christ, Finistère.

MM. Lestang du Rusquec (comte de), conseiller général, château de Kerézélec, près Landerneau, Finistère.

Lestang du Rusquec (de), Henri, château de Kerouzéré, à Sibiril, Saint-Pol-de-Léon, Finistère.

Letanneur, château de Bonaban, La Gouësnière Ille-et-Vilaine.

Letourneur (l'abbé), recteur de Lanvellec.

Liégeard (général baron de), château de la Vallée, près Lamballe, Côtes-du-Nord.

Limon, vice-président du conseil général des Côtes-du-Nord, Saint-Brandan.

Lorgeril (de), Jacques, château de la Bourbansais, Pleugueneuc (Ille-et-Vilaine).

Lorgeril (comte de), conseiller général, château de Chalonge, Trébédan, par Plélan-le-Petit, Côtes-du-Nord.

Lorgeril (comte Olivier de), château du Fresh-Clos, Lamballe, Côtes-du-Nord.

Lorgeril (vicomte Alain de), château de la Ville-Chapron, Hénou, par Moncontour, Côtes-du-Nord.

Lorgeril (vicomte François de), château du Boisriou, par Perros-Guirec, Côtes-du-Nord.

Lorgeril (vicomte Robert de), château des Diallaire, Combou, Ille-et-Vilaine.

Lorois, Emile, député, château de Broel, Arzal, Morbihan, ou 5, rue d'Alger, Paris.

Maillard, maire et conseiller général, Le Croisic, Loire-Inférieure.

- MM. Maquillé (comte de), château de La Touche, à Nozay, Loire-Inférieure.
- Martin, notaire à Quintin, Côtes-du-Nord.
- Mauduit (Henri de), Quimperlé, Finistère.
- Mazevet (l'abbé), vicaire de Canihuel, Côtes-du-Nord.
- Ménorval (de), 31, boulevard National, Saint-Brieuc, Côtes-du-Nord).
- Messelière (comte Paul Frothier de La), château de Prémoré, en Pleugueneuc, Ille-et-Vilaine.
- Mettrie (vicomte Roger de La), villa des Marronniers, Dinan, Côtes-du-Nord.
- Micault, Plouvara, Côtes-du-Nord.
- Montaigu (comte de), conseiller général, château de la Bretesche, par Missillac, Loire-Inférieure, ou 18, rue de Martignac, Paris.
- Montgermont (de), Léonard, château des Gravelles, Saint-Méen, Ille-et-Vilaine.
- Montjarret de Kerjégu, (Jules), château de Bienassis, Erquy, Côtes-du-Nord.
- Morel, lieutenant au 116^e d'Infanterie, détaché au Bureau arabe, Djella, province d'Alger.
- Morvonnais (de La), 6, boulevard de la Duchesse Anne, Rennes.
- Mottin, conseiller général, château de Launay-Guen, Plémet, Côtes-du-Nord.
- Nantois (vicomte F. de), château de Kerdurand, à Riantec, par Port-Louis, Morbihan.
- Nétumières (comte Ivan des), conseiller général, château des Rochers, près Vitré, Ille-et-Vilaine.
- Agr.*

MM. Nétumières (comte Guy des), château des Nétumières, près Vitré, Ille-et-Vilaine.

Nétumières (vicomte Elie des), château de la Montagne, La Guerche, Ille-et-Vilaine.

Nicol (l'abbé), chanoine honoraire, à Vannes.

Noüe (de la), Maurice, château des Aubiers, Hillion, Côtes-du-Nord.

Noüe (de la), Fernand, château des Aubiers, Hillion, Côtes-du-Nord.

Nouël (de), Edmond, château de Kertanouarn, Ploubazlanec, par Paimpol, Côtes-du-Nord.

Nouël (de), Louis, château de Kertanouarn, Ploubazlanec, par Paimpol, Côtes-du-Nord.

Oheix, Robert, à Trévé, près Loudéac, Côtes-du-Nord.

Ollitrault-Dureste, Cesson, près Saint-Brieuc.

Ollivier, Louis, avocat à Guingamp, Côtes-du-Nord.

Ollivier, Auguste, sénateur, à Guingamp, Côtes-du-Nord.

Ollivier, Pierre, propriétaire-cultivateur, à Trévélec, près Lanvollon, Côtes-du-Nord.

Orieux, agent-voyer en chef honoraire, passage du Nord, Nantes.

Palys (comte de), château de Clays-Palys, par Romillé, Ille-et-Vilaine, ou 5, rue Saint-Yves, Rennes.

Parcevaux (de), à Coatmanach, par Saint-Renan, Finistère.

Frère Paulin, directeur de l'institut agricole de Beauvais.

- MM. Perrien (comte de), ancien député, château de Lannouan, près Landévant, Morbihan.
Perrien (vicomte Gustave de), château de Locguénolé, près Hennebont, Morbihan.
Perron, expert, à Varades, Loire-Inférieure.
Philouze, avoué-licencié, Saint-Brieuc.
Pioger (de), Frédéric, ancien député, château du Boro, à Saint-Vincent, Morbihan.
Pioger (Victor de), Beaumont, près Redon, Ille-et-Vilaine.
Plessis-Gouret (E. du), à Yverdon, par Genève, canton de Vaud, Suisse.
Pocquet, rédacteur au *Journal de Rennes*.
Polignac (comte de), château de Kerbastic, à Gestel, Morbihan.
Polignac (comte Maxence de), château de Kerscamp, Hennebont, Morbihan.
Pommereul (baron de), château de Marigny, Saint-Germain-en-Coglès, Ille-et-Vilaine.
Pommery (comte de), château de la Pilardière, Oudon, Loire-Inférieure.
Poulpiquet (de), Césaire, château de Trefry, par Quéménéven, Finistère.
Prémion (Morin de), à Herbignac, Loire-Inférieure.
Prud'homme, René, libraire-éditeur, St-Brieuc.
- Queinec, Allain, Plouneventer, par Landivisiau, Finistère.
Quelen (comte de), château de la Ville-Chevalier, près Plouagat, Côtes-du-Nord.
Quénétain (comte de), château de la Molière, par Guichen, Ille-et-Vilaine.

MM. Querhoënt (marquis de) château de La Pyrie,
Le Hinglé, Côtes-du-Nord.

Radiguet, Isidor, Landerneau, Finistère.

Ragot, à Vitré, Ille-et-Vilaine.

Raismes (de), ancien sénateur, château du
Sac'hz, près Arzano, Finistère.

Raison du Cleuziou, Ch., à Lannion, Côtes-du-
Nord.

Raison du Cleuziou (Alain), rue Vicairie,
Saint-Brieuc.

Raison du Cleuziou (Yves), avocat, président
du syndicat agricole des cantons de Châ-
teaulin et Pleyben, Châteaulin.

Rengervé (de), Louis, château du Chalet, près
Rennes, Ille-et-Vilaine.

Reposoir (comte Poullain du), château de la
Cour Porée, Saint-Hélen, Côtes-du-Nord.

Robert (Paul), banquier, Dinan, Côtes-du-
Nord.

Robert, château de Keraoul, Ploudiry, Finistère.

Robert, Charles, prêtre de l'Oratoire, place
Saint-Pierre, Rennes.

Robien (marquis de), château de Robien, près
Quintin, Côtes-du-Nord, ou 63, rue de Va-
rennes, Paris.

Robien (comte de), château de Robien, par
Quintin, Côtes-du-Nord, ou 34, rue Saint-
Michel, Saint-Brieuc.

Rochemacé (de la) Maurice, château de La Roche,
Couffé, Loire-Inférieure.

Rodalec, Félix, professeur de mathématiques
au collège de Morlaix.

MM. Rodel, Albert, 31, rue du Jardin Public,
Bordeaux.

Romand, Emile, armateur, Paimpol.

Romand, Henri, château de Kermarquer,
Lézardrieux.

Roquefeuil (comte Raymond de), château du
Bilo, Tréguier, Côtes-du-Nord.

Roquefeuil (de), château de Kerbiriou, par
Morlaix, Finistère.

Roscoat (vicomte du), conseiller général, châ-
teau du Bois de la Roche, Coadout, Côtes-
du-Nord.

Rougé (comte Pierre de), château des Salles,
Guingamp, Côtes-du-Nord.

Saint-George (vicomte Henri de), château du
Rongoet, près Landevant, Morbihan.

Saint-George (vicomte Roger de), conseiller
général, château du Reste, à Grandchamp,
Morbihan.

Saint-George (vicomte de), château de Keren-
nevel, près Rosporden, Finistère.

Saint-George (comte René Harscouët de),
château de Keronic, à Pluvigner, Mor-
bihan.

Saint-Jouan (Léon de), château de Coatandoch,
par Plouagat, Côtes-du-Nord.

Saint-Jouan (Samuel de), château de Coatan-
doch, par Plouagat, Côtes-du-Nord.

Saint-Luc (de), Gaston, ancien député, château
de Guilguiffin, par Plogastel-Saint-Germain,
Finistère.

Saint-Maur, (E. M. François), ancien président

à la Cour, Pau, Basses-Pyrénées, ou Paris, 50, rue de Varennes.

MM. Saint-Pierre (marquis de), château du Bois de la Salle, près Lanvollon, Côtes-du-Nord.

Saint-Pierre (Yves de), château du Bois de la Salle, près Lanvollon, Côtes-du-Nord.

Salmon Laubourgère, ancien président de tribunal civil, 4, rue Duguesclin, à Rennes.

Savin, avocat à Saint-Brieuc.

Savin, François, armateur à Paimpol.

Sécillon (de), château de Kerfur, à Guérande Loire-Inférieure.

Séré (de), colonel, rue de Brest, Saint-Brieuc.

Société d'Emulation des Côtes-du-Nord, à Saint-Brieuc.

Société Hippique de Corlay, Côtes-du-Nord.

Soubigou, François, ancien sénateur, Plouneventer, Finistère.

Syndicat agricole de Cancale, M. Gaudeul, trésorier, Saint-Méloir-des-Ondes, Ille-et-Vilaine.

Taillard (de), Charles, à Pludual, par Plouha, Côtes-du-Nord.

Taillard (de), Henri, à Pludual, par Plouha, Côtes-du-Nord.

Tempier, archiviste des Côtes-du-Nord, Saint-Brieuc.

Thielmans, organiste, à Guingamp, Côtes-du-Nord.

Tillion (Général), château du Bois Ruault, par Malestroit, Morbihan; à Versailles, du 1^{er} janvier au 1^{er} juillet.

MM. Tortelier, 9, rue des Carmes, Rennes, Ille-et-Vilaine.

Trévédy, ancien président du tribunal civil de Quimper, Laval.

Troguindy (comte de), conseiller général, à Lannion, Côtes-du-Nord.

Trolong du Romain, Amédée, château du Longeau, à Saint-Gelven, près Goarec, Côtes-du-Nord.

Truelle Saint-Evron, boulevard Saint-Aignan, Nantes.

Vallée, licencié-ès-lettres, Saint-Brieuc.

Vallée, Théodore, Belle-Isle-en-Terre.

Vatar, imprimeur, à Rennes.

Vaujuas-Langan (comte J. de), château de Builly, près Montsurs, Mayenne.

Veillet Dufrêche, Victor, à Moncontour, Côtes-du-Nord.

Verger (du), château de la Guérande, Hénanbihen, Côtes-du-Nord.

Villeféron du Chastel (Tanneguy de), château de Kercarantel, en Gausson, par Plouguenast, Côtes-du-Nord.

Villèle (de), Gaston, château de Miniac, à Miniac-Morvan, Ille-et-Vilaine.

Villerabel (abbé du Bois de la), chanoine honoraire, secrétaire général de l'Evêché, Saint-Brieuc.

Villiers du Terrage (baron Marc), château de Kerminihy, par Rosporden, Finistère.

Villiers du Terrage (vicomte de), château de Kerminihy, par Rosporden, Finistère.

MM. Vittu de Kerraoul, Henri, château de la Rouxière, à Matignon, Côtes-du-Nord.

Vittu de Kerraoul, Louis, aux Villedorés, à Saint-Brieuc.

Wolbock (baron de), château de Kercado-Kerdowras, près Carnac, Morbihan.

MEMBRE CORRESPONDANT

M. Cellier, ingénieur, 16, boulevard Delorme, Nantes.

TABLE DES MATIÈRES

CLASSE D'ARCHÉOLOGIE

PREMIÈRE PARTIE

COMPTES-RENDUS DES SÉANCES

	Pages
Messe du Saint-Esprit.....	VII
Discours de Monseigneur l'Evêque de Quimper.....	VIII
Séance solennelle d'ouverture du Congrès.....	XI
Discours prononcé par M. Audren de Kerdrel.....	XI
Discours prononcé par M. Astor, maire de Quimper.....	XX
Discours prononcé par M. de Palys.....	XXI
Discours prononcé par M. Bahezre de Lanlay, au nom de M de Lorgeril.....	XXVI
Bureau du Congrès	XXX
Deuxième séance (mardi 8 octobre, 8 h. 1/2 du matin).....	XXXIII
Troisième séance (mardi 8 octobre, 8 heures du soir).....	XXXV
Quatrième séance (mercredi 9 octobre, séance du matin).....	XXXVIII
Cinquième séance (mercredi 9 octobre, séance du soir).....	XL
Sixième séance (vendredi 11 octobre, 8 h. 1/2 du matin).....	XLII
Septième séance (vendredi 11 octobre, 8 heures du soir).....	XLV
Huitième séance (samedi 12 octobre, 8 h. 1/2 du matin).....	XLVII
Séance de clôture (samedi 12 octobre, 8 heures du soir).....	XLIX
Election pour le renouvellement de la Direction de l'Association Bretonne.....	XLIX

DEUXIÈME PARTIE

MÉMOIRES

	Pages.
De quelques monuments préhistoriques dans le Finistère, par M. du Chatellier.....	3
Notes étymologiques, par M. Ch. de la Lande de Calan.....	8
Colliers celtiques, par M. Le Norcy.....	21
Le Serment de Jean de Lesnerac, meurtrier de Charles de Blois, par M. le Marquis de l'Estourbeillon.....	32
Compagnie d'assurances contre les erreurs historiques, par M. J. Trévédý.....	43
La Bretagne agricole, industrielle et commerciale au début du xviii ^e siècle, par M. Ch. de la Lande de Calan.....	55
Deux recteurs bretons méconnus, par M. l'abbé Peyron.....	81
Testaments et fondations anciennes d'un caractère original, pro- pres à jeter du jour sur les mœurs et coutumes du temps passé, par M. l'abbé Peyron.....	87
Deux doyens du Folgoët, oncle et neveu, par M. l'abbé Robert...	107
Anciennes fortifications de Quimper, par M. E. Ducrest de Ville- neuve.....	120
La Commanderie de la Feuillée et ses annexes, par M. l'abbé Guillotín de Corson.....	130
A propos des découvertes récentes du Grand-Ris, par M. l'abbé J.-M. Abgrall.....	183
Traditions populaires de l'île d'Ouessant, par M. A. Le Braz.....	191
Chapiteaux de l'église de Loctudy, par M. E. Ducrest de Villeneuve.	198
Chapiteaux des églises de Fouesnant et de Perguet, par M. E. Ducrest de Villeneuve.....	204
Les petites écoles dans le Finistère avant 1789, par M. l'abbé Antoine Favé.....	207
Excursion du Congrès de l'Association Bretonne le jeudi 10 octobre 1895, par M. l'abbé J.-M. Abgrall.....	224

CLASSE D'AGRICULTURE

	Pages.
Procès-verbal de la réunion des membres de la Société des Agriculteurs de France appartenant aux départements de la Bretagne et des membres de l'Association Bretonne pendant le Congrès de Quimper, le mardi 8 octobre 1895.....	5
Liste générale des membres de l'Association Bretonne. Membres fondateurs.....	49
Membres ordinaires.....	51



696. — Saint-Brieuc, Imprimerie René PRUD'HOMME.
